



HISTOIRE

DE LA

COMPAGNIE DE JÉSUS.



Oregon Mission Soc: Jan

1847

3
3
3

HISTOIRE

RELIGIEUSE, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

DE LA

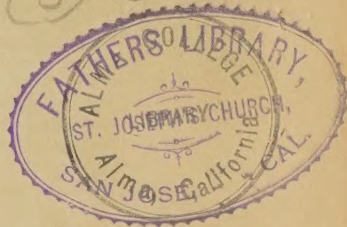
COMPAGNIE DE JÉSUS

COMPOSÉE SUR LES DOCUMENTS INÉDITS ET AUTHENTIQUES

PAR J. CRÉTINEAU-JOLY.

QUATRIÈME ÉDITION, REVUE ET CORRIGÉE SUR LA NOUVELLE ÉDITION DE PARIS.

TOME TROISIÈME.

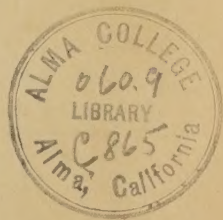


TOURNAI

TYPOGRAPHIE DE J. CASTERMAN,

LIBRAIRE - ÉDITEUR.

1846



6912

HISTOIRE

DE LA

COMPAGNIE DE JÉSUS.

CHAPITRE XXXIV.

Situation des esprits en Europe. — La Compagnie de Jésus en face des adversaires de l'ordre social. — Tous ont pour premier but la destruction des Jésuites. — Le marquis de Pombal à Lisbonne. — Son caractère. — Il est protégé par les Jésuites. — Il domine le faible Joseph I^{er}. — Ses mesures et son arbitraire. — Il cherche à détacher le roi des Jésuites. — Exil des Pères Ballister et Fonseca. — Tremblement de terre de Lisbonne. — Courage de Pombal et des Jésuites. — Le Roi revient un instant de ses préventions. — Pombal et la secte encyclopédique. — Différence de leurs plans. — Traité d'échange entre l'Espagne et le Portugal. — Les Pères Barreda et Neydorffert chargés de préparer les Néophytes de l'Uruguay à l'émigration. — On les accuse de soulever les Indiens. — Leur obéissance les compromet dans les deux camps. — Les Néophytes se révoltent. — Les Réductions détruites. — Les mines d'or. — Pombal pamphlétaire contre les Jésuites. — Les rois d'Espagne font brûler son ouvrage. — Don Zevalos et Gultierrez de la Huerta. — La timidité des Jésuites enhardit Pombal. — Benoît XIV et le cardinal Passionei. — Le capucin Norbert et le commerce des Jésuites dans les Missions. — Ce que c'était que ce négoce. — Edit de Philippe V qui l'approuve. — Pombal accuse les Jésuites d'avoir dévié de leur Institut. — Benoît XIV mourant signe un bref de visite et de réforme. — Le Cardinal Saldanha et Pombal. — Les Jésuites, confesseurs du Roi et des Infants, enlevés de la cour. — Saldanha exerce des pouvoirs périmés. — Election de Clément XIII. — Le Général des Jésuites, Laurent Ricci, présente au Pape un mémoire contre les mesures prises par Saldanha. — Violences et intrigues de Pombal. — Attentat à la vie de Joseph I^{er}. — Le marquis de Tavora accusé. — Après trois mois de silence, on l'arrête avec sa famille. — Le tribunal de l'Inconfiance présidé par Pombal. — Le duc d'Aveiro dans les tortures. — Supplices de ces familles. — Arrestation de huit Jésuites. — Trois vieux Missionnaires condamnés à mort. — Manifeste de Joseph I^{er} aux évêques portugais. — Deux cents prélats catholiques protestent contre cet écrit. — On enlève les Missionnaires de toutes les Réductions. — Faux bref pour l'expulsion des Jésuites du Portugal. — Théories des Jésuites. — Pombal en fait partir un premier convoi pour les Etats pontificaux. — Les Dominicains de Civita-Vecchia les accueillent. — Le cardinal Saldanha cherche à gagner les jeunes Jésuites. — Pombal, débarrassé des Jésuites, s'occupe de son schisme national. — Le Père Malagrida, condamné comme récidive, est brûlé comme sorcier. — Son jugement par l'Inquisition, dont Pombal est le créateur. — Proscription de la Compagnie de Jésus en Portugal. — Les Jésuites prisonniers. — Lettre du Père Kaulen. — L'exemple de Pombal encourage les adversaires de la Société. — On invente un Père Henry brûlé à Anvers. — Ambroise Guis et son héritage. — Les Jésuites condamnés à restituer huit millions. — Le Père Girard et Catherine La Cadière. — Le Père Chamillard mort appelant de la bulle. — Il ressuscite.

Situation des esprits en Europe.

Tant que la Société de Jésus n'eut qu'à lutter contre l'instinctive cruauté des Sauvages, contre les haines périodiques des Huguenots, des Universités et des Jansénistes, on la vit s'opposer aux attaques et souvent même jeter dans le camp

ennemi la division ou la honte. Forte du principe d'autorité qu'elle proclamait sous tous les modes de gouvernement, elle avait jusqu'alors, à quelques rares exceptions près, trouvé dans les chefs des peuples un constant appui, une intelligente

protection qui tournait à l'avantage des nations et des princes. De Rome, le centre de la Catholicité, elle régnait par le martyre ou par l'humilité, par les services rendus à l'éducation ou par la gloire littéraire. Le Saint-Siège la présentait dans ses batailles théologiques comme l'avant-garde et la phalange sacrée de l'Eglise; mais, au contact d'une nouvelle école qui sapait les trônes en flattant les rois, qui détruisait la morale en calomniant la vertu et en glorifiant le vice, les monarques avaient vu se glisser dans leurs âmes un sentiment de crainte et d'égoïsme. Endormis sur le trône, ils voulaient vivre heureux, sans songer que ce bonheur viager serait la mort de leur empire. Pour ne pas être agités dans leur royale fainéantise, ils laissaient un à un briser entre leurs mains les ressorts de la puissance publique. Ils s'annihilaient pour le bien, ils n'évoquaient une somnolente énergie que pour consacrer le mal.

La Compagnie de Jésus en face des adversaires de l'ordre social.

Dans cet affaissement de la force sociale, dans cette décomposition du pouvoir, que les philosophes du dix-huitième siècle, nés d'une orgie de la Régence, firent accepter comme un progrès, les Jésuites furent désignés à toutes les colères. Il fallait leur passer sur le corps afin d'arriver au cœur de la vieille unité; on remua le ciel et la terre. Les incrédules eurent foi dans l'Eglise, les Gallicans condescendirent à proclamer l'infailibilité du Pape, les extrêmes se rapprochèrent; il y eut une ligue de toutes les vanités, de tous les rêves, de toutes les erreurs et de tous les préjugés. On y enrôla les ministres des rois ainsi que les ennemis des monarchies, les propagateurs de l'impiété et quelques prélats dont la capacité n'était pas au niveau des turbulentes vertus. Le Saint-Siège était entré dans la voie des concessions. Par amour de la paix, il se laissait dépouiller de ses droits, il sacrifiait son initiative à des besoins factices, il attermyait avec les passions pour essayer de les calmer ou tout au moins de les diriger.

La Compagnie de Jésus avait signalé en Europe ces sources de désordres intellectuels; elle s'y était opposée, tantôt avec audace, tantôt avec modération; elle avait lutté contre les sectes séparées de la Communion catholique, elle luttait contre le Jansénisme fomentant la guerre civile au sein de l'Eglise. Un nouvel allié était né à ces éternels adversaires. Cet allié, c'était le philosophisme, qui, marchant plus franchement à son but, s'attaquait à toutes les religions établies et se faisait une arme de leurs dissensions intérieures pour les traduire au tribunal de ses poètes érotiques ou de ses rhéteurs ampoulés. Les nouveaux maîtres proclamaient l'indifférence et la vertu spéculative pour tout principe; ils s'arrangeaient un Dieu et un monde à leur guise, sans foi et sans culte; ils se plaçaient sur un terrain encore inexploré. Leur esprit frondeur prodiguait le sarcasme aux choses saintes, ils

envenimaient les querelles entre l'Episcopat français et les Parlements; ils tournaient en ridicule les billets de confession et les refus de sacrements¹, grave question que Voltaire tua sous le

(1) Les difficultés qui surgissent dans les matières de foi ou de discipline ecclésiastique sont toujours sérieuses et compliquées; elles entraînent à leur suite des dangers, elles provoquent souvent des révolutions. L'affaire des billets de confession et des refus de sacrements avait une double origine; elle tenait au for intérieur et à la loi civile. La Bulle *Unigenitus*, sollicitée par l'Eglise de France, surtout par Fénelon, comme l'unique moyen de mettre un terme au Jansénisme, n'atteignit pas le but qu'elle se proposait. Louis XIV, le Régent et Louis XV, avec les Parlements et la presque unanimité du Clergé, eurent beau l'accepter, il se trouva quelques évêques et un certain nombre de réguliers et de séculiers qui se firent appelants. Nous avons dit à quel point les choses en étaient sous la régence de Philippe d'Orléans, on a vu la part que les Jésuites y prirent; il faut raconter en peu de mots l'origine des refus de sacrements. On l'attribua aux Jésuites; en étudiant les écrits du Jansénisme, on est tout étonné d'apprendre que ce ne sont pas les Pères de la Compagnie qui inventèrent ces précautions et qui les poussèrent jusqu'à l'abus.

En 1720, Baudry, lieutenant de police, fit comparaître devant lui environ trois cents Jansénistes, prêts pour la plupart, d'un certain nombre furent exilés. Dorsanne, à la page 64 du tome II de son *Journal*, nomme l'auteur d'un pareil acte. « Cette procédure, dit-il, avait été imaginée par le père de La Tour, Général de l'Oratoire. » L'abbé Couet, le confesseur du cardinal de Noailles, et l'un des agents les plus actifs de la secte, « voulant, raconte Dorsanne, faire entrer l'abbé Dubois dans ce genre de procédure, en avait dressé le projet et le lui avait envoyé. » Ainsi ce ne sont pas les Jésuites qui persécutent les Jansénistes, mais les Jansénistes mitigés qui les premiers poursuivent les Jansénistes exaltés. Le premier refus de sacrements, toujours au témoignage de Dorsanne, eut lieu en 1721. Le curé de Saint-Louis-en-l'Île ne consentit point à administrer l'Oratorien Lelong, qui ne voulait pas rétracter son appel. Le second exemple de ce refus est signalé dans la ville d'Arles en 1722. L'abbé Boche, appelant, est sur le point de mourir; le père Savornin, de l'Ordre de Saint-Dominique, refuse de l'aider; le prêtre qui l'administra fut interdit par l'Archevêque. Ces faits se multiplièrent; bientôt on demanda aux malades leurs billets de confession, pour savoir s'ils avaient été secourus par un prêtre orthodoxe. Même avec nos idées de tolérance, cette mesure sera légitime aux yeux de tout homme qui comprend assez largement la liberté pour laisser aux autres le droit qu'il s'accorde à lui-même. Si on veut vivre et mourir catholique, il faut bien se soumettre aux prescriptions de l'Eglise catholique, qui ne nous contraind pas à accepter sa loi, mais qui nous repousse de son sein si nous n'avons pas voulu y rentrer. Cependant cette mesure de billets de confession eut des conséquences si funestes qu'on ne sait si on doit l'approuver ou la blâmer. Les Jansénistes se plaçaient dans une situation particulière et qu'aucun sectaire n'avait encore adoptée. Les hérétiques, en se séparant du corps de l'Eglise, se glorifiaient de rompre sa communion et son unité, ils auraient rougi de participer à ses sacrements. Le Janséniste fut plus perfide: il osa être enfant de l'Eglise malgré elle, et il maintint son dire jusque dans les bras de la mort.

L'usage des billets de confession pour les malades est expressément établi dans les avis de saint Charles Borromée et dans l'un des conciles de Milan. L'assemblée du clergé de 1634 l'avait consacré; le cardinal de Noailles en recommanda lui-même l'observation. Les Jésuites, dans cette circonstance, exécutèrent ce que l'Episcopat enjoignit. On a prétendu qu'ils avaient inspiré et poussé la mesure aussi loin que possible. Les preuves de cette accusation manquent partout. L'immixtion du Parlement dans ces affaires de conscience, qui ne sont pas du domaine de la police publique, rendit le mal incurable. Le Parlement prêté aux Jansénistes une imprudente protection, qui alla jusqu'au sacrilège. Il fit profaner les sacrements, il condamna les curés à administrer les hommes qui déclaraient persévérer dans l'erreur. Souvent il força les prêtres à porter le viatique contre des soldats que la force judiciaire requérait pour sanctionner ses coupables arrêts. De 1738 à 1750, ce scandale envahit la France; il fournit aux adversaires de la Religion le droit d'outrage et de moquerie; la faiblesse du gouvernement fit le reste.

feu de ses moqueries. Les philosophes du dix-huitième siècle tendaient à l'anéantissement des idées pieuses par toutes les routes possibles; ils en ouvraient de nouvelles à leur besoin de destruction. Le Catholicisme était la religion la plus immuable et la plus populaire; ce fut sur elle qu'ils concentrèrent leurs efforts. Dans cette levée de boucliers, les Jésuites ne se déguisèrent pas que tant d'assauts habilement combinés devaient porter un coup funeste à leur Ordre; mais ils avaient à sauvegarder la foi des peuples. On les vit se jeter dans l'arène et, sans mesurer la force de leurs ennemis, combattre avec la parole et avec la plume. Ces savantes discussions, auxquelles le Père Berthier et les autres disciples de saint Ignace conviaient les novateurs, pouvaient entraver leur marche; elles les forçaient à démasquer avant le temps leurs secrètes batteries; elles éclairaient le gouvernement sur des projets dont il leur eût été opportun de nier encore l'existence. Le Parlement, hostile aux philosophes, proscrivait d'une main les ouvrages qu'il encourageait de l'autre. Il sévissait en corps contre les doctrines impies ou révolutionnaires, il y applaudissait individuellement; il laissait se défendre le frein modérateur des peuples. Pour peu qu'on fit une guerre sourde ou patente aux Jésuites, il accordait droit de passe à toutes les idées subversives. Engagés dans des luttes sans dignité et forts de l'appui que la magistrature leur offrait, les Jansénistes évoquaient chaque conflit sacerdotal à la barre de la Grand-Chambre. Ils vivaient en opposition avec la loi catholique, ils voulaient mourir impénitents et absous par elle. Ils n'avaient son autorité souveraine, et, par une dérision de la conscience, ils l'appelaient à leurs derniers moments pour la braver et la compromettre.

Tous ont pour premier but la destruction des Jésuites.

Cette situation intolérable prêtait des armes à toutes les passions. La malignité publique fut tenue en éveil par le bruit que l'on sut faire des refus de sacrements. Les Evêques, le Clergé et les Ordres religieux remplissaient un devoir. Dans son accomplissement, il y eut peut-être des abus, des excès; quelques prêtres poussèrent les précautions jusqu'à l'intolérance; les Jansénistes et les philosophes s'attachèrent à montrer partout la main des Jésuites. Les Jésuites furent dévolus aux inimitiés; ils avaient, disait-on, provoqué la bulle *Unigenitus*, et c'était à cette constitution apostolique qu'il fallait faire remonter les désordres. On avait trouvé un levier pour battre incessamment en brèche les Pères de l'Institut, on l'employait à toute fin. Les Jansénistes et les Parlementaires se coalisaient avec les Encyclopédistes pour miner la Société; les plus ardents concevaient même déjà la pensée de la dissoudre. L'orage s'annonçait à l'abri de tant d'intelligences et de tant de vœux opposés qui néanmoins se réunissaient dans une espérance commune; il éclata sur le

point où personne n'aurait osé le signaler, Le Portugal fut le premier des royaumes catholiques qui entra en campagne.

Le marquis de Pombal à Lisbonne.

Son caractère.

Il y avait à la cour de Lisbonne un ministre qui, pour éterniser son ascendant sur Joseph I^{er}, ne craignait pas de le tenir en tutelle et de remplir son imagination de fantastiques complots contre ses jours. Ce ministre se nommait Sébastien Carvalho, comte d'Oyeras, marquis de Pombal. Né en 1699, à Soure, d'une famille sans fortune, Pombal, car c'est sous ce titre qu'il est connu dans l'histoire, ne manquait ni d'énergie ni de talents administratifs. Souvent son énergie dégénérait en violence¹, plus souvent encore la vigueur de son esprit était obscurcie par des manœuvres hypocrites, par une avidité sans frein et par des colères jalouses qui, avec son caractère, devaient l'emporter dans des voies sanglantes. Orgueilleux, despote, vindicatif, cet homme, qui n'entreprenait le bien qu'à coups de hache, s'était pris en Allemagne et en Angleterre d'une haine profonde pour les Religieux et pour la hiérarchie ecclésiastique. La noblesse portugaise l'avait repoussé, il se déclara son ennemi, et lorsque, le 31 juillet 1750, Jean V mourut, laissant la couronne à don Joseph, son fils, Pombal comprit qu'un grand rôle lui était destiné. Ce prince, comme la plupart des monarques de son siècle, était soupçonneux, timide, faible, voluptueux, toujours prêt à accorder sa confiance au moins digne et au plus courtisan. Pour arriver au ministère, il fallait avoir l'approbation du Père Joseph Moreira, confesseur de l'Infant devenu Roi. Pombal avait préparé ses plans de longue main: à force d'artifices, il s'était insinué dans l'amitié des Jésuites²; il avait gagné leur estime par des dehors pieux, et le second de ses fils, encore enfant, était par lui revêtu de l'habit de la Compagnie. Ainsi que beaucoup

Il est protégé par les Jésuites.

(1) La violence et la cruauté étaient si bien enracinées dans la famille Carvalho, qu'à Oyeras même il existait un legs pour la constater. Chaque dimanche, le curé devait, à la messe paroissiale, réciter trois fois le *Pater noster* avec les fidèles pour que le Ciel les délivrât tous de la fureur des Carvalho.

(2) On lit à la page 25 de l'*Histoire de la chute des Jésuites*, par le comte Alexis de Saint-Priest, les lignes suivantes: « En poursuivant la Société, il (Pombal) n'accusait pas les Jésuites d'appartenir à un Institut coupable ni de professer des maximes immorales et mauvaises; il leur reprochait seulement d'être restés moins fidèles que leurs devanciers aux principes de saint Ignace, et même il se faisait gloire d'être attaché au tiers-ordre de Jésus et d'en observer les pratiques. » L'historien de la *Chute des Jésuites* est complètement dans le vrai pour la première partie de sa proposition, il n'en est pas de même pour la seconde.

Il n'y a jamais eu de tiers-ordre dans la Compagnie, c'est-à-dire jamais d'affiliés, comme les Franciscains, les Dominicains, etc., en avaient. Un tiers-ordre est une espèce d'association religieuse, quelquefois renfermée dans le cloître, quelquefois vivant au milieu du monde. M. de Saint-Priest et les auteurs sur lesquels il s'appuie se trompent donc. Ils ont probablement voulu parler de quelque Congrégation, comme celle des Nobles ou de la Bonne-Mort, que les Jésuites établissaient dans les grandes villes, et dont les membres se réunissaient une ou plusieurs fois par mois dans la chapelle de l'association.

de ses collègues, le Père Moreira ne croyait pas à l'hypocrisie. Le zèle dont Pombal faisait parade l'éblouit; il ne vit que ses brillantes qualités. Sans vouloir sonder les vices de ce caractère et les duplicités de cette ambition, il tomba dans le piège que l'intrigue lui tendait. L'homme que Jean V avait toujours écarté du pouvoir se trouva tout à coup secrétaire d'Etat des affaires étrangères. Bientôt après il devint principal ministre et, comme il aimait à se l'entendre dire, le Richelieu du Louis XIII portugais.

Il connaissait les ombrageuses susceptibilités de son souverain; il s'imagina qu'en se présentant lui-même en victime, il capterait encore mieux ses bonnes grâces. Dans le mois d'août 1754, il fit signer au Roi un décret par lequel il était dit « qu'un ministre d'Etat pourrait bien être assassiné par le manège de quelqu'un. » Un pareil attentat était assimilé au crime de lèse-majesté, et le sénateur Pédro Gonzalès Cordeiro, l'âme damnée de Pombal, fut chargé de faire des informations continuelles et illimitées. Séjan, dans les plus beaux jours de sa tyrannie, n'avait jamais poussé si loin le mépris des hommes. L'arbitraire ne prenait plus la peine de se déguiser; Pombal avait couvert de prisons les bords du Tage; ceux qui lui étaient odieux ou suspects, prêtres ou gentilshommes, moines ou citadins, les remplirent. La délation était encouragée, il la tenait à sa solde; elle soupçonna, elle dénonça. Joseph I^{er} n'eut pas de peine à se persuader que, si la vie de Pombal était ainsi exposée, la sienne devait nécessairement courir des dangers encore plus certains; il trembla, et laissa passer sans contrôle les iniquités de son ministre. Ce dernier redoutait les contradicteurs; il craignait que d'autres bouches ne révélassent au Roi le mystère d'épouvante qui l'enveloppait. Quelques hommes dont la franchise lui paraissait trop expansive sont plongés dans les cachots; c'était un avis pour les autres, ils en profitèrent. Mais il sentait qu'il ne lui serait plus possible d'abuser les Jésuites: leur sage attitude, le crédit dont ils jouissaient à la cour, chez les grands et dans le peuple, devaient le perdre tôt ou tard. Pombal se détermina à prendre l'initiative: il était audacieux, et il n'avait en face de lui que des hommes timorés; il agissait avant de réfléchir, son succès matériel était donc assuré. Cinq Pères de l'Institut se partageaient la confiance de la famille royale. Moreira dirigeait le Roi et la Reine, Oliveira instruisait les Infantes, Costa était le confesseur de don Pédro, frère de Joseph; Campo et Aranjes, ceux de don Antoine et de don Emmanuel, oncles du Roi.

L'éloignement des Jésuites ne pouvait pas s'obtenir de haute lutte; Pombal appela l'intrigue à son aide. Il fit entrer le soupçon dans l'âme du monarque; il lui persuada que son frère voulait jouer en Portugal le rôle de tous

les Pédro, qu'il se rendait populaire dans cette intention, et que les Jésuites le secondaient. Il n'en fallait pas tant pour éveiller les inquiétudes de Joseph; Pombal avait mêlé le nom des Jésuites à celui de son frère, dont le Roi enviait la grâce chevaleresque: les Jésuites devinrent peu à peu un objet de défiance pour lui. Le ministre s'aperçut des progrès que cette idée faisait dans un esprit sur lequel il avait pleinement assuré son empire; il songea à tirer parti d'une calomnie. Il nourrit le cœur de ce prince de tous les ouvrages contre la Société de Jésus, en lui recommandant le plus inviolable secret sur ces lectures: elles eurent l'attrait du fruit défendu. Il venait de risquer sur le Roi une expérience qui avait réussi, il la tenta sur le peuple. Il inonda le Portugal des œuvres qui, à diverses époques, avaient cherché à flétrir les Jésuites. Quand il jugea que ses artifices n'avaient plus rien à redouter, il fit rejaillir sur les Pères de l'Institut la persécution dont leurs amis étaient déjà victimes.

Deux Jésuites furent exilés: le Père Ballister, comme soupçonné d'avoir fait en chaire des allusions contre une idée de Pombal; le Père Fonseca, parce qu'il avait donné un sage avis à des négociants portugais le consultant sur cette même idée. Le ministre avait besoin d'or, les confiscations ne l'enrichissaient pas assez vite; il créa une compagnie du Maragnon qui ruinait le commerce, et, sous peine de bannissement, il fallut admirer le monopole qu'il inventait. Fonseca fit comprendre aux marchands que cette mesure était déplorable. Les marchands adressèrent une requête au Roi; Pombal les proscriit ou les jette dans les cachots. Il parlait même déjà de frapper l'Ordre de Jésus, lorsque, le 4^{er} novembre 1755, un tremblement de terre, auquel l'incendie joignit ses ravages, vint porter le deuil et la misère à Lisbonne. A cette ville si cruellement éprouvée, et où la mort plane avec la dévastation, des hommes de courage et de dévouement sont nécessaires. Pombal fut beau de calme, d'intépidité et de prévoyance sur ce théâtre d'horreur. Les Jésuites, à ses côtés ou devant lui, se précipitèrent dans les ruines et au milieu des flammes pour disputer quelques victimes au trépas. Leurs sept maisons étaient renversées ou brûlées⁽¹⁾, le malheur des autres fut la seule calamité qui put ébranler leurs cœurs. Leur charité trouva des ressources pour offrir un asile à ces multitudes consternées, à cette foule de blessés que la faim tourmentait, que la

(1) L'hôtel de Pombal avait été préservé dans le désastre général, et le Roi fut tellement frappé de ce fait qu'il ne cessait de l'attribuer à une providence particulière. Le comte d'Obidos, célèbre par les saillies de son esprit, lui répondit un jour: « Oui, Sire, il est vrai que la maison de don Carvalho a été conservée, mais celles de la rue Suja ont eu le même bonheur. » Or la rue Suja, ou rue de Boue, à Lisbonne, était le réceptacle de toutes les prostituées. Au dire de Link, dans son *Voyage en Portugal*, le comte d'Obidos expia cette plaisanterie par plusieurs années de prison.

Exil des
pères
Ballister,
et
Fonseca.

Tremble-
ment d
terre d
Lisbon-
ne.

Courag
de
Pomba
et des
Jésuites.

Il
cherche
à déla-
cher le
roi des
Jésuites

douleur et l'effroi rendaient stupides. Ils les rassurèrent en priant avec elles, ils leur apprirent à avoir foi dans l'énergie religieuse; le Père Gabriel de Malagrida et le Frère Blaise furent pour tant d'infortunés une providence dont, sur les débris de Lisbonne, chacun bénissait le nom avec celui de Pombal.

Ces bénédictions du peuple remontèrent jusqu'au trône; don Joseph eut un mouvement de gratitude ou de repentir. Afin de récompenser les Jésuites, il rappela de l'exil Ballister et Fonseca; il voulut même qu'on rebâtît la maison professe aux frais de la couronne, et Malagrida prit assez d'ascendant sur cette nature léthargique pour la ramener à des sentiments pieux. Ce retour dérangeait les plans de Pombal, il faisait échouer ses rêves de grandeur. Un péril commun avait confondu dans une même pensée de zèle patriotique les Jésuites et le ministre; le péril n'existait plus, le ministre fit peur au Roi, et Malagrida fut banni. On ne pouvait encore frapper l'Ordre tout entier, Pombal se résigna à l'attaquer en détail. Pour le vaincre, il a besoin de lui chercher des crimes dans les deux hémisphères: les Protestants et les Jansénistes fournissaient à l'Europe un contingent de forfaits, il leur offrit en échange ceux qu'il improviserait en Amérique. Pombal n'avait aucune liaison avec les philosophes du dix-huitième siècle. Leurs idées d'affranchissement et de liberté inquiétaient son despotisme; et, en les jugeant sur leurs écrits, il accusait souvent ces hommes de vouloir briser les fers des peuples par le raisonnement. C'était une erreur; mais, comme toutes celles qui se font jour dans les caractères de cette trempe, elle devait être aussi tenace qu'irréfléchie. Pombal servait les Encyclopédistes français sans les estimer; eux devinrent ses auxiliaires tout en blâmant ce qu'il y avait de trop odieux dans son arbitraire réformateur. Le ministre portugais doutait de tout, excepté de la force brutale; les philosophes espéraient bien en arriver à ce point, la dernière raison du sophisme révolutionnaire; mais ils jugeaient que l'heure n'avait pas encore sonné. Ces dissidences d'opinion n'empêchaient pas Pombal et les écrivains du dix-huitième siècle de se prêter un mutuel appui pour renverser l'édifice social. Le Portugais s'arrêtait dans ses innovations religieuses au culte anglican; il espérait ressusciter sur les bords du Tage les sanglantes péripéties du règne de Henri VIII d'Angleterre: les philosophes le dépassaient dans ses rêves: ils allaient jusqu'à la consécration légale de l'athéisme. Néanmoins, pour eux ainsi que pour le Portugais, il existait un ennemi dont il fallait se défaire à tout prix: cet ennemi, c'était la Compagnie de Jésus. Pombal avait isolé les Jésuites; il avait frappé de stupeur, d'exil ou de confiscation leurs protecteurs et leurs clients; ils restaient à peu près seuls sur la brèche en face de lui,

qui concentrait, qui résumait tous les pouvoirs. Avant de marcher résolument à la destruction de l'Ordre, il voulut procéder par la calomnie. Afin que la preuve ne pût pas renverser trop vite son échafaudage d'imposture, il transporta en Amérique la première scène de son drame.

On a vu qu'à diverses reprises le bruit de mines d'or existant dans les réductions du Paraguay s'était répandu en Europe, et que ce bruit avait été démenti, d'abord par les faits, ensuite par les commissaires royaux envoyés sur les lieux. L'Espagne savait à quoi s'en tenir sur de pareilles rumeurs, lorsque Gomez d'Andrada, gouverneur de Rio-Janeiro, en 1740, pensa que les Jésuites ne faisaient si bonne garde autour des réductions du Parana que pour dérober aux regards indiscrets la trace de cette chimérique fortune. Andrada conçut le projet d'un échange entre les deux couronnes, et, pour obtenir les sept réductions de l'Uruguay, il imagina de céder à l'Espagne la belle colonie del San-Sacramento. Il avait découvert un nouveau Pactole, il en fit part à la cour de Lisbonne, qui s'empressa de négocier avec le cabinet de Madrid. L'échange était trop avantageux à ce dernier pour ne pas être accepté. Le Portugal abandonnait un pays fertile qui, par sa situation sur la Plata, ouvrait ou fermait la navigation du fleuve, et, pour compensation, il ne demandait qu'une terre condamnée à la stérilité. L'Espagne adhéra au traité; mais, comme si les diplomates des deux Etats eussent eu le pouvoir de dire à ces sauvages devenus hommes d'emporter leur patrie à la semelle de leurs souliers, il fut stipulé que les habitants des sept réductions cédées iraient défricher loin de là un sol aussi désert qu'inculte. Désirant exploiter tout à son aise les mines d'or dont il avait leurré le conseil de Lisbonne, Gomez d'Andrada avait posé pour condition que trente mille âmes se trouveraient subitement sans patrie, sans famille, et qu'elles pourraient aller à la grâce de Dieu recommencer leur vie errante.

Les Jésuites étaient les pères, les maîtres, les amis de ces Néophytes; ils avaient une influence déterminante sur eux. Le 15 février 1749, ils furent chargés par les deux cours signataires du traité et par le chef de l'Institut de disposer le peuple à cette transmigration. François Retz, Général de la Compagnie, expédiait, pour plus de sûreté, quatre copies de son ordre. Après avoir pris toutes les précautions, il ajoutait qu'il se ferait lui-même un devoir de vaincre les obstacles qui le retenaient à Rome, et d'accourir dans ces vastes contrées pour favoriser, par sa présence, la prompte exécution des volontés royales, tant il avait à cœur de satisfaire les deux puissances. Le Père Barreda, provincial du Paraguay, se met en route; il était vieux et cassé par l'âge: il le nomme pour le remplacer Bernard Neydorffert, qui,

Traité d'échange entre l'Espagne et le Portugal.

Le Roi vient un instant de ses prévisions.

Pombal et la secte encyclopédique.

Différence de leurs plans.

Les Pères Barreda et Neydorffert chargés de préparer les Néophytes du Paraguay à l'émigration.

depuis trente-cinq ans , résidait parmi les Néophytes et leur était cher à plus d'un titre. Le Jésuite communique cet étrange projet aux Caciques ; de tous il reçut la même réponse : tous déclarèrent qu'ils aimaient mieux la mort sur le sol de la patrie qu'un exil sans terme, immérité et qui les arrachait au tombeau de leurs aïeux , au berceau de leurs enfants , pour consommer leur ruine. Les Jésuites s'attendaient à ces naïves douleurs : ils s'y associèrent , et nous regrettons qu'ils n'aient pas eu le courage de s'opposer à de pareilles violences. Ils connaissaient les soudres manœuvres auxquelles la Compagnie était en butte ; ils n'ignoraient pas que des coalitions de préjugés ou de haines se formaient contre elle ; ils crurent les conjurer en se faisant les auxiliaires des cabinets de Madrid et de Lisbonne , qui trafiquaient des Néophytes comme d'un bétail. Cette condescendance fut un tort qui , au lieu de les préserver , hâta leur chute. La soumission qu'on calomniait fut regardée par leurs ennemis comme un acte de faiblesse ; elle rendit Pombal plus exigeant. Le ministre les voyait tenter d'inutiles efforts pour calmer l'irritation des Indiens , il accusa les Missionnaires d'entretenir sous main le mécontentement. Il opprimait les Néophytes afin de faire l'essai de ses forces ; les Pères , bien loin de résister , se prêtaient avec un douloureux abandon aux mesures que la cupidité et l'ambition lui suggéraient : Pombal sentit que de pareils adversaires étaient vaincus d'avance. Il se servit d'eux pour désorganiser les réductions et pour les écraser , tout en peignant les Missionnaires comme des fauteurs de révolte.

Ils avaient la clef de l'échange immoral proposé par la cour de Lisbonne ; ils savaient que la dispersion des Néophytes n'était réclamée qu'afin de laisser aux agents portugais la faculté de tarir les fabuleuses mines d'or auxquelles les Jésuites puisaient d'une manière si discrète. La vérité et l'honneur de l'Institut étaient engagés dans la question , ils aimèrent mieux seconder leurs ennemis que de s'appuyer sur leurs amis. Ils entraient dans cette funeste voie des concessions qui n'a jamais sauvé personne , et qui a perdu plus d'une juste cause , en jetant un vernis de déshonneur sur ses derniers moments. Les Jésuites s'effrayèrent des clameurs soulevées autour d'eux ; ils crurent en amortir le coup en pactisant avec ceux qui le dirigeaient. Pour ne pas soulever une tempête peut-être utile alors , ils se résignèrent au rôle d'hécatombes involontaires et de martyrs par concession , le seul chemin qui conduit à la mort sans profit et sans gloire. Les Indiens en appelaient à la force afin de paralyser l'arbitraire ; l'arbitraire incrimina les Jésuites , et Pombal les dénonça à l'Europe comme excitant ouvertement les peuples à l'insurrection. Les Jésuites n'eurent pas l'heureuse pensée d'être aussi noblement coupables. Des

intrigues de catholiques se coalisaient pour tourner à mal leurs actions , un écrivain protestant se montra plus équitable , et Schœll put dire ¹ : « Lorsque les Indiens de la colonie du Saint-Sacrement , attroupés au nombre de dix ou quatorze mille , exercés dans les armes et pourvus de canons , refusèrent de se soumettre à l'ordre d'expatriation , on ajouta difficilement foi aux assertions des Pères d'avoir employé tout leur pouvoir pour les engager à l'obéissance. Il est cependant prouvé que les Pères firent , extérieurement du moins , toutes les démarches nécessaires pour cela ; mais on peut supposer que leurs exhortations , dictées par le devoir , mais répugnant à leur sentiment , n'avaient pas toute la chaleur qu'ils leur auraient donnée dans une autre occasion. Une pareille supposition ne suffit pas pour construire une accusation de révolte. Que deviendrait l'histoire , que deviendrait la justice , si , sur les assurances d'un ministre , destituées de preuve , il était loisible de flétrir la réputation d'un homme ou d'une corporation ? »

Par amour de la paix , les Jésuites se plaçaient entre deux écueils : d'un côté , ils s'exposaient aux justes reproches des Indiens ; de l'autre , ils se mettaient à la discrétion des adversaires de l'Institut. On allait calomnier jusqu'à leur incompréhensible abnégation , et ils se dépouillaient de leurs armes au moment même où on leur imputait de s'armer. Les Néophytes avaient en eux la confiance la plus illimitée ; les Missionnaires pouvaient d'un mot soulever toutes les réductions et , par une guerre entre la métropole et les colonies , faire vibrer au cœur des Indiens ce sentiment d'indépendance qu'ils avaient eu tant de peine à refouler. Ils n'osèrent pas évoquer une pensée généreuse ; ils prêchèrent l'obéissance à la loi , et ils se virent en butte aux traits des deux partis.

Les familles bannies attribuèrent à leur faiblesse les maux dont elles se voyaient les victimes ; elles menacèrent , elles poursuivirent même quelques Jésuites , qui , comme le Père Altamirano , se croyaient forcés dans l'intérêt général d'accepter les fonctions de commissaires chargés de l'exécution du traité d'échange. A la respectueuse affection jusqu'alors témoignée aux Missionnaires succédaient des soupçons que d'habiles agents avaient soin de fomentier dans l'âme des Néophytes ; il fallait les entraîner à une guerre partielle , afin de briser à tout jamais , par le sang versé , l'union existant entre les Indiens et les disciples de l'Institut. Ce résultat fut obtenu. On avait arraché les tribus chrétiennes du Maragnon à la garde spirituelle des Jésuites , on voulait leur enlever leurs pieuses conquêtes de l'Uruguay. Dans ce tiraillement intérieur , les Catéchumènes ne purent agir avec

Leur obéissance le compromet dans les deux camps.

Les Néophytes se voyaient.

Les Réductions détruites.

(1) *Cours d'histoire des Etats européens*, t. xxxix, p. 31.

ensemble : ils n'étaient habitués qu'à l'obéissance volontaire ; tout à coup ils se trouvaient, sans chef et sans Jésuites, obligés de lutter pour conserver leur patrie. L'action pacifique des Pères se faisait encore sentir sur quelques réductions ; ils les amenaient à subir en silence l'exil auquel on les vouait. Cet éparpillement de la force commune produisit de tristes effets ; quelques tribus coururent aux armes ; plusieurs, inspirées par les Missionnaires, se contentèrent de murmurer. Les unes furent vaincues, les autres, au contact de la corruption marchande, s'imprégnèrent peu à peu des vices de l'Europe. Ce fut ainsi que l'on commença à ébranler ce vaste édifice des Missions qui avait coûté tant de sacrifices.

Gomez d'Andrada demeurait maître des réductions de l'Uruguay. Les Jésuites et leurs Indiens en étaient expulsés, ici par la violence, là par la ruse ; il ne lui restait plus qu'à découvrir les mines d'or et d'argent qu'il avait promises à Pombal. Il fit battre les plaines, arpenter les forêts, étudier les montagnes, sonder les lacs et interroger partout les entrailles de la terre. Des ingénieurs furent appelés ; ils mirent la science au service de la crédulité. La science, dans ses explorations, ne fut pas plus heureuse que Gomez dans ses rêves. Cet homme s'avoua enfin la faute qui l'avait poussé à tant d'irréparables désordres ; il la confessa aux Jésuites et à Pombal ; il les supplia de travailler, chacun dans la sphère de ses pouvoirs, à rompre le traité de limites provoqué par son insatiable avidité. La Compagnie n'était plus en mesure de couvrir ses erreurs ; Pombal les jugeait favorables à ses desseins ultérieurs ; Gomez fut condamné à la honte, et le ministre dont il avait flatté les cupides instincts usa de ses menteuses révélations pour dénaturer les faits.

C'était l'époque où les esprits, travaillés par un mal inconnu, se jetaient dans la corruption pour arriver plus vite à une perfection idéale, que la philosophie leur faisait entrevoir sans Dieu, sans culte, sans mœurs et sans lois. On marchait résolument à l'assaut des principes et des vertus, on cherchait à briser tout ce qui pouvait devenir barrière à l'idée destructive. Sous le titre de : *Relation abrégée de la république que les Jésuites des provinces du Portugal ont établie dans les possessions d'outre-mer, et de la guerre qu'ils ont excitée et soutenue contre les armées des deux couronnes*, Pombal répandit à profusion, dans la Péninsule et en Europe, des récits dont la preuve, toujours annoncée, ne se donnait jamais. Les Jésuites, selon cette relation, faisaient au Paraguay monopole des corps et des âmes, ils étaient le *Béni-Père* ou Roi de chaque réduction. Ils avaient même tenté de réunir ces provinces sous le sceptre d'un de leurs frères

coadjuteurs, à qui l'on accorda le titre de l'empereur Nicolas I^{er}. A cette distance des lieux et des hommes, Pombal avait le droit de calomnie ; il calomnia pour le compte des deux royaumes. En Portugal, son autorité et ses menaces empêchaient la vérité de briser ce faisceau de mensonges ; mais l'Espagne, qu'il associait à ces crimes de la pensée, refusa d'en accepter la solidarité. Pombal avait cherché dans le gouvernement de Ferdinand VI des complices aussi intéressés que lui à populariser l'erreur ; à l'exception du duc d'Albe, il ne trouva que des hommes indignes de son audace. Le roi d'Espagne et son conseil, éclairés par don Zevalos, gouverneur du Paraguay, prirent en pitié l'œuvre du ministre portugais. Afin de manifester le sentiment que cet écrit leur faisait éprouver, la cour suprême de Madrid le condamna à être brûlé publiquement par la main du bourreau. A trois reprises, le 13 mai 1755, le 27 septembre 1759 et le 19 février 1764, Ferdinand VI et Charles III flétrirent, par des décrets royaux, le libelle de Pombal. Sa cupidité avait semé la désorganisation dans ces provinces ; Charles III, qui bientôt va s'allier à lui contre les Jésuites, commence son règne par leur rendre complète justice. Le 10 août 1759 Ferdinand VI mourait ; à peine assis sur le trône d'Espagne, Charles III, son frère, rompit le fatal traité d'échange, auquel il s'était toujours montré hostile.

Don Zevalos était venu, au nom de la métropole, pour renverser le trône et combattre les armées de cet empereur Nicolas, que l'imagination de Pombal et du duc d'Albe avait créé, et qui, disaient-ils, faisait frapper à son coin l'or et l'argent tiré des mines dont l'existence fut un appât tendu à d'oisives crédulités. « Qu'est-ce qu'il trouva de tout cela dans ces peuples innocents ? se demande don Francisco Gutierrez de la Huerta, dans son rapport au conseil de Castille du 12 avril 1815 ⁽¹⁾. » Et ce magistrat ajoute : « Que l'on examine ses relations, et elles répondront à cette question en disant que ce que l'on trouva, ce fut le désenchantement et l'évidence des faussetés inventées en Europe : des peuples soumis au lieu de peuples soulevés ; des vassaux, sujets pacifiques, au lieu de révoltés ; des religieux exemplaires au lieu de séducteurs ; des Missionnaires zélés au lieu de chefs de bandits. En un mot, on trouva des conquêtes faites à la Religion et à l'Etat par les seules armes de la douceur, du bon exemple et de la charité, et un empire composé de Sauvages civilisés, venus d'eux-mêmes à demander la connaissance de la loi, assujettis volontairement à elle, et mis en société par les liens de l'Evangile, la pratique de la vertu et les mœurs simples des premiers siècles du Christianisme. »

(1) *Exposicion y dictamen del fiscal del conasejo y camara p. Francisco Gutierrez de la Huerta.*

Les rois
d'Espa-
gne font
brûler
son
ouvrage.

Don
Zevalo
et Gut-
tierrez
de la
Huerta.

Les
mines
d'or.

Pombal
pam-
phlet
contre
les
Jésuites.

Au dire du gouvernement espagnol, voilà ce que Zevalos avait remarqué dans les réductions du Paraguay ; il leur restituait la paix, mais il n'était plus possible de leur rendre cette innocence primitive, cette piété docile que les Pères leur avaient inspirée. Les Néophytes avaient sucé le vice au contact de la mauvaise foi européenne ; on leur avait appris à se défier de leurs pasteurs, on avait essayé de les corrompre pour les amener à déclarer devant les magistrats que chaque enfant de saint Ignace était un fauteur d'insurrection. Les Néophytes ne transigent pas avec leur conscience, ils s'accusent seuls ; leurs Caciques racontent même les soupçons que les efforts pacifiques des Jésuites firent germer dans leurs âmes. Ils avaient regardé les Missionnaires comme les complices des Portugais et des Espagnols ; à l'appui de leur injuste méfiance, ils apportent tant de témoignages, que Zevalos crut de son devoir de renverser l'échafaudage d'iniquités dont Pombal se faisait un bélier contre la Société de Jésus.

La timidité des Jésuites enhardit Pombal. Ces événements se passèrent en 1757 ; ils auraient dû éclairer l'Europe et le Saint-Siège sur les projets de Pombal. Ce ministre venait de détruire en quelques années une œuvre de civilisation qui avait coûté des siècles de patience et de martyre. Son arbitraire frappait en même temps sur les rives de l'Uruguay et sur les bords du Maragnon ; sous sa main, la vérité se transformait en calomnie. Il réveillait les anciennes querelles des marchands portugais et des Jésuites ; il excitait la soif du lucre chez les uns, et la défiance contre les autres. Il s'emparait des vices ainsi que des vertus pour créer de tout cela une tempête d'accusations au milieu de laquelle la probité et l'intelligence auraient peine à discerner le mensonge de l'erreur involontaire. Son but était atteint ; ses libelles, répudiés par le clergé, par la noblesse, par le peuple portugais, trouvaient de complaisants échos dans les pamphlets des Philosophes, dans les œuvres des Jansénistes, dans les vieilles animosités des Protestants. Pombal fut un ministre selon leur cœur. Ils célébrèrent son courage, ils exaltèrent ses talents, ils le dotèrent de toutes les perfections. Les fables qu'il avait inventées furent proclamées comme vérités absolues par des hommes qui doutaient de tout ; et, dans ce siècle singulier, où tout était matière à sophisme, on crut aveuglément à une imposture qui ne prenait même pas le soin de se déguiser.

Pombal sortait de tenter un grand coup, et il n'avait rencontré chez les Jésuites qu'obéissance et timidité ; cette découverte, à laquelle il ne s'était peut-être pas attendu, l'enhardit. De l'Amérique méridionale, il résolut d'acclimater en Europe la guerre qu'il déclarait à la Compagnie. Mais cet homme, si téméraire dans ses plans, sentit qu'en présence d'un peuple religieux, il fallait procéder par des voies souter-

raines et miner la place avant de l'attaquer à force ouverte. Ce fut à Rome qu'il alla chercher les armes dont il avait besoin.

On voyait sur la chaire de saint Pierre un pontife dont le monde chrétien salua les tolérantes vertus, et que le monde savant honora comme une de ses gloires. Benoît XIV, de la famille Lambertini, régnait depuis 1740. Ami des lettres, protecteur des arts, profond canoniste, politique plein d'habileté, il avait rendu à l'Eglise d'éminents services, et son nom était si révérentiel que les Anglicans, que les Philosophes eux-mêmes, l'entouraient de leurs hommages. Benoît XIV, élève des Jésuites, s'était trouvé, sur certains points, en désaccord avec eux, notamment dans la question des cérémonies chinoises. Mais ces différences d'avis, ces improbations même, tombées du Siège apostolique sur quelques Pères de l'Institut, n'altérèrent en rien l'estime qu'il avait vouée à la Compagnie. En 1742, il condamnait au silence les Missionnaires du Malabar et du Céleste Empire ; en 1746, 1748 et 1753, par ses bulles *Devotam*, *Gloriosæ Dominæ* et *Quantum recessu*, il combattait des marques les plus éclatantes de son affection « les religieux de cette Société, marchant, ainsi qu'il le dit lui-même, sur les traces glorieuses de leur père. » Benoît XIV n'était donc pas hostile aux Jésuites ; mais il avait pour conseiller intime et pour ministre un cardinal qui ne les aimait pas : c'était le célèbre diplomate Dominique Passionei, esprit supérieur, quoique toujours disposé à la lutte et ne cédant jamais. Ce prince de l'Eglise s'était fait contre les Ordres religieux, et en particulier contre celui de saint Ignace¹, une théorie dont il ne se départit que le plus rarement possible. Tenace dans ses convictions et les défendant avec un acharnement dont sa vive intelligence n'aurait pas eu besoin, Passionei jouissait auprès du Souverain Pontife d'un ascendant incontesté. Il n'avait pas vu sans une joie secrète les manœuvres de Pombal, dont il ignorait sans aucun doute les desseins anti-catholiques ; il l'avait plus d'une fois encouragé de ses vœux ; il allait, au moment où le Pape se débattait avec l'agonie, lui offrir un gage de cette alliance.

Dans le cours de ce beau pontificat, où Benoît XIV déploya tant d'aimables vertus, Passionei se posa toujours en contraste de son aménité. Comme pour mieux en faire ressortir l'éclat, il s'efforça de se montrer savamment opiniâtre, lorsque Lambertini apparaissait conciliant et modéré. Le Pape, dans ses rapports avec les princes et

Benoît XIV et le cardinal Passionei.

(1) D'Alembert, à la page 38 de son ouvrage sur la *Destruction des Jésuites*, s'exprime ainsi : « On assure, que le feu cardinal Passionei poussait la haine contre les Jésuites jusqu'au point de n'admettre dans sa belle et nombreuse bibliothèque aucun écrivain de la Société. J'en suis fâché pour la bibliothèque et pour le maître ; l'une y perdait beaucoup de bons livres, et l'autre, si philosophe d'ailleurs, à ce qu'on assure, ne l'était guère à cet égard. »

avec les grands écrivains, poussait quelquefois la condescendance jusqu'à la faiblesse; Passionei se révélait toujours acerbé, toujours guerroyant contre les Instituts religieux. Depuis longtemps les Jésuites avaient éprouvé ses mauvais vouloir; Pompal, qui connaissait la situation, l'exploita au profit de ses calculs. En 1744, Passionei avait donné une preuve significative de sa répulsion pour la Compagnie de Jésus; le ministre portugais, en évoquant ce souvenir, était sûr que le cardinal s'empresserait d'accueillir ses projets. A cette époque, un Capucin, connu sous le nom de Norbert, puis d'abbé Platel, avait publié en Italie un livre intitulé : *Mémoires historiques sur les affaires des Jésuites*. Norbert avait visité les Indes et l'Amérique; il s'était affilié à toutes les sectes protestantes; il apportait sa gerbe à la moisson de haines qu'elles amassaient contre l'Institut. On défera son œuvre au Saint-Office, et une commission fut nommée pour l'examiner. Dans cette congrégation figuraient Passionei et le cordelier Ganganelli, qui sera le Pape Clément XIV. Passionei se prononça en faveur de Norbert, et il remit au Souverain Pontife un mémoire contre la censure infligée au livre du Capucin. L'autorité que les fonctions et le talent du Cardinal donnaient à ses avis était grande. Passionei justifiait Norbert, essayant de démontrer que les missionnaires de la Société se livraient à un commerce profane. Ce grief était sérieux; Passionei pouvait le soutenir en avocat ou en prêtre. Ministre tout-puissant, il avait sous la main les éléments de l'accusation, il aimait mieux recourir à des subterfuges. Pour défendre son protégé, il s'efforça de prouver que Norbert ne reprochait pas aux Jésuites des faits de commerce. « Le Capucin, ainsi s'exprime Passionei, cite sur ce point une lettre de M. Martin, gouverneur de Pondichéry, et il cite cette lettre imprimée dans les Voyages de M. Duquesne. Il parle donc sur le témoignage d'autrui, et non sur le sien, et, pour plus ample correctif de ce qu'il doit dire, il ajoute (tome I^{er} de ses Mémoires, p. 452) : « Nous ne voulons pas que le lecteur croie à ce gouverneur ni à tant d'autres qui attestent que ces Pères vendent et achètent les plus belles marchandises des Indes. Ils savent bien leur devoir; ils savent que les Papes et les Conciles défendent le commerce aux ecclésiastiques sous peine d'excommunication. Et tout cela, ainsi conclut Passionei, ne s'appelle pas, en bonne loi de discours, reprocher le délit de commerce. »

Cet artifice de langage ne trompa personne. Aux yeux du Cardinal, Norbert ne mérite pas d'être censuré, non point parce que les Jésuites sont réellement coupables du commerce dont il les accuse, mais parce qu'il ne les en a pas accusés. C'est sur cet unique argument que Passionei basait la défense de Norbert. Si les

Missionnaires étaient soupçonnés de cette infraction aux lois ecclésiastiques, le Cardinal, dans l'intérêt de l'Eglise et de la morale publique, devait poursuivre à outrance et ne s'arrêter que lorsque justice aurait été faite. Avec son caractère et son animosité contre les Jésuites, il n'était pas homme à reculer, si ses espérances eussent répondu à son désir. Il avoue donc tacitement que, jusqu'en 1745, les Missionnaires de la Compagnie apparaissent purs de ce crime; nous verrons s'ils le furent toujours ¹.

Néanmoins Schœll, qui, du haut de sa probité historique, démasque ces calomnies, adresse à la Société de Jésus un reproche qui a quelque fondement. Benoît XIV avait, en 1740, publié une bulle contre les Clercs se livrant à des négoce interdits par les Canons. Les Jésuites n'y sont ni nommés ni désignés, aucune allusion directe ou indirecte n'est faite à leur Société; Schœll cependant, armé du décret pontifical, dit ² : « Les deux bulles de Benoît XIV ne pouvaient être exécutées dans les Missions des Jésuites, où les Indiens, dans leur heureuse simplicité, ne connaissent de chefs, de maîtres, nous aurions presque dit de providence, que les Pères, et où tout commerce était entre les mains de ces derniers. » Pour porter un jugement dans cette question, il faut connaître et les lois de l'Eglise sur le commerce des Clercs, et la position des Jésuites au Paraguay, ainsi que dans les autres Chrétientés, où ils furent en même temps Missionnaires et administrateurs du temporel.

Le négoce que les Canons interdisent aux Clercs et aux Religieux, celui que l'Institut de

(1) Un grand nombre d'assertions générales, vagues par conséquent, ont été portées contre les Jésuites, relativement au commerce. Ces assertions ne s'élevaient sur aucune base, on ne pouvait que les démentir; mais aussitôt qu'elles se sont traduites en faits et qu'elles ont été particularisées, des témoignages authentiques et irréconciliables les confondent. Ainsi on a souvent imputé aux Missionnaires du Canada de trafiquer sur les pelleteries. En 1645, La Ferté, Bordier et les autres directeurs ou associés de la compagnie de la Nouvelle-France, dont les Jésuites se seraient établis les concurrents, attestèrent juridiquement que cette incrimination était sans aucun fondement. Ainsi on accusa à différentes reprises les Jésuites du Paraguay d'exploiter des mines d'or et d'argent au préjudice de la couronne d'Espagne. En septembre et octobre 1652, don Juan de Valverde, et, le 28 décembre 1745, Philippe V, déclarèrent qu'il n'y avait aucune trace de mines dans ces contrées. Si les monarches de la Péninsule avaient été trompés pendant deux siècles sur leurs intérêts, ces mines auraient été retrouvées depuis l'expulsion des Jésuites, à moins que l'on ne suppose qu'ils les aient emportées avec eux au moment où ils abandonnèrent les Réductions. Ainsi encore, l'auteur anonyme des *Anecdotes sur la Chine* imputa au père de Goville d'exercer à Canton un négoce qui consistait à changer les pièces d'or chinoises contre l'argent européen. Goville évoqua des témoins et des autorités compétentes. Le procureur-général de la Propagande, à Canton, Joseph Cérù, homme peu favorable aux Jésuites; La Bretesche, directeur de la Compagnie des Indes à Canton, et du Velai, son successeur; du Brossay et de l'Age, lieutenant et capitaine de vaisseau; Arson, négociant, certifièrent par acte authentique que jamais le père de Goville ni aucun autre Jésuite n'avaient exercé ni pu exercer le change.

(2) *Cours d'histoire des Etats européens*, t. xxxix, p. 34.

Ce que
c'était
que ce
négoce.

Le
Capucin
Norbert
et le
commerce
des
Jésuites
dans les
Missions.

Loyola défend à ses disciples, consisto à acheter pour vendre ; mais les lois ecclésiastiques ne se sont jamais étendues jusqu'au débit des denrées ou des fruits provenant de ses domaines. Les Jésuites étaient les tuteurs des Chrétiens qu'ils avaient réunis en société au Paraguay. Vu l'incapacité de ces Sauvages, que la Religion civilisait, plusieurs rois d'Espagne, et Philippe V par son décret du 28 décembre 1743, renouvelant et confirmant des édits antérieurs, accordèrent aux Missionnaires le droit d'aliéner les denrées des terres cultivées par les Néophytes, ainsi que le produit de leur industrie. Ce commerce s'était toujours fait publiquement. Les Papes, les Rois, tout l'univers en furent témoins pendant cent cinquante années, et il ne s'éleva aucune réclamation. Les pontifes et les monarques encouragèrent les Jésuites, tantôt par des brefs, tantôt par des lettres approbatives. Les Evêques du Paraguay célébrèrent même à diverses époques le désintéressement des Pères ; les autorités civiles, qui auraient les comptes annuels, louèrent leur économie et leur fidèle administration ¹. Un tel négoce patent et néces-

saire n'avait rien d'illicite ; c'était le propriétaire ou son ayant-cause qui vendait le produit de ses biens et de son travail. Mais ce négoce, objectera-t-on, lésait les intérêts du gouvernement ainsi que ceux de certains marchands. Le gouvernement avait lui-même fixé la législation de ses colonies du Paraguay ; cette législation établissait le commerce des Jésuites dans ce sens. Ils devaient veiller au bien-être et à la fortune des peuples conquis par eux au Christianisme. Leur vigilance a pu, elle a même dû frustrer des calculs tendant à spéculer sur la simplicité des Catéchumènes ; mais nous pensons qu'il est difficile de bâtir une accusation sur de semblables données, et Schœll, qui a discuté tous ces points, est le premier à en détruire l'effet en avouant que « dans cette discussion les Pères

(1) Nous croyons devoir mettre sous les yeux du lecteur les deuxième et quatrième articles du décret de Philippe V, daté du 28 décembre 1743. Leur teneur fera mieux comprendre que toutes les explications la manière de gérance adoptée par les Jésuites au Paraguay.

Le second article indique quels fruits on recueille dans ces bourgades ; où on les négocie ; leur prix respectif ; la quantité de l'herbe qu'on retire chaque année ; où on la porte ; l'usage qu'on en fait, et combien elle se vend.

Il résulte des informations qu'on a reçues de don Juan Vasquez, sur des recherches qu'il a faites, que le produit de l'herbe, du tabac et des autres fruits, est de cent mille écus par an ; que ce sont les procureurs de ces Pères qui, à raison de l'incapacité des Indiens, ci-dessus remarquée, sont chargés de les vendre et d'en tirer l'argent.

Enfin, ayant devant les yeux la preuve que le produit de l'herbe, des autres fruits de la terre et de l'industrie de ces Indiens est de cent mille écus, ce qui s'accorde avec ce que disent les Pères, lesquels certifient qu'il ne reste rien de cette somme pour l'entretien des trente bourgades de mille habitants chacune, ce qui, à raison de cinq personnes pour chaque habitant, fait le nombre de cent cinquante mille personnes qui, sur la somme de cent mille écus, n'ont chacune que sept réales pour acheter leurs outils et pour entretenir leurs églises dans la déceinte où elles sont ; ce qui, étant prouvé, fait voir que ces Indiens n'ont pas même de fonds pour le léger tribut qu'ils paient. Cela posé : « J'ai jugé à propos qu'on ne changeât rien dans la manière dont les fruits qui se recueillent dans ces bourgades se négocient par les mains des Pères-procureurs, comme il s'est pratiqué jusqu'à présent, et que les officiers de mon trésor royal de Santa-Fé et de Buenos-Ayres envoient tous les ans un compte exact de la quantité et de la qualité de ces fruits, suivant l'ordre qui en sera expédié par une cédule de ce jour, auquel ordre ils se conformeront avec la plus ponctuelle obéissance. »

Le quatrième article se réduit à savoir si ces Indiens ont un domaine particulier, ou si ce domaine ou son administration est entre les mains des Pères.

Il conste, par les informations faites sur cet article, par les actes de conférences et les autres pièces, que, vu l'incapacité et l'indolente paresse de ces Indiens dans le maniement de leur bien, on assigne à chacun une portion de terre pour la cultiver et pour, de ce qu'il en retire, entretenir sa famille ; que le restant des terres est en commun ; que ce qu'on en recueille de grains, de racines, comestibles et coton, est administré par les Indiens, sous la direction des curés ; aussi bien que l'herbe et les troupeaux : que du tout on fasse trois lots, le premier pour payer le tribut à mon trésor royal, sur quoi sont prises les pensions des curés ; le second pour

l'ornement et l'entretien des églises ; le troisième, pour la nourriture et le vêtement des veuves, des orphelins et des infirmes, de ceux qui sont employés ailleurs, et pour les autres nécessités qui surviennent, n'y ayant presque pas un de ceux à qui on a donné un terrain en propre pour le cultiver qui en retire de quoi s'entretenir pendant toute l'année ; que, dans chaque bourgade, des Indiens majordomes, comptistes, fiscaux et gardes-magasins, tiennent un compte exact de cette administration, et marquent sur leurs livres tout ce qui entre et tout ce qui sort du produit de la bourgade, et que tout cela s'observe avec d'autant plus de ponctualité, qu'il est défendu aux curés, par leur Général, sous des peines très-grièves, de faire tourner à leur profit rien de ce qui appartient aux Indiens, même à titre d'aumône ou d'emprunt, ou sous quelque prétexte que ce soit ; qu'ils sont obligés, par le même précepte, de rendre compte de tout au Provincial. C'est ce qu'assure le révérend frère Pierre Faxardo, ci-devant évêque de Buenos-Ayres, qui, au retour de la visite qu'il avait faite de ces bourgades, proteste qu'il n'avait jamais rien vu de mieux réglé, ni un désintéressement pareil à celui des Pères Jésuites, puisqu'ils ne tirent absolument rien de leurs Indiens, ni pour leur nourriture, ni pour leur vêtement. Ce témoignage s'accorde parfaitement avec plusieurs autres qui ne sont pas moins sûrs, et surtout avec les informations qui m'ont été envoyées en dernier lieu par le révérend Evêque de Buenos-Ayres, dom Joseph de Peralta, de l'Ordre de Saint-Dominique, dans la lettre du 8 de janvier de la présente année 1745, rendant compte de la visite qu'il venait d'achever des susdites bourgades, tant de celles de son diocèse que de plusieurs de l'évêché du Paraguay, avec la permission du chapitre de la cathédrale, le siège étant vacant, appuyant surtout sur la bonne éducation que ces Pères donnent à leurs Indiens, qu'il a trouvés si bien instruits de la Religion et en tout ce qui regarde mon service, et si bien gouvernés pour le temporel, qu'il n'a quitté ces bourgades qu'avec regret. Tous ces motifs m'engagent à déclarer : « Que ma volonté royale est qu'il ne soit rien innové dans l'administration des biens de ces bourgades, et que l'on continue comme on a fait jusqu'à présent, dès le commencement des réductions de ces Indiens, de leur consentement et de leur grand avantage, les Missionnaires-curés n'en étant proprement que les directeurs, qui, par leur sage économie, les ont préservés de la mauvaise distribution et des malversations qui se remarquent dans presque toutes les autres bourgades indiennes de l'un et de l'autre royaume. »

Et quoique, par une cédule royale de l'année 1661, il ait été ordonné que les Pères n'exerceraient point l'office de protecteurs des Indiens ; comme cette défense leur avait été faite sur ce qu'on leur imputait de s'être ingérés dans la juridiction ecclésiastique et temporelle, et d'empêcher qu'on ne levât les tributs, et comme cette imputation était alors incertaine, que le contraire même a été vérifié depuis, et que la protection qu'ils donnaient aux Indiens se bornait à les bien gouverner, soit dans le spirituel, soit dans le temporel, j'ai jugé qu'il convenait de déclarer la vérité de ce fait, et de commander, comme je fais, qu'on n'altère en rien la forme du gouvernement établi présentement dans ces bourgades. »

ont été condamnés par l'esprit de parti ¹, sans avoir été entendus dans leur défense. »

Il n'allait pas au génie de Pombal d'attaquer un ennemi avec la raison pour unique bouclier. Il aimait à surprendre au moment où l'on s'y attendait le moins. Quand cet homme d'Etat avait dressé ses batteries, il poursuivait son adversaire avec tant d'impétuosité qu'il ne lui laissait même pas le temps de se reconnaître. Les écrits commandés ou inspirés par le ministre, ceux qu'il composait avaient eu plus de retentissement en Europe qu'à Lisbonne. En Portugal, il épouvantait, mais ne convainquait pas. En France et en Allemagne, il servait des inimitiés qui ne se déguisaient plus; ses lourds pamphlets passaient pour des oracles dictés par le bon goût et par la vérité. Pombal, entouré de tout ce qui était hostile aux Jésuites, tenant à ses gages le Capucin Norbert, et aspirant l'encens que ses flatteurs ou ses parasites avaient intérêt à faire fumer au pied de l'autel qu'il s'érigeait, Pombal sollicitait du Saint-Siège un bref de réforme pour la Compagnie. A ses yeux, elle déviait de l'Institut, et il prétendait l'y ramener en la supprimant. Dans les conseils du Pontife, les cardinaux Passionei et Archinto secondaient ses démarches; par obsession ou par subterfuge, ils devaient à la longue les faire réussir. Benoît XIV était au lit de mort; le 4^{er} avril 1758, le bref si ardemment désiré fut signé par le Pape. Les négociations relatives à cette mesure furent tenues si secrètes que les Jésuites de Rome n'en soupçonnèrent l'existence qu'au moment où Pombal annonça ses premières victoires à l'Europe. En bouleversant les réductions, en expulsant par ruse ou par force les Missionnaires des pays que leur sang avait fertilisés, il venait de dépouiller l'arbre de ses rameaux les plus productifs. Il ne restait plus qu'à en saper la racine; le ministre, armé du décret pontifical, se mit à l'œuvre.

Cependant, au milieu des affaissements de l'agonie, Benoît XIV pressentit que des esprits jaloux ou passionnés pouvaient mesurer du bref de réforme. Il était adressé au cardinal Saldanha, chargé de le faire exécuter; le Pontife voulut l'initier à ses dernières pensées, et il dicta à Archinto des instructions pleines de justice ¹. Le Cardinal portugais était nommé visiteur des maisons de la Compagnie dans le royaume Trèsfidèle, et Benoît XIV lui recommandait d'agir avec discrétion et douceur, de garder sur tous les chefs d'accusation le silence le plus absolu, de l'imposer à ses subordonnés, de tout peser avec maturité, de repousser les suggestions des adversaires de l'Institut, de ne rien communiquer aux ministres d'Etat ou au public, enfin de ne rien décider, et seulement de faire un

rapport consciencieux au Saint-Siège, qui se réservait le droit de prononcer. Ces prescriptions étaient sages, mais elles contariaient les plans de Pombal; elles furent mises de côté, comme les rêves d'un moribond. Le 2 mai 1758 le bref fut signifié aux Jésuites, et le 3 Benoît XIV expira avec la crainte d'outre-passer son devoir.

Les Jésuites étaient frappés au cœur. Confier la réforme d'une Société religieuse, qui n'en avait pas besoin, au ministre qui jurait la perte de cette société, c'était l'étouffer sous une calomnie légale. Ils avaient défendu l'Eglise, et l'Eglise les abandonnait. Il dut y avoir, dans ces âmes éprouvées par de longs travaux, une heure de fatal découragement, car le complot ne faisait plus doute, et Saldanha, le protégé de Pombal, s'était entouré des plus violents ennemis de l'Institut. Le jour d'un suprême combat commençait à poindre, et les Jésuites, se fiant à la sagesse du Siège apostolique comme à la reconnaissance des monarques, n'avaient rien prévu. Sans autres armes que la croix, sans autre appui que la probité de leur vie, ils marchaient à l'ennemi qui s'élançait sur eux et qui déjà faisait retentir le cri du triomphe. Ils s'étaient laissés imposer la loi au Maragnon et au Paraguay, ils allaient accepter la défaite en Portugal, sans même essayer une résistance que l'état du pays aurait rendue si facile. Il y eut de leur part une funeste prostration de la force morale ou un sentiment d'obéissance poussé jusqu'au sublime de l'abnégation chrétienne. Les Saints doivent admirer une pareille abnégation; les hommes déploreraient toujours cette torpeur qui cherche à pactiser avec le danger, et qui perd les sociétés et les trônes en les déshonorant aux yeux de leurs adversaires.

Pombal avait deux buts, qu'il atteignait l'un par l'autre. Il aspirait à détruire la Religion catholique dans la Péninsule; il poursuivait donc les Jésuites, comme les défenseurs les plus persévérants du Saint-Siège. Il prétendait changer l'ordre de succession dans la monarchie, et mettre, par un mariage, la couronne sur la tête du duc de Cumberland ²; il importait

(1) « On sait que le duc de Cumberland s'était flatté de devenir roi de Portugal. Je ne doute pas qu'il n'y eût réussi, si les Jésuites, confesseurs de la famille royale, ne s'y fussent opposés. Voilà le crime qu'on n'a jamais pu leur pardonner. » *Testament politique du maréchal de Belle-Isle*, p. 168.

L'idée de protestantiser le Portugal, en mariant le duc de Cumberland avec la princesse de Beira, germait depuis longtemps dans la tête de Pombal, et le comte Alexis de Saint-Priest, dans son *Histoire de la chute des Jésuites*, p. 54, en apporte d'autres preuves. Il s'exprime ainsi :

« Opposé à l'Angleterre en paroles, Pombal lui fut toujours soumis de fait. Tandis qu'il proclamait hautement la liberté du Portugal, il soulevait la ville de Porto pour l'établissement de la compagnie qui livrait aux Anglais le monopole des vins. Il est même de tradition dans le monde diplomatique, à Lisbonne, que ces rodomontades du marquis étaient parfois concertées avec le cabinet de Londres pour servir de voile à des complaisances. »

(2) *Cours d'histoire*, t. XXXIX, p. 56.

(1) *Benedicti XIV Pontificis Maximi secretiora mandata circa visitationem cardinali Saldanha observanda.*

Pombal
accuse
les
Jésuites
d'avoir
dévot
leur
Institut.

Benoît
XIV
mourant
signe
un bref
de visite
et de ré-
forme.

Le Car-
dinal
Saldanha
et
Pombal.

donc d'avilir la famille royale et d'humilier les grands qui ne se faisaient pas les esclaves de ses caprices. Pour mener à bonne fin cette double entreprise, sa politique ne recula devant aucun moyen. Les plus extrêmes étaient ceux qui entraient le mieux dans les ardeurs de son caractère : il n'épargna ni la corruption ni l'intimidation. Il tourmenta les gentilshommes, qui étaient hostiles à sa personne ou à ses idées ; il ne pouvait pas s'élever à leur rang ; dans son orgueil de parvenu, il voulut les faire descendre plus bas que le point d'où il était parti. Afin de se faire accueillir par la haute noblesse, il la dégrada ou la proscrivit. A ce ministre, ne sachant même pas être modéré dans le bien qu'il concevait, des hommes dont toute l'intelligence put se résumer en une obéissance passive étaient de première nécessité. Il plaça ses créatures ou ses parents à la tête de la hiérarchie administrative ; il réduisit le Roi à n'être qu'une machine à contre-seing, il l'isola de toute influence catholique ou monarchique, il lui gangrena le cœur, il étouffa ses principes religieux, il ouvrit l'entrée des Universités aux Jansénistes et aux Protestants ; puis, lorsqu'il eut établi son omnipotence, on le vit marcher à grands pas à la réalisation de ses projets. Le 19 septembre 1757, il avait fait enlever du palais les Pères Moreira, Costa et Oliveira. Il écrivait le même jour aux infants don Antoine et don Emmanuel, oncles du monarque, qu'ils eussent à se choisir d'autres confesseurs que les Pères Campo et Aranjues. Il interdisait aux Jésuites de venir à la cour, et, par des mesures arbitraires, il s'efforçait de les constituer en rébellion, ou tout au moins en mécontentement. Les Jésuites baissèrent la tête et se turent. A la vue de ces hostilités, le Père Henriquez, Provincial de Lisbonne, se contenta d'enjoindre à ses frères de l'Institut de garder le silence ; le Général leur ordonna de ne pas relever le gant qu'on leur jette ; les Jésuites obéissent. La malveillance et l'outrage acquéraient ainsi droit d'impunité ; l'attitude des Pères enhardit Pombal¹. Tout se dressait en Portugal contre la Société, et, au lieu de se défendre, elle ne songeait qu'à faire respecter la verge qui allait la frapper.

Sur ces entrefaites, le bref de Benoît XIV fut notifié par le cardinal Saldanha au Provincial de la Compagnie. Le Pape était mourant ; son trépas prévu remettait en question ce qui avait été arraché à sa faiblesse ; Pombal crut

qu'en brusquant les événements il leur donnerait la sanction de la chose accomplie. Saldanha mit l'autorité dont il était investi à la merci du ministre. Au terme des lois ecclésiastiques, les commissions des nonces ou des visiteurs apostoliques expirent par la mort du Pape, pour tous les lieux où le bref n'a point été signifié de son vivant. La province du Brésil se trouvait dans ce cas. Saldanha entretint Pombal de ses scrupules ; Pombal les lève par un arrêt du conseil. L'irrégularité canonique était flagrante ; Saldanha passe outre, et, le 43 mai, treize jours après avoir reçu le bref, il déclare dans un mandement que les Jésuites s'occupent d'un commerce prohibé par les lois de l'Eglise. En l'espace de treize jours, le réformateur avait embrassé les faits et gestes de l'Institut dans les quatre parties du monde ; il les condamnait à son tribunal sans avoir entendu leur défense. Le ministre, dans sa polémique ou dans ses édits, accusait les Jésuites d'enfreindre les canons ; le Cardinal, dans son mandement, les déclarait convaincus de transactions coupables. Ce mandement n'avait pas seulement le tort de la précipitation, il devenait injuste parce que le négociant auquel se livraient les procureurs des Missions était autorisé par le bon sens, par les Souverains Pontifes et par les Monarques.

Mais alors il ne s'agissait ni d'équité ni de droit. La force et l'astuce se coalisaient pour détruire ; l'ambition et l'impéritie se donnaient la main pour seconder la violence. Les registres des Pères, leurs livres de comptes et de correspondance, leurs magasins, tout fut ouvert, tout fut saisi. On fit le dénombrement de leurs biens et de leurs revenus ; on constata l'état des dettes et des obligations dont chaque maison était grevée ; on remonta jusqu'à l'origine de la Société ; on ne découvrit aucune trace d'un négoce illicite. La vérité apparaissait sur un point, le ministre l'ensevelit dans la poussière de ses archives, et il chercha une autre voie. Le 7 juin 1758 le Cardinal-patriarche de Lisbonne, Joseph-Emmanuel, dont Saldanha convoitait le siège, interdit les Jésuites dans toute l'étendue de son diocèse. On avait intimidé ce vieillard moribond en faisant intervenir la volonté du Roi. Il expira peu de jours après, et Saldanha fut appelé à lui succéder.

Dans le même moment le Conclave faisait asseoir sur la Chaire de saint Pierre le Cardinal Rezzonico, qui prit le nom de Clément XIII. Elu le 6 juillet 1758, le nouveau Pape sentait vivement le besoin de relever aux yeux des puissances séculières la dignité de la tiare. C'était un de ces prêtres de haute vertu et de grand cœur, tels que l'Eglise en a tant vus à sa tête. En face de la philosophie tour à tour sceptique et railleuse du dix-huitième siècle, au spectacle plein de tristesse que l'incurie des rois offrait à l'Europe, Clément XIII ne pensa pas que le seul moyen de

Les
Jésuites,
confes-
seurs du
Roi et
des
Infants,
enlevés
de la
cour.

Saldanha
exerce
des
pouvoirs
perimés.

Electio-
de
Cléme-
XIII.

(1) Schœll raconte, à la page 32 du trente-troisième volume de son *Cours d'histoire des Etats européens* : « Le 3 février 1757, Pombal publia, sous la forme d'un manifeste, la diatribe intitulée : *Précis de la conduite et des dernières actions des Jésuites en Portugal et à la cour de Lisbonne*. C'était un récit entièrement passionné de tout ce qui était arrivé en Amérique depuis les premiers établissements que les Jésuites avaient formés dans l'intérieur de ce vaste pays. La calomnie était si manifeste que le Provincial et ensuite le Général de l'Ordre jugèrent convenable d'abandonner cette fable à son sort, sans daigner la réfuter. »

sauver la Catholicité fût d'atténuer le zèle et de protester timidement contre les excès de l'intelligence qui devaient enfanter des révolutions. Modéré, parce qu'il se jugeait fort de l'autorité de sa Foi, et ne reculant jamais devant l'accomplissement d'un devoir, ce Pontife allait soulever contre lui toutes les passions. Il était équitable et bienfaisant, le père de son peuple¹ et le chef courageux de l'Eglise militante. On ne lui épargna ni la calomnie ni l'injure. Il arrivait à une époque où la vieille société européenne se dissolvait plutôt par l'impéritie des princes et par la corruption des grands que par les agressions auxquelles elle se trouvait en butte. On n'attaquait plus le Catholicisme par l'Hérésie, on le minait par le doute ou par la licence des mœurs. On ne cherchait plus à renverser les trônes en soufflant au cœur des nations des desirs d'affranchissement ou de pillage ; on avilissait la royauté en la berçant de cruelles flatteries, on l'endormait dans les bras de la volupté en apprenant aux peuples à lui préparer un sanglant réveil. Clément XIII ne consentit pas à être le muet témoin ou le complice de ces hontes. L'Ordre de Jésus était le point de mire des ennemis de l'Eglise, le Pape se déclara le protecteur des Jésuites. La situation était difficile, car de tous côtés il surgissait un écueil. Tout se faisait hostile au pouvoir, le pouvoir lui-même ; et, dans ce chaos, la voix de la raison ne s'élevait que pour retomber étouffée sous le rire moqueur des uns ou sous la phraséologie des autres.

Rome avait un nouveau Pontife ; le 24 mai 1758 la Compagnie s'était donné un nouveau chef. A peine installé sur le siège apostolique, Clément XIII voit, le 31 juillet 1758, Laurent Ricci, Général des Jésuites, s'agenouiller au pied de son trône et remettre entre ses mains le mémoire suivant :

« Très-saint Père,

» Le Général de la Compagnie de Jésus, prosterné devant Votre Sainteté, vous représente humblement l'extrême accablement et les malheurs qu'éprouve son Ordre par les révolutions connues du Portugal. Car, en attribuant les crimes les plus graves à ceux de ces Religieux qui sont habitués dans les possessions de Sa Majesté très-fidèle, on a obtenu de Benoît XIV, d'heureuse mémoire, un bref qui crée Son Eminence le Cardinal Saldanha visiteur et réfor-

mateur, et lui attribue les pouvoirs les plus étendus. Ce bref a non-seulement été publié en Portugal, mais encore réimprimé dans toute l'Italie. En conséquence, l'éminentissime Visiteur a publié un décret où on déclare tous ces religieux coupables de faire le commerce. De plus, son Eminence le Cardinal-Patriarche, n'ayant aucun égard à la Constitution *Superna* de Clément X, qui défend aux Evêques d'ôter à toute communauté religieuse à la fois les pouvoirs de confesser sans en avoir consulté le Saint-Siège, *inconsulta Sede Apostolica*, a interdit de la confession et de la prédication tous les Religieux de la Compagnie qui sont non-seulement dans son diocèse de Lisbonne, mais encore dans toute l'étendue du patriarcat. Sans leur avoir intimé personnellement un pareil interdit, il en a fait subitement afficher le décret à toutes les églises de Lisbonne : faits dont le Général a en main des preuves authentiques.

» Les Religieux de Portugal ont supporté ces exécutions si accablantes pour eux avec l'humble soumission qu'ils devaient. Ils sont très-intimement persuadés de la droiture des intentions de Sa Majesté très-fidèle, de ses ministres et des deux éminentissimes Cardinaux. Cependant ils craignent qu'ils ne soient prévenus par les artifices de personnes mal intentionnées. Ils ne peuvent se persuader que leurs frères soient coupables de délits si atroces, d'autant que, chacun d'eux n'ayant été appelé personnellement en justice, ils n'ont point eu lieu de produire leurs défenses et leurs décharges.

« Au reste, quand il y aurait des particuliers coupables des crimes atroces qu'on leur suppose, ils se flattent que ce délit n'est pas celui de tous ni de même de la plus grande partie, quoiqu'ils se voient tous enveloppés dans la même peine. Enfin, quand même tous les Religieux qui se trouvent dans les Etats de Sa Majesté très-fidèle seraient coupables, depuis le premier jusqu'au dernier, ce qui ne paraît pas pouvoir se supposer, les autres, qui dans les diverses parties du monde emploient leurs fatigues et leurs travaux à procurer l'honneur de Dieu et le salut des âmes, selon le peu d'étendue de leur pouvoir, demandent instamment d'être au moins traités avec bonté. Le discrédit et le mal s'étend à toute la Communauté, quoiqu'elle ait en horreur les crimes qu'on attribue aux Pères du Portugal, et spécialement tout ce qui peut tendre le moins du monde à offenser les supérieurs, tant ecclésiastiques que séculiers. Elle désire, au contraire, et fait en sorte, autant qu'il est possible, d'être exempte de ces manquements auxquels la condition humaine est sujette et surtout la multitude.

« Assurément les supérieurs de la Société, comme il paraît sur les registres et par les lettres écrites ou reçues, ont toujours insisté sur l'observance des Règles la plus exacte, dans les provinces de Portugal ainsi que dans toutes les

(1) L'astronome François de Lalande, dans son *Voyage en Italie*, t. vi, p. 482, parle de Clément XIII en ces termes : « Le Pape, dit-il en traitant la question du dessèchement des Marais Pontins, le désirait personnellement. Lorsque je rendis compte à Sa Sainteté de cette partie de mon voyage, elle y prit un intérêt marqué et me demanda avec empressement ce que je pensais de la possibilité et des avantages de ce projet. Je les lui exposai en détail ; mais ayant pris la liberté d'ajouter que ce serait une époque de gloire pour son règne, le religieux Pontife interrompit ce discours profane, et, joignant les mains vers le ciel, il me dit, presque les larmes aux yeux : « Ce n'est pas la gloire qui nous touche, c'est le bien de nos peuples que nous cherchons. »

autres. En certaines occasions on les a informés des manquements d'un autre genre ; mais, pour les délits qu'on impute aujourd'hui à ces Religieux, ils n'en ont jamais été instruits ; on ne les en a point préalablement avertis ni requis d'y apporter remède.

« Informés enfin, quoique indirectement, que ces Pères avaient encouru la disgrâce de Sa Majesté, ils ont témoigné la plus extrême douleur. Ils ont supplié qu'on leur donnât une connaissance particulière des délits et des coupables. Ils ont offert d'envoyer des pays étrangers les plus capables et les plus accrédités de la Compagnie pour visiter et réformer les abus qui pouvaient s'être introduits ; mais leurs humbles prières et leurs offres n'ont pu mériter d'être écoutées.

« De plus, on craint fort que cette visite et cette réforme, au lieu d'être profitables, n'occasionnent des troubles sans aucune utilité. C'est ce que l'on redoute surtout pour les pays d'outre-mer, pour lesquels l'éminentissime Cardinal Saldanha est obligé et a pouvoir de déléguer. On a toute confiance dans ce Cardinal pour ce qu'il fera lui-même ; mais il semble qu'on peut craindre avec raison que dans les délégations il ne se trouve des personnes ou peu au fait des constitutions des Réguliers ou mal intentionnées, qui, par conséquent, pourront causer de grands maux. Pour toutes ces raisons, le Général de la Compagnie de Jésus, au nom même de la Société, implore avec les plus humbles et les plus sincères prières l'autorité de Votre Sainteté. Il la supplie de pourvoir, par les moyens que lui suggéra sa haute prudence, à la sûreté et garantie de ceux qui ne sont pas coupables et particulièrement à l'honneur de toute la Société : qu'ainsi on ne la rende donc point inutile à la gloire de Dieu et au salut des âmes, qu'on ne l'empêche pas de servir le Saint-Siège et de seconder le pieux zèle de Votre Sainteté, pour qui le Général lui-même et sa Compagnie offriront à Dieu les vœux les plus sincères pour lui obtenir toutes les bénédictions célestes, une longue suite d'années, à l'avantage et à la prospérité de l'Eglise universelle. »

Le Souverain Pontife reçut ce mémoire d'un accusé demandant des juges, la seule chose que les hommes ne peuvent pas refuser à un autre homme. Une Congrégation est nommée. Sa réponse fut favorable aux Jésuites ¹. Pombal n'allait plus agir sans contrôle : il avait à lutter contre un pontife qui ne se laisserait pas tromper par d'hypocrites démonstrations. Les res-

sorts de sa politique étaient mis à découvert. Il avait exilé de Lisbonne les Jésuites qu'il redoutait : Fonseca, Ferreira, Malagrida et Torrez. Le Père Jacques de Camera, fils du comte de Ribeira et d'une Rohan, avait énergiquement repoussé toute espèce d'intimidation. Pombal essaya de provoquer dans l'Ordre de Jésus quelques défections, qu'il aurait su rendre éclatantes. Il existait parmi les Jésuites portugais deux Pères que leurs antécédents désignaient aux intrigues du ministre : l'un était le Père Cajetano, esprit chagrin, mais intelligence aussi vive que profonde ; l'autre, Ignace Suarez. En les flattant, Pombal espérait qu'il serait facile de les amener à trahir une Compagnie dont la tendance de leurs caractères portait à croire qu'ils ne devaient pas avoir toujours eu à se louer. Le cardinal Saldanha fut chargé de les enrôler sous la bannière ministérielle. Cajetano et Suarez, que le Patriarche caressait d'un côté, qu'il menaçait de l'autre, dédaignèrent de s'associer à de pareils projets. Ils avaient chancelé dans leur Foi de Jésuites lorsque l'Institut était puissant ; ils s'y rattachèrent au moment où la persécution lui arrivait. Cette opposition et les mesures prises à Rome compromettaient les espérances de Pombal, un événement imprévu changea tout à coup la face des affaires.

Dans la nuit du 3 au 4 septembre 1758, moins de deux ans après l'attentat de Damien sur Louis XV, le roi don Joseph, revenant en carrosse de l'hôtel de Tavora au palais, fut frappé d'une balle dans le bras. Ce crime, que le lendemain toute la ville attribuait au marquis de Tavora vengeant son honneur sur le royal séducteur de dona Teresa, son épouse, ce crime offrait à Pombal une chance inespérée. Les Tavora étaient ses ennemis, car ils avaient repoussé l'alliance de son fils. Ils appartenaient à la plus haute noblesse ; tout semblait conspirer en faveur du ministre. A défaut d'autres preuves, la clameur publique suffisait pour faire arrêter les meurtriers ou les auteurs présumés du meurtre. Dans un autre pays, la justice aurait ainsi procédé ; Pombal n'adopta point cette marche régulière : il frappa de terreur le souverain, il le tint caché à tous les regards, à ceux même de la famille royale ; il fit planer le soupçon sur les gentilshommes dont il redoutait le crédit ou dont il convoitait les richesses ; il représenta toujours et partout les Jésuites comme les instigateurs du régicide. Il laissa ainsi s'amorceler la tempête, dont à son gré il dirigeait les nuages. Les Tavora continuèrent à venir à la cour, et, le 12 décembre, plus de trois mois après l'attentat, que l'explicable inaction de Pombal faisait alors rejeter au nombre des fables ou des paradoxes, le duc d'Alveiro, le marquis de Tavora, dona Eleonor, sa mère, leurs parents et leurs amis furent saisis à l'improviste et plongés dans les cachots. Les

Violences et menaces de Pombal.

(1) Le commandeur Almada, parent de Pombal et son ambassadeur à Rome, fit imprimer et répandre partout une fausse décision de cette Congrégation. C'était peut-être l'avis particulier d'un des cardinaux, auquel Almada prêtait de son chef toute autorité. Cet arrêté supposé fut brûlé à Rome et à Madrid par la main du bourreau, comme pièce apocryphe et calomnieuse. Pagliarini, convaincu de l'avoir imprimée, fut mis en prison et banni des Etats par le cardinal Archinto. Pombal le recueillit et le combla d'honneurs.

« femmes obtinrent des couvents pour prison, mais la pitié envers tous ces personnages devint, aux yeux de Pombal, un titre de proscription. On fut suspect parce qu'on les plaignit; on se trouva criminel pour douter des mystérieuses trames qui avaient coûté trois mois de réflexion au ministre. La haute noblesse refusait de l'accepter comme un des siens, elle lui avait fait expier son orgueil par des sarcasmes ou par le mépris; Pombal se vengeait de ces affronts en se baignant dans le sang des races les plus illustres. L'opinion publique ne vit en tout cela qu'une machination de Pombal pour absorber ses ennemis dans un complot impossible. Les lenteurs calculées, les mensonges diplomatiques ou judiciaires du ministre furent si pleinement percés à jour, que ses panégyristes les plus exaltés réprouvèrent tant de cruautés, et n'eurent pas le courage de s'associer à sa fureur. « Les Encyclopédistes, dit le comte de Saint-Priest ¹, auraient dû lui servir d'auxiliaires zélés et fidèles. Pourtant il n'en fut pas ainsi. Les pièces émanées de la cour de Lisbonne parurent ridicules dans la forme et maladroites au fond. Cet holocauste des chefs de la noblesse choqua les classes supérieures, jusqu'alors soigneusement ménagées par les philosophes. Tant de cruauté contrastait trop avec les mœurs d'une société déjà frondeuse, mais encore très-élégante. On eut pitié des victimes, on se moqua du bourreau. »

Le bourreau, car jamais homme ne mérita mieux que Pombal ce titre sanglant, le bourreau tenait sous sa main une partie de ses adversaires; mais, pour la satisfaction de ses haines, ce n'était pas assez. L'attentat du 3 septembre lui fournissait une occasion toute naturelle de mêler le nom des Jésuites à un régime présumé. « Les reproches qu'il leur avait adressés dans ses manifestes, raconte l'historien peu véridique de *la Chute des Jésuites* ², ne reposaient point sur des idées générales, mais sur des faits particuliers, contestables et mal exposés. » Pombal tenait beaucoup plus à sa vengeance qu'à l'opinion publique. Sa vengeance se trouvait d'accord avec des projets anti-catholiques; il fit de tout cela un horrible mélange, et, en confondant les notions de justice et d'humanité, il enveloppa dans cette catastrophe tous les Jésuites résidant en Portugal. Aveiro, les Tavora, Atouguia et la plupart des accusés auraient dû être jugés par leurs pairs; le ministre créa un tribunal d'inconfiance. Par un oubli des règles les plus sacrées, il présida lui-même cette commission exceptionnelle, dans laquelle siégèrent d'Acunha et Corte-Réal, ses deux collègues. La torture fut appliquée à chaque inculpé; ils la subirent avec fermeté. Le duc d'Aveiro seul, vaincu par les tourments, avoua tout ce

qu'on exigeait de sa douleur. Il se déclara coupable; il accusa ses amis et les Jésuites; mais à peine fut-il délivré de la question, qu'il se hâta de nier ce que la violence lui avait arraché. Les juges refusèrent d'entendre sa rétractation. Il n'y avait eu ni témoins, ni interrogatoires, ni débats; on ignore même si les prisonniers furent défendus. Tout ce que l'on sait, c'est que le Fiscal Costa Freire, le premier juriconsulte du royaume, proclama l'innocence des accusés, et que sa probité le fit charger de chaînes; c'est que le sénateur Juan Bucallao se plaignit de la violation des formes judiciaires et de l'iniquité de la procédure; c'est que Pombal lui-même rédigea la sentence de mort, et qu'elle est écrite de sa main. Elle fut rendue le 42 janvier 1759, on l'exécuta le lendemain.

Le peuple et l'armée murmuraient; les grands s'agitaient; Pombal ordonna de dresser l'échafaud dans le village de Belem, à une demi-lieue de Lisbonne. Portant la barbarie jusque dans les moindres détails, il avait voulu que la marquise de Tavora et que toutes les victimes parussent sur l'échafaud la corde au cou et presque nues. C'était une dernière humiliation qu'il réservait à ceux qui l'avaient accablé de leurs dédains. Dona Eléonor, encore plus fière en ce moment qu'au jour de ses prospérités, arriva la première sur cette immense estrade, où le billot, la roue, le bûcher et le poteau s'élevaient, comme pour réunir les différents supplices sous les yeux des condamnés. Elle s'avança, le crucifix à la main, pleine de calme et de dignité. L'exécuteur veut lui lier les pieds: « Arrête! s'écrie-t-elle, et ne me touche que pour me tuer. » Le bourreau intimidé s'agenouilla devant cette martyre de la justice humaine, il demanda pardon. « Tiens, continue-t-elle plus doucement en tirant une bague de son doigt ¹, il ne me reste que cela; prends, et fais ton devoir. » La tête de dona Eléonor tomba sous la hache. De demi-heure en demi-heure, son mari, ses fils, ses gendres, ses domestiques et le duc d'Aveiro vinrent successivement, en face de ce cadavre palpitant, mourir dans les horreurs de la strangulation, sur la roue ou dans les flammes. Quand le massacre fut consommé, on mit le feu à l'échafaud, et le Tage roula dans ses eaux les cendres des immolés, confondues avec les sanglants débris de la torture ².

(1) *Mémoires* du marquis de Pombal.

(2) Pombal fut jugé à son tour; mais il rencontra dans la reine dona Maria, héritière de Joseph I^{er}, plus de pitié qu'il n'en devait inspirer. Le 7 avril 1781, cet homme, âgé de quatre-vingt-deux ans, fut à son tour frappé d'une condamnation que l'histoire trouvera peu sévère. Le conseil d'Etat et les magistrats déclarèrent, à la majorité de quinze voix contre trois, « que les personnes tant vivantes que mortes qui furent justiciées, ou exilées, ou emprisonnées en vertu de la sentence de 1759, étaient toutes innocentes du crime dont on les avait accusées. » Ce jugement de réhabilitation est longuement et sagement motivé. Il tire une grande force de la première sentence, qui abonde en contradictions et en faits se détruisant les uns par les autres. Ainsi on lit, dans l'arrêt rendu par

Supplément de ces familles.

Le testament de l'Inquisition présidé par Pombal.

Le duc d'Aveiro dans les tortures.

(1) *Histoire de la chute des Jésuites*, p. 26.

(2) *Ibid.*, p. 26.

Arresta-
tion de
huit
Jésuites.

Le 27 mars 1759, La Condamine écrivait à Maupertuis : « On ne me persuadera jamais que les Jésuites aient en effet commis l'horrible attentat dont on les accuse, » et le sceptique Maupertuis lui répondait : « Je pense comme vous sur les Jésuites ; il faut qu'ils soient bien innocents, puisqu'on ne les a pas encore punis ; je ne les croirais pas même coupables quand j'apprendrais qu'ils ont été brûlés vifs. » Le Père Malagrida fut réservé à ce supplice, et un cri de réprobation universelle répondit à cette dernière lâcheté de la force. Pombal s'était attribué ou il avait partagé entre ses créatures les biens de ses victimes. Il les tuait dans le présent, il les déshonorait dans l'avenir de leurs familles ; mais il convoitait encore une autre proie. Il venait de terrasser la noblesse, il voulait écraser les Pères de l'Ordre de Jésus. La fermeté de Clément XIII lui était connue, ses intrigues allaient être déjouées à Rome ; par un de ces coups d'audace qui, au premier moment, font douter même de l'innocence de toute une vie, le ministre ne recula pas devant la plus absurde des accusations. Il en avait tant fait que personne n'osait plus prendre au sérieux un homme que la fureur poussait jusqu'aux limites de la déraison. La veille de l'exécution des Tavora, les Jésuites du Portugal, soumis depuis quatre mois à la plus ombrageuse des inquisitions, sont déclarés en masse les instigateurs et les complices du régicide présumé. On emprisonne le provincial Henriquez, les Pères Malagrida, Perdigano, Suarez, Juan de Mattos, Oliveira, François Edouard et Costa. Ce dernier est l'ami de l'enfant don Pedro, frère du Roi. On l'applique à la question pour lui arracher dans les tortures un aveu ou une réticence qu'on essaiera de tourner contre le prince. Costa, tenaillé et déchiré, reste inébranlable.

Trois
vieux
Mission-
naires
condam-
nés à
mort.

Pombal avait tout disposé pour consommer son mystère d'iniquité. Les Pères Malagrida, Mattos et Jean Alexandre, vieux Missionnaires blanchis dans les travaux de l'apostolat et de la charité, avaient passé leur jeunesse et leur âge

Pombal, que « le coup glissa et ne fit que percer le derrière du carrosse ; puis, que six coups pénétrèrent à la poitrine du roi ; puis encore, que le coup, tiré par derrière, passa entre les bras et les côtes et ne fit que effleurer légèrement l'épaule droite par devant ; » un peu plus bas, la sentence ajoute que « le roi eut des blessures considérables et mortelles. »

Il est à peu près avéré maintenant que deux ou trois pistolets furent déchargés sur la voiture de Joseph I^{er}. La version la plus accréditée est que deux hommes attachés à la maison de Tavora se portèrent à ce crime ; mais Pombal a mis tant de confusion et d'acharnement dans la procédure, qu'il est parvenu même à faire douter de la réalité de l'attentat, et que plusieurs historiens n'ont pas craint de le lui attribuer. Ce qui lui appartient d'une manière incontestable, c'est l'iniquité, et on doit dire avec l'anglais Shirley, dans son *Magasin de Londres*, mars 1759 : « L'arrêt du tribunal d'infamie ne peut être regardé ni comme concluant pour le public, ni comme juste à l'égard des accusés... De quel poids peut être un jugement qui n'est d'un bout à l'autre qu'une vague déclamation, où l'on cache au public les dépositions et les témoins, où toutes les formes légales ne sont pas moins violées que l'équité naturelle ? »

mûr au milieu des Sauvages du Maragnon et du Brésil. La marquise de Tavora suivait les exercices spirituels de Malagrida ; le Père de Mattos était lié avec la famille Ribeira ; Jean Alexandre, revenant des Indes, avait fait la traversée sur le même vaisseau que les Tavora. Tels furent les seuls griefs que Pombal alléguait ; ils suffirent pour faire condamner à mort les trois Jésuites. On ignore par quel motif le ministre leur épargna l'échafaud du 13 janvier.

La consternation régnait dans les maisons de la Compagnie ; les traitements les plus acerbés, les insinuations les plus perfides, tout était mis en jeu pour désoler leur patience ou pour les compromettre ; les Jésuites, qui n'avaient pas su dissiper cette tempête d'injustices, eurent le courage du martyre. Ils étaient séparés les uns des autres, sans communication avec leurs frères ou avec leurs supérieurs, livrés à un homme qui ne cessait d'accuser sans jamais prouver la moindre de ses allégations ; ils attendirent dans la dignité de leur silence le sort qu'on leur réservait. Le ministre s'avoua que ses paroles perdaient de leur autorité ; le 19 janvier 1759, il réduisit le souverain au rôle de pamphlétaire à sa suite. Chaque marche du trône se couvrait de sang ; la captivité, l'exil ou la ruine était le partage de ses plus fidèles sujets ; on lui apprenait à se défier de ses amis et de sa famille. Pombal, afin de l'engager encore plus avant, plaça sous la sauvegarde de son nom les mensonges dont il sentait que tant de crimes auraient besoin pour être justifiés. Il prit à bail le contre-seing de ce monarque esclave, et il força la royauté à calomnier sciemment les hécatombes de son arbitraire ministériel. Il avait, au nom de Joseph I^{er}, rédigé une lettre adressée à tous les évêques portugais ; elle fut répandue à profusion. Ce manifeste était la glorification de Pombal et une honte jetée aux Rois prédécesseurs de Joseph.

Quelques évêques s'en emparèrent pour créer un piédestal à leur fortune ecclésiastique ; d'autres s'épouvantèrent à l'idée seule d'affronter les colères du ministre omnipotent, et l'évêque qui recule en face d'un devoir est bien près d'immoler sa conscience pastorale à de fausses nécessités de position. Ils se prêtèrent aux exigences de Pombal, il y en eut même qui les outrèrent. Les Jésuites, frappés de stupeur, environnés des ennemis inattendus que le malheur agglomérât autour de ses victimes, n'élevaient pas la voix même pour protester contre tant de fureurs calculées. Ils n'agissaient pas ; Pombal imagina de les faire écrire. De virulentes satires contre le Roi parurent sous le nom de plusieurs Pères. La mesure était comblée. Deux cents évêques de toutes les parties du monde chrétien, des cardinaux, les trois électeurs ecclésiastiques n'osèrent pas rester spectateurs muets de cet opprobre, qui constituait

Manifeste de Joseph I^{er} aux Evêques portugais.

Deux cents prélats catholiques protestent contre cet écrit.

un prince en flagrant délit d'imposture. Ils supplièrent Clément XIII de venger la Compagnie de Jésus. La voix de la Catholicité fut entendue, et le Père commun remplit le vœu de l'Eglise.

Pombal ne se laissait pas arrêter par des prières ou par des menaces ecclésiastiques. Son despotisme ne trouvait aucune résistance en Portugal ; il pensa qu'il serait toujours temps de l'expliquer lorsqu'il aurait consommé l'œuvre de destruction. Il tuait la Société de Jésus, mais c'était dans un but catholique, afin de la réformer et de la rendre plus parfaite. Le ministre portugais ne sortait pas de ce thème convenu. Il accusait les Jésuites de tous les crimes que l'imagination de ses pamphlétaires à gages pouvait inventer ; en même temps il déclarait que sa pensée ne tendait qu'à ramener les disciples de saint Ignace à la pureté primitive de leurs règles. En présence des contradictions qu'offre ce grand procès, l'un des événements les moins connus et les plus curieux du dix-huitième siècle, Voltaire a raison de dire ¹ : « Ce qu'il y eut d'assez étrange dans leur désastre presque universel, c'est qu'ils furent proscrits dans le Portugal pour avoir dégénéré de leur Institut, et en France, pour s'y être trop conformés. »

On enlève les Missionnaires de toutes les Réductions.

Les biens et les collèges de l'Ordre étaient sous le séquestre ; il fallait se les approprier, afin de payer les complaisances épiscopales, de distraire le peuple par des fêtes et d'acheter l'armée. Le ministre tenait captifs plus de cinq cents Jésuites qu'il avait dépouillés de tout, même du droit de pleurer sur les ruines de leurs maisons. La pitié en leur faveur était un crime, il la punissait de mort ou de bannissement. Au Brésil et au Maragnon, ses agents les poursuivaient avec un acharnement inouï ; ils les enlevaient à leurs Sauvages ; ils les entassaient, sans provisions, sans secours, sur le premier vaisseau faisant voile vers la métropole. Tous ces Jésuites, qui ne savaient de quelle accusation il allait plaire au gouvernement de les charger, arrivaient à Lisbonne ; on les agglomérât dans les prisons ou dans les lieux publics ; puis on les oubliait entre deux haies de soldats, qui, souvent moins cruels que l'autorité, partageaient leur pain avec eux.

Faux bref pour l'expulsion des Jésuites du Portugal.

Cette étrange situation ne pouvait durer. Le 20 avril 1759, Pombal fit remettre au Pape une lettre de Joseph I^{er}, qui annonçait l'intention d'expulser de ses Etats les membres de la Société de Jésus. Clément XIII ne répondant pas assez vite aux désirs impatients du ministre, le ministre le prévint. Clément XIII ne prêtait pas les mains aux iniquités de Pombal ; Pombal, afin de tromper le Roi, fait fabriquer à Rome, par Almada, son ambassadeur, un bref qui approuve ses projets, qui détermine à quel usage seront employés les biens de la Société de

Jésus et qui autorise à punir de mort les coupables. Ce bref, si audacieusement supposé, entretenait l'Europe dans des dispositions malveillantes contre les Pères portugais ; il plaçait les Jésuites des autres contrées dans l'impossibilité de les défendre. Pombal se hâta de mettre à profit ces impressions. Il savait que le Souverain Pontife s'effrayait de ses menaces de schisme, et que, pour maintenir la paix de l'Eglise, il ferait toutes les concessions compatibles avec la dignité du Saint-Siège. Le véritable bref n'était pas aussi explicite que celui dont Pombal s'était forgé une arme ; le Pape descendait jusqu'à la prière pour vaincre l'injuste obstination du Roi et de son ministre. Pombal s'indigna de voir le Vicaire de Jésus-Christ disputer à ses convoitises la proie qu'il leur promettait. Un conflit diplomatique entre les deux cours lui parut nécessaire à susciter. Acciajuoli, nonce en Portugal, croyant d'abord que les choses ne seraient pas poussées si loin, avait favorisé les plans officiels ; mais, lorsqu'il en eut saisi la portée, il refusa de s'y associer. Il devint obstacle ; Pombal mit tout en œuvre pour lui rendre impossible le séjour de Lisbonne. Clément XIII et le cardinal Torregiani, son secrétaire d'Etat, ne voulaient pas proscrire les Jésuites, par l'éternel principe d'équité qui ne permet pas de confondre les innocents avec les coupables : Pombal s'imagine que ces refus équivalent à une déclaration de guerre ; il la fait à sa manière. Les Jésuites Malagrida, Henriquez, Mattos, Moreira et Alexandre sont condamnés à être rompus vifs, comme instigateurs du duc d'Avéiro et des marquis de Tavora. Le 31 juillet est le jour de la fête de saint Ignace de Loyola ; Pombal choisit cet anniversaire, si cher au cœur des disciples de l'Institut, pour rendre une sentence qui ne reçut ni publicité ni exécution, mais qui devait les exaspérer ou les consterner.

Il y a ici une appréciation que l'histoire ne doit pas oublier. Les Jésuites ont, pour se défaire de leurs ennemis, des moyens secrets ; ils ne reculent devant aucun crime. Ils conseillent le régicide, ils l'absolvent, et, quand ils ne savent plus de quelle manière amener le triomphe de leurs ambitieux projets, le fer ou le poison leur viennent en aide. Jusqu'au jour où Pombal s'acharna contre leur Institut, les Jésuites, si souvent accusés de légitimer les moyens par la fin, n'ont jamais eu recours à l'assassinat. Cette espèce de tribunal véhémenique, dont les imposteurs révélèrent l'existence, n'a été qu'une fable jetée en pâture à quelques crédules imbéciles. Les Jésuites n'avaient jamais trouvé de séides dans leurs partisans ou dans leurs novices ; mais si, comme l'affirmait le ministre portugais, la vie des hommes était si peu de chose à leurs yeux quand l'intérêt de l'Ordre périssait, il faut bien convenir qu'en 1759 les Jésuites lais-

Théories des Jésuites

(1) Œuvres de Voltaire, Siècle de Louis XV, t. XXII, p. 335.

sèrent échapper l'occasion la plus urgente d'appliquer leur principe meurtrier. Un homme seul brisait le passé et l'avenir de la Société. Dans la situation des esprits, son exemple menaçait de devenir contagieux. Pombal ne se laissait arrêter par aucun scrupule : il abusait de la faiblesse de son Roi ; il défiait le Saint-Siège ; il portait une main sacrilège sur l'arche de l'Institut. Il dépouillait les Jésuites ; il savait même trouver des magistrats pour les flétrir sans discussion, pour les condamner sans examen. On les arrachait à leur patrie ; on leur annonçait qu'ils périraient tous dans un auto-da-fé ou qu'on les parquerait comme des pestiférés sur quelque côte déserte. Ils étaient réunis, dans l'attente prochaine de la mort ou de la proscription. Ils n'avaient pas tout perdu, il leur restait des amis ; ils auraient évoqué des vengeurs. En désespoir de cause, ces hommes si habilement vindicatifs, si bien préparés aux excès du fanatisme, pouvaient frapper Pombal dans l'ombre. Rien ne leur était plus facile. Des quinze cents prêtres qu'on disait liés les uns aux autres par de terribles serments, pas un seul ne conçut l'idée de cette expiation. Le ministre leur imputait de porter en germe la pensée de tous les forfaits, et le ministre vivait comme la démonstration la plus évidente de ses impostures ¹. Si jamais trépas a été nécessaire pour préserver l'Ordre de Jésus de quelques désastres, ce fut à coup sûr celui de Pombal ; et cet homme dans

les combinaisons de son audace, ne songea pas que ses jours couraient quelque danger. Il connaissait beaucoup mieux les Pères qu'il ne le donnait à entendre. Il les calomniait tout haut, mais tout bas il ne daignait même point prendre les précautions dont la tyrannie s'enveloppe plutôt pour le vulgaire que pour sa propre sécurité. Pombal survécut vingt-trois ans à la destruction de l'Ordre, et il ne rencontra jamais ni de Châtel ni de Barrière pour prévenir ses desseins, ou pour lui faire expier le succès de son complot. Cet argument en action doit peser davantage dans la balance de l'histoire que toutes les théories de régence qu'aucun fait n'a justifiées. Les Jésuites ne tuèrent pas l'homme qui leur fit le plus de mal, et dont l'existence était à leur merci. Faut-il les supposer assez inconséquents pour créer, contre des Rois qui les protégeaient en les aimant, un système de meurtres qu'ils n'auraient pas osé appliquer à des ennemis plus déterminés, et dont la mort n'entraînait ni périls ni désordres ?

Pombal, qui régnait sur don Joseph en lui faisant peur des Jésuites, ne concevait pour sa vie aucune crainte personnelle. Il se jouait de ses victimes avec une froide cruauté, qui provoquait la vengeance ; la vengeance ne vint pas. Le Souverain Pontife ne cessait de supplier le Roi de savoir être juste envers les innocents comme envers les coupables ; Pombal répondait à ces prières par des proscriptions en masse. Le Pape, dévoué aux Jésuites, faisait toutes les concessions ; le ministre se roidissait dans son opiniâtreté. Le Saint-Siège traitait avec lui de puissance à puissance ; le Pape aurait eu le courage de mourir ; mais, croyant que la condescendance atténuerait des colères mal fondées, il s'efforçait de calmer l'irritation. Pombal affecta d'autant plus de violence qu'il semblait même à ses propres yeux être devenu un objet de terreur. Les craintes des autres firent que le ministre commença à se prendre au sérieux. Il menaçait, et on s'humiliait devant lui ; il frappa, bien sûr d'avance que le pardon était au bout de la plus insignifiante concession ou du remords le moins compromettant.

Le Pape aimait les Jésuites ; le ministre, qui, jusqu'au 4^{or} septembre 1759, est resté irrésolu sur les mesures définitives qu'il adoptera contre eux, se décide à les faire jeter au rivage romain. A travers toutes les douleurs qu'un caractère comme celui de Pombal peut susciter, le premier convoi arrive à l'embouchure du Tage, où l'attendait un navire de commerce, sans provisions et nullement destiné à recevoir un si grand nombre de passagers. Le pain et l'eau manquaient à dessin ; mais les flots ne secondèrent pas le projet du ministre. Le bâtiment fut obligé de relâcher dans les ports d'Espagne ; les vents contraires le poussèrent encore sur les côtes d'Italie. De partout il ne s'éleva qu'un cri de

Pombal
en fait
partir un
premier
convoi
pour les
Etats
pontifi-
caux.

(1) L'emphase de Pombal, sa cruauté, ses injustices, que plus tard le duc de Choiseul devait renouveler en partie, inspiraient à ce dernier un sentiment de froide moquerie. On entendait souvent le ministre français dire au prince de Kaunitz, en parlant du ministre portugais : « Ce monsieur a donc toujours un Jésuite à cheval sur le nez ! » Cette plaisanterie, qui peut s'adresser à tous les Pombal du monde, ne le corrigea pas de sa manie de voir, de mettre partout des Jésuites. Il les avait chassés des possessions du Roi Très-Fidèle, ils étaient proscrits de France et d'Espagne, tout le monde parlementaire, janséniste et philosophique, se liguaient contre eux. Du fond de son palais de Notre-Dame-d'Ajuda, Pombal rêvait qu'ils sont plus puissants que jamais, et, le 20 juin 1767, il adresse au comte d'A Cunha, ministre des affaires étrangères à Lisbonne, la lettre officielle dont nous extrairons ce passage : « Plusieurs faits aussi certains que notoire ont prouvé à Sa Majesté que les Jésuites sont tout à fait d'intelligence avec les Anglais, auxquels on sait qu'ils ont promis de les introduire dans tous les domaines que le Portugal et l'Espagne possèdent en dedans du sud de la ligne, et de contribuer à ce projet de toutes leurs forces, en employant toutes leurs trames, qui consistent toujours à semer le fanatisme pour tromper les peuples par les dehors de leur hypocrisie, et les soulever contre leurs souverains légitimes sous de faux prétextes de religion, et en affectant des motifs purement spirituels. Ce que les Anglais peuvent entreprendre de commun accord avec les Jésuites se réduit aux trois cas suivants : en premier lieu, les Anglais fourniraient aux Jésuites des troupes, des armes et des munitions, cacheraient les bras qui porteraient ces coups en couvrant les militaires de frocs jésuitiques, comme on l'a déjà fait plusieurs fois, et la cour de Londres dirait que tout cela n'est que l'effet de l'immense pouvoir des Jésuites. »

C'est au ridicule seul qu'il appartient de faire justice de pareilles inepties. Nous ne citons cette lettre de Pombal, qui se conserve précieusement à Lisbonne dans la quinzième registre des Ordres, de 1766 à 1768, que pour montrer jusqu'à quel point la passion contre le Jésuite peut troubler quelle intelligence qui veulent avoir le mal de la peur.

généreuse pitié en faveur de ces proscrits, bénissant la main qui les frappait. La charité fit renaître l'abondance sur le vaisseau; elle rendit aux exilés l'énergie dont ils avaient besoin. Le 24 octobre 1759, ils débarquèrent à Civita-Vecchia au nombre de cent trente-trois. Ils avaient été reçus avec respect dans toutes les villes où le navire fut contraint de faire relâche; à Civita-Vecchia on les salua avec admiration. Les magistrats se firent honneur d'entourer de bons soins ces prêtres qui priaient encore pour leurs persécuteurs. Les corps religieux leur offrent une hospitalité toute fraternelle; mais la réception des Dominicains eut quelque chose de plus cordial encore. On les proclamait les émules de la Compagnie de Jésus. Leur rivalité s'était montrée dans les tournois théologiques et dans les Missions, rivalité que la conscience et le talent inspiraient plutôt que la jalousie. Il y eut tant d'unanimité dans l'accueil fait à ces premiers exilés annonçant de nouvelles tempêtes, que les habitants de Civita-Vecchia consacrèrent sur le marbre, dans l'église des Frères-Prêcheurs, le passage des Jésuites. Les Dominicains eux-mêmes érigèrent un monument pour rappeler cette alliance contractée à la veille des désastres ¹. D'autres navires, chargés de Pères de la Compagnie, partirent à différentes époques pour les Etats ecclésiastiques. Le Pape était leur défenseur; Pombal, en encombrant la ville de Rome de cette multitude de bannis, espérait le faire repentir de sa justice et de sa pitié.

Tandis que l'exil ou la captivité s'appesantissait sur les Profès de l'Ordre, le cardinal Saldanha s'arrogeait le pouvoir de dispenser de leurs vœux les jeunes Jésuites. L'éducation publique était compromise dans ses œuvres vives; le ministre et le patriarche cherchèrent à provoquer des défections pour ne pas se trouver pris au dépourvu. Ils en appelèrent aux caresses des familles, aux menaces de l'autorité, aux séductions de la patrie et de la fortune. Quelques-uns de ces novices se laissèrent gagner; mais alors ces apostasies devinrent l'objet de l'animadversion universelle. Le peuple et les soldats de garde autour des maisons et des collèges accueil-

lirent avec des huées ces hommes que l'imminence du danger effrayait, et qui ouvraient leur carrière par une lâcheté. Le plus grand nombre résista aux flatteries et à l'intimidation. Il y eut à Evora, à Bragança, à Coïmbre surtout, des luttes où la franchise de la jeunesse l'emporta sur la prudence de l'âge mûr. Un parent de Pombal, le Père Joseph de Carvalho, se mit à la tête du mouvement généreux qui entraînait les Jésuites non encore Profès à suivre le sort de leurs aînés dans l'Institut. Ils soutinrent le choc avec tant de courage, que les agents de Saldanha, vaincus, les reléguèrent dans les cachots. Ce qui s'accomplissait au sein de la métropole se faisait simultanément sur tous les points de mission. Chez les Cafres et au Brésil, au Malabar, sur la côte de la Salsette, partout enfin où les Jésuites avaient fertilisé le désert, on les enleva à leurs travaux civilisateurs. On les réunit à Goa, où les cupidités de Pombal commençaient la spoliation du tombeau de saint François-Xavier; puis, après les avoir entassés sur quelques galiotes, on les laissa errer sur les mers.

L'Ordre de Jésus n'existait plus en Portugal; le ministre poursuivait son œuvre : il cherchait par d'incessantes attaques contre le Saint-Siège à réaliser sa chimère d'église nationale. Le schisme était dans ses espérances; en étudiant les doctrines de Fra Paolo et de Giannone, il essaya de le faire passer dans les mœurs du peuple. Là, il rencontra des obstacles devant lesquels son invincible ténacité se vit contrainte de reculer. Pombal avait des magistrats complaisants, des évêques dévoués jusqu'à la bassesse, qui lui arrangeaient un culte, qui traçaient au gré de ses désirs les limites du spirituel et du temporel; mais ce n'est pas avec des légistes ou quelques prêtres courtisans que l'on change une religion. Le peuple était catholique, il répudiait avec tant d'énergie ce qui portait atteinte à sa vieille foi, que le ministre s'aperçut enfin de l'inutilité de ses tentatives. Elles lui servaient de contre-poids à Rome, il persévéra dans ses menaces. Rome, qui, en sa faveur, poussait la condescendance jusqu'à la faiblesse, recevait dans les Etats Pontificaux les Jésuites expulsés de Portugal. Sur le littoral de la Méditerranée comme dans les cités maritimes de l'Espagne, les bannis avaient été salués en martyrs. Cet hommage inquiétait ses orgueilleuses susceptibilités; les princes et les Catholiques avaient alors de Pombal l'opinion qu'un écrivain protestant devait exprimer plus tard. « Les conséquences de cette destruction, soit en bien, soit en mal, dit Schoell ¹, nous restent ici étrangères. Simple historien, nous allons rapporter les faits en tant qu'ils concernent le Portugal. Il est vrai que ces faits ont été envelop-

Pombal, débarqué des Jésuites, s'occupe de son schisme national.

(1) L'inscription des Frères-Prêcheurs était ainsi conçue :

D. O. M.
Lusitanis Patribus Societatis Jesu,
ob gravissimas apud Regem calumnias,
post probrosas notas,
multiplices cruciatus,
honorum publicationem,
ad Italiam oram amandatis;
terrâ marique
integritate, patientiâ, constantiâ,
probatissimis,
in hæc Sancti Dominici ecclæ exceptis,
anno M. DCC. LIX,
Patres Predicatores
christianæ fidei incrementum et tutelam
ex instituto intenti,
ipsique Societati Jesu
ex majorum suorum decretis
exemplumque devinctissimi,
ponendum curarunt.

(1) Cours d'histoire des Etats européens, t. XXXI, p. 53.

pés dans les ténèbres, et que plus d'une fois il est impossible de pénétrer jusqu'à la vérité. Néanmoins, malgré les ombres qu'on a épaisées autour d'elles, une chose est claire : c'est que les reproches fondés par Carvalho a pu faire à ces Pères se réduisent à bien peu de chose. Le ministre s'est plus souvent servi des armes de la mauvaise foi, de la calomnie et de l'exagération, que de celles de la loyauté. »

Le père Malagrida, condamné comme régicide, est brûlé comme sorcier.

Pombal s'irritait du silence qui se faisait autour de lui et des ovations de la charité accueillant partout les victimes de son arbitraire ; il crut qu'il modifierait le sentiment universel en livrant un Jésuite aux bûchers de l'Inquisition. Le Père Malagrida lui était depuis longtemps odieux, ce fut à lui qu'il demanda compte de la réprobation dont les peuples le frappaient. Gabriel de Malagrida était un vieillard presque octogénaire. Né en Italie, le 48 septembre 1689, il avait passé dans les Missions la moitié de son existence. Rappelé en Portugal, il était, surtout depuis le tremblement de terre de Lisbonne, un objet de vénération pour les pauvres et pour les riches. Il vivait dans l'intimité de la famille des Tavora, mais cette liaison ne le constituait pas complice évident de l'attentat du 3 septembre 1758. Pour l'y mêler, il fallait d'abord établir la préméditation, connaître les coupables, et procéder les preuves à la main. Pombal ne s'arrêta point à ces indispensables préliminaires de la justice : il souhaitait que Malagrida et d'autres prêtres de l'Institut fussent les auteurs du régicide, la sentence qu'il rendit le déclara. Le Jésuite devait périr avec ses coaccusés, un caprice ministériel le réserva pour de plus longues souffrances. Malagrida languit trois ans dans les fers ; il y paraissait oublié, lorsque tout à coup Pombal se ravisa. Le Père est sous le coup d'un arrêt de mort ; en vertu du jugement, il peut être exécuté d'un jour à l'autre comme instigateur d'un attentat contre la vie du Roi ; Pombal dédaigne cette première sentence. Il a lui-même condamné Malagrida, il veut que l'Inquisition prononce à son tour sur ce vieillard. Il ne s'agit plus de régicide, mais de fausse prophétie et de dévotion immoralité. On lui impute d'avoir, dans la solitude de son cachot, composé deux libelles sur le Règne de l'Antechrist et la Vie de la glorieuse sainte Anne, dictée par Jésus et sa sainte Mère.

Malagrida, infirme et captif, sans force, privé d'air, de lumière, d'encre, de plumes et de papier, était supposé se repaître d'hallucinations qui, relatées dans son jugement, attestent bien plutôt un cerveau malade qu'un hérésiarque. Le manuscrit n'est pas représenté ; on cite quelques fragments de ces deux ouvrages, que le capucin Norbert arrangea pour la circonstance, et on appelle le Saint-Office à flétrir le Jésuite. Un des frères du Roi était grand-inquisiteur, il refuse de juger le délire ou l'innocence ; ses

assesseurs l'imitent. Pombal saisit ce prétexte pour conférer la dignité de grand-inquisiteur à Paul Carvalho Mendoza, son frère, qui fut au Maragnon l'ennemi le plus implacable de la Compagnie de Jésus. Un nouveau tribunal est formé. Il n'a pas l'institution pontificale, il ne peut exercer aucun pouvoir juridique ; mais Pombal lui a dicté ses ordres, le tribunal s'y conforme. Le Père Malagrida est déclaré auteur d'hérésies, impudique, blasphémateur et déchu du sacerdoce. On le livre au bras séculier, et il périt, le 24 septembre 1764, dans un auto-da-fé solennel. « L'excès du ridicule et de l'absurdité, dit Voltaire ¹, fut joint à l'excès d'horreur. Le coupable ne fut mis en jugement que comme un prophète, et ne fut brûlé que pour avoir été fou, et non pas pour avoir été parricide. »

Malgré Voltaire et cette Inquisition de contrebande, le Jésuite n'était pas plus insensé que parricide. Ses réponses devant le tribunal, le bâillon dont on couvrit sa bouche pendant le trajet funèbre, les paroles qu'il prononça sur le bûcher, tout atteste qu'il mourut comme il avait vécu, dans la plénitude de sa raison et de sa piété.

Afin de braver le Pape jusque sur la Chaire apostolique et de lui prouver que ses prières étaient aussi inefficaces que ses injonctions, Pombal avait jugé à propos de lui renvoyer dans un dénuement complet la plupart des Jésuites dont il confisquait les biens. Il en avait assez réuni dans ses proscriptions générales pour essayer de fatiguer l'inépuisable charité du Pontife. Clément XIII se montra toujours plein de dévouement ; Pombal, en face des prisonniers qu'il s'était réservés, ne transigea jamais avec ses cruautés. Le Pape et le ministre portugais restèrent dans le rôle qu'ils s'étaient tracé : l'un adoucissait des souffrances imméritées, l'autre cherchait à les aggraver. Il avait fait abandonner sur les côtes d'Italie le trop plein de ses prisons ; mais ses captifs assumèrent sur eux seuls les tortures dont il aurait voulu accabler la Compagnie. Il avait fait saisir dans les Missions plusieurs Pères français ou allemands ; il conserva de préférence les Jésuites étrangers, car il espérait qu'aucune famille n'élèverait la voix pour les réclamer. Il les soumit aux misères de détail que la tyrannie la plus tracassière peut inventer. Il en avait retenu deux cent vingt-un dans ses chaînes : quatre-vingt-huit y périrent ; d'autres furent arrachés à sa barbarie par dona Maria, l'héritière du trône de Portugal ; par Marie-Thérèse d'Autriche et par la reine de France ². Il reste encore un certain nombre de lettres écrites par les Jésuites prisonniers de Pombal ; toutes

Proscription de la Compagnie de Jésus en Portugal.

Les Jésuites prisonniers.

(1) Œuvres de Voltaire, Siècle de Louis XV, t. xxii, p. 331.

(2) La reine Marie Lecinska, épouse de Louis XV, avait chargé le marquis de Saint-Priest, ambassadeur de France en Portugal, de réclamer les Jésuites français que Pombal retenait captifs. Ce fut ainsi que les pères Du Gad, de Ranceau et le frère Delsart se virent délivrés.

retracent les mêmes douleurs et la même patience. Le protestant Christophe de Murr en a recueilli quelques-unes sur l'autographe latin pour les reproduire dans son journal ¹. Nous lui empruntons celle que le Père Laurent Kaulen adressait de la tour de San-Juliano au provincial du Bas-Rhin.

« Mon Révérend Père ,

« La huitième année de ma captivité est prête à finir, et je trouve pour la première fois l'occasion de faire passer cette lettre. Celui qui m'en a donné le moyen est un de nos Pères français, compagnon de ma captivité, et à présent libre par les soins de la reine de France.

« Je suis prisonnier depuis 1759. Enlevé par des soldats qui, l'épée à la main, me conduisirent à un fort appelé Oloreïda, sur la frontière du Portugal, j'y fus jeté dans un cachot affreux, rempli de rats si importuns qu'ils infectaient mon lit et partageaient ma nourriture; sans que je pusse les écarter, à cause de l'obscurité du lieu. Nous étions vingt Jésuites renfermés chacun séparément. Les quatre premiers mois, on nous traita avec quelques égards; après cela, on commença à ne nous donner d'aliments que ce qu'il fallait pour nous empêcher de mourir de faim. On nous enleva avec violence nos brevaires et ce que nous avions de médailles, d'images de Saints et d'autres meubles de dévotion : on voulut même arracher à l'un de nous son crucifix; il fit une si forte résistance qu'on le lui laissa, et on ne chercha pas à exercer sur les autres une si indigne violence. Un mois après, on nous rendit nos brevaires : nous souffrîmes dans ces cachots obscurs la faim et beaucoup d'autres incommodités : on n'y donnait aucun secours aux malades. Nous y étions depuis trois ans, lorsque, à l'occasion de la guerre qui survint, on nous en retira au nombre de dix-neuf : un de nous était mort. Nous traversâmes le Portugal escortés par des escadrons de cavalerie, qui nous conduisirent aux prisons de Lisbonne. Il nous prit en route, à trois Allemands que nous étions, une grande défaillance; on nous fit passer la première nuit avec les prisonniers renfermés pour crimes. Le lendemain, nous fûmes amenés dans ce fort, qu'on appelle Saint-Julien, sur le bord de la mer, où je suis avec les autres Jésuites. Au moment où je vous écris, notre prison est des plus horribles : c'est un cachot souterrain, obscur et infect, où il n'entre de jour que par une ouverture de trois palmes de haut sur trois doigts de large. On nous y donne un peu d'huile pour la lampe, une modique et mauvaise nourriture, de mauvaise eau, souvent corrompue et remplie de vers; nous avons une demi-livre de pain par jour; on donne aux ma-

lades la cinquième partie d'une poule; on ne nous accorde les sacrements qu'à la mort; et il faut que le danger soit attesté par le chirurgien qui fait l'office de médecin dans notre prison. Comme il demeure hors du fort et qu'il n'est permis à aucun autre de nous voir, il n'y a aucun secours spirituel ni corporel à espérer pendant la nuit. Les cachots sont remplis de quantité de vers et d'autres insectes et de petits animaux qui m'étaient inconnus. L'eau suinte sans cesse le long des murs, ce qui fait que les vêtements et autres choses y pourrissent en peu de temps; aussi le gouverneur du fort disait-il dernièrement à quelqu'un qui me l'a répété : « Chose admirable ! tout se pourrit promptement : il n'y a ici que les Pères qui s'y conservent. » A la vérité, nous paraissions conservés par miracle, afin de souffrir pour Jésus-Christ. Le chirurgien s'étonne souvent comment plusieurs malades d'entre nous se guérissent et se rétablissent; il avoue que leurs guérisons ne sont pas l'effet des remèdes, mais d'une vertu divine. Quelques-uns recouvrent la santé après les vœux qu'ils ont faits; un de nous, prêt à mourir, fut subitement guéri, après avoir pris de la farine miraculeuse de saint Louis de Gonzague; un autre tombé en délire, dans lequel il jetait les plus horribles cris, se rétablit tout d'un coup après quelques prières dites auprès de lui par un de ses compagnons; un autre, après avoir reçu la sainte Eucharistie, se trouva sur-le-champ soulagé et fortifié dans une maladie qui l'a réduit plusieurs fois à l'extrémité. Le chirurgien, qui a vu cela, dit ordinairement : « Je sais le remède de celui-ci : donnez-lui le corps de Notre-Seigneur pour l'empêcher de mourir. » Il en est mort un dont le visage a pris un éclat qu'il n'avait pas pendant sa vie, en sorte que les soldats et les autres qui le contemplaient ne pouvaient s'empêcher de dire : « Voilà le visage d'un bienheureux. » Témoins de ces choses, et fortifiés par le ciel en d'autres manières, nous nous réjouissons avec ceux d'entre nous qui meurent, et nous envions en quelque sorte leur destin, non parce qu'ils sont au bout de leurs travaux, mais parce qu'ils ont remporté la palme. Les vœux de la plupart sont de mourir sur le champ de bataille. Les trois Français qui ont été mis en liberté en ont été tristes, regardant notre position plus heureuse que la leur. Nous sommes dans l'affliction, et cependant presque toujours dans la joie, quoique n'ayant pas un moment sans quelque souffrance et presque nus; il y en a peu d'entre nous qui conservent quelques lambeaux de leurs soutanes. A peine pouvons-nous obtenir de quoi nous couvrir autant que la modestie l'exige. Un tissu de je ne sais quel poil à pointes aiguës nous sert de couverture, un peu de paille est tout notre lit; elle pourrit en peu de temps, ainsi que la couverture, et nous avons bien de la peine à en ob-

(1) *Journal de la Littérature et des Arts*, t. iv, p. 506.

tenir d'autre ; ce n'est souvent qu'après en avoir manqué longtemps.

» Il ne nous est permis de parler à personne, et personne ne peut parler et demander pour nous. Le géôlier est d'une dureté extrême et s'étudie à nous faire souffrir ; il nous dit rarement un mot de douceur et paraît ne nous donner qu'avec répugnance les choses dont nous avons besoin. On offre la liberté et toutes sortes de bons traitements à ceux qui voudront abjurer l'Institut. Nos Pères qui étaient à Macao, et dont quelques-uns ont déjà enduré avec courage, parmi les infidèles, les prisons, les fers et des tourments souvent réitérés, ont été aussi amenés ici ; et il a été, ce semble, plus agréable à Dieu de les voir souffrir en ce pays, sans l'avoir mérité, que de mourir pour la Foi chez les idolâtres. Nous avons été dans ces cachots vingt-sept de la province de Goa, un de la province de Malabar, dix de celle de Portugal, netif de celle du Brésil, vingt-trois de celle de Maragnon, dix de celle du Japon, douze de la province de Chine. Dans ce nombre, il y avait un Italien, treize Allemands, trois Chinois, cinquante-quatre Portugais, trois Français et deux Espagnols. De ce nombre, trois sont morts et trois ont été mis en liberté.

» Nous restons encore soixante-seize ; il y en a d'autres enfermés dans les tours ; mais je n'ai pu savoir qui ils sont, ni en quel nombre, ni de quel pays. Nous demandons aux Pères de votre province des prières pour nous, non pas comme des hommes à plaindre, puisque nous nous estimons heureux. Pour moi, quoique je souhaite la délivrance de mes compagnons de souffrances, je ne changerai pas mon état avec le vôtre. Nous souhaitons à nos Pères une bonne santé et le bonheur de travailler courageusement pour Dieu dans votre pays, afin que sa gloire reçoive autant d'accroissement qu'elle reçoit ici de diminution.

» De la prison de Saint-Julien, sur le bord du Tage, le 42 octobre 1766.

» De Votre Révérence le très-humble et très-obéissant serviteur,

» LAURENT KAULEN, captif de Jésus-Christ. »

D'autres lettres sont aussi éloquentes de doubleur, aussi magnifiques de courage chrétien. Ces Jésuites, dont le nombre décroissait chaque année, étaient pour Pombal une satisfaction de tous les instants. Il se délectait à les voir souffrir comme il aimait à réaliser des projets auxquels le sang versé paraissait être un insurmontable obstacle. Il avait rêvé, dans les premiers jours de sa puissance, le mariage de son fils avec une Tavora. Un refus entraîna peut-être les malheurs que nous venons de raconter. Pombal avait brisé cette illustre famille, il voulut que

son fils réalisât le plan formé dans sa tête. L'enfant du bourreau épousa la fille des victimes. Pombal avait tout fait pour rendre impossible aux Jésuites leur réintégration dans le royaume. En 1829, lorsqu'on les y rappela, le marquis de Pombal et la comtesse d'Oliveira, les deux héritiers du ministre portugais, les reçurent à leur arrivée. Ils les comblèrent de témoignages d'affectueux regrets, et les trois premiers pensionnaires que le collège restauré de Coïmbre vit entrer dans ses murs avec les Pères furent les arrière-petits-fils de l'homme qui travailla le plus activement à la destruction des Jésuites 1.

La facilité avec laquelle il avait pu tromper son Roi, éluder les prières ou les décrets du Saint-Siège, et arriver presque sans opposition au renversement de la Société de Jésus, fut un encouragement pour les adversaires qu'elle comptait en Europe. Pombal avait réussi par des moyens coupables : les Philosophes, les Jansénistes et les Parlementaires blâmaient sa froide cruauté, son despotisme inintelligent ; mais, forts de l'expérience tentée, ils commençaient à espérer qu'avec des mesures moins acerbes ils pourraient parvenir au même but. La chute des Jésuites dans le royaume très-fidèle réveilla les haines. On ne songea pas à les tuer ; on crut que la calomnie suffirait pour s'en débarrasser. On attisa contre eux cette guerre de sarcasmes ou d'invéctives qui avait eu ses intermittences, mais qui alors se développa dans toute son extension. Depuis l'origine de la Société, il y avait tradition, chaîne non interrompue de libelles et de mensonges. On exhuma ce vieux passé d'impostures. Les Protestants avaient

L'exem-
ple de
Pombal
encou-
rage les
adversa-
ires de la
Société

(1) Quelque chose manquerait à ce récit, si nous ne donnions pas un fragment d'une lettre écrite de la ville de Pombal par le père Delvaux, qui, en 1829, fut chargé de réinstaller les Jésuites en Portugal. Les restes mortels du grand marquis n'avaient pas encore été déposés dans le tombeau que, suivant ses dernières volontés, sa famille lui fit ériger à Oeyras. Le cercueil, couvert d'un drap funèbre, était confié à la garde des Franciscains. Le père Delvaux raconte les tristes vicissitudes qu'éprouva ce cercueil pendant les guerres de la Péninsule, puis il ajoute :

« Il faut remarquer que Pombal est la première population du diocèse de Coïmbre, du côté de Lisbonne. Or, l'évêque de Coïmbre avait envoyé l'ordre à toutes les paroisses que nous devions traverser de nous recevoir en triomphe. C'est donc à la lettre qu'il avait fallu me débiter au triomphe pour courir à Saint-François ; mais c'était un besoin du cœur. Je ne saurais rendre ce que j'éprouvai en offrant la victime de propitiation, l'Agneau qui pria sur la croix pour ses bourreaux, en l'offrant pour le repos de l'âme de don Sébastien Carvalho, marquis de Pombal, *corpore presente* ! Il y avait donc cinquante ans qu'il attendait ça, au passage, cette Compagnie revenant de l'exil auquel il l'avait si durement condamné, et dont, au reste, lui-même avait prédit le retour. »

» Pendant que je satisfaisais à ce devoir religieux, le triomphe qu'on nous forçait d'accepter, je voulais dire endurer, chancelait toute la ville et ses environs ; toutes les cloches sonnaient ; le prieur, archi-prieur, venait processionnellement chercher nos Pères pour les conduire à l'église, où tout était illuminé. C'était comme un songe. »

La vengeance des Jésuites ne pouvait pas, en effet, être plus complète. Ils se dérobaient à l'enthousiasme dont ils devenaient l'objet à Pombal, pour se recueillir et prier en silence sur le tombeau non encore fermé du ministre, leur ennemi.

commencé, les Jansénistes enchérent encore. Il est impossible de ramasser toutes ces hontes de la pensée; mais l'histoire se voit condamnée à enregistrer celles qui sont pour ainsi dire légales. Avant d'entrer dans le récit des événements relatifs à la France, à l'Espagne, à l'Italie, il faut donc s'arrêter à quelques faits qui portent leur enseignement avec eux.

Les Jésuites étaient les infatigables tenants contre le Protestantisme. En 1602, au moment où Henri IV se disposait à les rétablir, le Synode calvinisme assemblé à Grenoble prend la résolution d'employer tous les moyens de s'opposer à leur retour. *L'Histoire du P. Henry, Jésuite brûlé à Anvers, le 12 août 1604*, sort des presses hérétiques. Elle est bientôt répandue en France. Le Père Henry avait commis tous les crimes, et le titre du livre annonçait que « cette histoire était tournée de flamand en français. » Le Roi et les Jésuites établissent une enquête dans toutes les Flandres. Il n'a jamais été question ni de cet auto-da-fé ni du Jésuite. Guillaume de Berghes, évêque d'Anvers, constate le mensonge. Il en fait retomber la confusion sur les Sectaires, « gens accoutumés selon lui, à promouvoir leur Evangile par telles feintes. » Les magistrats de la ville où le Père Henry était né, où il avait prêché, où il venait d'être brûlé, déclarent que ces événements ne sont qu'un tissu de fables. Ce Père était un être de raison. Les Hérétiques proclamaient qu'il se nommait Henry Mangot, fils de Jean Mangot, fourbisseur; les magistrats attestent que, « de mémoire d'homme, il ne s'est fait à Anvers punition du crime abominable dont on accusait le prétendu Père Henry, qu'il n'y a jamais eu à Anvers de Jésuite du nom de Henry Mangot, et qu'entre les bourgeois d'Anvers il n'y a jamais eu de nommé Jean Mangot, même du métier des fourbisseurs. »

L'imposture était confondue : elle fit la morte pour se réveiller quand les animosités seraient plus vivaces. Elle reparut en 1758, comme si un siècle et demi auparavant elle n'avait pas été écrasée sous le poids des preuves juridiques. Le fait du Père Henry était notoire. Au moment de la suppression, on l'évoqua contre les Jésuites. Il en fut de même pour la mort et pour l'héritage d'Ambroise Guis.

En 1746 un artisan de Marseille, nommé Esprit Bérangier, et Honoré Guérin, prêtre interdit par son évêque, arrivent à Brest. Ils annoncent qu'ils viennent réclamer une fortune de plus de deux millions qu'a dû laisser un de leurs parents, Ambroise Guis, mort, selon eux, à Brest en 1704. Leurs démarches n'aboutissent à aucun résultat. Personne n'a vu, n'a connu cet homme si riche. L'autorité locale n'en a jamais entendu parler. Deux années s'écoulent, et en 1748 les Jésuites du Collège de la Marine sont tout à coup accusés d'avoir attiré

dans leur maison Guis, qui débarquait malade, et de l'avoir dépouillé de son trésor. Guis, disait-on, avait été tué chez les Jésuites, et l'abbé Rognant, recteur de la paroisse de Saint-Louis, avait fait transporter le cadavre à l'hôpital, où il fut inhumé.

L'imputation était grave. Les Jésuites réunissent les éléments qui peuvent la détruire. Le gouvernement, de son côté, charge Le Bret, premier président du Parlement d'Aix, d'informer. Ce magistrat, qui était en même temps intendant de la province, fait interroger à Marseille les parents d'Ambroise. Ils racontent que Guis, tombé dans la misère et déjà vieux, s'embarqua pour Alicante en 1664, et que, par divers rapports, il était venu à leur connaissance qu'il n'avait pas été plus heureux en Espagne qu'en France. Le premier président écrivit à Alicante : il en reçoit cet extrait mortuaire ¹ : « Ambroise Guis, Français de nation. Le vendredi 6 novembre 1665 on enterra le susdit dans cette église pour l'amour de Dieu, et tout le clergé y assista en exécution de l'ordonnance et décret du Grand-Vicaire forain de cette ville d'Alicante et de son territoire. » Cet acte, dont copie authentique et légale était certifiée par trois notaires et par le consul français, renversait l'échafaudage de succession si péniblement dressé contre les Jésuites. On avait ajouté foi aux insinuations de la malveillance, on se tut devant cette preuve irrécusable. Les héritiers d'Ambroise Guis avaient évoqué l'affaire au Parlement de Bretagne. Le 49 février 1724 « la cour, faisant droit sur les charges, informations et requêtes des Pères Jésuites de Brest, les a renvoyés hors l'accusation, sauf à eux à se pourvoir pour leurs réparations, dépens, dommages et intérêts. »

Cette fable avait eu le sort de tant d'autres : elle était depuis longtemps oubliée ainsi que la succession d'Ambroise Guis; mais contre les Jésuites la calomnie ne subit jamais de prescription éternelle. On a toujours une heure où elle peut abuser d'autres générations. Pombal était dans le feu de ses violences. Il parut en France un écrit destiné à réveiller cette affaire. Il avait pour titre : *Arrêt du conseil d'Etat du Roi qui condamne tous les Jésuites du Royaume solidairement à rendre aux héritiers d'Ambroise Guis les effets en nature de sa succession, ou à leur payer, par forme de restitution, la somme de huit millions de livres*. Le 3 mars 1758 cet arrêt fut signifié aux Jésuites de Paris. L'audace de ceux qui l'avaient fabriqué était grande; mais à cette époque le pouvoir s'enfonçait dans des voies qui le conduisaient à l'opprobre et au suicide. Circonvenu par tant de corruptions avouées ou secrètes, il ne se trouvait encouragé que pour faire le mal. Une trame

Les
Jésuites
condam-
nés à
restituer
huit mil-
lions.

(1) Archives de la paroisse Sainte-Marie, p. 258.

habilement ourdie avait essayé de séduire la probité du secrétaire de la chancellerie ; cette trame fut déjouée. Le 30 mars le conseil d'Etat annula l'édit supposé, et on lit dans ses registres : « Sa Majesté a estimé ne devoir pas laisser subsister la signification d'un arrêt qui n'a jamais été rendu , et il est de sa justice de faire punir sévèrement ceux qui seront convaincus d'avoir eu part à la fabrication du prétendu arrêt et de l'avoir imprimé, vendu, débité ou autrement distribué en public. »

Le père
Girard et
Catherine
La Cadière.

A Brest, à Paris, on accusait les Jésuites de vol et d'homicide. Vers la même époque la Provence retentissait d'inculpations non moins délicates contre l'honneur d'un Père de la Compagnie. Jean-Baptiste Girard, recteur du Séminaire royal de la Marine, à Toulon, était un prêtre pieux, mais crédule. Il fut trompé par les enthousiasmes d'une jeune fille portant au plus haut degré la passion d'une célébrité de dévote. Catherine La Cadière feignait des extases. Elle avait reçu les stigmates, comme sainte Catherine de Sienne. Elle écrivait des lettres brûlantes de la plus haute spiritualité, comme une nouvelle sainte Thérèse, et le Père Girard prêtait une oreille docile à ces récits de visionnaire. Sa foi fut si entière qu'il ne soupçonna que deux ans après l'erreur dans laquelle cette jeune fille le faisait tomber. Par une candeur inexcusable le Jésuite s'était fourvoyé dans un labyrinthe de mysticisme non sans péril pour le directeur et pour la pénitente. Il fit retraite, et dans une lettre aussi convenable que sage¹ il engagea La Cadière à choisir un autre confesseur. Cet abandon froissa l'irritable vanité de la jeune illuminée. Il dérangeait les calculs de ses deux frères, qui rédigeaient sa correspondance, et qui, quoique prêtres, cherchaient à abuser de la crédulité d'un autre prêtre. Catherine était repoussée par un Jésuite : elle dut nécessairement chercher sa vengeance chez les Jansénistes. Elle s'adressa à un Carme nommé le Père Nicolas, fervent disciple de Quesnel. C'était le temps des convulsions et des miracles du cimetière de Saint-Médard. Les philosophes commençaient à ne plus croire en Dieu ; les sectateurs du diacre Pâris acceptaient plus facilement que l'Evangile toutes les merveilleuses absurdités s'improvisant à son tombeau. La mode était aux possessions : La Cadière feint d'être possédée du démon. Le Père Girard a exercé contre elle tant de sortilèges et d'enchantements qu'elle s'avoue infanticide. Le crime se mêlait à l'imposture religieuse. Le Janséniste comprit que sa secte tirerait bon parti de cette femme, entraînée par la vengeance jusqu'au sacrifice de son honneur. La cause est portée devant la grand-chambre du Parlement d'Aix. Catherine, soumise à une

minutieuse instruction, se trouve en face de magistrats que ses visions n'éblouissent guère. Aujourd'hui elle accuse le Jésuite, le lendemain elle rétracte ses dires. Girard pour elle est tantôt un homme de mœurs exemplaires et de solide piété, tantôt un ange déchu. Dans cette confusion de récits, le Parlement hésitait. La correspondance de Girard avec La Cadière fit cesser ses doutes. La conviction de ce Jésuite se révélait à chaque mot : on l'y trouvait toujours simple et crédule, mais aussi toujours chaste et pieux.

Cet étrange procès était un coup de partie pour les ennemis de la Société de Jésus ; on l'exploita de toutes les manières¹. Le pamphlet et la chanson, le raisonnement et l'injure, la défiance janséniste et le sarcasme philosophique, tout fut mis en jeu. On annonça même que le Père Girard avait été brûlé vif à Aix, comme sorcier et quêtiste. On s'efforça de tenir en haleine toutes les passions. Enfin, ce drame qui a fait couler tant de flots d'encre, se termina, le 40 octobre 1734, par un arrêt ainsi conçu : « Dit a esté que la cour, faisant droit sur toutes les fins et conclusions des parties, a déchargé et décharge J.-B. Girard des accusations et crimes à lui imputés, l'a mis et met sur iceux hors de cour et de procès. »

Les Jansénistes n'étaient plus dangereux, ils avaient perdu leurs hommes de gloire ; personne ne remplaçait cette génération des Arnauld, de Pascal, de Sacy et de Nicole. L'intrigue succédait au talent, l'hypocrisie à la Foi. L'autel élevé par des mains puissantes s'affaissait sous le ridicule ; les Jansénistes ne pouvaient plus rien par eux-mêmes, ils crurent qu'ils seraient plus heureux en se donnant un Jésuite pour complice de leurs miracles. En 1732, au moment où le procès de La Cadière finissait, comme tout finit en France, par la lassitude, les Jansénistes inventèrent que le Père Chamillard était mort à Paris en appelant de la bulle *Unigenitus*. L'appel était la parole sacramentelle de l'époque, le mot d'ordre soufflé aux factions. Au dire des Sectaires, dont les gazettes étaient les porte-voix, un combat s'était livré sur le cerceuil de Chamillard, que se disputaient les deux partis, et la cause du Jansénisme avait enfin triomphé. Le Père Chamillard, mort en odeur de sainteté hérétique, avait été déposé dans une cave ; de

Le père
Chamillard
mort
appel
de la
bulle

(1) Cette lettre a été produite au procès de La Cadière, dont on a eu l'art de former si volumes in-12.

(4) Catherine, ses deux frères et le Carme ne furent point mis en jugement ; la secte janséniste les avait adoptés, et alors elle dominait ; mais l'évêque de Toulon, La Tour du Pin Montauban, dans sa déposition écrite et dans un mémoire adressé au Parlement, déclara qu'ayant interdit le Carme Nicolas et le Jacobin Cadière pour avoir fait jouer publiquement à la jeune Cadière des scènes de possession, ces deux moines revinrent le lendemain prier le prélat de leur rendre des pouvoirs ou de les ôter au père Girard. Ce que l'évêque ayant refusé, ils lui déclarèrent qu'ils porteraient l'affaire en justice ; qu'ils avaient de quoi perdre le père Girard, et qu'on leur promettait que rien ne leur manquerait s'ils voulaient l'entreprendre ; qu'on leur offrait pour cela cinquante mille livres.

là , il exhalait un tel parfum , que son intercession avait la vertu de guérir toutes les maladies du corps et de l'esprit. Il y a des hommes qui ont pour principe de croire à l'impossible. Un enfant de Loyola, devenu disciple de Jansénius, était quelque chose de si étrange , que tous les adeptes s'empressèrent d'y ajouter foi ; mais le Père Chamillard , qui n'était ni mort ni partisan de l'*Augustinus*, ressuscita tout à coup , et , le 15 février 1732 , il écrivit une lettre se terminant ainsi : « Il est évident, par ce qui vient d'arriver à mon égard , que si les Jésuites voulaient se rendre appelants de la constitution , dès lors ils deviendraient tous des grands hommes et des hommes à miracles , au jugement de ceux qui sont aujourd'hui si acharnés à les décrier, comme je le suis devenu un moment sur le bruit de mon prétendu appel. Mais nous n'achetons pas à ce prix les éloges des novateurs. Nous nous croyons honorés par leurs outrages, quand nous faisons réflexion que ceux qui nous déchirent si cruellement dans leurs discours et dans leurs libelles sont les mêmes qui blasphèment avec tant d'impiété contre ce qu'il y a de plus

respectable et de plus sacré dans l'Eglise et dans l'Etat. »

Ce que le Jésuite disait en 1732 sera vrai tant qu'il y aura des partis dans le monde. Il mettait le doigt sur la plaie vive de toutes les oppositions ; cela n'arrêta point les Jansénistes dans leurs attaques. L'Ordre de Jésus était en butte à tous les coups. Mille accusations du genre de celles que nous avons retracées se renouvelaient dans les royaumes catholiques. La paix et le bonheur semblaient devoir partout renaître , si enfin la proscription atteignait l'Institut de saint Ignace , le seul obstacle à la conciliation des esprits. Protestants , Encyclopédistes , Universitaires , membres du Parlement ou sectateurs du Jansénisme , tous sortis de camps si divers , se réunissaient dans une pensée commune ; chacun s'apprêtait à écraser les Jésuites pour préparer le triomphe de sa cause. Un événement inattendu donna prise à toutes les espérances, et offrit une réalité à toutes les accusations : cet événement fut la banqueroute du Père Lavalette.

CHAPITRE XXXV.

Causes de la destruction des Jésuites en France. — Opinions des écrivains protestants. — Louis XV. et Voltaire roi. — Coalition des Parlements, des Jansénistes et des Philosophes contre la Société. — Imputations qu'on lui adresse. — Attentat de Damiens. — Madame de Pompadour veut faire amnistier sa vie passée par un Jésuite. — Elle négocie à Rome. — Sa lettre confidentielle. — Le Père de Lavalette est dénoncé pour fait de négoce et rappelé en France. — L'intendant de la Martinique le justifie. — On le renvoie aux Antilles. — Ses travaux et ses emprunts. — Son commerce dans les ports de Hollande. — Les corsaires anglais capturent ses vaisseaux. — Ses traites sont protestées. — Les Jésuites sont condamnés à payer solidairement. — Ils font appel au Parlement. — Les visiteurs nommés pour la Martinique. — Le Père de La Marche juge et condamne Lavalette. — Les créanciers au Parlement. — Le maréchal de Belle-Isle et le duc de Choiseul. — Caractère de ce dernier. — Sa lettre à Louis XVI sur les Jésuites. — De la question de faillite, le Parlement remonte aux Constitutions de l'Ordre. — Arrêt du 8 mai 1764. — Le Conseil du roi et le Parlement nomment, chacun de son côté, une commission pour l'examen de l'Institut. — Chauvelin et Lepelletier de Saint-Fargeau. — Rapport de Chauvelin. — Le roi ordonne de surseoir. — Le Parlement élude l'ordre. — Le Parlement reçoit le procureur-général appelant de toutes les bulles, brefs, en faveur des Jésuites. — Arrêts sur arrêts. — Les Jésuites ne se défendent pas. — Louis XV consulte les évêques de France sur l'Institut. — Leur réponse. — Les Jésuites font une déclaration ; ils adhèrent à l'enseignement des Quatre articles de 1682. — Le roi annule toutes les procédures entamées. — Les Jésuites expulsés de leurs collèges. — Pamphlets contre la Société de Jésus. — Assemblée extraordinaire du clergé de France. — Sa lettre au roi. — Voltaire et d'Alembert. — Les Parlements de province. — La Chalotais, Dudon et Monclar. — Leurs comptes-rendus. — Situation des Parlements de province. — Le président d'Éguilles et ses mémoires inédits. — Le Parlement de Paris prononce son arrêt de destruction de la Compagnie. — Confiscation des biens de la Société. — Pension faite aux Jésuites. — Jugement que portent les Protestants sur cet arrêt. — Fidélité des Jésuites. — Christophe de Beaumont, et sa pastorale sur les Jésuites. — Colère du Parlement. — Les Jésuites forcés d'opter entre l'apostasie et l'exil. — Lettre des confesseurs de la famille royale à Louis XV. — Sa réponse. — Il restreint les arrêts du Parlement. — Clément XIII et la bulle Apostolicum. — Les Jésuites en Espagne. — Charles III les défend contre Pombal. — L'émeute des Chapeaux apaisée par les Jésuites. — Le comte d'Aranda devient ministre. — Le duc d'Albe inventeur de l'empereur Nicolas I^{er}. — Les historiens protestants. — Les lettres apocryphes. — Choiseul et d'Aranda. — La sentence du conseil extraordinaire. — Mystérieuse trame contre les Jésuites. — Ordre du roi à enlever tous les Jésuites à la même heure. — Les Jésuites arrêtés en Espagne, en Amérique et aux Indes. — Le Père Joseph Pignatelli. — Obéissance des exilés. — Clément XIII supplie Charles III de lui faire connaître les causes de cette grande mesure. — Réticence du roi, son obstination. — Bref du Pape. — Les Jésuites jetés sur le territoire romain. — Causes qui les en font repousser. — Les Jésuites à Naples. — Tanucci imite d'Aranda. — Les Jésuites proscrits. — On les expulse de Parme et de Malte. — Clément XIII proclame la déchéance du duc de Parme. — La France s'empare d'Avignon, Naples de Bénévent. — Le peuple redemande les Jésuites. — Menaces du marquis d'Ansbetterre au nom de Choiseul. — Courage du Pape. — Sa mort.

Canas
de la des-
truction
des
Jésuites
en
France.

Afin d'apprécier avec équité les événements qui vont précipiter en France la chute de l'Ordre de saint Ignace, il faut se placer au point de vue protestant. Dans ce fait de la destruction des Jésuites il y eut, sans aucun doute, des causes accessoires, des mobiles subalternes, des intérêts accidentels ; mais celui qui prédomine fut incontestablement le besoin qu'avaient toutes les sectes combinées d'isoler le Catholicisme et de le trouver sans défenseurs au moment où elles l'attaqueraient à fond. Les écrivains calvinistes ou luthériens ont parfaitement saisi cette situa-

tion. Schlosser écrit ¹ : « On avait juré une haine irréconciliable à la Religion catholique, depuis des siècles incorporée à l'État... Pour achever cette révolution intérieure et pour ôter à l'antique système religieux et catholique son soutien principal, les diverses cours de la maison de Bourbon, ignorant qu'elles allaient mettre par là l'instruction de la jeunesse en des mains bien différentes, se réunirent contre les Jésuites,

(1) *Histoire des révolutions politiques et littéraires de l'Europe au dix-huitième siècle*, t. I, par Schlosser, professeur d'histoire à l'université de Heidelberg.

Opini-
des
écrivains
protestants

auxquels les Jansénistes avaient fait perdre dès longtemps, et par des moyens souvent équivoques, l'estime acquise depuis des siècles. »

Ce n'est pas le seul témoignage que rende à la vérité l'école protestante. Schœll s'exprime ainsi ¹ : « Une conspiration s'était formée entre les anciens Jansénistes et le parti des philosophes ; ou plutôt, comme ces deux factions tendaient au même but, elles y travaillaient dans une telle harmonie qu'on aurait pu croire qu'elles concertaient leurs moyens. Les Jansénistes, sous l'apparence d'un grand zèle religieux, et les philosophes, en affichant des sentiments de philanthropie, travaillaient tous les deux au renversement de l'autorité pontificale. Tel fut l'aveuglement de beaucoup d'hommes bien pensants qu'ils firent cause commune avec une secte qu'ils auraient abhorrée s'ils en avaient connu les intentions. Ces sortes d'erreurs ne sont pas rares ; chaque siècle a la sienne... Mais, pour renverser la puissance ecclésiastique, il fallait isoler en lui enlevant l'appui de cette phalange sacrée qui s'était dévouée à la défense du trône pontifical, c'est-à-dire les Jésuites. Telle fut la vraie cause de la haine qu'on voua à cette Société. Les imprudences que commirent quelques-uns de ses membres fournirent des armes pour combattre l'Ordre, et la guerre contre les Jésuites devint populaire ; ou plutôt, haïr et persécuter un Ordre dont l'existence tenait à celle de la Religion catholique et du trône devint un titre qui donnait le droit de se dire philosophe. »

Les écrivains protestants tranchent la question. D'après eux, les Jésuites ne furent calomniés et sacrifiés que parce qu'ils étaient l'avant-garde et le corps de réserve de l'Eglise. L'animosité et la passion ne s'attachèrent à les détruire qu'au moment où il fut démontré que rien ne pourrait les séparer du centre d'unité ; on ne les accabla que lorsqu'il fut avéré qu'ils ne transigeraient jamais avec leur devoir de prêtres catholiques. Ils tenaient en main les générations futures, ils entravaient le mouvement imprimé. Rien d'hostile au Saint-Siège, et, par conséquent, à la Religion, ne pouvait réussir tant que les Jésuites seraient là pour déjouer les complots de la pensée ou pour rompre le faisceau de haines que l'on s'efforçait de grossir en les agglomérant. Les Jésuites étaient inébranlables dans leur foi. Ils repoussaient toute idée de conjuration menaçant l'autorité spirituelle. Ils vivaient sans demander à des utopies politiques le dernier mot de la royauté. On conspira contre eux ; on les déclara coupables puisqu'ils refusaient de s'associer aux trames enveloppant le Saint-Siège et les monarchies. « Dans toutes les cours, au dix-huitième siècle, dit Léopold Ranke ², se formèrent deux partis, dont l'un faisait la guerre à la Papauté, à l'Eglise, à l'Etat,

et dont l'autre cherchait à maintenir les choses telles qu'elles étaient et à conserver la prérogative de l'Eglise universelle. Ce dernier parti était surtout représenté par les Jésuites. Cet ordre apparut comme le plus formidable boulevard des principes catholiques : c'est contre lui que se dirigea immédiatement l'orage. »

L'orage s'était amoncelé de plusieurs côtés à la fois. Vieilles inimitiés, jeunes espérances, illusions philanthropiques, songes décevants, ambitieuses pensées, tout se coalisait pour précipiter la ruine des Jésuites. Les Encyclopédistes suspendirent leurs feux croisés contre les disciples de Jansénius ; il y eut trêve entre eux parce qu'ils avaient un même ennemi à étouffer. Les uns oublièrent leur foi parlementaire, les autres leur rancune philosophique ; tous ensemble ils s'acharnèrent sur la Compagnie. Elle avait en face d'elle de redoutables athlètes, il n'était cependant pas impossible de leur résister ; mais, au moment du combat, les Jésuites se virent trahis par le gouvernement. Alors, saisis de ce vertige qui s'emparait de toutes les têtes, ils s'abandonnèrent eux-mêmes. Le pouvoir et l'autorité morale ne résidaient plus dans la royauté ; ils ne se concentraient pas dans les grands corps de l'Etat.

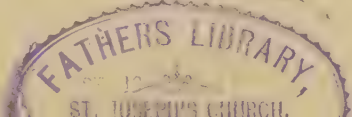
Au milieu de ses insouciantes plaisirs et du profond ennui qui l'accablait, Louis XV prenait à tâche d'avilir la majesté du trône. Il la déconsidérait par ses faiblesses, il la déshonorait par ses mœurs. Comme à Louis XIV, son aïeul, il lui avait été donné de voir surgir autour de lui d'illustres capitaines, de savants et vertueux prélats, des hommes de génie qui, en étendant le cercle des idées, pouvaient produire dans les intelligences un mouvement pacifique vers le bien. L'incurie du prince fit tourner ces avantages contre la Religion et contre la monarchie. Louis XV n'osa pas être le roi de son siècle, Voltaire usurpa ce glorieux titre ; il fut en réalité le maître de ses contemporains.

C'était l'esprit français élevé à sa dernière puissance, et, dans son éternelle mobilité, ébranlant, plutôt par saillie que par conviction, tout ce qui jusqu'à ce jour avait été saint et honoré. Voltaire s'était imposé une mission qu'il remplissait en faisant servir à ses fins le théâtre et l'histoire, la poésie et le roman, le pamphlet et la plus active de toutes les correspondances. Réformateur sans cruauté, bienfaisant par nature, sophiste par entraînement, adulateur du pouvoir par caractère et par calcul, hypocrite sans nécessité, mais par cynisme, cœur ardent qui se laissait aussi vite emporter par un sentiment d'humanité que par un blasphème, intelligence sceptique qui aurait pu avoir l'orgueil du génie, et qui se contenta de la vanité de l'esprit, Voltaire réunissait tous les contrastes. Avec un art merveilleux il savait les approprier à toutes les classes. Il corrompait parce qu'il devinait que

Louis
XV. et
Voltaire
roi.

(1) *Cours d'histoire des Etats européens*, t. XLIV, p. 71.

(2) *Histoire de la papauté*, t. IV, p. 486.



la corruption était l'élément de cette société du dix-huitième siècle, encore si élégante à la surface, et néanmoins si gangrenée à l'intérieur. Il la résume dans ses ouvrages, il la reflète dans sa vie, il plane sur elle dans les annales du monde. Les rois et les ministres, les généraux d'armée et les magistrats, tout se rapetisse à son contact. Depuis la régence de Philippe d'Orléans jusqu'aux premiers jours de la révolution française, tout se donne la main pour former cortège à cet homme, qui entassa tant de ruines autour de lui, et qui règne encore par sa moqueuse incrédulité. Voltaire avait fait les hommes de son temps à l'image de ses passions : il se créa le distributeur de la célébrité. La science, le talent, les services rendus au pays furent peu de chose tant qu'il ne vint pas les consacrer par son suffrage. La France et l'Europe se prirent d'un fol enthousiasme pour un homme qui immolait sous une raillerie la vieille Foi et les gloires nationales. Puis, quand le rire ou l'indifférence eurent légitimé cette souveraineté, Voltaire laissa à ses adeptes le soin d'achever l'œuvre de destruction.

Coalition des Parlements, des Jansénistes et des Philosophes contre la Société. L'ascendant que le patriarche de Ferney exerçait sur son siècle eut quelque chose de si prodigieux qu'il fit accepter comme intelligences d'élite cette cohue de médiocrités vivant de l'esprit des autres et exagérant leurs haines. Voltaire, élève des Jésuites, se plaisait à honorer ses anciens maîtres. Il les savait tolérants et amis des lettres : il n'aurait jamais songé à les sacrifier aux Parlements et aux Jansénistes, dont la morgue revêche et le rigorisme d'apparat n'allaient point à son caractère. Cependant, pour arriver au cœur de l'unité catholique, il fallait passer sur le corps des grenadiers de l'Eglise. Voltaire immola son affection pour les Jésuites au vaste plan que lui et les siens avaient conçu. Ils voulaient *écraser l'infame*, mot d'ordre épouvantable qui retentit si souvent au dix-huitième siècle. Les Jésuites seuls s'opposaient à la réalisation de leur pensée : les Jésuites se virent en butte à toutes les attaques. D'Alembert les poursuivit avec le raisonnement, Voltaire avec l'artillerie de ses sarcasmes, les Jansénistes avec leur infatigable inimitié. On mina le terrain sous leurs pieds, on les représenta sous les traits les plus disparates : ici on leur accorda une fabuleuse omnipotence, là on les fit plus faibles qu'ils n'étaient en réalité. Les ennemis de l'Eglise se portèrent les avocats des privilèges épiscopaux. On enrégimenta dans cette croisade contre la Société toutes les passions et tous les intérêts. Buffon dédaignait de s'y associer. Montesquieu, en 1755, mourait chrétien entre les bras du Père Bernard Routh; mais ces deux écrivains, isolés dans leur gloire, ne se mêlaient que de loin au tumulte des idées. On respecta leur neutralité. Il n'en fut pas de même pour Jean-Jacques Rousseau. Le philosophe de Genève était à l'apo-

gée de son génie. Du fond de sa solitude, cet homme, pour qui la pauvreté fut un luxe et un besoin, s'était créé une immense réputation. Les adversaires de la Société cherchèrent à l'attirer sous leur bannière. Jean-Jacques, comme beaucoup d'esprits éclairés, se prononçait toujours en faveur des opprimés. « On a sévi contre moi, dit-il dans sa lettre à Christophe de Beaumont, pour avoir refusé d'embrasser le parti des Jansénistes et pour n'avoir pas voulu prendre la plume contre les Jésuites, que je n'aime pas, mais dont je n'ai pas à me plaindre, et que je vois persécutés. »

Ces exceptions ne modifiaient pas le plan tracé, elles n'empêchaient point d'Alembert de mander à Voltaire : « Je ne sais ce que deviendra la Religion de Jésus; mais, en attendant, sa Compagnie est dans de mauvais draps. » Et, lorsque la coalition a triomphé, d'Alembert laisse échapper le cri de la philosophie, le dernier vœu qu'il a contenu jusqu'au jour de la chute de l'Ordre de saint Ignace. Les Encyclopédistes ont terrassé le plus ferme appui de l'Eglise, voilà le plan qui se déroule sous leur plume. D'Alembert écrit au patriarche : « Pour moi, qui vois tout en ce moment couleur de rose, je vois d'ici les Jansénistes mourant l'année prochaine de leur belle mort, après avoir fait périr cette année-ci les Jésuites de mort violente, la tolérance s'établir, les Protestants rappelés, les prêtres mariés, la confession abolie et le fanatisme écrasé sans qu'on s'en aperçoive. »

S'il eût été donné à l'homme de prévaloir ainsi contre la Religion catholique, jamais il n'aurait pu trouver de circonstances plus favorables à ses desseins, et cependant l'Eglise a survécu à cette longue tourmente qui, née au souffle de Voltaire, tomba d'épuisement sur l'échafaud de la Révolution.

En 1757 l'on n'apercevait que le beau côté du rêve anti-chrétien. Les Encyclopédistes le poursuivaient en tuant la Société de Jésus; les cours judiciaires, en sapant l'autorité royale. Les questions religieuses se confondaient avec les questions politiques. Le Parlement de Paris s'était vu exilé en 1753; et, pour offrir à sa vengeance une victime que personne ne lui disputerait, il accusa les Jésuites de ce coup de vigueur. Les Jésuites inspiraient à la Reine et au Dauphin des sentiments de répulsion contre la magistrature; ils gouvernaient l'Archevêque de Paris, ce Christophe de Beaumont qui poussa la vertu jusqu'à l'audace; ils disposaient de Boyer, ancien évêque de Mirepoix, chargé de la feuille des bénéfices². Ils nourrissaient chez le comte

Impu-
tion
qu'on
adress

(1) *Oeuvres complètes de Voltaire*, t. XLVIII, p. 200. Lettre du 4 mai 1762.

(2) Le père Pérusseau, confesseur du Roi, étant mort en 1753, on forma une ligue pour enlever ces fonctions aux Jésuites. L'ancien évêque de Mirepoix s'y opposa; et, dans les archives du Gesù, à Rome, il existe une lettre

d'Argenson des préventions que les Parlements ne songeaient pas à justifier ; ils régentaient le maréchal de Belle-Isle, vaillant capitaine, habile diplomate et ministre qui ne transigea jamais avec son devoir ; ils dominaient Machault et Paulmy ; ils inquiétaient la conscience du Roi ; ils tenaient la marquise de Pompadour en échec au pied de leur confessionnal. Tout-puissants à la cour et dans les provinces, ils enrayaient le mouvement que, par des motifs divers, les tribunaux, les Jansénistes et les Philosophes cherchaient à imprimer. Quelques-unes de ces allégations n'étaient pas sans fondement. Louis XV, vieux avant l'âge, dégoûté de tout, aspirant au repos, et, afin de se le procurer, fermant l'oreille à tout bruit sinistre ; Louis XV n'avait plus même assez d'énergie pour imposer sa volonté. Esprit lucide au milieu de la voluptueuse apathie à laquelle il s'était laissé condamner, il voyait le mal, il indiquait le remède ; mais il ne se sentait pas la force de l'appliquer. La monarchie devait durer autant que lui, son égoïsme royal n'allait pas au delà. Il vivait entre la débauche et le remords, quand, autour de lui, sa famille et tous les cœurs généreux ne cessaient d'exposer le tableau des misères matérielles et morales qui accablaient la France.

Le Parlement était disgracié lorsque, le 5 janvier 1757, un homme frappe le Roi d'un coup de poignard. Cet homme a servi comme domestique chez les Jésuites d'abord, chez plusieurs parlementaires ensuite. Il est Janséniste ardent : les Jansénistes s'empressent de porter l'attentat au compte des disciples de saint Ignace. L'occasion de remettre en lumière des doctrines de régicide attribuées à la Société de Jésus se présentait tout naturellement : personne ne s'en fit faute. Voltaire seul recula devant cette calomnie, et, en écrivant à Damilaville, un de ses proxénètes d'impiété, il disait ¹ :

de ce prélat au Général de l'Institut, dans laquelle on lit : « Je n'ai pas grand mérite dans ce que je viens de faire pour votre Compagnie, écrit Boyer le 16 juillet 1753. Il fallait ou abandonner la Religion, déjà trop chancelante dans ces temps fâcheux, ou placer un Jésuite dans le poste en question. J'ai suivi mes inclinations, je l'avoue ; mais j'ai le devoir paraissant bien aussi haut que l'inclination. C'est votre gloire et en même temps votre consolation qu'au moins, dans les circonstances présentes, l'apparence seule d'une disgrâce pour la Compagnie en eût été pour ainsi dire une véritable pour la Religion. Les Jésuites exclus de la place, le Jansénisme triomphait, et avec le Jansénisme une troupe de mécréants, qui n'est aujourd'hui que trop nombreuse. »

Le père Onuphre Desmaretz succéda au père Pérusseau. D'après ces dates, relevées sur les archives de la Compagnie de Jésus, d'après cette lettre de l'évêque de Mirepoix, qui les confirmerait au besoin, il devient bien difficile d'expliquer le mot qu'au tome iv, page 32 de son *Histoire de France pendant le dix-huitième siècle*, M. Lacrosette attribue à Louis XV. En parlant de la sécularisation des Jésuites, ordonnée par le Parlement, il raconte : « On croyait le roi fort agité ; il affecta de montrer l'indifférence la plus apathique. « Il sera plaisant, disait-il, de voir en abbé le père Pérusseau. » Or l'arrêt du Parlement est de 1762, neuf ans après la mort de ce Jésuite. Le comte de Saint-Priest, qui, à la page 32 de sa *Chute des Jésuites*, reproduit le même mot, tombe dans la même erreur.

(1) Œuvres de Voltaire. Lettre du 5 mars 1765.

« Mes frères, vous devez vous apercevoir que je n'ai point ménagé les Jésuites ; mais je soulèverais la postérité en leur faveur si je les accusais d'un crime dont l'Europe et Damiens les ont justifiés. Je ne serais qu'un vil écho des Jansénistes si je parlais autrement. » Les Jansénistes n'eurent pas cette loyauté. La blessure de Louis XV l'avait disposé au repentir ; à peine guéri, il rentra sous le joug de la marquise de Pompadour.

Cette femme n'avait jamais eu qu'une seule passion : elle aspirait à gouverner la France comme elle régénait le Roi. Les Philosophes et les Jansénistes s'étaient fait d'elle un bouclier. A l'abri des adulations dont ils l'enivraient, on les voyait obtenir partout droit d'impunité et propager leurs principes dans toutes les classes. Madame de Pompadour aurait depuis longtemps marché de concert avec les Jésuites si ces inventeurs de la morale relâchée eussent eu pour le prince ainsi que pour elle les accommodements de conscience dont Pascal leur avait fait un crime. Elle n'ignorait pas les sentiments de la famille royale à son égard : elle voulut les réduire au silence. Afin de reconquérir l'estime dont son âge mûr commençait à éprouver le besoin, elle essaya d'implorer au tribunal de la pénitence une sauvegarde contre le mépris public. Tout à coup elle affiche des dehors de piété ; elle a un oratoire. Sur sa toilette on voit succéder aux romans licencieux de Crébillon, aux poésies érotiques de Gentil-Bernard, les livres des ascètes les plus consommés. Elle feint même un rapprochement épistolaire entre elle et Lenormand-d'Étiéles, son mari. Cette hypocrisie ne trompant personne, madame de Pompadour croit nécessaire de jouer son rôle jusqu'au bout. Les Jésuites ont la confiance de la famille royale : Louis XV les estime, la marquise résout de s'adresser à eux. Le Père de Sacy avait été le guide spirituel de son adolescence. Elle espéra que ce souvenir l'amènerait à une transaction avec sa conscience. Après avoir combiné ses artifices, elle sollicite des entrevues particulières, elle les obtient, et pendant deux années elle lutte avec Sacy, tandis que le Roi, de son côté, livre les mêmes assauts à la fermeté de son directeur. L'absolution que Sacy déniait à madame de Pompadour, les Pères Pérusseau et Desmaretz la refusaient à Louis XV. Le scandale était public ; mais le roi, mais la marquise, mais la plupart des courtisans, savaient alors le voiler de spécieux prétextes. Les Jésuites n'ignoraient pas à quel péril leur Compagnie s'exposait. Madame de Pompadour pouvait apaiser l'orage, ou tout au moins en amortir les coups. Rien ne détournait Sacy, Pérusseau et Desmaretz de la ligne de leurs devoirs. La marquise n'avait pu enlancer les Jésuites dans ses filets, elle imagina que le Saint-Siège serait plus facile que ces intraitables casuistes. Par l'inter-

Madame de Pompadour veut faire amnistier sa vie passée par un Jésuite.

Elle négocie à Rome.

médiaire d'un agent secret, elle fit mettre sous les yeux du Pape une note ainsi conçue 1 :

« Au commencement de 1752, déterminée (par des motifs dont il est inutile de rendre compte) à ne conserver pour le Roi que les sentiments de la reconnaissance et de l'attachement le plus pur, je le déclarai à Sa Majesté en la suppliant de faire consulter les docteurs de Sorbonne, et d'écrire à son confesseur pour qu'il en consultât d'autres, afin de trouver les moyens de me laisser auprès de sa personne (puisqu'il le désirait), sans être exposée au soupçon d'une faiblesse que je n'avais plus. Le Roi, connaissant mon caractère, sentit qu'il n'y avait pas de retour à espérer de ma part, et se prêta à ce que je désirais. Il fit consulter des docteurs, et écrivit au Père Pérusseau, lequel lui demanda une séparation totale. Le Roi lui répondit qu'il n'était nullement dans le cas d'y consentir, que ce n'était pas pour lui qu'il désirait un arrangement qui ne laissât point de soupçon au public, mais pour ma propre satisfaction; que j'étais nécessaire au bonheur de sa vie, au bien de ses affaires; que j'étais la seule qui lui osât dire la vérité, si utile aux Rois, etc. Le bon Père espéra dans ce moment qu'il se rendrait maître de l'esprit du Roi, et répéta toujours la même chose. Les docteurs firent des réponses sur lesquelles il aurait été possible de s'arranger, si les Jésuites y avaient consenti. Je parlai dans ce temps à des personnes qui désiraient le bien du Roi et de la Religion; je les assurai que, si le Père Pérusseau n'enchaînait pas le Roi par les sacrements, il se livrerait à une façon de vivre dont tout le monde serait fâché. Je ne persuadai pas, et l'on vit en peu de temps que je ne m'étais pas trompée. Les choses en restèrent donc (en apparence) comme par le passé jusqu'en 1755. Puis, de longues réflexions sur les malheurs qui m'avaient poursuivie, même dans la plus grande fortune, la certitude de n'être jamais heureuse par les biens du monde, puisque aucuns ne m'avaient manqué et que je n'avais pu parvenir au bonheur, le détachement des choses qui m'amusaient le plus, tout me porta à croire que le seul bonheur était en Dieu. Je m'adressai au Père de Sacy, comme à l'homme le plus pénétré de cette vérité; je lui montrai mon âme toute nue : il m'éprouva en secret depuis le mois de septembre jusqu'à la fin de janvier 1756. Il me proposa dans ce temps d'écrire une lettre à mon mari, dont j'ai le brouillon qu'il écrivit lui-même. Mon mari refusa de me jamais voir. Le Père me fit demander une place chez la Reine pour plus de décence; il fit changer les escaliers qui donnaient dans mon appartement, et le Roi n'y entra plus que par la pièce de compagnie. Il me prescrivit une règle de conduite que j'observai exactement; ce

changement fit grand bruit à la cour et à la ville : les intrigants de toutes les espèces s'en mêlèrent; le Père de Sacy en fut entouré, et me dit qu'il me refuserait les sacrements tant que je serais à la cour. Je lui présentai tous les engagements qu'il m'avait fait prendre, la différence que l'intrigue avait mise dans sa façon de penser. Il finit par me dire : « Que l'on s'était trop moqué du confesseur du feu Roi quand M. le comte de Toulouse était arrivé au monde, et qu'il ne voulait pas qu'il lui en arrivât autant. » Je n'eus rien à répondre à un semblable motif, et, après avoir épuisé tout ce que le désir que j'avais de remplir mes devoirs put me faire trouver de plus propre à le persuader de n'écouter que la Religion et non l'intrigue, je ne le vis plus. L'abominable 5 janvier 1757 arriva, et fut suivi des mêmes intrigues de l'année d'avant. Le Roi fit tout son possible pour amener le Père Desmarests à la vérité de la Religion : les mêmes motifs le faisant agir, la réponse ne fut pas différente, et le Roi, qui désirait vivement de remplir ses devoirs de chrétien, en fut privé, et retomba peu après dans les mêmes erreurs, dont on l'aurait certainement tiré si l'on avait agi de bonne foi.

» Malgré la patience extrême dont j'avais fait usage pendant dix-huit mois avec le Père de Sacy, mon cœur n'en était pas moins déchiré de ma situation; j'en parlai à un honnête homme en qui j'avais confiance : il en fut touché, et il chercha les moyens de la faire cesser. Un abbé de ses amis, aussi savant qu'intelligent, exposa ma position à un homme fait ainsi que lui pour la juger; ils pensèrent l'un et l'autre que ma conduite ne méritait pas la peine que l'on me faisait éprouver. En conséquence, mon confesseur, après un nouveau temps d'épreuve assez long, a fait cesser cette injustice, en me permettant d'approcher des sacrements; et, quoique je sente quelque peine du secret qu'il faut garder (pour éviter des noirceurs à mon confesseur), c'est cependant une grande consolation pour mon âme.

» La négociation dont il s'agit n'est donc pas relative à moi, mais elle m'intéresse vivement pour le Roi, à qui je suis aussi attachée que je dois l'être; ce n'est pas de mon côté qu'il faut craindre de mettre des conditions désagréables; celle de retourner avec mon mari n'est plus proposable, puisqu'il a refusé pour jamais, et que par conséquent ma conscience est fort tranquille à ce sujet : toutes les autres ne me feront aucune peine; il s'agit de voir celles qui seront proposées au Roi, c'est aux personnes habiles et désirant le bien de Sa Majesté à en rechercher les moyens.

» Le Roi, pénétré des vérités et des devoirs de la Religion, désire employer tous les moyens qui sont en lui pour marquer son obéissance aux actes de religion prescrits par l'Eglise, et prin-

(1) Manuscrits du duc de Choiseul.

cipalement Sa Majesté voudrait lever toutes les oppositions qu'elle rencontre à l'approche des sacrements ; le Roi est peiné des difficultés que son confesseur lui a marquées sur cet article , et il est persuadé que le Pape et ceux que Sa Majesté veut bien consulter à Rome , étant instruits des faits , lèveront par leur conseil et leur autorité les obstacles qui éloignent le Roi de remplir un devoir saint pour lui et édifiant pour les peuples.

» Il est nécessaire de présenter au Pape et au cardinal Spinelli la suite véritable des faits, pour qu'ils connaissent et puissent apporter remède aux difficultés qui sont suscitées , tant pour le fond de la chose que par les intrigues qui les suscitent. »

Le Pape n'avait rien à voir dans ces scrupules des Jésuites , révélés avec une si perfide candeur par madame de Pompadour elle-même ; il devait les consacrer comme les approuveront tous les cœurs honnêtes , à quelque culte qu'ils appartiennent. C'était renverser les projets d'avenir de la marquise , ne lui laisser que la honte d'un échec ou la perspective de triompher des répugnances de la famille royale , en se vengeant de l'affront qu'elle subissait. Madame de Pompadour ne recula pas. Les événements de Portugal faisaient déborder en France les inimitiés que la Société de Jésus s'était attirées. Il y avait recrudescence de haines , parce que chacun comprenait que l'irritation de la marquise était un levier dont il importait de profiter. Le Parlement voyait les Jésuites se défendre à Lisbonne avec tant de mollesse , qu'il jugea que ceux de France n'auraient pas plus de courage humain. Ils tombaient à la voix de Pombal dans un pays où tout leur était dévoué ; qu'allaient-ils devenir dans le Royaume Très-Christien , où une coalition d'intérêts réunissait le ministère , les corps de magistrature , les Jansénistes et les Philosophes , c'est-à-dire la force légale et les accapareurs de l'opinion publique ? Un prétexte seul manquait pour mettre en mouvement tant de mauvais vouloir ; le fait le plus inattendu le provoqua.

Antoine de Lavalette résidait à la Martinique en qualité de Supérieur-Général. Issu de la famille du Grand-Maître de Malte , qui illustra ce nom , le Jésuite , témoin de l'état de pénurie auquel étaient réduits les Missionnaires , conçut le projet d'y remédier. Né le 24 octobre 1707 près de Sainte-Affrique , il partit pour les Antilles en 1744. La carrière des Missions allait à son caractère entreprenant ; il la remplit pendant de longues années ; puis , en 1753 , il fut tout à coup dénoncé au gouvernement comme se livrant à des actes de négoce ¹. Rouillé , ministre de la

marine , et le Père Visconti , Général de la Compagnie , lui intimèrent l'ordre de revenir en France pour se justifier ; mais Hurson , intendant des îles du Vent , se constitue le défenseur officiel du Jésuite. En date de la Martinique , il écrit au chef de l'Institut le 47 septembre 1753 :

« Mon très-révérend Père ,

» Je vous avoue que j'ai été extrêmement surpris , ainsi que tous les honnêtes gens de ce pays , d'un ordre que nous avons reçu de renvoyer en France le Révérend Père de Lavalette , et cela sous prétexte de commerce étranger. Il y a trois ans que M. de Bompar et moi nous gouvernons cette colonie , et , loin d'avoir eu la moindre suspicion contre le Père de Lavalette à ce sujet , nous lui avons toujours rendu la justice la plus complète sur cet objet , ainsi que sur les autres qui regardent son ministère. Il a eu ici des ennemis qui ont tant crié auprès du ministre , qu'ils ont surpris l'ordre en question :

» 1^o Je commence par vous assurer et vous jurer que jamais le Père de Lavalette n'a , de près ni de loin , fait le commerce étranger. Ce témoignage lui sera rendu par M. de Bompar , par moi et par tous les gens en place. Vous y pouvez compter , et vous pouvez parler haut dans cette occasion , sans craindre d'avoir du dessous et du désagrément , parce que , plus les choses seront éclaircies , plus son innocence et la méchanceté horrible de ses accusateurs seront éclatantes.

» 2^o Il n'y a point d'exemple que dans ce pays on se soit conduit ainsi vis-à-vis d'un homme en place et d'un supérieur. On examine auparavant ; on se fait rendre compte des faits. Je conclus de-là que le ministre , qui est rempli de justice et d'équité , a été surpris. Si les soupçons ou les imputations étaient suscités par les chefs du pays , cela mériterait attention ; mais , lorsque les accusateurs n'osent pas se nommer , il me semble qu'on doit aller doucement , et vérifier auparavant.

» J'ajouterai à tous ces motifs la considération que mérite une Société comme la vôtre , et le bien infini que je lui vois faire ici , par l'usage que vos supérieurs , et surtout le Père Guillin et ensuite le Père de Lavalette , ont fait du bien de la Mission , pour rendre service à quantité d'honnêtes gens qui , sans eux , auraient été bien embarrassés. Si je n'étais sûr de l'innocence entière du Père de Lavalette et de sa conduite , je puis vous assurer que je ne parlerais pas si affirmativement. »

faisaient passer en échange les denrées ou marchandises d'un autre genre , telles que farines , vins , toiles , étoffes. Ce besoin d'échange établissait des opérations commerciales , des comptes-courants et un roulement de fonds plus ou moins important. Mais ces transactions se réduisaient à vendre le produit des terres pour acheter d'autres objets de première nécessité. Jusque-là il n'y avait donc rien d'illicite.

L'intendant de la Martinique le justifie.

Le père de Lavalette est accusé d'avoir fait de négoce en France.

(1) Le père Lavalette , comme tous les procureurs des Missions , comme tous les colons , vendait ou échangeait en France le sucre , l'indigo , le café et les autres denrées que produisaient les terres appartenant aux maisons qu'il dirigeait. Comme eux encore , il avait en France des correspondants qui achetaient leurs produits ou leur

On le
renvoia
aux
Antilles.

Le Père Leforestier, Provincial de France, recevait dans le même temps des lettres semblables. Toutes attestaient que Lavalette n'exerçait aucun négoce prohibé. Il était aimé à la Martinique ; il s'y rendait utile ; on jugea convenable de l'y renvoyer. Ce fut peut-être une faute, car dans ces matières le soupçon seul vaut preuve contre un Jésuite. La faute commise, le Père Lavalette devait renoncer à tout commerce illicite, s'il en avait entrepris déjà, ce qui paraît improbable, ou ne pas se laisser tenter par son caractère. Il ne sut point se tenir dans la réserve qu'une pareille leçon lui imposait. Chargé tout à la fois du spirituel et du temporel, il ne chancelait pas sous cette double tâche. L'insouciance dans les affaires chez les Jésuites était si universellement reconnue¹, que la plupart de leurs maisons se trouvaient obérées. Celle de Saint-Pierre de la Martinique avait une dette de 435,000 livres tournois. Afin d'améliorer les terres et de les mettre en valeur, il songea à donner une plus large extension à l'agriculture. Il acheta des nègres ; il multiplia ses engagements ; il devint en peu de temps le plus intelligent et le plus téméraire des colons. Sa prospérité égala son audace. Il avait fait appel au crédit ; d'abondantes récoltes couronnèrent ses espérances ; elles lui permirent d'éteindre une partie des dettes, ou de faire face aux emprunts par lui contractés.

Ses
travaux
et ses
emprunts.

A son retour à la Martinique au mois de mai 1755, Lavalette s'aperçut que l'administration du temporel avait souffert de son absence ; il répara ces pertes, et, comme si son voyage à Paris, ses entrevues avec le ministre et les encouragements qu'il lui avait accordés donnaient à son esprit quelque chose de plus vivace encore, Lavalette réalisa les grands desseins que son imagination avait si longtemps caressés. Ce ne fut plus seulement sur les provenances des biens de la maison qu'il voulut opérer ; ses instincts de spéculateur s'étaient développés ; il rassembla deux mille Nègres. Lavalette avait eu besoin d'un million ; son crédit était si bien établi à Marseille et dans les autres cités maritimes, que des négociants lui en firent l'avance. Il entra dans une voie périlleuse ; il y entra sans l'appui de ses supérieurs, sachant d'une manière certaine que cet appui lui serait toujours dénié ; mais, fort de son activité, Lavalette s'étourdissait sur l'avenir. Concentrant dans ses

maines tous les pouvoirs, séparé de la métropole par l'Océan, il n'avait à redouter aucune surveillance importune. C'est dans cet abandon que l'Institut a péché ; car, si le supérieur eût eu à ses côtés un Jésuite ferme et prévoyant, qui aurait répondu de ses actes ainsi que de sa vie, à coup sûr il ne se fût pas lancé, tête baissée, dans de semblables opérations, ou le Général de l'Ordre, mis en demeure, les aurait entravées à l'instant même.

Au milieu des travaux de défrichement que Lavalette faisait exécuter à la Dominique, une épidémie survint ; elle enleva une partie de ses Nègres. Un premier désastre n'altère point la confiance de ce génie aventureux. Les termes de remboursement approchent, il faut satisfaire ses créanciers. Pour affermir sa réputation, Lavalette contracte un second emprunt à des charges onéreuses. Il veut couvrir son déficit en réalisant de plus larges bénéfices : il s'improvise marchand et banquier. Il ne se borne plus à échanger ses denrées coloniales contre les productions de l'Europe, il en achète pour les revendre. En France, sur les marchés des villes de commerce, ces spéculations n'auraient pu manquer d'attirer les regards des Jésuites : Lavalette dirige vers la Hollande les navires qu'il a frétés. Il s'est procuré des comptoirs et des courtiers sur toutes ces côtes ; ils ont ordre de vendre ses cargaisons et de lui renvoyer les bâtiments chargés de marchandises que d'autres agents secrets placeront à son profit dans les ports d'Amérique. Lavalette avait tout prévu, tout, excepté la guerre. Elle éclate subitement entre la France et la Grande-Bretagne. Les corsaires anglais infestent les mers. Dès 1755, ils capturent, sans déclaration d'hostilités, les bâtiments de commerce portant pavillon français. Ceux du Jésuite se trouvent dans le nombre : plus de cinq cent mille livres tournois sont englouties. Lavalette veut tenir tête à l'orage. La rapacité britannique a dérangé ses calculs, il en fait d'autres qu'il croit plus infailibles. L'interruption des relations avec le continent européen rendait incertain, impossible peut-être, le paiement de ses lettres de change : pour parer à ces obstacles, Lavalette tente des opérations commerciales encore décevantes. Sur ces entreprises, les frères Lioncy, porteurs d'une partie des titres de créances, s'inquiètent de cet état de choses ; l'alarme se répand parmi les autres correspondants du Père ; mais rien ne transpire encore. Les Jésuites de Marseille sont enfin prévenus : ils font part à Leforestier, provincial de France, alors à Rome, et au chef de l'Ordre, des malversations de Lavalette. Il fut décidé que l'on chercherait tous les moyens d'étouffer cette affaire. Le meilleur était de rembourser, on ne s'y arrêta qu'imparfaitement¹. On fit

Son cor-
mercé
dans le
ports d'
Hollan-
lande

Les
corsai-
anglais
captu-
rent a-
vais
seaux

Ses
trait-
ont p-
testes

(1) Le premier président, Guillaume de Lamoignon, disait souvent : « Il faudrait traiter les Jésuites comme des enfants, et leur nommer un curateur. »

Un Jésuite, à propos même de Lavalette, confirme les paroles du premier président. Le père Balbani, à la page 32 du *Premier appel à la raison*, juge ainsi les procureurs de l'Ordre : « Pour un procureur des Jésuites industrieux, actif et intelligent, il y en a cent qui n'ont pas les premières notions des affaires. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à voir leur vie. Ils passent dans un confessionnal le temps que d'autres religieux passeraient dans le cellier ou derrière des valets de charrette. Ceci soit dit sans déplaire à personne, ce n'est point notre intention. »

(1) Il est de tradition dans la famille Séguier que lorsqu'en 1760 l'avocat-général de ce nom vit le danger

deux catégories de créanciers : les pauvres, dont les besoins étaient urgents ; les riches, auxquels on garantissait les sommes dues. La maison de la Martinique et l'habitation de la Dominique devenaient leur gage ; elles pouvaient et au delà couvrir le passif. Le Père de Sacy, procureur de la Mission des îles du Vent, est autorisé à emprunter deux cent mille francs : Sacy avait déjà opéré quelques remboursements ; cette nouvelle somme, répartie entre les créanciers les plus nécessiteux, lui laissait la faculté de s'entendre avec les autres ; mais, à Paris, les Pères investis des pouvoirs du Provincial s'opposent à cet emprunt : ils veulent, et c'est une version inédite que nous indiquons sans la discuter, ils veulent que Lavalette dépose son bilan, qu'il fasse banqueroute, afin que l'odieuse de ces pirateries retombe sur le gouvernement anglais. La pensée avait quelque chose de national, et ceux qui l'avaient conçue espéraient que la cour appuierait cette démarche. Mais ce parti, pris dans les circonstances où la Compagnie se trouvait, fournissait contre elle des armes terribles, il soulevait l'opinion publique, il appelait les tribunaux séculiers à connaître d'une cause qui ne pouvait qu'être préjudiciable aux Jésuites. On consulta des banquiers : tous furent d'avis qu'il fallait renoncer à ce projet déshonorant sans aucun avantage. Le temps s'écoulait ainsi en pourpals et en correspondance. La veuve Grou et son fils, négociants de Nantes, intentent un procès au tribunal consulaire de Paris ; les frères Lioncy, de Marseille, suivent la même marche. Le 30 janvier 1760, les Jésuites sont condamnés à payer solidairement les trente mille francs dus par Lavalette à la veuve Grou. La sentence était injuste¹ ; mais son iniquité de-

vait dessiller les yeux des Pères qui s'opposaient à une transaction, il n'en fut rien. Les

une maison religieuse, se proposaient pour but le culte de Dieu, les divers ministères ecclésiastiques, l'éducation de la jeunesse, le soulagement des pauvres ou d'autres fins utiles. La loi laïque, venant confirmer le contrat d'établissement, assurait à chaque maison la propriété de sa dotation ou de ses biens, selon le désir du fondateur et pour l'acquisition de la fondation. Les maisons religieuses du même Ordre étaient sœurs ; néanmoins, dans les intérêts pécuniaires, dans les pertes ou dans les acquêts, il n'y avait rien de commun entre elles. L'amitié et la charité pouvaient, en certaines circonstances, faire naître des devoirs de famille ; il n'y avait aucune obligation de justice rigoureuse, aucun lieu de solidarité.

Saint Ignace de Loyola trouva ce droit commun en vigueur, il l'adopta pour son Institut. Les maisons professes qui ne peuvent avoir de revenus, ne possèdent que le domicile des profès. Les Collèges, Noviciats, Résidences transatlantiques jouissent de biens-fonds et de revenus, mais ces biens n'appartiennent qu'à chaque Collège, Mission ou Noviciat déterminé. Le Général, qui a la charge d'administrer par lui ou par d'autres les propriétés, ne peut passer de contrats que pour l'utilité et l'avantage de ces Maisons, *in eorumdem utilitatem et bonum* (Constitut., part. ix, c. iv ; Exam. génér., c. 1, n° 4 ; Bulla Gregorii XIII, 1582). Si les revenus annuels des Collèges destinés, par l'intention du fondateur et par le dispositif de l'Institut, à l'entretien et à la nourriture des Jésuites qui y habitent, excèdent ces dépenses, l'excédant doit être tout entier consacré dans chaque Maison, non pas à augmenter les bâtiments, mais à éteindre ses dettes ou à accroître ses revenus (Inst. pro adm. tit. pro rect., n° 6). L'Eglise et l'Etat avaient reconnu ce droit de non-solidarité chez les Jésuites par l'union de bénéfices en faveur des maisons non suffisamment dotées. Quand un Collège, un Séminaire, un Noviciat était trop pauvre, on ne s'enquerrait pas si les autres établissements du royaume ou de la province avaient une fortune surabondante ; on vérifiait uniquement le chiffre des revenus et des charges de la maison à laquelle l'union était projetée. Les revenus étant jugés insuffisants, les deux puissances décrétaient et opéraient l'union du bénéfice à l'établissement. La loi ecclésiastique ou civile admettait donc que les Maisons d'un même Ordre, attachées entre elles par le lien moral d'une règle commune et de l'obéissance au même supérieur, fussent parfaitement distinctes et séparées en tout ce qui regardait les intérêts purement temporels.

Jusqu'en 1760, personne n'avait contesté aux Jésuites ce droit de non-solidarité, qui leur était commun avec tous les Ordres religieux. On ne le contesta jamais aux autres Instituts, on ne l'attaqua que dans celui de saint Ignace. Voici sous quels prétextes. On alléguait que le Général de la Compagnie régnait en despote, qu'il était maître absolu des personnes et des choses, par conséquent propriétaire universel des biens de l'Ordre. Aux termes des Constitutions, cette assertion était sans force, mais, sous l'influence de certaines inimitiés passionnées, elle fut érigée en principe.

La législation de l'Institut est cependant bien claire sur ce point. Le Général se place dans la même catégorie que ses confrères ; il fait vœu de pauvreté et ne peut disposer d'aucun bien. Dans les Sociétés religieuses, ce ne sont pas les personnes ou les supérieurs qui possèdent, mais les établissements, espèce d'êtres fictifs reconnus légalement par le droit ecclésiastique et civil. Le texte des Constitutions de saint Ignace montre partout le Général administrateur et non propriétaire des biens de la Société. Dans son administration, que les Constitutions (part. iv, chap. 11) appellent *surintendance*, parce que c'est lui qui nomme les autres supérieurs ou administrateurs tenus de lui rendre compte de leur gestion, le Général est soumis, pour tous les points essentiels, au contrôle des Congrégations générales. Sans leur assentiment, il ne peut aliéner, dissoudre un collège ou un autre établissement, et la violation de cette loi serait pour lui un cas de déposition ou même d'exclusion de la Compagnie, prévu par les Constitutions (part. ix, ch. iv). Il peut recevoir les propriétés ou les dons offerts à la Compagnie ; il peut, quand l'intention du fondateur n'a pas été formulée, les appliquer à telle Maison ou Collège ; mais, l'application une fois faite, il ne lui est pas permis d'en détourner le fruit, de prlever sur les revenus, soit pour son usage, soit pour donner à des étrangers, notamment à sa famille. Par lui ou par d'autres, le Général a le droit de passer toute sorte de contrats de vente, d'achat de biens temporels mobiliers, de quelque espèce

que courait la Compagnie de Jésus, il alla trouver le père de La Tour, son ancien maître : « Mon Père, lui dit l'avocat-général, il vous faut faire tous les sacrifices, autrement vous êtes perdus. » Et le vieux Jésuite, en secouant la tête avec résignation, reprit : « L'argent ne nous sauvera pas ; notre ruine est assurée. *Venit summa dies et ineluctabilis tempus.* »

(1) La jurisprudence sur ces matières a disparu en France avec les Ordres religieux ; nous croyons opportun de le rappeler dans une affaire qui a excité un si long retentissement. A part les constitutions des diverses sociétés religieuses, constitutions supposant ou établissant la non-solidarité entre les maisons du même ordre, cet état de choses se trouvait appuyé sur d'autres fondements incontestés. Il avait pour lui les Lettres-Patentes, qui, en autorisant chaque établissement religieux, collège, monastère, communauté, lui donnaient une existence civile propre et distincte. Ces Lettres-Patentes lui assuraient la propriété séparée et inattaquable de son patrimoine et de ses domaines. En vertu de pareils actes royaux, chaque maison religieuse jouissait de la faculté particulière de contracter par son administrateur ; celle d'être en justice, d'acquiescer, de recevoir des dons ou des legs d'une manière indéfinie ou avec restrictions lui était aussi concédée. Ainsi, il existait autant d'*êtres civils* qu'il y avait de maisons régulièrement autorisées, et les biens de l'une ne se confondaient jamais avec les biens de l'autre.

Ces Lettres-Patentes formaient la base du droit de non-solidarité ; l'intention des fondateurs n'était pas moins spéciale. Ces fondateurs, qu'ils fussent corps municipaux, villes ou particuliers, en bâtissant, en dotant

Jégistes leur disaient que le droit commun et la loi étaient pour eux ¹; les Jésuites eurent le tort impardonnable de croire à de pareilles assertions. Individus, ils auraient peut-être trouvé de l'équité devant les tribunaux; Ordre religieux et membres surtout d'un Institut qui portait ombrage à tant d'espérances, ils ne devaient s'attendre qu'à des injustices réfléchies. On les entraîna à faire appel au Parlement: c'était une faute irréparable; le Père Claude Frey de Neuville ² pouvait l'éviter en se prévalant du droit de *committimus* ³, accordé par lettres-patentes de Louis XIV. L'évocation au Parlement blessait le Grand-Conseil dans ses attributions; il jetait la Société de Jésus entre les mains de ses adversaires les plus déterminés.

Ils font
appel au
Parle-
ment.

que ce soit, tant des Collèges que des Maisons de la Société; il peut constituer ou racheter des rentes sur les biens fixes (*stabilia*) des Collèges, mais seulement pour l'utilité et dans l'intérêt des Maisons.

Le Général n'est donc que l'administrateur, le tuteur de la Compagnie; partout et toujours domine le même système de séparation et de non-solidarité. « Mais, objectaient les Parlements de 1760, il n'en est pas de la Compagnie de Jésus comme des autres Ordres où les Religieux vivent et meurent dans la même maison, où le supérieur est élu par les membres de la maison, et où les affaires principales sont traitées et décidées par la Communauté réunie en chapitre. Avec cette législation, il est évident, ajoutaient les cours judiciaires, que chaque couvent est séparé pour le temporel des autres couvents du même Ordre. »

Ces variétés de jurisprudence parmi les Instituts ne sont que des dispositions accidentelles: elles ne peuvent influer essentiellement sur les questions de solidarité ou de non-solidarité des établissements du même Ordre. Il existait d'autres Sociétés, la Congrégation de Saint-Maur, par exemple, où les religieux changeaient de maison à la volonté de leur supérieur, ainsi que cela se pratique chez les Jésuites, où les chefs de chaque monastère n'étaient point élus par la Communauté, mais par le chapitre général de l'Ordre. Enfin, dans celui de Fontevault, qui avait une femme pour supérieure générale des couvents d'hommes et de femmes de la Congrégation, cette abbesse exerçait, comme le Général de la Société de Jésus, la surintendance ou l'administration universelle des biens, et l'on n'a jamais prétendu que, dans l'Ordre de Fontevault ou dans la Congrégation de Saint-Maur, les diverses maisons fussent exclues du droit de non-solidarité.

Le principe était en faveur des Jésuites: mais, dans la position où le Père Lavalette plaçait la Compagnie, il fallait faire fléchir ce principe et désintéresser les créanciers. Ce n'était pas d'équité stricte, mais à coup sûr c'était de bonne politique. La Société de Jésus aurait été attaquée sur d'autres points; elle n'eût pas offert un côté vulnérable, et ses ennemis n'en eussent pas profité pour confondre à plaisir toutes les notions de justice.

(1) Huit des plus célèbres avocats de Paris délibérèrent la consultation suivante:

« Le Conseil estime, d'après les faits et les moyens détaillés dans le mémoire, que la Maison de la Martinique est seul obligée; que non-seulement il n'y a point lieu à la solidarité, qui ne peut naître que d'une loi ou d'une convention expresse, mais qu'il n'y a aucune sorte d'action contre les Maisons de France ou autres Maisons de l'Ordre, et que les Jésuites ne doivent point s'attacher à l'incompétence, leur défense au fond ne souffrant point de difficulté.

» Délibéré à Paris, le 6 mars 1761.

» Signé: d'Herminier, Gillet, Maillard, Jahoué, de La Monnoie, Babile, Thévenot, d'Epaule. »

(2) Le Jésuite Claude Frey de Neuville était frère de Charles de Neuville, le prédicateur.

(3) Louis XIV, voyant l'acharnement que la cour judiciaire ne cessait de déployer contre les Jésuites toutes les fois qu'ils avaient besoin de ses arrêts, leur avait accordé la faculté de porter leurs affaires au Grand-Conseil. C'est cette faculté que l'on appelait le droit de *committimus*.

On avait manœuvré de toutes façons pour lui faire adopter ce parti, et, par aveuglement, elle s'offrait elle-même en holocauste. Le 29 mai 1760, le consulat de Marseille suivait la même jurisprudence que celui de Paris: il permettait aux Lioncy et à Gouffre de porter leurs exécutions sur tous les biens de la Compagnie.

Pendant ce temps, Louis Centurioni, général de l'Ordre, avait pris des mesures pour arrêter le mal à sa source. Au mois de septembre, puis au mois de novembre 1756, les Pères de Montigny et d'Huberlant sont nommés visiteurs à la Martinique. Ils doivent rendre compte du véritable état de la situation, et suspendre le négoce de Lavalette. Des causes indépendantes de la volonté humaine empêchèrent ce voyage. Le temps s'écoula dans des correspondances qui de la Martinique devaient traverser la France pour aller à Rome. En 1759, après avoir passé trois ans à lutter contre les obstacles, un autre visiteur, le Père Fronteau, meurt en route. Le Père de Launay, procureur des Missions du Canada, lui succède, il se casse la jambe à Versailles au moment de son départ. Un troisième Jésuite reçoit ordre de s'embarquer: il prend passage sur un bâtiment neutre. Nonobstant cette précaution, il est capturé par les corsaires. Le mal était sans remède, lorsque le Père François de La Marche, muni d'un sauf-conduit du gouvernement britannique, aborde aux Antilles en 1762. Il instruit le procès de Lavalette, dont les Anglais, maîtres de l'île, se faisaient les protecteurs, et il rend ce jugement:

« Après avoir procédé, et même par écrit, aux informations convenables, tant auprès de nos Pères qu'auprès des étrangers, sur l'administration du Père Antoine de Lavalette, depuis qu'il a obtenu la gestion des affaires de la Mission de la Compagnie de Jésus à la Martinique; après avoir interrogé ledit Père de Lavalette devant les principaux Pères de la Mission; après l'avoir entendu sur les griefs contre lui: attendu qu'il conste de ces informations: 1^o qu'il s'est livré à des affaires de commerce, au moins quant au for extérieur, au mépris des lois canoniques et des lois particulières de l'Institut de la Société; 2^o que le même a dérobé la connaissance de ce négoce à nos Pères dans l'île de la Martinique, et particulièrement aux supérieurs majeurs de la Société; 3^o qu'il a été fait des réclamations ouvertes et vives contre ces affaires de négoce du susdit, tant par les Pères de la Mission, quand ils connurent ces affaires, que par les Supérieurs de la Société, aussitôt que le bruit, quoique encore incertain, de ce genre de négoce parvint à leurs oreilles, de manière que, sans aucun retard, ils pensèrent à y pourvoir et à envoyer, pour établir une autre et bien diverse administration, un visiteur extraordinaire, ce qui fut tenté par eux en vain pendant six ans, et ne put avoir son effet que dans les derniers

Les
visiteu-
nommés
pour la
Martinique.

Le Père
de La
Marche
juge et
condamne
Lavalette.

temps, par suite d'obstacles qu'aucune faculté humaine ne pouvait prévoir; nous, après avoir délibéré dans un examen juste, et souvent et même avec les Pères les plus expérimentés de la Mission de la Martinique; après avoir adressé à Dieu les plus vives prières; en vertu de l'autorité à nous commise, et de l'avis unanime de nos Pères : 4^o nous voulons que le Père Antoine de Lavalette soit privé absolument de toute administration, tant spirituelle que temporelle; 2^o nous ordonnons que ledit Père Antoine de Lavalette soit le plus tôt possible envoyé en Europe; 3^o nous interdisons ledit Père Antoine de Lavalette, nous le déclarons interdit à *sacris*, jusqu'à ce qu'il soit absous de cette interdiction par l'autorité du très-révérend Père Général de la Compagnie de Jésus, auquel nous reconnaissons, comme il convient, tout droit sur notre jugement. Donnée dans la principale résidence de la Compagnie de Jésus de la Martinique, le 25 avril 1762.

» Signé JEAN-FRANÇOIS DE LA MARCHE,
de la Compagnie de Jésus. »

Le jour même, la sentence fut adressée au Père Lavalette, qui donna la déclaration suivante :

« Je, soussigné, atteste reconnaître sincèrement dans tous ses points l'équité de la sentence portée contre moi, bien que ce soit faute de connaissance ou de réflexion, ou par une sorte de hasard, qu'il m'est arrivé de faire un commerce profane, auquel même j'ai renoncé à l'instant où j'ai appris combien de trouble ce commerce avait causé dans la Compagnie et dans toute l'Europe. J'atteste encore avec serment que parmi les premiers supérieurs de la Compagnie il n'y en a pas un seul qui m'ait autorisé, ou conseillé, ou approuvé dans le commerce que j'avais entrepris, pas un seul qui y ait eu aucune sorte de participation, qui y soit de connivence. C'est pourquoi, plein de repentir et de confusion, je supplie les premiers supérieurs de la Compagnie d'ordonner que la sentence rendue contre moi soit publiée et promulguée, ainsi que ce témoignage de ma faute et de mes regrets. Enfin, je prends Dieu à témoin que je ne suis amené à une telle confession ni par force, ni par des menaces, ni par les caresses et autres artifices; mais que je m'y prête de moi-même, avec une pleine liberté, afin de rendre hommage à la vérité et de repousser, démentir, anéantir, autant qu'il est en moi, les calomnies dont, à mon occasion, l'on a chargé toute la Compagnie. Donnée dans la résidence principale de la Mission de la Martinique, les jour, mois et an que dessus (25 avril 1762).

» Signé ANTOINE DE LAVALETTE,
de la Compagnie de Jésus. »

Ces pièces, que tant d'événements avaient fait oublier dans les archives du Gesù, ont,

sans aucun doute, leur importance; elles peuvent modifier l'erreur des uns et le crime de l'autre; mais, à nos yeux, elles ne les atténuent que jusqu'à un certain point. Lavalette, expulsé de la Compagnie, vivant en Angleterre, et libre de ses actes, n'a jamais démenti les aveux qu'il avait faits. Ils sont acquis à l'histoire; car, à cette époque et avec son caractère, il a dû souvent être sollicité pour imputer aux Jésuites une partie de ses spéculations. Lavalette en a toujours seul assumé la responsabilité; il ne reste au Général et aux Provinciaux que le sort d'avoir oublié une seule fois la surveillance qu'ils devaient exercer. Elle entraîna pour l'Institut de désastreuses conséquences; mais, à la faute déjà commise, de perfides conseils, des amitiés plus cruelles que la haine en durent ajouter une autre plus déplorable.

De concert avec les Jésuites, les principaux créanciers de Lavalette cherchaient à réparer le mal. Plus de sept cent mille francs avaient été soldés; il était possible, en prenant des termes, d'arriver à une conclusion qui ne lésait aucun des intérêts mis en jeu, et qui seulement appauvrirait momentanément la Société. Elle avait souscrit à ce projet : elle s'arrangeait pour le faire accepter, lorsque de funestes dissidences éclatent dans son sein. Les uns refusent de se rendre solidaires pour le Père Lavalette, les autres croient qu'il faut étouffer à tout prix une occasion de scandale. Les imprudents l'emportèrent encore une fois sur les sages, et, lorsque le Parlement se saisit de l'affaire, il ne fut plus temps de signaler le péril. Les Jésuites s'étaient placés sous le coup de leurs ennemis : il y avait à exercer contre eux des récriminations et des vengeances. Madame de Pompadour poussait à leur ruine; les Jansénistes et les Philosophes y applaudissaient; le Parlement allait la consommer. Le duc de Choiseul ne voulut pas seulement leur perte, il aspira à les détruire, mais par des moyens moins odieux que ceux dont Pombal s'était servi.

Tant que le maréchal de Belle-Isle avait vécu, les adversaires de la Compagnie s'étaient vus réduits à formuler des vœux contre elle. Principal ministre, il étudiait avec effroi les tendances de son siècle, et sa main essayait de les comprimer. Le 26 janvier 1764, son trépas leur laissait toute latitude. Le duc de Choiseul, qui lui succéda, avait d'autres desseins et un caractère qui offrait plus de prise à la flatterie. Choiseul était l'idéal des gentilshommes du dix-huitième siècle; il en avait l'incrédulité¹, les grâces, la vanité, la noblesse, le luxe, l'in-

Les
créan-
ciers au
Parle-
ment.

Le
maréchal
de Belle-
Isle et le
duc de
Choiseul.

Carac-
tère de ce
dernier.

(1) Dans sa jeunesse, Choiseul avait cédé au travers commun d'insulter à la Religion. Puissant, il parut la respecter. Lorsqu'il eut à conduire la lente abolition des Jésuites, il s'observa, pour ne pas laisser croire qu'on immolait ces religieux à l'impie dominante. » (Lacretelle, *Histoire de France pendant le dix-huitième siècle*, t. IV, p. 62).

solence, le courage et cette légèreté qui aurait sacrifié le repos de l'Europe à une épigramme ou à une louange. Homme tout en dehors, il effleurait les questions et les tranchait ; il aimait à respirer l'encens que les Encyclopédistes lui prodiguaient, mais son orgueil se révoltait à l'idée qu'ils pouvaient devenir ses pédagogues : il ne voulait de maître ni sur le trône ni au-dessous. Il se montrait indifférent aux Jésuites comme à tout ce qui n'était pas sa personnalité ; il ne les connaissait que par le Père de Neuville, et il soupçonnait ce Jésuite d'avoir indisposé contre lui le maréchal de Belle-Isle. C'était un grief, mais Choiseul avait trop de caprices ambitieux pour s'y arrêter. La pensée de toute sa vie était de gouverner la France, d'appliquer à ce pays les théories qu'il avait rêvées. Il ne pouvait y parvenir qu'en se créant des prôneurs parmi les écrivains qui alors disposaient de l'opinion publique. Il séduisit les Philosophes, il gagna le Parlement, il se fit l'admirateur des Jansénistes, il flatta madame de Pompadour, il amusa le Roi, le plus difficile de ses succès ; puis, lorsqu'il eut entraîné tout le monde dans sa sphère, il se mit, pour ménager chaque parti, à la poursuite de la Compagnie de Jésus.

Sa lettre
à Louis
XVI sur
les
Jésuites.

Plus tard, sous le règne suivant, le duc de Choiseul a, dans un mémoire à Louis XVI, essayé d'expliquer la position neutre qu'il croyait avoir prise, et il s'exprime ainsi :

« Je suis persuadé que l'on a dit au Roi que j'étais l'auteur de l'expulsion des Jésuites. Le hasard seul a commencé cette affaire, l'événement arrivé en Espagne l'a terminée. J'étais fort éloigné d'être contre eux au commencement ; je ne m'en suis pas mêlé à la fin : voilà la vérité. Mais, comme mes ennemis étaient amis des Jésuites, et que feu M. le Dauphin les protégeait, il leur a paru utile de publier que j'étais l'instigateur de la perte de cette Société ; tandis que, à la fin d'une guerre malheureuse, accablé d'affaires, je ne voyais qu'avec indifférence subsister ou détruire une communauté de moines. Actuellement je ne suis plus indifférent sur les Jésuites ; j'ai acquis des preuves combien cet Ordre et tous ceux qui y tenaient ou qui y tiennent sont dangereux à la cour et à l'État, soit par fanatisme, soit par ambition, soit pour favoriser leurs intrigues et leurs vices ; et, si j'étais dans le ministère, je conseillerais au Roi avec instance de ne jamais se laisser entamer sur le rétablissement d'une Société aussi pernicieuse. »

Les faits parlent plus haut que cette déclaration dénuée de preuves ; et, si le duc de Choiseul était, ainsi qu'il le dit, « fort éloigné d'être contre eux au commencement, s'il ne s'en est pas mêlé à la fin, » il faut convenir que ses actes se trouvent peu d'accord avec ses paroles. Les uns et les autres s'expliqueront par le récit des événements ; mais Simonde de Sismondi,

dans son *Histoire des Français*, a déjà répondu à ces allégations. « Madame de Pompadour, dit l'historien protestant¹, aspirait surtout à se donner une réputation d'énergie dans le caractère, et elle croyait en avoir trouvé l'occasion en montrant qu'elle savait frapper un coup d'État. La même petitesse d'esprit avait aussi de l'influence sur le duc de Choiseul. De plus, tous deux étaient bien aises de détourner l'attention publique des événements de la guerre. Ils espéraient acquérir de la popularité en flattant à la fois les Philosophes et les Jansénistes et couvrir les dépenses de la guerre par la confiscation des biens d'un Ordre fort riche, au lieu d'être réduits à des réformes qui attristeraient le Roi et aliéneraient la cour. » Tel est le récit de l'écrivain genevois. Il diffère des appréciations de Choiseul ; mais le témoignage de Sismondi est au moins désintéressé dans la question : il doit donc avoir plus de poids que celui d'un ministre essayant de justifier l'arbitraire par la calomnie.

Le Parlement de Paris avait à prononcer sur une simple faillite, il s'éleva à la hauteur d'une question religieuse. Sous prétexte de vérifier les motifs allégués dans la sentence consulaire, il enjoignit aux Jésuites, le 17 avril 1764, d'avoir à déposer au greffe de la Cour un exemplaire des Constitutions de leur Ordre. Une année auparavant, le 18 avril 1760, un arrêt était intervenu pour supprimer leurs Congrégations². Il importait d'isoler les Jésuites, de leur retirer toute influence sur la jeunesse et de les présenter comme des hommes dont la justice suspectait les manœuvres clandestines. Au nom de la Religion, le Parlement fit fermer ces asiles de la piété, il rompit cette longue chaîne de prières et de devoirs réunissant dans une même pensée les Chrétiens des deux hémisphères. Comme pour mettre le cachet de la moquerie voltairienne à cet acte sans précédent, le ministère et la cour judiciaire laissèrent se multiplier en France les loges maçonniques. Elles y étaient presque inconnues, ce fut à partir de cette époque qu'elles acquirent partout droit de cité.

Le dépôt d'un exemplaire des Constitutions de l'Institut était un piège tendu aux disciples de saint Ignace. Ils avaient trois jours pour obtempérer. Le Père de Montigny s'empressa de se conformer à l'injonction. Le Parlement avait agi dans l'intérêt des créanciers ; il les effaça du débat aussitôt qu'il put remonter plus haut. Le scandale de la banqueroute servait d'échelon à des passions qui avaient été trop comprimées pour ne pas éclater. Le Parlement oublia les créanciers de Lavalette, qui ne furent jamais payés, pas même après la confiscation des biens de la Société³, et il s'attribua la mission de juger le

De la question de faillite, le Parlement remonte aux constitutions de l'Ordre.

(1) *Histoire des Français*, t. xxix, p. 253.

(2) L'utilité des Congrégations était si bien démontrée, que les Oratoriens en établirent dans tous leurs collèges.

(3) La Maison de la Martinique et les terres de la Dominique furent achetées, par les Anglais vainqueurs,

fond de l'Institut. Trois conseillers, Chauvelin, Terray et Laverdy, sont désignés pour examiner ces formidables et mystérieuses Constitutions, que personne n'a jamais vues, assure-t-on, et dont chaque membre du Parlement, les Philosophes et les fauteurs du Jansénisme possèdent tous un exemplaire. Le 8 mai 1761 le Parlement rendit pourtant, sur les conclusions de Lepelletier de Saint-Fargeau, avocat-général, un arrêt qui « condamne le Général et en sa personne le Corps et Société des Jésuites à acquitter, tant en principal qu'intérêts et frais, dans un an, à compter du jour de la signification du présent arrêt, les lettres de change qui ne seront point acquittées; ordonne que, faute d'acquitter lesdites lettres de change dans ledit délai, ledit Supérieur-Général et Société demeureront tenus, garants et responsables des intérêts tels que de droit et des frais de toutes poursuites; sinon, en vertu du présent arrêt, et sans qu'il en soit besoin d'autre, permet aux parties de se pourvoir, pour le paiement des condamnations ci-dessus, sur les biens appartenants à la Société des Jésuites dans le royaume. »

Cet arrêt ne fut jamais exécuté en faveur des créanciers de Lavallette; on ne s'en servit que pour renverser la Compagnie de Jésus. Le passif du Père Lavalette s'élevait à deux millions quatre cent mille livres tournois. On acquittait les dettes exigibles, on se disposait à prendre des arrangements pour les autres, lorsque, par un arrêt de saisie, le Parlement rendit la Compagnie insolvable. Alors le chiffre des créances s'enfla jusqu'à cinq millions. On renouvela avec plus de succès l'histoire d'Ambroise Guis. Il y eut de fausses lettres de change en émission, et le Parlement se donna bien garde de le constater. Louis XV sentit le coup que l'on portait au pouvoir royal; il tenta de l'amortir. Le Parlement avait nommé trois magistrats examinateurs de l'Institut; le prince voulut qu'une commission du Conseil fût chargée du même soin. Il espérait annihiler l'une par l'autre; mais le contraire arriva. Gilbert des Voisins, Feydeau de Brou, d'Aguesseau de Fresne, Pontcarré de Viarme, de La Bourdonnaye et Flesselles furent délégués par le Conseil. Leur travail a plus de maturité que celui du Parlement, mais auprès du Roi il nuisit davantage aux Jésuites que l'œuvre de l'abbé de Chauvelin. La commission du Conseil demandait de modifier quelques articles substantiels des règles de saint Ignace, et les Jésuites s'opposaient à toute espèce d'innovation. Louis XV ne comprenait pas que, pour vivre, de quelque vie que ce fût, on ne se résignât point aux derniers sacrifices. Il n'avait de sentiments religieux ou patriotiques que par accès, et son indulgence habituelle lui faisait une loi des concessions. Afin

de mettre son voluptueux repos à l'abri des prières de sa famille et des représentations du Pape, il désirait que les Jésuites acceptassent les conditions du rapport de Flesselles, et il s'engageait à les faire agréer par le Parlement. Les Pères, qui faiblissaient en face du danger, eurent le courage de ne pas transiger avec leurs Constitutions. Ils abandonnaient leur fortune à la merci des ennemis de la Société. Ils ne voulurent jamais les laisser arbitres de leur honneur et de leur conscience. Le Roi était irrésolu, eux demeurèrent inébranlables dans leur foi de Jésuites, et, devant cette prostration morale, ils eurent néanmoins la force de résister à la tentation.

Dans son réquisitoire Lepelletier de Saint-Fargeau les accusait de révolte permanente contre le Souverain, il ressuscitait même les vieilles théories de régicide qu'à trente-deux ans d'intervalle son fils, le Conventionnel, devait appliquer sur Louis XVI. « Le duc de Choiseul et la marquise de Pompadour, selon Lacroix¹, fomentaient la haine contre les Jésuites. La marquise, qui, en combattant le Roi de Prusse, n'avait pu justifier ses prétentions à l'énergie du caractère, était impatiente de montrer, en détruisant les Jésuites, qu'elle savait frapper un coup d'Etat. Le duc de Choiseul n'était pas moins jaloux du même honneur. Les biens des moines pouvaient couvrir les dépenses de la guerre et dispenser de recourir à des réformes qui attristeraient le roi et révolteraient la cour. Flatter à la fois deux partis puissants, celui des Philosophes et celui des Jansénistes, était un grand moyen de popularité.

L'abbé de Chauvelin, esprit hardi, nature judiciaire et pour ainsi dire malfaisante dans sa difformité, servait les projets de tout le monde. Un pied dans chaque camp, Janséniste par conviction, courtisan par calcul, ami des Encyclopédistes par besoin de célébrité, il s'était chargé de concilier les intérêts divers qui se groupaient pour assaillir la Compagnie de Jésus. Chauvelin, Terray et Laverdy remplissaient une mission hostile. Simples commissaires, ils arrivaient sans transition au rôle d'accusateurs; mais ils savaient que Choiseul et la marquise, que Berryer, le ministre de la Marine, et toutes les sectes préparaient l'opinion publique à une réaction contre les Jésuites. On persuadait aux masses qu'ils étaient les seuls auteurs des désastres pesant alors sur le royaume. La gloire et la paix, l'abondance et la fraternité, tout devait sourire à la nation lorsqu'elle n'aurait plus dans son sein ces agitateurs, qui réveillaient les remords au cœur de Louis XV, et qui s'obstinaient à ne pas amnistier les scandales dont madame de Pompadour ne se repentait que par ambition. Chauvelin avait entendu les cris de

Chauvelin et Lepelletier de Saint-Fargeau.

au prix de quatre millions. Ces propriétés pouvaient donc et au delà répondre d'une dette de deux millions quatre cent mille livres.

(1) *Histoire de France pendant le dix-huitième siècle*, t. IV, p. 50.

joie qui accueillirent le réquisitoire de Saint-Fargeau, il avait été témoin de l'enthousiasme avec lequel les adversaires des Jésuites reçurent l'arrêt du 8 mai 1764 : il désira de mêler son nom à ces ovations de parti. Le 8 juillet de la même année il lut au Parlement son rapport sur l'Institut. Ce fut une dénonciation en règle. Au milieu des corruptions de ce siècle où le Parlement lui-même avait abdicué sa gravité traditionnelle pour courir après le bruit de la rue et pour livrer sa toge à chaque vent de débauche, Chauvelin incriminait les opinions pernicieuses, tant dans le dogme que dans la morale, de plusieurs Jésuites anciens et modernes. Il ajoutait que tel était l'enseignement constant et non interrompu de la Société¹. Il fallait tenir en haleine la curiosité publique, la passionner à un débat dont elle ne pouvait apprécier la portée. Le Parlement grandissait sur les ruines de la Compagnie de Jésus, il devenait populaire, il battait en brèche le pouvoir royal ; il saisit avidement le prétexte d'immoralité si audacieusement invoqué par Chauvelin. Il ordonna de nouvelles enquêtes.

Ces démarches précipitées, ces arrêts se succédant les uns aux autres sans interruption, tirèrent Louis XV de sa voluptueuse apathie. Il avait l'instinct du vrai, le Dauphin en possédait l'intelligence, la reine Marie Leczinska fermait les yeux sur les outrages de l'époux pour rendre au Roi la force d'être juste. En face de tant d'agressions, Louis XV pensa qu'il ne devait pas laisser ainsi empiéter sur les prérogatives de la Couronne. Il se défiait de l'esprit remuant de la magistrature ; il craignait de la voir se décerner un triomphe. Le prince ne déguisait guère ses répugnances pour les idées philosophiques. Le 2 août 1764 il enjoignit au Parlement de surseoir pendant un an, et aux Jésuites de remettre au Conseil les titres d'établissement de leurs maisons. Quatre jours après, selon le témoignage de Sismondi², « le Parlement, secrètement encouragé par le duc de Choiseul, refusa d'enregistrer cet édit. » La cour judiciaire feignit ensuite d'obéir ; mais elle connaissait Louis XV ; elle savait qu'à Versailles, au ministère ainsi que dans le monde, elle trouverait des appuis contre la volonté royale. On éluda l'ordre du monarque par un subterfuge, et on déclara : « Il sera sursis pendant un an à statuer sur ledit Institut par arrêts définitifs ou provisoires autres que ceux à l'égard desquels

le serment de la cour, sa fidélité, son amour pour la personne sacrée du seigneur Roi et son attention au repos public ne lui permettroient pas d'user de demeure et de dilation, suivant l'exigence des cas. »

Le même jour, 6 août, l'exigence se faisait sentir. Sur le rapport de l'abbé Terray, le Parlement, chambres assemblées, reçut le procureur-général appelant comme d'abus de toutes les bulles, brefs, lettres apostoliques concernant les prêtres et écoliers de la Société se disant de Jésus. Le Roi demandait à la magistrature d'ajourner ses attaques contre l'autorité souveraine. La magistrature condescendit à cette injonction en forme de prière ; mais le Parlement se rabattit sur le Saint-Siège. Le Parlement ne pouvait plus s'abriter derrière la question politique et protéger les monarchies ébranlées par la Société de Jésus. Il se prit à défendre l'Eglise contre l'Eglise elle-même. Il y a deux cent quarante ans que les Jésuites existent au centre de la Catholicité. Ils ont couvert le monde entier de leurs travaux évangéliques et vu dix-neuf Souverains Pontifes applaudir hautement à leurs efforts ainsi qu'à leurs doctrines. Le Parlement ne tient aucun compte de cette longue suite de combats, de revers et de triomphes en faveur du principe chrétien. Il veut condamner la Société de Jésus ; il la proclame, malgré l'Eglise, ennemie de l'Eglise, ennemie des Conciles généraux et particuliers, ennemie du Saint-Siège, des libertés gallicanes et de tous les supérieurs. Ce jugement se minait au moment même où la Cour donnait acte au procureur-général de son appel comme d'abus de tous les décrets apostoliques en faveur de la Compagnie.

Il importait de ne pas laisser reposer l'impatience des adversaires de l'Institut. On avait mis l'existence des Jésuites en cause, on se passionna pour les anéantir. Une année de sursis était accordée pour juger en dernier ressort, le Parlement la consacra tout entière à ses hostilités. Il dédaigna les intérêts privés des justiciables pour ne s'occuper que de la Société de Jésus. Il exhuma, il condamna des in-folios que personne n'avait lus, il les fit lacérer et brûler en la cour du Palais, au pied du grand escalier. Par provision, il inhiba et défendit très-expressément à tous sujets du Roi : 1° d'entrer dans ladite Société ; 2° à tout Jésuite de continuer aucunes leçons publiques ou particulières de théologie. Louis XV avait suspendu le coup que la magistrature aurait désiré frapper ; elle l'infligeait en détail. Elle ordonnait le dépôt au greffe de l'Etat des biens appartenant à la Compagnie, elle la mutilait, elle la démembrait, afin qu'au jour donné à ses vengeances légales elle n'eût plus à briser qu'un cadavre. Attentif à ce spectacle, le Calviniste Sismondi ne peut s'empêcher de faire cet aveu¹ : « Le concert

Rapport
de Chau-
velin.

Le roi
ordonne
de
surseoir.

Le Parle-
ment
élude
l'ordre.

Le Parle-
ment
reçoit
procu-
reur-
général
appelant
de toutes
les bul-
les, brefs
en faveur
des
Jésuites.

Arrêts
sur
arrêts

(1) Un oubli singulier eut lieu à cette époque. Le Parlement, qui avait mémoire de tous les arrêts, passa sous silence un acte consigné dans ses registres de 1880. Par cet acte, les Jésuites, de leur propre mouvement, renoncèrent aux legs ou aumônes qu'on pourrait leur offrir en reconnaissance des soins qu'ils allaient donner aux pestiférés, et ils protestaient ne vouloir servir les moribonds qu'à cette condition. En 1720, au moment où d'autres Pères de l'Institut se préparaient à mourir en se dévouant pour les pestiférés de Marseille, ils renouvelèrent la même déclaration.

(2) *Histoire des Français*, t. XXIX, p. 251.

(1) *Histoire des Français*, t. XXIX, p. 251.

d'accusations et le plus souvent de calomnies que nous trouvons contre les Jésuites dans les écrits du temps a quelque chose d'effrayant. »

Jusqu'à ce moment les Pères avaient adopté la même marche qu'en Portugal. On eût dit que, surpris à l'improviste par une tempête si habilement dirigée, ils n'avaient ni la conscience de leur force ni l'énergie de leur innocence. En face de tant d'inimitiés qui, par la chanson ou par le pamphlet, par la calomnie ou par le raisonnement, se ruaient sur leur vie, sur leur liberté, sur leur honneur, ils restèrent aussi calmes que si cet orage ne devait pas les atteindre. Cette incompréhensible longanimité aurait dû prouver qu'ils n'étaient ni dangereux ni coupables ; ils n'agissaient pas, ils ne parlaient pas ; ils se contentaient d'écouter ¹. On tourna contre eux une semblable inertie. On les accusa de travailler dans l'ombre et d'ourdir de mystérieuses intrigues. La réserve qu'ils avaient cru devoir à leur dignité sacerdotale et au bon sens public fut attribuée à des espérances secrètes, dont les partis coalisés s'imaginèrent de fournir une chimérique explication. Les Jésuites se résignaient au silence ; la commission du Conseil, que le Roi avait chargé d'examiner leur Institut, juge à propos de faire intervenir l'Eglise dans une affaire religieuse que le Parlement tranchait sans le concours des Evêques. Une réunion du Clergé est convoquée ; le Roi lui soumet quatre questions à résoudre :

« 1^{re} L'utilité dont les Jésuites peuvent être en France, et les avantages ou les inconvénients qui peuvent résulter des différentes fonctions qui leur sont confiées ;

« 2^e La manière dont les Jésuites se comportent, dans l'enseignement et dans leur conduite, sur les opinions contraires à la sûreté de la personne des souverains, et sur la doctrine du Clergé de France, contenue dans sa Déclaration de 1682, et en général sur les opinions ultramontaines ;

« 3^e La conduite des Jésuites sur la subordination qui est due aux évêques et aux supérieurs ecclésiastiques, et s'ils n'entreprennent point sur les droits et les fonctions des pasteurs ;

« 4^e Quel tempérament on pourrait apporter, en France, à l'étendue de l'autorité du Général des Jésuites, telle qu'elle s'y exerce. »

La situation était enfin normale ; l'Institut de

Jésus avait des juges compétents. On le disait opposé par ses Constitutions aux droits de l'Ordinaire, toujours en hostilités sourdes ou patentes contre le Clergé séculier. Ce fut l'Episcopat que l'on chargea de venger les outrages pour lesquels le Parlement, les Jansénistes et les Philosophes se faisaient solidaires. Le 30 novembre 1764, cinquante et un cardinaux, archevêques et évêques s'assemblèrent sous la présidence du cardinal de Luynes. Douze prélats furent nommés commissaires ; représentants de l'Eglise gallicane, ils étudièrent pendant un mois avec maturité les Constitutions et les statuts de l'Ordre. Ils s'entourèrent de toutes les lumières ecclésiastiques ; ils approfondirent toutes les difficultés, et à l'unanimité, moins six voix ¹, ils prononcèrent en faveur des Jésuites sur les quatre questions. Cette faible minorité que dirigeait le cardinal de Choiseul ne différait des opinions de l'Assemblée que sur certaines modifications qu'elle aurait désiré introduire dans l'Institut. Un seul Prélat, François de Fitzjames, évêque de Soissons, dont les vertus servaient de drapeau à la secte janséniste, demanda l'entière suppression des Jésuites. Tout en la sollicitant du Roi, il leur accordait ce témoignage d'un loyal adversaire ² : « Quant à leurs mœurs, elles sont pures. On leur rend volontiers la justice de reconnaître qu'il n'y a peut-être point d'Ordre dans l'Eglise, dont les religieux soient plus réguliers et plus austères dans leurs mœurs. »

L'Eglise de France parlait par ses interprètes naturels ; le Jansénisme lui-même, représenté par ses chefs, avait émis son vœu. Ce vœu, quoique hostile, est encore un éloge pour la Compagnie de Jésus ; mais, tandis que les cinquante et un évêques délibéraient, quelques-uns d'entre eux souhaitèrent de connaître la pensée des Pères français sur les quatre articles de 1682. Louis XIV n'avait pas voulu qu'aux jours de leur puissance ils signassent un acte dont il pressentait d'avance les résultats. Quatre-vingts ans

Leur
réponse.

Les
Jésuites
font une
déclaration ; ils
adhèrent à l'enseignement
des
Quatre
articles
de 1682.

(1) Dans son *Histoire de la chute des Jésuites*, le comte de Saint-Priest a commis une erreur que la probité fait un devoir de regarder comme involontaire. On lit, à la page 51 de son œuvre : « Là, dit-il en parlant de cette assemblée, à l'unanimité moins six voix, et, après un examen approfondi des Constitutions de l'Ordre, il avait été résolu que l'autorité illimitée du Général résidant à Rome était incompatible avec les lois du royaume. »

Au tome VIII, 1^{re} partie, pages 347 et 348 des *Procès-verbaux des Assemblées générales du Clergé de France*, il est dit : « Par ces raisons, nous pensons, Sire, qu'il n'y a aucun changement à faire dans les Constitutions de la Compagnie de Jésus, par rapport à ce qui regarde l'autorité du Général. »

Le texte officiel de la déclaration est en complet désaccord avec la version de M. de Saint-Priest ; le récit de d'Alembert lui est aussi opposé. D'Alembert, à la page 165 de la *Destruction des Jésuites*, s'exprime ainsi : « Le roi avait consulté, sur l'Institut des Jésuites, les évêques qui étaient à Paris ; environ quarante d'entre eux, soit persuasion, soit politique, avaient fait les plus grands éloges de l'Institut de la Société ; six avaient émis d'avis de modifier les Constitutions à certains égards. »

(2) *Procès-verbaux des Assemblées générales du Clergé de France*, t. VIII, 1^{re} partie, p. 351 et 352.

Les
Jésuites
se dé-
cendent
pas.

nous
consulte
es évê-
ques de
France
et l'Ins-
titut.

(1) Le père Balbani, aux pages 1 et 2 de l'avant-propos du *Premier appel à la raison*, déduit les motifs qui ont empêché les disciples de Loyola de soutenir leur cause. « Tandis que les Jésuites, écrit-il, étaient accablés de libelles et poursuivis par des arrêts, les supérieurs des trois maisons de Paris, trop confiants dans leur innocence, peut-être aussi dans les paroles qu'on leur donnait, s'occupaient moins du soin d'écrire pour leur justification que d'empêcher qu'on n'écrivit. Le révérend père Provincial porta même son attention, trop scrupuleuse, jusqu'à défendre, en vertu de la sainte obéissance, de rien publier là-dessus ; et sa loi fut une sorte de charme qui suspendit plus d'une plume bien taillée. Nous n'examinerons pas laquelle des deux fut plus aveugle, de la défense ou de l'obéissance. »

après, on appelait leurs successeurs dans l'Institut à formuler leur doctrine gallicane. Ce qui eût été chose rationnelle sous Louis XIV devenait, dans la position faite à la Société, un cas de révolte théologique ou une complaisance en désespoir de cause. Traqués sur tous les points, ayant la certitude que le Parlement et le ministère vainqueurs ne lâcheraient jamais leur proie, les Jésuites crurent devoir plutôt à leurs amis qu'à leur propre salut une concession qui ne les sauvait pas, mais qui tendait à les déshonorer. Le 49 décembre 1764, ils présentèrent aux évêques assemblés extraordinairement à Paris une déclaration ainsi conçue ¹, et signée par cent seize Pères :

« Nous soussignés, Provincial des Jésuites de la province de Paris, Supérieur de la Maison Professe, Recteur du collège Louis-le-Grand, Supérieur du Noviciat, et autres Jésuites profès, même des premiers vœux, résidant dans lesdites maisons, renouvelant en tant que de besoin les déclarations déjà données par les Jésuites de France en 1626, 1743 et 1757, déclarons devant Nosseigneurs les Cardinaux, Archevêques et Evêques qui se trouvent actuellement à Paris, assemblés par ordre du Roi, pour donner à Sa Majesté leur avis sur plusieurs points de notre Institut :

» 1^o Qu'on ne peut être plus soumis que nous le sommes, ni plus inviolablement attachés aux lois, aux maximes et aux usages de ce royaume sur les droits de la puissance royale, qui, pour le temporel, ne dépend ni directement ni indirectement d'aucune puissance qui soit sur la terre, et n'a que Dieu seul au-dessus d'elle; reconnaissant que les liens par lesquels les sujets sont attachés à leur souverain sont indissolubles; que nous condamnons, comme pernicieuse et digne de l'exécration de tous les siècles, la doctrine contraire à la sûreté de la personne du Roi, non-seulement dans les ouvrages de quelques théologiens de notre Compagnie qui ont adopté cette doctrine, mais encore dans quelque autre auteur ou théologien que ce soit;

» 2^o Que nous enseignerons, dans nos leçons de théologie publiques et particulières, la doctrine établie par le Clergé de France dans les quatre propositions de l'Assemblée de 1682, et que nous n'enseignerons jamais rien qui y soit contraire;

» 3^o Que nous reconnaissons que les Evêques de France ont droit d'exercer sur nous toute l'autorité qui, selon les canons de la discipline de l'Eglise gallicane, leur appartient sur les réguliers; renonçant expressément à tous privilèges à ce contraire qui auraient été accordés à notre Société, et même qui pourraient lui être accordés à l'avenir;

» 4^o Que si, à Dieu ne plaise, il pouvait arriver qu'il nous fût ordonné par notre Général quelque chose de contraire à cette présente déclaration, persuadés que nous ne pourrions y déférer sans péché, nous regarderions ces ordres comme illégitimes, nuls de plein droit, et auxquels même nous ne pourrions ni ne devrions obéir en vertu des règles de l'obéissance au Général telle qu'elle est prescrite par nos Constitutions; supplions qu'il nous soit permis de faire enregistrer la présente déclaration au greffe de l'Officialité de Paris, et de l'adresser aux autres provinces du royaume, pour que cette même déclaration ainsi signée, étant déposée au greffe des Officialités de chaque diocèse, y serve d'un témoignage toujours subsistant de notre fidélité.

» Etienne DE LA CROIX, Provincial. »

Pour les Evêques de France, cet acte était de surrogation; ils voyaient les Jésuites à l'œuvre, et ils connaissaient leur sagesse dans l'enseignement. Pour les adversaires de la Société, la déclaration du 49 décembre avait une autre portée. Elle constatait une faiblesse morale que rien ne rachèterait; elle donna le signal d'attaques plus vives. Les Jésuites cédaient sur un point; on en conclut qu'ils étaient disposés à céder sur tout. Cette idée multiplia le nombre de leurs adversaires, elle découragea leurs partisans. Louis XV avait interrogé les Evêques; ils venaient de répondre; soixante-dix autres écrivirent au Roi pour se joindre à cette manifestation. Le Roi, dans un but de conciliation impossible à atteindre, se rangea à l'avis de la minorité. Par un édit du mois de mars 1762, il annula les procédures entamées depuis le 4^{er} août 1764; il déclara les Pères de la Société assujettis à la juridiction de l'Ordinaire, aux lois de l'Etat, et il régla la manière dont le Général exercerait son autorité en France. Ce tempérament ne pouvait plaire à des hommes forts de la faiblesse du monarque; le Parlement refuse d'enregistrer l'édit, et, dominé par Choiseul et par madame de Pompadour, Louis le retire honteusement. C'était abandonner la victoire aux coalisés; ils n'épargnèrent rien pour la fixer sous leur drapeau.

La voix du chancelier Lamoignon de Blancménil, celle des plus graves magistrats étaient étouffées par l'exaltation philosophique et par le désir de complaire à la favorite. Les jeunes conseillers, que le président Rolland d'Erceville conduisait à l'assaut de la Société de Jésus, ne reculaient devant aucun moyen. Les Jésuites étaient leurs justiciables; se faisant hommes de parti au lieu de rester impassibles sur leurs sièges, ces magistrats sacrifiaient leur fortune, afin d'encourager les ennemis de la Compagnie. Ils lui devaient de la modération et de l'équité; quelques-uns se ruinèrent pour l'écraser. Le président Rolland osa même se créer

(1) *Procès-verbaux des Assemblées générales du Clergé de France*, t. VIII, 1^{re} partie, pièces justificatives, n^o 1, p. 349, 351.

Le ro
annul
toutes
les pro
cédure
entam
mées.

Les
Jésuit
expul
de leu
collège

un titre de gloire d'une semblable forfaiture ¹. Le pays subissait les désastres d'une guerre sans gloire; l'autorité s'avilissait à l'intérieur, le courage des Français sur les mers sentit s'évanouir son prestige en face de tant de hontes que la spirituelle légèreté de Choiseul et l'afféterie économiste de madame de Pompadour ne parvenaient plus à couvrir. Choiseul allait bientôt céder le Canada à l'Angleterre; d'autres événements aussi funestes menaçaient de soulever l'indignation patriotique; on essaya d'amuser la douleur nationale. Il y eut une recrudescence d'attaques dirigées sur l'Institut, et ce ne sera pas la dernière qui servira à cacher quelque attentat contre l'honneur ou la liberté du pays. On allait sacrifier les conquêtes transatlantiques de la France; on mit en jeu les Jésuites, et d'Alembert, l'un des initiés à cette tactique, la révèle lui-même en ces termes ²:

« La Martinique, qui avait été déjà si funeste à ces Pères en occasionnant le procès qu'ils avaient perdu, précipita, dit-on, leur ruine par une circonstance singulière. On reçut, à la fin de mars 1762, la triste nouvelle de la prise de cette colonie; cette prise, si importante pour les Anglais, faisait tort de plusieurs millions à notre commerce. La prudence du gouvernement voulut prévenir les plaintes qu'une si grande perte devait causer dans le public. On imagina, pour faire diversion, de fournir aux Français un autre objet d'entretien, comme autrefois Alcibiade avait imaginé de couper la queue à son chien pour empêcher les Athéniens de parler d'affaires plus sérieuses. On déclara donc au principal du Collège des Jésuites qu'il ne leur restait plus qu'à obéir au Parlement. »

Pamphlets
contre la
Société
de Jésus.

Le 4^{er} avril, le Parlement fit fermer les quatre-vingt-quatre Collèges des Jésuites; dans le même jour, les provinces et la capitale furent inondées des ouvrages sérieux, des pamphlets, des réquisitoires dirigés contre l'Institut. Ces œuvres, que les circonstances rajeunissent de temps à autre, n'ont rien de saillant dans la forme ou dans le fond. C'est toujours le même cercle vicieux, toujours les mêmes préjugés mis au service des mêmes passions; mais, au milieu d'un pareil déluge d'écrits, il en est un qui fut réservé à une célébrité plus retentissante. Il avait pour titre : *Extraits des assertions dangereuses et pernicieuses en tout genre, que les soi-disant Jésuites ont dans tout temps et*

(1) Le président Rolland d'Erceville avait été déshérité par son oncle, Rouillé des Fillicières, qui légua sa fortune à la boîte à *Perrette*, c'est-à-dire aux Jansénistes. Rolland ne s'attendait point à ce coup-là; il s'en plaignit, et attaqua le testament devant les tribunaux. Il publia un mémoire, et, dans une lettre du 8 octobre 1778, jointe au dossier du procès, on lit : « L'affaire seule des Jésuites et des Collèges me coûte, de mon argent, plus de soixante mille livres, et, en vérité, les travaux que j'ai faits, surtout relativement aux Jésuites, qui n'auraient pas été éteints si je n'eusse consacré à cette œuvre mon temps, ma santé et mon argent, ne devaient pas m'attirer une exhérédation de mon oncle. »

(2) *Destruction des Jésuites*, par d'Alembert, p. 168.

persévéramment soutenues, enseignées et publiées. Ce recueil de textes tronqués, de passages falsifiés, de doctrines étranges, où le mensonge se substitue à la vérité, avait pour auteurs l'abbé Goujet, Minard et Roussel de Latour, conseiller au Parlement. Les Jésuites légitimaient tous les crimes, ils absolvaient tous les penchants coupables, on les voyait prêter la main à toutes les monstruosités. La mesure débordait; on les déshonorait dans leur passé pour les avilir dans le présent : ils répondirent par des faits à des accusations qui enfin se produisaient d'une manière palpable. Ils démontrèrent ¹, et leur démonstration n'a jamais été réfutée, que les *Assertions* ne contenaient pas moins de sept cent cinquante-huit textes falsifiés. Les Evêques de France, le Souverain Pontife lui-même s'élevèrent contre un outrage fait à la Religion, à la morale et à l'honneur des lettres. Le Parlement, qui cautionnait les *Assertions*, déclara que ses commissaires les avaient toutes vérifiées et collationnées. Il condamna les Mandements des Evêques à être brûlés, puis il supprima les brefs du Pape. La mauvaise foi ouvrait cette discussion; l'Eglise et les Jésuites l'acceptaient; la force brutale la ferma.

Il avait fallu de longs travaux pour établir la preuve de tant d'imputations. Les haines avaient pris le devant; elles propageaient la calomnie avec une inconcevable rapidité. La rectification n'arrivait que d'un pied boiteux, elle était, comme toujours, étouffée sous les clameurs de la crédulité indignée ou de la passion qui n'avait pas besoin d'être convaincue. « En attendant que la vérité s'éclaircisse, écrivait alors d'Alembert, ce recueil aura produit le bien que la nation en désirait, l'anéantissement des Jésuites. »

Cependant, le 4^{er} mai 1762, le Clergé de France se réunit en assemblée extraordinaire à Paris. Sous prétexte de défendre la puissance spirituelle contre les empiétements des Jésuites, la magistrature annihilait cette même puissance. On affirmait que c'était pour sauver l'Eglise que l'on voulait perdre la Société de Jésus, et l'Eglise tout entière, à la voix du successeur des Apôtres, repoussait ces avocats cruellement officieux, dont elle avait appris à se méfier. La France était engagée dans une guerre malheureuse; elle comptait plus de revers que de succès. L'Etat faisait un appel pécuniaire au Clergé; le Clergé ne faillit pas à son vieux patriotisme;

Assemblée
extraordinaire
du clergé
de
France.

(1) On lit, dans la *Correspondance de Grimm*, 1^{er} part., t. iv, année 1764 : « S'il eût été permis aux Jésuites d'opposer assertion sur assertion, ils en auraient pu ramasser de fort étranges dans le Code des remontrances. » Ce fut, en effet, le Parlement qui déclara, sous Charles VII, le roi d'Angleterre légitime souverain de la France; le Parlement qui flétrit Henri III; le Parlement qui défendit de reconnaître Henri IV, sous peine d'être pendu et étranglé; le Parlement encore qui alluma la guerre de la Fronde.

Sa lettre
au roi.

il vota des subsides. Mais, le 23 mai, en se présentant devant le Roi à Versailles, il déposa au pied du trône le vœu de l'Assemblée et celui de la Catholicité : ce vœu était la conservation des Jésuites. La Roche-Aymon, archevêque de Narbonne, lut à Louis XV la lettre délibérée et signée, qui le développait avec une courageuse éloquence. Elle se termine par ces paroles ¹ :

« Ainsi, tout vous parle, Sire, en faveur des Jésuites. La Religion vous recommande ses défenseurs ; l'Eglise, ses ministres ; les âmes chrétiennes, les dépositaires du secret de leur conscience ; un grand nombre de vos sujets, les maîtres respectables qui les ont élevés ; toute la jeunesse de votre royaume, ceux qui doivent former leur esprit et leur cœur. Ne vous refusez pas, Sire, à tant de vœux réunis ; ne souffrez donc pas que dans votre royaume, contre les règles de la justice, contre celles de l'Eglise, contre le droit civil, une Société entière soit détruite sans l'avoir mérité. L'intérêt de votre autorité même l'exige, et nous faisons profession d'être aussi jaloux de ses droits que des nôtres. »

Voltaire
et d'A-
lembert.

Voilà le langage que tenait le Clergé de France dans cette double crise, où la Religion et la patrie étaient menacées en même temps. Le 4 mai 1762, dix-neuf jours auparavant, d'Alembert, écrivant à Voltaire, s'occupait, lui aussi, de ces désastres, et il poussait un cri de joie : « Quant à nous, disait-il ², malheureuse et drôle de nation, les Anglais nous font jouer la tragédie au dehors, et les Jésuites la comédie au dedans. L'évacuation du collège de Clermont nous occupe beaucoup plus que celle de la Martinique. Par ma foi, ceci est très-sérieux, et les classes du Parlement n'y vont pas de main morte. Ils croient servir la Religion, mais ils servent la raison sans s'en douter ; ce sont des exécuteurs de la haute justice pour la philosophie, dont ils prennent les ordres sans le savoir ; et les Jésuites pourraient dire à saint Ignace : *Mon Père, pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font*. Ce qui me paraît singulier, c'est que la destruction de ces fantômes, qu'on croyait si redoutables, se fasse avec aussi peu de bruit. La prise du château d'Arnsberg n'a pas plus coûté aux Hanovriens que la prise des biens des Jésuites à nos seigneurs du Parlement. On se contente, à l'ordinaire, d'en plaisanter. On dit que Jésus-Christ est un pauvre capitaine réformé qui a perdu sa Compagnie. »

Les Par-
lements
de pro-
vince.

Les Parlements étaient « les exécuteurs de la haute justice pour la philosophie, dont ils prenaient les ordres sans le savoir ; » on ne voulut pas laisser refroidir ce zèle. Les Parlements se trouvaient à l'apogée de leur puissance ; on avait

besoin d'eux : on les enivra de louanges. La gloire leur vint avec la haine du nom de Jésuite ; un réquisitoire et un arrêt contre l'Institut furent des titres à l'immortalité, dont les Encyclopédistes s'étaient constitués les distributeurs. Dans cette vieille Société française, s'affaissant sur sa base, il était bien facile de diriger un mouvement vers le mal en flattant de généreux instincts. On avait entraîné le Parlement de Paris à faire de l'injustice par esprit de religion ou de nationalité ; on espérait que les magistratures de province dépasseraient le but indiqué. On les força toutes à vider chacune dans son ressort la question des Jésuites. L'ambition, la vanité, le désir d'attirer sur soi les regards de la France, et, pour d'autres, l'accomplissement d'un devoir, imprimèrent à ces cours judiciaires une fiévreuse activité. Le gouvernement les mettait en mesure de se prononcer ; elles évoquèrent les Constitutions de l'Ordre de Jésus à leur barre.

Loin du foyer de l'intrigue et n'en démêlant pas bien tous les fils, les Parlements n'avaient pas un intérêt direct à la destruction de la Société. Ils comptaient dans leurs rangs des magistrats pleins de science et d'équité, et qui, pour complaire à la maîtresse ou au ministre du Roi, n'étaient pas disposés à immoler leurs convictions. Il y avait de l'opiniâtreté, des préjugés chez quelques-uns ; dans le cœur de la plupart, dominait un sentiment d'impartialité ou de reconnaissance nationale qu'il était difficile d'affaiblir. Le Parlement de Paris s'était engagé, il faisait appel à l'esprit de corps, toujours si puissant dans les tribunaux inamovibles. On rehaussait leur importance aux yeux du pouvoir royal : ils chargèrent les procureurs-généraux de leur rendre compte de l'Institut de saint Ignace. C'était la cause la plus retentissante qui eût jamais été soumise à leur appréciation ; les procureurs-généraux s'imaginèrent d'abord que cette belle proie ne leur serait pas abandonnée ; mais lorsqu'ils eurent acquis la preuve que le Roi laisserait parler, ils s'élancèrent dans l'arène. Tous cherchèrent à y briller par le talent ou par l'animosité.

Trois de ces comptes-rendus ont survécu : Caradeuc de La Chalotais, Ripert de Monclar et Pierre-Jules Dudon, procureurs-généraux aux Parlements de Bretagne, de Provence et de Bordeaux, en étaient les auteurs. Chauvelin, Saint-Fargeau et Joly de Fleury avaient pris l'initiative dans la capitale du Royaume : des magistrats plus éloquents, plus incisifs, les faisaient oublier au fond des provinces. Avec des caractères et des esprits différents, mais avec un sentiment de probité religieuse que les éloges et les excitations des Encyclopédistes ne parvinrent point à étouffer, La Chalotais, Dudon et Monclar s'efforcèrent d'incriminer les statuts de Loyola. Il y a, sans aucun doute, de la pas-

La Cha-
lotais
Dudon
Monclar
Leurs
comptes-
rendus

(1) *Procès-verbaux des Assemblées générales du Clergé de France*, t. VIII, 11^e partie, pièces justificatives, n^o 4, p. 379.

(2) *Oeuvres de Voltaire*, t. LXVIII, p. 200.

sion, de l'iniquité involontaire dans leurs réquisitoires; mais, en tenant compte des entraînements de l'époque et des séductions que tant d'utopies exerçaient sur des natures ardentes, il faut avouer que ces grands magistrats trouvèrent souvent dans les amis des Jésuites la partialité dont ils avaient donné l'exemple ¹. On a jugé l'ouvrage, sans vouloir descendre dans la vie de l'auteur. Cette vie sévère et retirée fut

(I) On a souvent dit et souvent publié que le compte-rendu de La Chalotais était l'œuvre de d'Alembert et des Jansénistes, qui en préparèrent les matériaux. Ce fait nous semble dénué de fondement. On a dit encore que les Jésuites s'étaient vengés du fameux procureur-général breton en le persécutant et en le faisant jeter en prison. Les Jésuites, proscrits alors, n'avaient ni l'influence ni le temps de proscrire les autres, et La Chalotais fut arrêté le 11 novembre 1768. C'est Laverdy, l'un de ses membres du Parlement de Paris si hostiles à la Compagnie, qui, devenu contrôleur-général sous le ministère du duc de Choiseul, ne voulut plus tolérer les empiétements des cours judiciaires, auxquels il s'était associé. On a ajouté que La Chalotais avait fait une œuvre de calcul et de haine. Dans les papiers de sa famille, il existe des mémoires inédits du comte de La Frugaie, gendre du procureur-général, et, sous la date de l'année 1761, nous y lisons ces curieux détails.

« A sa clôture, le Parlement chargea M. de La Chalotais de l'examen des Constitutions des Jésuites, pour lui en rendre compte à sa rentrée. Tous les Parlements de France en firent autant. C'était une affaire majeure, exigeant un travail énorme, qui devint une espèce de concours de talent entre les procureurs-généraux du royaume. M. de La Chalotais ne put se persuader d'abord que le Roi permit cet examen; il avait une trop haute idée du crédit des Jésuites à la Cour, pour ne pas leur croire les moyens de conjurer cet orage. Il ne se pressa donc point d'entreprendre ce long et fastidieux travail, qui lui était demandé. Nous partîmes ensemble pour quelques visites de famille. Chemin faisant, il lisait les Constitutions des Jésuites, et plus il avançait dans cette lecture, plus il s'effrayait de l'importance de la longueur du travail nécessaire pour en rendre compte à la rentrée du Parlement. Il me pria de retourner à Rennes, d'y voir de sa part les membres du Parlement qui s'y trouvaient; ainsi que les personnes de la société ayant des relations, soit à Paris, soit à la Cour, et de lui mander, d'après ces conférences, si on pouvait croire que le Roi laisserait parler les procureurs-généraux sur les Constitutions des Jésuites. Je m'empressai bientôt de lui mander que, de tous les renseignements que j'avais pu me procurer, on pouvait conclure qu'un parti, très-puissant à la Cour, semblait prévaloir sur le crédit des Jésuites à Versailles, et le persuader que l'affaire entamée contre cet Ordre serait suivie avec rigueur.

« M. de La Chalotais se hâta de revenir à Rennes, s'enferma dans son cabinet, et, en six semaines d'un travail forcé qui prit même sur sa santé, il atteignit le but. Son compte-rendu, dans cette affaire, eut le succès le plus complet, non-seulement au Parlement, auquel il le rendit, mais dans la Société. Il fut bientôt imprimé, répandu à la Cour et à la ville, où il mérita à son auteur la réputation la plus distinguée comme magistrat, publiciste et littérateur.

« J'entends dire et je lis aujourd'hui, dans plusieurs ouvrages de littérature récents, que M. de La Chalotais était connu pour ennemi de cet Ordre célèbre; que ses comptes-rendus avaient été dictés par la haine et la partialité. Personne mieux que moi ne peut démentir cette calomnie. J'ai vu et lu chacune des pages de cet ouvrage, à mesure qu'il a été fait, et je dois dire, avec toute vérité, que non-seulement M. de La Chalotais n'avait aucune prévention antérieure contre cette Société, mais même qu'il faisait grand cas de plusieurs de ses membres, lorsque le devoir de sa place le mit dans la nécessité de donner son avis sur ces Constitutions; qu'incapable de le faire par haine et partialité (sentiments qui n'entrèrent jamais dans sa belle âme), il rejeta, au contraire, toute impulsion étrangère à son opinion personnelle. J'ai vu et lu une foule de lettres anonymes qui lui furent adressées (par quelques Jansénistes sans doute); elles étaient pleines de fiel et d'amertume, mais aussi de faits et de recherches profondes; il dédaigna d'en faire usage, et, plus tard même, de les lire. »

cependant aussi digne que pieuse. La Chalotais et Monclar se laissèrent emporter par des violences dont ils ne calculèrent que plus tard les tristes effets, et ils s'en repirent. Dudon, plus maître de sa pensée et de sa parole, se contenta de discuter les Constitutions que le Roi livrait à son examen. Il fut prudent là où les autres substituaient la véhémence du sophisme à l'idée catholique. Son compte-rendu était serré et lumineux, il concluait contre les Jésuites; mais, dans ses développements, il faisait ressortir les services dont le monde chrétien est redevable à l'Ordre. Son réquisitoire n'avait pas le brillant reflet des passions du jour, aussi ne fut-il pas accueilli avec l'enthousiasme qui salua ceux de La Chalotais et de Monclar.

En France, où habituellement on ne réfléchit qu'après coup, il sera toujours aisé de faire une opinion publique. Elle a été travaillée en chaque sens, et les masses se sont toujours conformées à l'impulsion de ceux qui aspiraient à les diriger en les trompant. La popularité ne vient habituellement qu'aux hommes dont l'art consiste à faire naître des préjugés qu'ils exploitent. Le jour de l'abandon arrivait pour les Jésuites. Ils ne résistèrent pas, ils ne pouvaient pas résister à ce choc multiple, qui les enveloppait de toutes parts; mais à l'encontre de tant de précipitations judiciaires, il surgit au sein des Parlements de courageuses minorités, qui ne consentirent point à flétrir la Religion et la justice. A Rennes, à Bordeaux, à Rouen, à Toulouse, à Metz, à Dijon, à Pau, à Grenoble, à Perpignan, à Aix surtout ¹, où la voix de Monclar avait éclaté, de longs conflits s'élevèrent. Les passions s'agitèrent au sein des cours; plus d'une sinistre prédiction, qu'un prochain avenir devait réaliser, se fit entendre. Ces orageuses déli-
libérations mettaient en question le principe chrétien et le pouvoir monarchique, la liberté de la conscience et l'intolérance philosophique, le droit de la famille et le droit des accusés.

Les Parlements étaient les sentinelles préposées à la garde des intérêts sociaux : dans toute autre circonstance, ils les auraient protégés; mais on les conviait à détruire un Institut religieux dont plus d'une fois ils avaient jaloux l'influence sur les populations. Il y avait solidarité de corps, esprit de vengeance, désir immodéré d'étendre ses attributions : de parricelles causes l'emportèrent. On vit les magistrats se constituer tout à la fois arbitres, accusateurs et témoins. Ils n'écoutèrent point les Jésuites en leur défense; ils ne surent que punir, et le parti était si bien pris d'avance qu'à Aix une majorité primitive de vingt-neuf voix opprima une minorité de vingt-sept. Cette minorité comptait quatre présidents à mortier : Coriolis d'Espinouse, de Gueydan, Boyer d'Éguilles et d'Entrecasteaux.

(I) Mémoires inédits de M. le président d'Éguilles, 1^{re} part., art. 6, p. 396.

Situation
des Par-
lements
de pro-
vince.

Le
président
d'Eguil-
les et ses
mémoi-
res
inédits.

Elle avait dans ses rangs Montvallon, Mirabeau, Beaurecueil, Charleval, Thorome, Despraux, La Canorgue, de Rousset, Mons, Coriolis, de Jouques, Fortis et Camelin. Ils n'osaient pas juger la plus grande et la plus difficile des affaires, sans instruction, sans pièces, sans rapport. On avait calculé les suffrages : les ennemis des Jésuites savaient qu'une majorité de deux voix leur était acquise, ils passèrent outre. Cette contrainte morale, qui à quelque chose de révolutionnaire, pouvait être mal interprétée. Dans les Mémoires inédits du président d'Eguilles, nous trouvons ce que pensèrent ces hommes de profonde conviction. Le président se plaint au Roi de la violence qu'on a cherché à leur faire subir, et, équitable même en racontant les iniquités dont des résistances consciencieuses furent les victimes, il ajoute :

« Voilà, Sire, bien des choses que j'aurais bien voulu me cacher à moi-même. Elle m'ont surpris d'autant plus que je ne devais pas les attendre d'un corps de magistrats, tout rempli d'honneur et de probité, parmi lesquels, certainement, il n'y en a pas un seul qui fût capable de la moindre fausseté, de la moindre injustice pour un intérêt personnel. Il semble que les excès où l'on se porte en corps ne sont ceux de personne : l'iniquité disparaît en se partageant, et l'on ose tout, parce qu'on ne se croit responsable de rien personnellement. Ce n'est pas qu'il n'en coûte d'abord, mais le mauvais exemple fait faire un premier pas, la vanité un second, l'ambition quelquefois un troisième ; ensuite, le faux honneur, la honte qu'on trouverait à reculer, les préjugés d'une compagnie, sa prétendue gloire, son prétendu intérêt, la colère contre ceux qui attaquent, toutes les passions soulevées se réunissent, corrompent insensiblement la plus belle âme, et finissent par mettre l'esprit et le cœur dans une espèce de convulsion habituelle où il n'y a plus d'yeux pour la vérité, plus d'amour pour la justice, presque plus de liberté pour le bien ; de manière que, sans le vouloir, et presque toujours sans le croire, les plus honnêtes gens, les plus belles âmes, les cœurs les plus humains vont vers le mal aussi bien que les plus méchants hommes, en se déterminant comme eux par la nécessité du moment : l'affaire des Jésuites en fournit au monde un terrible exemple. »

De temps à autre, Louis XV comprenait les devoirs de la royauté. L'obsession dont le président d'Eguilles se plaignait avec une pudeur si parlementairement contenue réveilla dans le cœur du monarque un sentiment de dignité. Le 12 septembre 1762 le Dauphin écrivit la lettre suivante à d'Eguilles, venu à Versailles afin de réclamer justice : « Avant votre départ, monsieur, pour retourner à vos fonctions, je ne puis m'empêcher de vous témoigner toute ma satisfaction du zèle que le président d'Espinouse

et vous, à la tête de dix-neuf magistrats, ont marqué, dans l'affaire des Jésuites, pour les intérêts de la religion et ceux de l'autorité du Roi. Ces deux grands objets, étroitement liés, et que je ne perds pas de vue, m'engagent à vous prier d'assurer les magistrats qui les ont si bien remplis de toute ma bienveillance et de mon estime, et de compter sur les mêmes sentiments pour vous. »

Dans la plupart des cours judiciaires, une imperceptible majorité¹ consacra ces sentences, dont les considérants sont à peu près basés sur les mêmes motifs. Mais l'arrêt du Parlement de Bretagne renchérit sur l'exagération des autres. Il déclara privés de toutes fonctions civiles et municipales les parents qui enverraient leurs enfants étudier chez les Jésuites à l'étranger ; ces enfants, à leur retour, se trouvaient dans la même exception. Les Cours souveraines de Franche-Comté, d'Alsace², de Flandre et d'Artois, refusèrent de s'associer au mouvement de l'opinion. Les tribunaux du royaume se coalisèrent pour déclarer les Jésuites ennemis du bien public ; les magistrats de ces quatre provinces et ceux de Lorraine, où régnait Stanislas de Pologne, proclamèrent les disciples de saint Ignace « les plus fidèles sujets du roi de France, et les plus sûrs garants de la moralité des peuples. »

La voie était déblayée ; le Parlement de Paris, soutenu par tous ces décrets de proscription, allait proscrire à son tour et frapper à mort la Compagnie de Jésus. Il l'avait assignée

Le Par-
lement
Paris
pronon-
son ar-
rêt de
des-
truction
de la
Comp-
gnie

(1) On a conservé le nombre des suffrages qui, dans plusieurs cours, se prononcèrent sur les Jésuites. Il est ainsi établi : à Rennes, 52 contre 20 ; à Rouen, 20 contre 13 ; à Toulouse, 41 contre 59 ; à Perpignan, 3 contre 6 ; à Bordeaux, 25 contre 18 ; à Aix, 24 contre 22. La répartition des votes de toutes les autres cours est la même, et jamais une majorité si disputée n'a produit un si grand événement.

(2) Le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, avait demandé au Roi la conservation des Jésuites d'Alsace, dont le peuple et les magistrats repugnaient à se séparer. Le duc de Choiseul lui adressa de Versailles, le 8 août 1762, la réponse suivante :

« Le Roi m'a remis la lettre que Votre Eminence lui a écrite pour lui faire part de ses inquiétudes par rapport aux Jésuites d'Alsace et pour lui rendre compte de l'utilité dont ces religieux sont dans cette province, tant pour l'éducation de la jeunesse en particulier que pour l'avantage de la Religion en général. Sa Majesté me charge de répondre à-dessus à Votre Eminence, en lui faisant observer qu'elle doit être d'autant plus rassurée sur le sort des Jésuites d'Alsace, que, jusqu'à présent, il ne s'est rien passé dans cette province qui lui donne lieu de craindre les mêmes événements qu'ils ont éprouvés dans une partie du Royaume. En effet, quand Votre Eminence ne connaîtrait pas comme elle sait les dispositions du Roi par rapport à tout ce qui peut intéresser la Religion, elle n'aurait pas moins la satisfaction de voir que son diocèse a joui jusqu'à présent de toute la tranquillité que les circonstances actuelles n'ont point interrompue, ce qui devient pour elle et pour Votre Eminence un nouveau garant de l'exécution des intentions du Roi, qui ne veut pas que les Jésuites y éprouvent aucun changement dans leur état. Votre Eminence connaît l'invincible attachement avec lequel je fais profession de l'honorer plus que personne. »

Le duc de Choiseul se garda bien de tenir sa promesse. Le Conseil souverain d'Alsace avait maintenu les Pères. Le ministre, à force d'intrigues et de manœuvres, sut enfin obtenir de cette cour la suppression des Jésuites.

au 6 août 1762 ; ce jour-là même il rendit un jugement par lequel : « Dit qu'il y a abus dans ledit Institut de ladite Société, se disant de Jésus, bulles, brefs, lettres apostoliques, constitutions, déclarations sur lesdites constitutions, formules de vœux, décrets des Généraux et congrégations générales de ladite Société, etc. Ce faisant, déclare ledit Institut inadmissible, par sa nature, dans tout Etat policé, comme contraire au droit naturel, attentatoire à toute autorité spirituelle et temporelle, et tendant à introduire dans l'Eglise et dans les Etats, sous le voile spécieux d'un Institut religieux, non un Ordre qui aspire véritablement et uniquement à la perfection évangélique, mais plutôt un corps politique, dont l'essence consiste dans une activité continuelle pour parvenir par toutes sortes de voies, directes et indirectes, sordides et publiques, d'abord à une indépendance absolue, et successivement à l'usurpation de toute autorité. »

Tel est le résumé des griefs et des imputations accumulés contre l'Institut : ce ne sont point des délits dont les Jésuites se seraient rendus coupables, mais des accusations de doctrines erronées, de faux principes que le Parlement emprunte aux *Extraits des assertions*. Et ce n'est pas un individu isolé qui a pu rêver et concilier tant de turpitudes morales ; au dire de la cour judiciaire, tous les Jésuites sont coupables d'avoir enseigné en tout temps et persévéramment avec l'approbation de leurs supérieurs et généraux « la simonie, le blasphème, le sacrilège, la magie et le maléfice, l'astrologie, l'irréligion de tous les genres, l'idolâtrie et la superstition, l'impudicité, le parjure, le faux témoignage, les prévarications des juges, le vol, le parricide, l'homicide, le suicide, le régicide.

» Leurs doctrines de tous les temps ont été favorables au schisme des Grecs ; attentatoires au dogme de la procession du Saint-Esprit ; favorisant l'Arianisme, le Socinianisme, le Sabellianisme, le Nestorianisme ; ébranlant la certitude d'aucuns dogmes sur la hiérarchie, sur les rites du sacrifice et du sacrement ; renversant l'autorité de l'Eglise et du siège apostolique ; favorisant les Luthériens, les Calvinistes et autres novateurs du seizième siècle ; reproduisant l'hérésie de Wicléf ; renouvelant les erreurs de Tichonius, de Pélagie, des Semipélagiens, de Cassien, de Fauste, des Marseillais ; ajoutant le blasphème à l'hérésie ; injurieuses aux saints Pères, aux Apôtres, à Abraham, aux Prophètes, à saint Jean-Baptiste, aux Anges ; outrageuses et blasphématoires contre la bienheureuse Vierge Marie ; ébranlant les fondements de la Foi chrétienne ; destructives de la divinité de Jésus-Christ, attaquant le mystère de la rédemption ; favorisant l'impiété des déistes ; ressentant l'Epicuréisme ; apprenant aux

hommes à vivre en bêtes et aux chrétiens à vivre en païens ; offensant des oreilles chastes ; nourrissant la concupiscence et induisant à la tentation et aux plus grands péchés ; éludant la loi divine par de fausses ventes, des sociétés simulées et autres artifices et fraudes de ce genre ; palliant l'usure ; induisant les juges à la prévarication ; propres à fomentier des artifices diaboliques ; troublant la paix des familles ; ajoutant l'art de tromper à l'iniquité du vol ; ouvrant le chemin au vol ; ébranlant la fidélité des domestiques ; ouvrant la voie au violement de toutes les lois, soit civiles, ecclésiastiques ou apostoliques ; injurieuses aux souverains et aux gouvernements, et faisant dépendre de vains raisonnements et systèmes la vie des hommes et la règle des mœurs ; excusant la vengeance et l'homicide ; approuvant la cruauté et les vengeances personnelles ; contraires au second commandement de la charité, et étouffant même dans les pères et les enfants tous sentiments d'humanité ; exécrables, contraires à l'amour filial ; ouvrant le chemin à l'avarice et à la cruauté ; propres à procurer des homicides et parricides inouis ; ouvertement opposées au Décalogue ; protégeant les massacres ; menaçant les magistrats et la société humaine d'une perte certaine ; contraires aux maximes de l'Evangile, aux exemples de Jésus-Christ, à la doctrine des Apôtres, aux opinions des saints Pères, aux décisions de l'Eglise, à la sûreté de la vie et de l'honneur des princes, de leurs ministres et des magistrats, au repos des familles, au bon ordre de la société civile ; séditeuses, contraires au droit naturel, au droit divin, au droit positif et au droit des gens ; aplanissant la voie au fanatisme et à des carnages horribles ; perturbatrices de la société des hommes ; créant contre la vie des rois un péril toujours présent ; doctrine dont le venin est si dangereux, et qui ne s'est que trop accréditée par de sacrilèges effets, qu'on n'a pu voir sans horreur. »

Cet arrêt, ou le ridicule s'unit à l'atroce, où la contradiction dans les termes exclut forcément cette unité de doctrines tant reprochée à la Compagnie, enjoint à tous les Pères de renoncer aux règles de l'Institut ; il leur est défendu d'en garder l'habit, de vivre en commun, de correspondre avec les membres de l'Ordre, et de remplir aucune fonction sans avoir prêté le serment annexé à l'arrêt. On confisqua leurs biens, on les expulsa de leurs maisons, on dilapida leur fortune¹, on spolia leurs riches églises, on dispersa leurs précieuses bibliothèques, on ne leur accorda qu'une pension insuffisante. et qu'il fallait acheter par toute sorte de sacri-

Confis-
cation des
biens de
la
Société.

(1) La fortune des Jésuites en France, sans compter leurs biens des colonies, s'élevait de 56 à 60 millions, ainsi répartis en 1760 :

De biens-fonds improductifs, tels que vastes bâtiments, meubles, biblio-

Pension
faite aux
Jésuites.

Juge-
ment
portent
les Pro-
testants
sur cet
arrêté.

fices ¹. Ces quatre mille prêtres qui, dans leurs collèges, dans leurs missions, dans leurs travaux apostoliques ou littéraires, avaient glorifié le nom de la France, se trouvèrent, de par la sentence, convaincus de tous les crimes possibles, de toutes les hérésies imaginables, depuis l'Arianisme jusqu'au Luthéranisme, et réduits à la misère ou à la honte de blasphémer l'Institut qu'ils avaient fait vœu de suivre jusqu'à la mort. Ce vœu fut le serment impie d'une règle impie.

Des tribunaux catholiques venaient de donner au monde un fatal exemple; les écrivains protestants ne craignirent pas de le leur reprocher. « Cet arrêté du Parlement, dit Schoell ², porte trop visiblement le caractère de la passion et de l'injustice, pour ne pas être désapprouvé par tous les hommes de bien non prévenus. Exiger des Jésuites l'engagement de soutenir les principes qu'on appelle les libertés de l'Eglise gallicane, était un acte de tyrannie; car, quelque respectables que ces principes paraissent, ils n'étaient pourtant, selon l'opinion des docteurs les plus savants, que problématiques, quoique probables, et nullement articles de foi. Vouloir forcer les Jésuites à repousser les principes de morale de l'Ordre, c'était décider arbitraire-

thèques et sacersties.	20 millions
De capitaux productifs, dont le revenu servait à acquitter 330,000 livres d'impositions ecclésiastiques ou civiles	41
D'autres propriétés, dont le revenu payait les intérêts de 4 millions de dettes et l'entretien des bâtiments.	7
De 20 millions, dont le revenu servait à l'entretien, à la nourriture, aux voyages de 4,000 religieux; ce qui élevait la dépense de chaque Jésuite à 500 francs à peu près.	20

Total. 88 millions.

Dans ce chiffre ne sont pas compris les dons ou aumônes, surtout pour les Maisons professes.

(1) Les Parlements de France assignaient vingt sous par jour à chaque Jésuite. Celui de Grenoble alla jusqu'à trente; mais la Cour de Languedoc n'en accorda que douze. Une anecdote assez singulière fit modifier cette parcimonie. Toutes les fois qu'une chaîne de galériens passait à Toulouse, les Jésuites avaient la charge d'en prendre soin; ils leur donnaient un repas, et, afin d'habituer de bonne heure leurs élèves à la vertu ainsi qu'à la piété, ils faisaient servir les forçats par les enfants des familles les plus distinguées. Quelque temps après l'arrêt provisoire qui anéantissait la Compagnie, une chaîne de galériens traversa la ville. Conformément à l'usage, le Parlement décida qu'ils dineraient aux frais des Jésuites. On en fit prévenir le seigneur, et la dépense fut fixée à dix-sept sous par tête. Ainsi on prenait sur le bien des Jésuites dix-sept sous pour un dîner de forçat, et on n'en attribuait que douze par jour à chaque Père. Ce contraste frappa si vivement l'esprit du peuple, qu'afin d'échapper au ridicule qui ne lui était guère épargné, le Parlement, toutes chambres assemblées, arrêta que sa générosité s'élèverait au chiffre des autres Cours du royaume.

Le Parlement de Paris n'accordait cette pension alimentaire qu'aux Profès: les Scolastiques en étaient privés. On ne voulait plus qu'ils fussent Jésuites, et on enlevait à ces jeunes gens le droit de rentrer dans leur patrimoine et la faculté de pouvoir hériter. On les déclarait morts civilement en même temps qu'on les rappelait à la vie civile.

(2) *Cours d'histoire des Etats européens*, t. XI, p. 81 et 82.

ment un fait historique manifestement faux et controvérsé. Mais dans les maladies de l'esprit humain, comme celle qui affectait la génération d'alors, la raison se tait, le jugement est obscurci par les préventions. Les Jésuites opposèrent la résignation aux persécutions dirigées contre eux. Ces hommes qu'on disait si disposés à se jouer de la Religion refusèrent de prêter le serment qu'on exigeait d'eux. De quatre mille Pères qu'ils étaient en France, à peine cinq s'y soumièrent. »

La Compagnie n'existe plus dans le royaume Très-Chrétien. Ses membres sont dispersés; on les force à rompre des vœux que la loi ne reconnaît plus, qu'elle poursuivra avec l'acharnement des passions de parti. On excite à l'apostasie, on offre d'immenses avantages aux enfants qui consentiront à renier leur mère outragée, et, au dire d'un écrivain protestant qui est dans le vrai, à peine cinq Jésuites, sur quatre mille, trahissent-ils les serments dont ils sont juridiquement déliés. C'est le plus bel éloge qui ait jamais été fait d'une association religieuse.

La tyrannie en simarre ne devait pas s'arrêter sur la pente procédurière où elle s'était engagée. Les Jésuites disséminés se voyaient appelés par les Evêques et par les peuples. Ils ne pouvaient plus former l'enfance à la vertu et aux belles-lettres; l'âge mûr se pressait autour des chaires évangéliques, afin de recueillir leur enseignement. Ils étaient pauvres, mais leur cœur contenait une surabondance de richesse et leur zèle ne restait pas oisif. Ils furent tout à la fois Missionnaires et directeurs des âmes. Les Jésuites ne s'étaient pas défendus, leur apologie éclatait après coup; le Parlement n'osa même pas tolérer ce tardif appel à l'opinion publique. Deux prêtres, accusés d'avoir censuré les arrêts du Parlement, se virent condamnés à être pendus: l'arrêt fut exécuté. Les Cours de justice et leurs alliés s'inquiétaient de ce mouvement de l'opinion, qui tournait contre eux. Les Jésuites, répandus dans les villes et dans les campagnes, effrayaient la philosophie et la magistrature. D'Alembert fit part de ses craintes à Voltaire; le patriarche de Ferney, qui n'aimait pas les proscriptions, lui répondit ¹, le 48 janvier 1763: « Les Jésuites ne sont pas encore détruits: ils sont conservés en Alsace; ils préchent à Dijon, à Grenoble, à Besançon. Il y en a onze à Versailles, et un autre qui me dit la messe ². »

La blessure faite à l'Institut de saint Ignace avait retenti dans tous les cœurs catholiques. Les pères de famille cherchaient à quels maîtres ils confieraient désormais l'éducation

(1) *Œuvres* de Voltaire, t. LXVIII, p. 259.

(2) Ce Jésuite, recueilli par Voltaire, se nommait le père Adam. Au dire de son hôte, il n'était pas le premier homme du monde.

Fidélité
des
Jésuites

de leurs enfants, les hommes sensés déploraient la perte de cette Compagnie ¹, qui entretenait dans les peuples les sentiments de religion ; qui se présentait partout où il y avait quelque bien à opérer, des lumières à répandre, des ignorants à instruire, de grands sacrifices à faire. Tous, dans l'amertume de leurs pressentiments, s'écriaient avec l'abbé de Lamennais ² : « J'ai parlé de dévouement, et à ce mot la pensée se reporte avec douleur sur cet Ordre, naguère florissant, dont l'existence tout entière ne fut qu'un grand dévouement à l'humanité et à la Religion. Ils le savaient, ceux qui l'ont détruit, et c'était pour eux une raison de le détruire, comme c'en est une pour nous de lui payer du

(1) Le duc de Choiseul et le Parlement firent composer alors l'Arbre géographique (*) tel qu'il fut adressé aux princes et aux magistrats. Cet Arbre géographique est conforme au dernier catalogue général de la Compagnie de Jésus, imprimé à Rome en 1749 ; mais il ne représente pas l'état de l'Ordre en 1762. A cette époque, l'Institut de saint Ignace comprenait une assistance de pils, celle de Pologne, érigée en 1736 par la xviii^e Congrégation générale, et formée des deux provinces de Pologne et de Lithuanie, qui furent divisées et constituèrent les quatre provinces de grande Pologne, de petite Pologne, de Lithuanie et de Mazovie.

Les deux Médailleurs ne sont pas aussi exacts que l'Arbre géographique. Leur titre et leurs indications peuvent induire en erreur. Les établissements des Jésuites dans les Provinces-Unies n'étaient pas plus secrets que ceux des autres religieux et des prêtres séculiers eux-mêmes. Pour les uns, ainsi que pour les autres, tout le mystère consistait en ce que les Eglises catholiques ne pouvaient avoir ni portes ni fenêtres donnant sur la rue, et qu'il était défendu aux catholiques, sous peine d'une amende de trois florins, de s'y rendre un livre de prières à la main. Les Missions de Cuylenbourg et de Wuch-te-Duerstede, désignées dans le Médaillon de droite, n'existaient pas. Ces deux Médailleurs n'indiquent que quinze stations établies dans douze villes ; elles ne supposent que quinze Missionnaires. A l'époque où parut l'Arbre géographique, on comptait vingt-cinq stations dans vingt-trois villes et quarante Missionnaires.

(*) Voici un extrait de cet Arbre géographique :

« Le gouvernement des Jésuites se divise en 3 Assistances, qui comprennent 59 Provinces, 21 Maisons professes, 649 Collèges, 61 Noviciats, 176 Séminaires, 338 Résidences, 225 Missions, 22,787 Jésuites, dont 11,010 sont prêtres.

L'Assistance d'ITALIE, comprenant les Provinces de Rome, de Sicile, de Naples, de Milan et de Venise, a 139 Maisons et 5,622 Jésuites, dont 1,691 prêtres.

L'Assistance de FRANCE, contenant les Provinces de France, d'Aquitaine, de Lyon, de Toulouse, de Champagne, et des Missions en Amérique, en Asie et en Grèce, a 138 Maisons et 3,348 Jésuites, dont 1,761 prêtres.

L'Assistance d'ALLEMAGNE, qui comprend les Provinces de Haute-Allemagne, d'Autriche, de Flandre-Belgique, de Pologne, d'Angleterre, de Lithuanie, de Gaule-Belgique, de Bohême, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, a 458 Maisons et 8,749 Jésuites, dont 4,111 prêtres.

L'Assistance d'ESPAGNE, qui contient les Provinces de Tolède, de Castille, d'Aragon, de Bétique, de Sardaigne, du Pérou, du Chili, du Nouveau-Royaume de Grenade, du Mexique, du Paraguay, de Quito et des Philippines, a 259 Maisons et 3,014 Jésuites, dont 2,520 prêtres.

L'Assistance de PORTUGAL, contenant les Provinces de Portugal, de Goa, du Malabar, du Japon, de la Chine, du Brésil et du Maragnon, a 46 Maisons en Portugal, outre un grand nombre d'établissements en Asie et en Amérique, et 1,834 Jésuites, dont 927 prêtres.

Nous regrettons de ne point posséder le catalogue de la Compagnie en 1749 ; nous en aurions extrait le tableau exact et fidèle de sa situation à cette époque, qu'il nous a été impossible d'extraire de l'Arbre géographique, parce qu'il fourmille de fautes. (Note de l'Éditeur belge.)

(2) Réflexions sur l'état de l'Eglise de France pendant le dix-huitième siècle, p. 16. (Paris, 1820.)

moins le tribut de regrets et de reconnaissance qu'il mérite pour tant de bienfaits. Eh ! qui pourrait les compter tous ? Longtemps encore on s'apercevra du vide immense qu'ont laissé dans la Chrétienté ces hommes avides de sacrifices comme les autres le sont de jouissances, et l'on travaillera longtemps à le combler. Qui les a remplacés dans nos chaires ? qui les remplacera dans nos collèges ? qui, à leur place, s'offrira pour porter la Foi et la civilisation, avec l'amour du nom français, dans les forêts de l'Amérique ou dans les vastes contrées de l'Asie, tant de fois arrosées de leur sang ? On les accuse d'ambition : sans doute ils en avaient, et quel corps n'en a pas ? Leur ambition était de faire le bien, tout le bien qui était en eux ; et qui ne sait que c'est souvent ce que les hommes pardonnent le moins ? Ils voulaient dominer partout : et où donc dominaient-ils, si ce n'est dans ces régions du Nouveau-Monde, où, pour la première et la dernière fois, l'on vit se réaliser sous leur influence ces chimères de bonheur que l'on pardonnait à peine à l'imagination des poètes ? Ils étaient dangereux aux souverains : est-ce bien à la philosophie à leur faire ce reproche ? Quoi qu'il en soit, j'ouvre l'histoire, j'y vois des accusations, j'en cherche les preuves, et ne trouve qu'une justification éclatante. »

Cette justification des Jésuites, manifestée en termes si éloquents, ne leur fut pas alors refusée par la Catholicité. Il y avait sur le siège de Paris un Prélat éprouvé par l'exil, un Archevêque dont le courage et l'inépuisable charité seront toujours un des plus beaux souvenirs de la vieille basilique. C'était Christophe de Beaumont, dont les Anglais et Frédéric II admiraient la vertu, dont le peuple bénissait le nom, et dont le Parlement, les Jansénistes et les Philosophes blâmaient l'apostolique virilité, tout en respectant la pureté de ses vues. Christophe de Beaumont avait compris que la guerre faite aux Jésuites devenait le signal de la ruine des mœurs et de l'Eglise. Il tenait tête à toutes les attaques : le 28 octobre 1763, il jeta dans la mêlée sa célèbre *Instruction pastorale*. L'Athanase français traduit au tribunal de sa conscience de magistrat ecclésiastique ces juges séculiers qui, du haut de leurs sièges, espéraient forcer le pouvoir spirituel à n'être plus que le commissaire de police morale du pouvoir temporel. Il les confondit sur pièces, démantant leur œuvre par des faits, opposant la vérité écrite au mensonge parlé, et prouvant que les Jésuites condamnés n'avaient été ni accusés ni jugés de bonne foi. A cette savante intrépidité, le Parlement ne connut plus de bornes. La modération de la forme n'affaiblissait point, dans la *Pastorale*, l'énergie du fond ; le Parlement était vaincu par la raison, il répondit par l'arbitraire. Le 21 janvier 1764, le même bourreau qui lacérait et brûlait l'*Emile* de Jean-Jacques et

Christophe de Beaumont, et sa pastorale sur les Jésuites.

Colère du Parlement.

l'Encyclopédie lacéra et brûla l'œuvre du Pontife. Christophe de Beaumont fut cité à comparaître : il aurait comparu, il aurait été flétri par arrêt et glorifié par la justice, si le Roi n'eût trouvé un honteux palliatif : il exila de nouveau le premier pasteur du diocèse. L'Archevêque échappait aux vengeances du Parlement, elles retombèrent sur la Compagnie de Jésus.

Il fut enjoint à tous les Pères d'abjurer leur Institut et de ratifier par serment les qualifications dont les arrêts précédemment rendus l'avaient chargé. Il ne restait plus aux disciples de saint Ignace qu'à opter entre le déshonneur ou le bannissement que, la douleur dans l'âme, le premier président Molé, plein de respect pour ses anciens maîtres, venait de prononcer. Le bannissement fut accepté. Les Parlements de Toulouse, de Rouen et de Pau se joignirent seuls à cette mesure, et les Jésuites des quatre ressorts subirent, sans se plaindre, l'exil et l'indigence auxquels on les condamnait loin de leur patrie¹. Le Parlement et Choiseul se montrèrent inexorables : ils n'acceptèrent ni l'âge, ni les talents, ni les services, ni les infirmités ; mais du moins ils ne furent pas cruels comme Pombal. La famille royale avait jusqu'alors maintenu au château de Versailles les Pères qui possédaient sa confiance et le savant Berthier, qui préparait l'éducation des enfants de France. L'anathème les atteignit : Louis XV n'osa pas les disputer au Parlement. Le jour qu'ils prirent la route de l'exil, ils adressèrent au Roi la lettre suivante :

« Sire,

» Votre Parlement de Paris vient de rendre un arrêt qui ordonne que tous ceux qui composaient la Société des Jésuites, et qui se trouvent actuellement dans le ressort de cette Cour, prêtent le serment exigé.

» Quant au dernier article, Sire, lequel concerne la sûreté de votre personne sacrée, tous les Jésuites dispersés en votre royaume sont prêts à le signer, même de leur sang. Le seul soupçon qu'on semble former sur leurs sentiments à cet égard les remplit d'affliction, et il n'est point de témoignages, point d'assurances qu'ils ne voulassent donner au monde entier pour le convaincre qu'en matière d'obéissance, de fidélité, de soumission, de dévouement à votre personne sacrée, ils ont toujours tenu, ils tiennent et tiendront toujours les meilleurs principes ; qu'ils se croiraient heureux de donner leur vie pour la conservation de Votre Majesté, pour la défense de son autorité et pour le maintien des droits de la couronne.

(1) D'après les registres du Parlement de Paris, à la date du 9 mars 1764, il n'y eut que huit Frères coadjuteurs, douze jeunes régents déjà sortis de la Compagnie et cinq Profes qui se soumièrent au serment exigé. Cerutti était de ce nombre. Auteur de *l'Apologie des Jésuites*, il se laissa enivrer par les éloges qu'on prodiguait à son talent et à sa jeunesse. C'est le seul Jésuite qui ait favorisé les idées révolutionnaires.

» Sur les autres articles contenus dans la formule du serment qu'exige votre Parlement de Paris, les Jésuites prennent la liberté de représenter très-humblement et très-respectueusement à Votre Majesté que leur conscience ne leur permet pas de s'y soumettre ; que, si les vœux par lesquels ils s'étaient liés à Dieu, suivant la forme de l'Institut qu'ils avaient embrassé, se trouvent cassés et annulés par des arrêts rendus dans des tribunaux séculiers, ces mêmes vœux subsistent dans le for intérieur ; qu'ainsi les Jésuites sont obligés devant Dieu de les remplir autant qu'il leur est possible ; qu'en cet état, ils ne peuvent, sans contrevenir au premier serment qu'ils ont prêté à la face des autels, en prêter un second, tel que celui qui est énoncé dans cette formule : « De ne point vivre désormais en commun ou » séparément sous l'empire de l'Institut et des » Constitutions de la Société se disant de Jésus, » de n'entretenir aucune correspondance avec le » Général et les supérieurs de ladite ci-devant » Société ou autres personnes par eux préposées, » ni avec aucun membre d'icelle résidant en » pays étrangers. »

» Un écrit plus long et plus détaillé que ne peut être celui-ci mettrait sous les yeux de Votre Majesté tous les rapports et toutes les conséquences de ce serment ; rapports et conséquences que l'honneur et la conscience ne permettent pas aux Jésuites d'admettre ; s'ils étaient assez malheureux pour se lier par des obligations si contraaires à leur état, ils encourraient la colère du Ciel, l'indignation des gens de bien, et Votre Majesté ne pourrait plus les regarder comme des sujets dignes de sa protection.

» Ce considéré, Sire, Votre Majesté est très-humblement et très-respectueusement suppliée de mettre les Jésuites de son royaume, ces hommes si fidèles et si infortunés, à couvert de toutes plus grandes poursuites de la part de votre Parlement de Paris et de tous les autres ; et ils ne cesseront d'adresser au Ciel les plus ferventes prières pour la conservation de Votre Majesté et pour la prospérité de son règne. »

A cette déclaration, que nous transcrivons sur l'original conservé à Rome, le Roi répondit : « Je sais que ce sont là leurs sentiments. » Cette phrase peignait la faiblesse et la justice innée au cœur du monarque ; mais elle ne l'empêcha point de se prêter à la consommation de l'iniquité. Il fallait la faire sanctionner par le Roi, Choiseul le décida à signer l'édit statuant¹ « que la Société des Jésuites n'aura plus lieu dans son royaume, terres et seigneuries de son obéissance. » Le Dauphin avait protesté énergiquement contre cette mesure². Sa protestation

(1) *Procédure contre l'Institut et les Constitutions des Jésuites*, p. 526.

(2) Le Dauphin ne survécut pas longtemps à la destruction des Jésuites. Choiseul et la secte philosophique redoutaient ses talents et sa fermeté ; une mort prématurée les en délivra. On les a accusés d'avoir hâté cette

Les
Jésuites
forcés
d'opter
entre l'a-
postasie
et l'exil.

Lettre
des con-
sueurs
de la
famille
royale à
Louis
XV.

8
répon

amena Louis XV à avoir un moment la conscience de son devoir. Le Dauphin censurait les incriminations dont regorgeaient les arrêtés du Parlement ; il critiquait surtout la sentence d'exil qui frappait les Jésuites. Dans l'édit royal, enregistré le 4^{er} décembre 1764, il ne fut fait aucune mention des considérants et du bannissement ¹. Louis permettait même aux Jésuites de vivre en simples particuliers dans le Royaume. Cette clause restrictive alarma le Parlement, qui stipula qu'ils résideraient chacun dans le diocèse où il était né, sans pouvoir approcher de Paris, et que tous les six mois ils seraient obligés de se présenter aux magistrats chargés de leur surveillance.

Jusqu'à ce moment, Clément XIII avait, par des brefs réitérés et par de tendres prières, cherché à relever le courage abattu de Louis XV : il avait parlé plutôt en père qu'en Pontife. Mais quand l'édit souverain qui sanctionnait la destruction des Jésuites en France lui fut connu, Clément XIII pensa qu'il restait au successeur de Pierre un devoir solennel à remplir. Les Evêques de toutes les parties du monde le suppliaient de prendre en main la cause de l'Eglise et celle de la Compagnie de Jésus : le Pape se rendit au vœu de la Catholicité ; et, le 7 janvier 1765, il donna la bulle *Apostolicum*. Juge suprême en matière de Foi, en morale ainsi qu'en discipline, le Pape instruisait à son tour le procès qui, en Portugal et en France, aboutit au même résultat par des motifs si différents. Du haut de la Chaire infaillible, il élevait la voix, et, s'adressant à l'univers catholique : « Nous repoussons, disait-il, l'injure grave faite en même temps à l'Eglise

et au Saint-Siège. Nous déclarons, de notre propre mouvement et science certaine, que l'Institut de la Compagnie de Jésus respire au plus haut degré la piété et la sainteté, bien qu'il se rencontre des hommes qui, après l'avoir défigurée par de méchantes interprétations, n'aient pas craint de la qualifier d'irreligieuse et d'impie, insultant ainsi de la manière la plus outrageante l'Eglise de Dieu, qu'ils accusent équivalement de s'être trompée jusqu'à juger et déclarer solennellement pieux et agréable au Ciel ce qui en soi était irreligieux et impie ¹. »

Les ci-devant soi-disant Jésuites, ainsi que le Parlement les nommait, trouvaient un vengeur dans le Souverain Pontife, un appui dans tous les Evêques, des amis dans tous les Catholiques. L'édit du Roi les autorisait à vivre dans leur patrie. En 1767, les événements qui éclatèrent dans la Péninsule rejaillirent sur eux. Les Parlements prirent texte de la colère de Charles III d'Espagne et du coup d'Etat de son ministre don Pedro d'Aranda, pour annuler l'édit de Louis XV et pour proscrire du sol français les Pères, qui commençaient à se créer une nouvelle existence. « Cependant, raconte Sismondi ², la persécution contre les Jésuites s'étendait de pays en pays avec une rapidité qu'on a peine à s'expliquer. Choiseul en faisait pour lui-même une affaire personnelle. Il s'attachait surtout à les faire chasser de tous les Etats de la maison de Bourbon, et il profita, dans ce but, de l'influence qu'il avait acquise sur Charles III. »

Charles III régnait sur l'Espagne. Prince religieux et habile, intègre et éclairé, mais impétueux et tenace, il avait la plupart des qualités qui font le bonheur des peuples. Son caractère s'accordait parfaitement avec celui de ses sujets ; comme eux, il poussait au plus haut degré l'esprit de famille et l'honneur du nom. A Naples,

Les
Jésuites
en
Espagne.

Charles
III les
défend
contre
Pombal

mort par le poison. Ce bruit n'a jamais été prouvé, et nous le regardons comme invraisemblable. Le temps des crimes n'était pas encore venu. Les Encyclopédistes ne turent pas ce jeune prince ; ils se réjouirent de son trépas, et Horace Walpole écrivait de Paris, au mois d'octobre 1765 : « Le Dauphin n'a plus infailliblement que peu de jours à vivre. La perspective de sa mort remplit les philosophes de la plus grande joie, parce qu'ils redoutaient ses efforts pour le rétablissement des Jésuites. » Il expira le 20 décembre 1765. « La mort du Dauphin, dit Lacretelle, *Histoire de France pendant le dix-huitième siècle*, t. IV, p. 64, fut pour le peuple un coup aussi accablant que si elle eût été imprévue. Pendant sa maladie, on avait vu le même concours dans les églises. Au premier bruit de sa mort, on s'assembla, pour le pleurer, autour de la statue de Henri IV. »

(1) Il existe une lettre de Louis XV au duc de Choiseul, contenant les observations du Roi sur le préambule de l'édit. Louis XV fait de judicieuses remarques sur plusieurs points, et, tout en modifiant ce préambule, il termine ainsi :

« L'expulsion y est marquée trop gravement, toujours et irrévocable ; mais ne sait-on pas que les plus forts édits ont été révoqués, quoiqu'avec toutes les clauses possibles ?

« Je n'aime point cordialement les Jésuites, mais toutes ces hérésies les ont toujours détestés ; ce qui est leur triomphe. Je n'en dis pas plus. Pour la paix de mon royaume, si je les renvoie contre mon gré, du moins ne veux-je pas qu'on croie que j'ai adhéré à tout ce que les Parlements ont fait et dit contre eux.

« Je persiste dans mon sentiment, qu'en les chassant il faudrait casser tout ce que le Parlement a fait contre eux.

« En me rendant à l'avis des autres pour la tranquillité de mon royaume, il faut changer ce que je propose, sans quoi je ne ferai rien. Je me tais, car je parlerais trop. »

(2) Par tout ce que nous avons établi sur pièces irréfragables, il est démontré que le Souverain Pontife, que la Reine, le Dauphin, Stanislas de Pologne, beau-père de Louis XV, et Louis XV lui-même, désiraient conserver en France la Compagnie de Jésus. Elle avait pour appuis et pour avocats les évêques de l'Eglise gallicane, une minorité qui, dans chaque Parlement, balançait la majorité. Les Cours souveraines de Franche-Comté, d'Alsace, de Flandre et d'Artois, ainsi que la Lorraine, refusant de se soumettre au vœu d'expulsion devenu un mot d'ordre, la plupart des Etats de province se montraient hostiles à la destruction ; néanmoins un ministre de l'instruction publique n'a pas craint de regarder comme nulles ces protestations. Dans son *Exposé des motifs du projet de loi sur l'instruction secondaire* (séance de la Chambre des pairs, du 2 février 1844), M. Villemain s'est exprimé ainsi : « Lorsqu'en 1762, sous l'influence du ministre le plus courageux et le plus éclairé qui ait relevé la langue de Louis XV, la Société de Jésus fut enfin dissoute, elle avait, dans les diverses provinces du royaume, 124 Collèges, la plupart importants et riches. Aucune voix accréditée ne s'éleva pour la défendre. »

Nous ne prétendons pas faire de l'histoire avec des préjugés ou avec des convenances parlementaires ; mais nous pensons que les déclarations du Pape, du Dauphin, de la minorité des Cours judiciaires, de l'unanimité de l'Episcopat français et des évêques catholiques suffisent pour former une voix accréditée, surtout quand cette voix sera mise en parallèle avec celle de madame de Pompadour et de Choiseul.

(2) *Histoire des Français*, t. XXIX, p. 569.

ainsi qu'à Madrid, Charles III s'était toujours montré dévoué à la Compagnie de Jésus. Lorsque le marquis de Pombal essaya de l'étouffer sous ses pamphlets et dans ses tortures, ce fut le roi d'Espagne qui, le premier, flétrit les calomnies officielles de la cour de Lisbonne. Cependant, plus d'une atteinte avait été déjà portée à l'Institut. Au moment où, sous le règne de Ferdinand VI, le duc d'Albe et le général Walh renversèrent le ministère du marquis d'Ensenada, et firent triompher l'influence britannique sur la politique française, on accusa le Père Ravago, confesseur du monarque, d'avoir cherché à faire soulever les réductions du Paraguay et de l'Uruguay. S'il faut en croire la correspondance de sir Benjamin Keene, ambassadeur à Madrid ¹, le duc d'Albe et Walh, dévoués à l'Angleterre, auraient, pour perdre Ravago, produit des lettres du Jésuite adressées à ses frères du Tucuman. Ces lettres venaient par l'intermédiaire de Pombal; le Roi n'en tint aucun compte; mais c'était un précédent. A l'occasion, l'on pouvait s'en servir pour exciter des méfiances.

Le duc de Choiseul avait conçu l'heureuse pensée de réunir, dans une communauté d'affections et d'intérêts, les diverses branches de la Maison de Bourbon. En 1764, il réalisa cette idée par le Pacte de famille. Afin de s'attirer les bonnes grâces de Charles III, Choiseul lui avait sacrifié une des prérogatives de la couronne. Les ambassadeurs de France occupaient en Europe le premier rang après ceux des empereurs d'Allemagne; le ministre de Louis XV sut décider le Roi à renoncer à ce privilège en faveur de l'Espagne. On prenait Charles III par son faible; mais, afin de l'amener à détruire l'Ordre de Jésus, il fallait autre chose à ce souverain qu'un droit d'égalité diplomatique. Sa foi était vive; il avait trop d'intelligente fermeté pour se laisser imposer la loi comme Joseph I^{er} et Louis XV. On renonça donc à agir sur lui par des moyens de coercition ou par des flatteries.

Un mouvement populaire éclata à Madrid le 26 mars 1766, à propos de certaines réformes dans le costume espagnol et dans la taxe des comestibles; réformes dont le marquis de Squillaci, Napolitain, devenu ministre, s'était fait le promoteur. Le Roi fut contraint de se retirer sur Aranuez. L'irritation fermentait; elle pouvait offrir plus d'un danger, lorsque les Jésuites, tout-puissants sur l'esprit du peuple, se jetèrent dans la mêlée et parvinrent à apaiser le tumulte. Les Madriléghes cédaient aux instances et aux menaces des Pères; ils voulaient, en se séparant, leur témoigner leur affection. De toutes parts, le cri de : Vivent les Jésuites ! retentit dans la ville pacifiée. Charles III, humilié d'avoir pris la fuite, plus humilié peut-être encore de devoir la tranquil-

lité de sa capitale à quelques prêtres, reparut dans la cité. Il y fut reçu avec joie, mais il avait autour de lui des hommes qui, affiliés à Choiseul et au parti philosophique, sentaient le besoin d'envenimer le fait. Le marquis de Squillaci était remplacé au ministère par le comte d'Aranda, et, depuis longtemps, le diplomate espagnol faisait cause commune avec les Encyclopédistes. D'Aranda, comme tous ceux qui furent appelés aux affaires dans cette période du dix-huitième siècle, possédait des talents. Son caractère, mélange de taciturne roideur et d'originalité, était porté à l'intrigue; mais il avait soif de louanges, et les Encyclopédistes exaltaient son génie. « Enivré, dit Schœll, de l'encens que les philosophes français brûlaient sur son autel, il ne connaissait pas de plus grande gloire que d'être compté parmi les ennemis de la religion et des trônes. » Il marchait donc sous la bannière de l'incrédulité. Le duc d'Albe, ancien ministre de Ferdinand VI, partageait ses idées; il s'était fait l'apôtre des innovations et l'excitateur de la haine contre les Jésuites ¹. Le Portugal et la France venaient de les écraser; le duc d'Albe et d'Aranda n'osèrent pas rester en arrière. Le prétexte de l'émeute de Madrid pour les *capas* et le *sombrero* avait produit l'effet que l'on devait en attendre; il inspirait au Roi des soupçons sur les Jésuites. Le Prince ne pouvait pas s'expliquer que là où la majesté souveraine avait été bravée, l'autorité morale des Jésuites eût su si facilement dompter la fougue populaire. On avait massacré ses gardes wallonnes et accepté l'intervention des Pères de l'Institut. Ce mystère, dont le contact des disciples de saint Ignace avec toutes les classes du peuple donnait si facilement la clef, fut commenté, dénaturé aux oreilles de Charles III. Le Roi était favorable à la Compagnie de Jésus : on parvint à le rendre indifférent; puis, un jour, une trame ourdie de longue main l'enveloppa dans ses réseaux. Les amis de Choiseul et des Philosophes n'avaient pas voulu être accusés d'abrutissement intellectuel; on leur avait dit de secouer le joug sacerdotal en commençant par anéantir les Jésuites. Pour se montrer dignes de leurs maîtres, d'Aranda et le duc d'Albe trompèrent la confiance de Charles III. Ils abusèrent de son respect pour la mémoire de sa mère, et ils calomnièrent la naissance du Roi pour le rendre implacable.

(1) Au moment de mourir, le duc d'Albe déposa entre les mains du Grand-Inquisiteur, Philippe Bertram, évêque de Salamanque, une déclaration portant qu'il était un des auteurs de l'émeute des Chapeaux; qu'en 1766, il l'avait fomentée en haine des Jésuites, et pour la leur faire imputer. Il avait aussi avoir composé en grande partie la lettre supposée du Général de l'Institut contre le roi d'Espagne. Il reconnaissait encore avoir inventé la fable de l'empereur Nicolas I^{er}, et être l'un des fabricateurs de la monnaie à l'effigie de ce faux monarque. Dans le *Journal* du protestant Christophe de Murr (t. ix, p. 222), on lit que le duc d'Albe donna, en 1776, par écrit, la même déclaration à Charles III.

(1) *L'Espagne sous les rois de la maison de Bourbon*, par Coxé, t. iv.

L'émeute
des Cha-
peaux
apaisée
par les
Jésuites.

Le com-
te d'Aranda
devient
ministre

Le duc
d'Albe
inverse-
ment
l'empereur
Nicolas
I^{er}.

es his-
toriens
protes-
tants.

Ici, l'histoire ne peut s'appuyer que sur des probabilités. Les fauteurs de la destruction de l'Ordre de Jésus et les partisans de ce même Ordre, tous d'accord sur le résultat, diffèrent essentiellement sur les causes. Les uns prétendent que l'émeute des *Chapeaux* dessilla les yeux du Roi, et lui fit soupçonner ce qu'était cette Société de prêtres aspirant à détrôner son protecteur, ou tout au moins à s'emparer des colonies espagnoles. Les autres affirment que d'Aranda ne fut que le metteur en œuvre d'un complot organisé à Paris. Ce complot, disent-ils, eut pour base l'orgueil d'un fils qui ne veut pas avoir à rougir de sa mère. Dans l'incertitude où, en l'absence de tout document positif, l'écrivain consciencieux est placé, nous avons fait appel aux adversaires nés de l'Institut. Puisque les historiens catholiques, sans preuves décisives des deux côtés, se trouvent en désaccord complet, nous invoquons le témoignage des Protestants. Or, voici la version de l'Anglican Coxé ¹ :

« Dès lors (en 1764) le ministère français se proposa d'achever la chute des Jésuites dans les autres pays, il s'occupa surtout d'obtenir leur bannissement complet du territoire espagnol. Choiseul n'épargna à cet effet aucun moyen ni aucune intrigue pour répandre l'alarme sur leurs principes et leur caractère. Il leur attribuait toutes les fautes qui paraissaient devoir entraîner la disgrâce de leur Ordre. Il ne se fit pas le moindre scrupule de faire circuler des lettres apocryphes sous le nom de leur Général ² et autres supérieurs, et de répandre d'odieuses calomnies contre quelques individus de la Société. » Coxé va plus loin et il ajoute ³ : « Des rumeurs circulaient partout relativement à leurs complots supposés et à leurs conspirations contre le gouvernement espagnol. Pour rendre l'accusation vraisemblable, on fabriqua une lettre, qu'on supposait avoir été écrite par le Général de l'Ordre à Rome, et adressée au Provincial en Espagne. Cette lettre lui ordonnait d'exciter des insurrections; elle avait été envoyée

de manière à être interceptée. On parlait des richesses immenses et des propriétés de l'Ordre : c'était une amorce pour obtenir son abolition. Les Jésuites eux-mêmes perdaient beaucoup de leur influence sur l'esprit de Charles, en s'opposant à la canonisation qu'il désirait si ardemment de don Juan de Palafox. Mais la cause principale qui occasionna leur expulsion fut le succès des moyens employés pour faire croire au Roi que c'était par leurs intrigues que l'émeute qui venait d'avoir lieu à Madrid avait été excitée, et qu'ils formaient encore de nouvelles machinations contre sa propre famille et contre sa personne. Influencé par cette opinion, Charles, de protecteur zélé, devint leur implacable ennemi; il s'empressa de suivre l'exemple du gouvernement français, en chassant de ses Etats une Société qui lui semblait si dangereuse. »

Léopold Ranke adopte, lui aussi, l'idée de Coxé. « On persuada, dit-il ¹, à Charles III d'Espagne que les Jésuites avaient conçu le plan de mettre sur le trône, à sa place, son frère don Louis. » Christophe de Murr suivit la même version; Sismondi la développe. « Charles III, dit-il ², conservait un profond ressentiment de l'insurrection de Madrid; il la croyait l'ouvrage de quelque intrigue étrangère; on réussit à lui persuader qu'elle était l'œuvre des Jésuites, et ce fut le commencement de leur ruine en Espagne. Des bruits de complots, des accusations calomnieuses, des lettres apocryphes destinées à être interceptées, et qui le furent en effet, achevèrent de décider le Roi. »

Un autre Protestant, Schell, corrobore cette unanimité, qui sera, aux yeux des lecteurs même partiaux, un singulier témoignage en faveur des Pères : « Depuis 1764, raconte le diplomate prussien ³, le duc de Choiseul avait expulsé les Jésuites de France; il persécutait cet Ordre jusqu'en Espagne. On employa tous les moyens d'en faire un objet de terreur pour le Roi, et l'on y réussit enfin par une calomnie atroce. On assure qu'on mit sous ses yeux une prétendue lettre du Père Ricci, Général des Jésuites, que le duc de Choiseul est accusé d'avoir fait fabriquer; lettre par laquelle le Général aurait annoncé à son correspondant qu'il avait réussi à rassembler des documents qui prouvaient incontestablement que Charles III était un enfant de l'adultère. Cette absurde invention fit une telle impression sur le Roi, qu'il se laissa arracher l'ordre d'expulser les Jésuites. »

L'historien anglican Adam donne la même version, et il ajoute ⁴ : « On peut, sans blesser les convenances, révoquer en doute les crimes

Choiseul
et d'Aranda.

(1) *L'Espagne sous les rois de la maison de Bourbon*, t. v, p. 6.

(2) Les apologistes du duc de Choiseul, le comte de Saint-Priest entre autres, ont senti la nécessité de démentir les assertions de l'écrivain anglais, au moins désintéressé dans la question. Leur seul motif pour croire que Choiseul est resté étranger à toute cette intrigue, c'est qu'on n'en découvre aucune trace dans la correspondance officielle ou privée du ministre avec le marquis d'Osoun, son parent, ambassadeur de France à Madrid. Cette raison nous semble peu concluante, car, au tome v, page 430, de l'*Histoire de la diplomatie*, par de Flassan, nous lisons, à propos des négociations relatives aux Jésuites :

« Le temps n'a pas encore suffisamment dévoilé ces négociations, et ne les dévoilera peut-être jamais, parce que beaucoup de démarches qui les accompagnèrent furent confiées à des sous-ordres, ou opérées par des voies détournées. Ainsi, le duc de Choiseul ne correspondait pas pour cet objet avec l'ambassadeur du Roi à Madrid, mais avec l'abbé Beliardy, chargé d'affaires de la marine et du commerce de France à Madrid. »

(3) *L'Espagne sous les rois de la maison de Bourbon*, t. v, p. 9.

(1) *Histoire de la Papauté*, t. iv, p. 494.

(2) *Histoire des Français*, t. xxix, p. 370.

(3) *Cours d'histoire des Etats européens*, t. xxxix, p. 463.

(4) *Histoire d'Espagne*, t. iv, p. 271.

Les
lettres
apocry-
phes.

et les mauvaises intentions attribuées aux Jésuites, et il est plus naturel de croire qu'un parti ennemi, non-seulement de leur établissement comme corps, mais même de la Religion chrétienne en général, suscita une ruine à laquelle les gouvernements se prêtèrent d'autant mieux qu'ils y trouvaient leurs intérêts. »

Le texte des écrivains protestants est identique; nous ne l'acceptons pas, nous ne le rejetons pas, nous le donnons dans son intégrité. Il explique naturellement ce qui, sans lui, serait inexplicable¹, car un homme de la trempe de Charles III ne modifie pas en un seul jour les opinions de toute sa vie. Restant Chrétien plein de ferveur, il ne va pas briser un Institut qui, répandu dans chaque province de son empire, avait conquis plus de peuples à la monarchie espagnole que Christophe Colomb, Cortez et Pizarre. Pour décider Charles III à cet acte de sévérité inouïe, il a fallu des motifs extraordinaires. Le plus plausible, le seul qui pût allumer son courroux, c'était de jeter sur son royal écusson le stigmate de la bâtardise. On avait étudié à fond son caractère, on le croyait incapable de céder à des suggestions philosophiques, on le saisit par le point vulnérable. Dans l'impossibilité d'évoquer un autre fait révélateur offrant quelque vraisemblance, il faut bien s'attacher à celui que les écrivains protestants racontent. Ce fait est avéré par d'autres témoignages contemporains et par les documents de la Compagnie de Jésus.

Blessé dans son orgueil et dans sa piété filiale, le Roi, entre les mains de qui les ministres avaient fait tomber les prétendues lettres écrites par Ricci, n'avait plus de conseils à demander qu'à sa vengeance. Dévoué au Souverain Pontife, enfant respectueux de l'Eglise, il ne songea même pas à recourir à leur sagesse. Il se croyait

(1) On trouve dans un ouvrage qui parut en 1800 sous ce titre : *Du rétablissement des Jésuites et de l'éducation publique* (Emmerick, Lambert Romen), un fait curieux à l'appui de ces dires protestants. Le fait est connu de tous ceux qui ont séjourné à Rome, c'est une tradition de catholiques; mais elle confirme pleinement les récits de Schell, de Ranke, de Coxe, d'Adam et de Sismondi.

« Il est bon d'ajouter ici une particularité intéressante à l'histoire des moyens employés pour perdre la Compagnie de Jésus tout entière dans l'esprit de Charles III. Outre la prétendue lettre du père Ricci, il y eut d'autres pièces supposées, et, parmi ces pièces mensongères, une lettre où l'on avait parfaitement imité l'écriture d'un Jésuite italien, qui contenait des invectives sanglantes contre le gouvernement espagnol. Sur les instances que faisait Clément XIII pour avoir quelques pièces de conviction qui pussent l'éclairer, cette lettre lui fut envoyée. Parmi ceux qui furent chargés de l'examiner se trouvait Pie VI, alors simple prélat. En y jetant les yeux, il remarqua d'abord que le papier était de fabrique espagnole, et il lui parut extraordinaire que, pour écrire de Rome, on eût été chercher du papier en Espagne. Regardant de plus près et au grand jour, il aperçut que le papier portait non-seulement le nom d'une manufacture espagnole, mais encore la date de l'année où il avait été fabriqué. Or, cette date était de deux ans postérieure à celle de la lettre, d'où il suivait que la lettre aurait été écrite sur ce papier deux ans avant qu'il existât. L'imposture, la falsification devenait manifeste; mais le coup était porté en Espagne, et Charles III n'était pas homme à reconnaître et à réparer un tort. »

outragé, il punissait l'injure tout en l'ensevelissant au plus profond de son cœur.

De ténébreuses enquêtes furent ordonnées pour épier les démarches des Jésuites et pour encourager les délations. On prit des mesures que la discrétion espagnole pouvait seule couvrir des ombres du mystère. On interrogea la vie publique et privée de chaque membre de la Société. De tous ces dires, salariés par d'Aranda, on forma un faisceau d'accusations sans unité, et on présenta l'affaire au Conseil extraordinaire assemblé. Le 29 janvier 1767 le fiscal de Castille, don Ruys de Campomanès, plaida contre eux, raconte le Protestant Jean de Muller¹. « Il leur fit un crime de l'humilité de leur extérieur des aumônes qu'ils répandaient, des soins qu'ils donnaient aux malades et aux prisonniers; il les accusa de se servir de ces moyens pour séduire le peuple et le mettre dans leurs intérêts. » La sentence du tribunal commence ainsi :

« Supposé ce qui a été dit, le Conseil extraordinaire passe à exposer son sentiment sur l'exécution du bannissement des Jésuites et sur les autres mesures qui en sont la conséquence, afin qu'il obtienne, dans l'ordre convenable, son entier et plein accomplissement. »

Si ce premier considérant a quelque chose d'étrange, les autres ne paraissent pas moins insolites. On ne touche à aucun point de l'Institut, on n'incrimine jamais la discipline ou les mœurs des Jésuites. Il y est dit « qu'il sera également très à propos de faire entendre aux Evêques, aux Municipalités, aux Chapitres et aux autres assemblées ou corps politiques du Royaume, que Sa Majesté se réserve, à elle seule, la connaissance des graves motifs qui ont déterminé sa royale volonté à adopter cette juste mesure administrative en usant de l'autorité tutélaire qui lui appartient. » On y lit encore : « Sa Majesté doit imposer de plus à ses sujets le silence sur cette affaire, afin que personne n'écrive, ne publie ni ne répande d'ouvrages relatifs à l'expulsion des Jésuites, soit pour, soit contre, sans une permission spéciale du gouvernement; que le commissaire chargé de la surveillance de la presse ainsi que ses subdélégués doivent être déclarés incompetents à connaître en cette matière, parce que tout ce qui la regarde doit être entièrement du ressort et sous l'autorité immédiate du président et des ministres du Conseil extraordinaire. »

En faisant la part du prestige de terreur que cette conspiration du silence exerça sur le caractère espagnol, il faut bien convenir qu'un pareil jugement, dont les dispositifs restent un mystère scellé à l'Eglise, à l'Episcopat, à la Magistrature et au Peuple, est tout au moins entaché de nullité. Depuis deux cent vingt ans les

La
sentence
du
conseil
extraor-
dinaire

Mysté-
rieuse
trame
contre
les
Jésuites

(1) *Histoire universelle*, par Jean de Muller, t. iv.

Jésuites vivent et prêchent en Espagne. Ils sont comblés de bienfaits par des monarques dont ils étendent la souveraineté. Le clergé et les masses acceptent avec bonheur leur intervention. Tout à coup l'Ordre se voit déclaré coupable d'un crime de lèse-majesté, d'un attentat public que personne ne peut spécifier. La sentence prononce la peine sans énoncer le délit. Dans les habitudes de la vie, l'assertion qui cache la preuve affirme au moins le fait ; ici, preuve et fait, tout est enseveli dans l'ombre, tout dépasse les dernières limites de la crédibilité humaine. Les suppositions qui décident le Conseil extraordinaire ne sont pas justifiées, elles ne sont même pas énoncées. L'ambassadeur qui doit communiquer cette sentence au Pape « a ordre très-express de se refuser à toute explication, et de se borner uniquement à la remise de la lettre royale. » Ainsi le Pontife suprême, qui lie et délie sur la terre, ne connaît pas mieux que les Jésuites, que l'Espagne et le monde entier, les causes du bannissement. En Portugal on fait un scandale de la publication de ces causes, en France on les motive dans de longs arrêts, en Espagne elles sont condamnées au secret de la tombe. Tout ce que le gouvernement de Ferdinand VII avoua depuis, c'est que « la Société de Jésus ¹ fut chassée à perpétuité en vertu d'une mesure arrachée par surprise et par les menées les plus artificieuses et les plus iniques à son magnanime et pieux aïeul le roi Charles III. »

Un crime contre les personnes ou contre la sûreté de l'Etat laisse après lui des traces. Il y a eu des témoins, des enquêtes, des interrogatoires, des soupçons ; rien de tout cela ne se pratique ici ; et, dans l'impuissance d'expliquer le jugement du Conseil extraordinaire, on est réduit, malgré soi, à revenir à la version des Protestants.

D'Aranda n'admit à ses confidences que Manuel de Roda, Monino et Campomanes. Ils travaillaient, ils conféraient entre eux avec tant de mystère que les plus jeunes pages, que des enfants leur servaient de copistes, incapables qu'ils étaient de comprendre ce qu'on leur faisait transcrire ². De semblables précautions furent employées afin de se disposer au coup tragique. On minuta dans le cabinet du Roi les ordres adressés aux autorités espagnoles dans les deux mondes. Ces ordres, signés par Charles III, contresignés par d'Aranda, étaient munis des trois sceaux. A la seconde enveloppe on lisait : « Sous peine de mort, vous n'ouvrirez ce paquet que le 2 avril 1767, au déclin du jour. »

La lettre du Roi contenait ces lignes : « Je vous revêts de toute mon autorité et de toute ma puissance royale pour sur-le-champ vous transporter avec main-forte à la maison des Jésuites. Vous ferez saisir tous les Religieux, et vous les ferez conduire comme prisonniers au port indiqué dans les vingt-quatre heures. Là ils seront embarqués sur des vaisseaux à ce destinés. Au moment même de l'exécution, vous ferez apposer les scellés sur les archives de la maison et sur les papiers des individus, sans permettre à aucun d'emporter avec soi autre chose que ses livres de prières et le linge strictement nécessaire pour la traversée. Si, après l'embarquement, il existait encore un seul Jésuite, même malade ou moribond, dans votre département, vous serez puni de mort.

« MOI, LE ROI. »

Pombal et Choiseul avaient essayé de donner une apparence juridique à leurs mesures. D'Aranda pousse jusqu'à l'incroyable le roman de l'arbitraire. Les navires se trouvaient à l'ancre dans les ports d'Espagne et d'Amérique, les troupes étaient en mouvement pour que force restât à la tyrannie, lorsque le 2 avril, à la chute du jour, le même ordre fut exécuté, à la même minute, dans toutes les possessions espagnoles. D'Aranda avait redouté l'indiscrétion de Choiseul, son complice : il ne lui communiqua son plan qu'à l'heure même où il s'accomplissait.

Le 2 avril, au moment où la Société de Jésus tombait frappée par la foudre, le Roi Catholique fit paraître une pragmatique sanction destinée à justifier cet acte de bannissement général. La Pragmatique est aussi réservée que la sentence du Conseil extraordinaire. Elle n'offre aucun éclaircissement sur la nature des crimes imputés aux Jésuites. On y lit seulement : « 1^o que le Prince, déterminé par des motifs de la plus haute importance, tels que l'obligation où il est de maintenir la subordination, la paix et la justice parmi ses peuples, et par d'autres raisons également justes et nécessaires, a jugé à propos d'enjoindre que tous les Religieux de la Compagnie de Jésus sortent de ses Etats, et que leurs biens soient confisqués ; 2^o que les motifs justes et sérieux qui l'ont obligé de donner cet ordre resteront pour toujours renfermés dans son cœur royal ; 3^o que les autres Congrégations religieuses ont mérité son estime par leur fidélité, par leurs doctrines, enfin par l'attention qu'elles ont de s'abstenir des affaires du gouvernement. »

Cet éloge, adressé aux autres Instituts, était un blâme indirect jeté sur les enfants de saint Ignace. Il insinue le crime qu'on veut leur reprocher ; mais ce crime d'un sujet, exagéré jusqu'à l'ambition la plus effrénée, n'a rien qui soit de nature à rester enfermé dans un cœur royal. Il fallait le dénoncer, le prouver à l'Espagne, au

Ordre du
roi
d'enlever
tous les
Jésuites
à la
même
heure.

Les
Jésuites
arrêtés
en
Espagne,
en Amé-
rique et
aux
Indes.

(1) *Exposicion y dictamen del fiscal dey conseyo y camara d. Francisco Gutierrez de la Huerta, en el expediente consultivo sobre si convendra o no permitir que se restablezca la Compania de Jesus en estos reynos y en su caso bajo de que reglas y calidades devesa verificarse.*

(2) *Souvenirs et portraits du duc de Lévis, p. 165.*

Pape et aux Souverains étrangers, afin de ne laisser planer aucun soupçon sur la justice de l'arrêt. On s'en tint à ces aveux ; ils ne suffirent pas pour légitimer une proscription établie sur une aussi vaste échelle.

Le mandement du Roi était impitoyable : les autorités militaires et civiles s'y conformèrent sans le comprendre. Il y eut à cette heure-là d'indicibles souffrances, d'amers regrets et de cruels outrages à l'humanité. On s'adressait à six mille Jésuites épars en Espagne et dans le Nouveau-Monde ; on les enlevait, on les insultait, on les parquait, on les entassait sur le pont des vaisseaux, on les vouait à l'apostasie ou à la misère, on les surprenait dans leurs maisons, on les dépouillait de leurs biens, de leurs œuvres, de leurs correspondances ; on les arrachait à leurs Collèges ou à leurs Missions. Jeunes ou vieux, valides ou infirmes, tous devaient subir l'ostracisme dont personne n'avait le secret. Ils portaient pour un exil inconnu ; sous les menaces et les affronts, pas un seul ne fit entendre une plainte. Dans les papiers les plus intimes on ne trouva jamais une ligne qui pût faire soupçonner quelle trame.

Le père
Joseph
Pignatelli.

Il y avait parmi ces Jésuites des hommes de grand talent ou d'illustre naissance : Joseph et Nicolas Pignatelli, petits-neveux d'Innocent XII et frères de l'ambassadeur d'Espagne à Paris, étaient de ce nombre. D'Aranda craint de s'aliéner les premières maisons du royaume : il fait proposer à plusieurs Pères de se retirer dans le sein de leurs familles, où ils seront libres et respectés. A l'exemple des Pignatelli, tous refusent d'accepter ce compromis avec l'apostasie. Le Père Joseph est malade ; on le presse, on le supplie de ne pas s'embarquer. Les instances le suivent jusqu'à Tarragone ; il répond toujours : « Ma résolution est inébranlable ; peu importe que mon corps soit la pâture des poissons ou celle des vers ; mais ce que je désire avant tout, c'est de mourir dans la Société des Jésuites, mes frères. » Et le 4 août 1767, Roda, le collègue de d'Aranda au ministère, constatait lui-même ce courage qui ne se démentit jamais. Roda écrivait au chevalier d'Azara, plénipotentiaire d'Espagne auprès du Saint-Siège : « Les Pignatelli ont refusé absolument de quitter l'habit de la Compagnie : ils veulent vivre et mourir avec leurs frères. »

Obéissance des
exilés.

Ces frères étaient dispersés au milieu de tous les continents. Dans l'Amérique méridionale, ils jouissaient d'une autorité illimitée sur l'esprit des peuples. Ils pouvaient soulever en leur faveur les Néophytes du Paraguay, et on avait accusé les Pères d'aspirer à rendre ces Réductions indépendantes de la Couronne, sous le gouvernement de la Compagnie. La fable de l'empereur Nicolas I^{er} aurait pu se réaliser facilement ; car les Néophytes exaspérés ne parlaient que de séparation avec la métropole proscrivant leurs

apôtres. Un mot tombé de la bouche des Jésuites cimentait une grande révolution : ce mot ne fut pas prononcé. Il ne vint à la pensée d'aucun Missionnaire de le jeter aux multitudes éplorées comme un signal d'affranchissement et de vengeance. Les Pères prévoyaient la chute de leur monument de civilisation, ils avaient la force en main ; cependant ils se soumièrent sans exception, sans résistance, sans murmure, à l'autorité qui parlait au nom du Roi. L'obéissance fut partout la même, et, dans leurs adieux à ces peuples qu'ils avaient faits hommes et chrétiens, les Jésuites ne firent entendre que des paroles de Foi et de patience. Aucun écrivain n'a pu saisir, dans une pareille spontanéité, la trace d'une révolte, l'émission d'une pensée coupable. Les uns se taisaient sur cette glorieuse et funeste abnégation, les autres la constatent. Le voyageur Pagès, qui alors se trouvait aux Philippines, n'a donc pas évoqué de contradicteurs lorsqu'il a dit ¹ : « Je ne puis terminer ce juste éloge des Jésuites sans remarquer que, dans une position où l'extrême attachement des indigènes pour leurs pasteurs aurait pu, avec bien peu d'encouragement de leur part, donner occasion aux désordres qu'entraînent la violence et l'insurrection, je les ai vus obéir au décret de leur abolition avec la déférence due à l'autorité civile, et en même temps avec le calme et la fermeté des âmes vraiment héroïques. »

Sismondi n'est pas moins explicite. Voici en quels termes il parle des Jésuites arrachés à leurs travaux transatlantiques ² : « Au Mexique, au Pérou, au Chili, enfin aux Philippines, ils furent également investis dans leur collège, le même jour, à la même heure, leurs papiers saisis, leurs personnes arrêtées et embarquées. On craignait leur résistance dans les Missions, où ils étaient adorés par les nouveaux convertis ; ils montrèrent, au contraire, une résignation et une humilité unies à un calme et à une fermeté vraiment héroïques. »

La probité de Charles III ne faisait pas plus doute que ses talents. Clément XIII aimait ce prince ; le 46 avril 1767, il lui écrivit pour le supplier, au nom de la Religion et de l'honneur, de déposer dans son sein paternel les causes d'une pareille proscription. Le Pape s'exprimait en ces termes pleins de douleur : « De tous les coups qui nous ont frappé pendant les malheureux neuf ans de notre pontificat, le plus sensible à notre cœur paternel a été celui que Votre Majesté vient de nous annoncer. Ainsi, vous aussi, mon fils, *tu quoque, fili mi*, ainsi le roi Catholique, Charles III, qui est si cher à notre cœur, remplit le calice de nos souffrances, plonge notre

Clement
XIII
supplie
Charles
III de l'
faire
connaître
le
cause
de cette
grand
mesure

(1) *Voyage de Pagès*, t. II, p. 190.

(2) *Histoire des Français*, t. XXIX, p. 572 ; l'*Annual Register*, t. X, année 1767, ch. V, p. 27 ; et le *Mercurio storico* de décembre 1766, p. 334, confirment ces faits.

vieillesse dans un torrent de larmes et nous précipite au tombeau. Le pieux roi d'Espagne s'associe à ceux qui étendent leur bras, ce bras que Dieu leur a donné pour protéger son service, l'honneur de l'Eglise et le salut des âmes, à ceux, dis-je, qui prêtent leur bras aux ennemis de Dieu et de l'Eglise. Ils songent à détruire une institution si utile et si bien affectionnée à cette Eglise, qui doit son origine et son lustre à ces saints héros que Dieu a choisis dans la nation espagnole pour répandre sa plus grande gloire par toute la terre. Peut-être, Sire, quelque individu de l'Ordre a-t-il troublé votre gouvernement ? Mais dans ce cas, ô Sire ! pourquoi ne punissez-vous pas le coupable sans étendre la peine aux innocents ? Nous attestons Dieu et les hommes que le corps, l'institution, l'esprit de la Société de Jésus sont innocents ; cette Société n'est pas seulement innocente, elle est pieuse, utile et sainte dans son objet, dans ses lois, dans ses maximes. »

Réticence du roi, un obstination. Clément XIII s'engageait à ratifier toutes les mesures prises contre les Jésuites, et à punir ceux qui auraient manqué à leurs devoirs de prêtres et de sujets fidèles. Le Roi répondit : « Pour épargner au monde un grand scandale, je conserverai à jamais dans mon cœur l'abominable trame qui a nécessité ces rigueurs. Sa Sainteté doit m'en croire sur parole. La sûreté de ma vie exige de moi un profond silence sur cette affaire. »

Bref du Pape. A l'aspect d'une obstination qui se retranchait sous des paroles dénuées de preuves, Clément XIII crut que sa charge de Pasteur souverain lui faisait un devoir d'intervenir dans un procès terminé par la force brutale, lors même que ce procès n'avait pas été instruit. La colère des Rois et de leurs ministres les avait mal servis et encore plus mal inspirés ; le Pape se contenta d'en appeler à la dignité de la raison humaine. Dans un bref adressé à Charles III, il déclara : « Que les actes du Roi contre les Jésuites mettaient évidemment son salut en danger. Le corps et l'esprit de la Société sont innocents, ajoutait-il, et, quand bien même quelques religieux se seraient rendus coupables, on ne devait pas les frapper avec tant de sévérité sans les avoir auparavant accusés et convaincus. »

Charles III ne revenait jamais sur une résolution prise. Les supplications et les larmes du Pape ne l'attendriraient pas ; il croyait à la fable inventée par les ennemis des Jésuites, à ces lettres apocryphes qui avaient ulcéré son cœur. Il ne se décida jamais à révéler, même au Souverain Pontife, la cause de sa subite inimitié contre la Société de Jésus. Ce fut un secret qu'il emporta dans la tombe ; ce secret a transpiré malgré lui.

Les Jésuites jetés sur le territoire romain. Les Jésuites, enlevés au même instant sur tous les points du territoire espagnol, ne devaient communiquer avec aucun être vivant jusqu'à leur arrivée à Civita-Vecchia. Le Roi les déclai-

rait sans patrie ; mais, par un reste d'humanité, en s'emparant de leurs biens, beaucoup plus considérables qu'en France, il faisait à chacun d'eux une pension alimentaire de cent piastres par an. Une restriction était néanmoins apportée à cet acte. Les Pères exilés devaient s'abstenir de toute apologie de leur Ordre, de toute offense directe ou indirecte envers le Gouvernement ; et la faute d'un seul, que des mains étrangères ou hostiles pouvaient commettre, entraînait pour les autres la suppression immédiate de ce secours viager ¹. Il était défendu à tout Espagnol, sous peine de haute trahison, de parler, d'écrire, de réclamer contre ces mesures et de correspondre avec les Jésuites. L'on devait accepter sans examen cette étrange proscription, qui devenait la ruine morale et matérielle de l'Espagne, ainsi que de ses colonies. Il y eut dans le peuple de sourdes fermentations, les grands s'indignèrent ; mais d'Aranda avait pris ses précautions. Il calomnait ses victimes ou il frappait de terreur ceux qui s'appropriaient à les défendre. Quelques voix libres s'élevèrent pourtant, et Charles III entendit un Evêque lui reprocher l'iniquité de son décret.

Quand les premiers bâtiments de transport, qui ne devaient plus, jusqu'à destination, communiquer avec le rivage, furent en vue de Civita-Vecchia, les bannis, dont les marches forcées, des privations de toute espèce, des souffrances de toute nature avaient épuisé le courage, espérèrent enfin. On s'était flatté que les Novices ne voudraient pas commencer leur carrière par l'exil, et qu'ils consentiraient à rester en Espagne. On les tenta par les souvenirs de la famille et de la patrie ; il y eut dans plusieurs cités, à Valladolid surtout, des luttes où l'on chercha à surprendre la candeur de cette jeunesse refusant de se séparer de ses maîtres. Les séductions et les menaces échouèrent ; les Novices, saintement obstinés, suivirent leurs pères dans la voie des tourments. Ainsi qu'en France et en Portugal, l'Ordre de Jésus, en

Causes qui les en font repousser.

(1) L'article de la pragmatique-sanction qui a trait à la pension alimentaire est ainsi conçu :

« Je déclare que, dans la confiscation des biens de la Compagnie de Jésus, sont compris tous ses biens et effets, meubles et immeubles, etc., sans préjudice de leurs charges et des portions alimentaires des individus, qui seront : pour les Prêtres, de 100 piastres leur vie durant, et de 90 piastres pour les Religieux laïques ; lesquelles portions alimentaires seront payables sur la masse générale, qui sera formée des biens de la Compagnie.

» Je déclare que ceux des Jésuites qui sortiront des Etats du Pape, où ils sont envoyés, ou qui donneront quelque juste motif de mécontentement à la Cour, par des actes ou par des écrits, perdront aussitôt la pension qui leur est assignée. Et quoique je ne doive pas présumer que le corps de la Compagnie, manquant encore aux obligations les plus strictes et les plus importantes, permette qu'aucun de ses membres fasse des écrits contraires au respect et à la soumission due à ma volonté, sous prétexte d'apologie ou de défense qui tendraient à troubler la paix dans mes royaumes, ou que ladite Compagnie se serve d'émissaires secrets pour parvenir à cette fin, si pareil cas arrivait, contre toute apparence, tous les individus perdraient à la fois leur pension. »

Espagne, ne vit que très-peu d'apostats. Cette soif de l'exil, sur laquelle d'Aranda n'avait pas compté, fut un embarras. Les navires manquèrent, on jeta les uns sur les autres ces hommes de tout âge et de toute condition, dont le ministère de Charles III semblait faire la traite, et on les dirigea sur l'Italie. D'Aranda avait tout combiné à l'intérieur, mais sa sollicitude de proscripteur ne dépassait pas la frontière. En arrivant sur la rade de Civita-Vecchia, le gouverneur, qui, selon Sismondi¹, n'était point prévenu, ne voulut pas les recevoir, et ces malheureux, parmi lesquels il y avait beaucoup de vieillards et de malades entassés comme des criminels à bord des bâtiments de transport, furent réduits, pendant des semaines, à courir des bordées en vue de la côte. Beaucoup d'entre eux périrent. »

Ce premier navire portait les Jésuites aragonais. Ils étaient au nombre de six cents; le Père Joseph Pignatelli les animait à la résignation. Les Jésuites écartés du rivage comprenaient les motifs qui avaient inspiré cette mesure au cardinal Torregiani, ils l'approuvaient. Les Etats Pontificaux sont peu fertiles, et six mille individus y arrivant subitement devaient provoquer la famine, ou tout au moins des murmures parmi le peuple. Les Jésuites savaient encore que, si Clément XIII les accueillait sans faire

(1) *Histoire des Français*, t. xxix, p. 572.

Cet événement a été si cruellement dénoturé, que nous n'avons cherché à le juger que sur les récits des Calvinistes. Nous publions la version de Sismondi. Le Protestant, dont les sympathies religieuses et politiques sont si éloignées de la Cour de Rome et de l'Institut de Loyola, n'a pas même l'idée de faire un crime au Pape et au Général des Jésuites d'un incident qui explique les lois sanitaires, la sûreté des Etats et les exigences de l'honneur, selon les idées reçues en diplomatie. Un Catholique n'a ni cette réserve ni cette équité. Dans son *Histoire de la chute des Jésuites*, page 65, le comte Alexis de Saint-Priest ne craint pas, sans aucune preuve à l'appui, sans le témoignage même d'un calomniateur, de torturer les faits et de donner un démenti aux actes les plus incontestables. Il s'exprime ainsi :

« Il faut en convenir, l'arrestation des Jésuites et leur embarquement se firent avec une précipitation nécessaire peut-être, mais barbare. Près de six mille prêtres de tous les âges, de toutes les conditions, des hommes d'une naissance illustre, de doctes personnages, des vieillards accablés d'infirmités, privés des objets les plus indispensables, furent relégués à fond de cale et lancés en mer sans but déterminé, sans direction précise. Après quelques jours de navigation, ils arrivèrent devant Civita-Vecchia. On les y attendait : ils furent reçus à coups de canon. Les Jésuites partirent furieux contre leur Général; ils lui reprochèrent sa dureté et l'accusèrent de tous leurs malheurs. »

C'est une triste page que celle-là. La mémoire de Clément XIII, celles du cardinal Torregiani, son ministre, et de Laurent Ricci, Général de la Compagnie, n'en seront pas souillées; mais, comme pour répondre d'avance à ces outrages sans profit, sans gloire et sans vérité, Sismondi ajoute : « Clément XIII regardait les Jésuites comme les défenseurs les plus habiles et les plus constants de la Religion et de l'Eglise; il avait un tendre attachement pour leur Ordre; leurs malheurs lui arrachaient sans cesse des larmes; il se reprochait en particulier la mort des infortunés qui avaient péri en vue de Civita-Vecchia : il donna des ordres pour que tous ces déportés, qui lui arrivaient successivement d'Europe et d'Amérique, fussent distribués dans les Etats de l'Eglise, où plusieurs d'entre eux acquirent dans la suite une haute réputation littéraire. »

après de Charles III des démarches officielles, ce serait encourager les autres cours à imiter Pombal, Choiseul et d'Aranda. Le Pape se chargeait des enfants de saint Ignace; on pouvait donc impunément les spolier, les jeter pauvres et nus sur le territoire romain. La charité pontificale veillait à leur entretien; les ministres et les magistrats n'avaient qu'à se partager leurs dépouilles. Ce calcul ayant déjà réussi, d'autres ne demanderaient pas mieux que de le faire. La cour de Rome s'était, à juste titre, montrée fort offensée des termes outrageants de la Pragmatique Sanction de Charles III. Ce prince improvisait le Pontife geôlier de six mille Espagnols. Sans avoir consulté le Vatican, il insultait à la dignité du souverain temporel en choisissant un pays ami pour lieu de déportation. Clément XIII fut irrité de ces procédés insultants, et il ne voulut pas que le domaine de saint Pierre devint la prison de tous les Religieux qu'il plairait aux gouvernements catholiques de bannir de leur territoire, sous prétexte qu'ils étaient dangereux à l'ordre public, mais en réalité parce que leur fortune tentait les cupidités ministérielles.

Tels furent les motifs qui engagèrent le Pape à ne pas accepter les divers convois de Jésuites qui se succédèrent. Dans l'intérêt et pour l'honneur du Siège Apostolique, les Pères ne firent entendre aucune plainte; ils souffrirent, ne voulant pas qu'à cause d'eux la cour de Rome fût humiliée dans ses rapports avec les puissances. Les Français occupaient militairement les villes maritimes de la Corse, où Paoli poussait le cri de l'indépendance nationale. Ces ports étaient neutres; le Pape obtint qu'ils s'ouvrent aux pros crits. Les pros crits entrent à Ajaccio au moment même où Caffari met le siège devant la ville. Au mois d'août 1767, on les dépose sur le rocher de San Bonifacio. Pendant ce temps, la République de Gènes cède l'île au gouvernement de Louis XV. Le premier soin de Choiseul est de charger Marbœuf d'expulser tous les Jésuites¹; on les dirige sur Gènes, de là ils se rendent à Bologne, puis enfin ils s'établissent à Ferrare.

Avant de monter sur le trône d'Espagne, Charles III avait régné à Naples. Son nom y était respecté, et, en partant pour Madrid, il donna l'investiture du royaume des Deux-Siciles

Les
Jésuites
à Naples

(1) Le protestant Schœll, dans son *Cours d'histoire des Etats européens*, t. xi, p. 55, raconte avec quelle cruauté le duc de Choiseul fit procéder à ces persécutions. « La manière dont eut lieu cette nouvelle expulsion montra sous un triste jour la prétendue philanthropie des coryphées de la philosophie. On avait été injuste envers les Jésuites français; mais la conduite qu'on tint envers les Jésuites espagnols, auxquels la république génoise avait accordé un asile dans l'île de Corse, fut barbare. On jeta les religieux dans des vaisseaux, où, par une chaleur étouffante, ils étaient entassés sur le tillac, couchés les uns sur les autres, exposés aux ardeurs du soleil. Ce fut ainsi qu'on les transporta à Gènes, d'où ils furent envoyés dans l'Etat ecclésiastique. »

à Ferdinand IV, un de ses fils. Ferdinand, trop jeune pour gouverner par lui-même, avait eu besoin d'un guide; le jurisconsulte Tanucci fut nommé son premier ministre. Les rois de la maison de Bourbon devaient périr ou être emportés dans la tempête que préparait la philosophie du dix-huitième siècle, et, par un esprit de vertige qu'il sera toujours impossible d'expliquer, ces princes s'entouraient des ennemis les plus dangereux de leur trône. Les idées de liberté, qui conduisirent si rapidement aux idées de révolution, s'abritaient sous leur sceptre; elles présidaient à leur gouvernement; elles s'infiltraient dans le peuple avec la garantie du pouvoir. Choiseul régenta la France; d'Aranda essayait de modifier les mœurs espagnoles; Tanucci, ennemi comme eux du Saint-Siège, comme eux imbu des utopies économistes, les faisait triompher à Naples.

Clément XIII suppliait le Roi Catholique d'épargner à sa vieillesse et à l'Eglise un deuil aussi profond que légitime. « Loin d'y réussir, raconte Sismondi ¹, loin de déterminer ce monarque à motiver sa barbarie autrement que par les généralités les plus vagues, il ne put empêcher que Charles III et le duc de Choiseul n'entraînaient dans le même système de persécution les deux autres branches des Bourbons en Italie. » Le roi d'Espagne avait toute autorité sur Tanucci, sa créature; il lui écrivit. Aussitôt le ministre napolitain saisit l'occasion de s'attirer quelques éloges des Encyclopédistes. Il allait braver Rome, complaire à Charles III, et disposer en maître de toutes les propriétés des Jésuites. Tanucci ne se mit pas en frais d'imagination pour arriver à ce triple résultat. Il arracha au roi Ferdinand, à peine majeur, un édit contre les membres de la Compagnie, et, sans prendre le temps de couvrir son arbitraire de quelque prétexte, il résolut de suivre pas à pas le plan qui avait si bien réussi à d'Aranda. Dans la nuit du 3 novembre 1767, il fit investir simultanément les Collèges et les maisons de la Société. Les portes furent enfoncées, les meubles brisés, les papiers saisis, et la force armée escorta, vers la plage la plus voisine; les Pères auxquels on ne permit que de prendre leurs vêtements. Ces mesures furent exécutées avec tant de précipitation, que, au rapport du Général Coletta ², ceux qu'on avait enlevés de Naples à minuit faisaient, au jour naissant, voile vers Terracine.

La victoire de Choiseul et de d'Aranda n'était pas encore complète. Le jeune duc de Parme, petit-fils de France et infant d'Espagne, fut sollicité par eux d'entrer dans la coalition contre les Jésuites. Il avait pour guide Du Tillot, marquis de Felino, agent de la secte philosophique. Au commencement de 1768, les Jésuites se

virent chassés de Parme. Pinto, grand-maître de Malte, était feudataire du royaume de Naples. Les cours de France et d'Espagne obligèrent celle des Deux-Siciles à poursuivre l'Institut jusque sur le rocher des chevaliers de la Chrétienté. Tanucci s'empessa d'obtempérer. Le 22 avril 1768, le grand-maître rendit un décret par lequel, cédant aux sollicitations du ministre napolitain, il bannissait de l'île la Compagnie de Jésus.

A ces coups réitérés, qui ébranlaient le Saint-Siège, le vieux Pontife n'avait eu à opposer que la patience, les prières et la raison. Lorsqu'il vit que Ferdinand de Parme s'unissait aux ennemis de l'Eglise, il se rappela que ce prince avait du sang de Farnèse dans les veines, qu'il était vassal de Rome, et par une bulle il promulgua sa déchéance. Rezzonico était le fils d'un marchand de Venise, mais il était prince par l'élection, Souverain Pontife par la miséricorde divine. Il se trouvait en face de cette royale famille de Bourbon, qui conjurait la ruine des Jésuites, sans songer que quelques années plus tard ces mêmes Bourbons, calomniés, détrônés, fugitifs ou égorgés juridiquement, invoqueraient l'Eglise comme le dernier juge sur la terre, qui pût leur ouvrir le ciel ou les consoler. Rome revendiquait des droits sur le duché de Parme, droits contestés peut-être, mais qu'il était politique de faire valoir dans les circonstances. Clément XIII avait tout souffert; il n'osa point cependant abaisser la tiare aux pieds d'un de ses feudataires. Le 20 janvier 1768, il publia une sentence par laquelle il annula les décrets promulgués dans ses principautés de Parme et de Plaisance; aux termes de la bulle *In cœna Domini*, il frappait d'excommunication les administrateurs du duché. C'était porter atteinte au Pacte de famille et blesser Choiseul dans son orgueil diplomatique. Choiseul amena contre le Saint-Siège les Bourbons, qui alors faisaient servir leur union à humilier la Papauté; mais en opposant des privilèges surannés à des haines inexplicables, elle n'avait pas tous les torts, car le calviniste Sismondi explique ainsi ce différend, né de la destruction des Jésuites :

« Quelque peu fondée, dit-il ¹, que fût originellement la prétention de l'Eglise à la souveraineté de Parme et de Plaisance, c'était un fait établi depuis des siècles dans le droit public; et, quoique les grandes puissances, en disposant de l'héritage des Farnèse par les divers traités du dix-huitième siècle, y eussent un peu d'égard, elles n'avaient point, par leur silence, aboli un droit constamment invoqué, et, par le Saint-Siège, qui le réclamait, et par les habitants de Parme et de Plaisance, qui y trouvaient une garantie. »

Ainsi, le Saint-Siège, même en 1768, était,

Clément XIII proclame la déchéance du duc de Parme.

Les Jésuites pros crits.

On les expulse de Parme et de Malte.

(1) *Histoire des Français*, t. xxix, p. 375.

(2) *Storia di Napoli*, t. I, liv. II, § 8, p. 468.

(1) *Histoire des Français*, t. xxix, p. 378.

La France s'empare d'Avignon. Naples et Benév. veni.

au dire d'un des écrivains les plus habiles du Protestantisme moderne, la garantie des peuples contre les rois. Choiseul se garda bien d'envisager la question au même point de vue. Le fils d'un marchand de Venise avait l'audace de rappeler à son devoir un prince de la Maison de Bourbon ; le ministre, protecteur des théories d'égalité philosophique, se trouva froissé dans ses vanités de courtisan. Le 11 juin 1768, la France prit possession du Comtat Venaissin ; Naples, à son instigation, s'empara de Bénévent et de Ponte-Corvo. Les Jésuites n'avaient pas été expulsés de ces provinces, relevant du patrimoine de saint Pierre ; Choiseul et Tanucci les en chassèrent en confisquant leurs biens.

Le peuple redeman- de les Jésuites.

Les Jésuites, disait-on, étaient repoussés par les nations ; l'esprit public se prononçait contre eux dans tous les royaumes, et le premier jour où il put se manifester, il se déclara en faveur des Pères de l'Institut. Le 4 novembre 1768 était la fête du roi Charles d'Espagne. Il y avait dix-neuf mois que les Jésuites, enlevés de la Péninsule, étaient à tout jamais proscrits ; il n'en existait pas un seul sur le territoire espagnol, mais leur souvenir vivait dans le clergé et dans le peuple. « Le jour de la Saint-Charles, dit le protestant Coxe ¹, lorsque le monarque se faisait voir au peuple sur le balcon de son palais, on voulut profiter de la coutume d'accorder ce jour-là quelque demande générale, et, à la grande stupeur de toute la cour, les cris d'une foule immense firent entendre d'un commun accord le vœu que les Jésuites fussent réintégrés, et qu'on leur accordât la permission de vivre en Espagne, et de porter le costume du clergé séculier. Cet incident inattendu alarma et contraria le Roi, qui, après avoir pris des informations, jugea à propos d'exiler le cardinal-archevêque de Tolède et son grand-vicaire, accusés d'avoir été les auteurs de cette demande tumultueuse. » On consultait le peuple espagnol, on le laissait libre d'exprimer ses vœux,

(1) *L'Espagne sous les rois de la maison de Bourbon*, par Coxe, t. v, p. 25.

il réclamait les Jésuites. Ce désir fut interprété par Charles III comme une action coupable. Elle le froissait dans ses inimitiés ; il ne s'en montra que plus ardent à provoquer l'extinction de la Compagnie.

Le Pontife était vieux, affaibli par les travaux, et surtout par la douleur ; on espéra vaincre sa résistance en l'effrayant. Le marquis d'Aubeterre, ambassadeur de France à Rome, fut chargé de ce rôle ; il présenta au Pape un mémoire pour demander la révocation de son bref contre Parme. Ce mémoire était si violent que Clément XIII s'écria d'une voix entrecoupée ¹ : « Le vicaire de Jésus-Christ est traité comme le dernier des hommes ! il n'a sans doute ni armées ni canons ; il est facile de lui prendre tout, mais il est hors du pouvoir des hommes de le faire agir contre sa conscience. »

Ce généreux cri d'un vieillard aurait dû émouvoir Choiseul : il lui donna l'idée de poursuivre à outrance la destruction des Jésuites, et, le 40 décembre 1768, d'Aubeterre, avec une nouvelle note, vint l'exiger du Pontife. Le Portugal s'unissait aux quatre cours de la maison de Bourbon pour formuler ce vœu, un trépas subit et depuis longtemps désiré, arracha Clément XIII aux tortures morales que les ennemis des Jésuites lui faisaient endurer. Il expira le 2 février 1769, à l'âge de soixante-seize ans ². Ce trépas compliquait la situation ; il ouvrait pour les adversaires de l'Institut un vaste champ à l'intrigue. Nous allons dire de quelle manière ils l'exploitèrent.

Menace du marquis d'Aubeterre au nom de Choiseul.

Conrage du Pape.

Sa mort.

(1) *Histoire de la chute des Jésuites*, par le comte de Saint-Priest, p. 78.

(2) On voit, dans la basilique de Saint-Pierre à Rome, le tombeau de Clément XIII, l'un des chefs-d'œuvre de Canova. L'immortel statuaire a placé aux pieds du Pontife deux lions qui, par leur beauté, attirent tous les regards. Celui qui dort, c'était, dans la pensée de l'artiste, le symbole de la mansuétude et de la confiance ; celui qui veille et qui semble vouloir se défendre en montrant ses griffes, c'est, toujours d'après Canova, l'image de Clément XIII ne voulant pas condamner la Société de Jésus. Les Jésuites n'existaient plus quand Canova, l'un de leurs derniers élèves, traduisit dans le marbre les résistances catholiques de Clément XIII, et proclama sa reconnaissance par une ingénieuse allégorie.

CHAPITRE XXXVI.

Les Jésuites à Rome. — Mort du Père Tamburini. — Election de François Retz. — Mesures prises par l'Institut contre les écrivains. — Mort du Père Retz. — Ignace Visconti lui succède. Il expire, et le Père Ceuturioni, son successeur, meurt promptement. — Election de Laurent Ricci. — Son caractère. — Présentiments de la Congrégation. — Le Conclave de 1769. — Menaces des ambassadeurs de la maison de Bourbon. — Le cardinal Chigi et les Zelanti. — Instructions données par Louis XV aux cardinaux de Luynes et de Bernis. — Bernis au Conclave. — Correspondance de l'ambassadeur de France avec Bernis. — Propositions de simonie repoussées par Bernis. — Vingt-trois exclusions. — Intrigues des ambassadeurs. — Joseph II au Conclave. — Arrivée des cardinaux espagnols. — Propositions faites pour nommer un Pape qui consente à la destruction des Jésuites. — Luynes et Bernis s'y opposent. — Ganganelli et le cardinal Solis. — Y eut-il un pacte secret? — Lettre de Bernis à Choiseul, qui divulgue cette affaire. — Election de Clément XIV. — Portrait de Ganganelli. — Son éloge des Jésuites. — Laurent Ricci le fait nommer cardinal. — Les philosophes espèrent en lui. — D'Alembert et Frédéric II. — Leur correspondance. — Bernis atermoie avec la question des Jésuites. — Le comte de Kaunitz et le Pape. — Clément XIV et les puissances. — Sa lettre à Louis XV en faveur des Jésuites. — Dépêche de Choiseul à Bernis. — Bernis détermine le Pape à promettre, par écrit, au roi d'Espagne qu'il abolira la Compagnie de Jésus. — Clément perd à Rome toute popularité. — La chute de Choiseul rend aux Jésuites quelque espoir. — Le duc d'Aiguillon et Madame Du Barry. — Le comte de Florida-Blanca envoyé à Rome. — Il domine Clément XIV. — Leurs entrevues. — Marie-Thérèse et Joseph II. — Procès intentés aux Jésuites. — Alfani, leur juge. — La succession des Pizani. — Le Collège Romain condamné. — Le Séminaire Romain mis en suspicion. — Le cardinal d'York demande au Pape leur maison de Frascati. — Les Jésuites chassés de leurs Collèges. — Le Bref Dominus ac Redemptor. — L'Eglise gallicane refuse de le publier. — Christophe de Beaumont rend compte au Pape des motifs de l'Episcopat. — Opinion du cardinal Antonelli sur le Bref de suppression. — Commission nommée pour le faire exécuter. — Pillage des archives et des sacristies des Jésuites. — Ricci et ses assistants transférés au château Saint-Ange. — Leur procès embarasse la commission. — Le Bref reçu en Europe, et de quelle manière. — Joie des Philosophes et des Jansénistes. — Mort de Clément XIV. — Prédications de Bernardine Renzi. — Clément XIV est-il mort empoisonné par les Jésuites? — Compulsus feci. — Le cardinal de Bernis insinue que les Jésuites sont coupables. — Frédéric II les défend. — Déclaration des médecins et du Cordelier Marzoni. — Le cardinal Braschi élu l'ape. — Son amitié secrète pour la Compagnie. — La commission instituée par Clément XIV aboutit la Société. — Mort de Laurent Ricci. — Son testament. — Le Bref de Clément XIV accepté par tous les Pères, en Europe et dans les Missions. — Les Jésuites en Chine. — Leur soumission. — Leurs correspondances. — Mort de trois Pères à la nouvelle de la suppression. — Le Père Bourgeois et le Frère Panzi. — Les Jésuites sécularisés restent Missionnaires. — Comment ils reçoivent leurs successeurs. — La résignation des Jésuites fut partout la même.

Les Jésuites à Rome. Au moment où la Société de Jésus, dans l'éclat de sa maturité, succombait en Portugal, en France, en Espagne et à Naples, elle semblait n'avoir rien à redouter de la part du Saint-Siège. Elle avait rendu tant de services à la Religion et à la Chaire apostolique que tout portait à croire qu'un Souverain Pontife ne consentirait jamais à détruire l'œuvre de prédilection des Papes dont il ornait la tiare. Cette pensée consolait la Catholicité; elle inspirait aux Jésuites une dernière espérance; elle leur permettait d'envisager d'un œil serein la tempête qui les avait dispersés. Rome ne devait pas, ne pouvait pas faiblir dans la lutte, sous peine d'abdiquer son autorité morale, et jamais l'Institut ne s'était montré plus intimement uni au successeur des

Apôtres. Jamais il n'y avait eu plus d'accord entre le Vicaire de Jésus-Christ et l'Ordre de saint Ignace que dans les années qui précédèrent sa suppression.

Les débats intérieurs ou théologiques qui agitaient la Compagnie sous quelques Pontifes étaient oubliés. Grâce à la sagesse de leur administration, les Généraux avaient cicatrisé la plaie faite au principe d'obéissance par les querelles sur les cérémonies chinoises. Il n'existait plus de ferments de discorde ⁽¹⁾, et les trois Congrès-

(1) En dehors des Congrégations générales, il y avait, tous les trois ans, les Congrégations des Procureurs. Il s'en était tenu deux sous saint François de Borgia, deux sous Mercurian, huit sous Aquaviva, huit sous Vitelleschi, deux sous Goswin Nickel, six sous Oliva, une sous Charles de Noyelle, trois sous Gonzales, cinq sous

gations générales appelées à donner de nouveaux chefs à la Société n'avaient eu qu'à constater les heureux effets d'une indissoluble alliance avec le Saint-Siège.

Mort du père Tamburini. Michel-Ange Tamburini, après avoir gouverné l'Institut pendant vingt-six ans, était mort, le 28 février 1730, sans désigner de Vicaire. Le 7 mars les Profès nommèrent à ces fonctions le Père François Retz, Assistant d'Allemagne, qui fixa au 15 novembre la seizième assemblée générale. On y remarquait les Pères Charles Dubois, Martin Trampersinski, Jean Scotti, Antoine Casati, Xavier Hallever, François de la Gorée, François Sierra, Jérôme Santi, Louis La Guille, Xavier de la Grandville et Jean de Villafanne. Le 30 novembre, Retz, qui réunissait tous les suffrages, obtint, au premier tour de scrutin, l'unanimité moins sa voix. Né à Prague en 1673, le Père avait successivement rempli avec distinction les principaux rectorats de la province de Bohême.

Election de François Retz.

La Congrégation générale termina ses travaux le 13 février 1734. Elle porta trente-neuf décrets. Le trente-troisième interdit aux Jésuites auteurs

Tamburini, trois sous Retz. Plus d'une fois les guerres ou d'autres causes politiques s'opposèrent à ces assemblées triennales; la dernière, qui se tint en 1749, était la quarantième. Vingt-six de ces Congrégations décidèrent, à l'unanimité, qu'on ne devait pas provoquer l'assemblée générale des Pères; dans huit, cette convocation ne réunit qu'un ou deux suffrages; dans quatre, elle ne fut différée que par une faible majorité. Deux Congrégations de Procureurs décrétèrent la générale sous Claude Aquaviva et sous Tyse Gonzales. Nous avons fait connaître les motifs d'opposition mis en avant pour forcer la main à Aquaviva. Ceux qui déterminèrent Gonzales à faire appel aux Profès ne sont pas connus; ils donnent cependant la clef de cette obéissance, servile selon les detracteurs de l'Institut, et si digne aux yeux des hommes impartiaux.

Tyse Gonzales était Général depuis 1687. C'était l'époque où le probabilisme des théologiens de la Compagnie était en cause. Dans l'année 1691, le chef de l'Ordre publica, à Dillingen, son ouvrage *De recto usu Opinionum probabilium*. Tous les assistants demandèrent que le livre fût supprimé; Gonzales consentit à le corriger seulement. En 1695, on devait nommer les députés à la Congrégation des Procureurs; au mois d'avril, la province de Rome désigna son représentant. A la majorité de 53 voix contre 9, le Père Paul Segneri, l'un des plus éloquents adversaires des opinions soutenues par le Général, fut élu. Les autres provinces de la Société, Milan, Venise, Naples, Angleterre, Gallo-Belgique, Rhin inférieur et les cinq de l'assistance française, suivirent l'exemple donné par Rome. Les Jésuites craignirent de voir les Jansénistes se faire une arme du livre de Gonzales; ils l'attaquèrent avec une vivacité inexplicable dans des hommes qu'on nous représente sous l'œil de leur Général comme un cadavre ou comme un bâton entre les mains du vieillard. Le 19 novembre, ils se réunirent. Les suffrages se balancèrent tellement que le décret pour convoquer l'Assemblée générale fut rendu. Mais bientôt des difficultés s'élevèrent; il n'y avait qu'une demi-voix de majorité. Cette majorité mettait elle-même en doute si elle avait atteint son but et réalisait la *plura medietate suffragia* recommandé par les Constitutions. Le cas n'était pas prévu, on en appela au Souverain Pontife, qui nomma une commission composée des cardinaux Pancesiotti, Albani, Carpegna, Mariscotti et Spada. Le jugement de cette commission décida l'insuffisance de majorité, et la XIVe Congrégation générale trancha la question en déclarant que la majorité devait au moins être de trois voix.

Cette opposition contre les doctrines théologiques de leur chef est un acte qui sert à démontrer l'indépendance des Jésuites même en face du Général de l'Institut; et si la Compagnie ne l'a pas renouvelée plus souvent, c'est que l'occasion ne s'en est jamais offerte.

le droit de traiter avec les libraires pour la publication de leurs œuvres sans une permission spéciale du Provincial. Dans son décret lxxxiv la septième Congrégation prohibait tous les actes qui pourraient avoir même l'apparence du négoce. Ce fut pour maintenir cette loi déjà ancienne qu'en 1734 un autre vint la corroborer.

D'un consentement unanime il avait été arrêté dans la précédente Assemblée générale (décret ix) que les écrivains de la Compagnie ne devaient pas répondre avec aigreur ou vivacité aux attaques de leurs adversaires. Les Profès déclaraient qu'une polémique passionnée était contraire à l'esprit de l'Institut. Dans leur quinzième décret ils renouvelèrent la défense primitive de la douzième Congrégation¹, et, à la veille des assauts dont la Société allait être victime, elle présumait la charité du prêtre contre les emportements de l'écrivain. Il fut décidé que l'on chercherait à réprimer la facilité que chacun avait peu à peu conquise de publier ses ouvrages. La censure préalable s'était affaiblie avec le temps: il fallait la rajeunir. L'Assemblée voulut que les censeurs, pour l'examen des manuscrits, fussent inconnus aux écrivains, et les écrivains à leurs juges. Ces derniers avaient ordre de donner leur avis sans respect humain, sans aucun égard pour les personnes, et le Provincial devait veiller à l'exécution des arrêts théologiques ou littéraires.

Retz venait dans un temps de calme, précurseur de la tempête. Il se laissa être heureux avec la Compagnie. Il fut l'ami de Clément XII et de Benoît XIV. Il obtint la canonisation de saint François Régis, et par une sage administration il contribua beaucoup à la prospérité de l'Ordre. Plusieurs collèges, des séminaires et des maisons de retraite furent fondés, et, quand, le 19 novembre 1750, il mourut, presque dans les bras de Benoît XIV, il abandonna la Société plus florissante et plus vivace que jamais. Le Père Retz avait désigné pour Vicaire-Général Ignace Visconti, qui fixa la Congrégation au 21 juin 1754. Parmi les Profès qui y assistèrent on comptait Louis Centurioni, Léonard Tschidérer, Joseph de la Grandville, Pierre de Cespedès, Jean de Gusman, Claude Frey de

(1) Le Décret XIX de la douzième Congrégation est ainsi conçu: «S'il arrivait que quelqu'un des nôtres, de vive voix, par écrit ou de quelque autre manière que ce soit, blessât une personne quelconque étrangère à la Compagnie, et spécialement des religieux ou des grands, ou leur donnât un juste motif d'offense, d'abord que les supérieurs fassent d'exactes recherches contre le coupable, qu'ils le châtent avec la sévérité exigée par la justice, et que rien en cette matière ne demeure impuni. Ensuite qu'ils fassent en sorte que ceux qui auraient pu avec raison se croire lésés aient le plus promptement possible la satisfaction qui leur est due. Si jamais on réprimait les livres contenant certaines choses dont quelqu'un peut se formaliser, qu'on le retranche entièrement. Enfin, de crainte que les supérieurs, que cela regarde, ne soient trop indulgents sur ce point, les consultants, tant locaux que provinciaux, sont tenus d'avertir les supérieurs médiats si quelqu'un a commis une faute de cette nature, et de déclarer si on lui a imposé une pénitence ou non, et quelle pénitence.»

Neuville, Antoine Timoni, Joseph de Andrada, Stanislas Popiel, Léonard des Plasses et Ignace de Sylveyra, tous Assistants ou Provinciaux d'Italie, d'Allemagne, de France, d'Espagne, de Portugal et de Pologne. Le 4 juillet Visconti fut élu Général. Issu d'une grande famille milanaise, ce Jésuite avait longtemps gouverné la province de Lombardie. Il était aimé du Souverain Pontife, et ses vertus ainsi que ses talents l'avaient rendu cher à l'Eglise; mais, après quelques années d'un fructueux généralat, Visconti mourut le 4 mai 1755.

En sa qualité de Vicaire, le Père Centurioni convoqua l'Assemblée d'élection au 17 novembre. Quatre-vingt-quatre Profès se réunirent à Rome. On distinguait dans leurs rangs les Pères Scotti, Antoine Vanossi, Louis Le Gallic, Laurent Ricci, Xavier Idiaquez, Thomas Dunin, Pascal de Mattéis, Gaspard Hoch, André Wagner, Mathurin Le Forestier, Salvador Ossorio, Antoine Cabral et Henri de Saint-Martin. Le 30 novembre Louis Centurioni fut élu. Il ne fit que languir au milieu de ses nombreuses occupations, et le 2 octobre 1757 la mort mit un terme à ses souffrances. Il avait nommé Vicaire le Père Jean-Antoine Timoni, qui convoqua pour le 8 mai 1758 la Congrégation générale. C'était la dix-neuvième et la dernière qui se réunissait au Gesù. On distinguait parmi les Profès assemblés les Pères Garnier, de Maniaco, Philippe d'Elci, Ridolfi, Claude de Jame, Kosminski, Rota, Allanic, Rhomberg, Velasco, de Sylva, Adalbert Bystronowski, Trigona, Lindner, Le Gallic, Ossorio, Juan de Gusman, Wagner et Pierre de Cespedes. Le 24 mai Laurent Ricci fut élu chef de l'Ordre.

Né à Florence le 2 août 1703, le Père appartenait à une illustre famille; mais les événements qui allaient se dérouler sous son généralat devaient donner à son nom un retentissement que sa piété et ses modestes vertus n'auraient jamais eu. Il ne possédait aucune des qualités propres à soutenir le combat désespéré qui s'engageait. Caractère dont la douceur approchait de la timidité, esprit cultivé, mais complètement étranger au jeu des passions humaines, il avait jusqu'alors vécu de cette vie intérieure que les Jésuites s'arrangeaient au milieu du monde, et à l'âge de cinquante-cinq ans il se trouvait chargé du gouvernement de l'Institut. Ses mains étaient trop faibles pour les tenir en face des tempêtes amoncelées. Aquaviva ne les eût pas conjurées, Ricci devait se laisser emporter par elles sans résistance. La Congrégation générale présentait des calamités prochaines, et dans son décret xi, en recommandant l'exécution des lois et des règles, elle ajoutait : « Que les supérieurs enjoignent expressément à ceux qu'ils gouvernent le soin des choses spirituelles, et qu'ils leur inculquent souvent que c'est de cette fidélité aux devoirs de la piété et de la Religion

que dépendent la conservation et la prospérité de la Compagnie; car, Dieu le permettant ainsi pour des desseins cachés que nous ne pouvons qu'adorer, si nous ne devions être en butte aux adversités, le Seigneur n'abandonnera pas ceux qui lui demeureront attachés et unis intimement; et, tant que nous pourrions recourir à lui avec une âme pure et un cœur sincère, aucun autre appui ne nous sera nécessaire. »

Dans le secret de leur Congrégation, voilà les seules mesures qu'adoptent ces hommes dont le monde diplomatique semble prendre à tâche de redouter les intrigues. Les premiers éclairs de l'orage ont déjà brillé. Tout devient hostile à la Société de Jésus. Pour rompre cette coalition de haines, de cupidités ou de passions impies, les Jésuites n'ont recours qu'à la Foi et à la patience. Nous avons dit le résultat de cette lutte inégale en Portugal, en France et en Espagne. Les ministres et les cours de justice, les princes de la maison de Bourbon et les Philosophes, ennemis de tous les cultes et de tous les trônes, ont jusqu'alors circonscrit le champ de bataille. Ils ont jugé, condamné, exilé et dépouillé les Pères de l'Institut au tribunal privé de leurs colères, de leurs préventions ou de leurs espérances. La dispersion des Jésuites à Lisbonne, à Paris, à Madrid, à Naples et à Parme, a été le produit d'opinions et de calculs contraires. Dans chaque Etat, les monarques et les ministres ont agi presque isolément. On les a tentés par l'appât des louanges philosophiques. Ils se sont laissés séduire par la pensée qu'une inique spoliation les enrichirait. Maintenant que l'œuvre de destruction est consommée chez eux, ils veulent forcer le Saint-Siège à sanctionner leurs décrets. Ils se coalisent pour faire subir à la cour de Rome la loi qu'ils sentent le besoin de lui imposer et pour légitimer leur arbitraire.

Jusqu'à ce moment les efforts, les prières, les menaces des ambassadeurs avaient été inutiles. La mort de Clément XIII ouvrit un nouveau champ aux hostilités contre les Jésuites. L'Alliance de quatre rois catholiques sollicitant l'extinction d'un Ordre religieux par tous les moyens possibles devait exercer une étrange influence sur les Cardinaux. Il fallait savoir si la philosophie l'emporterait sur la Religion; et si l'Eglise, pressée de tous côtés, consentirait enfin à accorder aux princes le droit de suicide, qu'ils invoquaient en aveugles. La guerre ne se faisait plus partiellement; les adversaires de l'Ordre avaient combiné leur attaque. Ils désiraient anéantir la Société en forçant le successeur futur de Clément XIII à confirmer ce qu'ils avaient entrepris pour blesser l'autorité du Saint-Siège. Le Conclave qui se réunissait dans ces circonstances difficiles offrait à l'Espagne, à la France, au Portugal et aux Deux-Siciles une chance inespérée de succès. Il fallait intimider le Sacré-Collège, l'exciter à immoler les Jésuites par une

Le
conclave
de 1769.

élection agréable aux puissances, et lui faire entrevoir dans un prochain avenir la paix que les dernières mesures de Clément XIII avaient compromise.

Le 45 février 1769, treize jours après la mort du Souverain Pontife, dont les obsèques venaient de s'accomplir avec le cérémonial usité, le Conclave s'ouvrit. Les ambassadeurs de la maison de Bourbon ne cachaient ni leurs menées ni leur action. Au nom de leurs cours, ils demandaient, ils exigeaient même, que l'on attendît les Cardinaux français et espagnols. D'Aubeterre surtout parlait avec hauteur. Mais ces menaces diplomatiques n'effrayèrent point une partie du Sacré-Collège. On voulait que le Saint-Siège s'humiliât devant des princes qui ne savaient même pas conserver la dignité de la justice. Le parti des *Zelanti*¹ s'indigna de voir Louis XV parler de vertu, et Choiseul, d'Aranda, Pom- bal ainsi que Tanucci prodiguer à l'Eglise des témoignages de leur vénération suspecte. Il tenta d'en finir avec les intrigues qui s'agitaient à la porte du Vatican, et l'élection du cardinal Chigi n'échoua que faute de deux voix de majorité. Chigi était un Prêtre qui n'aurait pas reculé, et qui n'aurait jamais sacrifié la Compagnie de Jésus à des inimitiés philosophiques ou jansénistes. D'Aubeterre et Azpuru, ministre d'Espagne, jetèrent les hauts cris. Ils annonçèrent dans la ville que, si le vœu des Couronnes n'était pas exaucé, la France, l'Espagne, le Portugal et les Deux-Siciles se sépareraient de la communion romaine. Ces violences morales produisirent l'effet attendu : quelques Cardinaux, jugeant de la force du Catholicisme par leur propre faiblesse, n'osèrent pas exposer à de nouvelles tempêtes la barque de saint Pierre, qui n'est cependant jamais plus affermie sur les flots que lorsqu'elle brave les vents de l'Hérésie ou de l'iniquité. On consentit à différer l'élection jusqu'à l'arrivée des Cardinaux français et espagnols. Cette concession, arrachée à de méti- culieuses habiletés ou inspirée par un sentiment de pacification toujours respectable, même dans ses erreurs, laissait la victoire aux mains des

puissances temporelles. Dès lors il ne s'agit plus dans le Conclave que de faire surgir un Cardinal acceptant la ligne de conduite tracée par les Couronnes. Cette ligne se réduisait à quelques exigences plus ou moins déplorables pour l'Eglise. Le 19 février 1769 Louis XV et le duc de Choiseul les résumèrent dans les instructions données aux Cardinaux de Luynes et de Bernis partant pour Rome.

« Le règne de Clément XIII, lit-on dans ce document secret, n'a que trop démontré que la piété la plus sincère, les mœurs les plus pures et les intentions les plus droites ne suffisent pas pour faire un bon Pape, et qu'il lui faut de plus les lumières et les connaissances nécessaires pour l'administration tant spirituelle que temporelle dont il est chargé, et qui manquaient absolument à Clément XIII. De là vient que, certainement sans le vouloir et vraisemblablement sans le savoir, il a fait plus de tort à l'Eglise romaine que plusieurs de ses prédécesseurs moins réguliers et moins religieux que lui. Il n'avait aucune notion approfondie des cours, des affaires politiques et des égards qui sont dus à la personne et à l'autorité indépendante des autres souverains. Conduit par des conseils passionnés et fanatiques, il a formé des entreprises et s'est porté à des démarches dont l'injustice et la violence ont obligé la France, l'Espagne, les Deux-Siciles, le Portugal, la République de Venise et quelques autres puissances à réclamer hautement contre les atteintes qu'il a portées aux droits sacrés et inaliénables de leur souveraineté. »

Le même ton de dédaigneuse pitié ou de misérable vanité princière perce à chaque ligne de ces instructions. On sent que Louis XV et Choiseul essaient de se relever des hontes militaires ou diplomatiques qu'ils ont amassées sur la France, et c'est sur l'Eglise désarmée, sur la Compagnie de Jésus qui ne résiste pas, qu'ils dirigent leurs batteries. L'abolition absolue et totale de la Société est la première des conditions à obtenir pour réconcilier les puissances avec la Cour romaine; les autres regardent les démêlés du Saint-Siège avec le duc de Parme. Il y en a une qui intéresse directement la France. Choiseul a perdu la Martinique, il a lâchement abandonné le Canada aux Anglais; pour offrir à son pays une glorieuse compensation, il déclare « que Sa Majesté a résolu de réunir à perpétuité à sa couronne la ville et le comtat d'Avignon. » Louis XV craignait les âmes vigoureuses; ses instructions sur ce point sont aussi tranchantes que sur les autres. Choiseul ne veut pas qu'un Pontife de cœur et de tête vienne s'asseoir sur la chaire apostolique, et il dit : « Le Roi n'a point personnellement de plan formé, soit pour porter au trône pontifical, soit pour en exclure tel ou tel membre du Sacré-Collège. Sa Majesté désire même de ne se point

(1) Ranke, dans son *Histoire de la Papauté*, t. IV, p. 489, s'exprime ainsi :

« La scission qui partageait le monde catholique avait pénétré aussi, sous certain rapport, au sein de la cour romaine, où deux partis s'étaient déclarés, l'un plus sévère, l'autre plus modéré. »

Le parti que l'écrivain protestant désigne comme le plus sévère, et qu'à Rome on appelle les *Zelanti*, tenait fortement, dans le Sacré-Collège, pour les prérogatives du Saint-Siège et pour toutes les libertés de l'Eglise. Il se composait, en général, des Cardinaux les plus exacts et les plus religieux. Clément XIII, Pie VI et Pie VII le représentèrent sur le trône pontifical.

La fraction du Sacré-Collège que Ranke regarde comme plus modérée, et qui était connue sous le nom de *parti des Couronnes*, pensait que, tout en conservant l'essentiel, il fallait faire des sacrifices aux puissances temporelles et à l'esprit du siècle. Elle se formait dans ses membres les plus avancés, d'hommes politiques, de cardinaux diplomates. Benoit XIV fut l'expression de cette nuance dans le sens le plus restreint; Clément XIV la résuma dans celui des concessions.

Inst-
tution
donnée
par
Louis
XV au
cardi-
naux de
Luynes
et de
Bernis

trouver dans la nécessité de donner à quelqu'un d'eux une exclusion authentique. Il y a cependant un cas où il faudrait encore en user, et ce serait celui où MM. les cardinaux de Luynes et de Bernis auraient lieu de penser que les voix nécessaires pour élire un Pape pourraient se réunir en faveur d'un sujet dont les préjugés personnels, les affections particulières et un zèle aveugle et imprudent ne pourraient que rendre son administration dangereuse, et peut-être pernicieuse et fatale à la Religion et à la tranquillité des Etats catholiques. De ce nombre sont les cardinaux Torregiani, Boschi, Buonacorsi et Castelli. »

Ces instructions étaient communes à Luynes et à Bernis ; mais ce dernier possédait la confiance du cabinet de Versailles, il était chargé de ses pleins pouvoirs. Bernis avait été le protecteur du duc de Choiseul, qui, redoutant en lui un rival, le fit exiler dans son diocèse d'Alby. Là ce prince de l'Eglise, dont, jusqu'à ce moment, la cour et la ville n'avaient connu que l'élégance poétique, les charmes de l'esprit et l'aménité de caractère, oublia ses rêves de jeunesse, de plaisirs et d'ambition pour des vertus plus épiscopales. L'ami de madame de Pompadour, le poète que Voltaire avait surnommé Babet la Bouquetière, se transforma en prélat plein de magnificence et de charité. Dans son ambassade de Venise, il avait été agréable à Benoît XIV et au Saint-Siège ; il n'était hostile à personne ; il aimait l'éclat et l'apparence du pouvoir. On accorda à ses spirituelles vanités tout ce qu'elles pouvaient exiger ; on le berça de l'idée que son affabilité un peu maniérée, que ses talents diplomatiques séduiraient le Sacré-College ; on l'enivra d'encens, on lui promit l'ambassade de Rome, s'il parvenait à faire élire un Pape agréable aux Bourbons, et par conséquent ennemi des Jésuites. Bernis, sans haine ainsi que sans arrière-pensée, accepta le rôle qu'on lui destinait.

Il s'était flatté que ses grâces toutes françaises, que sa conversation pleine d'atticisme allaient enlever d'assaut les suffrages, et que, pour vaincre, il n'avait qu'à se montrer. En face de ces vieux Porporati italiens, ayant de plus graves intérêts à satisfaire que l'amour-propre du cardinal de Bernis, il s'aperçut bientôt que, pour discuter l'élection future, il fallait autre chose que des paroles de douceuse conciliation ou de vagues promesses qui ne contentaient personne.

La majorité du Sacré-College était évidemment opposée aux vœux des Bourbons ; on essaya de la modifier dans leur sens par la corruption d'abord, par la violence ensuite. Le marquis d'Aubeterre, conseillé par Azpuru, se chargea de ce rôle ; c'est dans sa correspondance autographe avec le cardinal de Bernis qu'il faut chercher les preuves de cet acharnement contre les Jésuites, acharnement qui réduisait un ambassadeur du Roi Très-Christien aux proportions

d'un intrigant. Les Couronnes s'obstinaient à vouloir que le Pape futur signât l'engagement de séculariser la Compagnie de Jésus. Bernis s'y refusait. Le 11 avril, d'Aubeterre lui répond sous le n° 14 de sa correspondance inédite ¹ : « Je suis véritablement affligé que Votre Eminence répugne à l'arrangement particulier que je lui ai proposé, qui est désiré par l'Espagne et qui le serait infailliblement par la France si on avait touché cette question. La circonstance d'un nouveau Pape était celle qui pût arriver de plus favorable à nos vues. Ne rien arranger avec lui d'avance c'est tout manquer et laisser échapper la plus belle occasion ainsi que le meilleur moyen, bien plus sûr que tous ceux qui pourraient être employés dans les suites par les cours. Je ne connais de théologie que la naturelle, et je ne comprendrai jamais qu'un pacte qui n'a pour but que la sécularisation d'un Ordre religieux qu'on ne saurait nier devoir entretenir la division et le trouble dans l'Eglise tant qu'il subsistera, puisse être regardé comme un pacte illicite ; au contraire, une telle démarche ne saurait être envisagée que comme méritante et tendante au bien de la Religion. Je sens bien que je ne suis pas fait pour être le casuiste de Votre Eminence ; mais qu'elle s'en ouvre confidentiellement au cardinal Ganganelli, un des plus célèbres théologiens de ce pays-ci, et qui n'a jamais passé pour avoir une morale relâchée ; j'espère que peut-être il se rapprocherait de mon sentiment. Il ne s'agit ici d'aucune temporalité, mais absolument d'une pure spiritualité. Rien de plus douteux que ce que fera un Pape, quel qu'il soit, quand il sera élu, si on ne l'a pas lié auparavant. »

Bernis résistait toujours, et d'Aubeterre ne se tenait pas pour battu ; quatorze jours après, le 25 avril 1769, il écrit au cardinal :

« Quoiqu'il ne soit plus question de promesse particulière au sujet de la destruction des Jésuites ; et que, dès que Votre Eminence y a eu répugné, cette matière ait été abandonnée, je crois pourtant devoir lui envoyer la copie de l'avis d'un des célèbres théologiens de cette ville, non pour convaincre Votre Eminence, je sais bien, d'après la façon dont elle s'est expliquée, que je n'y parviendrais pas ; mais au moins pour lui faire voir que mon opinion n'est pas si déraisonnable, et qu'il y a de vrais théologiens qui pensent comme moi. »

Le lendemain, Bernis lui mande (n° 32) : « Le mémoire théologique que vous m'avez en-

(1) Cette correspondance entre le cardinal de Bernis et le marquis d'Aubeterre contient, jour par jour, le plan qui fut suivi contre les Cardinaux et la Société de Jésus. Nous aurions pu en citer de plus nombreux fragments, ils n'auraient fait que corroborer ce triste système de séduction et de violence ; mais, par respect pour la France, que d'Aubeterre représentait alors à Rome, nous avons cru devoir passer sous silence plusieurs lettres où l'injure adressée aux membres consciencieux du Sacré-College ne prend même pas la peine de se déguiser.

voyé porte tout entier sur ce principe : Il est incontestable que la destruction des Jésuites est le plus grand bien que l'on puisse faire à la Religion. Ce principe dans les circonstances peut être vrai ; mais il est contesté par la moitié du Clergé au moins, par un grand nombre de Cardinaux, d'Evêques et de gens de tous pays et de tous états. Ainsi, le principe fondamental est une supposition et non un principe. »

A ces raisons si concluantes, d'Aubeterre réplique le 27 avril : « Je conviens avec Votre Eminence que l'avis théologique porte en entier sur le principe que l'extinction des Jésuites est un grand bien pour la Religion, et c'est aussi le fondement de mon opinion. Je conviens encore que beaucoup de monde n'en convient pas ; mais je demande à Votre Eminence où se trouve l'unanimité ? Ne faut-il pas séparer ce qui est esprit de parti d'avec ce qui est esprit de raison ? »

L'esprit de raison et la théologie naturelle invoqués par d'Aubeterre, c'était aux yeux des ministres de la famille de Bourbon la simonie organisée, la corruption pénétrant dans le Conclave sous le manteau de la philosophie diplomatique. Bernis, dans un mémoire daté du 12 avril, et adressé au duc de Choiseul, avait dit : « Demander au Pape futur la promesse, par écrit ou devant témoins, de la destruction des Jésuites, serait exposer visiblement l'honneur des Couronnes par la violation de toutes les règles canoniques. Si un cardinal était capable de faire un tel marché, on devrait le croire encore plus capable d'y manquer. Un prêtre, un évêque instruit ne peuvent accepter ni proposer de pareilles conditions. » Les Rois, celui d'Espagne surtout, tendaient à violenter la conscience de l'Eglise ; le 3 mai, Bernis écrivait : « On m'a dit aujourd'hui que les Cardinaux espagnols étaient dans le principe que cette démarche ordonnée par le roi d'Espagne intéressait sa conscience seule si elle était mauvaise. En France, nous croyons que, dans ce genre, c'est aux évêques à éclairer les Rois sur les règles canoniques. » D'Aubeterre n'est pas de cet avis, qui froisse ses intérêts. Le 4 mai, il se retranche derrière sa raison individuelle et il dit : « Si j'étais évêque, je ne penserais pas du tout que les Rois eussent besoin d'être éclairés sur cette matière, dans laquelle je ne reconnais pour juge que la droite raison. » Deux jours après, il a de semblables arguments à opposer au Cardinal. « La simonie et la confidence ne sont d'aucun état, écrit-il, mais elles cessent pour tous là où parle la droite raison. Peut-il y avoir une règle de l'Eglise qui empêche qu'on ne lui fasse du bien ? »

L'Eglise refusait d'accepter un bienfait offert sous forme de corruption ; on jetait aux Cardinaux toute sorte de promesses ; ils y restaient insensibles ; d'Aubeterre pensa qu'il serait plus heureux s'il employait les moyens de terreur.

Les ministres d'Espagne et de Naples agirent dans le même sens. On ne parle plus de simonie ; Bernis prend à tâche d'effrayer le Conclave. Les villes d'Avignon, de Bénévent et de Pontecorvo étaient occupées par les Couronnes ; on menace de pousser plus loin les hostilités. Les monarques de la maison de Bourbon jouissaient des trois voix d'exclusion dans le Sacré-Collège. Une lettre du cardinal de Bernis, du 22 avril, va nous initier au scandale que ces princes laissèrent donner en leur nom.

« Si M. Azpuru veut faire attention que les listes d'Espagne et de France réunies donnent l'exclusion à vingt-trois sujets, et que le Conclave ne sera composé que de quarante-six après l'arrivée des Espagnols, et que de ces quarante-six il faut en retrancher neuf ou dix qui ne sont pas capables, où trouvera-t-on un Pape ? M. Azpuru répondra qu'il restera Sersale, dont on ne veut pas ici ; Stopani, dont on ne veut pas davantage ; Malvezzi, qu'on en a horreur depuis qu'il parle pour nous ; les Napolitains, qui sont trop jeunes ; Pérelli et Pirelli, auxquels peu de voix se joindront ; Ganganelli, qui est craint et pas assez considéré. M. Azpuru répondra que la lassitude forcera à en venir à Sersale ; mais la lassitude, jointe aux bruits qu'on sème déjà contre la tyrannie des Cours, dérangera à la fin le système de notre exclusive ; les Rois nous abandonneront, on fera un Pape malgré nous... C'est pour l'honneur des Couronnes que je parle. Jamais elles n'ont voulu faire un Pape, en excluant plus de la moitié du Sacré-Collège ! Cela est sans exemple. Il faut être raisonnable, et ne pas mettre le Sacré-Collège dans le cas de se séparer et de protester de la violence. Il est impossible de former un plan de conduite sur un plan d'exclusive si général qu'il ne comprend à peine que quatre ou cinq sujets, dont quelques-uns sont trop jeunes. En un mot, les bras tombent toutes les fois qu'il faut prendre la lune avec les dents ou pourrir en prison. »

D'Aubeterre ne concevait pas ces lenteurs et ces délicatesses de conscience. Les Rois parlaient ; son égoïsme philosophique était d'accord avec eux ; il fallait que l'Eglise cédât. « Je crois bien, mande-t-il à Bernis, que le Sacré-Collège craint nos exclusions, mais ce n'est pas une raison pour nous priver de ce moyen. En excluant les vieillards, nous avons certainement, tant dans la classe des bons que dans celle des douteux et des indifférents, au moins douze sujets pour lesquels nous irons. Ainsi, ce n'est pas de notre côté qu'est la tyrannie, mais bien de celui du parti opposé, qui voudrait nous faire la loi, et nous donner un Pape Jésuite ou dépendant des Albani, ce qui est tout un. Il est aisé de sentir les sujets qui peuvent convenir ; il n'y a qu'à se concerter de bonne foi, et alors ils ne trouveront aucune opposition de notre part. Au reste, il n'y a point de mal qu'ils aient

Propositions de simonie repoussées par Bernis.

Vingt-trois exclusions.

Intrigues amblage de

un peu de peur. L'expérience que j'ai de ce pays-ci m'a fait connaître que c'était le meilleur moyen pour déterminer les esprits. Il faut absolument leur en imposer, sans quoi ils nous foulaient aux pieds. D'après ce principe, il n'y a pas de mal non plus qu'ils sachent que, si on élisait un Pape malgré les Couronnes, il ne serait pas reconnu par elles. Qu'on craigne les Cours, qu'on aime et estime Votre Eminence, voilà ce qu'il nous faut. »

Le 25 avril, d'Aubeterre exclut encore les cardinaux Colonna et Pozzo-Bonelli; il dit que les princes veulent un Pontife philosophe, et il ajoute : « Je pense qu'un Pape de cette trempe, c'est-à-dire sans scrupule, ne tenant à aucune opinion et ne consultant que son intérêt, aurait pu convenir aux Couronnes. » Les ambassadeurs parlent de se retirer de Rome si le Conclave n'obtempère pas à leurs ordres. D'Aubeterre pousse Bernis à agir dans son système de terreur. Le 7 mai, il lui écrit : « Que Votre Eminence parle haut. La plus sûre façon, pour qu'il n'y ait pas de schisme, est d'en parler souvent et avec assurance. Qu'elle se mette en colère, s'il est nécessaire. Il faut les épouvanter. »

Cette contrainte morale, surgissant à chaque page de la volumineuse correspondance qui est sous nos yeux, ne laisse plus aucune incertitude à l'histoire. Jusqu'alors on avait douté; maintenant les faits sont irrécusables. Les ministres de France, d'Espagne et de Naples conspirèrent contre la liberté de l'Eglise; par des moyens que la Religion réprouvera toujours autant que l'honnêteté, ils ont taché d'égarer le Conclave et de le rendre injuste, afin de pouvoir faire amnistier l'iniquité de leurs cours. Dans les pays catholiques, on a jugé et proscrit ainsi les Jésuites; on espère que le Saint-Siège gagné d'avance ou intimidé, ne pourra pas refuser sa sanction à l'œuvre des Bourbons. Le Sacré-College donna un démenti aux outrageantes hypothèses des ambassadeurs.

Les jours se passaient en stériles efforts ou en intrigues qui n'aboutissaient pas toutes à la porte du Conclave. Les ambassadeurs s'agitaient au dehors; l'empereur Joseph II et Léopold de Toscane son frère prenaient au dedans une déplorable revanche. On les voyait braver et humilier, plutôt par leur attitude que par leur langage, ces électeurs de l'Eglise, qui résistèrent si souvent aux vœux et aux empiétements des monarques germaniques. Le Conclave éprouvait le besoin de mettre fin à ces agitations se produisant à Rome sous mille aspects divers. Le marquis d'Aubeterre demandait à haute voix un Pape qui ne fût que le docile instrument de la Philosophie; on parlait dans la ville des arrogances concertées avec Joseph II et Choiseul, arrogances qui allaient jusqu'à l'intimidation et à la vénalité. Bernis avait épuisé toutes

les ressources de sa politique de bons mots et de vaniteuses séductions; il n'obtenait aucun résultat. Le Conclave paraissait aux ordres des puissances; les cardinaux espagnols Solis et La Cerdà semblaient retarder à dessein leur arrivée à Rome, pour trouver le Sacré-College fatigué, et enlever ainsi de guerre lasse l'élection que Bernis n'avait pas su déterminer. Le Sacré-College se laissait décimer par de continuelles exclusions, il se prêtait à attendre la venue des Espagnols. Ils se présentèrent enfin aux cellules du Vatican; mais alors il ne resta plus à Bernis que les apparences du pouvoir. Le cardinal de Solis, archevêque de Séville, était le confident intime de Charles III. Ami des Jésuites jusqu'au jour où le roi d'Espagne leur fut défavorable, on l'avait vu écrire, le 49 juin 1759, à Clément XIII¹, pour le supplier de protéger et de soutenir l'innocence de la Compagnie dans la tourmente qui la menaçait; mais, renonçant à la fermeté sacerdotale pour se faire le courtisan d'une haine dont il n'avait point le secret, Solis abandonna ses anciens protecteurs; il se fit l'organe de son maître contre eux. Ce prince de l'Eglise n'était pas homme à s'enivrer comme Bernis de flatteries étudiées; il fallait faire nommer un Pape s'engageant d'avance et par écrit à la destruction des Jésuites, il le chercha dans les rangs du Sacré-College. Le cardinal Ganganelli se tenait à l'écart des intrigues; il se plaçait entre les Zelanti et le parti des Couronnes comme dans un juste milieu pacificateur. Chaque fraction du Conclave l'avait entendu jeter quelques-uns de ces mots qui veulent être significatifs, et qui prêtent beaucoup à l'interprétation. « Leurs bras sont bien longs, disait-il en parlant des princes de la maison de Bourbon, ils passent par-dessus les Alpes et les Pyrénées. » Aux cardinaux, qui ne sacrifieraient point les Jésuites à des accusations chimériques, il répétait avec un accent plein de sincérité : « Il ne faut pas plus songer à tuer la Société de Jésus qu'à renverser le dôme de Saint-Pierre. » Ces paroles, cette attitude, dont l'art n'échappait point à la perspicacité romaine, firent comprendre aux Cardinaux français et espagnols que Ganganelli ambitionnait la tiare. C'était le seul moine dans le Conclave; ils crurent que des rivalités d'Institut pourraient être un nouveau levier pour l'accomplissement de leurs desseins. Bernis sonda le Cordelier; il le trouva calme et froid, ne promettant rien, mais, dans les finesses si déliées de la langue italienne, cherchant aussi à ne rien refuser. Ganganelli lui parut peu sûr; il se mit en quête d'un autre candidat. Solis avait sur ce caractère des notions plus exactes. A l'instigation d'Azpuru, ministre d'Espagne à Rome, d'Aubeterre demande qu'on exige du cardinal à élire une promesse écrite de suppri-

Arrivée
des car-
dinaux
espa-
gnols

Proposi-
tions
faites
pour
nommer
un Pape
qui con-
sente à
la des-
truction
des
Jésuites.

(1) *Dizionario di erudizione del cavaliere Gaetano Moroni*, t. xxx, p. 443.

Luy-
nes
et Bernis
s'y oppo-
sent.

mer les Jésuites. Cette promesse est la condition irrévocable des Cours, la seule qu'elles mettent à la restitution d'Avignon et de Bénévent. Bernis était léger, son luxe lui faisait un besoin des faveurs ministérielles ; il ne cessait de demander pour lui ou pour sa famille : néanmoins de concert avec le cardinal de Luy-nes, il repousse énergiquement ce marché, qui s'entache de simonie diplomatique.

Ganga-
nelli et
le cardi-
nal
Solis.

Les Espagnols sentirent que Bernis ne se prêterait jamais à leur combinaison, qu'il pourrait même faire partager ses répugnances à Louis XV, et leurs soupçons n'étaient pas sans fondement. Ils se décidèrent donc à passer outre. Solis négocie mystérieusement avec Ganganelli, il en obtient, dit-on, un billet adressé au roi d'Espagne, et dans lequel Ganganelli « reconnaît au Souverain Pontife le droit de pouvoir éteindre en conscience la Société de Jésus en observant les règles canoniques. » Ce billet n'est pas fort explicite ; le droit invoqué n'a jamais été contesté, et Solis, dans d'autres circonstances, se serait bien gardé de prendre cet acte pour un engagement. Mais l'Italien, qui refusait d'écrire, ne cachait pas à l'Espagnol ses plans ultérieurs ; il ouvrait son cœur à l'espoir de concilier le sacerdoce et l'Empire, et de les réunir dans la paix sur le cadavre de l'Ordre de Jésus. Le 16 mai 1769, Bernis apprend que Ganganelli est le pape reconnu par l'Espagne. A ce choix fait en dehors de lui et à des conditions qui peut-être doivent plus tard déshonorer la tiare, Bernis se plaint à Solis de ses réticences et de la fausse position dans laquelle un pareil traité le jette. L'Espagnol lui répond par des paroles évasives ; des chroniqueurs mal intentionnés prétendent que Solis ajouta en s'entretenant du pontife futur : « On s'est arrangé avec lui, tout est dit. »

Lettre de
Bernis à
Choiseul, qui
divul-
gue
cette
affaire.

Quand ce drame fut joué, Bernis, sous le même coup de l'élection de Ganganelli, écrivit à Choiseul le 17 mai : « On peut dire que jamais les Cardinaux sujets de la maison de France n'ont montré plus de pouvoir que dans ce Conclave ; mais leur puissance se borne jusqu'ici à la destruction : nous avons le marteau qui démolit, mais nous n'avons pu saisir encore l'instrument qui édifie.

Vingt ans plus tard, la Révolution, à son tour, trouva le marteau qu'elle avait mis aux mains des Rois pour abattre la Compagnie de Jésus, et ce fut contre les trônes qu'elle le dirigea.

L'arrangement qui donnait Clément XIV à l'Eglise catholique a été nié par les Jésuites et par plusieurs historiens. Toutes les relations manuscrites du Conclave qui se trouvent aux archives du Gésu, tous les écrits contemporains ou postérieurs composés par des Pères de l'Institut sur ce sujet, sont unanimes. Tous repous- sent l'hypothèse d'une transaction entre Ganga-

nelli et les Cardinaux espagnols. Cette transaction a-t-elle existé dans la forme d'un pacte quelconque ? cela nous semble historiquement douteux. Le cardinal Ganganelli a pu dire, et même écrire, que le Pape avait pouvoir canonique ; mais de là à une promesse simoniaque, il y a tout un monde d'impossibilités. Le 28 juin 1769, Bernis avait donc raison de mander à Choiseul en répondant peut-être à des exagérations venues de la Péninsule : « Le confesseur du roi d'Espagne est moine et ennemi des Jésuites. Il souffle la haine monastique, et croit que tout doit céder à son impulsion. Mais le Pape n'a pas fait de marché, et il veut procéder en homme sage et attaché à la vie. »

Cette année 1769, qui enfanta tant d'intrigues et qui vit naître tant d'hommes destinés à la célébrité, n'a donc pas de honte à enregis- trer pour Ganganelli. Le Conclave est terminé ; la Ville et l'Univers chrétien ont un chef : il va entrer dans une lutte éternelle avec sa conscience, tantôt mise à l'aise par les caresses des Cours, tantôt intimidée par leurs menaces.

Laurent Ganganelli, né à San-Arcangelo le 34 octobre 1705, fut reçu jeune dans l'Ordre des Conventuels de Saint-François, connu sous le nom de Cordeliers. Il y passa de longues années dans l'étude et dans l'exercice des vertus sacerdotales. Il était ingénieux et aimable, littérateur et artiste ; il cachait sous son froc une de ces âmes candides dont on pouvait facilement abuser en lui faisant entrevoir au bout de ses concessions l'avantage de l'Eglise et le bonheur du monde. Mais un de ces pressentiments qui s'emparent avec tant de vivacité des imaginations romaines l'avait plus d'une fois, dans la solitude du Couvent des Douze-Apôtres, bercé de l'idée qu'il serait appelé à recommencer l'histoire de Sixte-Quint. Pauvre comme lui, Cordelier comme lui, il s'était imaginé que la tiare devait reposer sur son front. Cette pensée secrète l'avait dirigé dans les principaux actes de sa vie : il essayait de se la dérober à lui-même, et chaque démarche qu'il tentait le ramenait presque à son insu vers ce dernier mobile de ses aspirations. Au temps de la puissance des Jésuites il s'était fait leur ami. En 1743, lorsqu'il professait au collège de Saint-Bonaventure des Franciscains de Rome, on l'entendit, dans une solennité théologique qu'il présidait, et qui était dédiée à saint Ignace de Loyola, s'écrier en s'adressant aux Jésuites : « Si j'avais pu croire ou même soupçonner qu'il me fût possible de prendre pour sujet de cette dissertation une branche de la science sacrée qui vous fût inconnue, aussitôt se seraient élevés devant moi les hommes illustres de votre Compagnie, dont le nombre et le mérite auraient dissipé tous mes doutes. S'agirait-il en effet de l'interprétation de l'Ecriture, ici apparaîtraient les travaux pré- paratoires de Salmeron, là les commentaires

Election
de
Clément
XIV.

Portrait
de Gan-
ganelli

Son
éloge de
Jésuites

de Cornélius, de Tirinus et des autres. S'agirait-il de l'histoire : je trouverais Bini ¹, Labbe, Hardouin, Cossart et le célèbre Simond avec leurs doctes enseignements. S'occuperait-on de controverse ; ce serait Grégoire de Valentia avec la maturité de ses jugements, Suarez avec l'étendue de son génie, Vasquez avec l'âpre pénétration de son esprit, et cent autres. Enfin qu'il s'agisse de lutter corps à corps avec les ennemis de la Foi et de venger les droits de l'Eglise, pourrais-je négliger la vigoureuse argumentation de Bellarmin ? Si je veux aller au combat muni d'armes de toute espèce et me promettre une victoire assurée, oublierai-je les livres d'or de Denis Petau, glorieux rempart élevé pour la défense des dogmes catholiques ? De quelque côté que je tourne les yeux, quel-que genre de connaissance que je parcoure, je vois des Pères de votre Compagnie qui s'y sont rendus célèbres. »

Tel était le jugement que Ganganelli portait des Jésuites. En 1759, Clément XIII, à la recommandation de Laurent Ricci, Général de la Compagnie, songea à le décorer de la pourpre romaine. Ce fut le Père Andréucci qu'on chargea des informations d'usage. Ce Jésuite les fit si favorables que le Pape n'hésita plus, et que le Cordelier se vit cardinal par le crédit de l'Institut. A Lisbonne, les enfants de Loyola avaient fait nommer Pombal ministre, à Rome ils mettaient Ganganelli sur le chemin de la papauté. Dans un autre temps et avec des esprits moins ardents pour les nouveautés sociales dont personne ne prévoyait les douloureuses conséquences, Ganganelli eût fait bénir son nom ; il aurait passé sur le trône pontifical en honorant l'humanité et en faisant aimer l'autorité apostolique. Mais ce caractère plein d'enjouement et de finesse, ce cœur dont la franchise expansive savait avec tant d'art se servir de la dissimulation comme d'un bouclier impénétrable, n'était pas de trempe à défier les passions. Arrivé au faite des grandeurs, Ganganelli prétendait régner pour la satisfaction de ses songes intimes. Si l'orage qu'il avait cru calmer en temporisant ne l'eût pas poussé au delà de ses vœux et de ses prévisions, il n'aurait laissé dans les annales de l'Eglise qu'une mémoire dont les partis opposés ne se seraient jamais disputé la glorification ou le blâme. Il n'en fut pas ainsi. Clément XIV avait, tacitement au moins, consenti à faire tout ce que l'opinion dominante et les colères des princes de la maison de Bourbon exigeaient pour rendre à l'Eglise une paix impossible. Il entra dans cette voie que son élection venait d'ouvrir ; il la parcourut jusqu'au bout plutôt en victime qu'en sacrificeur.

Les premiers jours de son exaltation furent

consacrés aux fêtes et aux embrassements diplomatiques. Clément XIV était radieux, il s'imaginait que ses promesses dilatoires, que ses flatteries aux souverains, que surtout sa bonne volonté en paroles lui permettraient de gagner du temps, et qu'ainsi il pourrait, à l'aide d'une sage tolérance, arriver à cicatriser les plaies de la Catholicité, sans avoir besoin de frapper la Compagnie de Jésus. Cette politique expectante, qui entraînait si bien dans les vues de Louis XV, ne convenait pas plus au roi d'Espagne qu'à Choiseul, à Pombal et à d'Aranda. Les Philosophes espéraient en Clément XIV. Le roi de Prusse, Frédéric II, était leur maître et leur adepte ; mais Frédéric les connaissait de longue main. Il disait souvent que, s'il avait une de ses provinces à punir, il la donnerait à gouverner aux Philosophes. Il voulait récompenser la Silésie, malgré les prières et les menaçants sarcasmes des Encyclopédistes, il y maintint les Jésuites. La détermination du roi de Prusse était irrévocable ; d'Alembert cependant l'associait à la joie que l'élection de Clément XIV faisait éprouver aux incrédules, et le 16 juin 1769 il lui mandait ¹ : « On dit que le Cordelier Ganganelli ne promet pas poires molles à la Société de Jésus, et que saint François d'Assise pourrait bien tuer saint Ignace. Il me semble que le Saint-Père, tout Cordelier qu'il est, fera une grande sottise de casser ainsi son régiment des gardes, par complaisance pour les princes catholiques. Il me semble que ce traité ressemble à celui des loups avec les brebis, dont la première condition fut que celles-ci livrassent leurs chiens ; on sait comment elles s'en trouvèrent. Quoi qu'il en soit, il sera singulier, Sire, que, tandis que leurs Majestés Très-Chrétienne, Très-Catholique, Très-Apostolique et Très-Fidèle détruisent les grenadiers du Saint-Siège, votre très-hérétique Majesté soit la seule qui les conserve. »

Sous une forme légère, d'Alembert révèle le dernier mot des Philosophes. Ce dernier mot, c'est la condamnation de Clément XIV, prononcée dans l'intimité par ceux qui, à force d'adulations, essaient de l'entraîner à sa ruine. Le Pontife hésitait ; le 7 août de la même année, d'Alembert écrit encore à Frédéric II : « On assure que le Pape Cordelier se fait beaucoup tirer la manche pour abolir les Jésuites ². Je n'en suis pas étonné. Proposer à un Pape de détruire cette brave milice, c'est comme si on proposait à Votre Majesté de licencier son régiment des gardes. »

Ces aveux si remplis de prévisions révolutionnaires et anti-catholiques ne se faisaient qu'à voix basse, on les gardait pour les rêves d'avenir. En face de l'opinion et du Saint-Siège on

Les Philosophes espèrent en lui.

D'Alembert et Frédéric II.

Leur correspondance.

Laurent Ricci le fait nommer cardinal.

(1) Bini n'a jamais appartenu à la Société de Jésus. Il était chanoine.

(1) Œuvres philosophiques de d'Alembert, correspondance, t. XVIII.

(2) Ibidem.

prenait d'autres allures : on faisait retentir les imputations les plus étranges contre l'Ordre de Jésus ; on l'accusait de saper les trônes et de perdre l'Eglise. Le Roi protestant n'était pas la dupe de ce concert d'animadversions, et, le 3 avril 1770, répondait à d'Alembert ¹ : « La Philosophie, encouragée dans ce siècle, s'est énoncée avec plus de force et de courage que jamais. Quels sont les progrès qu'elle a faits ? On a chassé les Jésuites, direz-vous. J'en conviens, mais je vous prouverai, si vous le voulez, que la vanité, des vengeances secrètes, des cabales, enfin l'intérêt ont tout fait. » L'Encyclopédiste ne demanda pas la preuve, elle était surabondante pour lui ; mais il n'en continua pas moins, avec ses adhérents de la cour, du ministère, du Parlement et de la littérature, à jouer le double jeu qui leur réussit si bien.

Bernis avait succédé au marquis d'Aubeterre. Ambassadeur de France près le Saint-Siège et fier de la gratitude dont lui témoignait le Pape, ce Cardinal croyait partager le fardeau des affaires. Par affection pour Clément XIV, ou par un sentiment d'équité en faveur des Jésuites, on le voyait se porter médiateur entre les impatiences espagnoles et les insolences de Pombal. Le Souverain Pontife se montrait bienveillant pour tous, il demandait à étudier mûrement la question ; Bernis se chargea d'obtenir les délais. Pendant ce temps, on éloignait du Vatican les Cardinaux qui avaient dirigé les affaires sous Rezzonico. On isolait Ganganelli, on lui persuadait en le flattant qu'il devait à sa politique de conciliation, ainsi qu'à sa connaissance des hommes, de gouverner, de tout voir par lui-même. On l'entourait peu à peu de prélats hostiles à la Société de Jésus, on tendait des pièges à son amour de la paix, on l'amenait à rompre insensiblement avec ceux qui auraient éclairé son équité naturelle.

Ces sourdes manœuvres que, sous la protection de Bernis et d'Azpuru, les ambitions ou les haines locales propageaient à l'ombre de la tiare, n'échappèrent point au comte de Kaunitz, ambassadeur de Marie-Thérèse. Le 44 juin 1769, Kaunitz, au nom de l'Impératrice, se présente à l'audience du Pape. Dans l'intérêt de l'Eglise, il lui recommande d'avoir égard au vœu de sa Souveraine, qui ne consentira jamais à laisser détruire l'Ordre de Jésus. Clément promet de faire ce qu'il pourra ; deux fois dans quarante jours il refuse de recevoir le Général des Jésuites venant le complimenter pour les fêtes de saint Louis de Gonzague et de saint Ignace.

Dans un Bref commençant par ces mots : *Celestium munerum thesauros*, Clément XIV, le 42 juillet 1769, accordait des indulgences aux Jésuites missionnaires. Il disait : « Nous répandons volontiers les trésors des biens céles-

tes sur ceux que nous savons procurer avec grande ardeur le salut des âmes, et par leur vive charité envers Dieu et envers le prochain, et par leur zèle infatigable pour le bien de la Religion. Comme nous comprenons parmi ces fervents ouvriers dans le champ du Seigneur les Religieux de la Compagnie de Jésus, et ceux surtout que notre bien-aimé fils Laurent Ricci a dessein d'envoyer cette année et les années suivantes dans les diverses Provinces pour y travailler au salut des âmes, nous désirons aussi très-certainement entretenir et accroître par des faveurs spirituelles la piété et le zèle entreprenant et actif de ces mêmes Religieux. »

A la lecture du Bref accordé selon la coutume et dans la teneur ordinaire, les cours d'Espagne, de Naples et de Parme font entendre les plus vives protestations. Elles réclament contre cet acte, qui n'est pas un témoignage de la bienveillance du Pontife, mais un usage immémorial. Elles s'indignent que la secrétairerie romaine ait suivi en faveur de la Société de Jésus le protocole adopté. Les Jésuites étaient condamnés au tribunal des Couronnes, ils n'avaient plus de justice, plus même d'indulgences à attendre du Saint-Siège.

Clément XIV cherchait à s'insinuer dans les bonnes grâces de Charles III et de Joseph I^{er}. Il déferait à leurs vœux, il exauçait la moindre prière. Les relations diplomatiques entre Rome et le Portugal étaient renouées, il supprimait la promulgation annuelle de la Bulle *In cœna Domini*, il suspendait les effets du Bref par lequel son prédécesseur avait excommunié le duc de Parme ; mais ces avances cordiales ne désarmaient point les colères dont la Société de Jésus était l'objet. Le Pape sentit si bien sa position, que moins de six mois après son exaltation il écrivait à Louis XV :

« Quant à ce qui concerne les Jésuites, je ne puis ni blâmer ni anéantir un Institut loué par dix-neuf de mes prédécesseurs. Je le puis d'autant moins qu'il a été confirmé par le saint Concile de Trente, et que selon vos maximes françaises, le Concile général est au-dessus du Pape. Si l'on veut, j'assemblerai un Concile général où tout sera discuté avec justice, à charge et à décharge, dans lequel les Jésuites seront entendus pour se défendre ; car je leur dois, ainsi qu'à tout Ordre religieux, équité et protection. D'ailleurs la Pologne, le roi de Sardaigne et le roi de Prusse même m'ont écrit en leur faveur. Ainsi je ne puis, par leur destruction, contenter quelques princes qu'à un mécontentement des autres. »

Ce plan entraînait dans les idées du roi de France, mais il n'allait pas aux emportements de Charles III, à l'insouciance de Choiseul et au vœu des Philosophes. Le 26 août 1769, le ministre de Louis XV faisait part au cardinal de Bernis de ses projets ultérieurs ; il le pressait d'en finir avec la Compagnie de Jésus ; Choiseul, dans

Sa lettre
à Louis
XV en
faveur
des
Jésuites.

Dépêche
de
Choiseul
à Bernis.

(1) Œuvres philosophiques de d'Alembert, correspondance, t. XVIII.

Bernis
atemoit
avec la
question
des
Jésuites.

Le comte
de
Kaunitz
et le
Pape.

Clément
XIV et
les puis-
sances.

cette dépêche, disait avec sa légèreté habituelle :

« Je ne pense pas : 1^o qu'il faille confondre la dissolution des Jésuites avec les autres objets en contestation, desquels il ne faut pas même parler à présent. Le seul objet actuel est la dissolution. Tous les autres objets s'accommoderont d'eux-mêmes quand il n'y aura plus de Jésuites.

» 2^o Je pense avec le roi d'Espagne que le Pape est faible ou faux : faible, tâtonnant d'opérer ce que son esprit, son cœur et ses promesses exigent; faux, en cherchant à amuser les Couronnes par des espérances trompeuses. Dans les deux cas, les ménagements sont inutiles à son égard : car nous aurons beau le ménager, s'il est faible, il le sera encore davantage quand il verra qu'il n'a rien à craindre de nous. S'il est faux, il serait ridicule de lui laisser concevoir l'espérance que nous sommes ses dupes. Ce serait l'être, monsieur le Cardinal, d'attendre que le Saint-Père eût le consentement de tous les princes catholiques pour l'extinction des Jésuites : vous sentez combien cette voie entraîne de longueurs et de difficultés. La cour de Vienne ne donnera son consentement qu'avec des restrictions et une négociation avantageuse. L'Allemagne le donnera avec peine; la Pologne, excitée par la Russie, pour nous faire niche, le refusera; la Prusse et la Sardaigne (j'en ai connaissance) en usent de même. Ainsi le Pape ne parviendra sûrement pas à réunir ce consentement de princes, et, quand il nous avance ce préliminaire, il nous traite comme des enfants qui n'ont aucune connaissance des hommes, des affaires et des cours.

« Mais, lorsque le Saint-Père ajoute qu'au consentement des princes il faut ajouter celui du Clergé, il se moque réellement de nous. Vous savez aussi bien que nous, monsieur le Cardinal, que ce consentement du Clergé ne pourra se donner dans les formes qu'en assemblant un Concile, et que de fait cette assemblée ne peut avoir lieu dans aucun pays catholique, soit par la volonté des princes, soit par celle du Pape même.

» Quand je vous ai mandé de déclarer au Pape que les ministres du Roi se retireraient, vous sentez que cette menace est comminatoire, et qu'elle doit vous servir pour que le Pape vous prie de rester, et pour qu'il vous engage à écrire au Roi pour rester, et à vous faire valoir auprès de Sa Sainteté. Je finirai l'histoire des Jésuites en mettant sous vos yeux un tableau qui, je crois, vous frappera. Je ne sais s'il a été bien fait de renvoyer les Jésuites de France et d'Espagne; ils sont renvoyés de tous les Etats de la maison de Bourbon. Je crois qu'il a été encore plus mal fait, ces moines renvoyés, de faire à Rome une démarche d'éclat pour la suppression de l'Ordre et d'avertir l'Europe de cette démarche. Elle est faite; il se trouve que les

rois de France, d'Espagne et de Naples sont en guerre ouverte contre les Jésuites et leurs partisans. Seront-ils supprimés, ne le seront-ils pas? Les rois l'emporteront-ils? Les Jésuites auront-ils la victoire? Voilà la question qui agite les cabinets et qui est la source des intrigues, des tracasseries, des embarras de toutes les cours catholiques. En vérité, l'on ne peut pas voir ce tableau de sang-froid sans en sentir l'indécence; et, si j'étais ambassadeur à Rome, je serais honteux de voir le Père Ricci l'antagoniste de mon maître.

Le Général des Jésuites, né à Florence, avait peut-être droit de se mettre en opposition avec un prince étranger qui, après avoir banni les Jésuites de son royaume, conspirait pour les faire proscrire des Etats pontificaux; mais, à coup sûr, Ricci n'aurait jamais insulté le fils et l'héritier de son souverain. Choiseul n'avait pas craint d'outrager dans ses vertus le Dauphin¹, que la France pleurait encore, lorsque cet homme d'Etat adressait à Bernis l'inconcevable lettre dont nous venons de citer deux fragments.

Cette dépêche troublait la quiétude de Clément XIV, elle inquiétait Bernis. Elle lui laissait entrevoir la possibilité d'abandonner son ambassade de Rome, où il s'arrangeait une vie de faste, de plaisirs décentes et de bienfaisance artistique. Le Cardinal n'hésita plus. Louis XV sollicitait un ajournement à la haine toujours active de Charles III, il l'obtint; mais Bernis, Azpuru, Orsini et les quelques Cardinaux ou Prélats marchant sous leur bannière comprirent que les efforts seraient toujours stériles auprès du Pape tant qu'ils ne l'auraient pas entraîné au delà de ses intentions les plus secrètes. Il fallait le prendre par ses idées de justice. On fit surgir procès sur procès contre les Jésuites; on les attaqua en détail afin de les perdre dans l'esprit du Pontife qui devait les juger. Clément XIV voyait enfin que sa mansuétude n'était pour lui qu'une décevante illusion, et qu'elle l'exposait aux reproches des Cours. Bernis le consolait dans ses amertumes; il avait de douces paroles à verser sur ce cœur ulcéré. Il le conduisit à l'abîme en essayant de couvrir de fleurs le che-

Bernis détermine le Pape à promettre, par écrit, au roi d'Espagne, qu'il abolira la Compagnie de Jésus.

(1) On lit dans l'*Histoire de France pendant le dix-huitième siècle*, t. IV, page 384, par Lacretelle : « Pendant les débats sur les Jésuites, il (le Dauphin) ne tenta qu'un effort en leur faveur. Il fit remettre au Roi un mémoire qui exprimait les plus vifs griefs contre le duc de Choiseul, et révélait ou supposait ses intrigues avec quelques chefs du Parlement pour opérer la dissolution de cette Société. Le Roi en parut frappé et fit pendant quelques jours un accueil sévère à son ministre. Mais celui-ci fut bientôt instruit par la marquise de Pompadour des moyens qu'avaient employés contre lui ses ennemis. Il osa se plaindre avec emportement du Dauphin et de ses conseillers; il vint trouver ce prince pour lui démontrer la fausseté des dénégations dont il s'était rendu l'organe, et lui porta le défi de la haine en lui adressant ces paroles : « Je puis être condamné au malheur d'être votre sujet, mais je ne serai jamais votre serviteur. »

Après une telle insolence, il est difficile de s'expliquer l'étrange passage de la lettre où Choiseul déclare qu'il serait honteux de voir le père Ricci l'antagoniste de son maître.

min qui y aboutissait. Tandis que Pombal et Choiseul, d'un côté, Monino, Roda, Grimaldi et le duc d'Albe, de l'autre, ne cessaient de presser l'extinction de la Compagnie, l'ambassadeur de France, qui peut-être ne cherchait que des expédients pour la retarder, engagea le Pape dans une démarche qui allait l'accélérer. Charles III avait dénoncé au cabinet de Versailles les lenteurs du Cardinal diplomate. Il accusait sa bonne foi, il exigeait son rappel, il menaçait Rome. Bernis ne trouva qu'un moyen de conjurer cet orage : il supplia le Souverain Pontife d'écrire au roi d'Espagne. Clément XIV, harcelé, vaincu par tant d'obsessions et espérant y échapper encore, se résigna à demander du temps pour opérer la suppression de l'Institut ; mais, en la reconnaissant indispensable, il ajoute que « les membres de cette Compagnie avaient mérité leur ruine par l'inquiétude de leur esprit et l'audace de leurs menées. »

Le 29 avril 1770 le Cardinal de Bernis se glorifie du coup de maître qu'il a exécuté. Pour rentrer en grâce auprès de Choiseul et des Philosophes, il dit : « La question n'est pas de savoir si le Pape ne désirerait pas d'éviter la suppression des Jésuites, mais si, d'après les promesses formelles qu'il a faites par écrit au roi d'Espagne, Sa Sainteté peut se dispenser de les exécuter. Cette lettre que je lui ai fait écrire au Roi catholique le lie d'une manière si forte que, à moins que la cour d'Espagne ne changeât de sentiment, le Pape est forcé malgré lui d'achever l'ouvrage. Il n'y a que sur le temps qu'il puisse gagner quelque chose ; mais les retards sont eux-mêmes limités. Sa Sainteté est trop éclairée pour ne pas sentir que, si le roi d'Espagne faisait imprimer la lettre qu'elle lui avait écrite, elle serait déshonorée si elle refusait de tenir sa parole et de supprimer une Société de la destruction de laquelle elle a promis de communiquer le plan, et dont elle regarde les membres comme dangereux, inquiets et brouillons. »

Clément XIV était lié. Avec son caractère qui fuyait le bruit, et qui se serait si heureusement contenté d'une digne oisiveté sur le trône, on savait qu'un peu plus tôt ou qu'un peu plus tard on le contraindrait à tenir cet engagement solennel. La France et l'Espagne le laissèrent respirer pendant quelques mois ; néanmoins, comme si la persécution devait toujours s'acharner sur ce vieillard couronné, Pombal et Tanucci reprirent en sous-œuvre les intrigues de Choiseul et d'Aranda. Ils n'avaient pas l'insolente élégance de leurs maîtres ; ils furent grossiers dans leurs procédés. Ces derniers outrages irritèrent le peuple romain. Le Pape détestait le prestige des cérémonies religieuses, il ne gouvernait qu'à contre-cœur. Le dégoût des hommes lui faisait prendre les affaires en mépris. Il n'avait pour confidents que deux Religieux de son couvent

des Saints-Apôtres, Buontempi et Francesco. Il écartait de son trône les Cardinaux et les Princes. A ces sujets de mécontentement intérieur se joignit la disette, suite inévitable d'une mauvaise administration. Le Pape vit s'évanouir cette popularité dont les premiers transports avaient été si doux à son âme. Les Pères de l'Institut pensèrent que cette situation ramènerait le Pontife à des idées plus justes, et que tous ensemble ils pourraient encore travailler à la gloire de l'Eglise. Ils étaient si complètement en dehors du mouvement des affaires que le Père Garnier, ancien Provincial de Lyon et alors Assistant de France par intérim, écrivait de Rome le 6 mars 1770 : « Les Jésuites savent qu'on sollicite leur abolition ; mais le Pape garde un secret impénétrable sur cette affaire. Il ne voit que leurs ennemis. Ni Cardinaux ni Prélats ne sont appelés au Palais, et n'en approchent que pour les fonctions publiques. » Et le 20 juin de la même année le Père Garnier mandait encore à ses frères : « Les Jésuites ne s'aident point ; ils ne savent, ils ne peuvent même s'aider, et les mesures sont bien prises contre eux. On répand ici, comme à Paris, le bruit que l'affaire est finie, que le coup est porté. »

Ce fut dans ce moment que la chute du duc de Choiseul vint ranimer toutes les espérances des amis de la Compagnie. Après avoir été, jusqu'à la mort de madame de Pompadour, le plus obséquieux courtisan de cette femme, il ne voulait plus saluer en madame du Barry les déplorables caprices de Louis XV. L'orgueil de cet homme d'Etat le précipita du faite des honneurs. Le 25 décembre 1770 Choiseul prit la route de l'exil, et le duc d'Aiguillon fut appelé à lui succéder. Le nouveau ministre avait toujours aimé, toujours défendu les Jésuites. Il arrivait dans un moment opportun ; car le peuple, las des prodigalités de Choiseul, applaudissait à sa disgrâce, tandis que les courtisans, les traitants, les parlementaires et les Philosophes regrettaient avec fracas leur protecteur. D'Aiguillon avait des vengeances à exercer contre la cour judiciaire : il la punit en la dissolvant, comme elle-même avait dissous la Société de Jésus. Il fut sans pitié pour les magistrats qui s'étaient montrés inexorables pour les Jésuites : il proscrivit les proscripteurs. Mais, dans cette rapide révolution, la main des Pères, depuis longtemps bannis du royaume, ne se fit pas plus sentir de près que de loin. D'Aiguillon et le chancelier Maupeou avaient d'autres vucs. Madame du Barry, et c'est un hommage indirect qu'elle rendit à la vertu des Jésuites, madame du Barry ne songeait nullement à reconstruire l'œuvre que sa devancière avait brisée. Cependant à la nouvelle des changements qui s'opèrent dans le ministère et à la cour, le Pape juge que quelques mois de répit lui seront accordés. Louis XV ne voyait plus

La chute de Choiseul rend aux Jésuites quelque espoir.

Clément perd à Rome toute popularité.

Le duc d'Aiguillon et madame du Barry.

l'impérieux Choiseul lui dicter des ordres, d'Aiguillon ne devait lui faire aucune violence sur ce point. Le Roi et le ministre ne demandaient pas mieux que de laisser au Pape sa liberté d'action; mais il fallait ménager Charles d'Espagne. Afin de le consoler de la disgrâce de Choiseul, d'Aiguillon consent à faire cause commune avec les ennemis des Jésuites. Le pouvoir l'avait tenté. Pour désarmer les méfiances du cabinet de Madrid, il veut lui donner des gages. Charles III soupçonnait depuis longtemps le cardinal de Bernis de tiédeur dans ses poursuites. D'Aiguillon lui en fournit la preuve en livrant à Pignatelli, comte de Fuentès, ambassadeur d'Espagne à Paris, les dépêches de l'ambassadeur de France à Rome. Quand cette lâcheté fut consommée, Charles III et le duc d'Aiguillon concertèrent un nouveau plan de campagne.

Sur ces entrefaites, Azpuru étant mort, Charles III nomme François Monino pour le remplacer dans ses fonctions diplomatiques près le Saint-Siège. Monino, qui a rendu célèbre dans l'histoire d'Espagne le nom du comte de Florida-Blanca, ne savait pas encore par expérience les funestes résultats des révolutions : il les secondait sans prévoir qu'un jour il deviendrait l'un de leurs plus constants adversaires. Dans toute la force de l'âge et des passions ambitieuses, il se dévouait au prince qui l'avait tiré de l'obscurité pour mettre ses talents en lumière. Il épousait sa querelle comme un moyen de fortune. Il arriva à Rome bien décidé à faire fléchir devant sa téméraire opiniâtreté les dernières résistances du Pontife. Clément XIV le savait intraitable; il n'ignorait pas que le duc d'Aiguillon avait enjoint au Cardinal de Bernis de seconder en tout et partout les mesures que Florida-Blanca croirait utile de prescrire. La venue de ce négociateur entreprenant paralysait les temporisations du Cardinal, elle frappait de stupeur le Souverain Pontife. L'audace pleine de jactance espagnole de Florida-Blanca le consternait : sous son influence il ne sut que trembler et se plaindre de la torture qu'on lui faisait subir.

L'ambassadeur de Charles III avait intimidé ou séduit à prix d'or les serviteurs du Pape : il le dominait par la crainte; et, quand Clément XIV suppliait sollicitait un nouveau délai : « Non, Saint Père !, s'écriait-il. C'est en arrachant la racine d'une dent qu'on fait cesser la douleur. Par les entrailles de Jésus-Christ, je conjure Votre Sainteté de voir en moi un homme plein d'amour pour la paix; mais craignez que le Roi mon maître n'approuve le projet adopté par plus d'une cour, celui de supprimer tous les Ordres religieux. Si vous voulez les

sauver, ne confondez pas leur cause avec celle des Jésuites. — Ah! reprenait Ganganelli, je le vois depuis longtemps, c'est là qu'on en veut venir! On prétend plus encore : la ruine de la Religion catholique, le schisme, l'hérésie peut-être, voilà la secrète pensée des princes. » Après avoir laissé échapper ces plaintes douloureuses, il essayait sur Florida-Blanca la séduction d'une confiance amicale et d'une douce naïveté. L'objet de tant de soins y résistait avec une inflexibilité stoïque. Forcé de renoncer à cette ressource, Clément cherchait à éveiller la pitié de son juge : il parlait de sa santé, et l'Espagnol laissait percer une incrédulité si désespérante que le malheureux Ganganelli, rejetant en arrière une partie de ses vêtements, lui montra un jour ses bras nus couverts d'une éruption dartreuse. Tels étaient les moyens employés par le Pape pour fléchir l'agent de Charles III. C'est ainsi qu'il lui demandait la vie.

Le Vatican étonné voyait chaque jour se renouveler de pareilles scènes sous ses voûtes, où tant de Papes, fiers de leur dignité et de leur bon droit, avaient tenu tête aux monarques les plus absolus. Florida-Blanca s'était imposé la mission de dompter les scrupules de Clément XIV; et de condamner le Vicaire de Jésus-Christ à une iniquité raisonnée. Bernis se taisait, mais devant ce veillard à la frêle stature se dressait à chaque heure l'Espagnol au port majestueux. Florida semblait l'écraser de toute sa force physique. Implacable comme la fatalité, il poursuivait sa victime de détour en détour, et ne lui accordait aucun repos. En lisant cette persécution inouïe, en l'étudiant dans ses plus minutieux détails, on n'a plus besoin de chercher quel fut le meurtrier de Clément XIV, s'il en eut un. Ganganelli n'est pas mort sous le poison des Jésuites; il a été tué par les violences de Florida-Blanca.

Une seule fois cependant le malheureux Pontife recouvra, dans l'indignation de son âme, un reste d'énergie. Le plénipotentiaire espagnol lui faisait ce jour-là entrevoir qu'en échange de la bulle de suppression les couronnes de France et de Naples s'empresseraient de rendre au Siège apostolique les villes d'Avignon et de Bénévent, séquestrées par elles. Ganganelli se rappela enfin qu'il était le prêtre du Dieu qui chassait du temple les vendeurs, et il s'écria : « Apprenez qu'un Pape gouverne les âmes, et n'en trafique pas. » Ce fut son dernier éclair de courage. Le Souverain Pontife tomba affaîssi sous cet élan de dignité. Depuis ce moment, il ne se releva que pour mourir.

De tous les princes catholiques ayant alors une prépondérance réelle en Europe, Marie-Thérèse d'Autriche était la seule qui s'opposait avec efficacité aux désirs de Charles III et au vœu le plus cher des Encyclopédistes. Le roi de Sardaigne, la Pologne, les électeurs de Bavière,

Marie-
Thérèse
et
Joseph
II.

(1) Dépêche de Florida-Blanca au marquis de Grimaldi, 16 juillet 1772. — *Histoire de la chute des Jésuites*, par le comte de Saint-Priest, p. 155.

Le comte
de
Florida-
Blanca
envoyé à
Rome.

Il
domine
Clément
XIV.

Leurs
entre-
vues.

de Trèves, de Cologne, de Mayence, l'électeur palatin, les cantons suisses, Venise et la république de Gènes s'unissaient à la cour de Vienne pour s'opposer à la destruction de la Compagnie. Charles III se fit lui-même auprès de Marie-Thérèse l'interprète de ses tourments : il la supplia de lui accorder cette satisfaction. L'empereur Joseph II, fils de cette princesse, n'avait pour les Jésuites ni haine ni affection ; mais il convoitait leurs richesses. Il promit de décider sa mère si on lui garantissait la propriété des biens de l'Ordre. Les Bourbons ratifièrent ce marché, et l'Impératrice céda en pleurant aux avides importunités de son fils ¹.

Le Pape avait espéré peut-être que Marie-Thérèse résisterait plus longtemps, et que, femme pleine de courage et de vertus ; elle combattrait à ses douleurs comme homme, à ses inquiétudes comme Souverain Pontife. Cette dernière chance lui était enlevée. Clément XIV n'avait plus qu'à courber la tête : il se résigna à l'iniquité. Quand l'infortuné vieillard en eut pris son parti, il laissa les Jésuites devenir la proie de leurs ennemis. Tout était d'avance combiné pour ce jour si impatientement attendu. Afin de motiver la destruction d'un Ordre dont l'Eglise avait si souvent exalté les services, on essaya de le reconsidérer en lui intentant des procès que les jésuites étaient disposés à lui faire perdre, sous quelque prétexte que ce fût. Alfani, un de ces monsignori laïques qui n'ont rien de commun que l'habit avec le sacerdoce, était le magistrat délégué pour condamner les Jésuites. On leur suscita tant de chicanes, on essaya si bien de leur persuader qu'il n'y avait plus à Rome de justice pour eux, qu'ils ne crurent pas devoir

prendre la peine de se défendre. Le 49 janvier 1773 le Père Garnier constatait ce découragement, né de l'impuissance de leurs efforts. Il écrivait : « Vous demandez pourquoi les Jésuites ne se justifient pas : ils ne peuvent rien ici. Toutes les avenues, soit médiates, soit immédiates, sont absolument fermées, murées et contre-murées. Il ne leur est pas possible de faire parvenir le moindre mémoire. Personne ici ne pourrait se charger de le présenter. »

Quelques exemples de cette iniquité réfléchie, arrachés aux dossiers de tant d'incompréhensibles procès, feront juger des moyens mis en jeu. Un Prélat, frère du Jésuite Pizani, était mort vers cette époque. Le Jésuite ne pouvait pas hériter. Un autre de ses frères, chevalier de Malte, lui écrit pour le prier de veiller à ses intérêts. A peine est-il de retour à Rome qu'elle cupidité et les ennemis de l'Institut lui font naître l'idée que le Père a détourné à son profit une partie de la succession. Elle aurait dû être commune si les vœux du Jésuite n'y eussent mis obstacle. Le Maltais dépose un mémorial aux pieds du Pape. Clément XIV donne Onuphre Alfani pour unique juge aux deux frères. Il procédera par voie économique, c'est-à-dire il ne rendra compte qu'au Pape de ses opérations. Le Jésuite n'avait pas fait établir un inventaire juridique, mais il possédait assez de titres légaux pour démontrer son innocence. Alfani en demande communication. Il les anéantit, et condamne le Collège Romain à payer 25,000 écus. Alfani avait prononcé sa sentence ; à Rome l'appel et le droit de récuser un magistrat sont le privilège de tout accusé, un privilège dont jouissent les Juifs eux-mêmes. On le dénie aux Pères de la Société. On les dépouille en même temps du Collège des Irlandais, on attaque leur Noviciat et le Collège Germanique. Alfani ne siègeait point par hasard dans cette dernière affaire. Le Collège Germanique gagna sa cause ; néanmoins la sentence ne reçut jamais d'exécution, car il fallait apprendre aux disciples de saint Ignace qu'ils étaient perdus.

Depuis Pie IV les Jésuites dirigeaient le Séminaire Romain. Cinq Papes et plus de cent Cardinaux étaient sortis de cette maison des fortes études. On les blâme de n'avoir pas administré avec plus d'épargne. Clément XIV nomme pour visiteurs les Cardinaux d'York, Marefoschi et Colonna. Les deux premiers étaient ouvertement hostiles à la Compagnie. Les Jésuites font observer que les denrées augmentent chaque année, et que les revenus du Séminaire n'ont jamais suivi cette progression. Ils établissent la vérité de leurs dires par des chiffres irréfutables. Le 29 septembre 1772 on les expulse préventivement. Les visiteurs avaient constaté que les revenus suffisaient pour l'entretien. A peine les Pères sont-ils dépouillés que le Pape lui-même, en assignant une nouvelle provision de 400,000

La succession des Pizani.

Le Collège Romain condamné.

Le Séminaire Romain mis en suspicion.

(1) Le conventionnel abbé Grégoire, à la page 170 de son *Histoire des confesseurs des rois*, ne raconte pas ainsi cette transaction ; il dit : « Lors du premier partage de la Pologne, en 1773, l'Impératrice Marie-Thérèse consulta son confesseur, le père jésuite Parhamer, sur la justice d'une opération où elle était co-partageante. Il crut devoir à ce sujet consulter ses supérieurs, et il écrivit à Rome. Wilseck, ministre d'Autriche près la cour romaine, qui soupçonna cette correspondance, parvint à se procurer une copie de la lettre de Parhamer et l'envoya sur-le-champ à Marie-Thérèse. Dès ce moment, elle n'hésita plus à faire cause commune avec les gouvernements qui sollicitaient auprès de Clément XIV l'abolition de la Société jésuitique. »

Grégoire n'a pas inventé ce récit, il l'a copié à la page 132 du *Catechismo dei Gesuiti* ; mais il a pourtant assez de conscience pour prouver celle que le comte de Gorani publia en 1795, dans le deuxième volume, page 89, de ses *Mémoires secrets des gouvernements*. Dans cet ouvrage, dont la date seule de la publication est presque une honte, Gorani prétend que ce n'était pas une simple lettre qui fut suisée à Rome, mais la confession générale de Marie-Thérèse, que son confesseur faisait passer au Général de l'Ordre. Charles III, ajoute-t-il, se l'étant procurée, la transmit à l'Impératrice, pour la décider à faire supprimer les Jésuites.

L'abbé Grégoire a lui-même flétri cette fable. Nous dédaignerons donc de nous y arrêter, mais la version adoptée par le conventionnel n'a pas un fondement plus solide. Elle pêche par la base, car jamais le père Parhamer ne fut confesseur de Marie-Thérèse. Il avait été celui de son époux, l'empereur François I^{er}, et, avant comme après la suppression, il resta toujours à Vienne dans la faveur de cette princesse et de Joseph II, son fils.

francs au Séminaire, se charge de justifier leurs complices.

Le Cardinal d'York venait de fermer une des plus célèbres écoles de la Société; il veut bénéficier lui-même de son arrêt. Le dernier Stuart s'unissait aux derniers Bourbons, afin de proscrire les Jésuites. Il n'a pour tout royaume que son diocèse de Frascati: il convoite la maison que les Pères possèdent en cette ville. Clément XIV la lui accorde de son propre mouvement et par la plénitude de son pouvoir apostolique.

A Bologne, à Ravenne, à Ferrare, à Modène, à Macerata, ce système se développe. On force les Novices et les Scolastiques à se retirer chez leurs parents. Ceux qui refusent d'obéir à une injonction aussi extraordinaire se voient privés des Sacraments. On les appelle à quitter l'habit de l'Institut. Ces jeunes gens ne veulent pas s'en séparer: des soldats le déchirent sur leurs épaules, et, après les avoir revêtus d'un costume laïque, ils les contraignent à prendre la route de leur patrie.

Afin d'aguerir à l'injustice son cœur plein d'équité naturelle, Clément XIV avait fermé les yeux sur ces actes précurseurs de la suppression; mais cette tyrannie de détail ne remplissait pas les vœux de Charles III et de Florida-Blanca. Il fallait au monarque espagnol un triomphe plus complet; on décide enfin le Pape à l'accorder. Le 24 juillet 1773 commençait au Gésu la neuvaïne en l'honneur de la fête de saint Ignace; les cloches s'ébranlaient. Le Pape en demande le motif; et lui lui fait connaître. Alors d'un air triste il ajoute: « Vous vous trompez; ce n'est pas pour les Saints qu'on sonne au Gésu, c'est pour les morts. » Clément XIV le savait mieux que personne, car ce jour-là même il signa le bref *Dominus ac Redemptor noster*, qui supprime la Compagnie de Jésus dans tout l'univers chrétien.

« Ce bref, dit le Protestant Schœll¹, ne condamne ni la doctrine, ni les mœurs, ni la discipline des Jésuites. Les plaintes des cours contre l'Ordre sont les seuls motifs de la suppression qui soient allégués, et le Pape la justifie par des exemples précédents d'Ordres supprimés pour se conformer aux exigences de l'opinion publique. »

Le décret, donné à Sainte-Marie-Majeure et contre-signé par le Cardinal Negroni, appartient à l'histoire des Jésuites comme la bulle de fondation de 1540. Nous le publions donc, en nous contentant d'en retrancher les premières pages, qui ne regardent pas directement la Société. Clément XIV, avant d'arriver aux Jésuites, énumère les divers Instituts retranchés du corps de l'Eglise; mais il oublie de faire observer que ces Instituts ne furent sécularisés qu'en vertu de preuves acquises², d'informations et de procé-

dures juridiques; puis le Souverain Pontife continue en ces termes :

« Après avoir mis sous nos yeux ces exemples et d'autres du plus grand poids et de la plus grande autorité, et brûlant de marcher avec confiance et d'un pas sûr dans la résolution dont nous parlerons plus bas, nous n'avons omis ni soins ni recherches pour connaître à fond tout ce qui concerne l'origine, les progrès et l'état actuel de l'Ordre religieux communément appelé la *Société de Jésus*, et nous avons découvert qu'il avait été établi par son saint fondateur pour le salut des âmes, pour la conversion des Hérétiques et surtout des Infidèles, enfin pour donner à la piété et à la Religion de nouveaux accroissements; que, pour atteindre plus facilement et plus heureusement à ce but désiré, il avait été consacré à Dieu par le vœu très-étroit de pauvreté évangélique, tant en commun qu'en particulier, excepté les maisons d'études ou de belles-lettres, auxquelles on permit de posséder quelques revenus, de manière cependant qu'aucune partie n'en pourrait être détournée ni appliquée aux avantages, à l'utilité et à l'usage de cette Société.

» C'est d'après ces lois, et d'autres également sages, que Paul III, notre prédécesseur, approuva d'abord la Société de Jésus par sa bulle du 26 septembre 1540, et lui permit de rédiger des statuts et règlements qui assurassent sa tranquillité, son existence et son régime; et, quoiqu'il eût restreint cette Société naissante au nombre de soixante Religieux seulement, néanmoins, par une autre bulle du 28 février 1543, il permit aux Supérieurs d'y admettre tous ceux dont la réception leur paraissait utile ou nécessaire. Alors le même Paul, notre prédécesseur, par un bref du 15 novembre 1549, accorda de très-grands privilèges à cette Société, et conféra à ses chefs généraux le pouvoir d'y introduire vingt Prêtres, en qualité de coadjuteurs spirituels, et de leur communiquer les mêmes privilèges, les mêmes faveurs et la même autorité dont jouissaient les Profès de la Société. Il voulut et ordonna que cette permission pût s'étendre, sans aucune restriction et sans nombre limité, à tous ceux qui en seraient jugés dignes par les Généraux. En outre, la Société elle-même, tous les membres dont elle était composée et leurs biens furent entièrement soustraits à toute

Philippe-le-Bel, s'occupa de la suppression des Templiers, il convoqua tous les Evêques de la Chrétienté. Trois cents Prélats examinèrent les imputations et les défenses, et chacun d'eux, à l'exception de quatre, décida qu'il était nécessaire d'entendre les dires des accusés. Selon l'abbé Fleury, dans son *Histoire*, livre xci, pages 180 et 181, les Templiers furent individuellement cités à comparaître en personne, pour être jugés au moins par des Conciles provinciaux. On n'appliqua aux Jésuites aucune de ces mesures indiquées par les plus simples notions de la justice. On procéda en 1775 comme, en 1310, Clément V et Philippe-le-Bel n'avaient même pas songé à le faire. La forme et le fond du jugement contre les Jésuites restèrent étrangers aux lois canoniques, aux coutumes de l'Eglise ainsi qu'aux tribunaux séculiers.

(1) *Cours d'histoire des Etats européens*, t. xlv, p. 85.

(2) Au moment où le pape Clément V, de concert avec

Le cardinal d'York demande au Pape leur maison de Frascati.

Les Jésuites chassés de leurs Collèges.

Le Bref Dominus ac Redemptor.

supériorité, juridiction et correction des ordinaires, et ce Pape les prit sous sa protection et sous celle du Siège apostolique.

» Nos autres prédécesseurs ont exercé dans la suite la même munificence et la même libéralité envers cette Société. En effet, Jules III, Paul IV, Pie IV et V, Grégoire XIII, Sixte V, Grégoire XIV, Clément VIII, et d'autres Souverains Pontifes, ont ou confirmé, ou augmenté, ou déterminé plus particulièrement les privilèges déjà accordés à ces Religieux. Cependant la teneur même et les termes de ces Constitutions apostoliques nous apprennent que la Société, presque encore au berceau, vit naître en son sein différents germes de discordes et de jalousies, qui non-seulement déchirèrent ses membres, mais qui les portèrent à s'élever contre les autres Ordres religieux, contre le Clergé séculier, les Académies, les Universités, les Collèges, les écoles publiques, et contre les souverains eux-mêmes qui les avaient accueillis et admis dans leurs Etats, et que ces troubles et ces dissensions étaient tantôt excités au sujet de la nature et du caractère des vœux, du temps d'admettre les Novices à prononcer ces vœux, du pouvoir de les renvoyer ou de les élever aux ordres sacrés sans un titre et sans avoir fait des vœux solennels, ce qui est contraire aux décisions du Concile de Trente et de Pie V, notre prédécesseur; tantôt au sujet de la puissance absolue que le Général s'arrogeait et de quelques autres articles concernant le régime de la Société; tantôt pour différents points de doctrine, pour les Collèges, pour les exemptions et privilèges que les ordinaires et d'autres personnes constituées en dignité, soit ecclésiastique, soit séculière, prétendaient blesser leur juridiction et leurs droits. Enfin il n'y eut presque aucune des plus graves accusations qui ne fût intentée contre cette Société, et la paix et la tranquillité de la Chrétienté en furent longtemps troublés.

» De là s'élevèrent mille plaintes contre ces Religieux, lesquelles furent déferées à Paul IV, Pie V et Sixte V, nos prédécesseurs, appuyées de l'autorité de quelques princes. Philippe II, entre autres, d'illustre mémoire, roi d'Espagne, mit sous les yeux de Sixte V, notre prédécesseur, non-seulement les motifs graves et pressants qui le déterminaient à cette démarche et les réclamations qui lui avaient été faites de la part des inquisiteurs d'Espagne contre les privilèges excessifs de la Société de Jésus et contre la forme de son régime, mais encore des points de disputes approuvées par plusieurs de ses membres, même les plus recommandables par leur science et par leur piété, et sollicita ce Pontife à commettre et à nommer pour cet effet une visite apostolique dans cette Société.

• » Les demandes et le zèle de Philippe paraissant fondés sur la justice et sur l'équité, le

même Sixte V y eut égard, et nomma pour visiteur apostolique un Evêque généralement reconnu par sa prudence, sa vertu et ses lumières. En outre, il désigna une congrégation de Cardinaux qui devaient employer tous leurs soins et leur vigilance à terminer cette affaire. Mais, une mort prématurée ayant enlevé le même Sixte V, notre prédécesseur, le projet salutaire qu'il avait formé s'évanouit et n'eut point d'effet. Grégoire XIV, d'heureuse mémoire, à peine élevé à la Chaire de saint Pierre, donna de nouveau, par sa bulle du 28 juin 1591, l'approbation la plus étendue à l'Institut de la Société. Il confirma et ratifia tous les privilèges qui lui avaient été accordés par ses prédécesseurs, et surtout celui d'exclure et de renvoyer les membres de cet Ordre sans employer aucune forme juridique, c'est-à-dire sans faire auparavant aucune information, sans dresser aucun acte, sans observer aucun ordre judiciaire, ni accorder aucun délai, même essentiel, mais sur l'inspection seule de la vérité du fait, et n'ayant égard qu'à la faute ou à un motif suffisant d'expulsion, aux personnes et aux autres circonstances. De plus, il imposa un profond silence et défendit surtout, sous peine d'excommunication encourue par le fait, d'oser attaquer directement ou indirectement l'Institut, les constitutions ou les décrets de la Société, ou de songer à y faire aucune espèce de changement. Cependant il laissa à chacun le droit de proposer et de représenter, à lui seulement et aux Papes ses successeurs, soit immédiatement, soit par les Légats ou Nonces du Saint-Siège, tout ce que l'on croirait devoir y être ajouté, ou être retranché, ou y être changé.

» Mais toutes ces précautions ne purent apaiser les clameurs et les plaintes élevés contre la Société; au contraire, on vit alors se répandre de plus en plus dans presque tout l'univers les plus vives contestations touchant la doctrine de cet Ordre, que plusieurs accusèrent d'être totalement opposée à la Foi orthodoxe et aux bonnes mœurs. Le sein même de la Société fut déchiré par des dissensions intestines et extérieures; et, entre autres accusations intentées contre elle, on lui reprocha de rechercher avec trop d'avidité et d'empressement les biens de la terre. Telle fut la source de ces troubles, qui ne sont, hélas! que trop connus, qui ont causé au Siège apostolique tant de chagrin et de douleur; tel est le motif du parti que plusieurs souverains ont embrassé contre la Société. Il arriva de là que ces religieux, voulant obtenir de Paul V, d'heureuse mémoire, notre prédécesseur, une nouvelle confiscation de leur Institut et de leurs privilèges, furent forcés de lui demander de vouloir bien ratifier et munir de son autorité quelques décrets publiés dans la cinquième Congrégation générale et insérés mot à mot dans sa bulle du 14 septembre 1606. Ces décrets portent

expressément que la Société, assemblée en Congrégation générale, a été obligée, tant à cause des troubles et des inimitiés fomentés parmi ses membres qu'à cause des plaintes et des accusations des étrangers contre elle, de faire le statut suivant : « Notre Société, qui a » été suscitée par Dieu même pour la propagation de la Foi et le salut des âmes, peut, par » les fonctions propres de son Institut, qui sont » les armes spirituelles, atteindre heureusement, sous l'étendard de la Croix, au but » qu'elle se propose, avec utilité pour l'Eglise » et avec édification pour le prochain ; mais, » d'un autre côté, elle détruirait ces avantages, » et s'exposerait au plus grand danger si elle » s'occupait des affaires du siècle et de celles » qui concernent la politique et le gouvernement » des Etats : c'est pourquoi nos ancêtres ont » très-sagement ordonné qu'en servant Dieu » nous ne nous mêlassions point des affaires » qui sont opposées à notre profession. Mais, » comme, dans ces temps malheureux, notre » Ordre, peut-être par la faute ou à cause de » l'ambition et du zèle indiscret de quelques-uns » de ses membres, se trouve attaqué dans différents endroits et diffamé auprès de plusieurs » souverains, dont notre Père Ignace, de bienheureuse mémoire, nous a pourtant recommandé de conserver la bienveillance et l'affection pour être plus agréables à Dieu ; et que » d'ailleurs la bonne odeur de Jésus-Christ est » nécessaire pour produire des fruits, la Congrégation a pensé qu'il fallait s'abstenir de » toute apparence de mal, et prévenir, autant » qu'il était possible, les plaintes même fondées » sur de faux soupçons. En conséquence, par » le présent décret, elle défend à tous Religieux, sous les peines les plus rigoureuses, » de se mêler en aucune manière des affaires » publiques, lors même qu'ils y seraient invités » et engagés par quelque raison, et de ne » s'écarter de l'Institut de la Société ni par prières ni par sollicitations ; et en outre elle a » recommandé aux Pères définiteurs de régler » avec soin et de prescrire les moyens les plus » propres à remédier à ces abus dans les cas » nécessaires. »

» Nous avons observé avec la douleur la plus amère que ces remèdes, et beaucoup d'autres employés dans la suite, n'ont eu ni assez d'efficacité ni assez de force pour détruire et dissiper les troubles, les accusations et les plaintes formées contre cette Société, et que nos autres prédécesseurs, Urbain VIII, Clément IX, X, XI et XII, Alexandre VII et VIII, Innocents X, XI, XII et XIII et Benoît XIV, se sont vainement efforcés de rendre à l'Eglise la tranquillité désirée, par plusieurs constitutions soit relatives aux affaires séculières dont la Société ne devait s'occuper ni hors les Missions ni à leur occasion, soit à l'égard des dissensions

graves et des querelles vivement excitées par ses membres, non sans entraîner la perte des âmes et au grand scandale des peuples, contre les ordinaires des lieux, les Ordres religieux, les lieux consacrés à la piété, et les communautés de toute espèce en Europe, en Asie et en Amérique ; soit au sujet de l'interprétation et de la pratique de certaines cérémonies païennes tolérées et admises dans plusieurs endroits, en omettant celles qui sont approuvées par l'Eglise universelle ; soit sur l'usage et l'interprétation de ces maximes que le Saint-Siège a justement prosrites comme scandaleuses et évidemment nuisibles aux bonnes œuvres ; soit enfin sur d'autres objets de la plus grande importance et absolument nécessaires pour conserver aux dogmes de la Religion chrétienne leur pureté et leur intégrité, et qui ont donné lieu dans ce siècle et dans les précédents à des abus et à des maux considérables, tels que les troubles et des séditions dans plusieurs Etats catholiques, et même des persécutions contre l'Eglise dans quelques provinces de l'Asie et de l'Europe. Tous nos prédécesseurs en ont été vivement affligés, et, entre autres, le Pape Innocent XI, de pieuse mémoire, que la nécessité contraignit de défendre à la Société de donner l'habit à des Novices ; Innocent XIII, qui fut obligé de la menacer de la même peine, et enfin Benoît XIV, de récente mémoire, qui ordonna une visite des maisons et des collèges situés dans les Etats de notre très-cher fils en Jésus-Christ le Roi très-fidèle de Portugal et des Algarves. Mais le Saint-Siège n'a retiré dans la suite aucune consolation, ni la Société aucun secours, ni la Chrétienté aucun avantage des dernières lettres apostoliques de Clément XIII, d'heureuse mémoire, notre prédécesseur immédiat, qui lui avaient été extorquées (suivant l'expression dont Grégoire X, notre prédécesseur, s'est servi dans le Concile oecuménique de Lyon, cité ci-dessus) plutôt qu'obtenues de lui, et dans lesquelles il loue infiniment et approuve de nouveau l'Institut de la Société de Jésus.

» Après tant d'orages, de secousses et de si horribles tempêtes, les vrais fidèles espéraient de voir luire enfin ce jour qui devait ramener le calme et une paix profonde. Mais, sous le pontificat du même Clément XIII, notre prédécesseur, les temps devinrent encore plus difficiles et plus orageux. En effet, les clameurs et les plaintes contre la Société augmentant de jour en jour, on vit s'élever, dans quelques endroits, des troubles, des dissensions, des séditions très-dangereuses, et même des scandales qui, ayant brisé et totalement anéanti le lien de la charité chrétienne, allumèrent dans le cœur des fidèles l'esprit de parti, les haines et les inimitiés. Le danger s'accrut au point que ceux mêmes dont la piété et la bienfaisance héréditaires envers la Société sont avantageusement connues de tous

les nations, c'est-à-dire, nos très-chers fils en Jésus-Christ les Rois de France, d'Espagne, de Portugal et des Deux-Siciles, furent contraints de renvoyer et de bannir de leurs royaumes, Etats et provinces, tous les religieux de cet Ordre, persuadés que ce moyen extrême était le seul remède à tant de maux, et le seul qu'il fallût employer pour empêcher les Chrétiens de s'insulter, de se provoquer mutuellement, et de se déchirer dans le sein même de l'Eglise, leur mère.

» Mais ces mêmes Rois, nos très-chers fils en Jésus-Christ, pensèrent que ce remède ne pouvait avoir un effet durable ni suffire pour rétablir la tranquillité dans l'univers chrétien, si la Société elle-même n'était pas entièrement supprimée et abolie. En conséquence, ils firent connaître au même Clément XIII, notre prédécesseur, leurs désirs et volonté, et lui demandèrent d'une commune voix, avec l'autorité qu'ils avaient, et à laquelle ils joignirent leurs prières et leurs instances, d'assurer par ce moyen efficace la tranquillité perpétuelle de leurs sujets et le bien général de l'Eglise de Jésus-Christ. Mais la mort inattendue de ce Souverain Pontife arrêta le cours et empêcha la conclusion de cette affaire. A peine avons-nous été élevé par la miséricorde de Dieu à la chaire de saint Pierre, qu'on nous a fait les mêmes prières, les mêmes demandes et les mêmes instances, auxquelles un grand nombre d'Evêques et d'autres personnages illustres par leur dignité, leur science et leur religion, ont joint leurs sollicitations et leur avis.

» Mais, voulant embrasser le parti le plus sûr dans une affaire si grave et si importante, nous avons cru avoir besoin d'un long espace de temps, non-seulement pour faire les plus exactes recherches, le plus sérieux examen, et pour délibérer ensuite avec toute la prudence nécessaire, mais aussi afin d'obtenir du Père des lumières son secours et son assistance particulière par nos gémissements et nos prières continuelles, après avoir eu soin de nous faire seconder auprès de Dieu par celles des fidèles, ainsi que par leurs bonnes œuvres. Nous avons jugé à propos surtout d'examiner sur quel fondement était appuyée cette opinion si répandue que l'Institut des clercs de la Société de Jésus eût été approuvé et confirmé d'une manière solennelle par le Concile de Trente, et nous avons reconnu qu'on n'y avait fait mention de cet Ordre que pour l'excepter du décret général par lequel il fut arrêté, relativement aux autres Ordres religieux, qu'après le temps de noviciat, les novices seraient admis, s'ils en étaient jugés dignes, à la profession, ou renvoyés de la Société. C'est pourquoi le même Concile (Session 25, chap. xvi, de *Regular.*), déclara qu'il ne voulait rien innover, ni empêcher ces religieux de servir Dieu et l'Eglise selon

leur pieux Institut approuvé par le Saint-Siège.

» Après donc avoir usé de tant de moyens si nécessaires, aidé, comme nous osons le croire, de la présence et de l'inspiration du Saint-Esprit; forcé d'ailleurs par le devoir de notre place, qui nous oblige essentiellement de procurer, de maintenir et d'affermir de tout notre pouvoir le repos et la tranquillité du peuple chrétien, et d'extirper entièrement ce qui pourrait lui causer le moindre dommage; en outre, ayant reconnu que la Société de Jésus ne pouvait plus produire ces fruits abondants et ces avantages considérables pour lesquels elle a été instituée, approuvée par tant de Papes, nos prédécesseurs, et munie de très-beaux privilèges, et qu'il était presque et tout à fait impossible que l'Eglise jouit d'une paix véritable et solide tant que cet Ordre subsisterait; engagé par des raisons aussi puissantes, et pressé par d'autres motifs que les lois de la prudence et la sage administration de l'Eglise universelle nous suggèrent, et que nous conservons au fond de notre cœur; marchant sur les traces de nos prédécesseurs, et particulièrement sur celles que Grégoire X, notre prédécesseur, nous a laissées dans le Concile général de Lyon, puisqu'il s'agit de même actuellement d'une Société comprise dans le nombre des Ordres mendiants, tant par son Institut que par ses privilèges; après un mûr examen, de notre certaine science, et par la plénitude de notre puissance apostolique, nous supprimons et nous abolissons la Société de Jésus; nous anéantissons et nous abrogeons tous, et chacun de ses offices, fonctions et administrations, maisons, écoles, collèges, retraites, hospices et tous autres lieux qui lui appartiennent de quelque manière que ce soit, et en quelque province, royaume ou Etat qu'ils soient situés; tous ses statuts, coutumes, usages, décrets, constitutions, même confirmés par serment et par l'approbation du Saint-Siège ou autrement; ainsi que tous et chacun des privilèges et indults, tant généraux que particuliers, dont nous voulons que la teneur soit regardée comme pleinement et suffisamment exprimée par ces présentes lettres, de même que s'ils y étaient insérés mot à mot, nonobstant toute formule ou clause qui y serait contraire, et quels que soient les décrets et autres obligations sur lesquels ils sont appuyés. C'est pourquoi nous déclarons cassée à perpétuité et entièrement éteinte toute espèce d'autorité, soit spirituelle, soit temporelle, du Général, des Provinciaux, des Visiteurs et autres supérieurs de cette Société, et nous transférons absolument et sans aucune restriction cette même autorité et cette même juridiction aux ordinaires des lieux, selon les cas et les personnes, dans la forme et aux conditions que nous expliquerons ci-après; défendant, comme nous

le défendons par ces présentes, de recevoir désormais qui que ce soit dans cette Société, d'y admettre personne au noviciat et de faire prendre l'habit. Nous défendons également d'admettre en aucune manière ceux qui ont été ci-devant reçus à prononcer des vœux ou simples ou solennels, sous peine de nullité de leur admission ou profession, et sous d'autres peines à notre volonté. De plus, nous voulons, ordonnons et enjoignons que ceux qui sont actuellement novices soient tout de suite, sur-le-champ, immédiatement et réellement renvoyés; et nous défendons que ceux qui n'ont fait que des vœux simples et qui n'ont encore été initiés dans aucun Ordre sacré, puissent y être promus, ou sous le titre et le prétexte de leur profession, ou en vertu des privilèges accordés à la Société contre les décrets du Concile de Trente.

» Mais, comme le but que nous nous proposons et auquel nous brûlons d'atteindre est de veiller au bien général de l'Eglise et à la tranquillité des peuples, et en même temps d'apporter des secours et de la consolation à chacun des membres de cette Société, dont nous chérissons tendrement dans le Seigneur tous les individus, afin qu'étant délivrés de toutes les contestations, disputes et chagrins auxquels ils ont été en proie jusqu'à ce jour, ils cultivent avec plus de fruit la vigne du Seigneur, et travaillent avec plus de succès au salut des âmes; nous statuons et ordonnons que les membres de cette Société qui n'ont fait que des vœux simples et qui ne sont point encore initiés dans les Ordres sacrés, sortiront tous, déliés de ces mêmes vœux, de leurs maisons et collèges pour embrasser l'état que chacun d'eux jugera être le plus conforme à sa vocation, à ses forces et à sa conscience, dans l'espace de temps qui sera fixé par les ordinaires des lieux, et reconnu suffisant pour qu'ils puissent se procurer un emploi ou une charge, ou trouver quelque bienfaiteur qui les reçoive, sans l'étendre cependant au delà d'un an à compter de la date de ces présentes, ainsi qu'en vertu des privilèges de la Société ils pouvaient en être exclus sans autre cause que celle que dictaient aux supérieurs la prudence et les circonstances, sans qu'on ait fait auparavant aucune citation, dressé aucun acte, observé aucun ordre judiciaire.

» Quant à ceux qui sont élevés aux Ordres sacrés, nous leur permettons, ou de quitter leurs maisons et collèges, et d'entrer dans quelque Ordre religieux approuvé par le Saint-Siège, dans lequel ils devront remplir le temps d'épreuve prescrit par le Concile de Trente, s'ils ne sont liés à la Société que par des vœux simples, et s'ils ont fait des vœux solennels, le temps de cette épreuve ne sera que de six mois, en vertu de la dispense que nous leur accordons à cet effet; ou bien de rester dans le siècle comme prêtres et clercs séculiers, entièrement sou-

mis à l'autorité et à la juridiction des ordinaires des lieux où ils fixeront leur domicile; ordonnons en outre qu'il sera assigné à ceux qui resteront ainsi dans le siècle, jusqu'à ce qu'ils soient pourvus d'ailleurs, une pension convenable sur les revenus de la maison ou du collège où ils demeureraient, eu égard cependant aux revenus de ces maisons et aux charges qui leur sont attachées.

» Mais les Profès déjà admis aux Ordres sacrés, et qui, dans la crainte de n'avoir pas de quoi vivre honnêtement, soit par le défaut ou la modicité de leur pension, soit par l'embarras de se procurer une retraite, ou qui, à cause de leur grand âge et de leurs infirmités, ou par quelque autre motif juste et raisonnable, ne jugeront point à propos de quitter les maisons ou collèges de la Société, ceux-là auront la liberté d'y demeurer, à condition qu'ils ne conserveront aucune administration dans ces maisons ou collèges; qu'ils ne porteront que l'habit des clercs séculiers, et qu'ils seront entièrement soumis aux ordinaires des lieux. Nous leur défendons expressément de remplacer les sujets qui manqueront, d'acquiescer dans la suite aucune maison ou aucun lieu, conformément aux décrets du Concile de Lyon, et d'aliéner les maisons, les biens et les lieux qu'ils possèdent actuellement. Ils pourront néanmoins se rassembler dans une seule ou dans plusieurs maisons, eu égard au nombre des sujets restants, de manière que les maisons qui seront évacuées puissent être converties à de pieux usages, suivant ce qui paraîtra plus conforme, en temps et lieux, aux saints Canons et à la volonté des fondateurs, et plus utile à l'accroissement de la Religion, au salut des âmes et à l'utilité publique. Cependant, il sera désigné un personnage du Clergé séculier, recommandable par sa prudence et ses bonnes mœurs, pour présider à l'administration de ces maisons, le nom de la Société étant totalement supprimé et aboli.

» Nous déclarons être également compris dans cette suppression générale de l'Ordre tous ceux qui se trouvent déjà expulsés de quelque pays que ce soit, et nous voulons en conséquence que ces Jésuites bannis, quand même ils seraient élevés aux Ordres sacrés, s'ils ne sont point encore entrés dans un autre Ordre religieux, n'aient, dès ce moment, d'autre état que celui de Clercs et de Prêtres séculiers, et soient entièrement soumis aux ordinaires des lieux.

» Si ces mêmes ordinaires reconnaissent dans ceux qui, en vertu du présent Bref, ont passé de l'Institut de la Société de Jésus à l'état de Prêtres séculiers, cette science et cette intégrité de mœurs si nécessaires, ils pourront leur accorder ou refuser, à leur gré, la permission de confesser les fidèles et de prêcher devant le peuple; et, sans cette autorisation obtenue par

écrit, aucun d'eux ne pourra exercer ces fonctions. Cependant les Evêques ou les Ordinaires des lieux n'accorderont jamais ces pouvoirs, relativement aux étrangers, à ceux qui vivront dans les maisons ou collèges ci-devant appartenant à la Société, et en conséquence nous leur défendons de prêcher et d'administrer aux étrangers le sacrement de pénitence, ainsi que Grégoire X, notre prédécesseur, le défendit dans le Concile général cité ci-dessus. Nous chargeons expressément la conscience des Evêques de veiller à l'exécution de toutes ces choses, leur recommandant de songer sans cesse au compte rigoureux qu'ils rendront un jour à Dieu des brebis confiées à leurs soins, et au jugement terrible dont le Souverain Juge des vivants et des morts menace ceux qui gouvernent les autres.

» En outre, si parmi ceux qui étaient membres de la Société il s'en trouvait quelques-uns qui fussent chargés de l'instruction de la jeunesse ou qui exerçassent les fonctions de professeurs dans plusieurs collèges ou écoles, nous voulons qu'absolument déchés de toute direction, administration ou autorité, on ne leur permette de continuer ces fonctions qu'autant qu'on aura lieu de bien espérer de leurs travaux, et qu'ils paraîtront éloignés de toutes ces discussions et de ces points de doctrine dont le relâchement et la futilité n'occasionnent et n'engendrent ordinairement que des inconvenients et de funestes contestations; et nous ordonnons que ces fonctions soient à jamais interdites à ceux qui ne s'efforceraient pas de conserver la paix dans les écoles et la tranquillité publique, et qu'ils en soient même privés, s'ils en étaient actuellement chargés.

» Quant aux Missions, que nous voulons être également comprises dans tout ce que nous avons statué touchant la suppression de la Société, nous nous réservons de prendre à cet égard les mesures propres à procurer le plus facilement et le plus sûrement la conversion des infidèles et la cessation de toute dispute.

» Or, après avoir cassé et abrogé entièrement, comme ci-dessus, tous les privilèges et statuts de cet Ordre, nous déclarons tous ses membres, dès qu'ils seront sortis des maisons et collèges, et qu'ils auront embrassé l'état de clercs séculiers, propres et habiles à obtenir, conformément aux décrets des saints Canons et Constitutions apostoliques, toutes sortes de bénéfices ou simples ou à charge d'âmes, offices, dignités, personnats et autres dont ils étaient absolument exclus, tandis qu'ils étaient dans la Société, par le Bref de Grégoire XIII du 40 septembre 1584, qui commence par ces mots : *Satis, superque*. Nous leur permettons encore de recevoir rétribution pour célébrer la messe, ce qui leur était aussi défendu, et de jouir de toutes ces grâces et faveurs, dont ils

auraient toujours été privés comme clercs réguliers de la Société de Jésus. Nous abrogeons pareillement toutes les permissions qu'ils avaient obtenues du Général et des autres Supérieurs, en vertu des privilèges accordés par les Souverains Pontifes, comme celle de lire les livres des hérétiques et autres prohibés et condamnés par le Saint-Siège; de ne point observer les jours de jeûne, ou de ne point user des aliments d'abstinence en ces mêmes jours; d'avancer ou de retarder les heures prescrites pour réciter le bréviaire, et toute autre de cette nature, dont nous leur défendons de faire usage dans la suite, sous les peines les plus sévères, notre attention étant qu'à l'exemple des prêtres séculiers, leur manière de vivre soit conforme aux règles du droit commun.

» Nous défendons qu'après la publication de ce Bref, qui que ce soit ose en suspendre l'exécution, même sous couleur, titre ou prétexte de quelque demande, appel, recours, déclaration ou consultation de doutes qui pourraient s'élever, ou sous quelque autre prétexte prévu ou imprévu; car nous voulons que la suppression et la cassation de toute la Société, ainsi que de tous ses officiers, aient dès ce moment et immédiatement leur plein et entier effet, dans la forme et de la manière que nous avons prescrites ci-dessus, sous peine d'excommunication majeure encourue par le seul fait, et réservée à nous et aux Papes, nos successeurs, contre quiconque oserait apporter le moindre obstacle, empêchement ou délai à l'exécution du présent Bref.

» Nous mandons en outre, et nous défendons, en vertu de la sainte obéissance, à tous et à chacun des ecclésiastiques réguliers et séculiers, quels que soient leur grade, dignité, qualité et condition, et notamment à ceux qui ont été jusqu'à présent attachés à la Société et qui en faisaient partie, de s'opposer à cette suppression, de l'attaquer, d'écrire contre elle, et même d'en parler, ainsi que de ses causes et motifs, de l'Institut, des règles, des constitutions, de la discipline de la Société détruite, ou de toute autre chose relative à cette affaire, sans une permission expresse du Souverain Pontife. Nous défendons à tous et à chacun, également sous peine d'excommunication réservée à nous et à nos successeurs, d'oser attaquer et insulter, à l'occasion de cette suppression, soit en secret, soit en public, de vive voix ou par écrit, par des disputes, injures; affronts, et par toute autre espèce de mépris, qui que ce soit et encore moins ceux qui étaient membres dudit Ordre.

» Nous exhortons tous les princes chrétiens, dont nous connaissons l'attachement et le respect pour le Saint-Siège, à employer pour la pleine et entière exécution de ce Bref leur zèle et leurs soins, la force, l'autorité et la puissance qu'ils ont reçus de Dieu, afin de défendre et

de protéger la sainte Eglise romaine ; à adhérer à tous les articles qu'il contient ; à lancer et publier de semblables décrets, par lesquels ils veillent sûrement à ce que l'exécution de notre présente volonté n'excite parmi les fidèles ni querelles, ni contestations, ni divisions.

» Nous exhortons enfin tous les Chrétiens, et nous les conjurons par les entrailles de Jésus-Christ Notre-Seigneur, de se souvenir qu'ils ont tous le même Maître, qui est dans les cieux, le même Sauveur, qui les a tous rachetés au prix de son sang, qu'ils ont tous été régénérés par la grâce du Baptême, qu'ils sont tous établis fils de Dieu et cohéritiers de Jésus-Christ et nourris du même pain de la parole divine et de la doctrine catholique ; qu'ils ne forment tous qu'un même corps en Jésus-Christ et sont les membres les uns des autres ; que, par conséquent, il est nécessaire qu'étant tous unis par le lien de la charité, ils vivent en paix avec tous les hommes : et que leur unique devoir est de s'aimer réciproquement, car celui qui aime son prochain a accompli la loi, et d'avoir en horreur les offenses, les haines, les disputes, les pièges et les autres maux que le vieux ennemi du genre humain a inventés, imaginés et suscités pour troubler l'Eglise de Dieu, et mettre des obstacles au bonheur éternel des Fidèles, sous le faux prétexte des opinions de l'école, souvent même sous l'apparence d'une plus grande perfection chrétienne ; que tous enfin s'efforcent d'acquiescer la véritable sagesse dont saint Jacques a parlé (chap. III Ep. can. v. 43.) : « Y a-t-il » ici parmi vous quelque homme sage et docte ? » que par sa sainte conversation il montre ses » bonnes œuvres avec une sagesse pleine de » douceur. Si vous êtes animés d'un zèle amer, » et si l'esprit de discorde règne en vos cœurs, » ne vous enorgueillissez pas par une gloire » contraire à la vérité. Car ce n'est point là » la sagesse qui descend du Ciel ; mais c'est une » sagesse terrestre, sensuelle et diabolique. En » effet, où se trouvent l'envie et l'animosité, là » sont aussi le trouble et toutes sortes de mau- » vaises actions. Au lieu que la sagesse qui vient » d'en haut est d'abord chaste, ensuite paisible, » modeste, détachée de son propre sens, unie » avec les bons, pleine de miséricorde et de » bonnes œuvres. Elle n'est ni dissimulée ni » envieuse. Or, ceux qui aiment la paix sèment » dans la paix les fruits de la justice. »

» Quand même les Supérieurs et autres Religieux de cet Ordre, ainsi que tous ceux qui auraient intérêt ou qui prétendraient en avoir, de quelque manière que ce fût, dans ce qui a été statué ci-dessus, ne consentiraient point au présent Bref, et n'auraient été appelés ni entendus, nous voulons qu'il ne puisse jamais être attaqué, infirmé et invalidé pour cause de subreption, obreption, nullité ou invalidité, défaut d'intention de notre part, ou tout autre motif,

quelque grand qu'il puisse être, non prévu et essentiel, ni pour avoir omis des formalités et autres choses qui auraient dû être observées dans les dispositions précédentes ou dans quelques-unes d'elles, ni pour tout autre point capital résultant du droit ou de quelque coutume, même contenu dans le corps de droit, sous le prétexte d'une énorme, très-énorme et entière lésion, ni enfin pour tous autres prétextes, raisons ou causes, quelque justes, raisonnables et privilégiés qu'ils puissent être, même tels qu'ils auraient dû être nécessairement exprimés pour la validité des règlements ci-dessus. Nous défendons qu'il soit jamais rétracté, discuté ou porté en justice, ou qu'on se pourvoie contre lui par la voie de restitution en entier, de discussion, de réduction par les voies et termes de droit, ou par quelque autre moyen à obtenir de droit, de fait, de grâce ou de justice, de quelque manière qu'il eût été accordé et obtenu pour s'en servir, tant en justice qu'autrement. Mais nous voulons expressément que la présente constitution soit dès ce moment et à perpétuité valide, stable et efficace ; quel est son plein et entier effet, et qu'elle soit inviolablement observée par tous et chacun de ceux à qui il appartient et appartiendra dans la suite, de quelque manière que ce soit. »

Plein de respect pour l'autorité pontificale, nous ne jugeons point un acte émané de la Chaire apostolique. Elle possède évidemment le droit de supprimer ce qu'elle même a établi. Nous ne discuterons pas sur le plus ou le moins d'opportunité de la mesure. Cette appréciation doit ressortir des entrailles de l'histoire. Nous ne dirons pas que le successeur des Apôtres, en résumant ce procès, qui a duré deux cent trente-trois ans, entre la Société de Jésus et les passions déchainées contre elle, essaie, à force d'habiletés de langage, de donner le change aux adversaires des Jésuites en rapportant leurs accusations sans daigner les sanctionner. Nous n'examinerons même pas si la suppression prononcée est un châtiment infligé aux Jésuites ou un grand sacrifice fait à l'espoir de la paix. Cette paix était chimérique, Clément XIV ne l'ignorait pas ; mais il se persuadait que tant de concessions mettraient ses derniers jours à l'abri des violences, et il frappa d'ostracisme la Société de Jésus. Le bref *Dominus ac Redemptor* fut accueilli par les ennemis de l'Eglise avec des transports de joie qui blessèrent au cœur le Souverain Pontife. Si cette joie lui parut amère, que la tristesse chrétienne du Sacré-College et de l'Episcopat dut lui paraître accablante ! Le bref avait été envoyé à Paris ; Clément XIV écrivit à Christophe de Beaumont pour en solliciter l'acceptation. L'Archevêque de Paris, que les menaces n'intimidaient pas, et qui portait toujours la tête plus haut que l'orage, lui répondit le 24 avril 1774 :

L'Eglise gallicane refuse de le publier.

Christo-
phe de
Beau-
mont
rend
compte
au Pape
des
motifs
de l'Épi-
scopat.

Ce bref n'est autre chose qu'un jugement personnel et particulier. Entre plusieurs choses que notre Clergé de France y remarque, d'abord il est singulièrement frappé de l'expression odieuse et peu mesurée employée à caractériser la bulle *Pascendi munus*, etc., donnée par le saint Pape Clément XIII, dont la mémoire sera toujours glorieuse, bulle revêtue de toutes les formalités. Il est dit que cette bulle peu exacte a été extorquée plutôt qu'obtenue; laquelle néanmoins a toute la force et toute l'autorité qu'on attribue à un Concile général, n'ayant été portée qu'après que tout le Clergé catholique et tous les princes séculiers eussent été consultés par le Saint-Père. Le Clergé, d'un commun accord et d'une voix unanime, loua extrêmement le dessein qu'en avait conçu le Saint-Père, et en sollicita avec empressement l'exécution. Elle fut conçue et publiée avec l'approbation aussi générale que solennelle. Et n'est-ce pas en cela que consiste véritablement l'efficacité, la réalité et la force d'un Concile général, plutôt, très-saint Père, que dans l'union matérielle de quelques personnes qui, quoique physiquement unies, peuvent néanmoins être très-éloignées l'une de l'autre dans leur manière de penser et dans leurs jugements et dans leurs vues? Quant aux princes séculiers, s'il en est qui ne se soient pas joints aux autres pour lui donner positivement leur approbation, leur nombre est peu considérable. Aucun ne réclama contre elle, aucun ne s'y opposa, et ceux même qui avaient dessein de bannir les Jésuites souffrirent qu'on lui donnât cours dans leurs Etats.

» Or, venant à considérer que l'esprit de l'Eglise est indivisible, unique, seul et vrai, comme il est en effet, nous avons sujet de croire qu'elle ne peut se tromper d'une manière si solennelle. Et cependant elle nous induirait en erreur, nous donnant pour saint et pieux un Institut qu'on maltraitait alors si cruellement, sur lequel l'Eglise et par elle l'Esprit-Saint s'énoncent en ces propres termes : « Nous savons de science certaine qu'il respire très-fort une odeur de sainteté; » en munissant du sceau de son approbation et confirmant de nouveau non-seulement l'Institut en lui-même, qui était en butte aux traits de ses ennemis, mais encore les membres qui le composaient, les fonctions qui y étaient exercées, la doctrine qui s'y enseignait et les glorieux travaux de ses enfants, qui répandaient sur lui un lustre admirable, en dépit des efforts de la calomnie et malgré les orages des persécutions. L'Eglise se tromperait donc effectivement, et nous tromperait nous-mêmes, voulant nous faire admettre le bref destructif de la Compagnie, ou bien en supposant qu'il va de pair, tant dans sa légitimité que dans son universalité, avec la Constitution dont nous avons parlé. Nous mettons à part, très-saint Père, les personnes qu'il nous serait aisé de désigner et

de nommer, tant ecclésiastiques que séculières, qui se sont égarées, et ont trempé dans cette affaire. Elles sont, à dire vrai, de caractère, de condition, de doctrine et de sentiment, pour ne rien dire de plus, si peu avantageux, que cela seul suffirait pour nous faire porter avec assurance le jugement formel et positif que ce bref, qui détruit la Compagnie de Jésus, n'est autre chose qu'un jugement isolé et particulier, pernicieux, peu honorable à la tiare et préjudiciable à la gloire de l'Eglise, à l'accroissement et à la conservation de la Foi orthodoxe.

» D'un autre côté, Saint-Père, il n'est pas possible que je me charge d'engager le Clergé à accepter ledit bref. Je ne serais pas écouté sur cet article, fussé-je assez malheureux pour vouloir y prêter mon ministère, que je déshonorerais. La mémoire est encore toute récente de cette assemblée générale que j'eus l'honneur de convoquer, par ordre de Sa Majesté, pour y examiner la nécessité et l'utilité des Jésuites, la pureté de leurs doctrines, etc. En me chargeant d'une pareille commission, je ferais une injure très-notable à la Religion, au zèle, aux lumières et à la droiture avec laquelle ces Prélat's exposèrent au Roi leur sentiment sur les mêmes points qui se trouvent en contradiction et anéantis par ce bref de destruction. Il est vrai que, si l'on veut montrer qu'il a été nécessaire d'en venir là, colorant cette destruction du spécieux prétexte de la paix, laquelle ne pouvait subsister avec la Compagnie subsistante, ce prétexte, très-saint Père, tout au plus pourra suffire pour détruire tous les corps jaloux de cette Compagnie, et la canoniser elle-même sans autre preuve; et c'est ce prétexte-là même qui nous autorise, nous, à former dudit bref un jugement très-juste, mais fort désavantageux.

» Car quelle peut être cette paix qu'on nous donne pour incompatible avec cette Société? Cette réflexion a quelque chose d'effrayant, et nous ne comprendrons jamais comment un tel motif a eu la force d'induire V. S. à une démarche aussi hasardée, aussi périlleuse, aussi préjudiciable. Certainement la paix qui n'a pu se concilier avec l'existence des Jésuites est celle que Jésus-Christ appelle insidieuse, fausse et trompeuse; en un mot, celle à qui l'on donne le nom de paix et qui ne l'est pas : *Pax, pax, et non erat pax*; cette paix qu'adoptent le vice et le libertinage, la reconnaissant pour leur mère; qui ne s'allia jamais avec la vertu, qui, au contraire, fut toujours ennemie capitale de la piété. C'est exactement à cette paix que les Jésuites, dans les quatre parties du monde, ont constamment déclaré une guerre vive, animée, sanglante et poussée avec la dernière vigueur et le plus grand succès. C'est contre cette paix qu'ils ont dirigé leurs veilles, leur attention, leur vigilance, préférant des travaux pénibles à une molle et stérile oisiveté. C'est pour l'exter-

miner qu'ils ont sacrifié leurs talents, leurs peines, leur zèle, les ressources de l'éloquence, voulant lui fermer toutes les avenues par où elle tenterait de s'introduire et de porter le ravage dans le sein du Christianisme, tenant les âmes sur leurs gardes pour les en affranchir; et, lorsque, par malheur, cette fatale paix avait usurpé du terrain, et s'était emparée du cœur de quelques Chrétiens, alors ils l'allaient forcer dans ses derniers retranchements, ils l'en chassaient aux dépens de leurs sueurs, et ne craignaient point de braver les plus grands dangers, n'espérant d'autre récompense de leur zèle et de leurs saintes expéditions que la haine des libertins et la persécution des méchants.

» C'est de quoi l'on pourrait alléguer une infinité de preuves non moins éclatantes, dans une longue suite d'actions mémorables, qui n'a jamais été interrompue depuis le jour qui les vit naître jusqu'au jour fatal à l'Eglise qui les a vu anéantir. Ces preuves ne sont ni obscures ni même ignorées de Votre Sainteté. Si donc, je le redis encore, si cette paix qui ne pouvait subsister avec cette Compagnie, et si le rétablissement d'une telle paix a été réellement le motif de la destruction des Jésuites, les voilà couverts de gloire, ils finissent comme ont fini les Apôtres et les Martyrs; mais les gens de bien en sont désolés, et c'est aujourd'hui une place bien sensible et bien douloureuse faite à la piété et à la vertu.

» La paix qui ne pouvait se concilier avec l'existence de la Société n'est pas aussi cette paix qui unit les cœurs, qui s'y entretient réciproquement, et qui prend chaque jour de nouveaux accroissements en vertu, en piété, en charité chrétienne, qui fait la gloire du Christianisme, et relève infiniment l'éclat de votre sainte Religion. Ceci ne se prouve pas, quoique la preuve en soit très-facile, non par un petit nombre d'exemples que cette Société pourrait nous fournir depuis le jour de sa naissance jusqu'au jour fatal et à jamais déplorable de sa suppression, mais par une foule innombrable de faits qui attesteront que les Jésuites furent toujours et en tout temps les colonnes, les promoteurs et les infatigables défenseurs de cette solide paix. On doit se rendre à l'évidence des faits qui portent avec eux la conviction dans tous les esprits.

» Au reste, comme je ne prétends pas faire dans cette lettre l'apologie des Jésuites, mais seulement mettre sous les yeux de Votre Sainteté quelques-unes des raisons qui, dans le cas présent, nous dispensent de lui obéir, je ne citerai ni les lieux ni les temps, étant chose très-facile à Votre Sainteté de s'en assurer par elle-même et ne pouvant les ignorer.

» Outre cela, très-saint Père, nous n'avons pu remarquer sans frayer que le susdit bref destructif faisait hautement l'éloge de certaines personnes dont la conduite n'en mérita jamais de

Clément XIII, de sainte mémoire; et, loin de cela, il jugea toujours devoir les écarter et se comporter à leur égard avec la plus scrupuleuse réserve.

» Cette diversité de jugement mérite bien qu'on y fasse attention, vu qu'il ne jugeait pas même dignes de l'honneur de la pourpre ceux à qui Votre Sainteté semble souhaiter celui de la tiare. La fermeté de l'un et la connivence de l'autre ne se manifestent que trop clairement. Mais enfin on pourrait peut-être excuser la conduite du dernier, si elle ne supposait pas l'entière connaissance d'un fait qu'on ne peut tellement déguiser qu'on n'entrevoie ouvertement qu'il a dirigé la plume dans la confection du bref.

» En un mot, très-saint Père, le Clergé de France étant un corps des plus savants et des plus illustres de la sainte Eglise, lequel n'a d'autre vue ni d'autre prétention que de la voir de jour en jour plus florissante; ayant dûment réfléchi que la réception du bref de Votre Sainteté ne pouvait qu'obscurcir sa propre splendeur, il n'a voulu ni ne veut consentir à une démarche qui, dans les siècles à venir, ternirait la gloire en possession de laquelle il se maintient ne l'admettant pas; et il prétend, par sa très-juste résistance actuelle, transmettre à la postérité un témoignage éclatant de son intégrité et de son zèle pour la Foi catholique, pour la prospérité de l'Eglise romaine et en particulier pour l'honneur de son chef visible.

» Ce sont là, très-saint Père, quelques-unes des raisons qui nous déterminent, moi et tout le Clergé de ce royaume, à ne jamais permettre la publication d'un tel bref, et à déclarer sur cela à Votre Sainteté, comme je le fais par la présente lettre, que telles sont nos dispositions et celles de tout le Clergé, qui d'ailleurs ne cessera jamais de prier avec moi le Seigneur pour la sacrée personne de Votre Béatitude, adressant nos très-humbles supplications au divin Père des lumières, afin qu'il daigne les répandre abondamment sur Votre Sainteté, et qu'elles lui découvrent la vérité dont on a obscurci l'éclat.

L'Eglise de France, par l'organe de son plus illustre Pontife, refusait de s'associer à la destruction de la Compagnie de Jésus. Elle donnait ainsi au Pape un témoignage de sa Foi et de sa respectueuse fermeté. Peu d'années après, quand Clément XIV fut descendu dans la tombe, il trouva parmi les membres du Sacré-Collège des juges qui, à leur tour, se prononcèrent contre lui. Pie VI avait, en 1775, demandé aux Cardinaux leur avis au sujet de l'Institut détruit. Antonelli, l'un des plus savants et des plus pieux¹, osa écrire ces lignes, foudroyante accu-

Opinion
du
cardinal
Antonelli
sur le
Bref
de suppression.

(1) Le cardinal Léonard Antonelli était neveu du cardinal Nicolas Antonelli, secrétaire des brefs sous Clément XIII. Léonard, préfet de la Propagande et doyen du Sacré-Collège, partagea avec Consalvi la confiance de Pie VII. Il l'accompagna à Paris en 1804, et il fut emprisonné dans les dernières années du règne de Napoléon.

sation que de douloureux regrets ; que l'imminence des périls courus par l'Eglise, purent inspirer, mais dont l'histoire, plus calme, a besoin de reviser les sévérités.

Antonelli s'exprime ainsi : « On n'examine pas s'il a été permis ou non de souscrire un tel bref. Le monde impartial convient de l'injustice de cet acte. Il faudrait être ou bien aveugle, ou porter une haine mortelle aux Jésuites pour ne pas s'en apercevoir. Dans le jugement qu'on a rendu contre eux, quelle règle y a-t-on observée ? Les a-t-on entendus ? Leur a-t-on permis de produire leur défense ? Une telle manière d'agir prouve qu'on a craint d'évoquer des innocents. L'odieuse de pareilles condamnations, en couvrant les juges d'infamie, fait honte au Saint-Siège même, si le Saint-Siège, en anéantissant un jugement si inique, ne répare son honneur.

» En vain les ennemis des Jésuites nous prônent-ils des miracles pour canoniser le bref avec son auteur¹ ; la question est si l'abolition reste valide ou non. Pour moi, je prononce, sans crainte de me tromper, que le bref qui la détruit est nul, invalide et inique, et que, en conséquence, la Compagnie de Jésus n'est pas détruite. Ce que j'avance ici est appuyé sur quantité de preuves dont je me contente d'alléguer une partie.

» Votre Sainteté le sait aussi bien que messeigneurs les Cardinaux, et la chose n'est que trop éclatante, au grand scandale du monde. Clément XIV a offert de lui-même et promis aux ennemis des Jésuites ce bref d'abolition tandis qu'il était encore que personne privée, et avant qu'il ait pu avoir toutes les connaissances qui regardent cette grande affaire. Depuis, étant Pape, il ne lui a jamais agréé de donner à ce

Antonelli était une des lumières de l'Eglise. On a de lui une lettre aux évêques d'Irlande ; son contenu prouve qu'il n'était pas aussi intolérant que cherchent à le représenter les biographes modernes.

(1) Il est vrai que les Jansénistes et les Philosophes annonçaient que des miracles se faisaient par l'intercession de Ganganelli, et qu'ils parlèrent même de le béatifier. Cette protection, accordée à un Pape par les incrédules et par les sectaires, ne devait pas recommander sa mémoire auprès du Saint-Siège ; mais Clément XIV n'a jamais mérité cet excès d'indignité. Il s'est trouvé dans une position inextricable, entre deux parts également animées ; il a favorisé l'un au détriment de l'autre. A son tribunal, et malgré lui, l'impie l'a emporté sur le zèle catholique ; il a donc dû aussitôt devenir, pour les Encyclopédistes, un grand citoyen. Il dérisait, il proscrivait les Jésuites, sans examen, sans avoir entendu leur défense ; on fit un Pape modèle de fausse tolérance et d'humanité. Les amis de l'Institut, de leur côté, ne tenant pas assez compte de la situation, adressèrent à ce Pontife des reproches pleins d'amertume. On le calomnia dans les deux camps ; ici, on lui accordant des vertus chimériques ; là, en faisant servir son esprit de passeport à des paroles odieuses ou cruelles. Les uns ont vu dans Ganganelli le plus indulgent et le plus aimable des vicaires de Jésus-Christ ; les autres, un criminel que son ambition avait perdu, et que ses moqueuses railleries ont déshonoré. Son caractère, ses mesures administratives, sa facilité à détruire l'ancienne hiérarchie monastique, ont permis au roman de le déifier ; les mêmes raisons le firent trop rabaisser par les vrais Catholiques. Clément XIV ne fut ni un Saint ni un coupable, mais un homme faible.

bref une forme authentique et telle que les canons la requièrent.

» Une faction d'hommes actuellement en dissension avec Rome, et dont tout le but était de troubler et de renverser l'Eglise de Jésus-Christ, a négocié la signature de ce bref, et l'a enfin extorquée d'un homme déjà trop lié par ses promesses pour oser se dédire et se refuser à une telle injustice.

» Dans cet infâme trafic, on a fait au chef de l'Eglise une violence ouverte ; on l'a flatté par de fausses promesses et intimidé par de honteuses menaces.

» On ne découvre dans ce bref nulle marque d'authenticité ; il est dénué de toutes les formalités canoniques indispensables requises dans toute sentence définitive. Ajoutez qu'il n'est adressé à personne, quoiqu'on le donne pour une lettre en forme de bref. Il est à croire que ce rusé Pape a oublié à dessein toutes les formalités, pour que son bref, qu'il n'a souscrit que malgré lui, parût nul à chacun.

» Dans le jugement définitif et l'exécution du bref, on n'a observé aucune loi, ni divine, ni ecclésiastique, ni civile ; au contraire, on y a violé les lois les plus sacrées que le Souverain Pontife jure d'observer.

» Les fondements sur lesquels le bref s'appuie ne sont autre chose que des accusations faciles à détruire, de honteuses calomnies, de fausses imputations.

» Le bref se contredit : ici il affirme ce qu'il nie ailleurs ; ici il accorde ce qu'il refuse peu après.

» Quant aux vœux, tant solennels que simples, Clément XIV s'attribue, d'un côté, un pouvoir tel qu'aucun Pape ne s'est jamais attribué ; d'un autre côté, par des expressions ambiguës et indécises, il laisse des doutes et des anxiétés sur des points qui devraient être le plus clairement déterminés.

» Si l'on considère les motifs de destruction que le bref allègue, en en faisant l'application aux autres Ordres religieux, quel Ordre, sous les mêmes prétextes, n'aurait pas à craindre une semblable dissolution ? On peut donc le regarder comme un bref tout préparé pour la destruction générale de tous les Ordres religieux.

» Il contredit et annule, autant qu'il peut, beaucoup de bulles et de constitutions du Saint-Siège, reçues et reconnues par toute l'Eglise, sans en donner le motif. Une si téméraire condamnation des décisions de tant de Pontifes prédécesseurs de Ganganelli peut-elle être supportée par le Saint-Siège ?

» Ce bref a causé un scandale si grand et si général dans l'Eglise qu'il n'y a guère que les impies, les hérétiques, les mauvais Catholiques et les libertins qui en aient triomphé.

» Ces raisons suffisent pour prouver que ce bref est nul et de nulle valeur, et, par consé-

quent, que la prétendue suppression des Jésuites est injuste et n'a produit nul effet. La Compagnie de Jésus subsistant donc encore, le Siège apostolique, pour la faire paraître de nouveau sur la terre, n'a qu'à le vouloir et parler : aussi je suis dans la persuasion que Votre Sainteté le fera, car je raisonne ainsi :

» Une Société dont les membres tendent à une même fin, qui n'est autre que la gloire de Dieu, qui, pour y arriver, se servent des moyens qu'emploie la Compagnie, qui se conforment aux règles prescrites par l'Institut, qui s'entretiennent dans l'esprit de la Compagnie, une telle Société, quels que soient son nom, son habit, est très-nécessaire à l'Eglise dans ce siècle de la plus affreuse dépravation. Une telle Société n'eût-elle jamais existé, il faudrait l'établir aujourd'hui. L'Eglise, attaquée au seizième siècle par des ennemis furieux, s'est louée des grands services qu'elle a tirés de la Compagnie fondée par saint Ignace. A la vue de la défection du dix-huitième siècle, l'Eglise voudra-t-elle se priver des services que cette même Compagnie est encore en état de lui rendre ? Le Saint-Siège eut-il jamais plus besoin de généreux défenseurs que dans ce temps où l'impiété et l'irréligion font les derniers efforts pour en ébranler les fondements ? Ces secours, combinés par une Société entière, sont d'autant plus nécessaires que des particuliers, libres de tout engagement, sans avoir été formés sous des lois telles que celles de la Compagnie, sans avoir pris son esprit, ne sont pas capables d'entreprendre et de soutenir les mêmes travaux. »

L'impression que le bref de Clément XIV produisit dans la Catholique est exprimée par ces deux manifestes, qui réunissent Paris et Rome dans le même sentiment. Le bref daté du 24 juillet aurait dû être promulgué le même jour ; la cour de Vienne en retarda la publication, parce qu'elle craignait que les biens des Jésuites ne tombassent entre les mains du Clergé. Joseph II désirait prendre ses mesures pour se les approprier. Ce retard favorisait les incertitudes du Pape : il aurait voulu l'éterniser ; mais Florida-Blanca ne lui en laissa pas le pouvoir. Clément accordait quelque confiance au Prélat Macedonio, son neveu : l'Espagne le mit dans ses intérêts. De concert avec l'Ambassadeur et le Père Buon-tempi, on résolut de livrer un dernier assaut à la volonté chancelante du Souverain Pontife. Cet assaut fut décisif, et le 16 août 1773 le bref parut. Clément XIV avait nommé une commission pour le faire exécuter. Les Cardinaux Corsini, Caraffa, Marefoschi, Zelada et Casali la composèrent. Alfani et Macedonio leur furent adjoints. Les rôles avaient été distribués d'avance.

A huit heures du soir toutes les maisons des Jésuites sont investies par la garde corse et par les sbires. On notifie au Général de la Compagnie et aux Pères le bref de suppression. Alfani

et Macedonio apposent les scellés sur les papiers ainsi que sur chaque maison de l'Ordre. Laurent Ricci est transféré au Collège des Anglais ; les Assistants et les Profès sont disséminés dans d'autres établissements ; puis, sous les yeux des deux délégués pontificaux, le pillage des églises, des sacristies et des archives de la Société s'organise. Il dura longtemps, et l'image de cette inertie en tiare accordant l'impunité à tous les scandales qui en jaillirent ne s'est jamais effacée de la mémoire des Romains. On avait exproprié les Jésuites ; on ne songea pas à assurer leur existence. La spoliation, entre les mains d'Alfani et de Macedonio, prit des allures tellement cyniques¹, l'injustice marcha si audacieusement tête levée, que le Cardinal Marefoschi, que ses inimitiés permanentes contre l'Institut avaient fait nommer commissaire, s'indigna de tant de cruautés. Pour ne pas autoriser par sa présence des turpitudes de plus d'une sorte, il refusa de siéger dans cette commission.

Le 22 septembre Clément XIV fit conduire au château Saint-Ange le Général, ses Assistants, Comelli, secrétaire de l'Ordre, les Pères Leforestier, Zacharia, Gautier et Faure. Ce dernier était l'un des plus brillants écrivains de l'Italie. On redoutait la causticité de son esprit et l'énergie de sa raison². Ce fut son seul crime ; et les philosophes, qui abusaient de la licence d'écrire, applaudirent à cet avertissement de la pensée.

Le Souverain Pontife avait à sa disposition les archives de la Compagnie. Les lettres les plus intimes, les correspondances de chaque Père, les papiers de l'Ordre, ses affaires, le bilan de sa fortune, tout était sous les yeux de la commission, qui se montrait implacable ; on tortura par des interrogatoires captieux les prisonniers qui, tenus dans le plus complet isolement, pouvaient, obsédés par la crainte ou par le désespoir, se sauver en faisant d'utiles révélations. Ricci et les Jésuites enfermés dans le château Saint-Ange ne se plaignirent pas de la captivité qu'on leur infligeait. Ils déclarèrent qu'ils étaient plus que jamais enfants de l'obéissance, et que,

(1) Alfani et Macedonio occupaient des postes qui conduisaient inévitablement au cardinalat. Pour frapper de blâme la conduite du premier, Pie VI l'écarta des affaires, et il fut oublié. Quant à Macedonio, sa disgrâce devint encore plus marquée. Il était neveu du Pape, et il est d'usage, à Rome, que le Pape élu rende le chapeau de cardinal à un membre de la famille de son prédécesseur. Macedonio se vit exclu par Pie VI.

(2) L'interrogatoire du Jésuite se passa en ces termes. Le magistrat instructeur lui dit, dans son cachot : « Monsieur l'abbé, il m'est enjoint de vous annoncer que vous n'êtes ici pour aucun crime. — Je le crois bien, puisque je n'en ai pas commis. — Vous n'y êtes même pas pour certains écrits que vous avez publiés. — Je le crois bien encore, puisque, d'abord, il n'y avait pas défense d'écrire, et qu'ensuite je ne l'ai fait que pour répondre aux colonnies que l'on vomissait contre la Société dont j'étais membre. Quoi qu'il en soit, vous n'êtes ici pour rien de tout cela, mais seulement pour vous empêcher d'écrire contre le Bref. — Oh ! oh ! monsieur, voilà une jurisprudence nouvelle ! C'est donc à dire que, si le Saint-Père avait craint que je ne volasse, il m'aurait envoyé aux galères, et, s'il avait eu peur que je m'assassinasse, il m'aurait fait pendre préventivement. »

des
Jésuites.

Ricci et
ses Assis-
tants
transfé-
rés au
château
Saint-
Ange.

Leur
procès
embar-
rassa la
commis-
sion.

Commis-
sion
nommée
pour le
faire
exécu-
ter.

Pillage
des
archives
et des
sacristies

comme membres de la Société de Jésus ou Prêtres catholiques, ils n'avaient rien à se reprocher des accusations dont on les chargeait. On leur parla de trésors cachés dans des souterrains, de leur insoumission aux volontés du Pape; ces vieillards, courbés sous le poids des années, secouèrent leurs chaînes en souriant tristement, et ils répondirent : « Vous avez les clefs de toutes nos affaires, de tous nos secrets; s'il y a des trésors, vous devez nécessairement en saisir la trace. » On cherchait partout; l'avidité d'Alfani et de Macedonio ne se lassait jamais; la conscience troublée de Clément XIV aurait voulu justifier sa partialité en découvrant quelque trame mystérieuse. Tout fut inutile. Le procès contre les Jésuites embarrassait beaucoup plus les Cardinaux magistrats que les accusés eux-mêmes; on résolut de le faire traîner en longueur. Ce fut alors qu'on exhuma les paroles, presque sacramentelles, mises dans la bouche de Ricci, ce fameux *Sint ut sunt, aut non sint*¹, qui n'a jamais été prononcé, mais que tous les Pères de l'Institut ont pensé, car il était la conséquence de leurs vœux et de leur vie.

Clément XIV, dans des prévisions d'avenir, n'avait pas osé engager l'Eglise d'une manière trop solennelle. Il avait toujours refusé de rendre une bulle pour la dissolution de la Société de Jésus, et sa sentence parut sous forme de bref¹, comme plus facile à révoquer. Ce bref ne fut pas dénoncé aux Jésuites selon la coutume canonique; on ne l'afficha ni au Champ de Flore ni aux portes de la basilique de Saint-Pierre. L'Eglise gallicane refusait de l'accepter. Le roi d'Espagne le regarda comme insuffisant. La cour de Naples défendit de le promulguer sous peine de mort. Marie-Thérèse, en se réservant tous ses droits, c'est-à-dire en laissant Joseph II

s'emparer des cinquante millions de biens possédés par les Jésuites, concourut purement et simplement aux vues du Pape pour le maintien de la tranquillité de l'Eglise. La Pologne résista pendant quelque temps; mais les vieux cantons suisses ne consentirent pas aussi facilement à se soumettre. L'exécution du bref leur paraissait dangereuse pour la Religion catholique. Ils en écrivirent à Clément XIV. Dans cet intervalle, les disciples de l'Institut s'étaient sécularisés par obéissance; Lucerne, Fribourg et Soleure ne permirent jamais qu'ils abandonnassent leurs collèges. Ainsi, le décret pontifical ne satisfaisait ni les amis ni les haines catholiques; il ne fut loué que par Pombal et par les Philosophes. Le Pape eut le malheur de devenir un grand homme aux yeux des Calvinistes de Hollande et des Jansénistes d'Utrecht, qui firent frapper une médaille en son honneur. Cette flétrissure, dont ses vertus s'indignèrent, fut sensible au cœur de Ganganelli; en apprenant la joie des ennemis de la Religion, il comprit toute l'étendue de son erreur, mais il s'était placé dans l'impossibilité de la réparer.

Il ne lui restait plus qu'à mourir; on tira de sa mort une dernière calomnie contre l'Ordre de Jésus. Schoell raconte¹ : « Clément XIV, dont la santé, selon la remarque de plusieurs écrivains, commença à dépérir depuis la signature du bref, mourut le 22 septembre 1774, âgé de près de soixante-neuf ans. Après l'ouverture de son corps, qui se fit devant un grand nombre de curieux, les médecins déclarèrent que la maladie à laquelle il avait succombé provenait de dispositions scorbutiques et hémorroïdales, dont il était affecté depuis longues années, et qui étaient devenues mortelles par un travail excessif et par la coutume qu'il avait prise de provoquer artificiellement des sueurs fortes, même dans les grandes chaleurs. Cependant les personnes formant ce qu'on appelait le parti espagnol répandirent un tas de fables pour faire croire qu'il avait été empoisonné avec de l'eau de Tofana, production imaginaire dont beaucoup d'ignorants ont parlé, et que personne n'a jamais vue ni connue. On fit circuler une quantité de pamphlets qui accusaient les Jésuites d'être les auteurs d'un crime dont l'existence ne repose sur aucun fait que l'histoire puisse admettre. »

Quelques Catholiques n'ont pas eu la loyale discrétion de l'historien protestant; à leurs yeux Clément XIV est bien mort empoisonné. Pour établir cette hypothèse, qui devait tout naturellement se transformer en certitude, puisqu'elle servait à dépopulariser la Compagnie de Jésus, on évoqua toute espèce de conjectures. On donna un rôle important à une villageoise de Valentano nommée Bernardine Renzi, pythonisse

Joie des
Philosop-
hes et
des Jan-
sénistes.

Mort de
Clément
XIV.

Prédic-
tions de
Bernar-
dine
Renzi.

(1) C'est Caraccioli, dans son roman sur Clément XIV, qui attribue au père Ricci ce mot devenu célèbre. Le Général des Jésuites ne l'a jamais prononcé devant le pape Clément XIV, puisqu'il lui fut impossible de l'entretenir depuis son élévation au siège de Pierre. Ces paroles sont tombées de la bouche de Clément XIII, lorsqu'en 1761 le cardinal de Rochechouart, ambassadeur de France à Rome, lui demandait de modifier essentiellement les Constitutions de l'Ordre. On voulait un Supérieur particulier pour les Jésuites français; alors le Pape, résistant à ces innovations proposées, s'écria : « Qu'ils soient ce qu'ils sont ou qu'ils ne soient plus ! »

(2) Un bref est une lettre que le Pape écrit aux rois, princes ou magistrats, et quelquefois à de simples particuliers : on a coutume de l'expédier en papier, sur des affaires brèves, légères et succinctes. La matière des bulles est ordinairement plus importante; leur forme est plus simple; elles sont toujours écrites sur parchemin. Quand le Pape est mort, on n'expédie plus de bulles pendant la vacance du Siège. Le nouveau Pontife lui-même s'abstient de cette forme plus solennelle avant son couronnement : il ne donne alors que des brefs ou des demi-bulles (semi-bolle ou mezzo-bolle), nom dérivé du cachet en plomb qui les accompagne pendu avec une ficelle, et dont une des faces est alors sans inscription. Dans les bulles proprement dites, ce cachet représente d'un côté les têtes de saint Pierre et de saint Paul, et de l'autre il porte le nom du Pape régnant; mais dans les demi-bulles, il n'y a que l'image des apôtres. *Dizionario di erudizione storico-ecclesiastica, etc., compilato del cavaliere Gaetano Moroni, au mot Bolla, § 1 et 8, t. v, pages 277 et 281; au mot Breve, § 1, t. vi, p. 117.*

¹ Cours d'histoire des Etats européens, t. XLIV, p. 85.

chrétienne, qui lisait dans l'avenir et qui annonça jour pour jour la mort du Souverain Pontife. De ce fait, assez peu rare dans les annales de l'Eglise, on tira d'étranges déductions. Bernardine prophétisait que le Saint-Siège serait bientôt vacant, et qu'elle ne tarderait pas à être arrêtée. » Ganganelli, disait-elle, me tiendra en captivité, Braschi me délivrera. » Deux Jésuites, les Pères Coltraro et Venissa, furent soupçonnés, avec son confesseur, de répandre les prédictions de cette femme. La force armée les écrivait au château Saint-Ange; Bernardine fut à son tour privée de la liberté. La plupart de ces faits se passaient avant le 24 juillet 1773. L'empoisonnement de Clément XIV eût été alors un crime utile aux Jésuites; on pourrait le comprendre tout en le réprouvant; mais après le bref, que leur importait la vie ou la mort du Pape?

Clement XIV est-il mort empoisonné par les Jésuites?

Quand des hommes aussi habiles qu'on les suppose se décident à un forfait, ce n'est pas pour consacrer un fait accompli qu'ils se font coupables, mais pour le prévenir. Les Jésuites n'ont pas tué Ganganelli quand son décès leur était avantageux, lorsqu'ils étaient encore debout. Est-il possible, est-il présumable qu'ils l'aient empoisonné quand leurs supérieurs languissaient dans les fers, et quand eux-mêmes, dispersés et ruinés, subissaient leur destin avec une simplicité d'enfants.

On avait prétendu que les Philosophes et Choiseul avaient fait mourir le fils du Roi de France et le Pape Rezzonico. C'était une calomnie et une invraisemblance, l'histoire les repousse toutes deux avec dédain. On a affirmé sans preuves, sur de vagues soupçons nés d'une haine inexplicable, que la mort de Ganganelli avait offert différents symptômes d'empoisonnement, et que lui-même, dans son agonie, avait proclamé qu'il mourait victime. Cette agonie fut, il est vrai, aussi longue que douloureuse : elle commença le jour où il s'assit sur la Chaire apostolique, elle ne se termina qu'avec son dernier soupir. Il y eut dans ce Pontife, peu fait pour la lutte, un combat intérieur qui dévora les restes de sa vie; combat affreux, car la faiblesse était aux prises avec la justice. Il résista, il attermya autant que les ressources de son imagination le permirent; il espéra toujours que ce calice d'amertume, présenté par les princes de la maison de Bourbon, serait éloigné de ses lèvres; mais, à l'arrivée du comte de Florida-Blanca, ses angoisses redoublèrent. L'ambassadeur espagnol fut le bourreau de l'homme; le remords acheva le Pontife.

Il avait dit en signant le bref : *« Questa suppressione mi dara la morte ! »* Longtemps après l'avoir promulgué, on le voyait errer dans ses appartements et s'écrier à travers les sanglots : « Grâce ! grâce ! on m'a fait violence. *Compulsus feci ! compulsus feci !* » Déplorable aveu

qu'un noble repentir arrachait à la démence. Le Pape mourait fou, mais ce n'était pas la chimérique acqua di Tofana qui corrompait son sang, qui brûlait ses entrailles, qui faisait de son sommeil la plus cruelle des agitations. Enfin, le 22 septembre 1774, la raison revint à Clément XIV, mais avec la mort. A ce suprême moment, la plénitude de son intelligence lui fut rendue, et il expira saintement, comme il aurait toujours vécu s'il n'eût pas mis un désir d'iniquité entre son ambition et le trône.

Six jours après ce trépas, le cardinal de Bernis, qui avait intérêt à prémunir le jeune roi Louis XVI contre les Jésuites, écrivait au ministre des affaires étrangères : « Le genre de maladie du Pape et surtout les circonstances de la mort font croire communément qu'elle n'a pas été naturelle... Les médecins qui ont assisté à l'ouverture du cadavre s'expriment avec prudence, et les chirurgiens avec moins de circonspection. Il vaut mieux croire à la relation des premiers que de chercher à éclaircir une vérité trop affligeante, et qu'il serait peut-être fâcheux de découvrir. »

Le cardinal de Bernis insinue que les Jésuites sont coupables.

Le 26 octobre, les soupçons qu'il a laissé entrevoir se confirment dans son esprit, il veut les faire passer dans celui du Roi. Il mande au ministre : « Quand on sera instruit autant que je le suis, d'après les documents certains que le feu Pape m'a communiqués, on trouvera la suppression bien juste et bien nécessaire. Les circonstances qui ont précédé, accompagné et suivi la mort du dernier Pape, excitent également l'horreur et la compassion... Je rassemble actuellement les vraies circonstances de la maladie et de la mort de Clément XIV, qui, vicaire de Jésus-Christ, a prié, comme le Rédempteur, pour ses plus implacables ennemis, et qui a poussé la délicatesse de conscience au point de ne laisser échapper qu'à peine les cruels soupçons dont il était dévoré depuis la semaine sainte, époque de sa maladie. On ne peut pas dissimuler au Roi des vérités, quelque tristes qu'elles soient, qui seront consacrées dans l'histoire. »

Les Philosophes connaissaient la correspondance de Bernis, ils savaient les inquiétudes qu'elle recèle; il était de leur avantage de les propager. D'Alembert essaie de faire peur à Frédéric II de la terrible milice qui, après avoir enseigné la doctrine du régicide, ose évoquer des Locustes jusque sous les lambris du Vatican. Le 15 novembre 1774, le roi de Prusse rassura en ces termes le sophiste français ¹ : « Je vous prie de ne pas ajouter foi légèrement aux calomnies qu'on répand contre nos bons Pères. Rien de plus faux que le bruit qui a couru de l'empoisonnement du Pape. Il s'est fort chagriné de ce qu'en annonçant aux Cardinaux la restitution

Frédéric II les défend.

(1) Œuvres philosophiques de d'Alembert, Correspondance, t. XVIII.

CONILL-
S. REGI.

d'Avignon, personne ne l'en a félicité, et de ce qu'une nouvelle aussi avantageuse au Saint-Siège a été reçue avec autant de froideur. Une petite fille a prophétisé qu'on l'empoisonnerait tel jour; mais, croyez-vous cette petite fille inspirée? Le Pape n'est point mort en conséquence de cette prophétie, mais d'un dessèchement total des suc. Il a été ouvert, et on n'a pas trouvé le moindre indice de poison. Mais il s'est souvent reproché la faiblesse qu'il a eue de sacrifier un Ordre tel que celui des Jésuites à la fantaisie de ses enfants rebelles. Il a été d'une humeur chagrine et brusque les derniers temps de sa vie, ce qui a contribué à raccourcir ses jours. »

Déclaration des médecins et du Cordelier Marzoni.

Bernis invoque la conscience future de l'histoire; l'histoire ¹ a parlé comme Frédéric II. Les Protestants eux-mêmes l'ont écrite sous la dictée de leurs préjugés anti-jésuitiques, et elle disculpe les Pères de la Compagnie du crime dont Bernis tente de les charger. Il s'efforçait de s'appuyer sur le témoignage plus ou moins circonstancié des hommes de l'art; ce témoignage lui fit défaut. Les docteurs Noël Salicetti et Adinolfi, l'un médecin du palais apostolique, l'autre médecin ordinaire du Pape, décrivirent dans un rapport circonstancié les causes et les effets de la maladie de Clément XIV. Ils le remirent entre les mains du prélat Archinto, majordome de Ganganelli, et ce mémoire, daté du 44 décembre 1774, conclut dans toutes ses parties en faveur d'une mort naturelle. Il se termine ainsi: « Il n'y aurait rien d'étrange qu'après vingt-huit ou trente heures les chairs se fussent trouvées dans une grande putréfaction. On sait qu'alors la chaleur était excessive et qu'il soufflait un vent brûlant, bien capable de produire et d'augmenter la corruption en peu de temps. Si, parmi le tumulte que causa dans la multitude ce fâcheux événement, on eût fait attention à l'expression que fait le vent du midi sur les cadavres, même embaumés, comme le sont d'ordinaire ceux des Souverains Pontifes, à l'ouverture et à la dissection de toutes les parties examinées à loisir et remises ensuite à leur place

(1) Un écrivain italien, Beccatini, rapporte, dans son *Histoire de Pie VI*, les divers bruits qui coururent à Rome et dans le monde lors du trépas de Clément XIV; puis il ajoute: « Maintenant personne ne soutient cette hypothèse, et le cardinal de Bernis, après avoir pris parti pour l'empoisonnement, a avoué souvent qu'il n'en croyait plus rien. » (*Storia di Pio VI*, t. 1, p. 34.)

Cancellieri, l'un des savants les plus distingués de l'Italie, et qui mourut en 1826, confirme, aux pages 409 et 515 de sa *Storia di solenni possessi dei summi Pontifici*, le récit de la mort naturelle de Clément XIV, et il dit: « Qu'à cause de l'âcreté et de la corruption des humeurs dans le corps du Pape défunt, il ne put être exposé, selon la coutume, les trois premiers jours, les pieds découverts. »

Le comte Joseph de Gorani, cet écrivain milanais qui embrassa avec tant d'ardeur la cause de la révolution française et qui fut un adversaire si prononcé de l'Eglise et des Jésuites, nie l'empoisonnement de Clément XIV. Dans ses *Mémoires secrets et critiques des cours et des gouvernements de l'Italie*, il rejette avec dédain cette fable.

naturelle, il ne se fit pas répandu dans le public tant de faux bruits, la populace étant naturellement portée à adopter le merveilleux des opinions extraordinaires.

« Voilà mon sentiment au sujet de cette maladie mortelle, qui a commencé lentement, duré longtemps, dont nous avons reconnu les symptômes non équivoques, mais clairs et palpables, dans l'ouverture qui s'est faite du corps en présence de presque tout un public; et ceux qui y ont assisté, pour peu qu'ils soient clairvoyants, exempts de prévention et dégagés de tout esprit de parti, ont dû reconnaître que l'altération des parties nobles ne doit légitimement s'attribuer qu'à des causes purement naturelles. Je me croirais coupable d'un grand crime si, dans une affaire d'une aussi majeure importance, je ne rendais pas à la vérité toute la justice qu'on est en droit d'attendre d'un homme de probité, tel que je me flatte de l'être. »

L'honneur et la science donnaient un démenti officiel aux suppositions que la calomnie était intéressée à répandre. Battue sur un point, elle se replia sur un autre. Le Père Marzoni, Général des Conventuels de Saint-François, était l'ami, l'ancien confesseur de Clément XIV. Le Souverain Pontife avait appartenu à cet Institut, et Marzoni, qui ne s'était pas séparé de lui pendant cette longue agonie, n'avait jamais été suspect de partialité à l'égard des Jésuites. On profita de ces circonstances; on fit courir le bruit en Europe que le Pape avait confié à Marzoni qu'il croyait mourir empoisonné. Les enfants de saint Ignace étaient épars sur la terre, leurs adversaires de France et d'Espagne jouissaient à Rome d'un crédit extraordinaire; le Général des Cordeliers ne recula pas néanmoins devant l'accomplissement d'un devoir. Le tribunal de l'Inquisition l'interrogeait; il répondit par la déclaration suivante:

« Moi, soussigné, Ministre général de l'Ordre des Conventuels de Saint-François, sachant bien que par le serment on prend à témoin de ce qu'on jure le Dieu souverain et infiniment vrai; moi, certain de ce que j'assure, sans aucune contrainte, en présence du Dieu qui sait que je ne mens pas, par ces paroles pleines de vérité, écrites et tracées de ma propre main, je jure et atteste à tout l'univers que, dans aucune circonstance quelconque, Clément XIV ne m'a jamais dit, ou avoir été empoisonné, ou avoir éprouvé les moindres atteintes du poison. Je jure aussi que jamais je n'ai dit, à qui que ce soit, que le même Clément XIV m'ait fait la confidence, ou qu'il avait été empoisonné, ou qu'il avait éprouvé les moindres atteintes du poison. Dieu m'est témoin.

» Donné dans le couvent des Douze-Apôtres de Rome, ce 27 juillet 1775.

» Moi, Frère LOUIS-MARIE MARZONI,
» Ministre Général de l'Ordre. »

Le cardinal
Braschi
élu
Pape.

Clément XIV ne mourut pas de la main des Jésuites ; le fait est attesté par les Protestants , par ses médecins , par ses amis , et surtout par l'évidence des faits ; mais les Jésuites sont restés sous le Bref qu'il a porté. On a entraîné le Pape au delà de ses prévisions ; on l'a poussé vers l'abîme en flattant son besoin de popularité ; on l'a tué afin d'escalader le Saint-Siège et d'arriver plus vite à la révolution qu'on préparait. Les Jésuites n'existent plus ; les Rois catholiques ont pris des engagements contre eux. Les passions de Charles III, l'avidité de Joseph II, la jeunesse de Louis XVI, rendent impossible leur réhabilitation ; les couronnes ne font plus mystère de leur indifférence, et le cardinal Ange Braschi est nommé Pape le 45 février 1775. Il avait toujours affectionné l'Institut et ses premiers maîtres ; il ne taisait pas ses regrets de disciple et de pontife ; il n'en fut pas moins élu à l'unanimité. Il vénérât la mémoire de son prédécesseur, et, quoique avec un caractère tout opposé, il avait en lui assez de vertus, de courage, de grandeur et de majesté pour le faire oublier, ou pour réparer son erreur.

Son
amitié
secrète
pour la
Compagnie.

Pie VI, dont le peuple romain saluait avec amour l'avènement, dont il aimait le faste et la charité, compris, en montant sur le trône, l'inextricable position dans laquelle Ganganelli s'était engagé. Clément XIV avait, à son insu, jeté un long ferment de discorde dans l'Eglise : en dissolvant l'Ordre de saint Ignace de Loyola, sans le juger, sans le condamner, il avait mis en doute l'œuvre de tous les Pontifes, depuis Paul III jusqu'à Clément XIII. Par un sentiment de convenue sacerdotale et politique, Pie VI respecta ce que Ganganelli avait fait. Il ne lui était pas possible de ressusciter un Institut que son prédécesseur avait, selon lui, si fatalement tué ; il ne pouvait qu'adoucir le sort des Jésuites. Par un ingénieux artifice d'humanité, il décida que leur procès serait continué et mené à sa fin.

La commission
instituée
par Clément
XIV
absout la
Société.

En face de ce roi de l'Eglise, beau de sérénité et brillant sous l'auréole populaire, Florida-Blanca sentait que son apreté et ses menaces seraient inutiles. Il exigeait néanmoins que le Général et les supérieurs des Jésuites subissent le jugement de la Cour de Rome ; c'était une satisfaction qu'il s'accordait à lui-même. Pie VI ne la lui refusa pas. Sûr de l'innocence des Pères, il voulut que la commission formée par Clément XIV sous l'influence de l'Espagne fût condamnée à flétrir ou à absoudre la Société de saint Ignace. Cette commission savait qu'il lui était désormais interdit de tromper la vigilance du Pape : elle agissait sous ses yeux, elle avait entre les mains tous les documents pour rendre sa sentence, et Pie VI la pressait de se prononcer. Elle différa autant qu'elle put ; elle fut enfin contrainte d'être juste, et elle ac-

quitta ces hommes qu'elle avait si cruellement accusés ¹.

(1) Nous avons sous les yeux les pièces et documents qui servirent à édifier cet étrange procès. Les charges de l'accusation, les interrogatoires des prévenus ont été compulsés par nous avec une curiosité tout historique, car nous espérions faire surgir de ce dossier oublié quelque indice révélateur. Nous devons avouer que les charges se réduisent à des futilités, qui, dans l'état ordinaire des choses, n'auraient pas même besoin de l'intervention d'un juge de paix. Ces incriminations se résument ainsi : les Jésuites ont fait ou dû faire quelques démarches auprès de l'impératrice Marie-Thérèse pour l'engager à user en leur faveur de son crédit auprès de Clément XIV. Ils pouvaient avoir conseillé à l'impératrice de pousser jusqu'à la menace. Ils ont obtenu la protection de Catherine de Russie et de Frédéric II de Prusse. Ils ont dû encore tenter de soulever les évêques contre le Saint-Siège.

Cette triple accusation ne prouve pas la culpabilité antérieure des Jésuites. On se console pour les détruire sans motifs, ils cherchent les moyens d'empêcher leur suppression ; on les attaque, ils se défendent. C'est le seul crime qui leur soit reproché. Le rapport se termine ainsi : « Ce sont, en abrégé, les principales raisons de continuer la procédure contre les prisonniers, le Général et Assistants, lesquels, dans les premiers jours de leur emprisonnement, et avant que l'on eût fini l'examen des papiers que l'on rassemblait, n'ont été presque interrogés que sur des points généraux. »

A Rome, on n'impute aux Jésuites que d'avoir essayé de conjurer l'orage que les rois de la maison de Bourbon amassaient sur leur tête, et, pour étayer cette accusation, voici les lettres les plus compromettantes que la commission judiciaire évoqua.

Le 50 janvier 1775, Laurent Ricci écrivait au père Ignace Pintus, à Johannesburg : « Votre lettre m'a grandement surpris et a ajouté une extrême affliction à toutes celles qui m'accablent. Il courait déjà dans Rome une lettre de Sa Majesté le roi de Prusse à M. d'Alembert, dans laquelle il est dit que je lui ai envoyé un ambassadeur pour le prier de se déclarer ouvertement protecteur de la Compagnie. Je niais d'avoir donné cette commission, mais peut-être quelqu'un, profitant de l'occasion de faire sa cour à Sa Majesté, lui avait recommandé en mon nom la Compagnie. Si la chose était arrivée ainsi, je l'aurais approuvée ; mais jamais un simple particulier, sans commission de supérieur, ne devait aller en son nom, à cette fin et avec l'éclat que porte un tel fait. J'excuse celui qui, là-bas, vous a conseillé ; le trouble empêche de pouvoir bien réfléchir. Le Père du Collège Romain n'a nulle autorité de suggérer de faire des commissions en mon nom, ni les autres de s'en acquiescer sans mon consentement. Pour deux personnes que Votre Révérence me cite, je lui en citerai plusieurs qui sont au fait de la cour de Rome, et qui ne se lassent pas d'être surprises d'un fait qui nous expose à la division et qui témoigne à tout le monde l'indifférence de Sa Majesté, qu'on ne croyait pas auparavant, et qui peut déplaire à d'autres princes, toutes choses qui facilitent notre ruine. Je sais que quelques-uns font des démarches de leur propre mouvement, parce qu'ils disent : « Les supérieurs ne font rien. » Je loue ce zèle, et tant qu'ils ne font que des démarches innocentes et qu'ils n'emploient pas le nom de supérieur, je loue de même leurs opérations. Au reste, ils sont dans l'erreur, car les supérieurs écoutent des gens très-sages du dedans et du dehors, et c'est pourquoi ils ne font pas des démarches imprudentes ; ils ont fait tout ce qu'il était possible de faire prudemment, et ils ne doivent pas dire tout ce qu'ils font. »

Le même Général avait, le 31 octobre 1772, adressé au père Cordara les conseils suivants : « A mon avis, on ne doit pas s'arrêter aux motifs de crainte que donnent les bruits qui courent sur nos affaires ; non que je puisse rien assurer, car on agit dans un si grand secret qu'il dérober tout dessin à la connaissance des personnes les plus respectables, mais parce que je pense que les bruits et les craintes ne doivent pas nous servir de règle. »

Le père Xavier de Panigai mandait de Ravenne, le 4 juillet 1775, au père Gorgo, Assistant de la Compagnie : « Mon très-révérend Père, les nouvelles qui nous sont parvenues ici, dernièrement de là-bas et de personnes dignes de toute foi, sont que la bulle contre la Compagnie est déjà faite, et, qui plus est, qu'elle est diffamatoire ; que l'on a déjà nommé une Congrégation, composée de cinq cardinaux, qui sont : Corsini, Marefoschi, Zelada, Simoni et Garaffa di Trajetto, et deux prélats, Alfani et

Mort de
Laurent
Ricci.

Ricci, captif, était une proie dévouée à l'Espagne. A peine Clément XIV eut-il fermé les yeux, que Florida-Blanca accourut au palais du cardinal Albani, doyen du Sacré-Collège, et qu'il lui dit : « Le Roi, mon maître, entend que vous lui répondiez des Jésuites prisonniers au château Saint-Ange ; il ne veut pas qu'on les rende à la liberté. » Pie VI connaissait la persévérance des inimitiés de Charles III, il s'ingénia à soulager les victimes que le Bourbon se réservait. Le monarque catholique se montrait sans pitié, le vicaire de Jésus-Christ osa être équitable. Ricci ne pouvait pas être jugé, car il aurait été acquitté. Pie VI entoura sa prison de toutes les faveurs compatibles avec la privation de la liberté ; il le plaignit, il accorda à ses vertus des témoignages publics d'estime. Il nourrissait même la pensée de sa délivrance, lorsqu'au mois de novembre 1775 le Général des Jésuites n'eut plus la force de supporter les douleurs qui le consumaient. Le mal fit des progrès rapides. Ricci ne se cacha point que la mort approchait ; il demanda le saint Viatique. Lorsque le malade se trouva en présence de son Dieu, des officiers, des soldats et des prisonniers du château Saint-Ange, ce père de famille, dont la postérité encore jeune était condamnée à une dispersion stérile, ne voulut pas mourir sans dire adieu à ses enfants, sans pardonner à leurs ennemis.

Son testament.

« L'incertitude du temps auquel il plaira à Dieu de m'appeler à lui, dit-il devant ces témoins, et la certitude que ce temps est proche, attendu mon âge avancé, et la multitude,

Pallotta, pour disposer premièrement les choses à l'exécution de la bulle et pour veiller, après sa publication, à son entier accomplissement. Cette Congrégation, ou s'assemblant ou devant s'assembler dans le lieu où se tient la Rote pendant les vacances, a fait naître, à plusieurs personnes graves qui nous sont affectonnées, l'idée que chaque Recteur, pour ses religieux, présente à son évêque respectif une requête contenant les noms de chacun d'eux, par laquelle, après avoir énuméré les circonstances actuelles, l'incertitude de pouvoir aller en avant et la crainte d'être obligés de s'expatrier, on supplie le prélat de vouloir bien accorder à chacun un certificat en bonne forme qui atteste de leur bonne vie et mœurs et saine doctrine, afin que, dans le cas supposé, ils puissent, avec ce certificat, se présenter aux évêques de leurs villes et être employés par eux. Votre Révérence comprend de quelle utilité peuvent être un jour, pour tout le corps de la Compagnie, tant ces requêtes que ces attestations, et combien il est essentiel que chaque individu en soit pourvu dans tous les cas. J'écris ce soir, sur le même sujet, à notre révérend Père Provincial. Si Votre Révérence le juge à propos, elle peut communiquer cette idée à notre Général et au Père Provincial de la province Romaine, et en faire part à tous les chefs des autres provinces ; mais il ne faut pas perdre de temps, car le coup est fort près. »

C'est à obtenir un certificat de bonnes vie et mœurs que se réduit tout ce complot, pour lequel on a jeté dans les fers le Général des Jésuites et ses Assistants. Pombal, Choiseul, d'Aranda et Tanucci ont entre les mains les archives de la Compagnie ; à Rome, Clément XIV a sous les yeux la correspondance de tous les Généraux, depuis saint Ignace jusqu'à Ricci. Les magistrats instructeurs peuvent, dans ces lettres intimes, dans les papiers de l'Ordre, saisir la trace de quelque fait accusateur. Tout est en leur pouvoir, et ils n'apportent, comme les plus fortes preuves de culpabilité des Jésuites, que ces pièces, dont l'insignifiance est presque dérisoire, en face des imputations.

la longue durée et la grandeur de mes souffrances trop supérieures à ma faiblesse, m'avertissent de remplir d'avance mes devoirs, pouvant facilement arriver que la nature de ma dernière maladie m'empêche de les remplir à l'article de la mort. Partant, me considérant sur le point de comparaître au tribunal de l'infailible vérité et justice, qui est le seul tribunal de Dieu, après une longue et mûre délibération, après avoir prié humblement mon très-miséricordieux Rédempteur et terrible Juge qu'il ne permette pas que je me laisse conduire par la passion, spécialement dans une des dernières actions de ma vie, ni par aucune amertume de cœur, ni par aucune autre affection ou fin vicieuse, mais seulement parce que je juge que c'est mon devoir de rendre témoignage à la vérité et à l'innocence, je fais les deux suivantes déclarations et protestations :

» Premièrement : Je déclare et proteste que la Compagnie de Jésus éteinte n'a donné aucun sujet à sa suppression. Je le déclare et proteste avec cette certitude que peut avoir moralement un Supérieur bien informé de ce qui se passe dans son Ordre.

» Secondement : Je déclare et proteste que je n'ai donné aucun sujet, même le plus léger, à mon emprisonnement. Je le déclare et proteste avec cette souveraine certitude et évidence que chacun a de ses propres actions. Je fais cette seconde protestation seulement parce qu'elle est nécessaire à la réputation de la Compagnie de Jésus éteinte, dont j'étais le Supérieur général.

» Je ne prétends pas, du reste, qu'en conséquence de ces miennes protestations on puisse juger coupable devant Dieu aucun de ceux qui ont porté dommage à la Compagnie de Jésus ou à moi, comme aussi je m'abstiens d'un semblable jugement. Les pensées de l'homme sont connues de Dieu seul : lui seul voit les erreurs de l'entendement humain, et discerne si elles sont telles qu'elles excusent le péché ; lui seul pénètre les motifs qui font agir, l'esprit dans lequel on agit, les affections et les mouvements du cœur qui accompagnent l'action ; et, puisque de tout cela dépend l'innocence ou la malice d'une action extérieure, j'en laisse tout le jugement à celui qui interrogera les œuvres et sondera les pensées.

» Et pour satisfaire au devoir de Chrétien, je proteste qu'avec le secours de Dieu j'ai toujours pardonné et que je pardonne sincèrement à ceux qui m'ont tourmenté et lésé ; premièrement, par tous les maux dont on a accablé la Compagnie de Jésus, et par les rigueurs dont on a usé envers les Religieux qui la composaient ; ensuite par l'extinction de la même Compagnie et par les circonstances qui ont accompagné cette extinction ; enfin par mon emprisonnement et par les duretés qui y ont été ajoutées, et par le préjudice que cela a porté à ma réputation ; faits

qui sont publics et notoires dans tout l'univers. Je prie le Seigneur de pardonner d'abord à moi par sa pure bonté et miséricorde, et par les mérites de Jésus-Christ, mes très-nombreux péchés ; et ensuite de pardonner à tous les auteurs et coopérateurs des susdits maux et torts ; et je veux mourir avec ce sentiment et cette prière dans le cœur.

» Finalement, je prie et conjure quiconque verra ces miennes déclarations et protestations de les rendre publiques dans tout l'univers autant qu'il le pourra ; je l'en prie et conjure par tous les titres d'humanité, de justice, de charité chrétienne, qui peuvent persuader à chacun l'accomplissement de ce mien désir et volonté.

» LAURENT RICCI, *de ma propre main.* »

C'était le 49 novembre 1773 que le Général de l'Institut lisait au fond de son cachot ce testament de douleur, d'innocence et de charité ; cinq jours après il expira. Le Pape n'avait pu encore manifester son respect pour ce vieillard en lui ouvrant les portes du château Saint-Ange ; il voulut du moins que de magnifiques obsèques témoignassent de ses regrets et de son équité. Dans la pensée de Pie VI, ce fut une preuve de ses sentiments à l'égard des Jésuites, et une solennelle quoique imparfaite réparation. Le corps de Ricci fut porté à l'église du Gesù par ordre du Souverain Pontife. On l'inhuma à côté des chefs qui l'avaient précédé dans la Compagnie.

Tandis que la mort enlevait à quelques mois d'intervalle Laurent Ganganelli et Laurent Ricci, le Pape qui anéantit la Société de Jésus et le dernier chef de cette Société, le Bref d'extinction traversait les mers ; il portait le duel et le désespoir au sein de toutes les Chrétientés nouvelles. Les Pères Castiglione et Goggeils, héritiers de la savante génération des Verbiest, des Parennin et des Gaubil, avaient échappé à ce dernier malheur. Joseph Castiglione expirait à soixante-dix ans, comblé des témoignages de l'affection impériale, et, faveur inouïe ! ce Jésuite vit même l'Empereur composer et écrire son éloge, que le prince lui adressait accompagné de riches présents. Goggeils, moins bien traité, fut plus utile aux Chinois. Avant de mourir, il fit dresser une sorte de cadran qui simplifiait les observations astronomiques. En 1773, deux jeunes Pères partaient d'Europe pour les remplacer ; cinq autres arrivaient en même temps au Tonquin. Au mois de novembre 1773, un vaisseau français déposait au rivage de Canton quatre Jésuites, un peintre, un médecin et deux mathématiciens. Sur le point de quitter Paris, l'archevêque Christophe de Beaumont leur annonça le coup de foudre qui allait frapper la Compagnie. Ils ne crurent pas que ces craintes, quoique fondées, fussent un motif suffisant pour enfreindre le commandement de

leur Général, et ils se mirent en route, afin de glorifier jusqu'au bout l'obéissance volontaire. Ces Jésuites étaient étrangers à la France ; mais déjà le gouvernement de Louis XV lui-même, sentant le poids du reproche que l'Europe savante était en droit de lui adresser, cherchait par tous les moyens possibles à ménager aux sciences et aux lettres de dignes correspondants en Asie. Il avait proscrié les Jésuites ; depuis neuf ans il sollicitait du Saint-Siège leur anéantissement, et, par une inconséquence au moins singulière, il honorait ces Missionnaires en se chargeant de les transporter à ses frais sur le territoire de la Chine. Les officiers du roi de Portugal s'offraient à Canton pour les présenter au chef du Céleste Empire. Quatre navires impériaux arrivent au port ; ils doivent conduire les Jésuites à la cour ; mais alors le Bref leur est notifié par l'évêque de Macao. C'était la créature de Pombal ; une pitié dérisoire se joignit à la calomnie. Dans l'alternative où les plongeait le décret du Pape supprimant la Société de Jésus et l'appel de l'Empereur de la Chine qui leur ouvrait ses Etats, les Jésuites hésitèrent. Christophe de Murr, dans son *Journal*¹, a conservé des preuves authentiques de cette hésitation. Un Missionnaire, Tyrolien d'origine, écrivait :

« Après trois jours passés au milieu des angoisses et des larmes, nous balancions les inconvénients contradictoires de toute détermination possible. L'Empereur nous commandait de nous rendre à Péking, et refuser une grâce impériale, c'est en Chine un crime de lèse-majesté. D'autre part, le Bref du Souverain Pontife nous défendait d'y entrer comme religieux. Le moindre attermoiement dans l'accomplissement de ses volontés eût été condamné en Europe. Nous prîmes la résolution de mourir plutôt que de souiller la Compagnie par une opposition au Pape en des circonstances aussi critiques. Permettez-moi de vous rappeler ici cette calomnie depuis longtemps répandue, que les Jésuites se font ouvrir les portes de la Chine plutôt pour y devenir mandarins que pour y être apôtres. Nous, les derniers de tous, nous étions désignés pour le mandarinat aussitôt après notre arrivée à Péking, mais il ne nous était pas possible d'y prêcher en même temps l'Evangile : nous avons pris le parti de regagner l'Europe. »

Ces quatre Jésuites obéissaient au delà des mers avec le respect que montrèrent leurs frères d'Europe ; mais cette obéissance compromettrait aux yeux de l'empereur de la Chine l'évêque et le gouverneur de Macao. Ces derniers songent à se débarrasser des Jésuites en les envoyant à Pombal, qui avait toujours pour eux des chaînes et des souffrances. Les Chinois furent plus humains que ces Catholiques ; ils obtinrent la liberté des quatre Missionnaires, et ils les abandonnèrent.

(1) *Journal* de Christophe de Murr, t. iv, p. 234 et suivantes.

Leur
soumis-
sion.

Leurs
corres-
pondances.

le Bref
de Chre-
mont
XIV
accepté
par tous
les
pères,
en Eu-
rope et
dans les
Missions.

Les
Jésuites
en
Chine.

rent dans l'île de Vam-Lu. « Nous n'eûmes qu'une nuit, ajoute la lettre déjà citée du Jésuite tyrolien, pour profiter d'une dernière ressource ; c'était la générosité de quelques capitaines de vaisseau français qui faisaient voile pour l'Europe. Ils furent sensibles à nos prières ; ils ne voulurent pas nous laisser exposés sans aucun secours humain au fond des Indes. Que n'ai-je des paroles assez éloquentes pour louer dignement la nation française ! Elle s'est acquis des droits à l'éternelle reconnaissance de quatre pauvres Missionnaires ; par le plus grand des bienfaits, elle les a tirés de la plus profonde des misères. Distribués dans quatre bâtiments, nous commençâmes un exil de trois mois sur mer, et nous dont les yeux étaient restés secs en quittant l'Europe, nous versions des larmes amères en disant un dernier adieu à ce rivage où nous avions cru trouver une autre patrie. »

Mort de
trois
Pères à
la nou-
velle de
la sup-
pression.

L'histoire de ces quatre Jésuites, recueillie par un Protestant, c'est l'histoire de tous leurs frères dans l'apostolat. La même plainte, aussi touchante, mais aussi résignée, retentit au fond de l'Amérique et sur les continents indiens. Clément XIV a d'un trait de plume brisé leur passé et leur avenir ; ils se soumettent sans murmure. Le Bref *Dominus ac Redemptor* les réduit à l'indigence ! cette indigence n'altère pas leur foi, elle n'amortit point leur charité. Quand la première nouvelle de la destruction de l'Ordre parvint en Chine, le Père de Hallerstein, président du tribunal des mathématiques, et deux autres Jésuites, expirèrent de douleur sous le coup même ¹. C'était le vieux soldat qui ne veut pas se séparer de son drapeau. D'autres eurent le courage de leur position, et ce courage apparaissait pour nous dans tout son éclat lorsque, d'un œil avide, nous parcourions les lettres autographes et inédites adressées en Europe par les Missionnaires de la Compagnie de Jésus. Il y en a d'admirables de pensée et de style ; toutes sont aussi pleines d'éloquente émotion que celle du Père Bourgeois, Supérieur des Jésuites français à Péking. Le 15 mai 1775, il mandait au Père Duprez : « Cher ami, je n'ose aujourd'hui vous épancher mon cœur. Je crains d'augmenter la sensibilité du vôtre. Je me contente de gémir devant Dieu. Ce tendre Père ne s'offensera pas de mes larmes, il sait qu'elles coulent de mes yeux malgré moi ; la résignation la plus entière ne peut en tarir la source. Ah ! si le monde savait ce que nous perdons, ce que la Religion perd en perdant la Compagnie, lui-même partagerait notre douleur. Je ne veux, cher ami, ni me plaindre ni être plaint. Que la terre fasse ce qu'elle voudra. J'attends l'Eternité, je l'appelle, elle n'est pas loin. Ces climats et la douleur abrègent des jours qui n'ont déjà que trop duré. Heureux ceux des nôtres qui se

sont réunis aux Ignace, aux Xavier, aux Louis de Gonzague et à cette troupe innombrable de Saints qui marchent avec eux à la suite de l'Agneau, sous l'étendard du glorieux nom de Jésus.

» Votre très-humble serviteur et ami,

FR. BOURGEOIS, *Jésuite*. »

A cette lettre est joint le post-scriptum suivant :

« Cher ami, c'est pour la dernière fois qu'il m'est permis de signer ainsi ; le Bref est en chemin, il arrivera bientôt ; *Dominus est*. C'est quelque chose d'avoir été Jésuite une ou deux années de plus.

• A Péking, le 23 mai 1775.

Dix-huit mois après, lorsque tout est consommé, une lettre du Frère coadjuteur, Joseph Panzi, révèle les résolutions que les Jésuites ont prises et le genre de vie qu'ils ont adopté. Ce Frère, qui est peintre, écrit les 6 et 11 novembre 1776 :

» Nous sommes encore réunis dans cette Mission : la Bulle de suppression a été notifiée aux Missionnaires, qui néanmoins n'ont qu'une seule maison, un même toit et une table commune. Ils prêchent, ils confessent, ils baptisent ; ils ont l'administration de leurs biens, et ils remplissent tous les devoirs comme auparavant, aucun d'eux n'ayant été interdit, parce qu'on ne pouvait faire autrement dans un pays tel que celui-ci ; et cependant il ne s'est rien fait sans la permission de monseigneur notre Evêque, qui est celui de Nankin. Si on se fût conduit comme dans quelques endroits de l'Europe, c'en était fait de notre Mission, de notre Religion, et c'eût été un grand scandale pour les Chrétiens de la Chine, aux besoins desquels on n'avait pas pourvu, et qui aurait peut-être abandonné la Foi catholique.

» Notre sainte Mission, grâce à Dieu, va assez bien et est actuellement fort tranquille. Le nombre des Chrétiens augmente tous les jours. Les Pères Dollières et Cibot ont la réputation de saints, et le sont en effet. Le premier est celui qui maintient la dévotion du Sacré-Cœur de Jésus dans l'état le plus florissant et le plus édifiant. Ce même Missionnaire a converti presque toute une nation qui habite les montagnes à deux journées de Péking. Je m'y suis trouvé toutes les fois que ces bons Chinois sortaient d'auprès de ce Père, à qui ils avaient demandé le Baptême. J'ai remarqué dans eux les mêmes attitudes et les mêmes expressions de tête que nos meilleurs peintres ont su donner ou saisir si bien dans les tableaux de la prédication de notre sainte Foi par saint François-Xavier. C'est ici qu'on peut mieux connaître combien est grande la grâce que Dieu nous a faite, en nous faisant naître dans un pays chrétien.

Le père
Bour-
geois et
le frère
Panzi.

(1) *Histoire des mathématiques*, par Montucla, 1^{re} part., liv. iv, p. 471.

» Autant que l'on peut humainement juger de notre digne Empereur, il paraît qu'il est encore bien éloigné d'embrasser notre sainte Religion catholique; il n'y a même aucune raison de l'espérer, quoiqu'il la protège dans ses États, et c'est ce qui peut se dire pareillement de tous les autres grands de l'empire. Hélas! qu'il y a de vastes contrées dans cet univers où le nom de Dieu n'est pas encore parvenu! Je fais toujours mon emploi de peintre, et je suis le peintre ou le serviteur de la Mission française pour l'amour de Dieu. Je me glorifie de l'être pour son pur amour, et je suis bien résolu de mourir dans cette sainte Mission quand Dieu le voudra. »

Il n'avait pas été possible de proscrire les Jésuites de la Chine, on les sécularisa¹. Ils acceptèrent la dure loi qui leur était imposée, mais ils n'en continuèrent pas moins leurs travaux apostoliques ou scientifiques. Le Père Amiot, au dire de Langlès, savant académicien français², jetait une vive lumière sur la littérature

(1) Nous trouvons dans un mémoire présenté au cardinal de Bernis, ambassadeur de France à Rome, les détails suivants, qui ne manquent pas d'intérêt :

« Son Eminence est priée de jeter un coup d'œil sur les pièces ci-jointes qui ont été demandées par le cardinal Préfet de la sainte Congrégation de la Propagande. Elles contiennent l'état présent des Missions françaises de la Chine et des Indes orientales, où le Roi a daigné faire passer depuis peu de ses frans un grand nombre de sujets. Il n'est pas douteux qu'en cela Sa Majesté a eu principalement en vue l'intérêt de la Religion. Mais il est à présumer que l'intérêt de la nation lui a paru uni à celui de la Religion. Les Missionnaires français que l'empereur de la Chine voit travailler avec plaisir dans son palais, qu'il conduit souvent avec lui dans ses voyages, dont il se sert pour dresser la carte des pays qui lui sont soumis, et dont il tire des services importants; ces Missionnaires, dis-je, en tâchant de prévenir ou d'arrêter la persécution qui s'élevait contre les Chrétiens, ne manquent pas dans l'occasion d'obtenir des faveurs aux Européens, et surtout aux Français qui abordent à Canton, et du les mettre à couvert des vexations auxquelles ils sont souvent exposés. D'ailleurs plusieurs de ces Missionnaires sont chargés d'entretenir une correspondance suivie avec l'Académie des sciences de Paris, et même avec plusieurs des ministres du Roi, pour leur communiquer leurs observations astronomiques, leurs recherches sur la botanique, l'histoire naturelle, et sur tout ce qui peut contribuer à la perfection des sciences et des arts.

» Le Roi et messieurs ses ministres ont également accordé, ces dernières années, le passage *gratis* sur les vaisseaux de France à plusieurs sujets destinés à la Mission française dans les Indes orientales. On croit pouvoir assurer que ces Missionnaires n'y sont pas inutiles à la nation, et qu'en bien des occasions ils ont rendu des services importants. C'est pour cela sans doute que le conseil souverain de Pondichéry prit, il y a quelques années, leur défense contre ceux que l'ancien parlement de Paris y avait envoyés pour y saisir le peu de bien qui leur restait. On se contenta de faire un léger changement à leur habit et à les faire appeler MM. les Missionnaires du Malabar. C'est sous ces lois qu'ils ont continué à exercer leurs fonctions, sous la dépendance des Evêques, étant les seuls qui entendent la langue très-difficile du pays, et il ne paraît pas qu'il y ait de l'inconvénient à les y laisser tels qu'ils y sont.

» Outre ces deux Missions, il en subsiste encore deux autres dans le Levant, l'une en Grèce, l'autre en Syrie. Elles ont toujours été et sont encore sous la protection de la France. M. le chevalier de Saint-Priest, ambassadeur à la Porte, déclara, à son arrivée à Constantinople, que le Roi lui avait recommandé nommément les Missions françaises, et il ne cessait de les honorer en conséquence de sa protection. »

(2) Langlès suivit lord Macartney dans sa célèbre ambassade, et il traduisit le *Voyage en Chine* de Holmes. Il dédia, en 1803, cet ouvrage au Jésuite mort en 1794. La dédicace est conçue en ces termes : « Hommage de vénération, de regret et de reconnaissance offert à la mémoire du Révérend Père Amiot, Missionnaire apostolique à Pékin, correspondant de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, savant

des Chinois et des Tatars Mantchoux. Le Père Joseph d'Espinha exerçait au nom de l'Empereur les fonctions de président du tribunal d'astrologie, et l'évêque de Macao le nommait administrateur de l'évêché de Péking. Félix de Rocha présidait le tribunal des mathématiques avec André Rodriguez. Le Père Sichelbarth remplaçait Castiglione dans la charge de premier peintre de l'Empereur. D'autres Jésuites étaient répandus dans les provinces; ils évangélisaient les peuples sous l'autorité de l'Ordinaire.

Cet état de choses subsista ainsi assez longtemps, et, le 45 novembre 1783, le Père Bourgeois écrivait au Père Duprez : « On a donné notre Mission à messieurs de Saint-Lazare. Ils devaient venir l'an passé, viendront-ils cette année? Dieu le veuille; nous n'en savons encore rien. Ce sont de braves gens; ils peuvent s'assurer que je ferai tout mon possible pour les aider et les mettre en bon train. Nous avons un évêque portugais, il s'appelle Alexandre de Govea. C'est un religieux de Saint-François dont on dit beaucoup de bien. Il ne tiendra pas à moi certainement qu'il ne pacifie la Mission. »

Cinq ans plus tard, le 7 novembre 1788, Bourgeois écrit au Père Beauregard, l'orateur chrétien de la fin du dix-huitième siècle. Dans sa lettre, le supérieur des Jésuites en Chine rend hommage aux Lazaristes qui ont pris leur place au nom du gouvernement. Cette abnégation personnelle, en présence des vertus d'un rival, a quelque chose de vraiment religieux.

« Très-cher et très-ancien confrère, ainsi s'exprime Bourgeois, continuez toujours à faire connaître et aimer notre bon Maître, et à vous montrer toujours digne enfant de saint Ignace.

» Messieurs nos Missionnaires et successeurs sont des gens de mérite, pleins de vertus et de talents, de zèle et d'une très-bonne société. Nous vivons en frères; le Seigneur a voulu nous consoler de la perte de notre bonne mère; et nous le serions entièrement si un enfant de la Compagnie pouvait oublier sa sainte et aimable mère. C'est un de ces traits qu'on ne peut arracher du cœur, et qui demande à tout moment des actes de résignation. »

Dans une autre lettre Bourgeois parle du Missionnaire qui le remplace, et, en faisant l'éloge de ses vertus, il ajoute : « On ne sait pas si c'est lui qui vit en Jésuite ou nous qui vivons en Lazaristes. »

Ce n'est pas seulement la correspondance intime des Pères qui garde les traces de cette obéissance jusqu'à la mort; on en recueille partout des preuves, et lorsqu'en 1777 le Saint-Siège envoie d'autres Missionnaires pour prendre possession, chez les Hindoux, de l'œuvre des Jésuites, le même exemple se renouvelle.

infatigable, profondément versé dans l'histoire des sciences, des arts et la langue des Chinois, ardent promoteur de la langue et de la littérature tatare-mantchoue. »

Comment ils reçoivent leurs successeurs.

Les enfants de Loyola déposent en d'autres mains l'héritage de François Xavier, multiplié par deux siècles de travaux et de martyres. « Ils avaient, dit un de ces nouveaux Missionnaires ¹, pour supérieur le Père Mozac, vieillard octogénaire, qui avait blanchi sous le faix du ministère apostolique, qu'il avait exercé pendant quarante ans. Il abdiqua sa place avec la simplicité d'un enfant. »

La rési-
gnation
des
Jésuites
fut par-
tout la
même.

Le 15 novembre 1774, il se passa à Fribourg un trait plus étrange encore. Les Jésuites, proscrits par Clément XIV, voulurent prier pour lui. Ils réunirent dans l'église collégiale de Saint-Nicolas les habitants de la cité, et le Père Mattzell, en prononçant l'oraison funèbre du Souverain Pontife, s'écria, au milieu de l'émotion générale : « Amis, chers amis de notre ancienne Compagnie, qui que vous soyez, et où que vous puissiez être, si jamais nous avons été assez heureux pour rendre des services dans les royaumes et dans les villes, si nous

avons contribué en quelque chose au bien de la Chrétienté, soit en prêchant la parole de Dieu, soit en catéchisant ou en instruisant la jeunesse, en visitant les malades ou les prisonniers, ou en composant des livres édifiants (quoique dans notre situation actuelle nous ayons beaucoup d'autres grâces à demander), nous vous prions, avec les plus vives instances, d'arrêter toutes plaintes amères et peu respectueuses pour la mémoire de Clément XIV, chef souverain de l'Eglise. »

Ainsi, sur tous les points du globe et par tous les témoignages, les Jésuites n'ont pas résisté à l'arbitraire qui les bannissait de leurs Missions, qui les dépouillait de leurs biens; ils ne maudirent pas le Saint-Siège les sacrifiant à une paix impossible. Ils ne luttèrent point contre le pouvoir temporel, ils se soumirent avec une douloureuse résignation au Bref de Clément XIV. On ne les entendit protester ni par un doute, ni par un murmure, ni par un outrage. Il faut maintenant les suivre dans leur dispersion.

(1) *Voyage dans l'Indostan*, par M. Perrin, 1^{re} part., ch. iv, p. 174.

CHAPITRE XXXVII.

Confusion d'idées après la destruction des Jésuites. — Le cardinal Pacca et le protestant Rankz. — Situation morale de la Compagnie. — Les hommes apostoliques. — Le Parlement de Toulouse et le Père Sorane. — On élève des statues à des Jésuites. — Marie-Thérèse et le Père Delphin. — Le Père Parhamer en Autriche. — Le Père de Mattéis à Naples. — Les Jésuites en présence des Missionnaires leurs successeurs. — Témoignages de M. Perrin. — Le Père Busson. — Le Père Ansaldo. Le Père de Gibeaumé. — Regrets à Rome. — La République française et le Père Poisson. — Les Jésuites à Cayenne. — Les Jésuites prédicateurs en Europe. — Le Père Duplessis. — Le Père Beauregard à Notre-Dame de Paris. — Sa prophétie. — Colère des philosophes. — Réaction religieuse dans le peuple. — On en rend les Jésuites responsables. — Le Père Lanfant. — La Révolution. — L'Assemblée constituante flétrit la destruction des Jésuites. — Le Père Nolhac à la glacière d'Avignon. — Les Jésuites dans les journées des 2 et 3 septembre 1792. — Les Jésuites espagnols pendant la peste d'Andalousie. — Les Jésuites réhabilités en Portugal. — Requête du Père Juan de Gusman. — Les Jésuites évêques. — Les Jésuites dans le monde. — Leurs travaux utiles. — Les Jésuites à la tête des séminaires et des collèges. — Leur éducation. — Le collège Thérésien à Vienne. — Le Père Kähler. — La réaction se manifeste partout. — Boscovich appelé à Paris. — Poczobut à Vilna, Hell à Vienne. — Les mathématiciens, les astronomes et les géomètres. — Les naturalistes. — Les théologiens et les canonistes. — Les exégètes et les controversistes. — Feller en Belgique. — Les ascètes. — Les littérateurs. — Les historiens. — Jésuites illustres par la naissance.

Confu-
sion
d'idées
après la
destruc-
tion des
Jésuites.

Les Jésuites n'existent plus comme congrégation religieuse. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner si leur abolition, sollicitée au nom de la Foi, de la morale, de l'éducation publique, des franchises de l'Eglise et du salut des monarchies, a rendu les peuples plus catholiques, les hommes plus vertueux, la jeunesse plus ardente à

l'étude qu'au vice, le Pape et les Evêques plus libres, les princes plus heureux sur leurs trônes, les différents pays plus tranquilles. Nous n'avons point à rechercher si l'aurore des beaux jours promis à la terre par la suppression de l'Institut de Loyola ne s'est pas transformée en ténèbres plus épaisses, en désordres intellectuels

plus éclatants, en dépravation et en crimes tels qu'ils feront encore longtemps l'effroi du monde civilisé.

C'était pour préserver la Religion et la Royauté des coupables étreintes du Jésuitisme que les Parlements de France, que les ministres d'Espagne et de Portugal se coalisaient. Vingt ans après, jour pour jour, la République Française, par l'organe de sa Convention nationale, inspirait aux multitudes, sous peine de mort, la négation de tout culte, l'anéantissement de toute idée religieuse ou monarchique. Du haut de l'échafaud sur lequel coulait le sang des Rois, du peuple, des prêtres et de la noblesse, elle surexcitait toutes les passions, elle les défiait pour s'en faire un instrument de règne, elle les brisait quand leurs victimes rougissaient d'accepter la servitude. Les corrupteurs de la jeunesse étaient bannis de l'enseignement, et, par un phénomène inexplicable, la jeunesse se révélait plus corrompue que jamais. On avait annihilé les perturbateurs du repos public, en même temps le trouble envahissait l'Eglise et l'Etat; il pénétrait jusqu'au foyer domestique. Quelques théologiens du seizième siècle ne dissertaient plus sur le régicide, le régicide devint un acte de civisme et de haute moralité révolutionnaire. Les Jésuites n'étaient plus là pour légitimer les attentats sociaux, et cependant le crime passa dans la loi. Le droit de famille se voyait aussi bien mis en question que le droit de propriété. Les Jésuites ne fomentaient plus de divisions entre les Rois et les sujets, des guerres sans but et sans fin couvrirent le monde de ruines et de sang.

Nous n'avons point à signaler cette confusion de principes et d'idées. Les Jésuites auraient pu la combattre, il ne leur eût pas été donné de l'arrêter, le mal étant plus fort que tous les remèdes humains. Ce qu'il importe à l'histoire de la Compagnie de Jésus, c'est de démontrer qu'en s'attaquant aux disciples de saint Ignace de Loyola, les ennemis de la Religion et des monarchies savaient parfaitement où tendaient leurs efforts. L'unité dans l'enseignement était un obstacle réel aux projets conçus : on sapa cette unité par la base, et lorsqu'en 1786 le cardinal Pacca vint remplir la nonciature de Cologne, il trouva la Révolution déjà mûre. Il décrit en ces termes les résultats de la destruction des Jésuites : « Peu à peu, dit-il ¹, les bons Allemands perdirent le respect qu'ils avaient pour le Clergé, le Saint-Siège et la discipline de l'Eglise. Tant que subsista la Société de Jésus, qui avait plusieurs collèges dans les universités, et en divers lieux des écoles publiques, ces maximes erronées trouvèrent une forte opposition, et le mal ne fit pas de grands progrès; mais la suppression de cette Compa-

gnie qui avait si bien mérité de la Religion, jointe au progrès des Sociétés secrètes, causa à la Religion catholique des pertes immenses. Alors toutes les dignes furent rompues, et un torrent de livres pervers et irréligieux inonda l'Allemagne. »

L'historien protestant Léopold Ranke partage la même opinion : « L'anéantissement de cette Société, d'un seul coup, sans préparation, raconte-t-il ¹, de cette Société qui fit sa principale arme de l'instruction de la jeunesse, devait nécessairement ébranler le monde catholique jusque dans ses profondeurs, jusque dans la sphère où se forment de nouvelles générations. » Le fleau avait débordé. Nous avons vu ce que les Jésuites en corps tentèrent pour le comprimer; il nous reste à dire ce que leur isolement imprévu leur permit d'entreprendre. Au milieu même des affaiblissements de la dispersion, les individus surent encore se rendre utiles à la Foi catholique par leur piété, à l'Eglise par leurs vertus ou par leur éloquence, aux sciences et aux lettres par leurs travaux.

Quand l'Institut succomba, il renfermait dans son sein des Pères qui n'avaient pas dégénéré. Il était aussi florissant qu'aux plus beaux âges de son histoire ². La modération des esprits avait produit la modération dans les maximes. La Compagnie de Jésus s'était disciplinée elle-même; elle veillait avec plus de soin que jamais sur les doctrines émises par ses théologiens; elle faisait une loi de la charité sacerdotale à ses polémistes; elle vivait avec les Evêques dans la plus parfaite union; elle ne s'était jamais montrée plus en dehors des affaires séculières ou politiques. Elle avait senti qu'en face du débordement de vices que la Philosophie prenait sous

Situation morale de la Compagnie.

(1) *Histoire de la papauté*, t. IV, p. 800.

(2) La Société de Jésus compte dans ses rangs dix Saints, un bienheureux et un grand nombre de vénérables. Les Saints proclamés par l'Eglise sont : Ignace de Loyola, François-Xavier, François de Borgia, François Régis, François de Girolamo, Louis de Gonzague, Stanislas Kotska, et les trois martyrs japonais Paul Miki, Jean de Getho et Jacques Kisai. Le bienheureux se nomme Alphonse Rodriguez.

On appelle *vénérable*, dans le sens strict de cette qualification, celui dont l'héroïcité des vertus a été déclarée ou le martyre approuvé par la Congrégation des rites, en assemblée générale tenue devant le Pape. Dans un sens moins rigoureux, cette dénomination est attribuée à ceux dont la cause de béatification est introduite. Les *vénérables déclarés* tels, *sensu stricto*, sont les martyrs André Bohola, Ignace d'Azevedo et ses trente-neuf compagnons, Rodolphe Aquaviva et ses quatre compagnons. Les *vénérables non martyrs* sont : Pierre Canisius, Joseph Aucheta, Bernardin Realini, Louis du Pont, Pierre Claver et Jean Berkmins. Parmi les *vénérables* dont la cause est introduite, mais dont le martyre ou l'héroïcité des vertus n'a pas encore été reconnue, on trouve Gonzalve Sylveira, Jean Sauvillors, Charles Spinola, Mastrelli, Vieira, Pongratz, Grodzinski, Juan de Brito, Robert Bellarmine, Vincent Canalis, Louis de Lanza, André Oriedo, Jean de Alcala, Castillo, Psdial, Luzzaghi, Baldinucci et Joseph Pignatelli. Pignatelli est le dernier anneau de cette chaîne non interrompue, qui remonte jusqu'à Loyola.

Nous n'indiquons que ceux sur lesquels la Congrégation des rites conserve encore des documents. Il en est d'autres dont le procès a été instruit, quoiqu'il ne se trouve pas dans les Archives de la Congrégation.

Tels sont les vénérables Jean Sébastiani, Julien Maunoir, le Maronite François Georges, Bernard Colnago et plusieurs autres.

Le cardinal Pacca et le protestant Ranke.

(1) *Mémoires historiques du cardinal Pacca*, traduit par l'abbé Siomnet, p. 43.

sa protection, les instituteurs du peuple devaient offrir l'exemple de la pureté des mœurs. Le passé devenait, pour les Jésuites, une garantie d'avenir, et le nombre des Pères qui glorifièrent la Société par leur zèle apostolique et par leurs talents ne fut pas moins grand qu'autrefois.

Ainsi, dans l'espace de quelques années, la mort avait enlevé à l'Institut des hommes qui laissèrent sur la terre un long souvenir. Pierre Wiltz en 1749, Hyacinthe Ferreri en 1750, Jacques Sanvitali en 1753, Jean Cayron en 1754, Juan de Santiago et Onuphre Paradisi en 1761, Camille Pacetti en 1764, François Pépé, l'orateur des Lazzaroni, en 1769, avaient fait chérir la Religion par leurs œuvres; leur trépas sanctifia l'humanité. Ils perpétuaient en Allemagne, en Italie et en France le zèle des Xavier et des Régis. Ils étaient les consolateurs des pauvres; mais, au moment suprême, les riches de ce monde les invoquaient à leur lit de mort, et, pour finir plus saintement, Benoît XIV expirait entre les bras du Père François Pépé. La suppression de l'Ordre n'atténua point ces hommages, que la vertu arrachait au dix-huitième siècle. On avait détruit la Compagnie, on l'aimait encore, on la vénérât dans ses membres.

A Toulouse, on vit, en 1784, le Parlement de Languedoc se réunir pour rendre un dernier arrêt concernant les Jésuites. Cette cour judiciaire s'est associée à tous les actes des Parlements. Elle a condamné et maudit l'Institut; mais alors ce n'est plus de flétrissure qu'elle s'occupe. Le Père Jean Sorane, l'ami des pauvres, vient de succomber sous les efforts de son zèle, le Parlement ordonne que le Jésuite sera inhumé solennellement dans l'Eglise de Nazareth de cette ville, et, le même jour, sur ce cadavre que toutes les voix bénissent, l'Officialité diocésaine commence les informations juridiques pour la béatification du Père. Dans les Cantons suisses, comme aux portes de Rome, la mort amène pour chaque disciple de saint Ignace le jour du deuil et des éloges. Le 4^{er} novembre 1799, les conseillers de Soleure inscrivent dans leurs registres le nom du Père Crollanza; ils énumèrent les services rendus par lui à la vieille Helvétie, et ils élèvent une statue à son humilité¹.

A Tivoli, en 1802, le Sénat en érige une dans la salle de ses délibérations au Père Saracinelli. Baptiste Faure jouit du même honneur à Viterbe; le roi Poniatowski fait frapper à Varsovie une médaille en l'honneur du Père Kanowski. Les Jésuites chassés d'Espagne s'étaient mis au service de l'indigence dans plusieurs villes de l'Italie; ces villes admirent leur charité, elles célèbrent leurs talents, et le nom du

Frère Emmanuel Ciorraga, ceux des Pères Sala, Marian Rodriguez, Pedralbes, Marguez, Salazar et Pannay sont encore prononcés avec respect.

Tandis que les Pères Berthier, Tiraboschi, Charles de Neuville, Poczubot, Pignatelli, André, Muzarelli et Beauregard remplissaient le monde de leurs travaux, de leur éloquence, de leur piété, l'impératrice Marie-Thérèse offrait, en 1776, un témoignage public au Père Delphini. Elle s'exprimait ainsi: « Mue par la considération des vertus éclatantes, de la doctrine, de l'érudition et de la vie régulière et exemplaire de Jean-Théophile Delphini; réfléchissant de plus sur ses travaux apostoliques en Hongrie, dans la principauté de Transylvanie, où il a ramené, à notre grande consolation, une foule nombreuse d'Anabaptistes à la vraie Foi, nous avons élu et nous nommons ledit Théophile Delphini, comme un homme très-capable et qui a bien mérité de l'Etat et de la Religion, et, pour ce, très-agréable à notre personne, nous le nommons à l'abbaye de Notre-Dame de Kolos-Monostros. »

Ce que le Père Delphini avait fait pour la Hongrie et la Transylvanie, Ignace Parhamer l'entreprenait avec un égal succès pour l'Autriche et la Carinthie. Parhamer, c'est le savant populaire, l'homme d'initiation chrétienne et de perfectionnement social. Confesseur et ami de l'empereur François 1^{er}, il a usé de son crédit à la cour; et on a vu le Jésuite fonder plusieurs établissements utiles. Mais, dans un gouvernement où chaque citoyen naît soldat, Parhamer comprend que la reconnaissance du prince doit s'étendre aux orphelins que la guerre a faits: ce sera, dans sa pensée, le meilleur moyen d'entretenir le dévouement du pays. Il crée une maison où sont recueillis les fils de ceux qui meurent pour la patrie. Dans cette espèce d'Hôtel des Invalides de l'enfance, il introduit l'exercice militaire, la discipline et l'ordre des camps. Comblé des faveurs de Marie-Thérèse, le Jésuite, après la destruction de son Institut, reste à la tête des orphelins qu'il a réunis. Joseph II lui propose un évêché, il lui laisse deux mois pour vaincre ses refus; dans l'intervalle, Parhamer expire en 1786. A Naples, voilà le Père Pascal de Mattéis, le bras droit de saint Alphonse de Liguori, que le ministre de Ferdinand IV tente par les plus brillantes promesses. Tanucci a frappé la Compagnie de Jésus, mais il n'ose pas priver le royaume des services de Mattéis. Le Jésuite résiste à ce désir: il a fait vœu de vivre sous l'étendard de saint Ignace, il l'accomplira jusqu'au bout de sa carrière. En 1779, il meurt révérent par les populations. Ce n'est pas seulement l'Allemagne et l'Italie qui entourent de leurs respects les débris de l'Institut. En France, ils ont trouvé un apologiste jusque dans le conventionnel Grégoire. « Marie Leczinska, reine de

(1) On lisait l'inscription suivante sur le piédestal de cette statue: *Pauperum Patrem, egrorum matrem, omnium fratrem, virum doctum et humilimum; in vita, in morte, in feretro suavitatis sibi similem, amabat, admirabatur, lugebat Solodurum.*

France, dit-il¹, avait pour confesseur un Jésuite polonais, le Père Radominski; l'abbé Johanet en fait un grand éloge. Ce religieux, mort en 1756, fut remplacé par un autre Jésuite polonais, le Père Bieganski. Sa qualité d'étranger l'exposait à être renvoyé de France lorsqu'on supprima la Société, mais la Reine le fit conserver. » Et plus loin Grégoire ajoute : « La Dauphine, mère de Louis XVI, eut aussi pour confesseur un Jésuite, le Père Michel Kroust, de Strasbourg, depuis 1748 jusqu'en 1763. C'était un ecclésiastique pieux et instruit, qui a publié en latin quelques traités, entre autres des méditations pour les élèves du sanctuaire. »

Dans l'espace de quarante et un ans, de 1686 à 1727, on trouve, dans le Nécrologe de la Compagnie, cent treize Jésuites qui périrent sur mer en cinglant vers les Indes. Chaque année avait ses victimes; les Missionnaires cependant ne firent jamais défaut à la mort ou aux souffrances. En 1760, ils étaient dans leur ère de grandeur et de succès. Les Pères Fauque, Boutin, Cibot, Dollières, Amiot, Cœurduou, Collas, Artaud, Laurent de Costa, Poisson, Silverio, de Rocha, Machado, Alexandre de la Charme et de Ventavon, accoutumaient aux labeurs de l'apostolat la nouvelle génération qui devait leur succéder. Auprès des lettrés de la Chine, dans les castes des pariahs ou sous les forêts de l'Amérique, Jean de San-Estevan se dévouait aux Missions. Après avoir été l'agent général du Clergé de France, il se faisait Jésuite pour mourir de cette mort que tous les Pères enviaient. On les avait vus marcher sans jamais tomber dans le chemin qu'ils ouvraient; on les avait calomniés pour les perdre. Quand le bref de suppression eut condamné à la stérilité des efforts aussi persévérants, l'heure de la justice sonna enfin pour les Jésuites. Les Evêques du Nouveau-Monde les prirent pour guides, pour compagnons dans leurs visites pastorales. Il y a plus, ils inspirèrent une équité consciencieuse aux Missionnaires que le Saint-Siège et la France leur donnaient pour successeurs. Un de ces derniers, dont les récits ont toujours mérité foi entière, M. Perrin, prêtre des Missions étrangères, s'exprime en ces termes² : « Je donne le défi au plus hardi détracteur de la vérité de prouver que

la Société de Jésus ait eu jamais à rougir des mœurs d'aucun de ceux qui cultivèrent la Mission malabare, soit à Pondichéry, soit dans l'intérieur des terres. Tous étaient formés des mains de la vertu même, et ils l'inspiraient autant par leur conduite que par leurs prédications. »

Ce rival, qui se met en possession de l'héritage conquis par le sang et par les sueurs des enfants de Loyola, ne peut avoir pour eux que des préventions. Il les proclame, et voilà de quelle manière elles s'effacèrent : « J'avoue, continue-t-il¹, que j'ai examiné les Jésuites de l'Indostan avec les yeux de la critique et peut-être de la malignité. Je me défiais d'eux avant de les connaître; mais leur vertu a vaincu et anéanti mes préjugés : le bandeau de l'erreur est tombé de mes yeux. J'ai vu en eux des hommes qui savaient allier les degrés les plus sublimes d'oraison avec la vie la plus active, la plus continuellement occupée; des hommes d'un détachement parfait et d'une mortification qui aurait effrayé les plus fervents anachorètes; se refusant jusqu'au rigoureux nécessaire, pendant qu'ils épuisaient leurs forces dans les travaux pénibles de l'apostolat; patients dans les peines, humbles malgré la considération dont ils jouissaient et les succès qui accompagnaient leur ministère; brûlant d'un zèle toujours prudent, toujours sage, et qui ne se ralentissait jamais. Non, on ne les voyait gais et satisfaits que lorsque, après avoir employé les journées entières à prêcher, à entendre des confessions, à discuter et à terminer des affaires épineuses, on venait interrompre leur sommeil pour les faire courir à une ou deux lieues au secours de quelque moribond. Je ne crains pas de le dire : c'étaient des ouvriers inconfusibles et infatigables; mais, si je leur rends ce témoignage avec plaisir, je suis cependant forcé de tenir ce langage, car l'Inde entière élèverait sa voix et me convaincrail d'imposture si je parlais autrement. »

M. Perrin a examiné de près les Jésuites; il les a étudiés dans leur vie et dans leur mort; il raconte tout cela. « Le Père Busson, dit-il, âgé de quarante-cinq ans lorsque je le vis pour la première fois, était si pénitent que, pendant une année entière, il ne prenait pas d'autre repos, pendant la nuit, que celui que la nature lui dérobait; mais, afin qu'elle n'eût pas tout l'avantage, il se tenait debout, appuyé contre un mur, et passait les nuits à prier dans cette posture gênante ou prosterne sur le marchepied de l'autel de son église. Il ne se nourrissait que de pain trempé dans l'eau et de quelques herbes amères et sans assaisonnement; et, malgré un genre de vie aussi austère, ce saint Missionnaire travaillait continuellement, sans jamais se

Le père Busson.

(1) *Histoire des Confesseurs des Empereurs*, etc., par Grégoire, p. 396 et 397.

(2) *Voyage dans l'Indostan*, t. II, p. 161. M. Perrin explique sa position à l'égard de la Compagnie de Jésus, détruite trois ans avant son arrivée aux Indes : « On ne doit pas soupçonner ce que je dirai d'avantageux sur ces Pères. Je n'ai jamais appartenu à leur corps, qui n'existaient déjà plus lorsque la Providence me mit dans l'heureuse nécessité d'entretenir des relations avec quelques-uns de ses membres. J'étais agréé à une association de prêtres séculiers qui avaient eu des débats très-longues et très-vifs avec les Pères Jésuites, et qui auraient pu être regardés comme leurs ennemis, si des chrétiens étaient capables d'en avoir. Mais je leur dois cette justice aux uns et aux autres, d'assurer que, malgré leurs débats, ils se sont toujours témoigné de l'estime et de la considération. »

(1) *Voyage dans l'Indostan*, t. II, p. 166.

permettre de récréation. Seul, il gouvernait un collège, administrait une Chrétienté fort nombreuse, donnait tous les jours un certain temps au travail des mains, et aidait encore tous ses confrères, en se chargeant de ce qu'il y avait de plus pénible et de plus rebutant dans le ministère. Quoique couvert de plaies et d'ulcères, il semblait être impassible; toujours doux, calme et d'une gaieté modeste, il attirait les pécheurs avec un air d'intérêt qui les lui attachait sans retour. Doué d'une charité vive et compassante, il expiait sur lui les crimes des autres, afin de ne pas rebuter leur faiblesse. Digne copie du plus parfait modèle, il fut obéissant jusqu'à la mort. Il était à Oulgareh, peu-plade indienne, éloignée d'une lieue de Pondichéry, lorsqu'il tomba malade. Il eut grand soin de défendre à ses élèves d'avertir ses confrères de son état, par la crainte qu'on ne lui procurât des soulagements qu'il croyait incompatibles avec l'esprit de pénitence. Il était donc étendu sur le carreau, dans un corridor, abandonné de toute la terre et sans autre soulagement que quelques gouttes d'eau qu'il avait pour tempérer sa fièvre.

» Cependant les élèves du collège eurent des alarmes sur son état, et résolurent de ne plus respecter sa défense. Ils firent avertir l'Evêque, supérieur de la Mission, qui envoya aussitôt son palanquin pour transporter le malade en ville. Ce vertueux prêtre n'eut pas plus tôt entendu l'ordre de se rendre à Pondichéry, qu'il recueillit le peu de forces qui lui restaient encore pour les sacrifier à l'obéissance; mais, pénétré d'horreur jusqu'au dernier moment pour tout ce qui pouvait adoucir l'amertume de ses maux, il voulut faire le voyage à pied. Il arriva, il alla remercier l'Evêque avec un ton d'édification qu'il avait eu toute la vie. Le Prélat, l'ayant envisagé, fut effrayé d'une pâleur mortelle qui couvrait son visage, et lui dit de se coucher promptement pour recevoir les derniers secours de l'Eglise. On l'administra en effet sur-le-champ; mais à peine eut-il reçu les derniers sacrements, qu'il se leva et alla expirer au pied d'un crucifix.

» On trouva sur son corps un rude cilice qu'il n'avait pas quitté, dit-on, depuis quinze ans qu'il était arrivé dans l'Inde, et nous apprîmes de ses disciples plusieurs autres particularités édifiantes, qui nous persuadèrent que nous n'avions pas connu la moitié de ses vertus ¹.

Au témoignage de cet écrivain, le Père Busson n'était pas le seul vétéran du sacerdoce et de la Compagnie de Jésus digne des éloges de l'histoire et de la Religion.

« Le Père Ansaldo, natif de Sicile, dit M. Perrin ², était encore un autre modèle de toutes les vertus chrétiennes et apostoliques.

C'était un homme d'un génie profond, ayant une âme sublime et une tête parfaitement organisée. Content d'opérer le bien, il en abandonnait volontiers la gloire aux autres... Il faisait autant d'ouvrage qu'auraient pu faire six autres Missionnaires. Il entendait les confessions depuis cinq heures du matin jusqu'à dix tous les jours. Il dirigeait une communauté de Carmélites du pays. Il avait établi plusieurs filatures de coton, où une jeunesse nombreuse travaillait sous les ordres d'excellentes maîtresses. Le Père Ansaldo faisait le catéchisme dans ces établissements, y réglait la police, et pourvoyait à tous les besoins. Il était chargé en outre de l'administration de la moitié de la ville de Pondichéry; et, lorsqu'il avait quelques instants libres, il les employait à composer, à étudier les hautes sciences ou à en donner des leçons, à apprendre de nouvelles langues ou à former quelque nouveau projet de piété. »

La destruction de leur Société ne les avait pas corrigés. Les Jésuites étaient dans l'Indostan ce qu'on les rencontre partout, et M. Perrin en cite un exemple qui lui est personnel. « Le Père de Gibeaumé, dit-il, vieillard de soixante-quatorze ans, accablé des infirmités que lui avait procurées un long apostolat, et qui, malgré toutes ses souffrances, avait conservé l'enjouement du plus heureux caractère, me voyant sur le point de partir, me prit à part et me dit d'un air mystérieux : « Puisque vous » nous quittez, et qu'il y a apparence que ce sera » pour longtemps, je vous prie de me rendre » un service qui dépend de vous. Ne demandez » pas ce que c'est, il suffit que vous sachiez » que je ne veux rien que de possible et de per- » mis. » Je lui engageai ma parole d'honneur que je ferais ce qu'il désirait, trop heureux de lui être utile de quelque manière que ce fût. « Fort bien, ajouta-t-il, vous voilà pris; j'ai » votre parole. Je veux donc et j'exige que vous » acceptiez la moitié de mon trésor. » Il ouvre aussitôt sa cassette et partage, de frère à frère, tout ce qu'elle contenait.

» Il n'est pas permis d'oublier de tels hommes et de ne pas croire à leurs vertus. »

Ce ne sont pas seulement les émules de la Compagnie de Jésus dans les Missions qui déplorent leur ruine à Rome, le même regret se fait jour. Dans son *India orientalis*, le carme Paulin de Saint-Barthélemy ne peut s'empêcher de constater la décadence de la Foi au milieu de ces nations que les Jésuites civilisèrent par le Christianisme. « Si des hommes, s'écrie-t-il ¹, supérieurs et animés par le zèle, proclamèrent autrefois la Religion dans les Etats de Tanjaour, du Maduré, de Maïssour, de Concan, de Carnate, de Golconde, de Balaghat, de Delhy,

Le père
de Gi-
beaumé.

Regrets
à Rome.

Le père
Ansaldo.

(1) *Voyage dans l'Indostan*, p. 175.

(2) *Ibidem*, p. 177.

(1) *India orientalis christiana, etc., auctore P. Paulino e S. Bartholomæo, Carmelita discalceato*, p. 199 (Rome, 1794).

et dans les autres régions indiennes situées au milieu des terres, leur zèle et le flambeau de la Foi se sont évanouis par la difficulté des temps et des lieux, parce que personne ne leur envoie de collaborateurs, et que personne ne soutient leur œuvre. La Compagnie de Jésus ayant été supprimée, presque toutes ces églises languissent privées de pasteurs, et les Chrétiens errent sans loi qui les dirige, sans flambeau qui les éclaire. »

Les Evêques du Nouveau-Monde invoquaient le concours des Jésuites. Il vint un jour où la République française leur demanda leur appui dans ces régions où ils avaient popularisé le nom de leur patrie. Le Père Poisson vivait encore à Péking, et dit Christophe de Murr ¹, « ce Jésuite contribua beaucoup à faire conclure le traité de commerce entre la Chine et la République française. »

Christophe de Murr ² recueille un fait qui confirme pleinement ces témoignages. L'écrivain protestant raconte qu'en 1777 Louis XVI demanda au Pape quelques Missionnaires pour l'île de Cayenne; mais il était nécessaire qu'ils sussent la langue des naturels. La Propagande n'en avait plus: Pie VI, avec l'agrément du roi de France, fit passer à la Guyane quatre anciens Jésuites portugais. Au mois de novembre 1777 ils débarquent à Cayenne. Ils sont revêtus du costume de leur Ordre, ils parlent la langue du pays, les Insulaires reconnaissent cet habit qu'ils vénèrent. On leur a dit qu'il n'y avait plus de Jésuites, et ils en reçoivent encore. Ces hommes à demi civilisés se jettent à leurs pieds, ils les mouillent de larmes. Ils s'engagent à vivre désormais en Chrétiens, puisqu'on leur rend les Pères qui les engendrèrent au vrai Dieu.

Le zèle de la maison du Seigneur emportait une partie de la Société de Jésus vers des rivages inhospitaliers; l'autre restait dans l'intérieur de l'Europe afin de lutter plutôt contre le vice et l'erreur que contre les adversaires de la Compagnie. Elle eut encore de ces orateurs qui soumettent les multitudes. Sur les traces des Pères Duplessis, Nicolas Zuconi, Munier, Vigliani, Tschupick, Lentini, Vassalo l'apôtre de la Sardaigne, Beauregard, Armand Bol, Le Chapelain et Delpuits, on vit ces Jésuites que la proscription allait frapper renouveler l'esprit des populations. Xavier Duplessis était sollicité par les villes. Les Prélats, dans leurs mandements, annonçaient sa présence comme une faveur insigne. Ils évangélisaient les cités ainsi que les campagnes, et l'Evêque de Laon saluait sa venue en ces termes: « C'est par un effet singulier de la divine miséricorde, N. T. C. F., que nous possédons un Missionnaire célèbre que tous les diocèses s'empressent d'avoir, et dont Dieu a béni les infatigables travaux et par des con-

versions innombrables et par des prodiges inouis. »

Le nom du Père Nicolas Beauregard ¹ éclipse toutes ces gloires de l'éloquence sacrée. Né, en 1734, à Pont-à-Mousson, le Jésuite avait su, comme Bridayne, dominer la foule par des traits d'un génie quelquefois abrupt, mais qui enchaînaient la pensée, et triomphaient des plus mauvais instincts. Cependant il aurait eu de la peine à surmonter l'oubli si à son souvenir ne se rattachait un événement extraordinaire. Pendant le Jubilé de 1775 le Jésuite prêchait à Notre-Dame de Paris. La foule était grande; car le Père Beauregard, par l'impétuosité de sa parole, par la trivialité même de quelques-unes de ses images, savait lui inspirer une respectueuse admiration. Là, dans cette chaire que dix-huit ans plus tard, en 1793, Hébert, Gobel et Chauvette rempliront de leur athéisme légal, en face de cet autel où les déesses de la Raison et de la Liberté viendront s'asseoir à la place de la Vierge, d'étranges, de prophétiques paroles s'élancèrent de son cœur. Le Jésuite s'écria: « Oui, c'est au Roi et à la Religion que les Philosophes en veulent, la hache et le marteau sont dans leurs mains. Ils n'attendent que l'instant favorable pour renverser le trône et l'autel. Oui, vos temples, Seigneur, seront dépouillés et détruits, vos fêtes abolies, votre nom blasphémé, votre culte pros crit. Mais qu'entends-je? grand Dieu! que vois-je? Aux saints cantiques qui faisaient retentir les voûtes sacrées en votre honneur succèdent des chants lubriques et profanes! Et toi, divinité infâme du Paganisme, impudique Vénus, tu viens ici prendre audacieusement la place du Dieu vivant, t'asseoir sur le trône du Saint des

Le père
Beauregard à
Notre-Dame
de Paris.

Sa prophétie

(1) Le père Beauregard termina sa vie au château de Groning, chez la princesse Sophie d'Hohenlohe. Nous avons sous les yeux le testament olographe du Jésuite, à la date du 29 novembre 1803, et nous y lisons: « En 1749, Dieu m'ayant fait la grâce insigne de m'appeler à la Compagnie de Jésus, d'y faire les derniers vœux et d'y être reçu Profès; par une seconde grâce, presque aussi privilégiée que la première, et par une seconde vocation, ayant été agréé et incorporé à la Province des Jésuites de Russie par le révérend père Gruber, alors Général de cette même Compagnie, en vertu de mon vœu de pauvreté, que je renouvelle en ce moment de très-grand cœur ainsi que mes autres vœux, et par obéissance à nos saintes règles et constitutions, que je révere encore plus à ma mort que pendant ma vie, vœux et constitutions qui ne nous permettent pas de tester, ce qui serait le plus grand acte de propriété, je déclare donc et affirme que tout ce qui paraît m'appartenir ne m'appartient pas, mais, et sans aucune réserve, aux Jésuites de Russie, auxquels je supplie son altesse la princesse Sophie de l'envoyer. »

Dans sa feuille du mardi 2 octobre 1804, le *Journal des Débats* parle en ces termes de la mort du disciple de saint Ignace: « Le père Beauregard, ancien jésuite et l'un des derniers orateurs qui ont illustré la chaire chrétienne dans le dix-huitième siècle, vient de mourir à Hohenlohe, en Allemagne, dans la soixante-troisième année de son âge. Il fut célèbre en France par le succès de ses prédications et par la sainteté de sa vie. »

Après avoir exalté les travaux et les vertus du Père, le *Journal des Débats* conclut ainsi: « En déplorant de si grandes pertes, on ne peut s'empêcher de se demander qui remplira ces vides que la mort cause chaque jour, et comment nous viendront d'autres hommes pour remplacer de pareils hommes? »

(1) *Mon nouveau journal*, t. 1^{er}, p. 95.

(2) *Journal de Christophe de Murr*, t. ix, p. 225.

Saints, et recevoir l'encens coupable de tes nouveaux adorateurs. »

A dix-huit années de distance, c'était l'évocation de la démagogie française, telle qu'elle apparaît dans l'histoire. « Des hommes puissants, raconte le Janséniste Tabaraud ¹, qui se crurent désignés par l'orateur, jeterent les hauts cris, le dénoncèrent comme un séditeur et un calomniateur de la raison et des lumières. Condorcet, dans une note des *Pensées* de Pascal, le traita de Ligueur et de fanatique. » Le Père Beauregard, ainsi que le constate une des dernières colonnes du Jansénisme, avait, par un de ces mouvements d'éloquence que le Ciel inspire à ses privilégiés, déchiré le voile sous lequel se cachaient encore les Philosophes et les niveleurs. Son audace les frappa de stupeur. D'autres Jésuites remplissaient dans le même temps la plupart des chaires. Ils surent si bien diriger les esprits vers un retour aux idées chrétiennes, la procession de clôture du Jubilé eut quelque chose de si entraînant, de si profondément religieux, que les coryphées de l'athéisme, au dire de La Harpe, alors l'un de leurs adeptes, ne purent s'empêcher de s'écrier : « Voilà la révolution ajournée à vingt-cinq ans ! »

Il fallait punir quelqu'un de cet éclat. La Foi n'était pas morte au cœur du peuple ; elle se réveillait dans les âmes à la voix des ci-devant soi-disant Jésuites. On circonvit le malheureux Louis XVI, et au mois de mai 1777 on lui arracha un nouvel édit ², non plus contre les membres de la Société de Jésus, mais contre la Société elle-même, qui n'existait plus. Sur vingt prédicateurs qui, durant le Jubilé, avaient évangélisé la capitale, seize appartenaient à la Compagnie de Jésus. Ce seul fait expliqua aux hommes d'insurrection l'échec qu'ils avaient subi. Ils s'en vengèrent en mutilant un cadavre. Néanmoins, en 1788, le Père Reyre prêcha le carême à la cour ; l'année suivante Beauregard partagea le même honneur. En 1791 le Père Lanfant ³

ouvrit la station ; mais, tandis que ses accents, brûlants de pieuses éloquences, donnaient au Roi la force ou plutôt la résignation de supporter ses malheurs, on proposa au Jésuite le serment de la Constitution civile du Clergé. Lanfant refuse : à partir de ce jour, la chaire lui est interdite. Il ne trouve plus l'occasion que de prêcher une seule fois dans sa vie : ce fut le 2 septembre 1792. Le peuple alors ne lui demandait point des paroles de salut. Les égorgés, qui se prétendaient la nation française, exigeaient son sang ou son déshonneur sacerdotal : Lanfant se laissa massacrer « Si la Religion, dit l'abbé Guillon, évêque de Maroc ¹, a eu à gémir des succès de ses ennemis et des mécomptes de ses défenseurs, elle ne manqua pas non plus d'Apôtres qui surent honorer leur ministère, et dont le zèle, éclairé par la science, était soutenu par l'éloquence des temps antiques, qu'ils ont fait revivre au milieu de ses jours d'éclipse. Nous ne craignons pas de placer à leur tête celui dont nous publions les sermons. »

La Révolution éclatait. Elle ne songea point à distinguer les Jésuites d'avec les autres Prêtres. A son aurore elle avait pros crit les disciples de l'Institut comme le plus réel obstacle que ses idées devaient rencontrer. Quand elle eut établi son règne sur les peuples que la liberté allait asservir, elle manifesta une de ces velléités de justice qui ressemblent à un rêve d'espérance au milieu des réalités de la destruction. L'Assemblée nationale nivelait tous les rangs. Elle tuait l'ancienne monarchie, elle étouffait les Ordres religieux afin de se créer des partisans par la vente des biens ecclésiastiques ; elle spoliait le Clergé pour enrichir le peuple, en légitimant l'instinct du vol ; mais, par un étrange retour des choses d'ici-bas, au moment où les Parlements disparaissaient sous le souffle populaire, la question des Jésuites surnagea, et, dans la séance du 19 février 1790, l'abbé Grégoire s'écria : ² « Parmi les cent mille vexations de l'ancien gouvernement qui a tant pesé sur la France, on doit compter celle qui a été exercée sur un Ordre célèbre, sur les Jésuites : il faut les faire participer à votre justice. »

Ces paroles, qui empruntent une certaine gravité au caractère et aux idées du futur évêque constitutionnel de Loir-et-Cher, avaient déjà retenti à la tribune de l'Assemblée nationale. Dans une de ses dernières séances, raconte le *Journal de Paris*, alors rédigé par Condorcet, Garat et Regnault de Saint-Jean-d'Angély ³, le député Lavie avait réveillé, par un sentiment profond de justice, de piété, et peut-être de

présent, défigurée dans l'histoire. On l'a écrit l'*Enfant* ou *Lenfant*. Nous avons sous les yeux sa correspondance inédite, et le Jésuite signe avec l'orthographe que nous reproduisons.

(1) Notice biographique pour les Sermons du père Lanfant, par Nicolas-Sylvestre Guillon.

(2) *Moniteur* du 20 février 1790. Séance du 19.

(3) *Journal de Paris*, n° 31.

La Révolution.

L'Assemblée constituante flétrit la destruction des Jésuites.

Colère des philosophes.

Réaction religieuse dans le peuple.

On en rend les Jésuites responsables.

Le père Lanfant.

(1) *Biographie universelle*, article Beauregard.

(2) Les manifestations chrétiennes du Jubilé de 1778 donnaient à réfléchir aux sophistes : ils s'en prirent aux Jésuites, et ils rencontrèrent le président Angran, qui se fit un devoir de les dénoncer au Parlement le 28 février 1777. Le président Angran a vu tout ce que d'autres légistes voient encore de nos jours. Il raconte au Parlement les efforts tentés par les Jésuites sécularisés ; puis il ajoute : « C'est un fait notoire qu'ils sont répandus dans presque toutes les paroisses ; qu'ils sont employés dans le ministère, et qu'ils remplissent les chaires. » Cette dénonciation fut imprimée et publiée. Le 15 avril, l'avocat-général Séguier en requérait la suppression en ces termes : « Nous apportons un imprimé contenant le récit fait par un de messieurs, lors de l'assemblée des chambres du 28 février dernier ; et, comme cet imprimé est contraire aux règlements de la librairie, nous avons cru devoir en requérir la suppression. » Le défaut de forme prévalut sur le défaut de raison, et le Parlement s'empressa d'obtempérer au réquisitoire de Séguier. Mais, par compensation, le Parlement, qui n'avait pas voulu se prêter à une ridicule comédie, forçait la main à Louis XVI pour rendre un édit contre la Société de Jésus, et, en enregistrant cet édit, il y ajoutait, de son chef, des clauses tyranniques que, le 17 juin 1777, Louis XVI le contraignit à annuler.

(3) Le nom du père Lanfant a toujours été, jusqu'à

reconnaissance, un souvenir que le temps semblait avoir effacé. Au moment où les législateurs de la France décrétaient cette destruction universelle des Ordres religieux, il avait prononcé le nom des Jésuites; il avait rappelé leurs malheurs oubliés, il avait appris en quelque sorte à l'Assemblée nationale qu'il existait encore « de ces infortunés qui avaient été sacrifiés non pas à la liberté, non pas à la raison et à la patrie, mais à l'esprit de parti, mais à la vengeance, mais à des haines implacables. »

C'était avec de tels jugements que l'Assemblée constituante flétrissait la destruction des Jésuites. Elle qui venait pour tout briser, elle avait des paroles de colère à faire entendre contre ceux qui lui préparèrent les voies, et le protestant Barnave, s'associant à cette tardive équité, proclamait : « Le premier acte de la liberté naissante doit être de réparer les injustices du despotisme : je propose une rédaction de l'amendement en faveur des Jésuites. « Ils ont, reprenait l'abbé-duc de Montesquieu, des droits à votre générosité; vous ne la refuserez pas à cette Congrégation célèbre, dans laquelle plusieurs d'entre vous ont fait sans doute leurs premières études, à ces infortunés dont les torts furent peut-être un problème, mais dont les malheurs n'en sont pas un. »

Autant qu'il était en elle, l'Assemblée nationale révisait la sentence de destruction, elle acceptait les Jésuites comme des victimes du despotisme, elle consacrait par un vote presque unanime le principe de leur innocence. C'était sur la motion de Grégoire et de Barnave que ce vote passait à l'état de loi. Au mois de février 1790, la révolution prenait les Pères de l'Ordre de Jésus sous sa tutelle; au mois d'octobre 1794, elle les dévoua à la mort. Antoine Nollhac entre le premier dans cette nouvelle arène du martyre. Ancien Recteur du Noviciat de Toulouse, il a voulu se consoler des désastres de la Société en acceptant la cure de Saint-Symphorien d'Avignon. Elle est en grande partie composée de pauvres. Le Jésuite devient le trésorier des hommes bienfaisants et la seconde providence des malheureux. Arrêté le 46 octobre, il le passe avec les autres prisonniers cette nuit qu'à la fureur des Jourdan coupe-têtes il juge être la dernière pour lui. Il se prépare à mourir, il y prépare ses compagnons de captivité. Lorsque le moment du sacrifice est arrivé, il les bénit dans les bras de la mort. Frappé de toutes parts, il reste debout jusqu'à la fin du massacre pour encourager les victimes et leur montrer la palme. Il tombe le dernier, et avec les autres on le précipite dans la Glacière. « Quand il fut permis, raconte Jauffret, évêque de Metz ¹, de retirer les corps de la Glacière, le peuple s'em-

pressa de chercher celui de son bon Père. Il était couvert de cinquante blessures. Un crucifix sur sa poitrine et ses habits de Prêtre le firent reconnaître. Chacun se disputa les morceaux de sa robe, et il fallut pendant huit jours laisser ces précieux restes exposés au concours et à la vénération du peuple.... Aussi tous les Fidèles d'Avignon regardent-ils M. Nollhac comme un martyr, et sont-ils prêts à l'honorer comme tel. On l'appelle encore le père des pauvres : c'est le nom qu'il a toujours porté, et que lui donne le procès-verbal qui fut dans le temps dressé à Avignon par MM. les commissaires du Roi, et qui fut lu à l'Assemblée nationale. »

Il n'était plus possible de combattre, avec la parole ou avec la plume, en faveur de l'Unité catholique. La liberté de 1792 prohibait les luttes de l'intelligence. Il fallait accepter ses dégradations civiles ou périr sous le fer des égorgeurs enrégimentés par les héritiers de la Philosophie et du Jansénisme. Quelques Jésuites, vétérans de la chaire, du confessionnal ou de la science, survivaient encore. La mort les effrayait moins que le parjure. Ils avaient refusé le serment à la Constitution civile du Clergé; dans les lugubres journées des 2 et 3 septembre, on leur fit expier cette courageuse résistance.

Aux Carmes, à la Force, à l'Abbaye, à Saint-Firmin, sur le premier rang de l'héroïque légion de Martyrs que deux Larochehoucauld et Dulau, archevêque d'Arles, conduisent au Ciel, on vit les derniers débris de la Compagnie de Jésus. Il y avait à glorifier la Foi catholique par un trépas volontaire : ces hommes blanchis dans les travaux de la pensée ne reculérent pas. Les Pères Jules Bonnaud, Delfau, Jean Charton de Millou, Claude Gagnières des Granges, Jacques Durvé-Friteyre, Charles Le Gué, Alexandre Lanfant, Nicolas de la Ville-Croin, Hyacinthe Le Livec, Pierre Guérin du Rocher et son frère Robert, Jean Vourlat, Eloi Herque du Roule, Joseph Rouchon, Antoine Thomas, Rousseau, René Andrieux, Antoine Second et Nicolas-Marie Veron périrent au milieu de cette ville de Paris, qui, muette d'effroi, assistait néanmoins, l'arme au bras, à ce crime organisé. Tous ces Jésuites ¹ étaient des érudits, comme Guérin du Rocher; des orateurs, comme le Père Lanfant; de savants géomètres, comme Le Livec.

D'autres vivaient au fond des provinces. Ils y étaient le flambeau du Clergé et la consolation des cœurs chrétiens. Ils disparurent dans la tourmente. Les Pères Daniel Duplex et Charles

Les
Jésuites
dans les
journées
des 2 et 3
septem-
bre 1792.

Le père
Nollhac
à la
glacière
d'Avi-
gnon.

(1) Mémoires pour servir à l'histoire de la Religion et de la philosophie à la fin du dix-huitième siècle, t. II, p. 246.

(1) Un auteur d'une école très-opposée aux Jésuites, Aimé Guillon, dans les *Martyrs de la Foi pendant la Révolution française*, rend, à chaque page de son livre, un juste hommage à la piété, au dévouement et à la science des Pères. Ils étaient tous chargés de la direction des couvents de femmes, et c'est à leurs conseils qu'on attribue la conduite pleine de fermeté que tinrent les religieuses pendant cette tempête. Ces prétendues victimes du fanatisme se montrèrent presque à l'unanimité fidèles à des vœux que la loi anéantissait.

Ferry tombent à Lyon sous la hache révolutionnaire. Julien d'Hervillé à Orléans, Mathieu Fiteau à Orange, Augustin Rouville à Aubenas, Pierre Lartigue à Clérac, Charles Brunet à Poitiers, meurent sur l'échafaud. Quelques-uns, comme les Pères Alexandre de Romécourt, Gilbert Macusson, Nicolas Cordier, Antoine Raymond, Joseph Imbert et Dominique de Luchet, se voient enfermés sur les pontons de Rochefort. Ce n'est pas la mort du champ de bataille qui leur est réservée; on les destine à de plus longues souffrances. Comme les Prêtres que la déportation atteignait, et que les douleurs de toute nature tuaient avant l'exil, ces Jésuites succombèrent à leur lente agonie, ils succombèrent en priant pour leurs bourreaux. Le Père Gaspard Moreau allait être noyé dans la Loire; il expire de fatigue, de froid et de faim, avant d'arriver au but de ses desirs.

Les Jésuites français bravent l'échafaud pour proclamer leur Foi, les Jésuites espagnols vont donner leur vie pour faire triompher le principe de la bienfaisance chrétienne. Charles IV a succédé sur le trône à Charles III, son père. Il rouvre aux bannis à perpétuité les portes de leur patrie. Quelques-uns, profitant de la justice qui leur est enfin rendue, arrivent en Espagne vers le mois d'avril de l'année 1800. Le dix-neuvième siècle commençait par une peste dans ce pays, qui allait avoir à subir tant de calamités glorieuses ou sanglantes. Le fléau ravageait l'Andalousie. Les Jésuites, à peine de retour de l'exil, apprennent cette nouvelle : ils se mettent en marche pour offrir leurs soins aux villes désolées. Vingt-sept d'entre eux trouvent le martyre dans leur charité. Les Pères Pierre et Isidore Gonzalès, Michel de Véga, François Munos, Antoine Lopez, Pierre Cuervos, François Tagle, Baptiste Palacios, Diégo Irribarren, Firmin Excurra, Charles et Sébastien Perez, Julien Vergara, Louis Medillina et Ildephonse Laplana expirent ainsi à Cadix, à ou port Sainte-Marie, à Xérès de la Frontera et à Séville.

En Portugal, la reine dona Maria, malgré le respect qu'elle voue à la mémoire de Joseph I^{er}, son père, faisait tomber les fers dont Pombal, exilé à son tour, avait chargé les victimes de son arbitraire. Elles n'en sortaient qu'au nombre de neuf cents; les Evêques et le peuple accueillirent avec des témoignages de vénération ces martyrs, que dix-huit années de captivité n'avaient pas découragés. Le Père Timothée de Oliveira, ancien confesseur de dona Maria, fut réinstallé à la cour et comblé d'honneurs. En face de Pombal, le Père Juan de Gusman fit à la conscience des hommes l'appel suivant : « A l'âge de quatre-vingt-un ans, sur le point de paraître devant le tribunal redoutable de la justice divine, Juan de Gusman, dernier assistant de la Compagnie de Jésus pour les provinces, domaines du Portugal, croirait se rendre coupable

d'une omission impardonnable si, en négligeant de recourir au trône de Votre Majesté, où sont placées avec elle la clémence et la justice, il ne déposait à ses pieds cette humble et respectueuse requête, au nom de plus de six cents sujets de Votre Majesté, reste malheureux de ses compagnons d'infortune.

» Il supplie donc Votre Majesté, par les entraîles de Jésus-Christ et par son cœur sacré, par ce tendre amour que Votre Majesté porte à l'auguste Reine sa mère, à l'auguste roi Dom Pedro, aux Princes de la famille royale et aux Infants, de vouloir et même d'ordonner que la cause de tant de fidèles sujets de Votre Majesté, déclarés infâmes aux yeux de l'univers, soit examinée de nouveau. Ils gémissent d'être accusés d'avoir commis des attentats et des crimes que des barbares auraient horreur d'imaginer, et que l'esprit humain oserait à peine concevoir; ils gémissent, dis-je, de se voir condamnés tous sans avoir été cités, sans avoir été écoutés, et même sans qu'on leur ait permis d'alléguer aucune raison pour leur propre défense. Ceux qui, sortis de leurs prisons, ont été relégués dans cet état, sont tous d'accord sur ce point, et attestent unanimement que, pendant tout le temps de leur emprisonnement, ils n'ont vu la face de quelque juge que ce soit.

» Le suppliant, de son côté, qui s'est trouvé pendant plusieurs années dans un poste où il a pu acquérir une connaissance immédiate des affaires, est prêt à attester, dans la forme la plus solennelle, l'innocence de tout le corps et des chefs de l'assistance. Le suppliant et tous les exilés avec lui s'offrent unanimement à subir des peines beaucoup plus rigoureuses que celles qu'ils ont essuyées jusqu'à présent, si un seul des individus en question a jamais été convaincu d'avoir commis le moindre crime contre l'Etat.

» En outre, l'innocence du suppliant est évidente par le résultat de tant de procès, qui ont été formés dans toute la rigueur contre lui, ses confrères et le chef du corps. Pie VI, glorieusement régnant, a vu les originaux des procès susdits; Votre Majesté trouvera, dans un si grand Pontife, un témoin éclairé, et toute la terre n'en saurait produire de plus intègre; elle y trouvera en même temps un juge qu'on ne saurait soupçonner capable de commettre une iniquité sans se rendre coupable d'une impiété sans exemple.

» Que Votre Majesté daigne donc user de cette clémence, qui lui est aussi naturelle que le trône lui est dû; qu'elle daigne écouter les prières de tant de malheureux, dont l'innocence est prouvée, qui, au plus fort de leur malheur, n'ont jamais cessé d'être sujets fidèles de Votre Majesté, et dont les infortunés, quelque grandes qu'elles fussent, n'ont jamais pu altérer ni diminuer un instant l'amour qu'ils ont toujours con-

Les
Jésuites
espa-
gnols
pendant
la peste
d'Anda-
lousie.

Les
Jésuites
réhabi-
lités en
Portu-
gal.

Requête
du père
Juan de
Gusman.

servé, dès leur enfance, pour son auguste famille royale. »

Les
Jésuites
évêques.

Nous avons vu, depuis la suppression, les Jésuites honorer le sacerdoce par leurs vertus ; les voilà maintenant qui sont honorés par les dignités ecclésiastiques. On a pros crit leur Institut comme corrupteur de la morale, comme dangereux à la Religion et à la sécurité des Etats. A peine ces prêtres, que la Philosophie, les Parlements, les Rois et le Saint-Siège ont mis en suspicion, sont-ils libres du joug qu'ils portèrent avec tant d'amour et auquel ils renoncèrent avec tant de regrets, que l'Eglise et les princes catholiques s'empressent de choisir parmi eux les Evêques qui doivent nourrir les peuples du pain de la parole de vie. Jamais démenti plus prompt et plus solennel ne fut donné à des accusations aussi graves ; jamais on ne chercha à entourer de moins de respect extérieur le jugement prononcé par l'iniquité. Dans l'espace seulement de vingt-cinq années, de 1775 à 1800, un grand nombre de sièges épiscopaux fut offert à des Pères de l'Institut. Comme le Père Damien Allain, nommé évêque de Tournai par Bonaparte, beaucoup refusèrent, dans l'espérance de voir se reconstituer la Société de Jésus ; quelques-uns acceptèrent les dignités dont on chargeait leur zèle apostolique. François Benincasa fut désigné pour l'évêché de Carpi ; Jean Benislawski, évêque de Gadara, eut la coadjutorerie de l'archevêché de Mohilow ; Jhon Carrol est élu, par le Clergé, évêque de la République anglaise en Amérique ; il a Léonard Neale pour coadjuteur à Baltimore ; Charles Palma devient suffragant de l'archevêque de Colocza en Hongrie ; Alexandre Alessandretti est promu au siège de Macerata ; Antoine Smidt, nom célèbre parmi les docteurs en droit canon, se voit choisi comme suffragant de Spire ; Stanislas Naruszewicz occupe l'évêché de Smolensk ; Sigismond d'Hohenwart s'assied sur le siège métropolitain de la capitale de l'Autriche, Dominique Manciforte accepte l'évêché de Faenza ; Joseph Grimaldi, celui de Pignerol, puis d'Ivrée ; Alphonse Marsili est désigné par Pie VI pour l'archevêché de Sienne ; André Avogadro pour l'évêché de Vérone, où il console, dans son exil, Louis XVIII, le petit fils de Louis XV. Le même honneur épiscopal attend Philippe Ganucci à Cortone ; Paul Maggioli, à Albenga ; Buttler, à Limerick ; Keren, à Neustadt ; Jérôme Durazzo, à Forli ; Jules-César Pallavicino, à Sareza ; Jérôme Pavesi, à Ponteremo ; Michel Sailer, à Ratisbonne ; et plus tard, sous le règne de Napoléon, Imberties à Autun. Le Père du Gad, un vieux Missionnaire français, prisonnier de Pombal, fut, en 1777, nommé procureur-général des Missions françaises en Chine et aux Indes.

Pour les Jésuites, pros crits en corps et vénérés comme individus, la dignité épiscopale ne

fut qu'un fardeau dont plusieurs déclinerent la responsabilité. Les uns, comme les Pères Engelbert Belasi et Charles Viel, confesseurs du duc et de la duchesse de Bavière, restèrent attachés aux princes qui les avaient choisis pour directeurs ; les autres se contentèrent de fonctions plus modestes. On les chassait de la Compagnie, leur patrie adoptive ; les villes d'Italie, si difficiles pour accorder droit de cité à des étrangers, les accueillirent dans leur sein. Les Jésuites étaient portés à tous les emplois ; on en trouve partout, même aux Etats-Généraux et à l'Assemblée constituante, où siégèrent les Pères Delfau, Leissègues de Rozaven, San-Estevan et Allain.

Les
Jésuites
dans le
monde.

Ceux qui ne furent pas voués aux honneurs de l'épiscopat se virent mêlés, par leurs pros crits, au bruit du monde et aux travaux littéraires ou scientifiques de l'époque. Ils avaient tous eu pour maîtres ou pour modèles les Pères Emmanuel d'Azevedo et Christophe Maire, l'un et l'autre estimés de Benoît XIV par leurs profondes connaissances en liturgie et en mathématiques ; mais la science ne leur fut pas aussi fatale qu'au Père Ignace Szentmartonyig. Le roi de Portugal avait demandé, en 1750, au Général de la Compagnie deux habiles géomètres pour déterminer les limites des possessions portugaises et espagnoles dans l'Amérique méridionale. Le Jésuite hongrois et le Père Haller furent choisis. Szentmartonyig part avec le titre d'astronome et de géomètre du Roi. Le roi a promis de rémunérer dignement ses utiles travaux. Le Jésuite consacre dix années de sa vie au service du Portugal. En 1760 il débarque à Lisbonne ; il est arrêté, mis aux fers, et Pombal le retient dans ses cachots jusqu'au jour où la mort délivre le royaume de l'impéritie du Souverain et de la cruauté du ministre.

Leurs
travaux
utiles.

Les Jésuites avaient étudié dans l'Institut toutes les branches des sciences ; ils répon daient, après comme avant la suppression, à tous les besoins. Ici, la cour de Vienne envoyait le Père Walcher visiter le lac Rofnerlise, et, en réparant ses digues, il préservait les contrées voisines des désastres de l'inondation. Marie-Thérèse, en récompense de ces travaux, le nommait directeur de la navigation et des sciences mathématiques. Là, le Père Cabral arrêtait, et par un ingénieux système, la chute du Vélin, qui ruina si souvent la ville de Terni ; puis, quand le retour dans sa patrie fut permis au Jésuite, il paya dix-huit ans d'exil par un nouveau bienfait : il encaissa le Tage dans son lit, et sauva ainsi les campagnes des débordements du fleuve. Jean-Antoine Locchi réparait les routes militaires du Mantouan ; Vincent Riccati préservait Venise des inondations en réglant le cours du Pô, de l'Adige et de la Brenta ; Léonard Ximenès, en Toscane et à Rome, procurait les mêmes bons offices ; il aplaniissait les

routes, il établissait un nouveau système de ponts. Par ordre de Frédéric II de Prusse, le Père Zeplichal, en 1774, mettait à profit ses connaissances en minéralogie, pour rechercher les métaux que recélait le comté de Glatz.

Les Jésuites à la tête des séminaires et des collèges.

Mais ce fut surtout par l'enseignement scientifique ou littéraire que l'estime des Pontifes, des Rois et des peuples invita les Jésuites à signaler leur aptitude. Les Pères Joseph Zios, Bernard Zarzoza, André Galan, François Villalobos, Ignace Julian, Pierre Cadon, Jacques Basili, Vincent Rossi, Joseph Pons, François de Sandoval et Pierre Segers sont placés à la tête des séminaires de Tivoli, de Segni, d'Anagni, de Gubio, de Verula, de Centi, de Velletri, de Seti, de Sinigaglia, de Citta del Castello et de Ferentino. C'est le choix des évêques qui détermine ces nominations; Pie VI s'y associe en confiant le séminaire de Subiaco, fondé par ses soins, au père Alexandre Cerasola. Une Académie ecclésiastique s'est créée à Rome. Maison de fortes études sacrées et pépinière d'évêques, de Nonces, de Cardinaux, de Légats et de Papes, cette Académie renferme dans son sein tout l'avenir de l'Eglise romaine. Pie VI lui donne pour maître le Père Antoine Zaccaria. La principale mission du Jésuite consiste à former les Nonces apostoliques¹; il était donc le maître de ceux qui allaient instruire les peuples et discuter avec les Rois. Après Zaccaria, un autre Jésuite, Joseph Sozzi, remplit les mêmes fonctions.

Leur éducation.

En France, on avait détruit les Jésuites pour leur enlever l'éducation, et Frédéric II, le roi philosophe, ne cachait pas ses appréhensions sur l'avenir lorsque, le 22 avril 1769, il écrivait à d'Alembert²: « Vous vous ressentirez avec le temps, en France, de l'expulsion de cet Ordre, et l'éducation de la jeunesse en souffrira les premières années. Cela vous vient d'autant plus mal à propos que votre littérature est sur son déclin, et que, de cent ouvrages qui paraissent, c'est beaucoup d'en trouver un passable. » Chateaubriand a vu ce que Frédéric-le-Grand ne faisait que pressentir, et Chateaubriand dit³: « L'Europe savante a fait une perte irréparable dans les Jésuites. L'éducation ne s'est jamais bien relevée depuis leur chute. » Dans un autre ouvrage, le même écrivain s'exprime ainsi⁴: « Les Jésuites se soutinrent et se perfectionnèrent jusqu'à leur dernier moment. La

destruction de cet Ordre a fait un mal irréparable à l'éducation et aux lettres. On en convient aujourd'hui. »

Au sortir de la Révolution, quand tous les souvenirs, quand toutes les imaginations étaient encore frappés des spectacles démoralisateurs auxquels on avait convié le peuple, lorsqu'à chaque pas le pied craignait de heurter un pavé ensanglanté, ou que la tête reculait involontairement pour ne point se courber sous l'échafaud, il était permis d'émettre de semblables opinions. Maintenant que le principe révolutionnaire a passé dans les mœurs d'une partie de la nation, et qu'elle l'accepte comme la sanction de son héritage paternel ou de son matérialisme industriel, ces opinions seraient étouffées sous les clameurs universitaires. Dans ce temps-là, elles retentissaient au loin. Si la France des Parlements et des Encyclopédistes jugea utile de ne plus laisser aux Jésuites la direction de la jeunesse, les autres peuples, l'Allemagne surtout et même quelques Etats protestants, ne consentirent pas à ce suicide littéraire, que Frédéric II signalait et que Chateaubriand a constaté. Quand le roi de Prusse adressait ces lignes prophétiques à d'Alembert, le collège de Louis-le-Grand tombait en décadence; mais alors les Jésuites faisaient éclater sur un autre point la puissance de leur système d'éducation. Un voyageur, Rossignol de Vallouise, visita, en 1767, le Collège Thérésien de Vienne, dont les Pères avaient la direction, et, après l'avoir proclamé la première école du monde, il continue¹:

« On voyait rassemblée dans cette maison la fleur de la noblesse de tous les Etats de la maison d'Autriche, Allemands, Hongrois, Italiens, Flamands. On y cultivait avec le plus grand soin et le plus grand succès les sciences, les lettres et les beaux-arts. L'histoire naturelle y était particulièrement en honneur. On y faisait des collections; on apprenait à dessiner et à colorier au naturel les productions de la nature. Mathématiques, physique, musique, danse, escrime, géographie, histoire, rien n'était négligé pour former des cavaliers accomplis de tout point. Une trentaine d'élèves s'appliquaient à la jurisprudence. Ils étaient séparés des autres, comme déjà plus âgés. La Philosophie aura de la peine à en goûter le motif. Ces enfants se confessaient et communiaient régulièrement une fois le mois. Ce n'était point l'usage de le faire plus souvent. On entendait de les monter sur un ton qu'ils pussent conserver à la fin de leur éducation en entrant dans le monde. Mais ce qui intéressera particulièrement nos Français, rien n'égale le ton d'aménité, de politesse, d'urbanité qui régnait parmi cette jeunesse. Un étranger, en se présentant, était assuré d'être accueilli avec la

Le collège Thérésien à Vienne.

(1) Dans ses *Mémoires historiques sur les affaires de l'Allemagne pendant sa nonciature*, page 9, le cardinal Pacca raconte que le Souverain Pontife, après lui avoir déclaré qu'il le choisissait pour une mission aussi importante que difficile, ajoute: « A partir de ce moment, vous devez diriger toutes vos études vers les sciences sacrées et prendre leçon de l'abbé Zaccaria, source inépuisable d'érudition, qui vous donnera les connaissances ecclésiastiques dont vous avez besoin pour vous tirer avec honneur de votre nonciature. »

(2) *Œuvres philosophiques de d'Alembert*, t. xviii.

(3) *Génie du Christianisme*, t. iv, p. 500.

(4) *Mélanges du vicomte de Chateaubriand*.

(1) Lettre à M. Noël, éditeur de la *Géographie de Guthrie*, p. 16 (Turin, 1808).

plus grande honnêteté et de se trouver en pays de connaissance. Il n'avait que faire de se pourvoir d'un truchement. Ces jeunes gens parlaient toutes les langues, avec le même degré de facilité, sans que cette étude prît sur leurs occupations littéraires, et voici comment : un jour de la semaine, tous étaient obligés de parler allemand ; un second jour était pour le latin ; un autre jour l'italien ; on en avait assigné deux pour le français... Ainsi, je fus moins étonné qu'on ne le sera de ce que je vais dire. Je me trouvais à table à côté du jeune comte Bathiani, Hongrois, âgé de onze ans. Il soutint avec moi de longues conversations. Je l'ai entendu parler latin avec la rapidité et la précision d'un vieux professeur de philosophie. Quand il parlait français, vous eussiez dit qu'il avait été élevé sur les bords de la Loire, à Blois ou à Orléans. C'est principalement à table que j'ai conversé avec lui. On ne faisait point la lecture ; on voulait que les enfants profitassent de ce temps pour se former aux langues et aux manières de la bonne compagnie. Dans cette vue, on les faisait manger à des tables rondes ou ovales, qui admettaient douze convives, huit pensionnaires et quatre Jésuites, distribués en symétrie, qui avaient l'œil à tout. Chaque enfant servait ses camarades à tour de rôle, et se trouvait engagé à apprendre à le faire avec décence. Elle régnait tellement dans tous leurs procédés, dans toute leur conduite que, quoique j'aie demeuré assez longtemps au milieu d'eux, je n'ai pas entendu une seule fois un propos, une parole, qui donnât la moindre atteinte au respect qu'on doit à la Religion, à la pureté des mœurs, aux égards mutuels que prescrit l'esprit de société. »

On exalte à Vienne l'éducation que les débris de la Compagnie propagent par le système de Loyola ; à Breslau, un des élèves du Père Kœhler, Auguste Theiner, qui deviendra un écrivain distingué, offre, en 1833, à son vieux maître cet hommage aussi juste que touchant : « Je dois, dit Theiner ¹, l'éducation de ma jeunesse à ce Kœhler, si connu de tous les habitants de la Silésie, qui a eu la gloire d'être le premier à introduire dans cette province l'étude solide des langues orientales. Kœhler a rendu à l'instruction publique en Silésie des services que reconnaissent également les Catholiques et les Protestants. D'après la connaissance que j'ai acquise maintenant des Jésuites, je puis certifier que Kœhler est digne de son Ordre illustre. Je jouissais souvent quand je l'entendais, avec la plus aimable simplicité, exprimer le pieux désir de mourir, s'il était possible, dans l'habit de son Institut. »

Marie-Thérèse avait subi la loi des nécessités de position en donnant son assentiment à l'abolition de la Compagnie de Jésus ; mais elle ne

permit pas qu'ils désertassent son Collège. En Bavière, le Père Bonschab est choisi comme Recteur de celui de Munich. Le Père Joseph Mangold remplit la même place à Augsbourg. Quarante Jésuites le dirigeaient, et il citait avec orgueil parmi ses professeurs François Neumayr, Aloys Merz et Joseph Stark : les deux premiers, prédicateurs et controversistes célèbres ; le dernier, érudit qui a traduit en allemand les meilleurs ouvrages de la langue française. Après l'extinction de l'Ordre, l'électeur de Cologne nomme Jean Carrich Supérieur du Collège des Trois-Couronnes et Recteur de son Université. Le prince Charles-Théodore, électeur palatin, laisse son collège de Mannheim à leur discrétion. C'est là que vécut et mourut le Père Desbillons, exilé de France.

Partout la même réaction se produit en faveur des Jésuites. Jean de Ossuna est appelé à diriger le Collège des Sabin, Antoine Pinazo à inspecter les études à Milan ; Jean-de-Dieu Nekrepp préside à Vienne l'Académie impériale des langues orientales, Jean Tuberville l'Académie de Bruxelles, Jean Molnar l'Université de Bude. L'électeur de Mayence convie les Jésuites à venir enseigner dans ses Etats : il leur garantit des pensions viagères et d'immenses avantages. On les conserve à Ratisbonne ainsi qu'à Liège, où le Père Hawart forme les jeunes Anglais à la piété et à la littérature. A Prato, Panizoni, professeur de mathématiques, s'est retiré à l'apparition du Bref de Clément XIV. Les élèves partent avec lui. Ils ne reviennent que lorsque Léopold, grand-duc de Toscane, l'a réinstallé. Les chaires des hautes sciences furent l'apanage à peu près exclusif des Jésuites. Paul Mako, Etienne Schænwisner, Baptiste Horvath, François Luino et Antoine Lecchi sont désignés par Marie-Thérèse, les uns comme assesseurs, les autres comme maîtres de numismatique, d'antiquités, d'architecture militaire ou d'hydraulique. L'Université de Ferrare nomme Antoine Villa professeur d'éloquence et d'antiquités grecques et latines. Le grand-duc Léopold charge Léonard Ximenez de répandre en Toscane l'enseignement de la physique et de la géométrie. Lumière des Académies de Paris, de Vienne et de Pétersbourg, il crée l'Observatoire de Florence. Dans le même temps Eckel met en ordre le Musée numismatique de cette ville ; Joachim Pla professe à Bologne la langue chaldaïque, et l'Académie de Matoue couronne la dissertation de la mécanique sublime du Père Antoine Ludena.

Roger Boscovich était libre enfin. Toutes les Universités et les Académies de l'Europe se disputèrent le savant Jésuite ; mais il ne consentit jamais à se séparer de sa mère la Société de Loyola. Quand Clément XIV eut prononcé l'arrêt de mort de l'Institut, Boscovich se rendit au vœu de Louis XVI, qui l'engageait, par

Bosco-
vich
appelé a
Paris.

(1) *Histoire des Instructions d'éducation ecclésiastique*, t. 1, introd., p. 51.

une lettre autographe, « à se retirer dans ses Etats pour se livrer aux méditations sublimes et pour satisfaire son ardeur pour les progrès de la science. » La France bannissait les Jésuites français ; son Roi, plus juste, ouvrait sa capitale aux Jésuites étrangers. Louis XVI le nomma directeur de l'Optique pour la marine, avec une pension de 8,000 livres tournois. Mais, soit haine du Père, soit sentiment de jalousie à l'égard du savant, Boscovich se trouva en butte aux intrigues de d'Alembert ¹ et de Condorcet. Il n'était pas habitué à ces passions qui absorbent le génie et tuent l'émulation : il abandonna la France, afin d'aller chercher le repos à Milan. Ce repos devint une nouvelle source de gloire pour lui.

Poczobut, Tandis que Boscovich attire sur ses travaux les regards du monde savant, un autre Jésuite, à l'extrémité de l'Europe, fait applaudir ses tentatives. Poczobut est à l'Observatoire de Vilna, qu'il a restauré. En 1773 il compose la constellation du Taureau royal de Poniatowski. Le compagnon fidèle des labeurs astronomiques de Poczobut, c'est encore un Jésuite, André Strecki le mathématicien. Maximilien Hell, cet inventeur si profond dans les sciences exactes, se rend à Wardhus, en Laponie, sur l'invitation de Christian VII de Danemark. L'auteur des *Ephémérides astronomiques* doit sur ce point étudier le passage de Vénus. C'est l'une des observations qui ont fourni les résultats les plus satisfaisants ².

Le nombre des Jésuites qui, comme Boscovich, Poczobut et Hell, grandissaient la Compagnie à l'époque de la suppression, est véritablement extraordinaire. A Rome, ce sont les Pères

Asclépi et Veiga ; à Vienne, à côté du Père Hell, l'astronome, le mathématicien impérial, Pilgram, Mayr, Sainovicz ; en France et en Italie, Paulian, Vautrin, Gainella, ses frères dans l'Institut, ses collaborateurs ou ses émules dans la science. Le Père Liesganig, dont Lalande admira le génie, s'est retiré à Lemberg. Rien ne l'attache plus à la terre depuis qu'on a rompu les liens qui l'unissaient à la Société de Jésus. Liesganig, l'auteur d'une *Mesure de plusieurs degrés du méridien*, semble oublier ses travaux pour la prière. Weiss à Trinau, Mayr et Tirneberger à Gratz n'abandonnent pas le champ de bataille astronomique. D'autres ont aussi le courage de la science avec celui de la résignation. « Il y avait, dit Montucla ¹, peu de grands collèges de la Société, soit en Allemagne, soit dans les pays circonvoisins, où l'astronomie n'eût qu'un observatoire, comme ceux d'Ingolstadt en Bavière, de Gratz en Styrie, de Breslau et Olmutz en Silésie, de Prague en Bohême, de Posen en Lithuanie, etc. Mais plusieurs de ces observatoires paraissent avoir subi le sort de la Société. Cependant il y en a qui ont surmagé à la submersion de cette Société, comme celui de Prague. Cet Observatoire, achevé en 1749, fut occupé, un assez grand nombre d'années, par le Père Steppling, habile géomètre et astronome, à qui l'Université de Prague doit principalement l'introduction des sciences exactes dans son sein. »

Christian Mayer à Mannheim, Esprit Pezenas à Marseille, Reggio, de Cesaris et Oriani à Milan, Lecchi à Vienne, Scheffer à Augsbourg, sont estimés par les peuples et aimés par les Rois. François Schrank devient le naturaliste de l'Allemagne, l'émule de Buffon et l'ami de Daubenton. Le Frère coadjuteur Michel Zabala, exilé à Rome, se livre à l'étude de la médecine pour offrir aux pauvres comme lui les secours de son art. Il est bientôt nommé médecin en chef de l'hospice royal de Saint-Jacques. Le Père Xavier de Borgo, ascète, orateur et ingénieur, poursuit sa triple carrière dans le monde, tandis que le Père Eckel, le numismate du dix-huitième siècle, publie sa *Science des Médailles*, et que Requeno devance l'abbé Chappe dans l'invention des signes télégraphiques.

Ce que les uns entreprenaient pour glorifier Dieu par les sciences humaines, d'autres l'accomplissaient dans les études sacrées, dans l'histoire, dans la philosophie, dans la littérature. Le Père Baptiste Faure était leur maître. Erudit consommé, dialecticien aussi brillant que vigoureux, il avait passé sa vie dans les luttes de la pensée. La cité et le sénat de Viterbe lui érigeaient une statue et un tombeau. Le Père Lazari, habile linguiste et théologien profond, a été, sous différents règnes, consultant de

(1) On a nié que d'Alembert ait suscité des chagrins à Boscovich ; voici une note de Lalande, que transcrit Montucla dans son *Histoire des mathématiques*, tome IV, page 288. Il dit : « Le père Boscovich, qui avait donné, sur cette espèce d'équilibre, des recherches ingénieuses et savantes en 1733, fut attaqué par d'Alembert (*Opusc.*, 1761, t. I, p. 246) ; il n'aimait pas les Jésuites, parce que l'on avait critiqué l'*Encyclopédie* dans le *Journal de Trévoux* ; et il a persécuté le père Boscovich toute sa vie. Mais celui-ci prouva complètement que d'Alembert avait tort, dans une note insérée, en 1770, dans la traduction de son ouvrage sur la mesure de la terre (*Voyage astronomique et géographique*, p. 449). Le père Boscovich ne faisait pas autant de calcul intégral que d'Alembert, mais il avait bien autant d'esprit. »

(2) Lalande avait prié les divers astronomes de lui envoyer leurs observations, pour qu'il pût les calculer, les comparer et en déduire la distance du soleil à la terre. Hell n'envoya pas les siennes à Paris ; il les publia en Allemagne, et leur résultat fut plus décisif et plus exact que celui de l'astronome français. Lalande se vengea dans le *Journal des Savants* de 1770 ; Hell répliqua. Mais, quand la mort eut amené le jour de la vérité et des éloges, Lalande rendit justice à son rival. Il dit, à la page 722 de la *Bibliographie astronomique*, année 1792 : « L'observation du père Hell réussit complètement ; elle s'est trouvée, en effet, une des cinq observations complètes faites à de si grandes distances, et où l'éloignement de Vénus changeant de plus la durée du passage nous a fait connaître la véritable distance du soleil et de toutes planètes à la terre, époque mémorable de l'astronomie à laquelle se trouva lié, à juste titre, le nom du père Hell, dont le voyage fut aussi fructueux, aussi curieux et aussi pénible qu'aucun de ceux qui ont été entrepris à l'occasion de ce passage. »

(1) *Histoire des mathématiques*, t. IV, p. 344.

Les
naturel-
listes.

Les théo-
logiens
et les
canoni-
stes.

l'Index et correcteur des livres orientaux. Clément XIV le maintient dans ces emplois. Il abolit les Jésuites, et il supplie Lazari de ne pas résilier les fonctions d'examineur des Evêques. En montant sur le trône, ce même Gan-ganelli trouve le Père Angeri revêtu du titre de théologien du Pape; il le lui conserve après avoir détruit la Société de Jésus. A la mort d'Angeri, Pie VI ne voulut pas faire moins que son prédécesseur. Les Jésuites étaient frappés de mort ecclésiastique, et les Pontifes ainsi que les Evêques de la Catholicité les plaçaient auprès de leurs personnes, presque dans leur conseil.

Hyacinthe Stoppini, Vincent Bolgeni, Joseph Marinovich, Vincent Giorgi, Alphonse Muzarelli, furent successivement appelés à ce poste de confiance. Depuis la suppression jusqu'au rétablissement de la Compagnie, ils s'y perpétuèrent. Muzarelli suivait Pie VII, arraché du Quirinal par une escouade de gendarmes; un autre Jésuite, Faustino Arevalo, fut installé au centre de la Catholicité, comme théologien du Pape, par le cardinal di Pietro, son représentant. Le Père Marotti est secrétaire des lettres latines, et Acquasciati, consultant des rites. Chaque Evêque avait choisi pour guide un Père de l'Institut. Diégo Fuensalida était à ce titre à Imola, auprès du cardinal Chiaramonte, Xavier Perotès à Ancône, Antoine Masdeu à Ravenne, Cominelli à Padoue, Bellini à Vicence, Ercé à Ferrare, Perrez de Valdivio à Fano, Franciosi à Savone, Catani à Césène. Ils devenaient dans chaque diocèse les directeurs du prélat, les examinateurs synodaux, les casuistes les plus expérimentés. Le Père Benoît Statler, théologien et philosophe, est le conseiller ecclésiastique de l'électeur de Bavière; il combat le Kantisme et publie son *Ethica christiana*. Thomas Holtzklaue avec les Pères Kilber, Neubauer et Munitz, composent la *Théologie de Wurzburg*. Edmond Voit, Burkauser, Wyrwick, Para du Phanjas, Guénard et Iturriaga, éclairent par leurs écrits les questions les plus obscures; ils sont les héritiers de cette dernière génération de Jésuites qui verra les malheurs de l'Institut; ils remplacent dans le monde savant les Pères Juan d'Ulloa, Georges Hermann, Reuter et Delamare, morts de l'année 1700 à 1766. Ils marchent sur les traces du Père Zech, le plus grand canoniste allemand du dix-huitième siècle.

Disséminés dans le monde, ils portent partout l'amour de l'érudition et des lettres. Ici ce sont les exégètes Pierre Curti, Hermann, Goldhagen, Jean Gener, Alphonse de Nicolai et Champion de Cicé-Nilon; là, Laurent Veith, Xavier Widen-Hoffer, Ignace Weitenauer et Nicolas de Diesbach, tour à tour soldat, protestant, prédicateur et controversiste de la Société de Jésus. Charles Sardagna, Antoine Weissembach, l'adversaire des Joséphistes, Sigismund Stor-

chenau, Nonnotte, Schvenfeld, Noghera et Augustin Barruel, sont les derniers athlètes de la Compagnie. « Dans les démêlés survenus entre les Nonces du Pape et les Electeurs ecclésiastiques d'Allemagne, de 1786 à 1792, raconte le cardinal Pacca ¹, ce furent encore les anciens Jésuites qui se présentèrent dans la lice contre les ennemis du Saint-Siège; ils vinrent éclairer et fortifier les fidèles par des écrits solides et victorieux. » Le cardinal cite au premier rang de ces hommes qui défendaient l'Eglise contre les attaques même du Clergé, le savant canoniste Jacques Zallinger et l'infatigable Feller. Feller, c'est le génie du travail joint à la plus vive intelligence et à une érudition de toutes les heures. Il apparaît historien, philosophe, géographe, théologien et polémiste. Encyclopédie faite homme, il jette à la publicité ses inspirations, sans prendre le temps de donner le coloris à sa pensée. Il protégeait la Belgique, sa patrie, contre les empiétements de Joseph II; il soutenait les droits de ses concitoyens en leur apprenant à résister aux innovations tyranniques, et, selon le témoignage de M. de Gerlache, historien moderne des Pays-Bas, les écrits de Feller exercèrent une grande influence sur le congrès belge de 1790. Feller fut le chef de la croisade contre les doctrines de Joseph II et de l'évêque Jean-Nicolas de Hontheim, plus connu sous le pseudonyme de Fébronius; mais, dans cette guerre de l'Unité aux prises avec les innovations, Feller trouva des appuis parmi ses anciens frères de l'Institut. On battait l'Eglise en brèche, tantôt par le sarcasme, tantôt par des systèmes décevants; les Pères Pierre de Doyar, Ghesquier, Navez, de Saive et Corneille de Smet, se précipitèrent audacieusement dans la mêlée théologique; ils s'y firent remarquer par une polémique aussi vive que sensée. Ces Jésuites défendaient l'autorité sur le point attaqué; un autre Jésuite, le Père Zaccaria, vient du fond de l'Italie, offrir à la Catholicité un concours qui tranche la question en sa faveur. Zaccaria avait été l'ami de Benoît XIV et de Clément XIII. Clément XIV lui-même l'affectionnait, Pie VI mettait toute confiance en lui. Zaccaria ne fut pas insensible au péril de l'Eglise. Il combattit, il réfuta Fébronius avec tant de force que Nicolas de Hontheim, convaincu de ses erreurs, eut assez de courage pour les avouer.

Capitani de Mozzi, Berthier, Panizoni, Daguet, Budardi, Griffet, Baudrand, Minetti, Beauvais, Couturier, Gravina, Fontaine, Champion de Pontalier, Jean Grou et Stark achèvent dans le monde où ils sont exilés les œuvres ascétiques qui donnent à leurs noms une pieuse célébrité. « Si vous rencontrez, dit Chateaubriand ², un ecclésiastique âgé, plein

Feller en
Belgique.

Les
ascètes.

(1) Mémoires historiques du cardinal Pacca, t. I, p. 105.

(2) Mélanges de Chateaubriand.

de savoir, d'esprit, d'aménité, ayant le ton de la bonne compagnie et les manières d'un homme bien élevé, vous étiez disposé à croire que cet ancien prêtre était un Jésuite. » Le Jésuite régnait encore dans la pensée du Chrétien. Il dominait par la simplicité de ses vertus, il se faisait aimer par les grâces de son esprit, par la justesse de son raisonnement, par sa politesse pleine de tact. Il n'y avait plus, il est vrai, de Laynès et de Bellarmin, de Petau et de Bourdaloue dans leurs rangs; l'affaissement littéraire du dix-huitième siècle s'était fait sentir jusque parmi les disciples de Loyola. Ils ne l'emportaient pas en génie et en élévation d'idées sur leurs prédécesseurs; mais ces écrivains, essuyant, malgré eux, le contre-coup de la décadence qu'ils combattirent si longtemps, se révélaient encore orateurs et historiens, philosophes et critiques, érudits et littérateurs.

Berthier marche à la tête de ceux dont la proscription ne suspend pas les travaux. Il a rédigé avec tant d'éclat le *Journal de Trévoux*, il s'est montré si formidable par ses lumières et sa modération, qu'il neutralise les outrages sous lesquels les philosophes s'efforcent d'ensevelir son nom. Berthier est le continuateur de l'*Histoire de l'Eglise gallicane* du Père Longueval, et son talent comme annaliste ne lui fait rien perdre de ses qualités philosophiques. Gabriel Brotier, ainsi que les autres Jésuites, consacre à l'étude le reste de sa vie. Archéologue, chimiste, médecin, il acquiert, par son éhition de Tacite et par ses autres ouvrages, une réputation plus solide que brillante, à qui le temps ne peut rien enlever. Butler, Morton et Stukeley, les maîtres de l'Université d'Oxford, encourageant le Jésuite dans ses travaux. Le Père Desbillons, le dernier des Romains; Bonaventure Giraudeau, Lenoir-Duparc, Coster, Laurent Paul, Féraud, Théodore Lombard, Anquer de Ponçol, Cunich, du Hamel, Yves de Querbœuf, Michel Korycki; Domairon et Corret se rendent utiles à leur patrie par des ouvrages instructifs et moraux. Grosier remplace à l'*Année littéraire* ce redoutable Fréron, que la Compagnie de Jésus forma dans son sein, et qui, mutilé par Voltaire, grandit maintenant dans la mémoire des hommes comme un de ces athlètes de critique que le génie n'a pu tuer sous ses colères. Au même instant que Grosier s'emparait de la succession de Fréron, un autre Jésuite qui fera la fortune du *Journal des Débats*, Geoffroy commençait sa carrière dans l'*Année littéraire*. Claude de Marolles, Reyre, Roissard, de Bulonde, Richard Trento, Pellegrini, Saracini, Venini, Masdeu, Wurz, Merz, Larraz et Winkelnofer sont encore les prédicateurs les plus estimés de leur temps. Michel Denis devient le poète de l'Allemagne. Ami de Klopstock, de Schiller et de Goethe, tendant comme eux à une régénération littéraire, il popularise par ses vers

et par son *Ossian* l'idiome national en Autriche. Il est conseiller aulique et directeur de la Bibliothèque impériale de Vienne. Volpi et Santi, Granelli et Lagomarsini n'ont pas vu la chute de la Compagnie. Poètes ou orateurs, ils précèdent leur Institut dans le tombeau. Bettinelli et Tiraboschi les remplacent dans la gloire qui s'attache aux œuvres de l'esprit. Tiraboschi compose son *Histoire de la littérature italienne*; Andrés n'embrasse pas un cadre aussi étroit, il entreprend l'*Origine et les progrès de la littérature*. « L'Ordre des Jésuites, à l'époque de leur expulsion d'Espagne, ainsi parle l'anglican Coxé¹, se trouvait posséder des littérateurs, des savants et des mathématiciens distingués. Les noms d'Andrés, Arteaga, Eyerich, Burriel, Cerda, Colomes, Eximenos, Isla, Lamillas, Lasala, Masdeu, Montengon, Nuix et Serrano seront toujours chers aux lettres. »

Le chevalier d'Azara, ce diplomate dont l'esprit de conversation est aussi célèbre que son amour pour les arts, avait contribué de toute son influence à la destruction de la Compagnie de Jésus. A Rome, il se faisait une fête de recevoir dans son palais Andrés, Requeno, Ortiz, Clavigero et Arteaga. Leurs talents l'amenèrent à oublier ses préjugés philosophiques, car, dit encore l'historien anglican : « Pendant le séjour des Jésuites espagnols en Italie, un nombre considérable d'entre eux cultivaient avec distinction les sciences et les lettres. Les bibliothèques publiques étaient fréquentées par ces hommes avides d'instruction, que le malheur poussait encore plus vivement sur cette occupation consolatrice. Les académies, les théâtres eux-mêmes retentissaient de leurs discours et de leurs ouvrages. Ils déposaient dans les feuilles littéraires le fruit de leurs recherches continues; et il faut l'avouer à leur gloire, leurs discussions avaient souvent pour but de venger l'honneur de cette même patrie, dont ils venaient d'être si inhumainement bannis, contre les assertions virulentes de quelques écrivains italiens qui cherchaient à déprécier la richesse et la gloire de la littérature espagnole. »

Ce que Coxé raconte des Jésuites exilés de la Péninsule peut à aussi juste titre s'appliquer aux Pères de toutes les contrées. Hobrizobfer, Cordara, Reiffenberg et Nicolas Murska vivaient encore; Bérault-Bercastel composait son *Histoire de l'Eglise*, Guérin du Rocher l'*Histoire véritable des temps fabuleux*, et François de Ligny son *Histoire de la vie de Jésus-Christ*. Dans le même temps, Stanislas Naruszewicz, poète lyrique et prosateur, mettait la dernière main à son *Histoire de Pologne*. Daniel Farlati débrouille le chaos des antiquités de l'Illyrie, et, sous le titre *Illyricum sacrum*, il élève un monument dont les auteurs protestants des *Actes*

(1) *L'Espagne sous les Bourbons*, t. v, p. 29.

de Leipsick exaltèrent le mérite et la grandeur. Laugier retrace l'*Histoire de Venise*. Kaprinai écrit, par ordre de Joseph II, les annales de Hongrie, que développe le Père Georges Pray. Lanzi se fait tout à la fois narrateur, antiquaire et poète; Schwartz publie ses *Collegia historica*, Burriel rédige son *Traité de l'égalité des poids et mesures*, Walstelein publie sa *Description de la Gaule Belgique selon les trois âges de l'histoire*. Velly, Millot, Duport-Dutertre, anciens Jésuites; Emmanuel Correa, Xavier Panel, Nicolas Schmidt, Marc Hansitz, Joseph Biner, Hartzheim, Schall et Benedetti s'occupent de reconstituer les annales des peuples en fouillant les vieux manuscrits, en étudiant les médailles ou la jurisprudence ecclésiastique. Guillaume Bertoux narre l'*Histoire des poètes français*; Legrand d'Aussy réunit ses *Fabliaux des douzième et treizième siècles*; il écrit la vie d'Apollonius de Thyane; Jean Masdeu commence en Italie l'histoire de son pays. Louis Jaquet, une des gloires scientifiques de Lyon, donne à l'académie et au barreau des règles de bon goût, de jurisprudence et de probité littéraire, tandis que Georgel¹ rédige ses *Mémoires* et que Gusta compose ceux du marquis de Pombal, ouvrages de parti où trop souvent la passion se substitue à la vraisemblance.

La charité des Jésuites de Buenos-Ayres a rendu Jésuite Thomas Falkner, chirurgien anglais, que la mort allait frapper sur ces rives étrangères. Il doit sa vie à la Société de Jésus, il la lui consacre. L'Anglican se fait Missionnaire catholique; puis, lorsqu'il ne lui est plus permis d'évangéliser les Sauvages, il revient en Angleterre, et là il décrit la Patagonie. Morcelli, le maître de l'épigraphique, détermine les principes de l'inscription monumentale; Coletti, Limeek, Haiden, Routh, Oudin, Patouillet, de Menou, Dobrowski, Rossi et Thmlen² remuent, chacun en l'honneur de sa patrie et du lieu de son exil, les traditions et les événements qui étendront le cercle des études historiques.

Jésuites illustres par la naissance. Ce fut dans cet incessant sacrifice à l'humanité et à la science que les Jésuites consumèrent leurs derniers jours. Par des travaux aussi variés que

l'imagination, ils avaient honoré leur Institut anéanti; d'autres l'illustrent par la naissance et par les grands noms qu'ils y rattachent. Les hommes de piété, de savoir, d'intelligence et de dévouement apostolique avaient jeté un vif éclat sur les deux premiers siècles de la Société, ils ne lui firent pas défaut dans le dix-huitième. Alors, comme jadis, elle compta dans ses rangs des héritiers de toutes les noblesses. Quelques années avant sa destruction, elle voyait au nombre des disciples de Loyola les Pères Gabriel de Clermont, Joseph de La Ferté, François de Seedorf, Vincent de Serrant, Gilbert de La Châtre, Spinola, Armand de Montesquieu, Dudon, Corradini, François d'Armaillé, quatre Fleuriau d'Armenonville, Antoine de Beauvilliers, Olivieri, de Kerivon, René et Philippe Descartes, Gabriel de Kergariou, de Fegeli, du Botderu, de Fontenelle, Sagromoso, de Blainville, Antoine de La Boëssière, François de Hamal, Saint-Gilles, de Bordigné, François de Coëtlogon, trois La Granville, Radominski, Hervé de Montaigu, de Voisvenet, Bonneuil et Tanneguay du Chastel.

Ces Jésuites étaient descendus dans la tombe lorsque la Compagnie se trouva aux prises avec l'adversité; mais d'autres rejetons de grandes familles conduisirent son deuil dans de lointains exils. On vit, parmi ces bannis au nom de l'honneur national, les Pères Idiaquez, duc de Grenade, Nicolas et Joseph Pignatelli de Fuentès, Raymond de Aguirre, Pierre de Cespedes, Salazar, Gaëtan del Giudice, Sondoval, Iturriaga, San-Estevan¹, Zuniga, Carraciolo, Janvier de Luna, Parada, Pallavicino, Joseph Gravina, Juan de Gusman, Noronha de Arcos, Jacques de Camera, François de Portugal, Nuguez de Cunha, Rodriguez de Mello, Timothée de Oliveira, Manuel d'Azevedo, Frédéric Pallavicini et Mendoza.

L'Allemagne, la France, la Pologne et la Suisse ont, comme l'Espagne, le Portugal et l'Italie, leur contingent de noms illustres à offrir à la Compagnie de Jésus. Ici ce sont les Pères Ignace de Wrède, Frédéric de Reiffenberg, Léopold Apfalter, Albert de Diesbach, Olditz, de Wulfen, Sigismond d'Hohenwart, Etienne Michalcz, Jean Sainovicz, Joseph d'Huberth, Antoine de Sonnenberg, Henri de Baring, Jérôme de Wymar, Jean Pezytuski, Ferdinand de Hexthausen, Benislawski, Stanislas Kanouski, Naruszewicz, Charles Palma, Casimir Swirski et Popiel. Là paraissent François de Dufort,

(1) Au moment de l'abolition de l'Ordre de Jésus, Georgel s'attacha à la fortune du cardinal Louis de Rohan. Il le suivit à Vienne, en 1772, en qualité de secrétaire d'ambassade; par affection pour le Cardinal, il se montra injuste envers la reine Marie-Antoinette dans l'affaire du Collier, et, en 1802, après le Concordat, un évêché lui fut offert par le Premier Consul. Il refusa cette dignité.

(2) Né en 1746 à Gothenbourg, Thmlen, élevé dans le luthéranisme, se trouvait à Cadix au moment où les Jésuites du Mexique y aborderent. On allait les déporter en Italie, il s'embarqua secrètement avec eux. Il partagea leurs privations sur la mer, leur captivité dans l'île de Corse. Le commandant français, à Ajaccio, le rend à la liberté. On lui propose un riche mariage. Thmlen, qui a été touché de la résignation des Jésuites, sollicite la faveur de courir avec eux la chance des misères. Il est envoyé au Noviciat de Bologne, où il fait ses premiers vœux; puis, après la suppression, il s'adonne aux études historiques et morales, dans lesquelles il sut se distinguer.

(1) Le père de San-Estevan, d'une des plus anciennes familles d'Espagne, se fit naturaliser Français. Il fut agent général du Clergé; puis, étant entré dans la Compagnie de Jésus, il sollicita la Mission des Indes. Les supérieurs se rendirent à sa prière. Il se trouvait à Pondichéry au plus fort de la guerre de 1760, entre les Français et les Anglais. De concert avec le père Lavour, il procura souvent des secours à l'armée du comte de Lally. Le Béarn envoya le vieux Jésuite aux États-Généraux, et il fit partie de l'Assemblée constituante.

Louis de Grosbois, Guillaume de Rességuier, six Villeneuve, de Noë, de Reissac, de Monteil, Stanislas de Beaumanoir, de Sinety, de Montégut, de Saint-Jean, de Pontevès, de Matha, de Coriolis, de Montépin, de Gueydan, de Castellane, de Champagny, de Savignac, de Vaubonne, de Choin, de La Tourette, de Vertrieu, de Saint-Germain, de Beaupré, de La Peyrouse, de Châteaubrun, de Montalembert, de La Condamine, de Vaujours, de Courcelles, Ripert de Monclar, de Châteauneuf, de Séguiran, de Montgenet, de Villette, du Fougerais, de Portula, de Montjustin, du Châtellard, Noyelle, Gantheaume, Jean-Baptiste Portalis, Tharin, Courvoisier, de Serres, Albert de Rhodes, Montméjan, de Fumeron, Georges de Colgrave, de Fournel, de Camus, La Valette, de Réals, Champion de Cicé-Nilon et Cicé de Pontalier, Lascaris, de La Fay, Fabricio Caraffa, Mattei, Grimaldi, Jean Strozzi, Charles de Brignole, Visconti, Durazzo, Rospigliosi, Gravina, Rezzonico, Jacques Belgrado, Nicolas et Jean Tolomei, César de Cordara, Roberti, Joseph de Médici, Aloys de Mozzi, Granelli, Pellegrini, Muzarelli, Thadée, Nogarola, d'Elci, Borghèse, de Cardito, Riccati, Litta, Calini, Guy Ferrari, Oddi, Ghisleri, Albergotti, Marsili et Doria.

C'est en s'appuyant sur ces noms, célèbres dans l'Eglise, dans la guerre, dans la magistrature, dans la diplomatie et à la cour, que la Compagnie de Jésus prêchait, instruisait et écrivait. En calomniant ses doctrines, en déshonorant son passé et son avenir, on essaya de persuader à l'Europe que, dans chacune de ces illustres familles, ainsi qu'au plus humble foyer, il se rencontrait des natures assez perverses pour renoncer aux richesses, au bonheur, à la gloire ou à l'obscurité, afin de condamner son dévouement à la corruption de l'espèce humaine. Les Parlements et les Rois de la maison de Bourbon essayèrent de flétrir l'Ordre de Jésus, sans songer qu'ils s'accusaient eux-mêmes dans leurs familles, dans leurs plus fidèles sujets, ou dans les gloires de la patrie. Ils déclarèrent que l'Institut de Loyola était dangereux pour l'Eglise, pour les monarchies, pour les peuples; tandis que tous ces Jésuites, dont les ancêtres avaient glorifié leur pays, dont les petits-neveux allaient combattre pour les trônes ébranlés, proclamaient par la sainteté de leur vie l'habile prévoyance des Philosophes, l'erreur de la justice et l'aveuglement des princes.

CHAPITRE XXXVIII.

Les Jésuites en Prusse et en Russie. — Frédéric II les maintient malgré les philosophes et le Pape. — Il s'oppose à la publication du bref Dominus ac Redemptor. — Sa lettre inédite à l'abbé Columbini. — Sa correspondance avec d'Alembert. — Ses aveux en faveur des Jésuites. — Il prend des mesures de conservation avec le Père Orloski. — A la mort de Frédéric II les Jésuites se séparent. — Catherine II et les Jésuites de la Russie-Blanche. — Les Jésuites, pour obéir au Pape, demandent la faculté de se retirer. — L'impératrice refuse. — Elle obtient du Pape que les Jésuites subsisteront en Russie. — La Société en danger de s'éteindre. — Bref ambigu de Pie VI à Siestrzencewicz, évêque de Mohilow. — Le Prélat s'en sert pour autoriser l'érection d'un Noviciat de Jésuites. — Le Nonce Archetti et le ministre russe. — Notes échangées. — Adhésion secrète du Saint-Siège. — L'impératrice Catherine chez les Jésuites. — Elle les autorise à nommer un vicaire-général perpétuel. — L'évêque de Mohilow veut être reconnu chef de la Compagnie. — Election du Père Czerniewicz. — Potemkin et Benislowski la font approuver de l'évêque de Mohilow. — Ambassade de l'ancien Jésuite Benislowski à Rome. — Lettre de Catherine au Pape. — Embarras de Pie VI. — Il approuve verbalement la Société renaissante. — Mort de Czerniewicz et election de Lenkiewicz. — Les Pères Gruber et Skakowski à la cour. — Le duc de Parme rétablit les Jésuites dans ses Etats. — Mort de Catherine. — Paul I^{er} prend les Jésuites sous sa protection. — Mort de Lenkiewicz. — Le Père Kareu, vicaire général. — Pie VI et le Père Marotti. — Paul I^{er} se pose le défenseur du Saint-Siège. — Son amitié pour le Père Gruber. — Il favorise l'élection du Pape Pie VII. — Il demande au Pape un bref qui reconnaisse l'Institut. — Gruber en correspondance avec Bonaparte. — Le Czar règle les progrès de la Compagnie. — Influence de Gruber. — Bref de rétablissement de l'Institut en Russie. — Mort de Paul I^{er}. — La Congrégation du Sacré-Cœur. — Paccanari et le Père Panizoni. — Paccanari à Vienne. — Les Paccanaristes se font recevoir dans l'Institut. — L'empereur Alexandre chez les Jésuites. — Mort du Père Kareu. — Election de Gruber. — Les Jésuites aux colonies du Volga. — Mission du Père Angiolini à Rome. — Les Jésuites rétablis dans les Deux-Siciles. — Pignatelli Provincial. — Joie des Napolitains constatée par le Journal des Débats. — Mort de Gruber. — Le Père Bzrozowski lui succède. — La liberté d'enseignement demandée par les Jésuites. — Les Jésuites et la campagne de Moscou. — Les Jésuites expulsés de Naples avec le Roi. — Mort de Pignatelli. — Les restaurations de 1814. — Pourquoi Pie VII songe à rétablir la Compagnie de Jésus. — Bulle Sollicitudo omnium Ecclesiarum. — Le Pape au Gésu. — Les vieux Jésuites. — Conclusion.

Les
Jésuites
en
Prusse et
en
Russie.

Par une de ces étranges confusions de choses et d'idées dont les hommes, sans vouloir remonter plus haut, demandent l'explication aux mystères de la politique, aux intérêts des princes, aux passions des peuples, la Société de Jésus, détruite par les Rois catholiques et par le Saint-Siège, fut conservée par deux souverains en dehors de l'Eglise. Joseph I^{er} et Louis XV, Charles III et Ferdinand IV s'étaient coalisés pour forcer la main à Clément XIV; ils avaient entraîné dans leur conjuration Marie-Thérèse d'Autriche, ne résistant plus à l'esprit novateur de son fils. Les Jésuites étaient mis au ban de l'Europe catholique. Ils avaient été attaqués dans mille libelles, poursuivis par des arrêts, jugés par leurs ennemis, condamnés par des ministres aveugles ou cupides. Tout leur devenait hostile, jusqu'au Pontife romain. Dans ce délaissement universel, ils s'abandonnaient eux-mêmes, lorsque deux monarques du Nord, les deux seuls, dans le dix-huitième siècle, à qui les Encyclopédistes et l'histoire décernent le

nom de grands, s'emparèrent de cette Société frappée de malédiction. Frédéric II de Prusse et Catherine de Russie envisagèrent la question sous un autre point de vue que les princes dont le sceptre allait se jouer sur le premier coup de dés d'une révolution. Le Protestant et le Schismatique consentaient bien à recevoir l'encens que les Philosophes brûlaient à leurs pieds. Ils escomptaient ces louanges par des munificences et par des pensions; mais, afin de complaire à une secte qui, après avoir tenté d'attaquer le ciel, sapait les trônes de la terre, ils ne voulurent pas engager l'avenir.

Esprit sceptique et railleur, conquérant qui unissait au génie militaire le bon sens pratique, Frédéric avait vu de près et profondément étudié les hommes de son époque. Il n'ignorait pas le dernier mot des sophistes, et il ne lui convenait pas de l'appliquer à ses sujets. Le 7 juillet 1770, il écrivait à Voltaire ¹ : « Ce bon Cor-

Frédéric
II les
mainti-
ent mal-
gré les
Phi-
losophes
et le
Pape.

(1) Œuvres de Voltaire, t. LXV, p. 408 (Paris, 1784).

delier du Vatican me laisse mes chers Jésuites , que l'on persécute partout. J'en conserverai la graine précieuse pour en fournir un jour à ceux qui voudraient cultiver chez eux cette plante si rare. » Ce que Frédéric II, en correspondance avec Laurent Ricci, Général de l'Institut, se proposait de faire dès l'année 1770, il le réalisa trois ans plus tard. Il sentait le besoin de rendre la maison de Brandebourg populaire en Silésie. Cette contrée, nouvellement annexée à son empire, était catholique, et le Roi respectait sa croyance. Elle tenait du fond des entrailles à la Société de Jésus, qui, depuis de longues années, y présidait à l'éducation de la jeunesse. En Pologne, la Société exerçait une légitime influence, et Frédéric n'osait pas briser tant de liens religieux. Il craignait de froisser les masses dans ce qu'elles ont de plus cher : la liberté de la conscience et le droit de la famille. Malgré les supplications de ses favoris de France et de ses convives de Potsdam, il résolut, avec l'impératrice Catherine II, de préserver d'un suprême naufrage les débris de l'Institut.

Cependant, pour ne pas trop désoler d'Alembert, Frédéric lui avait mandé ¹ le 4 décembre 1772 : « J'ai reçu une ambassade du Général des Ignaciens, qui me presse de me déclarer ouvertement le protecteur de cet Ordre. Je lui ai répondu que, lorsque Louis XV avait jugé à propos de supprimer le régiment de Fitz-James, je n'avais pas cru devoir intercéder pour ce corps ; et que le Pape était bien maître chez lui de faire telle réforme qu'il jugeait à propos, sans que des hérétiques s'en mêlassent. »

Voyous de quelle manière Frédéric tint la promesse implicite que contenait cette lettre, dont les Encyclopédistes répandirent des copies dans toute l'Europe. Aussitôt que le Bref *Dominus ac Redemptor noster* fut connu à la cour de Berlin, le monarque philosophe promulgua le décret suivant : « Nous, Frédéric, par la grâce de Dieu, Roi de Prusse, à tous et un chacun de nos fidèles sujets, salut.

« Quoique vous soyez déjà informés que vous ne pouvez faire circuler aucunes Bulles ou Brefs du Pape sans avoir reçu notre approbation à ce sujet, nous ne doutons nullement que vous ne vous conformiez à cet ordre général, en cas que le Bref du Pape portant suppression de la Compagnie des Jésuites parvienne au tribunal de votre juridiction. C'est pourquoi nous avons jugé nécessaire de vous en rappeler encore le souvenir ; et comme, sous la date de Berlin du 6 de ce mois, nous avons résolu, pour raisons à ce nous movant, que cet anéantissement de la Société des Jésuites, expédié depuis peu, ne soit pas publié dans nos Etats, nous vous ordonnons gracieusement de prendre dans votre juridiction les mesures nécessaires pour la suppression

de ladite Bulle du Pape ; à quelle fin vous ferez en notre nom, dès la réception de la présente, défense expresse, sous peine d'un rigoureux châtimement, à tous ecclésiastiques de la Religion catholique romaine domiciliés dans votre juridiction de publier ladite Bulle du Pape qui annule la Société de Jésus ; vous enjoignant de tenir soigneusement la main à l'exécution de cette défense, et de nous avertir sur-le-champ au cas où des ecclésiastiques supérieurs étrangers s'avisassent de glisser dans ce pays des Bulles de cette nature. »

Clément XIV n'avait aucun moyen de vaincre cette prévoyance monarchique. Là où les Philosophes échouaient, l'intervention du Pape devait rester sans effet. Frédéric, Luthérien, s'opposait dans ses Etats à la destruction des Jésuites ; il fallait donc les y laisser vivre. Le roi de Prusse ne s'était pas contenté d'un acte officiel ; il avait écrit à l'abbé Columbini, son agent à Rome, une dépêche autographe par laquelle il le prévenait de ses intentions. La dépêche, datée de Potsdam le 13 septembre 1773, est ainsi conçue : « Abbé Columbini, vous direz à qui voudra l'entendre, pourtant sans air d'ostentation ni d'affectation, et même vous chercherez l'occasion de le dire naturellement au Pape et au premier ministre, que, touchant l'affaire des Jésuites, ma résolution est prise de les conserver dans mes Etats tels qu'ils l'ont été jusqu'ici. J'ai garanti au traité de Breslaw le *statu quo* de la Religion catholique, et je n'ai jamais trouvé de meilleurs prêtres à tous égards. Vous ajoutez que, puisque j'appartiens à la classe des hérétiques, le Pape ne peut pas me dispenser de l'obligation de tenir ma parole ni du devoir d'un honnête homme et d'un Roi. »

Cette lettre, qui est tout à la fois un outrage, un défi et une grande leçon adressés à Clément XIV, produisit dans la ville de Rome un effet extraordinaire. D'Alembert fut chargé d'amortir le coup que les mesures prises par Frédéric portaient aux ennemis de la Religion. Le 40 décembre 1773, il ne lui dissimula pas « que la Philosophie avait été un moment alarmée de voir Sa Majesté conserver cette graine. » Il lui fit entrevoir qu'un jour il se repentirait peut-être d'avoir donné asile aux gardes prétorienes jésuitiques que le Pape, avouait-il, avait eu la maladresse de licencier. Il lui rappela que, dans la guerre de Silésie, les Pères, qui n'étaient pas encore sujets de la Prusse, avaient été hostiles à ses armes, c'est-à-dire fidèles à leur gouvernement.

Le 7 janvier 1774, Frédéric répondit ¹ : « Vous pouvez être sans crainte pour ma personne ; je n'ai rien à craindre des Jésuites : le cordelier Ganganeli leur a rogné les griffes, il

U s'op-
pose à la
publica-
tion du
Bref Do-
minus ac
Redemptor
noster.

Sa lettre
inédite à
l'abbé
Colum-
bini.

Sa cor-
respondance
avec d'Alembert.

(1) Œuvres philosophiques de d'Alembert, t. XVIII.

(1) Œuvres philosophiques de d'Alembert, t. XVIII.

vient de leur arracher les dents machelières et les a mis dans un état où ils ne peuvent ni égratigner ni mordre, mais bien instruire la jeunesse, de quoi ils sont plus capables que toute la masse. Ces gens, il est vrai, ont tergiversé dans la dernière guerre; mais réfléchissez à la nature de la clémence. On ne peut exercer cette admirable vertu à moins que d'avoir été offensé; et vous, philosophe, vous ne me reprochez pas que je traite les hommes avec bonté, et que j'exerce l'humanité indifféremment envers tous ceux de mon espèce, de quelque religion et de quelque société qu'ils soient. Croyez-moi, pratiquez la philosophie et métaphysiquez moins. Les bonnes actions sont plus avantageuses au public que les systèmes les plus subtils et les plus déliés de découvertes dans lesquelles, pour l'ordinaire, notre esprit s'égare sans saisir la vérité. Je ne suis cependant pas le seul qui ait conservé les Jésuites : les Anglais et l'impératrice de Russie en ont fait autant. »

Dans cette correspondance si pleine de curieux enseignements, le Roi conservateur l'emporte toujours sur le Philosophe destructeur. Frédéric veut que les Prussiens reçoivent une bonne, une libérale instruction; d'Alembert sacrifie l'avenir du peuple à l'égoïsme d'une haine dont les puérilités ont quelque chose de profondément calculé. Quand Frédéric l'a rassuré sur son existence, que les Jésuites songent peu à compromettre, l'Encyclopédiste fait valoir d'autres terreurs. Il redoute que les princes, encouragés par le roi de Prusse, ne se déterminent à solliciter de lui quelques Jésuites; et, le 15 mai 1774, le monarque écrit ¹ : « Tant de fiel entre-t-il dans l'âme d'un vrai sage? diraient les pauvres Jésuites, s'ils apprenaient comment, dans votre lettre, vous vous exprimez sur leur sujet. (Je ne les ai point protégés tant qu'ils ont été puissants; dans leur malheur, je ne vois en eux que des gens de lettres qu'on aurait bien de la peine à remplacer pour l'éducation de la jeunesse. C'est cet objet précieux qui me les rend nécessaires, puisque, de tout le Clergé catholique du pays, il n'y a qu'eux qui s'appliquent aux lettres. Ainsi n'aura pas de moi un Jésuite qui voudra, étant très-intéressé à les conserver. »

Deux mois et demi plus tard, le 28 juillet, Frédéric mande encore à d'Alembert : « Ils n'ont point usé de coutelet dans ces provinces où je les protège; ils se sont bornés, dans leurs collèges, aux humanités qu'ils ont enseignées; serait-ce une raison pour les persécuter? M'accusera-t-on pour n'avoir pas exterminé une société de gens de lettres, parce que quelques individus (en supposant le fait vrai) de cette Compagnie ont commis des attentats à deux cents lieues de mon pays? Les lois établissent la punition des coupables, mais elles condamnent

en même temps cet acharnement atroce et aveugle qui confond dans ses vengeances les criminels et les innocents. Accusez-moi de trop de tolérance, je me glorifierai de ce défaut; il serait à souhaiter qu'on ne pût reprocher que de telles fautes aux souverains. »

A quelques années d'intervalle, le 18 novembre 1777, le Salomon du Nord, ainsi que les Philosophes l'avaient surnommé, donne à Voltaire une leçon de reconnaissance. A ce vieillard qui va mourir et qui, un pied dans le tombeau, blasphème encore, Frédéric rappelle des pensées de jeunesse et le collège de Louis-le-Grand, où il fut élevé. « Souvenez-vous, lui mande-t-il ¹, du Père Tournemine, votre nourrice (vous avez sucé chez lui le doux lait des Muses), et réconciliez-vous avec un Ordre qui a porté et qui, le siècle passé, a fourni à la France des hommes du plus grand mérite. »

Les agents de Clément XIV, les ambassadeurs des Bourbons, ne réussissaient pas mieux auprès de Frédéric que les Philosophes eux-mêmes; le Pape espéra qu'il serait plus heureux en intimidant les évêques de Prusse. Il enjoignit par son chargé d'affaires à Varsovie de suspendre tous les Jésuites des fonctions sacerdotales et de leur interdire jusqu'à l'enseignement. Le Nonce apostolique informa en même temps le Roi que cette mesure cesserait aussitôt que la publication du Bref aurait donné force de chose jugée à la suppression de l'Institut. La même demande était faite à Catherine : elle obtint la même réponse des deux Souverains. Ils virent dans cette proposition un moyen détourné pour dissoudre les collèges placés sous leurs auspices : ils refusèrent nettement de favoriser un pareil projet. Les Evêques se retranchèrent derrière l'immuable volonté de Frédéric; et celui de Culm, encore plus hardi que les autres, se mit en rapport direct avec le Père Orloski, supérieur des Jésuites prussiens. Ce Prélat, qui se nommait Bayer, leur confia la direction de son séminaire; puis, sur ces entrefaites, Frédéric et le Père Orloski prirent une grave détermination. Le Roi fit un appel public à tous les Jésuites. Le Pape les avait dispersés; lui, prince hérétique, les invite à se réunir et à vivre dans ses Etats selon la règle de saint Ignace. Une pension de 700 florins est allouée à chaque Père. Le nouveau Pontife, Pie VI, voyait avec une joie secrète les événements préparer, sans le concours du Saint-Siège, une réhabilitation qui était dans son cœur. A cette même époque, le 27 septembre 1775, le Roi, pour vaincre les irrésolutions de quelques-uns voulant toujours se soumettre sans condition au Bref de Clément XIV, adresse le rescrit suivant au recteur du collège de Breslaw : « Vénéralble, cher et fidèle Père, le nouveau Pontife ayant déclaré qu'il me laissait

Il prend des mesures de conservation avec le père Orloski.

(1) *Oeuvres philosophiques de d'Alembert, Correspondance*, t. XVIII.

(1) *Oeuvres complètes de Voltaire*, t. XVIII, p. 502.

le choix des moyens que je croirais être plus convenables pour la conservation des Jésuites dans mes Etats, et qu'il n'y mettrait aucun obstacle par déclaration d'irrégularité; en conséquence, j'ai enjoint à mes Evêques de laisser votre Institut *in statu quo*, et de ne point gêner dans leurs fonctions aucun de ses individus, ni de refuser à l'ordination ceux qui s'y présenteraient. Vous vous conformerez donc à cet avis, et vous en informerez vos confrères. »

Frédéric bravait publiquement l'autorité de Pie VI; mais cet outrage, convenu d'avance entre eux, laissait le Pape tout à fait insensible. Il fallait endormir la cour d'Espagne, ou lui prouver que le Saint-Siège n'avait aucun moyen coercitif contre le roi de Prusse. Florida-Blanca était alors premier ministre à Madrid; il se plaint avec amertume d'une résurrection qui désole son maître. Le Pape communique ces doléances au roi de Prusse. Celui-ci déclare qu'il permet aux Jésuites de changer d'habit pour mieux conserver leur Institut, mais que sa volonté souveraine est de sauvegarder l'intégrité de l'Ordre.

A la mort de Frédéric II les Jésuites se séparèrent.

Pie VI s'avouait impuissant à mieux faire. Florida-Blanca et Tanucci rongeaient leur frein, quand la mort de Bayer, évêque de Culm, mit un terme aux espérances de la Compagnie de Jésus. Hohenzotten, qui lui succédait sur ce siège, était issu de la maison de Brandebourg. Il avait pendant longtemps soutenu les Jésuites; néanmoins à peine est-il installé qu'il conseille au Roi de garder les Pères, mais en les sécularisant. C'était leur accorder une existence limitée; car sans noviciat il devenait impossible de se recruter. Cependant, jusqu'à la mort de Frédéric II, en 1786, ils continuèrent à vivre en communauté. Le nouveau Roi leur ayant retiré les revenus des collèges et des maisons, ils furent forcés de se séparer. Les uns, en attendant des jours plus heureux, se sécularisèrent; les autres prirent la route de Russie.

Catherine II et les Jésuites de la Russie-Blanche.

Frédéric II ne les avait pas constitués d'une manière stable; l'impératrice de Russie organisa mieux ses plans. Ce fut véritablement sous son égide que les Jésuites purent se rallier et se propager à l'abri des tempêtes. Le 4 octobre 1772 Catherine prenait possession de la partie polonaise située à l'est de la Dwina et du Dniéper. Ce pays se nomme la Russie-Blanche. La Compagnie de Jésus tenait depuis longtemps quatre collèges à Polotsk, à Vitepsk, à Orcha et à Dunabourg, deux résidences à Mohilow et à Mscislaw, et quatorze Missions. Deux cents Jésuites, répandus dans ces provinces, y formaient l'enfance aux belles-lettres et à la piété, l'âge mûr à tous les devoirs sociaux. L'alliance entre la Pologne et l'Institut de Loyola avait duré autant que leur vie : la République des Jagellons et la Compagnie succombaient à la même heure. Mais Catherine, en souveraine prévoyante et juste, ne voulut pas laisser un

droit de plainte aux nouveaux sujets que le traité de partage lui donnait. Elle garantit à tous le libre exercice de leur Religion, et elle annonça que rien ne serait innové dans le système d'éducation.

Polonais la veille, les Jésuites se trouvaient Russes le lendemain. Ils aimaient leur patrie de tout l'amour qu'un fils porte à sa mère malheureuse; ils déploraient la perte de leur nationalité. Ces considérations, quelques puissantes qu'elles fussent sur leurs cœurs, ne les empêchèrent pas de remplir jusqu'au bout le devoir chrétien qui leur était imposé par leurs statuts. La Czarine avait compris que, si les Pères ne refusaient pas de lui prêter serment de fidélité, le clergé, la noblesse et le peuple suivraient inévitablement cet exemple. Les Jésuites furent les premiers appelés à ce grand acte : ils s'y soumirent sans restriction. Le Père Stanislas Czerniewicz, recteur du collège de Polotsk, était le conseil des Catholiques. On le députa pour offrir à l'Impératrice l'hommage du Clergé latin, et avec les Pères Gabriel Lenkiewicz et Joseph Kutenbry il parut devant Catherine. En 1724 Pierre-le-Grand avait, par un ukase, chassé à tout jamais de l'empire russe les prêtres de la Compagnie de Jésus. Ils se trouvaient sous le même coup de proscription dans la plupart des royaumes catholiques; le Pape lui-même allait les supprimer. On fit valoir auprès de l'Impératrice les motifs qui militaient pour ou contre leur conservation.

Cette princesse, qui portait au plus haut degré l'instinct du pouvoir et la puissance d'organisation, était plus réservée, plus grande dans la vie publique que dans la vie privée. Elle annonça qu'elle dérogeait aux lois rendues par le czar Pierre I^{er}, et que, après avoir mûrement examiné la question, elle maintenait les Jésuites, sans avoir à s'inquiéter de ce que les autres souverains faisaient dans leurs Etats respectifs. Sur ces entrefaites, le bref *Dominus ac Redemptor* est connu en Russie. Les Pères savent les bonnes dispositions de la Czarine : ils n'ignorent pas que, comme le roi de Prusse, elle repoussera ce décret, qui la place en contradiction avec ses promesses. Forte de sa croyance schismatique, elle n'accordait aucune autorité religieuse aux décisions de la cour de Rome; elle pouvait les braver impunément; mais il n'en était pas ainsi des Jésuites. Ils désirent vivre, et cependant ils doivent demander à mourir, afin d'être toujours enfants d'obéissance. Le 29 novembre 1773 ils adressent à Catherine la lettre suivante : « Sacrée Majesté impériale, lui écrivaient-ils en polonais, nous sommes redevables à Votre Majesté de pouvoir professer publiquement la Religion catholique romaine dans vos glorieux Etats, et de dépendre publiquement, dans les choses spirituelles, de l'autorité du Souverain Pontife, qui en est le chef visible. C'est cela même qui nous encourage,

Les Jésuites, pour obéir au Pape, demandent la faculté de se retirer.

moi et tous les Jésuites du rite romain , très-fidèles sujets de Votre Majesté , à nous prosterner devant votre très-auguste trône impérial , et , par tout ce qu'il y a de plus sacré , nous supplions Votre Majesté de permettre que nous rendions une publique et prompte obéissance à notre juridiction , qui réside dans la personne du Souverain Pontife romain , et d'exécuter les ordres qu'il nous a envoyés de l'abolition portée contre notre Compagnie. Votre Majesté , en condescendant que se fasse l'intimation du bref d'abolition , exercera son autorité royale ; et nous , en obéissant avec promptitude , nous nous montrerons fidèles autant à Votre Majesté , qui en aura permis l'exécution , qu'à l'autorité du Souverain Pontife , qui nous l'a prescrite. Tels sont les sentiments et les prières que tous les Jésuites et chacun d'eux offrent et présentent par mon organe à Votre Majesté , de laquelle j'ai l'honneur d'être , avec la plus profonde vénération et la soumission la plus respectueuse , sacrée Majesté césarienne , le très-humble , très-dévoué et très-fidèle sujet.

» STANISLAS CZERNIEWICZ. »

Cette adhésion au bref , dans les Jésuites de Russie ne discutait même pas l'illégalité canonique ¹ , soulevait en France une grave question. Ils la tranchèrent à leur préjudice ; mais Catherine ne tint aucun compte de cette soumission. Elle répondit au Provincial , Casimir Sobolewsky : « Vous et tous les autres Jésuites devez obéir au Pape dans les choses qui appartiennent au dogme ; dans le reste , vous devez obéir à vos souverains. Je m'aperçois que vous êtes scrupuleux. Je ferai écrire à mon ambassadeur à Varsovie , afin qu'il s'entende avec le Nonce du Pape , et qu'il vous ôte ce scrupule. Je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde. »

Ce que l'Impératrice promettait de solliciter , elle le demanda , elle l'obtint du Pape Clément XIV lui-même. Le 7 juin 1774 , quelques mois avant sa mort , il adressa au prince évêque de Warmie un rescrit ² par lequel il autorisait les

Jésuites de Prusse et de Russie à demeurer *in statu quo* jusqu'à décision nouvelle. Ce rescrit calmait les inquiétudes des Pères , il mettait un terme aux appréhensions des Catholiques , redoutant de voir les Jésuites se poser en agresseurs du Saint-Siège. Les alarmes avaient été poussées si loin que Félix Towianski , ancien Cordelier et disciple de Ganganelli , devenu suffragant de l'évêché de Vilna , écrivit contre les enfants de Loyola , et dénonça leur insubordination. Towianski était un homme dont la vertu se plaçait à la hauteur de la science. Il avait refusé de se soumettre à Catherine. Il se croyait donc obligé , par patriotisme et par ses fonctions épiscopales , de combattre les hésitations qu'il remarquait dans l'attitude des Pères. Quelques-uns même d'entre eux , s'exagérant l'ambiguïté de leur situation , se retiraient de l'Institut afin de ne pas avoir à braver l'autorité pontificale , que Towianski affirmait être en cause. Dans ce moment parut le rescrit de Clément XIV , et Stanislas Siestrzencewicz , évêque de Mohilow ¹ , reçut juridiction sur tous les Catholiques de la Russie. L'ukase qui lui conférait cette plénitude d'autorité garantissait l'entière liberté du culte catholique et les droits des Ordres religieux , principalement de l'Institut de saint Ignace.

La position était difficile. Les Jésuites espérèrent qu'avec un nouveau Pape il leur serait permis de la régulariser. Le 23 octobre 1775 ils adressèrent au Cardinal Rezzonico , secrétaire des Mémoires , une lettre qu'ils écrivaient à Pie VI. Ils lui exposaient ce qui s'était passé , ils le suppliaient de juger leur conduite et de les guider dans le labyrinthe où ils se voyaient engagés. Le 13 janvier 1776 le Cardinal répondit au Provincial par ce peu de mots : « *Precum tuarum , ut auguro et exoptas , felix exitus.* » Leurs prières devaient avoir un heureux succès. Les Jésuites comprirent que Rezzonico ne se serait pas autant avancé s'il n'eût sondé le fond de la pensée du Pontife. Ils ne doutèrent plus de l'intérêt qu'il leur portait , et ils reçurent parmi eux les Pères de Pologne qui , après s'être sécularisés , aspiraient à rentrer dans la Compagnie. Le comte Czernitcheff , gouverneur-général de la Russie-Blanche , les aimait , Catherine pourvoyait généreusement à leurs besoins , elle les encourageait à se multiplier ; mais des obstacles de toute nature paraissaient s'opposer à ce vœu. Le Père Czerniewicz , provincial , avait son impuissance. L'Institut n'avait qu'une condition viagère ; et , tant que la faculté d'établir un noviciat ne leur serait pas accordée , ils devaient se résigner à porter eux-mêmes le deuil de leur Société. Faute de jeunes gens , ils étaient

(1) Ce prélat qui , avec l'impératrice Catherine , le prince Potemkin , et le comte de Stackelberg , a tant fait pour la Compagnie de Jésus , n'était alors qu'évêque de Mallo *in partibus infidelium*. Ce ne fut que plus tard qu'il fut nommé archevêque de Mohilow par Catherine II et confirmé en cette dignité par Pie VI.

L'impératrice refuse.

Elle obtient du Pape que les Jésuites subsistent en Russie.

La Société en danger de s'éteindre.

réduits à abandonner cinq Missions en Livonie. Ils sentaient crouler sous leurs pieds l'édifice relevé avec tant de peines. Un noviciat pouvait seul les préserver de la mort : ils prièrent le gouverneur-général d'en faire la demande à Catherine. L'Impératrice y répondit en commandant à l'Evêque de Mohilow de solliciter à Rome l'autorisation nécessaire, et elle ordonna de jeter sans délai les fondements de la maison qu'elle destinait à cette œuvre.

Bref ana-
bique de
Pie VI à
Sies-
trzence-
wicz,
évêque
de Mohi-
low.

Cependant le 15 avril 1778 la Congrégation de la Propagande transmettait à Siestrzencewicz un décret pontifical investissant de pouvoirs illimités. Il devait durant trois années exercer sur les Réguliers toute espèce de juridiction, examiner, changer, modifier leurs Constitutions, et même renouveler ou créer. Catherine avait, au nom des Jésuites, demandé l'établissement d'un noviciat, Rome répondait en accordant une faculté sans réserve à un Prélat, et le Saint-Siège semblait se décharger sur lui de toutes les responsabilités. Ce décret, que Pie VI s'était laissé arracher par l'Espagne, était la vie ou la mort pour les Jésuites. Tout dépendait de la manière de l'interpréter; et, quand le Cardinal Castelli le contresigna, il ne put s'empêcher de dire : « Cet acte est dirigé contre la Société de Jésus, mais il pourrait bien la sauver. »

Rédigé à double sens, il accordait à l'Evêque de Mohilow toute liberté d'initiative. Le Pape n'avait pas voulu se compromettre ostensiblement avec les princes de la maison de Bourbon; mais, ne doutant point des intentions de l'impératrice de Russie, il se reposait sur elle du soin d'inspirer au Prélat ce qu'il aurait souhaité d'être en situation d'accomplir lui-même à Rome. Siestrzencewicz était revêtu des pouvoirs de Légat apostolique, il en usa, et le 30 juin 1779 il publia ce mandement :

Le Prélat
s'en sert
pour au-
toriser
l'écou-
tion
d'un No-
viciat de
Jésuites.

« Le Pape Clément XIV, de célèbre mémoire, pour condescendre aux desirs de la très-auguste Impératrice des Russes, notre très-clémentine Souveraine, ne pressa point dans les domaines de son empire l'exécution de la bulle *Dominus ac Redemptor noster*. Notre Saint Père le Pape Pie VI, heureusement régnant, montre la même déférence aux desirs de Sa Majesté impériale en retirant toute opposition à ce que les Clercs réguliers de la Compagnie de Jésus conservent, nonobstant ladite bulle, leur profession, leur habit et leur nom dans les Etats de Sa Majesté. De plus, la très-auguste Impératrice, à qui nous avons tant d'obligations, nous et les nombreuses églises catholiques établies dans ses vastes Etats, nous ayant recommandé de vive voix et par écrit de favoriser de tout notre pouvoir lesdits Clercs réguliers de la Société de Jésus, et de pourvoir à la conservation de leur Institut, nous nous empressons de remplir un devoir si doux, et pour lequel nous nous reprocherions d'épargner nos soins. Jusqu'à ce jour,

ils n'avaient point eu de Noviciat dans ces contrées, en sorte que, leur nombre diminuant peu à peu, il est évident qu'ils ne pourraient plus exercer leur utile ministère. C'est ce qui nous a fait penser à leur accorder la permission de recevoir des Novices.

» A cette fin, après avoir offert le saint sacrifice en l'honneur des saints Apôtres Pierre et Paul, dont on célébrait hier la fête, après avoir imploré la lumière d'en haut par leur intercession, et pris conseil de nos Chanoines de la Russie-Blanche convoqués en chapitre, nous avons lu et relu le décret de notre Très-Saint-Père le Pape Pie VI, donné le 9 août 1778, promulgué dans toute sa plénitude et sans restriction aucune, avec le consentement de la Très-Auguste Impératrice notre souveraine, le 2 mars de l'année courante, et dont voici la teneur : « Dans l'au-
» dience du 9 août 1778, Notre Très-Saint-
» Père le Pape Pie VI, sur le rapport du sous-
» signé, secrétaire de la Sacrée Congrégation de
» la Propagande ; pour conserver et maintenir
» l'Observance régulière dans les lieux soumis à
» l'Empire Moscovite, a bien voulu conférer
» pour trois ans au révérendissime seigneur
» Stanislas Siestrzencewicz, évêque de Mo-
» hilow¹ dans la Russie-Blanche, la juridiction
» ordinaire sur les Religieux existants dans les
» provinces confiées à son administration, de
» sorte qu'en vertu de cette concession pontificale,
» il a droit de visiter et inspecter, avec l'autorité
» apostolique, par lui-même ou par délégués
» probes et capables, toutes les fois que bon lui
» semblera, selon les saints canons et décrets du
» Concile de Trente, monastères réguliers, tant
» d'hommes que de femmes, prieurés, maisons
» de tout Ordre, même mendians, hôpitaux,
» même exemptes et soumis immédiatement au
» Siège apostolique, ou alléguant autres privi-
» lèges quelconques, chapitres, couvents, uni-
» versités, collèges et personnes ; de faire dili-
» gentes enquêtes sur leur état, forme, règles,
» Institut, gouvernement, coutumes, vie,
» mœurs, discipline, en général comme en par-
» ticulier, dans les chefs comme dans les mem-
» bres, lui octroyant faculté toutes les fois que,
» d'après la doctrine apostolique, les saints
» canons, décrets des Conciles généraux, tra-
» ditions et institutions des Saints Pères, com-
» parés avec les circonstances et la nature des
» choses, il s'apercevra que quelque part il est
» besoin de changement, correction, révocation,
» renouvellement, ou même d'institution nou-
» velle, de réformer, changer, corriger, insti-
» tuer de nouveau, et ce qu'il aura institué selon
» les saints canons et décrets du Concile de
» Trente, de le confirmer, promulguer, faire
» exécuter, d'extirper tous abus, de rétablir et
» réintégrer par moyens convenables les règles,

(1) Dans l'original latin du décret, on lit ici : *Episcopus Mallensis*, Evêque de Mallo.

» constitutions, observances et disciplines ecclésiastiques, partout où elles auraient déchu ;
 » de requérir rigoureusement et d'employer
 » action coercitive contre les Religieux mal vivotants, relâchés, infidèles à leur Institut ou coupables de toute autre faute, même exempts
 » et privilégiés ; de les corriger, châtier, rapeler à une conduite honnête, selon les règles
 » de la justice et de la saine raison ; et tout ce
 » qu'il aura statué, qu'il ait soin de le faire
 » observer comme émané du Siège apostolique,
 » nonobstant toutes dispositions à ce contraires.

» Signé, ETIENNE BORGIA,

Secrétaire de la Sacrée Congrégation de la Propagande. »

» En vertu donc de cette juridiction ordinaire et de ce pouvoir à nous conféré sur tous les Religieux de l'empire russe, et par conséquent aussi sur les Clercs de la Compagnie de Jésus, mu à ce par motifs très-graves, nous accordons auxdits Clercs Réguliers de la Compagnie de Jésus la permission d'établir un Noviciat et de recevoir des Novices dans leur Société, et leur octroyons notre bénédiction pastorale. Afin que cet acte parvienne à la connaissance de tous ceux qui composent notre troupeau, nous ordonnons que notre présente lettre soit lue les trois premiers dimanches consécutifs du mois aux fidèles assemblés, exposée succinctement en langue vulgaire, et affichée à la porte des églises, avec injonction à tous les recteurs d'en accuser réception. Donné à Mohilow sur le Borysthène, au lieu de notre résidence ordinaire, le lendemain de la fête des saints Apôtres Pierre et Paul, l'an 1779.

» STANISLAS, évêque. »

C'était le renversement de toutes les idées reçues à la cour d'Espagne, dans les Parlements de France et à Rome. La Compagnie de Jésus renaissait sous l'acte destiné à l'éteindre ; elle revivait par l'interprétation même de cet acte. Le Nonce Archetti avait, de Varsovie, conseillé ces mesures, comme le plus infallible moyen de faire exécuter en Russie le bref de Clément XIV. Il se plaignit vivement au comte de Stackelberg ; il lui demanda en vertu de quelle autorité l'Evêque de Mohilow anéantissait ainsi un décret émané du Saint-Siège. Stackelberg déclara qu'il allait en référer à sa cour, et, le 10 octobre, il communiqua au plénipotentiaire apostolique la note suivante dictée par Catherine elle-même : « La conduite pleine de bonté que Sa Majesté a constamment tenue envers les Catholiques de son empire, spécialement depuis la prise de possession de la Russie-Blanche, a dû convaincre le Saint-Père de sa bienveillance pour le siège de Rome. En effet, quoique la prise de possession de ce pays dût amener un nouvel ordre de choses dans le spirituel et dans le temporel, l'Impératrice a néanmoins voulu que les Catholiques continuassent à jouir de leurs droits et à suivre leurs lois en matière de religion sans le moindre

changement, afin qu'ils n'eussent point à se plaindre d'être passés sous une autre domination. Elle ordonna donc de ne pas toucher aux droits et aux privilèges des Prêtres et des Religieux, elle fit la promesse solennelle de les conserver. Sa Majesté l'observe fidèlement envers tous les autres, pourquoy excepterait-elle les Jésuites, qui, non contents d'être des sujets dévoués, se rendent encore utiles en donnant à la jeunesse une bonne éducation, objet si cher au cœur de Catherine II, si utile aux hommes et en même temps si difficile dans la Russie-Blanche, à cause de la rareté des professeurs ? Comment donc l'Impératrice aurait-elle pu s'exposer au reproche de manquer à sa parole, ou permettre qu'une de ses provinces fût privée de ce bienfait si nécessaire en condamnant à l'exil ou en dépouillant seulement de leur état des personnes qui n'ont commis aucune faute nouvelle, et en poursuivant ses fidèles sujets de la Russie-Blanche par l'abolition d'un Institut qui leur est si avantageux ? D'ailleurs, comment dire qu'elle attaque l'honneur du siège de Rome en maintenant les hommes les plus propres à défendre la Religion catholique ?

» Tels sont les motifs qui ont déterminé la profonde sagesse de l'auguste Czarine à s'éloigner de la pensée des autres pays. Elle espère que sa déclaration sera regardée par le Souverain Pontife comme une preuve de son amitié impériale, d'autant qu'elle n'a pas l'habitude de rendre raison à personne des résolutions qu'elle prend dans son gouvernement. L'Impératrice se flatte qu'on n'en voudra pas à l'Evêque de Mohilow pour avoir entrepris une chose avantageuse à ses peuples, honorable au nom catholique, par conséquent au Saint-Siège, et qu'il savait être en même temps très-agréable à la Czarine. »

A ce document impérial, le comte de Stackelberg ajoute de nouvelles considérations. Le cardinal Pallavicini, secrétaire d'Etat de Pie VI, et tout dévoué à l'Espagne, réclame diplomatiquement contre l'usage que l'Evêque de la Russie-Blanche a fait de l'autorité qui lui était confiée. Stackelberg répond au ministre romain par l'entremise d'Archetti : « Nous n'avons que le bien de la chose en elle-même à juger. Or, en la considérant sans aucune prévention, Votre Excellence sentira aussi bien que moi quels avantages les Catholiques de la Russie-Blanche peuvent retirer d'un établissement qui seul doit procurer une éducation raisonnable et dissiper les ténèbres que la superstition a répandues sur le culte du peuple et d'une partie du Clergé. Par sa place ici, par sa dignité dans l'Eglise et ses lumières. Votre Excellence appréciera bien mieux que moi l'étendue du mal qui en résulte pour la Religion. Le seul moyen d'y remédier efficacement et constamment était de confier l'éducation de la jeunesse à un corps pieux, éclairé et permanent. Par quels encouragements et quelles

Le Nonce
Archetti
et le
ministre
russe.

Notes
écrites
par
les
russe.

récompenses pourrions-nous espérer d'attirer dans la Russie-Blanche un nombre suffisant d'hommes instruits pour remplir des vues aussi sages ? Il n'y avait qu'une résolution comme celle de l'expulsion des Jésuites du Midi de la Chrétienté pour opérer dans le Nord le reflux heureux de ces hommes voués par état à la culture des sciences et des lettres. Ainsi, les recueillir et leur offrir une patrie en dédommagement de celle qui les rejette, ressembler en même temps les membres épars de la Société qui se sont trouvés chez nous, et ne perpétuer leur association que dans la vue de l'instruction publique, comme le déclare expressément ma cour, me paraît un acte de sagesse autant que d'humanité, et nullement une infraction dans le système hiérarchique et spirituel de la Cour de Rome. »

Adhésion
secrète
du Saint-
Siège.

Il n'y a point ici à discuter avec les faits. Si le Pape n'eût pas tacitement encouragé les Jésuites à se reconstituer par le noviciat, il n'aurait qu'à dire un mot, et ils auraient obéi malgré Catherine II. Ils se seraient volontairement dispersés, ou, en continuant, sous l'égide de l'Impératrice, à élever la jeunesse, ils n'auraient pas du moins songé à ressusciter l'œuvre de saint Ignace. Il en fut autrement. L'acte de l'Evêque de Mohilow compromettait les relations de la Cour de Rome avec les puissances, qui avaient tant fait pour la destruction des Jésuites ; et Pie VI, au lieu de parler du haut de la chaire apostolique, se contenta de laisser au cardinal Pallavicini le droit inutile de protester par des notes diplomatiques. Le ministre le fit avec aigreur ; il déclara que le mandement du Légat était en dehors des intentions du Pape : il représenta cet acte comme le fruit de la mauvaise foi et d'une indigne supercherie. Cependant, personne ne se laissa tromper par ce langage ; chacun comprit en effet qu'il n'y avait rien de plus aisé que de trancher cette difficulté. Pie VI ne la résolvait pas ; il se portait médiateur entre les deux partis : il fallait donc que le Pape vit un grand intérêt catholique dans cette résurrection qu'il lui était interdit de favoriser ouvertement, mais qu'il autorisait de tous ses vœux secrets ¹.

(1) En 1780, lorsque l'empereur Joseph II visita l'impératrice Catherine dans son célèbre voyage de Crimée, il était accompagné d'un ancien Jésuite hongrois, nommé François-Xavier Kalatai. Joseph II l'avait pris en affection ; il voyageait avec lui, et, dans une de ses lettres, Kalatai raconte ce qu'il avait vu et entendu : « A Mohilow, dit-il, et au fond de toutes les provinces dernièrement démembrées de la Pologne, les Jésuites existent encore sur l'ancien pied ; ils sont puissamment protégés par l'Impératrice, à cause de leurs talents pour l'éducation de la jeunesse catholique dans la science et dans la piété. Je demandai à saluer le Provincial, quand nous allâmes voir le collège. C'est un homme véritablement vénérable. Je l'interrogeai, lui et ses inférieurs, afin de savoir sur quoi ils se basaient pour refuser de se soumettre au bref de suppression. Il me répondit : « *Clementissima imperatrix nostra protectrix, populo derelicto exigente, Roma scientie et non contradicente.* » Alors il me montra une lettre du Pape régnant, dans laquelle le Pontife les console, les exhorte à persévérer dans l'état où ils sont jusqu'à nouveaux arrangements. Il les engage à recevoir des Novices et à admettre les Jésuites des

L'Evêque de Mohilow, la Czarine et le Pape étaient soupçonnés de jouer double jeu dans l'intérêt de l'Eglise. Pie VI fit offrir au roi d'Espagne toute espèce de satisfaction ; mais, sous prétexte de ne pas indisposer l'Impératrice contre les Catholiques russes, il savait se résoudre à avoir l'air de subir une contrainte morale, et il laissa les Jésuites se propager. Le 2 février 1780, jour de la Purification, l'habit de la Compagnie fut solennellement donné à quelques Novices. C'était l'investiture de la Société. Au mois de mai, Catherine vint à Mohilow pour recevoir Joseph II, elle s'arrêta à Polotsk afin de donner aux Jésuites un témoignage de satisfaction. Ils lui devaient plus que la vie ; ils la reçurent en souveraine et en bienfaitrice. Elle examina en détail ce collège si brillant, dont le prince Potemkin lui faisait les honneurs avec le Père Czerniewicz. Elle demanda que les Novices lui fussent présentés comme les rejetons de l'Institut mis sous sa protection. L'Impératrice avait visité les Jésuites ; l'année suivante, le grand-duc Paul, à son tour, les honora de sa présence. Au fond de toutes ces démonstrations, il y avait chez Catherine un sentiment d'équité religieuse, de devoir monarchique et de prévoyance politique. Cette princesse, qui savait soumettre ses plaisirs et ses passions à la raison d'Etat, ne se déguisait pas que la force était impuissante à convaincre, et que l'éducation ferait plus de conquêtes que les armées les mieux disciplinées. Elle avait au plus haut degré l'instinct de l'autorité ; elle en combinait, elle en faisait jouer admirablement les ressorts. Dans un siècle où la plupart des Rois s'amoindrirent au contact des Philosophes, elle sut distribuer ses éloges ou ses faveurs pécuniaires, tout en les tenant à distance et en se faisant d'eux un piédestal. Catherine était une femme exceptionnelle. Ses crimes et ses vices, comme ceux de Pierre-le-Grand, s'effaçaient sous la main du temps. L'histoire les expliquera par ce vieux levain de barbarie qui n'avait pas encore disparu des mœurs russes pour faire place à l'esprit de famille ; mais en même temps l'histoire grandira l'Impératrice qui a préparé l'avènement des Romanoff dans les affaires de l'Europe, et qui leur a tracé le plan dont ses héritiers n'ont jamais dévié.

Catherine avait mille sujets d'occupation : elle recevait les hommages des Philosophes français

autres provinces qui désireraient se réunir à eux pour reprendre ce doux joug de Jésus-Christ, qu'on leur avait violemment arraché. Le Provincial ajouta que tous les Jésuites russes étaient prêts à tout abandonner au premier signe authentique de la volonté du Pape, qu'ils n'attendaient qu'une signification canonique. Voilà le véritable esprit de la Compagnie de Jésus, conservé en sa première vigueur dans ses faibles restes. »

Ainsi un Jésuite sécularisé, devenu favori d'un des princes qui ont détruit l'Institut, s'étonne que ses anciens frères vivent encore, et, en constatant leur existence, il affirme qu'ils sont prêts à l'obéissance la plus aveugle.

L'impératrice
Catherine
ne chez
les
Jésuites.

et de l'Empereur d'Allemagne; elle composait un Code pour son empire; elle régnait, elle gouvernait tout en se mêlant aux spirituelles causeries des Ségur, des Cobentzl et des princes de Ligne. Elle traçait à Potemkin et à Suwarow leurs plans de campagne; elle créait des palais d'or et de marbre; elle ressuscitait dans le Nord la Sémiramis antique; et, par un singulier contraste, cette femme, dont l'âge n'amortissait aucune des passions, s'occupait avec une rare persévérance de quelques pauvres prêtres que l'Europe catholique avait proscrits. La question des Jésuites était à ses vœux une question vitale. Tout ce qui s'y rattachait était pour elle de la plus haute importance, car il s'agissait de l'éducation de ses peuples, et Catherine en appréciait vivement le bienfait. L'Evêque de Mohilow l'avait secondée; elle s'empressa de récompenser son zèle en donnant une forme plus légale à la juridiction exercée par ce prélat dans les domaines de l'empire. Elle songea à lui faire conférer la dignité archiepiscopale; et, afin de le soulager dans l'administration d'un aussi vaste diocèse, elle voulut lui nommer un coadjuteur. Le général Michelson, l'heureux vainqueur de Pugatschew, proposa à Catherine et à Potemkin un ancien Jésuite lithuanien, son parent, et qui aspirait à entrer dans la Compagnie. Il se nommait Benislawski; il était pieux et discret.

Elle les autorise à nommer un vicaire-général perpétuel.

Potemkin avait pris les Pères en affection. Ce guerrier homme d'Etat, dont les projets avaient toujours quelque chose de sublime ou de trivial, nourrissait l'idée de fixer en Russie l'Ordre de saint Ignace, régénéré par Catherine. Il cherchait, il invoquait le moyen de consolider cette Société, dont il entrevoyait la grandeur dans le passé. Un Jésuite lui démontra que la Compagnie ne serait jamais établie sur des bases solides tant qu'elle n'aurait pas un chef permanent. Potemkin avait les Constitutions de Loyola, il était partisan du principe d'autorité; cette parole est pour lui une révélation. Il engage les Pères à adresser une supplique dans ce sens à la Czarine, il promet de l'appuyer; il l'appuie avec tant d'efficacité que l'Impératrice, le 25 juin 1782, rend l'ukase suivant : « Par un effet de notre clémence, nous permettons à la Compagnie de Jésus existante dans nos Etats de choisir quelqu'un de son Ordre pour avoir l'autorité et le pouvoir de Général, à qui, par conséquent, il appartiendra de gouverner les autres supérieurs et même de les changer selon les lois de l'Institut. Que celui qui sera nommé fasse part de son élection à l'Evêque catholique de Mohilow, et celui-ci à notre Sénat, qui nous en informera. Quoique cet Ordre religieux doive être subordonné et obéissant audit Evêque dans les choses qui sont de droit et de devoir, cependant l'Evêque aura grand soin que les lois dudit Ordre soient conservées intactes, et aussi il ne fera point intervenir son autorité dans les choses

qui pourraient porter le moindre préjudice à ces lois. »

Catherine allait directement à son but, sans s'occuper de froisser les susceptibilités d'un de ses sujets. L'Evêque de Mohilow avait beaucoup fait pour les Jésuites. Son intervention leur facilitait un Noviciat; il était l'ami des Pères, le trouvant toujours prêt à les seconder; et cet ukase, qui les favorisait à son détriment moral, le blessait dans l'exercice de sa juridiction. La Congrégation fut fixée au 40 octobre. Trente Profès se réunirent au jour dit à Polotsk. Afin de régulariser les choses, ils nommèrent Vicaire-Général le Père Czerniewicz, et ils procédaient à l'élection, lorsqu'un message de l'Evêque de Mohilow leur apporte ce décret, qui lui a été adressé par le Sénat :

» Sur l'ordre de l'auguste Impératrice, le Sénat, ayant pris en considération les représentations que vous avez faites, et tendant à prouver que les Jésuites et autres réguliers vivant dans l'empire vous doivent obéissance, non-seulement comme à leur métropolitain, mais encore comme à leur supérieur général, a ordonné de vous répondre que le décret impérial du 25 juin prescrit expressément aux Jésuites d'obéir à l'Evêque. Le Sénat ne doute pas que ces Religieux ne cessent désormais d'alléguer les lois propres de leur Institut pour se soustraire sous ce prétexte à l'obédience légitime, comme le faisait jusqu'alors la personne qui les gouvernait sous le titre de Vice-Provincial. Ils ne peuvent ignorer qu'aucun Institut ne doit leur être plus cher que la volonté impériale, et l'on procédera contre eux avec sévérité s'ils persistent dans leur obstination. Que si quelque chose de semblable arrive, il sera de votre devoir d'en instruire aussitôt le Sénat. 43 septembre. »

Entre ces deux actes, émanés l'un de Catherine, l'autre de son Sénat, la contradiction était flagrante; mais la distance des lieux et la difficulté de la situation ne permettaient pas de recourir à l'Impératrice. L'Archevêque avait tout prévu; il écrivait par le même courrier que, le Sénat l'investissant de la charge de Général, il accordait aux Profès la faculté de nommer un Vicaire-Général pour gouverner en son nom, et qu'il excluait de cette dignité le Père Czerniewicz. Une pareille notification bouleversait l'économie de l'Institut, elle en changeait la substance : les Jésuites ne pouvaient pas l'accepter, sous peine de renoncer à leur Ordre. Il fut cependant décidé que, pour ne pas déplaire à un Prélat dont les bons offices avaient été si utiles à la Compagnie, la Congrégation ne choisirait qu'un Vicaire-Perpétuel et jouissant de toute l'autorité attribuée au Général. Elle répondit en ce sens à Siestrzenciewicz, et le 47 octobre, après cinq scrutins, le Père Czerniewicz fut élu.

L'Evêque de Mohilow veut être reconnu chef de la Compagnie.

Election du père Czerniewicz.

Ce jour-là même Potemkin, venant de Tau-

Potem-
kin et
Benis-
lawski
la font
approu-
ver de
l'évêque
de Mohi-
low.

ride, descendait au collège des Jésuites. L'acte du Sénat lui fut communiqué ; il le lut, et après avoir dit qu'il en connaissait l'auteur : « Qu'y a-t-il encore à faire pour sanctionner ce qui est accompli ? demanda-t-il. » Benislowski, coadjuteur nommé de la Russie-Blanche, était présent, il s'écria : « Obtenir la ratification du Pape. — « Et de quelle manière ? » reprit Potemkin. — Sa majesté n'a qu'à envoyer vers le Chef de l'Eglise une personne prudente qui en fasse la demande au nom de l'Impératrice, et le succès est certain. » Le prince désigne à l'instant même Benislowski pour cette négociation. Il faut conjurer l'orage qui peut éclater à Mohilow ; les Profès chargent Benislowski de leur cause. Accompagné de deux Pères députés par la Congrégation, il arrive à la ville épiscopale ; il explique au Prélat des règles de l'Institut et la volonté de l'Impératrice si formellement annoncée par Potemkin. Il lui dit de quelle mission il est investi près le Saint-Siège. L'Archevêque avoue son erreur, il la répare. Le nouveau Vicaire-Général se rend à la cour dans le but de faire approuver son élection. Catherine l'accueille avec bienveillance, elle promet aux Jésuites d'être invariable en ses sentiments, et Czerniewicz, qui commençait à voir se débrouiller le chaos, retourne à Polotsk. Là, comme si déjà les Jésuites étaient les maîtres d'un avenir incertain, ils admettent les Scolastiques à la profession des vœux solennels ; ils créent des assistants et un admoniteur pour le Général, afin que l'Ordre soit constitué aussi régulièrement que possible.

Ambas-
sade de
l'ancien
Jésuite
Benis-
lawski à
Rome.

Cependant la cour de Rome refusait d'ériger en archevêché le siège de Mohilow, elle ne voulait pas reconnaître le coadjuteur jusqu'au moment où le Prélat titulaire révoquerait l'ordonnance qui avait permis aux Jésuites d'ouvrir un Noviciat. Le Pape était en correspondance directe avec Catherine, il la pria de consentir à l'élection d'un Evêque russe ; mais l'Impératrice résistait aux sollicitations du Pontife ; elle parlait même de rompre toute relation avec le Saint-Siège, lorsque Benislowski s'offrit comme médiateur entre les deux cours. L'intérêt de la Religion catholique et celui de ses anciens frères de l'Institut étaient engagés dans la querelle. Avec son esprit de conciliation, il sut persuader à l'Impératrice que le Souverain Pontife était complètement étranger à ces difficultés, et qu'une fois à Rome il ne lui serait pas malaisé de les vaincre. Catherine prit confiance en ce Jésuite, dont les conseils avaient toujours paru à Potemkin dictés par la sagesse ; elle le fit partir avec ces instructions écrites de sa main : « Il ne faut pas que le négociateur passe par Varsovie ; qu'il ne s'entretienne avec aucun ministre de la Cour de Rome avant d'avoir parlé au Souverain Pontife lui-même et de lui avoir fait connaître immédiatement les désirs de Sa Ma-

jesté Impériale. Ces désirs ont trois objets tellement unis que, si un seul est rejeté, elle prendra ce refus comme tombant sur les trois. Ces objets sont l'érection de l'archevêché de Mohilow, l'investiture accordée à Stanislas Siestrzeniewicz avec la coadjutorerie pour Benislowski, et l'approbation de tout ce que les Jésuites ont fait jusqu'à l'élection du Vicaire-Général inclusivement.

Au mois de mars 1783, Benislowski est à Rome. Il expose à Pie VI le triple sujet de son ambassade. Il lui remet une lettre autographe de Catherine, dans laquelle l'Impératrice s'exprime ainsi : Je sais que Votre Sainteté est très-embarrassée ; mais la crainte convient mal à votre caractère. Votre dignité ne peut point s'accorder avec la politique toutes les fois que la politique blesse la Religion. Les motifs d'après lesquels j'accorde ma protection aux Jésuites sont fondés sur la raison et sur la justice, ainsi que sur l'espoir qu'ils seront utiles à mes Etats. Cette troupe d'hommes paisibles et innocents vivra dans mon empire, parce que, de toutes les Sociétés catholiques, c'est la plus propre à instruire mes sujets et à leur inspirer des sentiments d'humanité et les vrais principes de la Religion chrétienne. Je suis résolue de soutenir ces prêtres contre quelque puissance que ce soit ; et, en cela, je ne fais que remplir mon devoir, puisque je suis leur souveraine et que je les regarde comme des sujets fidèles, utiles et innocents. Qui sait si la Providence ne veut pas faire de ces hommes les instruments de l'union si longtemps désirée entre l'Eglise grecque et la romaine ? Que Votre Sainteté bannisse toute crainte, car je soutiendrai de tout mon pouvoir les droits que vous avez reçus de Jésus-Christ 1. »

Pie VI ne pouvait pas déroger à ce que ses ministres avaient fait ; l'Evêque de Mohilow était donc accusé d'outrepasser ses pouvoirs, d'empiéter sur les droits du Saint-Siège, et d'usurper le titre archiepiscopal quand l'Eglise n'avait pas encore consacré l'usage de sa nomination. Ces reproches, que le Pape adressait au nom de la Cour romaine, avaient un fond de vérité. Benislowski ne se dissimulait pas néanmoins que la véritable difficulté ne gisait pas dans ces faits réglementaires. Pie VI craignait d'irriter les couronnes et surtout Charles III, plus ardent que jamais sur la question des Jésuites. Il essayait de ménager les inexplicables affections du Nord et les haines toujours vivaces du Midi. Il cherchait un tempérament qui conciliât ces sentiments si opposés, auxquels il se voyait forcé d'accorder satisfaction. Benis-

Lettre
de Catherine
au
Pape.

Embar-
ras de
Pie VI.

(1) Castéra, peu suspect de partialité en faveur des Jésuites, publie cette lettre au tome III, page 409 de son *Histoire de Catherine II* ; et il ajoute que, par égard pour les Chrétiens grecs, l'Impératrice la désavoua dans la *Gazette de Pétersbourg* ; mais elle n'en était pas moins, dit-il, écrite de sa main.

lawski obtint ses deux premières demandes ; elles furent confirmées par bulles apostoliques. Il n'en pouvait pas être de même pour la Société de Jésus. Les exigences de l'Espagne, les conflits qui surgissaient de toutes parts contre Rome, l'attitude de Joseph II sécularisant les moines, ne permettaient pas au Pontife d'adopter une détermination pour ainsi dire légale. Benislawski et les Jésuites avaient expliqué à Catherine qu'il n'était pas besoin pour leur for intérieur d'un Bref régulateur. Le consentement verbal du Pape a la même force ; il n'existe point de différence intrinsèque pour la validité de la concession ; mais cette concession, qui n'est pas admissible en jugement, ne spécifie rien, et laisse à l'interprétation le soin de l'étendre ou de la restreindre. Il fut donc convenu que le Pontife ne donnerait pas de Bulle aux Jésuites de Russie ; mais, en présence de Benislawski, il prononça ces paroles : « *Approbo Societatem Jesu in Alba Russia degentem. Approbo, approbo.* » L'adhésion était confirmée par l'élevation de Siestrzencewicz à la dignité archiépiscopale. Catherine s'en contenta, puis-que les Jésuites la trouvaient suffisante. Ils étaient légitimement rétablis en Russie ; quelques Pères commencèrent à rentrer au bercail. Marutti avait le premier renoncé à la vie séculière pour remplir dans les steppes de la Russie les vœux formés sous le ciel de l'Italie. Rien ne l'avait retenu ; les quatre frères Angiolini, Gabriel Gruber et quelques autres grossirent peu à peu le petit troupeau. Ce fut dans ce moment que le trépas du Père Czerniewicz vint porter le deuil dans la colonie naissante. Le 18 juillet 1785, celui qui avait tant fait pour réunir les pierres dispersées de l'édifice expira à l'âge de cinquante-six ans. Le 27 septembre, la Congrégation nomma pour le remplacer le Père Lenkiewicz, son collaborateur dans l'œuvre de reconstruction, et qu'il avait désigné lui-même comme son Vicaire. Czerniewicz laissait de grands projets en voie d'exécution ; Lenkiewicz les poursuivit avec maturité, avec persévérance, mais sans chercher à produire au dehors un éclat qui aurait pu grandir l'Institut en le compromettant. Sur cette terre de Russie, si fertile en révolutions de palais, en face de la France qui s'agitait sur sa base monarchique et qui allait bientôt jeter aux peuples son cri de guerre contre les rois, les Jésuites, avec une inébranlable conviction, se livrent à l'espérance que leur Ordre est indestructible. Ils sont exilés dans ce coin du monde pour y réunir les débris d'un long naufrage ; on les voit y faire dominer la piété et la science. Leur nombre s'augmente ainsi que celui de leurs élèves ; ils ont créé des écoles, ils s'occupent d'établir des fabriques de draps, une imprimerie et tout le matériel nécessaire à de pareilles exploitations.

Quelques années s'écoulèrent sur ces labeurs

de l'intelligence ; elle emportèrent dans la tombe Charles III, l'irréconciliable adversaire des Jésuites, et Potemkin, leur plus constant protecteur. Elles firent naître autour d'eux des idées d'agrandissement par les Missions d'Alep, de Madras et de l'Archipel, que Lenkiewicz repoussa. Elles virent les Pères Gruber et Skakowski, appelés à Pétersbourg, s'occuper, sous les yeux de l'Impératrice, de travaux dont le sujet a toujours été un mystère, même pour les Jésuites. Ils avaient semé, il n'y avait plus qu'à faire fructifier ; le duc de Parme, le premier, songea à réparer les iniquités commises en son nom. Depuis que le marquis de Felino avait, à la demande de Charles III d'Espagne et à l'instigation des Philosophes, pros crit la Compagnie de Jésus, l'éducation publique s'était peu à peu affaiblie dans les villes de la principauté. En 1792, les collèges avaient perdu leur éclat ; il n'y restait plus que quelques rares élèves, et le Duc sentait la nécessité de confier la jeunesse de ses Etats à des maîtres expérimentés. Il rappela les enfants de Loyola, que Felino avait bannis ; il leur ouvrit son Université, il les remplaça à la tête de l'enseignement. Mais ce n'était pas assez pour lui ; il fallait rattaché le passé à l'avenir. Ferdinand de Parme connaissait les intentions de Pie VI, il voyait la révolution française déborder ; le 23 juillet 1793, il écrivit au Vicaire-Général de l'Institut en Russie : « Votre Paternité s'étonnera sans doute de recevoir une lettre d'un homme qu'elle connaît, je pense, à peine de nom. Cette lettre lui sera remise par l'Impératrice, votre souveraine, qui vous informera en même temps de ma demande et de mes désirs. Je suis le premier qui, de mon propre mouvement, aî prié l'Impératrice de m'accorder un bien que j'ambitionne avec ardeur, et qui lui appartient à elle seule à beaucoup de titres. Ce n'est pas depuis peu de temps que Dieu a mis dans mon cœur la pensée de rétablir la Compagnie de Jésus, dont la perte a été la source d'un grand nombre de maux pour l'Eglise et pour les monarchies. Après avoir tout mûrement pesé et avoir fait toutes les dispositions nécessaires pour lever les obstacles et aplanir la voie conduisant à la noble fin que je me propose, j'ai commencé à rassembler les membres épars de la Compagnie, et tout a répondu à l'espérance que j'avais formée. J'offre donc mes Etats à Votre Paternité, afin que l'Institut puisse avoir comme un bercéau où il reçoive une nouvelle existence et puisse renaître à la gloire qui lui appartenait. La Compagnie subsiste déjà ici dans un certain nombre de ses membres, à qui, pour se perpétuer, il ne manque que la vie religieuse et commune sous un supérieur légitime. Il est donc convenable que Votre Paternité accueille ses enfants en les déclarant tels, et en les incorporant aux débris que, par une merveilleuse disposition

Les
pères
Gruber
et Skakowski
à la cour

Le duc
de
Parme
rétablit
les
Jésuites
dans ses
états.

Il ap-
prouve
verbal-
ment la
Société
renais-
sante.

Mort de
Czernie-
wicz et
élection
de Len-
kiewicz.

de la Providence, l'Impératrice votre souveraine a conservés. Pour cela, il est nécessaire d'envoyer quelques-uns de vos Religieux, munis des facultés prescrites par votre Institut, afin de former une nouvelle province, et spécialement pour ouvrir un Noviciat. »

L'Eglise était dans une position inextricable ; tout lui devenait hostile. A l'exception de Catherine II, les Rois de l'Europe tremblaient devant le drapeau tricolore, que la Révolution agita sur leurs frontières comme le signal de l'affranchissement des peuples. Ils la combattaient sans foi et sans énergie, après l'avoir laissée grandir à l'abri de leurs sceptres ; le Pape se résignait au martyre, mais, par une démonstration publique en faveur de l'Ordre de Jésus, il ne croyait pas pouvoir jeter un nouvel aliment aux passions déchainées. Sans approuver ni blâmer l'initiative que prenait le duc de Parme, il l'engagea à marcher avec prudence sur un terrain aussi scabreux. Ferdinand et les Pères s'étaient rendu compte de la situation du Pontife ; ils ne voulurent pas l'aggraver par des demandes impetives. Le Pape consentait à fermer les yeux ; cet acquiescement tacite leur suffit. Cinq établissements furent formés dans le duché de Parme ; en peu de temps ils réunirent toute la jeunesse du pays.

Un coup funeste vint alors les frapper en Russie. Le 5 novembre 1796, la Czarine expira. Cette mort imprévue laissa les Jésuites orphelins. Un nouveau règne allait commencer, et Paul n'annonçait point, par les premières mesures adoptées, vouloir se conformer à la politique de sa mère. L'Empereur ne s'était pas prononcé en leur faveur, il n'avait manifesté aucune intention contraire à leur Société ; ils ne trouvaient donc à la Cour que des indifférents. On attendait la parole du maître pour régler sur elle ses affections ou ses inimitiés. Cependant Paul I^{er}, revenant de Moscou à Pétersbourg, après son couronnement, arriva, le 7 mai 1797, dans la ville d'Orcha, où les Jésuites possédaient un collège. Le Vicaire-Général de l'Ordre, accompagné du Père Gruber, s'y était rendu pour présenter au monarque les hommages et les vœux de leurs Frères. Paul leur fit un cordial accueil ; il estimait Gruber pour ses talents, Lenkiewicz pour ses vertus, l'Ordre entier pour les services qu'il rendait à l'instruction. Il leur déclara que rien ne serait changé dans leur situation, et qu'il les maintiendrait tels qu'ils avaient été jusqu'à ce jour. Cette assurance, qui ne se démentit jamais, laissa aux Jésuites la liberté de se propager, et lorsque, le 40 novembre 1798, le Père Lenkiewicz succomba sous les travaux de tout genre qui absorbaient sa vieillesse, la Société de Jésus entra dans une ère de prospérité.

Le 4^{er} février 1799, le Père Xavier Kareu fut élu Vicaire-Général perpétuel.

En Russie, on trouvait des Jésuites pour glorifier la Religion ; à Rome, le Pape en évoquait encore pour souffrir avec lui. Quand Pie VI, arraché de son palais par ordre de l'impur Directoire qui gouvernait la France en la déshonorant, fut sur le point de s'acheminer vers cet exil imposé aux derniers jours du Pontificat octogénaire, il s'adressa à un Jésuite afin d'avoir un fidèle compagnon de captivité. Le Père Marotti était secrétaire des lettres latines, et, deux heures avant d'abandonner Rome, le Pape lui dit, selon Gaetano Moroni ¹ : « Parlez-moi franchement, vous sentez-vous la force de monter avec moi au Calvaire ? » Marotti répondit : « Me voici prêt à suivre les pas et la destinée du Vicaire du Christ et de mon Souverain. » Le Jésuite s'attacha à la mauvaise fortune de Pie VI ; après avoir partagé toutes ses misères et soutenu son courage dans l'adversité, il lui ferma les yeux le 29 août 1799.

Le Pape, traîné de prison en prison, allait mourir à Valence ; Litta, son Nonce à Pétersbourg, lui écrivit pour solliciter un Bref approuvé de l'Institut : c'était, disait-il, le vœu de l'Empereur et celui de la noblesse russe ; mais, dans l'intervalle, des démêlés canoniques s'élevèrent entre la Cour de Russie et celle de Rome. Le Pape était captif, toute relation se trouvait interrompue avec le Saint-Siège, et Paul 4^{er} avait cru devoir inviter les Evêques catholiques à gouverner leurs églises selon le plan qu'ils jugeraient le plus convenable. Avec cette générosité instinctive qui formait la base de son caractère, et qui donnait quelque chose de chevaleresque à ses caprices les plus étranges, Paul s'était, en Italie, posé le défenseur du Saint-Siège. L'image de ce vieux Pontife arraché de sa capitale et supportant ses désastres avec une dignité si courageuse, avait fait impression sur son âme. Paul avait ordonné à Suwarow de vaincre, Suwarow avait vaincu ; mais l'Empereur croyait que les malheurs du Saint-Siège lui donnaient le droit d'intervenir dans les affaires ecclésiastiques. Litta essaya de lui montrer le danger d'un pareil conflit ; Paul s'indigna de ses représentations : il lui notifia d'avoir à sortir immédiatement des terres de l'Empire. Un nouveau péril menaçait les Jésuites, Gruber le conjura.

Gabriel Gruber, né à Vienne en Autriche, le 6 mai 1740, était une de ces natures rares qui, à la connaissance des affaires du monde, joignent la vertu sacerdotale. Pieux et savant, architecte, physicien, médecin, peintre, géomètre, musicien, il se révélait en même temps diplomate et littérateur. Sa conversation séduisait, son air de douceur et de réserve captait la confiance ; son habitude des hommes lui donnait un véritable ascendant sur tous ceux dont il voulait

Pie VI et
le père
Marotti.

Paul I^{er}
se pose
le défenseur du
Saint-Siège.

Mort de
Catherine.

Paul I^{er}
prend les
Jésuites
sous sa
protection.

Mort de
Lenkiewicz.

Le père
Kareu
vicaire-
général.

Son
amitié
pour le
père
Gruber.

(1) *Dizionario d'erudizione*, del cavaliere Moroni, t. xxx, p. 155.

gagner l'estime. Durant la vie de sa mère, Paul 4^{er}, écarté du gouvernement, avait vécu dans la solitude. Son cœur était droit et juste; il rechercha les entretiens du Jésuite, il le prit en affection, bientôt il ne lui fut plus possible de s'en séparer. Gruber, encouragé par l'Impératrice, se laissa devenir le favori de l'Empereur. Il lui prouva que le Nonce apostolique n'avait jamais eu l'intention de payer par une offense la dette que le Saint-Siège avait contractée envers la famille des Romanoff. Paul avoua son erreur; il demanda à la réparer. Pour donner satisfaction à l'Eglise et au Père Gruber, il promit de servir le Saint-Siège dans les calamités qui l'accablaient. L'âge avancé du Pontife, ses souffrances du corps et de l'esprit, tout faisait présager une mort prochaine, et le Sacré-Colège, dispersé comme la Société de Jésus, évoquait de puissants protecteurs, afin de ne pas exposer l'Eglise à un fatal veuvage. Le sénateur vénitien Rezzonico fut chargé d'une lettre pour l'Empereur. Paul, dont Gruber entretenait les sentiments chrétiens, accueillit avec enthousiasme les ouvertures que l'Eglise catholique lui faisait; il s'engagea à tout entreprendre pour favoriser la tenue du prochain Conclave. Le Conclave eut lieu à Venise, et, le 14 mars 1800, le cardinal Barnabé Chiaramonti fut élu Pape sous le nom de Pie VII. Le nouveau Pontife était un vieil ami de la Compagnie; évêque de Tivoli peu après la suppression, il n'avait obéi qu'avec répugnance au bref de Clément XIV. Pour témoigner son affection à l'Institut, on l'avait vu maintenir à la tête de son diocèse les Jésuites dont il s'était entouré. Ceux de Russie, qui en conservaient le germe, croyaient avoir tout lieu d'espérer que Pie VII ratifierait ce que son prédécesseur n'avait pu que sanctionner tacitement. Le 14 août 1800, Paul lui en fit la demande officielle : « Très-Saint Père, lui écrivait-il, le révérend Gabriel Gruber, de la Compagnie de Jésus, m'ayant fait connaître que les membres de cette Compagnie désiraient d'être reconnus par Votre Sainteté, je crois devoir solliciter une approbation formelle en faveur de cet Institut, pour lequel je professe un attachement tout particulier; et j'espère que ma recommandation ne leur sera pas inutile. »

Paul avait des principes religieux et monarchiques. Sans appartenir à la communion romaine, il aspirait à développer le Catholicisme, comme le plus formidable rempart contre les désordres de l'intelligence et les révoltes de l'esprit. Avec moins de suite dans les idées et de persévérance dans le caractère, il rêvait de faire pour l'Europe ce que Bonaparte accomplissait alors si glorieusement en France. Bonaparte reconstituant par la seule force de sa volonté la vieille société chrétienne, et introduisant l'ordre matériel et moral au milieu de toutes les impuissances avouées de la Révolution,

était, aux yeux de Paul 4^{er}, un héros de civilisation, un génie dont il fallait suivre l'impulsion. Bonaparte connaissait les sentiments de l'empereur de Russie à son égard. Il avait besoin de le détacher des ligues ourdies par l'Angleterre; il s'adressa secrètement au Père Gruber pour lui demander, au nom de la Religion et de la France, d'interposer ses bons offices dans une affaire où la Société de Jésus n'avait qu'à gagner. Gruber devint un des agents les plus actifs de cette négociation; elle lui donna encore plus de crédit auprès de Paul 1^{er}, qui, dans le même moment, cherchait à faire revivre les chevaliers de Malte et les disciples de Loyola, les deux dernières milices de la Chrétienté. Le 40 octobre 1800, il réglait par un ukase les progrès de la Compagnie, il l'installait à Saint-Petersbourg, il lui créait des collèges sur plusieurs points de l'Empire et dans les colonies du Volga; il augmentait le Noviciat de Polotsk, afin de développer par le nombre les forces de l'Institut. Le général Kutusow, gouverneur de Lithuanie, mettait à la disposition des Jésuites l'Université de Vilna; l'Empereur ne se contentait pas de les employer dans ses royaumes, il voulait associer ses alliés à l'œuvre de régénération. Les anciens Missionnaires de la Société avaient été chassés de l'Archipel, et la Porte Ottomane s'était emparée de leurs biens. Il commence par exiger réparation de ces violences; le 8 décembre 1800, il mande à son ambassadeur en Turquie : « Connaissant tous les avantages qu'un bon gouvernement peut retirer de l'Institut des Jésuites, dont la fin est d'élever la jeunesse et d'inspirer l'amour et la fidélité pour le Souverain, j'ai résolu de rétablir cet Ordre dans mes Etats, et je lui accorde de grandes prérogatives. Comme je désire que la Porte Ottomane participe au bien immense qu'on peut retirer de cette Société, je vous recommande de lui aider en ce point. Ainsi vous engagerez le Divan à rendre à la Compagnie tous les privilèges dont elle jouissait au temps du gouvernement monarchique en France. Et afin que vous sachiez quels étaient ces privilèges et que vous ayez les connaissances nécessaires pour bien commencer cette négociation et la terminer heureusement, ainsi que je l'espère, je vous envoie une note qui vous fournira les lumières que vous pouvez désirer. »

Gruber exerçait sur l'Empereur une influence déterminante; mais ce n'était pas seulement à son affection pour le Jésuite que Paul 4^{er} cédait lorsqu'il s'occupait avec tant d'ardeur du rétablissement de l'Institut. Les événements qui se passent en Russie, ainsi que les hommes qui gouvernent cet empire, sont condamnés à être jugés par l'Europe sur des écrits souvent partiels, toujours pleins d'ignorance ou de mauvaise foi. La vérité n'apparaît que de loin en loin, et elle meurt étouffée sous le mensonge. Paul 4^{er} avait une activité dévorante : le bien qu'il con-

Le Czar
règle les
progrès
de la
Compagnie.

Influen-
ce de
Gruber.

Il favo-
rise l'é-
lection
du pape
Pie VII.

Il de-
mande
au Pape
un bref
qui re-
con-
naiss-
e l'Insti-
tut.

Gruber
en cor-
respon-
dance
avec Bo-
naparte.

cevait, il s'efforçait de le réaliser à l'instant même. Il franchissait tous les obstacles parce qu'il craignait de laisser raisonner l'obéissance. Cette manière de procéder dérangeait, en politique et en gouvernement intérieur, beaucoup de calculs. On exploita les bizarreries de son caractère : on le peignit sous les traits d'un monomane qui, tour à tour soldat, pontife, magistrat, administrateur et législateur essayait brusquement des innovations impossibles ; mais ce monarque tendait à un but véritablement glorieux : il cherchait à tuer le principe révolutionnaire en Europe. Il voyait que les Jésuites avaient été ses premières victimes, et que de ce triomphe dataient les progrès de l'impiété et de l'insurrection dans les esprits. Il adopta les Jésuites comme une protestation solennelle contre les idées anarchiques ; il les aimait de toutes les haines que leur nom inspirait aux hommes de désordre. Ce fut ainsi qu'il se porta à leur défense et à leur agrandissement. Paul honorait les Jésuites en la personne du Père Gruber, il voulait que tout le monde l'honorât. Le roi de Suède et le duc de Gloucester visitaient le Jésuite à Pétersbourg, les grands de l'empire se servaient de son intermédiaire pour obtenir les faveurs impériales. Il était puissant, il fut calomnié, il eut des ennemis. Il rendait des services aux courtisans, il fit des ingrats.

Cependant la lettre que Paul 4^{or} avait adressée à Pie VII parvenait enfin à Rome. En récompense de ce qu'il avait fait pour la Catholicité, l'Empereur ne sollicitait qu'un Bref accordant aux Jésuites droit de vie canonique. Le Pape jugea que ce n'était pas mettre sa reconnaissance à une bien rude épreuve. Il subsistait encore dans les cours et parmi certains dignitaires de l'Eglise des préventions que l'expérience n'avait pas vaincues : il sentit que la prudence l'obligeait à ne pas consulter ses propres affections. Une Congrégation de quatre Cardinaux hostiles aux Jésuites fut nommée. Elle accueillit la demande de l'Empereur, mais elle la limita dans les bornes les plus étroites. Le 7 mars 1804, Pie VII signa le Bref *Catholicæ fidei*, qui reconstitue pour la Russie seulement l'Ordre de Jésus, qu'un autre Bref de Clément XIV avait aboli.

Paul 4^{or} n'eut pas le temps de jouir de son succès. Dans la nuit du 23 au 24 mars, ce prince périt sous les coups d'une conspiration dont l'histoire n'a pas encore pénétré tout le mystère. L'Empereur de Russie avait sollicité du Pape la réhabilitation des Jésuites, il l'obtenait. Le Roi d'Espagne Charles IV croit saisir dans le Bref réparateur un outrage à la mémoire de son père. Il avait autorisé les bannis de 1767 à rentrer dans leur patrie, il les condamne sur-le-champ à une nouvelle proscription. La ville de Cadix demande grâce pour ceux qui se dévouèrent à son salut au milieu des horreurs de la peste,

on lui fait une réponse dérisoire, et les Jésuites parcourent encore une fois la route de l'exil, que Charles IV détroné va bientôt prendre lui-même avec sa famille divisée.

La restauration de la Société de Jésus était, à la fin du dix-huitième siècle et au commencement du dix-neuvième, devenue la pensée dominante de la plupart des Catholiques. Les plus actifs modélaient des congrégations religieuses sur son Institut, et, dès l'année 1794, quelques prêtres français, émigrés dans les Pays-Bas, formèrent une association pour se façonner à l'esprit de saint Ignace, en attendant qu'ils pussent se réunir à la Compagnie. Cette association, dont le prince de Broglie, fils du maréchal de ce nom, et les abbés de Tournely et Varin furent les fondateurs, prit le nom de Congrégation du Sacré-Cœur de Jésus. L'abbé Pey, ancien Jésuite et chanoine de Paris, la dirigeait. Les événements militaires la poussèrent des Pays-Bas à Augsbourg, puis à Vienne, où, sur l'invitation de Pie VII, le cardinal-archevêque Migazzi se déclara son protecteur. A la demande de la princesse Louise de Condé, l'archiduchesse Marianne leur témoigna le plus vif intérêt. On remarquait parmi eux Leblanc, Grivel, Sinéo, Cuenet, Gloriot, Roger, Jennesseaux, Gury, Rosaven et Coulon.

Vers le même temps, une autre Congrégation s'établissait à Rome même, dans l'oratoire du Père Caravita. Son but paraissait encore plus spécialement tendre à la reconstitution de l'Ordre de Jésus. Un jeune homme, Nicolas Paccanari, né à Trente, en était le créateur. Il rassembla quelques jeunes gens comme lui, della Vedova, Halna et l'abbé Epinette. Il leur inspire son zèle et sa ferveur, il leur fait adopter les Constitutions de saint Ignace ; puis il leur donne le nom de Société de la Foi de Jésus. Le dessein de faire revivre l'Institut fondé par Loyola était si bien entré dans les idées de Pie VII, que le cardinal della Somaglia, vicaire de Rome, autorise Paccanari à en revêtir le costume, avec la seule différence que ses disciples porteront le petit collet ecclésiastique. Paccanari vit le Souverain Pontife dans ses captivités de Sienne et de Florence ; il lui communiqua ses projets, il en obtint des grâces particulières, des privilèges et des encouragements pour rétablir les Jésuites. Paccanari se donnait cette mission ; elle devait le faire accueillir avec bienveillance par tous les amis, même par les anciens Pères de la Société. Cet homme était jeune, éloquent, actif ; sans éducation première, il savait les moyens de capter la confiance. Il visita Bologne et Venise. Ses compagnons le suivent dans ses courses aventureuses ; les uns s'abritent, à Parme et à Plaisance, sous l'égide du Père Panizoni ; les autres errent dans le monde, annonçant partout leur idée et ne la réalisant jamais.

La Congrégation du Sacré-Cœur

Paccanari et le père Panizoni

Bref de rétablissement de l'Institut en Russie.

Mort de Paul I^{er}.

Cependant Panizoni voyait avec inquiétude ces nouveaux Frères se poser en restaurateurs de l'Ordre et oublier de se soumettre au Vicaire-Général ayant plein pouvoir de diriger les actes et les pensées de chaque membre de l'Institut. Panizoni ne doutait point du zèle de Paccanari, mais il voulait le voir à l'œuvre, et il lui écrivit : « Si vous désirez sincèrement travailler à la dilatation de la Compagnie, c'est à vous de chercher à vous y faire incorporer. En attendant, vous devez vous procurer quelque ex-Jésuite versé dans la théorie et dans la pratique des Constitutions pour l'enseigner aux Novices selon la méthode de la Société. » Ces avis étaient sages, mais ils dérangerait les plans de Paccanari; il y répondit par des faux-fuyants, et se hâta de partir pour Vienne. L'empereur François ne cachait point ses sentiments à l'égard des Jésuites. Il reçut Paccanari avec effusion; les ministres entrèrent dans ses vues, et le sénateur vénitien Rezzonico fut chargé, dans son voyage à Pétersbourg, de négocier la réunion des Paccanaristes aux Pères de la Russie-Blanche.

Il y avait parmi les jeunes gens enrôlés sous la bannière de Paccanari des hommes qui n'aspiraient qu'à cimenter cette alliance; mais leur chef semblait prendre à tâche de l'ajourner. Le 14 août 1799, il donnait à Vienne cette déclaration : « Mon sentiment est que c'est la volonté de Dieu de faire revivre en ce temps l'Institut de saint Ignace, pour le bien de la Religion et de la sainte Eglise. Je n'ai d'autre intention que de rétablir cet Institut, ou bien sous le nom de Compagnie de la Foi de Jésus, ou sous l'ancien nom de Compagnie de Jésus, comme il sera plus agréable au Vicaire de Jésus-Christ. Je désire que tous les enfants de saint Ignace ne fassent qu'un même corps et ne soient animés que d'un même esprit; et je ne demande d'autre condition, sinon que tout s'opère pour la plus grande gloire de Dieu, et qu'on n'agisse qu'avec l'autorisation et l'approbation du Souverain Pontife. »

Néanmoins il ne faisait aucune démarche pour arriver à ce résultat; il ne se mettait en rapport ni avec le chef de la Société ni avec ses représentants. Cette situation était anormale; et en 1803, les Paccanaristes, qui, sous le nom du prince de Broglie, avaient formé à Kensington une maison d'éducation, prennent le parti de se séparer de leur chef ou de l'amener avec eux à la Compagnie de Jésus. Le chef refuse; alors ces prêtres ne crurent pas devoir résister plus longtemps à leur vocation. Ils avaient adopté les règles de la Compagnie; mais en dehors d'elle, ils avaient relevé son drapeau, lorsque le monde le croyait abattu. La Compagnie ressuscitait par le concours providentiel du Pape Pie VI et des monarques de Russie; les Paccanaristes postulerent pour y être agrégés en corps. L'Institut

n'y consentit jamais, et ils furent reçus individuellement. C'étaient des prêtres versés dans les sciences, des hommes d'une profonde instruction et d'une piété éclairée. Ils vinrent augmenter le troupeau qui s'élevait déjà au nombre de plus de trois cents Jésuites rassemblés en Russie de tous les points du globe. Les Pères de la Foi qui s'étaient introduits en France et ceux du Valais renoncèrent, le 24 juin 1804, entre les mains du cardinal-légat Caprara, à l'obéissance qu'ils avaient jurée à Paccanari. Cet homme, dont la vie commença par le dévouement, et qui, peu à peu, s'engagea dans des intrigues sans fin, résista autant qu'il le put à cet abandon, que Pie VII et les anciens Jésuites conseillaient. Paccanari avait rendu des services à l'Eglise et à la Compagnie, il lui avait recruté des prosélytes, mais alors il devenait un obstacle pour le Saint-Siège. Avec son incessant besoin de mouvement et d'affaires, il pouvait un jour susciter plus d'un embarras. Le nom de Paccanari retentissait en Italie, le gouvernement français l'avait fait emprisonner au château Saint-Ange une première fois; en 1804, le Pape ordonna d'instruire son procès. Après quelques années de captivité ou de voyages, il disparut de la scène du monde. Les Pères de la Foi n'avaient encore que l'intention d'être Jésuites, la police de Fouché les inquiéta à diverses reprises; mais elle ne put vaincre leur persévérance. Comme le Père Bourdier Delpuits, ils entretenaient parmi les jeunes gens l'esprit religieux; ils le propageaient dans les masses, et l'empereur Napoléon, qui résistait à toute l'Europe, qui la dominait par la gloire ou par la crainte, se sentait faible en présence de ces quelques prêtres, qui, sans autre levier que la Foi, remuaient l'idée catholique, dont il s'avouait intérieurement l'invincible pouvoir sur les âmes. Il avait essayé de se faire de la Foi un instrument de règne, il avait constitué l'Eglise pour la tenir asservie à ses volontés. L'Eglise fut plus forte dans sa captivité que le grand Empereur sur ses trônes : elle combattit au soleil, elle lutta dans l'ombre, elle triompha enfin.

Le bref que Paul I^{er} avait obtenu du Saint-Siège était un encouragement accordé aux princes catholiques. Les dernières années du dix-huitième siècle leur dessillèrent les yeux. Les commotions qui renversaient ou ébranlaient leurs trônes, l'instabilité des pouvoirs, les désastres de la guerre, firent descendre dans les cœurs un profond sentiment religieux. L'orage se calmait sous la main du temps; mais, pour le dissiper, les souverains, encore frappés de stupeur, jetaient les yeux sur la Société de Jésus, comme sur le seul corps capable de régénérer l'éducation publique. Catherine II en avait arraché les débris au naufrage; l'empereur d'Autriche, les rois de Sardaigne et de Naples s'occupèrent des moyens de les rappeler dans leurs Etats. La réaction

accanari à Vienne.

Les Paccanaristes se font recevoir dans l'Institut.

L'empereur Alexandre chez les Jésuites.

commençait : les idées chrétiennes se réveillaient dans les âmes. Il fallait développer ce mouvement vers le bien, et, à la suite de tant de calamités, chacun proclamait qu'un grand acte de réparation était nécessaire. On savait les intentions du Souverain Pontife ; on voyait les Pères de l'Institut s'empresse, comme Poczobut et Beuregard, de se mettre en route pour mourir dans le sein de leur mère. Des jeunes gens, comme les Pères Roothaan et Balandret, s'acheminaient, quelques années après, vers le Noviciat de Russie. L'empereur Alexandre, plus réservé que son prédécesseur à l'égard des Jésuites, accordait cependant sa confiance à Gruber. Le 47 juin 1802 il visita le collège de Polotsk, il salua dans son agonie le Père Kareu. Cette faveur impériale inspire à Gruber la pensée de solliciter l'admission du bref de rétablissement. Alexandre ne fit aucune difficulté pour consacrer par un ukase un des derniers actes de son prédécesseur sur le trône ; et, lorsque le 30 juillet Kareu expira, le Père Wichert put légalement convoquer l'assemblée des Profès. Elle se réunit le 4 octobre, et le 40 elle nomma Gabriel Gruber Général de la Compagnie. L'Empereur et le Conseil de justice ratifièrent ce choix, et le premier soin du Général fut de se rendre à Pétersbourg, afin de fonder une maison d'éducation pour la jeune noblesse. Un lien nouveau l'attachait à cette capitale : le comte Joseph de Maistre venait d'y arriver pour remplir les fonctions d'ambassadeur de Sardaigne : ces deux intelligences d'élite s'unirent par la plus tendre affection.

Mort du
père
Kareu.
Election
de
Gruber.

Les
Jésuites
aux co-
lonies
du
Volga.

Alexandre n'avait pas l'expansive amitié de son père. Plus calme dans ses projets, il savait beaucoup mieux que lui cacher ses impressions, et se présenter plutôt en prince qu'en homme à ceux qu'il voulait séduire par le charme de sa personne ou dominer par l'attrait de la puissance. Catherine s'était efforcée de coloniser les vastes steppes de son empire, Paul l'avait imitée, Alexandre essaya de réaliser cette féconde pensée. Le gouvernement de Saratof sur les deux rives du Volga était à peine créé. Des Allemands de toute espèce de religion et de pays affluaient dans ces colonies. L'Empereur ordonne aux Jésuites d'y préparer l'unité et d'y faire fleurir l'agriculture. La mission était difficile. Il fallait acclimater aux lois russes des familles n'ayant entre elles aucun point de contact. A l'isolement individuel les Pères devaient peu à peu substituer l'amour de la nouvelle patrie, et inspirer le sentiment religieux ainsi que le goût du travail à ces hordes nomades que le besoin poussait vers le changement. Ils se mirent à l'œuvre. Moins d'un an après le gouvernement impérial put se convaincre que l'autorité morale du prêtre a quelque chose de plus efficace sur les hommes que le sabre du soldat.

Au milieu de ces événements, le Père Cajetano

Angiolini est dépêché à Rome pour veiller aux intérêts de la Compagnie. Il arrive vers le mois de juin 1803. Il est revêtu de son habit de Jésuite. L'ambassadeur de Russie le présente officiellement au Pape sous ce costume, qui produit dans la cité éternelle une vive impression. Le Pape le bénit, il l'encourage par ses paroles, par ses larmes surtout. Bientôt d'autres joies vinrent mettre le comble à ce bonheur. Gruber consolida l'œuvre des devanciers ; Alexandre lui demande d'autres Jésuites pour ses colonies naissantes d'Odessa. Les Catholiques de Riga supplient l'Empereur de leur en donner quelques-uns, afin de se maintenir dans leur Foi, et l'Empereur, avec une tolérance pleine d'affabilité, exauce le vœu de ses sujets. Le roi de Naples, dans ce même moment, appelle auprès de lui les Pères Angiolini et Pignatelli. Ferdinand IV, à peine majeur, avait, comme le duc de Parme, subi la loi des Philosophes ; dans l'âge mûr, ce fils de Charles III revenait à des pensées plus monarchiques. La Révolution s'était abattue sur ses Etats, elle avait proscrit la famille royale, et Ferdinand comprenait que la meilleure digne à opposer au torrent était encore l'éducation. Les Jésuites n'existaient qu'en Russie, à l'abri du sceptre d'un prince attaché à l'Eglise grecque : le roi des Deux-Siciles lui écrivit. Le 30 juillet 1804, Pie VII, de son côté, adressa à Gruber le bref suivant : « Notre très-cher fils en J.-C. Ferdinand, roi des Deux-Siciles, nous a fait exposer en dernier lieu qu'il lui paraissait très-utile pour la bonne éducation de la jeunesse de son royaume, surtout dans les circonstances actuelles, d'établir dans ses Etats la Société de Jésus, telle qu'elle existe dans l'empire de Russie, soumise à la règle de saint Ignace, laquelle, parmi les devoirs qu'elle impose aux membres de cette Société, leur prescrit particulièrement d'élever et d'instruire la jeunesse rassemblée dans les collèges ou les gymnases publics. Ayant donc égard, comme nos fonctions pastorales nous en font un devoir, aux vœux de S. M. le roi des Deux-Siciles, vœux qui n'ont pour objet que le bien spirituel et temporel de ses sujets, et surtout la plus grande gloire de Dieu et le salut des âmes, de notre science certaine et de notre pleine puissance apostolique, après une mûre délibération, nous avons résolu d'étendre au royaume des Deux-Siciles la teneur desdites lettres apostoliques que nous avons données pour l'empire de Russie.

Mission
du père
Angiolini
à
Rome.

Les
Jésuites
rétablis
dans les
Deux-
Siciles.

» En conséquence, nous vous autorisons à recevoir, soit par vous-même, soit par notre cher fils Cajetano Angiolini, procureur-général, dans le sein de la Société de Jésus, établie par notre puissance à Pétersbourg en Russie, tous ceux du royaume des Deux-Siciles qui voudront y entrer.

» Nous autorisons également tous les membres de la Société de Jésus, réunis dans une

seule ou plusieurs maisons, et vivant selon la règle primitive de saint Ignace, sous votre obéissance et celle de vos successeurs, à élever la jeunesse dans toute l'étendue du royaume des Deux-Siciles, à la façonner aux bonnes mœurs, à la Religion et aux belles-lettres, à gouverner les collèges et les séminaires, entendre les confessions des Fidèles, annoncer la parole de Dieu, administrer les Sacrements, avec l'approbation de l'Ordinaire. Nous unissons et agrégeons les Jésuites du royaume de Naples, les maisons, les collèges et les séminaires qu'ils établiront, à la Société de Jésus formée en Russie. Nous les prenons sous notre protection, et les recevons sous notre obéissance immédiate et sous celle du Saint-Siège. »

En vertu de ce bref apostolique, le roi Ferdinand de Naples, par un décret du 6 août 1804, réhabilite la Société de Jésus dans les Deux-Siciles. Il proclame les services qu'elle rendit à l'Eglise et à la monarchie, ceux qu'elle leur rendra encore. Les Napolitains et les Siciliens reçoivent avec d'indicibles transports de joie les maîtres qui les ont élevés, et qui accourent pour former leurs enfants à la vertu et à la science. Joseph Pignatelli, celui qui conserva la Société à Parme, est à leur tête en qualité de Provincial. Le roi Ferdinand IV demandait aux Jésuites proscrits par Tanucci de rentrer dans le sein de la Compagnie. Trente-sept ans s'étaient écoulés depuis le jour de leur exil; la mort en avait frappé un grand nombre: il n'en restait plus que cent soixante-dix. Tous, à l'exception de trois, que des infirmités condamnaient à l'inaction, abdiquèrent volontairement la liberté qu'ils avaient subie à regret. Quelques-uns de ces Pères avaient été promus à l'épiscopat; ils furent les premiers à donner l'exemple. Ils supplièrent le Pape de leur accorder la grâce de mourir dans l'Institut. Le seul Evêque de Vérone, André Avogadro, l'obtint. Cet empressement à briger les honneurs de l'humilité, ce désistement de la plus haute fortune ecclésiastique émut si vivement l'esprit des masses qu'elles ne purent s'empêcher de manifester leurs sentiments par des fêtes auxquelles la cour s'associa. L'allégresse était dans les cœurs, et c'est au *Journal des Débats* du 40 vendémiaire an xiii (2 octobre 1804) que l'on trouve l'expression de ces félicités religieuses. Cette feuille publie, sous la date de Naples, 7 septembre, la lettre suivante :

« Le rétablissement de l'Ordre des Jésuites cause une joie universelle dans cette capitale et dans les provinces. Le jour même qu'on reçut ici le bref, LL. MM. le roi et la reine, les princes et princesses de la famille royale communèrent solennellement pour rendre à Dieu leurs actions de grâces. Le collège que les Jésuites avaient anciennement à Naples a été ouvert le jour de l'Assomption, et ils en sont déjà

en possession. Le Roi a voulu assister en personne à l'ouverture de l'Eglise, qui a eu lieu le même jour, et dans laquelle, a-t-il dit, il n'avait pas eu le courage d'entrer une seule fois depuis la suppression de cette Compagnie.

» S. M. a doté ce collège d'un revenu annuel de 40,000 ducats (172,000 livres, argent de France). La Reine a payé aussi de ses revenus les meubles nécessaires au collège, et elle se propose de multiplier encore ses largesses. Plusieurs villes et communes ont de même des maisons et des revenus pour la fondation des nouveaux collèges, et de toutes parts les particuliers portent des meubles et de l'argent. Mais ce qui est surtout remarquable, c'est l'empressement et la foule des sujets qui se présentent pour demander l'habit. Cette affluence rend les choix plus difficiles, l'examen des candidats plus sévère, et fait espérer en même temps que la Providence bénira la restauration de cet Ordre, qui, en formant une nouvelle génération et de nouvelles mœurs, peut contribuer si puissamment à la gloire de la Religion et au bonheur des peuples. »

Le *Journal des Débats* ne s'arrête point à cet enthousiasme extérieur. Il a d'autres devoirs à remplir: il faut qu'il révèle à l'Europe ce que furent et ce que seront les Jésuites. Avec un accent de conviction que tous les Catholiques admireront, il s'écrie :

« Les nouveaux Jésuites sont ce qu'étaient les anciens. Outre le même nom, le même habit, la même règle, les nouveaux vont être formés par les anciens encore subsistants, ces restes d'Israël que la Providence ne semble avoir conservés que pour être les dépositaires du feu sacré et des vraies traditions et principes de l'Institut. De sorte que, la chaîne depuis saint Ignace ne se trouvant nullement interrompue, on peut dire que les nouveaux Jésuites sont véritablement les successeurs des anciens, et que l'Ordre, sans avoir la même étendue, n'en a pas moins la même perfection: identité aussi précieuse qu'honorable, qui est tout à la fois et le garant de sa durée et la digue la plus puissante aux perfides réformes que pourraient méditer certains esprits systématiques, et la plus décisive réponse aux assertions de ses ennemis et le triomphe le plus noble qu'il ait pu remporter contre les injustes provocateurs de sa destruction.

» En remplaçant la Compagnie de Jésus sur les anciennes bases, et dérogeant pour cet effet au bref de Clément XIV, son vertueux successeur ne met nullement le Saint-Siège en contradiction avec le Saint-Siège. C'est la nécessité qui fit donner le bref de destruction, et c'est aussi la nécessité qui fait donner le bref de résurrection, avec cette différence que la première nécessité était fille de la crainte et de l'obsession où des hommes puissants tenaient ce

malheureux Pontife, auquel ils firent disperser d'un trait de plume vingt mille ouvriers infatigables qui, dans les quatre parties du monde, allaient prêchant et enseignant; que la nécessité d'aujourd'hui est la fille du temps et de l'expérience, qui nous éclaire les malheurs qui ont suivi cette fatale époque et sur le besoin de les réparer. Ce besoin, n'en doutons pas, se fera sentir dans les Etats catholiques à mesure que les haines et les préventions s'affaibliront, que l'esprit de parti s'éteindra dans les malheurs communs, que les souverains ouvriront les yeux sur leurs vrais intérêts, que l'impitié se trahira par de nouveaux excès, et que le progrès des mauvaises mœurs convaincra les esprits les plus aveugles de ce principe du grand Bacon que, pour élever la jeunesse, on ne trouvera jamais rien de mieux que les écoles des Jésuites. »

Ce fut sous cette impression, si enthousiaste dans ses retours vers le bien, que les Jésuites se virent réintégrés en Europe. Les calomnies passées s'évanouissaient; les malheurs de tous avaient forcé chaque homme à devenir équitable pour les autres. On n'avait pas encore eu le temps de se faire injuste de parti pris. En face des ruines amoncelées par la Révolution, la pensée s'échappait sans réticence, sans calcul, et elle proclamait le rétablissement des Jésuites comme le signal d'une ère plus heureuse.

Alexandre jouissait des succès que les prévisions de son aïeule et de son père lui avaient ménagés. Les schismatiques du Nord avaient conservé à la Religion romaine ses plus intrépides champions. Les Jésuites rentrent en grâce auprès du Saint-Siège et des Rois; l'empereur de Russie ne cesse de mettre leur zèle à l'épreuve. Il se trouve à Astrakhan des Catholiques arméniens qui ont besoin d'être soutenus dans leur Foi. Alexandre leur envoie des Jésuites. De concert avec le Père Gruber, il prépare de nouvelles Missions. Il va leur offrir d'autres moyens de lui témoigner sa gratitude, lorsque; dans la nuit du 23 au 26 mars 1805, Gabriel Gruber périt victime d'un incendie. Il mourut en priant pour ses frères et en bénissant son ami Joseph de Maistre, accouru sur le théâtre de la catastrophe. Cette mort était un deuil qui frappait la Chrétienté et la Russie. Elle plongeait les Jésuites dans le désespoir, car depuis longtemps Gruber apparaissait comme la providence visible de l'Ordre de saint Ignace.

Le Père Lustyg, nommé Vicaire, réunit la Congrégation le 27 août, et le 2 septembre le Père Thadée Brzozowski fut élu Général de l'Institut. Tout avait été si admirablement disposé par Gruber qu'il ne resta plus à son successeur qu'à recueillir la moisson. Les Jésuites, désormais assurés d'avoir un lendemain, songèrent à perpétuer l'enseignement par la création de professeurs en dehors de l'Université russe.

Bien persuadés que tout privilège exclusif dans l'Etat n'est que la permission légale de mal faire, ils remettent des mémoires à l'Empereur où la concurrence en matière d'instruction publique est présentée comme un avantage pour la morale et la science, comme une garantie due aux parents. Ces mémoires, dont le dernier est à la date du 11 septembre 1844, produisirent une vive impression sur Alexandre. Ils retraçaient à ses yeux les vices de l'enseignement; ils lui offraient le moyen de les combattre en stimulant l'émulation et en accordant à chaque famille la liberté du choix. L'invasion de la Russie par les armées françaises ne permit pas à l'Empereur d'appliquer ce principe, dont son caractère, naturellement juste, se promettait d'heureux résultats. Engagé dans une guerre sainte, il avait à préserver sa patrie de la servitude ou à s'ensevelir sous les ruines de l'empire. On ajourna ces projets de réforme à des temps meilleurs. Quand l'heure de les faire exécuter eut sonné, Alexandre, dominé par d'autres idées, et s'effrayant du mouvement catholique qui se propageait dans la haute noblesse et dans le peuple, recula devant cette manifestation.

La guerre éclatait: Napoléon se précipitait sur la Russie. Retirés au sein de leurs collèges, les Jésuites n'éprouvèrent que le contre-coup des calamités. Ils virent passer l'Empereur des Français marchant à la conquête de Moscou. Ils le regurent à Witepsk, où Napoléon aimait à s'entretenir avec le Père Lange, mathématicien distingué; puis, au retour de la grande armée, dans cette conjuration des éléments contre la valeur, ils accoururent offrir au corps du maréchal de Bellune les services de charité qu'ils avaient déjà rendus à celui du maréchal Gouvion-Saint-Cyr. Au milieu de ces combats gigantesques dans lesquels se jouait le sort du monde, les Jésuites n'avaient que des souffrances à attendre. Le Père Richardot devint l'ami des soldats français, ses compatriotes; et, dans la bonne fortune ainsi que dans la détresse, on vit tous les enfants de saint Ignace s'attirer les respects des deux armées par une humanité qui ne se démentit jamais. Douze Pères moururent victimes des maladies contagieuses.

Les événements militaires, les changements de dynastie réagissaient sur la Compagnie. A peine installés à Naples, les Jésuites, dès le mois de mars 1806, furent forcés de reprendre la route de l'exil. Par ordre de Napoléon, Joseph Bonaparte s'asseyait sur le trône de Ferdinand IV, et le *Monteur* annonçait laconiquement que la maison de Bourbon avait cessé de régner. Les Pères subirent les chances de sa mauvaise fortune. Pie VII ouvre à Pignatelli et aux disciples de l'Institut ses Etats, dont bientôt lui-même sera dépouillé par la violence. On lui représente qu'en agissant ainsi il attire sur sa tête toutes les colères impériales. « C'est pour

Mort de
Gruber.

Le père
Brzozowski
lui suc-
cède.

La
liberté
d'ensei-
gnement
demanda-
de par
les
Jésuites

Les
Jésuites
et la
campa-
gne de
Moscou

Les
Jésuites
expulsés
de
Naples
avec le
Roi.

le Saint-Siège et pour l'Eglise qu'ils souffrent, réplique le Pape; je dois suivre l'exemple de Clément XIII. » Lambruschini, évêque d'Orvieto, donne son séminaire aux bannis; ils en font le Noviciat de la Compagnie. C'est là que furent reçus Louis Fortis et Angelo Mai, le savant cardinal. Les autres Evêques de la Romagne forment la même demande; Pignatelli disperse ses Frères, afin de ne pas compromettre le Pontife qui leur offrait une dangereuse hospitalité. Les Jésuites sont encore sous le coup des persécutions; le Pape et les Cardinaux se trouvent comme eux captifs ou réduits à la misère. Les Religieux des divers Instituts voient leurs propriétés séquestrées par l'autorité militaire; Pignatelli fait appel à la charité. Il ne réclame aucun secours en faveur des Pères, aguerris à la douleur; il mendie dans Rome pour le Souverain Pontife et pour les Princes de l'Eglise¹. Des tribulations de tant d'espèces ont assailli cette existence, que Dieu semblait avoir destinée aux prospérités et aux gloires humaines, que Joseph Pignatelli succombe enfin sous le poids des tourments. Il a vécu dans la proscription; le 45 novembre 1814, il meurt dans la joie que les désastres terrestres inspirent aux âmes chrétiennes: il meurt après quarante-quatre années d'exil, et son dernier soupir est un hymne d'espérance.

L'espérance était au fond de tous les cœurs. L'Eglise souffrait dans son chef et dans ses membres; quelques Prélats gallicans, Du Voisin, de Pradt et Beaumont entre autres, essayèrent d'immoler le sacerdoce à l'Empire, et, plus courtoisants qu'évêques, ils soutinrent Napoléon

dans sa guerre contre la Papauté. Le mal paraissait invétéré, les événements furent néanmoins plus forts que toutes les volontés humaines. Ils emportèrent le conquérant, et ils ramenèrent en triomphe, sur le trône apostolique, le Pontife, que les acclamations populaires consolèrent d'une faute arrachée par des obsessions inouïes et de la désertion de quelques Prélats Italiens ou français.

Pendant sa longue captivité, Pie VII avait mûrement réfléchi sur les causes de tant de désastres. Il chercha le remède, et il se convainquit que l'anarchie dans les idées et dans les doctrines avait besoin d'un contrepoids. Il résolut de le demander à la Société de Jésus. En 1814, le Pape s'avouait ce que le prince de Ligne avait proclamé dès 1786. A l'aspect de la Révolution naissante, cet homme, dont l'esprit est une des gloires du dix-huitième siècle, écrivait à madame de Choisy: « Moi, qui ne suis prophète ni dans ma patrie ni dans celle des autres, je ne cesse depuis longtemps de dire, à qui veut l'entendre, que, si les Jésuites n'avaient point été chassés, on ne verrait point ce maudit esprit d'indépendance, de turbulence, de pédantisme, cette manie de faire de la politique se répandre comme un torrent qui menace tous les trônes de l'Europe. » Ainsi que le diplomate républicain Bourgoing, dans son *Tableau de l'Espagne moderne*¹, Pie VII, jetant un triste regard sur l'éducation de la jeunesse, avait tout lieu de dire: « On ne pourrait jamais croire combien cette branche essentielle de l'administration nationale est tombée de mal en pis dès le moment qu'elle a été enlevée aux mains des Jésuites. » Il savait, avec les Anglicans de bonne foi, que la Société de Jésus s'était maintenue, depuis sa naissance jusqu'à son dernier jour, sans avoir besoin d'aucune réforme; et, en 1814, le Pape pensait ce que disent les Puseyistes de 1844: « Il faut complètement admettre, posent-ils en principe², que la décadence des Ordres religieux est un fait qui se répète souvent d'une manière presque incroyable bientôt après la première ferveur d'un nouvel Institut, en exceptant toujours, ainsi que la vérité nous y force, l'illustre et glorieuse Compagnie de saint Ignace, qui, après l'Eglise visible, peut être considérée comme le plus grand miracle existant dans le monde. »

La réaction, née au contact de tant de catastrophes, ne fut pas perdue pour Chiaramonti. Moine, Evêque, Cardinal ou Pape, il avait assisté à cette Révolution que la main de l'empereur Napoléon, son ami et son persécuteur, ne pouvait plus contenir par la gloire. Tous les mobiles étaient usés; enthousiasme ou terreur, gloire ou corruption, avaient fait leur temps.

(1) *Tableau de l'Espagne moderne*, t. 1^{er}, p. 548.

(2) *Lines of the English saints* (1844), t. vi, p. 129
life of S. Adamant.

Mort de
Pigna-
telli.

Les ré-
taura-
tions de
1814.

Pour-
quoi
Pie VII
songe à
rétablir
la Com-
pagnie
de Jésus

De nouvelles idées s'emparaient des hommes, et Pie VII, témoin d'une transformation si subite, ne voulut pas rester en arrière. L'Europe entraînait dans une voie de restauration; les vieux trônes se relevaient; les jeunes dynasties, comme celles de Murat et de Bernadotte, se mettaient au service du principe de légitimité: le Pape songea à réaliser la pensée de ses jours heureux ou de ses désastres. Il lui sembla juste et nécessaire de léguer au monde un grand exemple de réhabilitation. Les Jésuites avaient été tués, parce que leur mort apparaissait aux Philosophes et aux Révolutionnaires comme un achèvement vers le triomphe de leurs idées. Mais le sacrifice imposé à Clément XIV eut-il les conséquences que ce Pape en attendait? L'Eglise, après avoir sacrifié les Jésuites, trouvait-elle la paix qu'on lui avait fait espérer? N'eut-elle pas à essuyer des assauts plus violents que jamais? Ne vit-elle pas la Révolution se dresser contre elle avec le plus incroyable des fanatismes? Pie VII énumérait ces tempêtes, dont il était le témoin ou la victime. La destruction de la Compagnie de Jésus n'avait eu pour but que d'appauvrir le Saint-Siège et de priver la Catholicité d'une phalange toujours prête à la guerre ou au martyre. Le Souverain Pontife conçut le projet de glorifier cette éternelle persécution. Soutenu par le cardinal Pacca, le courageux compagnon de ses misères pastorales, il se décide à faire pour la Chrétienté ce que jusqu'alors il n'a entrepris que dans l'intérêt de quelques royaumes.

« On peut remarquer ici, dit le Cardinal ministre de Pie VII en 1814 ¹, la conduite aussi extraordinaire qu'admirable de la Providence sur cette Société célèbre. Barnabé Chiaramonti, étant jeune Bénédictin, avait eu des maîtres et des professeurs anti-jésuites, qui lui avaient enseigné les doctrines théologiques les plus opposées à celles de la Compagnie de Jésus; or, tout le monde sait les impressions profondes que laissent dans l'esprit les enseignements de la jeunesse. Pour moi, on était parvenu à m'inspirer, dans mon adolescence, des sentiments d'aversion, de haine, et je dirai même une sorte de fanatisme contre cette illustre Société. Il suffira de dire qu'on m'avait mis entre les mains, avec ordre d'en faire des extraits, les fameuses *Lettres provinciales*, en français d'abord, puis en latin, avec des notes de Vendrok (Nicole), plus détestables encore que le texte; la *Morale pratique des Jésuites*, par Arnould, et autres livres du même genre, que je lisais et croyais de bonne foi. Qui aurait pu prévoir alors que le premier acte du Bénédictin Chiaramonti, devenu Pape, au sortir d'une affreuse tempête, en présence de tant de sectes acharnées contre la Société de

Jésus, serait le rétablissement de cette Compagnie dans l'univers catholique, et que je serais alors celui qui préparerait les voies à ce nouveau triomphe, et auquel le Pape confierait l'agréable et honorable exécution de ses ordres souverains? Témoin, à Rome, des deux époques mémorables de la suppression et du rétablissement de la Compagnie, j'ai pu juger des différentes impressions qu'elles produisirent. »

Pacca les raconte ainsi: « Le 17 août 1773, jour de la publication du bref *Dominus ac Redemptor*, on voyait la surprise et la douleur peinte sur tous les visages. Le 7 août 1814, jour de la résurrection de la Compagnie, Rome retentissait de cris de joie, d'acclamations et d'applaudissements. Le peuple romain accompagna Pie VII depuis le Quirinal jusqu'à l'église du Gesù, où l'on fit la lecture de la bulle, et le retour du Pape à son palais fut une marche triomphale. J'ai cru devoir entrer dans ces détails, conclut l'historien, pour saisir l'occasion de laisser dans mes écrits une rétractation solennelle des discours imprudents que j'ai pu tenir dans ma jeunesse contre une Société qui a si bien mérité de l'Eglise de Jésus-Christ. »

Dans ce jour de restauration, dont le Cardinal Pacca décrit les joies populaires et les retours à des idées plus justes, la bulle *Sollicitudo omnium Ecclesiarum* fut publiée à Rome. Le Pape s'y exprime en ces termes :

« Le monde catholique demande d'une voix unanime le rétablissement de la Compagnie de Jésus. Nous recevons journellement à cet effet les pétitions les plus pressantes de nos vénérables frères les Archevêques et Evêques et des personnes les plus distinguées, surtout depuis que l'on connaît généralement les fruits les plus abondants que cette Compagnie a produits dans les contrées ci-dessus mentionnées. La dispersion même des pierres du sanctuaire, dans les dernières calamités (qu'il vaut mieux aujourd'hui déplorer que rappeler à la mémoire); l'anéantissement de la discipline des Ordres réguliers (gloire et soutien de la Religion et de l'Eglise catholique, au rétablissement desquels toutes nos pensées et tous nos soins sont maintenant dirigés) exigent que nous nous rendions à un vœu si juste et si général.

» Nous nous croirions coupable devant Dieu d'un grave délit, si, dans ces grands dangers de la République chrétienne, nous négligions des secours que nous accorde la providence spéciale de Dieu, et si, placé dans la barque de Pierre, agitée et assaillie par de continuelles tempêtes, nous refusions d'employer des rameurs vigoureux et expérimentés ¹, qui s'offrent

(1) *Memorie storiche*, etc., del cardinale Bart. Pacca; parte terza, c. viii, p. 562. (Roma, 1830.)

d'eux-mêmes pour rompre les flots d'une mer qui menace à chaque instant du naufrage et de la mort. Déterminé par des motifs si nombreux et si puissants, nous avons résolu de faire aujourd'hui ce que nous aurions désiré faire dès le commencement de notre Pontificat. Après avoir, par de ferventes prières, imploré l'assistance divine, après avoir pris l'avis et les conseils d'un grand nombre de nos vénérables frères les Cardinaux de la Sainte Eglise romaine, nous avons donc décrété, de science certaine, en vertu de la plénitude de la puissance apostolique, et à valoir à perpétuité, que toutes les concessions et facultés accordées par nous uniquement à l'empire de Russie et au royaume des Deux-Siciles s'étendent désormais à tous les autres Etats. C'est pourquoi nous concédons et accordons à notre bien-aimé fils Thadée Bzrozowski, en ce moment Général de la Compagnie de Jésus, et aux autres membres de cette Compagnie légitimement délégués par lui, tous les pouvoirs convenables et nécessaires pour que lesdits Etats puissent librement et licitement recevoir et accueillir tous ceux qui désireraient être admis dans l'Ordre régulier de la Compagnie de Jésus, lesquels, sous l'autorité du Général *par interim*, seront recueillis et distribués, suivant le besoin, dans une ou plusieurs Maisons, dans un ou plusieurs Collèges, dans une ou plusieurs Provinces, où ils conformeront leur manière de vivre à la règle prescrite par saint Ignace de Loyola, approuvée et confirmée par les Constitutions de Paul III. Nous déclarons en outre (et nous leur en accordons le pouvoir) qu'ils peuvent librement et licitement s'appliquer à élever la jeunesse dans les principes de la Religion catholique, à la former aux bonnes mœurs, à diriger les Collèges et les Séminaires; nous les autorisons à entendre la confession, à prêcher la parole de Dieu, à administrer les sacrements dans les lieux de leur résidence, avec le consentement et l'approbation de l'Ordinaire. Nous prenons sous notre tutelle, sous notre obéissance immédiate et sous celle du Siège Apostolique, tous les Collèges, toutes les Maisons, toutes les Provinces, tous les membres de cet Ordre, et tous ceux qui s'y réuniront, nous réservant toutefois, ainsi qu'aux Pontifes romains, nos successeurs, de statuer et de prescrire tout ce que nous croirons devoir statuer et prescrire pour consolider de plus en plus ladite Compagnie, pour la rendre plus forte et la purger des abus, si jamais (ce qu'à Dieu ne plaise!) il pouvait s'y en introduire. Maintenant il nous reste à exhorter de

tout notre cœur, et au nom du Seigneur, tous les Supérieurs, tous les Provinciaux, tous les Recteurs, tous les Compagnons et tous les Elèves de cette Société rétablie, à se montrer en tous lieux et en tous temps fidèles imitateurs de leur Père. Qu'ils observent avec exactitude la règle donnée et prescrite par ce grand instituteur; qu'ils obéissent avec un zèle toujours croissant aux avertissements utiles, aux conseils qu'il a laissés à ses enfants!

» Enfin, nous recommandons instamment, dans le Seigneur, la Compagnie et tous ses membres à nos chers fils en Jésus-Christ les illustres et nobles princes et seigneurs temporels, ainsi qu'à nos vénérables frères les Archevêques et Evêques, et à tous ceux qui sont constitués en dignité. Nous les exhortons, nous les conjurons non-seulement de ne pas souffrir que ces Religieux soient molestés en aucune manière, mais encore de veiller à ce qu'ils soient traités avec bonté et charité, comme il convient.»

Ce fut dans l'Eglise du Gésu que, en présence de tout le Sacré-Collège et des Patriciens de Rome, la bulle fut promulguée. Le Père Pannizoni, Provincial d'Italie et Vicaire-Général, la reçut des mains du Pape. Tous les vieux Jésuites qui avaient pu accourir à cette solennité étaient là, saluant avec des larmes de piété filiale leur mère qui sortait du tombeau. Dans les familles les plus tendrement unies, le trépas ne laisse jamais de longs regrets. On se crée de nouveaux besoins, on s'arrange une autre existence. Le temps efface jusqu'au souvenir du mort, et, s'il lui était donné de ressusciter, il ne trouverait plus, même parmi ses proches, que des joies contraintes ou des désespoirs trop évidents. Au fond du cœur des anciens Pères, qui n'ont vécu que dans l'attente de cette résurrection, le même sentiment ne subsiste point. Quatre-vingt-six vieillards s'empressent de reprendre le joug de l'obéissance. Albert de Montalto, âgé de cent vingt-six ans, et qui a été Jésuite pendant cent huit années¹, est à la tête de ces vétérans de l'Ordre. Il y a un immense intervalle à remplir : les jeunes héritiers des grandes familles d'Italie s'offrent pour le combler. A côté des Angiolini, des Crassi, des Pannizoni, on voit surgir Altieri, Pallavicini, Patrizi, d'Azeglio, Ricasoli, qui de concert avec les Pères Pianciani, Sinéo della Torre, Sachetti, Manera et Secchi, apportent leur vigueur à ce corps, dont le courage n'a jamais faibli devant le danger.

La Société de Jésus renaissait après la tourmente dont sa destruction donna le signal. Les haines passées avaient été domptées par le malheur. L'Espagne la première rouvrit ses portes à la Compagnie. Les Pères Emmanuel de

ne compromettre personne, ils furent les seuls pilotes et matelots. Ce bâtiment vint croiser à l'embouchure du Tibre. Les Pères firent prévenir Pie VII qui était à sa disposition, et qu'ils pouvaient l'arracher ainsi aux mains de ses ennemis. Le Pape refusa leur offre, en disant que la persécution était nécessaire et qu'elle ne l'effrayait pas.

Le Pape au Gésu

Les vieux Jésuites.

(1) Le père de Montalto, né le 13 mai 1689, était entré dans la Compagnie le 12 septembre 1706.

Zuniga, Faustin Arevalo, François Masdeu, Pierre Roca, Juan de Ossuna, Joseph Ruiz, Soldevila, Goya, Joseph Zenzano, Pierre Cordón, Montero, Ochoa, Gaspard de Lacarrera et Villaviciencio, tous distingués comme orateurs, historiens ou professeurs, ramenaient dans leur patrie cette colonie de cent exilés survivant à tant de misères. Comme Andrès, Juan de Ocampo, Hilaire de Salazar, Joachim Pla, Raymond de Aguire et Iturriza, restés en Italie, ils avaient glorifié l'Institut par leur mérite, ils allaient le propager dans sa nouvelle existence. Le 29 mai 1815 le roi d'Espagne, petit-fils de Charles III, rendit un décret qui rétablissait la Compagnie. A l'exception du prince de Brésil, régent de Portugal, tous les autres souverains catholiques adhérèrent, au moins par le silence, à la bulle du 7 août.

La Révolution avait décimé un grand nombre de Jésuites : il ne fut donc pas possible d'en réunir beaucoup afin de commencer en France l'œuvre à laquelle ils se dévouaient. Cependant les Pères Simpson, de Clorivière, Barruel et Fontaine ne perdirent pas courage. Ils accueillirent dans leurs rangs Thomas et Godinot-Desfontaines, anciens docteurs de Sorbonne, Lorique, Roger, Desbrosses, Ronsin, Jennesseaux, Barat et Valet, qui sous le nom de Pères de la Foi, avaient, chacun dans la sphère de son zèle et en dehors de l'Institut, travaillé à la reconstruction de l'édifice.

l'ancieu
sion.

De nouveaux orages l'attendent aussitôt que ses premiers fondements sortiront de terre. Les Jésuites seront en butte aux mêmes hostilités qu'autrefois ; et cependant ils rentrent dans la lice, ils y rentrent aux applaudissements des Luthériens, dont Kern, l'un des professeurs les plus estimés de l'Université de Goettingen, se porte l'interprète : « Le rétablissement de cet Ordre célèbre, écrivait-il alors, loin de devoir nous causer de l'inquiétude, est, au contraire, d'un heureux présage pour notre siècle. D'après son organisation et sa tendance, l'Institut est la plus forte digue que l'on puisse opposer aux doctrines irréligieuses et anarchiques. D'après l'aveu de quelques Protestants eux-mêmes, et Jean de Muller va jusqu'à dire « que l'Ordre des Jésuites forme comme un rempart commun à toutes les autorités, » les Jésuites attaquent le mal jusque dans sa racine ; ils élèvent la jeunesse dans la crainte de Dieu et dans l'obéissance. Ils n'enseignent pas, il est vrai, le Protestantisme ; mais avons-nous le droit d'exiger que les Catholiques enseignent autre chose que le dogme de leur Foi, et qu'ils repoussent les moyens les plus sûrs de faire fructifier cet enseignement ? A-t-on vu sortir autrefois des collèges des Jésuites des doctrines pareilles à celles de nos écoles modernes ? Ont-ils jamais prêché la souveraineté du peuple et toutes ses funestes conséquences, comme on fait aujourd'hui dans nos universités protestan-

tes ? L'expérience nous a prouvé combien les doctrines irréligieuses et anarchiques ont fait de progrès depuis la suppression des Jésuites. « Des Universités et des Facultés philosophiques, dit Dallas, protestant anglais, remplacèrent partout, sur le continent, les collèges des Jésuites. La Foi et la raison cessèrent d'être unies dans l'éducation. On préféra la raison avec toutes ses erreurs, comme ce qu'il y a de plus élevé dans l'homme ; la Foi fut abandonnée, tournée en dérision, et connue seulement depuis sous le nom de superstition. En 1773 Clément XIV abolit l'Ordre de saint Ignace, et en 1793 un roi de France fut décapité. La raison fut déifiée : on lui ouvrit des temples. Qu'y a-t-il d'étonnant, après cela, que le Pape et les princes catholiques rappellent des hommes dont les services ont été appréciés par les Protestants, par Leibnitz et par Frédéric II lui-même ? »

Sans nous associer aux passions enthousiastes ou haineuses qui accueillirent la Compagnie de Jésus, et qui, depuis son berceau jusqu'à sa maturité, s'agitèrent autour d'elle avec des imprécations ou des chants d'amour, nous achevons dans la vérité l'œuvre qu'un profond sentiment de justice nous fit entreprendre. Nous avons étudié cette Société célèbre ; et, autant qu'une institution humaine peut être comparée à une institution divine, elle a, dans tout le cours de son histoire, été une vive, une éclatante image de l'Eglise. Comme l'Eglise, la Société de Jésus a ses Apôtres, ses Martyrs, ses Docteurs ; comme l'Eglise, elle fut, elle est, elle sera militante ; comme l'Eglise, elle a eu ses phases d'humiliation et de gloire ; mais, pour que cette Société, à qui Dieu n'a point promis que les portes de l'enfer ne prévaudraient jamais contre elle, ne pût se glorifier de demeurer stable et invincible au milieu des tempêtes, on la vit un jour succomber sous les coups de ses ennemis. Elle s'est relevée ; car les Pontifes savent qu'ils peuvent toujours adresser aux Jésuites les paroles que le Christ faisait entendre à ses disciples : « Vous serez heureux lorsqu'ils vous maudiront et vous persécuteront, et lorsque, à cause de moi, ils diront faussement toute sorte de mal contre vous ; vous serez heureux lorsque les hommes vous haïront, lorsqu'ils vous sépareront de leur société et vous couvriront d'opprobres, lorsqu'ils rejeteront votre nom comme mauvais à cause du Fils de Dieu. Réjouissez-vous alors et tressailliez de joie, parce qu'une grande récompense est pour vous au ciel, parce que leurs pères ont ainsi traité les prophètes. »

L'outrage et la calomnie n'ont donc pas manqué aux enfants de saint Ignace. La guerre prédite aux Apôtres ne les a point effrayés ; ils s'y attendaient, et l'Eglise avec eux. Ils ont combattu à toutes les époques et dans toutes les conditions. Nous avons raconté ce duel de trois cents années entre le vice et la vertu, entre le mensonge

et la vérité. L'examen sérieux des faits doit suffire pour révéler à tout esprit attentif le mérite ou l'imperfection d'un pareil Institut ; mais en dehors de l'histoire il reste une appréciation morale à établir. Afin de juger un homme ou une Société religieuse, il faut connaître ses amis et ses ennemis, ses admirateurs et ses improbateurs. Voyons donc quels furent les Saints, les Papes, les Rois, les Evêques, les héros, les grands magistrats, les illustres écrivains, qui attaquèrent ou qui défendirent l'Ordre de Jésus.

L'Eglise a, dans les trois derniers siècles, compté parmi ses élus de pieux, de savants personnages, des Prêtres dont le nom seul est un titre de gloire. Tous, sans aucune exception, furent pendant leur vie les apologistes ou les protecteurs de l'Institut : saint Charles Borromée et saint Thomas de Villeneuve, saint Gaétan et saint Jean-de-Dieu, saint Pie V et saint Louis Bertrand, saint Philippe de Néri et saint Camille de Lellis, sainte Thérèse et sainte Madeleine de Pazzi, saint François de Sales¹ et saint Vincent de Paul², saint André Avellin et saint Alphonse de Liguori.

En regard de ces noms, qui portent avec eux leurs preuves de science et de piété, il est impossible de faire surgir un homme offert à la vénération des autres hommes, et qui vienne rendre témoignage contre les Jésuites. Tous les Saints, à dater de l'origine de la Compagnie, ont marché avec elle, ont combattu pour elle. Aucun d'eux ne lui a été hostile ou même indifférent.

Trente-quatre Papes, depuis Paul III jusqu'à Grégoire XVI, se sont assis sur la Chaire apostolique. C'est à peine si parmi ces Pontifes, si puissants par leurs vertus et par leur sagesse, on en trouve trois qui se soient mis en dissension avec les Jésuites sur quelques points de leur Institut. On ne cite que Paul IV, Sixte-Quint et Innocent XI ; encore leur opposition procède-t-elle plutôt d'idées particulières que de l'ensemble des Constitutions. A part ces trois chefs de l'Eglise, qui essayèrent de modifier l'Institut tout en estimant les Pères et en cherchant à mettre en relief le courage des uns, le savoir des autres, le zèle de tous, il n'y eut que Clément XIV que les circonstances forcèrent à leur devenir hostile. Les trente autres Souverains Pontifes tinrent à honneur de se servir du bouclier qu'Ignace de Loyola sut léguer à la Catholicité.

Les Papes avaient adopté la Société de Jésus : ils la poussaient à l'avant-garde, ils la jetaient

dans toutes les mêlées théologiques, ils faisaient couler son sang sur chaque rivage du Nouveau-Monde. Les Rois ne restèrent pas en arrière du mouvement que Rome imprimait. Pour une Elisabeth et un Jacques d'Angleterre, pour Joseph de Portugal et Charles III d'Espagne, on voit s'élever en leur faveur Charles-Quint et Philippe II, les Empereurs d'Allemagne depuis Rodolphe jusqu'à Marie-Thérèse, Henri IV et Etienne Bathori, Louis XIV et Sobieski, Jean III et Jean V de Portugal, Frédéric II de Prusse et Catherine de Russie. Tous les princes du Nord ou du Midi suivent l'exemple que donnent ces monarques, grands dans les combats, plus grands encore dans le conseil.

Il en fut de même pour les Cardinaux. Bourbon et Lorraine, Truschez et Polus, Baronius et Allen, Gonzague et Savelli, Madrucci et Commendon, Moroni et Spinoso, Tournon et Gondi, Grosbeck et Gusman, Sandoval et Spinola, d'Armagnac et Spada, Farnèse et Ludovisi, Ubaldini et Richelieu, Hosius et Delphini, Barberini et des Ursins, d'Ossat et du Perron, del Monte et du Bellay, Furstemberg et La Tremouille, Janson et Fleury, La Roche-Aymon et della Cueva, d'Estrées et de Mailly, ne forment-ils pas dans la balance de l'Eglise un contre-poids aux quelques membres du Sacré-Collège qui, comme les Cardinaux Odet et de Châtillon, de Retz, de Noailles, Passionei et Saldanha, mirent au service des adversaires de la Compagnie leur apostasie, leurs turbulentes passions ou leur vertu janséniste ?

Ici ils ont pour implacables adversaires les généraux du Protestantisme : Gustave-Adolphe et Bethlen-Gabor, les Nassau et les Saxe-Weimar, Christian de Brunswick et Mansfeld ; là tous les maîtres dans l'art de la guerre, tous les héros du Catholicisme et des monarchies : don Juan d'Autriche, Anne de Montmorency, Farnèse, Buquoi, Colloredo, Spinola, Gonzague, Lannoy, Walstein, Piccolomini, Tilly, Tourville, Rantzau, Condé, Turenne, Villars, Bellefonds, Berwick, le prince Eugène, Broglie et d'Estrées les accueillirent sous leurs tentes. Au sein de la victoire ainsi que dans les loisirs de la paix, ils en font les directeurs de leur conscience et souvent les arbitres des négociations.

Sur chaque siège épiscopal, comme à la tête des armées, les Jésuites ne trouvent que des amis. Si, à de rares intervalles, ils ont pour antagonistes Eustache du Bellay, évêque de Paris ; Melchior Cano, Trévisan, patriarche de Venise ; Henri de Sourdis, archevêque de Bordeaux ; Juan de Palafox, Cardenas, de Boonen, archevêque de Malines ; Jansénius et les quelques Prélats adhérent à ses doctrines, ils évoquent dans la Chrétienté les noms les plus illustres. Bandini, archevêque de Sienné ; Guerrero, archevêque de Grenade ; Loaysa, premier ar-

(1) Marsollier, au tome II de la *Vie de saint François de Sales*, raconte que le pieux Prélat disait : « Les Jésuites sont le rempart le plus sûr à opposer aux hérétiques. »

(2) Saint Vincent de Paul, en s'adressant aux Lazaristes, leur recommandait de se regarder comme des serviteurs chargés de la besace de saint Ignace et de ses compagnons, ou comme des pauvres qui recueillaient les épis échappés aux moissonneurs. (*Vie de saint Vincent de Paul*, par Abelly.)

chevêque du Pérou; Corniewicz, primat de Pologne; Hovius, archevêque de Malines; La Buchère, archevêque de Narbonne; de Marca, archevêque de Toulouse; Péréfixe, archevêque de Paris; Abelly, Bossuet, Fénelon, Brancas, Massillon, Auet, Villeroi, Saint-Albin, Christophe de Beaumont, La Motte d'Orléans et Vintimille, acceptent, au nom des Eglises de France, d'Espagne, de Germanie et de Pologne, une solidarité que leurs successeurs n'ont pas plus répudiée que leurs devanciers. Nous citons tous les adversaires des Jésuites dans l'épiscopat; il serait impossible d'énumérer leurs patrons ou leurs amis.

Dans chaque Ordre religieux où les rivalités de corps ont dû faire naître des antagonistes à la Société de Jésus, chez les Bénédictins ainsi que chez les Frères Prêcheurs, parmi les Chartreux et les Franciscains, au milieu des Conventuels et des Augustiniens, des Carmes et des Trinitaires, des Pères de la Merci et des Théatins, des Basiliens et des Barnabites, c'est toujours l'éloge de la Compagnie de Jésus qui sort de chaque bouche éloquente ou pure, toujours la plus cordiale affection qui se développe dans les Chapitres généraux ou dans les ouvrages des érudits. Jean d'Avila, Olier et Lasalle, Bernard le pauvre Prêtre et Grignon de Montfort, Eudes et Boudon, Diégo de Andrade et Le Nobletz, Aubert Mirée et Bourdoise, marchent sur les traces de ces moines qui, comme Alphonse de Saint-Victor, Josaphat, Bruno, Didace Nisennus, Jérôme Garcia, Foscarari, Louis de Grenade, Barthélemy des Martyrs, San-Gallo, Louis Miranda, Pierre de Valderrana, Alphonse Remond, Paravisinus, Ponce de Léon et Antoine Diana, glorifièrent les Jésuites par leur affection ou par leurs écrits.

Dans le même temps les disciples de saint Ignace se voyaient en butte à des hostilités sorties du cloître. Fra Paolo, Fra Fulgenzio, Artiaga, Quesnel, Gerberon, Desmarests, Petit-Picé, le capucin Norbert, l'abbé Coudrette et l'abbé Tailhé, poursuivaient la Compagnie avec toutes sortes d'armes; mais ce n'était pas à elle seulement que leurs coups s'adressaient. Ils remontaient jusqu'à la Chaire apostolique, et, afin de renverser le Saint-Siège, ils apprenaient à calomnier ses plus vigoureux athlètes. Au sein des Parlements et chez les hommes d'Etat, le même esprit se manifeste, les mêmes tendances sont signalées. Si Marion et Servin, Achille de Harlay et Auguste de Thou, l'abbé Pucelle et Chauvelin, Pombal et d'Aranda, Choiseul et Florida-Blanca, Campomanès et Tanucci repoussent avec violence ou frappent à mort la Société de Jésus, ce n'est, à coup sûr, ni pour faire triompher la Religion ni pour mieux affermir les trônes. Ils ont d'autres idées à populariser; et, s'ils ne viennent pas à la suite des Christophe de Thou, Séguier, Chiverny, d'Aligre, La-

moignon, de Gesvres, Radzivill, Novion, d'Avaux, Mathieu Molé, de Harlay, d'Argenson, Colbert, Boucherat, Bellièvre, Lestonac, Caulet, Juan de Véga, Pellot, Villeroi, Croissy et Garcia de Loaysa, protéger l'Institut sur leurs sièges de chanceliers et de magistrats, ainsi que dans les conseils des princes, il ne faut pas oublier les motifs historiques de cette répulsion.

Ces motifs ne seront un secret pour personne quand chacun, invoquant la vérité, mettra en parallèle les écrivains et les orateurs qui, pendant ces trois siècles, se prononcèrent pour ou contre les Jésuites. D'un côté apparaissent Calvin, Bèze, Osiander, Kemnitz et l'école protestante, au secours desquels Etienne Pasquier, Arnauld, Saint-Cyran, Nicole, Pascal, Sacy, Racine, Barbier d'Aucour, Lenoir, Mongeron, Laborde, Voltaire, d'Alembert, Duclos et tous les Philosophes du dix-huitième siècle apportent l'artillerie de leurs sarcasmes. De l'autre côté s'élève, dans la majesté de leur génie, dans l'éclat de leur foi ou dans les franchises de leur indifférence, Versoris et Patru, Fabri et Muret, Racan et Mailherbe, le Tasse et Corneille, Sponde et Cornet, Fléchier et Bossuet, Massillon et Fénelon, Juste Lipse et Grotius, Leibnitz et Bacon, Descartes et Montesquieu, Maffei et Bufon, Farinacci et Bausset, Klopstock et Schœll, Jean de Muller et Lalande, Rémusat et Muratori, Ulloa et de Boze, Maistre et Bonald, O'Connell et Chateaubriand.

C'est en face de ces noms, portant tous avec eux une signification religieuse ou politique; c'est à la vue de cette comparaison rétrospective, mais que chacun peut prendre dans le vif amour de soi, que l'on se fera une idée exacte de la Société de Jésus. En dénombrant ses partisans ou ses adversaires, en étudiant la vie des uns et des autres, le doute même n'est plus possible. Les Jésuites ont été le rempart du Christianisme, ils sont morts pour l'Eglise après une lutte de deux cent trente années, ils succombèrent sous les efforts d'une immense coalition qui prit l'incrédulité pour drapeau, la justice humaine pour marchepied et les Rois pour complices. Alors il se trouva un Pape qui, dans l'espérance d'amortir toutes ces colères déchaînées, se laissa forcer la main, et sacrifia l'Ordre de Jésus.

Ce sacrifice, arraché au Saint-Siège, était un irrécusable témoignage de faiblesse: il ne servit qu'à rendre plus hardis ceux qui devaient déposer toute pensée de destruction sur le tombeau des Jésuites. Les Pères étaient les têtes de colonne de l'Eglise, les promoteurs de l'éducation, les apôtres des Gentils. Ils portaient la lumière aux peuples assis à l'ombre de la mort, ils réveillaient la Foi dans les cœurs, ils apaisaient les troubles de l'âme, ils calmaient l'effervescence des passions. On conjura, on obtint leur ruine; mais cette ruine si ardemment désirée fut le signal

des désordres de l'intelligence. Elle engendra des crimes et des folies de tant d'espèces que Pie VI et Pie VII, les deux Souverains Pontifes appelés à en subir les conséquences, ne voulurent pas laisser à leurs successeurs le privilège de réhabiliter cet Institut, que des inimitiés calculées avaient tué dans le passé. En face des désespoirs de la Catholicité, ils travaillèrent à la résurrection des Jésuites; et Pie VII, à peine de retour dans la capitale du monde chrétien, leur rouvrit le champ-clos des persécutions et du martyre. Tout aussitôt ils virent renaître autour d'eux les mêmes préventions, les mêmes ennemis et les mêmes défenseurs.

La lutte que la Révolution naissante avait

commencée par ses hommes de génie, elle la continue maintenant par ses avortons. Les Jésuites sont proscrits de la France libérale et constitutionnelle au moment même où les Etats-Unis, la Suisse démocratique, les provinces anglaises et les républiques du Nouveau-Monde les appellent pour raviver l'esprit chrétien. Ces haines sans motifs apparents, ce fanatisme à froid se déguisant à peine sous une moqueuse hypocrisie, ces apothéoses raisonnées ont quelque chose de si profondément instructif que nous ne désespérons pas d'avoir assez de courage pour les raconter un jour; car ce sera le plus beau triomphe décerné aux Jésuites, et le seul dont ils n'aient pas su profiter.

INTRODUCTION

AU SIXIÈME ET DERNIER VOLUME DE L'ÉDITION FRANÇAISE.

En achevant le cinquième volume de l'*Histoire de la Compagnie de Jésus*, je m'avouais que mon œuvre ne serait complète qu'après avoir réuni dans un dernier tableau les vicissitudes que les Jésuites ont eues à subir depuis qu'en 1814 Pie VII rétablit leur Institut sur ses anciennes bases. Mais la difficulté de parler des vivants, comme en parlera l'histoire, sans colère et sans flatterie, les obstacles qui devaient entraver la marche du récit, l'impossibilité de se procurer les matériaux nécessaires, impossibilité naissant de la prudente réserve des uns, de la forfanterie machiavélique des autres, tout semblait me condamner à un silence que je déplorais, mais dont cependant j'acceptais les conséquences. Je m'y serais résigné et j'aurais attendu des jours plus tranquilles. Néanmoins à l'instant où chacun vient, armé de romans obscènes, de calomnies philosophiques et d'impostures parlementaires, jeter le défi à l'Ordre de Jésus, ne se défendant que par la prière, par d'inutiles ou d'éloquents travaux et par l'exercice de la charité, j'ai pensé qu'au milieu de ce débordement d'outrages, il était digne de l'histoire de faire entendre une voix plus calme.

Il ne s'agira plus dans ce dernier volume de distribuer la vérité à ceux qui nous précèdent dans la vie ; c'est de nos contemporains qu'il faut s'occuper. Nous n'aurons plus besoin de remonter le cours des siècles et d'interroger de poudreuses archives. La narration que je reconstruis s'est passée sous nos yeux. Les hommes que je vais avoir à peindre par leurs actes, par leurs discours, par leurs ouvrages, existent encore. Les uns sont tombés du pouvoir, les autres y ont été portés par une révolution ; tous agissent sous l'inspiration de leur conscience mal éclairée ou sous la torture morale d'une frayeur qui semble ridicule aux hommes raisonnables.

Cette frayeur que l'on cherche à imposer aux masses, en grandissant outre mesure les forces de l'influence de la Compagnie de Jésus, n'a jamais troublé mon intelligence. J'ai vu de très-près les Jésuites ; je les ai étudiés dans leur vie privée ou publique, dans leurs correspondances les plus intimes, dans leurs Missions au delà des mers, dans leurs relations avec les peuples et avec les princes. Jusqu'à l'époque de leur rétablissement, j'ai raconté cette existence si pleine de dangers ignorés, de sacrifices quotidiens, de

pénibles devoirs et de travaux non interrompus. Dans un temps où la vérité dite sans acrimonie, mais aussi sans pusillanimité, attire trop souvent sur l'écrivain indépendant d'injustes colères et des accusations qui n'ont jamais besoin de faire leurs preuves pour commander les croyances, cet ouvrage a joui d'un de ces rares bonheurs auquel l'*Histoire de la Vendée militaire* m'avait déjà habitué.

J'ai froissé sans doute beaucoup de préjugés, démasqué plus d'une imposture, rompu en visière à beaucoup d'erreurs. Pour arriver à ce résultat, j'avais eu tout ce qu'un auteur peut ambitionner. De précieux matériaux, puisés aux sources les plus sacrées, comme aux plus impures, furent mis à ma disposition ; et je suis entré dans le récit des événements appuyé sur tant d'autorités venues de tous les points à la fois que personne n'a pu mettre en suspicion les documents que j'évoquais, documents qui jetaient une lumière si vive et si inattendue sur cette histoire. Je justifiais les Jésuites d'une multitude de crimes impossibles, mais que la calomnie faisait accepter par leur impossibilité même ; et les adversaires les plus acharnés de la Compagnie ne m'ont pas déclaré atteint et convaincu de jésuitisme. Lorsque la passion du vrai m'ammenait à condamner les actes répréhensibles de quelques Jésuites, à blâmer des tendances, des opinions qui me semblaient contraires à l'Institut fondé par saint Ignace de Loyola, les amis les plus exaltés de cette Société n'incriminèrent point mes jugements. Les Jésuites eux-mêmes furent les premiers à encourager, à respecter cette indépendance. Par une faveur tout exceptionnelle, les deux camps proclamèrent ma franchise et se turent devant les sévérités de l'histoire.

La plupart des journaux de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, de Belgique, de Suisse et des Etats-Unis se sont occupés de cet ouvrage, qui joignait l'intérêt de la nouveauté à celui plus puissant encore de l'actualité. Tous, en se plaçant chacun à son point de vue, ont longuement discoursé sur le plus ou le moins de mérite littéraire de l'œuvre ; il n'est venu à la pensée de personne de mettre en doute les faits et les documents que de patientes études, que de longs voyages, que d'heureuses découvertes me fournissaient l'occasion de révéler. J'avais jugé sans prévention la Compagnie de

Jésus ; les feuilles politiques ou littéraires de l'Europe ont examiné mon livre avec la même impartialité. J'avais cherché à rester toujours dans les bornes de l'équité ; on a voulu être juste à mon égard , et , au milieu de l'irritation des esprits , cet éloge accordé à la conscience de l'écrivain m'a profondément ému.

De nombreuses contrefaçons de *Histoire de la Compagnie de Jésus* ont été faites hors de France, de plus nombreuses traductions ont paru dans chaque langue ; toutes servent à proclamer un succès auquel l'audace de la vérité a beaucoup plus contribué que le talent. Je n'aurais pas poussé plus loin mon travail , si des voix amies et qui , par la sagesse de leurs conseils , ont tout empire sur ma volonté , ne m'eussent fait une obligation de terminer l'ouvrage que l'Eglise et le monde catholique avaient accueilli avec quelque faveur.

Comme le poète , on me condamnait à marcher à travers le feu. On m'appela à expliquer des choses inexplicables pour ceux qui vivent en dehors du jeu des intrigues parlementaires. On m'imposait la tâche de saper le fragile édifice de grandeur qui n'exista que dans l'imagination d'un petit nombre d'hommes dont ces mensonges popularisent le nom et accroissent la fortune ; on me demandait de montrer sur pièces l'action des Jésuites depuis 1814 jusqu'à nos jours ; on me faisait une loi de les suivre en Europe et sur les continents du Nouveau-Monde ; on voulait savoir ce qu'il y avait de réel ou de faux dans cette omnipotence d'une Société à laquelle ont été attribués les mesures les plus néfastes de la Restauration , les actes les plus sanglants du règne de Ferdinand VII d'Espagne , l'opiniâtre résistance des Catholiques belges à la réaction protestante de Guillaume de Nassau ; on m'interrogeait sur les événements qui , depuis les Révolutions de 1830 , attachent inévitablement à leur suite le nom de quelques Pères de l'Institut. On les accusait sans preuves , on les défendait avec des colères éloquentes de conviction. Dans les feuilles publiques comme à la tribune , dans les conseils du Saint-Siège ainsi qu'au milieu des calamités de la guerre intestine , la Société de Jésus apparaissait dominant la situation , soufflant au cœur des uns le feu des discordes civiles , inspirant aux autres un sentiment de terreur qu'ils affectent de ressentir afin de le communiquer.

Avant de me décider à retracer cette dernière phase de l'Institut , j'avais besoin de m'entourer de toutes les lumières et d'étudier sur place les conflits que l'imprudence ambitieuse de quelques agents subalternes a provoqués entre le Saint-Siège et le gouvernement français. Je désirais approfondir quelle part la cour apostolique et les Jésuites avaient prise au drame dont la Suisse a été et sera le théâtre. Je souhaitais de savoir comment , à travers tant de secousses et tant de luttes , la Compagnie avait pu se reconstituer en

Europe ; par quels moyens elle avait reconquis dans l'univers cette autorité morale si chaudement disputée ; par quelles mystérieuses combinaisons elle est devenue , en s'échappant de ses ruines , un objet d'admiration ou d'effroi. Il m'importait d'apprécier loin de Paris des faits si contradictoires , et que la malveillance , spéculant sur la crédulité , prenait plaisir à dénaturer d'une si étrange façon.

Il me répugnait de m'en tenir à des déclarations officielles qui , à mes yeux , ne pouvaient être que des ruses de chancellerie. Je suis allé à Rome et , sans demander aux parties intéressées le secret qui ne leur appartient pas en propre , j'en ai cependant assez vu , assez appris pour rendre un compte fidèle de cet escamotage diplomatique dans lequel certains Prêtres français ont joué un rôle aussi déplorable pour le caractère dont ils sont revêtus que pour leur dignité personnelle.

Les relations du Saint-Siège avec les puissances ont toujours eu quelque chose de mystérieux. La cour pontificale s'entoure de réserve comme d'un vêtement. Elle comprend qu'en dehors des intérêts humains qui cherchent à s'étayer de son approbation tacite ou patente , elle a une force divine dont elle doit sauvegarder le prestige tout en le dérober aux regards. Elle agit peu , lorsque la Foi ou la conscience des peuples ne sont pas menacées ; mais , de 1814 à 1845 , elle a donné assez de gages de sa prudente fermeté pour espérer qu'elle aura toujours le courage de ses justices comme elle n'a cessé d'avoir le courage de ses vertus. Dans les circonstances difficiles où la Compagnie de Jésus s'est trouvée et se trouve encore placée , le Saint-Siège ne lui fit jamais défaut , car il sentait que les imprécations contre les Jésuites n'étaient en Allemagne et en France , en Suisse et en Espagne qu'un cri de guerre , un signal de ralliement donné par les moqueuses hypocrisies de l'impiété révolutionnaire , se liguant avec tous les fanatismes. Il fallait un mot de passe à ces indignations de commande qui , après avoir renversé les trônes , aspirent à briser la pierre sur laquelle Dieu a bâti son Eglise. Pour triompher plus sûrement , elles avaient formé le complot d'associer la papauté à un plan dont elles ne cachaient ni les ramifications ni le but. On essaya d'entraîner le Saint-Siège dans la voie fatale des concessions. Il vit le piège et ne dut pas consentir à s'y laisser prendre. On démantelait la Compagnie de Jésus afin d'arriver presque sans coup férir au cœur de la Catholicité. Le Père commun a résisté à des obsessions inouïes dans les fastes de la diplomatie , à des menaces irréalisables , à de fallacieuses promesses , à des engagements imposteurs. Il a mieux aimé écouter le cri de sa conscience que de prêter l'oreille aux mensonges dorés.

La cour de Rome a suivi l'exemple de son chef.

C'est donc une histoire prise *de vivo* que j'écris aujourd'hui. Il faut montrer quelle est la puissance de certains mots sur des imaginations en travail de crédulité ou sur des natures mal-faisantes mettant de stupides préjugés au service de leurs intérêts égoïstes et de leurs calculs irréligieux. *L'Histoire de la Compagnie de Jésus* a été commencée quand l'orage menaçait les Jésuites, je l'achève au moment où la tempête éclate sur eux. Les guerres civiles faites en l'honneur d'un principe politique ou au détriment des rois et de la liberté des peuples ne sont plus possibles. Il ne reste au cœur de l'Europe qu'une agitation fébrile. Cette agitation emporte les esprits vers les idées religieuses. Les uns veulent à toute force maintenir l'intégrité de leur Foi, les autres aspirent à passer le niveau des innovations et de l'incrédulité sur les cultes vivaces. Le monde est encore devenu au dix-neuvième siècle un vaste champ-clos théologique. Ce mouvement, qui se traduit de tant de manières différentes, mais qui domine la France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie polonaise, les provinces rhénanes, la Prusse, la Belgique, la Saxe, l'Espagne, l'Italie et la Suisse, n'est pas de ceux qui s'arrêtent à un premier choc ou qui se laissent comprimer par les caprices d'un Souverain.

L'origine de cette conflagration remonte au désenchantement politique, à des espérances déçues et au besoin de tenir l'univers attentif au bruit qu'aspirent à faire des intrigants que le hasard hissa un jour au pouvoir. Ces intrigants usèrent tous les ressorts terrestres. Sans autre Dieu que leur intérêt, sans autre mobile que des calculs individuels, ils ont essayé de soulever des passions qu'ils croyaient éteintes. Ces passions se dressent devant leur scepticisme moqueur avec toute la vivacité des croyances anciennes ou d'un prosélytisme nouveau.

L'Europe tend à une dissolution chrétienne ou à une reconstitution catholique. Tout sera bientôt mûr pour ce suprême effort de la pensée humaine. Chacun le prépare avec les moyens qui lui sont propres. Quand le jour sera venu, chacun marchera sous le drapeau de ses con-

victions ou de ses rêves ambitieux; chacun se dévouera pour sa Foi menacée ou combattra pour l'athéisme légal. Déjà on inaugure son règne en appelant l'exil ou la mort sur la tête des Jésuites.

Je ne veux ni défendre les pros crits ni attaquer les pros criteurs. Ce double rôle que remplit la presse militante ne convient pas aux allures de l'histoire. Elle n'a jamais été sous ma plume un panégyrique ou un pamphlet; je tiens à lui laisser la dignité de son indépendance. Il est nécessaire que toutes les positions soient nettement tranchées, que tout soit révélé, car ce n'est pas seulement l'Institut de Loyola qui est mis en péril, mais la Catholicité tout entière. Nous ne faisons appel ni aux passions, ni aux espérances, ni aux terreurs; nous ne marchons appuyé que sur la vérité. Si elle se trouve souvent en opposition avec des erreurs habilement accréditées ou avec des exagérations convenues, si elle froisse des amours-propres mal engagés, si elle dévoile de cauteleuses intrigues, si elle brise le masque de quelques hypocrisies diplomatiques, parlementaires ou sacerdotales, ce sera beaucoup moins à l'écrivain qu'aux actes et aux pièces officielles qu'il faudra s'en prendre. L'écrivain aura rempli son devoir jusqu'au bout, ne se préoccupant jamais des conséquences que pouvait entraîner une démonstration logique, et marchant sans crainte comme sans forfanterie provocatrice au milieu des événements que, pour le besoin de sa cause, chacun a essayé de dénaturer.

Nous avons été en position de pénétrer le secret d'un grand nombre d'injustices calculées. De quelque côté qu'elles viennent, qu'elles naissent de la lâcheté ou de la trahison, de l'impéritie ou de la méchanceté, il importe de les mettre à nu. Tout en respectant les personnes et les convictions, nous ne pouvons pas néanmoins transiger avec les devoirs de l'historien. Dans un temps où l'on se permet tout, il faut tout dire.

J. CRÉTINEAU-JOLY.

Portici, 4 septembre 1843.

CHAPITRE XXXIX.

Expulsion des Jésuites de Russie. — Jalousie des Papes et des Universitaires. — Missions de Sibérie et d'Odessa. — Bzrozowski et Joseph de Maistre. — Exigences de l'Université de Vilna. — Les Jésuites demandent que le Collège des Polotski soit érigé en Université. — Alexandre hésite. — Portrait de Joseph de Maistre. — Il prend parti pour les Pères. — Le Czar consent. — Projet des Jésuites de passer en Espagne, en 1812. — Réponse du prince Galitzin, ministre des cultes. — La Société biblique. — Caractère d'Alexandre. — Il autorise la Société biblique. — Les évêques du rite romain y entrent. — Les Jésuites la combattent. — Accroissement des Catholiques. — Conversion du neveu de Galitzin. — Lettre du Père Billy. — Le prince Galitzin et les Papes préparent la chute de la Compagnie. — Moyens qu'ils emploient. — Retour d'Alexandre dans sa capitale. — Ukase qui exile les Jésuites de Saint-Petersbourg. — Alexandre base sur des motifs religieux son décret de proscription. — L'Invalide russe et le Père Rozaren. — Causes secrètes des ménagements de l'Empereur à l'égard des Jésuites. — Saisie de leurs papiers. — Bzrozowski écrit à Alexandre. — Il demande à partir pour Rome. — L'Empire de Russie devient simple province de l'Ordre. — Les Jésuites expulsés de Russie. — Rapport du prince Galitzin. — Accusations qu'il contient. — Les Jésuites missionnaires. — Le Père Griuel au Volga. — Le Père Coince à Riga. — Ses œuvres de charité et d'éducation populaire. — Retour d'Alexandre dans sa capitale. — Le Père Gilles Henry au Caucase. — Sa correspondance. — Napoléon a voulu envoyer des Jésuites en Perse. — Les Missionnaires refusent de rester dans leurs missions sous un autre nom. — Mort d'Alexandre. — La Compagnie de Jésus à Rome. — Ses premiers collèges. — Charles-Emmanuel, roi de Sardaigne, se fait Jésuite. — Mort de Bzrozowski, Général de l'Ordre. — Le Père Pétrucci, désigné Vicaire, fixe la Congrégation générale. — Le Cardinal della Genga et son opposition. — Les Jésuites s'adressent au Pape par le Cardinal Consalvi. — Intrigue ourdie pour modifier les Constitutions. — La Congrégation s'assemble. — Elle frappe de déchéance le Vicaire-Général. — Louis Fortis est nommé chef de l'Ordre. — Condamnation de ceux qui ont voulu porter la discorde dans l'Institut. — Commissaires nommés pour la révision du Ratio studiorum.

A peine la Société de Jésus fut-elle reconstituée dans le monde catholique, qu'elle se vit bannie de l'Empire devenu son second berceau par les soins de l'impératrice Catherine et de Paul I^{er}. Le jour des restaurations était arrivé ; les rois de la maison de Bourbon, à l'exemple du Souverain Pontife Pie VII, essayaient de réparer la grande iniquité contre laquelle Catherine de Russie et Frédéric II de Prusse protestèrent si énergiquement. Les Jésuites étaient réhabilités par le Saint-Siège et par les Rois qui avaient pros crit l'Institut ; dans le même temps, la Russie, leur patrie d'adoption, les repoussait de son sein. Après les avoir reçus exilés, elle semblait regretter la bonne foi de son hospitalité et dénoncer à l'Europe les Religieux préservés de la mort. Ce revirement d'idées pouvait être fatal à la Compagnie de Jésus ; il l'exposait à des soupçons qui, inévitablement, avaient réveillés les vieilles haines ; il embarrassait ses premiers pas sur un sol encore mal affermi. Le Czar, au plus haut point de sa puissance militaire et morale, eût été pour les disciples de saint Ignace, ses sujets ou ses hôtes, un ennemi dangereux ; Alexandre trouva assez de justice dans son cœur pour ne pas laisser dénaturer les motifs de l'expulsion des Jésuites ; il n'en fit pas mystère, il ne s'attacha point à propager contre eux des

mensonges que leurs ennemis de tous les temps auraient accueillis avec avidité. Cette expulsion n'eut rien de déshonorant ni pour la conscience ni aux yeux des hommes, elle fut le produit d'une rivalité de religion. L'Empereur et le gouvernement russe la présentèrent dans ces termes ; l'Europe l'accepta ainsi : pour la faire comprendre, il n'y a donc qu'à développer les événements et les caractères.

Tant que les Jésuites, encore peu nombreux, s'étaient occupés de reconstruire leur Société avec les débris du naufrage, le Clergé russe et le corps enseignant n'avaient fait éclater aucune défiance contre ces pros crits. Sans prendre ombrage de leur aptitude pour élever la jeunesse, on les laissait, au fond de la Russie-Blanche ou au milieu des colonies du Volga, porter l'Evangile et la civilisation. Mais, lorsque l'amitié de Paul I^{er} pour le Père Gruber et les rapides succès d'une milice à peine réorganisée et toujours aussi modérée que savante eurent placé les Jésuites sur un plus vaste théâtre, les Papes et les Universitaires de Vilna sentirent qu'un coup funeste allait être porté à leur omnipotence. La comparaison que toutes les intelligences établissaient tournait à leur détriment. Ils s'avoient leur infériorité dans les lettres humaines comme dans les sciences divines. Trop humiliés,

Jalousie des Papes et des Universitaires.

Expulsion des Jésuites de Russie.

trop tenus en servitude pour se relever de cet abaissement normal, ils ne consentaient pas cependant à perdre le dernier reflet de pouvoir qui assurait leur précaire existence. Le Pope russe n'est pas dans les conditions du Prêtre catholique; il ne peut en avoir l'obéissance raisonnée, il n'en a jamais eu l'éducation, la charité et le zèle. On ne le voit point, aumônier du riche et père du pauvre, inspirer à toutes les classes le respect et la confiance. Le spectacle des vertus que les Jésuites lui donnaient, la considération dont ils jouissaient, cet ensemble de devoirs accomplis, tout cela fit une profonde impression sur le Clergé schismatique. L'admiration dégénéra bientôt en jalousie. Il n'était pas possible d'imiter les disciples de saint Ignace dans l'enseignement et dans l'apostolat : les Prêtres grecs, de concert avec les Universitaires, se mirent à leur déclarer une guerre sourde. On épia leurs paroles, on dénatura leurs pensées, on essaya de rendre suspects leurs actes les plus indifférents; on mit en jeu l'orgueil national, on affecta des craintes chimériques sur la perpétuité de la religion du pays que l'on prétendait menacée par le prosélytisme. Quand ces ferments furent semés dans les cœurs, on attendit l'heure favorable à leur développement; cette heure ne tarda pas à sonner.

Missions
de Sibérie
et
d'Odessa.

Alexandre avait suivi, à l'égard des Jésuites, la ligne de conduite adoptée par son aïeule et par son père. Il les protégeait, il les encourageait, et, en 1814, il leur avait ouvert la Sibérie. Une Mission s'était formée dans ces déserts inhospitaliers, car l'âme chrétienne de l'Empereur n'osait pas abandonner sans secours religieux les Catholiques exilés ou ceux que l'appât du gain retenait au milieu des glaces. Trois Pères de la Compagnie, désignés par le Monarque, se rendirent à ses vœux; dans la même année d'autres partaient pour Odessa. Cette naissante colonie devait à deux Français la part la plus merveilleuse de ses prospérités. Le duc de Richelieu et l'abbé Nicolle, voyaient, chacun dans sa sphère, triompher le plan de gouvernement et d'éducation qu'ils avaient proposé. Ils demandèrent des Jésuites pour donner à leur œuvre l'extension dont elle était susceptible; il fallait agrandir le cercle des progrès sociaux. Les Missionnaires de l'Institut avaient le don des langues. Par la persuasion ou par la charité ils prenaient un ascendant irrésistible sur les Barbares; ils les réunissaient en famille afin de leur apprendre peu à peu à bénir le joug de la civilisation. L'Empereur voulut s'associer aux projets de Richelieu et de Nicolle; d'autres enfants de saint Ignace furent envoyés par lui à Odessa. Cette ville devint le centre d'une nouvelle Mission qui répandit en Crimée le bienfait du Christianisme.

Bzro-
zowski
et Joseph
de Maistre.

Le Père Thadée Bzrozowski étudiait le travail de l'Ordre dont il était le chef; il connaissait la pensée dominante de l'Empereur, pensée ne

tendant à rien moins qu'à propager l'instruction dans les terres les plus reculées. Afin de seconder un aussi louable projet, Bzrozowski ne craignait pas de s'engager dans un conflit avec les ambitions universitaires. Doué d'une rare intelligence, esprit tenace et patient, il se sentait appuyé par un homme qui jouissait à la cour de Russie d'une autorité plutôt due à son génie qu'à son titre diplomatique. Le comte Joseph de Maistre, ambassadeur de Sardaigne auprès du Czar, s'était, avec la franchise de ses convictions et la roideur un peu absolue de son caractère, prononcé en faveur des Jésuites. Il les soutenait comme une des clefs de la voûte sociale; et, dans ce laborieux enfantement d'un plan d'éducation populaire, il excitait Bzrozowski à créer à son Institut une position indépendante. Les Maisons des Jésuites étaient subordonnées aux Universités de leur ressort. Il importait d'affranchir les collèges de ces tiraillements intérieurs que l'esprit de monopole ne cesse de susciter, et qui compromettent l'avenir. Des discussions s'étaient plus d'une fois élevées entre l'Académie de Vilna et les Pères de Polotsk. L'Université désirait, à force de surveillance chicanière et de prescriptions minutieuses, altérer dans son essence l'éducation donnée par les Jésuites. Elle les entravait dans leur marche et leurs progrès, elle voulait que les jeunes gens sortis du collège de la Compagnie viussent recevoir dans son sein le complément de l'instruction.

L'Université de Vilna, renforcée d'un grand nombre de docteurs étrangers et de récents cosmopolites, affichait alors des principes anticatholiques. Elle avait le droit incontesté de professer la Religion de l'Etat, d'exiger même que cette Religion fût respectée dans toutes les chaires; mais ce droit ne s'étendait pas jusqu'à discuter la foi des autres sujets russes et à chercher à la tuer sous l'arbitraire. Les Jésuites, là comme partout, invoquaient la liberté. Soumis à l'inspection des visiteurs universitaires, les Pères ne s'opposaient point aux rigoureux examens dont leurs élèves étaient l'objet. Cet état d'infériorité légale ne nuisait en aucune façon à la Société de Jésus; mais il entretenait dans les esprits une irritation qui, à la longue, pouvait empêcher les Novices de la Compagnie et les professeurs de Vilna de se livrer à des études sérieuses. Cette question de prééminence avait souvent été traitée aux deux points de vue. Le débat l'avait agrandie; peu à peu elle était devenue une question d'Etat. Le Père Bzrozowski s'efforçait de mettre un terme à cette instabilité, et, le 24 août 1810, il écrivait au comte Rasmowski, ministre de l'instruction publique : « Deux corps en rivalité s'empêchent mutuellement de nuire. Il est sans doute très-important que la jeunesse de l'Etat soit élevée dans des principes de patriotisme, dans des sentiments

Exigen-
ces de
l'Univer-
sité de
Vilna.

de soumission, de respect et de dévouement pour la personne du Souverain ; mais quelle certitude a-t-on que ces sentiments soient soigneusement inculqués dans les Universités, dont beaucoup de professeurs ne tiennent à l'Empire que par les appointements qu'ils reçoivent, qui ont des intérêts différents et indépendants de ceux de l'Etat, et qui, par là même, paraissent plus propres à éteindre qu'à enflammer le patriotisme dans le cœur de la jeunesse ? »

Les Jésuites demandent que le collége de Polotsk soit érigé en Université.

Le mode d'enseignement des Jésuites et ses résultats se trouvaient attaqués par tous ces hommes appelés de l'Orient et de l'Occident pour féconder la Russie. Les enfants de Loyola défendaient leur *Ratio studiorum*. L'Université, jalouse de ses privilèges et se confiant dans son monopole pour immobiliser le progrès littéraire ou scientifique, demandait à assujettir les Pères à ses lois et à ses règlements. Les Jésuites, au contraire, prétendaient que du libre concours des diverses méthodes il devait surgir une génération plus forte. Dans le but de stimuler l'émulation, sans faire écraser l'un par l'autre, ils proposaient à l'Empereur d'ériger leur Collège de Polotsk en Université, sous la surveillance immédiate et spéciale du gouvernement. Le 11 septembre 1844, le Général de l'Ordre adressait au comte Rasoumofski une note dans laquelle on lit : « Nous ne demandons absolument rien que d'être maintenus dans la possession des biens dont nous jouissons actuellement. Ce qui rend les Universités si coûteuses à l'Etat, ce sont les honoraires des professeurs que l'on est souvent obligé de faire venir à grands frais des pays étrangers. Quant à nous, notre Ordre fournit tous les professeurs dont nous avons besoin, et chacun de ces professeurs donne tous ses soins et tout son travail sans aucun salaire, sans aucune vue de récompense temporelle, et uniquement pour satisfaire au devoir de sa vocation. »

Alexandre hésite.

Cette correspondance du Père Bzrozowski avec le ministre du Czar, ces notes qu'Alexandre consultait, et qui s'accordaient si bien avec son esprit de justice et les prières de ses sujets catholiques, ont quelque chose de réellement habile ; elles forment une véritable théorie de l'éducation. Ce que les Jésuites et les habitants de la Russie-Blanche sollicitaient était de toute équité. Alexandre le comprenait ainsi ; mais, autour de lui et dans les régions inférieures du pouvoir, il existait des préjugés, des ambitions, des rivalités de secte ou de culte s'opposant à cet acte d'émancipation. Les uns montraient la Religion grecque en péril, les autres proclamaient que bientôt les Jésuites auraient envahi les diverses branches de l'administration publique ; tous s'accordaient à dire que la Compagnie abuserait de la liberté pour étouffer les autres corps enseignants. Il paraissait à peu près impossible aux enfants de Loyola d'obtenir ce qu'ils demandaient, lorsque le comte Joseph de Maistre se

jeta dans la mêlée avec son éloquence incisive et sa raison allant toujours au but, sans se préoccuper des obstacles.

Le comte de Maistre était plutôt un grand écrivain, un hardi penseur, qu'un diplomate. Il y avait dans son esprit et dans son cœur une telle surabondance de vie, un dévouement si complet à l'idée qui lui paraissait être la vérité révélée ou démontrée par le raisonnement, qu'il la portait en triomphe aussi loin qu'il est permis à la faiblesse humaine. Les demi-mesures de l'esprit de parti, les attermolements de l'intelligence, les difficultés de temps ou de lieu, rien ne faisait obstacle à cette sève de génie débordant sur tous les sujets auxquels il touchait et laissant sur chacun d'eux sa vive empreinte. Possédé de l'amour du vrai, du bon et du juste, mais ne se défiant peut-être pas assez de sa mordante ironie, de son originalité et de sa polémique passionnée, Joseph de Maistre avait conquis à Saint-Petersbourg une position aussi neuve que tranchée. Catholique ardent, il avait su se créer chez les Schismatiques grecs des amis qui honoraient sa foi, qui estimaient ses vertus privées et qui se montraient fiers de son génie. La lutte entre les Universités russes et les Jésuites était acharnée, car pour les uns il s'agissait de se donner un rival, pour les autres, d'être ou de n'être pas. L'Ambassadeur de Sardaigne à la cour du Czar n'avait rien à voir dans ces démenées intérieures ; le Catholique y découvrit une mission à remplir, il s'en chargea.

Bzrozowski avait combattu les Universitaires de Vilna avec les armes de la logique ; de Maistre élève la question aussi haut que lui, Alexandre s'occupe de fonder l'éducation dans son Empire. Par devoir, par conviction, par reconnaissance, le grand écrivain piémontais, qui enrichit la langue française de tant d'ouvrages célèbres, vient offrir son tribut à la cause de la liberté religieuse et paternelle. Le Général des Jésuites s'est adressé au Ministre de l'instruction publique : c'est au même personnage que s'adressera Joseph de Maistre. Dans ces cinq lettres encore inédites, il ne plaide pas seulement pour la Compagnie de Jésus, il a élargi presque involontairement la sphère des idées ; il développe le système qu'il regarde comme le plus propre aux mœurs, au caractère et aux lois de la Russie. Il fait ce travail avec cette prodigalité d'images et d'aperçus nouveaux qui saisissent ; puis, lorsqu'il s'est emparé de son sujet, il arrive, dans sa quatrième lettre, à son but principal. Les trois premières notes appartiennent à la pensée philosophique ; les deux dernières, dans leur ensemble et dans leurs détails, sont consacrées à la Société de Jésus. Joseph de Maistre l'étudie dans ses rapports avec les peuples ainsi qu'avec les Rois. Plaçant sous ses yeux le tableau des folies et des crimes qu'a produit l'esprit révolutionnaire, il s'écrit avec un accent prophé-

Portrait de Joseph de Maistre.

Il prend parti pour les Pères.

tique que les événements de 1842 n'ont pas plus démenti que ceux de 1845 : « Cette secte, qui est à la fois une et plusieurs, environne la Russie, ou, pour mieux dire, la pénètre de toutes parts et l'attaque jusque dans ses racines les plus profondes. Il ne lui faut pour le moment que l'oreille des enfants de tout âge et la patience des Souverains. Elle réserve le bruit pour la fin. » Après avoir tracé ces lignes, toujours plus vraies à mesure que s'étend le cercle des Révolutions et que se propage d'une si néfaste manière l'incurie des princes, Joseph de Maistre ajoute : « Dans un danger aussi pressant, rien n'est plus utile aux intérêts de Sa Majesté Impériale qu'une Société d'hommes essentiellement ennemis de celle dont la Russie a tout à craindre, surtout dans l'éducation de la jeunesse. Je ne crois pas même qu'il fût possible de lui substituer avec avantage aucun autre préservatif. Cette Société est le chien de garde qu'il faut bien vous garder de congédier. Si vous ne voulez pas lui permettre de mordre les voleurs, c'est votre affaire ; mais laissez-le rôder au moins autour de la maison et vous réveillerez lorsqu'il sera nécessaire, avant que vos portes soient crochétées ou qu'on entre chez vous par la fenêtre. »

L'écrivain diplomate a réponse à chaque objection. Il établissait tout à l'heure comment les Jésuites entendent la souveraineté ; par des images empruntées aux mœurs militaires, il va démontrer qu'ils n'ont jamais cherché à créer pour eux une autorité en dehors de l'autorité. « Les Jésuites, dit-on, veulent faire un Etat dans l'Etat ; quelle absurdité ! autant vaudrait dire qu'un régiment veut faire un Etat dans l'Etat, parce qu'il ne veut dépendre que de son colonel, et qu'il se tiendrait pour humilié, par exemple, et même insulté, si on le soumettait à l'examen et même au contrôle d'un colonel étranger. Il ne s'enferme point dans son quartier pour faire l'exercice ; il le fait sur la place publique. S'il manœuvre mal, les inspecteurs généraux et l'Empereur même le verront et y mettront ordre ; mais que, sous prétexte d'unité, on prive ce régiment (que je suppose fameux et irréprochable depuis trois siècles) de se régler lui-même, et qu'on le soumette avec tous ses chefs à un capitaine de milice bourgeoise qui n'a jamais tiré l'épée, c'est une idée qui serait excessivement risible si les suites ne devaient pas en être extrêmement funestes. Voilà cependant, monsieur le comte, à quoi se réduit ce burlesque épouvantail de l'Etat dans l'Etat. Un Etat dans l'Etat est un Etat caché dans l'Etat ou indépendant de l'Etat. Les Jésuites, comme toutes les autres sociétés légitimes, et même plus que les autres, sont sous la main du Souverain ; il n'a qu'à la laisser tomber pour l'anéantir. »

Brozowski avait préparé le triomphe de la Société de Jésus, le comte de Maistre le décida. En 1842, le collège de Polotsk fut érigé par le

Czar en Université, avec tous les privilèges des autres académies. Cette concession était faite à la veille des calamités et des gloires dont la Russie va devenir le théâtre. Napoléon portait la guerre au sein même de l'empire moscovite, il menaçait sa nationalité ; et, préoccupé de soins encore plus graves que ceux de l'instruction publique, Alexandre en appelait à ses peuples d'une agression aussi injuste. Les Russes répondirent à leur Souverain par un sublime dévouement. Brozowski était Russe : sans prendre part à une lutte dont son caractère sacerdotal le tenait forcément éloigné, il pensa que les circonstances dans lesquelles se plaçait l'Empire étaient pour son Ordre un avant-coureur de reconstitution.

L'Espagne, livrée à un frère de Napoléon par un de ces guet-apens dont la voix des batailles ne couvrira jamais l'iniquité, l'Espagne, affaiblie sous son dernier Roi, avait retrouvé dans les souvenirs de Pélagie un nouveau baptême de force. A la voix de ses prêtres et de ses guérilleros, elle s'élançait pour maintenir son indépendance. Les Jésuites crurent que l'heure de rentrer dans la Péninsule avait sonné pour eux. Leur nom y était populaire ; un long regret les avait suivis sur la terre d'exil. Ils pouvaient rendre à la famille des Bourbons bienfait pour outrage, et, victimes d'une erreur de Charles III, travailler efficacement à la restauration de sa postérité. Le 28 août 1842, Brozowski se décide avec cinq Pères de l'Institut à passer en Espagne, afin d'y préparer le retour de sa Compagnie. L'Espagne était le champ-clos à tous les ennemis de l'idée révolutionnaire. Les Jésuites se proposaient d'aller y combattre avec les armes qui leur sont propres. Dans le même temps, Louis-Philippe, duc d'Orléans, faisait demander à ce pays insurgé contre la France l'honneur de continuer sous le drapeau espagnol son apprentissage de la guerre et le moyen de réhabiliter un nom si fatalement compromis dans les excès de 1793. Au mois de novembre 1842, le ministre des cultes, prince Alexandre Galitzin, répond en ces termes au Général des Jésuites :

« Très-révérend Père,

» J'ai mis sous les yeux de Sa Majesté impériale la lettre du 30 octobre que vous m'avez adressée, ainsi que la note que vous avez l'intention de présenter à la Junte suprême concernant le rétablissement de votre Ordre en Espagne. Sa Majesté m'a ordonné de vous faire connaître qu'elle ne mettait point obstacle à l'exécution de votre projet sans vouloir autrement y prendre part ; cet objet par sa nature, ne pouvant que lui être entièrement étranger, attendu que l'établissement en question ne doit avoir lieu que hors de son empire. »

Projet
des
Jésuites
de passer
en
Espagne,
en 1812.

Réponse
du prince
Galitzin,
ministre
des
cultes

La
Société
biblique.

Tandis que les Jésuites cherchent à regagner le terrain que la philosophie du dix-huitième siècle leur fit perdre, il s'organisait au sein de la Russie une aggrégation d'intérêts qui devait préparer leur chute. Cette aggrégation était la Société biblique. L'invasion des armées françaises sur le territoire moscovite avait rapproché l'Angleterre du cabinet de Saint-Petersbourg. L'Angleterre était l'alliée naturelle des Etats dont Napoléon se déclarait l'ennemi. Elle offrit à Alexandre de l'aider dans la lutte contre l'homme qui rêvait l'anéantissement de la Grande-Bretagne. Pour arrhes de ce traité, qui allait changer la face de l'Europe, elle obtint, dès 1814, que la Société biblique de Londres, cet immense bazar couvrant le monde de ses produits et transformant une œuvre de pitié en spéculation mercantile, pourrait établir une succursale à Saint-Petersbourg. Quelques mois plus tard, les docteurs Paterson et Pinkerton mirent le pied sur le continent russe avec la mission d'y vulgariser la Bible protestante.

Carac-
tère d'A-
lexandre.

L'incendie de Moscou, les désastres calculés et les victoires de son armée, victoires qui ne sont pas entièrement dues à l'habileté de ses généraux et au courage de ses soldats, les tristesses du présent, les espérances de l'avenir, tout avait contribué à modifier le caractère si impressionnable d'Alexandre. Ame aimante, mais aspirant toujours à se jeter dans le vague des idées pour échapper à la réalité de ses troubles intimes et de ses souvenirs, le Czar était effrayé de la responsabilité que les événements amassaient sur sa tête. Au milieu de ses villes dévastées, de campagnes sanglantes et de son armée se liguant avec le froid pour anéantir les Français, ce prince, encore jeune et toujours beau, élevait son cœur vers le ciel ; il avait besoin de calmer les fugitives impressions qui l'agitaient sans cesse. Le plaisir le laissait presque aussi indifférent que la gloire. Il ambitionnait la paix intérieure ; Galitzin lui indiqua les Saintes-Ecritures comme la source de toute consolation. L'esprit recueilli, il écouta dans le silence la voix de Dieu qui se faisait entendre. La Vulgate, traduite en Français, avait été pour lui un livre consolateur. Ce fut dans ce moment qu'on lui proposa de mettre entre les mains des Moscovites l'œuvre divine qui triomphait de ses langueurs ou de ses remords innocents. On ne lui expliqua pas la différence entre les deux Bibles ; il s'imagina qu'une main d'homme n'aurait osé altérer le texte primitif de la parole de Dieu. Par gratitude du bien-être que cette lecture avait produit sur son esprit, il autorisa le 48 décembre 1812 la Société biblique.

Les
Évêques
du rite
romain y
étaient.

L'Empereur s'était laissé tromper ; le prince Galitzin, son ministre des cultes, les plus hauts fonctionnaires de l'Etat, la plupart des Evêques russes, Stanislas Siestrzencowicz, Archevêque catholique de Mihilow, lui-même, se déclarè-

rent les patrons de cette Institution, qui devait à la longue porter un coup mortel à la Religion grecque et au Catholicisme. Il y eut alors en Russie pour les Sociétés bibliques un de ces enthousiasmes dont à distance il devient impossible de se rendre compte. L'Anglicanisme prenait pied sur les rivages de la Mer Noire comme sur les bords de l'Océan Glacial ; il s'étendait jusqu'aux frontières de la Chine. Servant d'aveugles instruments à sa propagation, les Prélats catholiques, excités par Galitzin, encourageaient leurs troupes à favoriser cette œuvre, dont ils ignoraient les tendances. Les Jésuites ne se prêtèrent pas à ce mouvement vers l'hérésie. Plus exercés que les Evêques russes aux luttes de la pensée, plus à portée de comprendre le mal résultant de cette innovation, ils la combattirent avec une fermeté que les prières, que les menaces de Galitzin, jusqu'à ce jour leur protecteur et leur ami, ne purent jamais vaincre. Le Pape Pie VII exprima par un bref à l'archevêque de Mohilow sa surprise et sa douleur ; il le blâma d'avoir coopéré au triomphe de l'Anglicanisme. Ce blâme, si justement déversé sur le Prélat, était un hommage indirect rendu aux disciples de saint Ignace, qui, mieux pénétrés du véritable esprit de l'Eglise, avaient refusé de faire cause commune avec l'erreur. Les partisans des associations bibliques se trouvèrent offensés ; ils s'imaginèrent qu'ils auraient dans les Jésuites d'infatigables adversaires, que leur succès serait entravé à chaque instant, et, sous l'inspiration du ministre des cultes, ils se ligèrent contre la Compagnie. Elle venait de résister à un désir de Galitzin, Galitzin appelle les colères de l'Université au secours de ses espérances. On attendit le moment propice pour faire éclater la conjuration.

Les
Jésuites
la com-
battaient.

La propagande anglicane s'organisait sous le couvert des ministres russes comme sous celui des Prélats du rite romain et du rite grec. Les Jésuites songèrent à la contre-miner. Ils composèrent un catéchisme dans l'idiome du pays pour les enfants nés de parents catholiques ; mais Galitzin n'en autorisa pas l'impression. Les choses étaient dans cet état, lorsque de nouveaux événements ravivèrent des blessures encore saignantes au cœur du ministre. La faveur dont jouissait le collège des Jésuites de Saint-Petersbourg allait toujours croissant ; à Polotsk, ils comptaient sur leurs bancs un grand nombre de jeunes gens des premières familles de l'Empire. Placés entre un désir bien naturel de prosélytisme et le devoir tacite de respecter la conscience de leurs élèves, devoir qu'ils s'étaient imposé à eux-mêmes, les Jésuites n'avaient jamais donné le moindre sujet de plainte sur un point aussi scabreux. Catholiques jusqu'au fond des entrailles, ils formaient à l'honnêteté ainsi qu'aux belles-lettres des enfants appartenant à toute espèce de culte même au rite grec ; et,

Accrois-
sement
des
Catholi-
ques.

dans l'espace de plus de quarante années, leur circonspection n'avait jamais été mise en défaut. Jamais on n'avait pu les accuser de trahir la confiance des parents au profit de la foi romaine. Cependant le nombre des Catholiques augmentait chaque année.

Ces retours vers l'Unité étaient dus à l'action des familles françaises émigrées, à la lecture des ouvrages religieux et surtout au zèle plein de prudence des Jésuites. Le Czar avait fermé les yeux sur un état de choses n'ayant rien d'alarmant pour la sécurité du pays. Les nouveaux Catholiques se distinguaient dans le monde et à la cour par de nouvelles vertus. Alexandre ne voulut pas les faire repentir d'avoir cédé au cri de leur conscience. Prince qui comprenait admirablement la liberté de la pensée, il n'osa pas la parquer dans les limites de l'arbitraire légal. Il cherchait la vérité, il ne trouva pas mauvais que les Russes suivissent son exemple. Les conversions étaient assez rares néanmoins, parce que les Pères ne les accueillaient, ne les sanctionnaient qu'après de longues épreuves. Ces conversions restaient inaperçues, lorsque, vers le milieu du mois de décembre 1814, le jeune prince Galitzin, neveu du ministre des cultes, embrassa publiquement le Catholicisme. Voici en quels termes le Père Billy, dans sa correspondance inédite avec ses confrères de France, rend compte de cette conversion : « Notre Père de Clorivière, écrit-il de Saint-Petersbourg, le 4^{er} mars 1815, est à la tête d'un nombreux noviciat à Paris, rue des Postes. Il y aura en France une Compagnie de Jésus de fait avant qu'elle y existe de droit. Quant à notre existence ici, à Péttersbourg, elle est très-utile sans doute, mais très-précaire et bien tracassée, surtout depuis l'absence de l'Empereur. La jalousie des Papes et des Evêques russes en est la principale cause. Le ministre des cultes, prince Alexandre Galitzin, jeune homme encore, qui se laisse mener par ses Papes, ne nous laisse pas en repos dans toutes les occasions qu'il trouve ou qu'il imagine propres à satisfaire leur animosité et la sienne. Depuis un ou deux mois, il s'en est présenté une qui a fait le plus grand éclat et qui aura des suites. Un jeune prince, Alexandre Galitzin, neveu du ministre des cultes, élève depuis deux ans de notre Institut, âgé d'environ quinze années, excellent sujet sous tous les rapports, piété, diligence, succès dans les études, politesse, docilité, attaché singulièrement jusqu'alors à la Religion gréco-russe, voulant y attirer ceux de ses amis, même les Jésuites, par zèle pour leur salut, prenant pour cela, deux ou trois fois la semaine, des leçons d'un docteur en théologie russe, s'est tout à coup trouvé changé au point de se déclarer catholique aux dernières fêtes de Noël. Quel étonnement pour tout le monde, et surtout pour ceux qui l'avaient vu et entendu parler en faveur

de la Religion russe ! Appelé par son oncle, le ministre des cultes, qui lui représente les dangers qu'il court, vu la loi qui défend en Russie d'attirer un Russe à la Religion catholique, il rend compte de sa foi avec netteté et fermeté, et dit qu'il est prêt à la signer de son sang.

» On le tire de notre Institut, et on le met au corps des pages avec son petit frère. En même temps, défense à lui et à tout Jésuite d'avoir ensemble aucune communication. Redoublement de surprise. On lui découvre une haire et une discipline. Qu'est ceci, bon Dieu ? Il avait attrapé ces instruments de mortification dans la chambre d'un Jésuite qui avait quitté Péttersbourg pour aller à Polotsk. On le fait paraître devant des Evêques et des Papes qui l'interrogent et argumentent contre lui. Il répond à tout de manière à étonner tout le monde, et les met eux-mêmes *ad metam non loqui*. On attribue aux Jésuites sa facilité de controverse, quoique les Jésuites n'y soient pour rien. On attend le retour de l'Empereur pour savoir la décision de cette affaire. En attendant, les Jésuites ne reçoivent plus de Russes à leur Institut, mais seulement des Catholiques, afin de se soustraire aux tracasseries des Papes. Mais il y a encore d'autres sujets de rancune. Plusieurs personnes manquant sont soupçonnées d'être Catholiques : des espions sont chargés de les observer. C'est une vraie persécution. Les Missionnaires jésuites de la Sibérie ont défense de rendre catholiques les Tartares idolâtres ; ils doivent se contenter de donner leurs soins aux Catholiques. On leur défend même de confesser et d'administrer les Grecs-Unis, qui n'ont point de prêtres de leur communion. Chose inouïe ! voilà où en est la tolérance tant prônée de ce pays sous le ministre des cultes Galitzin. La ville de Péttersbourg offre en ce moment un spectacle curieux : deux princes Alexandre Galitzin, l'un oncle et l'autre neveu, le premier, persécuteur outré de la Religion catholique et des Jésuites ; le second, Catholique zélé et imperturbable, défenseur de ses maîtres et ne demandant qu'à mourir pour sa Religion, vivant de manière à mériter cette grâce, si cette grâce de prédestiné pouvait se mériter. Après avoir essayé vainement l'argument de l'école pour le ramener au Schisme, on essaie l'argument des plaisirs : on le mène à la comédie. Jusqu'ici cet argument a échoué comme les autres. »

Dans l'intimité de leur correspondance, les Jésuites déclinent toute participation à la conversion du fervent Néophyte. Ils ne s'en glorifient pas, ils ne s'en accusent point. Le jeune Galitzin a pris de lui-même ce parti. Le Père Billy raconte avec naïveté les diverses phases de ce retour à la Foi romaine, et il s'arrête là. Le prince Alexandre déclare qu'aucun disciple de l'Institut ne l'a engagé à changer de culte, il soutient même qu'il n'a pas pu en trouver un pour recevoir son

Conversion du
neveu de
Galitzin.

Lettre
du père
Billy.

Le
prin
Galit
et la
Popo
prép
rent
chute
la Co
pagni

abjuration. La lettre du Père Billy corrobore pleinement ces faits. La vérité ne servait pas assez activement l'amour-propre froissé du Ministre et la colère des Popes : ils organisaient une conspiration dans laquelle ils font entrer tous les intérêts de secte, toutes les vanités universitaires, tous les préjugés de nation. Il importait de disposer les esprits à une levée de boucliers contre les Jésuites : on s'applique à dénaturer leurs actes les plus indifférents ; on altère le sens de leurs paroles, on les épie dans la chaire, on les suit jusqu'au pied des confessionnaux et de l'autel. Le Père Balandret jouit à Saint-Petersbourg d'une confiance méritée ; il est Français : ce fut sur lui qu'on dirigea les plus minutieuses perquisitions. On interroge les élèves des Collèges de l'Institut, on presse ceux qui en étaient sortis depuis deux ou trois années de révéler les obsessions auxquelles ils ont dû être soumis pour embrasser le Catholicisme. Ces jeunes gens répondent que les Jésuites ne les entretenaient jamais de la différence des Religions, et qu'ils les laissèrent pratiquer la leur en toute liberté.

Galitzin et la Société Biblique minaient le terrain sous les pieds des Pères, le métropolitain Ambroise et les Universités les secondent avec une rare adresse. Il faut prévenir l'Empereur et l'Impératrice qui, à leur retour après la campagne de 1815 et le traité de Paris, doivent porter le dernier coup à la Compagnie. Tout est arrangé dans ce sens. Les conversions ne se multipliaient pas plus que par le passé ; mais les autorités les environnent d'un éclat inquiétant. Jusqu'alors on a tenu secrets ces imperceptibles retours à l'Unité, on en fait tant de bruit que, dans chaque famille, on put croire à l'action déterminante d'un Jésuite. Les grands intérêts qui se débattaient dans le monde, Napoléon vaincu, l'Europe triomphant à Waterloo de la France épuisée, les Bourbons rétablis sur le trône, la Sainte-Alliance promulguée, tous ces événements disparaissaient à Saint-Petersbourg devant l'attitude silencieuse de quelques Pères de l'Ordre de Jésus. Le Czar jetait son glaive dans la balance des affaires européennes, et ce glaive la faisait pencher au gré des diplomates moscovites. Alexandre avait imposé la loi au congrès de Vienne ; il avait inspiré à Louis XVIII une Charte constitutionnelle ; les Rois légitimes le salueaient comme le libérateur des Monarchies. Toutes ces gloires venues à la fois, et qui devaient enivrer d'orgueil ses sujets, s'effaçaient au contact de quelques obscures prédications dans une église catholique. La Russie se plaçait à la tête des nations, et ses Ministres ainsi que ses Evêques affectaient de pâlir d'effroi parce qu'un petit nombre de dames de la cour renonçaient aux plaisirs trop bruyants pour écouter dans la solitude la voix de Dieu parlant à leurs âmes.

Cette situation, que les Jésuites n'avaient

point provoquée, les exposait à un double péril. On les accusait de faire des prosélytes qu'ils n'avaient jamais connus ; il s'en présenta à leur tribunal quelques-uns dont il devenait impossible à un Prêtre de repousser le vœu. La persécution appelait la Foi, elle engendrait des Néophytes. Sur ces entrefaites, l'empereur Alexandre arrive dans sa capitale. Les grandes crises auxquelles il présida, l'abaissement des uns, l'élévation des autres, les inconcevables changements dont l'Europe retentit encore, ont donné à ses pensées un cours plus mélancolique. Il a vu de si près les hommes et les choses, qu'un immense dégoût s'est emparé de son âme maladivement impressionnable. Pour en remplir le vide, il se jette à cœur perdu dans le nouveau monde d'idées mystiques que la baronne de Krüdener ouvre à son intelligence rassasiée des voluptés, de l'ambition et de la gloire. Alexandre s'était donné des croyances individuelles ne reposant sur aucun principe certain : il aspirait à les imposer comme des convictions ; mais il n'avait pas assez de vigueur dans l'esprit et de persévérance dans la tête pour atteindre ce but. On le berçait de la pensée qu'il pouvait apparaître chef visible de l'ancienne Chrétienté régénérée par lui ; ce fut cette pensée que l'on développa afin de l'amener à sévir contre les Jésuites de son Empire. Il se flattait d'avoir réuni dans un même vœu de fraternité les cultes dissidents introduits par lui dans les Sociétés bibliques ; elles étaient l'instrument privilégié de la fusion piétiste qu'il rêvait à l'abri de son sceptre. Le Pape ne formait plus le lien de l'Unité ; le règne du Catholicisme faisait place à une union de tous les peuples chrétiens. Alexandre savait que les Jésuites ne se prêteraient point à une pareille utopie ; jaloux d'en accélérer les progrès, il laissa aux haïnes qu'il trouvait si ardentes autour de son trône le soin d'endormir ses justices. On lui parlait de frapper la Compagnie de Jésus, de commencer l'œuvre de proscription par un exil loin de Petersbourg. L'Empereur, qui n'aurait pas consenti tout d'un coup à cette iniquité, se prêta aux exigences de son ministre et de ses Popes. Le 20 décembre 1815 il rendit l'ukase suivant :

» Revenu, après une heureuse conclusion des affaires extérieures, dans l'Empire que Dieu nous a confié, nous avons été informé par beaucoup de notions, de plaintes et de rapports, des circonstances suivantes :

» L'Ordre religieux des Jésuites, de l'Eglise catholique romaine, avait été aboli par une bulle de Pape. En conséquence de cette mesure, les Jésuites furent expulsés non-seulement des Etats de l'Eglise, mais aussi de tous les autres pays ; ils ne purent demeurer nulle part. La Russie seule, constamment guidée par des sentiments d'humanité et de tolérance, les conserva

Retour
d'Alexan-
dre dans
sa
capitale.

Ukase
qui exile
les
Jésuites
de Saint-
Peters-
bourg.

chez elle , leur accorda un asile , et assura leur tranquillité sous sa puissante protection. Elle ne mit aucun obstacle au libre exercice de leur culte ; elle ne les en détourna ni par la force , ni par des persécutions , ni par des séductions ; mais en retour elle crut pouvoir attendre de leur part de la fidélité , du dévouement et de l'utilité. Dans cet espoir , on leur permit de se vouer à l'éducation et à l'instruction de la jeunesse. Les pères et les mères leur confièrent sans crainte leurs enfants pour leur enseigner les sciences et former leurs mœurs.

» Maintenant il vient d'être constaté qu'ils n'ont point rempli les devoirs que leur imposait la reconnaissance et cette humilité que commande la Religion chrétienne ; et qu'au lieu de demeurer habitants paisibles dans un pays étranger , ils ont entrepris de troubler la Religion grecque , qui depuis les temps les plus reculés est la Religion dominante dans notre Empire , et sur laquelle , comme sur un roc inébranlable , reposent la tranquillité et le bonheur des peuples soumis à notre sceptre. Ils ont commencé d'abord par abuser de la confiance qu'ils avaient obtenue. Ils ont détourné de notre culte des jeunes gens qui leur avaient été confiés et quelques femmes d'un esprit faible et inconséquent , et les ont attirés à leur Eglise.

» Porter un homme à abjurer sa Foi , la Foi de ses aïeux ; éteindre en lui l'amour pour ceux qui professent le même culte ; le rendre étranger à sa patrie , semer la zizanie et l'animosité dans les familles ; détacher le fils du père et la fille de la mère ; faire naître des divisions parmi les enfants de la même Eglise , est-ce là la voix et la volonté de Dieu et de son fils divin Jésus-Christ notre Sauveur , qui a versé pour nous son sang le plus pur , afin que nous menions une vie paisible et tranquille dans toutes sortes de piété et d'honnêtetés. Après de pareilles actions , nous ne sommes plus surpris que l'Ordre de ces Religieux ait été éloigné de tous les pays et toléré nulle part. Quel est en effet l'Etat qui pourra souffrir dans son sein ceux qui y répandent la haine et le trouble ?

» Constamment occupé à veiller au bien-être de nos fidèles sujets , et considérant comme un devoir sage et sacré d'arrêter le mal dans son origine , afin qu'il ne puisse mûrir et produire des fruits amers , nous avons , en conséquence , résolu d'ordonner :

» I. Que l'Eglise catholique qui se trouve ici soit rétablie de nouveau sur le pied où elle était durant le règne de notre aïeule de glorieuse mémoire l'impératrice Catherine II , et jusqu'à l'année 1800 ;

» II. De faire sortir immédiatement de Saint-Petersbourg tous les religieux de l'Ordre des Jésuites :

» III. De leur défendre l'entrée dans nos deux capitales.

» Nous avons donné des ordres particuliers à nos Ministres de la police et de l'instruction publique pour la prompt exécution de cette détermination et pour tout ce qui concerne la maison de l'Institut occupée jusqu'ici par les Jésuites. En même temps , et afin qu'il n'y ait point d'interruption dans le service divin , nous avons prescrit au Métropolitain de l'Eglise catholique romaine de faire remplacer les Jésuites par des Prêtres du même rite qui se trouvent ici , jusqu'à l'arrivée des Religieux d'un autre Ordre catholique , que nous avons fait venir à cet effet.

» Signé : ALEXANDRE. »

On eût dit que la mission de conserver les Jésuites en Russie était accomplie. Le Czar ne jugeait plus nécessaire d'abriter des proscrits qui avaient joui d'une si généreuse hospitalité sous le sceptre de Catherine II et de Paul I^{er}. Il les repoussait à son tour ; mais , par un sentiment de convenance et de justice dont un prince schismatique donna l'exemple à plus d'un souverain catholique , Alexandre ne voulut étayer son décret de bannissement que sur des motifs religieux. Il répugnait à sa conscience de faire appel aux passions ou à la calomnie ; il ne chercha point à flétrir par de mensongères accusations les Prêtres que naguère encore il honorait de sa bienveillance. Il resta équitable dans les sévérités mêmes de son ukase. L'archevêque de Mohilow , qui avait tant contribué à maintenir la Société de Jésus au moment de sa suppression , sous Clément XIV , exécuta à la lettre les ordres que Galitzin lui intima. Il prit des mesures pour que le culte public n'eût point à souffrir de l'enlèvement des Jésuites , et , dans la nuit du 20 au 21 décembre , le général de la police fit irruption dans leur Collège à la tête de la force armée. Il s'empara de toutes les issues ; puis , sans avoir interrogé un seul Père , sans même leur dire les causes de cette invasion , on les garda à vue , tandis que le ministre lisait à Bzrozowski le décret d'exil. Le chef des Jésuites était vieux , mais il savait le prix des ignominies. En les acceptant avec joie , il se contenta de répondre : « Sa Majesté sera obéie. » La nuit suivante on dirigea tous les Pères vers Polotsk. On avait mis les scellés sur leurs correspondances ainsi que sur leurs manuscrits ; on confisqua leurs meubles , leur bibliothèque , leur musée et leur cabinet de physique.

Le 20 février 1846 , le Père Thadée Bzrozowski écrivait au Père de Clorivière , à Paris : « Votre lettre du 8 janvier m'est parvenue à Polotsk , où je suis depuis six semaines. Notre situation dans ce pays est bien changée depuis la dernière lettre que je vous ai écrite. Les feuilles publiques ne vous auront sans doute pas laissé ignorer notre expulsion de Saint-Petersbourg. Elle a eu lieu le 3 janvier en vingt-quatre

Alexandre
d'abord
sur de
motifs
religieux
son
désir
provisi
tion

heures de temps. Cela suppose que nous avons été jugés bien coupables aux yeux du gouvernement. Voici les deux griefs qui sont exprimés dans le décret de notre expulsion : 1^o d'avoir attiré à la Religion catholique les élèves confiés à nos soins ; 2^o d'avoir également attiré à la Religion catholique quelques femmes d'un esprit faible et inconséquent. A l'égard du second point, il peut y avoir eu quelques imprudences de faites à mon insu et contre ma volonté, qui, selon les règles ordinaires, n'auraient dû compromettre que celui qui en était l'auteur. Pour ce qui est du premier grief, il est entièrement supposé, et on a représenté les choses à S. M. I. autrement qu'elles ne sont. Non-seulement nos Pères n'ont point cherché à attirer nos élèves à la Religion catholique, mais même, lorsque quelques élèves ont manifesté le désir de se faire Catholiques, ce qui a dû arriver quelquefois, dans un espace de treize ans, dans un pensionnat mélangé et où tous les maîtres étaient Catholiques, nos Pères se sont constamment refusés à les admettre à la participation des Sacrements. Voilà la vérité ; mais il est bien rare que la vérité soit connue ; et telle est la condition des meilleurs princes, que le plus souvent ils la connaissent encore plus difficilement que les autres hommes. Cet événement est bien triste et fâcheux pour la Compagnie, mais il nous a médiocrement étonnés. Depuis longtemps nous avons vu l'orage se former, et nous savions bien qu'il ne tarderait pas d'éclater un peu plus tôt ou un peu plus tard. »

L'INVA-
LIDE
russe et
le père
Rozaven.
En Russie on ne blâme jamais le pouvoir, il est à peine permis d'approuver par écrit les actes de l'autorité ; elle ne laisse jamais discuter les mesures qu'elle a prises. C'est le gouvernement de l'arbitraire, le règne du silence, et, en fin de compte, il n'a peut-être pas plus de victimes à enregistrer que les royaumes où la liberté de parler repose sur une constitution dont les plus forts ou les plus astucieux interprètent à leur gré chaque article. Cependant les numéros des 3 et 15 mars 1816 de *l'Invalide russe* continrent, par une exception inouïe, des attaques contre les Jésuites. Le Général de l'Institut charge le Père Rozaven de venger ses confrères des outrages dont cette feuille ne craint pas d'accabler les bannis. Le Père Rozaven défendit son Ordre avec une logique de faits plus éloquente que tous les discours ; il fut clair et sensé, habile et profond. Sa réponse avait été envoyée au Ministre des Cultes pour qu'il en obtint l'insertion dans *l'Invalide*. Elle était trop péremptoire, Galitzin la condamna au silence. La querelle s'engageait entre le pouvoir et la Compagnie. La Compagnie n'ignore pas que l'ukase du 20 décembre 1815 n'est que le prélude d'une proscription plus décisive ; mais, forte de son innocence, elle ne veut pas laisser à l'imposture ministérielle le droit de calomnier.

Dans ce conflit élevé contre l'autorité civile et la Société de Jésus il règne, en dehors des usages de chancellerie, une certaine égalité qui ne se rencontre pas ordinairement dans les rapports de persécuté à persécuteur. On sent que les Jésuites ne désespèrent jamais de la justice d'Alexandre, et dans tout ce qu'ils écrivent ils paraissent plutôt dicter la loi que la subir. Il y a entre le Czar et les enfants de saint Ignace quelque chose de mystérieux qui ne se révèle même pas au ministre favori. Les deux partis le laissent pousser sa vengeance jusqu'à une certaine limite ; mais on dirait qu'il ne lui est pas permis de la franchir, et qu'il la respecte par intuition. Un si étrange concours de circonstances se trahit à chaque phase de ce bannissement. Les idées novatrices d'Alexandre sont dévoilées ; il sait que les Jésuites seront pour elles un obstacle éternel ; cependant il ne prend pas de prime abord la résolution de les chasser de son Empire. Il traite ses exilés avec bienveillance ; l'hiver est rigoureux, la route longue et pénible : l'autocrate ordonne de couvrir les Jésuites de pelisses et de fourrures. Pour réchauffer leurs membres que le froid engourdira, il fait distribuer de l'arak à chacun d'eux. Il ménage ses coups lorsque chacun l'excite à être sans pitié ; il commande d'apposer les scellés sur leurs archives, et on n'y découvre aucune trace de complot, aucun vestige de conversion, aucun papier ayant trait, de près ou de loin, à la politique.

Ce mystère a besoin d'éclaircissements : nous les donnerons aussi clairs que l'exigera l'intérêt de l'histoire. La famille des Romanoff devait beaucoup à la Compagnie de Jésus. Quelques Pères avaient été, malgré eux, honorés des confidences de Catherine II : ils connaissaient sur le règne de Paul 1^{er} des détails de la famille qu'il était bon d'ensevelir dans les ténèbres. Le Père Gruber et les autres chefs de l'Ordre avaient su par ce souverain le dernier mot de beaucoup de transactions diplomatiques. Il les avait initiés de vive voix ou par correspondance aux douleurs de sa vie de grand duc héréditaire, aux souffrances de sa vie d'Empereur. Les Jésuites avaient été les dépositaires de ses secrets de famille ; ils lui avaient rendu de ces services que les rois eux-mêmes ne se sentent pas assez ingrats pour oublier. Cette réciprocité de bons offices avait établi une espèce de solidarité dont aucun des intéressés n'osait briser le prestige. Il y avait, pour ainsi dire, assurance mutuelle des deux côtés. La confiance avait engendré la discrétion, et ce singulier contrat n'a pas même été annulé par l'intolérance. Les Jésuites se sont laissés proscrire par le fils de Paul 1^{er}, et ils ont pris la route de l'exil sans invoquer une vengeance qui leur eût été si facile d'obtenir. Ils se sont montrés dignes de l'estime du Czar, à l'heure même où ses

Causes-
secrètes
des man-
gements
de l'Empe-
reur à
l'égard
des
Jésuites.

ministres cherchaient à les rendre odieux au pays.

Saisie de leurs papiers. Le prince Galitzin et la police russe étaient maîtres de tous les papiers de l'Ordre; ils pouvaient ainsi se mettre à la piste des complots dont on croyait utile de laisser soupçonner les Jésuites. Les plus minutieuses investigations ne firent rien découvrir. Alexandre savait d'avance l'issue qu'elles auraient, il ne daigna même point s'en étonner en public. Aussi, lorsque le Père Bzrozowski demanda que le comte Litta ou un seigneur russe, désigné par lui, assistât à l'examen des archives de la Compagnie, cette proposition, n'ayant rien que de très-naturel, fut-elle rejetée sans examen. Par tradition de famille, l'Empereur connaissait la sagacité des Jésuites : il ne voulait ni leur préparer un triomphe ni se donner un dessous trop éclatant. Des intérêts ministériels étaient engagés pour l'Eglise catholique de Saint-Petersbourg. Les Pères se sont portés garants envers les bailleurs de fonds. Cette dette est, depuis l'origine, en 1806, reconnue comme dette de l'Eglise; par un ukase en date du 25 mai 1816, Alexandre déclare cependant : « Que toutes les prétentions pécuniaires qui pourraient avoir lieu contre les Pères de l'Institut retomberont sur leurs biens-fonds, sans pouvoir être à charge au bâtiment nouvellement construit auprès de l'église catholique. »

Bzrozowski écrit à Alexandre. Les Jésuites ne s'effrayaient pas de ces vexations locales qu'un mot aurait pu arrêter. Ce mot coûtait trop à leur discrétion habituelle : ils aimèrent mieux souffrir que de le prononcer. Le 31 août 1816, le Père Bzrozowski écrivit à l'Empereur : « Dans le temps que l'affaire du neveu du Ministre des cultes éclata, je voulus envoyer une supplique à Votre Majesté pour lui exposer les faits, mais les Ministres la rejetèrent, et, en même temps qu'on envoyait à Votre Majesté des accusations contre mon Ordre, on m'ôtait tout moyen de lui faire parvenir ma défense. Ne pouvant faire agréer ma justification pour le passé, je pris des mesures pour l'avenir, et déclarai que, afin d'écarter tous les soupçons, je n'admettrais désormais dans nos Collèges que des élèves professant la Religion catholique. Je remis ma déclaration entre les mains du Ministre de l'instruction publique et du Ministre des cultes; et, depuis le mois de janvier 1815, aucun élève de Religion grecque n'a été reçu dans l'Institut, malgré les vives instances d'un grand nombre de parents... Voilà, Sire, des faits qui prouvent combien je désirais d'éloigner tout ce qui pouvait être suspect au gouvernement. Je supplie Votre Majesté Impériale de m'écouter encore un instant. Si mon Ordre était tel qu'on l'a dépeint à Votre Majesté, on en aurait trouvé quelque preuve dans mes papiers. Voilà huit mois qu'on les examine, et, loin d'y rien trouver qui puisse offenser le gouvernement,

on a dû dire à Votre Majesté que, dans ma correspondance la plus secrète, lorsque l'occasion s'est présentée de parler de votre personne sacrée ou de son gouvernement, je l'ai toujours fait avec les sentiments de respect et de vénération qui sont dans mon cœur. Je ne demande pas, Sire, que Votre Majesté revienne sur ce qu'elle a fait; nous nous soumettons avec une entière résignation et sans le moindre murmure à ce qu'elle a prononcé. Que l'Ordre demeure à jamais exclu des capitales de l'Empire, le séjour nous en a été trop funeste. Notre ambition se borne à nous rendre utiles dans les lieux où Votre Majesté daignera nous employer. Votre Majesté sait que nous n'avons pas mis moins d'empressement à nous dévouer au service pénible des Catholiques de la Sibérie qu'à accepter des emplois moins obscurs et plus agréables. Notre dévouement sera toujours le même, et le plus ardent de nos vœux est de prouver à l'univers que le souvenir des bienfaits de Votre Majesté est gravé dans nos cœurs en caractères ineffaçables. Mais nous avons besoin aussi d'avoir quelque assurance que nos efforts sont agréables à Votre Majesté Impériale, et qu'elle ne nous regarde pas comme des cœurs ingrats, indignes de ses bontés. J'ose lui en demander un gage, en la suppliant de m'accorder une grâce que je sollicite inutilement de ses Ministres depuis plus de dix-huit mois, c'est de pouvoir faire, avec deux Pères de mon Ordre, le voyage de Rome. Ma reconnaissance envers le Souverain Pontife et les affaires essentielles de mon Ordre m'y appellent depuis longtemps. Je me croirai heureux de manifester, dans les pays étrangers ce que mon Ordre doit à Votre Majesté et les sentiments dont je suis pénétré. »

Il demandait à partir pour Rome. Ce voyage à Rome, la dernière pensée, le rêve suprême du vieux Bzrozowski, dérangeait les espérances piétistes de l'Empereur. Ce prince est dans la première ferveur de la Sainte-Alliance, c'est-à-dire il cherche, par cet acte de fédération, à réunir tous les cultes dans un seul qu'il entrevoit en songe et qui réalisera la tolérance universelle. Bzrozowski, proscrit de Petersbourg et de Moscou, était prisonnier dans l'Empire russe. Alexandre s'occupe, avec une fébrile activité, de l'émancipation religieuse et constitutionnelle du monde entier, et il contraint un Général des Jésuites à mourir dans ses Etats, lorsque les affaires de la Catholicité et celles de son Institut l'appellent à Rome.

Il demandait à partir pour Rome. Du fond de la Russie-Blanche, Bzrozowski continua de gouverner les enfants de saint Ignace : il dirigea leurs efforts, il assista à leurs premiers combats, il ouvrit leurs Missions transatlantiques; puis, le 5 février 1820, il expira, en désignant pour Vicaire le Père Mariano Pétrucci, recteur du Noviciat de Gènes. Cette mort, depuis longtemps prévue, faisait cesser une anomalie que, par déférence pour le

Il demandait à partir pour Rome

L'Empire de Russie devient simple province de l'Ordre

pouvoir, les Jésuites avaient toujours respectée.

Il n'était pas possible que le Général d'une Société répandue sur tous les points du globe et partant du principe catholique comme de sa source, pût résider ailleurs qu'au centre même de la Catholicité. Les Profès s'avouaient bien que le séjour du Général à Polotsk ou à Witebsk était un obstacle aux labeurs de leur Ordre et à la diffusion de l'Evangile. Ils se soumirent cependant sans murmure. Dans la personne de Bzrozowski, ils honoraient tous ces Pères, qui n'avaient jamais douté du rétablissement de la Compagnie et qui s'étaient efforcés de la maintenir dans son intégrité.

La mort déplaçait le pouvoir : les Jésuites pensèrent que le successeur de Loyola, de Laynès et d'Aquaviva, serait plus à l'aise près de la Chaire pontificale que sous le sceptre des Romanoff. Le lendemain du trépas de Bzrozowski le chef-lieu de l'Institut se transforma en simple province, dont le Père Stanislas Swietockowski eut la direction. Le nouveau Provincial présenta une supplique au Czar. Cette supplique tendait à obtenir la permission d'envoyer des députés à la Congrégation qui allait se réunir à Rome. Toutes les provinces avaient droit d'y voter par leurs mandataires ; mais cette élection viciait les conditions d'existence de la Société de Jésus en Russie, telle que Catherine II avait songé à l'établir. Elle privait le gouvernement impérial de cette autorité morale qu'il pouvait exercer sur un Institut qui, de 1786 à 1816, partant du chiffre de cent soixante-dix-huit membres, s'était rapidement élevé à celui de six cent soixante-quatorze ¹. Les Jésuites s'échelonnaient de Polotsk à Odessa ; on les rencontrait à Witebsk et à Astrakhan, à Ormsk ainsi qu'à Irkoutsk ; ils possédaient des Collèges florissants et des Missions où ils avaient eu l'art de se rendre indispensables ; plusieurs grandes familles les invoquaient comme précepteurs. Il fallait ou leur fermer la Russie ou circonscrire leur zèle dans l'enceinte des frontières. Par l'organe du Père Swietockowski, ils demandent à changer la nature du contrat qui les lie à l'Empire. Galitzin, toujours hostile aux enfants de saint Ignace, conseille au Czar de saisir l'occasion qui lui est offerte, et, le 13 mars 1820, c'est un décret d'expulsion qui répond à leur supplique. Ce décret était précédé d'un rapport du Ministre des cultes. Le prince Galitzin s'y pose en adversaire trop intéressé de la Compagnie de Jésus pour que ses assertions puissent faire foi au tribunal de l'histoire ; nous les admettons cependant comme un de ces documents officiels qui ne prouvent jamais ce qu'ils prétendent démontrer. On lit dans cette pièce :

« Le renvoi des Jésuites de Saint-Petersbourg ne leur a pas fait changer de conduite. Les rapports des autorités civiles et militaires s'accordaient à prouver qu'ils continuaient à agir dans un sens contraire aux lois. Ils travaillaient à attirer dans leur croyance les élèves du rit grec qui se trouvaient au Collège de Mohilow ; et lorsque, pour leur en ôter les moyens, il fut prescrit que des Catholiques romains seuls pourraient dorénavant y faire leurs études, ils commencèrent à séduire les militaires du rit grec cantonnés à Witebsk pour les rendre infidèles à la Foi de leurs pères.

» De même en Sibérie leur conduite ne répond point au but dans lequel ils ont été institués. Sous prétexte de vaquer aux fonctions de leur sacerdoce, ils fréquentent des endroits où aucun Catholique romain n'habite ; ils aveuglent les gens du peuple et leur font changer de croyance. Les mêmes principes dirigent leur conduite dans le gouvernement de Saratow. — Les bulles des Papes et les lois de l'Empire défendent d'engager les Grecs-Unis de passer au culte catholique romain ; cependant le Père Général des Jésuites opposait à leurs règlements une autre bulle qui permet aux Grecs-Unis, à défaut de prêtres de leur rit, de se présenter à la communion par-devant les prêtres catholiques romains. Mais les Jésuites dépassent même les dispositions de cette bulle. Ils répandent leur séduction dans les endroits qui ne manquent pas de prêtres du rit grec uni. En 1815, j'ai rappelé au Père Général des Jésuites le contenu suivant du décret impérial du 4 juillet 1803 : « Cette tolérance, qui porte le » gouvernement à s'abstenir de toute influence » sur la conscience des hommes dans les affaires » de Religion, devrait servir de règle aux » autorités catholiques dans leurs relations avec » les Grecs-Unis, et leur interdire toute espèce » de tentatives pour détourner ces sectaires de » leur culte. Si la Religion dominante ne s' » permet à cet égard aucun moyen coercitif, » combien plus une Religion tolérée doit s'en » abstenir. »

» Dans les colonies aussi, les Jésuites, en séduisant les individus de la profession évangélique, répandent dans les familles les germes de trouble et de division. En 1804, les Jésuites employaient jusqu'à la violence pour convertir des Juifs : conduite incompatible, selon les termes du décret impérial du 12 août 1804, tant avec les principes généraux de la Religion chrétienne, qui ne souffre aucune coaction, qu'avec les lois positives de l'Empire, qui punissent sévèrement toute espèce de séduction. On a été obligé de réclamer l'assistance des autorités locales pour arracher les enfants juifs de la maison des Jésuites.

» Mais, si quelques faits ont été réprimés alors, les principes existent toujours, et les

(1) *Catalogus sociorum et officiorum Societatis Jesu in imperio Rossico in annum 1816.*

Les
Jésuites
expulsés
de
Russie.

Rapport
duprince
Galitzin.

Jésuites continuent à s'y conformer dans leur conduite, malgré tous les ordres contraires du gouvernement. L'usage même qu'ils font de leurs biens ne se trouve pas en harmonie avec les préceptes de la charité chrétienne. L'état des paysans qui habitent les terres possédées par les Jésuites dans la Russie-Blanche prouve combien peu cette Société s'occupe de leur bien-être.

» Votre Majesté Impériale a rencontré elle-même quelques-uns de ces malheureux que les maux physiques ont privés de tout moyen d'existence, munis de passe-ports ¹ pour mendier leur pain. Touché de leur extrême misère, vous m'avez ordonné, Sire, d'écrire au Père Général des Jésuites combien il était contraire aux principes chrétiens d'abandonner à la pitié publique des êtres pauvres et faibles, surtout lorsque les Jésuites ont tous les moyens pour venir à leur secours.

» Tels sont les faits véritables relatifs aux Jésuites en Russie. Un Etat puissant leur accorde un refuge honorable à l'époque même où ils sont poursuivis et dispersés partout ailleurs ; jouissant du bienfait, mais repoussant la reconnaissance, ils outragent ces mêmes lois qui les reçoivent sous leur égide, opposent à leur influence salutaire une désobéissance obstinée, et, usurpant le titre de missionnaires refusé par le règlement de 1769 au Clergé catholique Romain en Russie, agissent au milieu d'un peuple éminemment chrétien comme parmi ces hordes sauvages qui ignorent jusqu'à l'existence de Dieu.

» Et lorsque, en butte à la méfiance générale et au juste mécontentement de l'Europe, les Jésuites sont accueillis en Russie avec générosité ; lorsqu'elle leur prodigue les marques les plus sensibles de confiance et d'estime, en leur imposant le devoir sacré d'élever une partie de ses enfants, leurs coreligionnaires, de répandre dans leur esprit les lumières des sciences et dans leur cœur celles de la Religion ; c'est alors même que, s'armant du bienfait contre le bienfaiteur, ils abusent de l'inexpérience de la jeunesse pour la séduire, profitent de la tolérance exercée envers eux pour semer dans les victimes de leur trahison une intolérance cruelle, minent les fondements des Etats, l'attachement à la Religion de la patrie et détruisent le bonheur des familles

(1) Dans ce passage du rapport officiel, le Ministre, on le voit, cherche à intéresser la sensibilité de l'Empereur et à lui présenter les Pères de la Compagnie de Jésus comme des maîtres durs et cruels qui ne prennent aucun soin de leurs paysans. Les terres appartenant aux Jésuites avaient été le théâtre des guerres de 1812. Elles s'étaient vues dévastées aussi bien par les armées ennemies que par les troupes amies. Il devait donc nécessairement s'y rencontrer plus de misère qu'ailleurs. On laissait les plus indigents ou les plus vagabonds errer jusqu'aux portes de Pétersbourg ; mais ce n'étaient pas les Jésuites qui leur délivraient des passe-ports et qui les autorisaient à mendier. Les Jésuites ne pouvaient pas se substituer au gouvernement, et si cette pénurie a été constatée par l'Empereur lui-même, c'est bien plutôt aux officiers de police de la province qu'il faut s'en prendre qu'à la Compagnie, dont le seul devoir était de secourir les paysans vivant dans ses domaines.

en y portant l'esprit de discorde. Toutes les actions des Jésuites ont pour mobile l'intérêt seul, comme toutes elles ne sont dirigées que vers l'accroissement illimité de leur pouvoir. Habiles à excuser chacun de leurs procédés illégaux par quelque règlement de leur Compagnie, ils se sont fait une conscience aussi vaste que docile.

» D'après le témoignage du Pape Clément XIV, « les Jésuites, dès leur établissement, s'étaient livrés à de basses intrigues, avaient des disputes continuelles en Europe, en Asie, en Amérique, non-seulement entre eux, mais encore avec les autres Ordres monastiques, comme avec le Clergé séculier et les établissements de l'instruction publique ; ils agissaient même contre les gouvernements. On se plaignait de leur doctrine, contraire aux bonnes mœurs et au véritable esprit du Christianisme ; on les accusait surtout d'être trop avides des biens de ce monde. Toutes les mesures prises par les Papes pour mettre fin à ce scandale ont été inefficaces. Le mécontentement croissait, les plaintes se succédaient, les esprits se revoltaient, et les liens mêmes du Christianisme se relâchaient. Quelques-uns des monarques catholiques, ne voyant point d'autre moyen de détourner l'orage qui menaçait de destruction leur Eglise, se virent obligés d'expulser les Jésuites de leurs Etats. » C'est dans ce sens que s'exprimait alors le Pape, dont la pénétration découvrit la cause de tant de maux dans les principes fondamentaux de la Compagnie des Jésuites, et qui s'est décidé, en conséquence, à dissoudre cette Compagnie pour rendre l'ordre et la paix à l'Eglise.

» Lors de l'éloignement des Jésuites de Saint-Petersbourg, il fut déjà question de les renvoyer tous hors de la Russie ; mais Votre Majesté Impériale a décliné cette mesure, par la raison qu'avant de l'effectuer il fallait trouver des Ecclésiastiques connaissant les langues étrangères, afin de pouvoir remplacer les Jésuites dans les colonies ainsi que dans d'autres endroits.

» Maintenant qu'il appert des renseignements pris par moi que les autres Ordres monastiques du culte catholique romain peuvent fournir le nombre suffisant de Prêtres capables de remplir les fonctions de leur sacerdoce dans les colonies, et que, de l'autre côté, les Jésuites se montrent plus coupables que jamais, j'ose proposer à Votre Majesté Impériale d'ordonner ce qui suit :

» Les Jésuites, s'étant mis par leur conduite hors de la protection des lois de l'Empire, comme ayant oublié non-seulement les devoirs sacrés de la reconnaissance, mais encore ceux que le serment de sujet leur imposait, seront renvoyés hors des frontières de l'Empire, sous la surveillance de la police, et ne pourront jamais y rentrer sous quelque forme et dénomination que ce soit. »

Dix autres articles, réglant, expliquant ou

corroborant le décret d'expulsion, s'attachent dans leurs détails à rendre plus dur cet exil, qui ne se base sur aucun fait certain. Puis le Ministre des cultes conclut ainsi :

» En cas que Votre Majesté Impériale daigne agréer ces propositions, j'oserais la supplier de charger les Ministres de l'intérieur, des finances et moi, chacun pour ce qui le regarde, de l'exécution immédiate des articles ci-dessus.

» C'est ainsi qu'un terme sera mis en Russie à l'existence des Jésuites indociles aux lois et aux autorités de l'Etat, auxquelles ils doivent, d'après la parole de saint Paul, être soumis, non-seulement par la crainte du châtement, mais aussi par le devoir de la conscience. Ainsi seront éloignés des hommes privés de ces véritables lumières qui viennent d'en haut, sourds à la voix de saint Jacques, dont les saintes paroles terminent la bulle par laquelle le Pape Clément XIV a supprimé la Compagnie de Jésus :

« Y a-t-il quelqu'un qui passe pour sage et pour » savant entre vous ? qu'il fasse paraître ses » œuvres dans la suite d'une bonne vie avec une » sagesse pleine de douceur. Mais, si vous avez » dans le cœur une jalousie pleine d'amertume » et un esprit de contention, ne vous glorifiez » point fausement d'être sages, et ne mentez » contre la vérité. Ce n'est pas là la sagesse qui » vient d'en haut ; mais c'est une sagesse ter- » tre, animale, diabolique. Car où il y a jalousie » et un esprit de contention, il y a aussi du » trouble et toute sorte de désordres. Mais la » sagesse qui vient d'en haut est premièrement » chaste, puis amie de la paix, modérée et » équitable, docile, pleine de miséricorde et des » fruits des bonnes œuvres ; elle ne juge pas, » elle n'est pas double et dissimulée. Or, les » fruits de la justice se sèment dans la paix par » ceux qui font des œuvres de paix. »

Voilà encore un édit de bannissement contre les disciples de l'Institut ; la Russie les chasse de son sein, comme la France, l'Espagne, le Portugal, Naples et le duché de Parme le firent au dix-huitième siècle. Un petit-fils de la grande Catherine applique aux Jésuites, préservés de la mort par son aïeule, les paroles que Clément XIV leur jetait en licenciant le corps d'élite de l'armée chrétienne. Par une de ces anomalies auxquelles l'histoire de la Compagnie nous a forcément habitué, tous les Monarques qui se laissent entraîner dans les voies de l'arbitraire, tous les Ministres qui signent des décrets de proscription, tous les peuples qui regardent passer ces exilés ne songent pas à se demander de quels crimes on les accuse. Il existe une loi qui sert de base à chaque Code criminel et qui est le fondement de toute justice. Cette loi, aussi vieille que le monde, défend de punir qui que ce soit avant de l'avoir fait juger et d'avoir précisé les imputations portées contre lui. Les Jésuites n'ont jamais pu jouir du bénéfice

de cette loi. A Lisbonne, le marquis de Pom- bal les condamne de son chef ; en Espagne, Charles III et d'Aranda, son ministre, les suppriment ; les Parlements de France, aux ordres de Choiseul et de madame de Pompadour, fabriquent des arrêts où l'iniquité le dispute à l'ignorance. A Rome même, dans une heure de cécité pontificale, Clément XIV brise la Société dont les plus saints, dont les plus grands de ses prédécesseurs sur la chaire de Pierre ont glori- fié les services et honoré les vertus. Chez ces peuples de mœurs si diverses, mais qui tous tiennent à la législation naturelle comme à la garantie de leurs droits, la Compagnie de Jésus a souvent trouvé des accusateurs, des proscrip- teurs et des bourreaux, elle réclame encore des magistrats intègres. Elle a été condamnée, flé- trie, exilée, décimée ; elle n'a jamais été jugée.

Le rapport du prince Galitzin, œuvre du conseiller Tourguéneff et du comte Capo d'Istria, ne porte pas l'empreinte de cette haine vivace qui se rencontre seulement dans des hommes appartenant au même culte. On ne charge pas les Jésuites de crimes imaginaires, on ne dé- nature point leurs correspondances ; on semble invoquer le prétexte le plus plausible pour les sacrifier au triomphe des Sociétés bibliques et des rêves de fédération d'Alexandre ; mais le document officiel reste dans les bornes d'une modération calculée. Le gouvernement possède les papiers de la Compagnie, ses correspondan- ces avec Rome et avec les Jésuites de tous les pays. On a dit et accrédité à Pétersbourg que les Russes embrassant le Catholicisme recevaient par l'entremise des Jésuites un bref du Saint- Siège qui leur accordait la faculté de paraître schismatique lorsque, dans le for intérieur, ils étaient unis à l'Eglise romaine. On a même pré- tendu que le gouvernement moscovite avait entre les mains des preuves de cette hypocrisie. Le rapport n'en fait aucune mention ; on n'en découvre nulle trace dans les archives impé- riales ; tout tend même à établir qu'à cette époque, si les Sociétés bibliques et le néo- christianisme d'Alexandre eussent pu tourner une pareille arme contre Rome, ils n'auraient pas manqué de s'en servir.

Nous avons sous les yeux des copies de ces brefs, copies qu'on affirme authentiques et levées sur l'original. Mais, comme l'historien doit se tenir en garde et se défier des falsifica- tions ainsi que des documents apocryphes sug- gérés par l'esprit de parti ; comme, d'un autre côté, le Saint-Siège et les Jésuites se sont tou- jours inscrits en faux contre de semblables docu- ments, nous ne pouvons y ajouter foi jusqu'à preuve plus décisive.

De ce rapport, accepté par l'Empereur, il surgit bien quelques excès de zèle catholique, mais ces faits individuels, en supposant leur véracité démontrée, méritaient-ils la peine sé-

vère appliquée à tout un Ordre : L'autorité ne les signalait que depuis très-peu d'années ; est-il présumable que les Jésuites aient cherché à se compromettre, précisément lorsqu'ils se avaient en butte aux méfiances de Galitzin, aux intrigues des Sociétés bibliques et des Universités, sur lesquelles l'Empereur venait de sanctionner leur triomphe ?

Les
Jésuites
mission-
naires.

A la nouvelle de l'ukase qui brise les liens existants depuis plus de deux siècles entre les Catholiques de la Russie-Blanche et la Compagnie de Jésus, la consternation fut générale. Des larmes coulent dans les Eglises ; chacun accourt du fond des steppes pour voir une dernière fois ceux qui ont si souvent consolé les Catholiques. Dans toutes les villes où s'élève une maison de l'Ordre, des commissions furent nommées par le gouvernement ; elles se composèrent d'un Magistrat, d'un Ecclésiastique séculier et d'un Religieux. Ces commissions avaient ordre d'interroger individuellement chaque Jésuite, de lui promettre des avantages sans bornes et la faveur du pouvoir, s'il voulait renoncer à l'Institut. Trois ou quatre vieux Pères, sur près de sept cents, se laissèrent séduire.

Le père
Grivel
au Volga.

Pour se former une idée, même imparfaite, de l'existence à laquelle ils se vouaient, il ne faut pas seulement les étudier au milieu des cités ou parmi les enfants qui bénissaient leur nom et acquittaient, par une reconnaissance dont les preuves subsistent encore, les bienfaits de l'instruction chrétienne ou de l'éducation première. Ce ne fut point là qu'ils apparurent plus grands par le sacrifice de toutes les joies humaines que par le travail ; mais il importe de jeter un regard sur les Missions que le gouvernement leur donna à défricher. Dès le 5 avril 1803, le Père Fidèle Grivel écrivait des bords du Volga à un de ses amis de France : « Il n'y a que vingt mois que la Compagnie est chargée de ces Missions, et déjà il y a un changement notable. Il y a cent mille Catholiques répandus dans le gouvernement de Saratof ; ils sont divisés en dix Missions, dont six sur la rive gauche et quatre sur la rive droite du Volga. Chaque Mission est composée de deux, trois, quatre ou cinq colonies ou villages. Ma Mission est à Krasnopolis, sur la rive gauche. J'ai neuf cent soixante-deux communicants en quatre colonies ; chacune a une assez jolie église de bois.

» Ce n'est pas ici un Japon, ni un pays de Hurons, ce n'est pas non plus un Paraguay ; c'est un diminutif de l'Allemagne quant au moral, et jusqu'ici il n'y a pas d'apparence que nous mourrions martyrs. Je suis satisfait et disposé à rester ici volontiers le reste de ma vie. »

Le père
Coince
à Riga.

Les Jésuites n'avaient pas en Russie l'attrait du péril pour les exciter, l'enthousiasme ou la résistance des peuplades sauvages pour les animer. Leur zèle ne devait éclater qu'au comman-

dement militaire. Il était circonscrit dans d'étroites limites ; les franchir eût été un crime irrémissible. Il fallait être modéré dans son ambition de civiliser par la Foi. Ils avaient à vaincre les vices invétérés de ces populations sans patrie, les défiances des Grecs, souvent, comme à Riga, les susceptibilités protestantes refusant aux Catholiques un peu de cet espace et de cet air libre qu'elles savent si bien conquérir pour elles. La capitale de la Livonie était toujours la cité intolérante par principe : au nom de Luther, elle tendait à opprimer la Religion romaine. Chaque culte pouvait élever son temple dans les murs de cette ville ; il était interdit aux seuls Catholiques de jouir d'une prérogative qu'ils disputaient depuis trois siècles. Vers 1802, ils osèrent s'adresser à l'empereur Alexandre et lui demander des Jésuites. Le Père Gruber reçut ordre d'en faire passer trois en Livonie : il désigna Joseph Kamienski, Marcinkiewicz et Puell, qui arrivèrent le 40 février 1804. Le prince de Wurtemberg et les magistrats moscovites accueillirent avec empressement ces Religieux ; mais bientôt ils n'eurent pas de peine à s'apercevoir des inimitiés secrètes ou patentes auxquelles leur ministère allait être en butte. La plupart des Catholiques de Riga s'étaient laissés gagner par cette fièvre de débauche qui épuise les grands centres commerciaux. Les trois Missionnaires succombaient à la peine sans espérance de succès, lorsque, en 1806, le Père Joseph Coince se fit leur auxiliaire.

A peine a-t-il pris connaissance de la position morale dans laquelle languissent les habitants de Riga, qu'il s'ingénia pour y remédier. Par une de ces inexplicables corruptions dont il ne faut accuser aucun culte, car aucun n'est responsable de pareilles monstruosités, le catéchisme luthérien que les pères de famille se voyaient forcés de mettre entre les mains de leurs enfants n'était qu'un code d'athéisme et de lubricité. Coince en oppose un qui reçut la sanction de l'autorité ; mais il devenait urgent de le faire accepter aux familles, plus urgent encore d'arracher la jeunesse des deux sexes à tous les vices précoces dont elle portait le germe en elle. Coince avait mesuré l'étendue du mal : il le conjure en publiant des livres de morale adaptés à l'intelligence abâtardie de ces peuples ; il crée des écoles. Afin d'attirer la confiance des parents, il charge des fonctions d'institutrices de nobles dames françaises et allemandes. Sous la direction de la comtesse de Cossé-Brissac et de la baronne de Holk, elles donnent à ces espèces de salles d'asile de l'enfance un développement extraordinaire. La bienfaisance des femmes aidait la charité du Jésuite : il triomphe en peu de temps des préventions et des instincts mauvais.

Coince avait rendu chaste et pieuse la génération naissante, il voulut la faire libre. Des

Ses
œuvre
de
chari
et d'é
catu
popu
laires

Lois iniques pesaient depuis trois siècles sur les Catholiques, dont les Protestants de Suède étaient parvenus à nier les droits de citoyens. Pour ces émancipateurs de la pensée humaine, les Catholiques ne sont plus que des Juifs du quatorzième siècle auxquels on refuse les privilèges de la patrie et même l'honneur de mourir sous le drapeau national. Le Jésuite entreprend de détruire cet abus de la force. Le marquis de Pallucce trouvait gouverneur de Riga au nom du Czar. Le Père Coince lui communique ses plans de réhabilitation; Pallucci les adopte, il s'engage à les favoriser. Il assemble les notables de Livonie, il leur soumet les propositions que le Jésuite a inspirées; un cri de répulsion s'échappe de toutes les bouches. Le Jésuite est accusé de semer la perturbation dans ce pays et de tendre au renversement des lois ecclésiastiques et civiles. La menace ne l'effrayait pas plus que les insultes : on songe à lui susciter d'autres obstacles. Un procès lui est intenté; mais, après six mois de débats judiciaires, l'Empereur publie un décret qui garantit aux Catholiques la liberté de croire et de prier en commun.

Jusqu'alors ils n'avaient même pas eu le triste privilège de faire ouvrir à leurs pauvres ou à leurs malades les portes des hospices publics. Coince avait triomphé du Protestantisme, il conçoit l'idée d'offrir un asile aux souffrances dont il est le seul consolateur. Tous les moyens lui manquent; néanmoins cet homme sait espérer contre toute espérance, et, sans autre levier que son zèle, mener à bonne fin les entreprises les plus ardues. Un hôpital était par lui jugé indispensable : il intéresse le marquis de Pallucci à ses projets. Le Jésuite parle, il fait parler; il émeut les cœurs, il réveille dans les âmes le sentiment de la pitié, et le 46 juillet 1844 la première pierre de l'édifice était posée. Le 45 août 1845, cette demeure de l'indigence recueillait toutes les misères.

Mais l'orage dirigé par les Sociétés bibliques commençait à gronder sur la Compagnie de Jésus. Le Père Coince était l'un des adversaires de leur système : le premier il reçoit ordre d'abandonner cette nouvelle patrie que ses sueurs ont arrosée et où, par la puissance de sa volonté, il a fécondé tant de miracles de civilisation. Il faut renoncer à ces œuvres si laborieusement enfantées ou abjurer l'Institut de saint Ignace. Les Jésuites compagnons du Père Coince et Coince lui-même n'hésitent pas un seul instant. Ils étaient entrés proscrits dans l'empire de Russie, ils en sortirent proscrits. Les Catholiques se pressaient autour d'eux avec des prières et des larmes. Coince et Krukowski pleurent avec leurs fidèles, mais le sacrifice était consommé; les Jésuites partirent. Le peuple leur témoignait sa tristesse par de touchantes effusions. Le gouverneur de Riga ne craint point de s'associer à ces

regrets; le 43 juillet 1820 il adresse au disciple de l'Institut la lettre suivante, touchant résumé des bonnes œuvres accomplies :

« Mon très-révérend Père,

» Si je n'ai pas répondu jusqu'à ce moment à la lettre dont vous m'avez honoré le 4^{er} avril dernier, c'est que j'ai toujours espéré voir retarder l'époque de votre départ; mais, puisqu'il vient d'être fixé, je m'empresse, mon très-révérend Père, de vous prévenir que j'ai donné tous les ordres nécessaires pour qu'il vous soit fourni, ainsi qu'aux autres Pères qui partent avec vous, tout ce qui est nécessaire pour votre voyage. Les sentiments que vous me témoignez, mon très-révérend Père, dans votre lettre, m'ont rappelé le vif chagrin que j'ai souvent éprouvé de n'avoir pas été à même de contribuer comme je l'aurais voulu à tout le bien que vous avez fait et que vous avez voulu faire ici, et m'ont sensiblement pénétré de douleur pour la perte que non-seulement la communauté catholique va éprouver par votre départ, mais tous les habitants de Riga en général, les écoles que vous avez établies ici pour les deux sexes, l'hôpital et la Société des dames séculières de la Miséricorde, tous monuments qui par eux seuls suffiraient pour attester de votre zèle et de vos soins infatigables pour la ville de Riga, si d'ailleurs toute votre conduite et celle de vos Pères ne vous eussent donné les plus grands droits aux regrets bien sincères que cause votre éloignement. Persuadé que, sensible à l'attachement que l'on vous a témoigné ici, vous éprouverez, mon très-révérend Père, quelques regrets de quitter le bien que vous avez fait, je crois les adoucir par l'assurance que je vous donne de faire tous mes efforts pour maintenir dans leur état actuel tous les établissements dont cette ville vous est redevable. Les vœux bien sincères que je forme pour votre bonheur vous suivront partout, et si jamais vous pouvez me croire propre à vous être utile, disposez de moi comme d'un ami qui vous est sincèrement attaché.

» P., marquis DE PALLUCCI. »

Le même dévouement à l'humanité éclate sur les points les plus reculés de la Russie. C'est là que de préférence les Jésuites fixent leur séjour, c'est de là aussi qu'ils veillent comme des mères attentives sur ces douleurs de l'âme et du corps dont personne, en dehors d'eux, ne semble se préoccuper. Il existe à Mozdok, sur le Caucase, une colonie formée de prisonniers et du rebut de différents peuples. Cette colonie croupit dans l'ignorance, ne songeant qu'à satisfaire ses vices et ses haines. La force elle-même n'a pu assouplir ces natures rebelles. L'empereur Alexandre veut que les Jésuites tentent

Le Père
Gillon
Henry au
Caucase.

un dernier essai. Ils ont à subir des vicissitudes de toute sorte, des outrages de toute nature ; mais enfin, vers l'année 1840, ils arrivent à la solution du problème. Les colons de Mozdok, vaincus par la persévérance des Missionnaires, leur rendent les armes, et déjà le Père Woyzevillo se jette dans le Caucase pour annoncer aux indigènes le Dieu mort sur la Croix. Des obstacles insurmontables semblent conspirer pour frapper leurs travaux de stérilité. Les Pères Suryn et Gilles Henry en triomphent par des merveilles de patience et de courage. Ils sont les Apôtres de ces hommes à demi-barbares ; ils deviennent les Anges protecteurs des troupes russes cantonnées au milieu de ces régions, chaque jour exposées au double fléau de la peste et de la guerre.

En
corres-
pondan-
ce.

D'inénarrables privations, d'affreuses souffrances étaient réservées aux Jésuites dressant leur tente dans ces montagnes. A la voix de leur chef, aucun ne recule, et, dans l'abandon de leur correspondance intime, voici de quelle manière ils acceptent cette vie de tribulations. Le Père Gilles Henry, Jésuite belge, écrit de Mozdok, le 29 juin 1844 : « On vient de publier ici l'ordre de renvoyer tous les Polonais. Tout en entrant dans leur joie, je me sens le cœur singulièrement affligé de voir partir ces pauvres malheureux, que nous avons comme régénérés en les transformant en agneaux, d'ours qu'ils étaient. Maintenant mes dépenses me paraissent agréables, et je ne prévois qu'avec peine le moment où je ne devrai plus me priver de mon pain, de mon diner pour en nourrir l'affamé, de mon manteau, de mes bottes et même de mes bas pour en revêtir les membres précieux, les frères bien-aimés de mon Sauveur. Il me semblera qu'il me manquera quelque chose lorsque je n'aurai plus l'occasion de revenir couvert de vermines. Si j'avais quelque chose à regretter, c'est de m'être trop défié de la Providence, c'est de ne pas m'être privé davantage de mon repos pour alléger leurs douleurs. »

Dans une autre lettre du 43 août 1844, ce même Jésuite écrit encore : « On a été dans de grandes alarmes à Astrakhan, on a cru que le révérend Père Suryn était tombé entre les mains des païens. Depuis sept ans, j'ai, chaque jour, de pailles craintes sur le compte de notre Supérieur. Mais serait-ce donc un malheur, si l'un de nous, en exerçant le saint ministère, était fait prisonnier ? Heureuse captivité qui probablement briserait les chaînes par lesquelles l'enfer tient les Montagnards en captivité ! Serait-ce un malheur si l'un de nous était dévoué à la rage des païens ? Nous voulons arborer l'étendard de la Croix, et le sang des Martyrs n'est-il pas la semence des Chrétiens ? »

Le 10 août de la même année, le Père Henry n'ambitionne plus le martyre. Il raconte les

calamités auxquelles ses pauvres Chrétiens et ses soldats captifs se voient en butte. Ici ce sont des nuées de sauterelles qui dévorent les moissons et empoisonnent l'air ; là c'est la peste avec toutes ses horreurs ; puis, après le récit de ces fléaux, le Jésuite ajoute en sollicitant grâce pour sa charité : « Il me reste à demander pardon des dépenses que j'ai faites. Comment agir ? Quelle règle observer lorsqu'un malade meurt faute de pain, sort de l'hôpital sans chemise ? Qu'auriez-vous fait si vous eussiez rencontré le fils de M. le comte Potocki sans bas, sans souliers, sans culottes, sans chemise ? Pourrait-on me reprocher d'avoir demandé son mouchoir à la première dame que je rencontrais, ses bottes à un cosaque, sa chemise à un autre ? Mille cas semblables se présentent. Depuis Pâques je suis sans argent, et je dépense par mois trois cents roubles. Grâce à la divine Providence, je n'ai pas de dettes. Personne ne serait resté en vie pour porter de nos nouvelles en Pologne ; mais j'ai fait instance auprès du Général, et, quoiqu'il n'y ait ici aucune troupe pour les remplacer, il vient d'envoyer par une estafette ordre de faire partir de suite tous les Polonais de Mozdok, les malades mêmes sur des voitures. Quels douloureux adieux je vais recevoir ! J'en reçois de plus consolants des moribonds qui, au moment de rendre l'âme, tournent encore les yeux vers moi, comme s'ils voulaient me dire : « A vous revoir dans le ciel, mon cher Père. »

Telles sont les vastes conspirations dont les Jésuites s'occupent sans cesse. Ce que le Père Henry retrace avec tant de naïveté, tous les autres, dispersés dans l'Empire de Russie, le confirment par leurs écrits et encore mieux par leurs actes. Le jour et la nuit ils sont entre les désespoirs de la peste et la pénurie de secours humains. Ils subviennent à tous ces maux ; et, lorsque l'arrêt de proscription leur est signifié sur cette terre désolée, le Père Gilles Henry adresse au Père Grivel sa dernière lettre. Elle est ainsi conçue :

« Depuis seize ans que nous sommes à Mozdok, au pied du mont Caucase, nous avons tenté inutilement de pénétrer dans l'intérieur des terres occupées par des gens barbares, Païens ou Mahométans, qui regardent comme une bonne œuvre le massacre d'un Chrétien. Cependant nos travaux n'ont pas été inutiles et pour les colons du pays, et surtout pour les troupes qui passent sans cesse en ce pays, de la mer Caspienne à la Mer Noire et de Mozdok à la Géorgie. Depuis l'invasion de la Russie par les Français, nous n'avons pas eu un moment de repos. Le gouvernement russe a envoyé ici douze mille Polonais prisonniers, sans foi, sans mœurs ; mais l'exil et les maladies les ayant attaqués, nous en avons profité pour les ramener à de meilleurs sentiments, et Dieu a béni nos travaux. »

» A Mozdok, nous avons deux cents Catholiques, Arméniens fidèles; et, comme il passe ici beaucoup d'étrangers qui vont ou reviennent de Russie en Géorgie ou en Chine, et qu'on ne trouve ni hospice ni hôtellerie, nous avons bâti un grand hospice où tous les voyageurs sont admis indifféremment, et gratis autant que nous pouvons. Nous avons eu occasion de donner l'hospitalité à plusieurs Anglais. Nous avons élevé une grande église. Après avoir tant travaillé pour le bien de cet Etat, on veut nous renvoyer comme tous les autres Jésuites. Mais, non contents de nous chasser, on voudrait nous déshonorer en nous rendant apostats. On nous a fait des promesses et des menaces. Nous avons répondu qu'avec la grâce de Dieu, nous voulions vivre et mourir dans la Compagnie de Jésus. »

On les expulsait du Caucase au moment où l'Asie allait se rouvrir devant eux. Les Arméniens, délivrés du joug des Perses et tombés sous la domination de la Russie, montraient une vive répugnance à embrasser le schisme des Grecs. Ils invoquaient des Missionnaires pour se confirmer dans leur Foi. La Perse faisait le même vœu; elle demandait les membres de la Société de Jésus que l'empereur Napoléon lui avait fait entrevoir un jour. Lorsque le Général Gardane conclut, au mois de janvier 1808, alliance avec la Perse, Napoléon, qui voulait se faire accepter en Asie comme l'héritier direct des Rois ses prédécesseurs, fit insérer dans le traité une clause vraiment extraordinaire. Il exigea protection pour les Jésuites que la France aurait le droit d'envoyer en Perse, et cela au moment même où ils étaient bannis de son Empire et où le Pape ne les avait pas rendus à l'existence ¹. Mais ce nom de Jésuite retentissait au loin; il portait avec lui une signification que

les Orientaux se montraient heureux d'admettre. Napoléon, au témoignage du colonel Mazorewicz, ambassadeur de Russie à Téhéran, se garda bien de laisser échapper ce moyen d'influence.

On avait calomnié les disciples de Loyola passant leur vie dans les glaces de la Sibérie et dans les montagnes du Caucase, entre la misère des indigènes et les dangers des exiles. Lorsque le gouvernement apprit que la détermination de ces Pères était aussi immuable que celle de leurs compagnons, Galitzin, qui sent le besoin de les conserver, leur propose une dernière transaction. Ils sont libres de rester fidèles à leurs vœux, on les accepte comme Jésuites; ils doivent seulement se dépouiller de leur habit et de leur nom. Les Missionnaires, encore plus attachés à leur Institut qu'au calvaire sur lequel ils se placent volontairement, calvaire qui ne leur manquera pas ailleurs, refusent le compromis. Les négociations durèrent plus d'un an; et, lorsqu'ils partirent de ces lieux, où ils avaient adouci tant de souffrances, les Gouverneurs-Généraux les comblèrent de témoignages d'estime. Dans la Crimée comme sur les bords du Volga, la séparation fut aussi cruelle. Le marquis de Pallucci avait déploré leur retraite, le général del Pozzo, qui commandait à Astrakhan, mourut de douleur, et les Chrétiens du Caucase essayèrent de désobéir à l'ordre de l'Empereur. On chercha en Allemagne et en Pologne des Ecclésiastiques pour remplacer les Jésuites qui évangelisaient ces montagnes, il ne s'en présenta point.

Les affiliations bibliques triomphaient en Russie sur les débris de la Compagnie de Jésus; leur victoire ne fut pas de longue durée. Sous le règne d'Alexandre, elles avaient pris de vastes développements, mais peu à peu le Czar s'avoua qu'il s'était donné des maîtres. Son âme inquiète cherchait partout la vérité comme un aliment nécessaire à ses pensées; il essaya de comprimer l'essor de ces Sociétés, dont le but n'était plus pour lui un mystère. Lorsque, aux portes du tombeau, il confessa, dit-on, la divinité et la prééminence du Catholicisme ¹, il léguaient en

(1) Le traité conclu entre la France et la Perse contient, à l'article 18, les clauses suivantes :

« Les Prêtres qui se trouveront en Perse pour instruire et diriger les Chrétiens seront honorés de toute la bienveillance de Sa Hautesse, à condition qu'ils ne s'ingéreront point dans ce qui regarde la Foi musulmane, et qu'ils ne se permettront rien de contraire à cette Religion. Les Prêtres, Moines et Religieux de la loi de Jésus qui habiteront la Perse pour remplir les fonctions de leur culte, se trouvant à l'ombre de la protection impériale, ne seront vexés ni tourmentés par personne, et eux-mêmes ne mettront jamais le pied hors le sentier du devoir, et ils ne devront jamais rien faire qui puisse blesser et contrarier la croyance musulmane; et si un Musulman, des Arméniens ou des Européens se comportaient avec irrévérence envers des Prêtres, le juge de l'endroit, après la vérification des choses, les punirait et les remettrait dans le devoir, de façon que dorénavant ils ne leur manquaient plus de respect. Les juges ne trouveront pas mauvais que les Chrétiens habitant les contrées du Daghestan, de Tauricet et de Kara Bagh, de l'Irak, du Farsistan et autres provinces de l'Empire, portent du respect aux Prêtres. Personne non plus ne contrariera les Arméniens et enfants d'Arméniens qui seront auprès des Prêtres, soit pour s'instruire, soit pour les servir. Si les Prêtres désirent construire soit une église, soit une chapelle, personne ne les en empêchera, et on leur donnera aussi un terrain, conformément à ce qui est énoncé en l'article 2. » (Recueil des traités de commerce et de navigation entre la France et les puissances étrangères entre elles, par M. le comte d'Hauterive.)

(1) Ce retour vers l'unité catholique ne se trouve confirmé par aucun acte officiel, par aucun témoignage public. Le caractère d'Alexandre, son penchant pour la vérité religieuse et les tristesses de ses dernières années ont sans doute contribué à accréditer un bruit que jusqu'ici n'a peut-être d'autres fondements que l'entrevue du Czar avec le prince abbé de Hohenlohe, dont le nom est si célèbre en Europe. Dans ses *Lichtbiken und Ergebnisse*, le Prince raconte ainsi lui-même cette entrevue :

« S. M. l'empereur Alexandre vient à Vienne au mois de septembre 1822. Ce monarque, qui avait voué une amitié sincère à la famille princière de Schwarzenberg, manifesta au prince Joseph de cette illustre maison le désir de le connaître.

« L'audience que S. M. devait me donner fut fixée au 21 septembre, à sept heures et demie du soir. Ce jour sera toujours pour moi un des plus remarquables de ma vie. J'adressai la parole en français à S. M., et je lui dis : « Sire, la divine Providence a placé V. M. sur un des degrés les plus élevés de la grandeur terrestre; c'est

Les Missionnaires refusent de rester dans leurs missions sous un autre nom.

Morl d'Alexandre.

même temps à son successeur le soin de renverser cette aggrégation protestante. L'empereur Nicolas se montra fidèle à la dernière politique d'Alexandre et les Sociétés bibliques subirent le destin qu'elles avaient préparé à l'Institut de Loyola.

La Com-
pagnie de Jésus
à Rome.

Tandis que les Jésuites servaient de mot de ralliement aux Héretiques s'efforçant de tuer la Foi, l'Institut de Loyola, rétabli par le Souverain Pontife Pie VII, se livrait à Rome à un grand travail intérieur ¹. Le Jésus et le Noviciat

, pourquoi le Seigneur exigera aussi beaucoup de V. M.; car la responsabilité des rois est grande devant Dieu. Il a fait choix de V. M. comme d'un instrument au moyen duquel il a voulu donner le repos et la paix aux nations européennes. De son côté, V. M. a répondu aux vœux de la Providence, en exaltant la bénédiction de la Croix et en relevant par votre puissante volonté la Religion qui était renversée. Je regarde le jour d'aujourd'hui comme le plus heureux de ma vie, parce que j'ai le bonheur, dans ce moment, de témoigner à V. M. le profond respect dont je suis pénétré pour elle. Que le Seigneur vous confirme par sa grâce, et qu'il vous protège par ses saints anges! Telle sera l'humble prière qu'à partir d'aujourd'hui j'adresserai au ciel pour V. M.

Ces paroles furent suivies d'une pause pendant laquelle l'Empereur ne cessa de me regarder; puis il se jeta à genoux en me demandant la bénédiction sacerdotale. Il me serait difficile d'exprimer par des paroles l'émotion que j'éprouvai dans ce moment. Voici tout ce que je pus lui dire de la plénitude du cœur :

Je dois permettre qu'un aussi grand Monarque s'abaisse de la sorte devant moi, parce que le respect que V. M. me témoigne ne s'adresse pas à moi, mais à celui que je sers et qui vous a délivré par son sang précieux, ô grand prince, comme il nous a délivrés tous. Que le Dieu triple et un répande donc sur V. M. la rosée de sa grâce céleste ! Qu'il soit votre bouclier contre tous vos ennemis, votre force dans chaque combat ! Que son amour remplisse votre cœur, et que la paix de Notre-Seigneur Jésus-Christ demeure sur vous en tout temps.

C'est tout ce que je puis dire, parce que les larmes s'échappaient de mes yeux de tous côtés. S. M. me pressa contre son cœur; après quoi, ému moi-même d'une manière inexprimable, je le serrai à mon tour contre mon sein palpitant.

Notre entretien roula ensuite sur divers événements qu'il ne m'est pas permis de raconter ici, l'Empereur m'ayant imposé le silence en me le confiant. Je demeurai auprès de S. M. jusqu'à onze heures moins un quart. Comme mon cœur saigna lorsque j'appris sa mort deux ans après! Non, il ne se passe point de jour que je me souvienne de lui dans mes prières au Tout-Puissant.

(1) Le cardinal Pacca, l'ami et le conseil du pape Pie VII, fut un des princes du Sacré-College qui, dit-on, exercèrent le plus d'influence auprès du Pontife pour le déterminer à proclamer la résurrection de la Société de Jésus, résurrection à laquelle le cardinal Consalvi semblait s'opposer par des motifs politiques. Dans le manuscrit inédit où Pacca raconte les événements de son second ministère, nous trouvons un passage qui laisse toute la gloire de l'initiative à Pie VII. Pacca s'exprime ainsi : « Une des premières opérations que le Pape désira faire fut celle, si glorieuse pour lui, du rétablissement de la Compagnie de Jésus. Dans les entretiens que j'avais chaque jour avec lui, durant notre exil de Fontainebleau, nous avions souvent parlé des graves préjudices causés à l'Eglise et à la Société civile par la suppression de cet Ordre, aussi justement célèbre dans l'éducation de la jeunesse que dans les Missions apostoliques. J'avais donc lieu d'espérer que le Pape ne serait pas éloigné de songer un jour à ressusciter les Jésuites à Rome, ainsi que dans toutes les contrées qui, à l'exemple de l'empereur Paul de Russie et de Ferdinand IV, roi de Naples, les avaient réclamés pour leurs peuples. Arrivé à Rome le 24 mai 1814, les entretiens de Fontainebleau se présentèrent tout à coup à mon esprit; mais, suivant les vœux de la politique humaine, cette opération me paraissait encore peu sûre, et, à cause des circonstances, je la regardais peut-être comme imprudente et très-difficile. Nous étions à peine échappés aux tempêtes soulevées par la secte philosophique qui rugissait au seul nom des Jésuites, et nous ignorions ce que draient les cours étrangères du rappel d'un Institut dont, peu d'années auparavant,

de Saint-André leur étaient rendus, ils y revenaient pleins de joie et d'espérance. Les Papes avaient voulu que la maison-mère fût conservée dans l'état où elle se trouvait au jour de l'arrestation du Père Ricci. La bibliothèque seule avait été vendue à l'encan par ordre des commissaires de Clément XIV. L'église du Gesù était dépouillée de la statue en argent de saint Ignace et de plusieurs objets précieux qui ornaient le temple ¹; mais, à part ce tribut payé à la révolution française, la maison n'avait subi aucun changement. Devenue communauté de Prêtres dont le savant Marchetti était le chef, elle fut presque entièrement composée d'anciens Jésuites. Ils y vivaient, ils y mouraient, ils y étaient ensevelis. On avait vu parmi ces vieillards les Pères Alberghini, Hervas, bibliothécaire du Pape, François de Sylva, Lascaris, Ximenes et Velasco y terminer une carrière que les travaux scientifiques illustrèrent beaucoup moins que les vertus sacerdotales. Tout était maintenu par eux dans la même régularité; ils n'avaient interrompu ni une cérémonie ni une instruction dans l'église. Muzarelli y avait même fondé l'exercice du Mois de Marie, que plus tard tous les diocèses de la Chrétienté adoptèrent.

Dans sa sollicitude pour l'accomplissement de ses vœux, Pie VII ne se déguisait point que l'éloignement du Général entraînait des retards inévitables et que son séjour en Russie ferait naître des difficultés pour l'exécution de la bulle de rétablissement. Au moment même où cette bulle fut publiée, le 7 août 1814, il désigna le Père Louis Panizzoni pour remplacer Bzrozowski dans les Etats Pontificaux, jusqu'à ce que le Général lui-même eût pris d'autres mesures. Le 24 décembre, Jean Perelli fut nommé Provincial de Rome et Vicaire-Général. Proscrits sur tous les points du globe, les Jésuites s'étaient réfugiés autour de la chaire de Saint-Pierre comme dans un asile ouvert à l'infortune. Il n'y eut pas de ville, pas de bourg en Romagne qui ne reçût quelque Père espagnol, portugais ou napolitain. Les Missionnaires du Paraguay, du Chili, du Pérou et du Brésil augmentèrent bientôt le nombre de ces exilés. Au milieu des travaux qu'ils s'imposaient pour le salut des âmes ou pour la gloire littéraire de leur patrie, ils

tous les souverains catholiques avaient exigé l'entière suppression.

Malgré ces motifs, vers la fin de juin, environ un mois après notre retour à Rome, je voulus faire une tentative sur l'esprit du Pape, et je lui dis un jour à l'audience : « Très-Saint Père, il faudra reprendre de nouveau notre conversation sur l'Ordre de Jésus, » et, sans que j'ajoutasse autre chose, le Pape répliqua : « Nous nous rétablir la Compagnie à la prochaine fête de saint Ignace. » Cette réponse spontanée et inattendue de Pie VII me surprit et me remplit de consolation.

(1) Ce fut le traité de Tolentino qui força Pie VI à ces déplorables spoliations. Bonaparte l'obligeait de payer à la France vingt-cinq millions. Rome était obérée, et au lieu de faire peser sur le peuple cet impôt d'une injuste conquête, le Pape aimait mieux priver les églises de leurs richesses artistiques.

conservèrent vivant le souvenir de l'ancienne Compagnie; ce Belisaire collectif de l'Eglise qui, après avoir arraché la Catholicité aux étreintes du Protestantisme, était condamné par un Pape à l'inaction et à la mort. En apprenant que la Société se reconstituait, ils accoururent à Rome. La liberté dont ils avaient joui ne servait qu'à leur faire mieux apprécier le bonheur de l'obéissance.

Quelques mois se sont à peine écoulés depuis le 7 août 1814, et déjà les Jésuites occupent les collèges de Terni, de Ferrare, d'Orvieto, de Viterbe, de Galloro, de Tivoli, d'Urbino, de Fano et de Ferentino. Par un décret en date du 16 octobre 1815, Ferdinand III, duc de Modène, les introduit dans ses Etats. L'Italie, dont les guerres de la Révolution et de l'Empire viennent de bouleverser les lois et de modifier les mœurs, est restée catholique tout en changeant de maîtres. Elle désire consacrer le principe que l'occupation ennemie n'a pu vaincre, elle demande des Jésuites. Afin de répondre à cette unanimité, les jeunes gens des meilleures familles, ceux qui donnent les plus heureuses espérances, se présentent pour entrer au Noviciat de Saint-André. Cette maison est spacieuse; elle ne peut plus contenir les postulants. En 1816, un second Noviciat se fonde à Reggio de Modène. L'année suivante, un troisième est créé à Gènes. On se précipitait dans les nouvelles Maisons de la Compagnie pour être admis au nombre de ses Profès; mais cet empressement, que l'on ne put régulariser dans les premières années, produisit des abus auxquels il importait de remédier. La confusion s'établissait à la place de l'ordre. Le bien se faisait au dehors, mais dans l'intérieur il n'en était pas ainsi. L'Institut ne parvenait point à s'asseoir sur ses vieilles bases et à retrouver son ancienne discipline. Il se voyait menacé de dissolution au moment même où l'existence lui était rendue.

Les Noviciats garantissaient une certitude d'avenir, mais ils ne satisfaisaient aucun besoin du présent. Il fallait y achever le temps des épreuves et des études, discerner la véritable vocation d'un premier enthousiasme et épurer l'alliage qui s'y était glissé. Les vieillards, dont une joie inespérée renouvelait la jeunesse comme celle de l'aigle, succombèrent en peu de temps aux labeurs que le courage ne trouva jamais au-dessus de ses forces. En moins de quatre ans, près de cinquante de ces vétérans moururent, léguant à leurs héritiers, comme tradition de famille, les anciens usages et l'esprit de l'Institut. Quelques-uns, tels qu'Andrés, Iturriaga et Doria, laissaient des titres savants destinés à leur survivre, et le Père Louis Felici un renom de vertus que Rome conserve avec respect. Ces vertus étaient devenues populaires, parce que Felici s'était toujours mis en contact avec le peuple par les associations pieuses qu'il avait eu

part de fonder et d'entretenir. En 1819 l'Ordre de Jésus perdait un de ses membres : celui-là avait été souverain, et il s'appelait dans l'histoire Charles-Emmanuel IV, roi de Sardaigne et de Piémont.

Au milieu des cruelles épreuves que la fin du dix-huitième siècle accumulait sur la tête des Monarques, Charles-Emmanuel, né en 1754, avait été réservé à deux bonheurs bien rares dans l'existence d'un prince. Son éducation fut confiée au Cardinal Gerdil; il eut pour épouse Clotilde de France. Les calamités de l'Italie étaient à leur comble, lorsqu'en 1796 Charles-Emmanuel monta sur le trône. La résistance devenait impossible; le nouveau Roi, partant pour l'exil, accourut saluer à la Chartreuse de Florence le vieux Pontife Pie VI, traîné lui-même en captivité. Le 7 mars 1802, il perdit cette Clotilde, dont la sainteté est un des plus beaux fleurons des couronnes de France et de Sardaigne. Le 4 juin de la même année, il renonça, en faveur de son frère Victor-Emmanuel, à un diadème qu'il n'avait ceint que pour suivre le deuil de la Monarchie. Retiré à Rome, il ne voulut plus entendre parler que des choses du ciel. Le Père Pignatelli et les Religieux les plus illustres des différents Instituts devinrent ses amis et ses commensaux. Quand la Compagnie de Jésus se vit appelée à l'existence, il témoigna le désir de lui consacrer ses derniers jours. Son vœu fut enfin exaucé, et, le 14 janvier 1815, il entra au Noviciat de Saint-André, sur le Quirinal. Il revêtit l'habit de la Société. Autant que ses infirmités le permirent, il s'astreignit de point en point à la règle; il pria, il médita, tandis que les autres Monarques couraient dans les Congrès à la poursuite de leurs royaumes morcelés par la Révolution. Calme et heureux dans sa cellule, il laissait ses derniers jours s'écouler au milieu des Novices, qu'il aimait comme un père, et à l'avenir desquels il s'intéressait comme un cœur de vieillard qui a vu gronder sur sa tête tous les orages. Le nouveau Jésuite ne vécut que quatre ans parmi les Frères qu'il s'était choisis. Il expira le 7 octobre 1819, et, comme il l'avait demandé, on l'ensevelit avec le costume de la Compagnie.

Le 6 décembre 1818, Louis Fortis succéda au Père Perelli dans la charge de Vicaire-Général. Ce dernier était accablé par l'âge; et, dans la position des choses, l'on sentait plus que jamais le besoin de conserver le nerf de la discipline, ainsi que l'unité de gouvernement. Le Père Sinéto fut choisi pour Provincial; mais, le

(Charles-Emmanuel, roi de Sardaigne, se fait Jésuite.

Mort de Bero-zowski, Général de l'Ordre.

(1) Les ministres de Victor-Emmanuel, dominés par la sagesse du siècle, n'osèrent pas apprécier cette gloire de l'humilité chrétienne et reconnaître le Jésuite dans le roi Charles-Emmanuel. Sur le mausolée qu'ils firent élever à la mémoire de ce Prince, ils inscrivirent tous ses titres souverains; ils oublièrent comme à dessein celui qui lui fut le plus cher, puisqu'il était descendu volontairement du trône pour mourir sous l'habit de la Compagnie de Jésus.

Le Père
Pétrucci,
désigné
Vicaire,
fixe la
Congré-
gation
générale.

5 février 1820, la mort de Thadée Bzrozowski mit un terme à une situation exceptionnelle. Il avait désigné pour Vicaire-Général le Père Mariano Pétrucci. Pétrucci s'empresse de courir à Rome, il désigne quatre Consultants pour suppléer à l'absence des assistants, et il fixe la Congrégation générale au 4 septembre. Des difficultés de plus d'un genre s'offraient à l'application des règles à suivre pour élire un nouveau chef. Pie VII consentit, le 2 juin, à valider, par la plénitude de sa puissance, les formalités que les circonstances ne permettraient pas de remplir. Les provinces nommèrent leurs députés à la Congrégation ; les uns franchissaient les Alpes, d'autres étaient déjà dans la ville pontificale. Tout se disposait pour l'ouverture de l'Assemblée, lorsque, le 4^{er} août, le cardinal Annibal della Genga, vicaire du Pape, écrit, au nom de Pie VII, que les Jésuites polonais forment une partie notable de la Société, et qu'on ne doit pas tenir sans eux la Congrégation générale.

Le
Cardinal
della
Genga et
son oppo-
sition.

Un espace d'un mois et demi leur restait encore ; les Pères ne tardèrent pas à deviner que cette note du cardinal della Genga cachait un piège ; Mariano Pétrucci, sans consulter les Provinciaux et les Electeurs, enjoint à ceux qui sont en route de suspendre leur voyage. Cette démarche étonne et inquiète les Jésuites ; ils prient le Vicaire-Général de sonder les intentions du Pape, le Vicaire refuse d'obtempérer à ce vœu. Rozaven alors se décide à presser le départ des Profès que la lettre de Pétrucci doit arrêter ; il leur mande de ne point tenir compte des ordres contraires qu'ils pourraient recevoir. Accompagné des Pères Sincó et Monzon, il se présente au cardinal della Genga ; ce dernier leur donne l'assurance qu'aussitôt l'arrivée des Polonais la Congrégation s'ouvrira.

Au commencement de septembre, ces Pères touchent à Rome. Rien ne s'oppose plus à la tenue de l'Assemblée. Mais, le 6, le cardinal della Genga mande qu'il faut ajouter de nouveaux assistants à ceux déjà en exercice, et que, pour régler les difficultés touchant la Congrégation, des commissaires seront nommés. Les cardinaux della Genga et Galeffi sont à leur tête. Le 14, trois nouvelles lettres de della Genga parviennent coup sur coup : la première confère au Vicaire-Général toutes les prérogatives du chef de l'Ordre, et, selon qu'il l'a désiré, elle lui adjoint d'autres assistants ; la seconde déclare que, pour remédier aux nullités et aux irrégularités, le Saint-Père souhaite que della Genga et Galeffi président à l'élection ; la troisième resta secrète.

Les
Jésuites
s'adres-
sent au
Pape par
le
Cardinal
Consalvi.

Les Jésuites connaissent l'affection que le Pape portait à la Société ; ils savaient qu'il voulait conserver intactes ses Constitutions ; ils ne concurent donc même pas la pensée de l'accuser ou de la soupçonner ; mais l'intrigue leur sem-

blait évidente. Dans la manière d'agir, dans les entretiens de Pétrucci, ils trouvaient une preuve palpable de sa participation. Une mesure extrême pouvait seule sauver la Compagnie d'un péril dont les causes étaient encore pour eux un mystère ; la mesure fut adoptée. Les assistants, les Provinciaux, les Députés, au nombre de dix-neuf, adressent une supplique à Pie VII. Deux Pères la remettent au cardinal Consalvi, secrétaire d'Etat. Consalvi était plutôt un grand diplomate, un homme du monde, qu'un ecclésiastique. Il aimait peu les Jésuites, qu'il regardait comme un nouvel embarras politique, au milieu des complications de l'Europe. Mais il savait être juste ; il dédaignait de seconder de sa toute-puissante autorité un complot qui allait faire rejaillir sur la tiare le contre-coup d'une trame obscure. Il affirma aux deux Pères qu'il appuierait leur supplique, et qu'à partir de ce moment ils pouvaient regarder l'intrigue comme vaincue.

Cette intrigue, dont le Vicaire-Général était l'agent, sans en mesurer la gravité, avait pour but de modifier les Constitutions dans plusieurs de leurs points essentiels, et d'amener le Souverain Pontife, par lassitude ou par dégoût, à laisser crouler le monument que ses mains avaient réédifié. La discorde éclatant au sein de la Compagnie, au moment même où il s'agissait de procéder à l'élection d'un Général, devait forcer Pie VII au repentir, ou tout au moins l'empêcher de soutenir un Ordre qui ne savait pas rester uni, pour tâcher de se montrer fort. Le calcul était habile ; ceux qui l'avaient fait espéraient que tout marcherait selon leurs vues. Della Genga, dont la religion avait été surprise, se rangeait de leur côté ; ils n'ignoraient pas que Consalvi, absorbé par les soins du gouvernement extérieur, ne prendrait pas longtemps la défense de la Compagnie de Jésus, et que les cardinaux Mattei, Pacca et Galeffi ne pourraient jamais faire prévaloir leur amitié pour l'Institut contre un plan si bien combiné. Il fallait que l'élection du Général devint une impossibilité morale, afin que le Saint-Siège se décidât à briser son œuvre. On travailla à la réussite de ce projet.

Consalvi avait promis que la Congrégation se réunirait immédiatement ; le 3 octobre un rescript pontifical en ce sens est adressé à la Société. Le Vicaire-Général cherche encore à surseoir ; il se croit appuyé par le cardinal della Genga ; della Genga est excité par les meneurs que la Compagnie renferme dans son sein ; ils prétendent l'anéantir ou s'en rendre maîtres. Consalvi n'a pas eu de peine à pénétrer leur intention ; Pie VII ordonne que le jour de l'ouverture de l'Assemblée sera déterminé à la majorité des voix. Cette majorité ne se fait pas attendre, elle décide que le lendemain la Congrégation se réunira. Pétrucci la préside ; mais à peine a-t-

Intrigue
ourd
pour
modif
les Co
stitu
tions

La
Congr
gation
s'assem
ble.

il ouvert la session que , pour se débarrasser d'un électeur aussi clairvoyant que Rozaven , il affirme que les députés de France , d'Angleterre et d'Italie ne sont pas investis de pouvoirs réguliers : il leur enjoint de sortir de la salle. Ces Profès obéissent sur-le-champ. Les difficultés soulevées par le Vicaire sont examinées par les autres et résolues à la pluralité des voix. Les députés expulsés rentrent pour exercer leur droit , et la Congrégation se déclare , à l'unanimité des suffrages , moins celui de Pétrucci , légitimement convoquée et réunie.

Cette fermeté déconcertait les trames hostiles ; le Père Pietroboni est l'un des fauteurs du complot , il refuse d'intervenir à l'élection ; il arrache à Pétrucci une protestation contre la légitimité de l'assemblée ; il force même ce dernier à insinuer qu'il aura recours à un tribunal extérieur. Le péril était imminent ; par un décret solennel , la Congrégation frappe de déchéance le Vicaire-Général ; le lendemain , 41 octobre , Pietroboni est exclu. Le cardinal della Genga était son protecteur ; il épouse sa querelle , il veut faire partager au Souverain Pontife son irritation contre les Jésuites. Pie VII refuse d'associer le Saint-Siège à des intrigues dont Consalvi lui a découvert le jeu ; il passe outre , et le 48 la vingtième Congrégation est en permanence. On remarquait parmi les Pères , Fortis , Rozaven , Billy , Charles Plowden , André Galan , Sinéo , Swietockowski , Montesisto , Vulliet , Delfa , Raymond Brozowski , Korsak , Landès , Monzon , Grivel , Grassi et Ganuza. Le même jour Louis Fortis se vit nommé Général de la Société au deuxième scrutin.

Les Pères Vincent Zauli , théologien de la Sacrée - Pénitencerie , Rozaven , Monzon et Brozowski furent élus assistants ; Monzon fut nommé admoniteur du nouveau Général , et Joseph Korizki secrétaire de la Compagnie.

Quand le pouvoir fut régulièrement établi , on constitua un tribunal pour juger les Profès qui avaient ambitionné le pouvoir ou essayé de porter le désordre au sein de l'Institut. Le 27 octobre , ce tribunal condamna Pétrucci et Piétroboni. Ils se soumirent à la sentence , ils reconnurent leur

faute , et les Jésuites se contentèrent d'un repentir tardif. Mais les deux chefs apparents du complot n'étaient pas les plus coupables. Il y avait au sein de la Compagnie des jeunes gens dont l'expérience n'avait pas mûri la fougue de caractère , des esprits inquiets aspirant à tout réformer ou à tout briser , et qui , récemment entrés dans l'Institut , voulaient l'appliquer à leurs fins particulières. La Congrégation les jugea dangereux , soit comme réformateurs sans intelligence , soit comme Religieux , faisant servir leur état à une ambition coupable. Elle les expulsa.

Ces mesures étaient nécessaires pour assurer le repos de l'Ordre de Jésus. Quand elles furent prises , la Congrégation s'occupa de rendre les décrets dont elle sentait l'urgence. Par le sixième elle confirme , en tant que besoin est , les anciennes Constitutions , règles et formules de l'Institut. Par un autre elle fortifie , elle explique de nouveau le vœu de pauvreté , afin de prévenir les abus que peut entraîner la réunion de tant de Pères qui , pendant si longtemps , jouirent de la liberté et disposèrent de leur fortune. Les idées sur l'éducation avaient subi dans le monde de notables changements. On résolut d'adapter le *Ratio studiorum* aux besoins de la société moderne. Saint Ignace avait prévu ces besoins , il avait laissé à ses disciples la faculté d'y pourvoir. Une commission composée des Jésuites les plus versés dans l'enseignement fut formée. Le résultat de leurs investigations et de leur examen dut être soumis au Général , qui , aidé de ses Assistants , se vit chargé de coordonner les améliorations proposées.

Une certaine uniformité , au moins dans chaque Province , paraissait indispensable à établir sur-le-champ. L'éducation était partout livrée à des novateurs dont les doctrines hasardées pouvaient produire de tristes conséquences. Les Jésuites s'avouaient que même parmi eux il y aurait des combats intérieurs à livrer sur ce point fondamental. Il fut décidé que l'on tracerait et soumettrait au Général des règles provisoires qui obligeraient tous les maîtres. Ainsi se termina la première Congrégation de l'Institut renaissant.

Commissaires nommés pour la révision du *Ratio studiorum*.

Louis Fortis est nommé chef de l'Ordre.

condamnation de ceux qui ont voulu porter le désordre dans l'Institut.

CHAPITRE XL.

Les Pères Russes arrivent en Gallicie. — L'empereur François II les y admet. — Un Collège se fonde à Tarnopol. — L'archevêque Raczynski revient à l'Institut. — François II visite les Jésuites. — Décret impérial en leur faveur. — Le choléra en Gallicie. — L'archiduc Ferdinand et l'archevêque Pistek. — Le Père Dunin et les étudiants pauvres. — Les Jésuites en Styrie. — L'archiduc Maximilien leur ouvre la forteresse de Linz. — Politique de l'Autriche. Le prince de Metternich. — L'empereur Ferdinand rend aux Jésuites leur ancien Collège d'Innsbruck. — La liberté religieuse en Angleterre. — Situation des anciens Jésuites. — Le Collège de Liège conservé jusqu'à la révolution française. — Thomas Weld donne aux maîtres sa terre de Stonyhurst. — Ils sont agrégés à l'Institut renaissant. — Tous les anciens Pères se réunissent à eux. — Le Père Plowden et le Noviciat. — Les Vicaires Apostoliques et la presse anglaise. — Craintes chimériques. — Emancipation des Catholiques. — Bill contre les vœux de religion. — Les Jésuites bâtissent des églises. — Le Puséysme et les conversions. — Les Jésuites en Irlande. — Le Père Callaghan les soutient. — Le Père Kenney crée le Collège de Clongowes. — O'Connell et les Jésuites. — Abrutissement des Irlandais. — Réforme des mœurs. — Les Jésuites et le Père Matthew. — Collège à Dublin. — Les Pères en Hollande et en Belgique. — Leurs travaux pour conserver l'Institut. — Le Jésuite Fonteyne et les Pères de la Foi. — Le prince de Broglie, évêque de Gand. — Il offre un asile aux Jésuites. — Guillaume de Nassau, roi des Pays-Bas : ses instincts monarchiques et ses amitiés révolutionnaires. — Les Jésuites expulsés de leur maison par la force armée. — Le prince de Broglie leur ouvre son palais. — Condamnation de l'évêque de Gand. — Exécution du jugement. — Guillaume fait sortir les Jésuites du palais épiscopal. — Ils émigrent. — Le Père Lemaître en Belgique. — Guillaume en appelle à l'arbitraire. — Les Constitutionnels de Belgique font alliance avec les Catholiques. — MM. de Gerlache et de Potter. — Révolution de Belgique. — Les Jésuites rentrent. — Les Jésuites en Suisse. — Le Père Sinéo della Torre dans le Valais. — Fontanes et les Pères. — L'Université impériale rend justice aux Jésuites. — Progrès de la Compagnie en Suisse. — Tactique des Radicaux suisses contre la Compagnie. — Le grand conseil de Fribourg les appelle. — Mission du Père Roothaan dans le Valais. — Grégoire Gérard et sa méthode. — L'émeute contre les Jésuites. — Fondation du Pensionnat de Fribourg. — Travaux des Pères de la Compagnie. — Ils sont à Dusseldorf, à Brunswick et à Dresde. — Le Père Gracchi et la famille royale de Saxe. — Le Père Ronsin convertit le duc et la duchesse d'Anhalt. — Le Père Beckx et les Protestants de Kœthen. — Jésuites anciens et modernes. — Progrès des Jésuites en Suisse.

Les
Pères
Russes
arrivent
en Gallicie.

Cependant les Jésuites de Russie prenaient la route de l'exil. On comptait dans leurs rangs des hommes éminents par la vertu, par la science et par les services qu'ils avaient rendus et qu'ils allaient rendre à l'Eglise. Les Pères Billy, Roothaan, Raymond Bzrozowski, Roza-ven, Landès, Richardot, Balandret, Pierling, Galicz, les deux neveux du célèbre Poczobut, Coince, Lange, Zranicki, Asum, Dunin, Orłowski, Koriski, Suryn, Kruski, Cytowicz, Brown, Loeffler, Stibel, Korsak, Guillemain, Nisard, Kulak, Buczynski, Markyanowicz et Parkowski étaient à la tête de cette légion de bannis. Les uns se proposaient de passer en Italie ; les autres s'acheminaient vers la France ; quelques-uns se portaient sur la Gallicie. Ces derniers sollicitent la permission de traverser les Etats autrichiens. Le baron de Hauer, gouverneur de la province, ordonne de les accueillir comme des persécutés pour la Foi. Les habitants de la ville de Tarnopol s'occupaient dans ce même temps de la fondation d'un Collège ; ils

demandant au baron de Hauer de faire payer à l'Institut l'hospitalité qu'il lui a si généreusement offerte. Ils désirent qu'un certain nombre de Pères acceptent la mission de féconder l'établissement en projet : ce sera pour toutes les familles un gage de sécurité. Hauer s'adresse à Louis Ankiewicz, archevêque de Lemberg. Le Prélat et le gouverneur regardent comme une faveur inespérée de la Providence le passage des exilés de Russie. Hoffmann et Poniatowski, chanoines de la Métropole du rite latin, Samuel Stefanowicz, qui deviendra archevêque de la Métropole arménienne, prennent sous leur patronage ces Religieux sans asile et que les cités catholiques se disputent.

Afin de ne pas être plus longtemps à charge à leurs bienfaiteurs improvisés, le Père Landès se met en route pour Vienne avec une partie du troupeau confié à sa garde. Il arrive dans cette capitale le 7 juin 1820. La Cour d'Autriche donnait bien aux Jésuites la permission de traverser les provinces de l'Empire, mais elle leur

L'om-
reu-
Franc-
il les
admo-

refusait de s'y fixer, à moins qu'ils n'abjurassent leur Ordre. Les Jésuites venaient de renoncer à leurs biens, à leurs Collèges, à leurs Missions de Russie pour ne pas accepter ce suicide; leur rétablissement dans les Etats autrichiens par le successeur de Joseph II ne devait pas s'obtenir à une pareille condition. Le comte de Saurau expose, dans un mémoire à l'empereur François, les motifs qui militent en faveur de l'admission de la Compagnie. Le Prince l'invite à traiter avec le Père Landès. François II avait voulu connaître personnellement les Jésuites : il s'était fait rendre compte de leurs travaux ainsi que de leurs espérances. Dans une audience accordée aux Pères Swietokowski et Landès, il leur dit : « Je sais tout ce que vous avez souffert pour la Religion, et moi, Empereur catholique, je ne dois pas rester insensible à vos tourments. Malgré les clameurs de ceux qui vous haïssent sans vous connaître, je vous ouvre mon royaume de Gallicie sous les mêmes clauses qu'il était ouvert à vos anciens Pères. J'assigne des revenus pour cinquante Jésuites, et si quelques statuts essentiels de vos Constitutions ne se trouvent pas en harmonie avec les lois de l'Etat, je vous autorise à vous pourvoir afin d'obtenir dispense. »

Le 43 mars 1820, l'Empereur de Russie proscrivait les Jésuites; le 20 août de la même année, l'Empereur d'Autriche leur offre une nouvelle patrie. La tempête qui a si longtemps éclaté sur l'Allemagne gronde encore. La guerre faite au principe démagogique a, par le contact des idées et par l'enthousiasme des peuples, réveillé des sentiments d'indépendance religieuse et d'affranchissement au cœur de la Germanie. Il fallait peu à peu ramener les esprits aux réalités de la vie et aux exigences de la situation. François II est fatigué des secousses qui ont agité la première partie de son règne; le prince de Metternich aspire à calmer l'Europe. Après tant de glorieux déchirements, le Souverain et le Ministre pensèrent que le meilleur moyen d'atteindre ce but était l'éducation. Deux Collèges furent fondés, l'un à Tarnopol, l'autre à Lemberg. En peu d'années ils devinrent si florissants que la population de Tarnopol s'accrut de plus de moitié, et que de toutes les extrémités de la Gallicie les parents accouraient pour confier leurs enfants aux Pères de l'Institut. Les Juifs eux-mêmes se laissèrent entraîner par l'exemple; ils firent taire leurs préjugés de race, et ils voulurent que leurs fils fussent élevés par les disciples de saint Ignace.

Le bien que les Jésuites faisaient retentit au cœur du prince Raczynski, archevêque de Gnesen et primat de Pologne. Avant la suppression, en 1773, il a été membre de la Compagnie. Sa jeunesse s'écoula dans les travaux qui préparent à la profession; il s'est engagé par des vœux solennels; il désire repren-

dre à la fin de sa vie le joug qu'il a porté avec tant de bonheur. Il sollicite, il obtient du Saint-Siège la faveur d'abdiquer les dignités de l'Eglise. Après quelques années passées au Gesù de Rome, le vieil Archevêque redevenu Jésuite, prend la route de Gallicie. Les Pères ont une résidence à Przemysl; on la lui assigne pour retraite, et il y meurt, tandis qu'Antoine de Gotasza, évêque de la ville, jette les bases d'un Noviciat pour la Compagnie. Un autre se crée à Stara-Wies. Ainsi que le nom l'indique, Stara-Wies n'est qu'un village. En y plaçant un Noviciat, les Pères semblaient transgresser la volonté du fondateur, qui prescrivait d'établir dans les cités les maisons où l'on se formera à la vie intérieure. Loyola avait calculé que, pour suivre la carrière ouverte aux Jésuites, les jeunes gens ne devaient pas trop s'accoutumer à la solitude; il leur recommandait de catéchiser la foule, de visiter les hôpitaux et les prisons, de se mettre en contact avec toutes les douleurs et tous les besoins. Un village ne pouvait offrir cette diversité de labeurs; mais les circonstances étaient décisives; il importait de répondre au vœu des populations : la nécessité triompha des conseils de saint Ignace.

Deux ans après son érection, le Collège de Tarnopol comptait plus de quatre cents élèves. Au mois d'Octobre 1823, l'Empereur veut encourager par sa présence les maîtres et les disciples. Le Père Pierling le reçoit dans cette maison, qui, après avoir été improvisée, improvisa autour de ses murs une nouvelle ville. La génération naissante se façonnait aux idées d'ordre et de travail; les Jésuites, dont le nombre s'accroît d'année en année, étendent le bienfait de leur apostolat; le peuple les a pris en affection; les Prélats les emploient à toutes les œuvres du ministère; leur action retentit jusqu'aux portes de Cracovie, Pierre Klobuszycki, archevêque de Colocza et leur ancien frère dans l'Institut, les invite à passer en Hongrie. Le prince de Lobkowitz et l'évêque Thomas Ziegler les installent dans l'ancienne abbaye des Bénédictins de Tyniec. Il s'agit de renouveler un peuple pauvre qui érige l'ivrognerie en système : les Jésuites, encore plus pauvres que lui, se dévouent à cette tâche. On les voit, bravant la rigueur des hivers, rompre à ces hommes grossiers le pain de la parole de vie. Ils savent qu'il leur sera difficile de dompter des vices presque acceptés comme une seconde nature; leur persévérance l'emporta. Ce fut dans ces excursions évangéliques que mourut sous le poids des fatigues Potrykowski, jeune gentilhomme russe qui avait abandonné son pays pour se faire Jésuite. Le cabinet de Vienne suivait d'un œil attentif les progrès et les tendances de la Société; il la contemplait aux prises avec les obstacles, et il recueillait de la bouche de ses gouverneurs de province les éloges que chacun

François II visite les Jésuites.

Un Collège fondé à Tarnopol.

Archevêque de Gnesen vient à l'Institut.

faisait de l'Institut. Au mois de novembre 1827, l'Empereur, conformément à un décret de la chancellerie de cour en date du 22, donne aux Pères une marque officielle de sa confiance.

« Dans l'espoir, ainsi s'exprime le Souverain, que les Jésuites admis dans mon royaume de Gallicie rendront des services utiles par l'instruction et l'éducation de la jeunesse comme aussi par les secours temporaires donnés aux Pasteurs qui ont charge d'âmes; qu'ils mettront un frein salutaire à l'impiété et à la corruption des mœurs; qu'ils feront de leurs élèves de bons chrétiens et des sujets fidèles, et que, par cela même, ils contribueront à la véritable civilisation et au bonheur de mes sujets;

» Je veux bien agréer la demande respectueuse qu'ils m'ont présentée, et je leur permets de pouvoir vivre dans mon royaume de Gallicie, selon les constitutions de leur Ordre et selon les vœux qu'ils ont émis conformément à leur Institut.

» En conséquence, je leur permets de continuer, sans qu'on puisse les inquiéter, à correspondre pour le maintien de la discipline avec le Général de leur Ordre sur les objets qui ont rapport à leur régime intérieur et à leurs Constitutions approuvées par l'Eglise.

» Néanmoins, quant à ce qui concerne les fonctions sacerdotales, la célébration du service divin, la prédication, le ministère de la confession et les secours temporaires donnés aux Pasteurs des âmes, les Jésuites doivent être soumis aux Evêques; en sorte que leur seul régime intérieur et le maintien de la discipline soient réservés aux supérieurs de l'Ordre, selon leur Institut.

» Cependant, de peur que les membres de l'Ordre envoyés au dehors ne deviennent étrangers à la vie de communauté, les secours donnés dans le saint ministère en Gallicie doivent avoir lieu d'une manière conforme aux statuts de l'Ordre, c'est-à-dire sous la forme de Missions. Et le Père Provincial s'entendra avec les ordinaires des lieux, tant par rapport aux personnes qui y sont employées que pour la durée des Missions.

» Pour ce qui regarde les études théologiques faites dans les Maisons de l'Ordre, ils continueront à se conformer à ma décision du 24 août 1827.

» Quant aux autres études, je permets qu'ils suivent la méthode prescrite par leur Institut, et que la direction en soit confiée aux supérieurs de l'Ordre. Cependant les livres classiques dont ils se serviront dans leurs écoles doivent être soumis à l'inspection et à l'approbation des autorités compétentes; et leurs écoliers subiront les examens de la manière qui est prescrite dans mes Etats. »

Ainsi la Société de Jésus commençait à se reconstituer en Allemagne, elle y acquérait

droit de cité, elle pouvait se propager à l'abri du sceptre impérial. Quelques années paisibles s'écoulèrent sous le provincialat du Père Loeffler; mais au mois de mai 1831 le choléra envahit la Gallicie. Devant ce fléau encore inconnu¹, les populations restaient muettes; l'épouvante régnait partout. Le peuple des campagnes se précipitait dans les villes pour invoquer des secours; le peuple des villes fuyait dans les campagnes afin d'éviter la contagion. La seule Gallicie a déjà perdu plus de quatre-vingt-dix-sept mille de ses enfants, et l'active charité des Jésuites semble se multiplier comme la terreur. Tout à coup un nouveau désastre frappe les Galliciens et les Pères. Un seul membre de la Compagnie, nommé Wiesciewicz, qui s'est dévoué à servir les soldats atteints du fléau, périt au milieu d'eux². Les autres, soutenus par leur courage, paraissent être à l'abri du mal. Dans la nuit du 3 mai 1831, la foudre tombe sur le Collège de Tyniec, devenu le quartier-général des Pères. C'était de là qu'ils s'élançaient pour se rendre où la voix des magistrats les appelait. L'incendie fit des progrès si rapides que les habitants, témoins du sinistre, comprirent bientôt que les Jésuites se trouveraient forcés de chercher ailleurs un asile. Cette retraite plongeait les Galliciens dans le désespoir; ils offrent de rebâtir le Monastère, que l'Empereur mit à la disposition de leurs Apôtres. Le choléra avait centuplé la misère; pour ne pas se séparer des enfants de Loyola, ils s'engageant à partager avec eux leurs insuffisantes ressources. Il n'y avait pas à hésiter. L'indigence menaçait; les besoins allaient se faire sentir plus vivement que jamais. Néanmoins, les Jésuites comprennent qu'ils se doivent à ce peuple dont les larmes et les vœux semblent leur imposer

(1) Avant les ravages que le choléra-morbus exerça en 1831 et 1832, l'Europe ne le connaissait pas comme maladie épidémique. Ce fléau parut pour la première fois au mois d'août 1817, dans un village de l'Indostan situé sur un terrain marécageux, non loin des bouches du Gange. L'humidité qui pénétra dans les obscures habitations de ce village à la suite de pluies torrenielles fut, dit-on, l'origine de cette maladie. A la vue du premier qui en fut atteint, à ses vomissements, à ses contractions de nerfs, aux épouvantables symptômes qui précéderent la mort, les Indiens eurent au poison. Mais le fléau se propagea si rapidement qu'il fallut bien l'accepter comme une épidémie. La terreur fut grande. Elle dispersa les habitants, qui portèrent partout le germe du mal. Dans l'espace de six ans, le choléra envahit une large zone de mille lieues de France sur deux mille huit cents de longueur, et il tua neuf millions de créatures humaines. Après avoir visité la Chine, les empires de Siam, du Bengale, de Perse et plusieurs autres contrées de l'Asie, il gagna en 1828 les troupes russes croyant dans la Géorgie. Avec elles, il passa en Russie, et de là il fondit sur la Gallicie.

(2) Passerat, Vice-Général des Rédemptoristes, en Autriche, écrivait le 2 juillet 1831 au Jésuite Noris, qui se trouvait à cette époque en Gallicie: « Je vous félicite, mon révérend Père, et toute votre sainte Société, de la protection spéciale que la divine Providence vient de vous accorder dans la calamité qui afflige vos contrées et menace les nôtres. Mais, n'était-il pas juste que l'ange exterminateur eût pour le nom de l'Agneau que vous portez autant de respect qu'il en eut jadis pour la figure de son sang? »

l'obligation de souffrir comme une dette de reconnaissance. Les Jésuites se décident à rester dans un pays frappé de tant de désastres à la fois. Ils s'y attachent par les calamités mêmes qui vont les assaillir.

Les populations les avaient vus affronter le danger et braver la mort pour encourager ou servir les malades ; la famille impériale crut qu'il n'appartenait qu'à elle seule de récompenser tant de sacrifices. En 1833, l'archiduc Ferdinand visita les maisons de la Compagnie à Tarnopol, à Starawies et à Sandetz ; il se déclara leur protecteur ; il les remercia publiquement de leur charité. Pour consacrer cette justice, l'Empereur, en 1834, fit augmenter de cinquante florins la rente que l'Etat payait à chaque établissement. François Pistek, archevêque de Lemberg, et l'archiduc Ferdinand témoignèrent le désir d'en former un nouveau dans la capitale même de la Gallicie.

A peine ce vœu est-il conçu qu'il se réalise. Le nom des Jésuites était aussi populaire en Allemagne qu'au temps de Canisius, de Possevin et d'Hoffée. A Tarnopol surtout, le Père Paul Dunin s'était acquis parmi les étudiants une célébrité qui retentissait dans toutes les familles. Cet homme, dont le nom est une des gloires de la patrie, a été souvent à même de remarquer que la pauvreté est, pour beaucoup de jeunes gens distingués par leurs talents, un obstacle qui les arrête au milieu de leur carrière. Il songe à réparer les torts de la fortune. Afin d'assurer à ces jeunes gens les moyens de s'instruire sans avoir à rougir devant les autres d'une indigence qui peut les humilier, il mendie de porte en porte. Lorsqu'il a recueilli l'aumône qui n'est jamais refusée à sa bienfaisance, il portage secrètement l'or qu'il a reçu entre les étudiants que lui seul connaît ; puis, jusqu'au 46 août 1838, jour de sa mort, il continue cette œuvre dont plus d'un savant d'Allemagne a profité.

Les bienfaiteurs naissent en même temps que les Jésuites répandaient le bienfait. Dans tous les lieux où ils propagent la vertu par l'éducation et par l'éloquence, ils ravivent l'esprit chrétien. Le comte Ladislas Tornowski, la comtesse Agnès Mier, le conseiller d'Etat Szaniawski et les principaux du royaume s'associent à leurs œuvres. Ici on les trouve au fond des hôpitaux ou des prisons ; là, comme à Lemberg, ils se chargent de faire pénétrer quelques idées de morale et de repentir au sein des bagnes. Mais déjà la Gallicie ne suffit plus à leur zèle. Le gouvernement appréciait leurs travaux : dès l'année 1829, il leur ouvre la Styrie et les États autrichiens. Ce fut le Bénédictin Zaengerle, Prince-Évêque de Gratz, qui, le premier, offrit aux Jésuites une résidence à Gleisdorf pour y commencer un Noviciat. Cet Évêque s'occupait activement de la réforme de

son Clergé. Il pensa que les meilleurs coopérateurs à acquérir se rencontraient dans la Compagnie de Jésus : il sollicita leur introduction en Styrie. Le but avoué du cabinet de Vienne était d'amener les Pères à créer une province allemande complètement distincte de la province de Pologne. Le Père Loeffler souscrivit à cet engagement, que constate un décret impérial du 22 novembre 1828. Le 2 avril 1829, le Père Éverard Mayer, accompagné de deux autres Jésuites, prit possession du couvent de Gleisdorf. Des intérêts particuliers s'opposent à ce premier établissement. Les Jésuites se voient bientôt sans asile et obligés, pour vivre en communauté, de s'installer dans une maison où habitaient de nombreuses familles et une cantatrice du théâtre. Cette situation, aussi étrange que précaire, ne les décourage point. Comme toute société ayant en elle une vie distincte de l'individu qui passe ou qui meurt, l'Institut de saint Ignace sait admirablement se plier aux circonstances. Nous l'avons vu, durant trois siècles, aux prises avec les hommes de génie, de force ou d'action ; sa persistance en a triomphé. Un Pape crut qu'il pourrait le tuer ; il essaya de porter, malgré lui, ce grand coup au Catholicisme. Par des moyens en dehors de sa volonté, la Compagnie de Jésus est sortie triomphante du tombeau anticipé que Ganganelli fermait sur elle. La Compagnie se sent appelée à de nouvelles destinées ; les obstacles matériels qui s'opposent à son accroissement en Allemagne doivent donc être vaincus.

Les Pères envoyés à la Styrie ne demandent rien pour eux, rien pour leur Ordre. Ils se dévouent à endurer les tracasseries inhérentes à tout établissement nouveau. Des difficultés de détails naissent à chaque pas ; ils ne s'en préoccupent que pour laisser au temps le soin de les résoudre. Quand elles sont aplanies, ils ne tirent pas plus vanité de la bonne que de la mauvaise fortune. A les voir si indifférents sur tout ce qui n'ébranle pas l'intégrité du Siège Apostolique ou les fondements de la Société religieuse, on dirait que le succès, comme la défaite, n'est pour rien dans l'ensemble de leurs devoirs ; ils acceptent avec une égale soumission la joie et la douleur. A Gratz, ils ne peuvent trouver une demeure convenable, ils campent en attendant le jour où cette demeure s'offrira. Pendant ce temps, le Père Støger fait éclater dans les églises sa parole inspirée ; les Novices se forment au bruit du monde, quelquefois même à celui du théâtre. Trois années s'écoulent ainsi ; puis, quand cet état anormal commence à se régulariser, Jacques Stopper, secrétaire du Prince-Évêque, et Xavier Weninger, docteur en théologie, entrent au Noviciat avec dix-sept jeunes gens. Quatre mois après, leur nombre était doublé.

L'archiduc Maximilien, le Vauban de l'Alle-

L'archiduc Maximilien leur ouvre la forteresse de Linz.

magne, a pour les Jésuites une de ces estimations raisonnées, telle que Walstein, Spinola, don Juan, Sobieski, Condé, Turenne et Villars étaient heureux de la manifester. En 1835, il voit de ses yeux l'embarras dans lequel on place les Jésuites implantés à Gratz. Il est chargé d'établir les fortifications de la ville de Linz, qui protégeront le pays et le Danube coulant au pied de la cité. Il transforme en maison de campagne une des premières tours qu'il a fait construire sur le Fregenberg. Il y joint une belle église gothique. Afin de donner à ses travaux une consécration religieuse, il propose au Bénédictin Thomas Ziegler, évêque de Linz, d'offrir à l'Institut cette maison, devenue par ses soins inutile aux fortifications. Le 40 août 1837 les Jésuites s'y installèrent. L'Archiduc n'abandonne pas son œuvre incomplète; il accorde aux Pères l'usufruit des terrains avoisinant le nouveau Collège, et il leur assigne une rente qui permet d'entretenir trente Jésuites sur cette montagne que son génie militaire a immortalisée.

Politique de l'Autriche.

L'Autriche avait accepté les Jésuites sans enthousiasme, mais par conviction du bien qu'elle retirerait de leur enseignement. François II, si longtemps éprouvé, avait pleine confiance aux enfants de saint Ignace; il les aimait par tradition de famille, par gratitude et comme un nouveau lien qui le rattachait à ses peuples. Cet amour n'avait rien d'expansif, et le monarque ne leur laissait gagner que pied à pied du terrain. C'était à eux à conquérir chaque établissement nouveau par des prodiges de charité ou en répandant les lumières de la civilisation au fond des campagnes. Le gouvernement autrichien étudia de longue main ses projets, il les mûrit avec calme, il les applique avec une détermination parfaitement arrêtée. Il n'a de comptes à rendre qu'à lui-même; il veut que ces comptes n'évoquent pas de censeurs dans l'opinion publique. Tout se fait discrètement et par un travail invisible; mais ces formes silencieuses et absolues en apparence tournent au profit du peuple, dont les vœux sont écoutés.

Le prince de Metternich.

Il n'y avait plus à hésiter sur le sentiment qui l'entraînait vers les Pères. Dans chaque ville où un Jésuite faisait entendre la parole divine, la foule se pressait autour de la chaire; des fruits de bénédiction étaient constatés par le clergé séculier, saluant l'arrivée des Missionnaires comme un bienfait. Au sein de leurs Collèges ainsi qu'au milieu des cités et des campagnes, les Jésuites se montraient partout les mêmes. Le prince de Metternich ne les avait peut-être pas vus venir sans défiance. Elevé à l'école de Joseph II et de Kaunitz, il éprouvait pour la Compagnie de Jésus une répulsion secrète, née au contact des préventions que la haine ou l'impunité ont toujours eu l'art de fomenter. Mais cet esprit lucide discerna promptement la vérité du mensonge convenu. On lui

peignait les Jésuites comme portant la main sur tous les pouvoirs et aspirant à renverser ceux qui ne subissaient pas le joug de l'Institut. Le prince de Metternich, avec cette patience investigatrice qui est le cachet de sa politique, découvrit sans peine qu'ils ne peuvent être dangereux ou hostiles qu'aux passions mauvaises. A partir de ce jour, sans démonstration protectrice, ainsi que sans opposition de parti pris, il les laisse répondre à l'appel des Evêques et des Catholiques. Leur nom était un écho réveillant la Foi dans les âmes; leurs leçons ravivaient les bonnes mœurs; leur aménité faisait aimer l'étude. Ils purent en toute liberté se livrer aux soins incessants de l'Apostolat par la chaire, par l'éducation et par la charité.

Le 47 octobre 1838 l'empereur Ferdinand, sur la demande du comte de Vilczek, gouverneur du Tyrol, et à la prière des Etats de cette province, confia aux Jésuites leur ancien Collège d'Innsbruck. Le Père Pierre Lange en est le premier Recteur. Les accroissements de cette maison furent si prompts que deux ans après sa fondation elle comptait trois cent quatre-vingt sept élèves. Sans l'appui ostensible du gouvernement, ce qui pour les Jésuites est un bienfait réel, ils ont su, en quelques années de lutte, tirer l'Institut de ses ruines. Ne demandant à l'autorité que le droit d'annoncer la morale de l'Evangile et de se mettre en partage des douleurs de tous, ils ont donné à leur Société renaissante cette seconde vie qu'il est si difficile de communiquer aux corporations. Rien ne les a effrayés en Allemagne. Ils avaient contre eux les mensonges anciens que l'on rajeunit sans cesse et les calomnies nouvelles que l'on sème dans la foule pour amasser une moisson de haines. L'esprit révolutionnaire et anti-chrétien s'alarmait de la résistance qu'il allait rencontrer; il tenta de la briser lorsqu'il ne la sentait encore qu'en germe. Ce combat, qui dure encore, et dont les phases ont quelque chose de si profondément instructif pour l'Allemagne, n'a servi jusqu'à présent qu'à donner aux Jésuites une plus grande extension. Le gouvernement autrichien n'est pas de ceux qui, par faiblesse, témoignent à leurs adversaires plus de déférence qu'ils ne montrent d'estime ou de fidélité à leurs amis. Sous ce pouvoir, qui semble sommeiller dans sa force, il y a une énergie qui n'échappa point aux Jésuites. Ils jugèrent qu'il leur était possible de lutter avec succès, puisque le cabinet de Vienne, l'épiscopat et le peuple, leur faisaient un rempart de leur protection ou de leur confiance. Ils ne reculérent devant aucun ennemi; ce courage, inspiré par la sagesse, augmenta leur influence. Ils grandissaient en Allemagne, le même succès les attendait en Angleterre.

Tant que les Trois-Royaumes furent gouver-

L'empereur Ferdinand
rend à
Jésuites
leur
ancien
Collège
d'Innsbruck

La
liberté
ligieu-
se en An-
leterre.

nés par leurs Princes légitimes, on vit la dernière des Tudor et le premier des Stuarts se présenter partout comme les ennemis personnels de la Compagnie de Jésus. Nous avons raconté cette persécution. Née avec Elisabeth, elle ne se calma même pas au lit de mort de la Reine-vierge. Toujours aussi inhumaine, cette persécution devient plus ridicule sous le sceptre que Jacques I^{er} transforma en fêrle de pédagogie. Charles I^{er} ne sut ni protéger ses amis, ni combattre ses adversaires, ni se défendre lui-même; il eut toutes les faiblesses et tous les malheurs des Rois sans volonté. Charles II, son fils, s'imagina que l'éclat des fêtes et le luxe de ses plaisirs égoïstes couvrirait la voix des partis extrêmes qu'il essayait d'étouffer dans le sang. Jacques II chercha un appui dans la réaction religieuse. Il fut le plus débonnaire des tyrans; l'Angleterre le punit jusque dans sa postérité des crimes de ses ancêtres. La révolution de 1688 s'était faite au cri de : *Mort aux Jésuites!* Quand cette révolution eut jeté au vent ses premières colères, les Jésuites se trouvèrent plus paisibles que jamais sous la nouvelle dynastie.

L'Angleterre avait traversé un fleuve de sang afin d'arriver à la liberté de conscience. Elle se jugea assez forte, elle fut assez juste pour vouloir que chacun, dans la limite des lois, pût jouir de ce droit que payaient tant de sacrifices. Par les Pères de la Compagnie de Jésus, la Foi romaine se maintint aux cœurs de quelques familles. Par eux encore, elle se propagea pendant près de trois siècles, grandissant avec la proscription, se multipliant avec l'échafaud. Les Catholiques s'étaient épurés au creuset des souffrances. Ils avaient vu la ruine légale s'asseoir au foyer de leurs demeures envahies; ils avaient erré dans les bois, cachant leurs vertus comme un coupable cache ses crimes. Depuis le riche propriétaire anglais jusqu'au plus obscur enfant de l'Irlande, ils trouvaient tous dans leurs souvenirs ou dans leurs archives de famille une histoire de dévouement au principe chrétien. Le nom des Jésuites se mêlait naturellement à ces funèbres et glorieux récits. La Compagnie avait tant souffert pour réserver la Foi des Catholiques d'un naufrage inévitable, qu'ils ne se croyaient à l'abri de l'apostasie qu'en gardant auprès d'eux les Missionnaires, dont la voix les initiait au secret de la pénitence.

Dès les premières années du dix-huitième siècle, le cabinet britannique s'avoua que, dans un pays aussi fortement constitué, il y avait honte sans profit à torturer les consciences et à imposer des obligations auxquelles on répugnait de s'astreindre soi-même. On laissa peu à peu tomber en désuétude les lois pénales, qui réduisaient à l'ilotisme les fidèles des Trois-Royaumes; on ne s'acharna plus à poursuivre les Jésuites comme des malfaiteurs publics. Si la Foi n'avait pas eu de profondes racines au

cœur de la Grande-Bretagne, cette habile tolérance, venant à la suite des commotions politiques, aurait pu être fatale au Catholicisme. Il n'en fut pas ainsi. Le bien-être n'engendra point l'apathie, et, par un zèle aussi plein de prudence que d'activité, les Pères de l'Institut profitèrent du calme qui leur était accordé pour entretenir et multiplier dans les âmes l'amour des devoirs religieux.

Jusqu'alors ils n'avaient dû l'hospitalité qu'au hasard; leur existence de tous les jours n'était pas plus assurée que leur sommeil; l'un et l'autre restaient à la merci de la pieuse reconnaissance des Catholiques. Les Jésuites avaient vécu dans des retraites sûres d'où ils ne sortaient que pour bénir et fortifier. A partir du jour où la liberté ne fut plus une déception, ils comprirent qu'avec la marche des idées et les progrès signalés dans l'esprit national, il n'y avait plus à craindre pour eux ces rigueurs insolites, dont les siècles écoulés avaient fourni le modèle. Sans encourir la vindicte des lois, ils pouvaient se proclamer attachés du fond de l'âme au Siège apostolique, ils commencèrent à se créer des demeures fixes où, dans le secret d'abord, puis peu à peu assez ouvertement, ils habiterent en communauté.

Telles furent à leur origine les Missions de Liverpool, de Bristol, de Preston, de Norwich et de plusieurs autres villes. Une petite chapelle était annexée à la maison. Sans exciter le moindre murmure, les Fidèles eurent la liberté d'y prier. Quand le bref de Clément XIV supprima la Compagnie, les Jésuites vivaient dans cet état, dont rien ne troublait la quiétude. Un Souverain Pontife immobilisait l'Institut aux ennemis de l'Eglise, les Pères se soumièrent en gémissant. Il était bien difficile de les remplacer dans la Grande-Bretagne; les Vicaires apostoliques, qui plus d'une fois s'étaient trouvés en guerre avec eux sur des points de juridiction, furent contraints de leur permettre l'exercice du ministère dans leurs résidences. Les Jésuites ne l'avaient plus de fait ainsi que de droit; les Catholiques ne veulent pas, autant qu'il est en eux, s'associer au suicide que la peur inspire à Ganganelli. Les Collèges où leurs enfants sont élevés, à Saint-Omer, à Bruges et à Gand, tombent sous le coup du bref *Dominus ac Redemptor*; la maison que les Jésuites ont fondée à Liège n'est pas aussi malheureuse; elle survit à la destruction de l'Ordre. Le Père Howard, encouragé par le Prince-Evêque, peut y continuer le bien dont ses prédécesseurs jetèrent le germe.

Ce Collège, dans la pensée des Catholiques, devait être une pépinière d'ouvriers évangéliques destinés à succéder aux Jésuites. Quand Pie VI le prit sous sa protection et sous celle du Saint-Siège, il ne cassa pas dans son décret que son but était de faire de ces nouveaux Prêtres « les continuateurs et les soutiens de la Mission pri-

Situa-
tion des
anciens
Jésuites.

Le
Collège
de Liège
conserve
jusqu'à
la révo-
lution
fran-
çaise.

mitive ; » la Révolution française déranger ce plan. Son premier soin , en débordant sur la Belgique , fut d'anéantir le Collège et de chasser en même temps les maîtres et les disciples. Ils allaient se voir sans asile et sans espérance de développer le Catholicisme dans la Grande-Bretagne , lorsqu'un noble et riche Anglais , Thomas Weld , se sent touché des malheurs dont ses coreligionnaires sont menacés. Le continent se ferme aux anciens Jésuites , qui ne renoncent pas à former un Clergé indigène , afin de les remplacer dans leur patrie ; Thomas Weld leur ouvre l'Angleterre. Cette famille , qui attache son nom à toutes les hautes infortunes , et qui , après avoir reçu les Jésuites pros crits , viendra , trente-sept ans plus tard , mettre son vieux château de Lulworth à la disposition de Charles X banni de France , possédait une terre dans le Lancashire. Cette terre se nommait Stonyhurst.

Thomas Weld la consacre aux débris de la Société de Jésus et aux élèves qui les suivent dans leur exil. A peine installés dans ce lieu devenu cher à la Religion , les enfants de Loyola , qui ne peuvent plus se renouveler , s'occupent avec ardeur à combler les vides que la mort fait en éclaircissant leurs rangs. Ils forment des Prêtres aussi dévoués qu'instruits , des jeunes gens qui porteront dans leurs familles le courage et la foi dont ils offrent et reçoivent l'exemple. Les Pères de l'Institut supprimé ne s'étaient pas condamnés au silence et au trépas , parce que Clément XIV avait frappé l'arbre de stérilité. Ils sentaient en eux un principe de vie dominant tous les faits accomplis. Avec la plupart de leurs Frères dispersés , ils croyaient que de nouveaux événements , que d'immenses désastres et de plus mûres réflexions amèneraient tôt ou tard le Saint-Siège à révoquer le bref de Ganganelli. Ce qui se passait en Prusse et en Russie , la merveilleuse conservation de l'Ordre de saint Ignace , les bonnes dispositions dont Pie VI était animé , les entretenaient dans cet espoir. Dès 1786 , les Jésuites de la Grande-Bretagne , qui n'avaient point eu à lutter contre le gouvernement , et qui , en dehors du bref , se trouvaient dans la même situation qu'auparavant , supplièrent le Vicaire-Général de les incorporer à la Société renaissante. La chose n'était possible qu'en transgressant les commandements du Pape. Le Vicaire-Général signifie aux Pères de l'ancienne Province britannique qu'il faut renoncer à ce projet. En 1800 , lorsque Pie VII eut publiquement autorisé l'existence des Jésuites en Russie , les Anglais réitérèrent la même demande. Les obstacles étaient aplanis ; Gruber sollicita du Saint-Siège le droit d'agréger à l'Institut ceux qui désirent y mourir après avoir voué leur vie au triomphe de l'Eglise. Le Souverain Pontife leur accorda cette faveur. Le Père William Strickland fut chargé d'élever au degré de Profès le Père Marmaduch-Stone , recteur du nouveau Collège anglais , et de l'établir

Provincial. Le 22 mai 1803 , cette solennité eut lieu.

A peine la nouvelle de la reconstitution de l'Ordre en Angleterre est-elle divulguée , que l'on voit accourir à Stonyhurst tous les anciens Jésuites , heureux encore de reprendre le joug des règles de saint Ignace. Parmi les plus empressés , on distingue les Pères Thomas Stanley , Pierre O'Brien , Lawson , Jenkins , Edouard Church et Joseph Reeve , dont les noms sont chers aux Catholiques et précieux à la jeunesse. Charles et Robert Plowden , Thomas Reeve , Lewis , Jacques Leslie , Edouard Howard , Price , Johnson et un certain nombre de jeunes Prêtres viennent renforcer la cohorte qui se réunit. La Compagnie sortait du tombeau ; elle veille à se perpétuer. Les Trois-Royaumes étaient alors engagés dans une terrible lutte avec Napoléon. Le sang et les trésors du pays se prodiguaient sur les champs de bataille et dans les intrigues diplomatiques. Il y avait du patriotisme et de l'ambition , de la haine et une pensée égoïste au fond de ce duel d'empire à empire. L'Angleterre était ébranlée ; mais elle semblait grandir avec le danger. Pitt n'avait ni le temps ni la volonté de s'opposer au rétablissement de l'Institut. L'Angleterre était restée indifférente à sa mort ; elle se croyait assez puissante pour ne pas s'occuper de sa résurrection. Tous les yeux se tournaient vers le continent : les Jésuites mirent à profit ces sollicitudes , et , afin de ne pas être pris au dépourvu , ils décidèrent qu'un Noviciat serait créé.

Il ne fallait qu'une maison et un jardin , la générosité de Thomas Weld y pourvut. Le Père Charles Plowden fut chargé de la direction de l'établissement. Thomas Weld n'avait encore offert aux Jésuites que le superflu de sa fortune ; il fit mieux : il donna son fils à la Compagnie. Avec ce jeune homme entrèrent au Noviciat Gualter Clifford et Thomas Tate. Dans de pareilles conditions d'existence , l'Institut allait se propager rapidement ; un obstacle surgit de l'autorité même qui devait concourir à cette propagation.

A diverses reprises , de sérieux conflits avaient éclaté entre les Missionnaires et quelques Vicaires apostoliques. Les Jésuites s'y étaient vus mêlés plutôt pour les besoins de la cause catholique que par esprit de domination. Les droits des uns et des autres n'avaient pas été bien définis ou bien compris , et , dans l'administration de l'Eglise d'Angleterre , il surgissait de temps à autre des dissentiments qui plus d'une fois compromirent le présent et l'avenir. En face de la position faite aux disciples de saint Ignace , on aurait pu croire que ces débats ne se révéleraient point , et que chacun , dans la sphère de ses pouvoirs , travaillerait à l'œuvre commune. Il n'en fut pas ainsi. Le nom de la Compagnie était populaire parmi les Catholiques des Trois-Royaumes. Son sang avait coulé sur les échafauds avec le sang de leurs ancêtres. Les

Thomas Weld donne aux maîtres sa terre de Stonyhurst.

Ils sont agrégés à l'Institut renaissant.

Tous les anciens Pères se réunissent à eux.

Le père Plowden et le Noviciat

Les Vicaires Apostoliques la provoquaient

Jésuites avaient vécu, avaient souffert sous leur toit; ils étaient les hôtes, les maîtres des générations passées et de la génération nouvelle. Ce double lien, que les prisons et la hache du bourreau resserrèrent si souvent, établissait, entre les Catholiques et l'Ordre de Loyola, une solidarité sanctionnée par le temps, par les services et par la reconnaissance. L'autorité du Vicaire apostolique n'avait jamais été contestée; mais, transitoire dans les personnes, elle restait par cela seul exposée à des mécomptes d'amour-propre. Quelques-uns des délégués du Saint-Siège s'étaient roidis contre cette position précaire; ils avaient comme Richard Schmitt, essayé d'affaiblir le prestige dont les Jésuites se voyaient environnés, pour ainsi dire malgré eux. L'action du Vicaire apostolique, funeste au Catholicisme, n'avait servi qu'à relever l'Institut. Les Jésuites eurent des adversaires très-prononcés dans quelques-uns de ces Prélats; ils en rencontrèrent qui, à l'exemple de l'illustre Milner, s'identifièrent complètement avec eux.

Dans la situation actuelle, de pareils conflits ne sont plus possibles. En Angleterre tout passe sous le niveau de la publicité. Cette publicité a sans doute ses erreurs volontaires, ses fraudes même, comme toute espèce de liberté qui vit de monopole; mais la presse anglaise, jusqu'alors si hostile aux Jésuites et si intolérante, parut enfin, dès l'année 1840, revenir à des sentiments d'équité. C'était le temps des intrigues politiques: elles devaient plus tard se multiplier et se proclamer comme une puissance. Dans ce mouvement de passions et d'idées, qui marquera les commencements du dix-neuvième siècle, les Jésuites ne se sont mêlés à aucun des événements qui remuent l'Europe. Tant que les Anglais n'ont pas vu la Compagnie libre de son action et agissant au soleil, ils eurent de sourdes imputations à faire rejallir sur elle. Du jour où l'on permit aux Pères de l'Institut de prier, d'évangéliser et d'instruire en n'ayant de comptes à rendre qu'à la loi, les Jésuites ne furent plus soupçonnés de conspirer, et les sectes les plus hostiles s'empressèrent de leur donner ce témoignage. On allait, en défigurant l'histoire des disciples de saint Ignace, les trouver coupables à tous les coins du globe. La France constitutionnelle, l'Espagne libérale, l'Italie, l'Allemagne, la Suisse et la Belgique révolutionnaires devaient pousser contre eux un long cri de malediction, et dans le pays le plus opposé aux tendances catholiques ce cri était condamné à rester sans écho.

C'est qu'avec leur bon sens pratique les Anglais n'avaient pas tardé à comprendre qu'une guerre éternelle, faite à des hommes innocents de tous ces crimes dont on se plaisait à les charger entraînait nécessairement une guerre contre les idées qu'ils patronaient. Les Anglais, se plaçant à la tête de la civilisation européenne, ne vou-

lurent pas faire subir un pareil échec à leur orgueil national. Ils acceptèrent les Jésuites tels quels, bien persuadés que, puisqu'ils réclamaient le grand jour, il serait toujours facile de les atteindre dans l'ombre. Les Jésuites ne s'y précipitèrent point, et le cabinet britannique et la presse anglaise n'inventèrent jamais de prétextes pour se donner l'occasion d'y descendre sans eux.

La position que nous venons de décrire, et que les deux partis ont maintenue de 1840 à 1845, n'était pas encore aussi nettement dessinée lorsque les Vicaires apostoliques essayèrent d'attirer des embarras à la Société. Avec les méticuleuses précautions que la peur de se compromettre inspire souvent aux hommes les mieux intentionnés, certains délégués du Saint-Siège refusaient de reconnaître comme Jésuites les Prêtres que Pie VII lui-même encourageait à se proclamer tels. Quand le Souverain Pontife, par sa bulle *Sollicitudo omnium ecclesiarum* du 7 août 1844, eut vaincu les difficultés, ces mêmes délégués se retranchèrent derrière une chimère qu'on leur fit caresser comme une réalité: ils s'imaginèrent que l'existence des Jésuites au sein des Trois-Royaumes réveillerait les anciens ferments de discorde, et que déjà le pouvoir s'apprêtait à susciter contre les Catholiques de nouvelles persécutions. Il n'en était rien, il n'en pouvait rien être; mais ces hostilités, divisant le même parti, ne tendaient qu'à l'affaiblir. Il est bien malaisé en effet qu'un parti, lors même qu'il serait une fraction de l'unité catholique, puisse grandir ou subsister en ayant chez lui la guerre intestine. Pour la faire cesser, les Jésuites se soumettent à toutes les conditions. Ils se savaient nécessaires; ils ne firent pas sentir leur importance.

Au milieu de ces démêlés, leur zèle ne se ralentissait pas. Le 31 juillet 1840, jour de la fête de saint Ignace, Thomas Weld, le bienfaiteur de l'Institut, expira saintement dans le Collège qu'il avait fondé. Chaque année augmentait le nombre des élèves de cette maison: chaque année aussi les Jésuites gagnaient du terrain. Ils avançaient sans bruit, étouffant leur triomphe d'aujourd'hui sous leur espérance de demain et ne donnant rien au hasard. En 1846, le Père Grivel, nommé Visiteur de la province par Bzrozowski, n'eut qu'à approuver ce qui était déjà fait et les plans en voie d'exécution. Le Père Charles Plowden fut par lui choisi pour Provincial. En 1820 Plowden mourut, et Nicolas Sewall le remplaça. Six années après, le Père Brooke était appelé à succéder à Sewall.

Mais, durant cet intervalle, de notables changements s'introduisirent dans la législation anglaise. Les Catholiques, tolérés jusqu'alors, avaient revendiqué leurs droits d'hommes libres et de citoyens. C'était une réparation des iniquités passées, la consécration d'un grand principe. Les orateurs du Parlement, à la tête desquels

Crain tes
chiméri-
ques.

Emancipation
des
Catholi-
ques.

brillaient Georges Canning et lord Grey, soutinrent la justice des demandes adressées par les Catholiques. Ces demandes blessaient au vif l'Eglise anglicane; néanmoins elles étaient exigées par la raison d'Etat et par la raison publique. L'émancipation, longtemps ajournée, longtemps discutée, fut enfin prise au sérieux et peu après admise comme loi du royaume. Mais en 1829, quand ces discussions formidables étaient dans leur effervescence, un bill fut promulgué qui sembla tout remettre en question. Ce bill défendait aux sujets de la Couronne britannique de prononcer des vœux de Religion en Angleterre ou de revenir s'y fixer après les avoir prononcés dans un autre pays. La peine d'exil frappait tous les contrevenants. Les Jésuites sentirent qu'une pareille loi était spécialement dirigée contre eux, et ils en tinrent peu de compte, parce qu'ils ne se déguisèrent pas qu'elle naissait au contact des passions surexcitées par le bill d'émancipation, devenu le champ-clos des dernières colères du Protestantisme.

Ils avaient à démontrer que, libres ou esclaves, rien ne les pousserait dans l'arène des intrigues. Ils voulaient prouver qu'ils accomplissaient aussi ponctuellement leurs devoirs de Prêtres et de Jésuites sous le coup de la persécution que sous celui du bienfait. Ils restèrent donc muets et inébranlables au poste confié à leur vigilance. Ce poste était si bien gardé que, de 1826 à 1835, onze églises s'élevèrent par leurs soins. Alors même commença ce mouvement vers le Catholicisme qui, imprimé aux classes doctes ou nobles, progresse avec tant de rapidité qu'il est impossible d'en calculer la portée. En face de l'idée catholique, qui n'a rien perdu de sa sève première, la Grande-Bretagne n'est ni émue ni alarmée. Elle voit des Jésuites fonder des Collèges, bâtir des églises dans la capitale même des Trois-Royaumes; elle mesure le degré de ferveur qui accueille le Puseysme¹; elle

entend les maîtres les plus honorés de ses Universités proclamer leurs doutes anglicans ou abriter leur croyance nouvelle sous l'égide du

censuré par le conseil universitaire, accusant de rationalisme les précédents écrits du docteur. A la tête de l'opposition que son système soulevait dans Oxford, on distinguait Pusey, Vaughan, Thomas et Newman. Pusey était en évidence, il s'y mit encore davantage en publiant un ouvrage remarquable pour défendre ses idées. C'est cette initiative qui contribua à faire donner son nom au parti.

Dans le principe, les chefs du Puseysme semblent n'avoir d'autre but que de soutenir et de reconstituer l'Anglicanisme. D'après les *Tracts* et leurs autres écrits polémiques ou dogmatiques, les Puseystes paraissent alors du point fondamental que les anciens réformateurs étaient des hommes à tendance relâchée, et qu'eux, au contraire, s'efforçaient d'être exacts en dogme ainsi qu'en discipline. Ils disaient aux Anglicans : « Maintenez le symbole d'Athanase et toutes les règles du baptême. Point d'accommodement avec l'esprit du siècle. A temps et à contre-temps, ne transigez jamais avec vos obligations. N'oubliez pas les devoirs que, lors de votre régénération en Christ par le saint Baptême, vous avez contractés envers l'Eglise. L'Eglise ne doit jamais dépendre de l'Etat, mais son alliance est un honneur pour l'Etat. Raviver la discipline tombée en désuétude; réchauffer l'intelligence par le souvenir des vertus que notre Eglise a malheureusement négligées, mais qu'elle n'a jamais perdues. Tenez les temples ouverts, et notre Eglise apparaîtra ce qu'elle est réellement, pure, apostolique et rejetant les corruptions doctrinales ainsi que les pratiques superstitieuses, sinon idolâtriques de Rome, sa sœur infortunée, pratiques clairement réprouvées par l'antiquité, dont nous invoquons le témoignage avec respect. »

Telles furent les doctrines primitives des Puseystes. Ils se mirent à l'œuvre, ils étudièrent le Christianisme et l'Etat constitutif de l'unité catholique, non plus dans les théologiens protestants des trois derniers siècles, mais dans les saints Pères, tradition vivante de l'Apostolat. L'ardeur du Puseysme égalait sa science et sa candeur. Il avait souvent attaqué avec violence la Chaire de Pierre dans ses premiers *Tracts*, parce qu'il se proposait beaucoup moins d'inculquer les vérités catholiques considérées en elles-mêmes que de vivifier le système anglican tel que cette école le comprenait. Quelque entreprise dans les conditions d'un milieu décoloré, l'étude des antiquités ecclésiastiques produisit des découvertes tout à fait inattendues. La nature même de la polémique engagée par les Puseystes les força d'étaler au grand jour des doctrines et des actes dont ils ne pouvaient nier la sainteté, bien que ces actes et ces doctrines appartinssent à l'Eglise romaine. Sur des esprits réfléchis et se passionnant pour la vérité, de pareilles découvertes eurent pour effet de tempérer l'amertume et de modifier les idées. Les *Tracts* avaient fait école; les premiers disciples du Puseysme, comme cela arrive toujours, mal à l'aise dans la formule originelle, commençaient à pousser plus loin leurs investigations. On les avait conviés à l'étude de l'antiquité; jeunes et sincères, ils s'y étaient appliqués à loisir et consciencieusement. La fameuse question : *A Roma potest aliquid boni esse?* leur avait été posée; ils marchaient en avant pour inventer des raisons plus concluantes que celles dont les vieux Universitaires stéréotypaient dans leurs chaires l'impuissante logique. Ce fut le résultat de ces études qui ramena au Catholicisme les docteurs Sibthorp, Grant, Seager et plusieurs autres. Pusey et Newman, au centre même de l'Anglicanisme, recherchaient la vérité avec une ardeur toute juvénile; ils faisaient eux-mêmes des démarches en faveur de la Foi catholique, apostolique et romaine. En 1845, Pusey reconnaissait le dogme de la transubstantiation tel que le proclame l'Eglise; et, dans un sermon prêché devant l'Université d'Oxford, à la cathédrale du Christ, il ne déguisa point sa pensée. Ce discours était une révolution. On en censura le fond et la forme. On frappa d'interdiction universitaire le courageux orateur; mais ce discours, imprimé sous le titre de la *sainte Eucharistie comfort du pénitent*, se vendit à trois cent mille exemplaires. Il provoqua des multitudes d'adhésions de la part même des régents de l'Université. Pendant ce temps, le docteur Newman résignait la cure de Sainte-Marie d'Oxford pour s'adonner plus librement à l'étude et aux pratiques de la vie ascétique. Il retraçait même les assertions que, de 1855 à 1857, il avait pu avancer contre l'Eglise catholique, et le *Statesman*, journal protestant de Londres, ne craignait pas de dire : « C'est là un événement

Bill contre les vœux de religion.

Les Jésuites bâtissent des églises.

Le Puseysme et les conversions.

(1) Le Puseysme désigne le système moderne de théologie anglicane devenu si célèbre depuis quelques années. C'est une école de savants distingués, presque tous professeurs ou élèves de l'Université d'Oxford. Ce nom lui vient du docteur Pusey, et elle le reçut en 1835. Dès cette époque, certains projets touchant la réforme de l'Eglise établie furent agités dans la presse britannique. Ce n'était pas de ces declamations banales sur la splendeur et l'opulence du Clergé, de ces théories inapplicables que les charlatans religieux ou politiques inventent pour dresser un piédestal à leur vanité toujours gonflée des éloges qu'ils sont sans cesse en travail de se donner à eux-mêmes; mais au contraire des plans sérieux, discutés par les amis avoués ou par certains membres de l'Eglise anglicane. Ils aspiraient à en modifier les constitutions, la liturgie et les formulaires. Ceux qui parlaient de cette sorte ne s'entendaient pas sur tous les points; la discorde régnait sourdement parmi eux; de ce conflit naquit le Puseysme. En 1835, l'école nouvelle, encore peu nombreuse, commença à publier les *Traité*s pour les temps présents, *Tracts for the times*, et d'autres écrits polémiques, les uns destinés à la défense de l'Anglicanisme, les autres dirigés contre Rome ou contre les Protestants dissidents. Le *British critic*, revue trimestrielle, devint l'organe de cette secte, qui, à l'inverse de toutes les autres, cherchait de bonne foi la lumière.

En 1856, le docteur Hamden, nommé par le cabinet de Saint-James à la chaire de théologie d'Oxford, fut

Saint-Siège, la seule autorité immuable sur la terre. Comme le gouvernement britannique a posé les prémisses du principe de liberté, il en adopte toutes les conséquences. Les Jésuites sont citoyens anglais : à ce titre, qu'ils revendiquent avec orgueil, il leur est permis d'enseigner la jeunesse, de répandre leur Foi et de guider les autres hommes dans la voie que chacun a le privilège de se tracer. Ainsi les Hérétiques de la Grande-Bretagne, comme ceux d'Allemagne et de France, se montrent plus tolérants à l'égard du Catholicisme, leur adversaire naturel, que les hommes nés dans le sein de l'Eglise romaine

grave dans la crise dont nous sommes témoins. » En 1843, Newman et une foule de ses amis ont donné à cet événement toute sa portée en rentrant dans le sein de l'Unité.

Les Puséystes, entraînés malgré eux par l'évidence vers la Foi romaine, prétendaient bien, il est vrai, qu'ils n'iraient jamais au Romanisme. Néanmoins ils embrassaient de fait une partie de ses dogmes et même de ses pratiques. Un certain nombre de leurs disciples revenaient franchement au Catholicisme. Depuis le mois d'avril 1841, la publication des *Tracts* avait été suspendue; mais les moyens de propagation ne manquaient pas à ce parti. Il régnait dans plusieurs universités ou séminaires; il s'étendait en Amérique et même aux Indes. Le *British critic* continuait son œuvre trinitaire; et, renonçant peu à peu à ses attaques contre Rome, il faisait peser ses savantes hostilités sur les réformateurs du seizième siècle. Les écrivains de cette revue sont Angliques, et, du haut de leur raison, ils jugent avec une implacable équité tous les hommes qui secondent Luther, Calvin et Henri VIII dans leur séparation avec le Saint-Siège.

Cette Ecole, dont l'attitude pacifiquement progressive ébranle l'Anglicanisme jusqu'en ses fondements, ne demande rien qu'à la vérité. Elle exerce une notable influence par l'étendue de ses rapports et de sa littérature; elle fait de nombreux prosélytes, et les moyens qu'elle emploie sont tous avoués au grand jour. Elle arrive par la discussion. Aux hommes instruits, elle consacre des traités d'érudition originaux ou réimprimés; aux lecteurs ordinaires, des écrits moins élaborés; aux pauvres et aux ouvriers, des faits et des dissertations à leur portée; aux enfants, des contes familiers. Il n'y a pas sans doute dans tout cela une pensée identique ni un système régulier, on y reconnaît néanmoins un but. Ce but prouve manifestement combien les nouvelles doctrines propagées par le Puséisme exercent d'empire sur les croyances anglaises. Il a pénétré partout, au Parlement, dans la magistrature et principalement dans les classes moyennes. Il affecte de se mettre sur le pied d'égalité fraternelle avec les Catholiques du continent; quelquefois il représente l'Eglise universelle comme divisée en trois branches, grecque, romaine et anglicane; puis il se berce de l'espérance qu'il existe une communion invisible sanctionnée par l'Esprit-Saint.

Etrange contradiction ! à cette bienveillance pour les Catholiques du continent se joint chez quelques Puséistes une sorte d'antipathie pour les Catholiques anglais. Les Puséistes ne voient pas sans peine leurs frères rentrer dans le giron de l'Unité, et lorsqu'en 1843 le docteur Newman et ses principaux disciples firent ce dernier pas, Pusey lui-même ne put s'empêcher de témoigner publiquement ses regrets. On croirait que la nouvelle Ecole s'est flattée de la pensée qu'un jour elle sera suivie par les Fidèles des Trois-Royaumes; on dit même que plus d'une fois certaines insinuations furent faites en ce sens. Les Catholiques restèrent inébranlables; mais plusieurs Puséistes, entraînés par la vérité, ne tardèrent pas à renoncer aux théories dont ils étaient épris. Ils cherchaient un tout logique; l'Eglise romaine leur offrait; ils l'ont acceptée. Cette Ecole se trouve donc aujourd'hui dans un inextricable embarras. Il faut qu'elle recule ou qu'elle avance sous peine de suicide. Le système d'examen a sapé l'Anglicanisme, et il n'ose pas se réfugier dans le Catholicisme, auquel ses tendances ont rendu presque en même temps de bons et de mauvais services. La mission du Puséisme a commencé par des études sérieuses; elle doit continuer par la science et s'achever par la Foi.

et qui aspirent à la tuer sous leur sceptique indifférence ou à la garrotter dans des constitutions dont ils s'établissent les seuls interprètes et les uniques modérateurs.

L'Irlande n'avait jamais été placée dans des conditions aussi favorables que l'Angleterre Catholique; les Jésuites s'attachèrent à sa destinée par les persécutions mêmes dont elle fut l'objet. Contrée que l'énergie de sa Foi rendait la privilégiée de la souffrance, l'Irlande, toujours asservie et toujours fidèle, était un témoignage vivant de l'iniquité protestante et de la longanimité chrétienne. Dès les premiers jours de sa fondation, l'Ordre de Jésus avait eu pour elle des consolateurs et des apôtres; à toutes les époques il sut lui en offrir. Mais, quand l'Institut vit son existence menacée, les Irlandais, dont la proscription durait toujours, eurent des larmes de regret à donner aux Pères qui les avaient soutenus dans cette épreuve de trois siècles. Les Jésuites n'ont pu réaliser en ce pays qu'un bien sans retentissement, sans aucun de ces avantages sociaux dont le monde les croit si préoccupés. Cependant ils ne renoncèrent jamais à une terre où tout semblait condamné au désespoir. Le bref *Dominus ac Redemptor* ayant anéanti la Compagnie de Jésus, les enfants de Loyola, à l'exemple du troupeau, ne se laissèrent pas décourager par l'abandon du berger. Rome licenciant sa meilleure milice la veille même du jour où le Saint-Siège allait être attaqué sur tous les points à la fois. Les Jésuites, en obéissant au bref pontifical, ne crurent pas devoir désertir le poste confié à leur garde.

Ils étaient pauvres comme un Irlandais; mais ce dénuement, qui prenait sa source dans la charité, ne les inquiéta guère. Ils mirent en commun leur indigence, et, en travaillant à la moisson que Dieu réservait à leur zèle, ils attendirent des jours plus sereins. Le Père Richard Callaghan, un vieux Missionnaire des Philippines, dont les mains et la langue portent les traces du martyre enduré pour la Foi, dirigeait les Jésuites sécularisés. Ils n'avaient pu fonder en Irlande un établissement afin de recevoir les jeunes gens que, dans un avenir prochain, ils espéraient agréger à leur Ordre sorti de ses ruines; le Collège de Stonyhurst dilata son sein. D'autres se rendirent à Palerme, où ils achevèrent leurs études. En 1807, Richard Callaghan était mort chargé d'années et de bonnes œuvres; en 1844, le trépas du Père Thomas Betagh rompit la dernière chaîne qui, en Irlande, attachait les nouveaux Scolastiques à l'ancienne Compagnie. Betagh, dont le nom est encore populaire à Dublin et dans les campagnes de l'Irlande, avait trouvé dans son cœur l'éloquence qui remue si vivement les instincts de ce peuple. Le Père Kenney lui succéda au mois de novembre. Avec cette patience que rien ne peut abattre, les Jésuites se mettent à l'œuvre comme si déjà

Les
Jésuites
en
Irlande.

Le père
Calla-
ghan
les
soutient.

le Souverain Pontife avait rendu la vie à leur Institut.

Le Père
Kenney
crée le
Collège
de Clon-
gowes.

Ils s'avaient les inconvénients de cette éducation cosmopolite qui déplace les individus et leur donne dans la jeunesse des idées moins patriotiques. L'Irlande, selon eux, avait le droit de voir élever ses enfants sur sa terre proscrire, afin qu'un jour, nourris de ses malheurs, ils pussent avec plus de force réclamer son affranchissement. Ce fut cette pensée qui inspira à Kenney le projet d'un collège national. Il le créa à Clongowes, non loin de Dublin. La restauration de l'Institut augmenta tellement ses prospérités qu'en 1849 il comptait déjà plus de deux cent cinquante disciples. Dans la même année, les bienfaits de Marie O'Brien permirent d'en bâtir un autre dans le district de King's-County. Il fallait relever les Irlandais de l'abâtardissement moral dans lequel la politique anglaise essayait de les tenir. A ce peuple auquel la grande voix de Daniel O'Connell, un élève des Jésuites, apprenait ce que c'est que la liberté, il importait de donner l'intelligence de ses devoirs d'abord, de ses droits ensuite. La Compagnie de Jésus se chargea de la première tâche, O'Connell remplit la seconde.

Abrutis-
sment
des Ir-
landais.

Depuis Henri VIII jusqu'à Cromwell, et de Cromwell aux rois de la maison de Hanovre, tout avait été mis en œuvre afin de dégrader les Irlandais et de les asservir par une ignorance calculée. On avait abusé de leur passion pour les boissons enivrantes; on les plongeait peu à peu dans cet état de torpeur qui fait de la vie une espèce de sommeil bestial. On habitua ces populations, toujours catholiques par le cœur, à des débauches que l'autorité eut l'art de placer sous l'invocation de quelque saint populaire dans l'île. Pourvu qu'il reste aux Irlandais assez de vigueur corporelle réservée à féconder la terre dont les fruits et les moissons paieront le luxe et les plaisirs de l'Angleterre, on ne s'occupe ni de leur bien-être, ni de leur santé, ni de leurs familles, ni de leur existence. On les fait ouvriers sans aucun salaire, ou soldats dans les Indes sans espérance d'avancement. Tout fut combiné contre eux, et cette situation aurait pu, en se prolongeant, amener de cruels résultats, lorsqu'un concours de circonstances inouïes dans l'histoire força le gouvernement britannique à rougir de ses plans de démoralisation.

Reforme
des
mœurs.

Les Pères Kenney, Esmund et Aylmer confessaient, dans la tristesse de leurs âmes, cet abrutissement intellectuelle. Ils sentaient que le remède était entre leurs mains; mais ce remède, il devenait urgent de l'appliquer, et il était difficile de corriger tout d'un coup tant d'abus si fortement enracinés. Jusqu'alors la Religion proscrire n'avait eu ni temples ni autels; les Irlandais ne connaissaient pas la pompe de ses fêtes, ils ne s'étaient jamais rendu compte de l'effet produit sur les masses par ces processions

solennelles où Dieu semble se mêler aux hommes pour bénir leurs travaux et se mettre de moitié dans leurs douleurs. Ils n'avaient été Catholiques qu'à la dérobée, ne communiquant avec les anciens Jésuites ou avec le Clergé séculier qu'à travers mille dangers. Les nouveaux disciples de l'Institut profitent de la tolérance qu'une politique plus sage laisse établir; ils se décident à initier le peuple irlandais à ces joies triomphales de l'Eglise. La Fête-Dieu est célébrée dès 1822 à Clongowes, au milieu d'une foule immense. Le culte extérieur réveillait dans les âmes des idées de Foi, il y porta un besoin de réforme intérieure. Des églises furent bâties, des Missions s'ouvrirent, des associations religieuses se créèrent. Bientôt les enfants des martyrs retrouvent dans la piété et dans l'éducation la vigueur nécessaire pour arriver pacifiquement à leur régénération sociale.

Il avait fallu de pénibles travaux, de longs sacrifices afin de réaliser le projet conçu; les Jésuites les accomplirent tous sans se laisser rebuter par les obstacles. On les a souvent accusés de ne vouloir jamais participer à des institutions dont quelques-uns de leurs Pères ne seraient pas les promoteurs. En Irlande, le fait donne un démenti à l'imputation. En 1840, au moment où, par des retraites et par des Missions, ils apprenaient aux multitudes à célébrer la troisième fête séculaire de la fondation de l'Ordre de Jésus, c'est en popularisant l'œuvre d'un autre qu'ils obtinrent le plus éclatant succès. Le Capucin Théobald Mathew a, deux années auparavant, jeté les bases de sa Société de tempérance. Les Jésuites saisissent tout ce que ce renouveau volontaire aux liqueurs enivrantes peut avoir d'utile dans un pays tel que l'Irlande. Ils se font les propagateurs les plus zélés de la pensée chrétienne du révérend Mathew; par leurs soins, elle s'étend avec une rapidité inconcevable. Cette Société d'intempérance était l'auxiliaire de la mission que les Pères se donnaient, mais elle ne les détournait pas de leur but particulier.

Les
Jésuites
et le père
Mat-
thew.

En 1829, leur nombre s'augmentait avec leur ascendant; ils étaient le bras droit des Evêques, les modèles vivants proposés au Clergé par les Prélat. Le Général de la Compagnie juge opportun de détacher alors l'Irlande de la Province d'Angleterre. Il nomme un Vice-Provincial pour gouverner les Jésuites. Ce fut sur le Père Robert Saint-Léger que tomba son choix; la séparation devait produire de fructueux résultats. En 1841, un Collège fut créé à Dublin sous les auspices de saint François-Xavier, et l'Angleterre ne s'épouvanta pas de cet accroissement d'influence catholique. L'Anglicanisme était ébranlé par le retour vers l'unité d'un grand nombre d'esprits droits qui, dans les Trois-Royaumes, arrivaient, à l'aide de l'étude, à se démontrer le vide de leurs croyan-

Collège
Dublin.

res officielles. Un travail lent, mais toujours heureux, se révélait au milieu de la société britannique. Chacun sentait que les Jésuites y prenaient la meilleure part, tout en se renfermant dans les limites de la loi. Le pouvoir n'y vit qu'une des conséquences de la liberté ; il donna le salutaire exemple de respecter le droit qu'il avait lui-même proclamé.

Les Pères en Hollande et en Belgique. Par un étrange renversement de toutes les idées reçues, ce fut dans les pays séparés de la communion romaine que les Jésuites se perpétuèrent. Nous les avons vus en Russie et dans la Grande-Bretagne conserver des éléments de reconstitution et rattacher l'avenir au passé. En Hollande le même phénomène s'accomplit. De même que l'Angleterre, la république des Provinces-Unies fit une guerre ouverte à cet Ordre religieux, dont l'action sur le peuple était manifeste. A peine fut-il anéanti, que les vieilles insultes, que le souvenir même des anciennes défiances s'effacèrent. Les Protestants comprirent que ce n'était pas à eux qu'il appartenait de poursuivre leurs adversaires accablés. Ils laissèrent ce soin aux cours catholiques et aux écrivains qui aspiraient à détruire tous les cultes.

Leurs travaux pour conserver l'Institut. Cette situation inattendue permit aux Prêtres de la Compagnie disséminés en Hollande de continuer l'œuvre à laquelle ils s'étaient voués. Leur chef les avait placés en sentinelles perdues au milieu des ennemis de l'Eglise ; personne ne songeait à les relever ; ils y demeurèrent sous la direction du père Thomassen. C'était un vieillard. Adam Beckers vint à Amsterdam pour le soulager dans les labeurs de l'Apostolat. Aussitôt qu'il fut possible de se rattacher par de nouveaux vœux à la Compagnie, Beckers, Henri Groenen, Luyten et Vorbek s'y rallièrent. Les Jésuites de Nimègue suivent cet exemple. A Culembourg, le père Huberti, qu'un héritage a fait riche, consacre sa fortune à conserver la Mission : malgré ses soins, il la laisse endettée à sa mort, en 1845. Cependant le père Arnold Luyten développe ce germe, et l'Inter-nonce apostolique Ciambérani seconde si bien ses projets, qu'en 1818 il fut possible de fonder dans la ville un petit séminaire. A La Haye, la chapelle de l'ambassade d'Espagne était depuis longtemps desservie par l'abbé Raynal, ancien aumônier de Madame Elisabeth de France. En 1817 ce vieillard obtint le concours d'un Père Jésuite, et en fit son successeur. Plus tard, les Pères firent l'acquisition de l'hôtel de l'ambassadeur et y bâtirent une magnifique église.

Le Jésuite Fonteyne et les Pères de la Foi. Vers le même temps, les Pères de la Foi, dont nous avons indiqué l'origine, vivaient en Belgique depuis le commencement du dix-neuvième siècle. Le plus ardent de leurs vœux était de pouvoir être incorporés à l'Institut de saint Ignace. Les événements militaires de 1814 allaient trancher une grave question. La chute de l'Empire de Napoléon était imminente ; les

Pères de la Foi, dirigés par Bruson et Leblanc, s'adressent à Fonteyne, alors supérieur des Jésuites en Hollande. Ils sont admis dans la Compagnie ; mais il faut les soumettre à un noviciat et, dans le bouleversement de tous les royaumes, la Société de Jésus se trouve, comme beaucoup de Rois, sans autre appui que ses espérances. Le prince Maurice de Broglie, évêque de Gand, ne la laissa pas longtemps dans cette incertitude.

Ce Prélat, dont le nom retentit si souvent dans les annales de cette époque, était un spirituel courtisan et un orateur, un homme de Dieu et un homme du monde, toujours prêt à secourir l'infortune, à faire acte de courage, ou à donner aux autres un noble exemple. Napoléon l'avait pris en affection. Il aimait en lui sa naissance et ses vertus, sa piété et son enjouement. Maurice de Broglie se montra plein de gratitude et d'enthousiasme pour l'Empereur ; mais, au moment où Bonaparte, aveuglé par l'ambition ou par la colère, se déclara le persécuteur du Souverain Pontife, la conscience de l'Evêque de Gand l'emporta sur tous les sentiments humains. Dans le Concile de Paris, au donjon de Vincennes et dans l'île Sainte-Marguerite, le prince de Broglie ne recula devant l'accomplissement d'aucun de ses devoirs. Il venait à peine de sortir de sa prison d'Etat lorsque les Jésuites sollicitèrent son concours. Il leur fut promptement acquis. Le diocèse de Gand s'ouvrit à leur demande ; à dater de ce jour, il y eut entre le Prélat et les disciples de saint Ignace une de ces alliances contractées par la vertu, et que rien ne peut rompre sur la terre. Le Noviciat était résolu en principe ; la marquise de Rhodes fournit les fonds de premier établissement ; le comte de Thiennes mit son château de Rumbek à la disposition de la Société ; puis les exercices commencèrent. A quelques mois d'intervalle, la Belgique se voyait le théâtre d'un suprême combat. L'Europe attendait Napoléon à Waterloo. Ses armées approchaient de Courtray et de Roulers ; le Père Fonteyne songe à faire retraite devant elles. Le bruit des camps ne convenait pas au recueillement exigé des Novices ; Fonteyne les place dans une maison de campagne, à Distelberg, que M. Gobert lui a offerte. Les événements marchèrent avec tant de précipitation que, peu de jours après, il ne resta plus sur la Belgique que des débris d'armée et un nouveau trône.

Guillaume-Frédéric de Nassau, fils du dernier Stathouder de Hollande, allait l'occuper. Ce prince, dont les qualités ainsi que les défauts seront sévèrement jugés par l'histoire, car il fit abus des uns ainsi que des autres, avait longtemps vécu en Angleterre dans un obscur exil. Chassé par la révolution française de ses Etats héréditaires, appelé par les vainqueurs de cette révolution à régner sur deux peuples, dont les

Le prince de Broglie, évêque de Gand.

Il offre un asile aux Jésuites.

Guillaume de Nassau, roi des Pays-Bas : ses instincts monarchiques et ses amitiés révolutionnaires.

tionnai-

res.

mœurs et le culte n'avaient aucun point de similitude, Guillaume ne sut pas tenir la balance égale entre ses affections et ses devoirs. Il était roi légitime par le fait des traités, il se fit révolutionnaire par ambition. La France des Bourbons repoussait de son sein les juges et les bourreaux de Louis XVI; elle proscrivait quelques obscurs meneurs des Cent-Jours, qui avaient renversé le trône même de Guillaume; Guillaume accueillit dans son palais les régicides et les conspirateurs. Il rêva la couronne de Saint-Louis pour son fils par un complot protestant. Sur une terre catholique, il essaya de séduire la Foi du peuple et de rendre odieux le Clergé. Des différends s'élevaient entre les Belges fidèles à l'Eglise romaine et le nouveau Monarque. Chacun interprétait à sa manière les droits conquis, les promesses faites et les lois acceptées. Cette lutte, naissant dans les fêtes d'une intronisation, devait amener Guillaume à récipiscence.

Conseillé par les fanatiques de Protestantisme, ou enivré des éloges intéressés, dont les ennemis de tout culte ne cessaient de le combler, le Roi des Pays-Bas recula devant les charges de la couronne. Il avait à contenter deux nations rivales que le hasard réunissait sous le même sceptre; le Hollandais s'obstina à ne jamais devenir Belge. Dans les premiers jours de son règne, de 1814 à 1815, il avait proclamé la liberté et abrogé de criants monopoles; bientôt il chercha à renverser d'une main ce qu'il établissait de l'autre.

Les Jésuites vivaient sans prendre aucune part aux débats religieux et politiques sur l'interprétation de la loi fondamentale. Tout à coup, le 3 janvier 1816, Guillaume ordonne aux Pères de Distelberg d'avoir à se séparer immédiatement. A cette injonction, les Jésuites répondent : « Un seul mot de l'Evêque suffit pour nous disperser; si le Prélat ne prononce pas cette parole, la force armée saura bien, sans effort, expulser les paisibles habitants de cette maison. » Le Père Le Blanc, qui, après la mort de Fonteyne, a été nommé supérieur, communiqua à l'abbé Lesurre, Vicair-Général de Gand, la réponse qu'il a faite. Maurice de Broglie est absent; il écrit que c'est le devoir d'un capitaine de ne point abandonner, sans les défendre, ses fidèles soldats; qu'il ne permettra point que les Jésuites soient exposés aux traits de leurs ennemis, et qu'il faudra le percer lui-même avant d'arriver à eux. Puis il ajoute : « Je veux que toutes les portes de mon palais leur soient ouvertes, afin qu'ils s'y retirent en aussi grand nombre qu'il pourra en contenir. »

Le Prélat n'est pas encore satisfait de cette déclaration. Il accourt à Distelberg, il encourage les Jésuites, il les fortifie dans leur dessein. Guillaume apprend cette résistance, il en redoute l'éclat pour ses plans ultérieurs, il se détermine

à la vaincre. Des troupes marchent contre le Noviciat : les Jésuites sortent à leur approche; le palais épiscopal les reçoit. Ce premier ferment d'opposition attire sur la tête du prince de Broglie les tenaces colères de Guillaume. L'Evêque de Gand, dès le mois d'octobre 1814, avait prévu ces difficultés; il les avait soumises au congrès de Vienne : le 28 juillet 1815, les autres chefs des diocèses réclamaient encore par une lettre au Roi. Maurice de Broglie adresse à son troupeau une instruction pastorale¹. Dans cet acte, où, à chaque ligne, apparaissent le courage et le besoin de prévenir les maux dont est menacée l'Eglise belge, le Pontife s'élève avec force contre la nouvelle Constitution. Elle est à ses yeux inadmissible pour des Catholiques, et il proteste. Les Evêques avaient dit que ce pacte législatif était « d'un sinistre augure pour l'avenir. » Maurice de Broglie le démontrait. Les étrangers, qui ont capté la confiance de Guillaume de Nassau, n'eurent pas de peine à l'irriter contre ce Prélat factieux, que ses collègues dans l'Episcopat, et Pie VII lui-même félicitaient de son zèle. L'arrestation préventive de l'Evêque de Gand est décidée. Il se réfugie en France accompagné du Père Leblanc, supérieur des Jésuites. On s'empare de ce fait pour proclamer que les Pères de l'Institut doivent être seuls accusés de la résistance du Prince. Le Prince était mortel; l'Ordre de Jésus se renouvelait; les adversaires de l'Eglise catholique le rendirent responsable de l'intrepidité de Maurice de Broglie.

Ce dernier ne nourrissait aucune pensée hostile au pouvoir, mais ses combats et ses souffrances pour la Foi l'avaient rendu populaire; mais surtout il défendait avec fermeté les droits de la conscience. Les Belges virent en lui un martyr; Guillaume et ses courtisans révolutionnaires le peignirent comme une fanatique suppôt de la Compagnie de Jésus.

« L'oppression par voie légale, dit M. de Gerlache², est peut-être la pire de toutes, parce que la fraude s'y mêle à la violence. » Guillaume de Nassau, en montant sur le trône, avait caressé le Clergé, on l'avait vu même chercher à se bien faire venir des enfants de Loyola. En 1817, il se sentait emporté par ses idées protestantes; il entraît à pleines voiles dans la réaction religieuse que l'écume de tous les partis s'efforçait d'imposer à ses rêves d'orgueil. On ne pouvait encore sévir contre les Jésuites que par la calomnie, on ne s'en fit point faute. L'Evêque de Gand était une victime bonne à immoler, on ne l'épargna pas, dans l'espérance que sa punition effraierait les autres Prélats. La Cour de Bruxelles, par arrêt du 9 octobre 1817, « condamna Maurice de Broglie,

Condamnation d'un Evêque de Gand.

(1) *Histoire du royaume des Pays-Bas*, par M. de Gerlache, premier président de la Cour de Cassation, t. 1, p. 345.

(2) *Ibidem*, p. 341.

Le prince de Broglie leur ouvre son palais.

fugitif ou latitant, à la déportation et aux frais du procès. » Ce drame judiciaire où les Jésuites sont en cause sans paraître devant le jury, où tout se fait contre eux et à cause d'eux, ne devait pas se terminer là.

Deux coupables, convaincus de vol avec effraction et destinés à l'exposition publique et aux travaux forcés à perpétuité, se trouvent dans les prisons de Gand. Le jugement rendu contre le Prince-Évêque doit, aux termes de l'arrêt, être affiché à un poteau sur la place publique. On viole la loi du pays pour se donner le droit de violer les convenances sociales; le nom vénéré du Pontife fut attaché au pilori entre les deux forçats. Ce temps-là était l'âge d'or du journalisme; on avait de la conscience même contre son parti. *L'Observateur belge*, feuille hostile à la Foi romaine, ne put s'empêcher de manifester son indignation ¹. Cette flétrissure est acceptée comme un honneur par tous les Catholiques.

Il n'était pas dans la nature de ce Guillaume, héritier du Taciturne, de compromettre l'autorité par de semblables excès; mais on avait réussi à lui persuader que les Jésuites étaient depuis Philippe II d'Espagne, les ennemis de sa famille, et le Prince Evêque les soutenait de tout son pouvoir: ce fut sur lui que tombèrent les premiers effets de sa colère. Le 24 février 1818, il s'en prit aux disciples de l'Institut. Réfugiés dans la demeure épiscopale, ils y vivaient sans bruit; une troupe de soldats, ayant à sa tête le procureur du roi, envahit ce palais. On interrogea les livres et les papiers, on apposa les scellés sur les meubles, on arrêta l'abbé Lesurre; puis, arrivant enfin au but principal

de ces perquisitions, on expulsa les Jésuites, en leur donnant à entendre qu'il en sera partout ainsi dans le Royaume. La Compagnie ne se jouait pas assez forte pour affronter la tempête. Ses commencements étaient difficiles, elle avait des obstacles de toute espèce à vaincre; elle ajourna la lutte, et, avec une prudence que ses amis blâmèrent sans essayer d'en pénétrer les motifs, elle se soumit à l'exil que le despotisme lui infligeait. La Suisse, comme les Pays-Bas, n'était pas encore érigée en province; ce fut vers les cantons catholiques que l'on conduisit la plupart des jeunes Jésuites: quelques-uns des plus âgés conduits par le Père Cornille Van Everbroeck, se réfugièrent à Hildesheim en Hanovre, auprès du vieux Père Lusken, qui y exerçait les fonctions de Président du Séminaire.

Faire voyager et entretenir à l'étranger ces proscrits n'était pas chose aisée. Madame de Ghysegem se chargea de ce soin. Elle n'y met qu'une condition: c'est que, si des jours plus sereins viennent à luire sur la Belgique, ces jeunes gens seront tenus de rentrer dans leur patrie pour y faire, comme Jésuites, le bien qu'ils espéraient réaliser par leur vocation. Le Général de l'Ordre accepte le contrat dans ces termes. Quelques jeunes enfants de Loyola étaient néanmoins restés sur le sol. Le Père Lemaître les dirigeait; mais, en face de la lutte violente ouverte entre les deux pouvoirs, lutte qui doit aboutir à une révolution par l'entêtement du Prince et par la persévérance du peuple, les Jésuites se décident à transférer ailleurs leur Noviciat. Il n'y en eut aucun en Belgique pendant treize ans.

Il n'y restait plus qu'un petit nombre de Profès. Enrôlés sous les drapeaux de l'Eglise, ils combattirent avec Lemaître et Bruson en qualité de volontaires. Leurs armes furent la prière et l'étude, la résignation et l'exercice de la charité. La Belgique osait à peine résister au Souverain qui prenait à tâche d'obscurcir ses qualités royales par le plus inconcevable des égarements. Elle avait des instincts catholiques, et Guillaume s'efforçait de les froisser tous les uns après les autres. Chaque mot de liberté sorti de sa bouche était une nouvelle provocation au despotisme. Les Jésuites, quoique peu nombreux, exerçaient sur les masses une réelle influence. Leurs paroles, leurs conseils, leur attitude, leur silence même, tout était matière à soupçon et, par conséquent, à incrimination. Les agents hollandais investis par Guillaume des emplois publics, les réfugiés de tous les pays auxquels il accordait une impolitique hospitalité ne cessaient de représenter les disciples de Loyola comme les ennemis de son gouvernement. On les accusait de régner en France sous le manteau fléurdérisé des Bourbons, Guillaume de Nassau ne voulut pas qu'il fût dit que la Compagnie tenait un autre royaume

(1) *L'Observateur belge* s'exprimait ainsi au tome XIV, p. 181 de son recueil: « On eût certainement pris pour insensé, on eût peut-être persécuté comme un scélérat celui qui, après le 18 brumaire ou à l'époque du Concordat, mais surtout en 1814 et au commencement de 1815, eût cru possible qu'avant 1818 un Evêque serait condamné en Belgique, sous un Prince non catholique et par un tribunal séculier, à une peine criminelle, infamante, pour avoir souscrit avec tous ses coordonnateurs et rendu public un jugement doctrinal sur la question de la licéité ou de l'illicéité d'un serment; écrit deux lettres au Saint-Père relativement aux prières publiques que le Prince pourrait demander; reçu une réponse conforme au vœu du gouvernement; donné immédiatement de la publicité à cette réponse avec le double avantage de tranquilliser par là tous les esprits, et de justifier la demande que le gouvernement avait faite et l'acte public et solennel par lequel il y déferait.

« Bien moins encore eût-on pu croire que sans nécessité, que sans utilité, contre toute raison, on eût exécuté de la condamnation ce qu'elle pouvait emporter de plus ignominieux pour la personne du condamné, de plus outrageant pour la Religion dont il est le ministre et le plus insultant par la nation restée fidèle au culte de ses pères. »

« Cette insulte publique au Catholicisme, raconte M. de Gerlache à la p. 345 du premier volume de son *Histoire du royaume des Pays-Bas*, cette profanation d'un caractère vénérable et sacré ne firent qu'exalter un sentiment général d'indignation et de dégoût pour leurs auteurs. Quant à l'Evêque de Gand, il dut se trouver trop honoré d'une flétrissure qui rappelait involontairement à chacun le supplice de son divin Maître. Nous n'avons pas besoin de dire à qui l'on comparait ses persécuteurs. »

Il en eut
eurent.

Le père
Le
Maître
en Bel-
gique.

Guillau-
me en
appelle
à l'arbi-
traire.

entre ses mains. Elle avait ouvert des retraites où les prêtres séculiers et les laïques confondaient leurs prières et se façonnaient à la pratique des vertus chrétiennes. En 1824, le Monarque enjoint aux Evêques d'avoir à prohiber ces exercices spirituels. La querelle religieuse était assoupie; les Belges avaient courbé la tête, les ministres de Guillaume lui persuadaient qu'il faut en finir avec l'enseignement catholique.

Moins d'une année après, le Collège du Beau-regard à Liège, dont le directeur, M. Stas, avait appelé à son aide quelques professeurs Jésuites, se fermait à l'instant où le Roi allait en donner l'ordre. Le petit séminaire de Culembourg était réservé au même sort: les Archiprêtres d'Amsterdam et d'Utrecht, unis aux Vicaires apostoliques de Hollande, ne cédèrent qu'à la violence. Guillaume était parvenu à fatiguer l'opposition catholique: il pouvait régner tranquille. Cette espèce d'apathie, ce sentiment d'indifférence qu'à une heure donnée on signale dans les partis les plus vivaces, se faisait jour. Le Roi ainsi que Goubau et Van Maanen, ses confidents, crurent que le moment était venu d'asservir la Belgique au profit de la Hollande et d'écraser l'Eglise romaine sous le joug du Protestantisme.

La création du Collège philosophique de Louvain, les mesures vexatoires, les entraves mises à la liberté d'éducation et au droit imprescriptible des pères de famille réveillèrent dans les cœurs une espérance que de nouveaux déboires avaient fait ajourner. Les Frères de la doctrine chrétienne distribuaient aux enfants des pauvres et aux jeunes ouvriers une instruction appropriée à leurs besoins; ils leur apprenaient à être sobres, pieux, actifs et soumis. Ils en faisaient des fils obéissants, afin que plus tard ils pussent devenir de bons citoyens. On accusa les Instituteurs de l'indigence de répandre l'Ultramontanisme dans la Belgique, et d'y comploter une révolution. Aux yeux de la cour de Guillaume, ils ne furent que des Jésuites déguisés¹. Les Jésuites étaient la terreur de ce Roi, qui contractait alliance avec les libéraux de toutes les sectes pour assurer le triomphe de sa pensée hérétique. Il fit fermer les Ecoles des Frères. Cette royale déloyauté, que les journaux anticatholiques de France et des Pays-Bas saluèrent avec des cris d'allégresse, rendit une nouvelle force à l'opposition parlementaire et aux familles chrétiennes. Des lois étaient portées pour tuer l'avenir de l'enfant qui aurait étudié ailleurs que dans les écoles salariées par le gouvernement. L'ambition et l'intérêt particulier passèrent après le besoin de sauvegarder la Foi et les bonnes mœurs. Guillaume s'obstinait, le peuple commença à murmurer. Il se faisait en France contre les Jésuites une guerre si inconcevable, que les Belges avaient cru pouvoir sacrifier leurs compatriotes, membres de

l'Institut de Loyola, aux préjugés des Ministres et à la nécessité de maintenir la paix. L'alliance signée entre les Constitutionnels et les Catholiques n'allait pas jusqu'à froisser le Souverain dans son attente. Ils proclamaient les Jésuites dangereux, tout en déclarant qu'ils n'ajoutaient aucune foi aux calomnies dont les accablaient la presse libérale et le gouvernement des Pays-Bas. Cette déviation au principe de vérité ne porta point bonheur à l'opposition coalisée. M. de Gerlache lui-même, qui avait appuyé une pareille tactique dans ses discours, ne tarda pas à s'en repentir².

Guillaume avait espéré qu'il pourrait donner force et durée à son gouvernement en tâchant de se créer une popularité que les révolutionnaires de France avait conquis à si bon marché. Comme eux et avec eux, il s'efforça d'exploiter le nom des disciples de saint Ignace; il prétendit les rendre responsables de tous les désastres et de toutes les erreurs. Les Belges ne furent pas aussi crédules que les partisans de la Charte de Louis XVIII. Au mois de novembre 1827, un écrivain alors célèbre par ses ouvrages catholiques, M. de Potter, fit tomber des mains du Monarque protestant cette arme du Jéuitisme: « Maudits Jésuites, s'écriait le chef de l'opposition constitutionnelle dans les Pays-Bas², ils ont fait bien du mal! car pour nous défendre contre eux, on nous a, comme le cheval de la fable, sellés, bridés et montés. C'était si commode de pouvoir répondre aux Français qui, après quinze jours de séjour à Bruxelles, nous disaient: « Quoi! pas de jury? — Non, mais aussi pas de Jésuites. — Quoi! pas de liberté de la presse? — Non, mais aussi pas de Jésuites. — Quoi! pas de responsabilité ministérielle? pas d'indépendance du pouvoir judiciaire? un système d'imposition accablant et antipopulaire, une administration boiteuse, etc.? — Il est vrai, mais point de Jésuites. — Comment, demanderais-je volontiers à nos voisins, pouvons-nous nous tirer de là? Dès que nous nous mêlons de nos affaires, on crie aux Jésuites! et nous voilà hors du droit commun. — Dites-moi, messieurs, de ce qu'on appelle un homme Jésuite, s'ensuit-il qu'il faut l'emprisonner, le juger, le torturer et le condamner? toutes ses actions deviennent-elles des crimes et ses paroles des absurdités? »

Ce langage était celui de la raison; il fut

(1) On lit dans le tome II, p. 80, de la première édition de *l'Histoire du royaume des Pays-Bas*, par ce magistrat: « Que l'on veuille bien se souvenir encore une fois que ceci (ceci est le propre discours de M. de Gerlache) fut écrit en 1825; que, pour l'amour de la paix, nous voulions faire au Gouvernement, que nous supposions jusqu'à un certain point sincère dans ses appréhensions du Jéuitisme, toutes les concessions imaginables, afin de prévenir de grandes calamités. Nous comptions néanmoins une faute grave, dont nos adversaires surent tirer parti. En restreignant le principe, nous affaiblissions notre cause, bien loin de la rendre meilleure. »

(2) *Lettre au Courrier des Pays-Bas*, par E. de Potter.

(1) *Histoire du royaume des Pays-Bas*, par M. de Gerlache, t. I^{er}, p. 277.

puni par Guillaume et compris par le peuple. Les Pères de l'Institut se trouvaient malgré eux le levier de l'opposition; ils servaient de griefs au Roi pour refuser les concessions même les plus équitables. Ils se voyaient exilés comme Société et réduits à vivre à l'état d'individus. Leur nom était un cri de guerre, et, en descendant au fond des choses, on ne signale jamais leur impulsion sur les événements qui se précipitent. Le chef de la Compagnie leur écrivait ces mots significatifs : « Pour Dieu, qu'on ne se mêle pas de politique ! » Tels étaient les conseils qui partaient du Gesù; ils furent si bien suivis que les deux seuls Jésuites qui s'y trouvaient ne purent user qu'une fois de leur prérogative électorale. Le général de l'Ordre et Van de Velde, évêque de Gand, mirent obstacle à l'exercice d'un droit qui pouvait fournir des armes aux Ministres hollandais. Guillaume proscrivait les Pères de ses Etats, les Belges se prirent à les y appeler. Tout était depuis longtemps mûr pour une révolution; elle éclata au mois de septembre 1830.

Elle se faisait au nom des Catholiques et des Jésuites; son principe était avoué de tous ceux qui, à Paris, assistant au triomphe d'une autre, sous un drapeau et avec des projets différents, ne craignirent pas de chanter la victoire remportée par les Belges. Tant que Guillaume de Nassau eut assez d'autorité pour chasser les Jésuites et pour affaiblir le Catholicisme, ce Monarque fut offert par les conséquences libérales comme le type du roi tolérant, philosophe et éclairé. Les adversaires des Jésuites lui devaient au moins dans sa chute quelques ménagements. Il n'était plus qu'un prince légitime mis dans l'impossibilité de proscrire la Foi; les panégyristes de 1825 se changèrent en insulteurs; ils l'accablèrent d'outrages. La Révolution belge fut chose grande et sainte, parce qu'elle s'abritait sous celle de juillet, dont les causes et les résultats étaient diamétralement opposés. La malédiction contre les Jésuites tonnait en France, lorsque, dans le même moment, on les saluait en Belgique comme les martyrs de la liberté religieuse et l'espérance des familles. Guillaume les avait chassés du royaume des Pays-Bas; à peine un nouveau gouvernement fut-il décrété que les Pères reprirent le cours de leurs travaux.

Le coup porté à l'éducation de la jeunesse par la suppression de l'Ordre de Jésus, avait retenti au loin. On recueillait dans les désespoirs du foyer domestique les fruits amers que cette mesure avait provoqués, et de chaque point de l'Europe il s'élevait des voix indépendantes pour réclamer la Compagnie. Ses derniers Pères étaient partout investis de la confiance publique; mais ils s'éteignaient peu à peu, et les Catholiques ne cessaient de tourner les yeux vers le Saint-Siège pour implorer la résurrection de

l'Institut. En Suisse, les cantons attachés à l'Unité n'avaient pas consenti à se séparer de leurs maîtres dans la Foi. Vacquerie, Muller, Joseph de Diesbach et le comte Sinéo della Torre travaillaient à donner une nouvelle vie à la Société. Le Conseil de Soleure, intéressé dans la question, écrivait au Père Vacquerie :

« Le gouvernement de Soleure désire si ardemment le rétablissement d'un Ordre si salutaire, qu'il n'a attendu que votre avis pour s'adresser directement au Saint-Père, avec lequel la correspondance est entamée depuis quelque temps par le canal du Nonce apostolique, qui veut bien appuyer avec ardeur les intentions de notre gouvernement; et, comme on est sûr que le Pape acquiescera sans difficulté aux vœux de notre gouvernement, ils ne tarderont pas à être exécutés si le très-cher révérend Père Général veut bien y prêter ses bons offices. »

Dans le Valais, c'était le même zèle de la part des populations, le même dévouement de la part des Jésuites. Le 31 juillet 1810, les Pères Godinot, Drach, Rudolph et Staudinger se sont agréés à la Compagnie; sous l'égide de Joseph Sinéo della Torre, renonçant aux grandeurs et aux richesses pour courir la carrière des humiliations et du travail, ils se livrent à l'éducation de la jeunesse dans le Collège du chef-lieu. Le Valais, annexé à l'Empire, formait alors le département du Simplon. Bona-parte est en guerre avec le Souverain Pontife; ses préfets et ses universitaires ouvrent les hostilités contre ces Jésuites. L'Etat ne leur reconnaît pas cette qualité, mais, en dehors des actes officiels, personne ne la leur conteste. Ils ne demandaient aucun secours, aucun traitement à l'administration. Trois ans s'écoulèrent dans un abandon qui, pour les enfants de Loyola, fut un bienfait. Ils avaient prononcé le vœu de pauvreté; l'indigence à laquelle on les réduisait ne les effraya donc pas. Cependant le Grand-Maître de l'Université impériale sème au tableau que Nompère de Champagny, recteur de l'Académie de Lyon, lui trace du dédément et de la vertu des Jésuites. Il adresse au Préfet la lettre suivante :

« La position pénible des principaux et régents des collèges dans le département du Simplon excite mon intérêt le plus vif. Le retard qu'ils éprouvent dans le paiement de leurs traitements ne peut être que passager. Je vais tendre de tous mes moyens à le faire cesser. Cet objet occupera le conseil de l'Université dans une de ses plus prochaines séances, et, dès que Sa Majesté aura statué sur les propositions qui lui seront soumises, je m'empresserai d'exécuter sa décision.

» Je vous invite, monsieur le Préfet, à encourager de tous vos efforts et de toutes vos espérances, les hommes instruits qui sont char-

Le père
Sinéo
della
Torre
dans le
Valais.

Fontanes
et les
Pères.

gés de l'enseignement dans les Collèges du Valais. Les preuves de dévouement qu'ils auront données dans cette circonstance difficile ne seront pas mises en oubli. C'est un sacrifice momentané dont il me sera fort doux de pouvoir leur tenir compte. »

L'Université impériale rend justice aux Jésuites.

Cette lettre de Fontanes fut un encouragement pour les Jésuites ; le 2 décembre 1842, Champagny écrivit en ces termes au Père Sinéo : « Monsieur le Principal, je n'ignore pas votre zèle, votre dévouement et le désintéressement religieux avec lequel vous avez jusqu'ici rempli vos fonctions, et vous rentrez aujourd'hui dans la carrière éminemment utile dans laquelle vous êtes engagé. Vos soins ne seront pas perdus. Déjà l'Université est instruite, et ne se bornera pas à une stérile admiration. Mais quelle récompense plus précieuse que celle que vous trouvez dans votre cœur pourrait-on vous offrir ? Quand on a, comme vous, les regards fixés sur l'éternité, la terre paraît être d'un bien vil prix. Vous donnez dans l'Université un exemple dont elle s'honorera et qu'elle citera avec orgueil à tous les membres présents et à venir.

» Pour moi, monsieur le Principal, qui ai l'avantage de vous connaître personnellement, je serai moins étonné peut-être, mais je serai plus particulièrement dévoué à vos intérêts, que vous savez si bien sacrifier. »

Telles furent les premières relations de l'Université de France avec la Compagnie de Jésus. L'Université, ayant Fontanes à sa tête, protégeait contre les vexations gouvernementales ces quelques Religieux, ne s'épouvantant pas plus de la misère que des persécutions. Fontanes et Champagny les honoraient de leur estime, le comte de Rambuteau, préfet du Simplon, veut les expulser. Les événements furent plus forts que la volonté de l'Empereur. En 1814, le petit Collège de Sion devint le berceau de la Province de la Haute-Allemagne. Les compagnons du Père Sinéo avaient été éprouvés par de longues souffrances ; ils s'étaient dévoués pour le Valais, le Valais leur en tient compte. Le baron de Stockalper, un des premiers magistrats du canton, propose de rendre aux Jésuites leur ancien Collège de Brig, converti en forteresse par les Français. La proposition est accueillie avec enthousiasme ; cet enthousiasme se propage parmi les Catholiques. Pierre-Tobie Yenni, Evêque de Lausanne, tourne ses regards vers la Compagnie ; il va l'introduire à Fribourg, lorsqu'il reçoit de Goeldlin de Tieffenau, Vicaire apostolique, une lettre qui le confirme dans sa pensée. Tieffenau lui mandait :

« Fondé sur l'expérience, je suis intimement persuadé qu'il n'y a pas de remède plus efficace à opposer aux maux de notre siècle que de rapeler dans nos cantons suisses la Compagnie de Jésus, nouvellement rétablie par notre saint Père Pie VII. Cette Société fournirait une seconde

fois des défenseurs à la puissance ecclésiastique, des instituteurs à la jeunesse chrétienne ; elle réglerait les sciences, ferait fleurir la piété et la continence parmi le Clergé, et serait pour le peuple un rempart contre les corruptions du siècle. Quant à moi, je désire ardemment de voir les Jésuites introduits dans le diocèse qui m'est confié. Je vous souhaite de tout mon cœur le même bonheur pour le vôtre. »

Canisius avait évangélisé la Suisse. Son tombeau à Fribourg était l'objet de la vénération générale ; ce fut en s'appuyant sur ce souvenir que les Catholiques invoquèrent des Jésuites. Les Prélats helvétiques les réclamaient comme des coopérateurs indispensables ; le baron d'Arregger, avoyer de Soleure, marche sur les traces du Clergé. Il forme le projet d'appeler la Compagnie dans cette ville. Au mois de juin 1846, le grand Conseil se réunit ; il décrète qu'elle est à tout jamais exclue du canton. Cet échec, qu'avaient inspiré des répulsions individuelles, des rivalités locales et des craintes habilement entretenues par les adversaires de l'Institut, ne refroidit point le zèle de Fribourg.

Cependant les Pères du Valais continuent à se livrer à la prédication et à l'enseignement. Cette activité, dont les résultats ne tardent point à se faire sentir, était pour les Hérétiques et pour les Radicaux un perpétuel sujet d'inquiétude. Ils redoutaient l'ascendant que les Pères savaient prendre sur les populations ; une pareille influence devait à la longue nuire aux desseins dont ils commençaient à ne plus faire mystère. L'acte fédéral de 1845 leur était à charge. Ils tâchaient de fomentier les mécontentements, d'irriter les esprits, afin d'arriver plus tard à dominer l'Helvétie par une liberté dont ils seraient seuls les apôtres, les censeurs et les usufructiers. Pour mieux déguiser leur plan, ils se tracèrent une voie que les plus habiles ennemis de l'Institut ont suivie depuis.

L'ancienne Société de Jésus était tombée aux applaudissements de ceux qui se proclamaient hostiles au Catholicisme, chacun avait apporté son tribut d'efforts pour la battre en brèche. Elle n'existait plus ; les Radicaux suisses se prirent à la regretter. Ils eurent pour elle des bénédictions et des louanges. Elle seule avait eu le don de rendre l'enseignement aimable ; elle seule avait pu voir naître dans son sein des martyrs, des apôtres, des orateurs, des poètes et des savants. On couronna la victime de fleurs, lorsqu'on s'imagina qu'elle ne pourrait plus se relever sous le couteau ; puis, à l'aide d'une transition dont quelques écrivains se sont emparés plus ou moins heureusement, on vit les Radicaux suisses déclarer que le nouvel Ordre de Jésus n'avait rien de commun avec l'ancien. Les Jésuites modernes ne furent que les enfants dégénérés de saint Ignace. Ils ne possédaient pas le secret de ses Constitutions ; ils restaient étran-

Progrès de la Compagnie en Suisse.

Tactique des Radicaux suisses contre la Compagnie.

gers aux progrès de l'enseignement; ils répudiaient les principes qui portèrent si haut la gloire des premiers Jésuites. Ils furent donc condamnés à l'impuissance ou au mal. De Rivaz, grand-bailli de la république valaisienne, confondit le 4 mai 1818 ces accusations. Il parlait au nom de l'Etat: sa déclaration eut force de loi.

Le grand conseil de Fribourg des Pères appelle.

Vers le même temps, Balthasar de Muller proposait au grand Conseil de Fribourg de rapeler les Pères dans le canton. Soixante-neuf suffrages contre quarante-deux accueillirent sa demande, que l'avoyer Techtermann se chargea de réaliser. On avait vu en Italie et en Allemagne les Jésuites abandonner les dignités dont ils étaient revêtus pour mourir dans leur Société rajeunie. Antoine Hausher, Joseph de Schaller et Laurent Doller, trois vétérans de la Compagnie, s'empressent d'imiter ce dévouement filial. En 1821, Louis Fortis réunit dans une vice-province, dont le Père Godinot est créé chef, la Suisse, les Missions de Hollande et de Belgique, et celles du Hanovre, de la Prusse et de la Saxe.

Mission du père Roothaan dans le Valais.

Tandis que les cantons catholiques contractaient alliance avec les Jésuites et que le Père Jean Roothaan parcourait le Valais en répandant partout des fruits de salut, un orage grondait à Fribourg sur les disciples de Loyola. Depuis près de vingt ans, les Cordeliers y étaient chargés de l'instruction primaire. A la tête de cette école apparaissait le Père Grégoire Girard. Un nouveau mode d'enseignement avait été introduit par ses soins; c'était la méthode lancastrienne, l'enseignement mutuel et les idées de Pestalozzi combinés et modifiés avec une ingénieuse habileté. Le plan du Père Girard était neuf; comme toutes les nouveautés, il dut subir les alternatives de la discussion. Il eut des partisans et des contradicteurs. Les Jésuites n'avaient pas encore pénétrés à Fribourg, et déjà l'Evêque de Lausanne, juge compétent en matière d'éducation, s'était prononcé contre le mode adopté. Il avait même demandé au grand Conseil de l'interdire. Lorsque le collège eut été mis entre les mains de l'Institut, les Pères, se conformant aux prescriptions épiscopales, n'agréèrent pas les principes de Girard. On saisit ce prétexte pour les accuser d'avoir imposé au Prélat la condamnation du Cordelier. Ses amis s'agitent; les têtes s'échauffent. A cette époque, tout devenait matière à insurrection. Dans la nuit du 9 au 10 mars 1823, on se porte en tumulte sur le Collège. Le Père Girard n'avait cherché qu'à être utile aux enfants dans la sphère de ses attributions; son nom sert de cri de ralliement contre les Jésuites: on les menace de mort, on les outrage dans leur silence. L'émeute n'était qu'un premier essai des forces radicales; elle s'apaisa devant l'indifférence publique. Le Père Girard avait eu, sans le vouloir, des auxiliaires qui compromettaient sa cause. Le 26 mai, l'Evêque de Lausanne, exposant les motifs de son inter-

Grégoire Girard et sa méthode.

L'émeute contre les Jésuites.

diction, justifiait ainsi les Jésuites: « L'emprisonnement des feuilles libérales et anticatholiques de la Suisse à défendre cette méthode, et leurs déclamations contre nos révérends Pères Jésuites, qui sont absolument étrangers à la détermination que nous avons prise, suffisent pour dessiller les yeux des personnes de bonne foi. » L'opinion du Prélat fut partagée par le grand Conseil, et la méthode du Père Girard supprimée.

Vingt ans plus tard, l'Académie française, par l'organe de M. Villemain, couronnait solennellement l'œuvre du Cordelier: mais au fond de cet hommage rendu à un Franciscain par ceux qui décernaient à Voltaire un dernier triomphe posthume, il y eut peut-être plus de malveillance épigrammatique à l'adresse des Jésuites que de justice en faveur de leur prétendu rival.

Cette insurrection, que l'ignorance prépara pour assurer le succès de la science, n'avait eu aucun retentissement. Les Jésuites s'en étaient encore moins préoccupés que les magistrats, car alors une pensée féconde en résultats germait dans les esprits. Guillaume de Nassau rejetait à la frontière de son royaume les Pères qui répandaient l'instruction en Belgique et en Hollande; le canton de Fribourg s'apprête à recueillir ces épaves du fanatisme luthérien. En 1824, Tobie de Gottrau, Charles de Gottrau, Philippe d'Odet, Nicolas de Buman, Hubert de Boccord, Pierre de Gendre et Théodore de Diesbach conçoivent l'idée de fonder un pensionnat à Fribourg. Elle ne rencontre que des approbateurs: l'édifice est commencé, il s'achève. Il deviendra, sous la main des Jésuites, un des plus beaux établissements de l'Europe. « On voit s'élever dans le même temps, écrivait le célèbre baron de Haller, un pensionnat à Fribourg et une maison de correction à Genève. Ce sont deux édifices remarquables; mais les Fribourgeois montrent plus de sagesse; ils construisent une maison pour prévenir le mal, et les Genevois pour le punir, quand il est commis. »

Fondation du Pensionnat de Fribourg.

Le petit nombre de Jésuites dont la Suisse pouvait disposer rendait pénibles, quelquefois mortels, les travaux de l'enseignement et de l'apostolat. Les Pères, en effet, n'avaient pas seulement à veiller à l'éducation de la jeunesse, ils devaient remplir en même temps les autres fonctions sacerdotales, être à la fois régents, directeurs des âmes et catéchistes. Le traitement alloué par les gouvernements aux professeurs employés dans les Collèges n'excède jamais six cents francs, et c'est avec cette modique subvention qu'ils doivent vivre et porter partout la bonne nouvelle de l'Evangile. Ils sont dans le Valais ainsi qu'à Fribourg instituteurs et missionnaires; mais leur zèle ne s'arrête pas à ces deux cantons. A Schwytz, à Zug, à Uri, à Unterwald, à Lucerne, à Genève, à Soleure, à Neuchâtel et à Berne, il y a des Catholiques

Travaux des Pères de la Compagnie.

qui les invoquent, des Prêtres qui sentent le besoin de se fortifier dans la vertu, des villages abandonnés qui réclament avec instance les consolations et les secours de l'Eglise. Ce sont les Jésuites qui exaucent ces prières, qui répondent à ces vœux. Ils se mettent, partout et toujours, aux ordres des Evêques ou des Vicaires apostoliques; ils se multiplient, afin de propager la charité dans les cœurs et de vaincre l'esprit d'indifférence ou de doute. Ils marchent, ils travaillent sans relâche. A Dusseldorf, ils habitent une partie de leur ancien Collège; ils réveillent dans cette ville les sentiments de Foi et de piété; ils y combattent avec succès une nouvelle secte de Momiers, dont le comte de Beck s'est constitué le champion. A Hildesheim, les Pères Lusken, Van Everbroeck et Meganck, avec treize autres Jésuites, sont occupés des mêmes soins. A Brunswick, les magistrats protestants ne veulent plus se séparer du Jésuite que l'Evêque d'Hildesheim envoya comme un messager de paix. A Dresde, où le Père Gracchi possède la confiance de la famille royale, et où il dirige tout à la fois la conscience du Monarque, l'hôpital de la ville et tous les enfants catholiques, une émeute éclate en 1830. C'est sur les Jésuites seuls qu'elle veut frapper: elle assiège donc la maison où résident quelques Ecclésiastiques séculiers. Gracchi est au milieu d'eux; il entend les imprécations et les menaces de la foule. Il se présente à elle: « Vous demandez les Jésuites? s'écrie-t-il; je suis seul de mon Ordre dans cette maison, et me voici. » Gracchi était connu, était surtout aimé par sa charité. La multitude s'incline devant lui et le tumulte est apaisé.

Peu d'années auparavant, l'Allemagne protestante s'était ému à l'abjuration de Frédéric-Ferdinand, duc d'Anhalt-Kœthen. Dans un voyage que ce Prince fit à Paris en 1825, avec la duchesse Julie son épouse, sœur du roi de Prusse, il vit plusieurs fois le Père Ronsin. Ce Jésuite lui plut par l'aménité de son caractère et par le charme de sa conversation. Il eut avec lui de fréquents entretiens. Il proposa ses doutes, et ses objections sur les vérités du Catholicisme. Ronsin les résolut, et, le 24 octobre, le duc, la duchesse et le comte d'Ingenheim, leur frère, abjurèrent le Luthéranisme pour embrasser la Foi romaine. A peine revenu dans sa principauté, Ferdinand d'Anhalt annonce à ses sujets son retour à l'Unité. Cette nouvelle excite une vive irritation parmi les Luthériens; le roi de Prusse s'indigne. Il professe que ce n'est ni l'autorité ni la tradition qui doit régler la Foi, mais la raison individuelle; et il n'a pas assez d'anathèmes pour maudire sa sœur et son beau-frère, qui se conforment à ses doctrines en écoutant le cri de leurs convictions.

Un Jésuite avait remporté cette victoire sur le Protestantisme, un autre Jésuite la consolida. A la prière du duc et d'après l'ordre du Pape,

le Père Beckx accourt à Kœthen. Jusqu'alors les Catholiques y ont langué dans un état d'oppression, Beckx relève leur courage, tout en se faisant un devoir de respecter les cultes dominants. Il travaille, il prêche, il évangélise presque sans espérance de succès, car Ferdinand d'Anhalt n'a point d'enfants, et ses Etats doivent passer après sa mort à un souverain hérétique. Beckx connaît ces obstacles, il n'en poursuit pas moins son œuvre. En 1830, le trépas du duc mit un terme à sa mission, et le Père suivit la duchesse d'Anhalt allant porter en Europe le modèle de toutes les vertus. Mais dans ces quelques années de mission, le Jésuite avait su faire germer des idées de tolérance. A sa voix il avait vu le nombre des Catholiques augmenter, et, afin de leur laisser un souvenir de son passage, il avait jeté les fondements d'une église. Le prince Henri d'Anhalt, frère et successeur de Ferdinand, était attaché au culte luthérien; il n'en accepta pas moins l'héritage du Jésuite. L'église s'achève par ses soins, et, en 1833, le jour où le Vicaire du diocèse d'Osnabrück vint la consacrer, le nouveau duc voulut assister à cette solennité avec sa famille et les chefs protestants.

Les nouveaux éléments qui constituent la société européenne ne permettent plus aux enfants de saint Ignace de prendre une part active aux négociations du monde et aux affaires ecclésiastiques. Le Saint-Siège ne peut plus les revêtir du caractère de Légat ou de Nonce extraordinaire et les envoyer à travers le monde, comme Brouet-Pasquier, François de Borgia, Canisius, Possevin et Tolet, pour discuter, pour régler les intérêts de la Catholicité tantôt avec les rois, tantôt avec les peuples. Le cours naturel des choses a remis la Société de Jésus dans la position que son fondateur lui avait tracée, et dont elle ne sortit qu'à son corps défendant. Elle est devenue plus religieuse que jamais dans un siècle où la politique déborde et où chacun se fait une obligation de citer à son tribunal individuel les actes des princes et les tendances des gouvernants. En face d'une pareille confusion dans les idées et dans les pouvoirs, les Jésuites ont sagement pensé qu'il ne leur restait plus qu'un rôle à jouer. Pour atteindre la fin que l'Institut leur propose, il importait de s'abstenir de toute participation aux événements publics, d'en accepter sans joie et sans regret le contre-coup, quel qu'il fût, et de marcher en silence, mais toujours, mais partout, vers le but qui leur était offert. Leur action ne devait plus se faire sentir que dans les Collèges ou dans les Chaires évangéliques; ils n'avaient mission que d'apaiser les tumultes de l'âme, que de fortifier la piété, que de conduire la jeunesse au bonheur et à la paix par une éducation chrétienne. Ils ne se départirent jamais du plan laissé par le législateur de la Compagnie. Ce plan les exposait à des soupçons, à des accusations, à des outrages; ils s'y résignèrent.

Ils sont
à Dussel-
dorf, à
Brun-
swick et
à Dresde.

Le père
Gracchi
et la
famille
royale de
Saxe.

Le père
Ronsin
convertit
le duc et
la du-
chesse
d'An-
halt.

Le père
Beckx et
les Pro-

« Les Généraux et les principaux membres de la Société, ainsi s'expriment les écrivains protestants de la *Revue d'Oxford et de Cambridge* ¹, ont toujours été et sont encore des hommes d'un grand caractère, prudents, mais avec plus de résolution qu'on n'en trouve chez les gens du monde; ce sont des hommes à l'esprit froid et lucide et au cœur chaleureux, que l'on n'a jamais taxé d'insensibilité; des hommes auxquels on peut se fier dans les affaires, qu'ils traitent avec une grandeur de procédés bien différente de cette petite finesse qu'on prend quelquefois pour de l'habileté. Sous la conduite de ces admirables guides, et combattant sans relâche pour la cause de la vertu, de la pureté, de l'ordre civil et religieux, marche la grande armée des Jésuites, grande non par le nombre, mais par les œuvres, et composée de prédicateurs éloquents, de missionnaires auxquels les plus rudes travaux ne font point perdre l'urbanité des manières, d'hommes de lettres au goût sûr et à l'imagination vive, de savants ayant la passion de l'étude sans en avoir la monomanie, d'hommes vivant dans le monde sans être mondains. »

C'est sous ces traits que les Anglicans peignent les vieux et les nouveaux Jésuites. Les Anglicans commencent à rougir de la crédulité et de l'injustice de leurs devanciers; en Suisse, le mouvement des idées n'avait pas, en 1834, sanctionné une pareille équité. Les Jésuites restaient étrangers aux commotions excitant l'Europe. On avait pris leur non pour servir d'étendard aux espérances révolutionnaires; lorsqu'elles crurent leur triomphe assuré, ce fut aux Jésuites qu'elles essayèrent de reprocher la lenteur de leurs succès. Le Collège de Fribourg prospérait : il était une source de richesses pour le pays, un gage de sécurité pour les familles. La France, la Belgique et l'Italie se trouvaient après 1830 dans une position voisine de l'anarchie; le canton de Fribourg s'y associa en portant au pouvoir certains Radicaux, qui ne proclamaient la liberté que pour régner par l'arbitraire. La Compagnie de Jésus était menacée dans son existence; mais le contact et la responsabilité du commandement calmèrent peu à peu les effervescences radicales. C'était l'opposition de 1818 qui triomphait; elle n'osa pas s'aliéner le peuple et le Clergé en appliquant ses doctrines. Les magistrats et le grand Conseil de Fribourg faisaient cause commune avec la démocratie agissante; le nouveau gouvernement sacrifia ses hostilités au bien-être du plus grand nombre. Le radicalisme fit sa paix avec les Jésuites; depuis ce jour, rien dans ce canton n'a troublé la bonne harmonie.

Ce ne fut cependant pas sans lutte que l'union s'obtint. On appelait les jeunes gens à assister aux séances du Conseil pour les initier à la vie publique. Les élèves externes des Jésuites jouissaient de ce droit. L'un d'entre eux fait en-

tendre quelques murmures désapprobateurs à l'adresse d'un député : ordre est donné aux Pères d'interdire à leurs disciples l'entrée de la tribune. Les Pères obéissent; les élèves, forts de l'appui qu'ils évoquent dans les masses, parlent de se révolter contre la révolution. Il n'y avait qu'un moyen de calmer cette ardente jeunesse, il est employé. Les Jésuites interviennent, et la paix se rétablit. La guerre de plume précédait et suivait les insurrections. La Société de Jésus fut alors en butte à des attaques dont le grand Conseil ne prévoyait peut-être pas la portée. Les étudiants s'élancèrent encore dans l'arène. Libres ou déjà pères de famille, ils étaient les meilleurs juges de la question : ils la tranchèrent en combattant par des écrits publics les imputations dont on chargeait l'Institut. Dans le Valais, le gouvernement, prenant en considération la pauvreté des Jésuites et admettant que tous leurs voyages ont un but d'utilité publique, ordonne qu'à partir de l'année 1834 les messageries de l'Etat les recevront gratuitement.

A la même époque, les magistrats de Schwytz les introduisent dans leurs vallées. Le Père Drach, Recteur du Collège de Fribourg, et le Provincial Ignace Brocard essaient en vain de faire différer ce projet; les désirs de Philippe de Angelis, Nonce du Pape, les prières de la population et la voix du Souverain Pontife triomphent de cette résistance. Les Jésuites pénétraient pour la première fois dans ce pays célèbre par son amour de l'indépendance et de la liberté. Ils devenaient le boulevard que le Catholicisme avançait de la Suisse occidentale à la Suisse orientale. Comme pour démontrer que leur prise de possession a un but moral et littéraire, ils transforment en Collège leur Noviciat d'Estavayer, et en 1842, afin de s'associer aux vœux du pays, Grégoire XVI adresse à l'Evêque de Coire un bref ainsi conçu :

« Ayant appris il y a quelques années qu'à Schwytz, dans votre diocèse, les principaux habitants voulaient bâtir un Collège afin que les jeunes gens y fussent formés à la piété et aux lettres par les Pères de la Compagnie de Jésus, nous avons approuvé, comme il convenait; leur pieux dessein, et nous l'avons secondé avec plaisir.

» Nous félicitons cet illustre canton et Votre Fraternité, nous nous félicitons nous-même de ce que bientôt après les Religieux de la susdite Compagnie y ont été appelés aux acclamations unanimes du peuple et du Clergé; de ce qu'ils y ont ouvert leurs écoles pour le bien de la jeunesse, et que peu à peu, par les aumônes des Fidèles et par les largesses de quelques princes étrangers, ils ont construit une maison assez vaste pour servir de Collège.

» Et déjà, par les heureux succès qu'obtiennent ces écoles naissantes, on peut présager de quelle utilité, Dieu aidant, ce Collège sera pour la Religion catholique et pour la République. »

(1) *Revue d'Oxford et de Cambridge*, 1835.

CHAPITRE XLI.

La restauration des Bourbons et la France de 1814. — Le prince de Talleyrand conseille à Louis XVIII de rétablir les Jésuites. — Situation des Pères de la Compagnie en France. — Le Père Varin et les Pères de la Foi. — Les Jésuites en présence de la Charte constitutionnelle. — Leur existence est-elle légale? — Fondation de huit maisons. — Le Père Varin fonde l'Institut des Dames du Sacré-Cœur, celui de la Sainte-Famille et celui de Notre-Dame. — Le Père Delpeutis crée la Congrégation. — Ses commencements et son but. — Les premiers Congréganistes. — Création du Noviciat. — Louis XVIII s'essaye au rôle de souverain constitutionnel. — Les Jésuites restent en dehors du mouvement politique. — Plan et moyens du libéralisme. — Les Evêques demandent les Jésuites pour leurs petits séminaires. — Le cardinal de Bausset et les Pères. — Mauvais terrain sur lequel ils se placent. — La presse constitutionnelle se fait l'adversaire de l'Institut et de la royauté. — Mort du Père de Clorivière, provincial de France. — Simpson lui succède. — Sa lettre aux supérieurs sous ses ordres. — Les véritables monita secreta des Jésuites. — Leur politique mise à nu. — Commencement des Missions. — Les Evêques forcent les Jésuites à devenir Missionnaires. — Les Pères se résignent à l'impopularité. — Mission de Brest. — L'émeute et la liberté. — Les principaux Missionnaires de la Compagnie. — Le Père Guyon. — Effet produit par ses Missions. — L'abbé de La Mennais avec les Jésuites. — Lettres du Père Rozaven sur le système. — Le Général prescrit la neutralité. — Conférence de Rozaven et de La Mennais. — Le Père Godinot et l'auteur de l'Essai sur l'indifférence. — Leur correspondance. — Mécontentement de La Mennais. — Le Père Bzrozowski partisan de ses doctrines. — La Mennais appelle les Jésuites à marcher sous son drapeau. — M. Louis de Carné blâme les Jésuites. — Les partis extrêmes invoquent ou flétrissent les Pères. — Influence qu'on leur suppose. — Le Père Ronsin au tête de la Congrégation. — Œuvres de la Congrégation. — La Chapelle des Missions étrangères. — Exercices des Congréganistes. — Fondations et associations pieuses. — Le Clergé et les laïques dans la Congrégation. — Colère du Libéralisme contre la Congrégation. — On prête au Père Ronsin un pouvoir extraordinaire. — Reproches et calomnies adressés aux Congréganistes. — La Congrégation a-t-elle régné? — Effets des terreurs libérales. — Le duc de Rohan et l'abbé Mathieu remplacent le Père Ronsin. — Congrégation militaire. — Le Libéralisme parvient à la faire dissoudre.

La
restauration
des
Bourbons et
la France
de 1814.

Une révolution aussi décisive dans les idées que dans les mœurs venait de s'accomplir en France. Cette révolution, dont le foyer permanent était à Paris, réagissait à toutes les extrémités du monde. Malgré les désastres militaires et la chute de l'Empire, la France, trahie par la victoire, régnait encore moralement sur l'Europe. Le retour des Bourbons, l'enthousiasme universel qui les accueillit, les principes de religion, de monarchie et d'ordre que Napoléon avait su remettre en vigueur, tout tendait à persuader qu'il serait possible un jour de dominer les instincts démagogiques. Il n'y avait qu'à suivre la ligne tracée par l'Empereur avec une si prudente énergie. Il ne fallait restaurer du passé que ce qui était bon et acceptable en soi, qu'ouvrir aux idées nouvelles un lit dont la mesure devait se combiner avec tous les intérêts. Les événements furent plus grands que les hommes : les Bourbons succombèrent sous la tâche que la Providence leur imposait.

Après les premiers élans d'une joie dont les témoignages éclatèrent avec unanimité, la France, de monarchique que Bonaparte l'avait faite, se vit tout à coup ramenée à ses errements

révolutionnaires. Il la laissait religieuse : les Bourbons allaient permettre qu'on corrompît sa Foi. Lorsqu'en 1845, après la bataille de Waterloo, le prince de Talleyrand, président du Conseil, voulut s'entendre avec Louis XVIII sur les moyens à employer pour pacifier les esprits et consolider le trône, l'ancien Evêque d'Autun ne craignit pas de dévoiler au Roi sa pensée : « Sire, lui dit-il, Votre Majesté espère se maintenir aux Tuileries : il importe donc de prendre ses précautions. Une sage et forte éducation peut seule préparer les générations nouvelles à ce calme intérieur, dont chacun proclame le besoin. Le remède le plus efficace pour y arriver sans secousse, c'est la reconstitution légale de la Compagnie de Jésus. » Louis XVIII en était encore aux arrêts des Parlements. Il déplorait les effets de la vaste conspiration qui avait renversé le trône, et il ne s'apercevait pas que ce complot était le premier-né de celui qui réalisa la destruction des Jésuites. Il s'étonna de voir un des membres les plus influents de l'Assemblée nationale, un Evêque parjure, lui soumettre un pareil projet. Talleyrand ne s'effraie point des railleries philosophiques du Monarque :

à Louis
XVIII de
rétablir
les
Jésuites.

Le
prince de
Talleyrand
conseille

il affirme avec plus d'autorité que les Jésuites sont seuls capables de relire le passé au présent en s'emparant de l'avenir. Louis XVIII demande quelques semaines de réflexion. Dans cet intervalle, Talleyrand perd le pouvoir, et de ce jour date la guerre incessante dont la Société de saint Ignace va se trouver l'objet. Le Ministre n'avait pu convaincre le Roi de la sagesse de ses conseils : l'homme d'opposition comprend qu'il importe à ses plans de priver les héritiers de son portefeuille d'un concours par lui regardé comme indispensable. On ne lui accordait pas les Jésuites pour les mettre en France à la tête de l'éducation : il les fit attaquer pour les rendre impossibles.

Sans s'en douter, les Jésuites avaient sur les bras un adversaire qui ne demandait pas mieux que d'être leur ami sous les conditions imposées par lui. Ces conditions, le prince de Talleyrand, qui n'avait pas toutes les vertus de ses vices, les eût plutôt cherchées dans les besoins du moment que dans les nécessités sociales et religieuses. Ce n'était pas en effet un diplomate à transiger avec son égoïsme au profit de l'idée chrétienne ou morale. Louis XVIII venait cependant de commettre une faute en négligeant l'avis du Président de son Conseil : le Ministre disgracié la fit expier aux Jésuites.

Ils n'avaient qu'une existence précaire : c'était tout au plus même si leur image vivait dans le cœur de quelques vieillards. Le Clergé se rappelait par tradition les services que la Compagnie de Jésus rendit à l'Eglise et au royaume. Il n'avait pas oublié les luttes soutenues contre les Pères de l'Institut par l'Université, par les Parlements et par les Philosophes. Les derniers Jésuites qu'il apercevait à l'œuvre lui offraient le modèle de toutes les vertus : ils ravaient ce sentiment de reconnaissance. Le Clergé les entourait de respect, il se montrait heureux de marcher à l'ombre de leur zèle ; mais peu à peu la mort avait tellement éclairci leurs rangs, qui ne se renouvelaient plus, que, dans un espace assez rapproché, la Compagnie ne devait être qu'un souvenir. Les Pères de la Foi, dont l'abbé Varin était supérieur, et qui n'avaient pas suivi l'exemple de leurs associés allant se réunir à la Compagnie de Jésus, ressuscitée en Russie, commençaient à voir se réaliser le plus cher de leurs vœux. Ils s'étaient dévoués à l'Institut de saint Ignace lorsque tout lui semblait hostile. Ils avaient espéré qu'ils seraient comme les pierres d'attente destinées à la reconstruction de l'édifice. Ils demandaient à y être agrégés au moment où l'Europe faisait servir le succès de ses armes à la restauration des idées d'ordre.

L'intention de l'abbé Varin se manifestait par les œuvres. Les Pères de la Foi avaient, ainsi que les anciens Jésuites, partagé et adouci les maux de l'Eglise. Ils s'étaient vus proscrits par Napoléon : ils sollicitaient l'honneur d'être

proscrits encore. Parmi ces Pères, qui ont déjà fourni à la Société de Jésus des hommes tels que Rozaven, de Grivel, Kohlmann, Sinéo, Mutti et Godinot, on remarque Germain Dumouchel, Éloi du Temps, Edmond Cahier, Nicolas Jennessaux, Augustin Coulon, Antoine Thomas, Pierre Cuenet, Leblanc, Gloriot, de Brosse, Sellier, Barat, Roger, Gury, Ronsin, Lorique, Joubert, Boissard, Bequet, Vrindts et Ladavière. Ces Prêtres sont connus à Paris et dans les provinces par leur zèle éclairé et par une charité qui sait se rendre aimable. Le Père de Clorivière a été pendant ce temps investi des pouvoirs nécessaires, afin de rétablir la Société en France et d'accueillir individuellement dans son sein les Pères de la Foi, dont les services passés furent acceptés comme un Noviciat anticipé. Ils ont combattu, ils ont enseigné : ils possèdent donc des amis et des élèves. Quelques jeunes Ecclésiastiques, les Laïques même se proposent pour renforcer les rangs des vieux Jésuites. Ils se présentaient dans les conditions exigées par saint Ignace : ils sont regus, car, dans ce moment de transition, l'Ordre sent de quelle importance il est pour lui de s'offrir à l'Eglise aussi nombreux que possible. Les choses en étaient là lorsque Pie VII publia la bulle qui rétablissait la Société. Les Jésuites de France comprenaient les difficultés de leur position et celles que le gouvernement de Louis XVIII se suscitait comme à plaisir. Ils ne voulurent pas user du droit de liberté que la Charte conférait à tous les Français. Ils se voyaient désirés par les Evêques ; les Conseils municipaux de plusieurs villes importantes invoquaient leur concours. Les Jésuites, à peine nés à la vie publique, ne demandèrent pas au Roi et aux pouvoirs législatifs un permis d'existence qu'ils trouvaient dans la loi ; ils se contentèrent de marcher sans bruit vers le but qui leur était assigné.

Cette situation, ne tendant jamais à se régulariser, soulevait de graves questions constitutionnelles. De quelque manière que ces questions allassent être résolues, elles froisseraient ou la liberté de conscience ou les acrimonieux scrupules de ces terribles amants de la Charte, préparant déjà, en son nom, la révolution qui doit l'étouffer. Ces points de controverse, qui s'agiteront longtemps encore, surgirent avec la renaissance de l'Institut ; il importe de les préciser et de les examiner.

De leur propre choix et par l'effet de leur volonté, plusieurs Evêques de l'Eglise gallicane, forts de l'ordonnance royale¹ du 5 octobre 1844,

(1) L'ordonnance du 5 octobre 1844, qui place les petits séminaires sous la dépendance des Evêques, n'a pas été insérée au Bulletin des lois. Il importe donc d'en rétablir le texte dans cette histoire :

« Louis, par la grâce de Dieu, etc.

« Ayant égard à la nécessité où sont les Archevêques et Evêques de notre royaume, dans les circonstances

Situation
des Pères
de la
Compagnie
en
France.

Le père
Varin et
les Pères
de la Foi.

Les
Jésuites
en
présence
de la
charte
constitu-
tion-
nelle.

Leur
existence
est-elle
légale ?

appelaient les Jésuites. Ils leur confiaient les fonctions les plus difficiles du saint ministère ; ils les chargeaient de l'éducation. Ces Jésuites , soumis , comme les autres Prêtres , à la juridiction épiscopale et aux lois du Royaume , ne recevant que des Prélats le privilège de prêcher , de confesser et d'enseigner , se contentaient dans leur for intérieur de suivre la règle de saint Ignace de Loyola. Comme corporation, ils n'avaient , ils ne sollicitaient aucune existence civile , nul droit de posséder ou d'acquérir , nulles prérogatives dans l'ordre religieux ou politique , aucun caractère que celui de prêtre français.

Des décisions judiciaires ont jadis , il est vrai , détruit la Compagnie de Jésus : un édit royal sanctionna ces décisions. Les lois révolutionnaires , tout en les frappant de nullité , leur donnèrent une nouvelle vigueur lorsqu'elles proscrivirent les corporations religieuses et séculières. Mais l'autorité de la chose jugée ne s'étend que sur le passé , sur l'état de choses qui subsiste au moment où l'arrêt est intervenu ; elle ne saurait exercer aucune influence sur l'avenir.

difficiles où se trouve l'Eglise de France, de faire instruire dès l'enfance des jeunes gens qui puissent ensuite entrer avec fruit dans les grands séminaires , et désirant de leur procurer les moyens de remplir avec facilité cette pieuse intention ;

» Ne voulant pas toutefois que ces écoles se multiplient sans raison légitime :

» Sur le rapport de notre Ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur ,

» Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

» Art. 1^{er}. Les Archevêques et Evêques de notre royaume pourront avoir dans chaque département une Ecole ecclésiastique , dont ils nommeront les chefs et les instituteurs , et où ils feront instruire dans les lettres les jeunes gens destinés à entrer dans les grands séminaires.

» Art. 2. Ces Ecoles pourront être placées à la campagne et dans les lieux où il n'y aura ni lycée ni collège communal.

» Art. 3. Lorsqu'elles seront placées dans les villes où il y aura un lycée ou collège communal , les élèves , après deux ans d'études , seront tenus de prendre l'habit ecclésiastique.

» Il seront dispensés de fréquenter les leçons desdits lycées et collèges.

» Art. 4. Pour diminuer autant que possible les dépenses de ces établissements , les élèves seront exempts de la rétribution due à l'Université par les élèves des lycées , collèges , institutions et pensionnats.

» Art. 5. Les élèves qui auront terminé leur cours d'études pourront se présenter à l'Université pour obtenir le grade de bachelier ès-lettres.

» Ce grade leur sera conféré gratuitement.

» Art. 6. Il ne pourra être érigé dans un département une seconde Ecole ecclésiastique qu'en vertu de notre autorisation , donnée sur le rapport de notre Ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur , après qu'il aura entendu l'Evêque et le grand-maître de l'Université.

» Art. 7. Les Ecoles ecclésiastiques sont susceptibles de recevoir des legs et des donations , en se conformant aux lois existantes sur cette matière.

» Art. 8. Il n'est au surplus en rien dérogé à notre ordonnance du 22 juin dernier , qui maintient provisoirement les décrets et règlements relatifs à l'Université.

» Sont seulement rapportés tous les articles desdits décrets et règlements contraires à la présente.

» Art. 9. Notre Ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

» Donné au château des Tuileries , le 5 octobre de l'an de grâce 1814.

» Signé LOUIS.

» Par le Roi : Signé L'ABBÉ DE MONTESQUIOU. »

La Constitution de 1791 , d'accord avec la loi de 1790 , déclare ne plus reconnaître les vœux perpétuels de Religion ; le décret du 18 août 1792 supprime ¹ toutes congrégations et confréries dans les termes les plus généraux et les plus absolus. Ces lois furent virtuellement abolies aussitôt que Bonaparte eut pris les rênes de l'Etat ; il se fit un devoir et une gloire de relever les autels. Comme la Religion catholique ne peut vivre sans vœux et sans congrégations , l'Empereur fut obligé de subir cette exigence , qu'il encouragea , qu'il combattit , qu'il toléra tour à tour , selon les calculs de sa politique ou les impulsions du moment. Les Pères de la Foi , par un décret de messidor an XII , furent dissous ; mais ce décret ne concerne point les Jésuites. Il ne leur est applicable dans aucun cas ; il ne fut même pas exécuté en 1804.

La promulgation de la Charte introduisit en France un nouveau droit public ; elle modifia essentiellement les rapports de la Religion avec l'Etat.

Autrefois le Roi était l'Evêque du dehors et le défenseur des Canons. En échange de la protection temporelle que les Princes lui accordaient , l'Eglise les faisait en quelque sorte participer à son pouvoir. « La sainte Société des deux puissances , dit Bossuet , semblait demander qu'elles exerçassent les fonctions l'une de l'autre , ce qu'elles faisaient hors de leur ressort naturel , ayant son effet par leur consentement mutuel , exprès ou tacite. » La liberté des cultes , proclamée par l'article 5 de la Charte , modifiait essentiellement l'ancien ordre de choses. La Religion catholique était , comme les autres cultes , en possession d'un plein et entier exercice , d'après ses propres règles et sous la sanction du Pape et des Evêques , pour tout ce qui a trait au spirituel. Ainsi hors de la sphère des droits temporels et civils , pour les choses intérieures , l'Eglise se voyait affranchie , émancipée , et plus indépendante de droit que sous l'ancien régime. L'école politique qui avait inspiré ces théories de liberté chercha dès le principe à les circonscrire , à les entraver dans l'application. L'existence des corporations religieuses sans droits civils était proclamée. La loi n'avait pas à descendre dans les consciences , à scruter les vœux faits , à discuter le genre de vie qu'il plaisait à un petit nombre de Français d'embrasser. Elle leur prêtait aide comme aux autres citoyens ; eux lui devaient obéissance et respect dans tous les actes de la vie publique. L'association non autorisée ne formait pas une personne morale et civile ; ses membres n'étaient que des individus isolés aux yeux de la loi , et laissés par elle dans l'ordre commun. Ils restaient passibles

(1) Ce décret fut rendu lorsque Louis XVI était déjà prisonnier au Temple. Il n'est pas sanctionné par le Roi , et , aux termes mêmes de la Constitution , il n'a par conséquent jamais été obligatoire.

des mêmes peines que les autres citoyens, soumis à la même surveillance et aux mêmes charges; ils se trouvaient dans leur patrie catholiques au même titre que dans l'Amérique et dans l'Angleterre protestantes.

Ces deux derniers États interprétaient largement le principe d'indépendance religieuse. Les Jésuites s'imaginèrent que la France avait passé par d'assez rudes épreuves pour se montrer jalouse de ses nouveaux droits. Ils ne voulaient pas, en réveillant les querelles amorties, susciter des embarras au gouvernement. Le Souverain Pontife leur rendait la vie; il les mettait sous la garde et à la disposition des Evêques; la Charte leur garantissait la liberté et la protection due à chaque culte; ils s'engagèrent sur cette voie toute légale. Le pouvoir civil n'avait point à s'immiscer dans des vœux ne portant aucun préjudice à l'Etat. L'Ordinaire acceptait les Jésuites comme auxiliaires, ils étaient prêtres aux yeux de la loi, religieux dans leur for intérieur. Cette situation n'avait donc rien d'anormal; elle fut comprise ainsi, et, dès le mois d'octobre 1844, les Jésuites se trouvaient à Bordaux, à Forcalquier, à Amiens, à Soissons, à Montmorillon et à Sainte-Anne-d'Auray. Peu de jours auparavant, ils s'étaient réunis en communauté dans la maison de la rue des Postes, que les dames de la Visitation venaient de leur céder. Le gouvernement ne s'occupait ni de les appuyer ni de les inquiéter. Ils s'établirent, ils procédèrent en silence, obéissant à la voix des Evêques, et se prêtant aux bonnes œuvres que chacun avait commencées ou réalisées pendant la dispersion.

Les anciens Jésuites et les nouveaux Pères de la Foi avaient toujours calculé que des événements inattendus les rallieraient sous la bannière de saint Ignace. Au milieu de cette longue tempête qui agita la France, on les avait vus, par une sainte émulation, répandre les germes de piété à Paris ainsi que dans les provinces. Leur but était commun, quoiqu'il n'y eût entre eux aucun lien d'association. La Révolution avait détruit les établissements religieux où l'enfance apprenait à être chrétienne, où la jeunesse des deux sexes se façonnait à la science et aux vertus. Les Jésuites et les Pères de la Foi tâchèrent de reconstruire l'édifice abattu; avec cette persévérance que rien ne peut vaincre, ils cherchèrent à créer sur des ruines. Dès la fin du dix-huitième siècle, l'abbé de Tournely s'était flatté que la princesse Louise de Condé et que l'archiduchesse Marianne d'Autriche l'appuieraient dans son projet d'établir une Congrégation de Religieuses destinées à élever les jeunes filles. Cet espoir fut déçu. Le Père Varin, confident de ses plans, ne se découragea pas. Les princesses regardaient comme impossible l'accomplissement d'un pareil vœu: il s'adressa à une fille du peuple. Dans Madeleine-Sophie Barat,

sœur du Père Barat, il rencontre la personne qui doit le seconder. C'était en 1800 que ces événements se passaient. Peu de mois après, des compagnes se présentent à mademoiselle Barat. Leur nombre s'accroît; elles commencent à opérer le bien, et alors elles reçoivent de leur fondateur le nom de Dames du Sacré-Cœur. Varin, l'ami de Portalis, et qui fut plus d'une fois soutenu par ce grand ministre¹, leur trace un plan de Constitutions, il leur impose les règles qu'elles doivent suivre. Ce fut ainsi que se développa cette Congrégation, appelée à rendre tant de services aux diverses classes de la Société.

Dans le même temps, un autre disciple de l'Institut, le Père Baccoffo, conçoit, à Besançon, l'idée d'une espèce d'école normale, où se formeront des institutrices pour porter au fond des campagnes l'éducation chrétienne. La résurrection des Jésuites est encore un problème; mais déjà ils essaient de reprendre par la base l'œuvre à laquelle on les arracha. Les Dames du Sacré-Cœur acceptaient la mission d'instruire les jeunes filles fortunées; la Congrégation de la Sainte-Famille fut réservée aux enfants dans l'indigence. Le Père Varin lui donna une règle appropriée aux besoins qu'elles se vouaient à satisfaire.

La richesse et la pauvreté ont des écoles; Varin, en fondant la Congrégation de Notre-Dame avec la Mère Julie, veut en ouvrir aux jeunes filles de la classe moyenne dans les cités et dans les bourgades². Les derniers Jésuites consacraient leur vieillesse à créer des établissements dont tous les pouvoirs devaient apprécier l'utilité: un autre Père, Jean-Baptiste Bourdier-Delpuits, né en Auvergne, réalise dans l'ombre une touchante pensée d'égalité

(1) Les relations des Pères de la Foi avec Portalis ne sont plus un mystère, et elles honorent autant les disciples de l'Institut que le Ministre lui-même. Portalis était un vieux parlementaire qui cherchait à faire reflourir en France la Religion catholique. Les obstacles qu'il rencontrait sur sa route le forcèrent souvent à prendre des voies détournées, à prononcer des paroles malsonnantes, et à consigner dans ses actes officiels des mesures et des doctrines inadmissibles au point de vue religieux. Ces actes ne furent que des concessions faites à l'incrédulité pour obtenir l'essentiel.

Tout était à reconstruire dans l'Eglise de France; Portalis se donna à cette tâche, et, avec l'aide du Premier Consul, il parvint à son but. M. de Crouseilles et la comtesse de Grammont avaient mis le père Varin en rapport avec le conseiller de Bonaparte. Portalis connut et apprécia la plupart des futurs Jésuites. Il devint leur ami, et il les protégea souvent contre les dénégations de la police. C'est ainsi que le 18 fructidor an XII rend compte par écrit à Bonaparte de ses entretiens avec le père Varin, dont Fouquier avait saisi la correspondance. Plus tard, en 1804, Portalis paraît abandonner ses protégés; mais au milieu de ses injustices calculées, on sent encore percer les bienveillantes intentions du Ministre des cultes en faveur des associations religieuses que le cardinal Fesch défendait.

(2) Cet Institut s'est acclimaté en Belgique, où la Mère Julie se retira. C'est à Namur que le siège de la Congrégation est établi, et de là les Sœurs se répandent dans les provinces. Madame Blin de Bourbon succéda à la fondatrice.

Le père Delpuits crée la Congrégation.

chrétienne. Les naturalistes de 1793, les folles orgies du Directoire ont réagi sur l'esprit d'un certain nombre de jeunes gens. Ils refusaient de s'associer à ces hontes; ils cherchaient dans l'étude et dans la prière un préservatif contre une pareille démoralisation; ils accoururent d'eux-mêmes se rallier à la parole du Père Delpuits. C'était l'apôtre de tous ces hommes qui allaient briller dans le monde par leur science, par leurs travaux ou par l'illustration de leur naissance. Le Jésuite les accueillit, les soutint dans la lutte qu'ils engageaient. Quand il vit que la régularité de leurs mœurs ne se démentait pas plus que l'intelligence de leur zèle et leur charité toujours active, il leur raconta comment, en 1563, le Père Léon avait institué la Congrégation de la sainte Vierge; il leur en démontra l'importance et les bienfaits. La proposition de Delpuits fut agréée. L'archevêque de Paris approuva cette tentative, et le 2 février 1804, les docteurs Buisson et Fizeau, Regnier, juge au tribunal de la Seine, de Marignon, Mathieu et Eugène de Montmorency furent les six premiers Congréganistes.

Le Père Delpuits aspirait à sauver du naufrage les croyances religieuses et la pudeur des jeunes gens qui affluaient à Paris pour étudier le droit et la médecine, ou pour se livrer à la diplomatie, au commerce, à l'état militaire, à l'industrie et à l'instruction publique. Ce fut la fin principale de la Congrégation; les Congréganistes durent être les Missionnaires de la famille, de l'amitié et de la confraternité. Ils visitaient les malades; ils secouraient les pauvres honteux; ils apprenaient dans les salons ainsi que dans les ateliers, par leur exemple encore plus que par leurs conseils, à pratiquer les lois de l'Evangile. Cette association de bonnes œuvres se propagea rapidement. Pie VII lui accorda de pieuses faveurs, et en peu d'années elle s'étendit dans plusieurs villes. Grenoble, Rennes, Nantes, Lisieux, Toulouse et Poitiers obtinrent leur Congrégation relevant de celle de Paris; Lyon eut la sienne aussi, mais distincte et indépendante, dans l'espace de quelques années, de 1804 à 1814, le Père Delpuits compta, au nombre de ses Néophytes, des personnages qui devaient honorer l'Episcopat, la pairie, les armes et la science. Dans les registres de la Congrégation, on lit à chaque page des noms devenus illustres. Ici c'est le médecin Laënnec et Alexis de Noailles, les trois Gaultier de Claubry et le comte de Breteuil, Nicolas, Robert et Justin de Maccarthy et le mathématicien Binet, Louis-Charles de La Bédoyère et le jurisconsulte Portets, le savant Cauchy et le duc de Béthune-Sully, l'éloquent Hennequin et le duc de Rohan, le docteur Cruveilhier et le marquis de Mirepoix, Ferdinand de Berthier et le marquis de Rosambo. Sur ces mêmes listes se pressent des jeunes gens ou des hommes

faits, que le Clergé a vus ou voit encore à sa tête. On y remarque des Evêques, tels que Bruté, Martial, Forbin de Janson, Feutrier, de Mazenod et de Jerphanion; des Prêtres, qui, comme le Sulpicien Teyssère et les abbés Carron, Desjardins, Mansuy, de Retz et Auger, rendirent à l'Eglise et au Royaume des services qui ne sont pas oubliés. En 1840, la Congrégation révélait son influence; elle contrariait les projets antireligieux de l'Empereur: elle fut supprimée par un décret. L'abbé Philibert, de Brugard, devenu plus tard Evêque de Grenoble, se chargea d'en réunir les membres épars. Elle vécut silencieuse et prosaïque jusqu'à la chute de Napoléon. En ce moment, l'abbé Legris-Duval, dont le nom est populaire par l'unction de sa parole et une charité sans bornes, dirigeait les Congréganistes se rassemblant dans une chapelle intérieure des Missions-Etrangères. Au mois de septembre, il confia ce patronage au Père de Clorivière, nommé depuis peu de jours Provincial de la Société de Jésus en France et cherchant en cette qualité à en réunir les débris.

Tels furent les soins des Jésuites: ils fondèrent des institutions dans le temps même où l'idée de leur rétablissement paraissait une chimère; ils allaient s'organiser quand le retour de Bonaparte, au 20 mars 1815, les dissémina de nouveau. Après les Cent-Jours, il leur fut permis d'espérer quelques années de calme: ils résolurent de les employer au triomphe de la Foi et à l'éducation. De grandes choses avaient été obtenues par de faibles moyens. La persévérance avait triomphé des obstacles, et, au milieu de la crise qui abattait le trône impérial, ils sentaient que leur concours aurait une salutaire efficacité. Ils se reconstituaient en silence; mais ce travail intérieur n'empêcha pas les Pères de se livrer aux œuvres extérieures. Les uns prêchèrent dans les villes, les autres professèrent dans les Collèges, tous cherchèrent à se donner des frères, car leur petit nombre et la vieillesse de plusieurs étaient un sujet d'inquiétude pour l'avenir. Ils désiraient que les Novices pussent se former à l'école des maîtres qui, après avoir vu les derniers jours de l'ancienne Compagnie, achevaient leur vie dans les angoisses de l'exil et dans les luttes du martyre. C'était pour des Jésuites un précieux enseignement; le ciel ne le refusa point à leurs vœux. Ils appelaient des jeunes gens pleins de zèle, de piété et de science, il s'en présenta sur tous les points.

La Restauration de 1814 réunit les partis dans un seul. On était fatigué du crime, de la gloire, surtout de cette guerre éternelle qui tuait les générations presque au berceau. La France avait soif de la paix, de l'ordre et du bonheur de famille. Louis XVIII était destiné à la faire jouir de ces biens. Il s'essaya au rôle de Souve-

Ses
commen-
cements
et son
but.

Les pre-
miers
Congré-
ganistes.

Créat.
du
Noviciat.

Louis
XVIII
s'essaya
au rôle
de sou-
verain
consti-
tution-
nel.

rain constitutionnel, quand il n'aurait dû songer qu'à être le père de la patrie. A un peuple qui venait de traverser les excès de la démagogie et du despotisme sans protester, on le vit mesurer l'intelligence politique, la liberté religieuse et les droits électoraux. Il créa des pouvoirs qui n'avaient jamais existé, il modifia jusque dans son essence le caractère national; puis, quand l'élasticité des articles du pacte fondamental eut appris à chacun quel instrument de destruction Louis XVIII approchait de son trône, chacun, selon ses amours ou ses haines, ses besoins ou ses intérêts, se mit à maudire ou à exalter le roi-législateur.

Ce fut dans les rangs des ennemis de la Monarchie qu'il enrôla le plus de panégyristes. La Révolution était vaincue; elle se rallia sous le canon que la Charte permettait de tirer contre les idées religieuses et sociales. La Révolution s'avouait condamnée par son fait à l'impuissance; elle se transforma en amante forcenée du sceptre constitutionnel. Elle adopta la Charte comme le palladium de ses espérances, comme le bélier avec lequel il lui serait facile un jour d'ébranler le trône des Bourbons. Les éléments de force et d'autorité étaient partout: il n'y avait qu'à s'en servir avec discernement. Louis XVIII laissa douter de la puissance dont la force des choses l'investissait. Il courut une vaine popularité, il flatta les indifférents, il trembla devant ses adversaires; il craignit d'encourager ses amis. Il eut toutes les faiblesses de l'amour-propre, sans avoir un seul jour un véritable élan d'orgueil royal; il ne sut répondre dignement ni à la grandeur de son rôle ni aux périls de la situation. La liberté ne devait être qu'un bouclier pour protéger les droits de tous, on en fit un glaive pour tuer la Religion et la Royauté.

Avec un instinct conservateur dont le Monarque paraissait fatalement dépourvu, les Jésuites pensèrent que, pour leurs vues ultérieures, il importait avant tout de se tenir à l'écart des tiraillements politiques. Absorbés par les soins du ministère sacré, essayant de se développer dans un pays où les lois et les mœurs subsaient de si étranges modifications; où, par des éloges pleins d'emphatiques impostures, on houssoyait les candides vanités de la jeunesse; où les plus savants professeurs, les politiques et les écrivains les plus renommés s'avilissaient devant elle afin de l'amener à conspirer dans la rue au profit de leur ambition, les Jésuites n'avaient ni le temps ni la volonté de se mêler aux luttes des partis. L'Institut de saint Ignace leur faisait une obligation de cette neutralité; l'expérience confirma la règle dictée par leur fondateur. Les premières années passées à la rue des Postes et dans les départements s'écoulèrent donc sans bruit. De temps à autre un éclair, précurseur de l'orage, brillait dans la

presse libérale; mais cet éclair, qui n'avait point de cause efficiente, était promptement oublié. Les opinions se classaient avec les hommes; on se disputait le gouvernement afin de consolider ou de perdre la Monarchie. Au milieu de cette conflagration de paroles et d'écrits, les Jésuites restaient inaperçus. Le Libéralisme ne les connaissait pas, et, sous l'inspiration de Talleyrand, il ne s'était point encore imaginé de prendre leur nom comme un levier.

La Révolution s'abritait derrière la Charte; elle s'improvisait royaliste constitutionnelle, tout en couvrant de ses admirations ou de ses regrets les hommes et les choses de 1793. Elle se faisait athée au point de vue de la loi; et elle se proposait de tracer à la Papauté et à l'Épiscopat la ligne de conduite à suivre pour faire respecter l'Eglise. Elle admettait en principe la liberté des cultes, elle les agréait tous, tous, excepté celui que la Charte proclamait Religion de l'Etat. Le Libéralisme ne parlait plus, comme la République, d'égorger les Prêtres, de renverser les temples et d'abrutir le peuple par une impiété systématique. Il n'avait ni le grandiose du crime ni l'audace de l'ignorance; il marchait terre à terre, procédant par l'hypocrisie et se faisant de la calomnie quotidienne un poison lent, mais dont l'action était assurée. Il fallait créer un peuple à part dans la France, le façonner par degrés à une crédulité surhumaine, l'enlacer, malgré lui, dans un réseau d'impostures calculées et le forcer à recevoir comme vérités incontestables tous les mensonges que les besoins de la cause exigeraient. De grands sacrifices d'argent, d'honneur, d'amour-propre et de conscience étaient nécessaires. Les chefs s'en imposèrent une très-faible partie; ils firent payer le reste aux dupes qu'ils recrutèrent.

En France, il y a des mots qui ont une valeur de convention dont l'Europe n'a jamais la clef. C'est avec des mots que l'on corrompt le cœur, que l'on fausse l'intelligence et que d'esprits pleins de droiture et de sincérité individuelle on forme une espèce d'ensemble dont la suffisante crédulité est une énigme pour les autres peuples. Napoléon était tombé aux applaudissements du monde entier. La Chambre des députés de 1815, le dernier écho des passions révolutionnaires et le foyer du Libéralisme naissant, l'avait outragé dans la majesté de ses infortunes. Par l'organe de quelques avocats, cette Chambre osa concevoir la pensée de mettre hors la loi le lion terrassé: elle le foudroya après Waterloo, et ces avocats, transformés en patriotes, s'efforcèrent, à quelques années de là, de ressusciter la popularité de l'Empereur. Ce nom, gravé dans les souvenirs du peuple en caractères glorieux et sanglants, fut l'enseigne qui servit à achalander les idées constitutionnelles. Les Libéraux enivrèrent de la poudre des

Plan et
moyens
du libé-
ralisme.

Les
voies
sont
hors
mou-
vement
diti-
que.

batailles cette jeunesse qui avait si souvent maudit l'insatiable ambition du conquérant ; ils se portèrent comme les héritiers de ses bienfaits sociaux, comme les vengeurs de sa mémoire, et les Bourbons se laissèrent faire un crime de la lâcheté de leurs ennemis.

Ce qu'on entreprenait en faveur de Napoléon, on le tenta pour tout le reste. La génération de cette époque ne connaissait ni les services ni le nom des Jésuites. Les personnes qui se trouvaient en rapport avec eux bénissaient leur influence ; cette influence réveilla dans quelques cœurs les souvenirs du passé. On se rappela que, pendant deux cent cinquante ans, ils s'étaient dévoués à rendre les hommes meilleurs et à porter le Christianisme aux extrémités du monde. Il survivait encore un certain nombre de sophistes qui avaient jadis combattu la Compagnie de Jésus par calcul, par tradition janséniste ou par désir d'innover. Ils en parlèrent avec les haines ou les défiances de 1762. Ils remontèrent à leur berceau pour ressaisir la trace des sentiments que de longues agitations avaient à peu près effacée. Ils mirent en participation leurs vieilles antipathies, leurs jeunes passions et leur expérience pour tromper les hommes. On vit donc les débris de la Philosophie du dix-huitième siècle et les Constitutionnels de 1848 faire cause commune contre les Jésuites.

Les Evêques demandent les Jésuites pour leurs petits séminaires.

L'Eglise de France tâchait de se reconstituer dans les limites que la Charte lui imposait : elle créait des écoles ecclésiastiques ; la plupart des Evêques se montraient jaloux d'en confier la direction à l'Ordre de Jésus. Par le bien opéré dans les établissements où elle prenait racine, il était facile de prévoir celui qu'elle réaliserait plus tard. Les Jésuites avaient un plan d'études, des professeurs habitués à l'enseignement, des traditions qui leur apprenaient les moyens de se faire aimer des jeunes gens et d'obtenir leur confiance. L'Episcopat bénissait ces débuts, et le Cardinal de Bausset, l'une des lumières du Clergé, en constatait lui-même les fruits. Le 28 juillet 1849 il écrivait au Père Cuenet : « Bien peu d'années ont suffi, monsieur, aux respectables directeurs du petit Séminaire de Sainte-Anne pour opérer de grands biens. Son utile influence ne s'est pas renfermée dans les limites du diocèse qui l'a vu naître. Elle s'est déjà étendue sur une grande partie de la Bretagne. Cet établissement est appelé à rendre des services inappréciables à toutes les classes de la société par le bienfait d'une éducation vertueuse et d'une instruction appropriée à toutes les conditions.

» Le but principal de son institution est sans doute de préparer des sujets à l'état ecclésiastique, mais il sera toujours heureux que ceux d'entre eux qui ne s'y trouveront pas appelés par une vocation suffisante aient au moins reçu dans leur premier âge les principes et les habi-

tudes de religion et de morale qui forment les bons Chrétiens et les bons citoyens.

» Voilà, monsieur, le véritable point de vue sous lequel j'ai toujours considéré l'utile institution des petits Séminaires.

» Je sais, monsieur, avec quel zèle et avec quel succès vous savez diriger ce bel et vaste établissement. Je jouis plus que personne des bénédictions que la Providence a daigné accorder à vos travaux et au vœu le plus cher de votre respectable Evêque. Les liens du sang et de l'amitié qui m'unissent si tendrement à lui depuis tant d'années m'associent à tous ses sentiments comme à toute la satisfaction que lui donne la prospérité toujours croissante du petit Séminaire de Sainte-Anne.

» Vous connaissez, monsieur, l'estime que j'ai toujours professée pour votre respectable association. Je l'ai proclamée dans toutes les occasions qui ont pu s'offrir à moi dans le cours d'une vie déjà bien avancée. »

De semblables lettres arrivaient de tous les diocèses aux enfants de saint Ignace. Le Clergé et les Catholiques reconnaissaient leur qualité de Jésuites ; mais, pour ne pas compromettre l'Institut ou par un reste d'habitude, on ne les acceptait dans les relations ordinaires de la vie que comme Prêtres séculiers. Cette position mixte avait des inconvénients qu'aucun avantage réel ne balançait. Elle offrait prise aux conjectures ; elle pouvait faire accuser la Société de manœuvres ténébreuses ; elle permettait à des ministres hostiles ou mal disposés de prendre ombrage d'une précaution dont personne ne s'occupait. Les Pères n'avaient pas cru devoir solliciter une autorisation d'existence légale qui, dans l'état des choses, aurait pu compliquer les intérêts de l'Eglise. La Charte leur garantissait la liberté, ils n'osèrent pas aller plus loin. Par défiance du mauvais vouloir administratif ou pour donner une impuissante satisfaction à leurs ennemis, ils cachèrent leur titre de membres de l'Ordre de Jésus sous une dénomination cléricale. Cette concession enhardit le Libéralisme. Les Jésuites redoutaient l'éclat ; la demi-obscurité dans laquelle ils s'enveloppaient se transforma tout à coup en un sourd complot contre la Charte. Ils ne gagnaient du terrain que sur les champs de bataille de l'éducation ou de la chaire : on les soupçonna de tendre par des voies occultes au gouvernement de l'Etat. Ils avaient espéré que le mystère les protégerait contre les mensonges dont l'ancienne Société était tombée la victime, ce mystère fournit des armes à la calomnie. Ils craignaient de s'avouer Jésuites, le Libéralisme prit à tâche d'en voir et d'en mettre partout. Il n'était pas encore aguerri à ces attaques de plume, à cette incessante polémique qui, délayant toujours la même imposture sous mille couleurs différentes, l'inculque enfin dans l'esprit des masses comme un fait avéré.

Mauvais terrain sur lequel ils se placent.

Le cardinal de Bausset et les Pères.

Le journalisme naissait à l'art qu'il surnomma depuis la vie intellectuelle. Fondé par des censeurs qui firent leurs premières armes sous Fouché et sous Savary, il apprenait à balbutier le nom de la liberté. Il se façonnait à l'hypocrisie constitutionnelle, il essayait son pouvoir encore mal affermi, il se créait déjà l'interprète juré de l'opinion publique. Dans tous les pays cette faculté de parler chaque matin aux multitudes est un droit dont il sera toujours impossible de ne pas abuser; en France, l'abus se signala même avant le bienfait. La presse révolutionnaire de 1847 à 1830 ne fut point vénale, elle trafiqua rarement de ses opinions; mais, à part cette justice que l'histoire doit lui rendre, il faut bien dire qu'elle poussa aussi loin que possible le cynisme du mensonge. Elle s'était donné deux adversaires à combattre, la Religion et la Légimité. On la vit les poursuivre avec un égal acharnement. Quand elle s'aperçut que ses efforts n'étaient pas toujours couronnés par le succès, elle chercha une dénomination qui, en sauvegardant les apparences monarchiques, devait cependant confondre l'Eglise et le Trône, les Prêtres et les Royalistes dans la même haine. Le nom de Jésuite fut inventé.

Tandis que cet orage s'amassait sur leurs têtes, les Pères de la Compagnie se portaient partout où le salut des âmes et la voix des premiers pasteurs les réclamaient. Dans la Maison professe de la rue des Postes, au Noviciat de Montrouge, dans leurs petits Séminaires, ils organisaient la prière et l'étude. Sous l'inspiration du Père de Clorivière, ils cherchaient beaucoup moins à s'étendre qu'à se perfectionner. Mais, au mois de Janvier 1818, Clorivière, accablé sous le poids des années, sentit que son bras n'était plus assez fort pour gouverner. Il avait rétabli en France la Société de Jésus, il aspirait à mourir simple Jésuite dans cette maison où il avait commandé. Le 9 janvier 1820 il expira. Quelques mois plus tard, le 3 octobre, le Père Barruel le suivit dans la tombe¹.

Louis Simpson avait succédé à Clorivière dans les fonctions de Provincial. Ancien Jésuite français, esprit d'ordre et intelligence pratique, Simpson s'était depuis longtemps réuni à Stonyhurst aux Pères de la Province d'Angleterre. Tradition vivante, il devait, par son exemple et

par ses leçons, faire fleurir l'ancienne discipline et les vieilles lois. A peine fut-il choisi que, le 25 novembre 1818, il adressa la lettre suivante aux chefs qu'il donnait à plusieurs petits Séminaires : « En vous établissant Supérieur de cette Maison, il est de mon devoir de vous communiquer l'idée qu'un séjour de vingt-sept années dans différentes Maisons de la Compagnie m'a fait concevoir de son gouvernement. C'est une exacte copie de celui de l'Eglise : il est donc vraiment paternel. Le Supérieur d'un Collège, d'un Séminaire ou de toute autre maison est la source de toutes les autorités subordonnées par lesquelles il la gouverne; car il exerce le commandement qui lui est confié moins par lui-même que par ses collaborateurs, et c'est en soutenant et en faisant respecter les autorités inférieures qu'il fait respecter et aimer la sienne. Nos Constitutions lui donnent un Ministre, qui est comme sa main droite, puisque par lui il maintient la discipline domestique dans l'intérieur de la maison. Elles lui donnent un Procureur pour tenir les recettes et les dépenses; ce Procureur doit rendre compte tous les mois au Supérieur en présence de son Ministre; un Préfet d'Eglise pour tout ce qui regarde le service divin; un Préfet des classes pour ce qui regarde les études; des Professeurs et Régents pour gouverner sous lui chacun sa classe, enfin des Préfets de mœurs pour surveiller les élèves durant les études et les récréations.

» Le Supérieur, instruit par les comptes qu'on lui rend à des temps marqués, ou qu'il se fait rendre toutes les fois qu'il le juge à propos, sait et voit pour ainsi dire tout ce qui se passe, rectifie ce qui n'est pas bien, corrige ce qui est mal, et dirige tout sans entrer dans un détail infini qui absorberait tout son temps et l'empêcherait de s'occuper de choses plus importantes, et surtout d'étudier l'Institut et d'en acquérir une profonde connaissance, sans laquelle il ne sera jamais qu'un Supérieur très-imparfait et indigne de commander à ses égaux et de les conduire à la perfection à laquelle il doit tendre aussi bien qu'eux. Un Supérieur de la Compagnie doit toujours être prêt à écouter ses inférieurs, même les plus petits d'entre eux, avec patience, douceur, bonté, affabilité; ne jamais laisser voir qu'on l'ennuie ou qu'on l'importune. Toutes les fautes d'un Supérieur sont dangereuses : c'est pour lui la manière d'un sérieux examen. Il est bon qu'il soit craint, mais il est bien plus important qu'il se fasse aimer. C'est ce qu'il obtiendra aisément s'il vit avec eux comme un père avec ses enfants, s'il sait les décharger quand ils ont trop d'ouvrage, les consoler dans leurs peines, animer leur courage dans les difficultés, prendre soin d'eux dans les maladies, ne rien négliger alors, ne rien épargner pour le rétablissement de leur santé, prévenir même leurs indispositions par une nourriture saine et abon-

Sa lettre
aux supé-
rieurs
sous ses
ordres.

(1) Barruel, dont les ouvrages furent longtemps populaires, était entré fort jeune dans l'Ordre de Jésus. Pendant la révolution française, il affronta souvent la mort. C'était un homme d'un courage encore plus grand que le talent. En 1793, il entreprit de ramener à l'Eglise le vieux Gobel, qui avait même apostasié son apostasie constitutionnelle et son titre d'Evêque intrus de Paris. Barruel le convainquit, il l'ébranla; mais le Jésuite voulait lui faire publiquement rétracter son serment. Gobel ne s'en sentait pas le courage : « Eh bien ! lui dit un jour Barruel, ce sera moi qui lirai en chaire, dans la Métropole, votre rétractation : je la lirai, vous présent ; on s'emparcera de nos personnes ; on nous traînera à l'échafaud, et de là nous monterons tous deux au ciel. » Gobel persista dans son refus, et cependant, quelques mois après, il périt sous le couteau révolutionnaire.

dante, un logement salubre ; accorder leurs demandes si elles sont justes, si elles ne le sont pas ne pas les rebouter, mais leur faire sentir doucement l'injustice ou l'irrégularité de leur demande ; et surtout ne jamais les laisser sortir mécontents ou ulcérés de sa présence.

» La même manière d'agir doit avec proportion avoir lieu à l'égard de nos élèves, qui doivent trouver en nous des pères et des mères. C'est en les aimant véritablement et en le leur prouvant continuellement qu'on gagne leur affection et qu'on obtient leur confiance. Par ce moyen on les forme et on les dirige bien plus sûrement et bien plus aisément que par des pénitences qu'il faut répéter chaque jour, ou par des punitions corporelles avilissantes, dont l'effet le plus ordinaire est d'abrutir et d'endurcir le caractère. Si jamais pareille punition devient nécessaire et ne produit pas l'effet attendu, il ne faut pas la répéter, mais renvoyer à ses parents celui qu'elle n'a pas corrigé. »

Ce langage n'était pas nouveau dans la bouche des Jésuites. L'amour que les subordonnés et les disciples de l'Institut ont toujours témoigné à leurs maîtres en est la preuve la plus irréfutable ; mais Simpson comprenait le besoin de raviver cet esprit des anciens jours : il ne se lassa jamais de donner de pareils conseils. Le 4^{er} juillet 1848, il avait écrit aux Pères du petit Séminaire de Bordeaux : « Que la piété que vous devez inspirer à vos élèves soit une piété solide, fondée sur des principes sûrs, incontestables, et dont ils n'aient jamais à rougir. Cette piété doit donc être dégagée d'observances minutieuses, capables de provoquer les railleries de ceux avec qui ils vivront un jour hors du Collège. Il faut, en conséquence, qu'ils n'entendent et ne lisent rien qui puisse seulement exalter leur imagination, mais que, par vos soins, ils deviennent de vrais et de solides chrétiens ; et c'est par là qu'ils seront armés suffisamment pour soutenir les assauts auxquels Dieu permettra qu'ils soient un jour exposés. »

Le 27 juillet 1849, Simpson conseille au Père Thomas, chef des Missionnaires de Laval, une extrême déférence envers le clergé du Mans : « Rappelons-nous, lui mande-t-il, que nous ne sommes que les auxiliaires des Prêtres séculiers, que nous professons comme Religieux un état humble et pauvre, que nous devons regarder les autres comme nous étant supérieurs, et que saint Ignace a donné pour titre distinctif à notre Société celui de Petite Société de Jésus. »

Voilà les véritables *Monita secreta* qu'après de longues années nous découvrons dans les archives de l'Institut. Ce n'est ni pour le public ni pour une circonstance déterminée que ces avis furent dictés. Ils développent la pensée du fondateur ; ils entrent dans l'esprit des Constitutions et du *Ratio studiorum* ; ils peignent les Jésuites tels que, dans le secret de leur correspondance,

ils ont voulu être, tels qu'ils furent toujours. Et ce n'est pas seulement le Provincial de 1818 qui trace ces règles si éloquentes de sagesse ; le 8 mai 1822, le Père Richardot, successeur de Simpson, écrit : « Lorsque nos Missionnaires traitent avec les personnes du dehors, qu'ils se gardent de parler avec chaleur de ce qui concerne la politique, et surtout d'attaquer dans leurs conversations ou dans leurs discours les ennemis de la Religion et du Roi qu'on appelle *Libéraux*. Il ne convient pas à des Anges de paix tels que nous devons être d'user de paroles irritantes ou amères. Que ce soit donc par une exposition nette et paisible de la vérité, et principalement par l'invocation des secours d'en haut, que nous travaillions à ramener dans le chemin de la justice ceux qui s'égarent. »

A huit années d'intervalle, au moment où les Jésuites sont accusés de tenir dans leurs mains orgueilleuses les rênes de tous les Etats catholiques et le gouvernail de l'Eglise, lorsqu'on proclame qu'ils commandent impérieusement au Vatican, aux Tuileries, à l'Escorial et partout, le Père Roothaan, Général de l'Ordre, adresse à ses frères une encyclique : *De amore Societatis et Instituti nostri*. « L'ostentation, leur dit-il le 7 juillet 1830, et l'esprit de vanité sont tout à fait opposés à l'esprit de notre Compagnie, qui est absolument consacrée à procurer le bien des autres et la gloire de Dieu, et non point à chercher une gloire humaine qui, dès lors qu'elle n'est point le fruit des bonnes actions, devient vaine et trompeuse et aboutit enfin à l'opprobre. Mais tout ce qu'il y a de grand dans la réputation et dans l'honneur sera vraiment digne de notre Institut, si, selon l'esprit de notre vocation, nous nous efforçons d'être utiles à tous les hommes et par les exemples d'une vertu non vulgaire, et par une doctrine non solide, et par les ministères spirituels auxquels nos Constitutions nous appliquent. Ainsi ce sera cette ombre, telle quelle, de gloire, qui s'attachera à ce que nous ferons de bien, et ce ne sera pas nous qui nous attacherons à cette ombre vaine. »

Le Père Roothaan ne se contente pas de cette appréciation des honneurs et du pouvoir au point de vue religieux. On a prétendu, on a répété que l'humilité des Jésuites, comme individus, était réelle, mais qu'ils ambitionnaient la gloire et l'influence pour leur Compagnie. Le Général développe ainsi son opinion devant les Pères de l'Institut. Sa pensée exprimée, c'est la pensée et la volonté de tous. « Je n'ignore pas, ajoute-t-il dans la même encyclique, combien cette accusation, si elle s'adresse à tous les membres de l'Ordre, est fautive, outrageante et inventée par ses ennemis pour le rendre lui-même odieux. Cependant, si un seul des nôtres était animé de cet esprit de superbe, j'en serais profondément affligé ; et je craindrais, non sans quelque fondement, que la faute d'un seul ne devint funeste

au corps entier ! Quoi donc ! nos révérends Pères et très-chers Frères en Jésus-Christ, cette recherche de la gloire humaine qui serait un appât pour la Religion en particulier et qui apparaîtrait un crime devant Dieu, pourrait-on se persuader que , si c'est au nom de l'Institut qu'on s'y livre , elle deviendra légitime et un véritable amour de la Compagnie ? Si l'Eglise de Jésus-Christ, désignée elle-même sous le nom de Petit-Troupeau , doit , au dire du vénérable Bède, quel que soit le nombre des Fidèles , croître par l'humilité jusqu'à la fin du monde , et ne parvenir que par l'humilité au royaume des cieux , une Congrégation religieuse , qui n'est qu'une portion très-minime de l'Eglise , n'est-elle pas plus obligée de concevoir et d'entretenir de pareils sentiments , et , à plus forte raison encore , notre Institut , que le bienheureux Père saint Ignace n'appelait ordinairement que la très-petite Compagnie de Jésus ? »

Quand les événements ont amené une nouvelle crise , le Père Boulanger , Provincial de Paris , mande , le 14 avril 1844 , à chaque Supérieur sous ses ordres : « Tous nos Pères , Prédicateurs ou Missionnaires , se feront un devoir rigoureux d'éviter dans leurs discours tout ce qui pourrait avoir trait , de près ou de loin , à la politique , ne fût-ce que par la plus légère allusion . Si quelqu'un venait à manquer d'une manière quelconque à cette recommandation , regardez , mon révérend Père , comme un de vos devoirs importants de m'en instruire aussitôt. »

La question de la liberté d'enseignement est pendante : l'Université, les deux Chambres législatives et la presse y rattachent la question des Jésuites. Le Provincial s'explique en ces termes : « Nos Pères ne doivent jamais parler de la liberté d'enseignement ni dans leurs sermons ou conférences , ni dans les allocutions qu'ils auraient occasion d'adresser à quelques réunions d'hommes ou de femmes. »

La politique des Jésuites est complètement mise à nu. Nous en saisissons l'ensemble au milieu de cette intimité où tout homme prudent se garderait bien de laisser pénétrer un autre homme. Ces lettres expliquent et commentent les moyens auxquels peut avoir recours un enfant de saint Ignace ; elles l'initient à la vie publique , aux soins du professorat et de la chaire. Elles le fortifient dans l'humilité comme Prêtre et surtout comme Jésuite ; elles lui interdisent la tentation de se poser en martyr ; elles l'invitent à la perfection tout en l'éloignant des manœuvres souvent légitimes que le monde emploie pour arriver au but de ses desirs. Cependant ce n'était pas sur de pareils documents que chaque jour l'on dressait réquisitoire contre les Jésuites. Ils suivaient à la lettre les avis et les ordres de leurs chefs , car les adversaires les plus partiaux de la Compagnie lui ont toujours plutôt fait un crime qu'un mérite de son aveugle obéissance.

Avec de telles instructions pour guide , elle ne devait jamais s'écarter de la voie droite. On ne connaissait pas ses instructions : on improvisa des Jésuites de fantaisie. On les rêva riches et omnipotents , parce qu'on ne descendait pas dans leur vie. On imagina qu'ils allaient être redoutables , parce qu'il était convenu de faire peur de ce fantôme. On les supposa mêlés à tous les événements , parce que , pour les besoins de la polémique quotidienne , il fallait inventer un mirage propre à entretenir la crédulité , tout en fomentant dans les masses la haine du prêtre.

Cette haine trouva bientôt un aliment. Les Evêques ne se déguisaient pas qu'il était urgent de vivifier l'esprit des populations , qu'au sortir des bras de la terreur révolutionnaire on faisait tomber dans ceux de l'athéisme légal. Les divers ministères qui se succédèrent rapidement au pouvoir semblaient , depuis 1845 , se coaliser contre l'Eglise et la monarchie. Il fallait opposer un frein à ce débordement de passions ; l'Episcopat eut recours aux Jésuites. Il pensa qu'eux seuls , par la sage vivacité de leur zèle et par la force même qu'ils empruntaient au levier de l'association , pouvaient ressusciter les merveilles des premiers temps de la Compagnie. On forma le projet de régénérer peu à peu la France par les Missions.

Le 4 août 1806 , Portalis , dans un rapport à l'empereur Napoléon , disait : « Depuis longtemps les Missions sont connues dans l'Eglise , et elles y ont fait de grands biens.

» Les Pasteurs locaux n'ont pas toujours les moyens de s'accréditer dans leurs paroisses ; mais , indépendamment de tout fait particulier , il résulte de la commune expérience qu'il est des désordres auxquels les Pasteurs ordinaires ne peuvent porter remède. Ces Pasteurs sont les hommes de tous les jours et de tous les instants ; on est accoutumé à les voir et à les entendre ; leurs discours et leurs conseils ne font plus la même impression. Un étranger qui survient et qui , par sa situation , se trouve en quelque sorte dégagé de tout intérêt humain et local , ramène plus aisément les esprits et les cœurs à la pratique des vertus. De là s'est introduit l'usage des Missions , qui ont produit , en différentes occurrences , des effets aussi heureux pour l'Etat que pour la Religion. »

A la suite de ce rapport , Portalis présentait l'abbé de Rauzan comme Supérieur des Missions , et l'Empereur , avec sa haute pensée gouvernementale , s'empressait d'adhérer à tout ce que son Ministre des cultes lui proposait. Napoléon avait pris les Missionnaires sous son égide ; il les constituait les apôtres de la famille , il les couvrait de sa protection. Les Evêques s'imaginèrent que les petits-fils de saint Louis ne pouvaient pas refuser de marcher sur les traces chrétiennes d'un enfant de la Révolution. Ce fut de ce point qu'ils partirent. On ne demandait

Commen-
cement
des
Missions.

Les
Evêques
forcent
les
Jésuites
à devenir
mission-
naires.

Leur
politique
mise à
nu.

aux Jésuites que de sacrifier leur repos et leur vie pour l'accomplissement de cette œuvre jugée nécessaire, et à laquelle se dévouaient déjà les Missionnaires de France, dont les abbés de Rauzan, Forbin de Janson et Fayet étaient les chefs. On exposait sans défense les disciples de saint Ignace aux moqueuses fureurs de l'incrédulité; on les compromettait aux yeux de cette partie du peuple acceptant alors les journaux pour règle de sa foi et directeurs de l'opinion. Les Jésuites néanmoins ne se laissent pas intimider.

Les Pères se résignent à l'impopularité. Ils savent qu'ils seront abandonnés par le gouvernement; ils n'ignorent pas que le bien tenté par eux leur sera toujours reproché comme un crime; mais, en présence de tant de périls, ils assument courageusement sur leurs têtes la plus large responsabilité. Ils se jettent en avant, et, à dater de 1818, on les voit parcourir les villes, instruire et convaincre du haut des chaires, planter la croix, ramener la paix dans les consciences, appeler au pardon des injures ainsi qu'à la réconciliation, et rapprocher des familles que les discordes intestines avaient depuis longtemps divisées. Cette œuvre, dans les circonstances où elle se présentait, avait quelque chose d'éminemment utile; elle pouvait porter d'heureux fruits, car le Libéralisme n'avait pas eu le temps d'infiltrer au cœur des provinces son ignorance égoïste et ses étroites préventions. Il était donc fondé à redouter ces adversaires, qui s'emparaient des multitudes par l'autorité de la parole, qui les dominaient par l'éloquence, qui popularisaient le repentir et la vertu. C'était une révolution au profit des idées de travail et d'amélioration sociale. L'Eglise remplaçait le club; les cantiques pieux succédaient aux chants lubriques ou sanguinaires; la foule se pressait dans les temples; elle accueillait avec joie ce retour vers le Christianisme. On dénatura le principe qui produisait d'aussi merveilleux résultats. Il importait d'opposer la force brutale à des démonstrations pacifiques; ce fut à Brest que l'on tenta la première résistance.

Le 24 octobre 1819, le *Courrier français* annonça: « La Mission qui devait avoir lieu à Brest a avorté; les habitants préfèrent les inductions morales aux inductions jésuitiques. » Afin d'échauffer les esprits, on prétend que le Curé de la ville ne veut pas recevoir les enfants de Loyola. Des menaces sont proférées, des plans sont dressés pour faire échouer la Mission. Le Curé dément le refus qu'on lui attribue. On a dit que l'Evêque de Quimper est hostile aux Jésuites; le Prélat accourt: il bénit leurs premiers travaux, et, le 24 octobre, les églises de Saint-Louis et de Notre-Dame-de-Recouvrance s'ouvrent à la multitude qui se presse autour de la chaire. Cette affluence devenait inquiétante; les Constitutionnels se mettent en campagne pour expliquer de quelle manière ils entendent

la liberté. Le Clergé ne cède pas aux injonctions du parti; on le confond dans l'anathème qui frappe les Jésuites. L'autorité municipale est méconnue et outragée jusqu'au moment où elle passe à l'émeute; alors on l'enivre de louanges.

C'était une tourbe de jeunes gens ou d'hommes étrangers au pays, qui dictaient la loi; leur nombre pouvait se constater à chaque heure; mais, sachant qu'ils seraient toujours forts contre la faiblesse, hardis contre l'indécision et la pusillanimité, ils poussèrent à la résistance. Le 25, l'Evêque de Quimper mande au Sous-Préfet: « Il est permis d'être surpris que, sous le gouvernement du Roi qui a donné une Charte pour assurer la liberté des cultes et qui a proclamé la Religion catholique la Religion de l'Etat, cette Religion ne puisse jouir à Brest de cette liberté. Je ne réclame que la protection de la loi et non sa sévérité. Ce n'est pas à moi de tracer aux autorités la manière de la faire respecter. » Le 27, il s'adresse au Maire pour déplorer cet attentat. L'émeute parcourt la ville en criant: Mort aux Jésuites! A bas le Christ et la Religion!

Les magistrats municipaux et les administrateurs civils avaient encouragé ces manifestations. La presse libérale les avait prédites d'avance; le ministère ne sut pas les réprimer. Les honnêtes gens de tous les partis se résignaient déjà à ce rôle passif, qui rend si audacieux les esprits turbulents. On baissait la tête devant l'insurrection; on en déplorait les résultats, et personne ne se levait pour agir contre elle. Cette inertie lui révéla sa puissance. Au nom d'une population qui souffrait en silence une pareille tyrannie, la révolte prononça que la France entière ne voulait pas de Missionnaires et qu'il fallait les expulser de Brest. Son vœu fut un ordre. Le 28 les Jésuites s'éloignèrent. Le Libéralisme avait tenté un grand coup; la victoire lui restait; il comprit qu'il importait de lui donner tout le retentissement possible. Il amena les révolutionnaires de Morlaix, qui, avec des chants obscènes entremêlés de cris de: Vive la Charte! accueillirent les Jésuites à leur passage.

Au dire du *Moniteur*, rien ne devait justifier ces tumultes: les paroles mêmes des Missionnaires ne pouvaient y servir de prétexte: mais ces hypocrites lamentations offraient aux Libéraux la mesure de l'impéritie ou des connivences secrètes du gouvernement. Ce premier succès enhardit leur témérité. Les villes de Bourges, de Nevers, Saint-Malo, Autun, Châlons-sur-Marne, Lisieux, Dôle, Châlons-sur-Saône, Seurre, Mende, Coulommiers, Craon, Seez, Alençon, Chinon, Beaugé, Laigle, Orléans, Amiens, Le Puy, Avranches, Niort, Le Mans, Avignon, Aix, Bordeaux, Alby, Metz, Rennes, Cosne, La Charité, Issengaux,

L'âme
et la
libé

Mission
de Brest.

Les pr
cipau
Missio
naires
la Cor
pagni

Montauban, Clérac, Saumur, Besançon, Doué, Périgueux, Angers, Paimbœuf, Gaillac et Langres devinrent tour à tour le théâtre sur lequel les Jésuites firent éclater leur zèle. Parmi les Pères qui se vouaient ainsi à l'accomplissement d'une grande tâche, il y avait d'habiles orateurs, des hommes qui savaient remuer les multitudes et les enchaîner au pied de l'autel. On remarquait dans leurs rangs Antoine Thomas, ancien docteur de Sorbonne et pendant vingt ans supérieur de Laval; Charles Gloriot, dont la vaste science et la riche imagination faisaient oublier les écarts de style. L'éloquence de Gloriot débordait avec tant d'impétuosité qu'il subjuguait ou terrassait ses auditeurs. Après de lui apparaissaient Caillat, plus doux, plus fleuri; Louis Bouet, à la parole incisive; Louis Sellier, que l'originalité de son talent fait passer du sublime au trivial, et qui, plus admirable qu'imitable dans sa vie, électrise les populations; Nicolas Petit, l'homme qui éclaire par le raisonnement; Claude Besnoin, à l'esprit caustique; Charles Balandret, toujours onctueux et instructif; Joseph Barelle et Maxime de Bussy, pleins de cet art de bien dire qui entraîne par la force unie à l'adresse et au sentiment; les deux Chanon, auxquels le zèle donne des forces; Maxime de Causans, écrivain et prédicateur sur qui l'élégance exerce peut-être trop d'empire; Etienne Mollet, Clément Boulanger et Pierre Chaignon. Chacun de ces Missionnaires avait un cachet individuel, un talent à part. Le Père Claude Guyon les absorba tous dans sa puissante individualité. Doué des avantages qui constituent l'orateur véritablement populaire, beau et passionné, ardent et sensible, il faisait tour à tour frémir et pleurer; on se pressait avec transport autour de sa chaire et de son confessionnal, car sa parole dominait les masses et provoquait le repentir dans les âmes.

Les fruits recueillis étaient abondants et incontestables; on en fit un crime aux Jésuites. A Vincennes, le père Guyon avait évangélisé les troupes en garnison dans la forteresse; il leur avait parlé de Dieu et de leurs devoirs avec cette énergie qui convainc. A Bicêtre, d'autres Jésuites venaient le 24 juin 1824, conduits par l'Archevêque de Paris, faire descendre les consolations évangéliques sur la tête des infirmes, des vieillards et des coupables que la société retranche de son sein. Ils révélaient les sentiments de Foi; ils répandaient sur la France entière les germes de Christianisme que la Révolution croyait avoir étouffés. Il y avait des villes où l'on assiégeait pendant la nuit les portes des églises, où l'on se précipitait sur les pas des Missionnaires, où l'on pleurait à leur départ, après avoir souvent maudit leur arrivée. Sans doute, dans ces transitions subites, il se rencontrait autant d'entraînement passager que de remords durables. Plusieurs oublièrent les enga-

gements pris au pied de la croix; mais, dans le cœur de ces multitudes vaincues par l'ascendant des Missionnaires, il survivait aux fêtes et aux enthousiasmes de la ferveur un principe de religion, dont le Clergé pouvait évoquer partout les traces et le souvenir. Le Missionnaire semait dans les exagérations calculées de son éloquence, c'était au Pasteur à moissonner.

Les soins de l'apostolat et de l'éducation, les travaux littéraires ou théologiques auxquels les Jésuites se livraient dans l'intérieur de leurs maisons, les ouvrages qui passaient au-dessus de leurs têtes sans les atteindre pour aller saisir d'une bête stupéfaction les esprits forts de l'estaminet, n'empêchaient pas les Pères d'étudier la marche des idées, de s'appliquer à en secondar ou à en suspendre le progrès, selon qu'elles leur paraissaient utiles ou dangereuses. A peine née, la Compagnie de Jésus était, comme aux premiers jours de sa fondation, devenue un centre où le prêtre, le philosophe et le savant accouraient chercher la lumière. Les Jésuites la répandaient sur les uns, ils la recevaient des autres. Ils s'associaient au mouvement que la science imprimait à toutes les études, et ce fut alors qu'ils se virent engagés avec l'abbé de La Mennais dans une de ces discussions qu'il importe de juger sur pièces.

Dans ce temps-là, Félicité de La Mennais était un vigoureux génie attaquant les ennemis du Catholicisme avec l'arme de l'éloquence et de la raison. Esprit lucide et passionné, cœur plein d'amour et de colère, l'écrivain breton cachait un caractère de fer sous une maladive enveloppe. Son opiniâtre dialectique, son ironie étincelante de verve, son style puissant lui avaient en quelques années conquis une célébrité dont l'humble candeur du prêtre faisait hommage à l'Eglise. L'abbé de La Mennais défendait les Jésuites, parce que leur cause était juste; il les aimait, parce qu'il lui avait été donné de les voir de près. Lorsque le système philosophique présenté par lui dans le deuxième volume de *l'Indifférence en matière de Religion* eut engendré la discorde parmi les théologiens, quelques nuages ne tardèrent point à altérer la bonne harmonie existant entre les disciples de saint Ignace et le Tertullien du dix-neuvième siècle. Les questions qu'il soulevait lui attirèrent des panégyristes et des censeurs. Les uns le saluèrent comme un dernier Père de l'Eglise, les autres le critiquèrent avec des paroles dont la fraternité sacerdotale et le respect dû à un immense talent auraient pu modérer l'acrimonie. Dans ce combat, qui prépara si tristement la chute de La Mennais, il y eut de graves torts à reprocher aux deux partis. L'écrivain se portait le défenseur le plus absolu de l'autorité. Avec un ton impérieusement dogmatique, avec une hauteur dédaigneuse, il citait à son tribunal, il jugeait sans recours les écoles anciennes

L'abbé
de La
Mennais
avec les
Jésuites.

et modernes. Il substituait sa propre raison individuelle au sentiment presque universel de l'Eglise.

Lettres
du père
Rozaven
sur le
système.

Ce système comptait de nombreux partisans; il en fit surgir même autour des Jésuites. Dans leurs maisons, dans les Séminaires et même dans le monde, on retrograda tout d'un coup vers ces époques où la scolastique tenait les esprits attentifs et surexcitait les intelligences. Une pareille situation offrait plus d'un danger. Le Père Richardot, provincial de France, prit des mesures pour les conjurer : il interdit les controverses publiques sur ces matières, et le 42 octobre 1824, le Père Rozaven lui écrivait de Rome :

« Vous avez parfaitement fait de supprimer les thèses où l'on combattait le système de M. de La Mennais. Outre qu'il ne nous convient en aucune manière de nous déclarer contre un homme justement célèbre, et à qui la Religion a des obligations, c'est un fort mauvais moyen pour faire triompher la vérité. Les disputes ne font que piquer et aigrir les esprits. Des discussions pacifiques où l'on ménage l'amour-propre et la délicatesse sont des moyens plus sûrs. Il faut réserver toute sa chaleur pour combattre les ennemis de la Religion et de l'Eglise. — Vous me demandez ce que je pense de la *défense de l'Essai*; je vous avoue, entre nous, que je n'en suis pas satisfait. Il me paraît que tout porte sur un principe faux. M. de La Mennais se plaint qu'on ne l'a pas compris, et il a raison jusqu'à un certain point; il est certain qu'on lui attribue des sentiments qu'il n'a pas, ce qui lui donne lieu de se défendre avec avantage; mais, de son côté, il tire des principes de ses adversaires des conséquences qui ne suivent pas de ces principes. Dans ces matières de pure métaphysique, il n'y a rien de si facile, je dirai de si commun, que de se disputer sans s'entendre. On a tort et raison des deux côtés. Quand je lis ces sortes d'ouvrages, il me semble entendre se disputer un avare et un prodigue. Le premier déclame contre les funestes suites de la prodigalité, et s'étend à prouver la nécessité et les avantages d'une sage économie; le second a un champ non moins vaste pour dépeindre l'avare dans toute sa laideur et pour faire l'éloge de la générosité et du détachement des biens de ce monde. L'avare a parfaitement raison contre le prodigue et le prodigue contre l'avare; mais l'un n'en a pas moins tort d'être avare et l'autre d'être prodigue. — Je travaille, pour mon propre usage, à réduire cette controverse à quelques points précis, que l'on puisse discuter sans s'écarter à droite ou à gauche, et je pense que j'enverrai mes réflexions à M. de La Mennais, qui, je crois, ne viendra pas à bout de renverser l'ancienne méthode. »

C'était en ces termes pleins d'atticisme conciliateur que l'Assistent des Jésuites à Rome s'ex-

primait en s'adressant au Provincial de Paris. Le Père Rozaven voulait combattre l'erreur involontaire à armes courtoises, il désirait surtout qu'on respectât la gloire de l'auteur de l'*Indifférence*. La ligne des Pères de l'Institut dans cette polémique était tracée; ils ne s'en écartèrent qu'une fois. L'agitation se perpétuait; les esprits s'échauffaient au dehors, et la paix intérieure de la Compagnie était menacée, lorsque, à l'insu des chefs de l'Ordre, le professeur de philosophie du petit Séminaire de Forcalquier fit soutenir publiquement par ses élèves, à la fin de l'année scolaire 1822, une thèse en faveur des théories de l'abbé de La Mennais. Le 48 janvier 1823, le Père Rozaven se plaint à Richardot de cette infraction : « Nous étions convenus, lui mande-t-il, et vous me l'avez promis dans une de vos lettres, que vous ne permettriez ni d'attaquer ni de soutenir ce système dans les thèses publiques, et c'est évidemment le parti que dicte la prudence. Permettre à qui voudra d'attaquer et à qui voudra de défendre un système que l'on dit fondamental, ce serait introduire dans la Compagnie la diversité de doctrine, contre nos Constitutions et contre la volonté si souvent manifeste de notre saint fondateur. Permettre seulement de défendre et ne pas permettre d'attaquer, ce serait annoncer au public que la Compagnie adopte cette doctrine, ce qui assurément n'est pas et, je l'espère, ne sera jamais; car, au surplus, je désapprouverais également qu'on attaquât, pour la même raison, savoir, parce que des thèses ne doivent contenir que des doctrines reçues, et ne combattre que des doctrines rejetées par la Compagnie. »

De pareilles imprudences étaient trop opposées à l'attitude prise par les Jésuites pour qu'il fût possible de les tolérer. Elles pouvaient se renouveler en sens contraire; le Général Louis Fortis crut qu'il importait d'y mettre un terme. D'accord avec ses Assistants et s'appuyant sur plusieurs règles de saint Ignace ainsi que sur le décret 44^e de la cinquième Congrégation générale, il fit défense d'enseigner ou de combattre les doctrines du théologien novateur. « Il est bien entendu, ajoutait Fortis dans cette encyclique du 4 octobre 1823, qu'il n'entre nullement dans notre intention de censurer et de condamner aucune de ces propositions ou autres semblables, ou de vouloir que ceux qui les soutiennent perdent aux yeux des nôtres quelque chose de leur réputation de piété et d'attachement à la Religion. Mais nous jugeons qu'il ne convient pas d'enseigner dans nos écoles ces propositions avant qu'elles aient été approuvées par celui à l'autorité duquel nous faisons profession de rendre une entière soumission d'esprit.

» Nous ne nous donnons pas pour les disciples de Descartes ou d'aucun autre philosophe. Nous ne défendons le système d'aucun d'eux en par-

L.
Général
propos
la n
tral

ticulier ; mais nous suivons les principes qui sont communs à toutes les écoles et qui étaient soutenus communément avant que Descartes vint au monde. Nous reconnaissons cependant deux docteurs auxquels nos écoles se font gloire d'être attachées : saint Thomas, dont l'autorité est si grande parmi les docteurs chrétiens, et saint Augustin, philosophe aussi subtil que profond théologien. »

Cette réserve si énergiquement recommandée ne convenait pas à l'abbé de La Mennais. Il sent que l'approbation patente de l'Institut sera un triomphe pour lui : il essaie de l'obtenir. L'année suivante il se rend à Rome ; il a plusieurs conférences avec le Père Rozaven. Ces deux enfants de la Bretagne, dont la situation et le caractère étaient si opposés, mais qui, par une mutuelle estime, se trouvaient amenés à s'honorer, ne purent s'entendre. L'écrivain professait le culte de l'autorité, le Jésuite le mettait en pratique ; l'on ne voyait de vérité que dans son système, il l'imposait avec inflexibilité ; l'autre, plus habitué à l'obéissance, faisait part de ses doutes et se déclarait tout disposé à accepter le jugement du Saint-Siège. La tempête bouillonnait dans l'âme de La Mennais ; elle menaçait déjà d'éclater. Rozaven s'efforçait de lui faire comprendre que les passions vont vite, surtout quand elles se trouvent chez des hommes condamnés à ne point en avoir. Ces entretiens furent donc stériles. A quelques mois de distance, l'abbé de La Mennais apprend que ses théories sont pour plusieurs Jésuites l'objet d'une amère critique, et, le 23 octobre 1823, il écrit au Provincial. Il a, dit-il, acquis la certitude que son système est censuré par la Compagnie, que cette censure se prodigue à beaucoup de personnes, et qu'il en résulte, à raison de la très-juste estime dont jouit l'Institut, un préjugé fâcheux contre sa doctrine. La lettre conclut en demandant copie de cette censure ou de ce jugement, quel qu'il soit.

L'abbé de La Mennais, avec un courage égal à son talent, pulvérisa souvent les inculpations dont on accablait la Société de Jésus. Les Pères admiraient le premier volume de l'*Essai sur l'indifférence* ; mais à l'admiration succéda l'incertitude, lorsque le second parut. Dans sa réponse en date du 5 novembre, Nicolas Godinot lui communiqua ces impressions diverses ; il lui affirma que sa doctrine n'avait été ni censurée ni suspectée par le Général de l'Ordre. La guerre qui se faisait autour de l'ouvrage et du nom de l'abbé de La Mennais donnait à son caractère quelque chose de plus entier ; il connaissait sa force, on le poussait à en abuser. Le 14 novembre 1825 il exigea que la lettre du Général lui fût livrée. « On ne défend pas, ajoutait-il, de soutenir des propositions supposées indifférentes, et ainsi qui défend accuse. »

La position était scabreuse : Godinot répondit

le 8 décembre : « Monsieur l'abbé, je ne puis m'empêcher de commencer par l'expression du regret que j'éprouve que notre correspondance porte sur un objet aussi peu agréable que celui qui nous occupe. Je suis vivement affecté que nos lettres soient très-probablement pour l'un comme pour l'autre une occasion de peine.

» N'y aurait-il donc pas moyen de se communiquer sa pensée sans que le cœur en souffre ?

» J'ai bien compris votre demande, monsieur, dans votre lettre précédente ; mais, je vous l'avoue, la demande de communiquer la correspondance de mon Supérieur m'a étrangement surpris, et j'ai cru que mon silence vous suffirait pour comprendre ma réponse.

» Vous insistez, et vous exigez que je m'explique. Il faut donc que je vous dise que je ne puis en aucune manière vous rien communiquer de ce que le Père Général croirait devoir nous écrire. N'a-t-il pas d'ailleurs quelque droit d'espérer qu'on ne le soupçonnera pas de manquer dans sa correspondance, quelle qu'en soit la matière, à ce que lui prescrivent la justice, la prudence et la charité ? Vous invoquez le principe *qui défend accuse*. Il est possible qu'en certains cas ce principe soit vrai ; mais il est certain que ce n'est pas ainsi que la Compagnie entend user du droit qu'elle a de défendre ; il est même notoire qu'elle a très-souvent défendu de soutenir des opinions sans les accuser le moins du monde. La nécessité et le prix de l'uniformité lui suffisent pour proposer des défenses.

» Me permettez-vous, monsieur l'abbé, de hasarder encore un mot ? Où en sommes-nous, et quelle est notre passion respective ? La bonne intelligence qui a régné entre nous viendrait-elle donc à s'altérer ? Nous avons des opinions différentes sur des questions laissées à la liberté : usons de cette liberté les uns et les autres, mais avec simplicité, sans amertume et même sans vivacité. Dans un temps où la cause commune doit nous réunir et nous réunit certainement de cœur, je veux, de mon côté, éviter et travailler efficacement à ce que tous ceux sur lesquels je puis influer évitent tout ce qui peut tendre à donner le spectacle, dont les ennemis de la Religion ne manqueraient pas de se prévaloir, d'une division qui nuirait aux deux partis devant Dieu et devant les hommes. Et je vous prie de ne pas regarder comme compliment l'assurance formelle des sentiments les plus intimes de vénération, d'estime et de profond respect avec lesquels j'ai l'honneur d'être, etc. »

Devant cette lettre, dont la fermeté n'exclut ni la gratitude ni l'affection, l'abbé de La Mennais aurait dû ne pas pousser plus loin ses exigences ; mais, comme tous les hommes à qui la célébrité est venue, il était entouré de néophytes trop fervents, de flatteurs enthousiastes ou intéressés. On lui persuada que ce n'était pas à lui à reculer en face d'une neutralité cachant

Leur
corres-
pondan-
ce.

Mécon-
tente-
ment de
La Men-
nais.

des desseins hostiles. Il s'adresse encore une fois à Godinot ; le Provincial ne juge pas à propos de répondre à sa dernière lettre. A partir de ce jour, les feuilles publiques dévouées à l'abbé de La Mennais commencent à faire feu sur la Société de Jésus.

Le père
Bzro-
zowski
partisan
de ses
doctri-
nes.

Il avait des relations d'affectueuse estime avec plusieurs Pères. Quoique en divergence d'opinions sur une multitude de points, il n'en restait pas moins leur ami et celui de la Compagnie. Il serait donc peu équitable de l'accuser d'une guerre que de jeunes séides entretenaient peut-être malgré lui. La Mennais connaissait les disciples de Loyola ; il savait qu'il n'obtiendrait rien d'eux par l'intimidation, car dans le même temps ils avaient à faire à des ennemis dont l'activité était plus cruelle. Il se contenta d'exhaler ses plaintes en particulier et de chercher à faire abonder tôt ou tard les Jésuites dans ses idées. Il se rencontrait alors auprès du chef de l'Ordre, en qualité d'assistant d'Allemagne, un Père tout dévoué au système de La Mennais. Par l'influence que Raymond Bzrozowski, neveu du dernier Général, exerçait, l'écrivain avait espéré qu'il vaincrait cette réserve dont l'Institut ne voulait pas sortir. Bzrozowski le maintenait dans ce sentiment en lui écrivant que jamais le Général n'avait défendu d'enseigner ses théories ; mais quand, après la mort du Père Fortis, la Congrégation se réunit au Gesù pour procéder à l'élection de son successeur, La Mennais n'eut pas de peine à comprendre que les Jésuites ne lui donneraient jamais leur adhésion. Raymond Bzrozowski ne fut pas réélu Assistant, et Rozaven obtint cet honneur à l'unanimité.

Le nouveau Général s'était strictement renfermé dans la règle de conduite tracée par son prédécesseur ; il n'avait pris parti ni pour ni contre La Mennais. Les adeptes du publiciste théologien annonçaient que Roothaan serait favorable aux doctrines controversées ; ce dernier donne un démenti à leurs futures assertions, au moment même où il prend possession du pouvoir. Le 30 août 1829, il adresse aux Provinciaux un décret confirmant celui de Fortis, puis il ajoute : « Cependant notre intention, comme celle de notre prédécesseur, n'est pas de noter de censure aucune de ces propositions ; ce qui ne nous appartient pas. Nous ne voulons point non plus rendre suspects d'erreur en matière de Foi ceux qui les soutiennent. Aussi, en n'adoptant pas de semblables doctrines dans nos écoles, il n'est pas pour cela dans nos intentions que les nôtres les attaquent et les combattent. Bien plus, notre volonté expresse est que l'on évite toute dispute qui pourrait blesser ou altérer la charité. »

Passant à un autre ordre d'idées qui dans ce temps-là paraissaient inhérentes aux principes de La Mennais, le Père Roothaan disait : « Comme on voit en certains pays se réveiller

les questions de la puissance du Pape sur les Rois dans les matières temporelles, à cette occasion nous rappelons à tous les nôtres les préceptes imposés, en vertu de la sainte obéissance, par les Pères Claude Aquaviva et Mutio Vitelleschi. Ces préceptes défendent expressément à tous les nôtres de s'occuper le moins du monde de pareilles matières ni dans les écrits, ni dans les discours ou leçons publiques, ni même dans les conversations particulières. »

Ainsi le premier acte du chef des Jésuites, de même que le dernier de son prédécesseur, était de proscrire tout ce qui, de près ou de loin, pouvait se rattacher à la politique. On les peignait comme les porte-étendards de l'Ultramontanisme ; on prétendait qu'ils envahissaient, au nom de Rome, toutes les avenues du pouvoir, et, dans le secret de ses conseils, voilà les seuls ordres que dicte le Général. Pour que la Société de Jésus se prononçât sur les doctrines de l'abbé de La Mennais, les supérieurs de l'Institut déclaraient qu'il fallait attendre la décision de l'Eglise : ils ne prenaient d'engagements ni pour ni contre. L'Eglise intervint, elle condamna : alors la neutralité des Jésuites fut expliquée. Cette neutralité apparente cachait un éloignement véritable. La Mennais ne se l'était pas déguisé ; mais, plus perspicace que ses adeptes, il avait tenu compte aux enfants de Loyola de leur modération. Tandis que les admirateurs de son système faisaient cause commune avec le Libéralisme afin d'étouffer la Société de Jésus, lui, plus maître de sa pensée, appelait cette même Société à d'autres combats. Il rêvait pour le monde catholique de nouvelles destinées. Dans l'espoir de les réaliser, il sentait qu'avant tout il importait de s'appuyer sur les Jésuites. Le 30 août 1829, le Général, en recevant l'autorité suprême, se maintenait dans la position que Fortis avait adoptée ; néanmoins peu de jours auparavant, le 2 août de la même année, La Mennais écrivait au Père François Manera, à Turin :

« La Chénuaie, le 2 août 1829.

» J'aurais voulu vous remercier plus tôt, mon très-bon et très-cher Père, de la lettre si aimable que j'ai reçue de vous ; mais une faiblesse extrême et des souffrances continuelles m'en ont empêché jusqu'ici. Je puis dire comme Alexandre VIII, *deficiunt vires* ; et plutôt à Dieu que je pusse ajouter comme lui, *sed non deficit animus* ; car jamais on n'eut plus besoin qu'en ces temps-ci de ce courage intérieur dont la Foi est le principe pour soutenir l'âme opprimée sous le poids de tant de pensées amères et de prévoyances sinistres. Nous avons traversé bien des jours mauvais, et nous touchons probablement à des jours plus mauvais encore. La grande révolution qui s'accomplit dans le monde ne fait que commencer ; elle bouleversera de fond en

La
Mennais
appelle
les
Jésuites
à mar-
cher
sous son
drapeau.

comble la vieille société européenne, minée dans toutes ses bases, et pendant longtemps on ne verra que des ruines s'écrouler sur d'autres ruines. Les hommes, toujours si lents à instruire, regardent avec une sorte d'étonnement stupide ou de curiosité méchante ce spectacle effrayant, sans comprendre la cause de ce qu'ils voient, et même sans la vouloir comprendre. Il règne, en général, parmi ceux qu'on appelle bons un aveuglement plus qu'humain : de sorte qu'au lieu d'opposer une résistance efficace au mal, ils font, sans le savoir, tout ce qu'il y a de mieux pour en favoriser le progrès. Mais, après tout, Dieu a ses desseins, et sa sagesse gouverne tout pour que tout concoure à la fin voulue de lui, et même l'erreur, et même le désordre.

» Convaincu profondément, mon très-cher Père, qu'on ne peut aujourd'hui servir utilement la Religion qu'en exerçant sur les esprits une action puissante, dont les conditions premières sont une indépendance complète du pouvoir politique et un grand et large développement de toutes les doctrines catholiques, présentées surtout dans leurs rapports avec les idées qui remuent le monde; convaincu, dis-je, de cela, je suis, par conséquent, convaincu aussi qu'il est nécessaire que la Compagnie de Jésus, dans laquelle il existe de si précieux éléments de bien, prenne une position toute nouvelle pour s'accommoder aux besoins présents de la société et à l'état actuel des esprits; et ce que j'ai dit d'elle sous ce rapport, je l'ai dit également du Clergé tout entier. Tant qu'elle s'appuiera sur le pouvoir, elle aura contre elle la masse active des peuples, et sera contrainte de conniver, au moins par le silence, à des erreurs très-dangereuses, d'où il résultera une apparence de duplicité et d'intrigue, qui la ruinera très-promptement dans l'opinion. Toute force aujourd'hui consiste à se présenter franchement au combat, à se montrer dès lors tel qu'on est, et à dominer les intelligences par la supériorité des talents et des doctrines, en un mot, à ne compter que sur soi et sur la vérité. Sans cela, nulle durée, nulle vie. Et qui peut entreprendre, avec plus d'avantages et de succès que les Jésuites, cette grande guerre, cette guerre sacrée? Seulement je crois qu'elle exigerait un peu plus de liberté intérieure qu'il n'en existe parmi eux; et, sur ce point, je désirerais, je l'avoue, quelque modification dans leurs règles. Tout cela, au reste, n'est que l'avis d'un homme sans conséquence et sans autorité, mais, j'ose l'assurer, dévoué de cœur à la sainte cause de Dieu et de l'Eglise et à tous ceux qui la défendent, quels qu'ils soient. Continuez, mon bon Père, je vous en prie, de l'aimer un peu malgré ses misères qui sont grandes, et de prier pour lui, et croyez qu'il vous est et ne cessera de vous être tendrement dévoué en Jésus-Christ.

« F. DE LA MENNAIS »

En se reportant à l'époque où cette lettre fut écrite, il est facile de se rendre compte des illusions et des sinistres prévisions qui agitaient l'âme de l'auteur de *l'Essai sur l'indifférence*. Cette nature exceptionnelle, qui avait froissé tant d'amours-propres, finissait par se sentir froissée à son tour : elle se repliait sur elle-même. Du fond de l'abîme qu'il entrevoyait, La Mennais appelait les Jésuites à son secours. Le Père Manera, quoique jeune encore, était un de ces caractères qui, par l'intuition du génie, savent se rapprocher des grandes douleurs. Profond théologien, tout à la fois littérateur et philosophe, il aimait dans l'écrivain français cet ensemble de qualités qui rend le génie vénérable même aux yeux des hommes forcés de combattre ses erreurs. Il n'eut pas de peine à lui démontrer que les disciples de Loyola n'avaient jamais été en avant ou en arrière de leur siècle, mais qu'il ne leur appartenait pas de prendre l'initiative. Sa réponse fut celle d'un ami et d'un guide plein de déférence. Les événements de 1830 et les conséquences qui en surgirent donnèrent raison à l'un et à l'autre.

Se rattachant alors à un pareil ordre d'idées, M. Louis de Carné, un écrivain dont la réflexion et l'étude ont mûri les tendances, M. Louis de Carné, adressa plus tard aux Jésuites les mêmes reproches que l'abbé de La Mennais. « Ils inspiraient, dit-il ¹, ce respect que nous payons aux ruines, mais ils étaient froids et glacés comme elles. La jeunesse pouvait, dans leurs paternels entretiens, concevoir de pieuses pensées. Au tribunal de la Pénitence, le chrétien trouvait, dans leur longue expérience de la vie, dans l'indulgente charité avec laquelle ils en avaient supporté les épreuves, du secours et des exemples. Mais quand, de ces épanchements intimes, on allait aux réalités de la société moderne, on était tout ébahi en découvrant une ignorance absolue des hommes et des choses, une légèreté de jugement qui ne pouvait être égalée que par l'inoffensive folie des espérances. De vagues retours vers l'ancien régime, c'est-à-dire vers la vieillesse de Louis XIV, époque où les Jésuites avaient triomphé des Jansénistes et fait raser Port-Royal, telles étaient à peu près les idées politiques, qui perçaient chez le petit nombre d'entre eux qui s'occupaient des affaires humaines. »

Ces blâmes sont la contre-partie de ceux que le Libéralisme fit entendre; il reste à examiner si les uns sont mieux fondés que les autres. Sous la Restauration, les Jésuites ne représentaient rien, ne voulaient rien représenter au point de vue politique. Ils étaient dans un travail de recomposition, tâchant de sonder entre elles toutes les parties hétérogènes destinées à former une Société. On voyait parmi eux quelques débris de l'ancienne Compagnie, échappés au

M. Louis de Carné blâme les Jésuites.

Les partis extrêmes invoquent ou décrient les Pères.

(1) *Vues sur l'Histoire contemporaine, ou Essai sur l'Histoire de la Restauration*, t. II, p. 412 (édit. de 1855).

trépas ou au fer des bourreaux, un certain nombre de Pères de la Foi et une foule de jeunes gens ne donnant encore que des espérances. Une semblable aggrégation devait, avant tout, chercher à se consolider et à se pénétrer de l'esprit religieux. Ce fut cette pensée qui dirigea ses premiers modérateurs. Ils trouvaient la monarchie des Bourbons rétablie en France : ils s'attachèrent à elle sans aucun calcul, sans aucune ambition. Une république ou le pouvoir impérial protégeant la Religion auraient été acceptés de même. Il n'entre pas dans le caractère des Jésuites d'embrasser exclusivement un système politique ou de travailler à faire réussir l'un au détriment de l'autre. Ils se contentent de celui qui est en vigueur, et s'ils donnent quelque préférence à un gouvernement, ce ne sera jamais à cause du principe qui le constitue, mais par la raison déterminante qu'il accorde plus ou moins de protection et de liberté au Catholicisme.

Il est vrai qu'une fraction des disciples de saint Ignace, surtout parmi les vieillards, professait peu de sympathie pour les théories constitutionnelles ; le motif de leur répugnance est fort naturel. Les prôneurs de ces fictions en France étaient les ennemis acharnés de l'Eglise. En Belgique au contraire et dans le même temps, les Jésuites se montraient les partisans les plus sincères de la Constitution libérale, parce qu'elle n'entravait point l'exercice du culte et qu'elle ne soumettait pas la Foi des peuples à un despotisme inintelligent. Ils étaient aux Etats-Unis et en Suisse républicains et démocrates, parce que là les idées de liberté ne conduisent pas à l'asservissement des croyances et des vœux. Pour bien juger la Compagnie, il faut se placer au point même où elle s'est placée. Elle a pu froisser des espérances louables en leur principe, refuser de s'associer à des projets séduisants, demander à l'expérience des jours passés les résultats probables des innovations auxquelles on la conviait. Elle a peut-être voulu rester stationnaire, quand des esprits brûlants d'activité se précipitaient vers des voies inconnues, où, au lieu du progrès, ils n'ont rencontré, comme l'abbé de La Mennais, que le doute et le désenchantement ; mais les hommes sensés tiendront compte aux enfants de Loyola de cette prudence qui ne se laisse éblouir ni par le prestige de la nouveauté ni par l'attrait d'une popularité éphémère.

Tandis que les Jésuites échappaient à la double impulsion que les partis extrêmes s'efforçaient de leur faire subir, personne ne pouvait apprécier cette sagesse restant ensevelie dans leurs archives. Il y a en France une vertu beaucoup plus rare que le courage et l'esprit, c'est la modération. Les Pères venaient d'en donner des preuves ; mais ces preuves étaient mises en suspicion, tournées contre eux ou inconnues. On les laissa

faire de la justice et de la prudence au fond de leurs demeures, et on ne cessa de les poursuivre systématiquement. Ce fut en ce temps-là que les mots et les choses commencèrent à perdre leur signification usuelle pour se mettre au service de la plus audacieuse imposture qui ait jamais spéculé sur la crédulité humaine. Quand on parcourt maintenant ces longues collections de journaux où le mensonge prit toutes les formes, et, bien assuré d'avance de son triomphe, ne se donna même pas la peine de se travestir sous quelques circonstances plus ou moins possibles, on est saisi de honte et l'on rougit de pitié. Car, à dater de 1823, ce n'est plus la malveillance isolée qui cherche à tromper une classe d'individus ; il y a une conspiration permanente contre la vérité et surtout contre le bon sens des masses. On tente de pervertir ce bon sens par tous les moyens. C'est cette conspiration, véritable affront infligé au peuple français, que nous allons étudier.

Nous entrons dans le récit des faits sans colère et sans prévention. Pour les raconter, nous avons sous les yeux toutes les pièces originales, nous nous entourons de tous les documents, et, comme nous ne fûmes jamais affilié à la Congrégation, à Saint-Acheul ou à Montrouge ; comme, d'un autre côté, nous sommes resté étranger à ce fantôme de lutte ridicule inventée par le Libéralisme, à ces mensonges qu'il créa et qu'il popularisa, à ces terreurs imaginaires qu'il exploita, nous pouvons parler de ces choses avec une impartialité vraiment historique. Ce récit sera, nous le confessons, une triste page dans les annales de la France. Il prouvera avec quel mépris les apôtres constitutionnels du progrès, de la justice et de la vérité traitent une nation assez débonnaire pour se laisser séduire par de fallacieuses paroles.

C'est un déplorable travail que celui auquel nous nous résignons. Jusqu'à présent, dans le cours du récit, nous avons vu les Jésuites se mêler aux événements, les inspirer souvent, les diriger quelquefois, et nous avons indiqué pas à pas leur action. Cette action a pu être louée ou blâmée, au gré des divers partis qui remplissaient la scène du monde. Aujourd'hui rien de semblable ne se révèle. Les Jésuites s'effacent complètement ; ils vivent en dehors du mouvement ; on ne saisit leurs mains dans aucune affaire ecclésiastique. Leur correspondance la plus secrète ne met sur la trace d'aucun complot, soit contre la Charte, soit contre les libertés publiques et l'Université. Ils demandent seulement à vivre dans leurs maisons ; cette prière est toujours repoussée, ce vœu n'est jamais accueilli qu'à moitié. Les documents que nous avons sous les yeux constatent cette position ; en les parcourant, on sent que les Pères de l'Institut ne sont jamais assurés du lendemain. Néanmoins, s'il fallait s'en rapporter à l'opposition libérale, ce serait cette même Compagnie de Jésus qui aurait

Influence
qu'on
leur
oppose.

inondé la France de ses Congréganistes et de ses protégés. Elle régnerait à la place des Bourbons ; elle gouvernerait sous le couvert des ministres ; elle dominerait les uns , elle intimiderait les autres ; elle tiendrait surtout l'Episcopat et le Clergé dans une humiliante servitude.

Toutes ces assertions ont été si souvent jetées à la foule que , pour un grand nombre d'esprits , elles sont passées à l'état de chose avérée. On ne discute plus l'influence qu'exercèrent les Jésuites sous la monarchie de Louis XVIII et de Charles X , on l'enregistre , et l'on semble ne pas avoir besoin de preuves pour établir ses convictions. Nous ne voulons point accepter sans examens de tels jugemens. Il nous paraît nécessaire de remonter à la source même des choses , et ce sera en parcourant la correspondance des Jésuites entre eux que nous découvrirons le piège tendu à la crédulité par la presse. C'est donc beaucoup moins les actes de la Compagnie de Jésus que nous recueillons en ce moment que le récit des mensonges et des préventions dont elle fut l'objet. On ne fit jamais porter l'assaut sur la conduite des Pères ; on leur créa un pouvoir , une ambition , une hypocrisie , une soif d'argent et de grandeur qui n'avaient jamais existé que dans l'imagination de leurs adversaires.

La Congrégation , Saint-Acheul et Montrouge devinrent l'objet de la terreur affectée ou réelle des vétérans de 1793 et des patriotes de la nouvelle génération , apprenant à chérir la liberté à l'école des censeurs de l'Empire , des généraux et des préfets de Napoléon , qui avaient vieilli dans l'exercice du despotisme et de l'arbitraire. Il importe donc à l'histoire d'étudier à fond les trois monuments de la puissance occulte des Jésuites.

La Congrégation du Père Delpuits s'était rapidement propagée. Le Père Ronsin la dirigeait ; et , dans un moment où chacun s'associait sous différents titres , où les provinces et la capitale se couvraient de réunions politiques , littéraires et scientifiques , où les ventes de Carbonari , les loges de Francs-Maçons et de Templiers recevaient d'innombrables adeptes , cette Congrégation fut attaquée dans son existence , dans son but , dans ses moyens. Elle était l'œuvre des Jésuites : on la présentait comme le marchepied de toutes les ambitions , comme l'asile de toutes les mystérieuses intrigues et un foyer de conspiration contre les libertés nationales. Le cardinal de Bausset , parlant , dans son *Histoire de Fénelon* , de l'influence dont ces assemblées jouirent au siècle de Louis XIV , s'exprimait ainsi sur les Jésuites ¹ : « Appelés dès leur origine à l'éducation des principales familles de l'Etat , ils étendaient leurs soins jusque sur les classes inférieures : ils les entretenaient dans l'heureuse

habitude des vertus religieuses et morales. Tel était surtout l'utile objet de ces nombreuses Congrégations qu'ils avaient créées dans toutes les villes , et qu'ils avaient eu l'habileté de lier à toutes les professions et à toutes les institutions sociales. Des exercices de piété simples et faciles , des instructions particulières appropriées à chaque condition , et qui n'apportaient aucun préjudice aux travaux et aux devoirs de la Société , servaient à maintenir dans tous les Etats cette régularité de mœurs , cet esprit d'ordre et de subordination , cette sage économie , qui conservait la paix et l'harmonie des familles et assuraient la prospérité des Empires. »

Les Jésuites s'étaient flattés de l'idée que ce tableau était encore possible. Ils trouvaient sous leur main tous les éléments de succès coordonnés par un de leurs Pères , ils crurent qu'il serait facile de donner plus d'extension à la pensée créatrice. Ils adoptèrent ce que Delpuits avait si sagement organisé , et Ronsin fut choisi pour le développer. Le régime intérieur de la Congrégation ne subit aucun changement. Tous les dimanches , de quinze jours en quinze jours , et à chaque fête de la Vierge , la Congrégation se réunissait dans une chapelle située au-dessus de l'Eglise des Missions-Etrangères. Un autel , riche d'élégante simplicité , s'élevait , offrant à tous les regards ces paroles : *Cor unum et anima una* , symbole de l'union et de la charité fraternelle qui devait régner entre des hommes appartenant aux diverses classes de la société. On ne créait aucune distinction d'âge ou de rang. Au vestibule de cette chapelle , les différences de condition s'effaçaient pour faire place à l'égalité devant Dieu. Le jeune étudiant s'asseyait à côté du Prêlat ou du Pair de France. Le Préfet de la Congrégation et ses deux assistants avaient seuls des sièges réservés. Ces pieux exercices duraient ordinairement de sept heures et demie à neuf heures et demie du matin. Ils commençaient par la lecture de la vie du Saint dont l'Eglise célébrait la fête. On chantait ensuite le *Veni Creator* et l'*Ave maris stella* ; on priait en commun pour l'Eglise et pour la France ; on procédait à la réception des probationnaires. Alors le Père Ronsin montait à l'autel pour dire la messe , que les Congréganistes , toujours à peu près au nombre de deux cents , entendaient à genoux , et à laquelle ils répondaient avec les acolytes. La plupart y communiaient. Quand le saint Mystère était consommé , Ronsin parlait à ses auditeurs de leurs devoirs , il les encourageait à la persévérance , il les excitait à la piété. Après l'exhortation , tous invoquaient le secours de la Vierge , et ils se retiraient en silence.

Dans le plan adopté par les Jésuites , prier en commun tous les quinze jours n'était pas assez. Les premiers Congréganistes multipliaient les œuvres de la charité chrétienne : ils se visitaient dans leurs maladies ou dans leurs afflic-

La Chapelle des Missions étrangères.

Exercices des Congréganistes.

Fondations et associations pieuses.

(1) *Histoire de Fénelon*, t. 1^{er}, p. 16.

tions ; ils distribuèrent des aumônes ; ils venaient en aide à l'indigence ou au malheur ; mais ce zèle se renfermait dans des bornes étroites. Jusqu'en 1820 , il n'avait pas franchi l'enceinte de la Congrégation. A cette époque , l'abbé Legris-Duval , sous l'inspiration des Pères , fonda la Société des Bonnes-Oeuvres ; après lui , Borderies , évêque de Versailles , et l'abbé Boudot , grand-vicaire de Paris , en eurent la haute direction. Cette Société se partageait en trois sections embrassant les hôpitaux , les prisons et les petits Savoyards. Le bien s'opérait simultanément et sur une triple échelle. Les riches , les heureux , les puissants du siècle acceptaient tour à tour avec joie la mission de descendre dans les hospices et dans les cachots : ils apprenaient aux infortunés ou aux coupables qui y languissent à supporter avec plus de résignation le poids de la vie : ils provoquaient l'espérance ou le remords. Leurs mains répandaient avec discernement les bienfaits. Ces visites , souvent répétées , ne restaient jamais sans profits pour la morale. D'autres s'efforçaient de faire revivre la touchante Institution qui immortalise une seconde fois le nom de Fénelon. Ils réunissaient tous les dimanches , dans les chapelles souterraines des quatre principales églises de Paris , les pauvres enfants accourus de Savoie ou d'Auvergne pour tenter fortune par les plus infimes métiers. Ils leur apprenaient à croire et à prier ; ils leur enseignaient la probité et la patience ; ils encourageaient leurs vertus naissantes en les mettant au-dessus du besoin.

C'est aussi dans le sein de la Congrégation que naquit la pensée de la Société des Bonnes-Etudes , ayant pour but de maintenir la jeunesse dans les principes de Foi religieuse et monarchique. Des assemblées mensuelles la formaient aux lettres par les leçons des maîtres devenus ses égaux. On lui fournissait les moyens d'apprendre et de se recréer , en l'éloignant du vice ou des doctrines pernicieuses : on la préparait à remplir les fonctions judiciaires ou administratives. La Congrégation étendait ses rameaux. Un de ses membres , M. Gossin , conseiller à la Cour royale de Paris , lui donna un nouveau développement en établissant l'Association de Saint-François-Régis. L'idée-mère était la réhabilitation des mariages contractés seulement devant l'officier civil. En peu de temps elle obtint les plus heureux résultats.

Telles étaient les diverses sollicitudes auxquelles s'astreignaient des hommes recommandés par le talent , par la naissance ou par la position. Ces hommes ne cachaient ni leurs noms ni leurs œuvres. On comptait dans leurs rangs des princes , des évêques , des généraux , des magistrats des écrivains , des savants , des artistes et des ouvriers. Don Francisco de Paula , infant d'Espagne , et le comte de Limbourg Stirum , parent du roi des Pays-Bas ; le comte

de Senft-Pilsach et le marquis de Clermont-Tonnerre , de Luynes et de Rainneville , Olivier de La Rochefoucauld et Rogation de Sesmaisons , le comte de Cossé-Brissac et lord Clifford , le comte François de Sales et Loménie de Brienne , le marquis de Choiseul et le chevalier de Berbis , les comtes des Stolberg et de Durfort , de Lascours et de Robiano , le baron de Haller et l'architecte Lemarié , Delaville-Marqué et Saint-Géry , de Sèze et d'Hédouville , de Bedelièvre et de Foresta , de Civrac et Lauriston , d'Albertas et le duc de Rivière , y donnaient la main à des jurisconsultes tels que Delpech , de Lavau , Monsarrat , Emmercy et Bérard-des-Grèges ; à des écrivains comme Picot , Laurentie et Genoude ; à des soldats comme Jacques Cathelineau ; à des médecins comme Récamier ; à des universitaires comme Elicagaray. La moitié de l'Episcopat français , les prélats les plus distingués , les jeunes gens qui plus tard occuperont les sièges de ceux qui les formèrent beaucoup moins par leurs leçons que par leur exemple , venaient en même temps se confondre dans cette agrégation. On remarquait parmi ces Prélats , que la mort a moissonnés ou que l'Eglise gallicane voit maintenant à sa tête , Dubourg et Cheverus , Mathieu et de La Châtre , Pérocheau et Dupuch , Lalloux et de Montblanc , Plessis et Blanquart de Baillieu , d'Astros et Dubois , de Cosnac et Tournefort , Georges et Sibour , de Pins et Gallard , Taberg et Duchatellier , Dufêtre et Soyer , Couperie et Glaury , de La Myre et Bombelles , Borderies et de Hercé , Villefrancois et de Chaffoy , le Cardinal de Croy et Maréchal , Milaux et Aragonnet d'Orset , Jacquemin et Cottret , Lalande et d'Arbaud , le cardinal de Bausset et Richery , Berthaud et Prilly , le cardinal de Clermont et Poulpique , le cardinal Weld , les Nonces du Saint-Siège Macchi et Lambruschini , l'Ablégat Falconieri , Augé , vicaire-général de Paris , les abbés Berger , Desgenettes et Languois , supérieur des Missions-Etrangères. René d'Argenteuil , Raphaël de Magallon , Armand Passerat , François Jaccard , Xavier Arnoux , Vuarin , curé de Genève , Isidore Gagelin , Pupier , Chartelard et Badin , apportaient à la Congrégation l'autorité de leur nom , celle encore plus grande de leurs vertus et de leur sang qu'ils verseront pour la Foi.

On était à une de ces époques où tout , même les institutions les plus inoffensives , semblait tourner contre la vérité. Il existait à Paris un centre permanent de conspirations et d'intrigues. Dans les ventes de la Charbonnerie , dont Louis Blanc , par son *Histoire de Dix Ans* , nous a révélés les mystérieuses ramifications , le Libéralisme s'était discipliné et préparé de longue main à la guerre civile. Cette guerre , il ne pouvait pas la déclarer officiellement à la Monarchie ; car , lorsqu'il avait essayé de jeter dans la rue ses enfants perdus , la fidélité de l'armée ,

l'échafaud ou la clémence avaient fait justice de ces insurrections et de ces complots. A bout de moyens violents, privé enfin des ministres qui, comme Lainé, Decazes et Pasquier, l'encourageaient ou le protégeaient dans l'ombre, il ne lui restait plus pour arme que la calomnie : il déshonora la liberté de la presse pour s'en faire un levier. La Congrégation, composée d'hommes mêlés aux affaires publiques et de jeunes gens qui, par leur naissance ou leurs études, étaient destinés à jouer plus tard un rôle dans le gouvernement, devint pour l'opposition un champ-clos où il lui fut permis de produire toutes ses hypothèses.

Les Congréganistes s'assemblaient des divers coins de la France pour se livrer en commun à la prière et à la charité. Ce but était atteint ; mais, à la longue, il pouvait moraliser le peuple et déterminer une réaction catholique : on se hâta, par des sarcasmes et par des pamphlets, de rendre ridicule cette aggrégation. L'épigramme et la satire s'émoussèrent sans porter coup. Les journaux blessaient les individus, mais ils ne tuaient pas l'Association ; on s'arrangea pour la rendre odieuse. Il n'avait pas été possible d'en faire l'objet de la risée publique, on la livra à l'animadversion générale ; et, chose remarquable, les hommes qui parlèrent le plus de la Congrégation furent précisément ceux qui crurent le moins à sa puissance. L'action du Père Ronsin était patente : on fit de ce Jésuite un personnage mystérieux, tenant entre ses mains le fil de toutes les intrigues¹ et trônant en

même temps au Quirinal et aux Tuileries. On supposa que ce Jésuite, beaucoup plus connu

plein de faveurs qu'ils n'avaient pu obtenir de la Congrégation ! Faut-il pour cela imputer au trône et aux pouvoirs issus du mouvement de 1830 de ne se laisser dominer que par des ambitieux sans conscience ou par des hypocrites !

Les Royalistes n'étaient pas assez habiles ; alors comme aujourd'hui, il ne régnait pas entre eux assez d'union pour qu'on pût les soupçonner d'avoir, à l'aide de la Congrégation, consacré un plan de défense mutuelle. Divisés sur les hommes ainsi que sur les choses, s'isolant ou se calomniant, aspirant sans cesse à commander et refusant toujours d'obéir, irrités contre l'ingratitude des Princes et les enivrant d'éloges, les Royalistes étaient incapables de concevoir un plan, de le suivre et de l'exécuter. Ils ne venaient pas à la Congrégation comme Royalistes, mais comme Chrétiens. Le désir de parvenir et celui de protéger ont pu créer des influences et des clientèles ; mais de là à inspirer une direction politique, à violenter les engagements pris, à changer les nuances adoptées, il y a loin. On trouvait parmi les Congréganistes des hommes appartenant à toutes les fractions parlementaires. La Foi les réunissait dans une prière commune, et au dehors ils marchaient dans des voies tout opposées. La Congrégation ne put donc jamais être le lien d'aucune pensée politique.

Il y eut cependant un centre d'influence très-réel, mais complètement distinct de la Congrégation. Ce centre a besoin d'être connu, et cette révélation servira à expliquer ce qui jusqu'à ce jour est resté un mystère pour le public.

Vers les dernières années de l'Empire, il se forma dans le Rouergue et dans les provinces du Midi une association dont le but était d'accélérer la chute de Napoléon, espèce de franc-maçonnerie religieuse et monarclique qui prit le nom de *Chevaliers de l'Anneau*. Quand la Restauration eut succédé au régime impérial, cette Société secrète, au lieu de se dissoudre, tendit constamment à développer ; à régulariser son organisation. Elle eut son point d'appui à Paris et des comités dans toutes les provinces. Les hommes d'action l'avaient créée, les politiques et les habiles s'en emparèrent lorsqu'il n'y eut plus de dangers à courir. Le duc Mathieu de Montmorency la présida. Elle tint d'abord ses séances rue Cassette, n° 6, puis rue de Valenciennes, n° 48, chez le marquis Alexis et le comte Adrien de Rougé. MM. de Villèle, de Corbière, de Freinilly, de Vitrolles, Charles de Crisnois, les abbés F. de La Mennais et Perreau en firent partie, mais on n'y vit jamais aucun Père de la Compagnie de Jésus.

Sur la fin du règne de Louis XVIII et vers les premières années de celui de Charles X, cette association, toute politique, eut un incontestable ascendant sur la cour, sur le personnel des administrations et le travail électoral. On la vit tour à tour accepter ou combattre les influences rivales. Tantôt elle fit cause commune avec les Princes, tantôt elle chercha sa force dans la banque. On rencontrait dans le même jour ses membres les plus actifs au milieu des salons de la comtesse de Cayla, chez M. de Rothschild et aux réunions électorales du président Amy. C'est cette association qui dirigea la majorité si compacte du ministère Villèle à la Chambre des députés, elle qui créa les surnuméraires de la justice, institution qui fut une pépinière de bons magistrats ; elle qui imposa les lois sur la presse, sur le sacrilège et le droit d'aînesse. Elle se laissa désigner sous les noms du *Pavillon Marsan*, du *Cabinet Vert*, et de la *Congrégation*, se cachant ainsi pour arriver plus sûrement à ses fins.

Les hommes qui voyaient le résultat de l'intrigue ne déconvenaient pas la main qui en tenait les fils. M. de Montlosier, M. Agier, conseiller à la Cour royale de Paris et député, eurent être sur la voie en accusant la Congrégation. M. Agier avait dans sa famille des souvenirs jansénistes : ses soupçons se changèrent promptement en certitude. Quelques membres de la Société politique faisaient partie de la Congrégation religieuse. Cette circonstance favorisait l'erreur. Il était difficile de reprocher avec quelques semblants de raison à des pairs de France, à des députés, à des ministres, de s'immiscer dans les affaires de l'État ou de diriger les choix du gouvernement. Un nom propre n'aurait pas prêté, comme celui d'un Institut célèbre, une assez grande autorité à toutes les hypothèses ; il n'aurait pas surtout donné prise aux terreurs feintes ou réelles : on imputa aux Jésuites et à la Congrégation les actes de ceux qui s'abritaient tantôt derrière le Pavillon Marsan, tantôt sous les Congréganistes ou sous Montrouge. Avec ces noms de passe, l'ou-

(1) La fantasmagorie de la Congrégation a été si bien exploitée par le Libéralisme, qu'on était parvenu à en faire peur aux esprits les plus droits. En France, un mensonge annoncé pour la première fois fait sourire de pitié. Répété chaque jour, reproduit sous mille formes, il pénètre enfin dans les cœurs, et un peu plus tôt ou un peu plus tard, il passe dans les croyances de ceux mêmes qui le combattent à son origine. C'est ainsi qu'il faut expliquer les versions plus ou moins erronées que provoqua la Congrégation. M. Louis Carné, dans ses *Vues sur l'histoire contemporaine ou Essai sur l'histoire de la Restauration*, tenta, en 1835, d'approfondir, au point de vue où il se plaçait alors, toutes les difficultés de la position multiple qu'on créait aux Jésuites avant 1830. Il chercha la vérité de bonne foi ; il ne la trouva pas toujours. La raison en est bien simple, c'est qu'à son insu il se laissa dominer par les erreurs convenues.

En parlant (tome II, page 99) de la Congrégation, il s'exprime ainsi : « Quel'on juge donc de l'effet d'une association secrète qui jamais ne semblait avoir dit son dernier mot, et à laquelle tous les projets du gouvernement du Roi, toutes ses nominations, depuis les fonctions de préfet jusqu'à celles de garde-champêtre, paraissaient des hommages obligés, gages de conquêtes plus décisives encore. »

À la page suivante, M. de Carné développe sa pensée. Il dit : « Le seul résultat de ces tripotages, démesurément exagérés, du reste, par l'esprit de parti, fut de procurer au gouvernement l'appui de quelques intrigants pris dans les filets de l'ambition. La majorité du ministère eût vraisemblablement aimé à se séparer de ces très-insignifiantes intrigues et à mettre au grand jour l'exiguité du fantôme qui faisait si grande peur dans l'ombre. »

Il est présumable, il est très-vrai, que certains intrigants profitèrent de la Congrégation, des Missions, de la Religion même, pour les faire servir à leur fortune ou à leur parti. Qu'en résulte-t-il contre la Congrégation, les Missions et la Religion ? n'a-t-on pas vu d'autres intrigants, les mêmes peut-être, abuser d'un principe différent, et demander à la Révolution de juillet le trop-

dans les hôpitaux que dans les ministères disposant à son gré de la fortune, de l'autorité et des emplois. Le Père Ronsin eut tout à coup un de ces pouvoirs magiques qui ne se rencontraient jadis que sous la baguette des enchanteurs. Il n'exista plus de monarque dans le royaume, plus de ministres, plus de Chambres législatives, plus de justice, plus de magistrats. Le Père Ronsin inspira tout, il absorba tout. Cette image vivante de la puissance qu'un enfant de saint Ignace usurpait offrit plus d'un avantage aux inventeurs et aux propagateurs d'une pareille impossibilité. Elle était absurde, elle eut donc mille chances pour être agréée. On l'accepta sans discussion, sans examen. Lorsqu'il fut établi que le Père Ronsin imposait des lois aux divers fonctionnaires de l'Etat, lorsque chacun se crut convaincu que la vie des uns, l'honneur des autres, la fortune de tous était à la merci du Jésuite, il ne fut pas difficile de faire admettre que les Congréganistes entraient pour leur part dans ce faisceau d'attributions.

On les accusa d'obstruer les avenues du pouvoir, de se couvrir du masque de la Religion afin de se frayer un chemin vers les honneurs; on proclama qu'il fallait être pieux, c'est-à-dire hypocrite, pour conquérir une place lucrative. On parla de destitutions et d'avancements scandaleux; on berça la curiosité toujours avide des lecteurs de journaux, de toutes les fables que le *Constitutionnel*, rédigé par M. Thiers, put inventer. Du bureau de rédaction des feuilles quotidiennes, ces fables se répandirent dans toute la France. Elles y furent accueillies par les adeptes du Libéralisme avec une fervente crédulité. Des citoyens qui croyaient à peine en Dieu jurèrent, sur la parole de quelques écrivains tels qu'Etienne, Kératry, Jay, Rabbe, Jouy, Gauja, Marcet, Thiers et Bohain, que rien n'était mieux avéré. Ils frémirent aux récits que chaque soir l'imagination des journalistes broyait sur la puissance occulte de la Congrégation. Elle n'existait qu'à Paris, les départements se persuadèrent qu'elle les enveloppait dans ses

explique la cause et l'effet; de ce qui n'était qu'un rêve d'intrigant ou de meneur l'on fit un épouvantail.

Cette Société, toujours anonyme, mais aussi toujours active, déchut peu à peu. Elle se laissa traîner à la remorque de M. de Villèle, qui ne voyait point sans un certain plaisir ses batteries gouvernementales masquées par ce mot de Jésuite, dont il ne redoutait pas plus l'ascendant que ses amis ou ses adversaires. En cela M. de Villèle se trompait. Il laissa sciemment calomnier, au profit de son pouvoir : la calomnie dont il avait ri dans le commencement l'emporta, et du même coup de vent elle abattit le trône. Cependant l'Ordre des Chevaliers de l'Anneau dégénéra en coterie tracassière et jalouse. Il fut alors régenté par des médiocrités ambitieuses qui, à Paris et en province, finirent par exclure tous les hommes ayant quelque rectitude dans l'esprit ou quelque énergie dans le cœur.

Telle est l'origine du pouvoir occulte si gratuitement accordé à la Congrégation. Ce pouvoir a existé; il s'est exercé, mais absolument en dehors d'elle. Les coterie royalistes cachèrent leurs manœuvres politiques sous son nom; le parti libéral s'empara de ce même nom pour effrayer la France du bruit qu'il lui importait de faire.

innombrables réseaux. Elle couvrait le pays de ses membres, elle brisait tout ce qui lui faisait obstacle ou ombrage, tout ce qui lui paraissait suspect, tout ce qui ne se dévouait pas à elle. On la voyait braver la Magistrature et l'Épiscopat, proscrire les libertés civiles et les libertés de l'Eglise gallicane, appeler au parjure, corrompre ou effrayer, dominer par la séduction ou par la terreur, s'asseoir au foyer de chaque famille, dépouiller la veuve et l'orphelin de son héritage¹, et tenir à chaque instant suspendue

(1) Nous avons vu plusieurs anciens Jésuites se léguer, pendant la dispersion de l'Ordre, les faibles sommes qu'il leur était permis d'économiser et vivre souvent de privations afin d'augmenter le petit pécule dont ils comprenaient que leurs frères auraient besoin lorsque le Pape les rétablirait. Les vieux Pères qui résidaient dans le département du Nord avaient eu la même pensée. Ils s'étaient transmis de main en main une somme de 53,000 francs, fruit des épargnes et peut-être des souffrances d'un grand nombre d'années. Ce dépôt se trouvait en 1814 confié au père Lépine, le dernier survivant. Il le légua à M. Legrand-Masse, habitant de Saint-Omer, avec prière de le remettre aux Jésuites, seuls propriétaires. Lépine mourut en 1821, et les Pères de la Compagnie déclarèrent qu'ils n'accepteraient cette restitution qu'à condition qu'il n'en résulterait aucun procès. La famille Lépine accéda d'abord à ce vœu; mais c'était une occasion de faire du scandale avec une ombre de justice : on pressa la famille de plaider contre le testament. L'affaire fut portée devant les magistrats. Le tribunal de Saint-Omer donna gain de cause à M. Legrand-Masse, plaçant en dehors des Jésuites et malgré eux. Deux arrêts de la Cour royale de Douai prononcèrent en faveur des héritiers du père Lépine. La Cour de cassation, saisie du pourvoi, maintint le double arrêt. Le *Journal des Débats*, alors passé à l'opposition révolutionnaire, et la *Gazette des Tribunaux* rendirent un compte peu favorable aux Jésuites de ce procès, que M. Legrand-Masse soutenait pour l'acquit de sa conscience. M. Legrand-Masse expliqua par une lettre sa position et celle des Pères. Cette lettre ne faisait pas le compte du *Journal des Débats*, il lui ferma ses colonnes; c'était ainsi qu'alors la partialité procédait. La *Gazette des Tribunaux* la reproduisit, et nous la citons textuellement :

« Monsieur, j'écrivais Legrand-Masse le 11 mai 1826, dans votre numéro du 7 avril 1826, vous avez entrepris vos lecteurs d'une affaire plaidée devant la Cour royale de Douai, et, en commentant votre article, on a cru pouvoir signaler un prétendu attentat sur le patrimoine des familles, en l'attribuant à messieurs de Saint-Acheul. Vous aimez à être l'organe de la vérité, je vais vous la dire tout entière, en vous priant de la consigner dans l'un de vos prochains numéros.

« Un ample détail de l'affaire justifiera pleinement les personnes qu'on prétend inculper; je me bornerai aux faits principaux.

« 1^o La personne que vous désignez par l'initiale L. n'est autre que moi-même.

« 2^o Je déclare qu'avant l'ouverture de la succession de M. Lépine, je n'avais jamais vu ni connu messieurs de Saint-Acheul, et que je n'avais jamais eu aucune correspondance avec eux.

« 3^o Je puis assurer encore, avec pleine certitude, que je n'ai jamais connu qu'aucune visite ait été faite par ces messieurs au sieur Lépine, et qu'il y ait eu autre correspondance que la lettre du 17 novembre 1818, rapportée en votre article, et à laquelle il aurait été répondu, ainsi qu'il appert de la mention au dos.

« 4^o Institut légataire universel de M. Lépine, je fus aussi chargé par lui de remettre à messieurs de Saint-Acheul la somme portée au compte que je rendis pour satisfaire à l'arrêt de la Cour royale de Douai. Cette somme fut toujours considérée par moi comme un dépôt confié d'abord dans les mains de M. Lépine. Ses déclarations à cet égard et les notes et papiers trouvés lors de la succession et signés de lui en étaient d'ailleurs une preuve évidente. J'ai cru moi-même devoir communiquer ces papiers aux héritiers Lépine pour les empêcher d'entreprendre un procès injuste à mes yeux. Plaise à Dieu qu'ils n'aient jamais de regrets de l'usage qu'ils ont fait de mon extrême confiance!

sur la tête de chaque Français cette fameuse épée dont, selon M. Dupin, la poignée est à Rome et la pointe partout.

Le soldat qui assistait à la messe, le juge qui se confessait, l'administrateur qui communiait, le propriétaire qui entrait dans une église, l'ouvrier qui envoyait ses enfants au catéchisme ne furent plus désignés que sous le nom de Jésuites de robe courte. Ils devinrent Ultramontains sans avoir peut-être jamais entendu parler des doctrines gallicanes; ils furent convaincus d'obscurantisme, parce qu'ils n'allaient pas chercher les principes de leur Foi dans les pamphlets de Paul-Louis Courier ou dans les chansons de Béranger. On les soupçonna d'hypocrisie ambitieuse et de parjure, parce qu'ils ne craignaient pas de visiter le curé de leur paroisse. Une inquisition réelle s'établit dans chaque ville, afin de démasquer cette inquisition factice, dont les journaux ne parlaient qu'en tremblant et comme obsédés par le besoin de sauver la France en se sacrifiant pour elle.

Nous avons tous été témoins de ces faits; il n'y a pas un homme raisonnable qui ne puisse réduire tant d'iniquités calculées à leur juste valeur; cependant l'histoire doit les apprécier en les racontant. Les registres de la Congrégation sont sous nos yeux : nous pénétrons dans ses plus intimes rapports, et nous n'y découvrons rien de mystérieux, rien d'illégal, rien qui indique un but d'ambition et de propagande coupable. Tout s'y fait au grand jour, excepté les bonnes œuvres; on ne s'y occupe que de devoirs pieux et de philanthropie chrétienne; il n'y est question que de prières et jamais d'intrigues. Ce n'est pas à dire néanmoins que, sous les dehors de la piété et du repentir, il ne se soit jamais glissé parmi les Congréganistes des intrigants, des esprits jaloux, des corrupteurs et des hypocrites. La puissance attribuée à cette association dut nécessairement pousser vers elle ceux qui ont soif des honneurs, de la fortune ou de l'autorité. On la disait omnipotente. Comme toutes les institutions qui portent en elles un principe de force, elle a vu de cupides faiblesses chercher à s'abriter sous son ombre. Elle protégeait, elle adoptait les dévouements sincères. Nous croyons, et plus d'une preuve curieuse est entre nos mains, que souvent elle a entendu frapper à sa porte des clients dont le nom serait aujourd'hui une révélation. Elle a eu de nom-

breux adversaires, elle a compté de plus nombreux solliciteurs. Elle a été souvent calomniée, plus souvent encore elle surprit quelques-uns de ses calomnieurs se recommandant à elle et implorant son appui.

Sans doute des abus, inséparables de toute création humaine, ont pu s'introduire dans son sein. Contre le gré de ses chefs, elle a peut-être servi de marchepied à quelques ambitieux de bas étage, inquiet certains agents du pouvoir et trouvé dans la fraternité établie au fond du sanctuaire des protecteurs qui n'ont pas été assez éclairés, des amis ou des affiliés dont la prudence ne fut pas toujours égale au zèle. Ces cas sont exceptionnels; mais ce qu'il faut dire comme le témoignage de notre conviction, c'est que les Congréganistes, en tant que Congréganistes, n'ont jamais eu action, même indirecte, sur les affaires ou sur le choix des fonctionnaires publics ¹.

(1) Dans l'*Histoire de la Restauration par un homme d'Etat*, M. Capefigue, abusant d'un procédé qui décèle une grande habileté de mains ou une ignorance encore plus réelle, confond à plaisir des choses et des établissements parfaitement distincts. Il voit comme Congréganistes le duc de Doudeauville, l'Evêque d'Hermopolis, MM. de Villele, Corbière et beaucoup d'autres qui ne firent jamais partie de ses réunions. Il avance que les célèbres conférences de Saint-Sulpice, où tous les hommes de mérite, où tous les jeunes gens des écoles accouraient entendre l'abbé Frayssinous, se tenaient dans la petite chapelle supérieure de l'église des Missions-Etrangères. A propos de jeux innocents, de billard surtout, il prend la Société des Bonnes-Etudes pour la Congrégation. Il parle de tout cela sans connaissance de cause, et il dit à la page 100 du quatrième volume :

« La première organisation du parti se rattachait aux Congrégations religieuses. A Paris, et sous la présidence du vicomte Mathieu de Montmorency, du duc de la Rochefoucauld-Doudeauville, se forma un centre de congrégation dont les statuts, simples d'abord, avaient pour objet la propagation des opinions religieuses et monarchiques. La Congrégation recevait tout catholique qui se faisait présenter par deux de ses membres : elle devait s'étendre aux écoles, aux institutions, s'emparer de la jeunesse surtout. Lorsqu'un jeune homme voulait entrer dans cette association, on demandait à ses cautions l'influence qu'il pouvait exercer : s'il était professeur, membre d'un collège, on lui imposait les conditions de propager les bons principes parmi ses élèves; s'il avait de la fortune, une position élevée, il s'engageait également à les employer à la défense de la Religion et de la Monarchie. On se réunissait deux fois par semaine pour la prière, les jeux innocents, le billard surtout, et pour rendre compte des progrès de l'association. Tous les dimanches l'abbé Frayssinous prêchait devant un nombreux auditoire, et dans ses conférences composées avec élégance, il combattait la philosophie et le siècle : c'était contre Gibbon et Voltaire qu'il s'élevait. M. de Frayssinous avec plus d'emphasis que d'esprit, et il ne manquait jamais une occasion de rapprocher le temps où l'on vivait, de faire sentir l'influence bienfaisante du Clergé et de la Religion, le besoin de fortifier l'autel et le trône.

» Ses conférences étaient suivies; les hommes politiques du parti royaliste, quelques-uns épicuriens et sans croyance, y assistaient assidûment. C'était une bonne note. On y voyait MM. de Villele, de Corbière, de Bonald, Salaberry, Pardessus, de Bouville, Clausel de Coussergues. On aurait dit une espèce de succursale de la Chambre des députés.

» Cette Congrégation avait des ramifications en province. Dans chaque chef-lieu, il y avait une ou deux réunions, sous un prêtre, correspondant avec la Société-Mère à Paris. On y rassemblait les vieux Royalistes, les jeunes hommes chez qui on devait faire germer les bons principes. C'était alors une espèce de fureur pour se faire admettre dans la Congrégation. La raison en était simple; on n'avait de recommandations puissantes, de places lucratives que si l'on était ses affiliés ! »

» 50 Lorsque j'offris et remis cette somme à messieurs de Saint-Acheul, ils me recommandèrent de m'entendre avec les héritiers, et surtout d'éviter toutes contestations judiciaires. Je le déclare, c'est malgré eux que je me suis déterminé à plaider, et cela par des motifs dont je n'ai à rougir ni devant Dieu ni devant les hommes.

» 50 C'est enfin par les mêmes motifs, mais je le déclare hautement, sans la participation et à l'insu de messieurs de Saint-Acheul, que j'ai interjeté les appels qui ont prolongé le procès, et le prolongent encore par mon pourvoi en cassation. Je croyais, et je crois encore, devoir à ma conscience d'épuiser tous les degrés de juridiction pour assurer, autant qu'il est en moi, l'exécution du mandat qui m'est confié. »

Effets
des
erreurs
libérales.

Il existait sous le gouvernement de Louis XVIII, ainsi que sous celui de Charles X, des administrateurs de tout rang qui n'avaient aucun point de contact avec la Congrégation ; ils s'élevaient en lui tenant rigueur ou en vivant à l'écart de ses exercices. D'autres lui étaient franchement hostiles ; leur avancement n'en souffrit jamais. Il vint même un temps où le titre de Congréganiste fut aux yeux du ministère Villèle une espèce de brevet d'incapacité ou d'exclusion. Il suffisait alors d'être soupçonné d'appartenir à cette association pour n'avoir aucun droit aux faveurs ou à la justice. L'autorité s'effrayait du bruit que le Libéralisme faisait autour d'elle. Le Libéralisme l'accusait de jeter la France en pâture à la Congrégation, le pouvoir se révoltait contre cette idée ; et, pour en démontrer la fausseté, il se faisait inique ou méfiant.

Cette position d'un gouvernement, ainsi tiraillé et écartant ses amis pour complaire à d'implacables ennemis, a quelque chose de singulièrement triste. Il savait à quoi s'en tenir sur la Congrégation ; il était bien loin de croire à son existence officielle, à son action préméditée et produisant un effet systématique ; mais, craignant de laisser trop de prise à ceux qui ébranlaient le trône, il sacrifiait la vérité timide aux outrages incessants de l'erreur. Les choses en arrivèrent au point qu'il ne fut plus possible de continuer l'œuvre qui s'était développée. Le Libéralisme se montrait absolu, car il n'ignorait pas que, plus il serait exigeant, plus il trouverait auprès du trône des hommes disposés par la peur à lui faire de honteuses avances. Il vociféra avec tant d'ensemble contre la Congrégation, il créa au père Ronsin un pouvoir si inconcevable, que l'autorité ecclésiastique elle-même, effrayée des clameurs, crut les apaiser en sollicitant sa retraite. C'était un désir né d'une pensée de conciliation : le Jésuite s'y rendit à l'instant même. Dans les premiers jours de février 1828, il abandonna Paris.

Le duc de
Rohan et
l'abbé
Mathieu
rempla-
cent le
père
Ronsin.

La Congrégation était alors à son point le plus florissant ; elle comptait près de douze cents noms inscrits sur ses registres. Dans la situation des esprits, il était impossible qu'un Père de l'Institut se chargeât de la diriger. L'abbé de Rohan et l'abbé Mathieu, tous deux plus tard Archevêques de Besançon, acceptèrent l'héritage de Ronsin. En 1830, cette Congrégation fut détruite avec la plupart des établissements dont elle était la mère et la nourrice.

Congré-
gation
militai-
re.

Une association militaire fondée par Bertaut-Ducoin, capitaine au 2^e de la garde royale, exista pendant quelque temps sous le titre de

Congrégation de Notre-Dame-des-Victoires. Elle avait son règlement particulier, et, vivant en dehors de celle du Père Ronsin, elle se composait d'officiers des régiments de la garde. Plus tard, quelques généraux et un grand nombre d'officiers de la ligne y furent agrégés. C'était dans une chapelle de l'église de Saint-Thomas-d'Aquin que la Congrégation se réunissait. Bertaut-Ducoin étant mort en 1823, le duc de Rivière présida ces assemblées, où l'on priaît en commun, où l'on cherchait à améliorer la destinée du soldat en le rappelant par l'éducation à ses devoirs envers Dieu. Dans la pensée des fondateurs, l'association militaire devait rester secrète. Des indiscrétions firent connaître le nom de ses membres. Quelques-uns sans doute avaient espéré que ce serait pour eux un titre à la faveur ; la majorité n'y vit qu'un arrêt de proscription. Sans en être surpris, ces soldats entendirent le Dauphin déclarer qu'il ne recevrait jamais de Congréganistes chez lui. Le mal était sans remède ; la presse battait en brèche cette pieuse société ; elle en grossissait outre mesure l'importance ; elle dénonçait avec acharnement ceux qui ne rougissaient pas de leur Foi ; elle se faisait provocatrice, afin d'exciter dans l'armée des rivalités qui pouvaient amener de sanglants conflits. Les militaires résolurent de dissoudre leur Congrégation, et, au moment où le Père Ronsin cédait à l'orage, on les vit effectuer leur projet.

L'impunité, qui avait formé une indissoluble alliance avec le Libéralisme, triomphait des Congrégations ; elle leur prêtait toutes les forces vives du royaume, et elle venait de les vaincre par une calomnie sans cesse répétée à la foule. Le journalisme avait la mesure de la faiblesse des Bourbons ; il connaissait leur désir de popularité. Le ministère Martignac se proposa de le satisfaire. L'opposition, enhardie par ces lâchetés officielles, parut immoler ses répugnances dynastiques au bonheur de la France. La France ne voulait plus de Jésuites ; eux seuls avaient semé la discorde entre le Souverain et le Peuple, eux seuls entretenaient dans les cœurs ces sentiments de défiance que chacun serait heureux d'abjurer au pied du trône le jour où la raison publique obtiendrait vengeance contre les disciples de Loyola et le parti-prêtre. Charles X et le Dauphin ne purent résister à cette amorce ; et la cour, se laissant doucement bercer par de trompeuses flatteries, crut qu'il n'y avait qu'à sacrifier les Jésuites pour s'endormir au bruit inaccoutumé des caresses du Libéralisme.

Le Li-
rali-
sme
à la
dis-
cr.

CHAPITRE XLII.

Les Jésuites et l'enseignement. — Dispositions des Evêques. — Le Père Loricquet à Saint-Acheul. — Son Histoire de France. — Examen des reproches qu'on adresse à cet ouvrage. — Imprédictions contre l'Empereur. — Le marquis de Buonaparte, lieutenant-général au nom de Louis XVIII. — M. Dupin à Saint-Acheul. — Ses relations avec les Jésuites. — Les cordons du dais et les vengeances de parti. — Prévisions du Père Loricquet. — Les Jésuites de Saint-Acheul accusés de gouverner la France. — Leur influence véritable. — Le Constitutionnel et ses mensonges. — Le comte de Montlosier publie son Mémoire à consulter. — Le Noviciat de Montrouge. — Attentat contre la vie du Père de Brosse. — Sa lettre. — Ce qu'était Montrouge au dire des feuilles libérales et ce qu'il fut en réalité. — Martial Marcet de la Roche-Arnaud compose ses pamphlets. — Eloges que lui donne le Constitutionnel. — La presse monarchique en présence de cette conspiration. — Le ministère Villèle. — Le Nonce apostolique Louis Lambruschini conseille de présenter une loi pour donner une existence légale à la Compagnie. — Le ministère Martignac s'engage à persécuter les Jésuites. — Décision que formulent trois Evêques. — Commission d'enquête sur les Ecoles ecclésiastiques. — Elle déclare qu'il est inconstitutionnel de descendre dans les consciences. — Les petits Séminaires et l'Université. — La minorité et la majorité. — Rapport de la Commission. — M. Feutrier ministre des affaires ecclésiastiques. — Les deux ordonnances du 16 juin 1828. — Joie des Libéraux, douleur des Catholiques. — Labbey de Pompières à la tribune de la Chambre des députés. — Les Evêques réunis à Paris adressent une circulaire à leurs collègues. — Gravité de la situation. — Le Roi suit l'appel à la prudence du Nonce. — Lambruschini et l'Episcopat français. — Lettre de l'Archevêque d'Amasie à ses collègues. — Soixante-dix Prélats se prononcent contre les ordonnances. — Le Cardinal de Clermont-Tonnerre présente au Roi le mémoire des Evêques. — On convient que ce mémoire restera secret. — Il est publié. — L'abbé de La Chapelle et ses circulaires. — Mission de M. Lasagny à Rome. — Note de Lambruschini au cardinal Bernetti. — Le cardinal Bernetti écrit au Ministre des affaires étrangères. — Léon XII ne veut pas se prononcer. — Le cardinal de Latil prend l'initiative pour faire cesser la guerre. — Il annonce la note de Bernetti. — Soupons des Evêques. — Le ministère, voyant l'Episcopat désuni, recule devant ses promesses. — Note des Evêques pour concilier tous les intérêts. — M. de Valmesnil et Feutrier forcent les Evêques à déclarer que leurs professeurs ne font partie d'aucune Congrégation non autorisée par les lois. — Les Jésuites abandonnent leurs Collèges. — Recommandations que leur fait le Père Godinot, provincial. — Le ministère Polignac. — Les Jésuites promoteurs des coups d'Etat et incendiaires. — La Révolution de juillet et la comédie de quinze ans. — Aveux sur les Jésuites après la Révolution.

Les Jésuites et l'enseignement. — En attaquant la Congrégation, les ennemis de l'Eglise et de la Monarchie avaient admirablement calculé leurs coups. Ils dépopularisaient les Royalistes; ils jetaient sur les épaules des Chrétiens un manteau d'hypocrisie. Ce n'était cependant encore qu'une partie de leur tâche; ils annihilèrent la génération présente, mais il importait surtout de tuer l'avenir. Les Jésuites, soutenus par l'Episcopat, encouragés par les pères de famille, faisaient, dans les limites de la loi, une rude concurrence à l'Université. Ils n'avaient, en 1826, que douze maisons : huit Collèges, deux Noviciats et deux résidences. Au lieu de chercher à s'étendre, ils préféraient se fortifier. On les voyait à l'œuvre; on appréciait leur système d'éducation en le comparant à celui de l'Université. Le parallèle une fois établi, on désertait les Collèges royaux pour entrer dans les petits Séminaires. Les Evêques de Strasbourg, de Luçon, de Limoges, d'Avignon, de Bayonne, d'Aire, d'Orléans, de Belley, de Toulouse, du

Mans, de Coutances, d'Angers, de Montpellier, de Carcassonne, du Puy, de Périgueux, de Rennes, de Châlons, de Besançon, de Sens et d'Alby, se faisaient en 1824 et en 1822 les interprètes de leurs diocésains. Ils demandaient des Jésuites. L'abbé Mongazon, fondateur du Collège de Beaupreau, et dont le nom est encore béni par les Angevins; l'abbé Capitaine, qui élevait à un haut point de prospérité le petit Séminaire de Servièrre, suppliaient les chefs de l'Ordre d'accepter de leurs mains la direction de ces établissements. Les maisons de Magnac et du Dorat leur étaient offertes aux mêmes conditions. Du fond des Ardennes ainsi que de la Normandie, de l'Ardèche et du Haut-Rhin, de l'Yonne et de la Vendée, un grand nombre de riches personnages écrivaient au Provincial pour mettre à sa disposition des propriétés qu'il transformerait en Collèges. Un Collège tenu par les Jésuites était une fortune pour le département. Ils n'avaient aucun bénéfice à réaliser; ils ne

prélevaient aucun traitement : il leur était donc permis de donner au plus bas prix possible une éducation que souvent ils s'empresaient d'accorder gratuitement.

Leurs petits Séminaires n'étaient pas assez vastes pour répondre à toutes les demandes ; l'Université ne se déguisa pas le danger dont elle était menacée : elle fit cause commune avec les adversaires de l'Institut. Les Jésuites possédaient à Saint-Acheul, près d'Amiens, une école dont le nom était devenu un cri de ralliement pour les Libéraux. Saint-Acheul recevait dans ses murs les enfants des familles les plus illustres de France. Les belles-lettres y florissaient avec la piété ; les devoirs, les études, les plaisirs, tout y était réglé dans une mesure parfaite. Cette maison modèle avait pour chef un homme d'un caractère tout à la fois doux et ferme, d'un esprit pénétrant et plein d'aménité antique. Le Père Loriguet, né à Epernay le 5 août 1767, se consacrait à l'éducation de la jeunesse ; il avait écrit dans ce but plusieurs ouvrages élémentaires et entre autres une *Histoire de France*. Composé à une époque où les passions politiques étaient dans leur effervescence, cet abrégé en portait de temps à autre une vive empreinte. Les événements et les hommes de la Révolution y étaient jugés sans ménagement, comme ils avaient agi.

On remarquait surtout dans la seconde édition des passages auxquels personne ne s'était arrêté d'abord, mais que la réaction en faveur de Napoléon et la haine du Libéralisme, contre les Jésuites acceptaient comme l'opinion immuable de la Société de Jésus. On ne s'inquiétait pas si le Père Loriguet, ramené, ainsi que ses contemporains, à des idées plus calmes, avait corrigé, émondé ou adouci ces passages dans les éditions subséquentes. On ne tenait compte pour le Jésuite ni des enthousiasmes de 1814 ni de l'irritation de 1815 ; il avait partagé l'entraînement général ; on ne prenait que lui à partie. Son ouvrage fut le type du fanatisme et de la mauvaise foi. On y lisait ¹ :

« Ainsi se termina la journée dite du 48 brumaire. Les Parisiens, depuis longtemps accoutumés aux révolutions, restèrent tranquilles spectateurs de celle du 48 brumaire. Ils avaient oublié, ce semble, que le chef qu'elle leur donnait était celui-là même qui avait égorgé leurs frères dans les rues de la capitale : du moins ils ne savaient pas encore ce que sa longue domination devait coûter de sang et de larmes à la France ; mais il entraînait dans les desseins de la Providence d'établir sur leurs têtes celui qu'elle destinait à être la verge de l'Europe et l'exécuteur de la justice contre un peuple coupable de tous les forfaits de la Révolution. »

Après avoir raconté la campagne de Russie et ses fatales conséquences, Loriguet ajoute des

réflexions qui disparurent plus tard de son œuvre.

« Telle fut, dit-il ¹, l'issue de l'entreprise la plus insensée, mais aussi la plus funeste, dont les annales du monde nous aient conservé le souvenir. En parcourant l'histoire ancienne et moderne, on reconnaît que jamais réunion d'hommes si formidable, soit par le nombre, soit par la valeur, soit par la discipline, n'éprouva de plus affreux revers. Pour trouver une catastrophe qui y soit comparable, il faut remonter jusqu'à Pharaon et aux six cent mille Egyptiens engloutis dans la Mer Rouge.

» Que si l'on veut se rendre attentif aux vues de la Providence, on reconnaît dans le désastre des Français le châtiment des dévastations, des massacres, des sacrilèges, des atrocités de toute espèce, dont se rendait coupable depuis vingt ans cette armée toujours recrutée d'enfants de la Révolution, et dévouée, moins encore par état que par habitude et par goût, à tous les genres de crimes et de forfaits. La justice divine s'en était servie pour promener la terreur et la désolation sur toute l'Europe. Dès que cette verge redoutable eut rempli sa mission, elle fut à son retour brisée par le souffle du Tout-Puissant, et elle disparut de la terre. Si l'on considère de plus que Dieu avait sur la France et sur la famille de saint Louis des vues de miséricorde, on concevra sans peine qu'il entraînait dans l'exécution de ses desseins de les délivrer l'une et l'autre d'une génération impie et sanguinaire, qui, après avoir dévoré l'Europe, aurait dévoré son propre pays et éternisé la domination du tyran dont elle étayait la puissance et servait les fureurs. »

Le récit de la bataille de Waterloo se termine par ces cruelles paroles de Loriguet ² :

« Ce moment fut décisif. Napoléon perdit la tête ; il abandonna son armée et disparut. Bientôt la plupart des corps se débandèrent, et la déroute commença. Dans cette situation, la garde impériale se signala par un acte de désespoir, dont l'histoire offre bien peu d'exemples. Environnée de toutes parts et placée sous le feu de la mitraille anglaise, elle fut invitée à se rendre. *La garde impériale meurt et ne se rend pas !* telle fut la réponse, et aussitôt l'on vit ces forcenés tirer les uns sur les autres et s'entre-tuer sous les yeux des Anglais, que cet étrange spectacle tenait dans un saisissement mêlé d'horreur. »

Nous blâmons ces erreurs et ces jugements. Loriguet lui-même, dans des éditions postérieures à celle de 1816, fit justice de la plupart des exagérations ; mais alors chacun se croyait obligé de jeter la pierre à Napoléon et à son armée. Quand le Jésuite s'exprimait ainsi, l'homme dont tous les partis proclament le patriotisme, Chateaubriand, faisant expier à

(1) *Histoire de France*, t. II, p. 551 (édition de 1816).

(2) *Ibidem*, p. 558.

(1) *Histoire de France*, t. II, p. 283 (édition de 1816).

Le père
Loriguet
à Saint-
Acheul.

Son
Histoire
de
France.

Examen
des re-
proches
qu'on
adresse
à cet
ouvrage.

l'Empereur sa gloire et ses attentats, s'écriait ¹ en 1844, et réimprimait en 1846 :

« Comment expliquer les fautes de cet insensé ? Nous ne parlons pas encore de ses crimes. » Puis, après avoir raconté l'assassinat du duc d'Enghien, l'auteur de la *Monarchie selon la Charte* ajoute : « Il ne reste à celui qui s'est abaissé au-dessous de l'espèce humaine par un crime qu'à affecter de se placer au-dessus de l'humanité par ses desseins, qu'à donner pour prétexte à un forfait des raisons inaccessibles au vulgaire, qu'à faire passer un abîme d'iniquité pour la profondeur du génie. »

» Il a, continue Chateaubriand en parlant de Napoléon ², il a plus corrompu les hommes, plus fait de mal au genre humain dans le court espace de dix années, que tous les tyrans de Rome ensemble, depuis Néron jusqu'au dernier persécuteur des Chrétiens. Les principes qui servaient de base à son administration passaient de son gouvernement dans les différentes classes de la société : car un gouvernement pervers introduit le vice chez les peuples, comme un gouvernement sage fait fructifier la vertu. L'irréligion, le goût des jouissances et des dépenses au-dessus de la fortune, le mépris des liens moraux, l'esprit d'aventure, de violence et de domination descendaient du trône dans les familles. Encore quelque temps d'un pareil règne, et la France n'eût plus été qu'une caverne de brigands. »

Arrivant à la conscription, qu'il appelle le *code de l'enfer*, Chateaubriand raconte ³ :

« On en était venu à ce point de mépris pour la vie des hommes et pour la France d'appeler les conscrits la matière première et la chair à canon. On agitant quelquefois cette grande question parmi les pourvoyeurs de chair humaine, savoir : combien de temps durerait un conscrit ; les uns prétendaient qu'il durerait trente-trois mois, les autres trente-six. Buonaparte disait lui-même : « J'ai 300,000 hommes de revenu. » Il a fait périr, dans les onze années de son règne, plus de cinq millions de Français ; ce qui surpasse le nombre de ceux que nos guerres civiles ont enlevés pendant trois siècles, sous les règnes de Jean, de Charles V, de Charles VI, de Charles VII, de Henri II, de François II, de Charles IX et de Henri IV. Dans les douze derniers mois qui viennent de s'écouler, Buonaparte a levé (sans compter la garde nationale) treize cent trente mille hommes, ce qui est plus de cent mille hommes par mois. Et on a osé lui dire qu'il n'avait dépensé que le luxe de la population. »

» Saigné à blanc par le bourreau, ce corps, vide de sang, n'a pu faire qu'une faible résis-

tance ; mais la perte des hommes n'était pas le plus grand mal que faisait la conscription ; elle tendait à nous plonger, nous et l'Europe entière, dans la barbarie. »

Chateaubriand ne s'arrête pas là. Il trace de l'Empereur un portrait qui a plus d'un point de ressemblance avec celui qu'a ébauché le Jésuite. « Lorsque Dieu, écrit Chateaubriand ¹, envoie sur la terre les exécuteurs des châtimens célestes, tout est aplani devant eux : ils ont des succès extraordinaires avec des talens médiocres. Nés au milieu des discordes civiles, ces exterminateurs tirent leurs principales forces des maux qui les ont enfantés et de la terreur qu'inspire le souvenir de ces maux : ils obtiennent ainsi la soumission du peuple au nom des calamités dont ils sont sortis. Il leur est donné de corrompre et d'avilir, d'anéantir l'honneur, de dégrader les âmes, de souiller tout ce qu'ils touchent, de tout vouloir et de tout oser, de régner par le mensonge, l'impiété et l'épouvante, de parler tous les langages, de fasciner tous les yeux, de tromper jusqu'à la raison, de se faire passer pour de vastes génies lorsqu'ils ne sont que des scélérats vulgaires ; car l'excellence en tout ne peut être séparée de la vertu. Traînant après eux les nations séduites, triomphant par la multitude, déshonorés par cent victoires, la torche à la main, les pieds dans le sang, ils vont au bout de la terre comme des hommes ivres, poussés par Dieu, qu'ils méconnaissent. »

En 1844 et en 1845 il tomba sur l'Empereur une de ces innombrables imprécations dont tous les écrits de l'époque retentissent. Carnot est aussi explicite que Louis-Philippe, duc d'Orléans ; Benjamin Constant et Pasquier ne le cèdent pas au maréchal Soult et à Lainé. Les feuilles quotidiennes, les ouvrages périodiques, la prose ainsi que les vers, tout porte l'empreinte de cette colère d'un peuple qui passera si vite des excès de la fureur à l'admiration la plus exagérée. Buonaparte a été pour tous l'ogre de Corse, le tigre qui se repait du sang de la France. Chacun a maudit cette gloire déchue que la comparaison ou l'enthousiasme devait élever si haut. Avec le vicomte de Chateaubriand, chacun inventa de nouveaux mots, des apostrophes plus amères les unes que les autres, pour flétrir celui « qui est descendu, comme Genseric, là où l'appelait la colère de Dieu. Espoir de tout ce qui avait commis et de tout ce qui médite un crime, il est venu, il a réussi ². » Ces iniquités des partis s'adressant aux vaincus et les confondant tous dans le même anathème, ont été oubliées ³ ; une seule

Imprécations
contre
l'Empereur.

(1) *De Buonaparte et des Bourbons*, par M. de Chateaubriand, p. 2.

(2) *Ibidem*, p. 9.

(3) *Ibidem*, p. 2, 6 et 17.

(1) *De Buonaparte et des Bourbons*, p. 42.

(2) *Moniteur de Gand* du 12 mai 1815. *Rapport du vicomte de Chateaubriand sur l'état de la France.*

(3) Le *Journal des Débats* du 10 août 1815 va, en fait de récriminations, beaucoup plus loin que le Jésuite. Il dit : « Buonaparte, qui se croyait encore sûr du trône il y a deux mois, flotte en ce moment entre la question de

a survécu. Le Père Loriquet est souvent montré comme un insulteur au pied des statues de Napoléon. Pourquoi lui seul a-t-il été excepté de l'amnistie générale accordée par le temps ? Il n'y a qu'une raison plausible, c'est qu'il appartenait à la Compagnie de Jésus.

La défense de Loriquet était péremptoire : il dédaigna d'user de ces moyens. Il paraissait passer condamnation sur les injures dont son nom était l'objet : on profita de ce silence

Le
marquis
de Bu-
onaparte,
lieute-
nant-
général,
au nom
de Louis
XVIII.

savoir s'il doit se laisser conduire à l'île de Sainte-Hélène et celle de quitter la vie. Celui que tant de bras dévoués environnaient il y a peu de temps ne saurait même se flatter aujourd'hui de trouver une main d'esclave qui lui rendit le service de le tuer. Au-dessous de l'efféminé Othon, qui du moins sut mourir sans balancer, et plus malheureux, que Néron, dont un affranchi termina les jours, il n'a pas su se donner la mort et n'est pas assuré maintenant de l'obtenir. Tous ces princes de sa façon, que nous avons vus figurer avec lui sur le théâtre du Champ-de-Mars, dans des costumes et avec des attitudes plus ou moins dramatiques et grotesques, furent dispersés comme une troupe de masques le lendemain du carnaval, jetant leurs couronnes, leurs sceptres et leurs manteaux. Le roi Murat, surnommé *Franconi* à cause de l'affectation de sa parure militaire, et qui n'a pu venir étaler au Champ-de-Mai ses plumes, ses broderies et tout son oripeau, erre maintenant presque seul dans les défilés les plus détournés des Alpes, sous un déguisement beaucoup moins pompeux. Il paraît qu'on nous ramènera, et qu'on va rendre à la justice de nos tribunaux Lallemand et Rovigo, qui certes ne croyaient guère que leur dévouement intéressé à l'ex-Empereur aurait un pareil résultat. Brune, que Buonaparte n'a cessé d'abreuver des humiliations les plus amères, et qui n'avait de courage que pour les supporter, termine les cours de ses exploits par se brûler la cervelle, et se voit réduit à se tuer, en dupe, pour la cause d'un homme dont il n'a reçu que de mauvais traitements, etc.»

Le 8 mars 1815, le maréchal Soult, de ce Dalmatie, publie un ordre du jour à l'armée. Le vieux soldat de la République et de l'Empire s'adresse en ces termes aux compagnons d'armes de l'Empereur :

« Cet homme, qui naguère abdiqua aux yeux de toute l'Europe un pouvoir usurpé dont il avait fait un si fatal usage, Buonaparte, est descendu sur le sol français, qu'il ne devait plus revoir.

« Que veut-il ? la guerre civile ; que cherche-t-il ? des traites ; ou les trouverait-il ? serait-ce parmi les soldats qu'il a trompés et sacrifiés tant de fois en égarant leur bravoure ? serait-ce au sein de ces familles que son nom seul remplit encore d'effroi ?

« Buonaparte nous méprise assez pour croire que nous pouvons abandonner un souverain légitime et bien-aimé pour partager le sort d'un homme qui n'est plus qu'un aventurier ; il le croit, l'insensé ! et son dernier acte de démente achève de le faire connaître. »

Le procès-verbal de déchéance et des constitutions du Sénat, en 1814, n'accusait-il pas encore Napoléon « d'avoir entrepris la guerre dans l'intérêt de son ambition démesurée, d'avoir trahi ses serments, d'avoir mis le comble aux malheurs de la patrie en régnant dans la seule vue de son intérêt personnel, d'avoir rendu de son chef plusieurs décrets portant peine de mort. »

Qui a signé de pareils actes ? le duc de Plaisance, Barbé-Marbois, Chasseloup-Laubat, Chollet, d'Haubersaert, Desaut de Tracy, Garat, Grégoire, Lanjuinais, Malleville et tant d'autres.

Louis-Philippe d'Orléans, en acceptant le commandement de l'armée de Catalogne destinée à agir contre les Français, répondait à la Régence espagnole le 7 mai 1810 : « En prenant ce commandement, je remplis ce que mon honneur et mon inclination me dicent. Je suis éminemment intéressé aux succès de l'Espagne contre le tyran qui a voulu ravir tous ses droits à l'auguste maison dont j'ai l'honneur d'être issu. Heureux si mes faibles efforts peuvent contribuer à relever les trônes renversés par l'usurpateur, à maintenir l'indépendance et les droits des peuples qu'il foule aux pieds depuis si longtemps. »

En face de pareilles imprécations sorties de toutes les bouches, que sont les pages accusatrices du père Loriquet !

pour accréditer une fable dont l'absurdité fit la fortune. Les journaux annoncèrent qu'on lisait, qu'ils avaient lu eux-mêmes dans l'ouvrage du Jésuite que « M. le marquis de Buonaparte était le lieutenant-général des armées de Louis XVIII. » Née dans l'officine du *Constitutionnel*, cette niaiserie devait être dédaignée par le plus simple bon sens. Le parti libéral l'accepta comme une vérité incontestable, et il fut avéré pour lui que telle était l'éducation donnée à Saint-Acheul et dans les collèges où l'on suivait le cours de Loriquet !

(1) Nous n'avons pas besoin de dire que cette stupidité ne s'est jamais trouvée sous la plume du Jésuite. *L'Histoire de France* a eu un grand nombre d'éditions ; nous les avons toutes vérifiées, et ces paroles ne se rencontrent dans aucune. D'autres ont fait le même travail, ils ont obtenu le même résultat. Ce résultat fut souvent opposé à ceux qui prétendaient avoir lu les paroles incriminées. On les défiait d'apporter la preuve de leur assertion ; tous répondirent que le passage se trouvait dans la première édition. Elle est sous nos yeux ; composée en 1810, elle parut en 1814 ; mais, par malheur pour la vérité des feuilles libérales, elle s'arrêta à la mort de Louis XVI. C'est dire assez qu'il ne peut y être question du *marquis de Buonaparte*, alors jeune et complètement ignoré. Cela est démontré comme une vérité mathématique ; cela n'a pourtant été jamais reconnu par les adversaires de la Société de Jésus. La plaisanterie leur paraissait de bonne guerre ; ils ont continué à la propager. Du pamphlet elle s'est élevée à la tribune de la Chambre des pairs. M. Passy la ramassa un jour dans la boue pour en faire un texte d'accusation. Le père Loriquet allait mourir : il ne voulut pas d'abord laisser la Société de Jésus sous le coup de cette ridicule imputation ; le 9 mai 1844 il écrivit à M. Passy. Quand la lettre dont nous citons quelques fragments eut été rédigée, on la lui fit sacrifier à un sentiment d'humilité ; il l'ensevelit dans ses papiers. Le père Loriquet n'est plus : nous croyons devoir publier un passage de la réponse qu'il adresse à ce membre de la Chambre des pairs.

« Monsieur, c'est l'auteur d'une *Histoire de France* attaquée par vous devant la Chambre des pairs qui prend enfin la liberté de vous écrire. Le 29 avril dernier, vous m'avez appris, et à bien d'autres encore, que, dans cet ouvrage, j'avais donné à Napoléon les titres de marquis de Buonaparte et de lieutenant-général des armées de Louis XVIII. Non content de le dire, vous l'avez soutenu devant la noble Chambre ; vous n'avez pas reculé même en présence de toutes les éditions réunies, lesquelles vous donnaient, pardonnez-moi l'expression, le démenti le plus formel.

« Je dois à la vérité, combattue par vous avec tant de persistance, d'en appeler au tribunal de votre conscience et de réclamer personnellement contre une assertion mensongère, que, du reste (car je crois à votre bonne foi), vous n'avez pu reproduire que trompé vous-même par des oui-dire, par des rapports dénués de tout fondement.

« Sans doute, il peut se trouver un faussaire capable de faire ce qu'on appelle un *carton*, de mettre telle sottise qu'il voudra sur un feuillet détaché, et de substituer, dans quelques exemplaires, le faux texte au texte véritable de l'auteur.

« Suppose donc que le feuillet postiche existe, et qu'il vous tombe sous la main, et que vous puissiez le présenter à la Chambre des pairs... Mais les cent mille exemplaires, tirés et répandus de toutes parts depuis 1814, sont encore la pour protester contre l'imposture ; mais l'ouvrage stéréotypé existe, toujours le même depuis près de trente ans, chez l'imprimeur, jet son immuable existence est une réclamation perpétuelle, irrécusable ; mais le feuillet, ou peut-être la feuille entière clandestinement substituée à la véritable, si toutefois elle existe, examinée de près par des connaisseurs, donnera toujours, par la différence même du caractère et du papier, de quoi confondre le coupable et le ridicule auteur de cet odieux qu'en-aps. Enfin, il y a aujourd'hui, soit à Paris, soit à Lyon et dans toute la France, tant d'établissements, tant de maîtres et de maîtresses, tant de milliers d'élèves qui, depuis 1814, ont eu, ont même encore cet ouvrage entre leurs mains ! Veuillez les inter-

Dupin
Saint-
acheul.

Saint-Acheul, comme la Congrégation, servit de cri de guerre au parti. C'était le plus brillant collège d'Europe, on en fit un séjour où l'ignorance et l'hypocrisie furent le point de départ à la jeunesse. Les hommes les plus éminents de l'époque y faisaient élever leurs enfants, de grands orateurs, d'illustres écrivains, des chefs de l'Eglise, tels que le vicomte de Bonald, le comte de Sèze ¹, premier président de la Cour de cassation, Frayssinoux, de Bombelles, de Quélén et plusieurs autres dignitaires du Clergé ou de la science, venaient rendre hommage à cet établissement. Au mois d'août 1823, dans la chaleur des attaques dont le Libéralisme poursuivait la Compagnie de Jésus, Saint-Acheul reçut une autre visite. M. Dupin, l'un des coryphées du parti, y arriva, et fit demander à saluer les maîtres pour qui Charles Ledru, son jeune introducteur, professait une affectueuse estime. M. Dupin fut accueilli par le Père Loriquet avec cette courtoisie des anciens jours qui, en présence d'un adversaire, sait laisser à la porte les hostilités de la veille ou du lendemain. De son œil investigateur, l'avocat constitutionnel parcourut la maison, il embrassa l'ensemble des études; il s'honora en honorant cette maison où tout rappelait les souvenirs des Porée, des Jouvençy et des Tournemine. Le jour suivant M. Dupin revint encore; il fut accueilli avec les mêmes égards, il rencontra partout la même affabilité. Les jeunes Royalistes s'élevant sous l'aile des Jésuites eurent l'art de glisser dans les travaux du jour un éloge plein de délicatesse qui émut vivement M. Dupin. Alors, prenant la parole, il s'écria : « Je vois que Saint-Acheul est justement célèbre; l'éducation qu'il vous donne ne peut avoir que d'heureux succès. N'est-elle pas fondée sur la vérité, c'est-à-dire sur la Religion, hors de laquelle il n'y a point de salut, parce qu'elle seule est la vérité? Oui, comme une autre Cornélie, cette

maison pourra se glorifier de tels enfants, elle pourra les montrer avec une égale confiance à ses amis et à ses ennemis. Pour ce qui est de moi, messieurs, je vous remercie sincèrement de la douce satisfaction que vous m'avez procurée. »

L'avocat du Libéralisme et les Jésuites s'étaient connus et appréciés. Ils s'estimaient, ils échangeaient leurs ouvrages ¹ avec des témoignages réciproques d'amitié; une correspondance suivie s'était établie entre lui et les Pères. Le 2 juin 1826, il fit trêve à ses éloquents occupations pour venir se reposer auprès de ces Jésuites que la presse attaquait avec une véhémence inouïe. Le 2 juin était le jour de la fête du Sacré-Cœur. M. Dupin y assista. Au moment où la procession déroulait ses nombreux anneaux d'écoliers chantant les louanges de Dieu, le Père Loriquet s'approche du célèbre légiste; il l'invite à prendre l'un des cordons du dais. M. Dupin s'excuse en disant : « Mais je n'en suis pas digne. » Avec une spirituelle malice, le Jésuite reprend : « Personne, en effet, n'en est digne sur la terre. » Forcé dans les derniers retranchements de sa modestie intéressée, M. Dupin accepte l'honneur qui lui est déferé, et, la joie au front, marchant à côté de Roger de Beauvoir déguisé en ange, il traverse les verdoyantes allées et les chemins jonchés de fleurs que le Saint-Sacrement dut parcourir. M. Dupin s'éloigna le 3, mais le spectacle qu'il avait eu sous les yeux était encore présent à son cœur. Au moment de quitter Amiens, il écrivit au Père Loriquet pour lui témoigner sa reconnaissance. « J'emporte avec moi, lui mandait-il dans ce billet, le souvenir des plus douces émotions que j'aie éprouvées de ma vie. »

Ces émotions trouvèrent à Paris un violent correctif. M. Dupin a le courage de la vérité jusqu'au moment du danger. Ce moment arrivé, il recule, parce que, avant tout, il a besoin d'éloges. Le 17 juillet de la même année, quelques jours après la procession de Saint-Acheul, le Père Loriquet, écrivant à sa famille, disait : « Toute la France retentit de la visite que M. Dupin nous a faite. Les plaisanteries ont plu sur lui de toutes les plumes libérales, je ne sais s'il aura le courage de revenir. »

M. Dupin ne revint pas, et Loriquet, dans les annales inédites du petit Séminaire de Saint-Acheul, en donne les véritables motifs : « Il avait, dit-il en racontant l'odyssée du Démocrate libéral, l'ambition de parvenir à être député, et à cette époque il ne pouvait l'être que par l'appui d'une faction. Or les journaux de cette faction, ayant vu ce qu'il venait de

roger en tel nombre qu'il vous plaira; pour abrégé les recherches, indiquez-leur seulement le chiffre de la page maudite; faites-vous même aider, dans cet important travail, par M. Portalis, qui a été pour vous une autorité; vous me direz ensuite, ou plutôt encore à la Chambre des pairs, devant laquelle vous vous êtes fait mon dénonciateur, combien vous aurez trouvé de personnes qui aient lu, dans mon *Histoire de France*, la sottise phrase du marquis de Buonaparte, lieutenant-général des armées de Louis XVIII. »

(1) M. de Sèze, défenseur de Louis XVI devant la Convention, fut accueilli à Saint-Acheul par les maîtres et par les disciples avec toute sorte de respects. L'hymne

O Richard ! à mon roi !
L'univers t'abandonne !
Sur la terre il n'est donc que moi
Qui s'intéresse à ta personne ;

salua son entrée. Ce chant émut vivement le vénérable magistrat, et, en présence de tous les élèves, il rappela qu'il devait son éducation aux Jésuites. « Ah ! monsieur le comte, reprit le père Loriquet, il faut convenir que vous avez bien mal profité de nos leçons. — Comment cela ? dit M. de Sèze tout étonné. — C'est, ajouta le Père, que les Jésuites, ainsi que chacun le sait, ont dû vous enseigner comme aux autres à tuer les rois, et que tout au contraire vous les avez défendus au péril de votre vie. »

Ses relations
avec les
Jésuites.

Les
cordons
du dais
et les
vengeances
du parti.

Prévisions du
père Loriquet.

(1) Le premier opuscule que M. Dupin adressa aux Jésuites est intitulé : *Des Magistrats d'autrefois, des Magistrats de la Révolution, des Avocats à venir*. On y lit en dédicace manuscrite de la main de l'auteur : « Offert à messieurs de Saint-Acheul comme une marque de mon respect et de mon estime. DREUX. »

faire à Saint-Acheul, s'élevèrent tous à la fois contre lui, le traitèrent de transuge, de dévot, de cogot, de Jésuite. En même temps, les pamphlets en vers, en prose, les traits malins, les épigrammes, les sarcasmes tombèrent sur lui de toutes parts. Au lieu de les braver et de soutenir hardiment ses premières démarches, il eut la faiblesse de chercher à s'excuser. Cette triste apologie ne désarma pas sitôt le parti; il ne cessa de poursuivre M. Dupin que quand celui-ci lui eut donné un gage certain de repentir par sa signature qu'il apposa à la trop fameuse *Dénonciation* de Montlosier contre le parti-prêtre, c'est-à-dire contre la Religion catholique. De ce moment aussi, nous rompîmes toute correspondance avec lui. »

L'homme qui, par la nature même de son talent agressif, pouvait si aisément se passer de cette gloire futile que les journaux prodiguent le matin, et qui le soir est oubliée par le lecteur assidu, n'avait pas osé résister à la guerre de sarcasmes dont il se voyait la victime. M. Dupin reculait devant les railleries de ses amis; il craignait d'affronter leur artillerie de jeux de mots et de méchancetés. Il courba la tête sous le joug; il fit de l'hypocrisie légale et de la cruauté parlementaire. Il ne lui était pas permis d'estimer tout haut les vertus que, dans le fond de son cœur, il regardait comme parfaitement honorables; il se le tint pour dit, et se transforma en adversaire de la Compagnie. Pendant ce temps, les Jésuites, qui se vouaient aux outrages, ne se plaignirent point des inculpations dont on les chargeait. Pour être plus populaires que Benjamin Constant et La Fayette, ils n'avaient qu'à abjurer leur principe de Foi ou qu'à marcher sous la bannière du Libéralisme. Le 5 octobre 1826, à la plus forte de la mêlée, le Père Godinot, Provincial, trace aux enfants de saint Ignace leur règle de conduite : « Vous connaissez, leur écrit-il, les circonstances actuelles et combien il importe que nous ne méritions pas de reproches de la part de Dieu et que nous n'en méritions pas non plus de la part des hommes. Pressé par ces motifs et par beaucoup d'autres, je recommande plus fortement que jamais que tous prêtres, régents, surveillants, frères, s'efforcent sérieusement d'être à Dieu pleinement; qu'ils pratiquent les solides vertus d'obéissance, de charité, d'humilité, de pureté d'intention, de gravité et de modestie religieuse. Que tous, dans les œuvres de zèle, dans les prédications, les instructions, le catéchisme, les rapports avec qui que ce soit, les conversations, gardent les règles de la prudence et de la discrétion et tout ce que commande l'esprit religieux. »

Ces instructions secrètes donnent la mesure des Jésuites. Ils crurent qu'il valait mieux se laisser emporter par l'orage que de trahir une apparence de devoir. Ils restèrent donc en butte

aux traits de leurs ennemis. Saint-Acheul était, comme la Congrégation, un lieu désigné aux vengeances et aux accusations. Le nom de Loriguet, ainsi que celui de Ronsin, fut un talisman qui fit tomber devant lui les portes les mieux gardées des Tuileries et des Ministères. Loriguet devint le canal de toutes les faveurs; et, au moment où la France constitutionnelle le proclamait l'arbitre suprême des affaires, le pauvre Jésuite écrivait à son frère le 5 novembre 1827 : « Ce serait vous tromper que de vous promettre ma recommandation auprès de M. de Rainneville. Les choses ne se font pas chez lui par recommandation, à moins que ce ne soit celle du mérite, qui commande la préférence, le mérite supérieur. Mes recommandations, quand il m'arrive d'en faire, ce qui est fort rare, se bornent à l'indiquer. M. Alphonse de Rainneville a été mon écolier en rhétorique, et a fini ses études ici : il n'est pas étonnant que je sois lié avec lui. » Loriguet refuse même à un frère son intervention, il la refuse en termes positifs; et, abandonnant la terre pour s'élever à de plus hautes considérations, il ajoute : « Puisque nous en sommes sur les confidences, je vous rappellerai qu'il y a aujourd'hui quatorze ans que notre père est inhumé, que cela nous vieillit fort, que notre tour approche, et qu'il serait, selon moi, bien triste d'être surpris, surtout après une longue vie durant laquelle on a eu tout le temps de se préparer. »

À Paris et dans le monde, on ne voyait pas les disciples de l'Institut dans la réalité. Comme l'historien, on ne les suivait pas jusque dans leurs relations les plus intimes; on se contentait de les juger sur le portrait que la passion en traça. On les improvisait intrigants et ambitieux, afin d'entretenir dans les masses la sourde irritation qu'on espérait un jour faire éclater contre la monarchie. Ainsi que la Congrégation, Saint-Acheul fut mis à l'index de la presse libérale; les autres maisons ou petits Séminaires de l'Ordre subirent le même ostracisme. La presse, la tribune et le barreau découvrirent partout des Jésuites. *Le Constitutionnel*, dans ses rêves, les entrevit riches à millions : il annonça que toutes les grandes terres à vendre étaient leur proie ¹.

(1) Au mois d'Avril 1828 *Le Constitutionnel* raconte que les Pères viennent d'acheter au prix de onze cent mille francs l'ancienne abbaye du mont Saint-Martin, près de Saint-Quentin, et M. Thiers, le rédacteur de cette feuille, s'écrit dans sa vertueuse indignation : « Où les Jésuites prennent-ils tant de millions ? ils faisaient donc le commerce ? ils voulaient créer une nouvelle succursale de Saint-Acheul. »

Peu de jours après, le notaire chargé de la vente de l'immeuble écrivit au *Constitutionnel* que l'abbaye de Saint-Martin n'était pas encore vendue.

Une autre fois, dans son numéro du 15 août 1819, le même journal affirme que les Jésuites ont établi leur quartier-général au village d'Ecole, à une lieue de Besançon, qu'ils y font construire un véritable palais qui a déjà coûté 400,000 francs, et que de là ils travaillent à diriger les élections. Or, il n'existait dans ce temps-là aucun Jésuite en Franche-Comté ni même dans l'est de la France.

Il les surveilla avec autant d'exactitude sur tous les points du globe. Il se fit l'interprète des douleurs paternelles ; il força l'Europe à s'attendrir sur les cruautés dont les enfants élevés par les Jésuites lui semblaient être les malheureuses victimes ¹. Il annonça même en frémissant que l'inquisition, telle que Philippe II d'Espagne la concevait, allait être établie en France, et que les Pères de la Compagnie seraient les Torquemada des premiers auto-da-fé.

Ce système d'imposture était si bien passé en habitude, que Capefigue lui-même s'est cru obligé de flétrir une pareille tactique. « *Le Constitutionnel*, dit-il ², s'élevait contre l'envahissement du parti-prêtre ou administratif : aussi sa popularité s'accroissait-elle d'une manière immense. Le défaut de cette politique, défaut inhérent à la mission qu'elle s'est donnée, était d'adopter un peu légèrement les plaintes que la passion et les petites haines locales pouvaient inspirer. Les unes se trouvaient fausses, les autres dénaturées ; mais les démentis, qui n'arrivaient pas par le *Constitutionnel* à ses abonnés, n'altéraient en rien le système de plaintes et de griefs qu'il avait adopté contre le gouvernement. »

Un ennemi plus redoutable pour les Jésuites s'élançait alors dans la mêlée. *Le Constitutionnel* et le *Courrier* venaient, par un jugement solennel, de rencontrer des complices dans la Cour royale de Paris. Les magistrats de 1825 n'avaient vu qu'un excès de zèle gallican au fond de ces attaques. Ils prétendaient que l'introduction des Jésuites en France et l'attitude ultramontaine d'une partie du Clergé les avaient suffisamment provoqués. Par un aveuglement que la foi des peuples déplorera longtemps, ils ne rendaient pas un arrêt contre l'esprit révolutionnaire, mais un service à l'incrédulité. Sans le vouloir peut-être, ils accordaient un droit d'impunité et d'audace aux écrivains qui, par ambition ou par fanatisme, se faisaient les irréconciliables ennemis de l'ordre légal et de la Religion. Ce funeste arrêt des 3 et 5 décembre 1825 devait enfanter de nouveaux assaillants : le comte de Montlosier parut. C'était un vieil athlète de la monarchie, un homme dont les idées féodalement rétrogrades faisaient pâlir de frayeur les Libéraux de 1826, un écrivain qui, dix années auparavant, leur avait dit : « Les atrocités de la Révolution ne

sont pas dans le cœur humain, elles sont dans le cœur de vos doctrines ¹. » Mais le comte de Montlosier avait des rancunes jansénistes à satisfaire ; il mit au service de l'impie constitutionnelle son nom, ses vertus privées, son austère figure, son besoin de faire du bruit et ses impétueuses colères contre les empiétements du parti-prêtre. Il fut enrôlé avec des acclamations sans fin ; on le reçut comme un libérateur dans ce camp où tout lui avait été hostile jusqu'à ce jour. Un besoin commun réunissait encore sous le même drapeau les bâtarde de Voltaire et les parodistes de Port-Royal. Cette alliance engendra une catastrophe. On oublia les griefs passés pour se prodiguer l'encens ; on se donna des airs de dévouement patriotique et de martyre ; puis on marcha à l'assaut de la Congrégation et de l'Eglise, sous le commandement de la nouvelle recrue. *Le Mémoire à consulter sur un système religieux tendant à renverser la Religion, la Société et le Trône*, fut publié ; il devint l'Evangile de tous les écrivains, de tous les avocats, de tous les banquiers, de tous les conspirateurs prêtant à la Révolution leur plume, leur faconde, leur argent ou leur liberté.

En face du gouvernement qui a pour lui la force et le droit, mais qui tremble sous les attaques, la Révolution organise un vaste système de propagande. Elle compte en France, en Italie, en Allemagne, en Russie et dans la Péninsule, une multitude de Sociétés secrètes, d'où, à des temps donnés, elle tire ses Sand et ses Louvel, ses quatre sergents de La Rochelle et ses Troubetskoï, ses Pestel et ses Alibaud. Par l'éducation et par la chaire, les enfants de saint Ignace sont un obstacle à ses vœux : sous prétexte d'abattre l'esprit jésuitique au pied du trône légitime, elle dénonce la Congrégation. Montlosier en démontre l'illegalité et les tendances ultramontaines. *Le Mémoire à consulter* était un coup de parti ; le Libéralisme en fit une œuvre de génie et de vertu. Le comte de Montlosier fut son héros, et avec Martial Marcet de la Roche-Arnaud il partagea la couronne civique dont chaque semaine l'opposition tenait les fleurons suspendus sur la tête de ses mercenaires ou de ses dupes.

Le premier pamphlet du vétéran de l'assemblée nationale produisit, sur les esprits irréfléchis, un effet électrique. Montlosier paraissait convaincu, il l'était en réalité. Cet homme, aux allures si despotiquement aristocratiques, se laissait envahir par les louanges de l'opposition bourgeoise, dont il détestait les tendances. On lui avait fait peur des Jésuites : il proclamait ses appréhensions avec sincérité, et il disait à la première page de son œuvre ² : « Un vaste sys-

(1) Les 22 et 25 janvier 1826, le *Constitutionnel* raconte l'histoire d'un infortuné jeune homme que les Jésuites de Brig en Valais ont jeté dans un cachot, qui s'échappa, erra pendant un mois entier, et fut enfin rencontré couvert de haillons et dans le plus affreux dénûment. Afin que rien ne manque au récit, le *Constitutionnel*, contre son habitude, à le malheur de nommer ce jeune homme. Il annonce que c'est le fils de M. Courvoisier, procureur-général à Lyon. M. Courvoisier dément toute cette fable, et dans sa lettre il dit au journal que son correspondant de Genève mérite bien peu de confiance, et que les Jésuites de Brig se donnent avec beaucoup de bonté et beaucoup de soin à l'éducation des élèves qu'on leur confie. »

(2) *Histoire de la Restauration par un homme d'Etat*, t. VI, p. 180 (Paris, 1832).

(1) *De la Monarchie en 1816*, par le comte de Montlosier.

(2) *Mémoire à consulter sur un système religieux et politique tendant à renverser la Religion, la société et le trône*, par M. le comte de Montlosier.

tème, tranchons le mot, une vaste conspiration contre la Religion, contre le Roi, contre la Société, s'est élevée; je l'ai suivie dans ses progrès; je la vois au moment de nous couvrir de ruines. » Le comte de Montlosier croyait la France traînée par les Jésuites et par le Clergé gallican au bord de l'abîme ultramontain : il adjurait le Roi et le gouvernement de sauver le pays. Le Roi et le gouvernement savaient à quoi s'en tenir sur ce péril chimérique : ils restaient sourds aux gémissements de l'opposition; Montlosier porta ses doléances aux Chambres législatives et aux Cours judiciaires.

Alors, pour acquérir de la célébrité, il n'y avait qu'à marcher à la suite du Libéralisme et qu'à se faire l'écho de ses dénonciations. Les tribunes des deux Chambres, la Cour royale de Paris, le barreau, prirent fait et cause en faveur de Montlosier. Il y eut un de ces chocs parlementaires qui, par de grands mots instruits à feindre, jettent la perturbation dans les masses, et éloignent encore davantage du fait évident ou du principe vrai. On déclama pour ou contre les Jésuites avec cette intarissable éloquence qui s'adresse beaucoup plus aux passions du dehors qu'à la froide raison. Les Jésuites, subitement élevés au rang de puissance, ne comprenaient rien à ce fracas retentissant autour d'eux; l'Evêque d'Hermopolis, ministre des affaires ecclésiastiques, ne s'en rendit pas meilleur compte. Les défenseurs de la Religion et du trône n'osaient pas porter la querelle sur son véritable terrain; ils ménageaient leurs adversaires enhardis par cette attitude pacifique. Personne n'abordait franchement la question; elle fut résolue contre la liberté religieuse.

Le Libéralisme avait gagné une première bataille; afin de donner à cette victoire l'importance désirée, il associa aux disciples de saint Ignace l'Episcopat et le Clergé français. On fut Jésuite par cela seul qu'on était Prêtre, Catholique ou Royaliste. La Congrégation et Saint-Acheul avaient fourni leur temps, la matière était épuisée; Montrouge raviva l'attention publique. Ce Noviciat devint la source des hypothèses les plus extravagantes. C'était une maison de simple apparence, sans luxe au dehors, sans luxe au dedans, et où, à la porte de Paris, tout respirait le calme intérieur.

Pour l'homme qui connaît la vie des Jésuites et les lois réglant l'existence des Novices, il y a quelque chose de moralement impossible dans toutes les fables auxquelles cet établissement servit de prétexte. Montrouge fut en quelques mois le suprême arbitre de la France : il dicta des lois aux Ministres, il régenta les Princes, il dirigea la police, il décida souverainement de la guerre et de la paix. Avant que cette réputation européenne lui fût acquise, Montrouge s'était vu le théâtre d'un crime né au souffle des calomnies constitutionnelles. Ce crime fit couler

le sang d'un Jésuite, et les journaux le passèrent sous silence. En 1823, lorsque le Père de Brosse faillit périr sous le fer d'un ouvrier dont des impostures quotidiennes avaient exalté l'imagination, Paul-Louis Courier s'écriait dans son *Livret* ¹ « Paul-Louis, prends garde, les cagots te feront assassiner ! » Le vigneron pamphlétaire est mort assassiné, et la justice sait si c'est de la main des cagots que partit le coup de fusil dont il fut atteint. Mais, tandis que Courier se livrait aux accès de sa verve hargneuse, un Jésuite tombait réellement victime d'un fanatique. C'était le Père de Brosse, supérieur du petit Séminaire de Bordeaux. Voici en quels termes il raconte lui-même cet attentat. Il écrivit au mois de mai 1823 à l'un de ses amis :

« Depuis quelque temps, les Ecclésiastiques avaient été insultés plus souvent qu'auparavant, surtout dans les faubourgs et aux environs de Paris. Les insultes étaient accompagnées ordinairement de menaces. Le Seigneur me fit aussi la grâce d'avoir part à leur tribulation. Le jeudi 3 avril, je revenais de Paris à Montrouge; il était deux heures après-midi; j'avais passé la barrière d'Enfer, et me trouvais vers le milieu du faubourg le long des maisons, sur la route d'Orléans. Tout dans le quartier était tranquille : tout à coup je me sens frappé à l'épaule gauche d'un si rude coup, que je crus qu'on m'avait lancé un pavé. Je me retournai à l'instant et je vois à ma poursuite un homme qui avait les bras levés pour me frapper une seconde fois; il était armé d'un croissant de jardinier, dont le manche me parut avoir six à huit pieds; je fais un mouvement pour éviter le coup de l'instrument que je voyais au-dessus de ma tête, et je tombe sur la boutique d'une revendeuse de fruits, d'où je roulai sur le pavé : je ne pus donc éviter le coup qui me menaçait, et je le regus à l'épaule droite. Malgré ces deux coups et ma chute, j'eus assez de force pour me relever tout de suite et m'éloigner de quelques pas. Je me retournai alors une seconde fois, pour voir si cet homme continuait à me poursuivre, et je vis deux ou trois femmes qui se mettaient devant lui pour l'arrêter. Dans ce moment, ma première pensée fut de me rapprocher de cet homme, pour lui adresser des paroles de paix et d'édification; cependant, dans la crainte de commettre une imprudence et de m'exposer témérairement, je pris le parti de continuer ma route; je me contentai de lui dire que je lui pardonnais de bon cœur.

« Etant arrivé à la maison, on visita les parties de mon corps qui avaient été atteintes par les coups qu'on m'avait portés. On trouva que

(1) On lit dans les *OEuvres de Courier*, *Livret de Paul-Louis*, p. 225 :

« Ce matin, me promenant dans le Palais-Royal, M. Il...rd passe, et me dit : Prends garde, Paul-Louis, prends garde, les cagots te feront assassiner. — Quelle garde veux-tu, lui dis-je, que je prenne ! ils ont fait tuer des rois, ils ont manqué Frère Paul, l'autre Paul à Venise, fra Paolo Sarpi, mais il l'échappa belle ! »

Le
Noviciat
contre la
vie du
père de
Brosse.

Attentat
contre la
vie du
père de
Brosse.

Sur
lettre

ma soutane était coupée à l'épaule gauche, mais qu'elle l'était beaucoup plus à l'épaule droite, où l'instrument avait percé non-seulement la soutane, mais encore tous les vêtements de dessous, et ce qui est à remarquer, le collet en carton de mon manteau long. Le fer avait pénétré jusqu'à la peau, et fait une blessure d'un pouce environ de long sur quelques lignes seulement de profondeur. Il est évident que c'est le collet de mon manteau qui m'a préservé d'un coup plus dangereux et peut-être même mortel.

» Je désirais bien sincèrement que ce crime non-seulement ne fût pas puni, mais encore qu'il demeurât secret et qu'il fût, s'il était possible, entièrement enseveli dans l'oubli. Mais il était difficile qu'un fait de cette nature pût demeurer caché; d'ailleurs, le Seigneur ne voulait pas laisser impuni un attentat commis sur la personne d'un de ses ministres, et on verra bientôt comme il exerga sa justice contre le coupable. En effet, le lendemain, vers midi, le commissaire de police du quartier de l'Observatoire se rendit auprès de moi, et m'enjoignit de lui faire ma déclaration. Je lui témoignai d'abord la peine que j'éprouvais à céder à sa demande; mais comme il observa que je ne pouvais m'en dispenser, j'y consentis, et j'obtins de lui qu'il insérerait dans son procès-verbal : 1^o que je ne faisais ma déposition que pour obéir à l'autorité; 2^o qu'aucune poursuite ne serait faite en mon nom; 3^o enfin, que je pardonnais de bon cœur à cet homme.

» Ce fut le commissaire de police qui me raconta de quelle manière la chose était parvenue à sa connaissance. Il me dit donc que cet homme n'était rentré chez lui que le lendemain vers les quatre heures du matin; que, s'étant jeté sur son lit, il poussa des cris de douleur, et que les personnes de la maison étant accourues au bruit qu'il faisait entendre, il leur dit qu'on avait voulu l'assassiner; elles virent en effet couler le sang de plusieurs blessures qu'il avait à la poitrine. Le commissaire du quartier, étant averti, se rendit chez cet homme qui lui fit la même déclaration; mais on s'aperçut bientôt qu'il ne s'agissait pas d'un assassinat qu'on eût tenté de commettre sur sa personne, puisque la partie de vêtement qui répondait aux plaies n'était pas percée: il ne fut donc pas difficile de le convaincre que c'était lui-même qui avait fait des tentatives pour se donner la mort. C'était sans doute la crainte de tomber entre les mains de la justice qui l'avait porté à ce nouveau crime. Il avait fait confidence à l'un de ses enfants de l'attentat qu'il avait commis la veille ¹, et celui-

ci en fit l'aveu au commissaire. Un chirurgien fut appelé; il déclara que les plaies ne lui paraissaient pas mortelles; mais il s'était trompé. Le Seigneur avait déjà, pour ainsi dire, évoqué cette cause à son tribunal redoutable.

» Après avoir montré les soins que la Providence prend de ceux qui sont consacrés à son service en ordonnant, selon sa promesse, à ses Anges de détourner les coups mortels qui allaient m'être portés, il voulut donner ensuite un exemple terrible de sa justice contre les persécuteurs de ses Ministres. Il n'eut besoin pour cela que de livrer le coupable aux remords de sa conscience. Il fut donc à la fois son accusateur, son juge et son propre bourreau; il ne survécut qu'environ vingt-quatre heures aux coups qu'il s'était portés. Heureux s'il a su profiter de ces moments précieux que Dieu lui a laissés dans sa miséricorde! On m'avait caché sa mort pendant plusieurs jours, et je n'en fus instruit qu'au moment où je me disposais à aller le voir pour l'aider à rentrer en lui-même. Voici quelle avait été l'occasion de son premier crime: il était dans un cabaret avec plusieurs autres ouvriers. Lorsqu'ils me virent passer, ils se dirent l'un à l'autre: *Voici un Missionnaire, il faut s'en débarrasser*, etc. C'est d'après le défi qui lui en fut fait que ce malheureux se mit à me poursuivre. Il était âgé de soixante-cinq ans, et avait passé pour honnête homme jusqu'ici.

C'est avec ces miséricordieuses paroles qu'un Jésuite s'entretenait de l'homme qui menaçait ses jours. Cet attentat aurait dû éloigner le souvenir de Montrouge des discussions que la presse alimentait, de même qu'un incendiaire alimente le feu qui consume la demeure de son ennemi. Il n'en fut pas ainsi. On prit le Noviciat à partie, comme on prenait chaque maison séparément. L'audace croissait avec le succès. On avait graduellement habitué le peuple qui se prétend le plus spirituel de la terre à une nourriture de mensonges. On abusa de cette crédulité sans exemple, et on monta jusqu'au sublime de l'absurde. Les Jésuites disposaient des grands pouvoirs de l'Etat, et cette impérieuse Société n'avait jamais osé forcer ses esclaves à reconnaître l'existence légale de l'Institut. Ils vivaient subrepticement, presque de raccroc, quand un mot de leur bouche pouvait briser le trône et mutiler la Constitution. Personne ne fit cette remarque; elle était si naturelle que chacun l'oublia.

Montrouge fut représenté comme un château-fort, une place de guerre environnée de fossés, flanquée de bastions et hérissée d'artillerie. Les oreilles du *Constitutionnel* y entendirent l'exercice à feu et au canon, que les innombrables Jésuites renfermés dans ses caves faisaient chaque nuit. Le Général de la Compagnie y résidait avec sa Cour. Des souterrains communiquaient de Montrouge aux Tuileries. L'on y entassait à

Ce qu'était Montrouge au dire des feuilles libérales et ce qu'il fut en réalité.

(1) Il fut avéré dans le temps que l'assassin du père de Brosse se trouvait à une table de cabaret, devisant avec d'autres ouvriers de la guerre d'Espagne, dont on prétendait que les disciples de l'Institut étaient les moteurs. Au moment où le père de Brosse passa dans la rue, un des hôtes de l'estaminet s'écria: « Tiens, en voilà un de ces calotins! » Le meurtrier à ces mots saisit son arme et se précipite sur le Jésuite.

pleins coffres l'or et l'argent de la France. L'on y érigeait la corruption en principe; l'on y fabriquait des armes pour les Turcs en guerre avec les Hellènes; l'on y faisait comparaître à la barre les ministres et les députés fidèles, qu'on censurait ou qu'on récompensait; l'on y destituait sans merci les fonctionnaires dont la Foi était chancelante. C'est là que s'élaboraient les lois de l'indemnité, de la réduction des rentes, du sacrilège, du droit d'aînesse, de la presse et des communautés religieuses; là qu'on asservissait le Clergé, et que, par des intrigues habilement ourdies, on semait la division parmi les Evêques, afin de les régenter tous; là qu'on forçait les nouveaux chevaliers des Ordres du Roi à venir attacher à leur cordon bleu le scapulaire imposé par les Jésuites, là qu'on prêchait la morale relâchée; là qu'on enseignait publiquement le régicide. Devant ces inculpations, les Conventionnels de 1793 et les héritiers de la Révolution se sentaient saisis au cœur d'une tendre pitié pour les Rois. Montrouge était un mot cabalistique qui frappait d'épouvante les démagogues les plus farouches. Ils gravaient le plan fantastique de cette citadelle sur les tabatières et dans les bonbonnières; ils surexcitaient les colères et la terreur jusqu'à la démence. Cette démence eut quelque chose de si réel, que le Père Gury, supérieur du Noviciat, reçut un cartel où un insensé lui proposait de se battre à mort avec lui à l'épée ou au pistolet.

Sous le feu roulant de ces exagérations, Montrouge acquit une célébrité qui remplit le monde entier. Les étrangers accouraient pour voir ce lieu fameux. Après l'avoir parcouru, ils restaient stupéfaits de l'impudence des feuilles libérales, plus stupéfaits encore de la simplicité de leurs dupes. Mais cet étonnement n'allait pas au delà d'un cercle particulier : la renommée de Montrouge n'y perdait donc rien. Des écrits de toute nature, suppliques de recommandation, lettres de menaces², affluaient à cette

(1) Nous étudions la Compagnie de Jésus sur pièces officielles, et nous n'y découvrons aucun vestige de ces intrigues. Cependant une lettre du père Fortis, Général de l'Ordre, semblerait faire allusion à des faits de cette nature. Le 17 janvier 1824, il écrivait au père Godinet, en lui apprenant sa nomination de Provincial : « On se plaint à moi de ce que plusieurs des nôtres à Paris se répandent trop au dehors et se mêlent d'affaires qui ne nous regardent pas. On a même dit que l'Archevêque de Paris n'était pas content de nous, parce qu'il s' imagine que la Compagnie favorise et soutient les prétentions du Grand-Aumônier contre les siennes. S'il en est ainsi, c'est un très-mauvais service que ces Pères rendent à l'Institut. Il est du devoir de Votre Révérence de préparer et d'appliquer sur-le-champ un remède ferme et efficace à un si grand mal. » Avec une lettre du père Richardot engageant le père de MacCarthy à ne pas s'occuper des affaires ecclésiastiques du diocèse de Strasbourg, c'est la seule trace que nous puissions trouver de ce réseau de manœuvres qui enveloppait, disait-on, toute l'Eglise de France; encore cette trace est-elle plutôt un avertissement ou une précaution qu'une réalité.

(2) Nous croyons devoir ne citer qu'une seule de ses lettres. Son contenu fera juger des autres. Elle est datée et timbrée de Limoges. On y lit :

maison. Ses habitants restaient en dehors des bruits du monde, ne sachant peut-être pas ou déplorant dans la sérénité de leur conscience les misérables outrages qu'on jetait à la tête du peuple français. Lainé, Montlosier, Portalis, Dupin poursuivaient dans l'Institut de Loyola une pensée hostile à leur ardeur janséniste ou à leur ambition parlementaire. Il se présenta sous leur drapeau des alliés dont ils durent souvent rougir en secret, mais qu'en public il fallut subir avec reconnaissance.

L'un de ces auxiliaires se nommait Martial Marcet de La Roche-Arnaud. Il avait passé quelques années à Montrouge, vivant de la vie de Jésuite et se disposant à le devenir. Il renonça à cette carrière, et, lancé dans le tourbillon de Paris, il s'imagina qu'il n'avait qu'à calomnier ses anciens maîtres pour se placer au niveau des gloires constitutionnelles. Nous ne savons quel honteux traité intervint entre ce jeune homme et les chefs du parti. L'histoire, par bonheur, n'est pas condamnée à fouiller dans cette fange; mais tout à coup apparut un ouvrage sous ce titre : *Les Jésuites modernes, pour faire suite au Mémoire de M. le comte de Montlosier*.

Martial Marcet franchissait du premier pas les bornes du possible; et à cette génération de 1826, si fière de sa force d'esprit, si glorieuse de ses lumières, il infligeait le plus humiliant des opprobres intellectuels. Cet homme peignait les Jésuites vivants; quelle que soit notre répu gnance à citer de pareils écrits, il faut bien enfin donner satisfaction à la raison publique outragée. L'apostat de Montrouge, réchauffé dans le sein du Libéralisme, faisait ainsi le portrait du Père Gury.

« Sa volonté, un seul regard même peuvent mouvoir mille bras armés de poignards pour assassiner les princes et détruire les empires. Depuis dix ans les provinces se remplissent de ses esclaves redoutables, et tous les jours de plus terribles encore sortent de ses mains... Dans un appartement obscur de Montrouge, tous les huit jours, à l'entrée de la nuit, les Novices se rendent, à la suite du Père Gury, au pied des statues d'Ignace et de François-Xavier, pour entendre les mystères de la Société. Là chaque Novice est obligé de dénoncer

« Tremblez, satellites de Loyola, votre dernière heure va sonner. Vile canaille, infâmes corrupteurs de la jeunesse, monstres de perfidie, tremblez. La France vous regarde comme l'ennemi du genre humain. Tartufes, scélérats, le colosse de votre puissance va s'écrouler, et il vous écrasera sous ses ruines. Race maudite, ennemis de la patrie, vous pérez chargés de vos crimes, votre nom sera en exécution à tous les peuples futurs.... 40 mille défenseurs de nos libertés ont juré votre perte..... encore quarante jours, et Montrouge n'est plus.

» Geoffroy, ami de la Constitution;
» Houvillier, ami de la liberté;
» Mironbel, ami de l'égalité;
» Gardeau, ami de la République;
» Sournilly, ennemi des traitres. »

Marti
Marcet
de la
Roche-
Arnaud
comp
ses pat
phlet.

toutes les fautes et les discours de ses confrères ; chaque Novice , à genoux , est obligé de déclarer ses goûts , ses penchans , ses défauts , son caractère et ses dispositions à l'égard de la Compagnie. Ils jurent tous d'immoler leur volonté propre , de n'épargner rien pour exterminer la race des méchants et d'abattre aux pieds de leur Père Ignace toutes les couronnes de l'univers. Ils vont , à la suite de leur Père maître , fouler aux pieds les vanités du monde , représentées par un roi revêtu de ses ornemens royaux , environné de sceptres brisés , de couronnes fracassées et de débris de trône. Tout autour on voit les nations du monde chargées de chaînes , figurées par trois animaux , le taureau , le lion et l'aigle , et par un génie sublime qui représente en particulier les nations de l'Europe.

» ... On remplit de haine pour le monde tous ces jeunes cœurs déjà pervertis par le barbare fanatisme. On dit même , et je ne l'écris qu'avec effroi , que le Vendredi-Saint , après la cérémonie de la Passion de Jésus-Christ , tous les Novices vont frapper d'un coup de poignard la statue de Ganganeli , qu'ils croient enchaîné par des liens de feu dans les enfers ; celles d'un roi de France et de son ministre Choiseul , et encore celles de Pombal et de son Roi faible qui laisse opprimer la Société.

» Voulez-vous une idée de la puissance du Père Gury sur ces pauvres Novices ? lisez l'histoire du Vieux de la Montaigne ; encore trouverez-vous peut-être que ce Vieux de la Montaigne avait de la modération. A l'aspect du tyran de Montrouge , tout tremble ; il parle , et tout se tait. Son air prophétique , ses regards menaçans , ses paroles mystérieuses , son ton tranchant et impérieux exaltent les esprits de ses Novices , au point qu'ils tenteraient de réduire en cendres tout l'univers pour avoir le mérite d'une rare obéissance. »

Les Jésuites dédaignèrent de répondre à cet assemblage de monstruosités. Leurs élèves , les amis de la vérité et surtout de la dignité nationale protestèrent avec énergie. Les publicistes catholiques essayèrent de rappeler l'opposition au respect qu'elle se devait à elle-même. L'opposition avait le vent en poupe. Les princes s'effrayaient de ses clameurs , les ministres et les magistrats ne les réprimaient qu'en se laissant forcer la main. Les Royalistes se divisaient comme toujours , car leur salut ne vient jamais d'eux. En face de cet assaut sans trêve ni merci , qui sera un des phénomènes dont la postérité ne pourra jamais se rendre compte , une fraction d'hommes monarchiques dévoit les Jésuites à la dent des journaux. On sacrifiait l'Institut pour sauver le reste , comme si , dans la question , les Jésuites étaient autre chose que le nom de guerre offert aux ennemis de la royauté. Personne ne conçut ce soupçon. Charles X était devenu pour une heure l'objet des hommages intéressés du

Libéralisme. Le Souverain avait reculé une fois , on espérait l'entraîner à d'autres concessions. On jeta quelques fleurs sur son passage dans le même moment qu'on exaltait jusqu'au délire l'opinion contre les Jésuites. Alors le *Constitutionnel* du 26 octobre 1826 osa dire de Martial Marceet , son correspondant , dont il vantait la véracité et le courage :

« Nous avons bien prévu que le livre de M. l'abbé de La Roche-Arnauld exciterait les fureurs de la faction qu'il a dévoilée. A la vérité , il arrache le masque d'une main vigoureuse : son indignation ressemble quelquefois à la colère ; un peu plus de modération aurait peut-être plus de force. Il semble en convenir lui-même dans la lettre qu'il nous adresse aujourd'hui ; mais la manière dont il se justifie ajoute peut-être à l'importance de ses révélations. Au reste , quoi qu'on puisse penser de la forme de son livre , le fond n'en est pas moins extrêmement curieux , les faits qu'il rapporte , et qu'il défie ses adversaires de démentir , ne sont pas moins de nature à produire la plus profonde sensation ¹. »

Après de pareilles turpitudes , il n'y avait plus qu'à arrêter la presse dans ses débordemens ou qu'à mourir de honte sous ses coups. Les Bourbons et le ministère Villèle acceptèrent les fourches caudines qu'elle dressait devant eux. Le cabinet auquel le vicomte de Martignac prête son nom acquitta le legs que ses prédécesseurs lui avaient imposé.

Dans ce combat , dont les esprits prévoyants ne se déguisaient pas les conséquences , les écrivains indépendans ne s'abandonnèrent pas au moment même où tout les abandonnait. Il y avait prostration de la force royale , épuisement chez les gouvernans. On craignait de froisser les préjugés dont la source était connue , on essayait d'attermoyer avec les difficultés que tant d'impéritie avaient créées ; il se rencontra des hommes

La presse monarchique en présence de cette conspiration.

(1) Vingt années après , Martial Marceet s'est repenti du crime contre le bon sens que le Libéralisme lui avait inspiré ; et , le 27 avril 1848 , il a publié spontanément une rétractation dans laquelle on trouve des aveux et des remords que l'histoire doit enregistrer : « Je déclare que je désavoue entièrement et de bonne foi tous les écrits que j'ai publiés contre les Jésuites en 1827 , 1828 , 1829 , non point comme n'étant pas de moi , mais comme les fruits honteux d'une vengeance pleine d'imposture ; et , comme tels , je les livre , ainsi que des long-temps je les ai livrés , au blâme ou plutôt à l'oubli de tous. »

» Je déclare sans détour , et c'est bien volontiers que je l'avoue pour ne pas laisser même quelques doutes à cet égard , que ce fut l'esprit de parti qui me mêla dans ce déchaînement dont les Jésuites furent les victimes , mais dicta les extravagantes horreurs que je débitai au public , et que ce fut à cette honteuse condition de multiplier les plus incroyables faussetés que je dus ce succès populaire d'un jour dont jouissaient alors ces déplorables productions.

» Je déclare le plus hautement possible , très-sincèrement honteux d'avoir été capable de le faire , que c'est avec aussi peu d'honnêteté que de vérité qu'à peine sorti de l'Ordre des Jésuites , où tous les soins de l'amitié m'avaient été prodigués , je les ai acablés d'injures de gaieté de cœur , sans raison , sans respect , par des personnalités tellement indignes qu'en pensant bien que je ne comprends pas comment un peuple honnête a pu seulement les tolérer , et comment un gouvernement sage et fort ne les a pas sévèrement punies. »

qui s'exposèrent intrépidement au choc. Dans ce duel suprême, ils jouaient plus que leur vie. Bonald, Bellemare, Picot, Saint-Chamans, Laurentie, Martainville ne redoutèrent pas d'affronter les sarcasmes que le Libéralisme tenait en réserve. La *Gazette de France* elle-même monta sur la brèche; par une discussion où l'esprit rehaussait la logique elle défendit les Jésuites ¹.

(1) La *Gazette de France*, qui dans ce temps-là voulait des Jésuites, publia, le 24 mai 1828, un article où se trouvent les fragments qu'on va lire :

« Enfin votre sentence est portée; vous ne voulez point de Jésuites. Expliquons-nous là-dessus : il peut y avoir premièrement des hommes dispersés dans le monde qui observent isolément la règle de saint Ignace. Est-ce à ceux-là que vous en voulez? S'il est ainsi, que faites-vous de la liberté civile et de la liberté de conscience? Il peut y avoir secondement des hommes qui aient fait société pour vivre ensemble dans une maison qui leur appartient, des hommes à qui la vie cénobitique convienne, et qui préfèrent peut-être la règle de saint Ignace à toutes les autres; des hommes à qui il plaise de se vêtir du même habit, de prendre leurs repas à la même table, de faire abstinence aux mêmes jours, de se lever à la même heure pour faire à Dieu les mêmes prières? Est-ce à ceux-là que vous en voulez? S'il est ainsi, que reprétez-vous? la règle de vie? Qu'est-ce alors que la liberté civile? la règle des prières? Qu'est-ce alors que la liberté de conscience? Il peut y avoir troisièmement quelques hommes qui aient fait aussi de certains vœux religieux, ceux de saint Ignace, par exemple, et qui aient d'ailleurs consacré leur vie à l'éducation de la jeunesse. Est-ce à ceux-là que vous en voulez? S'il est ainsi, prenez garde : ou ces hommes enseignent dans les collèges qui vous sont soumis, et, dans ce cas, à qui la faute, si c'est une faute? ou ces hommes enseignent dans les établissements soumis à la juridiction exclusive des Evêques, et, dans ce cas, de quoi vous occupez-vous? Zélés protecteurs des maximes et des libertés de notre Eglise de France, n'oubliez-vous que les franchises de l'Episcopat? ou bien enfin ces hommes instruisent des fils de famille au sein de la famille même qui les leur confie, et, dans ce cas, où prenez-vous le droit de vous enquerir des règles qu'ils suivent et des prières qu'ils font? Vous prétendez, je crois, que tout soit libre dans votre pays, n'y aura-t-il précisément que l'éducation de famille qui ne le soit pas? Il peut y avoir enfin d'autres hommes qui, ayant formé une Société religieuse, prétendent vous obliger à la reconnaître, à la favoriser, à lui imprimer un caractère public et civil, qui, non contents de s'unir quand il leur plait et d'être protégés individuellement dans cette union, exigent que leur union même soit protégée, qu'elle ait une existence légale, des droits à part, des privilèges avoués : si c'est à ceux-là que vous en voulez, que ne parliez-vous? Cette affaire-ci est une autre affaire. Puisque ces hommes sollicitent vos grâces, permis à vous de les refuser. Puisqu'ils vous demandent d'approuver leur Société, permis à vous de leur nier votre approbation. La différence est grande entre laisser faire et faire soi-même. La loi peut être obligée de tolérer des choses qu'elle ne peut pas être obligée d'autoriser. — Je conclus de là que, s'il y a des Jésuites épars en France, dussiez-vous en sécher de dépit, il faut le souffrir; que, s'il y en a qui se soient réunis pour vivre ensemble et qui ne vous demandent rien, il faut le souffrir; que, s'il y en a qui enseignent la Religion et les lettres dans les lieux dont l'accès est interdit aux inquisitions de l'Université, il faut encore le souffrir; que, s'il y en a qui voulaient vous contraindre à les reconnaître comme Ordre religieux et comme corps collectif, vous seriez les maîtres de les repousser, même sans motifs et sans examen. Pour les premiers, cela va sans dire; on n'est comptable envers la loi que de ce qu'on fait, quoiqu'elle l'ait défendu, ou de ce qu'on ne fait pas, quoiqu'elle l'ait ordonné. Or, je ne sache aucune loi qui défende de promettre à Dieu de le prier et de le servir suivant les Constitutions religieuses que vous n'aimez pas, bien que ce soit aussi des Constitutions.

« Vous me dites : Mais des arrêts et même des édits les ont expulsés du royaume! — Oui, l'Institut des Jésuites, l'Ordre religieux des Jésuites; mais ce n'est pas de cela qu'il est question. On sait bien, et je l'ai dit moi-même plus haut, qu'indépendamment de ces édits et de ces arrêts, une loi serait nécessaire pour fonder de nouveau cet établissement religieux. Mais le domicile, le domicile

Au milieu de cette guerre, dont, avec le caractère des Ministres, les résultats étaient prévus, les Evêques vinrent à leur tour protester en faveur de la liberté religieuse et du droit des pères de famille. Cette protestation se rattache d'une manière si intime aux annales de la Société de Jésus, qu'elle a nécessairement ici sa place avec les ordonnances du 46 juin 1828.

commun, le domicile considéré par rapport à de simples individus qui l'occupent sans affecter d'autres titres et sans prétendre à d'autres avantages que ceux qui appartiennent à tous les sujets du Roi, que font à cela vos édits? que font-ils surtout maintenant avec les lois que la Révolution nous a imposées et l'Etat politique que la Restauration a fondé? La Révolution, plus libérale de proscription que M. de Choiseul et les Parlements, a remplacé l'abolition particulière de l'Ordre des Jésuites par l'abolition générale de tous les Ordres religieux; mais en même temps, plus conséquente peut-être et plus équitable au moins à ce point, elle a rendu aux Religieux de tous les Ordres abolis la plénitude de leurs droits civils. La Révolution et surtout la Restauration ont effacé jusqu'aux dernières traces des interdictions civiles et politiques qui s'attachaient autrefois à de certains vœux religieux; et elles y étaient condamnées à peine de scandale et d'absurdité. Car, si le Juif fait tout ce qu'il veut, quoique Juif, si le Protestant fait tout ce qu'il veut, quoique Protestant, à plus forte raison le Catholique, fût-il Religieux, à plus forte raison l'homme de la Religion de l'Etat, fût-il Dominicain ou Jésuite. Il y avait aussi autrefois des édits contre les Protestants et les Juifs; ils ont disparu : n'est-ce pas ces édits devant les lois qui ont accordé indistinctement à tous les Français la liberté civile, la liberté politique et la liberté de conscience? et vous réclamez courageusement une exception de servitude et de dépendance au privilège d'intolérance et d'interdiction en faveur de ces édits de prédilection qui avaient frappé les Jésuites? Allez! allez, hommes libres, apprenez donc qu'il n'est pas vrai que vous le soyez, si votre égal ne l'est pas.

« Vous dites encore : Mais les Jésuites se soumettent par des serments, des engagements, des promesses à un souverain étranger. — Je ne le crois pas, et cela n'est pas. Mais d'ailleurs de deux choses l'une : ou ces engagements seraient incompatibles avec leurs devoirs envers leur souverain naturel, ou bien ils ne le seraient pas. S'ils ne l'étaient pas, qu'aurez-vous à dire? S'ils l'étaient, qu'aurez-vous à faire? Voudriez-vous en conclure que celui qui aurait contracté cet engagement aurait perdu la qualité de Français? Quand je l'accorderais, malgré toutes difficultés qui viennent de l'article 47 du Code civil, qu'y gagneriez-vous? Cet homme serait étranger : prétendriez-vous donc interdire aux étrangers la faculté d'avoir en France des habitations communes? Déchireriez-vous l'article 44 de votre Code civil? Humiliez-vous votre haine au point de les expulser comme étrangers, n'osant et ne pouvant les expulser comme Jésuites?... Songez-y... et puis, je reviens au serment : où est-il et que contient-il? — Vous dites aussi : Leur ambition est extrême. — Quelle pitié! de quel siècle nous parlez-vous, s'il vous plaît? l'ambition des Moines avec des journaux, des élections et des chambres? l'ambition des Moines avec l'esprit de ce temps! l'ambition! puisant motif, en effet, pour empêcher les gens de vivre paisiblement chez eux et d'y prier Dieu comme il leur convient! Cette passion-là est aujourd'hui si faible et si rare! si peu de gens en sont possédés! les ennemis des Jésuites surtout en ont si parfaitement purgé leur âme simple et modeste!

« Vous n'en voulez point! Cela est bien superbe et bien absolu. Mais, si les pères de famille en veulent, eux qui sont quelque peu intéressés, je pense, à cette question, sera-ce au nom de la liberté que vous les contraindrez à y renoncer? Vous n'en voulez point! et si les Evêques en veulent, eux, ou pour desservir leurs églises, ou pour diriger les écoles qui sont sous leur dépendance, sera-ce au nom des franchises de l'Eglise gallicane et par respect pour les droits de l'Episcopat que vous leur résisterez? Vous n'en voulez point! et si l'on vous montre l'instituteur protestant, juif, mahométan, que vous approuvez et encouragez, sera-ce au nom de la tolérance et de l'égalité constitutionnelle que vous repousserez et que vous proscrirez l'instituteur catholique qui sera Jésuite? Oh! que nous sommes libres, et que votre impartialité m'édifie! »

Le ministre Villèle. Eloigner les Jésuites de tous les établissements d'instruction publique n'était qu'un fait très-vulgaire ; il montrait le Libéralisme tuant la liberté et se faisant une arme de ses calomnies pour rendre le plus magnifique témoignage au prodigieux pouvoir de l'absurde. On essaya de tenter une chose moins commune : on voulut renverser les Jésuites par le Roi très-chrétien, par ses conseillers et par les évêques de France. Le comte de Villèle avait sacrifié les intérêts moraux du pays au développement des intérêts matériels et de l'agiotage. La juiverie commençait, sous la protection de ce Ministre, l'apprentissage de son règne usuraire ; ce Ministre tomba devant une nouvelle Chambre que lui-même avait inconsidérément évoquée. La Royauté avait perdu son dernier prestige ; on disait que Charles X s'était fait Jésuite, et que, par ses vœux, il devait une obéissance aveugle au Général de la Compagnie. Le gouvernement, battu en brèche par la Révolution, qu'il n'osait maîtriser, harcelé par les Royalistes, dont il ne satisfaisait aucun des besoins légitimes et peut-être aussi aucune des ambitions passionnées, était menacé dans son existence. Après six ans de prospérité, il se trouvait épuisé d'inaction ; il mourait, parce qu'il n'avait pas su vivre et qu'il avait laissé grandir les questions religieuses en dehors de lui. Le choc du Libéralisme avait spécialement porté sur les Jésuites. On personnifiait dans l'Institut de saint Ignace la Papauté, l'Episcopat, le Sacerdoce et les Catholiques ; on était Jésuite par cela seulement qu'on répugnait à marcher sous le drapeau de la Révolution. Il fallait en finir avec les difficultés accumulées autour du trône ; Louis Lambruschini, nouveau Nonce du Saint-Siège à Paris, essaya d'arracher le pouvoir à sa somnolence. Homme d'énergie et de conciliation, Lambruschini était depuis longtemps rompu aux affaires. Théologien et diplomate, il savait résister et céder à propos ; c'était la politique romaine dans toutes les traditions de sa courageuse patience, opposée aux précipitations irréfléchies du caractère français. Lambruschini s'effrayait peu des tumultes constitutionnels dont il était témoin ; il en connaissait la source, et il savait le moyen de la tarir. Il le proposa au baron de Damas, ministre des affaires étrangères.

Il n'était plus possible de nier que la cause des Jésuites devenait la cause de la Religion et de la Monarchie ; on attaquait les principes sociaux sous le nom de la Compagnie ; Lambruschini conseilla de porter aux deux Chambres un projet de loi qui assurerait aux enfants de saint Ignace leur droit d'existence et celui de se former en corporation. Le résultat de cette tentative n'eût pas été douteux. Les Députés auraient adopté le projet, et les Pairs, qui cherchaient à se rendre populaires aux dépens du Roi, se seraient contentés d'une opposition toute prête à

se laisser désarmer. Ce fut sur ces entrefaites que le comte de Villèle prit le dangereux parti d'en appeler aux élections générales. Il se trompa dans ses calculs ainsi que dans ses espérances, et sa chute amena celle du trône.

La plupart des hommes qui arrivaient aux affaires après lui étaient dévoués à la monarchie ; mais, venus dans des circonstances difficiles et désirant à tout prix plaire à la Révolution, ils partirent du faux principe des concessions pour rétablir le calme dans les idées. Les chefs du Libéralisme profitèrent adroitement de cette disposition. Ils firent espérer leur concours au ministère Martignac si les Jésuites étaient sacrifiés. Le ministère s'engagea à vaincre les répugnances de Charles X en lui exagérant les périls de la situation, et il contracta une alliance coupable. Lambruschini suivait avec anxiété la marche des esprits ; il voyait le gouvernement, dominé par son besoin de popularité, pousser le trône vers l'abîme : il crut de son devoir de prémunir le Monarque contre les embûches tendues à sa candide honnêteté. La conscience royale était inquiète. Les paroles de Lambruschini portaient la conviction dans son âme ; mais, toujours incertain, toujours ébranlé, Charles X ne savait à quel parti s'arrêter. Il fit enfin ce que font tous les princes timides, il consulta des hommes plus timides que lui. Il réunit secrètement Frayssinous, évêque d'Hermopolis, Charles Brault, archevêque d'Alby, et Jean de Cheverus, archevêque de Bordeaux. Ces trois Prélats, dont les talents ne faisaient pas plus doute que les vertus, donnèrent au Roi une réponse conforme à leur caractère. Ils déclarèrent que, « si Sa Majesté, par des raisons d'Etat et dans sa haute sagesse, regardait les mesures proposées par le ministère comme indispensables à la conservation de la tranquillité publique, le Roi pouvait les adopter sans offenser sa conscience. »

Cette décision, faite pour lever les derniers scrupules de Charles X, abandonnait les Jésuites aux coups du Libéralisme. Sous un roi très-chrétien, trois prélats hésitaient à dire à un fils de saint Louis ce que le savant abbé Emery, restaurateur de la Congrégation de Saint-Sulpice, écrivait au cardinal Fesch pour être mis sous les yeux de Bonaparte : « Très-sérieusement je pense, mandait Emery à Fesch le 28 octobre 1803, et je suis convaincu que vous ne pourriez rendre un plus grand service à l'Eglise et au Saint-Siège que de procurer le rétablissement de cette Société. Si elle avait des défauts, elle doit en être bien corrigée. Je sens que le moment peut n'être point encore venu où le premier Consul pourrait rétablir l'Ordre en France ; mais il peut ne point s'opposer à ce qu'on l'établisse ailleurs. Aucune Société n'est plus favorable aux gouvernements, et c'est la plus puissante digne qu'ils puissent opposer au torrent de l'impiété. Si le gouvernement présent

Le Ministre Villèle s'engage à persécuter les Jésuites.

Décision que formulent trois Evêques.

Le Nonce apostolique Louis Lambruschini conseilla de présenter une loi pour donner une existence légale à la Compagnie.

est stable en France, certainement cela n'est dû qu'aux talents éminents et à la fermeté du premier Consul ; mais tout état où régnera l'impunité sera nécessairement sujet à des secousses et à des révolutions continuelles. »

Commiss-
sion
d'enquê-
te sur les
Écoles
ecclésiasti-
ques.

L'on sentait que le sceptre vacillait dans la main des Bourbons ; Charles X, comme Louis XVIII, se faisait une loi de courtiser ses ennemis. Il les flattait afin d'en être aimé ; le Monarque s'appuya sur la condescendance des trois Evêques. La ruine des Jésuites et l'anéantissement des espérances catholiques étaient en germe dans les mesures prévues. Le 20 janvier 1828, une commission fut nommée pour faire une enquête sur les écoles ecclésiastiques. Elle se composa de MM. de Quélen, archevêque de Paris, Feutrier, évêque de Beauvais, Lainé, Mounier, Séguier, de la Bourdonnais, Dupin, Alexis de Noailles et Courville, membre du conseil de l'Université.

Elle
déclare
qu'il est
inconsti-
tution-
nel de
descen-
dre dans
les con-
sciences.

Dans des intentions louables sans doute, mais qui n'atteignirent point le but qu'elles se proposaient, l'Evêque d'Hermopolis avait essayé de conjurer la tempête en accusant le jeune Clergé d'un zèle qui n'était pas toujours selon la science. Ses paroles furent accueillies à la Chambre des députés avec des cris de joie. La majorité de la commission ne voulut pas, à l'exemple du ministère Villèle, descendre au fond des consciences. Elle déclara que les Prêtres auxquels les Evêques, conformément à l'ordonnance réglementaire du 5 octobre 1814, avaient confié la direction et l'enseignement de leurs petits Séminaires, étaient choisis par eux, soumis, comme tous les autres Prêtres de chaque Diocèse, à leur autorité et juridiction spirituelles et à leur administration temporelle. Ce n'était donc pas à une corporation, mais à des individus révocables à la volonté des Evêques, que la direction des écoles se voyait confiée.

Les
petits
Séminai-
res et
l'Univer-
sité.

L'Université de France n'existait qu'en vertu d'un décret impérial du 17 mars 1808 ; une ordonnance royale constituait les petits Séminaires. L'Empereur désirait que les enfants appartenissent à l'Etat, qu'ils fussent moulés à l'image de l'Etat. Louis XVIII, à la demande de l'Episcopat français, avait dérogé à cet insultant monopole ; il accorda quelques droits aux pères de famille et un peu de liberté aux Evêques. Selon Fourcroy, le père de l'Université impériale, cette Université est une administration qui dépense, c'est-à-dire une caisse qui, pour se remplir, prélève la dime dans les champs qu'elle n'a pas cultivés, rançonne les cités, les parents et les instituteurs. Les Bourbons l'avaient acceptée ; mais, dans la pensée de limiter ses impiétés, ils avaient concédé aux Evêques le privilège d'établir des petits Séminaires en dehors de sa juridiction. Les Jésuites n'en possédaient que huit. L'éducation qu'ils y donnaient éveilla les jalouses susceptibilités d'une agrégation d'inté-

rêts se prétendant l'Etat enseignant. L'Université se révoltait à l'idée d'être primée par des établissements rivaux ou de se trouver dans l'obligation de forcer au travail ses professeurs, afin de ne point être vaincue. Elle s'imagina qu'elle ne pourrait soutenir la concurrence, et, au lieu de jouter à armes égales, elle se retrancha derrière l'arbitraire que la corruption appelait à son secours.

La minorité de la Commission du 20 janvier 1828 discutait les Jésuites ; la majorité, plus constitutionnelle, ne voyait que ce que la loi l'autorisait à voir. Le Libéralisme de cette époque y avait quatre représentants. Ces hommes, qui exigeaient à grands cris la Charte, toute la Charte, rien que la Charte, refusaient aux autres la liberté qu'elle consacrait. La majorité avait décidé « qu'il n'est permis à personne de scruter le for intérieur de chacun pour rechercher les motifs de sa conduite religieuse, des règles et des pratiques auxquelles il se soumet, du moment que ces pratiques et cette conduite ne se manifestent par aucun signe extérieur et contraire à l'ordre et aux lois ; qu'autrement ce serait se permettre une inquisition et une persécution que nos institutions réprouvent. » Lainé, Séguier, Dupin et Mounier n'en jugèrent pas ainsi ¹.

(1) Dans une note manuscrite du vicomte Alexis de Noailles, membre de cette commission, nous trouvons le récit des débats intérieurs et des espérances secrètes qui animaient la minorité. Les Universitaires furent abandonnés par un membre de l'Université au moment où ils allaient sacrifier les Pères de la Société de Jésus. On lit dans cette note :

« On peut dire de la commission des petits Séminaires qu'elle a donné lieu à une nouvelle journée des Dupes.

« C'est monseigneur l'Archevêque qui a été le plus habile ; dès le commencement, il avait eu soin de compter toutes les chances de succès et de se bien assurer qu'on ne le choisissait pas pour tirer les marrons du feu ; ce furent ses expressions.

« Il ne voulut s'embarquer dans cette affaire qu'après avoir assuré sa position, exigé des promesses formelles, et fait répéter, pour que la chose fût bien entendue, que la décision à intervenir ne tournerait pas en mystification.

« Le Roi et M. Portalis, garde des sceaux, finirent par lever toutes les difficultés à force d'assurances et de promesses. Chose assez remarquable, il ne cacha ni à l'un ni à l'autre quelle était sa manière de voir sur le fond de la question : ce qui l'empêcha pas M. le garde des sceaux de venir de jour en jour pressant au nom du Roi et au sien.

« Les quatre dissidents croyaient leur coup assuré contre les Jésuites. Aussi, jusqu'à la dernière séance, parurent-ils faciles et coulants sur tous les points secondaires ; ils accordaient à pleines mains pour améliorer le régime des petits Séminaires et pour fournir aux Evêques tous les moyens imaginables de se passer des Jésuites. C'était exactement l'affaire de la tubercule et du seau ; pour avoir leur séné, ils prodiguaient la rhubarbe.

« Jusqu'au dénouement, ils demeurèrent convaincus que c'en était fait des Jésuites. Quel coup de théâtre et quel mécompte quand ce dernier point se présenta tout rédigé pour la signature :

« Il appartient exclusivement aux Evêques de faire diriger les petits Séminaires par les Prêtres dans lesquels ils trouvent les capacités requises. Ils sont juges des qualités qui peuvent régler et déterminer leur confiance. Les motifs naturels de cette confiance résultent suffisamment de ce que lesdits Prêtres sont soumis à la juridiction spirituelle et à l'administration temporelle des Evêques, de ce qu'ils sont éligibles et révocables à volonté, etc.

« La qualité de Prêtre vivant selon la règle de saint Ignace, de saint Benoît ou de saint Bernard, ne fait point obstacle à ce que les Evêques puissent les choisir, sous leur responsabilité, pour enseigner et être employés dans leurs

La min-
rité et
majori-
rité.

Rapport
de la
Commission.

Le rapport, à la date du 28 mai 1828, contenait néanmoins plus d'une trace de faiblesse. L'Université ne cessait de réclamer contre l'admission dans les petits Séminaires d'un certain nombre d'élèves qui ne se destinaient pas au Sacerdoce. Les plaintes formulées par le monopole universitaire avaient été écoutées; mais dix-neuf jours après, le ministère, tenant et au delà l'engagement pris avec la Révolution, publiait les ordonnances du 16 juin.

La première, contresignée par le comte Portalis, ministre de la justice, statuait qu'à partir du 1^{er} octobre, les maisons d'éducation dirigées par les Jésuites seraient soumises au régime de l'Université, et que dorénavant nul ne pourrait enseigner s'il n'affirmait par écrit n'appartenir à aucune congrégation non légalement établie en France. C'était ressusciter en pleine Charte les billets de confession et les déclarations de civisme, commander l'hypocrisie et tuer la liberté de conscience. *Le Globe*, dans un article signé par M. Dubois, aujourd'hui député de la Loire-Inférieure et membre du conseil de l'Université, le sentit si bien que, deux jours avant la publication de ces firmans, il ne craignait pas de dire :

» Quant aux Jésuites considérés comme individus, ainsi s'exprime le journal de MM. Duchâtel, Guizot, de Rémusat et Cousin, nous l'avons mille fois prouvé, et même on ne nous le conteste plus, ils sont libres de leur croyance; aucune puissance humaine ne peut désormais les atteindre. Considérés comme Congrégation religieuse, ils sont libres encore, pourvu qu'ils ne réclament point les bénéfices des corporations, bénéfices qui ne peuvent être concédés que par une loi. Considérés comme professeurs de mauvaises doctrines, comme affiliés à un Souverain étranger, il faut, pour les poursuivre, des délits et non pas des délits anciens; il faut une enquête, un procès nouveau où la preuve des délits soit administrée, les individus personnellement coupables cités, etc. Tout l'attrail des arrêts parlementaires n'est rien ici; il n'y a plus identité de personnes, et, quant à l'identité de doctrines, elle est niable. Il faut de nouveau mettre les doctrines en cause, et, pourvu qu'il

petits Séminaires à tels titres qu'ils jugent convenables. » Voilà le sens exact et à peu près les termes de la décision. Elle est tellement combinée qu'on la croit à l'abri de toute attaque raisonnable devant les Chambres législatives, comme devant tous les tribunaux et tous les Conseils d'Etat où elle serait examinée.

Si la commission a reconnu quelques autres points fondés en droit ou en raison, ils ne sont que des points de nature à gêner la conscience et à troubler le repos des Jésuites.

Quand le résultat s'est présenté à la signature, les dissidents sont devenus furieux. Ils bondissaient de surprise comme des gens pris pour dupes. La commission a clos ses séances au milieu des menaces et des protestations de la minorité. Il est clair que cette minorité se croyait sûre d'une voix qui lui a manqué au dénouement et qui a fait son mécompte.

Monseigneur l'Archevêque paraît sûr que la décision (tendra. M. de Courville s'est honoré à jamais par sa droiture et son désintéressement. Plus tard il recueillera le fruit de sa conduite et de son courage. Ainsi parle monseigneur l'Archevêque.

n'y ait pas provocation directe à la révolte, à la destruction de l'ordre établi ou atteinte aux mœurs, les doctrines des Jésuites ne peuvent pas plus être condamnées que les systèmes d'Helvétius et de Spinosa, de Cabanis et des physiologistes modernes, du Socinien et du Déiste pur. »

L'Evêque d'Hermopolis, refusant de s'associer aux mesures que le ministère se proposait de prendre, avait abdiqué le pouvoir ¹. On lui choisit pour successeur aux affaires ecclésiastiques un homme vertueux, mais d'une bienveillance qui allait jusqu'à l'abandon des droits de l'Episcopat. L'abbé Feutrier, évêque de Beauvais, avait eu plus d'un rapport avec les Jésuites. Il les appelait dans son diocèse, et les enfants de saint Ignace y opéraient un bien que le Prélat constata avec une vive reconnaissance. Il n'en accepta pas moins la succession de Frayssinous, et, tout en évoquant dans son âme les craintes manifestées par son prédécesseur, il se disposa à donner au Libéralisme un gage de sa reconnaissance ambition 2. M. Portalis s'était chargé de sacrifier les Jésuites, M. Feu-

M. Feutrier
ministre
des
affaires
ecclésiastiques.

Les
deux or-
donnan-
ces du
16 juin
1828.

(1) Le vénérable Evêque d'Hermopolis, dans des notes manuscrites qui ont été publiées après sa mort, rend lui-même compte de ses entretiens avec le roi Charles X sur ce grave sujet. Le Monarque avait la main forcée par son Ministère. Prêtre et Prélat, connaissant toute l'étendue de ses devoirs, M. Frayssinous recula devant les exigences de la position telle qu'on la lui faisait, et, en parlant au Roi des ordonnances du 16 juin, il les caractérisa ainsi : « Sire, on ne s'est pas donné le temps de réfléchir; on dirait que les Ministres étaient dans un état d'oppression quand ils ont signé l'ordonnance Portalis, et qu'elle a été arrachée par violence; il semble qu'elle ait été conçue dans un esprit de défiance et de haine contre l'Episcopat et la Religion catholique, tant, dans chacune de ses dispositions, elle est dure, humiliante et pleine, dans son ensemble, de précautions et d'entraves contre les Evêques... Je l'avoue, pour rien au monde, je ne voudrais contresigner une pareille ordonnance; je n'aurais pas le courage de me perdre à jamais dans l'esprit du Clergé et des gens de bien. »

Après avoir soutenu que les Jésuites avaient le droit de vivre en France et de suivre dans leur particulier la règle de saint Ignace, l'éloquent grand-maître de l'Université ajoute : « Sire, ils sont Français comme moi. Ce sont des Prêtres irréprochables qui élèvent très-bien la jeunesse, et ici on peut s'en rapporter à cette multitude de pères de famille de toutes les parties de la France qui, depuis quatorze ans, leur ont confié leurs enfants. Quels sont leurs ennemis acharnés? Ce sont les Protestants, les Jansénistes, les impies, les révolutionnaires, les plus grands ennemis de la Religion catholique et des Bourbons. Ce sera un grand triomphe pour ces derniers en particulier que de voir les Jésuites détruits. »

(2) S'il faut se en rapporter au récit de Frayssinous, l'Evêque de Beauvais, son successeur, aurait longtemps lutté avec sa conscience avant d'accepter la responsabilité de l'ordonnance du 16 juin. « M. l'Evêque de Beauvais, raconte l'ancien Ministre, est effrayé du danger d'encourir un blâme universel; il se trouve dans de cruelles perplexités, fondées, non sur la crainte d'offenser Dieu en contresignant l'ordonnance, mais sur la certitude de se déshonorer aux yeux du Clergé, de beaucoup de gens de bien et des nombreux amis des Jésuites, et de se mettre dans le cas de ne pouvoir être utile ni au Roi ni à l'Eglise. En conséquence, il prend son parti avec courage, s'explique devant le Roi en plein conseil, refuse de contresigner et donne sa démission. »

Ce loyal scrupule doit tenir une place honorable dans la vie de Feutrier. Il refusa d'adhérer à la proscription des Jésuites; le comte Portalis vint à son aide, il offrit de prendre sous sa responsabilité les mesures ecclésiastiques qui répugnaient à deux consciences d'évêque. Il n'y avait qu'une seule ordonnance, on en prépara deux, et c'est par ce subterfuge que l'on fit illusion à l'Evêque de Beauvais.

Tel est le récit de M. Frayssinous. Il pallie, il atténue les torts de M. Feutrier, mais il ne les efface pas aux yeux de l'histoire.

trier immola l'enseignement clérical. Par une seconde ordonnance, il déclara que le nombre des écoles serait limité dans chaque diocèse, que celui des élèves ne dépasserait jamais vingt mille, qu'aucun externe n'y serait admis, et qu'au bout de deux ans chaque élève serait tenu à porter l'habit sacerdotal. D'autres précautions, aussi impolitiques dans la forme qu'illégales pour le fond, furent prises par la même ordonnance. Un Evêque se faisait l'exécuteur de l'Episcopat, et, par une dérision dont il ne comprit pas alors la portée, en échange de la liberté que les lois accordaient, il promit d'enlever aux Chambres douze cent mille francs annuels pour subvenir aux besoins de l'éducation ainsi garrottée.

Joie des
Libé-
raux,
douleur
des Ca-
tholi-
ques.

A la lecture de ces ordonnances, la stupeur des Catholiques égala à peine la joie des Constitutionnels. Les uns frémissaient, les autres éclataient en transports d'allégresse. Tous sentaient, en effet, que la Religion et la Monarchie ne se relèveraient jamais du coup qui les frappait. Les Catholiques répétaient avec enthousiasme les paroles que M. Tanneguy Duchâtel avait fait entendre dans le *Globe* du 17 mai 1828. L'écrivain, qui ne songeait pas à cette époque qu'un jour il pourrait devenir ministre, se présentait comme défenseur de la liberté d'enseignement, et il disait :

« Le principe fondamental des gouvernements représentatifs, tels que celui sous lequel nous sommes destinés à vivre, c'est la liberté de la pensée et de tous ses modes de publication : la prédication religieuse est libre ; aucune autorité n'enchaîne la science ; la discussion politique ne reconnaît d'autres limites que les bornes imposées par le besoin de protéger les droits des citoyens et de maintenir la tranquillité de l'Etat. Pourquoi donc, tandis que partout ailleurs la liberté règne, l'enseignement seul est-il esclave ?

» Supprimez la liberté d'enseigner et placez l'instruction tout entière entre les mains du gouvernement, puis voyez quels vont être les résultats de cette belle organisation. Du côté des maîtres, plus de concurrence, plus d'émulation ni de désir de perfectionnement ; leur sort ne dépend que de l'approbation de leurs supérieurs ; il se décide dans des bureaux : or, on sait à quel degré l'esprit des bureaux est favorable aux améliorations. Quant aux Supérieurs eux-mêmes, aux fonctionnaires chargés de diriger l'enseignement, croit-on, quelque éclairés qu'on les suppose, que leur surveillance présente autant de garanties que l'autorité des parents ?

» Donnez au gouvernement le monopole de l'enseignement, vous attribuerez à une partie de la société le droit de faire triompher ses opinions par la force et d'opprimer les opinions contraires ; vous livrez l'instruction à toutes les chances des vicissitudes politiques : sa fortune, qui ne

devrait dépendre que des progrès de la société, changera avec les majorités et les ministères.

» Affranchir l'enseignement est le seul moyen de lui rendre de la vie et de le relever de l'abaissement où l'a jeté la servitude. »

C'était le principe de la libre concurrence, la conservation des droits de la famille maintenus à côté de ceux de l'Etat. Les Catholiques et les Jésuites n'avaient réclamé que cela. Le Libéralisme triomphant s'appropriait à leur donner des fers en échange de cette faculté si éloquentement définie par M. Duchâtel. On savait les résistances du Roi ; les hommes monarchiques blâmaient hautement le ministère ; les libéraux le provoquaient à persévérer. Les plus sages ou les plus habiles du parti désiraient que l'on s'en tint pour quelque temps à ce premier triomphe ; les exaltés aspiraient à tirer de leur victoire toutes les conséquences. Il importait d'effrayer Charles X et d'apprendre à la France de quels dangers les Jésuites menaçaient son honneur et son repos.

Le 24 juin 1828, Labbey de Pompières s'écria à la tribune : « Des religieux, que les lois du royaume désignent comme ennemis de l'Etat, n'ont-ils pas été rappelés en secret ? n'ont-ils pas été introduits dans tous les offices, élevés aux plus hautes fonctions, non par leur mérite, mais à cause de leur caractère ? Déjà ils siègent dans tous les conseils et les dirigent ; ils sont placés à la tête de l'instruction publique ; ils reconstruisent leurs monastères, couvent le pays de séminaires et de couvents, autorisent des Congrégations, nous replacent sous le joug de Rome. »

Labbey
de Pom-
pières à
la tribu-
ne de la
Chambre
des
députés.

En présence des événements, cette audace était une pompeuse niaiserie ; la Révolution cependant l'accueillit comme une démonstration d'intrepide probité. Le ministère tuait les Jésuites sous la massue de ses ordonnances, et cinq jours après, le Libéralisme, toujours insatiable de proscriptions, voyait encore les disciples de Loyola maîtres du gouvernement. Les Evêques de France ne partagèrent pas ces craintes. Ils étaient blessés dans les œuvres vives de leurs fonctions pastorales ; ils comprenaient que la liberté d'enseignement ne serait plus pour eux qu'un mot vide de sens, et qu'ils devaient protester, sous peine de mort. Déjà, par une ordonnance du 24 avril 1828, M. de Vatimesnil, Ministre de l'instruction publique, leur avait arraché le droit de surveiller les écoles primaires, droit qui leur était attribué par un décret du 8 avril 1824.

En face d'hommes qui n'étaient forts que pour faire le mal et qui n'avaient d'énergie que pour s'abaisser devant l'idée révolutionnaire, il fallait tenir tête à l'orage ou se laisser emporter par lui. On reprochait au Clergé son influence dans l'administration et son attitude guerroyante ; on l'accusait de ne pas vouloir participer avec l'esprit du siècle et de tendre par tous les moyens à

satisfaire ses vues ambitieuses. Les uns se plaignaient de son intolérance, les autres de ses prétentions retrogrades. Une fraction du parti royaliste s'unissait au *Constitutionnel* pour répandre ces allégations. L'on imputait aux exigences du Clergé des mesures que la politique seule avait conseillées ; on le disait turbulent et hautain ; on le dépouillait tout en proclamant son insatiable avidité. On le blâmait d'être courtisan , et, pour le perdre, les Libéraux se contraignaient à grimacer des tendresses monarchiques. Les Evêques eurent la conscience de la tâche qui leur restait à remplir : ils adressèrent à leurs collègues la circulaire suivante :

« Les Archevêques et Evêques qui se trouvent actuellement à Paris ont employé tous les moyens en leur pouvoir pour prévenir le malheur des ordonnances du 46 juin 1828. Depuis qu'elles ont été rendues, ils se sont plusieurs fois réunis afin de se concerter sur la résolution qu'ils auraient à prendre relativement au concours qui leur sera sans doute demandé. Ils pensent que ce qu'il y a de plus important pour la Religion, dans ces circonstances difficiles, c'est que la conduite de l'Episcopat soit uniforme et contenue dans les justes mesures de la force et de la douceur. Leur douleur est profonde ; ils ne doutent pas que le sentiment ne soit unanime dans le Clergé, dont ils n'hésiteraient pas à se faire les interprètes s'il ne s'agissait que d'exprimer des doléances ; mais ils désirent savoir quel est l'avis des Evêques de France, et quelle sera leur détermination positive sur l'espèce d'adhésion qu'ils sembleraient donner aux dispositions des ordonnances, s'ils consentaient à concourir à leur exécution de quelque manière que ce soit. Doit-on garder un silence absolu sur ce point, demeurer dans une inaction complète, se refuser à toute espèce de coopération, ne répondre à toutes les demandes que par un accusé de réception, dût-on s'exposer à subir toutes les conséquences d'une semblable inertie ? Les Evêques qui se trouvent à Paris pensent unanimement que telle est la conduite à tenir. Si cette mesure était généralement adoptée, il en serait donné connaissance au Souverain-Pontife au nom des Evêques, en lui exposant contrairement les motifs de leur résolution et en le suppliant de vouloir bien, après avoir pesé les avantages et les inconvénients, y confirmer les Evêques par son suffrage ou les diriger par ses conseils et son autorité dans une cause qui intéresse si vivement la Religion et la discipline de l'Eglise.

» Le moyen de recueillir les avis qui a semblé le plus sûr et en même temps le plus facile, est celui de prier messeigneurs les Métropolitains de vouloir bien demander nominativement à leurs comprovinciaux ce qu'ils pensent de cette mesure, et ensuite de faire parvenir à un centre commun les résultats partiels de ces avis. Après

le dépouillement général, la même voie sera employée pour faire connaître aux Evêques le résultat définitif qui fixerait la marche à suivre. En attendant ce résultat définitif qu'on espère obtenir avant l'expiration du délai fixé par les ordonnances au 4^{er} octobre, on comprendra combien il est désirable et même nécessaire de s'en tenir à de simples accusés de réception de toutes les lettres qui seraient adressées relativement aux ordonnances. »

Depuis la Constitution civile du Clergé et le Concile national que l'Empereur avait essayé d'assembler à Paris pour forger des armes contre le Saint-Siège, jamais d'Episcopat français ne s'était vu dans une position aussi critique. La cause des Jésuites se compliquait de la question d'enseignement. Le ministère, avec une perfide astuce, avait combiné ses deux ordonnances de telle sorte qu'il réduisait les Evêques au silence ou qu'il les rendait impopulaires aux yeux du Libéralisme en les forçant d'accepter la défense commune de l'Institut de saint Ignace et de la liberté. Les Evêques s'avouaient bien le piège qu'on leur tendait ; les Jésuites, auxiliaires du Clergé, n'étant pas plus coupables qu'eux, les Prélats ne reculèrent point. En dehors d'un devoir de conscience, ils avaient à satisfaire à l'opinion publique, qui, dans le Royaume très-chrétien, sait toujours devancer les événements. Les deux extrêmes étaient en présence ; il fallait enrayer le mouvement catholique ou être débordé par lui. Les Libéraux accusaient l'ambition du Clergé ; ils reprochaient à l'Episcopat de se jeter en furieux sur une question de police administrative qui ne le regardait pas ; et, par un contre-coup inévitable dans ces sortes de conflits, les Evêques étaient mis au ban des catholiques exaltés. On harcelait leur prudence, et l'abbé de La Mennais, alors à Turin, voyait un schisme sortir de cette inertie pastorale. Il écrivait au Père Manera : « Je viens de recevoir des lettres de France qui ne contiennent rien de consolant. Il paraît que la plupart des Evêques qui sont à Paris montrent une grande faiblesse. Je ne m'attendais pas à beaucoup mieux, mais cela ne laisse pas d'attrister. C'est M. Frayssinous qui a décidé le Roi à signer les deux ordonnances. Priez pour notre pauvre Eglise, si prochainement menacée d'un schisme. Heureusement qu'on peut compter, je crois, sur une grande majorité du Clergé. »

Le Nonce Lambruschini n'assistait point aux réunions épiscopales, mais Charles X avait confiance en sa modération : il désirait le consulter et le prendre pour médiateur entre les exigences gouvernementales et les douleurs de l'Episcopat. Lambruschini fut secrètement mandé au château de Saint-Cloud. Le Roi lui affirma que ses ministres arrangeraient les choses de manière à ne pas blesser l'Eglise, il le chargea de faire connaître au Pape ses vœux. En même

Gravité
de la
situation.

Le Roi
fait appel
à la prudence du
Nonce.

Les
Evêques
réunis à
Paris
adressent une
circulaire
à leurs
collègues.

temps il ne déguisa point au Nonce apostolique les craintes qu'il éprouvait de voir les Evêques se compromettre dans une circonstance aussi délicate. La situation de Lambruschini avait quelque chose d'inextricable. Il partageait l'opinion de l'Episcopat sur les ordonnances, il savait que Léon XII et le cardinal Bernetti, son secrétaire d'Etat, leur étaient franchement hostiles; néanmoins il lui répugnait d'abandonner ce bon Prince aux angoisses de sa conscience. Par un curieux intervertissement de rôles, le Roi de France demandait à un envoyé du Saint-Siège de calmer l'irritation du Clergé gallican. Avec cette finesse de diplomatie italienne qui a l'art d'envelopper sous de douces paroles les vérités les plus amères, Lambruschini fit sentir à Charles X que le ministère Martignac et Portalis le conduisait à l'abîme. Il lui démontra l'injustice des attaques contre les Jésuites et le Clergé; il lui prouva que les concessions faites n'étaient que le prélude de concessions encore plus importantes; mais, quand le Roi l'interrogea sur la possibilité de retirer alors ces ordonnances, Lambruschini, qui en déplorait les suites, ne crut pas devoir donner à Charles X un pareil avis. C'eût été fournir à la faction libérale un nouveau prétexte d'accuser de mauvaise foi la religion du Souverain. Lambruschini lui conseilla de montrer à ses Ministres le désir qu'il avait de ne pas faire exécuter rigoureusement la teneur des ordonnances, et aux Evêques l'espoir qu'il nourrissait de les voir se confier à sa royale parole.

Ainsi deux actions distinctes surgissaient autour de Charles X. D'un côté, le Nonce, touché de l'anxiété du Roi très-chrétien, et mettant au-dessus même des intérêts d'amour-propre ou de parti les intérêts éternels de l'Eglise, pensait que les atermoiements étaient nécessaires; de l'autre, les Evêques, froissés dans leur indépendance et dans leurs garanties, n'aspiraient qu'à briser les fers dont l'incrédulité les chargeait. Le caractère des deux nations s'était dessiné. Lambruschini, au nom de Rome, parlait de ménagements indispensables; les Prélats français se roidissaient à l'idée seule d'une transaction avec leur droit. Le Cardinal de Clermont-Tonnerre, l'Archevêque de Paris, les Evêques de Chartres et de Nancy furent ceux qui, tout d'abord, soutinrent avec le plus de vigueur la cause de l'Episcopat et des Jésuites. Gaston de Pins, archevêque d'Amasie et administrateur du diocèse de Lyon, énonça ses sentiments dans une lettre admirablement motivée. Il jugeait avec une sévérité tout épiscopale l'ordonnance de Feutrier; puis, arrivant à celle que le comte Portalis avait signée, il disait :

« La demande de la déclaration d'après l'ordonnance, la peine prononcée contre le refus d'y obtempérer, donnent lieu à un développement d'action dans le pouvoir civil qui présente trois invasions distinctes sur les droits imprescriptibles

de l'Eglise de Jésus-Christ : 1^o celle d'enlever aux Evêques huit établissements ecclésiastiques qu'ils dirigeaient en vertu de leur titre, pour les soumettre au régime de l'Université; 2^o celle de déclarer inhabiles à l'enseignement des petits Séminaires des maîtres investis de la mission épiscopale, mission divine, de laquelle seule ils relèvent d'après les saints Canons; 3^o celle de flétrir les vœux de religion, lorsqu'elle frappe d'interdiction des instituteurs-prêtres, sur leur refus de déclarer par écrit qu'ils ne tiennent à aucune Congrégation religieuse.

» Or, ces trois invasions par le pouvoir civil sont de tous points intolérables; et lorsqu'il dépouille l'Episcopat de l'enseignement de ses établissements ecclésiastiques, qui lui appartient par le fait de sa mission apostolique; et lorsque, dans la personne des professeurs qu'il exclut de l'enseignement des petits Séminaires, il flétrit les liens sacrés par lesquels un Chrétien se consacre à Dieu par des vœux de Religion, selon la règle des Instituts approuvés par l'Eglise universelle; et lorsqu'il force les barrières du domaine de la conscience, par une investigation sacrilège, pour y arracher des déclarations dont on ne doit compte qu'à Dieu seul.

» Nous trouvons une doctrine également fause, dangereuse, attentatoire au droit divin, subversive des droits sacrés de l'Episcopat et des saintes lois de l'Eglise, renouvelant par ses conséquences les erreurs des sectaires des derniers temps, que le Saint-Esprit a frappées d'anathème dans une multitude de Conciles.

» Accepter, au prix de la déclaration exigée par cette ordonnance, les chaires ou la direction de l'enseignement religieux dans les petits Séminaires, ce serait reconnaître, en quelque sorte, dans le pouvoir civil, comme *juste et légitime*, l'exercice d'un droit évidemment sacrilège, et comme vraie et selon Dieu, la doctrine qui frappe d'une peine légale l'affiliation à toute Congrégation qui exigerait des vœux de Religion. »

Cependant la réponse de tous les Evêques arriva peu à peu à Paris; elle était unanime, à quelques exceptions près. Les Prélats de Bordeaux, d'Alby, d'Arras, de Troyes, de Poitiers, de Tarbes, de Vannes et de Dijon inclinaient seuls plus ou moins pour se conformer aux ordonnances. Le 2 août, une seconde lettre fut adressée à chaque Evêque par leurs collègues assemblés à Paris; elle était conçue en ces termes :

« Le résultat des réponses à la note envoyée confidentiellement à NN. SS. les Métropolitains et par eux à leurs provinciaux, a donné premièrement une parfaite unanimité pour qu'il fût adressé au Roi de respectueuses observations au sujet des deux ordonnances : secondement une très-grande, mais extrêmement grande majorité, pour que l'on ne coopérât pas d'une

Lambruschini et l'Episcopat français.

Lettre de l'Archevêque d'Amasie à ses collègues.

Soixant-dix Prélats prononcèrent contre les ordonnances.

manière active. Dix ou douze Evêques seulement ont différé d'opinion sur la conduite à tenir dans le cas où les choses seraient poussées à l'extrémité, et de ce petit nombre encore plusieurs annoncent qu'ils suivront l'avis de la majorité.

» En conséquence, les Cardinaux, Archevêques et Evêques qui se trouvent actuellement à Paris seront tous autorisés par l'Episcopat tout entier à présenter un mémoire au Roi. Ce mémoire, rédigé par l'un d'entre eux, revu par une commission, a été unanimement approuvé dans tous ses points et adopté dans une réunion générale. Le mémoire signé par S. E. monseigneur le cardinal de Clermont-Tonnerre, doyen des Evêques, au nom de l'Episcopat français, a été présenté à Sa Majesté le 4^{er} août. Il a été ensuite imprimé pour plus prompt expédition. Deux exemplaires en seront incessamment adressés à chacun des Evêques, qui sont priés de renvoyer un de ces exemplaires, munis de leurs signatures, en signe de leur adhésion, le plus tôt possible, au centre commun.

» Messieurs les Métropolitains sont priés de faire connaître promptement cette disposition à leurs comp provinciaux. Le Souverain Pontife est instruit de la conduite des Evêques jusqu'à ce jour ; des conseils lui ont été demandés pour l'avenir. On pense que le mémoire ne doit pas être rendu public, du moins pour le moment ; ce serait en compromettre le succès. »

Le mémoire dont il s'agit avait été présenté au Roi le 4^{er} août. Plein de force et de dignité dans son ensemble, il offre néanmoins quelques hésitations de détail, de ces termes malheureux qui compromettent les meilleures causes en leur donnant un cachet de timidité. Mais ces taches disparaissent complètement lorsque l'Episcopat fait entendre au Roi ces magnifiques paroles :

« Sire, à l'appui des motifs que les Evêques ont l'honneur d'exposer à Votre Majesté pour justifier une conduite qu'on ne manquera pas peut-être de lui présenter comme une révolte contre son autorité, ils pourraient invoquer cette liberté civile et cette tolérance religieuse consacrées par les Institutions que nous devons à votre auguste frère, et que Votre Majesté a juré aussi de maintenir ; mais ils ne veulent point entrer dans une question de droit public dont les maximes et les conséquences ne sont pas encore bien fixées, sur laquelle les plus habiles eux-mêmes sont divisés d'opinion, et qui les jetterait dans une discussion susceptible de s'étendre et de se resserrer, selon les temps et les systèmes toujours mobiles, toujours variables.

» Ils ont examiné dans le secret du sanctuaire, en présence du souverain juge, avec la prudence et la simplicité qui leur ont été recommandées par leur divin maître, ce qu'ils devaient à César comme ce qu'ils devaient à Dieu ; leur

conscience leur a répondu qu'il valait mieux obéir à Dieu qu'aux hommes lorsque cette obéissance qu'ils doivent premièrement à Dieu ne saurait s'allier avec celle que les hommes leur demandent. Ils ne résistent point, ils ne profèrent pas tumultueusement des paroles hardies, ils n'expriment pas d'impérieuses volontés ; ils se contentent de dire avec respect, comme les Apôtres, *non possumus*, nous ne pouvons pas, et ils conjurent Votre Majesté de lever une impossibilité toujours si douloureuse pour le cœur d'un sujet fidèle vis-à-vis d'un Roi si tendrement aimé. »

Les Evêques concluaient en déclarant qu'ils resteraient spectateurs passifs de l'exécution des ordonnances. Au point de vue religieux, ce fut, sans contredit, un devoir ; au point de vue politique, cette inaction était une faute. Le ministère en profita. Le Nonce apostolique avait été tenu à l'écart des conférences ; il redoutait la publication de ce mémoire. Le cardinal de Latil lui affirma qu'il resterait secret entre le Saint-Siège, la Royauté et les Evêques. Lambruschini comptait à bon droit sur la parole de Charles X, et, craignant que cet écrit n'envenimât la querelle, il avait exigé qu'il ne parût dans aucun journal ¹. Le 14 août, par une indiscrétion coupable, la *Gazette de France* en reproduisit des extraits. Le 14, elle l'insérât en entier ; quelques semaines après, il se répandait dans toute l'Europe. Cet éclat fournit un nouvel aliment à l'irritation des partis. MM. Portalis, Feutrier et Vatimesnil s'adressèrent à leurs subordonnés pour réclamer une active coopération ; l'abbé de La Chapelle, directeur des affaires ecclésiastiques, se regarda comme autorisé à donner à l'Episcopat et aux publicistes une leçon d'obéissance. Il écrivit :

« Des laïques, des journalistes même, se croyant le droit de s'ériger en docteurs de l'Eglise, de discuter l'étendue de la juridiction divine de l'Episcopat, j'ai cru pouvoir vous adresser, ainsi qu'à tous messeigneurs les Archevêques et Evêques, quelques réflexions sur l'ordonnance du 16 juin, sur les écoles secondaires ecclésiastiques... Je ne puis me défendre d'être effrayé des dangers d'une résistance même passive, et que des craintes imaginaires ne produisent des maux trop réels. Dans tous les temps le Clergé de France s'est distingué par sa circonspection dans

(1) Nous lisons dans les documents manuscrits qui sont sous nos yeux la note suivante de la commission centrale des Evêques. Ils mandent de Paris, 9 août : « Les Evêques s'empressent d'adhérer au mémoire. Toutes les réponses n'ont encore pu être rendues au centre commun. Une note donnera connaissance du résultat. Celle-ci a pour objet de renouveler aux Evêques la recommandation expresse du silence sur le mémoire. Il a été promis verbalement et d'une manière positive qu'il serait apporté des facilités satisfaisantes dans l'exécution des ordonnances ; mais on les fait dépendre formellement de la non-publicité du mémoire, et l'on assure que la moindre indiscrétion paralysierait une haute volonté, qui demande en ce moment des Evêques un peu de confiance et qui croit en mériter beaucoup. »

On convient que ce mémoire restera secret.

Il est publié.

L'abbé de La Chapelle et ses circonférences.

tous ses rapports avec l'autorité royale. Ses respectueuses doléances n'arrêtaient point sa soumission quand la Foi, le dogme, la discipline générale de l'Eglise n'étaient pas évidemment attaqués. Dans une circonstance qui a bien des rapports avec les circonstances actuelles, en 1762, lorsque les Jésuites furent bannis de France, le Clergé fit connaître combien il regrettaient une Congrégation qu'il jugeait si utile à la Religion; mais, loin de chercher à paralyser par une résistance passive, par un refus de coopération, des mesures que le gouvernement avait prises pour réorganiser les Collèges, il y concourut de tout son pouvoir. Ce que le Clergé de France crut pouvoir faire alors, pourquoi ne pas le faire aujourd'hui, et, par une coopération franche aux ordonnances, calmer une irritation que des journalistes imprudents excitent ? »

Un silence plein de dignité fut la seule réponse du plus grand nombre; quelques autres lui firent comprendre que l'Episcopat n'avait pas besoin de ses remontrances, et l'Archevêque d'Amasie lui manda le 46 août : « Monsieur l'Abbé, je ne puis m'expliquer l'irrégularité de votre démarche. Quelle entreprise! car vous ne pouvez ignorer que les Evêques et Archevêques ont prononcé presque à l'unanimité sur ces ordonnances, que leur Mémoire au Roi a été envoyé au chef de l'Eglise, que nous sommes dans l'attente d'une décision pontificale, et vous avez cru devoir devancer cette décision par une circulaire adressée à l'Episcopat tout entier, et en opposition de principes avec la très-grande majorité des Evêques et Archevêques du Royaume.

» Vous êtes étonné de l'effroi général des laïques et des journalistes voués à la cause de la Religion et du Roi, qui par un cri unanime ont proclamé les nouvelles invasions qui menacent l'autel et le trône au sujet des ordonnances du 16 juin et du 24 avril. Saint Hilaire vous aurait répondu : *Quels temps sont les nôtres; sanctiones aures plebis quam corda sacerdotum.*

» J'ai la confiance, monsieur l'Abbé, que ma franchise ne vous déplaira pas. Je vous ai cru capable d'entendre la vérité et de vous y soumettre. »

Les événements se précipitaient, ils allaient presque aussi vite que les circulaires administratives. Le Clergé se sentait blessé au cœur par la dispersion des Jésuites et par les défiances qu'un ministre de Charles X lui témoignait. Rome ne s'était pas encore prononcée; l'Episcopat et le gouvernement faisaient appel au Saint-Siège. Lambruschini était pressé des deux côtés; mais déjà, comme dans tous les cas épineux, le Clergé de France tournait les yeux vers Rome.

« On vient de me mander de Paris, écrivait Soyer, Evêque de Luçon, à l'Evêque de Nancy, que le respectable Nonce de Sa Sainteté près la Cour de France avait compté sur la noble

démarche qui vient d'être faite auprès du Roi par les Evêques de son royaume, et qu'elle a consolé son cœur, navré de douleur à la vue de ce qui se passe aujourd'hui et de l'avenir dont nous sommes menacés. L'on ajoute que le Souverain Pontife en aura été sans doute pleinement satisfait, et que son cœur paternel doit avoir éprouvé une bien vive et bien douce jouissance en lisant dans le mémoire les consolantes paroles par lesquelles les Prélats de son Eglise chérie montrent tant de respect et de soumission pour sa divine autorité. Ah! mon cher Seigneur, entrons chaque jour encore plus avant, s'il se peut, dans la barque de Pierre, et jamais nous ne ferons naufrage. »

L'agitation arrivait cependant à son comble. Afin de l'apaiser, on jugea que l'intervention du Souverain Pontife serait nécessaire. M. Lasagny, conseiller à la Cour de Cassation fut envoyé à Rome, sans caractère officiel, mais avec mission de faire secrètement connaître au Pape le véritable état des choses et d'obtenir de lui qu'aucune censure émanée du Saint-Siège ne vînt, sur les instances des Evêques, attiser le feu de la discorde. Le choix de M. Lasagny était une garantie pour les deux partis. Léon XII, à l'infailible autorité de qui le Roi et les Evêques avaient recours dans ces circonstances, devait écouter la voix de son Nonce à Paris; le 15 septembre, Lambruschini adressa cette dépêche au cardinal Bernetti :

» Quoique jusqu'à ce jour je me sois borné à informer Votre Eminence, comme il était de mon devoir, des démarches faites par les Evêques contre les ordonnances et de l'impression qu'elles avaient produite dans l'esprit du Roi et dans celui du gouvernement, toutefois, d'après les observations semées çà et là dans mes dépêches précédentes, Votre Eminence aura pu remarquer quelle était ma manière de voir et mes sentiments à l'égard de ces fâcheux événements. Dès qu'ils eurent lieu, je n'ai pas négligé d'en étudier l'esprit, et, après avoir fait avec calme et maturité les observations convenables sur les ordonnances malheureusement publiées par le Roi, j'ai bien dû m'affliger pour des actes si déplorables; mais je n'eus pas, et je n'ai pas encore le courage d'engager le Saint-Siège à se prononcer sur cette affaire. Il me semble que le moment n'est pas encore arrivé où Notre Saint-Père le Pape puisse ou doive parler. Dans tous les cas, afin de pouvoir décider avec maturité et sagesse quel parti il faut prendre, il servira beaucoup d'avoir sous les yeux les renseignements relatifs au droit et au fait qui peuvent faire apprécier la présente controverse; *controverse* qui, par les conséquences qu'elle est de nature à produire, devient aussi délicate qu'elle est grave. J'exposerais ici avec liberté ces conséquences, afin que Votre Eminence en fasse l'usage qu'elle jugera à propos.

» Et d'abord, quant au droit que la puissance laïque peut avoir ou ne pas avoir de s'ingérer dans les petits Séminaires, il faut en premier lieu se rappeler la différence que l'on met ici entre les *grands* et ce qu'on appelle les *petits* Séminaires. Dans les premiers, on enseigne les sciences sacrées seulement; tandis qu'aux seconds appartient l'enseignement des langues jusqu'à la philosophie inclusivement. L'origine des premiers fut toujours et est encore (même après les ordonnances) regardée en France comme purement ecclésiastique, et, par conséquent, tout à fait indépendante du gouvernement. Les seconds, au contraire, doivent leur existence à l'autorité royale, qui, à divers temps, en décréta ou en permit l'établissement. Il convient de dire qu'au temps de Louis XIV il y avait bien peu de ces petits Séminaires en France, puisque, d'après une ordonnance de ce temps-là, on voit que ce Souverain autorisa les Evêques de son royaume à ériger des petits séminaires, et appliqua à ces établissements plusieurs bénéfices ecclésiastiques pris parmi ceux que possédait alors en si grand nombre l'Eglise de France. C'est aussi un fait que depuis ce Roi jusqu'à Louis XVIII, qui remit sa famille en possession du trône de France, les Souverains intervinrent toujours avec leurs ordonnances dans l'érection des petits Séminaires. Les Evêques, de leur côté, non-seulement ne s'opposèrent jamais à l'intervention de l'autorité royale en pareils cas, mais ils l'invoquaient au contraire, la jugeant nécessaire pour conserver l'enseignement des petits Séminaires indépendant de la juridiction de l'Université. Cette longue possession dans laquelle était la puissance laïque d'intervenir pour l'établissement des petits Séminaires, et, de la part des Evêques, la reconnaissance du bon droit de cette même puissance, me semblent dignes de beaucoup d'attention.

» Maintenant pour la première fois les Evêques ont senti la nécessité de réclamer contre le principe admis jusqu'ici par l'autorité laïque touchant les petits Séminaires, savoir, qu'ils ne peuvent exister sans son bon plaisir. La réclamation est certainement juste et fondée sur les bonnes maximes; mais malheureusement cette réclamation est dominée par une contradiction évidente qui la vicie : en effet la doctrine des Evêques développée dans le Mémoire, et précisément dans le paragraphe qui commence : — *l'une et l'autre ordonnance*, — jusqu'à ces mots : — *avec quelque prévision*, — reste pour le moins beaucoup affaibli par l'exposition des droits qu'ils accordent au prince dans le paragraphe qui vient après celui que j'ai indiqué, lequel commence par ces mots : *Que le prince*, — où ils disent en propres termes qu'au Souverain appartient le *droit d'inspection et la surveillance nécessaire sur les écoles ecclésiastiques, pour assurer l'ordre public, empê-*

cher les transgressions des lois et maintenir les droits et l'honneur de la souveraineté. Il me paraît que ces Prélats, en admettant un tel principe, ont ruiné leur cause d'une manière irréparable, puisque le Roi peut maintenant faire tomber toutes leurs remontrances avec ce raisonnement très-simple : Vous admettez que c'est à moi de surveiller les écoles ecclésiastiques pour empêcher la transgression des lois; mais j'ai remarqué que la manière dont étaient organisées les écoles secondaires dites *petits Séminaires* était équivalente à une véritable transgression des lois qui sont en vigueur dans le royaume : donc j'ai dû les réformer.

» Ainsi Votre Eminence voit que, d'après la doctrine établie par les Evêques, toute la controverse peut maintenant se réduire, de la part de la puissance laïque, à une pure question de fait, savoir, si la manière dont sont réglés les petits Séminaires est ou n'est pas contraire aux lois. Or chacun sait que, dans ces questions de fait, le Souverain a toujours beaucoup d'avantages sur des sujets; et puis comment en proposer, et comment en obtenir même un simple examen? La réclamation des Evêques aurait pu être plus forte et leur raisonnement plus serré s'ils s'étaient appuyés sur le texte du Concile de Trente. Si, avant de présenter leur travail, ils me l'avaient communiqué, je n'aurais pas manqué de leur faire goûter mes observations, et je les aurais également priés de ne pas prononcer le terrible *non possumus*, pour éviter aussi de se mettre dans une position fautive, d'où ils n'auraient pu ensuite sortir sans compromettre leur honneur. Mais la chose est faite, et ces Français, Dieu les bénisse! aiment peu la discussion; ils commencent par agir et ensuite ils réfléchissent.

» Quant à nous, il convient de ne pas perdre de vue les dispositions des derniers concordats que le Saint-Siège a faits avec la France. Votre Eminence sait que malheureusement le Concordat de 1817 (dans lequel rien ne fut stipulé pour les petits Séminaires) n'a pas été sanctionné par les Chambres : de sorte que le seul Concordat de 1804 continue à être en vigueur, et le Saint-Siège le tolère. Or l'article 11 de ce concordat n'accorde aux Evêques qu'un seul Séminaire par diocèse, et, de plus, décharge le gouvernement du poids de toute dotation. Sous Napoléon, on ne pouvait obtenir davantage, et c'est beaucoup que, dans ces temps très-difficiles, on ait tant obtenu. Mais cependant, même sous les Bourbons, les choses vont de la même manière, et ce Concordat est aujourd'hui encore la seule convention qui ait force de loi. Cela soit dit pour la partie qui regarde le droit dont la puissance laïque pourrait se prévaloir, et qu'elle prétendrait soutenir en sa faveur dans la question présente.

» Pour ce qui concerne le fait ou le mode de la destination actuelle des petits Séminaires, on

ne peut nier qu'ils servent encore plus à l'éducation des jeunes séculiers que de ceux qui ont des dispositions ou l'intention de se consacrer à l'état ecclésiastique. Ce système de convertir les petits Séminaires en collèges d'éducation fut adopté par les Evêques pour deux raisons :

» 1^o Pour procurer aux familles vertueuses les moyens de faire élever religieusement leurs enfants, et de les soustraire ainsi à l'infection universitaire, ou autrement ils auraient été contraints de chercher l'instruction nécessaire ;

» 2^o Pour l'avantage économique des petits Séminaires eux-mêmes, parce que le profit qu'ils tiraient des pensions des élèves nobles leur fournissait les moyens de conserver ceux qui étaient élevés également pour le sanctuaire. Tel est le fait dont la conservation aurait été souverainement désirable pour l'avantage de la Religion et de la société.

Toutefois le Ministère actuel est extrêmement faible. Il ne veut point le mal, et l'on croit communément qu'il a de bonnes intentions, et qu'il profitera du premier moment favorable pour adoucir le système adopté sur les petits Séminaires, et même pour le faire cesser entièrement. Il est certain que le Roi a dit à monseigneur l'Archevêque et à d'autres que, si la très-imprudente publication du Mémoire des Prélats n'avait pas eu lieu, les trois demandes qu'il contient auraient été admises.

» Or, maintenant il convient d'attendre encore un peu pour voir le parti auquel s'arrêteront les Prélats. J'incline à penser que, si plusieurs d'entre eux persévèrent à ne pas vouloir exécuter les ordonnances, d'autres cependant, pour ne pas perdre leurs petits Séminaires, y adhéreront.

» Dans cet état de choses, il me paraît que le parti le plus sage auquel le Saint-Siège puisse s'arrêter pour le moment, c'est de suivre le cours des événements, et d'attendre les développements ultérieurs, avec la pensée de profiter du premier moment favorable pour parler à propos et avec utilité. »

Cette lettre de Lambruschini, si pleine de lumineuse modération, en traitant dans le but de la mission de M. Lasagny. Le magistrat la remplit avec tant d'intelligente probité, que, chose assez rare dans l'histoire de la diplomatie, il mérita les éloges des deux cours. Le cardinal Bernetti passa la note suivante au comte Portalis, ministre des affaires étrangères par la retransmise du comte de la Féronnays :

« Sa Sainteté, se confiant d'un côté en la haute piété du fils aîné de l'Eglise, et de l'autre, persuadée du dévouement sans réserve des Evêques de France envers Sa Majesté et de leur tendre amour pour la paix et pour tous les véritables intérêts de notre sainte Religion, ne sait pas prévoir que des circonstances malheureuses puissent l'obliger à rompre un silence si con-

forme aux vœux de Sa Majesté très-chrétienne. Mais si ce malheur arrivait, j'ose répondre que le Saint-Père ne s'adresserait assurément à personne sans avoir auparavant indiqué à Sa Majesté la nouvelle position que son devoir sacré pourrait lui avoir marquée, et il n'oubliait jamais tout ce qu'il doit au maintien de l'ordre et de la tranquillité en France, ainsi qu'à la dignité du trône de saint Louis. »

La fermeté de Léon XII et celle du cardinal Bernetti ne faisaient doute pour personne. On les savait aussi disposés que Lambruschini à ne point transiger avec l'erreur ou la mauvaise foi, mais toujours prêts, comme le Saint-Siège l'a si souvent prouvé, à pacifier les esprits par cette temporisation dont Rome ne s'est jamais départie. L'Episcopat s'était engagé à couvrir d'un voile impénétrable son Mémoire au Roi, et le Pape voyait cet écrit distribué à profusion. La Cour Pontificale ne se rendait pas un compte bien exact du besoin que certains peuples éprouvent de faire entrer l'univers dans leurs querelles de familles. Les nécessités d'un journal, ses intempérances de zèle, son désir de paraître mieux informé que les autres, la manie constitutionnelle de déconsidérer l'autorité au profit des passions, tout cela était ignoré à Rome, la ville de la discrétion et des ménagements. Un grand conflit éclatait entre le gouvernement et les Evêques français sur la question des Jésuites. Le Pape, que les deux opinions établissaient juge, pensa que la réserve du successeur des Apôtres amènerait peut-être la modération entre les Evêques et les Ministres de France. La publicité intempestivement donnée au Memorandum épiscopal blessa la cour de Rome dans ses usages. C'était, par une espèce d'oubli des promesses contractées, accorder au Ministère gain de cause dans la forme. Léon XII prévint que le pouvoir allait profiter de cette imprudence : il chercha à l'atténuer en se renfermant dans les bornes d'une note diplomatique.

A cette époque, soixante-dix Prélats sur quatre-vingts adhéraient pleinement au Mémoire ; six n'avaient pas fait connaître leurs intentions ; trois seulement se montraient disposés à exécuter les ordonnances ¹. La majorité était constatée : les Evêques se sentaient forts de leur unanimité, mais dans la crainte qu'on ne tentât de les diviser ou d'affaiblir la vigueur de leur opposition, ils se tenaient plus unis que jamais, tout en condamnant les premiers la funeste précipitation de la *Gazette de France*. Sur ces entrefaites arrive à Paris la note secrète de Bernetti ; elle est communiquée par le Roi au

Léon XII
ne veut
pas se
pronon-
cer.

Le
Cardinal
de Latil
prend
l'initiative pour
faire
cesser le
guerre.

Le
Cardinal
Bernetti
écrit au
Ministre
des
affaires
étrangères.

(1) Par un singulier concours de circonstances, ces trois Prélats ont reçu des mains du Gouvernement de juillet la récompense de leur soumission. L'Archevêque de Bordeaux et l'Evêque d'Arras sont devenus les Cardinaux de Cheverus et de Latour-d'Auvergne. M. Baillon, ancien Prêtre jureur et Evêque de Dijon, fut transféré sur le siège d'Aix.

cardinal de Latil ; le Ministre la fait lire à l'Archevêque de Paris et au duc de Rohan, nommé à l'Archevêché de Besançon. Ce fut l'abbé de la Chapelle qui la porta à Reims. De quelles instructions était-il chargé ? Quels conseils donnait-il ? C'est ce qui reste un mystère. Toujours est-il que le Cardinal s'empessa de notifier à ses suffragants et aux Métropolitains du Royaume la dépêche suivante, en date du 25 septembre 1828 : « Le Roi ayant daigné me faire communiquer les réponses de Rome relatives aux ordonnances du 16 juin, et m'ayant invité à vous en donner connaissance, j'ai l'honneur de vous informer que Sa Sainteté, persuadée du dévouement sans réserve des Evêques de France envers Sa Majesté, ainsi que de leur amour pour la paix et tous autres véritables intérêts de notre sainte Religion, a fait répondre que les Evêques doivent se confier en la haute piété et en la sagesse du Roi pour l'exécution des ordonnances et marcher d'accord avec le trône. »

Les journaux avaient été indiscrets ; le cardinal de Latil fut mal avisé en donnant à la note une extension qui n'était ni dans ses termes ni dans son esprit. Cet acte de courtoisie devait froisser les Evêques. Ils se plaignirent de cette intrigue, qui leur paraissait à juste titre un piège tendu par l'administration sous les noms du Pape et du Roi. Latil s'était prononcé ainsi qu'eux contre le principe et la fin des ordonnances ; il allait au delà du texte de la note émanée de la Chancellerie Romaine, note dont quelques-uns mettaient en doute l'authenticité, puisqu'elle ne leur était connue que par un commentaire inexact. L'Episcopat se sentait engagé ; on prétendait que Bernetti et Lambruschini avaient cédé avec trop de facilité. Les feuilles quotidiennes s'enivrèrent de leur colère ; elles furent injustes à force de vouloir être justes. Confondant les intérêts de parti et la question religieuse, la presse incrimina avec véhémence¹, car il est dans l'essence même de sa vie

(1) Les choses furent poussées si loin que le Nonce du Saint-Siège, répondant à l'Archevêque administrateur de Lyon qui lui demandait des instructions, ne put s'empêcher de lui mander : « Je me permets de vous dire que j'ai la certitude que Monseigneur le Cardinal Bernetti, secrétaire d'Etat du Très-Saint-Père, a réellement écrit une lettre de réponse à M. le Ministre des affaires étrangères du Roi. Cela est un fait ; mais je dois vous déclarer très-positivement que des articles que Votre Grandeur aura pu lire dans quelques journaux de Paris, et particulièrement dans la *Quotidienne*, par rapport à cette lettre, sur la personne très-respectable du Cardinal Bernetti et sur la mienne aussi, sont pleins non-seulement d'inexactitudes et de faussetés, mais des plus noires et des plus perfides calomnies. Monseigneur le Cardinal Bernetti est le plus honnête personnage du monde, et moi j'ai n'ai pu que hautement frémir par rapport aux abominables insinuations qu'on n'a pas rougi de répandre sur son compte. »

Cette note du Cardinal Lambruschini sert à prouver quelle fut alors l'amerlume des journaux. Le même désespoir s'exhale avec encore plus de liberté dans une lettre écrite par le père Autioz, abbé de la Trappe de Meillerie. Ce Religieux, dont les vertus sont connues de la France entière, écrivait à un Evêque sous le coup de ses premières impressions, et nous ne citons sa lettre que pour démontrer jusqu'à quel point d'injustice l'irritation peut égarer les plus nobles natures. C'est du Dalmate de saint Jérôme ; mais ce langage étrange servira à dessiner la position. « Combien il serait à

de se nourrir de soupçons, de se passionner sans cesse et de chercher à expliquer les affaires auxquelles on ne l'initie point par des défiances dont la rapidité de l'improvisation ne lui permet pas toujours de calculer la portée.

Le Roi avait dit que les ordonnances ne seraient pas rigoureusement exécutées ; mais les Evêques pensaient, et avec raison, que le Ministre trouverait moyen d'éluder cette promesse. Le Ministre voulait vivre ; pour cela il fallait l'appui du Libéralisme. Les Royalistes s'étaient séparés de lui, les Catholiques le combattaient à outrance ; il n'avait donc de partisans que parmi les adversaires de la Religion et de la Monarchie. Son plan et sa marche étaient connus. Il devait s'opposer à toutes les volontés du Roi afin de conquérir dans les chambres une majorité quelconque. Cette majorité ne lui serait au moins qu'à la condition d'être inflexible dans les mesures à prendre contre les Jésuites et contre le Clergé. La dépêche du cardinal Bernetti modifiait sensiblement les dispositions de l'Episcopat. L'Archevêque de Paris, le Nonce du Saint-Siège et les autres Prélats réunis dans la capitale jugèrent qu'il importait de mettre un terme aux dissensions. Sans accepter néanmoins la légalité des ordonnances, il fut décidé qu'un projet de lettre au Ministre des affaires ecclésiastiques serait

désiré, écrivait le Trappiste, que tous nos seigneurs visent comme vous le danger que l'on court et les pièges que l'on tend à la Religion et à l'Episcopat. La réunion de tous les Evêques de France formait une masse si imposante, qu'elle écartait tous les prétendus Libéraux ; ils avaient d'ailleurs prononcé unanimement un mot solennel qui semblait devoir fermer accès à toute concession indigne de leur caractère et de leurs principes : *Non possumus*, et voilà que les menées du Ministère, le tripotage d'un petit avide, le bavardage d'un favori, d'un cardinal-clerc, qui peut-être a été gagné comme les Caprari ou les Consalvi, vient semer l'alarme, le trouble et la division. Mais rien, Monseigneur, comme vous me le dites très-bien, n'est au-dessus de la circularité de Monseigneur le cardinal de Latil ; c'est un monument de plate adulation, de faiblesse, d'ignorance et de sottise. Sans examiner une question délicate en litige de ce ton tranchant dont sait si bien se couvrir la médiocrité, sans citer, comme vous le remarquez très-justement, Monseigneur, une autorité, une lettre dont il serait bon d'avoir le texte, il a l'air de faire dire au Souverain-Pontife, ou au moins à son confident, qu'il faut que les Evêques de France marchent avec le trône. Cette proposition, aussi ridicule que fautive, est, dans sa généralité, susceptible de toutes les qualifications dont la vieille Sorbonne écrivait autrefois une assertion erronée. Monseigneur, qui a de la mémoire, aura lu dans quelques mauvais pamphlets cette phrase aussi ridicule que triviale, qu'il faut marcher avec son siècle, et, par une heureuse imitation, il dit à l'Episcopat français d'un air d'autorité qu'il faut marcher avec le trône ; c'est le trône alors, comme de raison, qui est enseignant, et le corps épiscopal écoutant et suivant. Oh ! combien nos bishops anglais vont être réjouis d'une pareille doctrine ! Voilà nos Prélats à leur niveau ; bientôt nous ferons le Roi, comme George IV, *defensorum Fidei*. Le grand malheur, Monseigneur, c'est que beaucoup de respectables Evêques ne feront pas ces réflexions, et qu'avec les meilleures intentions ils jureront *in verba magistri*. De là schisme, division, séparation, et c'est là ce que nous avons seulement à craindre ; la persécution n'est rien quand on demeure unis... Je demandais volontiers, Monseigneur, à Son Eminence si saint Ambroise marchait avec le trône, quand il excommuniait un pieux Empereur ; saint Thomas de Cantorbéry, quand il résistait à Henri II, et le saint Evêque de Fisher à Henri VIII. Marcher avec le trône c'est marcher avec le Ministère, avec le Constitutionnel, c'est marcher avec Crammer, c'est nous mener au schisme et à l'hérésie. Les Evêques de France marchaient-ils, en 1790, avec le trône, bien qu'ils aimassent et respectassent Louis XVI ? »

Le ministre, voyant l'Episcopat déuni, recule devant ses promesses.

Il annonce la note de Bernetti.

soupçons des Evêques.

Note des
Evêques
pour
conclure
tous les
intérêts.

soumis à chaque Evêque. Le 8 octobre, les Prélats firent passer à leurs collègues une note secrète qui expliquait le but de cette démarche. Elle est ainsi conçue :

« La note adressée à NN. SS. les Evêques, sous la date du 8 octobre 1828, n'a point été numérotée, parce que, ayant été communiquée au gouvernement, elle n'a point paru devoir être comprise dans la série des notes purement confidentielles.

» On croit utile d'envoyer celle-ci pour mettre NN. SS. mieux à même de juger la position des choses, et de continuer, autant que possible, cette précieuse unanimité de conduite et d'expression de sentiments en des actes d'une si haute importance. Sans doute il reste libre à chacun de penser que l'opinion du Souverain Pontife a pu être influencée par les envoyés du gouvernement; que Sa Sainteté a pu ne pas être informée bien exactement du véritable état politique et religieux de la France et de l'effet plus ou moins favorable de la résistance des Evêques, comme aussi des conséquences probables qui en résulteraient pour l'avenir. Mais indépendamment de ces réflexions (et de plusieurs autres qui peuvent faire naître des craintes bien légitimes), toujours est-il que l'Episcopat semble à couvert par les insinuations et les desirs qu'a manifestés la cour de Rome. On sait que, dès le commencement de ces tristes affaires, le zèle et la fermeté des Evêques ont été loués par le Souverain Pontife; toutefois, l'espace d'obscurité qui enveloppe les motifs de la conduite présente du Saint-Siège a bien son avantage, en ce que les Evêques ne feraient maintenant, par leur déférence, qu'honorer l'autorité prépondérante du chef de l'Eglise et conserveraient intacts leurs droits pour l'avenir. Ce ne serait qu'une condescendance temporaire, qui répondrait à une nécessité actuelle ou présumée telle par le Souverain Pontife. La question de droit demeure entière, puisqu'il est certain qu'il n'est intervenu, de la part du Saint-Siège, ni jugement ni décision qui combatte ou redresse les principes posés par les Evêques dans leur Mémoire, et que Rome n'a fait non plus aucune concession réelle, rien qui puisse légitimer ou consacrer pour la suite les derniers empiétements du pouvoir civil sur les droits incontestables de l'Episcopat. Le parti proposé dans la note et la lettre du 8 octobre, signées par monseigneur l'Archevêque de Paris, semble offrir l'avantage de conserver plus facilement l'unité dans le corps des Evêques de France, et de retrouver aussi plus facilement cette presque unanimité de conduite et de défense dans tous les graves intérêts religieux qui pourraient encore nous menacer.

» Il est d'ailleurs facile d'apprécier à combien peu de choses se réduisent les concessions des Evêques s'ils suivent le mode indiqué (mode qui a été communiqué au gouvernement, et dont on

sait qu'il se contentera s'il est généralement adopté), surtout si, comme le jugent nécessaire les sept Prélats dont les noms sont inscrits, on s'en tient rigoureusement à ne se servir d'aucun des tableaux du Ministre, mais à donner, par forme de lettre, les seuls renseignements désignés dans la note du 8 octobre, savoir : un exposé libre de la situation du ou des petits Séminaires, qui contiendrait le nombre actif des élèves, le nombre présumé nécessaire, le nom des Supérieurs ou Directeurs qui seraient qualifiés de prêtres séculiers; enfin une note générale sur les ressources pécuniaires du diocèse, qui ferait connaître que la plus forte somme de secours serait encore bien au-dessous des besoins. »

Dans la position où l'Eglise gallicane se débattait sous une funeste condescendance du pouvoir, la plan adopté par les Evêques était le seul praticable. Ils consentaient bien à ne pas entraver le ministère; ils faisaient tous les sacrifices que le besoin de la paix leur imposait; mais, en s'épargnant la responsabilité d'un avenir chargé de nuages, les Prélats s'arrêtaient à la limite de leurs droits et de leur conscience. C'était, pour ainsi dire, un armistice que l'Episcopat accordait au gouvernement afin de lui laisser le temps de réparer le mal ou de se précipiter plus avant dans la voie des concessions. Le Cardinal de Croi et l'Archevêque administrateur de Lyon furent les seuls qui refusèrent toute espèce d'adhésion au projet conciliateur; d'autres, tels que les Evêques de Chartres, de Nevers, de Nantes et de Rennes, s'en rapportèrent à la majorité.

Rome avait parlé d'une manière indirecte; néanmoins la cause fut finie. L'Eglise de France écouta des conseils que le Souverain Pontife ne donnait que sous forme diplomatique, afin de laisser au Clergé toute sa latitude d'action dans une affaire qui n'intéressait ni le dogme ni la morale. Les Evêques ne reculaient devant aucune des exigences administratives; mais ils s'opposaient à ce que de nouvelles atteintes fussent portées à la liberté des consciences. Le gouvernement ne sut pas s'en tenir à ce triomphe négatif. Il avait soif des applaudissements libéraux : il brisa les huit maisons d'éducation que, de l'aveu même de l'Université, les Jésuites rendaient prospères. Sous l'empire d'une Charte proclamant la liberté, M. de Vatimesnil réalisa une idée qui avait échappé au génie ombrageux de l'Empereur; il obligea tous les professeurs à déclarer qu'ils n'appartenaient à aucune Congrégation non autorisée par les lois. Le besoin d'ouvrir les petits Séminaires était flagrant; MM. Vatimesnil et Feutrier pressaient les Evêques de se soumettre; il fallut subir avec une douloureuse résignation ce dernier attentat à l'indépendance du Prêtre et de l'homme. Il y eut des lettres pleines de dignité adressées au

MM. de
Vatimes
nil et
Feutrier
forcent
les
Evêques
à décl
rer qu
leurs
profes
seurs n
sont
partie
d'aucun
Congr
tion no
autori
sée pa
les lois

Ministre; le Cardinal de Clermont fit entendre son célèbre : *Etiam si omnes, ego non*, et Feutrier répondit souvent avec autant de convenance que d'esprit à ce blâme universel.

Le ministère Martignac-Portalis croyait avoir enfin rattaché à sa fortune l'opposition révolutionnaire; le *Globe* ne lui laissa pas longtemps cette pensée de satisfaction intime. Les Constitutionnels avaient poussé le gouvernement de Charles X à mutiler l'Eglise; ils allaient attaquer le gouvernement lui-même, et ils insultaient le Clergé avec des paroles que l'histoire ne peut omettre. « La querelle des Evêques, disait la feuille doctrinaire le 40 septembre 1828, touche à sa fin; cette petite fronde de sacristie meurt sous le ridicule, comme toutes les insurrections sans force et sans nationalité, qui débutent par des cris de : Vaincre ou mourir ! et désarment paisiblement au premier choc. Il y aurait, en vérité, trop de bonhomie à se battre plus longtemps contre ce spectre de l'Episcopat; car, si ses clameurs peuvent encore troubler quelques âmes pieuses et crédules perdues çà et là dans la foule, si quelque danger peut venir de ses intrigues et de ses menées, il y a bien un autre danger à se laisser prévenir et à détourner notre attention des actes du ministère. C'est avec le ministère que nous avons affaire. »

Au milieu de ces débats, les Jésuites, que le Libéralisme représentait comme les dominateurs de la France et comme des casuistes toujours prêts à tourner la loi ou à violer les serments, se retiraient de leurs Collèges sans proférer une plainte.

L'Episcopat avait soutenu une lutte qui était un glorieux témoignage de leurs services; ils jugèrent opportun de ne s'y mêler en aucune façon. Ils se séparèrent de leurs élèves, qui versaient des larmes et qui protestaient publiquement contre l'œuvre de destruction; ils entendirent le Clergé rendre hommage à leurs vertus; ils virent les cités les plus importantes du Nord et du Midi s'associer au deuil de l'Eglise et de la jeunesse; ils ne trouvèrent partout qu'estime et regrets. Cette douleur eut une manifestation si saisissante qu'elle se refléta jusque dans les travaux et les vœux des Conseils généraux, les véritables représentants des besoins du Royaume, et elle n'échappa point au *Constitutionnel* lui-même. Le 4 août 1828, il la signale avec terreur : « Ce qui contraste, dit-il, d'une manière bien plus choquante avec les sentiments du pays, c'est l'expression des votes d'un très-grand nombre de Conseils sur l'instruction publique. Ils sollicitent une loi pour qu'elle soit exclusivement selon les uns, ou en concurrence selon les plus modérés, livrée à des corporations religieuses. Le Conseil général du Doubs demande que les Congrégations déjà existantes soient autorisées légalement. Celui du

département de Vaucluse est plus franc : il vote pour que l'instruction publique soit confiée notamment aux Jésuites, dont l'intérêt de la Religion et de la Société réclame le Rétablissement. »

Ainsi cette persécution de dix ans, organisée par le Libéralisme et sanctionnée par un ministère immolant la Religion et la Monarchie pour vivre quelques jours de plus sous la protection des idées démagogiques, n'aboutissait qu'à faire glorifier la Compagnie de Jésus. La presse libérale la calomniait, le pouvoir essayait de la bannir, et le Clergé, la jeunesse, les pères de famille, les Conseils généraux s'unissaient pour proclamer sa nécessité. La France chrétienne adoptait les Jésuites, la France révolutionnaire les flétrissait. Pendant ce temps, voilà les mesures qu'ils prenaient pour résister à l'assaut permanent que l'impie leur livrait. Le Père Godinot, Provincial de France, écrivait, le 7 août 1828, aux Supérieurs des huit petits Séminaires : « Après votre distribution de prix, qui doit être faite sans éclat et sans discours qui tendent à faire des allusions ou à exciter des regrets, vous donnerez à tous les huit jours de vacances pleins que permet l'Institut; puis, tous feront la retraite annuelle avec le plus de recueilement et le plus de ferveur qu'ils pourront. »

Ce fut ainsi que les Jésuites sortirent des établissements que les Evêques leur avaient confiés sous la protection des lois.

La Révolution venait de faire une large plaie au Catholicisme. Elle avait pu mesurer jusqu'à quel degré Charles X pousserait les sacrifices. Après ce premier succès, elle résolut de tenter une campagne décisive contre la Royauté. Le Monarque, aveuglé par de menteuses déférences, hésitait devant les Libéraux ne tirant leur audace que de la pusillanimité des administrations. On espéra amener le Roi à briser de ses propres mains le sceptre que sa loyauté trop débonnaire n'osait changer en épée de justice. La Révolution avait dit, même sous les ministres Villèle et Portalis, que les Jésuites régnaient et gouvernaient¹. Quand le prince de Polignac fut appelé

(1) Un homme qui a été calomnié lui-même, mais qui, à force de courage et de talent, a contraint ses ennemis à l'honorer et à lui décerner publiquement des témoignages d'estime, le comte de Peyronnet, ancien ministre de la justice et de l'intérieur, résumait ainsi, dans ses *Esquisses politiques* publiées en 1829, la situation faite aux Jésuites. Ce passage était vrai à cette époque; nous croyons qu'il aura longtemps encore un intérêt d'actualité :

« On a dit que les Jésuites nuisaient à la Religion; et qui a dit cela? des hommes qui n'aspirent qu'à la ruine de la Religion.

« On a dit qu'ils étaient ennemis des Rois; et qui a dit cela? des hommes qui n'aspirent qu'à la chute des Rois.

« On a dit qu'ils étaient ennemis de la Charte; et qui a dit cela? des hommes qui la violaient ouvertement à leur détriment.

« On a dit qu'ils exerçaient une influence pernicieuse dans l'Etat; et qui a dit cela? des hommes dont la funeste influence fait depuis trente ans tous les maux de l'Etat.

« On a dit qu'ils n'étaient pas tolérants; et qui a dit cela? des hommes qui sont animés envers eux de la plus

Recom-
mandations
que leur
fait le
père
Godinot.
provincial

Le mi-
nistère
Poli-
gnac.

Les
Jésuites
bandon-
nent
leurs
collèges.

Les
Jésuites
promo-
teurs des
coups
d'Etat et
incen-
diaires.

aux affaires, elle ne mit plus de bornes à ses débauches d'intelligence. Les Jésuites devinrent les promoteurs des coups d'Etat; ils furent les conseillers, les agents invisibles de la réaction; ils formèrent avec le nonce Lambruschini une camarilla¹ de Prélats et de courtisans qui

coupable intolérance qui fût jamais; intolérance des hommes qui ne croient point.

« On a dit qu'ils étaient ennemis de la liberté; et qui a dit cela? des hommes qui les chassent de leurs églises, de leurs écoles et de leur pays; des hommes qui blessent à la fois dans leur personne la liberté religieuse, la liberté politique et la liberté civile.

« Ni la sottise de l'accusation, ni l'effronterie des accusateurs n'ont suffi. On savait bien qu'on était trompé, mais on voulait l'être.

« Quand je haïrais et redouterais les Jésuites autant que leur plus fanatique ennemi, je croirais encore que le maintien de la liberté de conscience est d'un plus grand prix que leur expulsion. »

(1) On sent bien que ce n'est ici ni le lieu ni le temps d'expliquer l'insurrection de juillet et les causes qui poussèrent le Ministère Polignac à son coup d'Etat. Il importait aux conspirateurs d'associer la cour de Rome aux manœuvres occultes qu'ils signalaient chaque matin, afin de frapper de la même calomnie le Saint-Siège et le Royaume. Ils s'emparèrent du nom de Lambruschini pour en faire le chef de la Camarilla. Ils accusèrent sans preuves, même sans premiers indices, mais ils accusèrent. Leurs allegations furent acceptées, comme plus tard on jeta en pâture à la crédulité publique que les chanoines septuagénaires de la métropole de Notre-Dame de Paris avaient fait feu sur le peuple et que Charles X à Saint-Cloud avait ordonné aux Suisses de passer par les armes trois compagnies de la garde royale. Ces audacieuses impossibilités ne devraient avoir cours qu'au moment de la lutte; il y a des écrivains qui les recueillent dans la rue et qui leur donnent une espèce de sanction en les publiant dans leurs ouvrages. *L'Histoire de la Restauration* par M. Capéfigue s'est faite l'écho de quelques-unes de ces rumeurs, et à la page 305 du dixième volume, on lit : « Le Dauphin, la Dauphine, et même, dit-on, le duc d'Orléans, dans les rares et secrètes occasions où Charles X lui parlait affaires, l'engageaient à se montrer Roi. Il fallait en finir avec la Révolution; c'était le cri de cette petite Camarilla qui entourait le vieux Roi et sur laquelle commençaient à prendre influence le Nonce du Pape. »

Ainsi, d'après le chroniqueur qui se prétendait *homme d'Etat*, et qui, au lieu d'écrire l'histoire, se contentait de l'inventer, la Dauphine, dont tous ceux qui l'ont approchée connaissent les défiances à l'égard de M. de Polignac, se laissa séduire par l'idée d'un coup d'Etat et le duc d'Orléans le conseilla. Louis-Philippe en profita; mais nous, qui ne tenons de lui aucun emploi, aucune faveur, aucun salaire, nous croirions être injuste envers ce Prince en lui accordant si légèrement un brevet d'hypocrisie. M. Capéfigue se trompe pour le duc d'Orléans comme pour le Cardinal Lambruschini. La Camarilla fut un nom de guerre créé afin d'attaquer le Royaume. Cette Camarilla n'existait pas; grâce à la fécondité d'imagination des journalistes et des écrivains politiques, il n'y eut rien de plus aisé que de la voir partout. M. Capéfigue n'en a cependant point fini avec le Saint-Siège; et à la page 380 du x^e volume, il affirme que « le Nonce Lambruschini fut seul dans la confidence des ordonnances. »

Ainsi que les ambassadeurs étrangers et les hauts fonctionnaires de l'Etat, Lambruschini ne connut que par le *Moniteur* les mesures adoptées. Tout le monde sait aujourd'hui que les Ministres eurent le tort de garder trop fidèlement le secret qui leur était imposé, et ceux qui vivent encore sont les premiers à avouer qu'ils en firent mystère à leurs confidentiels les plus intimes. Tandis qu'on se battait dans les rues de Paris, Lambruschini pensa qu'il était de son devoir d'aller offrir ses services au Roi et de lui parler franchement de la situation menaçante dans laquelle le repos de la France se trouvait compromis avec celui de l'Europe. Il se rendit à Saint-Cloud, bravant tous les dangers que son costume et son nom allaient lui faire courir. Il exposa à Charles X les conséquences qui surgiraient. Il recut pour toute réponse que le roi avait à mettre le duc de Borghese sous la garde de la Vendée Militaire, et que lui songeait à se placer de sa personne à la tête du camp de Saint-Omer. Charles X voulait marcher contre la capitale. Ces résolutions, ainsi annoncées

n'exista jamais que dans l'imagination de la presse; ils furent les incendiaires¹ qui couvrirent

et mises en avant comme un remède *in extremis*, parurent impraticables au Nonce. Il le fit comprendre au Roi, dont il connaissait le caractère; et ce fut la seule part que Lambruschini prit aux événements, en dehors des réunions diplomatiques qui eurent lieu alors.

(1) Pendant l'instruction du procès des Ministres signataires des ordonnances de juillet, M. Béranger, commissaire-accusateur près la chambre des pairs, recut de Toulouse une lettre datée du 4^{er} octobre 1850. Cette lettre était ainsi conçue :

« Monsieur, des malheurs inouïs me forcèrent à devenir l'instrument d'un parti dont j'étais un principal agent dans les incendies qui désolèrent la Normandie, et qui devaient s'étendre sur la France entière si j'avais rempli les instructions données à ce sujet.

« Mais le cri d'alarme des journaux, le tableau qu'ils présentaient du déplorable état de ces victimes, et, si j'ose le dire, mes propres sentiments, m'inspirèrent une horreur de moi-même. Je suspendis mon infâme mission; je pris la fuite pour me soustraire à la rage de ceux qui comptaient sur moi et arrêter ainsi le cours des dévastations que je devais organiser dans le Languedoc, la Provence, le Dauphiné, etc.

« Je n'ai pas jugé à propos de livrer la majeure partie des pièces à l'appui de ma déclaration. Une seule lettre, qui prouve mon affiliation avec la Congrégation de Montrouge, qui me transmettait les ordres qu'elle recevait du prince de Polignac, m'a été saisie.

« Ma volumineuse correspondance, les instructions écrites, les listes qui désignaient les propriétés à incendier et le nom des personnages qui devaient me donner de plus amples renseignements, ainsi qu'une espèce de sauf-conduit, interprétatif, il est vrai, mais dont il est facile de deviner le but par l'ensemble de toutes les pièces, et signé *prince de Polignac*, toutes ces preuves authentiques sont à ma disposition; mais je ne les livrerai entre vos mains qu'à l'ors qu'un homme d'entre vous, Messieurs, m'aura donné sa parole qu'il ne sera rien fait à la personne qui en est le dépositaire, et que j'obtiendrai quelque adoucissement aux peines qui pourront être prononcées contre moi. Je demande cette assurance de votre part, car vous aurez le pouvoir de la tenir.

L'auteur de cette dénonciation, qui allait si bien aux idées du temps, se nommait Charles-Théodore Berrié; c'était un repris de justice, un voleur condamné en 1824, condamné de nouveau en 1826. En 1850, il se trouvait dans les prisons de Toulouse sous le poids de plusieurs accusations, lorsqu'il s'imagina que les feuilles libérales avaient assez menti à la France sur le compte de la Société de Jésus pour l'autoriser lui-même à continuer leur œuvre. Ancien détenu de Bicêtre, il y avait vu les Pères prêcher et consoler les prisonniers; il avait vu sans aucun doute les impostures du *Constitutionnel*, le *Courrier français* et le *National* se repaître, il crut qu'en se portant l'accusateur des disciples de l'Institut il obtiendrait quelque allègement ou que peut-être il passerait grand citoyen. Il écrivit donc la lettre citée plus haut. La chambre des pairs, comme la presse libérale, n'avait plus besoin des Jésuites pour battre en brèche la Religion et la Royauté; il ne lui restait plus qu'à savoir être équitable. Le comte Bastard de l'Estang, rapporteur de la commission d'accusation, ne put s'empêcher de dire en parlant de ce misérable, qui avait si mal choisi son moment : « Tous les autres points de sa déclaration sont également éclaircis, et partout le mensonge est constaté. S'il se fût agi d'une affaire moins grave, un pareil incident eût été écarté sans examen; mais il vaut mieux encore qu'il ne le soit qu'après une complète vérification des faits. »

Berrié était reconnu menteur par la Cour des Pairs; mais ce qu'il ne disait pas, c'est qu'il avait trouvé des dupes ou des complices, et que ce fameux brevet d'affiliation à la Congrégation de Montrouge était tout simplement un diplôme falsifié et orné de la prétendue signature de l'abbé Desmazures, lui conférant le titre de gardien du Saint-Sépulchre. Ce diplôme avait été saisi sur lui, le 8 mars 1850, lorsque le commissaire de police Lamarle l'arrêta à Bordeaux. Les faits étaient constants, apurés même par la Cour des Pairs; la presse libérale ne resta cependant pas moins convaincue que cet homme avait eu des relations incendiaires avec les Jésuites. Plus tard, il obtint la liberté avant l'expiration de sa peine, et, il faut être juste, l'on n'accusa pas les enfants de saint Ignace de cette grâce.

Dans ce temps-là, plusieurs coupables espérèrent se

la Normandie de deuil et de ruines ; puis , au moment où les ordonnances du 25 juillet 1830 éclatèrent comme la foudre , on oublia les Jésuites pour renverser le trône . La tempête les avait dispersés : ils erraient çà et là . On pillait leurs maisons pour se donner le droit de les accuser encore ; mais le triomphe du Libéralisme devait enfin amener celui de la vérité . La Révolution était victorieuse ; elle eut l'audacieuse franchise de proclamer elle-même ses impostures . *Le Globe*, dont MM. Duchâtel , Cousin , Charles de Rémusat et Dubois s'étaient fait une arme contre les idées religieuses et monarchiques , s'écria , le 24 octobre 1830 , en s'adressant aux vaincus :

« Tout ce que vous invoquez , tous ces articles de la Charte et de nos Codes que vous citez avec profusion , tout cela n'est que des fictions ingénieuses . Lorsque nous avons juré fidélité à Charles X et obéissance à la Charte , lorsque nous avons étourdi ce Monarque imbécile de nos protestations d'amour , lorsque nous couvriions pour lui nos routes d'arcs de triomphe , lorsque nous rassemblions les populations sur son passage pour le saluer de mille acclamations , lorsque nous semions l'adulation sur ses pas ; lorsque les temples , les académies , les écoles retentissaient d'un concert parfumé d'éloges , de bénédictions pour lui et pour sa race ; lorsque nos poètes chantaient ses vertus , lorsqu'ils s'épanchaient en allusions louangeuses sur la bravoure de ce nouvel Henri IV , la grâce de cet autre François 1^{er} , tout cela n'était qu'une feinte à l'aide de laquelle nous tâchions de nous dérober aux chaînes dans lesquelles il s'efforçait de nous enlacer . Vous avez été comme un de ces spectateurs novices qui , assis au parterre pour la première fois , prennent pour la réalité la scène que l'on joue devant eux . Détrompez-vous ; pairs , députés , magistrats , simples citoyens , nous avons tous joué une comédie de quinze ans . »

Les Jésuites étaient chassés de France , les véritables hypocrites s'y révélèrent . Cette déclaration fut une leçon significative ; le *National* ne resta pas en arrière de semblables épanchements . Il était devenu républicain sous la rédaction de Carrel , de Béquet , de Passy , d'Emile Pereire et de Chambolle , comme ses anciens

associés s'improvisaient ministres , pairs de France ou dignitaires de l'Université . Le 47 octobre 1832 , il étala aux yeux de l'Europe les mensonges convenus qui avaient été mis en jeu pour perdre les Jésuites :

« La Restauration est tombée , disait-il , et avec elle les Jésuites . On le croit du moins . Cependant toute la France a vu la famille des Bourbons faire route de Paris à Cherbourg et s'embarquer tristement pour l'Angleterre . Quant aux Jésuites , on ne dit pas par quelle porte ils ont fait retraite , personne n'a plus songé à eux le lendemain de la Révolution de juillet ni pour les attaquer ni pour les défendre . Y a-t-il , n'y a-t-il pas encore des petits Séminaires , des Congrégations non autorisées par la loi ? Il n'est pas aujourd'hui de si petit esprit qui ne se croie avec raison au-dessus d'une pareille inquiétude , et de très-grands esprits s'étaient consacrés , sous la Restauration , à inspirer à la France la haine et la peur de cette fameuse Congrégation jésuitique qui n'existait peut-être point ou ne valait pas la peine qu'on s'enquit de son existence . »

» Etait-ce donc une comédie que cette infatigable polémique de la presse patriote contre les Jésuites ? était-ce pure manie de persécution , si l'on trouvait mal que M. Dupin portât les cordons du dais à Saint-Acheul ? Non , on savait bien que la Société de Jésus proprement dite n'offrait pas de bien grands dangers , on n'en voulait qu'à l'esprit jésuite , l'esprit dévot , l'esprit tartufe : c'était l'esprit de la dynastie régnante . On s'entendait à merveille sur la valeur du mot jésuitisme : il était synonyme de dévouement à la légitimité . On disait dans ce temps-là jésuite pour royaliste : il eût été dangereux de s'attaquer à la légitimité en l'appelant par son nom ; on la saisissait dans l'une de ses manières d'être , et la plus odieuse , qui était l'esprit jésuite .

» La France , petit à petit , se prit d'une haine implacable , universelle , immense , pour ce qu'on appelait la faction , quelquefois même la coterie jésuite , et il arriva un moment où , pour perdre Charles X , il suffit d'affirmer qu'il était Jésuite ; que , comme Jésuite , il professait la doctrine des restrictions mentales ; qu'en prêtant à Reims serment à la Charte , il avait dans sa poche l'absolution de ce parjure , et qu'ainsi le coup d'Etat était sa pensée favorite .

» C'est comme cela que raisonne et parlent les masses dans tous les temps ; elles donnent à leurs soupçons une forme matérielle qui les aide singulièrement à soutenir le combat . »

Devant cette cynique théorie de l'imposture qui , révélée à la France , sera encore mise plus tard en œuvre avec le même succès , il ne reste à l'histoire que le droit de flétrir tant d'impudence et de prendre en pitié la crédulité des hommes .

faire acquitter en se donnant les Jésuites pour instigateurs de leurs crimes . Ils voyaient que la colonnie avait si bien réussi en faveur de plus audacieux , qu'ils calomniaient à leur tour et à leur manière . Berrié se proclamait incendiaire du fait de la Compagnie ; un jardinier de Verrières , nommé Troclet , imagina de se justifier ainsi de l'assassinat qu'il avait commis sur la personne de Bellaure , habitant d'Antony , son créancier . Il accusa le père Jennesseaux et deux autres Jésuites , qui , le 28 juillet 1850 , l'avaient , prétendait-il , chargé de leur cacher une malle pleine d'objets précieux . Devant la Cour d'assises de la Seine , présidée par M. Agier , Troclet reproduisit sa fable . Le père Jennesseaux ne l'avait jamais connu , jamais vu ; cela resta démontré . L'assassin fut condamné à mort le 25 mai 1851 . et le Jésuite mis hors de cause .

CHAPITRE XLIII.

Les Jésuites à Rome. — Leur expulsion de Russie devient le salut de la Compagnie. — Caractère de Fortis. — Ses premières mesures. — Les Jésuites rappelés dans le Piémont et la Sardaigne. — Révolution de Piémont. — Charles-Félix roi. — Il connaît les projets des Carbonari. — Sa fermeté les déjoue. — Le Père Grassi confesseur du monarque. — Charles-Albert et les Jésuites. — Les nouveaux Collèges et le palais de la Reine à Gènes. — Intrigues pour perdre la Compagnie. — Mort de Pie VII. — Le cardinal della Genga est élu pape sous le nom de Léon XII. — Le Père Rozaven ne partage pas les craintes des Jésuites. — Léon XII rend aux Jésuites le Collège Romain. — Portrait de Léon XII. — Il protège la Compagnie. — Le Père Ricasoli est chargé de l'éducation de ses neveux. — Jésuites qui refusent l'épiscopat. — Le comte Michel Szczytt au noviciat. — Mort de Fortis et du Pape. — Congrégation générale. — Le Père Jean Roothaan est nommé Général de la Société. — Pie VIII et les Jésuites. — Caractère de Roothaan. — Les révolutions en Europe provoquent l'insurrection en Italie. — Le Conclave choisit le cardinal Capellari pour Souverain Pontife. — Portrait de Grégoire XVI. — Les Jésuites donnent les exercices à tous les religieux de Rome. — La Propagande les charge du Collège Urbain. — Le choléra aux portes de Rome. — Calomnies contre le Pape et les Romains. — Précautions prises par le gouvernement pontifical. — Le peuple de Rome et les processions. — Le choléra se déclare. — Les Jésuites pendant le fléau. — Grégoire XVI et les orphelins. — Les Jésuites à Vérone. — Le cardinal Odescalchi entre au Noviciat de Vérone. — Sa lettre au Général. — Sa mort. — Encyclique du Général pour l'année séculaire. — Les Jésuites rentrent à Venise. — Les habitants de l'île de Malte demandent des Pères. — Lord Stanley seconde leur vœu. — Les Jésuites en Sicile. — Ils sont médiateurs entre les partis. — Leur attitude à Naples. — Les Jésuites rappelés en Espagne. — Le Père de Zuniga provincial. — On leur restitue les biens non aliénés. — Leur succès. — La révolution de 1820 proscriit la Compagnie. — Fondation du collège militaire de Ségovie. — Mort de Ferdinand VII. — Premiers symptômes de guerre civile. — On accuse les Jésuites d'être hostiles au gouvernement constitutionnel. — On répand le bruit qu'ils ont empoisonné les fontaines. — L'émeute chez les Pères. — Massacre des Jésuites de Madrid. — Le Père Munoz, sauvé par les assassins, protège ses frères. — Le pouvoir constitutionnel en face du crime autorisé. — Les Cortès suppriment la Compagnie. — La maison de Loyola survit à la destruction. — Les Jésuites et les Carlistes. — Don Miguel en Portugal. — Rappel de la Compagnie. — Le Père Delvaux y conduit quelques Pères français. — Timidité du gouvernement vaincue par le cardinal Justiniani. — La petite-fille de Pombal et les Jésuites. — Don Miguel leur restitue le Collège de Coimbre. — Marche triomphale des Pères. — Le Père Delvaux au tombeau de Pombal. — Les Jésuites à Coimbre. — L'armée de don Pedro. — La guerre civile et le choléra. — Politique et dévouement des Pères. — Don Pedro tâche d'attirer les Jésuites dans son parti. — La révolution règne à Lisbonne par l'émeute. — Les Jésuites sauvés par un Anglais. — Nouveau décret de proscription contre l'Institut. — Les Jésuites de Coimbre à la Tour Saint-Julien. — Le baron Mortier les délivre.

Les
Jésuites
à Rome.

Nous avons dit de quelle manière l'Institut de Loyola avait pu, en 1820, au moment de la Congrégation générale, échapper à une crise ; cependant le péril, quoique ajourné, n'en paraissait pas moins imminent aux esprits dont la prévoyance ne se laissait pas éblouir. Il existait au siège même de la Compagnie des éléments de dissolution. Ils s'étaient produits dans une circonstance solennelle ; on était parvenu à les neutraliser, mais tout faisait présumer qu'un jour ils finiraient par triompher. A Rome, la Société de Jésus se composait, en majeure partie, de Profès que l'âge avait privés de l'énergie et de l'activité nécessaires pour bien gouverner. Comme presque tous les vieillards, ils montraient une propension naturelle à se laisser

guider par ceux qui savaient capter leur confiance. A côté de ces anciens apparaissaient des jeunes gens à peine admis dans la Compagnie. Le talent et même un certain degré de zèle et de vertu ne suppléaient pas chez eux à l'expérience et à la connaissance de l'esprit de l'Institut. Ils offraient donc plus de dangers réels que de solides appuis. Entre ces deux extrêmes, il manquait en Italie une génération moyenne. L'absence totale d'hommes mûrs faisait pressentir la chute de l'Ordre de Jésus ; cette absence avait déjà encouragé les projets des novateurs, et depuis longtemps la Province romaine sollicitait Brzozowski de mettre un terme à l'instabilité. C'était en Russie que la génération intermédiaire se trouvait ; mais l'empereur Alexandre refusait

Leur
expu-
sion
Russi-
devien-
le sud
de l'
Comp-
gnie

d'accorder la liberté aux Pères vivant dans ses Etats. Cette situation avait été pour Bzrozowski un perpétuel sujet d'inquiétudes ; à ses derniers moments il parut en être débarrassé. « Voici que je meurs, disait-il aux Jésuites rassemblés autour de son lit d'agonie. Quant à vous tous, on vous expulsera d'ici. » Le pressentiment du Général se réalisa, et l'exil devint le salut de la Compagnie. On eût dit que la Providence avait conservé sans interruption les enfants de Loyola en Russie, qu'elle leur avait laissé connaître et appliquer les traditions pratiques de l'ancienne Société afin de pouvoir répartir dans les Provinces naissantes, et principalement en Italie, ces bannis qui y portaient le germe de l'obéissance et l'amour de la discipline.

Le Père Fortis était né à Vérone le 26 février 1748. Entré dans l'Institut à l'âge de quatorze ans, il en avait subi toutes les vicissitudes. La suppression le trouva professeur de rhétorique à Ferrare ; il ne voulut pas se séparer de la mère qui venait d'ouvrir son cœur à la piété et aux belles-lettres. Dès que la Compagnie fut ressuscitée dans l'empire russe, il demanda à y être agrégé, puis il s'efforça de la faire accepter à Parme et à Naples. C'était déjà un vieillard en 1820 ; néanmoins, avec une profonde expérience du cœur humain, il possédait une âme fortement trompée. Il savait que le bien lui-même ne doit pas être précipité. Il marchait donc avec prudence au milieu des obstacles entravant la route, mais il arrivait au but. Ce but était l'amélioration plutôt que l'agrandissement de la Société. Les révolutions dont l'Espagne et une partie des Etats italiens étaient le théâtre devaient réagir sur les Jésuites ; on les chassait au cri de *Vive la liberté* ! Fortis les soutient dans ces nouvelles épreuves. Il fonde à Rome la maison de retraite de Saint-Eusèbe ¹. Au mois de

novembre 1824, le Père Tartagni crée le Collège de Forlì ; quelques jours après, les Pères Rigoli, Gianotti et Chiavero prennent possession de celui de Modène. Le marquis Antoine Visconti de Milan l'avait doté ; le duc François IV en fait l'objet de sa sollicitude spéciale. Il confia au Jésuite Gianotti l'éducation des princes ses fils, et il demanda que le Père Camille Pallavicini soit nommé Evêque de Reggio. Pendant ce temps d'autres Jésuites s'élançant sur le sommet des montagnes et au fond des bois qui avoisinent la ville de Frosinone : c'est le repaire des bandits de la Romagne. Les Jésuites s'efforcent de faire naître le repentir dans ces hommes farouches ; ils y parvinrent.

A peine la Compagnie était-elle rétablie que, fidèle à ses traditions de famille, le roi Victor-Emmanuel de Piémont s'occupe de rappeler les Jésuites dans ses Etats. Il leur ouvre successivement le Collège de Saint-Ambroise à Gênes, ceux de Turin, de Novarre et de Nice. Le Père Thomas Pizzi conduit les disciples de saint Ignace à Cagliari, dans l'île de Sardaigne ; Joseph Bellotti forme le Noviciat de Chieri. Jean Roothaan est le premier Supérieur de la Maison des Provinces à Turin, vaste école où la jeunesse studieuse embrasse d'un seul regard le cercle de toutes les connaissances, et où s'enseignent en même temps la théologie, les belles-lettres, le droit, la médecine et la chirurgie. La révolution de 1824 et les conséquences qu'elle entraîna firent naître dans le cœur du Monarque de si tristes prévisions, qu'il ne se jugea pas capable de réprimer un mouvement dont il avait suivi les progrès avec effroi. Il crut que, pour l'honneur du trône, il devait abandonner le soin des affaires à un caractère plus vigoureux. Charles-Félix, son frère, jusqu'alors connu sous le titre de duc de Genevois fut forcé par lui de prendre les rênes du Royaume. Comme partout, la Révolution piémontaise s'accomplissait pour imposer de nouvelles lois au Souverain, pour annihiler le pouvoir et l'offrir dans la rue au premier venu qui saurait corrompre les multitudes. Le nom des Jésuites était un signal de proscription. Les Carbonari italiens, allemands et espagnols avaient contracté alliance avec les Révolutionnaires français, ces fils aînés de l'anarchie. Ils tendaient au même but, ils espéraient y arriver par les mêmes moyens. Ils

Les
Jésuites
rappelés
dans le
Piémont
et la Sar-
daigne.

Révolu-
tion de
Piémont.

Charles-
Félix
roi.

(1) Cette maison de Saint-Eusèbe est célèbre à Rome par la retraite que les Jésuites y donnent chaque année pendant la semaine sainte. En 1855, Augustin Theiner, l'un des plus brillants écrivains de l'Allemagne, y entra, toujours poursuivi par ses doutes et par ses incertitudes en matière de religion. Il conféra avec le père Kohlmann, l'ami du protestant Schlosser, et dans son ouvrage intitulé : *Le Séminaire ecclésiastique ou Huit jours à Saint-Eusèbe*, Theiner rend ainsi compte de ses sentiments : « Je pénétrai donc dans cette maison de retraite de Saint-Eusèbe, mais dans quelle attente ! J'étais fermement convaincu que je ne pourrais y passer seulement trois jours. Attiré là peut-être plus par curiosité que par un autre sentiment, je voulais étudier d'un peu près ces fameux Jésuites dont on parlait tant, d'autant plus qu'on m'avait dit à Vienne beaucoup de mal de leur maison de retraite. J'espérais au moins, si je pouvais m'en tirer *sans écorchure*, trouver là le sujet d'un piquant article de journal. J'avais aussi pris la précaution de charger mon ami, l'artiste français dont j'avais pris congé sous prétexte d'une course à la campagne, de me faire réclamer avec instance à telle adresse, si je n'avais pas reparu le douzième jour.

« Mais que je fus surpris ! le pieux silence qui régnait dans cette aimable demeure parlait intimement à mon âme ; et déjà de si heureux commencements promettaient une heureuse fin. On me conduisit dans une petite chapelle décorée avec goût, dont le style gothique, en portant au recueillement, ajoutait encore à l'impression produite par l'oratoire, et où tout contribuait à éveiller et à nourrir la piété. Le discours d'ouverture de la re-

traite captiva toute mon âme et calma ses agitations. L'exposition simple et lumineuse de l'objet élevé de ces exercices, l'exhortation touchante adressée à tous les assistants de s'éloigner s'ils ne se sentaient ni assez de courage ni assez de force pour suivre cette retraite avec les dispositions et les vœux exigés par le saint fondateur ; tout cela fit sur moi l'impression que je souhaitais, et ne me laissa pas douter un instant que je n'en retirasse pour mon âme la force qui m'était nécessaire, et cette paix après laquelle je soupirais depuis si longtemps, et qui depuis plusieurs mois était l'objet de tant et de si sérieuses démarches. »

Augustin Theiner sortit de Saint-Eusèbe le 29 avril 1853. Il était fervent Catholique ; il est aujourd'hui prêtre de l'Oratoire de Saint-Philippe de Néri.

flattaient les princes que les illusions de la jeunesse ou l'inexpérience laissaient à leur merci ; ils s'en faisaient un drapeau pour cacher leurs plans subversifs ; ils les entouraient d'hypocrites respects, de vœux menteurs et de perfides amis, afin de les dominer ou tout au moins de les compromettre. Le mot d'ordre, le secret des Ventes cachait la ruine des Rois sous l'anéantissement de l'Ordre de Jésus.

Charles-Félix, qui résista autant qu'il put à l'abdication de Victor-Emmanuel, prend les dispositions les plus efficaces. Il veut sauver la Royauté et le Peuple d'un double danger. La Révolution sent qu'elle ne sera pas la plus forte : elle n'ose même pas expulser les enfants de saint Ignace. Le nouveau Monarque ne s'arrête pas à ce premier triomphe. Il sait que les démagogues ne sont audacieux qu'en présence de la faiblesse ; il va leur offrir, au commencement de son règne, la mesure de son inébranlable fermeté. Les Universitaires de Turin ont vu avec une jalousie mal contenue le Père François Manera réunir autour de sa chaire de littérature italienne la foule toujours plus enthousiaste de ses auditeurs. Manera est, par l'élégance de son esprit et par la richesse de son imagination, l'un des professeurs les plus renommés de l'Université ; Roothaan, par la modération de son caractère et la multiplicité de ses devoirs toujours dignement remplis, possède la confiance des familles. Charles-Félix se propose de donner aux Jésuites un témoignage encore plus manifeste de son estime. Les Carbonari leur sont hostiles ; le vœu des Ventes est d'anéantir cette autorité morale. Le Roi, afin de faire comprendre toute sa pensée, choisit pour confesseur le Père Jean Grassi. L'épreuve était décisive ; on respecta la volonté d'un prince qui savait si bien répondre au défi de quelques turbulents. Sous son règne, il ne s'éleva pas une plainte adressée à l'Institut ; le Père Grassi lui-même n'eut jamais à subir le contre-coup des récriminations toujours attachées aux fonctions d'un Jésuite confesseur de Roi.

Il connaît les projets des Carbonari.

Sa fermeté les déjoue.

Le père Grassi confesseur du monarque.

Charles-Albert et les Jésuites.

Grassi était à la source des faveurs ; il ne demanda rien pour lui, rien pour son Ordre, rien pour les autres. Il laissa le Souverain régler avec ses Ministres les affaires de l'Etat ; il ne s'en mêla ni en bien ni en mal. Quand Charles-Félix expira dans les bras du Jésuite, qui avait eu seul le courage de lui annoncer que sa dernière heure allait sonner, ce fut la justice que les adversaires de l'Institut et les courtisans rendirent au confesseur. Le prince de Carignan n'avait pas toujours eu à se louer des intentions monarchiques du vieux Souverain. Charles-Albert tint compte aux Jésuites de la neutralité si fidèlement gardée, et, en remerciant le Père Grassi des soins prodigués à Charles-Félix dans sa dernière maladie, il lui dit : « La Compagnie a perdu dans le Roi défunt un protecteur et un

père ; elle trouvera en moi autant d'estime et d'amour. »

Le Roi a tenu plus qu'il n'avait promis. Les Jésuites de Piémont forment alors une Province séparée ; avec l'appui du Monarque, ils ouvrent un Noviciat à Cagliari et un Collège dans la ville d'Aoste. Le général comte de Boignes dote Chambéry, sa patrie, d'un de ces établissements ; le saint abbé Ducrey leur cède celui de Mélan, dans les belles solitudes du Faucigny, entre le Mont Blanc et le Mont Buet. En 1838, Charles-Albert fonde la résidence de San-Remo dans la rivière de Gênes. Les Pères ne possédaient à Turin que le Collège des Nobles, et, sous les deux derniers Rois, ils n'avaient jamais pu obtenir une église pour appeler le peuple à de pieux exercices ou à d'utiles dévouements. Celle des Saints-Martyrs, dans Dora-Grossa, et la maison qui y était annexée appartenait jadis à la Compagnie. Au temps de la suppression, l'église s'était transformée en paroisse de la ville ; la maison était devenue tout à la fois un centre d'administration publique, un hôtel où habitaient de hauts fonctionnaires et une prison. Trois ans après être monté sur le trône, Charles-Albert a vaincu tous les obstacles et rendu à la Société l'église et le collège de Dora-Grossa.

L'Université de Gênes avait suivi l'exemple de ses sœurs ; elle s'était emparée de l'ancien Collège des Jésuites pour en faire son palais. Il n'était pas possible de la dépouiller de cette maison, qu'elle regardait comme le prix de sa victoire ; mais Charles-Albert n'en persistait pas moins à établir l'Institut dans la capitale de l'ancienne république. Des obstacles surgissaient à chaque pas : les uns prenaient leur source dans des craintes de concurrence, les autres dans des prévisions politiques. L'on ne s'opposait pas en face au désir du Roi, l'on cherchait seulement à l'entraver par toutes les chicanes administratives. Charles-Albert comprend qu'il n'est pas de sa dignité d'entrer en lutte avec tant de petites rivalités ou de passions secrètes. D'un mot, il peut les réduire au silence ; il aime mieux paraître les ignorer. « Puisque je ne peux, dit-il, venir à bout de trouver à Gênes une maison pour les Jésuites, je leur donnerai la mienne, qui pourra m'en empêcher ? » Aussitôt il leur assigne le palais Doria-Tursi, dit Palazzo della Regina, parce que Marie-Thérèse, veuve de Victor-Emmanuel, l'habita avec ses filles, l'impératrice d'Autriche, la reine de Naples et la duchesse de Lucques.

A cette marque inespérée de confiance royale, les adversaires de la Compagnie sentirent qu'ils avaient fait fausse route, et que, pour perdre les Jésuites dans un temps plus ou moins éloigné, il ne fallait pas les attaquer de front. Charles-Albert était aimé et estimé de ses peuples. Législateur et guerrier, aussi habilement économe que prodigue, il poursuivait active-

Les vestiges du palais de la Reine à Gênes.

Intérieur du palais de la Reine à Gênes.

ment ses utiles réformes. Mais, après s'être rendu compte de la situation, il ne voulait pas reculer devant les préjugés d'un autre âge, que les amis des lumières et du progrès constitutionnel s'efforçaient de répandre. On espéra qu'il serait plus facile de miner la place que de l'enlever d'assaut. On essaya de dire d'abord que les Jésuites feraient repentir le Roi de sa protection. Les Jésuites imposèrent à la Cour et aux Ministres leur immuable volonté; ils gouvernèrent; ils régnerent. Ces mensonges furent accueillis avec dédain; on en fit circuler d'autres. On apprit à Charles-Albert que les Pères étaient d'excellents Religieux, de bons directeurs, des orateurs éloquentes, de saints missionnaires; mais leur éducation ne se trouvait plus en rapport avec les besoins du siècle, elle ne concordait plus avec la civilisation moderne, car les Jésuites étaient les ennemis de toute idée nouvelle. Il faudrait, aux enfants élevés par eux; un Roi absolu comme Amédée II et saint comme Humbert. Le Monarque sourit, et laissa au temps le soin de trancher la question. Chaque jour elle se résout dans le sens qu'il a indiqué.

La Société de Jésus cessait d'être en contact avec les révolutions d'Italie; elle voit son existence compromise dans l'élection d'un nouveau Pape. Le 20 août 1823, Pie VII était mort, plein de jours et de bonnes œuvres; et le Conclave allait donner un autre Pontife à l'Eglise. Pour l'Ordre de Jésus, le choix n'était pas indifférent; l'Ordre avait des adversaires dans le Sacré-Collège; depuis la Congrégation générale, il soupçonnait le Cardinal della Genga de lui être peu favorable. Ce Cardinal avait en effet pris ouvertement parti contre les Pères. On le savait attaché à ses idées, juste, mais inflexible dans sa volonté. Il n'avait aucune chance de s'asseoir sur la chaire de saint Pierre. Néanmoins, le 28 septembre 1823, il fut élu, malgré les puissances et surtout malgré Consalvi. Annibal, ainsi que le disaient les Conclavistes, Annibal était aux portes de Rome; il y entra en maître, et son intronisation faisait trembler les Jésuites. Aucun d'eux n'avait oublié les événements qui précéderent la Congrégation générale. Dans la tristesse de leurs âmes, tous s'avouaient qu'un ennemi leur était né. Cependant la réflexion vint avec le temps, et, dès le 44 octobre 1823, le Père Rozaven, faisant au Père Billy l'historique du Conclave, s'exprimait ainsi sur Léon XII :

« Ce nom promet beaucoup, et il paraît vouloir remplir l'attente commune; car en peu de temps il a fait beaucoup de choses, et des choses très-utiles; mais je ne puis entrer dans ces détails. Ce que vous désirez de savoir et ce que vous attendez que je vous dise, ce sont ses sentiments pour la Compagnie. D'après certaines choses, qui se sont passées il y a trois ans,

nous avions sujet de craindre qu'il ne fût pas très-bien disposé pour nous; mais Dieu tient dans ses mains le cœur des Rois, et surtout celui des Papes est en la main de Dieu. En se revêtant de cette dignité, ils prennent un nouvel esprit. Jusqu'à présent, notre Père Général n'a pas pu lui être présenté, mais nous savons certainement qu'il nous est favorable, et qu'il ne tardera pas à nous donner une preuve publique et manifeste de sa bienveillance. Une personne pour laquelle il a beaucoup d'amitié, et qui en a beaucoup pour nous, ayant pris la liberté de lui recommander la Compagnie, il lui répondit. « Vous vous intéressez donc à la Compagnie? et bien! sachez que je m'y intéresse plus que vous. »

» Je sais, de science certaine, plusieurs autres choses que je vous dirais volontiers, mais que je n'ose pas écrire. En somme, la Compagnie peut beaucoup espérer de notre nouveau Pape, que Dieu daigne conserver de longues années! mais il a des préventions contre quelques personnes. Si mon chétif individu, qui lui est fort peu connu, est du nombre de ceux qui n'ont pas le bonheur de lui plaire, c'est ce que je ne saurais dire certainement; on m'a dit que non, mais j'ai quelque lieu de le craindre. Quoi qu'il en soit, pourvu qu'il fasse du bien à la Compagnie, je suis tout content d'être jeté à la mer. S'il persuade au Père Général que l'air de Rome ne me convient pas, je suis tout résigné à aller respirer celui de France et même celui que respire le Père Bougeant dans son exil. Qu'on me donne l'emploi de Professeur de logique et de métaphysique, *pro nostris*, et mon ambition sera satisfaite. J'aurais, je crois, un grand plaisir à enseigner à ces jeunes gens à raisonner juste, chose que je vois devenir de jour en jour plus rare. »

La preuve publique et manifeste que le Père Rozaven fait espérer aux Jésuites de France de la part de Léon XII ne tarda pas à être officiellement donnée. Le Pape ne proscrivit aucun des disciples de saint Ignace entrés en lutte contre le Cardinal della Genga, pas même le Père Rozaven. Bien mieux, le 47 mai 1824, il publia le bref *Cum multa in urbe*, qui restitue à la Société de Jésus le Collège Romain, dont ses plus illustres maîtres avaient immortalisé le nom. Le marquis Patrizi, sénateur de Rome, s'était déjà, sous Pie VII, rendu auprès du Saint-Siège l'interprète des familles; il avait présenté au Pape une supplique dans laquelle on lit : « Le Collège Romain, sanctuaire dédié aux sciences et à la Religion, ancienne propriété de la Compagnie de Jésus, Séminaire d'une foule innombrable de personnages, célèbres par leur sainteté ou leur savoir, se trouve encore entre des mains étrangères. Quoique, en vertu d'un acte de Votre Sainteté, qui promet aux Jésuites la restitution de leurs anciennes

Léon XII
rend aux
Jésuites
le
collège
Romain.

propriétés non aliénées, on ne puisse douter que ledit Collège ne leur soit bientôt rendu, néanmoins, le Peuple ne croit pas devoir négliger les moyens qui lui semblent opportuns pour accélérer cette restitution, et avec elle le complément de ses vœux. »

Le Peuple Romain sollicitait cette faveur au pied du trône de Pie VII ; les événements, plus forts que la volonté des hommes, firent aujourd'hui la demande par un Pape ami des Jésuites. Son successeur, qu'ils croyaient leur adversaire, exauça cette prière de son propre mouvement. Le bref de Léon XII commence ainsi :

« Entre les établissements nombreux que la prévoyante sollicitude des Souverains Pontifes a fondés dans notre Ville, pour procurer efficacement le salut et les avantages du peuple chrétien, un rang d'honneur est dû sans doute au Collège Romain ; ce Collège qui, élevé à la gloire de la Religion et des beaux-arts par Grégoire XIII, d'heureuse mémoire, et construit avec tant de grandeur et de magnificence, a mérité, durant tout le cours de sa durée, de la part de nos prédécesseurs, des témoignages d'une sollicitude spéciale et d'une bienveillance paternelle.

« C'est en effet une chose digne d'admiration et de souvenir pour la gloire de cet établissement que ce jardin fermé ait produit sans interruption jusqu'à nos jours des fruits de salut et d'honneur, c'est-à-dire que ce sanctuaire des beaux-arts ait formé pour le bien de l'Eglise et de l'Etat un si grand nombre d'hommes éminents et recommandables par la sainteté de leurs mœurs, l'éclat de leurs dignités et l'excellence de leur doctrine.

« Ce Collège, qui doit son premier lustre à saint Ignace de Loyola, fondateur de la Compagnie de Jésus, fut confié par les Souverains Pontifes aux clercs réguliers du même Ordre, qui le gouvernèrent avec succès tant qu'exista leur Religion, ainsi que le firent après eux les Prêtres séculiers chargés de sa direction. Mais comme Pie VII, notre prédécesseur, en vertu des lettres apostoliques du 7 des ides d'août 1844, a rétabli la Compagnie de Jésus dans sa première dignité pour cette fin principale, à savoir qu'elle formât la jeunesse aux sciences et à la vertu, nous qui étions pleinement instruit de l'intention où était ce même Pontife de rappeler la Compagnie de Jésus dans le Collège Romain, nous avons cru devoir immédiatement délibérer sur cette affaire et consulter la Congrégation de nos vénérables frères les Cardinaux de la sainte Eglise que nous avons chargés de la tâche si importante d'établir dans tous nos Etats le mode d'instruction le meilleur et le plus avantageux, seul moyen de régénérer la société tout entière après des temps si désastreux et si funestes à l'Eglise. C'est pourquoi, de science certaine et en vertu de la plénitude de l'autorité apostoli-

que, nous concédons, nous assignons et nous attribuons à perpétuité, par ces lettres, à nos chers fils les clercs réguliers de la Compagnie de Jésus, et, en leur nom, à notre cher fils Louis Fortis, Général de ladite Compagnie, le Collège Romain, l'Eglise de saint Ignace et l'oratoire qui tire son nom du Père Caravita, les musées, la bibliothèque, l'observatoire, avec tout ce qui leur est annexé et en dépend, à condition qu'ils tiendront dans ce Collège, selon le mode ancien qui était en vigueur, l'an 1773, des écoles publiques auxquelles nous ordonnons d'adjoindre des chaires d'éloquence sacrée, de physique et de chimie. »

Dans les circonstances, ce bref était plus qu'une consécration pour la Société de Jésus ; il devenait entre elle et le Saint-Siège un indissoluble lien, car à Rome les Papes ne cherchent point à détruire ce que leurs prédécesseurs édifièrent. L'approbation de Léon XII, sanctionnant et augmentant les faveurs déjà accordées par Pie VII, était d'autant plus précieuse aux Jésuites que le nouveau Pontife ne balançait pas à porter la cognée dans les abus que son austère sagesse lui signalait. Toujours maladif, mais toujours prêt à se mettre au-dessus des souffrances du corps par l'inaltérable vigueur de son âme, Léon XII devait ressusciter sur le trône les Pontifes les plus vénérés. Il comprenait les besoins de son siècle et l'esprit du ministère sacerdotal. Il était économe et juste, bienveillant et rigide : il ne lui fut donc pas difficile de s'entendre avec les Jésuites. Il ne leur avait pas été favorable avant son exaltation, le trône lui inspira d'autres idées ; le successeur de Pierre ne les cacha jamais. Il comprit que l'Institut n'était en butte à tant d'hostilités patentes ou secrètes que parce que les Pères défendaient la Religion et les gouvernements légitimes. Il résolut, par devoir et par reconnaissance, de protéger à son tour les disciples de saint Ignace ; il ne faillit jamais à la mission qu'il se donnait. A Rome et dans les Etats pontificaux, il n'avait qu'à laisser faire le vœu des populations, il l'encouragea. Il visita souvent les Maisons de la Compagnie, il travailla à la béatification de ses saints, accrût par des bienfaits le Collège Germanique¹, et développa dans tous les sens cette Société dont il

(1) Le Collège Germanique était déjà rétabli sur ses anciennes bases. Les deux premiers élèves qui se formèrent à l'école des Jésuites de Fribourg furent Joseph Depreux, Evêque de Sion en Valais, et François Machoud, Chanoine de cette cathédrale. En 1819, Fontana, aujourd'hui Archevêque de Fribourg, se joignit aux deux Valaisans. Ce germe du Collège allemand fut transféré à Rome dans la maison de Gesù ; en 1828, Léon XII ordonna que les Germaniques reprissent leur ancien costume. Maintenant cet établissement, qui n'a en propre ni maison ni église, prospère comme aux plus beaux jours de l'Institut. C'est encore la pépinière des Evêques d'Allemagne. On remarque parmi eux le comte Lubinski, Evêque de Rodonopolis ; Georges Stahl, Evêque de Wurzburg ; le comte Charles-Auguste de Reischach, nommé par Pie VIII recteur de la Propagande à sa sortie du Collège Germanique, et choisi par le Roi de Bavière pour Evêque d'Eichstadt et coadjuteur de Munich.

appréciait le zèle et les lumières. Léon XII avait des neveux ; il confia leur éducation au Père Ricasoli, qui voit l'aîné de ces jeunes gens , revêtu de la pourpre romaine, soutenir sur le siège archiépiscopal de Ferrare la grandeur du nom de della Genga. La sollicitude de toutes les Eglises n'empêchait pas le Pontife de jeter de temps à autre un regard d'amour sur la ville où il était né. Il avait déjà beaucoup fait en faveur de Spolète. Au mois de novembre 1825 , il voulut encore faire davantage ; il restaura l'ancien Collège de la Compagnie. Dans le même temps , il érigeait à Rome le pensionnat des Nobles ¹. Afin de rendre le Collège Romain digne de sa gloire passée, les Jésuites y réunirent l'élite de leurs professeurs. Antoine Kohlman laissa le Maryland pour enseigner la dogmatique ; Dumouchel, un des élèves les plus distingués de l'Ecole Polytechnique, fut chargé de la chaire d'astronomie ; Van Everbroeck de celle des controverses. André Caraffa , Charles Grossi, Xavier Patrizi, Jean Perrone, Baptiste Pianciani, Michel Tomei et Dominique Zecchini secondèrent les efforts de ces savants, que dirigeaient Taparelli et Finetti. Le Père Louis Maillard ouvrit glorieusement l'arène des thèses publiques.

Cette succession d'événements heureux ne prenait pas les Jésuites au dépourvu. Le Père Pallavicini avait décliné les honneurs de l'Épiscopat à Reggio ; le Père Benoît Fenwich ne connut sa nomination au siège de Boston que lorsque les bulles et l'injonction de les accepter lui parvinrent. Antoine Kohlman et Pierre Kenney étaient proposés pour les évêchés de New-York et de Drummore. Ils en informèrent le Général de l'Institut. Fortis supplie le Pape de détourner de la tête des deux Missionnaires ce redoutable honneur. Léon XII accueille cette ambition d'humilité. Les Jésuites voulaient vivre dans l'indigence et dans le travail ; un gentilhomme de Pologne leur apprend à mourir en saints. Le comte Michel Szczytt, né dans la Russie-Blanche le 3 décembre 1786, avait été l'un des plus intrépides soldats d'Alexandre I^{er}. C'était un homme à la stature colossale et dont la bravoure n'avait jamais connu le danger. Quand la paix fut signée, il renonça au métier des armes, et habita chez les Jésuites de Polotsk. Après avoir une dernière fois parcouru l'Europe, il se réfugia dans la capitale du monde chrétien, où le Père Rozaven le reçut comme un fils. Szczytt prit les ordres sacrés, et, le 31 mai 1824, il entra au Noviciat des Jésuites. Le 24 juin 1825, il y expirait à l'âge de trente-neuf

ans, léguant à tous ses frères de l'Institut l'exemple d'une vie édifiante et d'une mort précieuse devant le Seigneur.

Ainsi que cela s'était assez souvent rencontré dans les annales de l'Eglise, le Pape et le Général des Jésuites succombaient presque à la même heure. Léon XII terminait sa carrière le 40 février 1829, Fortis l'avait précédé dans la tombe de quatorze jours seulement. Le 27 janvier le Général avait rendu le dernier soupir. Par quelques lignes tracées de sa main, il désignait pour Vicaire le Père Pavani, Provincial d'Italie. Le chef infirmier de l'Ordre appelle auprès de lui le Père Roothaan afin de le remplacer dans les fonctions qu'il abandonne, puis il convoque la Congrégation générale au 29 juin. Les principaux Jésuites qui y furent délégués étaient Jean Grassi, François Finetti, Louis Loeffler, Nicolas Godinot, Tom Glover, Sinéo, Landès, Korsak, Julien Druilhet, Richardot, Bird, Olivieri, Narbonne, Vulliet, Petit-Jean, Drach, Sorrentino, Scarlata, Broock, Kenney, Sancho et Janssen.

Le 9 juillet, le Père Roothaan, longtemps ballotté avec le Père Rozaven, fut élu Général de la Compagnie au quatrième tour de scrutin. Il choisit pour procureur-général Séraphin Manucci et Janssen pour secrétaire de l'Ordre. Alors on s'occupa des vœux exprimés par les différentes Provinces. Tous témoignent de la sollicitude dont chaque membre est animé pour conserver l'Institut dans son intégrité et y faire prospérer l'enseignement. Ils demandent unanimement la révision du *Ratio studiorum*, dans le but de l'approprier aux besoins du temps. Avant que la Congrégation discutât ce point essentiel, qui, à l'élection de Fortis, avait été admis en principe, le Général crut devoir révéler sa pensée sur une question aussi vitale. Il déclara que les circonstances et le mouvement des esprits exigeaient impérieusement la réalisation du vœu de tous les Pères ; mais son opinion était de ne rien décréter en forme de loi avant qu'on eût fait sanctionner par l'expérience dans les Provinces de l'Ordre les améliorations introduites. Ce conseil fut adopté.

Un nouveau Souverain avait été donné à l'Eglise universelle ; le 31 mars 1829, le cardinal Xavier Castiglione, qu'au dernier conclave l'Autriche et la France portèrent à l'élection et que Pie VII mourant avait désigné pour son successeur, remplaçait Léon XII. Pie VIII ne devait faire que passer sur le Siège apostolique ; mais quand, le 22 avril, les Jésuites vinrent recevoir la bénédiction du nouveau Pontife, il s'empressa de leur offrir une marque publique de son amour. Il leur adressa ces paroles : « Je l'ai dit souvent, et, lorsque j'en trouverai l'occasion, je me ferai toujours un plaisir de le redire, j'aime la Compagnie de Jésus. Ce sont des sentiments gravés dans mon cœur depuis

Mort de Fortis et du Pape.

Congrégation générale.

Le père Jean Roothaan est nommé Général de la Société.

Pie VIII et les Jésuites.

(1) Les Jésuites ne purent occuper ce nouvel établissement qu'en 1826, parce qu'il existe à Rome une loi religieusement observée. Cette loi veut que, durant le temps du Jubilé, on ne contraigne aucun locataire à sortir de la maison qu'il habite. Léon XII désira donner à tous les Fidèles un exemple de respect en faveur des prescriptions anciennes, et les Jésuites ne s'installèrent qu'une année après dans la maison qui leur appartenait.

l'enfance. J'ai toujours singulièrement honoré saint Ignace et saint François-Xavier, dont, tout indigne que j'en suis, j'ai le bonheur de porter le nom. J'ai étudié sous de célèbres Jésuites. Je sais tous les services qu'ils rendent à l'Eglise. L'Eglise ne peut se séparer du Pape, le Pape ne peut se séparer de la Compagnie. Les temps dans lesquels nous vivons sont si mauvais ! Jamais l'impie ne déploya plus d'audace, plus de haine, plus d'astuce. Un jour encore, et qui sait si l'Eglise ne recevra pas de nouvelles plaies. Unissons-nous tous pour combattre les ennemis du Seigneur. Rentrez donc dans vos provinces, embrasez-les de l'ardeur qui vous anime. Prêchez, enseignez l'obéissance et la vertu dans les écoles, dans les chaires, dans les confessionnaux, avec la voix, avec l'esprit, avec la plume. Que Dieu bénisse vos efforts ! et soyez sûrs que vous trouverez toujours en moi le plus tendre et le plus affectionné de tous les pères. »

A la veille des événements qui allaient bouleverser l'Europe et désoler l'Eglise catholique, ce discours avait quelque chose de tristement prophétique. Les Jésuites ne se déguisaient point la gravité des circonstances. Ils se savaient l'objet des terreurs feintes et des haines réelles de l'incrédulité ainsi que du carbonarisme. Le Pape les encourageait ¹ : ils ne se laissèrent pas intimider par les ennemis de la Religion.

Jean Roothaan, le nouveau Général de l'Ordre, naquit à Amsterdam le 20 novembre 1785. Son caractère, assemblage de qualités contraires, était calme et froid au dehors, ardent et sensible à l'extérieur. La modération dans les actes comme dans les paroles était sa vertu dominante ; il la devait autant à la force de sa nature qu'à son éducation première. Né catholique au milieu d'un pays protestant ², Jésuite dans un empire schis-

matique, il avait dû connaître de bonne heure le prix de la tolérance. Il aimait l'étude et la prière, l'enseignement et l'apostolat. Le choix de ses pairs le plaçait au gouvernement de la Société ; il se résigna au fardeau, et il commanda, ainsi que jusqu'alors il avait obéi, sans ostentation de pouvoir ou d'humilité. Pour tenir tête aux orages dont l'Institut était menacé, pour fortifier les timides et enchaîner l'impétuosité des exaltés, il fallait un courage aussi persévérant que la sagesse ; Roothaan ne faillit point aux espérances des Profès. Il arrivait à la tête de l'Ordre de Jésus dans un moment où les passions étaient surexcitées. Dès le premier jour il se traça une ligne de conduite, et il n'en dévia jamais.

La Compagnie n'ignorait pas que tant de coups étaient bien moins dirigés contre elle que contre le Catholicisme. Elle avait assumé sur sa tête toutes les accusations dont on la chargeait, et, persuadée que le Saint-Siège lui tiendrait compte de ses sacrifices, elle se dévouait aux outrages en attendant que ces outrages se transformassent en violence. L'attente des Jésuites ne fut pas de longue durée. La Révolution de juillet devint un signal pour les autres conspirateurs. L'Italie et l'Espagne, le Portugal et la Pologne s'insurgèrent au nom de la Liberté. Partout, excepté à Varsovie et à Bruxelles, la Liberté fit expier sa victoire aux Jésuites. Sous ce nom de Jésuites on confondait la foi des peuples, l'autorité de l'Eglise et les diverses hiérarchies du Clergé. La Révolution, jetant enfin le masque, se montrait à front découvert ; elle aspirait à renverser les trônes pour étouffer le Catholicisme. Comme en France et en Espagne, les Jésuites d'Italie ne furent plus qu'un accessoire ; on les persécuta pour l'acquit des consciences libérales ; néanmoins l'insurrection visait plus haut. La mort de Pie VIII, arrivée le 30 novembre 1830, réveilla dans le cœur des Carbonari romains l'idée de suivre l'exemple de la France. La France avait eu ses barricades et sa journée des Dupes ; pour embarrasser l'Europe, elle provoqua un mouvement dans les États voisins. Les Carbonari des Légations s'ébranlèrent comme la Pologne. Les agents de la Révolution leur promettent l'indépendance ; ils les bercent de l'espoir que le Saint-Siège va crouler sous leurs coups et qu'ils peuvent triompher facilement, puisque l'Eglise est veuve de son chef. L'insurrection gagne du terrain, mais, le 2 février 1834, le cardinal Maur Capellari est élu Pape sous le nom de Grégoire XVI.

Cette nomination n'arrête point les esprits des révoltés. Rome a un Pontife, ils ne veulent pas qu'elle ait un Souverain. Un complot doit éclater dans la capitale au milieu même des joies du carnaval, le 47 février. Le cardinal Bernetti,

rends Pères, d'une manière particulière ce jeune homme, dont j'ai apprécié si haut le mérite. Puisse-t-il être comblé par vous de science et de vertus, et puissions-nous le revoir un jour enrichi de ces dons pour lesquels il entreprend un si long voyage ! »

Caractère de Roothaan.

(1) Le 2 décembre 1829, Pie VIII, accompagné des cardinaux della Somaglia et Odescalchi, se rendit au Gesù pour prier devant l'autel de saint François-Xavier, dont l'Eglise célébrait la fête, et il y promulgua le décret de la canonisation du bienheureux Alphonse de Liguori. Le jour et le lieu choisis pour la publication du décret ne surprirent personne à Rome. La doctrine de Liguori est identiquement celle des théologiens de la Compagnie. Sa théologie morale n'est que le commentaire de la *Medulla theologicæ moralis* du père Busembaum dont il a intégralement conservé le texte. La canonisation d'Alphonse de Liguori était donc la justification des casuistes de l'Institut, et principalement de Busembaum. L'ouvrage de ce Jésuite n'a été si vivement attaqué que parce que les Jansenistes, se prévalant avec adresse de l'étrangeté du nom de l'auteur, dressèrent contre lui une accusation dont les moqueries se chargeaient de prouver la véracité.

(2) Quand le jeune Roothaan conçut, en 1804, le projet d'abandonner son pays et sa famille pour suivre dans la Russie-Blanche la vocation qui se manifestait en lui, il partit d'Amsterdam ; il arriva au Collège de Pologne avec une lettre d'un de ses maîtres protestants pour recommandation. Van Lennep, alors professeur renommé de littérature à l'Université d'Amsterdam, écrivait le 43 mai 1804 aux Pères de la Compagnie : « Je n'ignore point combien, dès les temps primitifs, la Société s'est distinguée dans toutes les branches d'études et de sciences ; les services qu'elle a rendus sont éclatants et ne peuvent jamais être oubliés. » Et, parlant de son protégé catholique, Van Lennep ajoute : « Je vous recommande, Révé-

Les r
luti
en E
pe p
voqu
l'ins
rect
en lu

L
Conc
choi
car
Cape
po
Sou
Pon

homme de tête, d'esprit et de cœur, vient d'être nommé secrétaire d'Etat. Il connaît de longue main les trames révolutionnaires, son habile fermeté les déjoue.

Pour mieux faire saisir leur pensée, les insurgés des Légations arborent le drapeau tricolore ; leur première, leur seule victoire est remportée sur les Jésuites. Au mois de février, presque à la même heure, ils envahissent les Collèges de la Société. A Spolète, à Fano, à Modène, à Reggio, à Forli ainsi qu'à Ferrare, ils s'emparent des maisons de l'Institut ; ils en dispersent les maîtres et les élèves ; ils y cherchent les armes qui ont dû y être déposées comme dans un arsenal hostile au peuple. Ils ont proclamé la liberté ; le premier acte qu'elle leur inspire est un décret d'expulsion. Ils désirent assurer la victoire de l'égalité contre l'arbitraire, et ils ont recours aux commissions militaires pour se protéger contre la risée publique ¹. Ils bannissent les Jésuites au lieu d'aller vaincre les Autrichiens ; ils fabriquent des lois au lieu de cimenter leur triomphe par une bataille décisive. Ils menacent de mort, ils couvrent d'injures des vieillards et des Prêtres au moment où, déjà tremblants pour leurs jours, ils implorent un refuge sur quelques vaisseaux étrangers, afin de mettre les flots de la Méditerranée entre eux et la justice des hommes.

L'insurrection italienne n'avait de racines que hors de l'Italie. Elle chassait les Jésuites de leurs Collèges, et elle mourait parce que chacun lui refusait son concours. Les populations, surprises un instant, sortaient de leur repos ; elles s'élancent avec des cris d'amour l'avènement de Grégoire XVI. C'était un Pape tel qu'il le fallait à cette époque de novateurs travaillant dans le vieux, un Prince de conciliation et de persévérance, de savoir et de goût, joignant la candeur de l'enfant à la mâle sagacité de l'âge mûr. Grégoire XVI, tiré d'un monastère de Camaldules, avait longtemps vécu dans les livres. Les livres lui révélèrent la science des hommes ; il l'appliqua dans ses ouvrages et au milieu des grandes négociations dont la confiance de Léon XII le chargea. Il aurait eu le courage du martyr, il dut avoir celui de la patience et du devoir. L'épreuve à laquelle l'Eglise romaine fut soumise était affreuse. Elle avait la Révolution aux portes de son patrimoine, et on lui enjoignait de consacrer celles que d'autres peuples tentaient de légitimer. D'un côté on appelait aux armes contre le Saint-Siège ; de l'autre on lui demandait de

sanctionner les pouvoirs récemment établis. Il y avait des Rois dépossédés, projetant d'abriter leurs grandeurs déchuës sous la Chaire de saint Pierre, et des Princes nouveaux, sollicitant comme reconnaissance du droit le fait d'un concours que le Pontife ne dénie à personne. Cette situation était inextricable. Grégoire XVI la domina en développant, en appliquant le principe que le ministère pastoral doit toujours être indépendant des variations de la politique.

Tandis que ces importantes questions se débattaient au Vatican, les Jésuites, pros crits d'avance par l'esprit révolutionnaire, rentraient dans leurs établissements aux acclamations des familles. A cette époque, le Cardinal-Vicaire Zurlo, afin d'entretenir la piété et la discipline dans les Ordres monastiques, prenait une résolution inusitée : il invitait tous les Religieux de Rome à suivre les exercices de saint Ignace. Le Père Finetti fut désigné pour les leur donner, et le Cardinal choisit l'Eglise du Gesù comme lieu de réunion. Quelques années de calme succédèrent aux tourments de la révolte ; le Pape en profita pour céder au vœu de la Propagande, qui, par l'intermédiaire du Cardinal Fransoni, demandait à investir la Compagnie de Jésus de la direction du Collège Urbain ¹. « Nous sommes persuadé comme l'est aussi notre Congrégation de la Propagande, disait le Souverain Pontife dans son bref du 2 octobre 1836, que l'éducation de ces jeunes Clercs destinés à semer la lumière de l'Evangile dans les contrées les plus lointaines et à répandre dans la culture de la vigne du Seigneur leurs sueurs apostoliques, ne peut être confiée, pour le plus grand avantage de l'Eglise, qu'aux membres de la Compagnie de Jésus. Par son Institut spécial, elle est consacrée à la direction de la jeunesse dans la crainte de Dieu, dans les sciences et les lettres dont cette crainte est le principe ; en même temps, cette Société religieuse est sans cesse appliquée avec zèle à procurer la plus grande gloire du Seigneur dans toutes ses opérations. La longue et heureuse expérience que, dès l'origine de cette Compagnie jusqu'à nos jours, l'Eglise a faite de l'incontestable aptitude des Pères de l'Institut pour diriger les écoles, soit des jeunes gens séculiers, soit des Clercs en tant de diverses parties du monde ; enfin, les témoignages honorables et unanimes que de toutes parts les ennemis mêmes du Saint-Siège et de l'Eglise, contraints par l'évidence des faits, se voient forcés de rendre à la Compagnie de Jésus pour la bonne éducation donnée à la jeunesse, tous ces motifs nous portent à accueillir avec empressement la demande que Votre Eminence nous

Les
Jésuites
donnent
les exer-
cices à
tous les
religieux
de Rome.

La Pro-
pagande
les
charge
du
collège
Urbain.

(1) A peine maître de la ville, les Carbonari de Bologne établissent des tribunaux militaires pour juger sans désemparer ceux qui n'accepteraient pas avec joie le bonheur que les révolutionnaires leur imposaient. Les Carbonari s'étaient formés en garde nationale. Une des attributions de la commission fut de punir comme crime de lèse-majesté toute insulte en paroles contre la garde civique.

C'est toujours le même excès de ridicule à côté de la plus sanglante cruauté. Les Révolutionnaires sont partout et toujours les mêmes.

(1) Le Collège Urbain, ainsi nommé en souvenir du pape Urbain VIII, son fondateur, s'appelle aussi Collège de la Propagande, parce qu'on y forme et on y instruit les Prêtres qui doivent aller porter l'Evangile aux nations les plus éloignées.

adresse au nom de la Congrégation de la Propagande. »

Le choléra aux portes de Rome.

Calomnies contre le Pape et les Romains.

Les périls dont l'incrédulité menaçait l'Eglise réunissaient dans le même vœu le Souverain Pontife et la Propagande. Grégoire XVI rendait aux Jésuites le Collège Illyrien et celui de Loreto. Un autre danger leur donna à tous l'initiative du courage. Le choléra avait porté ses ravages sur plusieurs empires. Rome jusqu'alors s'était vue épargnée ; tout à coup ce fléau vagabond tombe à ses portes. On a dit, — et les journaux anticatholiques de France et les feuilles protestantes d'Allemagne se sont faits les complaisants échos de ces imputations, — on a dit qu'à l'approche du choléra, la Cour romaine, les princes, les matrones de la ville, les médecins et le clergé avaient été saisis d'un de ces sentiments qui rendent lâches en face d'un devoir sacré. Le Pape, ajoutait-on, caserné dans son palais, entouré de gardes, est resté inaccessible ; il a craint le contact de son peuple, et le serviteur des serviteurs de Dieu, qui doit abaisser la tiare devant les souffrances chrétiennes, et le bon pasteur qui donne sa vie pour ses brebis, oubliés ces glorieux titres pour trembler à l'aspect du danger. L'effroi du Pontife réagit sur son gouvernement ; les médecins n'osèrent plus secourir les cholériques ; les Prêtres, les Jésuites surtout, reculèrent lorsque les moribonds les appelaient à leurs lits d'agonie comme les anges des dernières consolations.

Tels furent les récits que la haine fit circuler : on calomnia jusqu'au dévouement des femmes que l'excès de la terreur rend intrépides ; on exagéra la dureté de cœur des riches, afin d'insinuer aux pauvres que l'Eglise catholique est une marâtre sans entrailles. Pour frapper l'imagination des multitudes, on compara les désolations du siège de Jérusalem avec les apathiques désespoirs de Rome, et Rome l'emporta en misères de toute nature. Cette accusation systématique d'inhumanité, ces cordons sanitaires de honte, jetés entre les larmes d'un vieux Souverain et les douleurs de ses sujets, eurent quelque chose de si profondément cruel, que le *Diario di Roma*, Moniteur Pontifical, qui a vu passer tant d'outrages sur la triple tiare, ne se croit plus obligé à garder le silence dont la sagesse du Pape lui fait une loi. Il se plaint sans amertume ; sur les lieux mêmes, il raconte ce qui se passa en réalité. Le mot d'ordre était donné sur toute la ligne anticatholique ; aucun journal ne songea à démentir ou à prouver son assertion.

Précautions prises par le gouvernement pontifical.

Les faits étaient cependant bien simples. A peine le fléau indien eut-il envahi l'Europe, que Grégoire XVI ordonne aux docteurs Cappello et Lupi, deux des médecins les plus distingués de Rome, de partir pour Paris et d'observer la marche, les progrès de l'épidémie et les moyens curatifs à employer. Des précautions pleines de

prudence sont adoptées par le Cardinal Gambérini, ministre de l'intérieur. Le Cardinal Sala, président de la commission de santé publique, ouvre de nouveaux hospices. Par ordre de Grégoire XVI, on crée des ambulances dans chaque quartier, on indique des maisons de secours où les médecins seront en permanence. Ils devaient avoir soin des corps ; le Pape veut se reposer sur les Jésuites seuls du soin des âmes. Les Jésuites s'établissent infirmiers et aumôniers de ces hôpitaux. Le servite Moralli, par ses exhortations, forme une compagnie de dames de la Charité qui, tout en vivant dans le monde, se dévoueront aux œuvres de la bienfaisance chrétienne.

A l'aspect de tant de préparatifs, quelques citoyens se sentent dominés par la frayeur ; d'autres calculent peut-être que le choléra doit être l'auxiliaire de leurs vengeances particulières ou de leurs rêves politiques. Une proclamation de Ciocchi, gouverneur de la Ville, intimide les méchants et rassure les bons. Les bons étaient à Rome en immense majorité. Comme les autres peuples sur lesquels le joug sacerdotal ne pèse plus et qui se croient appelés à faire avancer la civilisation, les Romains ne conquirent pas la pensée que le gouvernement avait intérêt à les empoisonner. Ils ne se précipitèrent pas sur les médecins pour les déchirer dans de fanatiques désespoirs ; ils n'accusèrent point les passants d'être les moteurs du fléau ; ils ne virent point des magistrats municipaux saisir ce lugubre moment pour dénoncer un parti aux colères de la foule. Le choléra assiégeait la cité pontificale ; ses habitants ne s'entretenaient pas en s'accusant de crimes impossibles. Ils furent plus éclairés ou mieux dirigés que d'autres nations, qui plus tard les calomnièrent.

Le peuple de Rome et les processions.

Ce mal inconnu était tombé sur Londres, sur Paris et sur Madrid, les trois capitales de la régénération constitutionnelle, et il avait vu la multitude se livrer à de tels excès d'effroi et de fureur que, pour en retrouver la trace, il faut remonter par le souvenir jusqu'aux siècles d'ignorance et de barbarie. Ici, l'on massacrait sans pitié les hommes généreux qui se jetaient entre le choléra et le peuple ; là, on préludait par l'émeute aux funérailles que l'épidémie allait confondre dans la même stupeur. C'était à Londres, c'était à Paris et à Madrid qu'éclataient de semblables transports ; à Rome, rien de pareil n'est signalé. La foule s'agglomère dans les églises, elle entoure les chaires, elle assiège les confessionnaux, elle prie de la voix, elle prie du cœur. Le Cardinal Odescalchi, Vicaire du Pape, a voulu conjurer le fléau en faisant descendre le calme dans les âmes. Le peuple s'est préparé à la mort, et, dans une procession solennelle, il se met sous l'invocation de la Vierge. Afin de rassurer les esprits, une procession à Rome sera toujours plus efficace

qu'une émeute à Paris. L'image de sainte Marie-Majeure est transférée de la basilique à l'église des Jésuites. Cette translation, annonçant le péril dont est menacée la capitale du monde chrétien, a été ordonnée par Grégoire XVI pour désigner les enfants de saint Ignace comme les représentants de la charité pontificale. Le Pape, entouré des Cardinaux, du Sénateur et des Magistrats, voulut se joindre au cortège, et, sous une chaleur étouffante, il suivit à pied la procession, s'avancant à travers les flots pressés d'une foule résignée.

Ce fut un moment solennel que celui où, sur la place du Gesù, le Général de la Compagnie reçut, en présence de la Cour apostolique, le précieux dépôt en qui les Romains ont foi. De tous les points de la Ville, on accourait à l'église des Jésuites. Le peuple s'était relevé de ses terreurs ; on lui avait appris à envisager le danger sans pâlir : il l'attendait avec fermeté. Le mal se déclara, et aussitôt les hommes de l'art prévirent que ses ravages seraient affreux. Le 23 août 1837, il éclatait dans tous les quartiers, il frappait indistinctement sur toutes les classes. Les princesses Christine Massimo et Chigi en furent les premières victimes. La mort planait sur la cité sainte. Le 2 septembre, à l'heure même où le choléra sévissait avec le plus d'intensité, le Pape visite chaque rue de Rome, afin de bénir, de consoler et d'encourager cette population qui tend les bras vers lui. L'attitude de Grégoire XVI était triste, mais calme. Il avait ouvert le trésor obéré de l'Eglise : il demandait qu'on y puisât à pleines mains, car le Père commun ne voulait pas laisser mourir ses enfants sans secours. Quelques membres du Clergé séculier, ainsi qu'un certain nombre de médecins, avaient hésité dans le commencement. L'exemple du Pape, des Cardinaux, des Princes et des Moines, triompha de cette pusillanimité. Bientôt il n'y eut plus dans Rome qu'une rivalité de zèle et de sacrifices. Les Dominicains, les Franciscains, les Religieux de Saint-Camille-de-Lellis, les Chanoines réguliers, affrontaient la mort, comme un soldat brave le danger sur les champs de bataille. Au milieu d'eux ou à leur tête, les Jésuites ne trompèrent pas la confiance que Grégoire XVI et les Romains témoignaient à l'Institut. Il fallait une vigilance de toutes les minutes, des secours abondants, une activité sans exemple pour coordonner tous les devoirs. On entend les Pères solliciter la bienfaisance du riche qui ne refuse jamais ; on les voit pénétrer dans les quartiers indigents, porter les malades sur leurs épaules, distribuer à chaque famille des soins de toute espèce, adoucir les derniers moments de ceux qui expirent, et soutenir par leur courage l'énergie s'affaissant sous la douleur. Un écrivain royaliste, exilé de France, avait reçu à Rome une hospitalité que tous les partis réclament et

qui ne leur est jamais déniée. Cet écrivain se nommait Bérard. Le besoin l'avait fait médecin ; la reconnaissance doubla l'activité de son zèle. Confondu parmi les Jésuites, toujours avec eux au plus fort du péril, il échappa, comme eux, à la contagion, comme eux il devint une preuve vivante que l'impéritie est encore le meilleur des préservatifs ¹.

Neuf mille trois cent soixante-douze citoyens furent atteints par le fléau ; cinq mille quatre cent dix-neuf périrent. Le 14 octobre le choléra avait disparu. Au milieu des transports de joie qui éclatèrent à cette nouvelle, le Pape n'oublia point qu'il était le père des veuves et le nourricier naturel des orphelins. L'Archevêque de Paris, Hyacinthe de Quélen, dont le palais fut saccagé et la vie mise à prix par la Révolution, avait adopté tous les enfants que la mort laissait sans famille. Dans un magnifique élan de charité, et debout sur les ruines de son Archevêché, il apprenait aux plus incrédules à bénir cette Religion, la source de toutes les grandes œuvres et de tous les pardons. Grégoire XVI, cinq ans auparavant, admira la sollicitude pastorale du Prélat proscrit ; du haut de son trône, il la consacra en l'imitant. Le cardinal Odescalchi, interprète de ses volontés, excita la commisération publique en faveur des orphelins. Sa voix est entendue, et leur sort assuré. Pour veiller plus attentivement à la répartition des secours et à l'éducation des enfants, une commission supérieure fut nommée. Le prince Orsini, Sénateur de Rome, la présida ; elle eut pour trésoriers les princes Charles Doria et Gabrielli, pour secrétaire Camille di Pietro, auditeur de Rote. Par une dérogation aux règles de la Compagnie de Jésus, mais par un sentiment de reconnaissance qu'il était bon d'éterniser, on força le Père Roothaan à prendre place dans ce comité sous le titre de conseiller député ecclésiastique. Six sections particulières se rattachèrent à la commission. Elles eurent pour chefs monseigneur Morichini et la princesse Orsini, le marquis Patrizi et la comtesse Marioni, le prince Dominique Doria et la comtesse Lozzano-Argoli, monseigneur Marini et la princesse Borghèse, le marquis Serlupi et la comtesse de Marsciano, le chevalier Reni-Picci et la comtesse Orfei. La princesse Borghèse s'était déclarée la tutrice des orphelins ; elle les faisait élever dans son palais. Le Père Roothaan décida qu'à Saint-Etienne-le-Rond vingt orphelins seraient entretenus aux frais de la Société de Jésus.

Au mois de janvier 1830, un prêtre de Véronne, dom Pierre Albertini, avait conçu le projet de faire rappeler les Jésuites dans la Lombardie vénitienne. L'Evêque du diocèse et

Grégoire XVI et les orphelins.

Les Jésuites à Vérone.

(1) On remarqua que, sur plus de trois cents Jésuites qui, pendant près de deux mois, soignèrent et assistèrent les cholériques, aucun ne se vit frappé par le fléau. Il en fut de même pour la plupart des personnes qui se dévouèrent avec le plus de persévérance.

les magistrats de la ville accueillirent cette idée avec un empressement auquel la population entière s'identifia. Le 49 mars 1836 un décret impérial sanctionnait ce vœu ; il accordait aux Pères l'entrée de tous les royaumes soumis à l'empereur d'Autriche ; il leur permettait le libre exercice de leur Institut et de leur méthode d'enseignement, nonobstant les lois en vigueur. Une Maison fut fondée ; elle reçut presque aussitôt la visite de l'Empereur et d'Anne-Marie de Sardaigne, son épouse. Dans le même temps le cardinal Odescalchi renonçait aux dignités de l'Eglise pour commencer son noviciat.

Le cardinal Odescalchi entra au Noviciat de Vérone. Charles, prince Odescalchi, né le 5 mars 1786, était une de ces natures d'élite que le monde, dont ils doivent faire l'ornement, effraie et pousse vers la retraite. Destiné aux grands par sa naissance et par son mérite, il avait senti dès sa jeunesse qu'une voix intérieure lui disait d'embrasser la règle de saint Ignace. Des considérations de famille et l'ordre même de Pie VII comprimèrent ce désir. Odescalchi fut condamné aux honneurs de la pourpre et de l'Épiscopat. Par sa pieuse aménité, par ses talents, il devint l'une des gloires du Sacré-Collège, et, afin d'occuper des vertus qui aspiraient à la solitude, Grégoire XVI l'investit des fonctions de Vicaire-Général de Rome. La carrière du prince de l'Eglise avait été généreusement fournie ; Odescalchi pensa qu'enfin il lui en restait une autre à parcourir. Le Souverain Pontife et les Cardinaux luttèrent contre cette vocation irrévocable ; au nom de la Catholicité, ils lui demandaient le sacrifice de ses penchants. Les obstacles venaient de tous les côtés, le Cardinal triompha enfin de l'amitié que lui témoignait Grégoire XVI, et, après avoir reçu ses derniers embrassements, il partit de Rome secrètement, comme un coupable ou comme un homme trop heureux. Le Consistoire accepta la démission de toutes ses charges, que le Cardinal offrait avec tant de bonheur, et le prince de l'Eglise fut admis au nombre des Novices de la Société.

Ce fut le 8 décembre 1838 que le cardinal Odescalchi se dépouilla entre les mains du Père Antoine Bresciani, Recteur de Modène, de la pourpre qu'il avait honorée. Ce fut ce jour-là encore qu'il revêtit pour la première fois l'habit de l'Institut. Servir, pour lui c'était régner. Les fatigues du Noviciat furent la plus suave de ses voluptés. La cellule qu'il dut occuper parut plus belle à ses yeux que les palais où il avait passé son enfance et son âge mûr. Détaché de la terre, cet homme se replia en lui-même pour vivre tout à fait de la vie de Jésus. Les uns l'admiraient, les autres le plaiginaient ; lui se contenta de bénir Dieu. Voici en quels termes, le 8 décembre 1838, il annonçait au Général de la Compagnie son premier jour de félicité :

« Mon très-révérend Père, ayant pris ce matin le saint habit de la Compagnie, après

avoir célébré la sainte Messe et après avoir, selon les instructions du Père Recteur, donné la communion aux Novices, mes frères bien-aimés, je consacre mes tout premiers moments à écrire à Votre Paternité, bien que cette lettre ne doive partir que demain. Je vous écris sans délai, mon très-révérend Père, pour vous remercier de la lettre, précieuse par-dessus tout, que vous avez daigné m'adresser et que je conserverai fidèlement pour la consolation de mon âme, avec le bref du Saint-Père, qui, je dois l'avouer, a mis le comble à ma tranquillité.

» Les circonstances touchantes que je viens d'indiquer et celle encore de la belle fête de la très-sainte Vierge, à qui je me suis redevable de ma vocation et de la liberté que j'ai obtenue d'y obéir, ne me permettaient pas de différer un seul instant de m'adresser à celui qui sur la terre devient mon supérieur dans la nouvelle carrière que j'entreprends de suivre. Je me sens très-heureux, et la joie qui remplit mon âme ne peut se décrire. Le monde, dont les jugements portent si souvent à faux, exalte ce qu'il appelle mon sacrifice héroïque ; quant à moi, je bénis la divine miséricorde qui m'a accordé jusqu'aujourd'hui le temps, et qui aujourd'hui même me procure le moyen de me sanctifier et avant tout de me convertir.

» Je vous remercie de la bonté singulière avec laquelle vous daignez me parler des différents membres de ma famille, et me dire l'effet qu'a produit sur eux ma résolution. Je suis certain que, si quelqu'un d'entre eux l'a momentanément désapprouvée, c'est seulement parce qu'elle l'affligeait. Examinée sans prévention, elle se justifiera d'elle-même. Le premier mouvement est toujours de blâmer ce qui déplaît ; reste à voir si souvent, alors même, il n'y a pas entier désaccord entre la conviction de l'esprit et le jugement précipité des lèvres. Tous se calmeront bientôt, je l'espère, et, une fois calmés, ils ne pourront manquer de m'approuver.

» Je désire, mon très-révérend Père, que vous voyiez toujours en moi un enfant soumis, qu'en cette qualité vous disposiez toujours de moi sans aucun ménagement, et que toujours enfin vous vous rappeliez que le sacrifice de ma volonté est un bonheur pour moi.

» Dans ces sentiments, j'ai l'honneur de me » dire de Votre Paternité,

» Le très-respectueux et obéissant serviteur,

» CH. ODESCALCHI, Novice de la » Société de Jésus. »

Le Père Odescalchi, Cardinal ou Jésuite, Sa mort avait vécu de la vie des Anges ; il mourut en Saint. Après trois années passées dans l'exercice des devoirs sacerdotaux et dans les missions, où sa parole touchait les cœurs comme un doux chant de mère, il expira à Modène le 47 août 1844.

Encyclo-
pédie du
Général
pour
l'année
seu-
laire.

Au milieu des événements qui agitaient l'Europe, l'année 1840 allait ouvrir aux Jésuites le quatrième siècle depuis le jour où Paul III, en 1540, confirma l'Ordre de saint Ignace. C'était une époque solennelle pour les disciples de l'Institut. Ils l'avaient déjà célébrée deux fois avec une pompe que les Peuples et les Monarques encourageaient. Le 27 décembre 1839, le Père Roothaan adresse à ses frères une encyclique. Il ne s'agit plus d'éclat ou de fête. Le Général de la Compagnie pressent l'orage qui va gronder, et il ne veut pas que les joies chrétiennes des Jésuites puissent servir de prétexte aux menaces ou aux accusations. A la veille des tribulations qui attendent les enfants de saint Ignace, il leur rappelle leur destruction de 1773 comme pour les fortifier en face du danger : « Il y a cent ans, leur écrit-il, la Compagnie, entrant dans son troisième siècle, était florissante et pleine de vigueur ; en possession depuis longtemps d'une brillante réputation dans les lettres, dans les sciences et dans l'éloquence sacrée, elle s'occupait de l'éducation de la jeunesse chrétienne...

» Elle travaillait au salut des âmes dans tous les rangs, dans toutes les conditions, dans presque tous les Etats de l'Europe catholique et non catholique, dans les parties du monde les plus reculées et parmi les Infidèles. Elle jouissait partout d'une haute estime, et recueillait les fruits les plus abondants. Pour comble de gloire, les appiaissements et la faveur des hommes n'avaient pu porter atteinte à la piété sincère de ses enfants, ni ralentir leur ardeur pour la perfection. Et, si la faiblesse humaine ne permet pas de supposer que, parmi vingt mille Religieux et plus que l'on comptait alors, il n'y en eut pas d'imparfaits, du moins dans ce grand nombre on en voyait bien peu qui affligeassent cette bonne mère par l'irrégularité de leur conduite. Dans chaque province, au contraire, une foule de Religieux d'une sainteté éminente répandaient au loin la bonne odeur de Jésus-Christ. Du reste, la Compagnie soutenait une guerre acharnée contre l'erreur et contre le vice ; elle combattait avec courage pour la défense de l'Eglise et de l'autorité du Saint-Siège. Sentinelle vigilante, elle s'appliquait à démasquer les plus belles erreurs qui dès lors pullulaient de toutes parts, et qui ne semblaient nées que pour renverser d'abord la Religion, puis, bientôt après, les trônes des Rois, et enfin bouleverser tout ordre public, toute société. Elle travaillait à les détruire ou du moins à les comprimer, et employait contre elle la parole, la plume, ses conseils, tous ses soins, tous ses efforts, tous ses travaux. Aussi jouissait-elle d'un grand crédit auprès des Pontifes romains et des Evêques, des Princes et des Peuples. Elle était regardée comme le glorieux asile des sciences, de la vertu et de la piété, comme un auguste et vaste temple élevé à la gloire de Dieu pour le

salut des âmes, et ouvert au monde entier. Qui eût pu s'imaginer alors que, par une révolution aussi complète qu'inattendue, on verrait cet édifice si beau, si admirable, dont l'utilité égalait la grandeur, et que ses vastes proportions semblaient devoir rendre immortel, frappé de mille coups redoublés, s'ébranler, fléchir et s'écrouler enfin ! Et cependant ce qui paraissait incroyable, Dieu l'a permis pour apprendre à tous que ni la réputation de science et de vertu, ni les succès brillants, ni ce qu'on appelle des actions immortelles, ni la faveur des puissants du siècle, qui en est la suite ordinaire, ne sauraient soutenir une institution humaine quelconque si Dieu, Dieu lui-même, ne la soutient ; que c'est uniquement sur sa miséricorde et son assistance qu'il faut s'appuyer en tout temps. Dieu l'a permis pour nous apprendre, à nous surtout, à avoir de bas sentiments de nous-mêmes. Instruits que nous sommes par la Foi, et aussi par l'expérience, que Dieu et son Eglise n'ont pas plus besoin de notre secours que celui d'aucun homme, et pour que nous ne cessions de dire avec le Psalmiste, tant pour chacun de nous que pour la Compagnie en général : « Conservez-moi, Seigneur, parce que j'ai espéré en vous, et en vous seul. J'ai dit au Seigneur : Vous êtes mon Dieu, vous n'avez pas besoin de mes biens. »

Après avoir déroulé le tableau de la chute de l'Ordre de Jésus, le Général appelait ses frères à l'humilité, et il leur disait : « Si nous devons reconnaître que Dieu s'est montré admirable en nos pères, qu'un jour aussi nos successeurs puissent se glorifier de la miséricorde dont il aura usé envers nous. Gardons-nous donc, mes révérends Pères et mes très-chers Frères, de nous élever jamais en nous-mêmes ; et, quand nous ferions de grandes choses qui nous donneraient quelque droit à l'estime publique, n'ambitionnons pas les premières places ou le titre de bienfaiteurs parmi les hommes. Pensons, au contraire, que ce sont les largesses des personnes pieuses qui soutiennent notre existence, et que cela seul est un bienfait de voir que les hommes ne dédaignent pas nos services : bienfait de la part de ceux qui recourent à notre ministère, bienfait surtout de la part de Dieu, dont nous sommes ou du moins dont nous devons être les instruments, et devant qui, alors même que nous aurons accompli tout ce qui nous était ordonné, nous ne sommes que des serviteurs inutiles. Quant à moi, je suis persuadé que, si nous sommes humbles, il n'est rien que nous ne puissions espérer de Dieu pour nous et pour la Compagnie ; mais qu'aussi, sans cette condition, il n'est rien que nous ne puissions et ne devions redouter, soit pour nous, soit pour la Compagnie tout entière.

Ce fut ainsi que les Jésuites se préparèrent aux combats qui les attendaient à peu de mois

Les
Jésuites
rentrent
à Venise.

d'intervalle. La ville de Vérone, secondant les intentions de Grasser, son Evêque, et celle des familles les plus illustres, ouvrait aux enfants de Loyola le Collège de Saint-Sébastien. De grands sacrifices avaient été nécessaires pour construire le nouvel édifice; les magistrats et les citoyens s'imposèrent volontairement. Les villes de Crémone, de Cividale-del-Friuli, de Plaisance et de Parme suivent cet exemple. Nicolas Mattei, archevêque de Camérino, le Cardinal Ferretti, archevêque de Fermo, confient aux Jésuites l'éducation de la jeunesse de leurs diocèses. Le 2 avril 1842, l'empereur Ferdinand signe le décret pour l'érection du Collège de Brescia. Les Jésuites se trouvent exposés à d'incessantes attaques; on les accuse dans les pays monarchiques de détourner les sujets de l'obéissance due au Souverain, et dans les Républiques de se montrer les suppôts du despotisme. On a prétendu que le prince de Metternich les tient complètement éloignés du royaume Lombardo-Vénitien, parce qu'il redoute leur néfaste influence. Le chancelier germanique répond à ces bruits en laissant la Compagnie de Jésus pénétrer dans Venise. Elle a eu jadis de longues luttes à soutenir contre cette fière République; le canon autrichien campe sur la place de Saint-Marc, et les Jésuites sont à ses portes. Le Patriarche et les autorités allemandes les accueillent avec le même respect que le Peuple. Depuis Fra-Paolo Sarpi, il existait une sourde inimitié entre les Pères et les héritiers du Conseil des Dix. Cette inimitié disparaît, et le 31 juillet 1844, jour de la fête de saint Ignace, le Patriarche, le gouverneur, la noblesse, le clergé et le peuple se réunissent pour rendre aux Pères de l'Institut l'église et la maison dont tant de lois les ont dépouillés.

Le calme succédait à la tempête, et, dans les cœurs vraiment catholiques, le changement, pour être compris, n'a pas besoin d'explication. Les Vénitiens reconnaissaient les erreurs de leurs ancêtres; ils les abjuraient pour que leurs enfants pussent jouir d'une éducation chrétienne. Dans la vieille cité des Doges, les choses se passaient ainsi en 1844; le 29 mars 1845, l'île de Malte, devenue propriété britannique, fit entendre le même vœu à la Métropole. Ce vœu fut exaucé. Les Protestants anglais s'avaient enfin qu'il importait même à leur pouvoir de ne plus soumettre l'éducation de la jeunesse catholique au joug de l'Eglise anglicane. Hommes libres par excellence, ils voulurent laisser la liberté aux spoliés afin d'affermir plus complètement leur autorité. Malte sollicitait auprès de lord Stanley l'érection d'un Collège de la Société de Jésus. Ce Collège devait froisser tous les hommes qui font profession de n'appartenir à aucun culte: ils réclamèrent avec insistance, avec menaces. Le gouvernement de la Grande-Bretagne avait par expérience acquis la preuve

que la persécution est toujours un mauvais moyen de propagande. Il venait de sortir de cette voie périlleuse: il ne consentit pas à y rentrer pour plaire à quelques réfugiés italiens et à de vieilles inimitiés luthériennes. Le cabinet de Saint-James avait promis; lord Stanley, secrétaire d'Etat au département des Colonies, réalisa la promesse. Ce fut à cette occasion que les Maltais lui adressèrent la lettre des remerciements qu'on va lire ¹:

« Ayant appris par une voie sûre que vous aviez bien voulu approuver l'érection dans notre île d'un Collège dirigé par les Pères de la Compagnie de Jésus, nous, membres du Clergé, pères de famille et autres habitants de Malte, nous nous empressons de témoigner à Votre Seigneurie notre sincère gratitude pour une telle faveur. En nous acquittant de ce devoir, nous sommes heureux de penser que c'est à la bienveillance éclairée d'un ministre anglais que nous devons l'inappréciable avantage de pouvoir remettre aux mains des Pères de la Compagnie de Jésus l'éducation de nos enfants, avantage dont l'expérience a fait apprécier les heureux résultats et à nos ancêtres et à nos parents eux-mêmes qui ont placé ces îles sous le gouvernement paternel de la Grande-Bretagne.

» Convaincus comme nous le sommes que la félicité des nations aussi bien que celle des individus dépend essentiellement d'une éducation fondée sur les principes de la Religion, nous avons vu avec bonheur les habitants de Malte faire éclater la plus vive satisfaction au moment où ils ont appris que Votre Seigneurie, accédant à nos vœux, nous a procuré le bonheur de pouvoir confier notre jeune génération à des Pères qui nous inspirent une entière confiance par l'intégrité de leurs mœurs, leur savoir et leur zèle pour la Religion.

» Nous retirerons encore de cette mesure un autre avantage, celui de voir nos enfants, formés dès leur bas âge par ces maîtres expérimentés, devenir, nous avons lieu de l'espérer, de plus en plus capables de suivre avec succès les cours de l'Université, quand le temps en sera arrivé, et y recueillir aussi tous les fruits que ne manquent pas de produire les soins et les efforts des respectables professeurs de cette Compagnie.

» Oh! combien de pères de famille vont bénir le nom de Votre Seigneurie, qui leur procure la consolation de voir leurs enfants élevés au sein de la patrie, sous leurs yeux, sans être désormais obligés de les envoyer hors du pays en si grand nombre et avec d'énormes dépenses pour y recevoir une éducation étrangère!

» Nous ne voulons pas abuser plus longtemps

(1) Cette lettre, dont nous avons une copie certifiée, a été couverte en peu de jours d'environ quatre mille signatures, dont six cent soixante-quinze sont données par le Clergé séculier ou régulier, et les trois mille autres par les gentilshommes, les avocats, les médecins, les propriétaires, les négociants et les magistrats du pays.

de l'attention de Votre Seigneurie, dont les moments sont d'ailleurs si précieux, et nous finissons en déclarant que nous regardons cette bienveillante condescendance à nos désirs comme un nouveau lien qui unit les affections des Maltais au trône de la Grande-Bretagne; or, comme nous sommes principalement redevables de cette signalée faveur à Votre Seigneurie, nous la supplions de nouveau de daigner en recevoir nos sincères et bien vifs remerciements. »

Ainsi que nous l'avons déjà dit, le roi Ferdinand des Deux-Siciles avait, dès l'année 1804, rétabli la Compagnie de Jésus en deçà et au delà du phare. Il décida que les biens non aliénés seraient immédiatement restitués aux Pères. Ils recouvrèrent donc à Palerme leur maison Professe, le Collège Massimo et leurs églises. Le Roi avait pensé que les Jésuites allaient contribuer à rendre les études plus florissantes dans ses Etats; rien n'est effectivement plus favorable au développement des sciences et des lettres que l'émulation entre divers corps enseignants. On vit bientôt les Jésuites rivaliser avec l'Université et faire sortir l'éducation publique de la torpeur dans laquelle un monopole exclusif la faisait languir. Plusieurs Collèges furent fondés en Sicile; mais, quand les troubles de 1820 eurent mis le pouvoir aux mains des Carbonari, ce gouvernement révolutionnaire installa ses représentants dans la demeure même des Jésuites. Les Pères connaissaient l'esprit du peuple; ils savaient que tôt ou tard l'égoïsme et l'avidité des démocrates amèneraient une réaction : ils cherchèrent à la rendre aussi peu sanglante que possible. Cette réaction arriva; partout les maisons de l'Institut devinrent des lieux d'asile, où les vaincus de la journée se retirèrent sous la protection des enfants de saint Ignace. Le rôle de médiateurs entre les divers partis exposait leur vie à des périls continuels; ils les bravèrent afin de calmer les passions. Ce dévouement provoqua dans les cœurs une reconnaissance que le temps n'a point affaiblie. Les Jésuites firent tourner ce sentiment à l'avantage de la Religion et des bonnes mœurs. Ils furent tout à la fois Missionnaires et Catéchistes; ils formèrent partout des Congrégations d'ouvriers, de nobles et de marchands; et, lorsqu'en 1834 la crainte du choléra agitait les esprits, Joseph Spedalieri, provincial de Sicile, mit à la disposition du Vice-Roi tous les Pères de la Compagnie. Par leurs prédications et leur charité, ils avaient conquis une influence si légitime que les magistrats les appelaient sur tous les points où la révolte pouvait fermenter.

En 1837 le choléra envahit la Sicile; ses ravages sont affreux, et la mort à quelque chose de si rapide que la malveillance s'empare de la terreur générale pour accréditer les bruits les plus sinistres. On ne préparait encore dans l'île qu'un mouvement politique; on accuse le Roi et le gouvernement d'avoir empoisonné les fon-

taines. L'autorité veillait; elle n'a point d'intérêt à laisser égorgé quelques victimes : ces bruits tombèrent devant la fermeté des magistrats et sous la parole des Jésuites. Les riches avaient choisi les Pères comme les aumôniers; c'était par leurs mains que passaient les secours : ce fut auprès d'eux qu'accoururent tous les désespoirs et toutes les misères. Les liens d'affection entre la Compagnie et les Palermitains venaient de se resserrer en face du fléau; il en fut de même sur le littoral et dans l'intérieur de l'île. Chaque cité voulut avoir sa maison de Jésuites : des fondations de toute nature, dues à la piété ou à la gratitude, consacrèrent cet enthousiasme que Naples partagea. Sous le règne du vieux Ferdinand, comme sous celui de son petit-fils, les enfants de saint Ignace purent croître en toute liberté. Le Roi les estimait parce qu'il voulait rester juste; le peuple se prit à les aimer en les voyant toujours prêts à se jeter entre les douleurs des uns et les misères des autres. Naples ne croyait plus à la possibilité de nouvelles révolutions. Son jeune Souverain lui garantissait un long avenir; le Royaume se laissa être heureux; et les Jésuites ne cherchèrent au pied du Vésuve qu'à développer le sentiment chrétien et l'amour des belles-lettres.

Dans cette histoire des enfants de Loyola, que nous suivons au delà des mers et sur tous les continents, il y a un fait qui nous émeut profondément. C'est de trouver ceux qui ont survécu à la dispersion de l'Ordre, aux révolutions, aux guerres et à l'exil, venant, tout dégagés qu'ils sont de leurs vœux, reprendre à la fin de leur carrière le joug qu'ils avaient imposé à leur jeunesse. Cette constance d'opinion, cette fixité d'idées que l'âge n'altère point, que le bien-être et la liberté n'ont pas affaibli dans les cœurs, est un de ces prodiges que l'Institut de Loyola seul a pu opérer. Nous avons vu en Allemagne, en France et en Italie tous les Jésuites abandonner d'enthousiasme la contrée où ils vivaient heureux et respectés. On les a condamnés à l'indépendance, ils veulent mourir esclaves de la Croix; et ce n'est pas sur un point spécial qu'éclate cette manifestation, elle se présente partout à la fois. Partout où se rétablit une maison de l'Ordre, on aperçoit quelque Jésuite octogénaire renoncer au pays devenu pour lui une seconde patrie, et se croire tout à coup jeune et actif pour reprendre son existence de privations et de sacrifices. Cette foi éternellement vivace au cœur des disciples de saint Ignace est vraiment digne de remarque. La France, l'Allemagne et l'Italie nous en ont déjà fourni plus d'une preuve; la Péninsule va nous offrir la dernière.

Ferdinand VII, longtemps captif, rentrait dans ses Etats. Il revoyait cette Espagne que les dissensions et les malheurs de la famille royale firent si héroïque. Ce Prince, pour qui tant de

Leur attitude à Naples.

Les Jésuites rappelés en Espagne.

Les Jésuites en Sicile.

Ils sont médiateurs entre les partis.

sang avait coulé, ne comprenait pas de quels égards il devait entourer ces glorieuses fidélités. Egoïste et dédiant, vicieux par instinct et cruel sans passion, Ferdinand désenchantait les peuples. En le contemplant à l'œuvre, ils pouvaient encore respecter et défendre le principe de la légitimité comme base du bonheur public; il ne leur était plus permis de l'aimer dans sa personne. Cependant le Roi d'Espagne ne donna pas subitement la mesure de ses méchancetés. Comme sous son aïeul Charles III et son père Charles IV, les Espagnols ne cessaient de réclamer l'abolition des lois portées contre les Jésuites: Ferdinand se rendit au vœu de la Péninsule. Ce vœu lui était exprimé par toutes les grandes villes du royaume, par tous les ordres de l'Etat, et principalement par cette armée de volontaires qui, ressuscitant la Vendée dans la patrie de Pélage, avait combattu avec tant d'ardeur pour Dieu et le Roi. Ferdinand comprit qu'il fallait accorder satisfaction à ces sublimes dévouements. Il s'adresse au Pape, il lui fait part de son dessein. Le 45 décembre 1814, Pie VII l'encourage et le félicite en ces termes :

» Nous nous sommes réjoui encore des biens immenses que l'Espagne retirera des Prêtres réguliers de la Compagnie de Jésus; car une longue expérience nous apprend que ce n'est pas seulement par la probité de leurs mœurs et par leur vie évangélique qu'ils répandent la bonne odeur de Jésus-Christ, mais encore par le zèle avec lequel ils travaillent au salut des âmes. Pour rendre leur ministère plus fructueux, unissant à la vie la plus pure une connaissance approfondie des sciences, ils s'appliquent à propager la Religion, à la défendre contre les efforts des méchants, à retirer les Chrétiens de la corruption, à enseigner les belles-lettres à la jeunesse et à la former à la piété chrétienne.

» Aussi n'avons-nous aucun doute que le rappel dans vos Etats de ces religieux, qui se livreront absolument aux devoirs qui leur sont imposés, n'y fasse refluer l'amour de la Religion, le goût des bonnes études et la sainteté des mœurs du Christianisme, qui augmenteront de jour en jour. A tous ces avantages s'en joindront d'autres d'une bien grande importance : les liens d'affection et d'obéissance qui unissent les sujets à leur Roi se resserreront; l'union entre les citoyens, la tranquillité et la sûreté renaîtront; enfin, pour tout dire en un mot, on verra reparaître parmi les peuples confiés à Votre Majesté royale le bonheur public et particulier.

« Ce n'est pas seulement vous, notre cher fils en Jésus-Christ, que nous félicitons de tous ces biens, mais encore toute la nation espagnole. Cette nation, que nous chérissons en Notre-Seigneur d'un amour particulier, à cause de son constant attachement à la Religion chrétienne et des preuves de fidélité qu'elle nous a

données ainsi qu'au Siège apostolique, sera une des premières à ressentir les heureux effets qui résulteront de l'établissement de cette illustre Société, et que nous nous sommes efforcé de procurer à tous les Fidèles de Jésus-Christ. »

Les maux dont le comte d'Aranda et Florida-Blanca avaient accablé l'Institut des Jésuites étaient réparés par le petit-fils même de Charles III. Dans son décret du 45 mai 1815, Ferdinand VII, faisant allusion aux actes de 1767 et aux prières de ses sujets, s'exprimait en ces termes : « Les vœux de tant de notables personnes, qui m'ont donné les preuves les plus signalées de leur loyauté, de leur amour pour la patrie et de l'intérêt qu'elles n'ont cessé de prendre à la félicité temporelle et spirituelle de mes sujets, m'ont déterminé à un examen plus approfondi des imputations faites à la Compagnie de Jésus. J'ai reconnu que sa perte avait été tramée par la jalousie de ses plus implacables ennemis, qui sont également ceux de la sainte Religion, base essentielle de la Monarchie espagnole. » Ce décret frappait de nullité les jugements et édits rendus sous Charles III. Une Junte royale, indépendante des autres ministères, est créée pour régler tout ce qui concerne le rétablissement de l'Ordre. L'Évêque de Teruel la préside. Il faut rassembler les Jésuites dispersés depuis quarante-huit ans. Emmanuel de Zuniga, Provincial de Sicile, accepte le titre de Commissaire-Général : il arrive à Madrid avec les Pères Juan d'Ossuna et Joseph de Silva. Il y est reçu aux acclamations du peuple. Les autres Instituts religieux, Franciscains et Dominicains en tête, leur ouvrent processionnellement les portes de la capitale. Zuniga invite les anciens Jésuites à rentrer dans la Compagnie et à consacrer à leur mère ce qui leur reste de forces. Cent quinze vieillards, presque tous octogénaires, traversent la Méditerranée, et regagnent leur première patrie avec un cœur qui ne reculera devant aucun sacrifice. Parmi ces Jésuites, que l'exil en Italie n'a jamais distraits de leurs soins apostoliques et de leurs travaux littéraires, on remarque Castaniza, Canton, Arévalo, François Masdeu, Pratz, Roca, Ruiz, Soldevila, Goya, Soler¹, Serano, Cordon, Montero, Ochoa, Lacarrera, Villavicencio, Aleman, Ugarte, Mugnos, Alarcon, Las Fuentes et Araoz.

Des décrets spéciaux restituaient à la Compagnie les biens non vendus, ayant jadis été sa propriété. Le 29 mars 1816, la Junte, à laquelle s'est adjoint le duc de l'Infantado, conduit solennellement le Père Zunica au Collège Impérial; elle lui en remet les clefs. Le soir même, le Père Parada fait ouvrir les cours.

(1) Ces Jésuites espagnols avaient forme des élèves dont les noms seuls sont un titre de gloire. Le père Soler comptait parmi les siens le Cardinal Angelo Mai, le Théatin Ventura et Lojacono, Général du même Ordre.

Le père de Zuniga provincial.

On leur restitue les biens non aliénés.

Cinquante-six villes sont en instance pour obtenir des Jésuites ; les Evêques , les Chapitres , les autres Ordres religieux et les Municipalités en sollicitent au nom des provinces. Cet élan universel détermine le Commissaire-Général à ne plus différer l'érection d'un Noviciat à Madrid. On voit déjà les enfants de saint Ignace à Murcie , à Trigueros , à Tortose , à Villa-Garcia ; leur arrivée dans la Navarre et dans le Guipuscoa est une fête nationale. Lazaga , Evêque de Pampelune , leur offre l'hospitalité dans son palais ; les Pères Arévalo , Sorarrain et Oyarzabal vont prendre possession du célèbre Collège de Loyola qui entoure le château où naquit saint Ignace. Ils ne peuvent se soustraire à l'accueil triomphal que leur préparent les montagnards et les habitants de ces vallées , au fond desquelles retentit le cri de guerre de l'insurrection monarchique. Le Collège n'a pas encore de revenus fixes ; le peuple y supplée. Dans la Catalogne , à Manrèse surtout , le même enthousiasme se produit.

Le 20 juillet 1816 , quatre vieillards , dont le moins âgé a soixante-douze ans , se partagent à Valence les classes et la garde des élèves , d'autres se dirigent sur Palma et sur Graus. La ville d'Ognate a des souvenirs d'Ignace et de François de Borgia ; elle les invoque , afin de posséder dans ses murs des héritiers de leurs vertus. L'Aragon et l'Andalousie leur facilitent des voies de retour. Le Père Zuniga s'aperçoit que de nouvelles maisons de Noviciat sont indispensables pour répondre à tous les besoins : il en fonde deux autres à Loyola et à Séville. En 1819 , Manrèse et Villa-Garcia jouissent du même avantage. Cadix faisait valoir ses titres auprès des Jésuites : au mois de novembre 1818 , le Père Antoine de Herrera y conduit sept Pères de la Compagnie ; six mois après , le Collège voyait huit cent soixante écoliers s'asseoir sur ses bancs. Un an ne s'est pas encore écoulé que la fièvre jaune sévit dans cette cité. Herrera , quoique octogénaire , se dévoue au service des malades. Atteint par le fléau , il meurt en léguant à la Compagnie l'exemple du martyre de la charité ; il ne tarda pas à trouver des imitateurs. Les Pères André Morel et Philippe Zepeda expirèrent à la fleur de l'âge au milieu des moribonds , dont ils adoucièrent les dernières souffrances.

La province d'Espagne renfermait déjà trois cent quatre-vingt-dix-sept Jésuites. Des progrès aussi rapides faisaient concevoir à l'Institut les plus belles espérances , lorsque , vers la fin de février 1820 , se manifestèrent des symptômes de révolution. Le 11 mars , jour même de l'agonie du Père Zuniga , qui a tant contribué au rétablissement de la Société en Espagne , l'émeute gronde autour du Collège de Saint-Isidore. Elle vient de proclamer la Constitution de 1812 ; elle l'intronise à Madrid par le blasphème et par la menace. Là , comme partout ,

les Jésuites furent les premières victimes jetées aux aveuglements démagogiques. L'insurrection devait triompher , car le Roi n'avait pas assez de cœur pour la regarder en face. Le Père Cordón , nommé Vice-Provincial après la mort d'Emmanuel Zuniga , comprend que la tempête sera affreuse ; il voit que l'agitation des esprits et la lâcheté du Monarque en attireront d'autres sur la Péninsule ; il s'y prépare par la prière. Les Révolutionnaires espagnols ne cachaient pas leur intention de spolier le Clergé , d'arracher de l'âme des masses le principe catholique que les siècles y ont si fortement enraciné ; mais , pour consommer plus sûrement leur œuvre , ils couvraient le Clergé séculier d'un respect dérisoire et ils ne s'attaquaient qu'aux Jésuites.

Il n'y avait plus de Pyrénées entre la France libérale et l'Espagne constitutionnelle. Dans les deux pays , on marchait à l'assaut de l'Eglise et de la Royauté au cri de : Mort aux Jésuites ! Ferdinand eut néanmoins l'intelligence de sa position ; il essaya de défendre son trône et la Compagnie ; néanmoins il cède bientôt aux menaces dont il ose se laisser accabler. Il interdit aux enfants de Loyola d'admettre des Novices dans leurs Maisons , et il abandonne aux Cortès futures à décider du sort même de l'Institut. Le 31 juillet 1820 , le ministère propose une loi portant suppression de la Compagnie ; le 14 août , le projet fut accepté. Dans cette enceinte , où ne retentissaient que des voix ennemies , un seul orateur , le comte de Maule , eut le courage de servir d'interprète aux vrais besoins et aux vœux de l'Espagne. Il parla de liberté à des hommes qui se prétendaient libéraux , et il ne fut pas écouté. Les Cortès prononcèrent l'abolition de l'Ordre de Jésus. Ces députés s'arrogeaient le droit d'initiative royale et de suprématie ecclésiastique ; cependant , afin de conserver aux yeux du public une apparence de justice , ils accordèrent une pension de trois cent quatre-vingt-quinze francs à chaque Père engagé par les vœux du sacerdoce. La pension alimentaire fut une de ces promesses que les révolutions ne tiennent jamais.

Les Jésuites étaient encore une fois dispersés : leur vie ne devait être qu'un combat ; ils acceptent le combat sous quelque forme qu'il se présente. En 1824 , la peste ravage la ville de Tortose ; un jeune scolastique , Ferdinand Queralt , et deux Coadjuteurs , François Jordan et Raymond Ruiz , accourent pour servir les pestiférés. Le danger était imminent ; les autorités constitutionnelles s'empressent de mettre un pareil zèle à l'épreuve. On les place au poste le plus périlleux , ils y restent. On leur confie le soin des orphelins , ils deviennent des mères pour tous ces pauvres enfants. Le dévouement des trois Jésuites excitait l'admiration publique. Le fléau commençant à disparaître , on sentit que ce dévouement , salué par la reconnaissance des

familles, serait un reproche adressé aux frayeurs administratives : les trois Jésuites sont jetés dans les fers. Cette ingratitude irrite le peuple : la prison se change en un lointain exil. Le 47 novembre 1822, le Père Jean Urigoitia fait partie d'un convoi de vingt-cinq Prêtres ou Religieux, que l'on dirige sur Barcelone. Ces captifs sont soupçonnés de ne point aimer la Constitution de 1812 ; à six milles de Manrèse, les soldats les massacrent pour leur prouver qu'elle est humaine. Ce ne sera pas la dernière fois que le sang d'un Jésuite coulera sous le fer des Révolutionnaires de la Péninsule. Ils avaient bien pu égorger des Prêtres sans défense ; ils ne surent pas se battre, lorsque les Français, commandés par le duc d'Angoulême, vinrent délivrer l'Espagne de cette honteuse tyrannie. Elle avait supprimé la Société de Jésus ; trois années après, les Jésuites renaissent dans leur droit et dans leurs maisons dévastées.

Ces intermittences de bien et de mal, de vie et de mort portaient un grave préjudice à l'éducation ; l'armée surtout avait besoin d'une organisation aussi forte que sage. Ferdinand VII, arraché de sa prison, redoutait de se voir de nouveau exposé aux trahisons que ses coupables faiblesses et son ingratitude avaient encouragées. On lui persuada qu'il fallait reprendre l'édifice par la base et former une nouvelle génération d'officiers qui, par leur aptitude militaire et leur dévouement monarchique, ne compromettraient pas à chaque instant l'obéissance du soldat et l'avenir du royaume. En 1825, on créa donc à Ségovie un Collège général militaire, où l'on se proposa d'élever les jeunes gens destinés à l'infanterie, à la cavalerie, à l'artillerie et au génie. Cette pensée était féconde ; pour la développer, on chargea deux Jésuites, les Pères Gil et Sauri, d'enseigner aux élèves les principes de foi religieuse, de fidélité politique, d'histoire, de belles-lettres et de géographie. Au commencement de 1826, la même idée présida au rétablissement du Collège des Nobles, dont les Jésuites acceptèrent encore la direction. Il prospéra avec tant de rapidité que, peu de mois après, les plus grandes familles et les infants eux-mêmes s'y réunirent. La mort de Ferdinand VII interrompit toutes ces œuvres, dont le succès ne faisait plus doute pour personne. Cette mort laissait la Péninsule en proie aux factions ; elle avivait une plaie que le temps n'a pas encore cicatrisée. Le testament du Roi donnait la couronne à un enfant, et la régence à Marie-Christine, mère de la jeune Isabelle. Don Carlos, déjà exilé, se voyait exclu du trône. De nouvelles calamités allaient fondre sur ce pays ; les Royalistes espagnols crurent les conjurer en courant aux armes pour défendre la loi salique, qu'à leurs yeux Ferdinand, à son lit d'agonie, n'avait pas eu le droit d'aneantir. La guerre civile éclata ; elle fut longue et sanglante.

Les Jésuites n'étaient point forcés d'y prendre part ; ils se renfermèrent dans les soins de leurs divers ministères ; ils instruisirent la jeunesse ; ils furent prêtres lorsqu'on les appelait à se transformer en hommes de parti ; ils essayèrent de calmer les passions surexcitées. Leurs paroles, leurs actes ne pouvaient être incriminés ; on suspecta leurs intentions. Par l'état même des choses, la Reine-mère était obligée de se précipiter dans les bras des ennemis de sa famille et de son époux. L'ambition du pouvoir l'avait faite leur auxiliaire, leur drapeau et leur servante ; elle se prêta à ce triple rôle ; elle subit les exigences que l'émeute lui imposa. Christine vit couler le sang autour d'elle ; elle fut tour à tour l'idole et la victime des insurrections. Mais, dans cette période de désastres religieux et d'affaiblissement monarchique, ce fut surtout à la Compagnie de Jésus que s'adressèrent les coups portés par les prôneurs de la Constitution de 1842.

Les Jésuites étaient l'avant-garde du Saint-Siège : il fallait les détruire afin d'amoindrir le Clergé et de s'emparer de son patrimoine par la violence législative. Un plan aussi cruel qu'habile fut dressé dans ce sens. La liberté de la presse inaugura sa puissance en s'improvisant l'écho des outrages contre l'Institut ; elle dénonça quelques Pères, elle en accusa d'autres. Isabelle était le principe jeté en avant par les ennemis de la Religion et de la Royauté ; on représenta les Jésuites comme les adversaires nés du trône constitutionnel. La Franco-Maçonnerie mourait en France sous le ridicule, de même que les Templiers, les sectateurs de Châtel et des Saint-Simoniens ; en Espagne, elle eut une action puissante. Elle organisa des loges qui devinrent des clubs, et dans ces clubs certaines sociétés secrètes décrétèrent la ruine de toutes les associations religieuses. On médita, on résolut le massacre des Réguliers. Un prétexte était nécessaire, le choléra l'offrit. Aux premiers symptômes de l'épidémie, la reine Christine et les plus chauds amis du peuple l'abandonnèrent à ses frayeurs. On fit circuler dans les masses que l'eau des fontaines était empoisonnée, et que les Moines et les Carlistes avaient seuls pu commettre un pareil attentat. Des enfants sont arrêtés sur la voie publique. Ils jouaient avec des poisons actifs, et en plein jour ils les semaient au milieu de la rue afin d'attirer les regards de la foule. La police leur demande qui leur a inspiré cet atroce passe-temps, ils répondent à haute voix : « Ce sont les Jésuites. »

Ce prologue d'un horrible drame n'était déroulé que pour exaspérer la multitude ¹. On

(1) Quand le but que la Révolution se proposait fut atteint, elle flétrit les manœuvres qu'elle-même avait mises en jeu, et le 18 juillet le gouvernement espagnol, toujours à Saint-Idelfonse, adressait à l'Europe cette dépêche télégraphique : « Le choléra ayant éclaté avec une extrême violence le 16, la population s'est persuadée

Fonda-
tion du
collège
militaire
de
Ségovie.

Mort de
Ferdin-
and VII.

Premiers
symptô-
mes de
guerre
civile.

On
accusa
les
Jésuites
d'être
hostiles
au gou-
vernem-
ent
constitu-
tionnel.

On
répand
bruit
qu'ils
ont em-
poisonné
les fon-
taines.

L'émeu-
te chez
les Pères

la croyait découragée, on espéra la disposer à suivre l'impulsion de colère qui lui serait donnée comme un mot d'ordre. Dans la journée et dans la nuit du 46 juillet 1834, les bruits les plus sinistres circulèrent à Madrid; l'arsenic, tombé en paquets des mains de quelques enfants, était retiré des fontaines et exposé sous les yeux du peuple. Le nom des Jésuites se mêlait à tout ce complot, il en faisait la base; leur mort devait lui servir de dénouement. On avait attisé le feu de la sédition, il éclatait. L'autorité elle-même se fit un jeu de le diriger sur les Pères. Le 47 juillet, à trois heures de l'après-midi, la foule, enivrée de terreur, marchait avec la garde nationale au cri de : Poison ! poison ! Mort aux Jésuites ! et Vive la République ! Afin de stimuler les cruels appétits de cette tourbe, on lui a déjà donné quelques citoyens inoffensifs à dévorer. Ce sang lui monte à la tête; le peuple a le vertige, c'est le moment de le lancer sur le Collège Impérial. Les portes viennent d'en être fermées par ordre du Supérieur. Elles sont ébranlées sous les hurlements, elles tombent sous les haches. A ce premier moment, l'effroi s'empara des Jésuites; ils furent hommes, ils cherchèrent à mettre leur vie à l'abri d'une sauvage agression. Un grand nombre d'entre eux à la suite du Provincial et du Recteur, se réunissent dans la chapelle domestique. Ils se fortifient mutuellement, et, en priant les uns pour les autres, ils se résignent au trépas que tant de clameurs leur annoncent. Les Descamisados se ruèrent pour égorguer les Jésuites, ils criaient Vive la liberté ! Mort aux Moines et aux Prêtres ! On suppose le peuple assez exalté pour se livrer à de plus terribles blasphèmes; on veut le forcer à répéter ceux que dictait la Franc-Maçonnerie et les Clubs. Il faut jurer mort à la Religion, mort à Dieu, et fondre sur l'ennemi qu'on lui désigne en proférant la malédiction de : Vive l'Enfer ! La populace recule indignée. On tâche de l'entraîner à tout prix; on la rompra plus tard jusqu'à la moelle. En attendant, il s'agit de lui faire goûter du sang de Jésuite. Le Pensionnat est envahi. L'Eglise du Collège se voit le théâtre de sacrilèges dévastations. Pour enflammer l'ardeur des tièdes, quelques coups d'arquebuse se font entendre. « Ce sont, vociférèrent les meneurs, des Jésuites qui tirent sur le peuple. » A ce mot, prononcé après tant d'excitations, la fureur ne connaît plus de bornes. On arrive enfin à la chapelle.

Au Pensionnat, les élèves avaient été réunis dans la salle commune; rangés autour du Père

Massaro
des
Jésuites
de
Madrid.

que les fontaines publiques avaient été empoisonnées et a imputé aux Moines ce crime imaginaire.»

Le 49 juillet, M. Martinez de la Rosa, ministre des affaires étrangères, écrivait encore de Saint-Ildefonso aux autorités pour leur affirmer « que la tranquillité s'était rétablie d'une manière inaltérable qui ne donne plus le moindre symptôme d'inquiétude et qui ne montre plus dans les esprits que le vif désir de voir un châtiment exemplaire tomber sur les auteurs de ces atrocités. »

Edouard Carassa, ils priaient ou pleuraient. A la vue des baïonnettes, un cri de détresse se fait entendre. Ces enfants se croient menacés; un des gardes nationaux les prend sous sa protection, il déclare que le massacre ne commencera que lorsqu'ils seront tous en sûreté. Cette parole d'humanité, arrachée sans doute à un cœur de père au milieu même de l'orgie à laquelle il prenait part, ne suspend qu'à moitié les vengeances nationales. Le Coadjuteur Jean Ruedas tombe le premier criblé de coups. Le sous-diacre Dominique Barrau expire auprès des enfants dont il est le préfet; Martin Buxons périt au même instant, ainsi que Garnier, Sancho, Casto Fernandez, Juan Urreta et Firmin Barba. Le Père Joseph Fernandez a d'autres outrages à subir avant l'assassinat; les Descamisados lui coupent une joue et une oreille, puis ils le traînent par les rues en le couvrant à chaque pas d'insultes et de blessures. Le Père Celeдонio Unanue est destiné au même sort. Frappé d'un coup de baïonnette dans la région du cœur, il va tomber comme les autres; la pitié d'un soldat l'arrache à ses bourreaux. François Sauri n'a pas le même bonheur, il expire en priant Dieu pour ses meurtriers.

Dans ce 2 septembre espagnol, dont d'autres crimes n'étoufferont pas le souvenir, il a fallu tromper le peuple, l'enivrer presque de terreur pour l'amener à voir ainsi passer ses effroyables vengeances. Le peuple sent le courage lui manquer à chaque pas qu'il fait dans cette voie sanglante. On l'anime par de nouveaux spectacles. Les Descamisados n'ont encore tué qu'à l'intérieur; le savant Père Artigas, le Scolastique Dumont, le Coadjuteur Manuel Ostalaza sont fusillés à la porte du Collège, et leurs corps nus exposés aux regards de la foule. Joseph Elola succombe sous les baïonnettes.

Le Pensionnat était témoin de ces scènes d'horreur; au même moment d'autres crimes se commettaient dans le Collège Impérial. Les bourreaux s'y introduisent; ils pénètrent jusqu'à la chapelle, mais là ils sont arrêtés par un ordre supérieur et par le dévouement d'un Jésuite. Munoz, duc de Rianzarès et déjà peut-être l'époux de Marie-Christine, avait un frère dans la Compagnie. Quelques assassins promettent au Père Edouard Carassa de se montrer moins barbares s'il veut leur livrer Jean-Grégoire Munoz. Ce jeune homme s'était, comme les autres, réfugié dans la chapelle, et il priait en attendant sa dernière heure. Le chef des Descamisados s'approche de lui : « Ne craignez rien, dit-il, je suis ici pour vous sauver la vie. Je dois la mienne à votre frère, et je suis heureux de trouver une occasion de lui témoigner ma reconnaissance. » Munoz avait compris qu'un bras puissant veillait sur ses jours. « Je reste, s'écrie-t-il, parmi les Jésuites mes frères. Leur sort sera le mien. Sauvez-les avec moi, ou ja

Le père
Munoz,
sauvé
par les
assassins,
protégé
par
ses
frères.

mourrai avec eux. » Le massacre était organisé avec tant de régularité, les meurtriers se montraient si bien disciplinés que, sur l'ordre d'un garde du corps de la Reine, les colères, tout à l'heure si terribles, se calmèrent comme par enchantement. Les victimes et les assassins restaient en présence, lorsque tout à coup le capitaine-général de Madrid, Jose Martinez de San-Martin, qui n'a pris aucune précaution militaire, qui a laissé grandir et se développer l'émeute, paraît dans la chapelle. Pour y arriver, il s'est vu forcé de marcher sur les cadavres des Jésuites ; sa première parole est un outrage. Il reproche aux Pères l'empoisonnement des eaux de la ville ; puis, pour sanctionner cette calomnie, il court montrer aux égorgeurs une fiole qu'il a trouvée et qui, dit-il, contient le poison. La fiole venait de tomber des mains d'un spectateur. Ce dernier la réclame ; il offre d'en avaler le contenu pour prouver qu'elle ne renferme aucun breuvage mortel. Le capitaine-général rougit de honte ; mais l'œuvre de dévastation ne s'arrête ni au dedans ni au dehors. On a massacré ; on ravage maintenant sous les yeux de Martinez et avec son approbation. On profane les choses saintes, on dépouille les autels ; tout fut mis à sac. Quand on eut habitué la populace à ces excès, dont le caractère espagnol répudiait la honte, la force armée intervint à sept heures du soir pour régulariser le désordre et veiller sur les ruines amoncelées auprès des cadavres.

Le pouvoir constitutionnel en face du crime autorisé. Le carnage ne cessa dans la maison des Jésuites que pour recommencer immédiatement chez les Dominicains et les Pères de la Merci. La Révolution avait pris le parti d'abolir les Ordres religieux ; elle égorgeait les hommes afin de tuer l'idée. Elle se faisait violente et calomniatrice pour inaugurer ses projets de spoliation et d'athéisme légal. Le couvent des Franciscains avait été soumis au même régime du sabre que le Pensionnat et le Collège des Jésuites. Le tour des autres Instituts était arrivé. Les Dominicains et les Pères de la Merci succombèrent sous les mêmes inculpations. Ils périrent, comme les Franciscains, par le feu, par l'eau, à coups d'épée, de poignard ou de massue. On en précipita quelques-uns du haut des toits ; on en étrangla d'autres. Les scènes de meurtre et de pillage se propageaient dans tous les quartiers. La capitale de la catholique Espagne se voyait le théâtre d'un de ces drames que la démagogie prépare pour épouvanter ses adversaires et couvrir le peuple d'une sanglante solidarité. Le 48 juillet, au matin, la consternation régnait dans la ville avec le choléra. Le gouvernement avait reculé devant l'émeute ; Christine avait fui ; l'armée s'était rendue complice de ces attentats, ou du moins elle y avait assisté impassible comme une exécution militaire. Ce coup porté à la Religion et à l'autorité

devait retentir au loin. Le 49 juillet, quand les soixante-treize victimes¹ furent déposés dans leur tombeau, un décret royal parut pour annoncer que des mesures inutiles étaient enfin prises contre l'émeute. On destituait les magistrats coupables et le capitaine-général San-Martin. On emprisonnait les Descamados les plus forcenés. Cette tardive justice révélait son impuissance et sa participation au forfait, jusque dans la manière de le réprimer. Les assassins avaient commencé l'œuvre révolutionnaire ; ils imposèrent aux pouvoirs constitutionnels la tâche de l'achever.

Le 7 juillet 1835, la Société de Jésus fut législativement supprimée en Espagne. On ne s'appuya sur aucun prétexte religieux ; on ne donna aucun motif politique pour expliquer cette mesure. Les Jésuites possédaient des terres et des maisons² : ce fut leur plus grand crime aux yeux de la loi que de cupides gouvernants, que des vénalités subalternes se chargeaient d'appliquer. Les Pères de l'Institut obéirent sans résistance à ce nouveau décret de proscription, qui allait s'étendre aux divers degrés de la hiérarchie ecclésiastique. On ne jugeait pas, on ne condamnait pas le Clergé ; on le dépouillait et on l'expulsait. Les Jésuites espagnols étaient sans asile, sans secours d'aucune sorte. La plupart se retirèrent dans d'autres provinces de la Compagnie, d'autres ne voulurent pas abandonner leur patrie. Une seule maison restait debout dans le royaume, c'était le sanctuaire de Loyola. Le général Rodil en avait déjà chassé les Jésuites ; mais, quand l'insurrection carliste eut pris l'offensive sous Zumalacarre, les Pères ne se crurent pas tenus à l'obéissance envers des édits de proscription. Ils se réunirent, et, sans se préoccuper de la guerre civile, dont le Bastan était le théâtre, ils se livrent à l'enseignement et à la prédication. Ils fondent un Noviciat dans le Guipuzcoa ; ils y recueillent les Jésuites dispersés par la tempête. Ils sont sur le territoire occupé par l'armée carliste, territoire qu'ils n'ont pas choisi, mais qui leur est indiqué par la force des choses. On prend texte de la situation même de leur ancien Collège de Loyola pour les accuser de carlisme. On annonce que le Père Gil est en faveur auprès du

(1) Pendant cette journée, il périt quatorze Jésuites, sept Dominicains, quarante-quatre Franciscains et huit Pères de la Merci. On ne compta que onze blessés, et parmi ces derniers plusieurs moururent à peu de jours de distance.

(2) Lorsque les Jésuites subirent l'ostracisme des ordonnances du 16 juin 1828, ils cédèrent à la prière d'un grand nombre de familles catholiques et fondèrent immédiatement un Collège à l'embouchure de la Bidassoa, dans un bourg appelé *los Passages*, à une lieue de Saint-Sébastien. Ainsi placés entre la France et l'Espagne, ils pouvaient répondre au vœu des deux peuples. Le Roi d'Espagne, le comte de Fournas, capitaine-général de la province, et l'Evêque de Pampelune se montrèrent favorables au nouvel établissement. Après la mort de Ferdinand VIII, il devint un objet de persécution. Mina l'inquiéta souvent, et enfin, le 14 juillet 1834, Rodil le fit fermer par la force.

Les Carlistes supprimaient la Compagnie

La maison de Loyola survivait à la destruction

Prince et que les Jésuites dirigent tous les mouvements.

Ainsi que cela était arrivé dans d'autres tourmentes intestines, la Compagnie s'abstenait de toute participation aux luttes des partis. Elle remplissait les devoirs du ministère ecclésiastique : elle consolait les affligés, elle soignait les blessés, elle apprenait à tous à vivre, à mourir chrétiennement ; mais son action politique n'est signalée sur aucun point. L'armée constitutionnelle proscrivait ou égorgait les Jésuites, celle de don Carlos leur offrait aide et protection. Ils restèrent là où leur présence était regardée comme un bienfait. Le Père Gil se borna à la prédication et à la direction du Collège de Loyola ; le Père Unanue fut le confesseur de la princesse, et les infants continuèrent, comme du vivant de Ferdinand VII, à être élevés par les Jésuites¹. Toujours soumis à l'autorité, les disciples de saint Ignace obéirent au quartier-général carliste comme ils obéissaient à Madrid. Ils crurent que leur prudence ne leur susciterait pas de nouvelles calamités. Après la convention de Vergara, ils rouvrirent leur Collège ; et, comme Espartero voulait se débarrasser de la Reine-régente et des derniers Jésuites, l'établissement de Loyola fut supprimé. La Société de Jésus n'existe plus dans la patrie de saint Ignace, de saint François-Xavier, de saint François de Borgia et de Laynés.

De même que l'Espagne, le Portugal, appauvri, épuisé par les guerres de Napoléon, se trouvait livré aux discordes intestines. La désunion éclatait dans la famille de Bragance presque en même temps que dans celle de Bourbon. Ces princes n'avaient su ni gouverner leurs royaumes ni résister à l'oppression étrangère. Après avoir donné à l'Europe le spectacle de leur inertie, ils venaient se disputer quelques débris de trône et mettre l'usurpation à la place du droit. Cet exemple de querelle fratricide dans les maisons royales était un encouragement accordé aux révolutions. Elles en profitèrent pour rendre odieux les infants qui n'invoquaient pas leur secours ou pour avilir ceux qui le sollicitaient. Les guerres de don Carlos contre Christine, les luttes entre don Pedro et don Miguel produisirent des résultats funestes aux Monarchies ; la Société de Jésus en Portugal en ressentit le contre-coup.

Don Miguel n'ignorait pas la popularité, dont, après soixante-dix ans d'exil, le nom des Jésuites jouissait encore sur les rives du Tage. Son trône était mal affermi, il pensa qu'en rendant à ses sujets les apôtres que Pombal leur avait arrachés, il ferait un acte aussi agréable qu'utile à sa patrie. Il n'existait plus de Pères portugais : il demanda à Godinot, Provincial de France,

d'envoyer à Lisbonne quelques Missionnaires de la Compagnie. Le généralat est vacant par la mort de Fortis. Le Vicaire donne son agrément à cette mesure : Godinot désigne six Jésuites et deux Frères coadjuteurs qu'il place sous la direction du Père Delvaux. Rétablir les enfants de saint Ignace sur cette terre où la mémoire de leurs services et de leurs souffrances restait gravée dans les cœurs, était une pensée qui devait produire d'heureux résultats ; mais il fallait l'accepter avec courage et ne reculer devant aucune de ses conséquences légales. Le décret du 40 juillet 1829, que Delvaux reçut à Madrid, ne pouvait pas satisfaire les amis de la Compagnie : il semblait n'être destiné qu'à irriter ses adversaires. Don Miguel avait pris un moyen terme : sans se prononcer sur le passé, il offrait les Jésuites comme de nouveaux auxiliaires au Clergé séculier. « Considérant, disait-il dans cet acte officiel, le grave préjudice que souffrent l'éducation chrétienne et la civilisation des domaines de ces royaumes par le manque de ministres évangéliques, et voulant aller au-devant des maux de toute nature que la durée rendrait irrémédiables, ayant toujours en vue le bien de la Chrétienté et par lui la félicité de mes fidèles sujets, j'ai pour bon d'appeler à cette fin la Compagnie de Jésus et de permettre qu'elle s'établisse de nouveau. »

Cela comble, décelant tant de craintes, caçait les justices d'une réhabilitation sous des besoins trop réels. Il ne dut guère rassurer les Jésuites sur l'avenir, il ne les intimida point cependant. Les Pères comprirent que don Miguel et le duc de Cadaval, son ministre, étaient placés dans une fausse position ; ils crurent qu'il n'appartenait pas aux disciples de l'Institut d'en aggraver les périls. Une porte s'ouvrait devant eux dans ce pays si cher à saint François-Xavier et aux fondateurs de la Compagnie, ils résolurent d'y pénétrer sans discuter le protocole d'admission. Le 43 août 1829 ils arrivèrent à Lisbonne. Rien n'avait été préparé pour les recevoir. Ces Jésuites, toujours si opulents, au dire de leurs adversaires, revenaient à la demande du gouvernement, et ils se trouvaient exposés à mourir de misère sur la voie publique. Les Lazaristes pourvurent à leurs premiers besoins, ils leur offrirent un asile. La duchesse de La Foens mit plus tard sa maison de campagne la Maraviglia à la disposition des enfants de saint Ignace, et ce ne fut que le 24 octobre que le ministère de don Miguel s'occupa de leur entretien.

Don Miguel, maître du Portugal et régnant par la terreur, ainsi que l'affirmaient les Libéraux, n'osait ni avoir une volonté ni manifester un désir. Prince honnête homme, mais irrésolu et toujours dominé par la crainte de déplaire à ses ennemis, il n'avait pas jugé prudent de mettre encore les Jésuites à l'œuvre. On enchaînait leur

Le père Delvaux conduit quelques Pères français.

Timidité du gouvernement vaincue par le cardinal Justini-

(1) Ce fut le père Mariano Puyal qui, dès 1824, se vit chargé de l'éducation du fils aîné de don Carlos.

zèle afin de ne pas fournir de nouvelles armes aux hostilités du dehors. Ces précautions étaient un inutile palliatif ; le cardinal Alexandre Justiniani, Prononce du Saint-Siège, le comprit au mois de mars 1830. Il y avait à Lisbonne l'église du Laureto, destinée aux étrangers, et qui, exempte de la juridiction du Patriarche, restait, par un privilège spécial, soumise à l'autorité des Nonces apostoliques. Justiniani détermine les Jésuites à y prêcher le carême et à y donner les exercices de la retraite. Les Pères Barelle, Mallet, Bukacinski et Pouty se livrent avec ardeur aux travaux de la prédication et de la confession. Les Jésuites étaient avoués ; leur voix se faisait entendre ; les habitants de Lisbonne se pressent autour de leurs chaires. La réaction tentée par le marquis de Pombal, les doctrines désolantes qu'il répandit pour corrompre le cœur des peuples n'y avaient laissé aucune trace. Il avait affaibli le pouvoir moral de la noblesse en la dépouillant de sa foi et de son prestige ; mais le peuple était resté fidèle aux sentiments religieux. Le peuple saluait dans les Jésuites les maîtres des générations éteintes ; il accourait à leur passage, il se prêtait docilement à leurs leçons, et, pour protester contre les désastres du dix-huitième siècle, il entourait de ses hommages les Pères de la Compagnie. Ce retour d'opinion était si manifeste que la comtesse d'Oliveira, petite-fille de Pombal, voulut elle-même s'y associer. Elle se rendit auprès du Père Delvaux, et, dans une lettre du 27 mai 1832 adressée par ce Jésuite au Père Druilhet, nous lisons :

« La comtesse d'Oliveira m'a offert quatre de ses fils, toute fière qu'ils fussent les premiers acceptés par les Pères de la Compagnie. Je n'ai pas besoin, nous dit-elle, d'examiner ni de condamner la conduite de mon aïeul. S'il a pris à la destruction de la Compagnie la part qu'on lui attribue, c'est à nous, ses enfants, à réparer une aussi grande injustice, autant qu'il est en nous ; s'il a été calomnié, s'il en est innocent, c'est à nous à le prouver par notre empressément à vous accueillir. »

Telles étaient les dispositions du Portugal à l'égard des Jésuites. Au mois de décembre 1830, ils s'établirent dans la maison de Saint-Antoine, où François-Xavier, Simon Rodriguez, Ignace d'Azevedo, Alvares et Gonzalves de Camara avaient prié, enseigné et vécu ; puis ils commencèrent à donner à leurs travaux une direction plus uniforme. Les uns, comme le Père Pouty, s'efforcèrent, par les secours religieux, d'alléger les chaînes des prisonniers ; les autres cherchèrent à réveiller dans les âmes des sentiments de repentir, de vertu et de piété. Témoin des succès de ces quelques Jésuites, le cardinal Patriarche de Lisbonne ne veut plus demeurer indifférent au bien qui s'opère par leur intermédiaire : il rend un décret en faveur de l'Institut. A peu de mois d'intervalle, don Fortuné de

Saint-Bonaventure, Archevêque d'Evora et Grand-Maitre des études publiques, imite cet exemple. Il conseille de restituer aux Jésuites leur ancien collège des Arts à Coïmbre : le 9 janvier 1832, don Miguel signe l'édit qui les remet en possession de cet établissement.

Le jour de leur entrée dans la province de Beira fut un triomphe pour eux, une véritable fête pour le Clergé et pour le Peuple. Sur les routes que les Pères Delvaux, Pallavicini et Martin parcouraient, à tous les villages, à toutes les cités, la foule se portait à leur rencontre. Le temps et les révolutions n'avaient pas affaibli son amour traditionnel. La reconnaissance et l'espoir éclataient en chants d'allégresse, en démonstrations unanimes, accueillant le cortège. Le Clergé des diverses paroisses, les Ordres religieux accouraient, bannières en tête, pour s'unir aux transports et aux bénédictions de la multitude ; partout, à la vue des enfants de Loyola, on faisait entendre des cris d'enthousiasme ; partout on leur appliquait ces paroles de l'Ecriture : *Euntes, ibant et flebant ; venientes autem, venient cum exultatione*. C'était peindre par un seul mot les douleurs de l'exil et les joies du retour.

La première ville qui s'offrit aux Jésuites après leur entrée dans le diocèse de Coïmbre, ce fut Pombal. Là où avait été exilé, là où était mort le ministre de ce nom. Ils sont en face de leur persécuteur. Écoutons le Père Delvaux raconter leur vengeance : « Nous fîmes regus, écrit-il le 6 mars 1832, au son des cloches, complimentés et conduits en triomphe par le Curé-Archiprêtre, accompagné de tout son Clergé. L'Eglise, où deux de nos Pères allèrent dire la sainte messe, était magnifiquement illuminée, comme aux plus grandes solennités. Pour moi, pressé d'un sentiment religieux impossible à exprimer, je m'étais esquivé avec un Père et un Frère avant la rencontre du bon Curé, et j'avais couru à l'église des Franciscains, pour y prier sur la tombe du marquis, mais l'infortuné n'a point de tombe. Nous trouvâmes à peu de distance du maître-autel une bière couverte d'un méchant drap mortuaire, que le Père gardien du couvent nous dit être la sienne. Il y attendait en vain les honneurs de la sépulture depuis le 5 mai 1782. . . . »

C'est donc en toute vérité que je puis dire qu'après plus d'un demi-siècle de proscription, le premier pas de la Compagnie, rentrant solennellement à Coïmbre, fut d'aller célébrer une messe d'anniversaire, le corps présent, pour le repos de l'âme de celui qui l'avait pros crite, et dans le lieu où il passa les dernières années de sa vie, disgracié, exilé et condamné à mort. Quels concours d'événements ne fallait-il pas pour amener cet événement ? Je sortis de Pombal sans bien savoir si c'était songe ou réalité. Le

La petite-fille de Pombal et les Jésuites.

Don Miguel leur restitue le Collège de Coïmbre.

Marc trion ph des P.

Le Père Delvaux au triomphe Pombal

recueil présent, le nom de Sébastien prononcé dans l'oraison, le son de toutes les cloches de la paroisse qui célébraient le retour de la Compagnie, tout cela à la fois ! Je crois bien que cette impression ne s'effacera jamais de mon cœur. »

Au milieu des divers sentiments que provoquaient dans leurs âmes tant de souvenirs et les joies si chrétiennement expansives de la multitude, les Jésuites arrivèrent à Coïmbre. De nouvelles fêtes, des sollicitudes de toute espèce les y attendaient, et, à l'annonce de ces transports d'allégresse, le Général de la Compagnie leur écrivait : « Aujourd'hui *hosanna*, humilité. Bientôt peut-être ce sera : *tolle, crucifige !* » Le pressentiment du Père Roothaan se réalisa ; mais il ne prit point les Jésuites au dépourvu.

Don Pedro, pour combattre son frère don Miguel et imposer aux Portugais un gouvernement national, avait rassemblé une armée. Cette armée s'était recrutée d'Anglais, de Français, d'Italiens, de Polonais et de tous les mercenaires que la Révolution tient à sa solde. Repoussés de leur patrie, tantôt par la loi, tantôt par la crainte, ils n'avaient pour la plupart qu'une vie de débauche ou de honte à expier. L'Europe s'en débarrassait en les jetant à la suite d'un souverain dépossédé qui s'improvisait constitutionnel afin de trouver des alliés. Une guerre fratricide lui ouvrait le Portugal : ils s'y précipitèrent au nom de la liberté ; ils y introduisirent le pillage et la licence. En face de tant de périls, le courage des disciples de l'Institut ne resta point au-dessous de leur tâche. Le Portugal était en feu ; les familles se divisaient selon leurs passions ou leur intérêt. Chacun prenait parti pour le prince ou pour le gouvernement de son choix, quand un fléau, encore plus terrible que la guerre, vint conspinner ce pays. Le choléra est aux portes de ses cités : il envahit les campagnes, il entasse partout victimes sur victimes ; il a fait irruption sous la tente ; il frappe sans relâche au fond des hôpitaux. Par une de ces incuries que les préoccupations de la guerre civile peuvent seules expliquer sans les excuser, la misère et la famine se joignent à l'épidémie.

Pour affronter une mort apparaissant sous tant de formes différentes, il fallait un de ces dévouements qui ne reculent devant aucun péril : les Jésuites en firent preuve. Pendant plus de six mois, on les vit à chaque heure du jour et de la nuit prodiguer aux mourants les consolations de la Foi et les secours de la bienfaisance ; ils furent les prêtres de l'agonie et les médecins de la souffrance ; ils s'élancèrent partout où une douleur était signalée. Les soldats de don Miguel, ceux de don Pedro faits captifs, les prisonniers politiques, les coupables, les innocents devinrent des frères que la charité des enfants de Loyola confondit dans le même amour et dans les mêmes

soins. L'armée miguéliste campait sous les murs de Coïmbre : elle se repliait pour couvrir Lisbonne. Ce mouvement militaire provoqua de nouveaux désastres : le choléra engendra le typhus. La contagion, que tant de causes réunies devaient alimenter, épargna les Pères ; mais le typhus ne leur fit pas grâce. Bientôt ils se virent presque tous en même temps aux portes du tombeau. Trancart et Nemkin succombèrent.

Dans ce drame, qui se jouait au milieu des combats et auquel trois armées assistaient, il y eut, de la part des Jésuites ainsi exposés, une longue, une sainte lutte en faveur de l'infortune. Les deux prétendants de la maison de Bragance se battaient dans l'espoir de conquérir un trône. Leurs adhérents de l'intérieur ou du dehors avaient les armes à la main pour faire triompher un principe politique ; les disciples de saint Ignace se sacrifièrent seuls en l'honneur de l'idée chrétienne. Seuls ils restèrent sur la brèche, afin de faire entendre quelques paroles d'humanité au milieu des imprécations de la défaite royaliste et des chants de joie de la victoire constitutionnelle. Trop habitués à prendre en pitié ces guerres d'opinion pour se créer les serviteurs d'un parti, les Jésuites n'ont cherché dans la tourmente qu'à sauvegarder les principes de Foi. Ils y ont réussi autant que les passions déchaînées le permirent ; et, dans une lettre du Père Soimié à Godinot, on trouve la preuve de cette estime inspirée aux Pédistes et aux Miguélistes. Soimié écrit le 24 juillet 1834 : « Ce qui nous avait attiré la confiance des deux partis, car nous l'avions autant qu'il est permis d'unir les deux extrêmes, n'était pas seulement le dévouement que nous avions montré dans le temps du choléra ni la bonne volonté avec laquelle nous nous prêtions à toute sorte de ministère, ce fut surtout la discrétion avec laquelle, autant qu'il nous fut possible, nous nous comportions avec les uns et les autres. Dans nos classes, il n'y avait aucune distinction entre le fils d'un Royaliste et celui d'un Constitutionnel : c'est ainsi que le voulait d'ailleurs Sa Majesté. Dans nos instructions, nous nous contentions d'expliquer l'Evangile sans entrer dans la politique. Pour tout le reste, nous ne cherchions également qu'à être utiles à tous sans égard pour les opinions, dès qu'il n'y avait rien contre la conscience et l'honneur de la Compagnie. Ce n'est pas toujours ainsi malheureusement, qu'il en était ailleurs. On faisait peut-être trop ressortir la différence d'opinion. La politique ne venait pas à propos dans les sermons : elle y entraît pourtant assez ordinairement et avec une certaine aigreur ; il n'y avait pas non plus toujours assez d'indulgence ni même de charité pour les personnes d'une opinion différente. Ces sortes d'indiscrétion ou hors-d'œuvre,

appelez-les comme vous voudrez, produisaient encore de plus tristes effets en Portugal qu'elles n'auraient fait ailleurs; comme nous ne voulions que leur salut à tous, nous condamnions également tous les excès. Il faut reconnaître qu'en Portugal, plus que partout ailleurs, bien des gens embrassent une opinion et la défendent assez innocemment. Ce serait une injustice de les condamner tous indifféremment. Ces bons Portugais, quel que soit le parti qu'ils embrassent, n'en sont assez ordinairement ni moins bons ni plus mauvais chrétiens; enfin, pour tout dire en un mot, nous évitions d'entrer dans toutes ces misères de parti à parti, qui ne font de bien à personne et du mal à plusieurs. »

Don
Pedro
eût
d'attirer
les
Jésuites
dans son
parti.

Ces paroles sont le résumé de la politique des Jésuites; ils n'en dévient jamais. Don Miguel les avait appelés. De nouveaux événements changent la face des choses; don Pedro est vainqueur. Les Pères ne se préoccupent de cette révolution qu'au point de vue catholique. Le trône leur était aussi indifférent que la vie. Le 24 juillet 1833, l'armée constitutionnelle pénètre dans Lisbonne, et Villalor, qui la commande, fait annoncer aux disciples de l'Institut qu'il les couvre de sa protection. Don Pedro lui-même, ne se déguisant pas la situation du pays, négocie avec eux pour conserver un moyen assuré de pacifier. Il est l'arbitre du Portugal; mais il sait que les étrangers seuls ont vu avec joie son triomphe; il n'ignore pas à quels auxiliaires ce triomphe est dû; il fait sonder les Jésuites pour connaître leurs projets ultérieurs. Ce n'est pas la première fois qu'il s'adresse à eux. Au mois de mars 1833, trompé comme les autres sur l'ascendant politique dont il croit que les Pères disposent, l'ancien empereur du Brésil n'a rien épargné pour les lier à son parti. Il leur écrit de sa main, il leur offre le rétablissement de la Compagnie, l'archevêché primate de Prague, la direction de la conscience de dona Maria II, des trésors et des faveurs de tout genre, s'ils mettent au service de la Révolution le crédit dont ils jouissent auprès du peuple. Don Pedro ne leur demande en échange de tant de bienfaits futurs que de lui livrer Coïmbre et Lisbonne. Ces propositions ne furent que plus tard connues des Pères; mais alors la victoire avait décidé. Pedro était arrivé au comble de ses vœux; il régnait sous le nom de sa fille; et, dans le chaos même de ses préoccupations, l'idée de rattacher les Jésuites à sa cause le poursuivait encore; il voulait les avoir pour intermédiaires entre don Miguel et lui. Le duc de Palmella leur promettait son appui s'ils consentaient à ne pas se retirer dans l'intérieur du royaume.

La révo-
lution
vénit à
Lisbonne

Ils étaient à Coïmbre et à Lisbonne par ordre de leur Général. La violence seule pouvait les empêcher d'obéir jusqu'au bout. Cette détermination était irrévocable. Les Pédistes soup-

çonnet qu'il ne leur sera pas donné de commander longtemps: pour faire acte d'autorité, ils se ruent, le 29 juillet, sur la Maison de Saint-Antoine. Le meurtre allait commencer avec le pillage: on avait forcé les appartements, on se mettait en devoir d'outrager les Jésuites. Le Père Moré semblait destiné à devenir la première victime, lorsque tout à coup il est saisi par un des envahisseurs. De la crosse de son fusil cet homme écarte ses compagnons, puis tombant aux pieds de Moré: « Père, s'écriait-il, mon bienfaiteur, c'est à vous que je dois la vie; vos soins m'ont sauvé lorsque j'étais en prison ¹. » Cette scène frappe d'étonnement les Révolutionnaires accourus pour mettre à sac la demeure des Jésuites. Ils reculent devant l'idée d'un nouveau crime, et ils laissent à leurs chefs le soin de consommer avec les apparences de la légalité l'attentat qu'ils n'ont pas osé commettre. Don Pedro était débordé. Dans les rangs de son armée, parmi ses administrateurs, il ne trouvait d'obéissance que pour le mal. On le contraignait à le faire, il le fit. Le cardinal Justiniani reçut ordre de sortir de Lisbonne sous trois jours, afin de bien constater la rupture du nouveau gouvernement avec le Saint-Siège. Les Cortès démocratiques de 1820 avaient gardé les Oratoriens dans le palais des *Necessidades*, don Pedro les oblige à évacuer sur-le-champ cette habitation. Avec une inexpérience qui accuse encore plus d'irréflexion dans le caractère que de vices dans l'âme, ce prince essaie de jouer le rôle de libérateur. Il a fait ouvrir aux voleurs et aux assassins les portes des prisons. Ces misérables, encouragés par les désordres dont ils sont témoins, excités par les vœux impies qui retentissent à leurs oreilles, se mettent à investir les églises et les couvents. Ils égorgent, ils pillent, ils plongent dans les cachots tous les Prêtres qu'on désigne à leur vengeance.

Malgré les loyales assurances que les ducs de Tercère et de Palmella avaient données, les Jésuites couraient encore plus de dangers que les autres Religieux, lorsqu'un jeune Anglais, M. Yvers, se dévoua pour les sauver. Dans cette révolution de Portugal les Anglais jouaient le premier rôle: ils durent en retirer les plus grands bénéfices. Yvers avait si chaudement épousé la cause des Pères de la Compagnie qu'il mit dans leurs intérêts les officiers de la marine britannique, et, avec autant de courage que d'adresse, il réussit à arracher plusieurs enfants de saint Ignace à une mort certaine. Yvers ne put veiller sur tous: ceux de Coïmbre, dont le

par
moi.

Les
Jésuites
sauvés
par
Angl.

(1) Parmi les notes manuscrites du père Delvaux, nous trouvons plusieurs traits qui honorent les prisonniers politiques. Leur parti était vainqueur, ils n'oublièrent pas les consolations et l'appui que les Jésuites leur avaient offerts pendant la captivité. Comme gage de reconnaissance, et peut-être mu par une pensée d'avenir, plusieurs de ces prisonniers adressèrent des pétitions à don Pedro dans l'intérêt de la Compagnie de Jésus.

Père Mallet était Supérieur, ne furent pas aussi heureux. Le gouvernement constitutionnel se montrait hostile à la Société de Jésus. Don Pedro n'avait pu l'amener à servir ses intérêts par une lâche trahison; il espéra que les menaces produiraient plus d'effet que les séductions. Les Jésuites restaient inébranlables dans leur devoir. A Coïmbre, sous le coup de la terreur et de l'occupation à main armée, ils se livraient à leurs travaux habituels, enseignaient la jeunesse, visitant les malades et les hôpitaux, essayant par leurs sages avis de faire descendre la paix sur cette terre désolée. L'influence que la prière et l'autorité de la vertu donnaient à quelques pauvres prêtres français contrecarrait tous les plans des Libéraux. Ils avaient rêvé qu'il leur serait facile de détacher le Portugal du lien qui unissait le Royaume très-fidèle au Siège de saint Pierre. Tout était dirigé dans ce sens. On appelait les Moines et les Séculiers à l'indépendance, on éveillait l'ambition des uns, les convoitises des autres; mais l'exemple des Jésuites était un obstacle à tant d'innovations. Don Pedro prend le parti de les expulser. Le 24 mai 1834, il remet en vigueur tous les édits du marquis de Pombal. Son décret est ainsi libellé :

« Le duc de Bragançe, au nom de la Reine, dûment informé que quelques membres de la Compagnie de Jésus étaient venus dans ce royaume au temps de la domination de l'usurpateur, et que, forts de la faveur des circonstances, ils avaient conçu le projet téméraire d'y rétablir la Société éteinte par les nombreux et puissants motifs que dut prendre en considération le seigneur Roi don Joseph 1^{er}; étant certain d'ailleurs que ces individus, se confiant dans l'appui que devait espérer d'eux la cause de l'usurpateur, qui est la cause de l'ignorance et du fanatisme, obtiendraient facilement le but qu'ils se proposaient, ce qui est arrivé de fait, ayant obtenu du gouvernement intrus l'amplication nulle et non avenue de la bulle du Saint Père Pie VII qui commence *Sollicitudo omnium Ecclesiarum*, datée du 20 août 1814; étant malheureusement de plus de notoriété publique que les susdits Religieux se sont montrés fidèles aux principes de la Compagnie dont ils font partie, Sa Majesté Impériale ordonne que le corrégidor de la Municipalité de Coïmbre intime à tous les membres de la Compagnie qui se trouvent dans la ville l'ordre d'en sortir immédiatement. Il leur donnera leur itinéraire, et dans le plus bref délai ils se présenteront à la secrétairerie d'Etat. Là, on pourvoira aux moyens de les embarquer pour l'extérieur du

royaume et de ses domaines. Bien entendu que, dans le cas de contravention, le gouvernement de Sa Majesté Impériale usera à l'égard desdits Religieux de la sévérité qu'ils ont méritée par leur audacieux et criminel projet. »

Cet édit, dans lequel les dates ne sont pas plus respectées que la raison et la vérité, fut signifié aux Jésuites. On les arrêta, on les mit à la disposition de don Pedro, on les traîna, comme des malfaiteurs, de prison en prison. Dans un espace de quarante lieues, de Coïmbre à Lisbonne, ils marchèrent à pied sous un soleil brûlant, au milieu d'une grande affluence de Chrétiens implorant à genoux leur bénédiction et entre deux haies de soldats qui plus d'une fois mêlèrent leurs larmes à celles de la foule. Quelques mois auparavant ils avaient parcouru cette même route; alors on jetait sur leur passage des fleurs et des branches d'orange. Maintenant, pros crits sans avoir combattu, ils recueillaient le cri de regret qui s'échappait de tous les cœurs. Cette ovation faite à des vaineux était un mauvais symptôme pour les idées novatrices. Les Jésuites dans les fers avaient été salués comme des martyrs; à l'approche de la capitale, on crut utile d'organiser la contre-partie du triomphe. Le peuple les accueillait avec un douloureux respect; on enjoignit à la populace de se porter à leur rencontre, et, par des huées sans fin, de leur faire expier ces démonstrations de pieuse gratitude. L'ordre fut exécuté; les Jésuites arrivèrent sous le coup des menaces et des outrages. Ils étaient Français; le baron Mortier, ambassadeur de Louis-Philippe à Lisbonne, ne consentit pas à les laisser servir de jouet à cette tourbe de libéraux mercenaires, enrégimentés par l'ancien Empereur du Brésil. On entraîna les Pères vers la capitale pour diriger contre eux un mouvement et pour les offrir peut-être en holocauste aux excès démagogiques. Le baron Mortier s'oppose à ce plan; il réclame, au nom de la France, les enfants de saint Ignace. Sa fermeté leur sauva la vie. Il y avait non loin de Lisbonne une prison célèbre dans les annales de la Compagnie. C'était la tour de Saint-Julien, où sous Pombal, tant de Pères se virent mourir dans le dénuement le plus absolu. On déposa leurs successeurs à cette même tour; mais l'active vigilance du baron Mortier et l'appui de M. Guizot ne leur firent pas défaut. Le nouveau gouvernement portugais cherchait à les garder en apprentissage de martyre; peu de mois après, il fut forcé de les rendre à la liberté.

Les
Jésuites
de
Coïmbre
à la
Tour
Saint
Julien.

Le baron
Mortier
les
délivre.

CHAPITRE XLIV.

La Compagnie de Jésus reprend ses Missions au delà des mers. — Reproches qui lui sont adressés. — Elle ne veut pas créer de Clergé indigène. — Elle cherche partout à établir la liturgie romaine au préjudice des autres rites. — Le Père John Carroll fait reconnaître la liberté des cultes aux Etats-Unis. — Il est nommé premier Evêque de Baltimore. — Sa lettre au Général des Jésuites en Russie. — Le Père Molinieux Supérieur des Missions en Amérique. — Le Collège de Georgetown. — Les Américains et les idées religieuses. — Le Protestantisme encourage les Missionnaires catholiques. — Le Père Kohlmann et le secret de la confession. — Mort de Carroll et de Neale. — Six frères dans la Compagnie. — Ses progrès. — Les Sauvages et les Nègres demandent des robes noires. — Guillaume du Bourg, Evêque de la Nouvelle-Orléans, et les Jésuites. — Le Père Van Quickenborn part avec des Novices belges pour le Missouri. — Il y fonde des résidences et un Collège. — Excursion dans l'intérieur des terres. — Les Jésuites ne peuvent pas encore s'établir parmi les tribus sauvages. — Les Collèges périssent faute d'argent. — Expulsion du Père Kelly. — Le choléra aux Etats-Unis. — Les Jésuites et les Sœurs de la Charité. — Le Père Mac-Elroy à Fredericktown. — Il apaise une sédition d'ouvriers irlandais. — Les Jésuites répandus dans les Etats de l'Union. — Leurs travaux et leurs succès. — Van Quickenborn au pays des Kickapoos. — Sa mort. — Le Père Hélias chez les Osages. — Le Père Hoecken chez les Potowatomies. — Les tribus de l'Oregon veulent des robes noires. — Le Père de Smet part pour le pays des Tèles-Plates. — Réception qui lui est faite. — Le Père Point. — Réduction de Sainte-Marie. — Vie des Jésuites aux Montagnes-Rocheuses. — Le Père Larkin à l'anniversaire de l'indépendance américaine. — Les Pères à la Jamaïque. — Ils arrivent au Mexique. — Leur proscription. — Le Père Arillaga au Sénat. — Le Général Santa-Anna les rappelle. — Mission de Syrie. — Le roi Othon et les Jésuites. — Le Père Franco à Syra. — Le Père Planchet à Beyrouth. — Les Jésuites ne veulent pas renoncer à la protection de la France. — Les Catholiques de Calcutta demandent des Jésuites au Pape. — Le Père Saint-Léger y installe les Missionnaires. — Les mauvais Prêtres repoussés par les Anglicans. — Collège à Calcutta. — Collège indien pour les Gentils. — Mort des Pères Moré, Erwin et Weld. — Infraction aux coutumes indiennes. — Les Jésuites perdent leur Collège indien. — Développement des Missions. — Les Jésuites à Madagascar. — La République Argentine sollicite des Jésuites pour instruire la jeunesse. — Elle décrète leur rétablissement. — Les Jésuites refusent de soutenir la politique de Rosas. — Rosas les force à sortir de Buenos-Ayres. — Le commerce de Catamarca et la Nouvelle-Grenade les accueillent. — Le Père Gotteland en Chine. — Le Père Clavelin et l'ambassade de M. de La Grenée. — Situation des Catholiques dans le Céleste-Empire. — Les Jésuites entrent dans le Maduré. — Les Pères Bertrand et Garnier. — Mœurs et schisme des Prêtres. La mort frappe les Jésuites. — Enthousiasme des Pères en Europe. — Succès des Jésuites dans le Maduré.

La Compagnie de Jésus reprend ses Missions au delà des mers. Tout en travaillant à se réorganiser dans les divers Etats de l'Europe, la Société de Jésus n'avait pas abdiqué son génie des conquêtes évangéliques; elle ne renonçait point à l'héritage de martyre et de civilisation que ses prédécesseurs lui léguèrent. Ses souvenirs du temps passé, les vœux des peuples ensevelis dans les ténèbres de l'erreur, les besoins de la Religion faisaient une loi aux nouveaux Jésuites de rentrer dans les carrières des Missions; là, plus que partout ailleurs, l'anéantissement de l'Institut avait produit des maux irréparables. Clément XIV d'un trait de plume brisait l'œuvre de trois siècles, et, quand il ne subsista plus aucun vestige de ce grand monument élevé à la Foi catholique, le Saint-Siège invitait les Jésuites à le reconstruire. Des obstacles de toute nature s'opposaient à la réalisation de ce dessein. Il fallait former des

sujets aptes à répandre l'Evangile, leur donner le goût des langues, leur inspirer ce zèle que ne rebutent jamais les fatigues, les privations et le découragement né d'infructueuses tentatives.

A peine sortie de son tombeau, la Compagnie s'empresse d'accepter le fardeau que le Pontife impose à son dévouement. Elle n'a plus, pour forcer les portes des empires idolâtres, de ces hommes qui, comme François-Xavier, savent se mettre au-dessus des lois de la nature. Réduite aux proportions de l'humanité, elle doit affronter les périls et les passions; mais ce ne sont pas là les seuls ennemis contre lesquels elle aura à lutter. De plus graves embarras surgiront de l'Eglise catholique elle-même. D'autres Missionnaires, mais par une idée différente, s'étaient joints autrefois aux adversaires de l'Institut pour lui reprocher de n'avoir jamais su, jamais voulu

Re
ch
lui
adr.

créer de clergé national. Ces imputations se renouvelèrent à l'instant même où les Jésuites reprirent le cours de leur Apostolat. Nous avons déjà examiné l'objection que les ennemis du Christianisme empruntèrent aux émules de la Société de Jésus. Avant d'entrer dans le récit des faits, nous croyons devoir étudier à fond cette question, si tristement agitée et si difficile à résoudre.

On a prétendu, on prétend encore que, par la nature même de son Institut, la Compagnie est incapable d'établir d'une manière avantageuse l'œuvre des Missions. On a dit que sa force centralisatrice l'empêchait de se naturaliser dans les régions transatlantiques et de former des prêtres indigènes. Il a été posé en fait qu'elle ne s'était jamais occupée minutieusement de ce soin, et que tous les Japonais, Chinois, Indiens ou Américains qu'elle a élevés aux honneurs du Sacerdoce ont perdu leur nationalité en prononçant des vœux de Religion. Ainsi la Société de Jésus aurait négligé d'arroser les racines de l'arbre afin d'orner ses rameaux de fleurs éphémères; elle aurait plutôt cherché à se renforcer elle-même qu'à donner à l'Évangile l'accroissement moral dont il était susceptible.

Elle ne veut pas créer de Clergé indigène. Ces objections se produisent souvent. Le zèle de quelques Missionnaires n'appartenant pas à la Compagnie de Jésus, les a fournies à l'impétuosité; les uns et les autres en ont tiré de fausses conséquences. Pour notre part, nous ne croyons pas qu'une Chrétienté puisse se jeter dans le moule comme une statue, et qu'elle sorte de là subsistant par elle-même. Sans doute il serait beau de produire d'un seul coup des œuvres tellement parfaites, qu'à peine nées elles n'auraient plus qu'à vivre de leur propre vie; mais cette miraculeuse faculté n'a jamais été concédée aux hommes. Il faut bien les accepter dans la véhémence de leur zèle, ainsi que dans les imperfections de leur nature. Les Jésuites avaient fondé sur tous les continents du Nouveau-Monde d'importantes Chrétientés. La destruction de l'Ordre amena la chute de plusieurs. Est-ce aux Missionnaires que la civilisation doit reprocher cette perte? Est-ce aux Apôtres primitifs de l'Asie et de l'Afrique que le monde attribue la ruine de tant d'Eglises jadis si florissantes? Les Jésuites furent longtemps, il est vrai, les porte-drapeaux les plus intrépides de la Catholicité; mais, et cela ressort jusqu'à l'évidence des entrailles mêmes de l'histoire, ils n'aspirèrent jamais à saper leur édifice chrétien par un système d'égoïsme ou par une ambition trop personnelle. Partout où ils le purent, ils fondèrent des Ecoles cléricales, les indigènes furent appelés à s'y façonner aux devoirs du Sacerdoce. Sur la côte malabare seulement, de Goa à Cochin, la Compagnie possédait six Séminaires. Elle y élevait une foule de jeunes Indiens; et, sous la date du 28 janvier 1629, l'Archevêque de Cranganore

écrivait. « Les prêtres indigènes de ce diocèse surpassent le nombre de trois cents, tous formés et bien instruits par les Pères de la Compagnie de Jésus. » Il en était de même sur les autres points de Mission, à Colombo, à Jafanapatam, Negapatam, à Agra et à Meliapour. En 1666 les Jésuites de Chine se réunissent en synode, et, à la majorité de plus des deux tiers de votants, il est décidé que l'on travaillera immédiatement à créer un Clergé national. Les choses se passèrent ainsi au fond des deux Amériques¹.

Dans le principe, on osait à peine regarder les Sauvages comme des hommes. On essayait de les constituer peu à peu en famille, puis en société; mais fallait-il, avant d'infuser du sang chrétien dans les veines de ces peuplades, couvrir par le Sacerdoce l'œuvre si péniblement ébauchée de la civilisation? Les Jésuites avaient le temps devant eux; ils ne s'attendaient pas qu'un jour le Saint-Siège les frapperait de mort: ils ne voulurent donc rien précipiter, afin de pouvoir plus sûrement arriver au résultat. Les événements trahirent leur combinaison, et, au moment de toucher au but, ils en furent écartés par la main qui aurait dû les y conduire.

Le Père Alexandre de Rhodes, nous l'avons vu dans le cours de l'histoire, avait conçu l'idée d'un Episcopat et d'un Clergé en dehors de la Société de Jésus. C'est pour réaliser cette idée qu'il fonda la Congrégation des Missions-Etrangères; car les Jésuites, imitant en cela les Apôtres du nord de l'Europe, commencèrent la pépinière sacerdotale pour assujettir aux règles de leur Institut les Néophytes auxquels cette dignité était réservée. En faisant un Clergé régulier pour tendre à la séculariser dans les générations suivantes, on ne détruisait point sa nationalité. Les Jésuites n'appréciaient pas les choses et les hommes des seizième et dix-septième siècles d'après les mœurs et les lois du temps ou du pays dans lequel nous vivons. Ils savaient qu'en s'efforçant de trop émanciper le Clergé, on affaiblissait l'Unité catholique qui doit contenir dans son sein toutes les Eglises particulières. La force de cette Unité résulte de la

(1) Nous trouvons dans un mémoire envoyé à la Société léopoldine par le Père Stephen Dubuisson des considérations qui corroborent singulièrement ces paroles. Le Père Dubuisson est un vieux Missionnaire de l'Amérique septentrionale, et, au mois de mars 1836, il adressa au comité central de Vienne pour la propagation de la Foi les observations suivantes:

« Il n'en est pas moins vrai, dit-il, que les Américains, comme peuple, ont beaucoup d'esprit national, et, comme Catholiques, désirent ardemment entendre prêcher leur dogme, de manière, quant au langage, quant à la forme aussi bien qu'au fond, à faire honneur à leur communion et à leur nation. N'y aurait-il pas de fait quelque chose d'humiliant pour eux, aujourd'hui surtout que leurs églises sont si fréquentées par leurs frères étrangers, à ce que ce fussent toujours des étrangers qui dussent leur prêcher, leur interpréter la parole de Dieu!

« Je le demande donc, peut-il y avoir de secours aux Missions mieux employés que ceux qui seraient consacrés à aider les Evêques et les Supérieurs d'Ordres religieux à créer un Clergé national? Les Sociétés qui ont à cœur l'œuvre de la Propagation de la Foi peuvent-elles rien faire qui tende plus directement au but! »

multiplicité des liens qui joignent les rayons au centre, et les Pères ne cherchaient qu'à développer une pareille force.

Elle cherche partout à établir la liturgie romaine au préjudice des autres rites.

Une autre objection a souvent été présentée contre les travaux des Jésuites, et en accusant l'ancienne Compagnie, elle n'a point épargné la nouvelle. Cette objection est formulée en ces termes, à Rome et dans le monde catholique : La Société de Jésus trouble les Missions ; elle bouleverse les Chrétientés par son intolérance de tout rite étranger et par son obstination à vouloir réduire toutes les Eglises à la liturgie et au rite latins.

Ce grief, dont l'importance n'échappe à personne, a souvent retenti à nos oreilles. Nous avons dû rechercher s'il était général ou particulier, et, en étudiant le passé comme le présent, nous sommes arrivés à une conviction basée sur des actes ou sur des faits authentiques. Ainsi, il nous est démontré qu'en Amérique les Chrétientés n'ont pas même l'idée d'un autre rite que le latin ; qu'aux Indes et à la Chine, il reste seul en usage ; au Maduré et à Calcutta, les Jésuites acceptent le concours des Prêtres du rite syriaque et du rite arménien ; dans le Liban, ils vivent en frères avec les Maronites ; en Gallicie, ils ne s'opposent pas à la liturgie ruténienne. Jadis on faisait un crime aux Pères de l'Institut de leur condescendance à l'égard des coutumes religieuses qu'ils n'osaient modifier qu'avec le temps ; aujourd'hui, on leur impute une intolérance complètement en dehors de leurs mœurs, en contradiction même avec leur besoin de laisser la plus entière liberté aux peuples qui ne renoncent pas volontairement aux rites de leur pays, et ce principe, c'est celui que le Saint-Siège a toujours adopté. Dans les Chrétientés qu'ils organisent, on les voit imposer la liturgie latine ; mais cette préférence ne va jamais jusqu'à contraindre les Fidèles d'Orient ou d'Occident à abandonner des usages que Rome a respectés ou sur lesquels il lui a plu de fermer les yeux.

Au delà des mers comme au centre de l'Europe, les Jésuites se savent en butte à des rivalités que le zèle peut rendre hostiles. Ils comprennent que, pour réussir, ils doivent avant tout s'armer d'une modération inébranlable, et ce qu'ils avaient autrefois entrepris et mené à bien, ils le continuent sur les mêmes bases sans se préoccuper des divergences d'opinions ou des calomnies que leur système soulèvera. Ce système était consacré par le temps. Le Saint-Siège l'adopte, il ne reste plus qu'à le mettre de nouveau en pratique.

Le père John Carroll fait reconnaître la liberté

Au moment où la Compagnie était abolie par Clément XIV, quelques Jésuites abandonnèrent la Grande-Bretagne pour se retirer dans l'Amérique septentrionale, leur patrie, où il n'y avait jamais eu d'autres Prêtres qu'eux ; John Carroll

les conduisait. Lié à l'Institut par la profession des quatre vœux, Carroll ne tarda pas à conquérir l'estime de cette immortelle génération, qui préparait dans le silence l'affranchissement du pays. Il fut l'ami de Washington et de Franklin, le conseil de ce Carroll, son frère, qui travailla d'une manière efficace à la Constitution des États-Unis. La prévoyance et le savoir du Jésuite étaient appréciés par les fondateurs de la liberté américaine : ils l'invitèrent à signer avec eux l'acte de fédération. Attachés au culte protestant, ils allaient consacrer son triomphe par la loi ; mais le Catholicisme leur apparaissait avec les Pères de la Compagnie si tolérant et si propre à civiliser les Sauvages, qu'ils ne refusèrent pas à John Carroll d'assurer le principe de l'indépendance religieuse. Carroll fut admis à en discuter les bases avec eux : il les posa si nettement, que jamais la liberté des cultes n'a été violée dans les États-Unis. Les Américains s'étaient engagés à la maintenir ; ils ne se crurent point autorisés à trahir leur serment même par les progrès que les Missionnaires firent faire à la Foi romaine.

Quand l'Union fut constituée, le Pape Pie VI, en 1789, songea à donner un guide à tous ces Fidèles dispersés dans les villes et dans les forêts. John Carroll reçut le premier le titre d'Évêque de Baltimore ; plus tard il devint Métropolitain des autres diocèses et Légat apostolique avec un autre Jésuite, Léonard Neale, pour Coadjuteur. Le 25 mai 1803, ces deux Prélats, qui n'avaient point oublié l'Institut de saint Ignace, écrivirent au Père Gruber, Général de l'Ordre, la lettre suivante : « Très-révérend Père en Jésus-Christ, ceux qui s'adressent à Votre Paternité étaient autrefois membres de la Compagnie de Jésus. Après sa malheureuse subversion, en 1773, nous retournâmes dans notre patrie. Nous y travaillions avec nos confrères ; car, depuis le jour où le Christianisme pénétra dans ces contrées, les Jésuites sont les seuls Prêtres catholiques qui aient veillé au salut des âmes. Lorsqu'en 1783, les États-Unis furent entièrement séparés de la Grande-Bretagne, Notre Saint Père Pie VI, d'heureuse mémoire, jugea nécessaire d'enlever les Fidèles de l'Amérique à l'autorité et à la juridiction du Vicaire apostolique d'Angleterre, et de les soumettre à un Évêque spécial. Il établit un nouveau siège à Baltimore, et accorda au Prélat nommé par lui juridiction sur l'immense territoire de cette République. Depuis ce jour, beaucoup de Prêtres, tant séculiers que réguliers de différents Ordres, se sont répandus dans les nombreuses provinces de l'Amérique ; et cette dispersion, ainsi que nous avions droit de l'espérer, a profité à l'heureux accroissement de la véritable Foi. Mais de la Compagnie de Jésus, il ne reste à présent que treize Prêtres. Ce sont des hommes pour la plupart affaiblis par l'âge et consumés

des cultes aux États-Unis.

Il est nommé premier Evêque de Baltimore.

Sa lettre au Général des Jésuites en Russie.

par les travaux ; ils résident principalement au Maryland et en Pensylvanie , provinces dans lesquelles la Religion catholique a été d'abord implantée , et où maintenant elle est plus florissante que partout ailleurs.

» Par les lettres de plusieurs de nos Frères , nous avons appris avec la plus vive joie que , grâce à une espèce de miracle , la Compagnie a été sauvée , et qu'elle existe encore sur le territoire de l'empereur de Russie. Nous savons que le Souverain Pontife la reconnaît , et que , par un bref , il a donné à Votre Paternité la faculté d'admettre de nouveau ceux qui ont appartenu à la Compagnie. Presque tous nos anciens Pères sollicitent avec ardeur la grâce de renouveler les vœux qu'ils ont faits à Dieu dans l'Institut ; ils demandent à achever leur vie dans son sein , et ils se proposent de consacrer leurs derniers jours à rétablir la Société , si la Providence le permet.

» Votre Paternité n'ignore pas les efforts qu'il faudra faire pour ne point ressusciter un fantôme de l'ancienne Compagnie. Elle doit revivre , mais avec sa véritable forme , son gouvernement en toutes choses et avec son propre esprit. Pour atteindre ce résultat , il nous paraît essentiel que Votre Paternité choisisse parmi les membres de l'Ordre un père doué d'une extrême prudence , versé dans les affaires , plein de l'esprit de saint Ignace et de ses Constitutions , afin qu'en voyé ici par vous , il dispose tout en votre nom et sous votre autorité. En un mot , il doit jouir du pouvoir que possédaient les visiteurs chargés par saint Ignace d'aller chez les peuples lointains , comme le Père Jérôme Natal parle de saint Borgia et nos annales de plusieurs autres.

» On éviterait les dangers d'une longue navigation si on trouvait en Angleterre ou ici quelqu'un de la Compagnie à qui on pût confier cette Mission. Mais , pour dire toute la vérité , nous avons été si employés dans des ministères en dehors de l'Institut , nous sommes si peu expérimentés dans son gouvernement ; le défaut de livres , de Constitutions et d'actes même des Congrégations générales est si flagrant qu'on ne rencontrerait ni parmi nous ni en Angleterre quelque Jésuite ayant assez de force , de santé et de qualités nécessaires pour remplir ces fonctions. Il paraît donc opportun d'envoyer ici un des Pères qui sont auprès de vous. Il faut qu'il connaisse à fond vos intentions , qu'il soit assez prudent pour n'entreprendre rien précipitamment avant d'avoir étudié le gouvernement , les lois , l'esprit de cette république et les mœurs du peuple.

» Les biens appartenant à la Compagnie sont presque tous conservés ; ils suffisent à l'entretien de trente Religieux. Après la destruction de l'Ordre , une partie de ces propriétés a été consacrée à l'établissement d'un Collège assez vaste où la jeunesse est instruite dans les belles-lettres.

Lorsque Pie VI voulut donner un Evêque à ce pays , et plus tard un Coadjuteur avec droit de succession , il les choisit tous deux parmi les Pères de la Compagnie. Dans cette république les Prêtres , de quelque culte que ce soit , jouissent tous d'une égale liberté. Rien n'empêche les Réguliers de vivre d'après leurs Constitutions , pourvu qu'ils obéissent aux lois civiles. Dans les contrats de tout genre néanmoins , il est bon de s'abstenir du nom de communauté. Tous les biens que possèdent les Religieux sont censés appartenir aux individus , et , si quelqu'un secoue le joug de la Religion , il le fait impunément dans ce monde ; le bras séculier ne se prêtant en aucune façon à le réintégrer dans le devoir.

» Tels sont les vœux que nos confrères désirent qui vous soient exposés en leur nom. En le faisant , nous prions du fond de notre cœur la Majesté divine afin que de cette ouverture naisse l'espérance et un commencement d'exécution pour réédifier la Compagnie , et que Dieu vous accorde la vie et les forces nécessaires à l'accomplissement d'une pareille œuvre. »

Les deux Prélats signataires de cette lettre s'effaçaient pour faire place au Jésuite. Ils sont libres , indépendants , comblés d'honneurs , et , tout en aspirant à rentrer sous le joug de Loyola , ils ne veulent pas même attacher leur nom au rétablissement de l'Institut. Ils s'accusent d'incapacité relative et implorent une lumière plus vive que celle qu'ils projettent. La réponse de Gruber ne se fit pas attendre. En vertu de l'autorisation accordée par le Saint-Siège , le Général pouvait recevoir dans la Compagnie les anciens Pères et les jeunes gens qui se présenteraient , à condition néanmoins que , dans les royaumes où les princes refuseraient de favoriser le vœu du Pape , les Jésuites ne porteraient pas l'habit de l'Ordre et ne vivraient point en communauté. La prohibition était peu applicable aux Américains , Gruber les admit. Le Père Molineux fut nommé Supérieur de la Mission , et dans l'espace de quelques années elle compta parmi ses prédicateurs , ses savants ou ses professeurs , Antoine Kohlmann , Pierre Épinette , Jean Grassi , Adam Britt , Maximilien de Rantzaw , Pierre Malou et Jean Henry. Ils devaient être tout à la fois des apôtres et de doctes personnages. Concentrés dans le Maryland et dans la Pensylvanie , ils voyaient se dérouler un vaste théâtre de fatigues. L'Ohio , le Kentucky , la Louisiane , le Missouri et les savanes encore peuplées de Sauvages se rappelaient au souvenir des Jésuites. Ces tributs invoquaient les Robes Noires pour les fortifier dans la Foi ou pour les conduire au bonheur par la civilisation.

De grands obstacles surgissaient de la difficulté même de l'idiome anglais , que les étrangers ont tant de peine à vaincre , et surtout de l'esprit général dont le pays était animé. Ce ne

Le Père
Molineux
Supérieur
des
Missions
en Amérique.

Le
Collège
de Georgetown.

sont plus en effet ici des provinces ensevelies dans l'ignorance et l'idolâtrie, des hommes complètement privés d'éducation. Aux extrémités du territoire, on rencontre encore, à la vérité, des Indiens qui savent à peine ce que c'est que Dieu et la société; mais les Jésuites ne sont ni assez nombreux ni assez valides pour se dévouer à ces périls de l'Apostolat. Le Métropolitain de Baltimore et les Pères devenus ses coopérateurs s'étaient rendu compte de l'état normal du pays. Avant d'user leurs dernières forces dans un suprême combat en faveur du Catholicisme, ils sentent qu'il importe de laisser derrière eux des héritiers de leur courage. Au cœur même de l'Union, John Carroll fonde à Georgetown un Collège où les jeunes gens apprennent en même temps la persévérance religieuse et les belles-lettres. C'est la plus chère espérance des Missionnaires: ils se consacrent presque entièrement à sa prospérité. Ils prêchent, ils enseignent au milieu d'une population civilisée; ils se trouvent, malgré eux, en rivalité avec des Ministres protestants exercés aux luttes de la parole et forts de leur nombre. Il était impossible aux Jésuites de se recruter en Europe, très-difficile de faire naître des vocations parmi les Catholiques des Etats-Unis. Ces Catholiques ont une foi vive, un zèle ardent; mais de la situation de leur pays et des principes qui y prévalurent résulte une double influence à laquelle il ne leur a pas été donné de se soustraire. Cette influence mettait un obstacle invincible au progrès du Sacerdoce.

Peuple nouveau, chez qui l'industrie est un besoin et sera longtemps un luxe, les Américains lui prêtèrent un caractère d'activité dévorante. C'est ce levier qui fait mouvoir la masse de la Nation, qui entraîne la jeunesse elle-même, qui tourne ses pensées, ses goûts, ses desirs vers les entreprises les plus magnifiques ou les moins réalisables. Au sortir de l'enfance, l'Américain se trouve homme fait pour la fortune et pour les périls. Il a soif du bien-être et des jouissances matérielles. Afin de les conquérir, la vie elle-même ne lui semble pas un trop grand sacrifice. Ce sentiment d'égoïsme a été développé sur une si vaste échelle qu'il s'élève maintenant aux proportions d'un patriotisme souvent éclairé. Il était dans sa nature de s'opposer au renouvellement d'une milice religieuse se dévouant sans autre intérêt que le salut des âmes. L'ambition tuait les vocations dans le cœur des Américains; la forme politique qui constitue les Etats-Unis les éloignait encore davantage du renoncement à eux-mêmes. La manière dont le gouvernement y a été fécondé donne en effet à l'action démocratique des bases si larges que l'abus se produit inévitablement à côté du droit. La liberté est un fruit dont l'homme se montre avide à tout âge et dans toutes les conditions. Les jeunes Américains nourris dès le berceau dans ces idées d'affran-

chissement absolu, ont été tout naturellement portés à en jouir autant que possible et aussitôt que possible. On ne leur apprit pas à faire la distinction entre l'indépendance nationale et la liberté individuelle. Dans leur passion de libre arbitre, ils confondirent ces deux principes opposés: le triomphe de l'un devint un excès et une cause de ruine sociale par l'autre. Le joug à écarter pour les enfants de l'Union, ce fut l'autorité paternelle ou le pouvoir temporaire des instituteurs qui en dérive. S'y soustraire immédiatement est un désir inné au cœur de l'homme. En Amérique, on le fomenta, on l'exalta par toutes les théories d'indépendance. Le peu de sévérité des parents ou la certitude de voir leurs conseils dédaignés facilitèrent l'impulsion de cet esprit insubordonné. Il agissait sur la jeunesse indigène; il réagit sur celle qui accourait d'Europe pour se consacrer à l'Institut de Loyola ou au Sacerdoce. L'air de liberté que ces Novices inexpérimentés respiraient dans les Etats de l'Union en jeta plusieurs au milieu des voies du monde; mais les Jésuites s'étaient attendus à ces échecs. Ils persévérèrent dans leur plan; cette persévérance fut enfin couronnée de succès.

Quand la victoire eut laissé les Américains maîtres de leur pays, John Carroll comprit que la Religion catholique devait, elle aussi, avoir son église et sa maison d'éducation parmi tous les temples que la liberté élevait à chaque culte. Il fonda donc au bord du fleuve Potomak et presque aux portes de Washington le Collège de Georgetown, l'*Alma domus* des Jésuites anglo-américains. Le Congrès et les présidents des Etats-Unis prirent sous leur protection cet établissement, qui, comme la plupart des résidences de l'Institut, s'élève sur une colline afin de présenter au loin ce spectacle si moralement utile, le temple du Très-Haut devenu l'indice visible de la protection céleste. D'autres églises se construisirent par les soins des Pères. Ils n'avaient qu'un faible espoir de se régénérer, mais le Catholicisme devait survivre à la Compagnie: ils travaillèrent à l'accroître et à le rendre populaire. Marchant sur les traces du Père Hunder, les derniers survivants de l'Ordre de Jésus assistaient au mouvement social qui emportait l'Amérique septentrionale; ils y participèrent comme citoyens, ils s'efforcèrent de le rendre favorable au Catholicisme. Les Jésuites avaient efficacement travaillé à civiliser ces peuples: les Protestants eux-mêmes leur témoignaient de la gratitude pour les bienfaits passés; on leur facilita les moyens de s'étendre dans le Maryland, dans la Pensylvanie, dans les districts de Columbia, de Philadelphie, de Boston et de New-York.

En 1843, sous la direction du Père Grassi, les Missions commençaient à prospérer, lorsqu'un incident sérieux mit les Jésuites en divergence avec la loi. Le cas était épineux, car il

Les Américains et les idées religieuses.

Le Protestantisme encourage le Missionnaire catholique.

Le père Kohlmann le sociologue de la confession.

s'agissait du secret de la confession. Un négociant fut tout à coup dépouillé d'une certaine somme d'argent. Le voleur échappait aux recherches de l'autorité; il était Catholique, il ne put échapper aux remords de sa conscience. Il s'adresse au Père Kohlmann, Jésuite français, né à Colmar le 43 juillet 1774. Il avoue son crime; l'enfant de saint Ignace se charge de le réparer en restituant la somme enlevée. Kohlmann remplit son devoir; néanmoins les magistrats le citent à leur tribunal. Ils lui déclarent qu'aux termes des lois de la République, celui qui cache le nom du malfaiteur est censé son complice, et qu'il devient passible de la même peine. Cette menace n'intimide point Kohlmann. La Cour suprême de justice évoque l'affaire qui, en soulevant de pareils difficultés, tenait en éveil l'attention publique. Les Protestants se partagent en deux camps : les uns se rangent du côté des Jésuites, les autres demandent que force reste à la loi. Des débats solennels s'engagent sur cette question de vie ou de mort pour le Catholicisme. Le Père Kohlmann expose devant la Cour judiciaire le respect traditionnel dû au secret de la confession : il émeut les Protestants; il porte la conviction dans leurs âmes; et, sous la puissance de cette parole, la magistrature déclare que la liberté de conscience accordée à tous doit s'étendre jusqu'au secret confié aux Prêtres catholiques dans le tribunal de la Pénitence.

C'était un triomphe que le Jésuite avait préparé par son livre intitulé *Catholic question* et par sa défense; en 1845, le gouvernement voulut récompenser tant de services. Le Collège de Georgetown reçut le titre et les privilèges d'Université. Le 2 décembre 1845, John Carroll expire entre les bras du Père Grassi. Cet Archevêque octogénaire, qui a vu tant de révolutions, mourait en laissant la Compagnie de Jésus en voie de prospérité. Un Noviciat venait d'être créé à White-Marsch, dix-neuf jeunes gens y entraient, et les funérailles du Prélat allaient encore fournir une nouvelle démonstration de la liberté Religieuse qu'il sut si sagement faire proclamer. Ce fut la première fois que la cité de Baltimore vit la croix parcourir ses rues et les prêtres, revêtus de leur habit de chœur, psalmodier les chants de l'Eglise. La foule accueillit cette pompe funèbre avec un silence respectueux. Elle s'était battue pour jouir de la liberté, elle l'accordait aux autres aussi étendue qu'elle la désirait pour elle-même.

Deux ans après, le Père Léonard Neale, le successeur de Carroll sur le siège métropolitain, mourut à son tour, laissant six de ses frères engagés dans la Compagnie. Le grain de senevé se développait. En 1848 les enfants de saint Ignace se trouvaient au nombre de quatre-vingt-six. Le Père Kenney prononçait devant le Congrès et le corps diplomatique l'oraison funèbre

du duc de Berry. Les Jésuites se mêlaient activement au bien qui se projetait. Ils fondaient à Georgetown des écoles gratuites où trois cents enfants étaient élevés par eux, sans distinction de culte. Par la force seule du principe catholique, ils atraiaient à la Foi. Chaque semaine des familles entières abjuraient le Protestantisme entre leurs mains, et l'ont vit même des ministres anglicans, des chefs de l'Université, renoncer aux avantages de leur position pour écouter la voix de Dieu qui les appelait à la Compagnie de Jésus¹. En présence de tels résultats, le gouvernement ne s'effraie point des succès dont il suit la marche progressive; mais il exige que, comme les autres établissements d'éducation publique, les Jésuites reçoivent la rétribution que les familles ont l'habitude de payer. C'est une garantie de loyale concurrence qui semble porter atteinte au vœu des Pères. Ils consultent leur Général. Fortis décide que soumission est due aux lois civiles; mais que, pour rester dans la rigueur de la pauvreté religieuse, toutes les sommes provenant de ces rétributions seront offertes publiquement et sous le contrôle de chacun aux indigents, aux hospices et aux prisons.

La résurrection des Robes Noires était annoncée dans les savanes. Les tribus errantes réclamèrent auprès des présidents de l'Union les Missionnaires qui avaient jadis bœni leurs ancêtres. Elles les invoquèrent pour féconder le désert par la prière et le civiliser par l'éducation. Les Osages avaient donné l'exemple, les Nègres de Saint-Domingue le suivirent. Le 44 septembre 1823, l'abbé Tournaire, missionnaire apostolique à Haïti, écrivait aux Jésuites : « Des Pères de l'Institut ont pendant de longues années dirigé les missions de ce pays; ils y ont bâti des églises et appris à faire vénérer le nom de Jésuite. Leurs travaux y consacrèrent pour jamais celui de Père, dont depuis lors les sauvages honorent le simple Prêtre. Les vieux noirs y parlent encore de leurs bonnes œuvres; ils récitent divers fragments de prières, seul reste de splendeur et de piété conservé dans le cœur de ces pauvres gens après tant de guerres cruelles. Les Jésuites abandonnèrent le pays, et avec eux la Religion disparut. Voyez s'il vous est possible de laisser perdre quatre cent mille âmes; si la piété des Jésuites peut y laisser éteindre le souvenir de cet apostolat; si le portrait horrible qu'en trace la haine, si les vœux de la France sur Saint-Domingue, si quelques autres misères toutes terrestres peuvent fermer le ciel à ces âmes de Jésus-Christ. »

Des sollicitations aussi touchantes arrivaient des points les plus opposés. Ce cri d'une recon-

Ses progrès.

Les Sauvages et les Nègres demandent des robes noires.

Mort de Carroll et de Neale.

Six frères dans la Compagnie.

(1) La conversion la plus éclatante fut celle de Barber, pasteur de l'Eglise réformée et recteur du Collège de Connecticut. Il embrassa le Catholicisme avec toute sa famille et entra au Noviciat des Jésuites. Son épouse se fit recevoir au couvent de la Visitation; quinze ans plus tard leur fils fut admis parmi les Pères de l'Institut.

Guillaume du Bourg, Evêque de la Nouvelle-Orléans, et les Jésuites. naissance traditionnelle était un hommage rendu à l'ancienne Compagnie de Jésus, la moderne aspirait à s'en rendre digne. Mais quand la prière des Nègres parvint aux enfants de saint Ignace, ils se trouvaient déjà engagés par une espèce de concordat avec Guillaume du Bourg, Evêque de la Nouvelle-Orléans. Ce dernier les avait chargés d'évangéliser les peuples qui habitent les bords du Missouri et des fleuves voisins; les Jésuites avaient accepté. Quelques Novices venus de Belgique furent choisis pour remplir le vœu du Prélat. Ces Novices étaient François de Maillet, Pierre de Smet, Verreydt, Van Assche, Clet, Smedts, Verhaegen. Ils avaient pour maîtres les Pères Charles Van Quickenborn et Temmermann, déjà familiarisés avec la langue anglaise. Du Bourg, comme les disciples de l'Institut, n'a pour toute ressource que son zèle. Ainsi que lui, les Missionnaires ne désespèrent cependant pas de la Providence. Van Quickenborn se met à mendier dans le pays; il s'adresse aux Protestants et aux Catholiques, stupéfaits de cette innovation. Le Jésuite était aimé; l'œuvre qu'il entreprenait excitait l'intérêt public; il recueillit en peu de jours assez d'aumônes pour accomplir le voyage.

Il y fonde des résidences et un Collège. Cette excursion ne fut pas sans danger. Les Pères eurent d'immenses prairies à traverser, d'interminables circuits à faire pour retrouver leur route ou pour éviter la rencontre des bêtes féroces. Ils marchèrent longtemps, ici à pied, là placés sur de frères barques descendant ou remontant des fleuves inconnus. Enfin ils arrivèrent à Saint-Louis, où un autre genre d'épreuves les attendait. Ils s'établirent près de Florissant, sur un terrain vierge au bord du Missouri. Alors, tous confondus dans le même travail par la même nécessité, ils commencèrent à bâtir de leurs mains une demeure en charpente et à préparer des champs pour la culture. A cette latitude, le climat est rigoureux en hiver. Ils n'étaient habitués ni à un pareil froid ni à d'aussi pénibles labeurs; mais, au terme de ces fatigues, ils savaient qu'un grand but de civilisation leur était proposé par le Christianisme, leur persévérance triompha. Van Quickenborn avait jeté les fondements d'une Mission, créé un Collège et des Résidences; il pénétra dans l'intérieur des terres pour tracer la voie à ses successeurs. Des Pères belges ouvraient ces contrées à l'Evangile; quelques Jésuites français, appelés par l'Evêque de Bardstown, s'enfoncent dans les solitudes du Kentucky. D'autres, sur les pas de Purcell, Evêque de Cincinnati, s'établissent sur l'Ohio. Mais, tout en cédant aux instances de ces Prélats, qui sentaient le besoin de s'appuyer sur des dévouements aussi éprouvés, les Jésuites pensent que le moment n'est pas encore venu de ressusciter les prodiges passés.

Les Jésuites. Il était beau à eux, à peine sortis du sépulcre, de réveiller ces tribus et de les convoquer en-

cône au pied de la croix; le nombre si restreint des enfants de Loyola ne permettait pas néanmoins d'envoyer au martyre ou à la mort tant de Pères qui soupiraient après ce dur apostolat. L'Institut s'était vu contraint de réduire en système les sacrifices individuels. L'obéissance enchaînait à de moins périlleux travaux, et les Jésuites n'obtinrent plus que difficilement l'honneur d'aller mourir au milieu des savanes.

C'est qu'un fait immense venait de s'accomplir, et ils savaient en tenir compte. Aux Etats-Unis, la population blanche non catholique l'emportait numériquement sur celle des Indiens. Sans cesse refoulées par les blancs, auxquelles elles ne consentent jamais à se mêler, toujours en guerre les unes avec les autres, les races indiennes décroissent sans cesse; elles tendent même à s'effacer. Les Jésuites, dans les jours les plus prospères de leurs Missions, ne purent jamais les plier en masse aux besoins et aux mœurs de la vie civilisée. Quelques peuplades dans le Maine et au delà du Mississippi semblaient faire exception à cette règle générale; mais le problème était résolu par l'expérience. Autrefois, pour conserver le germe du Christianisme, adoucir les mœurs et attirer les Sauvages à un progrès réel, il fallait les sevrer de toute communication avec les blancs. C'était la condition indispensable. Maintenant les lois en vigueur aux Etats-Unis s'opposent à cette séquestration; elles favorisent le commerce entre les deux races, elles le proclament. Il devient donc plus difficile que jamais de prémunir les Indiens contre les vices inhérents à leur nature. C'est en face de pareils obstacles que les Jésuites n'ont pas cru devoir se roidir contre les impossibilités morales et matérielles dont ils avaient le pressentiment. L'alternative leur était laissée; ils préférèrent le certain à l'incertain. On les avait autrefois accusés de poétiser les Missions, d'abriter les ambitions ou les crimes de l'Institut derrière cette page d'histoire dont chacun confessait la grandeur et l'utilité; ils ne voulurent pas qu'un pareil reproche pût être adressé à la Société renaissante. On les condamnait à être hommes; en attendant des jours meilleurs, ils se résignèrent aux proportions de l'humanité.

Perpétuer la Foi dans les générations catholiques, ramener les sectaires par la discussion et former un Clergé national, telle fut la triple fin qu'ils se proposèrent. Ils embrassaient par la pensée les travaux des anciens Pères: ils voyaient ce qu'il leur restait à accomplir pour féconder ce sol, ne demandant pas mieux que de produire des moissons chrétiennes. Ils comptaient le petit nombre de Fidèles mêlés à une multitude de sectaires; ils crurent que leur premier devoir était de combattre là où le péril apparaissait imminent. Le libre examen, l'indépendance absolue et le luxe engendraient de fréquentes apostasies et une licence sans frein. Le manque

ne peuvent pas encore s'établir parmi les tribus sauvages.

de prêtres produisait à la longue un sommeil voisin de la mort. Les Américains, aux yeux des Jésuites, paraissaient destinés à jouer plus tard un rôle important dans les affaires du monde. Les Jésuites appréciaient leur industrieuse activité, leur génie pénétrant et toujours avide d'entreprises gigantesques. Malgré l'incertitude des calculs humains, ils conçurent l'idée que ce peuple était réservé à exercer une influence prédominante. Le charme protestant était rompu. Les liens de secte se relâchaient; la confusion des principes, l'instabilité des symboles, les scissions éclatantes, le désir de tout connaître poussaient évidemment les esprits vers l'indifférence ou vers la foi antique, immuable, indéfectible du Christ. Les Jésuites augurèrent qu'un tel mouvement aboutirait à la reconnaissance de la vérité: ils songèrent à le seconder.

Dans ce but, ils renoncèrent pour un temps aux missions aventureuses. Quelques années s'écoulèrent dans les soins du sacerdoce et de l'enseignement; mais la majorité des Catholiques, appartenant aux classes ouvrières, ne pouvait pas, en l'absence de toute subvention gouvernementale, soutenir le Clergé et aider à la construction ou à l'entretien des églises. Les Collèges eux-mêmes périllicitaient faute de secours pécuniaires. Une maison d'éducation a été fondée à Washington; elle succombe sous les charges. En 1827, le Général ordonne de la fermer plutôt que de toucher à la rétribution offerte par les enfants, rétribution qui doit être distribuée aux hospices et aux prisons. Le Père Jérémie Kelly est le recteur de ce Collège; il refuse d'obéir. Il affirme une autre demeure, et, peut-être dans l'intérêt de l'Institut, il engage les professeurs de la Société à ne pas perdre un établissement aussi utile. La proposition de Kelly était contraire au vœu des Jésuites ainsi qu'au principe de l'Ordre: ils la désapprouvent. Kelly est pour ce fait seul retranché de la Compagnie.

Cet exemple donnait aux Américains une idée de ce que les Jésuites pouvaient et devaient faire. A quelques années d'intervalle, le choléra montra les Pères sous un autre jour. Les Etats-Unis les voyaient désintéressés et toujours prêts à se sacrifier pour le bonheur des autres, ils les virent en 1834 offrir l'exemple de la plus étonnante intrépidité. Dans une notice manuscrite sur les Missions aux Etats-Unis et adressée de Philadelphie par le Père Dubuisson à la comtesse Constance de Maistre, duchesse de Laval-Montmorency, nous lisons le récit des impressions que fit le courage des Jésuites et des Sœurs de la Charité:

« On n'avait pas la certitude, raconte Dubuisson, que cette maladie fût contagieuse; les opinions étaient partagées; toutefois on savait, et on s'en aperçut bientôt, que souvent la chute d'une victime était suivie de celle de plusieurs autres dans la même famille, dans la même

habitation; et il est vrai de dire que le choléra inspirait partout la terreur. Trop souvent les personnes attaquées de ce mal furent abandonnées à leur funeste sort, ou, tout au moins la mère, l'épouse, l'ami intime, le serviteur fidèle ou le maître compatissant, tandis qu'ils se dévouaient aux soins extraordinairement assidus qu'exigeait le traitement, envoyaient en vain appeler du secours. Conséquents dans l'application d'un principe dicté, non par la charité chrétienne, mais par l'intérêt privé, les Ministres des sectes ou s'éloignèrent autant qu'ils purent des lieux que ravageait le choléra, ou se gardèrent en général de visiter les infectés. Nous disons en général, parce qu'on a vu quelques-uns de ces Ministres braver le danger pour exhorter les mourants à la résignation. Il faut le dire, hors de la communion catholique, les malades ou ceux qui les entouraient ne songeaient guère à appeler le Ministre. Quel contraste entre cet égoïsme ou cette indifférence glaciale et le zèle courageux, les soins empressés des Prêtres et des Sœurs si bien nommées de la Charité. On avait entendu des feuilles publiques parler de cette charité, de ce zèle développé d'abord en Europe, puis au Canada, ravagé avant que le fléau nous eût atteints; mais il n'est rien de tel que de voir les choses de ses propres yeux. Protestants, Presbytériens, Méthodistes et Baptistes, Quakers et Unitaires, tous furent ébahis de voir universellement les Prêtres catholiques, à toute heure du jour et de la nuit, courir aux infectés, non-seulement dans la maison du riche, mais encore, et le plus souvent, dans la chétive et reboutante demeure de l'indigent, du nègre. Qu'on s'imagine leur surprise à la vue d'un Prêtre rendant parfois au moribond dégoûtant ce que le monde appelle les services les plus bas, les plus humilians! à la vue des Sœurs de la Charité, de femmes jeunes et délicates qui se dévouaient à de pareils soins auprès des victimes entassées dans des hôpitaux temporaires, femmes pour qui ce genre de dévouement héroïque était une chose neuve! Mais, ô douleur! ô scènes que nul pinceau ne saurait rendre! bientôt deux de ces Sœurs, de ces anges en forme humaine, sont attaquées du formidable choléra: leur carrière est terminée; peu d'heures s'écoulent, et elles succombent. Que vont faire les autres? céder à la frayeur? prendre la fuite? Non, non! Elles connaissent le danger; de l'œil elles mesurent le précipice, et, sans détourner la tête, elles marchent sur ses bords... parce qu'elles puisent à une source divine leur tranquille courage. Bien loin que la mort des deux saintes victimes fût un échec au dévouement des autres, de nouvelles Sœurs furent appelées, qui volèrent à ce théâtre de l'héroïsme si pur que la charité chrétienne seule sait inspirer, disons-le sans détour, que le seul zèle catholique présente au monde étonné.

» L'effet sur les esprits fut très-grand, l'im-

Les Collèges périllicitaient faute d'argent

Expulsion du Père Kelly.

Le choléra aux Etats-Unis.

Les Jésuites et les Sœurs de la Charité.

pression profonde, l'hommage d'applaudissements spontané. L'éloge de ces inestimables Sœurs était dans toutes les bouches ; les feuilles publiques le portèrent au loin dans toutes les directions. On conçoit aisément l'honneur qui en rejaillit sur le nom Catholique. »

Ce récit est pleinement confirmé par les témoignages protestants. A la même heure, le Père Mac-Elroy, à Fredericktown et sur tout le littoral de ce district, répandait la semence catholique. Simple Frère coadjuteur, il a souvent laissé pressentir à Grassi la portée de son intelligence. Grassi l'apprécie, il développe ses brillantes qualités, et l'humble Coadjuteur s'élève au grade de Profès. Il avait tout ce qui était nécessaire pour entraîner les masses et pour produire d'heureux effets. Son éloquence devient populaire : il la consacre à la gloire de Dieu et au triomphe de l'éducation. Il établit des collèges, des églises, des écoles pour les orphelins ; il féconde la charité chrétienne au milieu de ces populations du Maryland, que l'industrie rend égoïstes. Son influence eut quelque chose de si merveilleux, qu'en 1829 un écrivain calviniste, M. Schœffer, s'écriait dans son journal : « Chose étrange ! la France catholique chasse les Jésuites de son royaume ; elle leur enlève l'éducation de la jeunesse, et les Protestants de Frederick contribuent, chacun pour ses cinquante dollars, à bâtir aux Jésuites un collège dans cette ville. »

Telle était la situation que les disciples de Loyola se créaient dans les Etats-Unis, lorsque Mac-Elroy trouve occasion d'acquiescer par un service la reconnaissance de ses frères de l'Institut. Au mois de juin 1834, cinq à six mille Irlandais étaient occupés à des terrassements sur le chemin de fer entre Baltimore et Washington. Ils se séparent en deux camps, ils se livrent combat, ils s'insurgent ; puis, retirés dans les forêts, ils bravent la force armée, qui n'ose s'engager à leur poursuite. Un pareil état de choses inquiétait les populations voisines, exposées au pillage ou à l'incendie. Les prières, les ordres, les menaces, tout avait été inutile. Mac-Elroy est informé de ce qui se passe : il accourt sur les lieux, il pénètre seul dans la forêt. Sa présence suspend les hostilités. Il fait comparaître devant son tribunal les deux parties, il leur enjoint de signer la paix ; il congédie les troupes et ramène à leurs foyers ces hommes que la colère rendait si dangereux. Le Jésuite avait souvent besoin de se transporter d'une province à une autre. Dans l'impossibilité de lui faire accepter quelque récompense nationale, le gouvernement saisit ce prétexte, et il donne à Mac-Elroy, pour toute sa vie, une place gratuite dans les voitures publiques.

Ce que Mac-Elroy réalisait dans Fredericktown, d'autres l'entreprenaient sur divers points du Maryland et de la Pensylvanie. Les Pères Fenwick, Kenny, Larkin, Havermans, Mulledy,

Verhaegen, Kohlmann, Vieng, Leken, Dougharty, Evremont, Ryder, Dubuisson, Vespre, Barbelin, Petit et Edouard de Maccarthy sont pour la plupart désignés par les Evêques comme leurs coadjuteurs ou leurs frères dans l'Episcopat ; ils repoussent avec humilité cette glorieuse marque de confiance. Ils vivent au milieu des accroissements et des prospérités inouïes d'une terre en travail d'un nouveau monde ; ils assistent à cet ébranlement industriel dont la progression a quelque chose d'admirable et d'effrayant ; mais ce n'est pas pour y participer qu'ils ont traversé les mers, abandonné leur patrie et adopté une existence pleine de dangers quotidiens et de souffrances ignorées. Ils sont là en face d'un peuple que l'indépendance a régénéré et qui, jeune encore sur la carte du globe, aspire cependant à conquérir toutes les jouissances du luxe réservées aux nations sur leur déclin, et sentant le besoin de se distraire de la gloire par le plaisir. Ils ont pensé qu'à ce peuple ébloui par sa fortune il faudrait tôt ou tard un aliment plus substantiel que les richesses du commerce ou les merveilles de l'industrie. Sans acception de secte ni de parti, ils l'appellent à la connaissance de la vérité, et leurs efforts ne sont pas stériles. Aux Etats-Unis plus que partout ailleurs, il y a des âmes désabusées de l'erreur, des intelligences élevées qui, se fatiguant de flotter dans l'incertitude, osent demander à l'Unité de calmer leurs doutes et d'apaiser leur muet désespoir. A ces âmes privilégiées des consolations sont nécessaires ; les Jésuites accourent pour les offrir. On sait que dans chaque grand centre de population, qu'aux portes des cités opulentes, ils sont parvenus, avec l'appui des Evêques, à se dresser une tente où ils abritent la jeunesse, où ils accueillent l'âge mûr et où chacun reçoit les conseils que sa position réclame. On y afflue de tous les points.

Le travail augmente avec les années, la confiance s'établit, le nombre des Jésuites s'accroît en proportion. Ils n'étaient que treize en 1803 ; en 1839, on en comptait cent dix ; en 1844, la province du Maryland seule s'élève au chiffre de cent trente ; celle du Missouri en possède cent quarante-huit. Les Jésuites ne cachent ni leur tendances ni leur but ; ils aspirent à faire des Catholiques. Le gouvernement de l'Union ne s'effraie pas du mouvement qu'ils impriment. A l'exception de quelques sectaires, que leur obscurité force à se montrer intolérants, les chefs du Protestantisme prennent modèle sur les chefs de l'Etat. Plus d'une fois on a vu le président John Tyler assister à la distribution des prix à Georgetown, et tous les jours on rencontre autour de la chaire des Jésuites les citoyens les plus illustres de l'Amérique, encourageant par leur présence les efforts que font les Pères pour répandre dans les cœurs les principes de la morale évangélique.

Tandis que les Jésuites de Maryland contrai-

Le père
Mac
Elroy à
Fredericktown.

Il apaise
une sédition
d'ouvriers
irlandais.

Les
Jésuites
répandus
dans les
Etats de
l'Union.

Leurs
travaux
et leurs
succès.

gnaient l'Hérésie à donner de justes applaudissements à leur Apostolat, d'autres enfants de saint Ignace, dispersés sur le Missouri, affrontaient de nouveaux périls. En 1823, Van Quickenborn installait au nord des fleuves sa petite colonie de Missionnaires. Ils y étaient connus, car anciennement ils avaient révélé aux tribus errantes le bonheur de la famille. « Nous avions appris à ces peuples dociles, mande le Père Thébaud dans une lettre datée de Sainte-Marie-du-Kentucky, le 45 octobre 1843, à labourer la terre, à élever des volailles et des brebis. Leurs femmes filaient la laine des bisons et la rendaient aussi fine, aussi soyeuse que celle des moutons d'Angleterre : elles en fabriquaient des étoffes et les teignaient en jaune, en noir, en rouge foncé ; elles s'en faisaient des robes qu'elles cousaient avec des fils de nerfs de chevreuil. »

Sur le conseil du Président des Etats-Unis, l'Evêque de la Nouvelle-Orléans avait réclamé quelques Pères : ils étaient venus ; l'œuvre grandissait avec la Compagnie. Rosati, premier Evêque de Saint-Louis, les soutenait dans leur rude entreprise. Van Quickenborn, à qui le Père Théodore de Theux avait amené un renfort, hésitait à se lancer dans des excursions infructueuses. On tâcha de civiliser les Indiens par l'éducation ; une école fut fondée ; mais les enfants qu'on y réunit ne tardèrent pas à se sentir sauvages au milieu même des soins qu'on leur prodiguait. Le travail n'était accepté par eux que comme une honte. Quand on essaya de les initier aux arts mécaniques et à l'agriculture, ils se mirent à pleurer et à fuir ; on eût dit que l'humiliation dépassait même les bornes prévues par eux. Les Jésuites néanmoins ne désespérèrent ni de la Providence ni de leur courage. Les blancs contemplaient d'un œil jaloux les peines inutiles que prenaient les Missionnaires pour émanciper les tribus : ils se plaignaient d'être abandonnés ; ils réclamaient un Collège. L'Evêque de Saint-Louis joint ses vœux aux leurs, et, le 2 novembre 1829, les classes commencent. Les Protestants ont rivalisé de zèle avec les Catholiques pour élever le monument ; ils désirent que leurs enfants soient assujettis à la même règle. Trois ans après sa fondation, le Collège de Saint-Louis recevait du gouvernement central le titre et les privilèges d'Université. Plus tard celui de Saint-Charles au Grand-Coteau jouit des mêmes prérogatives.

Les Jésuites avaient peu à peu dompté ce besoin d'indépendance signalé avec un si juste effroi dans la jeunesse. L'idée religieuse pénétrait au cœur de ces natures violentes et bonnes tout à la fois ; il opérait des miracles de soumission. L'Europe catholique, à Rome, à Vienne et à Paris, s'était intéressée à ce mouvement civilisateur ; l'Anglicanisme ne resta pas en arrière. Guillaume IV, roi de la Grande-Bretagne, fit adresser aux Jésuites de Saint-Louis la collection

des archives britanniques ; le Président des Etats-Unis offrit celles de l'Amérique. Les Jésuites avaient popularisé le goût de l'étude et l'amour des devoirs pieux. Leur chaire fut une espèce de lien qui rattacha les esprits les plus opposés à un principe commun. Ainsi qu'au Maryland et à la Virginie, ils attirèrent les intelligences par le charme de leur parole et par la force de leur logique. Vivant en paix avec les Protestants, dont ils possédaient l'estime, ils voyaient de temps à autre des Ministres de l'Anglicanisme suivre l'impulsion donnée par Pierre Connelly.

Pierre Connelly était pasteur du culte réformé dans la ville de Natchez. L'éloge qu'il entendait faire de la charité et de la science des Pères lui inspira la pensée de conférer avec eux sur les choses de la Foi. Il arrive, il est convaincu, il proclame le dogme catholique. De retour à Natchez, il vend ses propriétés, résigne sa paroisse et abjure le Protestantisme. Sa femme l'imita. Ils traversèrent les mers avec leur famille ; ils sont au centre de la Chrétienté, et là, sous la direction des Jésuites de Rome, le Ministre anglican se consacre au service des autels par le Sacerdoce.

Les excursions chez les Sauvages marchaient de front avec les soins de l'enseignement et du saint ministère. Les Jésuites forment en Congrégation quelques tribus mieux disposées que les autres. Une église se construit sur le territoire des Sioux ; d'autres résidences sont jetées à Saint-Charles, à Watkinson-ville, à Clarke, à New-London, à Louisiana, à Jefferson et à Columbia. En 1836, le cacique Blackhawk et son fils Keskuck, qui guerroyèrent si longtemps contre la République du Missouri, se présentent à Saint-Louis : ils demandent des Robes Noires, de ces enfants de saint Ignace, dont les anciens de la tribu font de si touchants récits. Leur appel est entendu ; les Pères Van Quickenborn et Hoecken se mettent en route avec eux ; ils arrivent le 4^{er} juin au pays des Kickapoas.

Le gouvernement central ne cessait, dans son intérêt, de répéter à ces peuplades qu'un culte quelconque était nécessaire à l'homme. L'Union leur fournissait des pasteurs anglicans ; mais les Indiens, ne les voyant pas venir à eux le Rosaire et le Crucifix à la main, se prirent à douter de cette Religion qui, disaient-ils, n'était point celle des Français. Ils avaient d'autres souvenirs encore vivaces au cœur ; ces souvenirs se réveillèrent aussitôt que le nom des Jésuites retentit à leurs oreilles. Il leur fallut des Pères : les Pères accoururent au milieu des forêts. La vue des Robes Noires fut comme une nouvelle ère de salut annoncée aux Sauvages de l'Ohio et du lac Erié. Les Piankaskas et les Weas, descendants des Miamis, les Kaskaskias et les Péorias s'ébranlèrent pour fêter leur arrivée. Les Méthodistes en avaient séduit un grand nombre. Ces Indiens s'étaient vus tout à coup

Van
Quicken-
born au
pays des
Kicka-
poas.

abandonnés par les Missionnaires ; ils n'avaient pu s'expliquer cette désertion que l'obéissance au bref de Clément XIV commandait, et, dans leur désespoir, ils avaient abjuré la Foi catholique. Ils proposaient de l'embrasser de nouveau si un Jésuite leur était accordé. Van Quickenborn connaissait les bienveillantes dispositions du Congrès ; il affirme à ces peuplades qu'elles sont libres d'adopter le culte qui conviendra le mieux à leurs sentiments, et un Père de l'Institut leur fut promis.

Sa mort. Peu de mois après, le 46 août 1837, Van Quickenborn expirait sous le poids des fatigues sacerdotales. Fondateur de la province du Missouri, il se sentait revivre dans les héritiers de son zèle ; les Novices formés à ses exemples allaient marcher sur les traces de sa charité. Le Père Ferdinand Helias, dans les districts de Colebrook, de Gasconade et des Osages, se fait centre pour les émigrants d'Europe et pour les naturels du pays. Afin de les forcer à se réunir en société, il édifie des églises, il crée des écoles : c'est ainsi que fut commencée la ville de la Nouvelle-Westphalie. Il n'a sous la main que de pauvres colons ou des sauvages encore plus pauvres ; Helias s'adresse à la Société léopoldine de Vienne et à celle de Lyon. Les subsides qu'il en retire sont insuffisants : il invoque le concours de ses amis et de ses parents de Belgique. Il intéresse l'Europe au progrès de sa Mission. En 1838 le Jésuite n'avait découvert dans ces tribus que six cent vingt Chrétiens. Cinq ans après il en dirigeait deux mille sept cent dans les voies de la civilisation. Le Père

Le père
Hoecken
chez les
Potowato-
mies.

Le Père Hoecken pénètre à son tour chez les Potowatomies. Ils vivent sous des tentes, n'ayant pas même de vêtements pour couvrir leur nudité ; ils sont en proie à une maladie contagieuse qui les décime. Hoecken se dévoue volontairement à toutes ces misères et soutient les courages chancelants. Le froid est si intense qu'il ne peut goûter un instant de sommeil sur la terre où il essaie de reposer ses membres engourdis ; cela ne l'arrête point dans ses projets. Il construit une église, afin d'apprendre à ces malheureux qu'ils ont un Père dans le ciel et un Jésuite ici-bas pour veiller à leur bonheur. L'église achevée, Hoecken leur persuade qu'ils doivent offrir à leurs familles un abri contre l'intempérie des saisons. Ce conseil est adopté. De médecin, le Jésuite se transforme en architecte. Il secondait la cause de l'émancipation chrétienne, il servait en même temps les intérêts de l'Union. Le gouvernement américain doit et veut favoriser ces succès qui, avec le temps, élèveront les tribus les plus endurcies au rang de citoyens. Pour préparer ce mouvement, il n'ignore point que les Jésuites sont le seul Institut qui puisse chaque année vouer tant de martyrs à la civilisation. On le voit donc s'associer à leurs efforts, bâtir des églises, fonder des écoles pour les

dames du Sacré-Cœur, constituer des rentes aux établissements d'instruction publique et veiller à l'entretien des Missionnaires. Les Jésuites et les Protestants se sont rencontrés dans une pensée d'humanité. Les uns sacrifient leur vie au principe chrétien, les autres accordent quelques subsides et la protection de la loi pour que les enfants de Loyola fassent plus tard des hommes de ces troupes de Sauvages.

Les Jésuites se trouvaient en force, leur nombre augmentait ; les présidents de l'Union, Jefferson, Adams, Jackson, Van Buren et Tyler, encourageaient leurs tentatives. Les Pères crurent que le moment était arrivé de répondre enfin à la prière des indigènes. Ces derniers imploraient l'assistance des Robes Noires comme un bienfait ; les Robes Noires commencèrent à planter la croix dans les savanes les plus écartées. Les Têtes-Plates de l'Orégon avaient entendu parler de la Religion du Grand-Esprit qui autrefois fut prêchée à leurs ancêtres par des Missionnaires européens. Deux députations sont envoyées à Saint-Louis pour solliciter la même faveur. Ces députations périssent en route, englouties sous les neiges ou dévorées par les Cannibales. Une troisième est plus heureuse : quelques-uns de ses membres pénètrent dans le Missouri ; ils font part de l'objet de leur voyage. Le 27 mars 1840, le Père de Smet se décide à remplir un vœu si persévérant. Il traverse le désert américain et les Montagnes-Rocheuses, limites du monde atlantique ; il affronte les périls de toute sorte qui doivent l'assaillir ; puis, à la rivière Verte, il rencontre les Têtes-Plates et les Pondéras accourus pour lui servir de cortège.

Il est au centre de la tribu ; des larmes de joie et d'espérance coulent de tous les yeux, et l'ancien des jours le salue par ces paroles : « Robe Noire, soyez le bienvenu dans ma nation. C'est aujourd'hui que le Grand-Esprit a accompli mes vœux. Nos cœurs sont gros, car notre grand désir est rempli. Robe Noire, nous suivrons les paroles de votre bouche. » C'était un engagement, les sauvages l'ont tenu. Le Père de Smet a vécu de leur vie ; il s'est fait une arme de leur docilité pour les conduire au Christianisme et pour élever leur intelligence. Il s'est improvisé chasseur, comme eux, afin de ne pas les abandonner ; il a franchi les montagnes et navigué sur les lacs ; il a vu quels fruits pouvaient porter ces peuplades indiennes. Le 27 août, il s'en sépare. « Longtemps avant le lever du soleil, écrit-il le 4 février 1844, toute la nation s'était assemblée autour de ma loge. Personne ne parlait, mais la douleur était peinte sur tous les visages. La seule parole qui parut les consoler fut la promesse formelle d'un prompt retour au printemps prochain et d'un renfort de plusieurs Missionnaires. Je fis les prières du matin au milieu des pleurs et des

Les
tribus
l'Oré-
gon
veule
des
robu-
noir.

Le p-
de S-
par
pour
pays.
Têt-
Plat

Réc-
tion
lui-
fait

sanglots de ces bons Sauvages. Ils m'arrachaient malgré moi les larmes que j'aurais voulu étouffer pour ce moment. Je leur fis voir la nécessité de mon voyage ; je les excitai à continuer à servir le Grand-Esprit avec ferveur et à éloigner d'eux tout sujet de scandale ; je leur rappelai les principales vérités de notre sainte Religion. Je leur donnai ensuite pour chef spirituel un Indien fort intelligent, que j'avais eu soin d'instruire moi-même d'une manière plus particulière. Il devait me représenter dans mon absence, les réunir soir et matin, ainsi que les dimanches, leur dire les prières, les exhorter à la vertu, et ondoyer les moribonds et, en cas de besoin, les petits enfants. Il n'y eut qu'une seule voix, un assentiment unanime, d'observer tout ce que je leur recommandais. Les larmes aux yeux, ils me souhaitèrent tous un heureux voyage. Le vieux Grand-Visage se leva et dit : « Robe Noire, que le Grand-Esprit vous accompagne dans votre long et dangereux voyage. Nous formerons des vœux soir et matin afin que vous arriviez sauf parmi vos frères à Saint-Louis. Nous continuerons à former ces vœux jusqu'à votre retour parmi vos enfants des montagnes. Lorsque les neiges disparaîtront des vallées, après l'hiver, lorsque la verdure commencera à renaître, nos cœurs si tristes à présent recommenceront à se réjouir. A mesure que le gazon s'élèvera, notre joie deviendra plus grande ; lorsque les plantes fleuriront, nous nous remettrons en route pour venir à votre rencontre. Adieu ! »

» Plein de confiance dans le Seigneur, qui m'avait préservé jusqu'alors, je partis avec ma petite bande et mon fidèle Flamand, qui voulut continuer à partager mes dangers et mes travaux. Nous remontâmes pendant deux jours la Gallatine, fourche du sud du Missouri ; nous passâmes de là par un défilé étroit de trente milles pour nous rendre sur la rivière de la Roche-Jaune, le second des grands tributaires du Missouri. Là il nous fallut prendre les plus grandes précautions : c'est pourquoi nous ne formâmes qu'une petite bande. Il fallait traverser des plaines à perte de vue, des terres stériles et arides, entrecoupées de profonds ravins, où à chaque pas on pouvait rencontrer des ennemis aux aguets. Des vedettes étaient envoyées dans toutes les directions pour reconnaître le terrain ; toutes les traces laissées soit par les hommes, soit par les animaux, furent attentivement examinées. C'est ici qu'on ne peut s'empêcher d'admirer la sagacité du Sauvage ; il vous dira le jour du passage de l'Indien à l'endroit où il en voit les traces ; il calculera le nombre d'hommes et de chevaux, il distinguera si c'est un parti de guerre ou de chasse ; même, à l'empreinte des souliers, il reconnaîtra la nation qui a foulé le terrain. Tous les soirs nous choisissons un lieu favorable pour y asseoir

notre camp, et nous construisions à la hâte un petit fort avec des troncs d'arbres secs pour nous mettre à l'abri contre une attaque soudaine. Cette région est le repaire des ours gris ; c'est l'animal le plus terrible de ce désert ; à chaque pas nous en rencontrons les traces effrayantes ¹. »

Après quatre mois de voyage pour effectuer son retour, le Jésuite arrive enfin le 22 décembre à son point de départ. Il a d'heureuses nouvelles à communiquer à ses frères. Mille dangers que l'avidité même des trafiquants de pelleteries n'ose pas affronter se présentent au zèle. Pierre de Smet vient de faire germer une moisson de Chrétiens, les ouvriers s'offrent en foule pour la recueillir. Le 24 avril 1844, il reprend sa course à travers ces régions inexplorées. Il a pour compagnons les Pères Point et Mengarini. Nicolas Point est un fils de la Vendée, « aussi zélé et aussi courageux pour le salut des âmes, écrit de Smet des bords de la Platte, que le fut autrefois la Rochejaquelein, son compatriote, dans la cause de son Roi. » Mengarini est Italien ; son aptitude pour la musique et la médecine, son ardeur apostolique ont déterminé le choix des supérieurs. Trois coadjuteurs les accompagnent. Ils seront en même temps les Missionnaires de ces tribus et leurs maîtres en agriculture ainsi qu'en industrie. Le sol était admirablement disposé ; les Jésuites se mirent à l'œuvre. Ils avaient découvert un petit Paraguay, ils résolurent d'y établir des réductions. La première prit le nom de Sainte-Marie. Tout y est organisé avec une intelligence de mère. On donne à ces Indiens des lois et une règle de conduite ; on les détache peu à peu de leurs superstitieux Manitoux, on les prépare au baptême et à la liberté. Les Têtes-Plates fournirent bientôt des guides et des catéchistes. Le Père Point s'engage avec eux chez les Kalispels ou Pends-d'Oreilles. Le Père de Smet évangélise les Nez-Perçés. L'hiver vint il apporta le mal de neige, c'est-à-dire la cécité. Ce froid douloureux n'arrêta point les Jésuites dans leurs excursions et les Têtes-Plates dans leurs nouveaux devoirs. Ils prient, ils pêchent, ils chassent ensemble, et dans le journal d'hiver de Nicolas Point nous lisons : « Le 6 février. Aujourd'hui dimanche, grand vent, ciel grisâtre ; froid plus que glacial, point d'herbe pour les chevaux, les buffles mis en fuite par les Nez-Perçés. Le 7 le froid est plus piquant, l'aridité plus triste, la neige plus embarrassante ; mais hier le repos a été sanctifié, aujourd'hui la résignation est parfaite ; confiance ! Vers le milieu du jour nous atteignons le sommet d'une haute montagne. Quel changement ! le soleil luit, le froid a perdu de son intensité, nous avons sous les yeux une plaine immense ; dans cette plaine, de bons pâturages, dans ces pâturages des nuées de buffles ; le camp s'arrête, les chasseurs se

Le père Point.

Reduction de Sainte-Marie.

Vie des Jésuites aux Montagnes-Roches.

(1) Voyages aux montagnes-rocheuses par le R. P. Pierre de Smet. Malines, 1844, page 49. suiv.

rassemblent; ils partent, et le soleil n'a pas encore achevé sa carrière que déjà cent cinquante-trois buffles sont tombés sous leurs coups. Il faut en convenir, si cette chasse ne fut point miraculeuse, elle ressemble beaucoup à la pêche qui le fut. Au nom du Seigneur, Pierre jeta ses filets, et prit cent cinquante-trois gros poissons : au nom du Seigneur, le camp des Têtes-Plates eut confiance, et abattit cent cinquante-trois buffles; La belle pêche! mais aussi, la belle chasse! »

Les Têtes-Plates avaient pour ennemis les Pieds-Noirs et les Ranax. Jusq' alors ils étaient vaincus et pillés presque sans combat. Le Christianisme, en les dotant d'une famille, d'un temple, d'un patrimoine, leur révéla le besoin de la défense et la bravoure qui fait mépriser le péril. Ils étaient en garde contre les invasions, le Père de Smet profite de cette trêve pour visiter les Stiet-Shoi ou Cœurs-d'Alène, les Spokanes, les Shuyelpi, les Okanakanes, la tribu des Corbeaux et des Serpents. La Robe Noire était partout attendue, partout saluée comme un bienfaiteur. Les Sauvages en l'admirant si patient et si affable, lui demandaient de lui enseigner la prière qui lui inspirait tant de vertus. Une immense montagne rocheuse domine tout le pays. En reconnaissance des leçons qu'ils ont reçues, les Sauvages nomment cette montagne Leeyou-Pierre (le Père Pierre) afin d'éterniser le souvenir du Jésuite. Quand il est de retour à Saint-Louis, après ces courses merveilleuses, qu'il continue encore, le Père de Smet écrit le 3 novembre 1842 :

« Je n'ai plus que quelques mots à ajouter. Depuis ma dernière lettre, j'ai baptisé une cinquantaine de petits enfants, principalement dans les forts. L'eau du fleuve était basse, les bancs de sables et les chicots arrêtaient à chaque instant le bateau, et le mettaient parfois en danger d'échouer. Déjà les pointes de rochers cachées sous l'eau l'avaient percé de trous : les innombrables chicots qu'il fallait sauter à tout risque avaient brisé les roues et les parties qui les couvrent; un vent violent avait renversé la cahutte du pilote, et l'aurait jetée dans le fleuve si l'on n'eût eu soin de l'attacher avec de gros câbles; enfin le bateau ne présentait plus qu'un squelette, lorsque après quarante-six jours de travail pénible plutôt que de navigation, j'arrivai sans autre accident à Saint-Louis. Le dernier dimanche d'octobre, à midi, j'étais à genoux au pied de l'autel de la sainte Vierge à la cathédrale, rendant mes actions de grâces au bon Dieu pour la protection qu'il avait accordée à son pauvre et indigne ministre.

» A compter du commencement d'avril de cette année, j'ai parcouru cinq mille milles : j'ai descendu et remonté le fleuve Columbia, vu périr cinq de mes compagnons de voyage dans les dalles de ce fleuve, longé les rives de Walla-

mette et de l'Orégon, parcouru différentes chaînes des Montagnes-Rocheuses, traversé une seconde fois le désert de la Roche-Jaune dans toute son étendue, descendu le Missouri jusqu'à Saint-Louis; et dans tout ce long trajet, je n'ai pas une seule fois manqué du nécessaire, je n'ai pas reçu la moindre égratignure... *Dominus memor fuit nostri et benedixit nobis.* »

C'est au prix de tant de fatigues, c'est en s'appuyant sur une volonté inébranlable et quelquefois en recevant avec joie les secours des Anglais attachés à la riche Compagnie de la baie d'Hudson que les Jésuites parviennent à opérer ces prodiges. Les Montagnes-Rocheuses étaient ouvertes à l'Evangile : sur les pas de Pierre de Smet et de Nicolas Point, d'autres disciples de Loyola veulent à leur tour porter la lumière au sein de ces peuples. Les Pères de Vos, Hoecken, Soderini, Zerbinatti, Josat, Accolti, Vercruyssa, Varilli et Nobili se vouent à ce martyre de la civilisation. Le vaste désert entre les États-Unis et la Mer Pacifique, au nord de la Californie, forment maintenant un diocèse de l'Orégon, dont M. Blanchet, Evêque de Drassa, est le pasteur.

Au moment où les Jésuites implantaient la Foi dans ces tribus indiennes, un événement extraordinaire signalait leur popularité dans l'Amérique protestante. Le 4 juillet de chaque année est un grand jour pour les citoyens des États-Unis. Ce jour-là, en 1776, le Congrès, assemblé à Philadelphie, proclama l'indépendance de la patrie, et jura de l'affranchir du joug de l'Angleterre. C'est la fête de l'armée et du peuple : tous y prennent part, car tous jouissent également du bienfait de la liberté. Le 4 juillet 1843, le Père Larkin fut invité par l'état-major des troupes de l'Union à prononcer le discours commémoratif dans le camp même de Louisville. C'était pour le Jésuite un honneur et une tâche difficile. Larkin comptait parmi ses auditeurs les ministres anglicans, les officiers de terre et de mer, les autorités et la foule. En présence de cette assemblée, il devait tout à la fois être orateur démocrate et prêtre catholique, américain et membre de la Société de Jésus. Larkin ne faillit à aucun de ces titres. Les citoyens et les fonctionnaires de l'Union déployaient leurs drapeaux et leurs brillants uniformes; lui paraît, au milieu de cette multitude, revêtu de son costume sacerdotal. L'effet que sa parole produisit dut être bien grand, car le journal protestant du pays *The Advertiser* du 7 juillet s'exprime ainsi :

« Nous avons entendu dimanche soir un discours adressé, par le révérend Père Larkin à une immense assemblée composée de citoyens et de militaires. L'Orateur n'aurait pu choisir un sujet mieux approprié à la circonstance ni remplir d'une manière plus heureuse la tâche vraiment difficile qui lui était imposée. La profonde éru-

o p
Larkin
l'au
versa
de l'
penda
ané
cain

dition et le style châtié de cet illustre Jésuite revêtirent le sujet monotone de notre régénération nationale de formes nouvelles et polies, et entièrement inconnues à son auditoire, en joignant aux solennels enseignements de l'histoire et de la Sainte-Écriture une dignité et une chaleur qui subjuguèrent les âmes et ravirent de plaisir et d'admiration ses nombreux auditeurs.

» Vu de loin dans son sanctuaire champêtre, sa taille majestueuse s'élevant, de la plate-forme sur laquelle il était debout, presque jusqu'aux branches du chêne qui le couvrait; ses vêtements sacerdotaux, contrastant admirablement avec les brillants uniformes; sa figure animée et son geste rapide, commandant l'attention du soldat immobile et du Chrétien respectueux, ranimèrent les souvenirs presque éteints des scènes merveilleuses du moyen âge, et nous reportèrent à ces temps chevaleresques où un humble ministre de l'Eglise Romaine passait en revue des légions de Chrétiens qui, tout hérissés de fer, allaient combattre contre l'Infidèle pour la délivrance du Saint-Sépulchre »

« Chez un peuple libre et protestant, les Jésuites ont en quelques années recouvré leur ancienne influence. Il leur est encore permis de se sacrifier et de mourir pour le salut des autres. En 1837, le Franciscain Benito Fernandez, Vicaire apostolique de la Jamaïque, leur offre de féconder ce sol, où jadis ils furent persécutés par l'Anglicanisme. C'étaient de nouvelles épreuves à subir; les Pères du Peyron et Cotham reçoivent ordre de s'embarquer. Les circonstances sont critiques. On pousse les Noirs à la révolte, sous prétexte de les préparer à la liberté. Rien ne les a disposés à ce changement de condition; ils peuvent en abuser; ils entendent autour d'eux des apôtres de toutes les sectes qui, cherchant à donner à leur paresse native une consécration biblique, leur apprennent d'avance à mésuser du principe émancipateur. Les Jésuites ne se demandent pas, avec le comte de Maistre, si les Nègres sont dignes du bienfait de l'éducation. Ils ne disent pas comme l'éloquent publiciste ¹ : « L'immense charité du Sacerdote catholique a mis souvent, en nous parlant de ces hommes, ses desirs à la place de la réalité... On ne saurait fixer un instant ses regards sur le Sauvage, sans lire l'anathème écrit, je ne dis pas seulement dans son âme, mais jusque sur la forme extérieure de son corps. Il est visiblement dévoué; il est frappé dans les dernières profondeurs de son essence morale. » Cette terrible question, soulevée par le comte de Maistre et combattue par les philanthropes, ne préoccupe point les enfants de saint Ignace. Libres ou esclaves, natures incapables de développer les facultés de l'esprit, ou hommes courbant sous la servitude une intelligence seule-

ment engourdie, les Nègres ne seront pour les Jésuites que des Chrétiens. Ils les savent susceptibles d'impressions de Christianisme profondes et durables : c'est de ce point de vue qu'ils étudient leur Mission; c'est de là qu'ils partent. Leur présence fut un stimulant pour le Clergé; ils parcoururent l'île, leur exemple fit plus que leurs paroles.

Ferdinand VII, encore maître du Mexique, avait rétabli la Compagnie de Jésus. Le cabinet de Madrid connaissait l'irritation des colonies espagnoles. Il les savait disposées à la révolte : il espéra que les Pères de l'Institut, tant regrettés dans le Nouveau-Monde, pourraient conjurer la tempête dont la métropole était menacée. L'Amérique du sud n'attendit pas l'effet de cette tactique. En 1817 elle proclama son indépendance, et, parmi les reproches que ces colonies adressent à la cour d'Espagne, elles l'accusent « de nous avoir arbitrairement — c'est le texte même de leurs griefs que l'histoire va citer — privés des Jésuites, à qui nous devons notre état social, la civilisation, toute notre instruction, et des services desquels nous ne pouvons nous passer. » Ainsi, à cinquante ans de distance, l'Amérique du sud ne pardonnait pas encore à l'Espagne de lui avoir ravi ses missionnaires, qui avaient formé les générations mortes; elle se faisait un titre de l'injustice envers les Jésuites pour briser le lien unissant la métropole à la colonie. Au Mexique les choses ne s'arrangèrent pas de cette façon : il s'y trouvait quelques vieux Pères pour travailler à la reconstitution de l'Ordre : Joseph Castagniza, Pierre Canton, Antoine Barroso et Ignace Plaza se mirent à l'œuvre. Ils succombèrent bientôt, et Canton seul se vit chargé du fardeau. Ce fardeau était lourd, il le porta sans chanceler. Le Collège de Saint-Ildephonse fut rétabli, un Noviciat fondé, et en 1819, les Jésuites, guidés par le Père François Mendizabal, s'avancèrent vers Durango, où l'Evêque ne cessait de réclamer leur concours. D'un autre côté, le Père Lerdo marche vers la Puebla de Los-Angeles, où l'attendent les acclamations et les chants de reconnaissance du peuple. La Compagnie se voyait aussi respectée dans ces contrées qu'aux jours de sa plus grande puissance : elle allait y reprendre ses projets interrompus et donner cours à ses Missions, lorsque, le 21 janvier 1821, le décret de suppression voté par les Cortès est promulgué au Mexique. La Compagnie n'y existait plus légalement; elle se dispersa, et ses membres ne s'occupèrent qu'à faire isolément le bien. Au milieu des révolutions dont ce pays devint le théâtre, les uns se renfermèrent dans l'exercice du ministère sacerdotal, les autres, comme les Pères Marquez et Arillaga, honorèrent leur patrie par des ouvrages littéraires ou religieux. Basile Arillaga surtout se créa une position politique par l'activité de son esprit,

Ils arrivent au Mexique

Leur proscription.

Le père Arillaga au Sénat.

(1) *Soirées de Saint-Petersbourg*, t. 1^{er}, p. 99 et 101.

l'étendue de ses connaissances et la vigueur de son style. Jésuite toujours et partout, il fut néanmoins forcé de siéger pendant deux législatures au Sénat de la République mexicaine. Il défendit les immunités de l'Eglise si souvent attaquées dans le Congrès; il repoussa avec énergie les outrages dont quelques écrivains essayaient de couvrir la Société de Jésus, et ce fut peut-être aux lumineux écrits d'Arillaga qu'elle dut son rétablissement partiel dans ce pays. Le 24 juin 1843, le Général Santa-Anna rappelait les Jésuites au Mexique. Il ouvrait à leurs Missionnaires les Californies, la Sonora, Cinaloa, Chiguagua, Durango et d'autres intendances, « afin qu'ils s'y appliquent exclusivement à civiliser les tribus regardées comme barbares, parce que, mentionne le décret, nous mettons de cette manière l'intégrité de notre territoire beaucoup plus en sûreté. »

Le
Général
Santa-
Anna les
rappelait.

Mission
de Syrie.

Au milieu des révolutions qui affranchissent ou désolent le Nouveau-monde et l'ancienne Grèce, et qui, de toutes les extrémités de la terre, semblent se donner la main pour des régénérations que la force seule ne pourra jamais consacrer, les Jésuites ne prennent aucune part à ces tumultes de l'indépendance. République ou monarchie, colonie ou état libre, toutes les formes de gouvernement leur sont indifférentes, pourvu que la Foi catholique y prospère avec les bonnes mœurs. Il ne leur appartient pas de se jeter dans les sanglants conflits d'épouser les querelles des uns au détriment des autres: ils doivent rester neutres tant que la Religion n'est pas en péril. Leur apostolat n'a pour drapeau que la Croix; qu'elle triomphe en assurant le bonheur des peuples, et l'ambition des Missionnaires sera satisfaite. Ils tendent à ce but aux États-Unis et au Mexique; dans les îles de l'archipel grec, en Albanie et en Syrie, c'est encore le même vœu qu'ils font entendre sous le poids de l'oppression et de la misère. Il y a des Catholiques délaissés dans ces dernières contrées, la Société de Jésus dut inévitablement y avoir ses représentants. Deux disciples de saint Ignace furent envoyés dès 1803 pour soutenir la Foi parmi les Hellènes. Dominique Venturi et Ferdinand Motté acceptent l'héritage de douleur qui leur est offert.

Le roi
Othon et
les
Jésuites.

Le père
Franco à
Syra.

Les longues années s'écoulèrent sans apporter de notables changements à cette situation. Le roi Othon encouragea le dévouement des Pères, il les visita; mais cette protection ne conjure point les souffrances; car, le 4 février 1837, le Père Franco écrit de Syra au Père Guidée: « C'est à la grande pauvreté de nos Missions que la Compagnie est redevable de l'avantage de les posséder encore. C'est parce qu'elles étaient si indigentes que les autres missionnaires ne les ont pas acceptées après la suppression de l'Institut. Nous n'avons dans l'archipel que deux résidences, l'une à l'île de Tenos, l'autre

à Syra. C'est à Syra qu'en 1778, le jour de Noël, un de nos missionnaires apprit en commençant la messe, qu'un vaisseau français faisait à l'instant même naufrage presque à l'entrée du port. Aussitôt se tournant vers le peuple: Mes amis, dit-il, voici de nos frères Français qui se trouvent dans le plus pressant danger. Allez, volez à leur secours. C'est ce que vous pouvez faire de plus agréable à Dieu dans cette grande fête. » A l'instant l'Eglise est abandonnée. Hommes et femmes, grands et petits, tous courent à la mer, se jettent à l'eau, en retirent trente-quatre personnes, et donnent au moins la sépulture à ceux des naufragés qui avaient péri.

Les deux Résidences sont si pauvres qu'avec nos rentes annuelles et les aumônes de nos messes, nous pouvons à peine nous procurer la nourriture et les vêtements de première nécessité. Aussi notre très-révérend Père Général nous envoie-t-il de temps en temps quelques secours pécuniaires. Mais, outre notre pauvreté personnelle, la résidence de Tine n'est qu'une vieilleasure complètement inhabitable, d'abord parce qu'elle menace ruine tous les jours et qu'elle peut nous écraser d'un moment à l'autre, ensuite parce qu'elle est sur une hauteur, exposée à tous les vents et à des brouillards fort malsains qui ne se dissipent presque jamais. Ce qui est encore plus fâcheux, c'est qu'elle est éloignée de toute habitation. Ainsi nous sommes forcés de la transporter dans un endroit plus sain pour nous et plus avantageux pour le bien spirituel du prochain. Mais pour cela nous devons recourir à Votre Révérence et la supplier de nous aider de tout son pouvoir et de tout son zèle charitable à bâtir une nouvelle demeure.

» Nous sommes en tout sept Jésuites, cinq Pères et deux Frères coadjuteurs. Les Pères de la résidence de Syra y sont professeurs au Séminaire fondé l'année dernière par Monseigneur Louis Blanci, Légal apostolique. Le Père Henry enseigne la philosophie, la théologie dogmatique et morale; de plus il a la charge de Théologien de Monseigneur. L'autre missionnaire, le Père Quéralt, professe la grammaire et la rhétorique; et, comme il possède bien la langue du pays, il s'occupe aussi à prêcher et à confesser.

» Syra est une ville sans aucun village aux alentours et peuplée d'environ 4,000 Catholiques; elle est entièrement séparée de l'autre petite ville bâtie récemment au bord de la mer par les Grecs schismatiques qui l'ont appelée Hermopolis. L'île de Tine peut avoir 8,000 Catholiques répandus dans plusieurs villages; mais la plupart ne sont point mêlés avec les Schismatiques. La Résidence se compose de trois Missionnaires (je suis un des trois) et de deux frères coadjuteurs. Le Père Kuzyski, ne

pouvant, à cause de son grand âge, apprendre la langue du pays, dit seulement la messe et a soin de la maison en notre absence. Le Père Osmolowski prêche et entend les confessions dans notre église; c'est là son occupation ordinaire. De temps à autre il fait aussi des excursions dans les villages. Quant à moi, je n'ai rien de fixe; mon emploi est de parcourir les villages de l'île et les différents diocèses de l'Archipel pour y donner les exercices spirituels et y faire des Missions. Souvent même je suis invité à me rendre à Smyrne ou à Constantinople pour le même objet.

» De toutes mes Missions la plus périlleuse fut celle que je fis lors du soulèvement des Grecs à Constantinople. Dans la première crise de cette révolution, des troupes d'infidèles armées et furieux infestaient tous les chemins et à toute heure. Le Grand-Seigneur avait donné des ordres sanglants qui s'exécutaient avec une cruauté inouïe; et, tandis que le sang de tant de malheureux Grecs coulait ailleurs et le jour et la nuit, nos bons Catholiques ne laissaient pas de venir courageusement en plein jour aux exercices de la Mission. Ils affluaient dans l'église non-seulement pendant ces huit jours, mais aussi toutes les fois que j'y prêchais dans l'espace de trois mois environ. Longtemps avant la fin de la nuit, une foule de Fidèles se pressaient autour du saint tribunal pour faire leurs confessions générales: tout cela sans qu'une seule personne éprouvât d'accident fâcheux, grâce aux bons soins de la Providence et à la protection spéciale de la sainte Vierge.

» Vous désirez savoir, mon révérend Père, si nous recueillons des fruits abondants de nos travaux apostoliques. Hélas! je vous le dis en gémissant, depuis cette malheureuse révolution nos pauvres Missions se gâtent peu à peu, des vices sans nombre s'introduisent, et surtout l'incrédulité. Nous sommes obligés de travailler beaucoup, de souffrir extraordinairement, je ne dirai plus pour étendre et accroître la piété, mais pour conserver seulement ce qui reste encore de Religion dans le cœur des Fidèles, reste précieux qui va diminuant tous les jours. »

A Scutari, cette situation pour les Jésuites demandés par l'Evêque se complique de toutes les vexations que peut inventer le fanatisme musulman. Ils ont l'appui des Consuls européens; mais, pour se soustraire à l'insatiable cupidité des Pachas et des Cadis, ce n'est pas assez. En Syrie, où le mouvement catholique est plus prononcé, les enfants de saint Ignace, sous l'inspiration du Père Maximilien Ryllo, ne désertent ni la cause de Dieu ni celle de l'indépendance religieuse. Les Pères Planchet, Soregna, Vatout et d'Houtant, à Beyrouth; Riccadonna, à Zahlet; Estève, à Bifkaia; Canuti et Obrompalski, à Ghazir, essaient de recommencer les grandes missions d'autrefois. Le 28 mars 1844,

Planchet écrit au Père Maillard: « Vous êtes persécutés, et nous le sommes aussi; mais nous ne le serons qu'autant que Dieu voudra. Une partie de notre œuvre est de souffrir la persécution, et ce n'est pas la partie la moins glorieuse. Nos Pères qui travaillèrent autrefois dans ce pays que nous habitons furent aussi persécutés; ils n'en ont pas moins fait de grandes choses pour la gloire de Dieu, et leurs noms vivent encore environnés de l'amour et de la reconnaissance des peuples. »

Ces peuples, ici sédentaires et agricoles, là errants et pasteurs, forment autant de races variées qui se naturalisent dans cette étrange patrie sans s'y mélanger. En état permanent de guerre les uns avec les autres, ils survivent aux vicissitudes qu'enfante leur turbulence. Il y a des Grecs schismatiques, éternels ennemis de l'Unité, toujours divisés entre eux, mais se réunissant toujours contre Rome; des Arabes conquérants, avec les Druses, leur farouche postérité; des Arméniens, des Kourdes, des Grecs-Latins et des Maronites, qui, depuis quinze siècles, sont seuls restés debout et fidèles à la mère commune des églises. Le sabre de l'Ottoman domine toutes ces tribus, épuisées par les massacres périodiques et par les exactions du maître. Ce maître règne en alimentant les discordes intestines et en livrant au massacre les populations qu'il veut affaiblir ou dépouiller.

Sur ce coin de terre où se débattent maintenant de si graves intérêts, au milieu des questions politiques évoquées par l'état incertain de l'Orient et par la chute prévue de l'islamisme, les Jésuites exercent leur part d'influence. Ils souffrent avec les Chrétiens, ils les encouragent; ils ont besoin de l'appui des puissances, mais un jour viendra où les puissances se féliciteront de le leur avoir accordé. L'Angleterre a déjà compris ce besoin; on l'a vue offrir son protectorat aux Jésuites de Syrie. C'est la France qui, dans les siècles passés, les couvrait de son égide; ils désirent rester fidèles aux traditions de l'Ordre. L'Autriche et la Sardaigne leur renouvellent les mêmes propositions, mais les Pères français tournent toujours leurs regards vers la patrie. Il leur en coûterait trop de la priver de l'ascendant moral qu'elle doit exercer sur ces rivages ainsi que dans la montagne, et le ministre des affaires étrangères, M. Guizot, a plus d'une fois applaudi à ce sentiment national.

La Compagnie avait jadis introduit la Foi dans les divers continents indiens; elle avait successivement créé les nombreuses Chrétientés disséminées depuis le cap Comorin jusqu'au Thibet. Le sang et les sueurs de ses Missionnaires avaient arrosé ces plages où la trace des pas de François-Xavier est encore empreinte. En 1833, la Mission de Calcutta fut confiée aux Jésuites par le Souverain Pontife, et Saint-Léger, ancien provincial d'Irlande, partit avec quatre autres Pères.

Les
Jésuites
ne
veulent
pas
renoncer à
la
protection
de la
France.

Les
Catho-
liques de
Calcutta
demandaient
des
Jésuites
au Pape.

perce-
nechet
Bey-
routh.

Calcutta, c'est la capitale de l'Indostan, le siège de l'autorité britannique, le centre de toutes les transactions politiques ou commerciales. Son immense population se compose d'Anglais et d'Arméniens, de Portugais et d'Indigènes. Tous les cultes y ont des temples et des représentants; Moïse et Mahomet, le schisme grec et l'idolâtrie, Luther et Calvin y forment un véritable chaos de synagogues et de pagodes, d'églises et d'universités. Les uns cherchent des prosélytes; les autres, entraînés par le plaisir ou par les affaires, se renferment dans une négation absolue de tout principe et de toute religion. Au milieu de ce bazar que la liberté ouvre aux sectes les plus opposées, il existe huit mille Catholiques, pauvres et abjects pour la plupart, privés de tout moyen de s'instruire et abandonnés à tous les genres de séduction. Ce sont les débris de cette Chrétienté de quarante mille Fidèles que les Jésuites léguèrent à l'Unité. Il y a dans leurs rangs des hommes qui requrent le caractère sacerdotal, mais qui, par leur ignorante paresse ou par leurs vices, ont plus puissamment contribué que les efforts mêmes des Protestants à la ruine de cette Eglise. Trahis par leurs pasteurs, les Chrétiens s'adressent au Père commun; ils lui expriment leur douleur; ils le conjurent d'y remédier en leur envoyant des Jésuites héritiers des vertus de leurs anciens apôtres. Le Pape investit Saint-Léger du titre de Vicaire apostolique, et, le 8 octobre 1834, les disciples de l'Institut arrivent à Calcutta. Ils se trouvaient en face d'innombrables difficultés. Il fallait se faire estimer des magistrats anglais, ne pas effaroucher les sectes rivales, réformer les mœurs du Clergé et gagner la confiance des Catholiques. Le zèle de ces missionnaires, toujours prêt à plier devant la loi, leur prudence et leurs vertus obtinrent promptement ce triple succès.

Le père Saint-Léger y installe les Missionnaires.

Les mauvais prêtres repoussés par les Anglicans.

L'installation des Jésuites à Calcutta présageait la chute des prêtres portugais qui avaient trafiqué de leur Dieu et de leur ministère. Ils ourdissent des complots contre les Pères, ils soulevaient la tempête, ils cherchent à les rendre suspects et odieux. Le Gouverneur de Goa intervient : au nom de la Cour de Lisbonne il demande l'expulsion des enfants de Loyola. Les Anglais connaissent la source de tant de récriminations. Ils sont hérétiques; mais ils ont intérêt à maintenir l'équilibre entre les différents cultes; et, Catholiques pour Catholiques, ils aiment mieux avoir affaire à des Jésuites qu'à de mauvais prêtres. Le besoin le plus urgent de la Mission de Calcutta, celui qui préoccupait le plus Saint-Léger et ses compagnons, c'était l'éducation de la jeunesse. On devait arracher les enfants aux écoles protestantes ou renoncer au bien dont on commençait à entrevoir le germe. Jeter les bases d'une institution est pour les Pères une garantie d'avenir et de stabilité, le seul moyen de féconder un Clergé indigène.

Ils sont dénués de tout et ils vivent au milieu de Chrétiens aussi pauvres qu'eux. Un riche Arménien offre de transformer sa maison en Séminaire; d'autres subsides leur arrivent, et le 4^{er} juillet, ils ouvrent le Collège de Saint-François-Xavier. Le Père Moré était allé secourir les Fidèles épars dans le Bengale; à peine initié à l'idiome national, il avait à supporter tous les dangers des voyages et des chaleurs; il réussit cependant à se faire accepter. Ces Catholiques par tradition n'avaient point d'église; quelques Prêtres schismatiques résidaient parmi eux. Moré, en se multipliant, trouve le secret de bâtir un temple à Dakkah. Il gagne peu à peu du terrain, il défriche le champ livré à sa charité, et se donne pour auxiliaires les Ecclésiastiques mêmes qui furent si hostiles à son Apostolat.

Dans l'intervalle de quelques années, le Collège de Saint-François-Xavier, dirigé par le Père Chadwich, avait prospéré au delà même des prévisions. Fabert, évêque de Cochinchine, et Carew, archevêque de Calcutta, favorisaient son accroissement; ils étaient les amis et le conseil des Jésuites : ils les secondaient dans leurs œuvres. Le Gouverneur-Général des Indes suivait l'exemple des Prélats. En 1842, Babou-Moussi-Lolle-Seal, l'un des plus riches princes du Bengale, a vu, a étudié avec une sagacité tout indienne les progrès des élèves de la Compagnie. Il est idolâtre; néanmoins il conçoit l'idée de fonder à ses frais un établissement où ses jeunes compatriotes seuls seront admis. Il veut que les Jésuites se chargent de leur éducation; mais cette éducation doit être toute morale, toute littéraire. La maison projetée ne contiendra que des Gentils; Babou-Moussi exige que les Pères ne leur parlent de Religion que par la candeur d'une vie chrétienne.

Saint François-Xavier avait coutume de dire à ses compagnons : « Prenez de chaque homme non ce que vous voudriez, mais ce que vous pouvez en tirer. » En face d'une proposition aussi extraordinaire, les Jésuites, qui n'avaient point oublié le conseil de l'Apôtre des Indes, hésitèrent cependant. On les pressait de souscrire aux conditions de Babou; on leur disait que c'était l'unique moyen de vaincre chez les naturels l'horreur qu'ils éprouvent pour le nom chrétien. La Propagande fut consultée; elle donna son assentiment, et les Jésuites furent introduits dans leur Seal-Collège par l'Archevêque de Calcutta, par les Princes du pays et par les Magistrats anglais, à la tête desquels apparaissait sir Lawrence Peel. Il représentait à cette solennité le Gouverneur-Général; il parlait au nom de la Grande-Bretagne, et il fit le plus magnifique éloge de l'Institut de Loyola. Les Jésuites ne tardèrent pas à se rendre dignes des encouragements que le Protestantisme leur accordait.

Col
Cale

Col
ini
pou
Gen

Tant de succès préparés et conduits à leur fin, avec le dévouement pour tout levier, annonçaient de nouvelles humiliations. Les rivalités de corps ou de secte ne purent voir sans effroi les progrès qu'en moins de dix années la Compagnie avait su réaliser. Elle était revenue pauvre aux Indes, elle y restait pauvre au milieu des richesses qui l'entouraient; mais elle avait acquis un tel ascendant que les Brahmes, les Schismatiques et les Mahométans se coalisèrent contre elle. Trois enfants de saint Ignace, Moré, Erwin et Weld, pouvaient alors faire front aux attaques. On les aimait pour leur caractère plein d'aménité; leurs talents les faisaient admirer, leur inépuisable charité contraignait à l'estime. Tous trois moururent coup sur coup, emportés par ce dévorant climat.

La perte de ces Missionnaires de l'éducation affaiblissait le crédit des Jésuites. Celle de Weld, l'ami des princes Hindoux, releva l'audace des ennemis de l'Institut. Ils n'attendaient qu'un prétexte pour éclater; un léger oubli des coutumes indiennes le fournit. A l'exemple des Anglais, les Jésuites se faisaient servir par des domestiques tirés d'une caste inférieure. Ils ne s'assujétissaient pas en cela à la loi qui pesait sur leurs élèves. Cette faute devint un crime. En Europe, on reprochait aux Pères d'être esclaves des usages de l'Indoustan jusqu'au point de compromettre la pureté de la Foi; à l'heure où ce vieux grief se révélait à Rome et à Paris, une infraction aux mêmes usages détruisait à Calcutta la popularité des Jésuites. Babou-Moussi et les princes cèdent au cri de réprobation que les sectes rivales ont poussé. Le Seal-Collège est retiré à la Société, et, comme auparavant, elle continue dans celui de Saint-François-Xavier l'œuvre entreprise. Elle propage les Missions, elle fortifie les Chrétientés, elle se fait toute à tous pour répandre dans les masses le germe des vertus.

On a souvent accusé les Jésuites modernes de ne plus marcher sur les traces de leurs anciens et de renoncer presque au but principal de l'Institut, qui serait la conversion des Infidèles ¹. On a prétendu que la Société n'acceptait qu'à son corps défendant l'Apostolat dans les contrées transatlantiques, parce qu'elle préférât guerroyer en Europe et s'y établir sur des bases indestructibles. Les chiffres et les faits sont en contradiction avec ces hypothèses. D'après les catalogues de 1845, l'Ordre ne compte que cinq mille Jésuites, et cinq cent dix-huit sont employés aux Missions ². C'est le dixième, la même

proportion qui se trouve depuis l'origine de l'Institut. Mais, comme pour réfuter d'avance ces imputations, le Général et les Provinciaux de la Compagnie ne cessent de stimuler le zèle des jeunes gens. Dans son encyclique du 3 décembre 1833 sur les Missions d'au-delà des mers, le Père Roothaan s'exprime ainsi :

» Quels doivent être mes sentiments, mes révérends Pères, et en même temps quels doivent être les vôtres en présence de tant de besoins et de tant de demandes auxquelles le petit nombre d'ouvriers nous met dans l'impossibilité de répondre !

» Pour remplir le devoir de ma charge, d'abord je vous invite et vous exhorte tous de la manière la plus pressante à ne rien omettre pour ressusciter en vous l'esprit de votre vocation. Que ceux ensuite en qui le ciel fera naître le désir de cet Apostolat le regardent comme une grâce insigne, lui ouvrent leur âme tout entière, et l'entretiennent avec soin; qu'ils s'offrent souvent à Dieu pour que sa sainte volonté leur en accorde un jour l'accomplissement, et qu'après en avoir conféré avec le guide de leur conscience, ils ne manquent pas, soit par eux-mêmes, soit par leur Provincial, de nous faire passer leurs noms pour être inscrits au nombre des aspirants à un si glorieux ministère.

» Les Provinciaux ne doivent pas regarder les sacrifices qui en résulteront comme de véritables pertes : ces paroles de l'Evangile donnez et on vous donnera trouvent ici leur application. Il n'est pas nécessaire d'attendre qu'une province soit assez fournie de sujets pour pouvoir donner aux Missions quelque chose de son superflu. Jésus-Christ voulant que chacun se plaise à donner même de sa pauvreté, et se tienne assuré que ce qu'il aura donné ainsi lui sera rendu avec usure par la bonté divine, il dit : Donnez et on vous donnera ; *dote et dabitur vobis*. Ainsi, devons-nous être persuadés que plus une province se montrera libérale en ce qui tient à cette œuvre, plus elle donnera de bon cœur à Dieu et aux Missions ses meilleurs et ses plus utiles sujets, plus aussi la bonté divine aura soin de l'enrichir de nouvelles recrues et de sujets non moins précieux.

Onze ans plus tard, le 14 juin 1844, le Père Louis Maillard, Provincial de Lyon, indique aux Jésuites de nouvelles terres. L'île de Madagascar implore des Prêtres français. Elle a été longtemps le tombeau des Européens; son climat meurtrier a dévoré les Lazaristes que saint Vincent de Paul y envoya et les diverses généra-

Les
Jésuites
à Mada-
gascar.

(1) Les Missions étrangères ne sont pas le principal but de la Compagnie. Elle en a trois : ramener les hérétiques au sein de l'Unité, porter l'Evangile aux nations idolâtres et entretenir les Catholiques dans la Foi et dans la pratique des vertus chrétiennes.

(2) Le tableau de toutes les années précédentes suit la même progression. Plus le nombre des disciples de l'Institut augmente, plus la Société fait passer de Missionnaires au-delà des mers. En 1845, leur nombre s'élève à

518; en 1844, il n'est que de 471; en 1843, de 590; en 1842, de 575; en 1841, de 555. Le chiffre se balance ainsi sur chaque catalogue du Gesù, depuis le rétablissement comme avant la suppression de la Compagnie.

Il est bon de faire observer que le chiffre correspondant à chaque millésime doit être reporté à l'année précédente. Ainsi le nombre des Religieux de la Compagnie employés dans les Missions en 1844 est de 518, selon le catalogue du 1^{er} janvier 1845.

tions d'émigrants que la cupidité pousse vers ces côtes. Mais, en échange de tant de périls avoués, il y a plusieurs nations idolâtres qui, à l'exemple des Malgaches, aspirent au Christianisme. M. Dalmont, préfet apostolique de cette île, fait appel aux Pères de l'Institut, Maillard y répond : « Si, dit-il, dans la lettre qu'il adresse à chaque Jésuite, si le zèle n'était pas cette flamme sacrée qui ne cesse de brûler sur la terre comme elle brûle dans les cieux ; si les œuvres apostoliques, et leur multitude, et leur variété, au lieu de l'affaiblir, ne servaient pas au contraire à l'accroître et à l'alimenter, oserais-je aujourd'hui présenter à notre petite province la grande et belle mission qui est proposée à son inépuisable générosité ? Après les admirables efforts et les sacrifices inouïs que nous coûte déjà l'entreprise immense et du Maduré, et de l'Algérie, et de la Syrie, pourrais-je bien, sans crainte de lasser une constance même infatigable, parler encore et de nouvelles conquêtes à faire et de terres inconnues à cultiver ? Oui, mon révérend Père, je puis et je dois hardiment en parler aujourd'hui, et je suis assuré de trouver de l'écho dans les cœurs dévoués de nos dignes Pères et une sympathie toute divine dans l'âme de nos jeunes amis. N'entendons-nous pas d'ailleurs une voix chérie et vénéral, la voix de notre père commun qui nous crie à tous de la part de Dieu : Vous avez, il est vrai, élargi vos entrailles ; vous avez dilaté, agrandi votre tente ; et pourtant vos entrailles ne sont pas encore assez dilatées, et votre tente n'est pas assez élargie. Portez, portez donc plus loin vos limites. Avancez, avancez toujours. *Dilata locum tentorii tui, et pelles tabernaculorum catende*. Voyez à votre droite ces peuples qui vous tendent les bras, je vous les abandonne ; ils sont à vous. Et à votre gauche voyez ces autres peuples qui imploront votre compatissant secours, ils sont également à vous. Mais voici au delà des mers, des terres inconnues, des contrées assises à l'ombre de la mort, un peuple nombreux qui n'a pas encore entendu la bonne nouvelle. Eh bien ! je le réserve aussi à votre vigoureuse jeunesse, il est votre domaine et votre héritage. Vous pénétrerez dans ses solitudes, et sous vos pieds fleurira un nouveau désert, et à votre voix s'élèveront les murs d'un sanctuaire chrétien, et resplendira de beauté et de pureté une Jérusalem nouvelle, *ad dexteram enim et ad levam penetrabis, et semen tuum gentes hereditabit, et civitates desertas inhabitabit*.

» *Semen tuum* : cette postérité, mon révérend Père, quelle est-elle en effet, au jugement des interprètes ? sinon les Apôtres, les hommes apostoliques, les intrépides Missionnaires, tous ces cœurs de Prêtres, larges et dévoués, qui volent à la conquête des âmes et cherchent à dilater le sein maternel de la Religion.

» Et quelle est ici pour nous la terre inconnue qui s'ouvre devant notre zèle, et le peuple nouveau qui va nous être confié ? Cette terre, ce peuple, c'est Madagascar, contrée dont vous connaissez sans doute l'immense étendue, et qui semble d'autant plus admirablement placée sous la main de notre chère province, qu'elle occupe la route même que doivent souvent parcourir nos ouvriers et amis de la Chine et du Maduré. »

Ainsi, à toutes les époques et en face de tous les besoins, l'Institut s'empresse de réchauffer le zèle pour l'œuvre évangélique. Il accepte les Missions que le Saint-Siège lui impose ; les plus difficiles ou les plus dangereuses sont celles qui provoquent les plus saintes concurrences. Madagascar a ses Missionnaires ; Guatemala, le Chili, Buenos-Ayres, le Brésil, la Nouvelle-Grenade, le Paraguay, la Chine et le Maduré posséderont les leurs comme les États-Unis, le Canada, les Montagnes-Rocheuses et la Syrie.

Après s'être soustraites par la force à l'autorité de la Métropole, les colonies espagnoles et portugaises essayèrent de se former en États indépendants. Elles étaient libres ; elles se firent démocrates. A peine ces Républiques furent-elles constituées, qu'elles songèrent à perpétuer dans le cœur des générations futures la Foi et l'enseignement chrétien. C'était la condition de leur existence ; elles la comprirent. Devenus hommes par le Christianisme, ces peuples, dont l'histoire ne faisait que de commencer, n'avaient point oublié, dans les guerres de fédération et d'indépendance, les Missionnaires qui jadis se dévouèrent à leur émancipation intellectuelle et à leur bonheur. Les Jésuites avaient réuni toutes ces tribus éparses ; ils leur avaient appris les félicités de la famille, l'amour de la patrie et du travail. Dans l'Amérique méridionale, il n'y eut qu'un cri pour réclamer le concours des Pères. Le 26 août 1836, Rosas, cédant au vœu de la République argentine, accueillait à Buenos-Ayres les Pères Berdugo, Majesté, Coris, Gonzales et Macarron. Son décret était ainsi conçu : « Etant venus d'Europe à cette capitale, six Religieux de la Compagnie de Jésus, qui ont été reçus par le gouvernement d'une manière toute particulière au grand applaudissement des habitants de ce pays catholique, et ces Pères ayant témoigné le désir de se rendre utiles à cette province par l'exercice des fonctions de leur Institut jugées les plus nécessaires à son bonheur ; le gouvernement, considérant que l'occasion est arrivée de rétablir ladite Compagnie, si vénéral parmi nous par les services immenses qu'elle rendit autrefois à la Religion et à l'État dans toutes les contrées qui forment aujourd'hui la République argentine, a accordé et décrété que les Jésuites seront placés dans leur ancien Collège. Ils y vivront en communauté, conformément à leurs règles ; ils y recevront tous les autres individus de la Compagnie qui viendront

La République Argentine ne sollicite des Jésuites pour instruire la jeunesse.

Elle leur rétablit son gouvernement.

d'Europe, et ils y ouvriront les classes que le gouvernement voudra leur indiquer. »

Le peuple réclamait les Jésuites ; le Dictateur Rosas cède à ce vœu. Il avait espéré trouver dans les enfants de saint Ignace un nouvel instrument de règne ; il les laisse s'établir, se développer, et prendre sous les masses l'influence morale nécessaire à ses projets. Quand il les voit en possession de l'estime publique, Rosas tente de les faire les complices de sa marche tortueuse. Au milieu des querelles intestines qui éclataient chaque jour, le Dictateur invite les Jésuites à se prononcer en faveur de son despotisme. Les Jésuites ne se déguisèrent pas que l'avenir de leur Mission était menacé ; ils s'efforcèrent de faire renaître la paix dans les esprits divisés ; ils parlèrent de concorde et de pardon des injures à ces cœurs ulcérés. Le rôle de modérateurs qu'ils avaient adopté n'entraîna pas dans les vues de Rosas : il leur fit connaître son mécontentement ; ce mécontentement ne modifia en rien la conduite des disciples de l'Institut. Ils étaient accourus dans la République argentine pour maintenir la Foi au cœur des populations, instruire la jeunesse et propager le Christianisme parmi les tribus non civilisées. La politique ne devait jamais les préoccuper : ils restèrent dans les termes de leurs Constitutions. Rosas s'aperçut qu'il ne pourrait rien obtenir de leur condescendance ou de leur ambition. Il les avait comblés de faveurs dans l'espoir qu'ils seraient ses auxiliaires, et il ne rencontrait chez eux que de silencieux improbateurs. Les Jésuites refusaient de bénir le ciel de ses meurtres et de placer son portrait sur le maître-autel : Rosas organise la persécution pour les obliger à le servir. Le Père Berdugo se réfugie chez un Protestant ; puis, afin d'échapper à la mort, il demande asile au brick *l'Alcyon*, où il fut reçu par l'équipage français avec tous les égards dus au Sacerdoce. Cet état de choses dura jusqu'au mois de mars 1843. Les Pères avaient passivement résisté à toutes les iniquités de détail qu'une tyrannie ombrageuse peut inventer ; à cette époque, Rosas s'imagina qu'en fulminant un édit de suppression de la Compagnie, il va dompter leur patience. L'édit paraît ; il enjoint aux Jésuites de sortir de Buenos-Ayres sous huit jours ou de se séculariser. Les Jésuites partirent ; ils étaient au nombre de quarante ; ils se dispersèrent dans le Brésil et dans le Chili ; quelques-uns se dirigèrent sur Montevideo et sur Cordoue du Tucuman, où les héritiers des Néophytes du Paraguay leur tendaient les bras. Les Pères Martos et Sato s'enfoncent dans la province de Rio-Grande du sud ; Vilá, Lopez et Cabeza, dans celle de Sainte-Catherine ; Parés et Calvo s'établissent à l'Assomption dans le Paraguay, où bientôt d'autres Pères viennent les rejoindre. Au milieu de fatigues et de périls incessants, ils poursuivent leur Apostolat.

Rosas n'a pu faire sortir les Missionnaires des

limites tracées à leur charité. Les plus riches négociants de Catamarca s'adressent à Santos de Nieva, chef militaire de la province, et ils demandent des Pères. L'assemblée provinciale fait entendre le même vœu ; elle déclare, le 13 août 1844, que : « Convaincue de l'utilité de l'Ordre de Jésus dans les rapports ecclésiastiques, civils, religieux et sociaux, elle le rétablit à dater de ce jour. » Le 28 avril 1842, la République de la Nouvelle-Grenade, de concert avec l'Archevêque de Santa-Fé-de-Bogota, avait pris l'initiative. Elle rappelait les Jésuites dans son sein : elle accueillait avec une filiale allégresse les maîtres qui venaient achever l'œuvre de leur émancipation chrétienne ; elle leur confiait le soin d'élever la jeunesse et de propager dans toutes les classes l'amour des lois et de la science. Ainsi, sur tous les continents où le nom des Jésuites avait autrefois retenti comme le précurseur de la civilisation, les peuples se liguèrent dans un sentiment de pieuse reconnaissance pour en obtenir encore. Ils s'adressaient au Saint-Siège et au Général de la Compagnie. Leurs représentants dans les assemblées législatives régularisaient ce vœu des masses, et partout les Evêques s'y associaient. Les deux Amériques avaient imprimé l'élan ; la Chine catholique ne sut pas y résister plus longtemps. Bési, administrateur de Nanking et vicaire apostolique de Chang-Tong, sollicita à Rome des Missionnaires de l'Ordre de Jésus. Le 27 avril 1844, les Pères Gotteland, Brueyre et Estève ¹ s'embarquèrent à Brest sur la frégate *l'Erigone*. Le gouvernement français a compris que, comme les anciens Bourbons, il doit faciliter ces dévouements qui tournent au profit du Christianisme et de la société européenne. Il prend à sa charge les frais de traversée, et, au commencement de novembre, *l'Erigone* dépose les trois Jésuites à Macao.

Depuis l'extinction de la Compagnie, ce sont les premiers Pères qui entrent dans le Céleste-Empire ; ils prêtent le serment relatif aux cérémonies chinoises, et que la bulle de Benoît XIV *Ex quo singulari* a exigé. Cette formalité accomplie, ils s'introduisent dans le Chang-Tong. C'est à Chang-Haya que Ricci, l'Apôtre de la Chine, a débuté dans sa mission. Là vivent encore en fervents Catéchumènes les descendants de Paul Sin, son plus illustre disciple ; c'est là que les Jésuites se décident à faire entendre la parole de Dieu. Leur souvenir était vivant au cœur des Néophytes ; les Missionnaires n'eurent donc pas de peine à gagner leur confiance ; ils

(1) En annonçant au prélat le départ des trois Jésuites, la Propagande lui écrivait le 30 juin : « La Sacrée-Congrégation se propose de se servir de ces trois Religieux de la Compagnie et des autres qu'on pourra envoyer dans la suite pour rouvrir la Mission du Japon, lorsqu'il plaira à la Providence de faire briller de nouveau la lumière de l'Evangile dans ces régions désolées et d'enlever les obstacles qui s'opposent à l'entrée des ministres de Jésus-Christ. »

Le commerce de Catamarca et la Nouvelle-Grenade les accueillent.

Le père Gotteland en Chine.

Rosas les force à sortir de Buenos-Ayres.

avaient au Nanking et au Chang-Tong plus de cent quarante-cinq mille Chrétiens à maintenir dans la Foi si merveilleusement conservée; ils fondent un Séminaire pour préparer les vocations sacerdotales. De nouveaux ouvriers étaient indispensables. Au mois de décembre 1843, les Pères Clavelin, Gonnet, Languillat, Taffin et Vanni sont embarqués sur l'escadre qui porte à la Chine l'ambassade de M. de La Grenée. Le 43 octobre 1844, Clavelin écrivait : « On espère beaucoup de notre ambassade, et tous les Missionnaires sont persuadés qu'il n'y a qu'à demander la liberté des cultes pour l'obtenir. Les Anglais, dit-on, se repentent de ne l'avoir pas demandée, et s'ils ne l'ont pas fait, c'est qu'ils n'y ont pas pensé; ce qui le prouve, c'est l'article qu'ils ont fait insérer dans le traité supplémentaire. D'après cet article, les Chinois ne doivent plus mettre à mort les Missionnaires. L'ambassadeur américain vient de partir; il a obtenu, dit-on, tout ce qu'il a voulu, entre autres choses des conditions très-avantageuses pour la Religion protestante, par exemple la permission d'élever des temples dans les différents ports. » La France ne restait pas indifférente à ce grand mouvement, qui fait enfin tomber, devant la civilisation européenne, les préjugés et les précautions que le Céleste-Empire maintient depuis tant de siècles. M. de La Grenée a manifesté les vœux de son pays; en dehors des intérêts commerciaux, il a stipulé, pour les Missionnaires et pour les Chrétiens indigènes, tolérance et sécurité.

Le père
Clavelin
et l'am-
bassade
de M. de
La
Grenée.

Situa-
tion des
Catholi-
ques
dans le
Céleste-
Empire.

Garantis par des actes diplomatiques, placés sous la sauvegarde de l'Europe, les Jésuites n'ont plus à redouter les tribulations auxquelles jadis ils se voyaient exposés. La mort ne sera plus possible que par l'excès du travail ou de la charité. Une lettre du Père Clavelin, écrite à ses compagnons le 42 janvier 1845, initie le lecteur à l'existence des Missionnaires chinois. Cette existence, si laborieusement utile, ne deviendrait-elle pas pour tous un commencement de martyre ?

» Chaque jour après avoir baptisé, marié, administré les malades qu'on vous aura amenés, vous entendrez les confessions. Vingt par jour, c'est bien assez; cela vous tiendra dix heures au confessional. Est-ce trop d'une demi-heure pour une confession de dix, vingt, trente ans, et faite par un pénitent peu instruit qui ne vous comprend guère mieux que vous ne le comprenez ? A la messe vous faites une petite instruction de vingt minutes; vous en faites autant pour les mariages, quand cela est possible. Combien de fois ne serez-vous pas interrompu au milieu de ces occupations ? On viendra vous chercher pour des malades qui sont bien loin, vu surtout la lenteur des moyens de transport. Il faut porter sa chapelle avec soi; c'est presque l'affaire d'une journée. Dans cette excursion, après avoir administré les malades, bap-

tisé les enfants et rempli les autres ministères les plus indispensables, vous revenez comme vous êtes allé, en barque ou en chaise à porteurs, et c'est un temps précieux pour faire ses exercices spirituels. Arrivé à l'endroit d'où vous étiez parti, vous vous remettez bientôt au confessional, à moins que vous ne trouviez d'autres Chrétiens qui viennent encore vous chercher pour d'autres malades. Vous y courez aussitôt, bien heureux si vous ne trouvez pas des morts à votre arrivée. Le Père Estève, qui certes ne se ménage pas, a eu dans son district, dans l'espace de quinze jours seulement, sept à huit Chrétiens ainsi morts sans Sacraments. Si on vous laisse tranquille, vous continuez à confesser jusqu'à huit, neuf, dix heures du soir. Vous vous couchez souvent à onze heures, minuit, pour vous lever à quatre ou cinq heures, pourvu toutefois qu'on ne soit pas venu interrompre votre sommeil pour d'autres malades, ce qui n'est pas rare. Quand un de ces malades vous fait demander, direz-vous que vous avez besoin de repos, que l'état de votre santé le réclame, qu'il faut vous ménager ? direz-vous : attendez à demain ? J'entends toutefois tel Père vous répondre : « J'ai toujours sur la conscience de l'avoir fait une fois : le lendemain, quand je suis arrivé, le malade était mort; il ne s'était pas confessé depuis quarante ans. » En pareil cas, j'ai trouvé la semaine dernière des confessions de quarante à cinquante ans. Les malades n'ont pas plus tôt été administrés qu'ils ont rendu le dernier soupir. Mais au moins, au retour de ces expéditions fatigantes, vous pourrez prendre quelques heures de repos. A votre retour, mon bien cher Père, vous trouvez des Chrétiens qui attendent depuis trois, quatre et souvent huit jours pour faire leur confession. Ils ont cependant leurs terres à cultiver, leur famille à nourrir, et ils vont partir si vous ne les entendez pas. Vous rentrez donc au confessional. Ce n'est pas tout, voilà la fièvre qui vous prend; et si, pendant les plus rudes accès, on vient vous demander pour un malade, que ferez-vous ? Quand nous sommes arrivés, le Père Estève était retenu au lit par la fièvre. Il avait été envoyé hors de son district, à Van-Dam, afin de se rétablir plus facilement (et cependant il fut de même accablé par les confessions et repris de la fièvre). Le dimanche, pour vous reposer, vous dites deux messes dans deux différents endroits, et vous faites deux petites instructions. Pour vous conforter, vous avez ici tous les jeûnes possibles, que vous tâchez d'observer pour l'édification des Fidèles. Ne vous impatientez pas, mon bien cher Père; car c'est justement la patience qui doit être ici votre première vertu. Sans elle vous ne ferez rien de bon en Chine. Je ne parle pas des chaleurs, qui sont excessives en certains temps de l'année; elles ont fait mourir subite-

ment, il y a peu de mois, trois élèves du petit Séminaire. Au milieu de toutes ces fatigues, le Missionnaire reçoit des grâces bien grandes et presque toujours au-dessus des besoins qu'il éprouve. »

Ce tableau de misères de détail et de préoccupations infinies aurait dû décourager tous les hommes rêvant le Ciel par le martyre ou la gloire par l'apostolat de la science. Les Jésuites qui se destinent à évangéliser la Chine n'ont plus de périls à affronter et de luttes à soutenir. Il faut qu'ils se résignent à vivre de cette vie que le Père Clavelin leur révèle. Ils n'attendent plus, pour justifier aux yeux du monde l'enthousiasme des Missions, une existence semée de dangers inconnus, de voyages extraordinaires et d'aventures poétiques. Pour eux tout se résume en travaux obscurs, en soucis, pour ainsi dire, de ménage sacerdotal. Mais, au terme de ces fatigues sans repos, ils savent que le Christianisme aura conquis de nouveaux royaumes, que la Foi s'implantera peu à peu dans le Céleste-Empire, et ils marchent.

Jamais peut-être l'homme ne poussa plus loin le mépris de la mort, jamais il n'y eut autant d'intérêt à être raisonnable et adigué pour une cause. A tous les confins de l'univers, dans les glaces des Montagnes-Rocheuses comme aux feux du soleil des Indes, les Jésuites se livrent volontairement aux supplices que leur prépare la diversité des climats. Un trépas prématuré les attend sous toutes les latitudes, ce trépas ne ralentit point leur ardeur ; il n'a même rien d'effrayant pour les chefs de l'Ordre. C'est la condition du triomphe de la Croix ; qu'importe aux enfants de Loyola de tomber pendant la bataille ? Le Saint-Siège les a placés au poste le plus périlleux, ils succombent en le gardant, et, soldats de l'Eglise militante, ils ne demandent pour toute gloire qu'une prière sur leur tombe égarée dans le désert. Les Néophytes des anciennes Chrétientés avaient obtenu du Pontife Suprême le retour de leurs Missionnaires. L'Evêque d'Halicarnasse, Vicaire apostolique de Pondichéry, écrit à Rome pour implorer le concours des Jésuites. Les Fidèles du Maduré se trouvent exposés au schisme, à l'apostasie et à la corruption. Les Païens minent insensiblement le Catholicisme ; les Luthériens, les Anglicans provoquent à la défection par d'artificieuses promesses, et, au lieu de sauvegarder leur troupeau, les prêtres le poussent vers l'abîme en le démoralisant par le scandale de leurs mœurs. Le mal était évident : la Congrégation de la Propagande y remédie en érigeant le Maduré en Vicariat apostolique. Ce Vicariat est remis aux soins de l'Institut de Jésus ; mais les Pères connaissent le parfait accord qui a régné entre les Jésuites de l'Indostan et leurs successeurs des Missions étrangères de France. Le souvenir de l'abbé Dubois, alors Supérieur de cette Mission,

vivait dans toutes les âmes. Les enfants de saint Ignace résolurent de donner à leurs coopérateurs un témoignage d'affection, de reconnaissance et d'estime. Le Maduré devait former un diocèse à part ; il avait pour chef spirituel un Père de la Compagnie. Les Jésuites supplient le Saint-Siège de les dispenser de cet honneur et de les laisser sous la dépendance de l'Evêque de Pondichéry¹. Cette prière, que les Jésuites n'auraient pas dû faire, fut exaucée.

Ils refusaient par humilité d'accepter l'Episcopat ; ils aimaient mieux obéir que commander. Mais sur ces lointains rivages, ce n'est pas la soumission qui offre les plus sérieux embarras ; c'est l'intelligence du pouvoir et le moyen de s'en servir. A une pareille distance du centre commun, il peut surgir mille conflits de juridiction, des opinions différentes sur la manière d'interpréter les lois et les mœurs du pays. Ce désaccord, qui a été souvent une cause de troubles, était conjuré par la mesure dont le Saint-Siège prenait l'initiative au Maduré. En déclinant le fardeau de l'Episcopat, dont les anciens Jésuites se chargeaient pour l'Ethiopie et le Japon, les modernes se persuadèrent qu'ils entraîneraient mieux dans l'esprit de leurs Constitutions. Par cette abdication impolitique, ils donnèrent peut-être le signal de nouveaux démêlés. L'Ordre de Jésus travaille au delà des mers sur un plan élaboré de longue main. Ses hommes apostoliques connaissent par tradition les besoins du pays dans lequel ils exercent le ministère ; ils ne peuvent donc subir les entraînements de zèle ou les petites jalousies auxquelles un étranger céderait presque malgré lui. Le Missionnaire passe, mais l'Institut reste, et nous croyons que, pour prévenir ces funestes débats, il eût été plus prudent de se conformer aux intentions de la Propagande.

Quoi qu'il en soit, le 4 juillet 1837, les Pères Bertrand, Garnier, Martin et Duranquet s'embarquèrent à Bordeaux pour Pondichéry. Deux Prêtres des Missions-Etrangères, les abbés Mahay et Mousset, accueillirent les quatre Jésuites avec une cordiale gratitude. Ils leur avaient préparé les voies ; ils s'associèrent à leurs fati-

Les pères
Bertrand
et
Garnier.

(1) La Chrétienté de Pondichéry avait conservé un précieux souvenir des Jésuites, car c'était à l'abnégation de l'un des Missionnaires de l'Ordre qu'elle devait sa plus belle église. Lorsque les Français, pour la première fois, portèrent la guerre dans l'intérieur de l'Inde contre les Anglais, le général de Bussy demanda un disciple de Loyola pour accompagner l'expédition. Le père de Montjustin fut désigné. Il gagna en peu de temps la confiance de l'armée. L'expédition avait été heureuse et le butin immense. On partagea les dépouilles de l'ennemi entre les chefs et les soldats. Le Jésuite fut traité comme un colonel, et il lui revint à peu près une somme de 100,000 francs. Montjustin la refusa, alléguant son vœu de pauvreté. Les chefs et les soldats voulurent le contraindre à être riche, et on le condamna à toucher l'argent qui lui était destiné. Cette fortune inespérée d'embarrassa pas longtemps le Missionnaire. La ville de Pondichéry n'avait qu'une pauvre chapelle, il y fit construire une des plus grandes églises de l'Inde.

Mœurs
et
schisme
des
Prêtres.

gues et à leurs succès futurs. Ces succès ne devaient pas naître sans lutte. Des obstacles de plus d'une sorte semblaient condamner le Maduré à une éternelle ignorance. Des Prêtres de Goa s'étaient mis en révolte ouverte contre le Saint-Siège. Ils trompaient la Foi des peuples par des bulles supposées, et ils trouvaient un appui moral dans les magistrats anglicans. En présence de ce schisme, qui chaque jour gagne du terrain, les vices s'étaient multipliés comme les abus; les factions avaient provoqué des haines invétérées. Les Schismatiques ligués avec les Luthériens s'opposaient de toute leur force à l'action des Jésuites. On avait vu sans effroi Mahay et Mousset combattre ces causes de dissolution catholique; mais, quand les Pères de la Compagnie eurent pris pied sur cette terre que leurs devanciers avaient faite chrétienne, la coalition sentit qu'il fallait écraser ces redoutables adversaires ou être vaincue par eux. Elle se mit à l'œuvre.

Les magistrats anglais, moins justes qu'à Calcutta, entraînaient dans ses intérêts; ils rendirent des sentences par lesquelles on défendit aux Jésuites l'accès des églises bâties par leurs prédécesseurs. Les Pères n'étaient que quatre pour lutter contre tant d'obstacles et pour fortifier les Catholiques découragés; les Jésuites n'abandonnent pas leur cause. On leur interdit le droit de prêcher et de prier dans les églises; ils transfèrent en temples quelques cabanes de feuillage; on les repousse de toute demeure habitée, ils se résignent à une existence vagabonde; on essaie par d'injurieuses suggestions de leur enlever la confiance des Catholiques, ils se dispersent, ils se multiplient afin de réveiller dans les âmes les sentiments de Foi. Ils évangélisent le Tangaour et le Tonduman. Ils sont à Trichinapoli, dans l'Aour et dans le Marawa. Ils parlent, et, à leur voix, des églises s'élèvent. En face d'une ténacité qui ne recule devant aucun péril, la ligue des Schismatiques commençait à s'avouer son impuissance. On ne peut épuiser le courage des Jésuites; on a recours au poison. Les Pères échappent trois fois à ces tentatives; on ose les renouveler jusque dans le sacrifice de la messe.

La mort
frappe
les
Jésuites

Au milieu de cette guerre acharnée et sous ce climat brûlant, Bertrand, Garnier, Martin et Duranquet se livrent avec une infatigable ferveur aux fatigues de la Mission. Ils ont des courses de toutes les heures à entreprendre pour instruire et fortifier les Fidéles, pour prévenir les défections et régénérer ce peuple. Ils doivent marcher sans cesse sous les rayons du soleil comme à travers les rosées abondantes de la nuit. Il faut qu'ils soient partout, afin que leur action vivifie la charité et donne aux Chrétiens orphelins assez d'énergie pour résister à l'ennemi cherchant à les séduire. Ce voyage, sans autre terme que la mort et auquel ils se condamnent,

les jette en proie à toutes les tortures de la faim, de la soif et de l'insomnie. Ils sont dévorés par la chaleur ou noyés dans des torrents de pluie; ils ne trouvent ni ombrage pendant la journée ni abri pour reposer le soir leur tête épuisée; ils roulent dans un cercle perpétuel de dévouements et de sacrifices. Ce cercle s'étendait, la mort vint servir d'auxiliaire aux haines amassées autour des Jésuites. A peu de jours d'intervalle, elle frappe les Pères Martin et du Bournet. La Compagnie n'avait pas voulu laisser succomber sous le poids des douleurs les premiers ouvriers envoyés au Maduré; d'autres les y avaient suivis. Les fièvres cérébrales ou le choléra, dont les retours sont périodiques, emportèrent en quelques années la meilleure partie de cette génération de nouveaux Missionnaires. En 1843, de San-Sardos, Charignon, Perrin, Duranquet, Garnier, Clifford, Deschamps et Faurie expirèrent à la fleur de l'âge, victimes de leur courage ou de leur charité. Comme le Père Garnier, leur supérieur, ils avaient tenu les espérances que leurs talents avaient fait concevoir. La mort les frappait coup sur coup et avec tant de rapidité qu'à ces nouvelles la Société de Jésus s'ébranla tout entière. On mourait au Maduré pour la gloire de Dieu et de l'Eglise. Des soldats de la Croix se présentent dans chaque province de l'Ordre, afin d'aller affronter le trépas. Le Maduré est devenu pour la Compagnie un champ de bataille; tous briguent le dangereux honneur d'y combattre; tous s'écrient : *Eamus et moriamur!* A cet élan universel, les chefs comprennent qu'ils doivent relever l'espérance de ceux qui survivent aux désastres. Coûte que coûte, il ne faut pas que les peuples puissent douter de l'Institut. Six Jésuites et deux frères coadjuteurs sont expédiés en poste. Cinquante jours après ils arrivaient; ils annonçaient de nouveaux renforts, et, dans l'allégresse de leurs âmes, ils couvraient de larmes et de baisers la terre qui allait peut-être les engloutir à leur tour.

Enthousiasme
des
Pères en
Europe.

Cette confiance dans ses forces, grandissant en proportion des obstacles et des revers, cette énergie ne reculant devant aucun sacrifice, explique admirablement les Jésuites. Elle montre la puissance d'un corps sur des missionnaires isolés; elle apprend aux habitants de l'Indostan que rien, pas même la mort, ne peut séparer les Pères de ce sol où ils ont fait germer le Catholicisme. Les Jésuites qui semaient dans les larmes ne se croyaient pas destinés à moissonner dans la joie. Cependant, à partir de ces calamités, leur triomphe semble plus assuré que jamais. Ils ont dompté les Schismatiques, arrêté les progrès de l'Anglicanisme et réduit au silence les Prêtres coupables qui abritaient leur désobéissance ou leurs crimes sous le mitre de l'Archevêque de Goa, leur complice. De ces débris de Chrétiens sans union, sans espérance, ils sont parvenus à former un troupeau de cent

Succès
des
Jésuites
dans
le Maduré

vingt mille néophytes. Comme le bon Pasteur donnant sa vie pour ses brebis, ils sont morts ou ils ont souffert afin de prémunir les Catéchumènes contre les embûches tendues à leur Foi. Ils se sont aguerris aux mœurs ainsi qu'au climat du Maduré; la langue tamoule leur est plus familière. Ils commencent donc à étendre leurs conquêtes jusque chez les païens. Un collègue s'élève à Négapatam; c'est la place de l'éducation brillant sur cette terre inculte, mais que tant de généreux trépas ont fécondée. Ainsi que l'apôtre

saint Paul ¹ écrivant à Timothée, le Jésuite du Maduré peut dire avec tous les Missionnaires de l'Institut : « J'ai bien combattu, j'ai achevé ma course; j'ai gardé la foi. Il ne me reste qu'à attendre la couronne de justice qui m'est réservée, que le Seigneur comme un juste juge me rendra en ce grand jour, et non-seulement à moi, mais encore à tous ceux qui aiment son avènement. »

(1) Deuxième épître de saint Paul à Timothée, ch. iv, v. 7.

CHAPITRE XLV.

Les Jésuites en Belgique depuis 1830. — Le Père Van Lil Provincial. — Fondation de nouveaux établissements. — Mort de Van Lil. — Léopold de Belgique et les Jésuites de Namur. — Les Jésuites constitutionnels en Belgique et démocrates en Suisse. — Leur neutralité dans les affaires de l'Etat. — La Jeune-Suisse veut les forcer à sortir du Valais. — Combat du Trient. — Les Jésuites demandés à Lucerne. — Joseph Leu et les Catholiques. — Trois Jésuites en mission dans le canton. — Le grand Conseil consulte les cantons et les peuples voisins. — Réponse de quelques Evêques. — La Jeune-Suisse s'oppose à l'entrée des Pères. — Attitude des habitants du canton. — Une convention intervient entre les Jésuites et les Lucernois. — Les Corps francs. — Ils envahissent le territoire de Lucerne. — Le Général Sonnenberg. — Victoire des Catholiques. — On les calomnie. — Les Pères à Lucerne. — Leu est assassiné. — Les Jésuites au Séminaire de Lucerne. — Leur situation en France après la révolution de juillet. — Ils se cachent. — Ils reparaissent au moment du choléra. — Les Pères Druilhet et Besnoin arrêtés. — Charles X demande un Jésuite pour élever le duc de Bordeaux. — Situation de la cour exilée. — Lettre du Général de l'Institut aux Pères. — Deplace et Druilhet se rendent à l'invitation du vieux Roi. — Le parti légitimiste. — Ses divisions. — Intrigues nouées pour faire congédier les deux Pères. — Les Jésuites se retirent. — Mort du Père de Maccarthy et du Père Potot. — Quelques Evêques appellent les Jésuites dans leurs diocèses. — Ils secondent le mouvement religieux par la chaire et par la direction. — Ils propagent les retraites ecclésiastiques. — Leur succès inquiète l'Université. — L'abbé de La Mennais et le corps enseignant. — M. Cousin glisse au programme du baccalauréat les deux premières provinciales. — Personne, en 1839, n'a peur des Jésuites. — M. Cousin fait proposer l'éloge de Pascal pour prix d'éloquence. — L'éclectisme envahit tout le corps enseignant. — Ses premières attaques contre les Jésuites. — M. Thiers et M. Guizot. — Sujet de composition : Arnauld contre les Jésuites. — La presse révolutionnaire et la presse légitimiste. — Le Monopole universitaire et l'abbé des Garets. — Ce que c'était que ce lièvre et comment il fut critiqué. — MM. Michelet, Libri et Quinet. — Leur cours écrit ou parlé ; leurs attaques contre la Compagnie de Jésus et la Religion. — Les Evêques mis en cause prennent la défense des droits de tous et de la Foi catholique. — On les accuse d'immoralité. — Résurrection des vieilles calomnies. — Le chancelier Pasquier, à l'Académie française, fait l'éloge du Père de Ravignan. — Ravignan à Notre-Dame de Paris. — Publication de son ouvrage sur l'Institut des Jésuites. — Royer-Collard et le Jésuite. — Le duc de Bordeaux à Oscott. — M. Villemain présente son rapport sur la liberté d'enseignement. — L'Episcopat proteste. — Discussion à la Chambre des pairs sur les enfants de saint Ignace. — M. Thiers rapporteur à la Chambre des députés. — Son rapport et le Juif Errant. — Les Jésuites volés par Affenaer. — La presse révolutionnaire s'empare du malfaiteur comme d'un levier. — Condamnation d'Affenaer. — M. Guizot répugne à poursuivre les Jésuites. — Mission de M. Rossi. — M. Rossi n'est pas un réfugié italien. — Accueil qu'il reçoit à Rome. — Sa politique pour capter la confiance du Sacré-Collège. — Ses agents ecclésiastiques. — Interpellation de M. Thiers. — M. Rossi fait passer son Memorandum au cardinal Lambruschini. — On n'y répond pas. — Memorandum verbal de l'envoyé de France. — Les menaces et les promesses. — Motifs que la cour de Rome leur oppose. — Les Jésuites légitimistes. — Les Jésuites impopulaires. — Le schisme en France et la suppression des articles organiques. — Le Saint-Siège ne répond à aucune des ouvertures ministérielles. — Délibération de huit Cardinaux en présence du Pape. — Raisons sur lesquelles ils basent leur refus. — M. Rossi demande que les Jésuites souscrivent à quelques concessions. — Le cardinal Lambruschini médiateur officieux. — Les cardinaux Acton et Patrizi chez le Général de la Compagnie. — Lettre du Père Roothaan aux Provinciales de France. — Conseils qu'il leur donne pour diminuer quelques maisons. — La note du 6 juillet 1843 au Moniteur. — Effet qu'elle produit à Rome et à Paris. — Le Courrier français et l'Evêque de Langres. — M. Rossi dément officieusement la note du Moniteur. — Les Jésuites souscrivent aux conseils de leur Général. — M. Guizot adresse des remerciements au Pape et au cardinal Lambruschini. — Réponse du Saint-Siège. — Le Journal des Débats annonce qu'il n'y a plus de Jésuites en France.

Les
Jésuites
en

L'année 1830 fut fatale à deux trônes ; au centre même de l'Europe, elle vit deux peuples chasser leurs princes légitimes en mêlant le

nom des Jésuites aux griefs que la France et la Belgique reprochaient à ces Souverains. La France libérale couvrait les enfants de saint

Belgique depuis
1830

Ignace de ses haines moqueuses ; la Belgique constitutionnelle se glorifiait de son triomphe , parce qu'elle le faisait partager à la Société de Jésus. Ici , l'insurrection s'en prenait aux idées religieuses ; là , le mouvement politique s'était inspiré d'elles. La révolution des Pays-Bas avait foi dans son principe , on la vit aussitôt en proclamer les conséquences. En dehors de ces hommes sans conviction qui épousent tous les partis pour les souiller par le crime ou pour les avilir par le pillage , il y avait au fond du cœur des Belges un profond sentiment de liberté. A peine maîtres d'eux-mêmes , ils demandèrent un monarque à l'Europe et des Jésuites à Rome. Le Monarque leur fut donné , c'était Léopold de Saxe-Cobourg , qui , peu de mois auparavant , avait voulu honorer les Bourbons proscrits de France , en leur offrant pour asile son château de Claremont. Léopold était né Luthérien , mais il s'engageait à respecter , à protéger la Religion dominante. Les Catholiques eurent foi en sa parole , le prince n'y faillit pas.

Vers la fin de 1830 , quand la paix commença à renaître dans les esprits , les Jésuites sentirent qu'ils devaient se rendre au vœu de la Belgique. Le Père Bruson , accablé d'années , ne pouvait plus défricher le champ qui s'offrait aux disciples de l'Institut : Van Lil le remplaça. Il n'y avait qu'à moissonner ; la lutte n'était plus possible. Van Lil recevait de tous côtés des secours et des encouragements : le 4^{er} mai 1834 , le Collège de Namur est fondé. Quelques jours après , le Père Lemaître rentre dans celui d'Alost. La Belgique , devenue libre , veut s'attacher plus intimement que jamais au Saint-Siège. Il faut que les Jésuites servent de ciment à cette union. Un Noviciat est nécessaire , on le crée à Nivelles dans le Brabant. La Compagnie se développait avec tant de sécurité , ses accroissements promettaient d'être si rapides , qu'en 1832 la Belgique et la Hollande , divisées par les intérêts dynastiques , se confondent dans une seule province de l'Institut dont le Père Van Lil est le premier chef. A Bruxelles , à Gand , à Liège , à Anvers , à Tournai , à Turin , d'autres Collèges s'élevaient. Le Collège des Pères français à Bruges¹ devient l'héritier et le continuateur de Saint-Acheul. Les Nonces du Saint-Siège , Fornari et Pecci , les Evêques , la haute magistrature et les pouvoirs législatifs secondent le mouvement imprimé par les Catholiques belges. Comme partout ; on voit les Jésuites missionnaires et instituteurs. Leurs maisons d'éducation prospèrent ; leur parole ,

qui retentit dans les cités et dans les campagnes , répand des fruits de salut.

Guillaume de Nassau perdit la Belgique , parce qu'il ne sut point être juste envers les Catholiques. Son fils , Roi de Hollande , ne veut pas marcher sur ses traces. Il laisse les Jésuites ériger à Katwik sur le Rhin et à Culembourg deux Collèges pour les Catholiques de ses Etats. La liberté d'enseignement et de prédication leur est accordée ; les Pères n'en usèrent qu'avec réserve. Ils étaient sur un terrain ennemi ; leur zèle ne mit jamais la prudence en défaut. Le Père Van Lil avait été le créateur de cette province. Il la gouverna depuis le 3 décembre 1832 jusqu'au 46 août 1839. Le 42 février 1842 , il mourut à Rome. Le Père Franckeville lui avait succédé dans sa charge de Provincial ; il continua l'œuvre de Van Lil , il établit des résidences de Missionnaires à Bruges , à Mons , à Courtrai , à Liège , à Verviers ; et la progression a été si manifeste , qu'en 1834 on comptait dans la Belgique cent dix-sept membres de la Compagnie , et qu'en 1845 le chiffre des Pères , des Scolastiques , des Novices et des Coadjuteurs s'éleva à quatre cent vingt-quatre. Leur position dans le royaume se ressent encore des enthousiasmes passés. La confiance des familles leur a partout donné droit de cité ; ils n'ont pour adversaires que les ennemis de la Religion ; mais Léopold 1^{er} , lui-même , se fait l'interprète de la bienveillance du pays. Ce prince approuve leurs efforts , et , le 34 juillet 1843 , il eut le courage de leur témoigner publiquement son estime. Ce jour-là , le Roi des Belges adressait aux Pères du Collège de Namur l'allocation suivante 1 :

« Messieurs , je suis charmé de me trouver au milieu de vous. Je sais que vous donnez à vos études une bonne et sage direction. Travaillez bien , Messieurs , la jeunesse a besoin de bons principes ; rien n'est plus important , surtout de nos jours , où l'on s'efforce d'en propager de mauvais et où l'on tâche d'exciter les passions. Il y a dans la société une lutte entre les bonnes et les mauvaises doctrines. Il faut lutter , oui , Messieurs , il faut lutter contre cet esprit de désordre qui tend à bouleverser les Etats. Si on ne s'y opposait pas dès le commencement , nous aurions beaucoup à craindre des jours orageux. Si , au contraire , on les surmonte , un bel avenir se présente pour la Belgique.

» La Belgique a une si belle et si heureuse position en Europe ! Il ne dépend que d'elle de la conserver et de la rendre plus avantageuse. En conservant ses principes , elle sera respectable et respectée. Ce qui me plaît surtout , Messieurs , c'est l'éducation vraiment nationale que vous donnez à la jeunesse. Continuez à l'élever comme vous le faites dans cet esprit : elle sera le soutien de la patrie. »

(1) Le Collège de Bruges¹ , près d'Ath en Belgique , fut fondé le 29 octobre 1833 , par les soins de M. Dubois-Fournier. Il avait pour but , comme ceux de Fribourg et du Passage , de faire revivre les établissements des Jésuites en France , établissements qu'un grand nombre de familles demandaient aux Evêques et à la Compagnie. M. Delplanque , évêque de Tournai , et M. Labis , son successeur , approuvèrent beaucoup cette idée , et bientôt le Collège prospéra.

Mort de Van Lil.

Léopold du Belgique et les Jésuites de Namur.

(1) Ami de l'Ordre de Namur.

Les
Jésuites
constitu-
tionnels
en
Belgique
et démoc-
rates en
Suisse.

Dans les provinces belges, les Jésuites étaient constitutionnels, le peuple catholique et le Roi hérétique les entouraient de respect ou de protection; dans les vieux cantons suisses, où Guillaume Tell fit triompher la liberté, les Jésuites sont démocrates. Enfants de l'égalité, nés sous un gouvernement républicain, ils en acceptent toutes les lois. Les formes plus ou moins tranchées, plus ou moins variables des nations ne préoccupèrent jamais les disciples de saint Ignace. Ce n'est pas pour régenter les rois ou pour opprimer les peuples que leur Institut a été fondé. Ils doivent obéissance au pouvoir régulièrement établi, sans en discuter l'origine, sans chercher à l'entraver. Leur mission est plus haut. Ils sont créés pour sauvegarder la Foi et défendre l'unité. La Belgique reconnaissante accepte leur enseignement; la Suisse catholique l'invoque. Dans le Valais, la fièvre de 1830 avait longtemps agité les esprits. De violentes secousses étaient nées du choc des opinions et la guerre avait prononcé.

Leur
neutran-
tité dans
les affai-
res de
l'Etat.

Au milieu de ces troubles et de ces changements intérieurs qui marquent une période de dix années, les Jésuites comprennent que le travail et la rénovation des partis n'ont rien à démêler avec les devoirs qui leur sont imposés. Renfermés dans la sphère de leur apostolat, ils restent paisibles et neutres. Cette prudence fut regardée par les deux camps comme un gage futur de conciliation. Mais un nouveau parti s'élève au sein du Radicalisme. Ce parti, qui veut tout régénérer par le Communisme, parce qu'il trouve le monde trop arriéré en religion, en morale et en droit public, s'appelle la Jeune-Suisse. Affilié à la Jeune-Europe, il tend à réformer les lois, les mœurs, la propriété principalement et à tout faire passer sous le niveau de sa chimérique égalité. La Jeune-Suisse s'attaquait aux institutions religieuses. Le culte protestant n'étant pas plus épargné que le Catholicisme, la Compagnie de Jésus devait nécessairement être l'objet de ses plus vives hostilités.

La Jeune-
Suisse
veut les
forcer à
sortir du
Valais.

Avec cette audace qui a toujours distingué les révolutionnaires et qui est la meilleure garantie de leurs succès, la Jeune-Suisse commençait à répandre ses doctrines par le pillage. Pendant les vacances de 1843, un élève des Jésuites s'est enrôlé sous cette bannière; il a pris part au sac du presbytère d'Ardon. A l'ouverture de l'année scolaire, les Jésuites refusent au jeune Suisse l'entrée de leur Collège. Une conjuration s'organise; ceux qui la forment sentent qu'ils ne pourront jamais la produire au dehors; ils essaient de contraindre les Pères à sortir volontairement du Valais. On leur propose d'accepter la surveillance immédiate du gouvernement dans l'administration disciplinaire de leurs établissements. C'était déroger à leur Institut, aux conventions écrites, au maintien du bon ordre, les Jésuites refusent. Ce refus est porté à

la nation assemblée. Les jeunes Suisses prévoient que la victoire leur échappera; ils en appellent à la révolte. Un comité se fonde; il a pour but avoué l'extermination des enfants de Loyola, et, le 23 mai 1844, les Radicaux marchent sur Sion. Ils étaient attendus par le peuple, qui ne consent pas à sacrifier sa religion et sa liberté. Le peuple s'est levé en masse, ayant à sa tête des chefs qui, comme M. de Courten, savent aussi bien se servir de la parole que de l'épée. Il se précipite sur les assaillants; il les accule presque jusqu'au défilé du Trient. Là, il les écrase dans un dernier combat. Les rebelles avaient pris les armes au cri de : Mort aux Jésuites ! Le peuple du Valais se donna pour cri de ralliement un vœu tout opposé. Cet échec dérange les projets des Radicaux; ils n'ont aucune chance de succès parmi les Valaisans, la Révolution modifie son plan de campagne. Les Jésuites ont pris racine dans le Valais, elle songe à les attaquer là où leur existence est encore un problème.

Ainsi que plusieurs autres cantons, Lucerne avait adopté les articles de la conférence de Baden et s'était mis en opposition avec le Saint-Siège. Le Nonce du Pape transporta sa résidence à Schwytz, et peu à peu la Foi s'affaiblit avec les mœurs. L'éducation publique subit elle-même cette décadence. Ce fut dans ce moment que Joseph Leu, riche cultivateur d'Ebersoll, conçut la pensée de remédier à un pareil état de choses. Leu, c'est le Guillaume Tell de la Foi catholique dans les vieux cantons. Sans instruction première, mais avec un sens droit et un amour inné de la justice, cet homme, dans la force de l'âge, se charge de combattre le Radicalisme par les principes mêmes de la liberté et de l'égalité. Il est aimé de l'ouvrier des villes; son nom devient un drapeau dans les campagnes; il se fait centre du peuple; il use de cette influence pour lui inspirer des sentiments de vertu et de religion. Ce fut un missionnaire par l'exemple, un père de famille qui prêcha le respect dû aux lois et à la propriété. Son ascendant sur toutes les classes avait quelque chose de magique; il voulut le faire servir à l'amélioration de ses concitoyens. Déjà, par ses soins, en 1840, une pétition couverte de onze mille sept cent quatre-vingt-treize signatures réclamait auprès du Grand Conseil des garanties en faveur de l'éducation de la jeunesse. Selon Joseph Leu, la meilleure de toutes était de rappeler dans le canton les Pères de la Compagnie de Jésus. On menaçait de détruire les droits confessionnels des Catholiques; de nouveaux adversaires, avec l'indifférence ou l'athéisme pour armes, s'apprétaient à combattre le Catholicisme. Les Fidèles se souvenaient qu'au temps de la réforme de Zwingle et de Luther, les Jésuites ont sauvé l'Eglise: ils les invoquent dans leurs nouveaux besoins. Leu avait développé cette idée; afin de la rendre plus popu-

Com-
du
Trient

Le
Jesu
démoc-
ratis-
Lucer-

Jose-
ph
Leu
les Cat-
liques

laire, trois Jésuites, Burgstahler, Damberger et Schlosser, vinrent, à différentes reprises, en 1844, 1842 et 1843, évangéliser les Lucernois. Les préjugés mis en avant et les obstacles suscités par le Radicalisme cherchèrent à neutraliser ces missions. L'attitude prudente et la doctrine conciliatrice des Jésuites dessillèrent les yeux de la multitude. Le peuple apprit à être meilleur parce qu'il crut. Le 4^{er} mai 1844, il se donna une Constitution plus en harmonie avec ses croyances, et le 7 décembre, neuf voix du Grand Conseil proposèrent de se rendre au vœu émis concernant l'instruction publique.

Le Conseil d'Etat ne voulut pas procéder à la légère. Ces paysans, dont l'éducation est libérale, se déterminent à interroger sur les Jésuites leurs voisins de Schwytz, de Fribourg, du Valais et de l'Autriche. Ils consultent les Evêques de Sion, de Coire, de Lausanne, de Brixen dans le Tyrol, de Linz et de Gratz. Ils posent ainsi leurs questions :

« L'éducation des Jésuites tourne-t-elle au profit ou au détriment des institutions démocratiques, et les employés sortis des écoles des Jésuites professent-ils les principes démocratiques ? »

Le gouvernement fribourgeois répond : « L'éducation des Jésuites étant essentiellement basée sur les principes du Christianisme et de la Religion catholique, qui se concilient avec toutes les formes possibles de gouvernement, nous ne concevons pas que cette éducation pût tourner au détriment des institutions démocratiques, et nous n'avons rien aperçu de semblable dans les résultats que nous avons été à même de constater. »

« A-t-on remarqué que les Jésuites cherchent à s'immiscer dans les affaires politiques et dans la sphère d'action politique des autorités ? »

Réponse : « Nous ne l'avons jamais remarqué¹. Ces préventions, trop légèrement accueillies, sont dénuées de fondement. Si, dans le développement de l'enseignement confié à leurs soins, notamment dans l'appréciation des faits historiques, les Jésuites sont appelés, comme professeurs, à émettre une opinion sur les institutions politiques des peuples anciens et modernes, ces dissertations constituent toute la part qu'ils prennent aux affaires politiques. Leur attribuer en ce genre une participation plus

étendue et en dehors de l'enseignement, ce serait, selon nous, s'écarter de la vérité. »

« Que pense-t-on généralement de l'esprit des Jésuites, de même que de leur influence dans le canton, sous le point de vue scientifique, religieux, moral et social ? »

Réponse : « Les Jésuites ayant dans le canton de Fribourg, comme partout ailleurs, des partisans et des adversaires, cette question serait susceptible d'être résolue dans des sens bien différents, selon l'opinion politique des personnes appelées à y répondre. Nous croyons néanmoins pouvoir affirmer qu'on ne met point en doute l'heureuse influence des Jésuites sous le rapport moral et religieux. Chacun rend hommage à leur conduite pieuse, exemplaire, ainsi qu'à leurs efforts pour le maintien des bonnes mœurs et de la Foi catholique. Si, par la raison qu'on a indiquée plus haut, leur influence sous le rapport scientifique et social se trouve diversement appréciée, nous croyons encore être les interprètes de la grande majorité de nos concitoyens en attribuant à cette influence des effets aussi bienfaisants qu'utiles. »

Les Evêques de Sion, de Lausanne et de Coire, témoins et surveillants directs de l'action des Jésuites, rendent le même témoignage. Ils apprécient, en termes pleins d'équité, l'effet moral et scientifique produit par leur enseignement. Ceux de Linz, de Gratz et de Brixen s'associent aux mêmes éloges. On a accusé les Jésuites d'aspirer à dominer les Ordinaires et le Clergé ; l'Evêque de Linz répond à cette objection : « Non-seulement ils se montrent les Ministres les plus obéissants du Divin Sauveur, mais encore des modèles vivants d'une soumission absolue. Oh ! plutôt à Dieu que tous les Prêtres fussent aussi faciles à gouverner ! »

Les Lucernois n'avaient consulté que les gouvernements et les prélats dont ils pouvaient espérer quelques avis dépouillés de toute prévention ; ils ne s'étaient pas imaginé de faire appel aux passions de parti. La lumière leur venait telle qu'ils l'avaient désirée ; ils entrevoyaient l'abîme au fond duquel des principes désorganisés allaient précipiter leur culte et leur indépendance ; ils pensèrent que le seul remède au mal était dans l'éducation. Les Jésuites avaient laissé à Lucerne de précieux souvenirs. Le nom de la Compagnie se liait aux noms les plus anciens du pays ; elle avait vu parmi ses Pères des Am-Rhyn, des Keller, des Lampart, des Hug, des Sonnenberg, des Mohr, des Pflyffer, des Schindler, des Rüttiman, des Schumacher, des Zimmermann, des Segesser et des Zurlingen. Ces précédents et la position des esprits inspirèrent à Leu, à Segesser et au président Bossard l'idée de soumettre la question au jugement public. Dans des écrits qui parurent à Lucerne, ces trois Catholiques discutaient chacun à son point de vue les avantages ou les inconvénients

(1) M. Fournier, ancien avoyer, député de Fribourg à la Diète, s'exprimait ainsi sur le même sujet (supplément au numéro 48 de l'Union suisse) :

« Quant à leur influence sur les affaires politiques, si on la rapporte aux siècles passés, nous ne devons plus nous en occuper, parce que déjà les contemporains ont marqué cette accusation du stigmate de la réprobation ; si c'est aux Jésuites actuels qu'on l'attribue, le député qui parle peut dire avec assurance qu'il n'y a rien de vrai dans cette accusation. L'Etat de Fribourg peut en parler avec connaissance de cause, et son témoignage ne doit pas être sans importance : depuis bientôt vingt-sept ans que les Jésuites dirigent ses écoles supérieures, jamais ces hommes apostoliques, tout dévoués à leur importante mission, n'ont cherché à exercer la moindre influence sur les affaires politiques. »

R. pour
d.
quelques
Evêques.

LaJenne-
Suisse
s'oppose
à l'entrén
des
Pères.

qui résulteraient de l'appel des Jésuites. Leu, en s'adressant aux membres de l'Association de Ruswyl, s'appuyait sur le désir manifesté par le Souverain Pontife et par l'Evêque diocésain. Il prouvait par des chiffres les bénéfices moraux et financiers que produirait l'introduction des Jésuites. Segesser, en écrivant plus lettré, parlait de l'accroissement des lumières et de la diffusion des sciences; Bossard accusait le Radicalisme.

Le Radicalisme avait dit son dernier mot. Ce n'étaient pas les Jésuites qui l'effrayaient, mais le retour des esprits vers les idées de religion et d'ordre. Plus franc dans ses haines et dans ses projets, il s'exprimait ainsi ¹ : « Sans doute, les Jésuites sont nos plus dangereux ennemis; mais notre victoire ne serait pas encore complète quand nous aurions anéanti jusqu'au dernier disciple de Loyola. Il est une puissance qui conspire notre ruine et qui médite de nous donner des fers. Cette puissance, c'est le Papisme, qui va chercher dans l'arsenal du moyen âge les armes qu'il juge propres au combat contre la liberté; et les suppôts de cette puissance, ce ne sont pas seulement les Jésuites, mais encore tous les moines et tous les funestes Propagateurs. Nous pensons donc que le combat que nous avons soutenu jusqu'à ce jour ne peut nous mener à la victoire. Il est temps de tourner nos coups contre notre premier ennemi; attaquons directement le Romanisme tout entier. »

Dans ce même mois de janvier, à la veille des événements qui vont surgir, une autre feuille protestante, le *Fédéral*, s'épouvantant de l'imminence de sa lutte, essayait de se porter médiateur entre les partis, et il disait : « Comme il ne peut plus être question de principes politiques, pour recommencer en Suisse une nouvelle révolution au nom du Radicalisme, on se sert aujourd'hui des Jésuites pour amener un bouleversement dont on se promet bien de tirer le meilleur parti. La haine contre les Jésuites, quelque vigoureuse qu'elle soit, ne peut pas tenir lieu d'amour pour la patrie ni de dévouement éclairé à ses intérêts. »

Ainsi qu'en France, à la même époque, le nom des disciples de saint Ignace n'était donc qu'un cri de guerre. La calomnie faisait feu sur eux; le pamphlet, la satire, les indignations de commande universitaire les mitraillaient de leur incessante artillerie. Le livre d'Ellendorf, pâle copie des œuvres de Pascal, de la Chalotais et de l'apostat Jarrige, circulait partout, distribué par la malveillance, accepté par la curiosité publique. Mais les coups portés à l'Institut devaient frapper plus haut. Les paysans de Lucerne ne se laissèrent pas tromper par ces clameurs. Avec tous les Protestants modérés de Genève et des autres cantons, ils savaient que les Jésuites

n'étaient mis en cause que pour affaiblir le Catholicisme et changer le pacte constituant de l'indépendance helvétique. Les Lucernois avaient le droit incontesté de livrer l'éducation de leur séminaire à qui leur offrait les garanties les plus sérieuses; ils demandaient des Jésuites. Le Pape leur conseillait de les introduire dans leur Etat; au droit acquis, ils surent joindre le pouvoir. On les effrayait des excès du Radicalisme préparant la guerre civile, et des efforts que Berne tenterait pour asseoir sa suprématie. Les Lucernois ne se laissèrent intimider ni par les menaces ni par les outrages. Ils n'ignorent pas que, s'ils reculent une première fois, c'en est fait de leur nationalité; ils se décident à attendre les événements.

Le Général des Jésuites a été longtemps sollicité; il cède enfin au désir du Souverain Pontife et au vœu des Catholiques de Lucerne. Il a promis d'autoriser quelques Pères à se rendre dans le canton. Un traité intervient ¹, et quand le Radicalisme s'aperçoit que son intimidation est vaine, il a recours à la violence. Le décret d'admission des Jésuites à Lucerne doit être sanctionné par le peuple. Les Radicaux s'avouent que leur action sur les masses est paralysée. Ils comprennent que ces natures agrestes, mais pleines d'intelligence et de bon sens, ne se lais-

(1) Le texte de la convention, à la date du 24 octobre 1844, porte :

« Entre le gouvernement de Lucerne d'une part, et M. Kaspar Rothfleisch, Provincial des Jésuites, d'autre part, a été convenu ce qui suit, sous réserve des ratifications nécessaires :

» Art. 1^{er}. La Société de Jésus se charge de diriger l'établissement de théologie dans le canton de Lucerne, au plus tard dans le commencement de l'année scolaire 1845 et 1846; 2^o la succursale (filiale) établie dans la Petite-Ville de Lucerne; 3^o le Séminaire ecclésiastique dans le même canton.

» Art. 2. Dans ce but la Société de Jésus enverra à Lucerne au moins sept ecclésiastiques de son Ordre, et des Frères laïcs pour les servir; chaque ecclésiastique recevra par an, du gouvernement, 750 francs, tant pour eux que pour leurs Frères.

» Art. 3. Le gouvernement fournira à la Société de Jésus les édifices et le bois de chauffage nécessaires.

» Art. 4. De même que les autres ecclésiastiques, les Jésuites seront soumis aux lois du canton de Lucerne, particulièrement aux articles 5, 6, 11 et 65 de la Constitution.

» Art. 5. La Société de Jésus s'entendra avec l'Evêque et le Conseil d'éducation sur le plan d'enseignement qu'elle devra suivre.

» L'enseignement de la théologie comprendra l'encyclopédie, la dogmatique, l'hébreu, l'héréménétique, l'exégèse, l'histoire ecclésiastique, le droit canon, la morale, la pastorale, et la pédagogie.

» L'enseignement de ces sciences sera donné partie en latin, partie en allemand; les cours dureront trois ans.

» La Société de Jésus réglera le nombre des leçons, d'après l'importance de chaque science et les besoins des élèves, de concert avec l'Evêque et le Conseil d'éducation.

» Il sera établi des Académies et des cours de répétitions, pour former les étudiants à l'usage de la parole.

» Art. 6. Les membres de la Société de Jésus pourront vivre dans le canton de Lucerne, d'après les règles de leur Ordre.

» Art. 7. La Société s'entendra avec l'Evêque, par l'intermédiaire du Conseil d'éducation, sur le choix des livres destinés à l'enseignement de la théologie.

» Art. 8. Il ne peut être dérogé aux dispositions ci-dessus sans le consentement de la Société, de l'Evêque et du département d'éducation.

(1) *Journal radical de Zurich, Beobachter* (janvier 1844).

seront pas séduire par les fables inventées contre les Jésuites. Il n'y a point ici de préjugés convenus, de mensonges acceptés sans discussion par le seul fait qu'ils sont matériellement impossibles. Le rire ou la terreur, l'impiété parlementaire ou le sarcasme n'ont pas de prise. Dans ce pays tout est positif comme le droit, comme l'indépendance. Les sympathies se produisent avec autant de franchise que les répulsions; mais une formidable majorité se range du côté des Jésuites. Cette majorité est compacte; elle a ses chefs, Leu, Portmann, Kost, Siegrist, Pfister et Siegwart-Müller, qui ne reculeront pas. Il est impossible au Radicalisme de l'emporter par les moyens légaux, il invoque la force, il en appelle aux armes pour renverser le gouvernement établi. On espérait ainsi isoler les Jésuites de leurs élèves et faire tomber leurs Collèges. Ce dernier espoir fut déçu. On avait compté que la sollicitude des familles ne laisserait pas les jeunes gens à Fribourg et dans le Valais exposés au péril d'une guerre civile. Les pères écrivent alors à leurs enfants, et nous avons plusieurs de ces lettres entre les mains : « Si on attaque les Jésuites, vous devez les défendre; si on les chasse, vous devez les suivre; et, quoi qu'il arrive, vous êtes confiés à leur prudence. »

Depuis longtemps les Révolutionnaires de la Suisse, excités par des réfugiés ou des mécontents de tous les Royaumes et de tous les cultes, avaient mûri ce projet que d'autres cantons encourageaient. Le nom des Jésuites sert de prétexte à cette levée de boucliers. On forme des Corps-Francis, c'est-à-dire on réunit dans une espèce d'armée aux ordres de l'insurrection tous les étrangers sans patrie et sans asile, tous les Suisses dont les discords intestins n'effraient pas le patriotisme, puis on confie à ces bandes le soin d'assurer le bonheur de l'Helvétie. On les rallie au cri de : Mort aux Jésuites ! On leur fournit des munitions et des armes; on croit les rendre invincibles en leur apprenant dans les clubs le métier de la guerre. La révolution devait éclater vers les premiers jours de décembre 1844; elle fut comprimée par l'attitude du peuple. Le Canton de Vaud proclame le communisme. Il ne veut plus de Dieu, plus de Catholiques, plus de Protestants, il met hors de la loi tous ceux qui ont des domestiques ou des propriétés. Sous prétexte d'expulser les Jésuites, que Lausanne n'a jamais vus dans ses murs, la liberté installe un nouveau gouvernement qui, le jour même, devient le tyran des consciences et l'arbitre de la vie des citoyens. Là, comme partout, l'idée révolutionnaire procède à l'affranchissement par le despotisme, à l'égalité par la spoliation.

Dans la nuit du 30 au 31 mars 1845, les insurgés, qui depuis quelques jours stationnent sur la frontière de Lucerne, pénètrent dans le

pays. Forts de leur nombre qui, selon leur témoignage, s'élève à onze mille quarante hommes, et comptant sur leurs affiliés répandus dans l'intérieur, ils avangent. Le territoire de Lucerne est violé. Lucerne convoque les petits cantons. Les Confédérés catholiques étaient sous les armes; ils s'ébranlent, ils marchent au secours de leurs frères. Le général Sonnenberg prend le commandement de cette petite armée, qui se dévoue à la mort pour sauver l'indépendance helvétique. Les enfants d'Unterwald se trouvent les premiers en vue de l'ennemi. Ils constatent leur infériorité numérique, ils attaquent cependant.

Le signal était donné; les carabiniers de Lucerne et d'Uri suivent le mouvement. Sonnenberg a pris d'heureuses dispositions militaires; il a prévu le lieu où les Corps-Francis vont se présenter. C'est là qu'il les attend. Ce fut un spectacle digne des temps héroïques ou de la Vendée, que de voir ces paysans, improvisés soldats par le péril commun, marcher au feu la massue ou la hallebarde dans une main et le chapelet dans l'autre. Quand ils furent devant l'ennemi, ils ne reculèrent pas. L'ennemi, avec les canons de Berne et d'Argovie, accourait jeter la mort ou l'incendie dans le canton de Lucerne. Tous les moyens de destruction étaient à ses ordres; il avait la force, il eut le courage du fanatisme. Mais en face de ces impassibles laboureurs qui priaient avant le combat, qui priaient encore pendant la bataille, il s'aperçut bientôt qu'il ne pourrait ni vaincre ni tenir. La chance d'une défaite consterna les Radicaux; ils eurent peur. Sonnenberg profite de leur hésitation; il fond sur eux, les disperse ou les écrase. Joseph Leu, à la tête de la Landsturm, s'élance à leur poursuite.

C'était la première victoire que depuis trente ans la justice remportait sur l'iniquité révolutionnaire; elle était due à des paysans catholiques, elle sauvait peut-être l'Europe d'une conflagration générale. Ces paysans qu'on avait peints comme des fanatiques eurent pour les vaincus un sentiment de pitié que les Radicaux ne leur auraient jamais témoigné. Les Radicaux ne purent comprendre ce respect tout chrétien : ils le calomnièrent. La victoire avait coûté plus de résolution que de sang; les paysans en renvoyèrent l'honneur au Dieu des armées, et Leu conduisit vers le sanctuaire de Notre-Dame-des-Ermites plus de huit mille de ses compatriotes, allant remercier Marie du triomphe accordé à leur cause.

A la nouvelle de ce succès que les gouvernements légitimes regardèrent avec raison comme une victoire remportée sur les idées de désordre, il y eut dans l'Europe catholique un long cri de joie et d'admiration. L'Europe catholique n'y était pas habituée. Les Protestants eux-mêmes s'unirent à ces manifestations, car

Le
Général
Sonnen-
berg.

Victoire
des
Catholi-
ques.

On les
calom-
nie.

ils n'avaient pas été les derniers à prévoir où les Corps-Francis aboutiraient. Les révolutionnaires seuls eurent encore de lâches paroles à faire entendre contre ces intrépides paysans. On ne pouvait les attaquer dans leur bravoure, on les outragea dans leur mansuétude. On les représenta guidés par les Jésuites et foulant aux pieds avec eux les cadavres des vaincus. Or, dans ces jours de sanglante et de glorieuse mémoire, il ne se trouvait sur le canton de Lucerne aucun disciple de l'Institut.

Les Pères à Lucerne. Quelques mois après seulement, le 26 juin, les Pères Joseph Simmen et Antoine Burgstahler arrivèrent dans cette ville.

Ils y donnèrent des conseils de modération et de salut. Ces conseils ne calmèrent point l'irritation des Radicaux. Les Corps-Francis avaient espéré que la mission de M. Rossi leur serait profitable et que le Cabinet des Tuileries interposerait sa médiation pour leur donner une victoire diplomatique après un échec militaire. M. Rossi essaya en effet de faire comprendre au Saint-Siège et au Général des Jésuites qu'il fallait renoncer à Lucerne. Ses insinuations furent dédaignées, car elles étaient en opposition avec la volonté et les droits des cantons. Les Corps-Francis se virent donc réduits aux encouragements honteux et à l'estime de M. Thiers.

Leu est assassiné. Joseph Leu s'était montré le plus fervent promoteur de la Compagnie de Jésus. Tous les habitants de la Suisse, fidèles à l'Unité, le saluaient avec vénération pour leur chef, et ce fut sur lui que le parti vaincu dirigea ses coups. Leu avait puissamment contribué à la défaite. Ce parti qui vit d'intimidation ou d'égorgeement résolut sa mort. Le 20 juillet, Leu est assassiné dans son lit à côté de sa femme et tout près du berceau de son enfant. Leu expiait le crime impardonnable d'aimer le Saint-Siège et les Jésuites; il mourait parce que sa popularité étouffait les espérances révolutionnaires. On condamna le juste à un déshonorant, à un impossible suicide. L'idée de ce crime soulevait des objections irréfutables; le Radicalisme crut répondre à tout en annonçant que les Jésuites avaient tué le champion de la Foi et de l'indépendance ou que, pour exaspérer les masses, ils l'avaient décidé à se laisser assassiner.

Les Jésuites au Séminaire de Lucerne. Ce ne fut que le 45 octobre 1845 que les sept Jésuites demandés par le canton de Lucerne commencèrent les cours de théologie; le Séminaire ouvrit les études quelques jours après. En Suisse, les disciples de l'Institut n'avaient été qu'un prétexte pour les Corps-Francis; dans le Royaume très-chrétien, ils apparaissent à la même époque comme les arcs-boutants d'un complot imaginaire. Les Jésuites ne cessèrent jamais d'éprouver un malheur qui, pour eux, est une véritable gloire. Ils s'entendirent calomnier par tous les ennemis de l'Eglise et

des gouvernements établis; ils furent défendus par les gens de foi sincère. Cet éternel combat qui dure depuis trois siècles et qui n'a lassé ni les amis, ni les adversaires de la Société, ni la Société de Jésus elle-même, est, sans aucun doute, l'un des plus rares phénomènes que la mobilité de l'homme puisse offrir. Tout ce qui, dans l'espace de trois cents ans, a cherché à corrompre les masses ou à tromper les rois, s'est mis en hostilité avec la Compagnie. Nous l'avons vue accusée de tous les délits, chargée de tous les méfaits, ici dénoncée comme flattant les princes, là comme séduisant les peuples, partout comme inspirant aux uns et aux autres les plus funestes passions. Elle a été le bouclier contre lequel se sont émoussés tant de traits empoisonnés; elle a été puissante par sa propre force, plus puissante encore par la vivacité des haines qu'elle soulevait. Maintenant que de ses richesses, de son pouvoir, de son ascendant même sur la jeunesse, il ne lui reste plus que l'indigence et la persécution, les disciples de Loyola se voient en butte à de nouvelles attaques. En France, ils ne disposent ni des rois ni de l'instruction publique; ils n'existent que comme citoyens. Ce titre qu'un crime seul peut faire perdre leur est disputé. On leur reprochait autrefois d'agir avec trop d'activité; on leur reproche aujourd'hui leur silencieuse attitude. Ils furent coupables jadis, parce qu'ils exerçaient une incontestable prépondérance; ils le sont maintenant, parce que leur action, toute ténébreuse qu'on la suppose, n'échappe pas à la perspicacité de ceux qui proclament la liberté. L'Ordre de Jésus a eu à subir bien des phases diverses; il s'est trouvé en face de toute sorte d'ennemis; il les terrassa par la logique; il a été vaincu par l'injustice. Il ne lui restait plus qu'un dernier combat à soutenir; ce combat vient de se livrer aux yeux du monde.

La Révolution de Juillet 1830 dispersa les enfants de Loyola. Sans daigner les frapper par une loi, elle les proscrivit par la terreur ou par les menaces. Montrouge fut mis à sac; d'autres maisons de l'Institut furent chaque jour exposées au pillage. Dans les provinces, le cri de mort aux Jésuites retentissait, souvent proféré par des hommes qui ne savent même pas ce que c'est qu'un Jésuite et qui n'auraient jamais voulu l'immoler à leurs préjugés constitutionnels. Dans les villes de Vannes et du Puy où les Pères sont mieux appréciés par leurs œuvres, les deux partis se réunissent pour protéger la tranquillité des enfants de saint Ignace. L'ouragan de juillet n'avait soulevé que des passions aussi factices que les causes dont naquit le mouvement. Il n'y a point de colère vraie dans les masses, et ceux qui s'emparent du pouvoir ne demandent pas mieux que de rétablir l'ordre matériel, afin d'arriver à faire triompher à leur profit l'ordre moral.

Le
sint
c
Fra.
app.
révo
tion
juil.

Devant la révolte s'affaissant sous son impuissance calculée, l'on ne rêva déjà plus à une nouvelle extension de droits chimériques, mais seulement à une substitution de personnes dans toute la hiérarchie administrative. Les idées ambitieuses remplaçaient les idées de liberté, et, comme tous les gouvernements qui aspirent à se consolider, celui-ci, né des Barricades, ne se laisse cendammer au mal qu'à son corps défendant. Les Jésuites, cachés au sein de pieuses familles, exilés, pour ainsi dire, dans leur patrie, ne tardèrent pas à comprendre que le pouvoir n'avait aucun intérêt à les persécuter. Les préoccupations politiques leur accordaient un peu de tranquillité; ils en usèrent pour se mettre à la disposition des Evêques et pour enseigner la vertu du haut des tribunes évangéliques. Ils vécurent dans une atmosphère d'émeutes, au milieu de l'agitation fébrile des partis et se tenant à l'écart de tous les excès, ils ne demandèrent rien, ils n'offrirent rien au nouveau règne. Etrangers aux événements qui se déroulaient, ils devaient plus que jamais ne manifester aucune espérance, ne s'associer à aucun complot. Leur action en dehors des intérêts humains n'avait rien à démêler avec les passions. Il ne leur appartenait ni de soutenir, ni d'ébranler le trône; les partis ne songèrent que plus tard à faire un crime aux Jésuites de cette neutralité.

Leur nom était oublié; il n'entrait même plus dans la polémique; mais lorsqu'en 1832 le choléra et la guerre civile envahirent la France, les disciples de l'Institut ne purent se résoudre à rester dans l'obscurité. La capitale et les provinces étaient sous le coup d'un double fléau; comme l'Archevêque de Paris, les Jésuites sortent de leur retraite. La mort plane sur le Royaume; les persécutions endurées ne les rendent que plus ardents à soulager le malheur. Il y a pour eux mille risques à courir, ils les affrontent tous, afin de mettre la pitié du prêtre entre la colère de Dieu et les désespoirs de l'homme. Dans ces jours de deuil, les pros-crits reconquirent leur titre de citoyens sur la brèche de la charité chrétienne. La France ne reconnaissait plus de Jésuites; elle apprit à bénir le nom de ces Religieux alors ignorés qui, les mains pleines de bienfaits, venaient sur les pas du Père Loricquet au secours de l'indigence et qui, à Paris comme au fond des provinces, forçaient les magistrats à consacrer cet héroïsme anonyme¹. Saint-Acheul s'était transformé en

hôpital militaire. Les Jésuites reçurent dans cette maison, tant de fois menacée, les soldats malades; ils adoucirent leurs souffrances, ils les fortifièrent contre les affaissements de l'agonie. Au nord comme au midi le dévouement des enfants de Loyola n'eut rien à envier au dévouement des autres classes de citoyens. Ils étaient redevenus Français par le droit de la charité; les Pères Druilhet et Besnoin furent arrêtés l'un à Bordeaux, le 28 juin 1832, l'autre à Tours, le 29 septembre. Druilhet était Provincial; il allait d'Espagne en Italie, chargé de la correspondance et des secrets de la Société de Jésus. Tout fut examiné avec un soin inquisiteur, et l'on ne trouva rien qui pût compromettre les Jésuites. La police se vit forcée de lâcher sa proie à Bordeaux; à Tours, les choses se passèrent de la même manière¹; mais, dans cette dernière ville, Besnoin prisonnier a déjà commencé à évangéliser ses compagnons de captivité. Pour toute réparation, il demande à passer quelques jours de plus sous les verrous, afin d'achever l'œuvre qu'il a entreprise.

Les Jésuites étaient dans cette position difficile, toujours ballottés entre les incertitudes du présent et les appréhensions de l'avenir, lorsque une prière faite par le roi Charles X raviva toutes les inimitiés assoupies et fournit aux adversaires de l'Institut un nouveau thème d'accusation. Le Général de la Compagnie appréciait sagement l'état des esprits en France. De la maison du Gésu, il suivait pas à pas la marche des idées. Il constatait le retour vers les principes religieux, retour d'autant plus sincère qu'il n'était inspiré ni par des ambitions de courtisan, ni par le désir de faire fortune. Le gouvernement de Juillet avait traversé ses plus mauvais jours; il triomphait de ses ennemis de l'intérieur et, plus maître de lui-même, il cherchait, comme tous les pouvoirs qui veulent vivre, à se consolider par l'ordre. Cette espérance n'échappait point aux Jésuites; mais, dans le cercle où leur action se restreignait, ils n'avaient pas d'influence politique à exercer; ils n'en briguaient aucune. Le 47 mai 1833, Roothaan écrivait au Père Renault, Provincial de France:

Les pères
Druilhet
et
Besnoin
arrêtés.

Charles X
demande
un
Jésuite
pour
élever le
duc de
Bor-
deaux.

pour eux jusqu'aux services les plus vils et les plus repoussants. » Cette charité trouva une récompense publique, et le 16 septembre 1835, le sous-préfet de Péronne écrivit au Jésuite: « Monsieur, le jury chargé d'examiner les titres des personnes qui ont le plus de droits aux récompenses honorifiques pour s'être distinguées d'une manière particulière par leur zèle et leur dévouement pendant la durée du choléra, vous a décerné une médaille en bronze.

» Heureux d'avoir à vous transmettre la nouvelle de cette distinction, je serais charmé de pouvoir vous faire moi-même la remise de l'honorable témoignage que vous ont mérité de généreux services.

» Je viens donc vous prier de vouloir bien honorer de votre présence la cérémonie qui doit avoir lieu à cette occasion le mardi 1^{er} octobre, à midi, à l'Hôtel-de-Ville de Péronne.

(1) Ce fut à l'intervention de M. Janvier, aujourd'hui député et conseiller d'Etat, que le Jésuite, arrêté comme suspect, fut redevable de sa mise en liberté.

repa-
sent
au
grand
sa
criston.

« Je finis par ce qui me tient le plus à cœur dans les circonstances actuelles. Que tous aient le plus grand soin de se tenir enfermés dans la sphère de notre vocation. Notre devise est : *Pars mea Dominus*. Nous n'avons aucune mission pour nous mêler des choses d'ici-bas. »

Au moment même où ces conseils étaient donnés, deux Pères français, Etienne Deplace et Julien Druilhet arrivaient à Prague, chargés de l'éducation du duc de Bordeaux.

Situation
de la
cour
exilée.

C'est dans la cour des princes exilés que souvent les intrigues, nées d'une pensée de fidélité, éclatent avec le plus de violence. Autrès d'un roi détrôné, le zèle, qui n'attend pas de récompense immédiate, se trouve blessé par la moindre contradiction. Chacun s'efforce de faire triompher ses idées et d'entourer sa personnalité d'une auréole de sacrifices. Des divisions de plus d'une sorte s'étaient manifestées entre le baron de Damas, M. Barande et la duchesse de Gontaut. Ces divisions retentissaient du fond de la Bohême jusqu'à Paris. Charles X crut qu'il y mettrait un terme en confiant l'éducation de son petit-fils à la Société de Jésus. La proposition du vieux Monarque est transmise au Père Roothaan, qui décline ce périlleux honneur. Charles X insiste, le Souverain Pontife engage le Général à accéder au vœu exprimé par le Roi proscrit ; il parle d'enjoindre, si l'Institut ne défère point à ses prières ; « dès lors, mande Rozaven aux Jésuites désignés, il n'y eut plus à délibérer. Si Charles X eût été sur le trône, heureux et entouré de toute la pompe royale, la Compagnie peut-être eût pu résister à ses instances ; mais, malheureux, dans l'exil, il nous appelait à son secours pour former à la Religion ce qu'il avait de plus cher au monde. » Le Général ne balança plus. Il n'ignorait point que cette démarche serait un nouvel écueil pour ses frères ; il savait que leur non prononcé sous les voûtes du Hradschin blesserait vivement certaines susceptibilités légitimistes, rêvant de populariser le jeune prince avec des reparaties fabriquées à Paris ou des anecdotes qui n'allaient ni à son caractère ni à sa dignité. En acceptant ces fonctions, c'était s'exposer à un double danger, sans autre profit que de contribuer au développement des brillantes qualités que le duc de Bordeaux annonçait. Le Général de la Compagnie de Jésus accomplissait un devoir ; il laissa au jugement des hommes le soin de mal interpréter sa pensée. Pour la bien faire saisir aux Pères Deplace et Druilhet, il voulut leur tracer la marche qu'ils auraient à suivre, et le jour de Pâques 1833, il leur adressa cette lettre :

Lettre du
Général
de l'In-
stitut aux
Pères.

« Nous ne devons pas nous le dissimuler ; la gravité et les périls de l'emploi auquel on nous appelle surpassent infiniment son éclat. Si la Compagnie, déjà trop instruite par l'expérience, est forcée de penser que les charges de

cette nature ne doivent jamais être ambitionnées par ses enfants ni reçues par eux avec joie, elle ne peut, à plus forte raison dans les temps mauvais, ne pas se croire obligée de s'y soustraire de tout son pouvoir et de les fuir avec une sorte de terreur. Comment réussira cette importante affaire ? Dieu, le bien public, la Société, le sentiment des hommes sages et de nos ennemis, tout, en un mot, nous fait concevoir à bon droit des craintes ou du moins doit nous inspirer une grande et très-juste inquiétude.

» Mais puisqu'il nous a été impossible de refuser ce qu'on sollicitait de nous avec tant d'instances et que vous avez été choisis pour exercer cet emploi, je vous recommanderai certains points que vous aurez à observer. Je remplis ainsi un devoir de ma charge, car j'ai dans le Seigneur une telle confiance en votre prudence religieuse que je ne doute pas que, sans aucune recommandation de ma part, vous eussiez fait de vous-mêmes, pour la plus grande gloire de Dieu, tout ce que je vais dire et peut-être plus encore.

» 1^o Pour ce qui vous regarde vous-mêmes et votre manière de vivre. Prenez pour modèles les exemples de ceux de nos Pères qui, appelés autrefois dans les palais des Princes, y vécurent si bien, selon l'esprit de leur règle, que plusieurs d'entre eux méritèrent le nom de bons anges de la Cour. Uniquement appliqués aux devoirs de leur vocation, ils ne respiraient rien de cet air corrompu dont les cours les meilleures et les plus pieuses sont, hélas ! si rarement exemptes. Au milieu de l'éclat qui les environnait, ils conservaient autant qu'il leur était permis une vie cachée en Dieu et très-éloignée des tumultes du monde. Ils vaquaient chaque jour à des heures réglées et selon nos usages aux exercices de la vie monastique. Si les occupations et les travaux de leur emploi leur laissaient quelques moments de loisir, ils en profitaient avec joie, en Religieux toujours fidèles, pour distribuer les secours de leur ministère aux âmes chrétiennes, surtout aux pauvres et aux infirmes. Vivant ainsi pour Dieu, pour eux-mêmes et pour leurs devoirs, ils conservaient au milieu des Cours l'esprit religieux et jusqu'à la liberté qui, d'ailleurs, leur était si nécessaire. Ils acquéraient en Notre-Seigneur, à eux-mêmes et à la Compagnie, une nouvelle estime de la part de ceux des courtisans qui auraient désiré d'abord voir les Pères en user plus familièrement avec eux et se mêler plus souvent à la conversation. Ce qui est le principal, leur vie modeste, recueillie, solitaire, entièrement unie à Dieu et uniquement attachée à leur emploi, faisait descendre les bénédictions du Ciel sur leurs importantes fonctions.

» Pour nous, c'est en Dieu et en Dieu seul

que nous mettons notre espérance lorsque nous vous confions une charge si difficile et dont il nous faudra rendre aux hommes et à Dieu un compte si rigoureux. C'est pourquoi nous aurons soin, comme nous avons déjà commencé à le faire, d'offrir chaque semaine de nombreux sacrifices à la divine Majesté, sacrifices que nous puiserons au trésor spirituel de la Compagnie.

» Le chapitre XI des Ordonnances des Généraux contient plusieurs passages qui peuvent et doivent être appliqués à l'office que vous allez remplir ; principalement ce qui est dit aux §§ 4, 5, 6, 7, 8, 12 et 13. Le premier de ces paragraphes traite un point qui atteint à la matière d'un précepte particulier en vertu de la sainte obéissance (*Censures et Préceptes*, chap. V, n° 4). C'est ce précepte que vous devez scrupuleusement garder : de sorte que, si quelqu'un essayait jamais de vous faire sortir des limites qu'il prescrit, vous lui répondriez aussitôt, quel que fût le respect qui lui serait dû : « Ces choses ne sont ni de notre emploi ni de notre vocation. Nous ne sommes pas ici pour nous occuper de tels soins ni de pareilles entreprises. Dieu n'a promis à ceux de notre état aucune grâce pour réussir dans ces affaires. » Vous avez besoin sur ce sujet d'une extrême réserve, même dans vos entretiens particuliers, et encore cette réserve extrême ne vous suffira-t-elle pas toujours.

» 2^o Pour ce qui regarde votre emploi auprès du Prince, Dieu, à votre prière, vous donnera son esprit. Vous vous approcherez de lui, et il vous accordera ses lumières. Il est hors de doute que, si dans l'éducation d'un prince on ne doit pas négliger la littérature, l'érudition et les différentes sciences, il faut bien plus encore avoir à cœur d'apprendre à son élève à porter un jugement sain et droit sur les choses et sur les personnes, de l'aider à se revêtir d'une force d'âme assez grande pour suivre lui-même la justice et la rendre un jour aux hommes qui vivront sous ses lois. La justice affermit les trônes, tandis que l'iniquité fait passer les royaumes en d'autres mains. Il faut lui faire connaître ses devoirs mieux encore que ses droits, enfin lui enseigner à défendre ces mêmes droits, sans toutefois s'arroger ceux qu'il n'a pas. Beaucoup de Princes, il est vrai, ont méprisé cette maxime d'équité naturelle ; mais aussi plusieurs, en voulant dépouiller les autres, se sont vu dépouiller eux-mêmes. Que le Prince s'efforce donc de comprendre quelle est la fin de l'autorité et quels sont les moyens de la bien exercer ; qu'il sache que, sans beaucoup de travaux, il n'est point d'administration bonne et heureuse ; qu'il se garde bien de penser que cette fin est dans la jouissance des grandeurs, des honneurs, des richesses et des divertissements du monde ; qu'il comprenne aussi que, dans les

affaires qu'il est appelé à diriger un jour, il doit prendre pour règle l'éternelle et divine raison et non les idées humaines ; que si tant de personnes ont échoué et échoueront encore tous les jours dans leurs entreprises, c'est que, toujours courbés vers la terre, les hommes ne mesurent tout que d'après les idées terrestres. Leurs espérances, leurs craintes, leurs avantages, leurs appuis, tout est de la terre ; et, non contents de subordonner à tout les choses éternelles, ils en bannissent le souvenir de leur esprit, et jamais ils n'élèvent au Ciel ni leurs yeux ni leurs cœurs. De là, l'inévitable chute des républiques, des royaumes et des empires. Le Psaume 406 dépeint des plus vives couleurs ce que nous avons la douleur de voir de nos jours. Inculquez à votre élève en temps opportun et avec suavité, mais le plus souvent et le plus efficacement possible, afin qu'il ne les oublie jamais, les enseignements que le Psaume second nous donne (V. 40 et suiv.). S'il est quelque espoir de salut pour un Prince et pour un Etat, il est tout entier dans la pratique de ces divines règles, et sans elles les plus belles espérances ne sont rien. L'histoire, et surtout l'Histoire sainte aux Livres des Rois, met sous les yeux ce que doivent espérer les Princes, ce qu'ils ont à craindre : elle jette de vives lumières sur les tristes événements dont nous sommes les témoins.

» Quant aux exercices de piété, il ne faut en imposer à un prince qu'avec modération. La raison en est claire. On ne doit pas, pour faire avancer un jeune prince dans la vertu, se servir d'une méthode, parce qu'on pourrait l'employer avec succès dans l'éducation des enfants ordinaires ; et encore, à l'égard même de ces derniers, si l'on en croit l'expérience, des exercices de piété trop longs et trop multipliés sont-ils plus nuisibles qu'avantageux. « Ne cherchons pas à rendre trop religieux ceux qui vivent avec nous, » écrivait saint François de Borgia aux Pères de la province de Guienne en 1568. S'il en est ainsi pour nos jeunes pensionnaires, que sera-ce donc pour un prince ?

» Mais, je l'ai déjà dit : le Seigneur, à votre demande, vous accordera son esprit. Ne négligeons ni soins ni prières pour que la fin soit toujours en vue, et que les moyens proportionnés à cette fin soient bien connus, sans cesse et fidèlement mis en œuvre. Espérez en Dieu, faites le bien, priez le Seigneur, et il agira lui-même pour vous. »

Tels furent les avis que le Général de l'Institut donna aux deux Jésuites partant pour Prague. Ces conseils devaient être suivis à la lettre. Deplace et Druilhet, depuis longtemps versés dans la connaissance des hommes, s'y conformèrent avec un respect filial, mais ils arrivaient auprès du duc de Bordeaux dans des circonstances difficiles, et leur vue devait exciter des passions de toute nature. Le tiraillement des

Deplace
et
Druilhet
se ren-
dent à
l'invita-
tion du
vieux
Roi.

Le parti
légitimiste.

Ses divisions.

partis, les enthousiasmes inconséquents des uns, les désespoirs pleins de fidélité des autres, tous les désastres enfin de la défaite sans combat se reproduisaient à Prague ainsi qu'à Paris. Chaque fraction royaliste se croyait obligée de discuter ou de sacrer le Roi de l'exil. Chaque courtisan s'émancipait jusqu'à trouver dans le souvenir de ses obséquiosités passées assez d'indépendance monarchique pour tracer aux Bourbons un plan de conduite révolutionnaire. Quelques gentilshommes se faisaient démocrates, afin de caresser les instincts du peuple; des journalistes se mettaient à la suite des opinions les plus exagérées, et ils les outraient encore dans l'espoir d'acquiescer une ombre de popularité. Pour tout plan de campagne, les Royalistes ne savaient que s'attaquer. Les uns, retirés sous leur tente, se condamnaient à l'inaction; les autres avaient soif de toute espèce de bruit. Par les salons, par la presse, ils agissaient sur les Princes prosaïques; tandis que les hommes sages, et ce fut le plus grand nombre, laissaient aux Bourbons le soin d'élever le dernier descendant français de Louis XIV. La Révolution s'était donnée les Jésuites pour mot d'ordre contre la légitimité; les légitimistes les plus effervescents, devenus les alliés de la future démagogie, n'osèrent pas rompre le charme de ce mot.

Deux Pères de la Compagnie de Jésus se trouvaient investis de la confiance du Roi, ils allaient présider à l'éducation du duc de Bordeaux. On s'imagina que cette mesure n'était prise qu'afin de déjouer les complots d'enlèvement ou d'inauguration de règne préparés pour la majorité de Henri de France. La guerre civile, qui s'éteignait dans la Vendée Militaire, se ralluma tout à coup dans le faubourg Saint-Germain; elle fit porter ses efforts contre le vœu de la famille des Bourbons. Deux influences rivales étaient en présence: ce fut au milieu de cet étrange conflit que Deplace et Druilhet se virent engagés dès les premières heures de leur séjour à Prague. Ils connaissaient les difficultés que tant de mobiles secrets allaient provoquer; ils s'avaient même que le choix de leurs personnes n'était habile qu'autant que le Monarque saurait faire respecter sa volonté; mais, mis en avant par un parti contre un autre parti, ils ne se dissimulaient point que Charles X ne résisterait jamais aux obsessions dont il serait assiégé. Ils sentaient leur Institut ballotté par les diverses nuances royalistes, et la correspondance du Père Druilhet, si pleine de curieux détails sur cette mission, laisse à chaque page percer de tristes regrets.

Ils n'avaient à s'occuper que d'instruire le jeune Prince, que de le fortifier dans la vertu et dans la science. Les intrigues du dehors ou du dedans, fomentées par la duchesse de Guiche, leur restaient indifférentes; il n'en pouvait être ainsi du vieux Roi. Les fautes passées l'avaient

rendu moins confiant en sa propre force; il redoutait tout ce qui avait l'apparence de contrarier ses projets. On l'accusait d'avoir perdu la monarchie, on lui disait que son triomphe était assuré si rien ne dérangeait les plans concertés. Quoique Charles X n'ajoutât que très-peu de foi à ces décevantes promesses, il se croyait obligé, par affection dynastique, de laisser faire les entrepreneurs de restauration. Pour tous ces hommes qui accouraient de Paris les mains pleines de projets et ambassadeurs des divers comités, la famille royale devait être tenue en tutelle, puisqu'elle n'obéissait pas à leur impérieuse prière. Les Jésuites n'étaient bons qu'à dépopulariser le duc de Bordeaux, ou à lui inspirer des idées rétrogrades. Néanmoins, ces derniers se mirent à l'œuvre: ils travaillaient sur une heureuse nature; en quelques semaines, ils purent constater ses progrès¹.

Tandis que ces deux Pères développaient cette précoce maturité, se formant à l'école du malheur, l'orage s'amorçait sur leur tête. Parti de tant de points à la fois, de la *Quotidienne* et du *Journal des Débats*, du *National* et de la *Gazette*, il ne laissait aucune chance d'opérer le bien. Quand les Jésuites s'étaient présentés au Roi, Etienne Deplace lui avait dit: « Sire, nous sommes venus parce que vous l'avez voulu, nous nous en irons quand vous le voudrez. » Charles X ne souhaitait point leur départ; mais les enfants de saint Ignace comprenaient qu'il aurait la main forcée; ils s'étaient d'avance résignés à cette disgrâce. L'intrigue les pressait de toutes parts; à peine étaient-ils appelés, qu'on cherchait à les congédier. Peut-être eût-il été plus sage de ne faire ni l'un ni l'autre. On les avait arrachés à leurs travaux, et ils se voyaient un embarras diplomatique, un sujet de trouble autour des exilés, une cause involontaire de persécution pour la Société de Jésus. L'obéissance due au Général et la touchante confiance de l'orphelin royal les soutinrent dans cette épreuve. Le baron de Damas lutta avec eux, il se retira avec eux. L'évêque d'Hermopolis fut désigné pour les remplacer avec le mathématicien Cauchy. Après avoir vu couler les larmes du duc de Bordeaux et avoir recueilli les regrets de la famille, les deux Pères abandonnèrent Prague le 3 novembre 1833. Ils n'y avaient séjourné que quatre mois et demi; mais, dans ce court espace de temps, il leur fut donné de faire prendre une nouvelle direction aux études et au caractère de leur élève; ils

Intrigues nouées pour faire congédier les deux Pères.

Les Jésuites se retirent.

(1) Une lettre du père Druilhet, datée de Teplice, 8 juillet 1833, contient, sur les études et le caractère du duc de Bordeaux, des aperçus et des prédictions qui se sont tous réalisés. On y lit: « Dès ce moment, la confiance s'établit entre le maître et l'élève. — J'ai des défauts, lui dit le jeune Prince, mais je les connais et je désire sincèrement m'en corriger. — Monseigneur, il est deux moyens infaillibles. — Oh! quels sont-ils? — Réfléchir et se vaincre. A ces mots frappèrent tellement le jeune Duc qu'il en fit sa devise. »

purent donc, en lui disant adieu, bénir le Seigneur.

Cette évocation inattendue des disciples de Loyola, cet appel d'une famille proscrite de France pouvait inquiéter la dynastie d'Orléans et ranimer parmi les Révolutionnaires la haine contre les Jésuites. Le Roi Louis-Philippe et ses ministres apprécierent sagement alors la véritable position de l'Ordre de Jésus. M. Thiers lui-même, qui eut à ce sujet des conférences avec le Provincial, ne s'alarma ni pour le présent ni pour l'avenir d'une conduite toute naturelle et d'une déférence que les victimes des ordonnances du 46 juin 1828 témoignaient au Monarque signataire de ces mêmes ordonnances.

Le jour où Deplace et Druilhet se mirent en route pour remplir le vœu de Charles X, la Compagnie perdait une de ses gloires. Le Père Nicolas de Maccarthy expirait à Annecy le 3 mai. Né à Dublin en 1769, dans une de ces antiques familles irlandaises qui ont tout sacrifié à leur Foi, Nicolas de Maccarthy s'était, dès son enfance, destiné au Sacerdoce. La Révolution suspendit sa vocation sans interrompre ses études et ses bonnes œuvres. Quand la paix fut accordée à l'Eglise, Maccarthy se voua au service des autels. Dans le monde, il avait su, comme Tacite le dit d'Agricola, se faire excuser ou louer par la franchise de sa piété; dans le Sacerdoce, il éleva ses vertus jusqu'au sublime de la bonté. La perfection était un besoin de cette âme privilégiée; il la chercha dans la Compagnie de Jésus. Il fut tout à la fois le Bourdaloue et le Massillon de son époque; il régna par la parole dans un temps où l'art oratoire commençait à se transformer en métier. Il fut écouté, parce qu'il était convaincu; et, lorsque le trépas vint le saisir, l'Evêque d'Annecy voulut assister le Jésuite à ses derniers moments, afin d'apprendre de lui les joies chrétiennes de la mort¹.

A quelques années d'intervalle, le 2 mai

(1) Le Prélat écrivait le lendemain, 4 mai 1833 : « Sa belle âme n'a pas eu d'absence jusqu'au dernier moment : la Foi, la confiance et l'amour s'en étaient tellement emparées, qu'il n'a jamais plus dit un seul mot qui ne fût un éclair céleste qui sortait de ses entrailles comme d'un sanctuaire de piété ! Ah ! monsieur, si le père de Maccarthy était si grand en chaire par sa sublime éloquence, il nous a paru à tous un vrai géant à son lit de douleur. Jamais sermon si touchant, ni paroles aussi brûlantes que celles que nous avons entendues, pendant plusieurs jours, de cette bouche mourante. Ses confrères les Jésuites l'ont constamment assisté. Mes bons Prêtres, mes pieux séminaristes ne l'ont quitté ni le jour ni la nuit : tous ont ambitionné de recevoir sa bénédiction, et tous l'ont reçu avec une religieuse reconnaissance. Jaloux de conserver ce précieux dépôt, le chapitre de ma cathédrale m'a demandé de le placer dans cette église, où saint François de Sales avait si longtemps exercé son ministère. Je n'ai pas cru devoir refuser cet honneur et cette faveur à un Clergé qui y attachait un si haut prix; et, malgré les desirs et la modestie du vénérable défunt, qui aurait voulu reposer à Chambéry, au milieu de ses frères, nous le conserverons dans la cathédrale d'Annecy, et dans quelques heures mon chapitre et mes autres prêtres viendront enlever d'auprès de moi cet ancien ami pour le porter dans cette église antique qui tressaillera en recevant un tel dépôt. »

1837, la Compagnie voyait une pareille unité de regrets suivre au tombeau un autre de ses Pères. Un enfant du peuple, Nicolas-Marie Potot, né à Metz le 22 juillet 1774, attirait autour de son cercueil les mêmes respects que le descendant des Maccarthy. La vie de Potot avait été aussi agitée que l'époque dans laquelle il avait vécu. Licencié en droit, avocat à dix-sept ans au Parlement de Metz, soldat de la République française, chef de bataillon sous l'Empire, il avait au barreau comme sur les champs de bataille déployé autant de science que de bravoure. C'était un de ces hommes que les révolutions seules peuvent produire. Ses blessures le mettaient dans l'impossibilité de parcourir plus longtemps la carrière des armes. A ce cœur, pour qui le repos était un tourment, il fallait une activité incessante. La gloire militaire lui était interdite; il chercha dans la Religion un nouvel aliment. En 1818, il est ordonné Prêtre; aussitôt il se jette dans les œuvres de la charité avec cette ardeur qui l'emportait dans les combats. Il devient le missionnaire du Pays Messin, le père des pauvres, le consolateur de toutes les souffrances. Au milieu de ces dévouements, Potot qui, malgré ses soixante-deux ans, garde en son âme toute l'énergie de la jeunesse, aspire à entrer dans la Compagnie de Jésus. Il y est reçu en 1833, et le chef de bataillon de l'Empire et le Chanoine de Metz veut vivre et mourir Jésuite. Son nom était aussi populaire dans le nord de la France que ses vertus. On honorait en lui le vieux soldat mutilé au service de la République et le prêtre dont la parole fécondait la bienfaisance chrétienne. Sa mort précieuse devant le Seigneur fut un deuil public dans toute la ville de Metz. Ses compagnons d'armes, ses collègues du chapitre, les magistrats, les indigents de tout âge et de tout sexe qui avaient été ses plus chers amis, l'état-major de la place et le clergé, confondus autour de ses restes mortels, donnèrent un dernier témoignage d'estime au Jésuite, dont chacun célébrait le nom. L'épée et les épaulettes du soldat étaient déposées sur son cercueil à côté de l'étole du prêtre, et ce fut à travers les bénédictions de la foule, que les lugubres roulements du tambour ne parvenaient pas à couvrir, que le Père Potot descendit dans la tombe.

Isolés au sein des villes et se livrant à l'étude des sciences sacrées, les Jésuites, protégés par l'indifférence gouvernementale, s'efforçaient de reprendre le cours de leurs travaux. A Paris et dans les provinces, ils revenaient sans bruit; avec cette persévérance que rien ne fatigue, ils poursuivaient l'œuvre interrompue. Ils avaient mis à profit ces quelques années de silence pour former des orateurs et des guides spirituels. La pénurie des Paroisses, les besoins du Clergé leur laissaient un vaste champ à cultiver. Les Evêques commencèrent à les introduire dans

Quelques Evêques appelaient les Jésuites dans leurs diocèses.

Mort du père de Maccarthy et du père Potot.

leurs diocèses comme d'indispensables auxiliaires. L'administration et la magistrature se recrutèrent dans un cercle hostile à la Compagnie. Tous les fonctionnaires nourrissaient contre elle de vieilles inimitiés ou des préjugés que le manèment des affaires ne parvenait même pas à déraciner. Les Jésuites campaient au milieu de leurs ennemis ; ils agissaient, ils prêchaient sous leur regard inquisitorial, et ils n'offrirent jamais à la malveillance une occasion de les incriminer. Ils furent prudents lorsqu'on les poussait à se compromettre, réservés en face de chaque parti qui leur proposait de s'enrôler sous sa bannière. Se tenant à l'écart de toute intrigue, ils surent en peu de temps gagner l'estime de leurs adversaires au pouvoir et conserver la confiance de leurs amis dans l'opposition. Les Jésuites n'étaient point chargés de détruire le gouvernement ou de veiller à sa sécurité. Sous la branche aînée, on leur avait fait le reproche immérité de s'occuper des choses terrestres ; afin de ne pas voir se renouveler ces imputations, ils jugèrent utile de garder la plus stricte neutralité. D'autres soins remplissaient leur vie, et ce fut à dater de cette époque que, toujours brûlants du désir d'étendre le royaume du Christ, ils propagèrent le mouvement catholique par la chaire, par le tribunal de la pénitence et par les retraites spirituelles.

Il se rendit le mouvement religieux par la chaire et par la direction. Avec le gouvernement de Juillet, il n'était plus possible d'arriver aux honneurs ou à la fortune par une piété monteuze. L'Eglise ne devenait plus le piédestal des ambitions impatientes. La tartuferie politique succédait à l'hypocrisie religieuse ; la conviction seule pouvait, et non sans peine, faire excuser la pratique des devoirs. En présence de cet état de choses, les Jésuites crurent que le principe chrétien devait reconquérir son ancienne splendeur ; ils se dévouèrent à ce travail de recomposition. Les Evêques les soutinrent, ils les patronèrent, et la voix des disciples de saint Ignace retentit sur tous les points de la France. Ils avaient embrassé un rude apostolat. Ils annonçaient les vérités éternelles dans les cathédrales des grandes cités comme au fond de la plus modeste église de village ; ils évangélisaient les riches et les savants de la terre en même temps qu'ils distribuaient aux petits enfants le pain de la parole divine. Cette multiplicité d'œuvres saintes ne réalisait pas encore l'espoir qu'ils s'étaient proposé. Il fallait, pour faire porter des fruits de salut aux nouvelles générations, entretenir le feu sacré dans le cœur du Prêtre, lui inspirer l'amour des devoirs sacerdotaux, le conduire par le recueillage à une perfection plus entière et ranimer les ardeurs de la charité que l'isolement affaiblissait quelquefois.

L'usage des retraites ecclésiastiques n'était pas très-répandu ; la disette d'orateurs parlant avec l'autorité de la vertu et de la science se faisait

vivement sentir dans le Clergé, absorbé par les soins pastoraux. Il importait de créer une pépinière de prédicateurs qui expliqueraient chaque année aux Ecclésiastiques administrant les Paroisses les obligations du sacerdoce. Les Jésuites se consacrèrent à cette laborieuse mission : Sur les traces des Pères Gloriot, Caillat et Varlet, ils marchèrent dans cette voie inexplorée. Maxime de Bussy, Etienne Deplace, Renault, Goudelin, Chaignon, Lefebvre, Guillermet, Besnoin, Possoz, Millet, Levé, Morin, Leblanc, Philippon et Rousseau entreprirent la tâche la plus difficile qu'il y ait au monde, celle de rappeler à des Prêtres le sublime sacrifice auquel ils se sont condamnés. Le Clergé accepta avec reconnaissance des paroles qui le fortifiaient dans l'accomplissement de ses vœux. Les Jésuites furent ses guides dans l'oraison, ses frères dans la charité, ses vicaires dans la direction des églises. Un sentiment d'émulation les réunit dans la même pensée, et les Evêques, heureux de cette féconde fraternité, ne tardèrent pas à s'y associer. Les Pères de la Compagnie devinrent les orateurs de la plupart des retraites pastorales ; en 1844 ils en donnèrent soixante, et ils ne purent bientôt plus suffire aux demandes de l'Episcopat et du Clergé.

Pendant ce temps, d'autres enfants de l'Institut apparurent dans les chaires de la capitale et des villes les plus importantes. Ravignan, Bazin et les deux Deplace, Delfour et Marquet, Humphry et Guyon, Lefebvre et Valgalier, Lartigue et Maillard, Arthur Martin et Bouix, Studer et Ferrand, Chervaux et les deux Valantin, Lavigne et Corail, Soimié et Nampon, les deux Liot et Fantin, Bellefroid, Bertrand et Pierre Leroux ressuscitèrent l'éloquence sacrée. Ils apprirent aux Catholiques à bénir le nom de la Compagnie.

On avait fermé à l'Ordre de Jésus la carrière de l'enseignement, il lui était interdit de répondre à la confiance des familles et de jouir d'un droit proclamé par la Charte de 1830. Les Jésuites ne peuvent former des savants, ils travaillaient à faire des chrétiens. Les succès qu'ils obtenaient ne tardèrent pas à éveiller l'attention des débris de la philosophie du dix-huitième siècle. Il y avait des vétérans révolutionnaires qui prenaient au sérieux les exagérations de la presse libérale et qui, en voyant un Prêtre dans un disciple de Loyola, ne demandaient pas mieux que de le censurer ou de le flétrir par la seule raison qu'il était catholique. A côté de ces hommes n'ayant jamais eu que la brutale audace de la proscription, il surgissait une autre école qui, traduisant en apothéogmes ecclésiastiques les principes de 1793, enveloppait ses jalousies de nuages transparents et les soufflait au cœur de la jeunesse avec un ferveur corruptrice. Cette école, dont les passions studieuses ne faisaient qu'irriter la soif de l'or, des plaisirs et des honneurs, envahissait toutes les avenues du pouvoir.

traites
ecclé-
siasti-
ques.

Leur
succès
inquiète
l'Univer-
sité.

Elle avait pris à bail la régénération de l'humanité, et, sous ses préceptes déléteurs, l'humanité tombait en dissolution comme un corps gangrené.

Ces deux systèmes, sans procéder par les mêmes moyens, tendaient au même but. Afin d'y arriver plus sûrement, ils avaient essayé de s'immobiliser dans l'Université de France. La plupart des professeurs qui l'Etat donnait à la jeunesse supportaient avec douleur le joug auquel ils se sentaient attachés. Ils rougissaient de honte en cherchant à comprendre les théories d'impiété ou d'indifférence religieuse qu'on leur inculquait, et plus d'une fois on avait entendu quelques Universitaires démasquer courageusement de pareilles manœuvres. Mais, disséminés dans les villes de province ou sans influence dans Paris, ils n'avaient pas, comme les antagonistes du Catholicisme, un centre d'action, un lien commun, une franc-maçonnerie philosophique. De même qu'aux meilleurs jours de la Restauration, l'Université se voyait débordée. Elle était sous la férule d'un petit nombre d'auteurs intriguants. Malgré M. Guizot et malgré M. de Salvandy, la minorité savait dominer par la crainte ce peuple d'instituteurs. Le 22 août 1823, l'abbé de La Mennais, s'adressant à l'Evêque d'Hermopolis, alors grand-maître, dénonçait les audacieux abus introduits dans les collèges.

« Une race impie, dépravée, révolutionnaire, écrivait l'auteur de *l'Essai sur l'Indifférence*, se forme sous l'influence de l'Université. Déjà, dans ses pensées aveugles et dans ses espérances sinistres, cette jeunesse turbulente méprise des bouleversements; elle sait que le monde lui appartient, et le monde, dans un temps peu éloigné, apprendra, si rien ne change, ce que c'est que d'être livré à des hommes qui dès leur enfance ont vécu sans loi, sans religion, sans Dieu.

« Une sorte de régularité extérieure, des actes de culte exigés par les règlements trompent encore, sur l'état réel des écoles, quelques personnes confiantes qui ignorent que ces actes dérisoires ne sont le plus souvent qu'une profanation de plus. Mais ce qui pourrait paraître incroyable, et n'est cependant que trop certain, c'est que, malgré des apparences commandées, on parvient quelquefois à ôter aux élèves jusqu'à la possibilité de remplir leurs devoirs religieux. Ainsi, le chef d'un collège avait réglé le nombre d'enfants que l'aumônier devait confesser en une heure; un d'eux ayant dépassé le temps fixé, et voulant achever sa confession, fut enlevé de force du confessionnal par un des maîtres d'étude.

» Monseigneur, je lis dans l'Evangile que, les disciples de Jésus-Christ, éloignant de lui les petits enfants qu'on lui présentait, il fut ému d'indignation et leur dit : « Laissez les petits » enfants venir à moi, et ne les empêchez pas

» d'approcher; car c'est à ceux-là qu'est le » royaume de Dieu. »

» Ne pouvons-nous pas adresser à l'Université les mêmes paroles? ne pouvons-nous pas lui dire : « Laissez les petits enfants qui vous sont confiés venir à Dieu, à Jésus-Christ, et ne les empêchez pas d'approcher : ne leur fermez point la voie du salut : ne souffrez pas que l'on corrompe par des leçons d'impiété et des exemples de libertinage la pureté de leur foi et l'innocence de leurs mœurs. Un compte terrible vous sera demandé de ces jeunes âmes que Dieu appelle à son royaume : malheur à qui les dépouille de ce céleste héritage, ou qui permet qu'on le leur ravisse ! Trop longtemps on les a séparés de leur père ; laissez-les revenir à lui : que vos écoles cessent enfin d'être les séminaires de l'athéisme et le vestibule de l'enfer. »

Ces éloquentes colères, autorisées par la polémique, mais auxquelles l'impartialité de l'histoire ne peut pas souscrire sans examen, étaient un cri d'alarme qui retentit dans toutes les familles. La Mennais le jetait au nom de la Religion et de la patrie; jusqu'en 1840, les Jésuites se contentèrent de gémir en secret sur des maux dont il ne leur était pas permis de tarir la source. Leur action sur les masses et la confiance du Clergé furent pour les tyrans de l'Université un perpétuel sujet d'inquiétudes. Ils prirent ombrage de ces quelques Prêtres qui, sans autre appui que leur Foi, se portaient si intrépidement à la défense du Christianisme et de l'Eglise. Ils virent dans ce zèle, couronné de tant de succès, une attaque aux principes dont ils essayaient d'infecter le corps enseignant. Il fallait raviver par une guerre de mots les passions qui se calmaient, les vieilles animosités qui ne trouvaient plus d'écho : une croisade contre le Clergé fut résolue. La dénomination de Jésuite avait encore dans quelques souvenirs un prestige de terreur; on l'exhuma peu à peu.

Le premier symptôme de cette conspiration se manifesta chez M. Cousin. M. Cousin avait poussé sa philosophie aux grandeurs. Il la faisait riche, puisqu'il ne parvenait pas à la rendre intelligible. Brillant rhéteur, écrivain impétueux, il avait, comme tous les sophistes, l'amour de la domination et du paradoxe. Placé à la tête de l'instruction publique, il voulut y signaler son passage par une innovation décelant ses tendances. Il ne trouva rien de mieux que de glisser au programme officiel pour le baccalauréat és-lettres les deux premières provinciales de Pascal. Imposer à la jeunesse un livre condamné par l'Eglise, c'était un défi au Clergé, à la famille, à l'Etat lui-même. M. Cousin s'avouait cela; mais l'Université voyait son monopole sapé par toutes les intelligences et par toutes les probités. La liberté d'enseignement ne devait pas être comprimée plus longtemps pour le triomphe de l'éclectisme; il importait d'en finir avec cette

L'abbé
de La
Mennais
et le
corps
ensei-
gnant.

M. Cousin glissa au programme du baccalauréat les deux premières provinciales.

promesse qui ne se réalisait jamais. En habiles tacticiens, les Universitaires se firent de la Compagnie de Jésus un rempart. On songeait à émanciper la famille : tout aussitôt ils évoquent le fantôme du Jésuitisme.

De 1830 à 1840, les deux tribunes législatives, la presse et les divers partis n'ont cessé de railler les frayeurs des Dupin, des Portalis et des Montlosier de la Restauration. Tout le monde alors confessa que leurs craintes étaient chimériques ; chacun même admit le public au déploiement de ses forces, et M. Saint-Marc Girardin, l'un des chefs de l'Université, disait à la Chambre des Députés ¹ en parlant des disciples de l'Institut : « Comment, messieurs, vous avez peur de cette Société sans cesse traquée et toujours immortelle ! vous en avez peur, et lorsque je consulte votre histoire, je vois qu'en 1763 vous l'avez vaincue, et aujourd'hui vous avez tout ce que vous ont donné nos pères : vous avez je ne sais combien d'éditions de Voltaire, espèce d'artillerie qui combat sans cesse les Jésuites ; vous les avez répandues partout ; vous avez plus que les anciens Parlements, vous avez la tribune, tous les pouvoirs publics ; vous êtes vous-mêmes debout, tout prêts à frapper avec les lois tous ceux qui voudraient attenter aux libertés publiques ou inspirer des doctrines funestes. Et, malgré tant de pouvoir et de puissance qui vous viennent de vos devanciers, de vous-mêmes, de vos écrivains immortels et de vos lois, malgré tout cela, vous avez peur. Mais je ne mets pas si bas la civilisation de 89 qu'elle ait peur des Jésuites. Je crois qu'elle est capable de supporter, de combattre la concurrence. Et, quant à moi, je ne ferai jamais un aveu qui nous abaisserait à ce point dans l'opinion de l'Europe.

Le courage contre la Société de Jésus était si bien passé dans les mœurs que le *Journal des Débats*, à la date du 4 janvier 1839, en faisait parade lui-même. Il s'exprimait ainsi : « Est-ce bien sérieusement que l'on redoute aujourd'hui les empiétements religieux et le retour de la domination cléricale ? Quoi ! nous sommes les disciples du siècle qui a donné Voltaire au monde, et nous craignons les Jésuites !

» Nous vivons dans un pays où la liberté de la presse met le pouvoir ecclésiastique à la merci du premier Luther venu qui sait tenir une plume, et nous craignons les Jésuites !

» Nous vivons dans un siècle où l'incrédulité et le scepticisme coulent à pleins bords, et nous craignons les Jésuites !

» Nous sommes Catholiques à peine, Catholiques de nom, Catholiques sans foi, sans pratiques, et l'on nous crie que nous allons tomber sous le joug des Congrégations ultramontaines !

» En vérité, regardons-nous mieux nous-

mêmes, et sachons mieux qui nous sommes ; croyons à la force, à la vertu de ces libertés dont nous sommes si fiers. Grands philosophes que nous sommes, croyons au moins à notre philosophie. Non, le danger n'est pas où le signalent nos imaginations préoccupées. Vous calomniez le siècle par vos alarmes et vos clameurs pusillanimes. »

Telle était en 1839 la situation des esprits ; le *Journal des Débats* la constatait. Avec un luxe de railleries au moins inconvenantes, il faisait trophée de la corruption ou de l'indifférence ; il inspectait les faisceaux d'armes philosophiques déposés dans les arsenaux de l'Etat, de l'Université et de la Presse contre les enfants de saint Ignace, et il souriait devant des frayeurs imaginaires qu'il n'avait pas intérêt à propager. Le temps n'était pas venu où il allait s'écrier ¹ dans le paroxysme de son effroi : « Qu'importe que les Moines de la rue des Postes ou de la rue de Sala soient des Saints, s'ils cachent dans les plis de leur robe d'innocence le fléau qui doit troubler l'Etat ? Qu'ai-je affaire de vos vertus, si vous m'apportez la peste ! »

En 1839, le mot d'ordre était d'inspirer une sécurité parfaite et de voir les choses sous leur véritable aspect ; en 1840, l'on commence à croire qu'il faut donner un aliment à l'éternel besoin de controverse qui travaille la France. L'Université fit accepter le Clergé et les Jésuites. Dans l'intervalle de quelques mois, ils se présentèrent menaçants et redoutables. M. Cousin honorait l'auteur des *Provinciales* aux dépens de la jeunesse ; il inaugura cette levée de boucliers en faisant glorifier l'écrivain janséniste par l'Académie. Il proposa l'éloge de Pascal comme sujet du prix d'éloquence, et le 4⁵ mai 1842, M. Lherminier put dire avec toute raison dans la *Revue des deux Mondes* : « Pascal écrivit les *Provinciales*, et le démon de l'ironie fut déchaîné contre les choses saintes. Les Jésuites reçoivent en apparence tous les coups ; mais la Religion en est frappée avec eux. Pascal a préparé les voies, Voltaire peut venir. »

Voltaire vint en effet ; l'impudique insulteur de Jeanne d'Arc eut son ovation au sein de l'Académie française.

Cette émeute d'Universitaires, qu'aucune réaction, qu'aucune attaque n'avaient provoquée et qui s'élançait dans la rue pour maintenir le Monopole dont la liberté s'appretait à faire justice, tira l'Episcopat de sa réserve habituelle. Les Evêques vivaient dans leurs diocèses, loin de la Cour ; et, concentrés dans leurs sollicitudes pastorales, ils ne s'occupaient qu'à développer le germe chrétien. Selon une parole de M. Guizot : « La majorité, la grande majorité du Clergé ne songeait qu'à accomplir sa tâche religieuse et morale ; elle ne demandait pas mieux que de

M. Cousin fait proposer l'éloge de Pascal pour prix d'éloquence.

L'ecclésiastisme envahit tout le corps enseignant.

(1) *Moniteur* du 23 mars 1837, p. 635.

(1) *Journal des Débats* du 10 mars 1843.

s'y dévouer en s'y renfermant. » Mais cette abnégation ne faisait pas le compte des turbulences et des vanités de rhéteur. Il fallait engager quelques Prélats dans la querelle, afin d'acquiescer le droit de les confondre tous sous la même accusation de connivence avec les Jésuites. L'Université, par son petit troupeau d'enfants perdus de l'éclectisme, avait jeté dans ses chaires ou dans ses ouvrages de désolantes doctrines.

Tout y était Dieu, excepté Dieu lui-même; tout, dans leurs théories, devait être vrai, excepté la vérité. Les adeptes les plus fervents de cette nuageuse philosophie, qui crée l'obscurité afin d'introniser le scepticisme, envahissaient les Facultés du royaume. On les plaçait à Paris, à Lyon, à Toulouse, à Strasbourg, à Bordeaux, comme des jalons. Leur enseignement était contraire aux intérêts de la Foi, de la Famille et de l'Etat; l'Etat les laissait agir; les Archevêques de Toulouse et de Lyon, les Evêques de Chartres et de Belley furent les premiers à prendre en main la défense des principes sociaux. A part leur devoir de pasteurs des âmes, ils avaient, comme citoyens, un droit incontestable à examiner, à juger des systèmes qui se produisaient par la voie du professorat ou de la publicité. Dans un temps où l'on discute les Rois et les Pontifes, où les bases de l'autorité religieuse et civile sont mises en question comme des problèmes, l'Université prétendait accaparer le privilège de tout nier, de tout détruire, et celui plus exorbitant de condamner au mutisme les hommes qui refusaient de porter son joug. Elle était l'agresseur, et, au premier mot de réponse, elle criait à la persécution.

On devenait intolérant par cela seulement que l'on ne consentait pas à laisser quelques pédagogues répandre en paix leurs semences de doute. L'Université s'était abritée derrière les journaux révolutionnaires; ils lui servaient de camp retranché; et, en faisant elle-même son éloge dans ces feuilles, elle s'imposait aux béates admirations de la foule. Maîtres de la presse libérale par la camaraderie ou par la conformité de sentiments, les belliqueux Universitaires organisent une opinion publique, et de tous les points à la fois ils dirigent le feu contre l'Episcopat. Avec les pères de famille, les Evêques réclamaient la liberté d'enseignement; on les peint comme des despotes tendant à asservir la pensée humaine. Ils trouvaient un appui naturel dans les journaux catholiques ou indépendants; on se fait une arme de la polémique de ces journaux. L'on s'empare de leurs colères répondant à d'autres colères. La guerre était déclarée des deux côtés; les avocats de l'Université s'aperçoivent que la victoire ne tardera pas à leur échapper et que le bon sens public fera tôt ou tard justice de leur complot permanent contre les droits de tous. Ils cherchent un type pour

personnifier leurs rancuneuses passions. En 1842, ils se souvinrent de 1827; ils jetèrent dans la mêlée le spectre du Jésuitisme.

Depuis l'ère de juillet, ils avaient mille fois proclamé que l'omnipotence des Jésuites n'avait été pour eux qu'une ingénieuse fiction, à l'aide de laquelle il leur était plus facile de battre en brèche le Christianisme et la Monarchie. Peu de mois avant cette prise d'armes, ils affirmaient encore que les Pères n'existaient pas, tout à coup ils les ressuscitent; puis les morts de la veille sont les instigateurs et la cause des combats du lendemain. Comme en 1828, on s'apprête à doter les enfants de saint Ignace d'une de ces puissances occultes qu'avec les cent voix de la presse il serait impossible au prince le plus entreprenant de maintenir durant vingt-quatre heures. On procède par les mêmes moyens; et, chose qui confond la raison, on obtient le même résultat. Jusqu'à ce jour, l'existence des Jésuites n'a été un mystère ni pour le gouvernement, ni pour la révolution, ni pour l'Université. M. Thiers, qui aspire à concentrer dans sa personne ces trois pouvoirs, dont les anomalies n'ont rien d'effrayant pour sa loquace ambition, connaissait cette existence lorsqu'il était à la tête des affaires. Alors il ne craignait pas d'entourer les disciples de l'Institut d'une modération bienveillante, il rendait justice à leur prudence; il osait même sourire des terreurs que leurs adversaires affectaient.

Mais, exilé du ministère, il essayait de remettre à neuf sa popularité, tant de fois compromise par des mesures aussi fatales à la liberté qu'à l'honneur de la France. Il n'avait pu tuer la presse sous ses coups, il l'achevait en lui dictant son éloge. Le journalisme constitutionnel souscrivit à ce marché, et en échange d'un pareil sacrifice, il contraignit M. Thiers à prendre sous son patronage les attaques de l'Université. Les Jésuites avaient un ennemi de plus, mais un ennemi sans haine et sans amour, rapetissant toutes les questions au niveau de son égoïsme, et, après avoir épousé les querelles d'autrui, les exploitait dans l'intérêt de ses vanités. M. Thiers était dépositaire du secret d'un grand nombre de consciences. Il en avait tant marchandé, tant acheté, il avait fait de ce trafic un tel instrument de règne et de corruption qu'il ne voyait jamais l'humanité que sous son plus mauvais aspect. M. Thiers possédait admirablement la stratégie parlementaire. Il devinait les moyens d'apprivoiser les Aristides de la tribune et les Cincinnatus de la plume; il crut qu'une guerre contre le Clergé et les Jésuites le ramènerait au Ministère.

Ce n'était ni à l'Episcopat ni à la Compagnie de Jésus que M. Thiers prétendait être hostile; mais à M. Guizot. Le publiciste protestant, plus magistral, plus digne dans ses mœurs, dans son langage et dans ses croyances, se regardait

Ses
pr
mières
attaques
contre
les Jésu-
tes.

Son into-
lérance.

M.
Thiers et
M. Gui-
zot.

tenu, par le seul fait de la différence des cultes, à de justes égards envers les Pontifes de l'Eglise catholiques. Religieux par instinct et par raison, ne cherchant pas la célébrité, comme M. Thiers, sur chaque borne de la rue, il répugnait à l'idée de mêler son nom aux excès que le scepticisme moqueur de son rival allait inspirer. M. Guizot, aimant le pouvoir pour le pouvoir lui-même, le prenait au sérieux; M. Thiers n'y voyait qu'un moyen et jamais un but. L'un désapprouvait cette croisade sans motifs, qui ne devait aboutir qu'à des résultats sans portée; l'autre s'y jetait, poussé par son insatiable besoin de mouvement.

Quand l'Université eut passé la revue de ses forces et calculé le nombre de ses auxiliaires, elle attaqua à visière découverte. Le 15 avril 1842, deux suppléants de l'Ecole Normale se présentent aux Collèges royaux de Charlemagne et de Henri IV. Dans l'espoir d'impregner les élèves de leurs passions, ils donnent pour sujet de discours français : « Arnauld accusant les Jésuites en défendant l'Université ¹. » Le zèle avait emporté trop loin ces jeunes rhéteurs; le grand-maître, M. Villemain, leur recommanda plus de circonspection. Mais, pour leur fournir un modèle d'agression parlementaire, on l'entendit, le 30 juin 1842, attaquer la Compagnie de Jésus : « Quel souvenir plus instructif aujourd'hui même, disait-il à l'Académie française, et quelle polémique plus intelligible pour notre temps que la résistance de tant d'hommes éclairés et vertueux, dont Pascal était l'âme et la voix, et leurs combats passionnés contre cette Société remuante et impérieuse que l'esprit du gouvernement et l'esprit de liberté repoussent également ! » Ainsi, d'après le Ministre de

l'instruction publique, l'esprit de liberté procédait par l'intolérance; aux yeux de l'autorité, il n'acquiescât droit de vie qu'en repoussant une classe de citoyens. Ces singulières théories trouvaient de l'écho. On y applaudissait avec fureur; la presse les commentait chaque jour avec des frayeurs incompréhensibles. Le pouvoir jetait le cri d'alarme; toutes les nuances de l'opposition anticatholiques prirent ce cri au sérieux. M. Dupin, devant l'évocation des Jésuites, pâlit sur son siège de Procureur-général à la Cour de cassation; M. Mignet essaya ses forces ¹ contre « cette Société fameuse qui ne reconnaît d'autre gouvernement que celui de Rome, n'a d'autre patrie que la Chrétienté et ne sort de sa mystérieuse obscurité que pour repaître en dominatrice parmi nous. »

Au dire des plus hauts fonctionnaires, les Jésuites étaient les maîtres de la situation; ils absorbaient la France; ils régnaient à la place de Louis-Philippe; ils gouvernaient malgré les ministres; du fond de la rue des Postes, ils avaient prise sur les deux Chambres. Les uns les accusèrent de tendre au renversement du trône; les autres affirmèrent qu'ils avaient la force et la volonté de bouleverser les Institutions. Ce fut la thèse la plus commune; la *Gazette de France* en inventa une nouvelle. Les Jésuites lui apparurent sous les traits des plus formes appuis de la Royauté de 1830. Ils avaient prêté leur concours à la dynastie d'Orléans; ils l'avaient patronnée; et, puisqu'ils n'étaient ni Gallicans ni Réformistes, la *Gazette* les abandonnait à l'ingratitude de leurs anciens protégés ².

(1) Séance de l'Académie française du 8 décembre 1842.

(2) On lit dans la *Gazette de France* du 29 décembre 1844 :

« Il est hors de doute que les Jésuites ont rendu de très-grands services à l'ordre de choses actuel. Ce sont eux qui ont plaidé sa cause à Rome; ce sont eux encore qui, par leur action, ont rallié une partie du Clergé au nouveau gouvernement. Partout enfin où leur influence a pu s'exercer, elle a été favorable à la dynastie de 1850. Ils ont blâmé de la manière la plus formelle l'opposition qu'on faisait à son gouvernement. Ils ont continuellement représenté l'avènement d'un régime nouveau comme un effet de la volonté de la Providence qu'il fallait respecter, et leur tendance a toujours été d'éloigner les esprits des luttes de la politique pour les occuper uniquement de la Religion; si bien que les Royalistes qui ont subi leur direction se sont ou rattachés à la Royauté de juillet, ou du moins détachés de leurs opinions, au point de ne plus les regarder que comme un souvenir qui ne devait devenir pour eux le principe d'aucune action politique. »

Et plus loin, la *Gazette* ajoute :

« Les services que les Jésuites rendaient avaient quelque chose d'intime et de confidentiel qui ne pouvait être apprécié que par un gouvernement personnel. Ils savaient très-bien que la révolution qui domine dans les assemblées, loin de leur être favorable, leur était contraire; aussi ce n'est pas pour elle qu'ils avaient travaillé, et ce n'est pas sur elle qu'ils comptaient. L'espoir qui était entré dans leur esprit était le même que celui qui avait décidé l'Autriche à favoriser l'ordre de choses actuel; ils pensaient, comme elle, que le nouveau gouvernement fondé en France réussirait à se mettre hors de page, et prendrait place parmi les gouvernements absolus; ce qui leur permettrait de tenir les promesses qui leur avaient été faites en échange de leurs bons offices.

Sujet de composition : ARNAULD CONTRE LES JÉSUITES.

(1) Le thème offert simultanément à ces deux Collèges était ainsi rédigé :

« Arnauld contre les Jésuites au nom de l'Université. » Pierre Barrière avait formé le projet d'assassiner Henri IV. Il fut arrêté à Melun comme il allait l'exécuter, et rompu vif le 26 août 1595. Il déclara sur l'échafaud qu'il avait été porté à ce crime par les Jésuites. L'année suivante, Antoine Arnauld, avocat, plaida devant le Parlement au nom de l'Université, dont il était l'élève, et demanda l'expulsion de la Compagnie hors du royaume.

« L'exorde sera tiré du nom même de la Compagnie de Jésus. Est-ce là le devoir que ce non privilégié leur impose? est-ce là ce qu'ils ont promis au Saint-Père en recevant de lui le droit de le porter?

« On ne s'aperçoit pas qu'ils observent beaucoup leurs vœux de pauvreté et d'obéissance : au contraire, brignes, ambitions... A quels autres faut-il imputer les forfaits de la Ligue?

« Pie IV leur a accordé la direction des Séminaires et de quelques Collèges; or, y a-t-il sûreté à leur confier la jeunesse, et c'est l'assassinat qu'ils enseignent?

« Bloge de l'Université; garanties qu'elle donne.

« Système accapareur des Jésuites. Depuis cinquante ans que leur Société s'est formée, déjà les voilà confesseurs des Rois de France et maîtres d'une partie de la jeunesse.

« En mettant le poignard aux mains de cet homme, ils l'ignorèrent pas qu'ils risquaient le salut du royaume. Quoi! alors, pensaient-ils servir la Religion en faisant assassiner la Roi de France?

« C'est au Parlement, le premier corps de l'Etat, qu'il appartient de le préserver contre cette ambition impie, de ne pas souffrir qu'on donne à la jeunesse des enseignements douteux et aux peuples des poignards. »

La presse révolutionnaire et la presse légitimiste.

Tous ces rêves de cerveaux malades, tous ces dangers factices auxquels chaque parti s'efforçait d'arracher la France, préoccupaient fort peu l'attention publique. Le peuple refusait de se laisser prendre au piège de 1828. Il cherchait à s'expliquer le bruit que la presse et la tribune faisaient autour de lui ; il demandait à sentir lui-même l'action d'un de ces invisibles Jésuites qu'on disait être assis au foyer de chaque famille, qu'on peignait comme disposant de la fortune du pays et complotant dans l'ombre son asservissement. Le peuple se montrait incrédule à ces étranges récits ; il restait indifférent aux passions qu'on essayait de lui souffler au cœur : on résolut de faire violence à cette attitude par une émeute de toutes les capacités philosophiques et législatives.

Dans les premiers mois de l'année 1843, un livre parut sous le titre : « *Le Monopole universitaire, destructeur de la Religion et de la Liberté.* » Ce livre était signé par l'abbé des Garets, Chanoine de la Métropole de Lyon. Jamais peut-être plus rude coup n'avait été porté à l'Électisme. C'était un acte formidable d'accusation, un réquisitoire accompagné de toutes les pièces probantes. Au premier coup d'un pareil canon d'alarme, retentissant aux oreilles de l'Épiscopat, des familles et de l'Europe entière, l'Université, mise sur la sellette, se

jugea blessée à mort. Cet ouvrage la saisissait dans ses œuvres vives, et il en étalait les plaies. Né d'une pensée catholique, il semblait avoir été inspiré par ces paroles de M. Dubois, membre du Conseil de l'instruction publique et directeur de l'Ecole Normale ¹ : « Rien de stable, rien de grand ne peut se tenter, disons plus, rien de moral, car aucune conviction libre ne peut vivre dans un corps comme celui de l'Université, sans cesse exposée à démentir le lendemain ce qu'elle professait la veille. Il y a longtemps que, pour la première fois et les premiers, avec suite, méthode et fidélité, nous avons réclamé contre le monopole, destructeur de toute croyance et de toute instruction. »

Le *Monopole*, dont, comme on le voit, un des chefs de l'Université, à lui-même fourni le titre, développait cette terrible accusation portée par le *National* en septembre 1842 : « L'éducation que donne l'Université, disait la feuille républicaine, est impie, immorale, incohérente. Nous renonçons à tracer ici le sombre tableau qui est malheureusement sous nos regards ; mais que nos lecteurs songent un instant à ce que le régime où nous vivons a fait d'une grande partie de la jeunesse française, et ils pourront trop aisément suppléer à ce que nous taisons.

» L'éducation première, dont l'Université est responsable, a fait place chez nous à une école d'égoïsme et de corruption prématurée. »

La plainte du *National*, passant dans les harangues des députés radicaux et calvinistes, empruntait quelque chose d'officiel au *Journal des Débats*. Le 6 novembre 1842, on lisait dans ses colonnes : « L'école éclectique, pour l'appeler par son nom, est aujourd'hui maîtresse et maîtresse absolue des générations actuelles. Elle occupe toutes les chaires de l'enseignement ; elle en a fermée la carrière à toutes les écoles rivales ; elle s'est fait la part du lion ; elle a tout pris pour elle : ce qui est assez politique, mais ce qui est un peu moins philosophique. Le public a donc le droit de demander compte à cette école du pouvoir absolu qu'elle a pris et que nous ne lui contestons pas d'ailleurs ; elle a beaucoup fait pour elle, nous le savons ; mais qu'a-t-elle fait pour le siècle ? qu'a-t-elle fait pour la société ? où sont ses œuvres, ses monuments, les vertus qu'elle a semées, les grands caractères qu'elle a formés, les institutions qu'elle anime de son souffle ? Il est malheureusement plus facile de s'adresser ces questions que d'y répondre. »

L'auteur du *Monopole Universitaire* ne s'était pas montré d'aussi facile accommodement que la feuille doctrinaire. Comme elle, il s'adressait la même interrogation ; mais dans les œuvres de ces philosophes, se faisant du professorat un marchepied pour arriver aux honneurs et aux richesses, il trouvait la réponse que leurs frères

Ce que c'était que ce livre et comment il fut critiqué.

» Ainsi les Jésuites étaient tout à la fois favorables à la dynastie et contraires à ceux qui avaient élevé la dynastie sur le pavois ; ils acceptaient le résultat de la révolution, mais ils repoussaient les principes de la révolution ; ils étaient dynastiques sans être révolutionnaires. Bien loin de là, ils étaient dynastiques afin d'enlever la dynastie aux Révolutionnaires, et à condition qu'elle serait placée dans des conditions nouvelles, qui lui permettraient de payer aux Jésuites la dette qu'elle avait contractée envers eux, et qu'elle la mettrait à portée de rendre des services à la Religion en France.

» Ceci explique parfaitement la levée générale de boucliers qui a eu lieu dans tout le camp dynastico-révolutionnaire contre les Jésuites. L'alarme a été d'autant plus vive et les attaques ont été d'autant plus violentes, que l'on a compris que l'on avait affaire non-seulement à des adversaires, mais à des concurrents. »

Telles sont les bases de la polémique soutenue par la *Gazette* contre les Jésuites. Nous n'incriminons pas les intentions dont Dieu seul reste juge ; nous croyons même que le journal du Gallicanisme n'a poussé si loin les démonstrations de sa théorie que par un de ces jeux d'esprit dont certains publicistes prennent l'initiative pour donner plus de saveur à leur politique. Dans ces artificieux mensonges, la *Gazette* ne vit qu'un moyen de débarrasser son parti de ce qu'elle appelle l'impopularité des Jésuites. Son plan de campagne ne réussit pas, quel que perfide qu'il fût en apparence ; il n'allait à rien moins en effet qu'à rendre les Jésuites odieux aux légitimistes et aux révolutionnaires de toutes les nuances. Il dénonçait à l'Europe les enfants de Loyola comme les points d'appui d'un gouvernement personnel, comme les auxiliaires secrets du roi Louis-Philippe. C'était presque conseiller à ce Prince de les persécuter pour prouver qu'il n'avait avec eux aucune alliance secrète. Il n'est pas possible que de pareils calculs soient entrés dans le cœur d'écrivains religieux ; nous ne nous y arrêtons que pour indiquer quelle fut à cette époque la pénible situation de la Société de Jésus. Elle s'était tenue à l'écart de toute affection, de toute hostilité politique. Elle se contentait de prêcher le bon ordre, la paix, et de faire surager l'intérêt de la Religion au milieu de toutes les convulsions des partis. On prit texte de cette prudence sacerdotale pour lui imputer des actes dont l'impossibilité était évidente, mais dont le soupçon seul pouvait lui coûter fort cher.

(1) *Globe* du 5 juillet 1828.

des *Débats* n'osaient donner. Cette réponse M. Thiers l'avait audacieusement livrée dans le *National* le 6 mai 1830. Alors toutes ses doctrines fausses ou perverses n'étaient qu'en germe. Il n'y avait ni promesse de liberté d'enseignement ni déclaration implicite que l'enfant appartient à l'Etat avant d'appartenir à la famille, et M. Thiers, cependant, s'écriait : « Nous ne croyions pas qu'un corps qui a tant d'adversaires et dont l'existence est si chancelante pût avoir la témérité d'appeler la discussion sur son illégalité. Etre monopoleur et inique... Le corps enseignant n'est pas de force à soutenir tant d'abus à la fois. » M. Thiers ne se connaissait pas encore lui-même ; il ne connaissait pas surtout l'Université. Elle était impuissante à parer les coups d'un jouteur ne marchant au combat qu'appuyé sur les blaspèmes, sur les textes, sur les propositions, sur les théories des chefs et des principaux agrégés du corps enseignant. On accusa les Jésuites de Lyon d'avoir fourni les matériaux de l'ouvrage de l'abbé des Garets ; on désigna même quelques Pères nominativement. Ce n'était pas démontrer d'une manière invincible la fausseté du livre ou en paralyser l'effet. Les héros d'armes de l'Université jugèrent bientôt qu'ils faisaient fausse route. Il devenait impossible d'expliquer et d'atténuer leurs tristes doctrines, ne respectant pas plus la liberté humaine que les croyances catholiques ; on s'efforça de déplacer la question.

Comme dans chaque œuvre, où la polémique domine et où souvent la colère a dû bouillonner au cœur de l'écrivain probe, il s'était glissé quelques phrases trop vives, nuisant à l'ensemble sans offrir un avantage de détail. Ces mots amers, dont la philosophie, la tribune et le journalisme surtout ne furent jamais avares, étaient égarés dans le *Monopole*. On les recueillit avec affection : on les encadra dans des articles artistement combinés ; on les tortura, afin d'en extraire l'outrage provoqué par un débordement de principes antisociaux ; puis, en taisant les foudroyantes citations de l'abbé des Garets, on le dénonça comme un diffamateur aux gages de la Société de Jésus. On ne pouvait répliquer à ses arguments d'une manière péremptoire : on transforma sa plume en stylet de fanatique, s'attaquant aux gloires les plus pures de l'enseignement. Il avait presque toujours discuté, on renouvela en sa faveur le système que Voltaire employait contre ses adversaires. La raison et la vérité étaient pour lui ; on tâcha de l'écraser sous le persiflage.

Les professeurs du Collège de France et de la Sorbonne, qui guerroyaient depuis longtemps contre la Religion et la Société de Jésus, recommencèrent, dans leurs chaires patentées ainsi que dans les journaux, un feu roulant d'invectives, de sarcasmes et de mensonges enthousiastes. MM. Michelet, Libri et Quinet furent les Pierre-l'Ermite de cette singulière croisade.

L'un poursuivit les Jésuites avec la crédulité d'un honnête homme devenu maniaque ; l'autre, réfugié italien, mit au service des feuilles hebdomadaires ses haines antisacerdotales. Proscrit lui-même, il appela la proscription sur la tête de quelques citoyens français qui, par l'impôt, contribuaient à lui payer une hospitalité trop magnifiquement rentée. Le troisième ne chercha qu'à faire faire un peu de bruit autour de sa tribune délaissée. Il envira d'éloges boursoufflés la jeunesse des écoles rémunérant ses flatteries par des applaudissements convenus ; il lui prépara chaque jour un triomphe, afin de la forcer à lui accorder une petite ovation. Il s'improvisa thaumaturge à la recherche d'une nouvelle religion et du texte altéré des Constitutions de l'Ordre de Jésus. Ces hommes ne parlaient pas, n'écrivaient pas comme des rhéteurs isolés. Ils semblaient enseigner au nom de l'Etat ; le bruit que les journaux dynastiques faisaient de leur gloire éphémère tendait à accréditer cette opinion. Ce n'est donc pas en leur qualité d'historiens ou de poètes, mais de professeurs au Collège de France, qu'il nous importe de juger l'œuvre commune. Pour faire sainement apprécier M. Michelet, il n'y a qu'un moyen aussi naturel que concluant : il faut le citer. Dans sa cinquième leçon il disait ¹ : « Hier encore, je l'avoue, j'étais tout entier dans mon travail, enfermé entre Louis XI et Charles-le-Téméraire, et fort occupé de les accorder... lorsque, entendant à mes vitres ce grand vol de chauve-souris, il m'a bien fallu mettre la tête à la fenêtre et regarder ce qui se passait. Qu'ai-je vu ? Le néant qui prend possession du monde... et le monde qui se laisse faire, le monde qui s'en va flottant comme sur le radeau de la *Méduse*, et qui ne veut plus ramer, qui délire, détruit le radeau, qui fait signe... à l'avenir ? à la voile de salut ? Non, mais à l'abîme, au vide. L'abîme murmure doucement : Venez à moi, que craignez-vous ? Ne voyez-vous pas que je ne suis rien... »

Puis, dans la sixième leçon, s'adressant aux Jésuites ² : « Vous avez quarante mille chaires que vous faites parler de gré ou de force. Vous avez cent mille confessionnaux d'où vous remuez la famille ; vous tenez dans la main ce qui est la base de la famille ; vous tenez la mère : l'enfant n'est qu'un accessoire... Et que ferait le Père quand elle rentre éperdue, qu'elle se jette en ses bras en criant : « Je suis damnée ! » Vous êtes sûrs que le lendemain il vous livrera son fils. Vingt mille enfants dans vos petits Séminaires, deux cent mille tout à l'heure dans les écoles que vous gouvernez ! des millions de femmes qui n'agissent que par vous ! »

Tels étaient les principes que l'Etat laissait enseigner à la jeunesse catholique du royaume.

(1) *Des Jésuites*, p. 87.

(2) *Ibidem*, p. 109.

M. Quinet, de son côté, et dans le même temps, s'attaquait systématiquement à la Compagnie de Jésus. En s'appuyant sur des textes tronqués, défigurés ou falsifiés, il instruisait le procès des *Exercices* de saint Ignace et des Constitutions : « La vie morale, spirituelle, affirmait-il ¹, est tarie dans cette loi. Feuilletiez-la de bonne foi, sans arrière-pensée; demandez-vous, si vous le voulez, à chaque page, si c'est la parole de Dieu qui sert de fondement à cet échafaudage. Pour que cela fût, il faudrait au moins que le nom de Dieu fût prononcé, et j'atteste que c'est celui qui y paraît le plus rarement ². Le fondateur se fie beaucoup aux combinaisons industrielles, très-peu aux ressources de l'âme, et, dans cette règle de la Société de Jésus, tout se trouve, excepté la confiance dans la parole et le nom de Jésus-Christ. »

Pascal avait altéré les textes des casuistes de la Compagnie et produit un ouvrage plein de merveilleuse malice. M. Quinet essaya de s'atteler au même char; mais, pour se faire pardonner ces supercheries, il fallait le génie et l'esprit des *Provinciales*. Par malheur, M. Quinet n'eut que la bonne volonté. « Je vois, professait-il dans sa sixième leçon ³, de longues ordonnances sur la philosophie. Je suis curieux de savoir ce que peut être la philosophie du Jéuitisme... Ce qui brille dans ce programme ⁴ est ce qu'on ne

peut y faire entrer; c'est l'habileté à éloigner tous les grands sujets pour ne maintenir que les petits. Devineriez-vous jamais de qui d'abord il est défendu de parler dans la philosophie du Jéuitisme? il faut premièrement ne s'occuper que le moins possible de Dieu, et même n'en pas parler du tout. *Quæstiones de Deo... prætercantur*. Que l'on ne s'arrête pas à l'idée de l'Etre plus de trois ou quatre jours. Quant à la pensée de la substance, il faut absolument n'en rien dire, *nihil dicant*; surtout bien éviter de traiter des principes, et par-dessus tout s'abstenir, tant ici qu'ailleurs, *multo vero magis abstinendum*, de s'occuper en rien ni de la cause première, ni de la liberté, ni de l'éternité de Dieu.

» Qu'ils ne disent rien! qu'ils ne fassent rien! Paroles sacramentelles qui reviennent sans cesse et forment tout l'esprit de cette méthode philosophique. Qu'ils passent sans examiner, *non examinando*. C'est le fond de la théorie... Concevez-vous un moment ce que pouvait être cette prétendue science de l'esprit décapitée, dépossédée de l'idée de cause, de substance et même de Dieu, c'est-à-dire de tout ce qui en fait la grandeur? »

Dans ces débauches de l'intelligence universitaire, ameutant les passions sur les bancs du Collège de France, il y eut pour les esprits honnêtes quelque chose de profondément triste. Ils déplorèrent cet abus de la science et de la parole ¹ que le gouvernement se condamnait à ne

(1) Des Jéuites, p. 197.

(2) Cette accusation a quelque chose de matériel qui permet de la saisir et d'y répondre. Les éditeurs de la nouvelle traduction des Constitutions de l'Ordre de Jésus, publiée chez Paulin (Paris, 1842), sont les adversaires des Jéuites, et néanmoins ils avouent, à la page 470, que le nom de Dieu revient plus de cinq cents fois dans les Constitutions. Or, dans l'édition de Prague de 1757, les mêmes Constitutions, avec l'*examen général* qui les précède, sont renfermées dans cent quarante-huit pages, d'où il résulte que le nom de Dieu se trouve à peu près répété quatre ou cinq fois dans chaque page.

(3) Des Jéuites, p. 285.

(4) Les ordonnances dont M. Quinet a tiré un si étrange parti ont été étudiées par nous avec autant de soin que les faits eux-mêmes; il ne nous sera donc pas difficile de redresser les erreurs du docte Universitaire.

Quelques Pères de la Société s'étaient plaints dans les VIII^e et IX^e Congrès généraux que plusieurs régents de philosophie s'écartaient de leurs programmes, soit en traitant certains sujets du domaine théologique, soit en perdant le temps à établir des discussions oiseuses sur des subtilités et des arguties de l'école. La Compagnie de Jésus n'était pas si tolérante que le Collège de France; elle ne laissait pas à ses professeurs le droit de vagabondage; elle voulait que chacun se renfermât dans le plan même de son cours, afin que tout tendît au but commun. La IX^e Congrégation, tenue en 1649, invite le père Piccolomini, qui vient d'être élu Général, à porter remède au mal en faisant rentrer les maîtres dans les limites de leur programme. Piccolomini, en 1651, adressa aux Supérieurs l'ordonnance que M. Quinet dénature. Elle est insérée dans l'*Institut* à la suite du *Ratio studiorum*, et nous devons montrer de quelle manière M. Quinet en a abusé.

Ces paroles : *Quæstiones de Deo... prætercantur*, sont extraites de la règle II du professeur de philosophie (Institut. Soc. Jes., t. II, p. 494), et au lieu de cette formule presque athée : *Les questions touchant Dieu doivent être omises*, dont l'Universitaire ecclésiastique se fait une arme, on lit sur le texte original : « Dans la métaphysique, en traitant de Dieu et des intelligences, il faut passer les questions qui dépendent en tout ou en grande partie de la révélation. »

Quant à l'accusation de ne pas permettre qu'on s'arrête

à l'idée de l'Etre plus de trois ou quatre jours, M. Quinet s'est servi du même procédé de soustraction. Dans l'ordonnance du père Piccolomini, on ne trouve pas *ideu Entis*, l'idée de l'Etre seulement, mais l'Etre de raison, *Ens rationis*, ce qui constitue la plus noble de toutes les différences; car l'Etre, c'est Dieu, et l'Etre de raison est une de ces subtilités scolastiques dont s'occupaient les philosophes du moyen âge.

Le texte relatif au silence sur la pensée de la substance a été soumis aux mêmes mutilations que les précédents. Nous le rétablissons en entier : « Que les professeurs ne parlent pas de la substance ou Etre surnaturel, *De substantiâ vel Ente supernaturali*, lorsqu'ils expliqueront le prédicament de la substance. »

Dans le langage de l'Ecole, ce mot prédicament a le même sens que celui de catégorie.

La dernière recommandation de Piccolomini relative aux principes n'a pas été plus heureuse sous la plume de M. Quinet. On lit dans l'ordonnance : « Que le préfet des études prenne garde qu'à l'occasion des principes et des causes, les professeurs n'entrent dans la question des principes et des processions divines. » C'est tout simplement défendre aux régents de philosophie naturelle de s'immiscer dans les questions théologiques et surnaturelles qui regardent la Sainte-Trinité. Toutes les autres citations de M. Quinet reposent sur la même base. Elles rentrent dans ce précepte général qui oblige les professeurs de philosophie à ne pas empiéter sur le domaine de la théologie : « *Ne ad ea tractanda digrediantur quæ theologiæ instituti propria sunt.* »

(1) M. Lherminier, professeur lui-même au Collège de France, a, dans la *Revue des deux Mondes* du 15 octobre 1845, porté un jugement impartial sur ses deux collègues : « Nous pouvons, dit-il à la page 182, parler en toute liberté des Jéuites de MM. Michelet et Quinet. La publication a réussi; le coup a porté, tout bien peut-être. Les deux auteurs ne s'étonneront pas que, tout en défendant les mêmes principes, la liberté de l'esprit humain, nous ne partagions pas toutes leurs opinions. »

Entrant pour la première fois dans la polémique, M. Michelet s'y est lancé à corps perdu, et il s'est mis à combattre avec une animation tout à fait extraordinaire. La vivacité des exclamations de M. Michelet, la franchise

pas réprimer ; mais tous les échappés des Facultés du Royaume étaient descendus dans l'arène. Ils jetaient à la publicité leurs noms ignorés, leurs écrits encore plus inconnus que leurs noms. A l'instant même la presse leur décernait une couronne murale. Ils furent de grands, d'ingénieux écrivains par cela seul qu'ils délayèrent dans un langage aussi plein de violence que d'incorrections grammaticales les naïves apostrophes d'Etienne Pasquier, les éloquentes accusations des Arnauld et les spirituelles calomnies de Pascal.

L'Ordre de Jésus était mis en cause ; on ne

de ses exagérations, tout, jusqu'au désordre de son style, montre combien il est sincère et convaincu ; mais, qu'il nous permette de lui dire, ni la nature de son esprit, ni le genre de son talent ne le destinent à la polémique. Pour bien combattre, il faut moins d'empoiement. L'esprit n'est véritablement puissant dans la polémique que lorsqu'il est maître de lui-même et de sa colère ; les combattants novices sont toujours en fureur ; l'athlète expérimenté reste calme, il prend son temps, choisit son terrain et frappe avec discernement. Enfin il est d'autant plus redoutable à ses adversaires qu'il leur fait équitablement leur part, et qu'il a pour eux une désespérante et magnanime justice. En lisant ce que M. Michelet a écrit contre les Jésuites, on se surprend parfois à prendre contre lui leur défense : à coup sûr ce n'est pas là l'effet qu'il a voulu produire....

« Ici me revient en mémoire cette phrase de M. Michelet : « On a dit que je défendais, on a dit que j'attaquais. » Ni l'un ni l'autre... j'enseigne. » Faut-il souscrire à cette prétention ? Alors la critique historique serait obligée d'être plus sévère, car elle aurait à demander compte à l'écrivain de ses jugements, si incomplets et si passionnés. M. Michelet se fait illusion à lui-même dans les leçons qu'il a publiées : ce n'est pas l'histoire, c'est la polémique qui est présente, polémique dont le retentissement et l'après placent désormais M. Michelet dans les rangs des plus ardents adversaires du Catholicisme. »

A la page 184, M. Lherminier juge ainsi M. Quinet :

« Ce n'est pas M. Quinet qui se défendra d'avoir fait de la polémique dans ses remarquables leçons. On s'aperçoit en les lisant que les attaques qu'il ont si fort surpris M. Michelet et l'ont trouble outre mesure n'ont pas trop déplu à l'auteur d'*Ahasvérus*. Il a compris sur-le-champ le parti qu'on en pouvait tirer pour traiter avec applaudissement des questions que les passions ecclésiastiques remettaient à l'ordre du jour... »

« C'est l'Evangile à la main que M. Quinet attaque les Jésuites. Il oppose leur doctrine à l'esprit de liberté chrétienne, et il demande ce qu'il y a de commun entre le Christ et Loyola. Notre auteur a pensé, non sans raison, qu'il aurait beaucoup de force en parlant au nom d'un spiritualisme s'inspirant de l'Evangile. Toutefois cette situation, si elle a ses avantages, a aussi ses inconvénients. En effet, les Catholiques répondront à M. Quinet : Vous parlez en Protestant. Les mêmes raisons par lesquelles vous condamnez les Jésuites peuvent s'appliquer à la Religion catholique elle-même, à ses développements, à sa Constitution, à la Papauté... Vouloir mettre les Jésuites en dehors du Christianisme est une chose plus précieuse que solide. C'est aussi plutôt penser en religionnaire qu'en politique et en philosophe. »

Nous regrettons que M. Quinet n'ait pas accordé plus de temps à l'examen des Constitutions des Jésuites... Nous eussions désiré aussi que : tout en s'autorisant de la bulle de Clément XIV qui supprimait les Jésuites, M. Quinet examinât les causes qui avaient pu déterminer le Pape à ce grand coup d'état que ne tardèrent pas à déplorer les plus fidèles soutiens de l'Eglise. Au surplus, sans recourir à des témoignages catholiques, Jean de Müller, historien protestant, ne craint pas, dans son impartialité, de terminer le chapitre qu'il a consacré à la cour de Rome et à la Compagnie de Jésus par ces paroles : « Les sages ne tardèrent pas à penser qu'avec les Jésuites était tombée une barrière nécessaire et commune à tous les pouvoirs (*). » Il y a tout un ordre de considérations politiques dont l'absence est sensible dans les chaleureux développements de M. Quinet.

(*) *Histoire universelle de Jean de Müller*, livre XXXII, chap. IX de l'édit. allemande de 1817. Tubingue.

tarda pas à faire intervenir l'Episcopat. Le Clergé et les familles chrétiennes réclamaient à haute voix les libertés promises ; la Révolution et l'Université leur répondirent par des injures ou par des menaces d'un éternel despotisme. L'Episcopat, les pères de famille et les Jésuites exposaient leurs plaintes avec moins de rudesse que M. Ledru-Rollin, député radical ; ils ne disaient pas comme lui au mois de janvier 1844 : « Existe-t-il une souffrance plus grande pour l'individu que l'oppression de sa conscience, que la déportation de ses fils dans les écoles qu'il regarde comme des lieux de perdition, que cette conscription de l'enfance traînée violemment dans un camp ennemi et pour servir l'ennemi ? Lamartine, le Protestant Agénor de Gasparin, les publicistes et les journaux eurent le droit de flétrir la servitude intellectuelle que l'éclectisme ferait peser sur la France ; ce droit fut dénié aux Pasteurs des âmes, aux Prêtres à qui est confiée la mission d'enseigner. Ils accusaient plutôt avec douleur qu'avec passion. A ces hommes dont les vertus sont une des gloires de la nation, les pamphlétaires de l'Université se mirent à prêcher la morale dans des feuilletons immoraux. Au fond de quelques ouvrages latins destinés à révéler à la pureté du Prêtre les crimes ou les vices qu'il doit combattre au tribunal de la pénitence, ils cherchèrent une image obscène, et on les entendit pousser des cris de moqueuse pudeur, comme si la luxure découlaît à pleins bords de l'enseignement théologique. »

C'était un combat sans fin. Les amis de la Religion et de la Société de Jésus y avaient pris part avec un courage et un talent dont les sarcasmes ne parvinrent pas à étouffer l'essor. Les Prélats militaient à leur tête ; mais jusqu'alors les Jésuites s'étaient tenus sur la réserve. On les signalait comme imposant leur direction aux Evêques et à la presse religieuse. On prétendait qu'ils étaient tout disposés à immoler les libertés de l'Eglise Gallicane aux pieds du Souverain Pontife, devenu pour les Catholiques de l'Université un prince étranger. On affirmait que la France entière passerait sous le joug de Rome, et que le complot de l'Ultramontanisme et de l'Obscurantisme était l'œuvre des Jésuites. Pendant ce temps, les disciples de Loyola laissaient l'orage s'amonceler sur leurs têtes ; puis, retirés dans leurs maisons de Paris et des Provinces, ils s'étonnaient de l'omnipotence qu'on leur attribuait. Les choses furent poussées si loin que les chefs de l'Institut crurent devoir une explication publique.

Il y avait parmi eux un orateur dont la voix était connue, dont les loyales et chaleureuses inspirations avaient souvent excité dans les âmes des sentiments d'admiration et de respect. Le Père Xavier de Ravignan fut chargé d'apprendre au monde ce que c'était en réalité qu'un Jésuite. Sa parole retentissait dans les chaires,

père Ravi-
gan.
elle fécondait partout des germes de salut. Son nom même, en une occasion solennelle, frappa les voûtes de l'Académie française, et il y fut justement glorifié par le chancelier de France. Le 8 décembre 1842, jour de sa réception à l'Académie comme successeur de l'Evêque d'Hermopolis, le duc Pasquier, le descendant d'Etienne Pasquier, eut le bon goût de répudier un rôle d'accusateur sans preuves, qu'il trouvait dans ses traditions de famille; et, au moment où les pouvoirs de l'Etat, ligüés avec les écrivains irréligieux, apportaient chacun sa pierre pour écraser la Compagnie de Jésus, lui l'honora dans l'un de ses membres.

« Il fut, disait-il en parlant de Frayssinous, sacré à Issy, et le premier usage qu'il fit, en descendant de l'autel, des droits que l'Episcopat venait de lui conférer, eut lieu à l'occasion d'un jeune Néophyte qui était depuis quelque temps l'objet de ses soins particuliers, qu'il tonsura, auquel il adressa de touchantes, de prophétiques paroles, et dont la vocation devait être bien prononcée, car il renonçait, pour la suivre, à une carrière où ses débuts avaient été marqués par de brillants succès. C'était l'abbé de Ravignan.

» Et voilà qu'au mois de février 1839, monseigneur l'Evêque d'Hermopolis, courbé sous le poids des années, mais toujours plein de cette vie qui se puise dans les plus hautes facultés de l'âme, est aussi dans l'Eglise de Notre-Dame, en face de la chaire où va paraître l'orateur dont la voix, depuis que la sienne a cessé de se faire entendre, est en possession de remuer les âmes et d'entraîner les convictions avec une puissance qu'aucun autre peut-être n'exerce au même degré, et cet orateur qui semble avoir recueilli son héritage tout entier, c'est le Néophyte d'Issy, c'est cet abbé de Ravignan auquel il imposait les mains en 1822. Son Apostolat a décidément passé sur la tête de son disciple. Admirable succession, profitable à tout le monde, et où le bonheur de celui qui la recueille ne pourrait être surpassé que par le bonheur de celui qui l'a transmise. »

Le Jésuite Ravignan avait obtenu à Notre-Dame de Paris de plus beaux triomphes que celui-là. Le 46 avril 1843, il avait vu, comme il voit chaque année au jour de Pâques, une foule d'hommes de tout rang et de tout âge, confondus dans la grande égalité chrétienne, s'approcher de la sainte table, et sa voix, qui avait inspiré à tant de cœurs le sentiment catholique, faisait vibrer de saintes paroles. Il s'écriait : « Cette multitude pressée autour de la Chaire sacrée, sous ces antiques voûtes, est la protestation la plus énergique contre le philosophisme du dix-huitième siècle. » Un journal ministériel, le *Globe*, constatait lui-même cette victoire du Jésuite. « L'on ne saurait dire, comme on l'a tant de fois répété, publiait-il

dans son numéro du lendemain, que la Religion catholique est la Religion des faibles, des ignorants et des vieillards. Ces objections tombent en présence de la foule qui se pressait hier dans la vieille basilique; car ces hommes pieusement réunis étaient des militaires, des gens du monde bien connus, des membres de l'Institut, des légionnaires, des médecins, des élèves de l'Ecole Polytechnique, des élèves en médecine, des élèves en droit, des élèves de l'Ecole normale, etc. La jeunesse studieuse à laquelle on ne dénierait probablement ni le savoir ni l'intelligence, et à laquelle personne sans doute n'avait caché les doctrines du dernier siècle, libre de choisir entre les maximes désespérantes du scepticisme et de l'erreur, ou les consolations de la vérité, est entrée franchement dans les antiques voies du Catholicisme, et nous l'en félicitons. Nous en félicitons encore plus le pays; car cette génération nouvelle, ramenée nécessairement à des pensées d'ordre et d'honnêteté par les principes évangéliques, se répandra dans toutes les parties de la France; c'est elle qui doit peupler les universités, les facultés, les cours judiciaires, l'armée, les barreaux; elle ne peut manquer d'y répandre l'irrésistible influence du savoir uni à la vertu. »

Tel fut le Père que la Compagnie choisit pour interprète. Jusqu'alors les enfants de saint Ignace avaient jugé prudent de n'être Jésuites que dans leur for intérieur. Ce nom est exposé aux anathèmes, il peut servir de titre de proscription; l'orateur chrétien s'en pare avec amour. Son opuscule était une réponse aux imputations dont l'Ordre de Jésus se voyait l'objet, un résumé aussi lumineux qu'éloquent de ses moyens et de sa fin. Ravignan s'exprimait ainsi dans son introduction 1 :

« Qu'avons-nous fait, qu'avons-nous dit, nous Prêtres de la Compagnie de Jésus? d'où vient ce bruit? d'où naissent tant d'orages? Comment donc sommes-nous devenus de nouveau l'objet de tant de haines, le but de tant d'attaques, la cause de tant de craintes?

» Vous qui appelez sur nous, sur des Prêtres, sur des Français, sur des citoyens libres et dévoués, toute la rigueur des proscriptions, nous connaissez-vous? nous avez-vous vus, nous avez-vous entendus?

» Quelle parole sortie de notre bouche a compromis la tranquillité publique et le respect dû aux lois? Cependant nos deux cents voix ont retenti dans un grand nombre de Chaires, depuis les cités les plus populeuses jusqu'aux plus humbles hameaux?

» Où sont les autorités civiles qui nous accusent? où sont les autorités ecclésiastiques qui nous condamnent?

(1) De l'existence de l'Institut des Jésuites, par le révérend père de Ravignan, de la Compagnie de Jésus, p. 43.

» Un fait répréhensible et positif est-il imputé à l'un d'entre nous ?

» Des préventions, des susceptibilités, des présomptions ne suffisent pas ; elles ne sauraient tenir lieu ni des faits ni des preuves ; et la culpabilité d'une Société ne peut avoir une expression pratique et juste que dans les fautes de ceux qui la composent. A ceux-ci, aux individus, appartiennent l'action, le crime, la vertu.

» Quels sont parmi nous les coupables ?

» La vie, l'influence politique nous sont étrangères ; serviteurs de l'Eglise, nous vivons et poursuivons avec elle dans tous les temps et dans tous les lieux, sous tous les genres de gouvernement, l'œuvre du ministère évangélique.

» On nous transforme en ennemis des libertés et des institutions de la France ; qu'en sait-on ? Pourquoi le serions-nous ?

» Et quand nous sommes les seuls menacés, ou même les seuls exclus des bienfaits d'une législation libérale, comment nous traduire en oppresseurs ?

» Le ridicule n'est-il pas égal à l'injustice. »

Le Père de Ravignan concluait en ces termes :

« Ou je me trompe, ou, après cet exposé, le lecteur de bonne foi concevra comment un magistrat, un Français, un homme du dix-neuvième siècle, a pu librement, consciencieusement se faire Jésuite sans abdiquer pour cela sa raison, sans renoncer à son temps et à son pays.

» Non, il n'a pas abdiqué sa raison, parce qu'il l'a mise dans le port à l'abri de l'orage, sous la garde assurée du principe tutélaire de l'autorité...

» Non, il n'a pas renoncé à son pays... Il est bien vrai que la charité catholique, embrassant dans son ardente expansion l'humanité tout entière, met au cœur de ses apôtres un dévouement plus étendu que celui du patriotisme ; il est vrai encore que le Missionnaire, allant porter la lumière de la Foi à ses frères idolâtres de la Corée ou des solitudes de l'Amérique, risque parfois, en présence des intérêts immortels, d'oublier les intérêts d'un jour qui s'agitent au sein de sa patrie. Mais oublie-t-il pour cela sa patrie elle-même ? Cesse-t-il d'en porter la douce image dans son cœur ? cesse-t-il de prier pour sa félicité ? cesse-t-il d'invoquer les bénédictions du Très-Haut sur ceux qui portent le pesant fardeau du gouvernement des peuples ?

» Oh ! ils ne savent pas, ces hommes qui interdisent au Jésuite l'amour de son pays, quelle délicieuse émotion de joie il éprouve en retrouvant parmi les tribus sauvages du Nouveau-Monde quelques-uns des sons de sa langue natale, ou en entendant dans les mers de la Chine et du Japon le lointain retentissement de la gloire de ses armes !

» Et la France nous serait moins chère, à

nous, qui ne l'avons pas quittée ! Nous ne serions pas fiers de ses triomphes dans la paix comme dans la guerre, de son génie pour les lettres et pour les arts, de ses hardies conquêtes dans le domaine de la science et dans les régions nouvellement ouvertes à l'industrie ! Nous n'aimerions pas en elle le vrai foyer de la civilisation chrétienne ! Nous ne serions pas heureux des ineffables consolations qu'aujourd'hui encore elle donne à l'Eglise !

» Non, il n'a pas renoncé à son siècle... Il est bien vrai que nous n'appelons pas du nom d'amélioration et de progrès tout ce que la sagesse moderne en son orgueil décore de ces titres pompeux ; il est bien vrai que nous n'attendons pas de l'avenir une Religion plus parfaite que la Religion de Notre-Seigneur Jésus-Christ, et que l'humanité fécondée par les systèmes ne nous paraît pas en travail d'une ère indéfinie de vertu et de bonheur.

» Mais, sous cette autorité immuable de la Foi, nous n'en appartenons pas moins à notre temps par nos idées et par nos cœurs, et surtout nous le connaissons mieux qu'on ne se plaît à le croire.

» Aussi, ne nous est-il jamais venu en pensée que deux cents pauvres ouvriers évangéliques, distribués sur la vaste étendue du territoire de la France, pussent se proposer, en des jours comme ceux-ci, d'y établir ce qu'on n'a pas eu honte de nommer leur domination.

» Cet anachronisme n'est pas le nôtre, il est celui de nos adversaires. Parce qu'il y a deux siècles, la Compagnie de Jésus a pu entreprendre sur une terre vierge, parmi les peuplades qui naissaient à la civilisation, de réaliser le règne de l'Evangile, on nous suppose aujourd'hui l'absurde projet de régner sur la France. Ce serait un rêve d'insensés.... Mais, encore un coup, il n'est pas le nôtre ; nous le renvoyons aux cerveaux malades de ceux qui se sont faits nos ennemis.

» A les en croire, une partie de cette œuvre serait déjà accomplie, et l'Eglise de France, ayant abjuré ses vieilles traditions, subirait tout entière le joug des influences ultramontaines.

» Faut-il donc que nous soyons obligés de renvoyer aux leçons de l'histoire ceux qui aiment tant à se servir contre nous de son autorité ? Ils oublient donc ce qui s'est passé depuis soixante ans.... Grâce à Dieu ! l'Episcopat français en a gardé meilleure mémoire ; il a compris qu'après de semblables épreuves, il ne fallait pas, par des controverses désormais sans objet, faire courir à l'Unité de nouveaux périls ; il s'est réuni, il s'est serré tout entier, confondu en un seul corps et en une seule âme, autour de la Chaire de saint Pierre, et il a répété, d'une voix unanime, les immortelles paroles de Bossuet : « Sainte Eglise Romaine, mère des Eglises et mère de tous les Fidèles, Eglise choisie de Dieu

pour unir ses enfants dans la même Foi et dans la même charité, nous tiendrons toujours à ton Unité par le fond de nos entrailles. Si je t'oublie, Eglise Romaine, puissé-je m'oublier moi-même !

» Et moi aussi, humble soldat de l'Unité catholique, c'est pour lui donner, s'il était possible, plus intimement et plus complètement mon âme et ma vie tout entière, que je suis allé chercher une place obscure dans les rangs de la Compagnie de Jésus.

» Dans l'état où je voyais la sainte Religion de mon maître en ce monde, après la grande guerre déclarée à Jésus-Christ par l'incrédulité du dix-huitième siècle, la Catholicité m'apparaissait comme une armée rangée en bataille sur un front d'une vaste étendue, pour faire face de toutes parts à l'impiété et à l'erreur, et porter secours à la société en péril. Il n'y avait plus de camps divers ni de drapeaux divisés.

» Au centre, je voyais la Chaire de saint Pierre dans sa majestueuse immobilité, et auprès d'elle, au premier rang du dévouement et de la fidélité courageuse, l'Eglise de France avec ses Evêques et ses Prêtres, belle et forte encore malgré les jours de malheur.

» Certes, en m'enrôlant sous la bannière du saint fondateur de la Compagnie de Jésus, je n'ai pas prétendu me séparer de la milice sacrée de mon pays ; simple combattant, j'ai pris seulement un autre poste dans la même armée. »

Ce livre, auquel était jointe une savante consultation de M. de Vatimesnil, l'ancien ministre de l'instruction publique en 1828, fut un événement. Il plaçait la question sur le terrain que les Jésuites n'avaient jamais déserté. Aux yeux des gens de bonne foi, il les rendait forts de leur faiblesse, peut-être aussi de cette inertie trop résignée que leurs amis ne cessaient de stimuler, et que leurs adversaires transformaient en un inexplicable besoin d'action et d'autorité. Le Père Cahour publia de son côté son ouvrage : *Des Jésuites, par un Jésuite*. Dans ce long conflit, ils ne poussèrent pas plus loin la démonstration de la vérité. Ils l'avaient dite de deux manières différentes : ici avec effusion, là avec esprit. Ils laissèrent à l'Episcopat, au Clergé, aux orateurs et aux écrivains indépendants le soin de les venger. L'Université s'était flattée de l'espoir qu'elle aurait enfin raison de cette Compagnie, dont le succès lui semblait un remords et un péril. Les rhéteurs et les sophistes appelaient à leur aide tous les hommes dont le nom passait pour une autorité ; ils les enrôlaient de gré ou de force. Mais plus d'une fois l'Institut de Jésus trouva dans les intelligences d'élite une justice que la médiocrité lui déniait. Il existait encore à cette époque un vieux philosophe, un célèbre orateur qui avait gouverné l'Université. Il se faisait gloire d'avoir formé par ses leçons et par ses discours toute la

génération libérale. Royer-Collard, du fond de la retraite où il achevait sa vie, entendit les clameurs retentissant autour des Pères. Il prit en pitié ces violences, et écrivit le 45 février 1844 à Xavier de Ravignan : « Votre éloquent plaidoyer pour l'*Institut des Jésuites* me fait comprendre l'énergie de cette création extraordinaire et la puissance qu'elle a exercée. Autant qu'on peut comparer les choses les plus dissimilables, on pourrait dire qu'à la distance de la terre au ciel, Lycargue et Sparte sont le berceau de saint Ignace. Sparte a passé, les Jésuites ne passeront pas. Ils ont un principe d'immortalité dans le Christianisme et dans les passions guerrières de l'homme. »

Pour colorer ses résistances à la loi sur la liberté de l'enseignement, l'Université montrait les Jésuites envahissant les écoles et y implantant leurs doctrines avec l'inquisition. Ils se tenaient à l'écart de toute intrigue politique. Le duc de Bordeaux, dans son voyage d'Angleterre, va visiter le collège de Sainte-Marie d'Oscott. Sur-le-champ, le *Messenger* et le *Journal des Débats* annoncent que les Jésuites ont reçu ce prince avec des honneurs inaccoutumés. Le docteur Wiseman, évêque de Méliotame et directeur de l'établissement, déclare qu'il n'y a jamais eu de Pères de la Société à Oscott. Ce démenti, fondé sur un fait matériel, n'arrête pas la calomnie. Il faut à tout prix mêler les Jésuites à la flétrissure que les députés dynastiques prétendent infliger à ceux de leurs collègues qui sont allés porter au petit-fils de Henri IV l'hommage d'un respectueux souvenir.

La tempête battait les disciples de l'Institut ; M. Villemain, ministre de l'instruction publique, saisit ce moment pour présenter son projet de loi sur l'enseignement. Ce projet accuse de funestes tendances ; il prend contre le Clergé d'injurieuses précautions, et, tout en consacrant une dérisoire liberté, il fraie une voie plus large que jamais au despotisme universitaire. L'Episcopat ne pouvait rester spectateur indifférent de ces luttes dans lesquelles se joue l'avenir du Royaume très-chrétien. Il avait des devoirs à remplir, il les remplit tous avec une prudence n'excluant ni la dignité ni l'énergie. Dans cette guerre acharnée faite aux Jésuites, on avait essayé de séparer la cause du Clergé de celle des Pères ; on avait dit que leur tyrannie était odieuse aux ecclésiastiques séculiers, et que ces derniers ne demandaient pas mieux que de s'y soustraire. L'heure était venue ; aucun Evêque ne se fait l'écho de ces doléances. Tous combattent pour la liberté, tous rendent hommage au zèle et à la science des Jésuites, leurs coopérateurs dans les soins du ministère. L'Episcopat refusait d'accepter le rôle que lui offrait cette conspiration ourdie par l'incrédulité, on lui fit expier ce refus en le frappant de la même proscription. Les Archevêques et leurs suffragants

Le duc de Bordeaux à Oscott

M. Villemain présente son rapport sur la liberté d'enseignement.

L'Episcopat proteste.

s'adressaient au Roi des Français, aux assemblées législatives et à l'opinion publique pour savoir si enfin l'éducation chrétienne serait esclavée; l'Université, ayant ses porte-étendards aux deux tribunes parlementaires, répondit à ce cri de détresse par des outrages nouveaux.

Discussion à la Chambre des pairs sur les enfants de saint Ignace.

Le projet de loi amena de vives discussions. D'un côté les calculs d'une peur intéressée grandirent outre mesure les Jésuites; de l'autre on apprit à la France à scruter les doctrines que les générations nouvelles devaient subir. Sous les convictions noblement formulées de plusieurs orateurs, en face des panthéistes de l'Université dont les emportements dissimulaient mal la déroute, la Chambre des Pairs ne voulut pas sanctionner tout le système prohibitif invoqué par le corps enseignant comme la seule digne à opposer aux Jésuites et au Sacerdoce. Il y avait dans ce vieux sénat des magistrats, des diplomates, des administrateurs de foi et d'expérience, tels que le premier-président Séguier, le comte Beugnot, le marquis de Barthélemy, le duc d'Harcourt, de Brigode, de Fréville et de Courtarvel; des temporisateurs qui pressentaient un désir royal sous les amendements du comte de Montalivet; des hommes plus jeunes, plus audacieux, et qui, sur les pas du comte de Montalibert ou du vicomte de Ségur-Lamoignon, exprimaient les besoins et les répugnances catholiques. L'Université avait essuyé un grave échec dans ces débats. Les chefs de l'éclectisme espérèrent que la Chambre des Députés, plus mobile, plus révolutionnaire contre le Clergé, saurait raviver les passions amorties et cicatriser par une loi de défiance les blessures sous lesquelles saignait encore leur orgueil. M. Thiers leur parut le plus apte à faire sortir le despotisme d'un projet de loi sur la liberté.

M. Thiers rapporteur à la Chambre des députés.

Sa dextérité de paroles, que les principes religieux ne gênaient pas plus que les convictions politiques, l'abus qu'il avait fait de tous les dons de l'esprit afin de fausser l'histoire, d'énervier ou de fortifier le pouvoir selon ses caprices ou ses espérances du moment, le prestige que sa fanfaronne intelligence des affaires exerçait sur une faction de députés s'irritant à l'aspect d'un Prêtre et pâlisant d'effroi au nom de Jésuite, tout indiquait M. Thiers comme le dernier médecin de l'Université. M. Thiers seul devait la sauver par une de ses jongleries législatives. Il fut donc le confident de son martyr et le vengeur de son innocence. Il s'engagea à prouver qu'elle était plus catholique que le Saint-Siège, plus gallicane que l'Episcopat français, plus orthodoxe que l'Eglise universelle, plus désintéressée que les Jésuites dans la manière de propager l'éducation, plus morale que ces Prélats et ces familles condamnant ou déplorant tant de théories subversives. Un pacte intervint entre les rhéteurs compromis et le panégyriste des excès de 1793. Les Universitaires se chargèrent de recrépir la

célébrité de M. Thiers, qui a toujours besoin d'avoir à sa suite quelque entrepreneur de gloire artificielle. M. Thiers prit à forfait l'éloge de l'Université et la censure du Clergé. La proscription des enfants de Loyola fut offerte comme arrhes aux deux parties contractantes sur l'autel de la liberté d'enseignement.

Quand il s'agit de sa personne, M. Thiers, dont les instincts égoïstes et mercantiles prennent toujours les grandes questions par les petits bouts, possède un rare talent de mise en scène. Il avait décidé dans les coulisses parlementaires qu'il serait nommé rapporteur du projet de loi sur l'instruction publique, et, désirant que son dernier coup de foudre contre la Société de Jésus fût annoncé par quelques éclairs précurseurs de la tempête, il commanda le *Juif Errant* dans les ateliers du *Constitutionnel*. C'était une mauvaise action en dix volumes, un outrage au bon sens ainsi qu'à la littérature, et dont, pour fermer à tout jamais la bouche à la calomnie, les Jésuites devaient imposer la lecture à leurs adversaires les plus aveugles. Le *Juif Errant* patrona le rapport de M. Thiers. Le rapport de M. Thiers commenta les impuretés de M. Eugène Sue. L'un se confectionna un Catholicisme de hasard, il parla de l'*auguste religion de ses Pères* pour tromper les simples; l'autre se créa humanitaire et socialiste dans le but de faire descendre l'imposture jusqu'au fond du cœur des artisans séduits par cette décevante pitié. Le *Constitutionnel* établit une solidarité qui porta malheur au romancier et à l'homme politique.

Les Jésuites avaient été subitement élevés au rang de ces puissances fatidiques que le moyen âge pressentait dans de superstitieuses terreurs. Pour donner une idée de l'effroi que leur nom provoquait, M. Michelet, s'appuyant sur les fantômes entrevus dans le délire, disait, aux applaudissements de ses auditeurs¹ : « Le Jésuitisme, l'esprit de police et de délation, les basses habitudes de l'écolier rapporteur transportées du Collège et du Couvent dans la société entière, quel hideux spectacle!... tout un peuple vivant comme une maison de Jésuites, c'est-à-dire du haut en bas occupé à se dénoncer. La trahison au foyer même, la femme espion du mari, l'enfant de la mère... Nul bruit, mais un triste murmure, un bruissement de gens qui confessent les péchés d'autrui, qui se confessent les uns les autres et se rongent tout doucement. Ceci n'est pas, comme on peut croire, un tableau d'imagination. Je vois d'ici tel peuple que les Jésuites enfoncez chaque jour d'un degré dans cet enfer de boues éternelles. »

A la même époque cependant, ces Prêtres, qui ont un pied dans chaque famille, une oreille ouverte à tous les secrets, un espion et un dénonciateur à chaque porte, sont inopinément

Son rapport et le Juif Errant.

Le Juif Errant.

(1) Des Jésuites, par MM. Michelet et Quinet, p. 12.

ment dépouillés par un vol domestique d'une somme de plus de 200,000 francs. Jean-Baptiste Affenaer, d'une famille belge où la probité et la religion étaient héréditaires, frappe, vers le mois de janvier 1844, à la maison de la rue des Postes. Il est sans ressources, sans pain ; il se dit malheureux. Les Jésuites auxquels un ecclésiastique, son compatriote, le recommanda, l'accueillent avec charité. Il a été condamné dans la Flandre occidentale comme faussaire et banqueroutier frauduleux ; il cache cet épisode de sa vie, et, par d'hypocrites démonstrations, il capte peu à peu la bienveillance des disciples de l'Institut. Placé à l'économe, sous les ordres du Père Moirez, il a des appointements aussi modestes que ses fonctions ; il vit dans une retraite absolue qui convient, dit-il, autant à sa fortune qu'à sa piété. Tandis qu'il berce les Jésuites de son détachement des plaisirs du monde, Affenaer commence dans Paris une existence de luxe et de ruineuses prodigalités. Pour subvenir à ses folles orgies, il place sous sa main la caisse où sont contenus les titres de rente et les diverses valeurs servant à entretenir les Missions au-delà des mers, et à pourvoir les autres Provinces de l'Institut de tous les objets religieux ou scientifiques qu'on ne trouve qu'à Paris. Affenaer vole, il dépense ; il vole encore, il vole toujours. Il a des chevaux, des maîtresses, des amis et une fausse clef. Il lacère les feuillets des livres de compte, il transporte, il surcharge les chiffres, afin de ne pas éveiller l'attention. Pendant deux années et demie, il vécut, jusqu'au jour de sa fuite en Angleterre, sur la confiance qu'il inspira. Ces Jésuites, à qui rien n'échappe, restent dans la plus complète ignorance de ce qui se passe à leur porte. Quelques maisons seulement les séparent de celle qu'Affenaer habite, et il ne leur revient aucun bruit, aucun soupçon des débauches que leur argent alimente.

La presse révolutionnaire s'empare du mal-faiteur comme d'un levier.

Affenaer est de retour à Paris ; les Jésuites ont dénoncé son larcin : Affenaer est arrêté le 28 juin 1844. Ce n'était qu'un vagabond spéculant sur l'incommensurable bonne foi de ses dupes. A peine la Justice lui a-t-elle fait subir un premier interrogatoire que le fripon se transforme en misérable. Il sait qu'il rencontrera dans la presse de complaisants échos pour reproduire ses déclarations. Il ne manquera pas d'appui pour étayer un échafaudage d'impostures. La presse révolutionnaire en effet prend le voleur sous son patronage. Elle devient son courtisan à la géologie ; elle dramatise ses mensonges ; elle s'efforce de poétiser le rôle infâme que cet homme a joué. Elle menace la Compagnie de Jésus de toutes les révélations qu'il peut faire ; bientôt, dans le *Constitutionnel*, Affenaer arrive au niveau de la grandeur de M. Thiers et de la véracité de M. Sûte. On lui fabrique une gloire qui éclipsait momentanément celle des Cousin, des Quinet et

des Dupin. Les Jésuites étaient victimes d'un de ces abus de confiance qui frappent les honnêtes gens seuls ; la presse révolutionnaire plaigait le fripon. Par la plus cynique de toutes les aberrations d'esprit, elle tenta d'accréditer les rumeurs qu'elle inventait sur un événement aussi simple.

La justice était saisie par les Jésuites eux-mêmes : la justice informa. Affenaer comparut enfin le 8 et 9 avril 1845 devant la Cour d'assises de la Seine. De toute cette fantasmagorie qui avait cherché à égarer la crédulité publique, il ne resta plus alors qu'un voleur de bas étage dont le courageux réquisitoire de l'avocat général, M. de Thorigny, brisa pour jamais le masque constitutionnel. Affenaer fut flétri par le jury et oublié par les hommes qui avaient voulu le doter d'une impudence à laquelle la fermeté des magistrats le contraignait de renoncer. Pour instruire ce procès, pour démontrer que toutes les versions de l'accusé étaient autant de fables, il avait fallu que l'œil investigateur des juges d'instruction et des membres du parquet étudiât les registres de la Compagnie. On descendit jusqu'aux plus minutieux détails de ses affaires. Le voleur s'était imaginé que les Jésuites ne consentiraient jamais à livrer le secret de leur existence à un pouvoir qui ne demandait pas mieux que de les saisir en faute. La publicité devait, selon lui, effrayer les Pères ; ce fut cette idée qui le ramena audacieusement à Paris. On leur imputait tous les crimes ; dans le même moment, ils ouvrent aux préventions de la Magistrature le plus court chemin pour les dévoiler. La Magistrature se tut. Ce silence, en face de l'ardente hostilité des partis, est la plus significatif des éloges pour la Compagnie.

Cependant le Ministère, sans cesse harcelé par les clameurs de l'opposition, résolut de sacrifier les Jésuites. Il ne les avait ni soutenus ni encouragés ; mais, dominant de toute la hauteur de sa pensée philosophique ces clameurs auxquelles son protestantisme éclairé répugnait à s'associer, M. Guizot avait jusqu'alors refusé d'immoler la liberté religieuse à d'absurdes préjugés. Il ne se prêtait qu'à contre-cœur aux persécutions dont il confessait l'iniquité ; néanmoins, les choses étaient poussées si avant, qu'il fallait offrir une satisfaction quelconque à ces écrivains, à ces orateurs se blessant eux-mêmes sur le champ de bataille où ils ne rencontraient pas d'adversaires. La position des Jésuites vivant en France comme citoyens soumis aux lois du pays était inattaquable. On pouvait les égorger dans une émeute, leur appliquer un des cent mille décrets de proscription oubliés dans les limbes du Comité de salut public, être implacable selon le conseil peu libéral de M. Dupin ; mais ces mesures avaient leur côté odieux ou ridicule. Le gouvernement, désintéressé dans la querelle, reculait devant de pareilles violences ; il disait avec Portalis, le

Condamnation d'Affenaer.

M. Guizot répugnait à poursuivre les Jésuites.

savant ministre des cultes dans les premières années du règne de Napoléon ¹ : « Les lois ne peuvent régler que les actions ; la pensée et la conscience ne sont pas du ressort des lois. L'empire sur les âmes est un genre de domination que les gouvernements humains ne connaissent pas et ne peuvent pas même connaître. Les lois ont donc fait ce qu'elles peuvent et tout ce qu'elles doivent pour la liberté humaine lorsqu'elles ont annoncé qu'elles ne reconnaîtraient et qu'elles ne sanctionneraient aucun vœu perpétuel. Elles n'ont pas d'ailleurs à s'inquiéter de ce qui n'intéresse que la conscience ; il ne leur appartient pas de forcer le retranchement impénétrable du cœur de l'homme. »

Mission
de M.
Rossi.

Convaincu de cette vérité, le gouvernement avait les mains liées ; il jugea plus opportun de demander au Saint-Siège un service que ses promesses escomptèrent à l'avance. Les Jésuites, n'existant dans le Royaume qu'à l'état d'individus, de prêtres séculiers autorisés par l'Ordinaire, n'avaient rien à démêler avec les chicanes de police administrative. Ils n'appartenaient à l'Ordre de Jésus que dans leur conscience ; la loi était donc impuissante à connaître d'un vœu ou d'une intention ne se manifestant point au dehors et ne réclamant d'autres privilèges que ceux dont jouit chaque Français. Il était légalement, constitutionnellement impossible de forcer les disciples de l'Institut derrière ce rempart de la liberté individuelle ; on crut que Rome se prêterait, sans trop de difficultés à une complaisance. La mission de M. Rossi fut décidée.

M. Rossi
n'est pas
un réfugié
italien

M. Rossi était un de ces condottieri de l'intelligence qui n'ont d'autre patrie que le lieu où il leur est permis d'abriter la fortune sous leur tente. Les premières années d'une vie nomade avaient vu cet Italien professer des doctrines peu en harmonie avec la Foi catholique et les principes conservateurs. A Genève, il avait servi tous les dieux, il aurait courbé la tête sous tous les cultes. Un hasard, heureux pour lui, le poussa vers la France. Il y prit racine ; bientôt il fut un des truchements les mieux rétribués du pouvoir. La Faculté de droit, l'Université, la Chambre des Pairs s'ouvrirent devant lui, et, afin de le mettre à même de mériter les faveurs dont on l'avait accablé, on l'envoya négocier auprès du Souverain Pontife l'expulsion à l'amiable des Jésuites.

Jamais ambassade allant proposer un glorieux traité de paix ou tracer la délimitation de provinces conquises ne tira de la presse autant d'importance ; jamais nom ignoré ne recueillit en quelques jours autant de félicitations et d'outrages. Il se dirigeait vers Rome pour mendier l'exil ou la mort religieuse des Jésuites français ; tous les partis s'occupèrent de lui. Les uns chantèrent son triomphe hypothétique, les au-

tres ne virent dans le nouveau plénipotentiaire qu'un affront jeté au Saint-Siège. L'humble étranger qui était venu quelques années auparavant tenter le sort à Paris prenait des proportions colossales. Il grandissait sous les vœux des adversaires de l'Eglise, comme sous les malédictions des Catholiques. On le fit tout à la fois ami de Grégoire XVI et Carbonaro réfugié ¹ ; on suivit pas à pas son itinéraire ; on annonça d'un côté que le Pape l'avait reçu avec une touchante cordialité ; de l'autre, on prétendit que les portes du Vatican avaient été fermées devant lui et que sa négociation se terminait avant même d'être commencée. Ainsi qu'il arrive souvent, les deux extrêmes tombèrent dans l'erreur.

Le choix de M. Rossi n'était ni habile ni heureux, à moins que Louis-Philippe n'ait eu le secret désir de montrer au Pape et au Sacré-

Accu-
qu'
reçoit
Rom

(1) On a souvent affirmé que M. Rossi était un Suisse, réfugié italien, et sur ce thème on a brodé beaucoup de versions : ici, pour accuser le gouvernement français d'avoir choisi un pareil agent diplomatique ; là, pour blâmer le Saint-Siège de l'avoir accueilli en cette qualité. Nous allons rétablir les faits.

En 1815, lorsque Murat, sur le trône de Naples, résolut de s'emparer de la Romagne afin de seconder l'entreprise de Napoléon et de faire une diversion jugée utile au complot des Cent-Jours, M. Rossi était jeune et inconnu ; mais déjà il cherchait à percer par tous les moyens. Dans l'impuissance où étaient les partisans de Murat de trouver des complices, ils jetèrent les yeux sur M. Rossi, qui habitait la ville de Bologne, et on lui donna une commission révolutionnaire. Ce titre commença à développer en lui la morgue doctrinaire. A peine en fut-il investi qu'il se rendit chez l'avocat Gambara, professeur à l'Université. Ce Gambara était un de ces Italiens à l'esprit caustique, et joignant une vaste érudition à la connaissance du cœur humain. M. Rossi pénétra dans le cabinet de son ancien maître avec un air si tranchant, que Gambara court à sa rencontre, fait un profond salut, et, sans lui laisser le temps de notifier les motifs de sa visite, dit à haute voix : « Sire, que commande Votre Majesté ? elle sera servie à l'instant même. » L'expression de figure du jurisconsulte bolognaise avait quelque chose de si railleur que M. Rossi, écarlé sous ce persiflage, s'échappa rouge de honte et de colère. Gambara ne fit point mystère de la plaisanterie, elle fut connue, elle donna une triste célébrité à la première mission de M. Rossi. Quand les Cent-Jours furent accomplis, le fonctionnaire improvisé et bafoué sentit que la place n'était pas tenable pour sa vanité et que son début politique ne lui laissait aucune chance dans les Etats de l'Eglise. Il s'exila à Genève, où le travail et l'élasticité de ses principes mirent en relief son ambition et ses talents.

Ce fut dans cette ville que, s'étant uni aux Calvinistes pour attaquer l'Eglise catholique, il mérita que le père Maur Capellari, depuis le pape Grégoire XVI, le signalât comme un des ennemis les plus actifs du Saint-Siège. Dans un rapport prononcé en 1824, par le père Capellari, sur les affaires ecclésiastiques de Genève, le futur Pontife s'exprime ainsi sur le futur ambassadeur de Louis-Philippe auprès de Grégoire XVI : « Un certo avvocato Rossi, cattolico rinnegato. »

Nous avons entendu raconter à Rome par des personnes qui ont lieu de se croire bien informés, que M. Rossi, avant de songer à devenir l'une des lumières de la France libérale, avait fait d'actives, de pressantes démarches auprès de l'empereur Nicolas de Russie pour diriger l'éducation du jeune Grand-Duc héritier. Le professeur genevois aurait aussi bien réussi à inculquer, au Prince qu'il ambitionnait d'élever, les doctrines du plus pur absolutisme qu'il est parvenu à se faire adopter comme l'un des régulateurs de l'opinion constitutionnelle. Tout cela néanmoins ne le fait pas réfugié italien, et c'est cette erreur trop accréditée qu'il nous importait de combattre avec des faits précis dans l'intérêt et pour la dignité des deux cours.

(1) Rapport à l'Empereur (24 mars 1807).

Collège la facilité avec laquelle il transformait à son gré en fervents Catholiques les plus fougues adversaires de l'Eglise. M. Rossi passait auprès du Saint-Siège pour le chargé d'affaires des doctrines de MM. Dupin, Cousin et Michelet. Le jour où il se présenta au Vatican afin de remettre ses lettres de créance, la Cour de Rome, applaudissant à la juste sévérité de l'Episcopat français, publia la condamnation portée contre tous les *manuels* de la jurisprudence gallicane et de l'éclectisme. Le froid accueil que le Sacré-Collège et les Princes romains firent au négociateur dut peu flatter sa vanité; mais il savait qu'un succès diplomatique rejetterait dans l'ombre toutes ces impressions fâcheuses. M. Rossi ne songea point à marcher de pair avec les égaux que lui donnait son titre provisoire. Il n'était pas de taille à exercer le prestige d'un ambassadeur de Roi très-chrétien; il chercha à se dédommager de cette première déception. Dans le tournoi oratoire où la Chambre des Pairs en 1844 discuta la loi sur la liberté d'enseignement, M. Rossi s'était mêlé aux combattants de ces fameuses journées, et, quoique universitaire, il avait su prendre un rôle de modérateur. On l'avait vu s'efforcer de concentrer, de restreindre peut-être les colères dont la Société de Jésus était l'objet; et, pour faire cesser le feu, il s'exprimait en ces termes : « Je ne sais si l'humilité chrétienne est parmi les vertus de cette Congrégation; mais certes elle aura quelque peine à ne pas céder aux séductions de l'orgueil, tellement est grande la place qu'elle a occupée depuis quelques jours dans nos débats. »

Les Jésuites, l'Episcopat, la France, l'Eglise elle-même, tout cela n'était que secondaire pour M. Rossi; son but principal était de réussir, parce que la victoire lui servait de marchepied afin d'arriver à de plus hautes destinées. A Rome, où tant de défiances surgissaient autour de lui, où un cordon sanitaire semblait lui laisser le palais Colonna pour lazaret, M. Rossi ne voulait rien voir de tout ce qui se faisait, rien entendre de tout ce qui se disait. Il ferma les yeux et les oreilles, puis, à force d'intrigues croisées, il se mit à battre en brèche la Compagnie de Jésus. M. Rossi avait longtemps vécu dans une situation précaire. L'ambition lui inspira la science de la flatterie et de la souplesse; elle lui révéla le point vulnérable de beaucoup d'amours-propres. Il possédait la clef des passions de l'humanité; il se servit de cet art qui déjà lui avait été si fructueux. Il lui fallait des trompettes pour répandre dans les salons les rumeurs qu'il sentait le besoin d'accréditer, les promesses que son gouvernement s'engageait à ratifier, les menaces qu'en cas de refus il devait faire entendre au Saint-Siège. La Prélatie romaine se tenait sur ses gardes; le diplomate improvisé trouva dans quelques ecclésiastiques

français l'appui qui lui était dénié par le Clergé d'au delà des monts.

Comme tous les parvenus encore peu habitués aux dignités et au pouvoir, M. Rossi, en mettant le pied sur le patrimoine de l'Eglise, avait espéré que sa présence seule aplanirait les obstacles et qu'il enlèverait de haute lutte la négociation dont il posait impérieusement les bases. Représentant de ce qu'en France on appelle le *pays légal*, M. Rossi s'était imaginé qu'il ne lui en coûterait pas beaucoup pour effrayer le Saint-Siège. Les quelques prêtres aux yeux desquels il faisait briller dans un prochain avenir des mitres épiscopales et de hautes fonctions comme récompense de leur jeune dévouement l'entretenaient dans ces idées. Il crut avoir partie gagnée avant même d'avoir commencé le jeu, et il se persuada que, par courtoises subtilités ou par intimidation, il n'y aurait rien de plus aisé que d'amener à son but le Vicaire de Jésus-Christ. Le rôle de l'ambassadeur espagnol Florida-Blanca l'avait séduit. Ainsi que lui, il se croyait destiné à commander dans la capitale du monde chrétien et à imposer à un nouveau Ganganelli les volontés de son maître. Clément XIV avait fléchi sous l'audacieuse étreinte du plénipotentiaire de Charles III; Grégoire XVI, plus calme et plus fort dans sa simplicité pleine de grandeur, n'était pas un Pontife à se laisser violenter. On prétendait en France qu'il n'y avait qu'à demander à Rome pour obtenir. Le caractère conciliant du Pape et du Cardinal Lambruschini, son secrétaire d'Etat, était peint sous des traits qui faisaient présager la débilité. On ne tenait compte ni de leur amour pour la paix, ni de la condescendance que la Chaire apostolique est heureuse de témoigner dans toutes les transactions ne préjudicant en rien aux droits de l'Eglise et à ceux de la justice. Le Pape s'était plus d'une fois montré généreux; on rêva que cette bonté irait jusqu'à la faiblesse. Ce fut sous de tels auspices que M. Rossi entama l'affaire des Jésuites.

Les Jésuites avaient, dans le Sacré-Collège, dans la Prélatie et dans les divers Ordres religieux, des juges, des maîtres, des amis, des émules qui appréciaient sainement cette guerre incompréhensible. Ils voyaient tous la Société à l'œuvre; ils l'étudiaient; ils la suivaient dans ses luttes et dans ses travaux; ils se rendaient un compte exact de ses progrès et de ses défaites. Sur les lieux mêmes où l'on affirmait que son action avait quelque chose d'irrésistible, ils trouvaient dans la réalité le contre-poids des mensonges. Le prisme sous lequel on faisait mouvoir l'ombre du Jésuitisme ne séduisait personne. L'expérience du passé servait de leçon à l'avenir, et, forte de l'exemple du gouvernement pontifical, Rome attendait, dans un silence plein d'équité, les terribles accusations

Ses
agents
ecclé-
siasti-
ques.

dont M. Rossi se faisait l'organe. Les abbés d'Isoard, de Falloux, de Bonnechose et Lacroix, chacun selon la mesure de ses ambitions individuelles ou de ses complaisances conciliatrices, s'étaient mis aux ordres du plénipotentiaire de l'Université. Ils n'attaquaient pas les enfants de saint Ignace; mais, tout en déplorant la malveillance dont l'Institut était l'objet, ils insinuaient que la bonne harmonie ne régnerait jamais entre la Cour apostolique et le cabinet des Tuileries, tant que satisfaction n'aurait pas été accordée à l'opinion égarée. Sur ce thème, que les aides diplomatiques de M. Rossi brodaient, suivant le caractère, l'esprit ou les impressions de ceux auxquels ils s'adressaient, on commença à donner un corps aux allégations et aux menaces que l'ambassade tenait en réserve; on lui prépara les voies. Peu de jours après, la ville pontificale se trouva placée sous l'état de siège des terreurs intéressées.

Pendant ce temps, l'Université et la presse parisienne ne cessaient de marcher à l'assaut de l'Institut de Loyola. Il importait de travailler au succès de la mission Rossi par toute espèce de combats et de persuader au Saint-Siège que, comme le Royaume très-chrétien, il allait lui-même passer subitement sous la domination des Jésuites. On croyait avoir assez échauffé les imaginations et exalté les colères; on tenta de faire servir les Jésuites à un de ces coups de majorité législative qui ne réussissent que par lassitude. En 1840, M. Thiers avait joué la comédie de la guerre contre l'Europe entière, et il avait embastillé Paris au chant de la *Marseillaise*, resuscitée pour la circonstance. En 1845, il fallait démontrer à la France qu'elle éprouvait le besoin de voir les fortifications se hérissier de canons. Pour enlever l'armement, M. Thiers se rua sur la Société de Jésus. Il ressentit une indignation constitutionnelle en apprenant qu'il existait sous le ministère de M. Guizot autant de Jésuites sur le sol natal que lorsqu'il était lui-même à la tête des affaires. Les 2 et 3 mai 1845, ses interpellations tinrent les députés en émoi; mais le peuple ne se préoccupa nullement de ce nouveau tour de prestidigitation. Il sourit des frayeurs de M. Thiers, et surtout de ses élans de Foi. Le peuple ne daigna même pas s'étonner du péril auquel la Chambre arrachait la France. Comme ce bruit, fait à propos des enfants de saint Ignace, n'avait pour but que de distraire les esprits, on lui donna le retentissement d'une solennité nationale. C'était la vérité et la liberté de conscience que, malgré un admirable discours de Berryer, on immolait à une peur convenue: M. Thiers fit de la religion; M. Dupin du courage civil; M. Odilon Barrot de la vertu; M. Isambert de la pacification à l'égard du Clergé. M. Martin (du Nord), ministre de la justice et des cultes, resta seul dans son caractère. Il fut lâche.

Au milieu d'un débat dont les intempérances étaient calculées pour amortir la discussion sur l'armement des forts détachés qui suivait immédiatement, on entendit tomber des paroles qui projetaient une triste lumière sur la situation. Le garde des sceaux avait reçu ordre de pactiser avec l'opposition révolutionnaire et de sacrifier les idées gouvernementales à un plan concerté d'avance. Sa molle nature d'avocat se prêta indolemment à cette humiliation volontaire du pouvoir; il s'effaça, ou quand il parut à la tribune, ce fut pour accepter la loi qu'on lui dictait. Les orateurs hostiles à la Religion de la majorité des Français avaient voulu circonscrire leur haine et ne la diriger que sur les Jésuites. Ils se virent entraînés au delà de leurs prévisions; et bientôt de coupables tendances, d'injurieuses menaces se firent jour. L'effet était produit; le Ministère se laissait mettre en demeure; le Pays savait qu'il venait d'échapper à un désastre immense, désastre que les disciples de Loyola portaient dans chaque pli de leur soutane.

Pour se rassurer plus complètement, la Chambre dont le courage s'était épuisé contre les Jésuites, vota d'emblée l'armement des fortifications de Paris.

M. Rossi avait attendu le résultat de ces séances pour entrer officiellement en campagne. Persuadé que les clameurs du Palais-Bourbon retentissent jusque dans l'intérieur du Vatican et qu'elles y sèment un effroi salutaire, il juge que l'heure est venue de porter un dernier coup. Il adresse au Saint-Siège un *Memorandum*, dans lequel sont relatés différents motifs que le cabinet des Tuileries fait valoir, pour prouver que l'Ordre de Jésus ne peut plus exister en France, et qu'il faut le dissoudre sans retard. Le plénipotentiaire ajoute: « Que son gouvernement n'a pas eu l'intention de chasser du Royaume ou de molester les individus qui appartiennent à la Société de Jésus; mais, ne pouvant pas se dispenser d'accomplir l'engagement contracté devant la Chambre, il se verrait forcé d'user des moyens qui lui sont propres. Il enverrait aux Préfets et aux Procureurs-généraux l'ordre d'exécuter sur ce point les lois du Royaume, et, en conséquence, le pouvoir civil fermerait les maisons non-seulement des Pères Jésuites, mais aussi des autres Congrégations religieuses, excepté celles qui se trouvent légalement autorisées; et on ne saurait, dans ce cas, empêcher les conséquences d'un choc qui pourrait, entre autres choses, induire peut-être dans l'esprit public une confusion entre la cause des Jésuites et celle du Clergé en général. Pour éviter ces conséquences désastreuses, on demande que le saint Père, interposant salutairement son autorité, veuille bien ordonner aux Pères Jésuites la dissolution des Maisons et des Noviciats qu'ils ont en France. »

Interpellation de
M.
Thiers.

M. Rossi
fait par
scr. so.
Memo
randa
au car
nal Lar
brus
chini

À la Chambre des Députés, la question ne fut pas ainsi posée par MM. Barrot, Thiers et Dupin, ainsi acceptée par les Ministres. Il avait été entendu qu'elle serait résolue sans le Saint-Siège et malgré le Saint-Siège ¹. La négociation ne pouvait donc aboutir qu'à un affront pour lui. D'un côté, on invoquait le concours du Pape; de l'autre, on proclamait à la face de l'Europe que l'on ne demandait pas mieux que de s'en passer. Le Memorandum de M. Rossi fut par cela même regardé comme non avenu. Ce silence était alarmant; le négociateur espéra le vaincre en faisant mouvoir tous les ressorts préparés de longue main. L'esprit révolutionnaire, dans ses nuances même les plus modérées, n'a foi qu'en la force brutale. L'échafaud ou la proscription sera toujours son dernier mot. La première tentative de M. Rossi périlait; il chercha à la relever par des menaces, par des promesses et par des intrigues de toute nature. Les portevœux cléricaux de l'envoyé de France calomniaient leur patrie et la Magistrature; ils eurent mission de circonvenir les Cardinaux et les Prélats influents. Aux uns, ils déclarèrent que, si les Pères de la Compagnie, lésés dans leurs droits de citoyens, en appelaient aux tribunaux, les tribunaux, sans respect pour la loi, se condamneraient à une iniquité raisonnée, car, disaient ces prêtres, la corruption a pénétré jusque dans le temple de la justice. Aux autres, ces mêmes prêtres assuraient qu'ils entendaient mieux les intérêts des Jésuites que les Jésuites eux-mêmes. Faciliter le projet du gouvernement, ce serait les sauver sur le bord de l'abîme. Les Pères sont, affirmaient-ils, poussés à faire valoir leurs droits constitutionnels par des Légitimistes qui les mettent en avant pour susciter des embarras au pouvoir, ou par des Catholiques qui, la veille encore, Saint-Simoniens ou Fouriéristes, défendent l'Eglise avec les armes émoussées au service de l'erreur.

De son côté, M. Rossi ne restait pas inactif;

(1) Dans la séance du 3 mai 1843 (*Moniteur* du 4, p. 4188), M. Thiers avait proposé un ordre du jour ainsi motivé :

« La Chambre, se reposant sur le gouvernement du soin de faire exécuter les lois de l'Etat, passe à l'ordre du jour. »

Le Ministre de la justice, M. Martin, y avait adhéré en déclarant que « le gouvernement ne subordonnait au concours de personne l'exercice de son droit, l'exécution des lois du pays. »

M. Thiers reprend la parole : « Les circonstances, dit-il, qui avaient fait que ces lois étaient restées inéculées, ces circonstances ont changé; il devient urgent d'appliquer ces lois. Maintenant le gouvernement qui est chargé de les exécuter doit avoir la liberté nécessaire et employer les moyens qu'il jugera le plus convenables. Il a eu recours à l'autorité spirituelle, je l'approuve; mais à une condition, c'est que, quelle que soit la décision de l'autorité spirituelle..... (Oui! oui!) »

M. le Ministre de l'intérieur : C'a été dit, c'est entendu. M. Thiers : Quel que soit le succès des négociations auprès de cette autorité spirituelle, que je respecte et à laquelle je ne soumets pas les lois de mon pays, quel que soit le succès des négociations, les lois de l'Etat seront exécutées.

De toutes parts : Oui! oui!

il annonçait officiellement que les Jésuites seuls étaient la cause de la guerre entre le Clergé et l'Université; qu'ils devenaient de plus en plus impopulaires; que leurs maisons servaient de foyer au Légitimisme, et qu'on les trouvait partout où éclatait un mécontentement. Si, ajoutaient le plénipotentiaire et son escouade d'argents, si le Saint-Siège ne concilie pas les intérêts de Dieu avec ceux de César, une loi fermera pour toujours l'entrée du Royaume aux enfants de saint Ignace, et cette loi s'étendra à toutes les corporations religieuses. Le gouvernement irrité fera retomber sa colère sur l'Eglise et sur le Clergé. Les esprits sont tout disposés à accepter le Schisme, à se séparer du Saint-Siège. Que le pouvoir dise un mot, qu'il fasse un signe, et le Royaume très-chrétien renoncera d'entraînement à la vieille Foi catholique. Il est voisin de l'Italie; il peut y souffler ou y apaiser les tempêtes; c'est au Pape et à la Cour Romaine à décider. Qu'on sécularise les Jésuites; qu'au moins on les sacrifie pour un temps, qu'on leur ordonne de s'éclipser durant une année, six mois peut-être, et l'âge d'or de l'Eglise de France renaitra. Le Saint-Siège demande, et non sans de justes motifs, la révision des articles organiques; il y en a qu'il rejette. Le gouvernement s'empresera de présenter une loi dans ce sens: Le Clergé désire que la liberté d'enseignement ne soit pas un vœu stérile. Cette liberté ne sera plus refusée; on accordera aux Chrétiens de Syrie une protection plus efficace; mais, — et M. Rossi terminait toujours ainsi ses memorandums verbaux, corollaire de la note écrite, — il faut avant tout donner satisfaction aux plaintes, aux colères, aux préjugés peut-être, en sécularisant l'Ordre de Jésus.

Mise en présence de cet ultimatum, la Cour pontificale, tout en tenant compte, avec sa discrétion habituelle, des difficultés qui surgissaient autour des hommes d'Etat de France, ne se déguisa point qu'il lui restait un grand devoir à remplir. Elle pesa au poids de la justice du sanctuaire les motifs allégués par le diplomate de l'Université. Elle examina les griefs qu'il faisait valoir contre les Jésuites, les menaces et les promesses dont il s'armait tour à tour. Elle décida qu'il n'y avait, qu'il ne pouvait y avoir rien de sérieux dans les unes comme dans les autres.

Si, disait-elle, les maisons des Pères de l'Institut sont un foyer de légittimisme, le gouvernement a une police pour les surveiller et des lois pour les punir. Or, comment se fait-il que, dans tous les complots vrais ou supposés qui depuis quinze ans ont troublé la France, il soit impossible de saisir la main d'un Jésuite agissant au grand jour ou dans l'ombre. Ils préchent, ils instruisent, ils dirigent sous la juridiction de l'Ordinaire. Quelles paroles de révolte l'autorité

Memorandum verbal de l'envoyé de France.

Les menaces et les promesses.

Motifs que la cour de Rome leur oppose.

Les Jésuites légittimistes.

On n'y répond pas.

a-t-elle entendues tomber de leurs chaires ? Quelles perfides insinuations, quels conseils malveillants a-t-elle recueillis de la bouche des Fidèles qui s'adressent à eux ? On impute aux Jésuites des tendances anti-orléanistes, et, pendant ce temps, la *Gazette de France* s'essouffle à démontrer qu'ils ont été trop favorables à la dynastie de Louis-Philippe, et que c'est par leur influence qu'une portion du Clergé s'est ralliée. Aux yeux d'hommes impartiaux, ces deux accusations contradictoires s'annihilent donc l'une par l'autre. Rome demandait qu'on précisât un fait, et le plénipotentiaire, de même que ses agents ecclésiastiques, se renfermait dans de banales généralités. Il en dut être ainsi pour l'inculpation d'avoir semé la discorde entre l'Episcopat et l'Université. Les Evêques n'avaient pris conseil que de leur mission, de leur conscience et de l'effroi de leur troupeau. La Chaire apostolique était en mesure de savoir cela mieux que le cabinet français ; n'avait-elle pas été le confident de leurs tristesses pastorales si longtemps muettes et leur appui moral dans la lutte ?

Les
Jésuites
impopu-
laires.

On proclamait les Jésuites impopulaires ; pour le démontrer, M. Rossi tirait son principal argument des interpellations de M. Thiers, de l'ordre du jour motivé qui en fut la conséquence, surtout du nombre des abonnés au *Journal des Débats*, au *Siècle* et au *Constitutionnel*. La Cour pontificale n'amoindrissait pas ainsi la question ; elle l'élargissait au contraire. En étudiant seulement l'histoire des cinquante dernières années qui ont passé sur la France, elle se demandait à quel signe visible on reconnaît la popularité dans un royaume où Louis XVI périt sur l'échafaud et où Marat fut déifié au Panthéon. La Cour pontificale voyait Bonaparte élevé sur le pavois, puis jeté aux gémonies, les Bourbons salués comme les sauveurs de la patrie, et seize ans après proscrits encore au nom du peuple. Elle entendait la calomnie hurler à tous les noms illustres ; elle contemplant chaque fraction de parti distribuant à son gré la gloire ou l'infamie. Elle trouvait le généreux soldat, le magistrat intègre, l'écrivain consciencieux, l'habile diplomate, le ministre sage ou éloquent, harcelés par l'insulte et conspués jusque dans leur vie privée, tandis qu'on improvisait grands citoyens des hommes médiocres ou pervers, dont au même moment d'autres opinions brisaient le piédestal. La Cour de Rome rappelait à M. Rossi que l'homme d'Etat dont il se disait le représentant, que M. Guizot s'était plus d'une fois à la tribune glorifié de son impopularité, et elle priait le plénipotentiaire de l'Université de vouloir bien mettre d'accord cet aveu et ses reproches officiels. On allait plus loin ; on plaçait sous les yeux de M. Rossi ce passage où M. Guizot définit et peint avec tant d'éloquence l'opinion publique, et le Saint-Siège

répétait avec le Ministre des affaires étrangères¹ :

« Dans les temps de fermentation et de désordre, le véritable vœu national, la véritable opinion publique sont méconnus, comprimés, insultés ; les partis seuls se montrent et agissent, et la nation n'est qu'une masse inerte, ballottée tour à tour dans les sens les plus contraires et façonnée, mutilée, au gré des passions ou des intérêts qui se combattent sur son sein. A chaque alternative de succès et de revers, le parti vainqueur se prétend l'interprète fidèle, le vrai défenseur de l'intérêt national et de l'opinion publique ; le parti vaincu n'est qu'un ramas de révoltés, étrangers à la patrie qu'ils ont opprimée quelques instants et qui applaudit à leurs défaites. Que la chance tourne, le nouveau vainqueur tiendra le même langage, et se servira de la même illusion pour accabler son adversaire. »

Rome essayait de se rendre compte de cette mobilité, et, tout en avouant son insuffisance, elle confessait que la popularité en France a quelque chose de si insaisissable qu'il devient très-difficile de la caractériser. L'impopularité des Jésuites était bien constatée chez les ennemis de la Religion catholique, mais, à part cette évidence dont le Saint-Siège, sous peine de suicide, ne pouvait guère puier la Compagnie, en était-il ainsi dans les rangs du Clergé, parmi toutes les familles chrétiennes, au milieu de ces populations laborieuses que les Pères évangélisent et de cette foule qui assiege leurs confessionnaux ? Si les Jésuites, disait-on, sont éternellement frappés de la flétrissure morale sous laquelle passent tous les partis, tous les hommes, tous les systèmes, que peut donc craindre la France de quelques pauvres Prêtres dont la voix sera étouffée par l'indignation publique ? que fera leur stérile concurrence à l'Université ? qu'importe au pouvoir que les Jésuites vivent ou meurent, s'ils n'ont point pris racine dans le Royaume ?

La menace d'une loi excluant les enfants de Loyola du sol qui les a vus naître et frappant toutes les Congrégations autorisées ou tolérées semblait aux Prélats même les plus timides une œuvre impossible à réaliser. Le Saint-Siège, par déférence pour le gouvernement de Louis-Philippe, ne daigna pas même s'en préoccuper. Cet appel à la proscription, dans un siècle et dans un pays qui a tant remué d'idées, tant sacrifié de millions d'hommes pour faire triompher la liberté individuelle, avait quelque chose de si étrange que personne ne le prit au sérieux. On se contenta de répondre aux subalternes de M. Rossi qu'ils calomniaient leur patrie. Dans cette occurrence, Rome interpréta plus noble-

(1) Notes de M. Guizot sur l'ouvrage *De la souveraineté et des formes du gouvernement*, par M. Ancillon, p. 159 (Paris, 1816).

ment et plus justement qu'eux la véritable pensée nationale.

Quant au schisme légal, qu'ils tenaient suspendu comme un épouvantail sur la capitale du monde catholique, et dont l'imminence leur paraissait pleine de dangers prochains, la Cour pontificale se montre encore plus incrédule. Elle sonde le trône de Louis-Philippe pour savoir où était le Henri VIII brisant d'un seul coup l'Unité et séparant la France de la communion romaine. Elle n'y trouva qu'un vieillard fatigué de révolutions, un vieillard qui s'efforçait, en prudent fondateur de dynastie, de consolider sur la tête de son petit-fils la couronne qui, dans un temps prévu, allait avoir à traverser une minorité toujours orageuse. Le Saint-Siège connaissait de longue date l'Episcopat français, et il y cherchait en vain les Cranmer qui se prêteraient à cet impossible caprice. En voyant le Clergé pauvre des biens de ce monde et riche seulement de sa Foi si souvent éprouvée, Rome, qui possède tous les secrets des schismes, se disait qu'ils ne sont réalisables que dans des circonstances données. Il faut que le prince ait des passions à satisfaire, des trésors à partager entre ses courtisans, des avidités à tenter en leur offrant les biens du Clergé. Il faut surtout que la Nation entière soit unie à son Roi, et que les partis divisés par la politique ne puissent pas se faire un drapeau de leurs croyances religieuses pour s'insurger contre un gouvernement leur donnant l'exemple du parjure et de l'apostasie. Or la France était-elle dans ces conditions? Le Roi, dont le Saint-Siège connaissait la prévoyance dynastique et le sincère désir d'apaiser les troubles religieux, avait-il intérêt à jeter la perturbation dans les âmes? pouvait-il, de gaieté de cœur et sans espoir d'une compensation quelconque, imposer un nouveau culte au peuple français? Que, dans les conciliabules de leur impiété théorique, un petit nombre d'hommes se soient imaginé de changer la religion du pays, cela est possible. Rome ne niait pas le fait; mais, en voyant les provinces de l'Ouest, du Nord et du Midi si pleines de Foi; mais en étudiant la situation même de Paris, elle demeurerait de plus en plus convaincue de l'inanité de ce rêve. La Révolution avait échoué; l'Empereur avait reculé en confessant son impuissance. Le Royaume très-chrétien était catholique jusqu'au fond des entrailles. Personne en France, Louis-Philippe moins que tout autre, ne pouvait songer à réunir toutes les fractions de parti, pieuses ou incrédules, légitimistes ou républicaines, sous l'étendard de l'Unité que les ennemis de la famille d'Orléans arboraient contre elle. L'idée d'une séparation n'était donc qu'une menace sans portée; car, lorsque les esprits sont tout prêts à aller au schisme, le schisme est déjà passé dans les mœurs, dans les croyances. Il existe, et, avec

les ardeurs françaises, il entraîne le gouvernement lui-même.

La sécularisation des Jésuites, sollicitée par de tels moyens, n'avait aucune chance de réussite. M. Rossi avait en vain essayé d'intimider : il crut que ses promesses seraient plus efficaces. Les pouvoirs constitutionnels, dont il faisait bon marché, ne furent plus d'aveugles instruments de troubles religieux; le négociateur leur accorda de son chef une pensée toute différente. Le Saint-Siège n'avait qu'à dissoudre en France la Société de Jésus, et à l'instant même une loi serait présentée pour reviser les articles organiques, contre lesquels Rome avait toujours protesté. Afin d'obtenir un résultat favorable, M. Rossi avait inventé des menaces impossibles; en désespoir de cause, il arrivait à des engagements irréalisables. Le Saint-Siège tient sans doute beaucoup à voir tomber les chaînes que porte le Clergé, mais ce n'est pas par une iniquité qu'il convient à la Chaire de Pierre de préparer le triomphe de la justice. Protéger les Chrétiens de Syrie contre les cruautés musulmanes a toujours été un devoir des gouvernements chrétiens : Rome ne s'expliquait donc pas qu'on mit des conditions à l'accomplissement de ce devoir, toujours regardé par la France comme sacré. On berçait la Cour pontificale de l'espoir d'arracher l'Orient catholique aux maux qu'il endure; mais, pour faire cesser la persécution de Syrie, il fallait que le Pape se fit le persécuteur des Catholiques d'Europe et de la Compagnie de Jésus.

Cette espèce de prostitution de la charité, ce trafic de faveurs et d'injustices, fut repoussé à Rome comme une mauvaise pensée. M. Rossi, après s'être décidé à passer son Memorandum, avait, pour l'appuyer, mis en jeu tous les ressorts, essayé de tous les pièges. Grégoire XVI se renfermait dans la dignité de son silence; le cardinal Lambruschini restait impassible. Il se contentait de faire savoir à l'ambassade que le gouvernement de Sa Sainteté ne pouvait répondre que négativement au Memorandum et par la réfutation des assertions contenues dans cette dépêche.

Alors le plénipotentiaire changea de ton. Il ne menaça plus, il ne promit plus, il n'exigea plus. On le vit se borner à demander une concession, si légère qu'elle fût. Par égard pour la France, le Saint-Siège qui, dans cette question complexe, ne voulait pas même avoir à se reprocher un défaut de formes, réunit, le 42 juin 1845, la Congrégation des affaires ecclésiastiques extraordinaires, et il lui soumit les demandes de M. Rossi. Huit Cardinaux sur douze furent convoqués. Lambruschini, Ostini, Castracane, Franzoni, Patrizi, Polidori, Bianchi et Acton délibérèrent en présence du Souverain Pontife¹, et ce fut sur les motifs suivants qu'ils basèrent leur vote :

(1) La loi du silence est imposée aux Cardinaux qui

Le Saint-Siège ne répond à aucune des ouvertures ministérielles

Delibération de huit Cardinaux en présence du Pape.

Raisons
sur les-
quelles
ils ba-
saient leur
refus.

4^o Les lois qu'on allègue contre les Jésuites, ou plutôt contre toutes les Associations religieuses, sont contestées même en France. Elles ont été rendues sous un autre ordre de choses, et elles se trouvent en contradiction manifeste avec le Concordat et avec la Charte, établissant en principe la liberté du culte, puisque la pratique des conseils de l'Évangile appartient évidemment à la Foi catholique. L'Église n'a jamais envisagé la profession religieuse autrement que comme la pratique volontaire et libre des conseils que Jésus-Christ donne à ceux qui aspirent à être plus parfaits. Cette profession ne doit pas plus priver les Français de leurs droits de citoyens que la profession même du Catholicisme. Les vœux religieux sont des liens purement spirituels; ils ne dépendent jamais d'un gouvernement. Ceux qui les contractent n'en jouissent pas moins, aux yeux de la loi, de la plénitude de leurs droits; ils peuvent s'unir, s'associer, vivre ensemble comme tous les autres nationaux. Que les lois ne reconnaissent pas ces sortes d'associations, qu'elles ne leur accordent aucun titre, aucune prérogative; qu'elles ne les admettent point à agir collectivement et comme sociétés légales, rien de mieux. Cela est de la compétence de l'autorité civile; mais cette compétence ne s'étend pas au delà.

2^o Le Saint-Siège ne peut pas, sur les instances d'un gouvernement, condamner et immoler des innocents. Les Jésuites existent en France depuis plus de trente années, et aucun d'eux n'a été cité devant les tribunaux comme coupable d'un délit. Aujourd'hui même on ne formule contre les Pères aucune accusation précise et qui, de près ou de loin, serait justiciable de la loi. Comment donc le Saint-Siège pourrait-il les priver par une sentence du saint état qu'ils embrassèrent avec l'approbation de l'Église catholique?

3^o Les vingt-cinq Évêques de France qui possèdent des Jésuites dans leurs diocèses leur rendent tous le témoignage le plus honorable. Ils se félicitent des fruits de salut que font germer ces ouvriers évangéliques. Un grand nombre d'autres Prélats ont écrit au Saint-Siège pour solliciter la conservation de ces auxiliaires indispensables. Le Saint-Siège repoussera-t-il une demande si juste et si bien motivée!

A l'unanimité, la Congrégation extraordinaire décida que le Souverain Pontife ne pouvait et ne devait rien accorder. Grégoire XVI approuva.

C'était une grande démonstration; elle ne coûta aucun sacrifice au Pape, car la justice de l'Église l'exigeait. Cet acte raviva toutes les

prennent part à ces sortes de Congrégations, et, sous aucun prétexte, ils ne peuvent révéler ce qui s'y passe ou les mesures adoptées. Grégoire XVI, que le gouvernement français mettait de moitié dans ses actes, ne voulut pas accepter une solidarité semblable. Pour la manifestation de la vérité, il délia les Cardinaux de la loi du silence.

colères; et, dans le premier étonnement de leur déception, les héritiers du vieux Libéralisme oublièrent ces paroles toujours vraies que M. Guizot leur adressait en 1824 avec autant de justesse que de prévoyance gouvernementale: « Partout où la liberté de conscience prévaut, disait l'écrivain protestant¹, tout culte, toute croyance religieuse réclame, à juste titre, le respect non-seulement du pouvoir, mais du public. Leur droit contre l'outrage dérive du même principe que leur droit à la liberté. Pour se pénétrer de cette doctrine, la France a besoin, j'en conviens, de la voir hautement professée et pratiquée par le pouvoir. Non-seulement l'irréligion a eu parmi nous la force, mais elle s'est crue la vérité. Elle a persécuté, et parce qu'on résistait à ses décrets et parce qu'on se refusait à ses arguments, le principe de l'intolérance n'a été autre au dix-huitième siècle qu'au seizième. Quand ils sont convaincus et maîtres, les incrédules, comme les fanatiques, veulent qu'on croie en eux et comme eux.

» Ils ne sont pas tous guéris de cette coupable prétention; et, bien qu'il reste aujourd'hui peu d'hommes qui voulussent employer directement contre la Religion les armes du pouvoir, il en est encore un assez grand nombre qui, à chaque occasion où la Religion se déploie avec quelque hardiesse, s'en étonnent et s'en irritent comme d'un attentat à la liberté. Celle-ci a pour eux quelque chose de nouveau et d'imprévu qui les offense. »

Le cabinet des Tuileries et son envoyé à Rome se trouvaient dans ce cas; ils ne surent pas profiter de la leçon que M. Guizot leur avait donnée vingt-quatre ans auparavant. Il ne restait plus à M. Rossi qu'à s'épargner l'humiliation d'un refus; c'est ce qu'il fit. Sa négociation finissait avec la Cour de Rome; le Pape et les Cardinaux n'avaient plus rien à voir dans cette affaire. Le ministre de France espéra être plus heureux en demandant que les Jésuites se prêtassent volontairement à quelques concessions. C'était présenter la chose sous un point de vue tout différent, et, pour transmettre son vœu, M. Rossi s'adressa au cardinal Lambruschini. Lambruschini n'agissait plus au nom du Pape ni en sa qualité de secrétaire d'Etat, mais uniquement comme médiateur officieux. M. Rossi eut avec lui quelques conversations. L'abbé d'Isaard leur servit d'intermédiaire, et il n'exista jamais de rapports, même indirects, entre le Général de la Compagnie et le Plénipotentiaire français. L'honneur de la Chaire apostolique était sauf; elle avait eu le courage de sa position. Le Père Roothaan fut appelé à donner au Royaume très-chrétien un gage de son amour pour la paix et à montrer que la Société de Jésus sait faire tous les sacrifices.

La Congrégation extraordinaire s'était pro-

(1) *Des moyens de gouvernement et d'opposition*, par F. Guizot, p. 122 et 123 (Paris, 1821).

M. Rossi
demandant
que les
Jésuites
souscri-
vent à
quelqu
conces-
sions

Le car-
dinal Lar-
bruschi-
ni
média-
teur of-
ficiel

noncée en faveur des Jésuites ; elle crut néanmoins devoir faire représenter au Général de l'Institut les conséquences que pourrait entraîner son refus de toute espèce de concessions. Les Cardinaux Acton et Patrizi furent choisis pour remplir ce message. Ils étaient pieux et chers à la Compagnie ; ils exposèrent la situation au Général ; mais dans le même temps Roothaan fut entouré, obsédé par de prétendus amis de l'Institut qui lui peignirent la France sous les plus sinistres couleurs. On lui dit que sa résistance amènerait peut-être le massacre de ses frères, tout au moins de déplorables conflits. Dans l'impossibilité où il se trouvait de connaître du jour au lendemain le véritable état des choses, et mu par l'idée que ses concessions tourmenteraient au bien de la Religion, de la paix du Royaume, et à celui de la Compagnie elle-même, il se décida, le 44 juin 1845, à adresser une note aux deux Provinciaux de Paris et de Lyon. Le Général mandait : « Après tant de démarches et de memorandums de M. Rossi, qui est allé officier tous les Cardinaux, le Saint-Père n'a guère voulu entrer personnellement avec lui en discussion sur l'affaire qui est l'objet de sa mission. Il s'est tenu jeudi dernier une Congrégation de Cardinaux devant le Saint-Père, et, grâce à Dieu, la décision unanime a été que le Saint-Père ne pouvait rien accorder aux demandes du gouvernement français, et non-seulement ne donner aucun ordre, comme on le lui demandait, de dissoudre nos maisons en France, mais pas même un tel conseil au Père Général. M. Rossi aura donc une réponse digne du Saint-Siège, et Pierre confirmera encore cette fois de nouveaux ses frères. Nous avons certainement à bénir le Seigneur de ce résultat, vu surtout les artifices, les raisons astucieuses de promesses, de menaces de plus grands maux, qui avaient été employés pour ébranler la fermeté du Saint-Père et des Cardinaux. Il y a bien de quoi nous consoler de cette unanimité. »

» Maintenant, n'y a-t-il pas quelque chose à faire de notre part pour calmer l'irritation que va produire la réponse de Rome ? N'ayons pas l'air de braver l'orage qui gronde. »

A la suite de ces paroles, où le Père Roothaan veut que tout se passe *doucement et sans éclat*, il propose aux Supérieurs de l'Ordre en France la diminution ou la dissolution des Maisons de Paris, de Lyon et d'Avignon, de manière que l'arrivée d'un agent du gouvernement n'y trouve pas de prise, et il termine ainsi :

» Il m'en coûte de donner une telle disposition, mais je crois de mon devoir de suggérer cette mesure de prudence. J'espère que cela pourra se faire tranquillement, et, comme je viens de le dire, sans éclat ; ce qui vaut infiniment mieux, sous tous les rapports spirituels et temporels, que si cela devait se faire plus tard tumultueusement. »

Le Général des Jésuites n'ordonne la dissolution d'aucune Maison : il la propose, il la conseille, mais il n'a pas le droit de l'exiger¹, et il se garde bien de le faire. Il reste dans la limite de ses pouvoirs sans oser, même dans une circonstance aussi critique, prendre sur lui de les outre-passer ; car, s'il essayait de supprimer de son chef une province et même une maison, il se mettrait dans le cas de voir ses Religieux lui désobéir pour sauver le principe. M. Rossi eut connaissance de cette note. Les dispositions

(1) Dans la 1^{re} partie des Constitutions de la Compagnie de Jésus (ch. 2, § 1^{er}), saint Ignace donne au Général plein pouvoir pour accepter les Maisons et les Collèges ; mais s'agit-il de les dissoudre une fois qu'ils sont acceptés ; il limite en ces termes son autorité :

(Déclaration A.) « Que le Général, de concert avec la Société, décide si les Collèges déjà admis doivent être conservés ou abandonnés. Cette décision pourra être prise dans la Congrégation générale et même en dehors de cette Congrégation, en recueillant les suffrages de ceux à qui il appartient de donner leur voix. »

Ces paroles ne déterminent pas les sujets de l'Ordre qui doivent être consultés ; mais la 1^{re} Congrégation générale, usant du droit que les bulles des Souverains Pontifes et les Constitutions de saint Ignace elles-mêmes confèrent à ces sortes d'assemblées, décide la question. Elle décrète (decr. xxiii et xxvii) que, pour la dissolution d'une maison ou d'un Collège, il faut, si la nécessité n'est pas urgente, attendre la tenue de la Congrégation générale. Si les circonstances ne permettent pas ce délai, il est nécessaire, pour une maison située en Europe, de prendre l'avis de tous les Provinciaux et des deux plus anciens Profes de chaque province d'Europe, des assistants, du procureur-général et du secrétaire général de toute la Compagnie ; et, pour une maison hors de l'Europe, il faut en outre consulter le Provincial de qui dépend cette maison. Dans l'un et l'autre cas, c'est la majorité des suffrages qui décide.

Ce décret a toujours été fidèlement observé. Les archives du Gesù renferment des exemples du second mode de dissolution. Quant au premier mode, les actes des Congrégations générales en fournissent plusieurs.

En 1645, la VIII^e Congrégation générale refuse au père Caraffa l'autorisation de dissoudre le Collège de Spolète ; elle ne lui l'accorde par rapport aux Collèges de Sora et de Monte-Santo, qu'autant que, nouvelles informations prises et tous les moyens de les mettre en meilleur état employés, il jugera, après avoir consulté les assistants, que leur dissolution est plus utile, en ayant soin d'éviter ce qui pourrait offenser ces villes et les princes. Recommandation : ajoute la Congrégation, qui regarde surtout le Collège de Sora, à cause des bienfaits dignes d'une éternelle mémoire que la Compagnie a déjà reçus de la famille Buoncompagni.

La province de Naples demandait aussi la dissolution des Collèges de Capoue, de Salerne, d'Amantea, de Pauli et de Bibone, et celle de la résidence de Monopoli acceptée dans l'espoir d'y fonder un Collège. La Congrégation refuse l'abandon de Salerne et de Capoue ; elle n'accorde son autorisation pour les autres lieux qu'aux conditions déjà posées pour Sora et Monte-Santo.

La XI^e Congrégation générale donne au père Paul Oliva plein pouvoir.

La XVII^e accorde au père Visconti, à la demande de la province de Venise, le pouvoir de dissoudre un petit Collège et une Résidence, s'il le juge plus convenable à la gloire de Dieu et au bien de la Compagnie.

La XVIII^e donne au père Centurione la faculté de réduire, vu l'insuffisance de revenus, le Collège de Frascati à l'état de Résidence.

Le Général actuel demanda à la XX^e Congrégation générale, qui l'avait élu, le pouvoir de dissoudre deux Collèges, et ce pouvoir lui fut accordé, pourvu que cette dissolution pût avoir lieu sans donner de légitimes sujets d'offense.

Depuis l'origine de la Société de Jésus, ces prescriptions n'ont jamais été outre-passées. Le Général a le droit de diminuer une maison, de disséminer les Jésuites ; il ne peut jamais prendre sur lui de faire ce que la loi défend. L'Ordre de Jésus n'est pas encore assez constitutionnel pour se permettre ou autoriser une violation du pacte fondamental.

qu'elle annonçait ne lui parurent pas assez importantes ; de nouvelles démarches furent faites auprès du Père Roothaan , et , le 24 juin , ce dernier manda : « Vous avez regu , je l'espère , ma lettre du 14. Je vous écris aujourd'hui sur le même sujet , car je me suis encore plus convaincu de la nécessité de se conformer aux mesures que je vous ai suggérées... La déclaration qu'ont faite plusieurs Evêques de nous recevoir dans leurs palais , si nous venions à être chassés , mérite sans doute la plus vive reconnaissance ; mais la charité et la prudence ne nous permettraient pas de profiter d'une offre si obligeante , dont l'acceptation pourrait les compromettre gravement.

» Aux maisons indiquées dans ma lettre précédente , je crois devoir ajouter celles qui sont notablement nombreuses , Saint-Acheul particulièrement , et les Noviciats nombreux.

« Nous devons tâcher de nous effacer un peu , et expier ainsi la trop grande confiance que nous avons eue à la belle promesse de liberté qui se trouve dans la Charte et qui ne se trouve que là. »

La Cour de Rome n'avait rien accordé , elle n'était même pas entrée en pourparlers ; le Général interrogeait les Jésuites sur les concessions que seul il n'avait ni le droit ni la volonté de faire. Il proposait , laissant à qui de droit dans l'Institut le soin de décider. Cette pensée était si naturellement celle de Roothaan que , le 28 juin , le père Rozaven , assistant de France , écrivait aux Supérieurs de Paris : « Je pense que si nous cédon's quelque chose , il doit bien entendu que nous le faisons par un motif de paix , et que nous voulons qu'il soit bien compris que nous faisons la réserve de nos droits , que nous voulons conserver intacts et que nous ferons valoir toutes les fois que nous le jugerons à propos. S'il est reconnu qu'on ne peut chasser les propriétaires de leur maison , il doit l'être également qu'on ne peut les empêcher d'y donner domicile à qui il leur plaît »

Il n'y avait ni incertitude ni ambiguïté à Rome. Le Saint-Siège avait refusé de se joindre à l'Université et à une fraction des assemblées législatives pour violer les droits de tous les citoyens français dans la personne des Jésuites. M. Rossi , qui le 23 juin avait sagement retiré son Memorandum , rédigea une dépêche dans le sens des deux lettres de Roothaan ; il la communiqua au cardinal Lambruschini. On ignore si c'est à l'ambassade de Rome ou dans le cabinet du ministre que cette dépêche fut modifiée. Toujours est-il que , le 6 juillet , le *Moniteur* ne tint compte que des besoins parlementaires , et il annonça :

« Le gouvernement du Roi a reçu des nouvelles de Rome. La négociation dont il avait chargé M. Rossi a atteint son but. La Congrégation des Jésuites cessera d'exister en France

et va se disperser d'elle-même ; ses Maisons seront fermées et ses Noviciats dissous. »

A la nouvelle de ce succès que rien n'avait préparé , un sentiment de doute se manifesta dans toutes les classes. Cependant peu à peu on se familiarisa avec l'idée que le ministère ne pouvait pas avoir inventé une pareille dépêche , et la douleur des Catholiques égala à peine les joies des ennemis de l'Eglise. Les journaux dévoués à la Révolution ou à l'Université proclamèrent à grands cris leur victoire , et , dans le cynisme de leurs aveux , ils ne craignirent pas d'outrager le Pontife suprême. Le *Courrier français* , du 7 juillet 1845 , relêta ces moqueuses injures , que la fausseté de la note officielle devait le lendemain transformer en louanges.

« Nous avions , dit-il , fait trop d'honneur à la Cour de Rome en supposant qu'elle laisserait au gouvernement français la responsabilité d'une mesure décisive contre les Jésuites ; Rome a cédé. C'est un nouveau signe de la décadence du pouvoir spirituel qui réside au delà des monts. Sacrifier ses défenseurs est la marque la plus manifeste de sa faiblesse , et ce n'est pas la première fois que l'Ordre de Loyola éprouve l'ingratitude du Saint-Siège. En prêtant les mains une fois de plus à un acte de rigueur contre ses janissaires , la Papauté continue le désarmement et accomplit son suicide depuis longtemps commencé ; toute grande chose expire lentement.

» Que penser , en effet , de l'énergie et de l'habileté du chef de l'Eglise catholique ? Alors que les Jésuites se propagent ouvertement sur la terre de France , où ils s'étaient glissés en contrebande , et rencontrent partout l'appui déclaré des Evêques ; alors que , de chaire en chaire , de mandement en mandement , de tribune en tribune , retentit le cri d'une nouvelle croisade pour la conquête des Gaules à la Foi de Clovis et de saint Louis , le Pape vient en aide au ministère embarrassé de l'exécution des lois qui prohibent la Compagnie de Jésus ; qui désavoue les siens et casse sa milice. A qui donne-t-il gain de cause ? A l'esprit philosophique qui a forcé le ministère à sévir.

» Ce sont les inspirations de MM. Quinet , Michelet , Cousin et Thiers qui triomphent au Vatican ; c'est du Collège de France , de l'Université , du Luxembourg et du Palais-Bourbon que la colombe sainte s'est abattue à l'oreille du Souverain Pontife ; et l'habile M. Rossi complète sa naturalisation parmi nous en obtenant de Rome même , à la satisfaction de l'opinion publique , l'expulsion des héritiers de saint Ignace.

» Soit ! que la Papauté ait peur du bruit et préfère une agonie paisible aux efforts d'une tentative désespérée , nous ne nous en étonnons pas ; nous prenons acte seulement de ce nouveau

Effet qu'elle produit à Rome et à Paris.

Le Congrès français et l'Evêque de Langres.

trait d'impuissance du Pontificat romain en face de l'Esprit des Sociétés modernes. Et qu'on le remarque, c'est sous le ministère de M. Martin (du Nord) que ce coup a été porté ! On a fourni à ce petit homme le caillou et la fronde, et on l'a poussé en avant ; il est vainqueur. Hélas ! c'est que contre l'ombre de Goliath il suffit de l'héroïsme de Tom Pouce.

» Serait-ce par hasard que la Cour de Rome aurait cru servir la cause de la Religion en retirant les Jésuites de France ? On lui aura représenté que la France tout entière était prête à retourner à la messe, n'étaient les Jésuites qu'elle avait en antipathie, et que la suppression de cet élément parasite ferait infailliblement réfléchir parmi nous l'*auguste Religion de nos pères*, comme dit M. Thiers ; nul doute qu'on lui ait tenu ce langage. C'est la continuation de la plaisanterie du dix-huitième siècle. Chaque fois que la philosophie s'est efforcée d'amener l'Eglise à se mutiler, elle a toujours eu l'esprit de prétendre que c'était pour le plus grand bien des principes immortels de la Foi. Le Jéuitisme a trouvé ses maîtres, et a été vaincu par ses propres armes.

» C'est avec ces doucereuses paroles que l'on obtint de la Papauté, dans le siècle dernier, le sacrifice fameux de la Compagnie. Est-ce que Rome ne s'en douterait pas ? Elle est dupe de la même comédie, ou elle feint de l'être, aveuglément ou par débilité. La scène que la philosophie et l'Eglise jouent entre elles est absolument celle du médecin et du malade. « Que diantre faites-vous de ce bras-là ? — Comment ? — Voilà un bras que je me ferais couper tout à l'heure, si j'étais que de vous. — Et pourquoi ? — Ne voyez-vous pas qu'il tire à soi toute la nourriture, et qu'il empêche ce côté-là de profiter ? Vous avez là aussi un œil droit que je me ferais crever si j'étais en votre place. — Crever un œil ? — Ne voyez-vous pas qu'il incommode l'autre ? Croyez-moi, faites-vous le crever au plus tôt, vous en verrez plus clair de l'œil gauche. » Et l'Eglise suit les ordonnances de la philosophie !

» Un pouvoir est jugé quand il est tombé là. »

L'Evêque de Langres éleva la voix au milieu de toutes les blasphèmes et de toutes les doléances qui allaient fondre sur la Chaire de Pierre. C'était, avec le Cardinal de Bonald, les Archevêques de Paris et de Toulouse et l'Evêque de Chartres, un des plus vigoureux athlètes de l'Eglise et de la liberté religieuse. Le 4^e juillet 1843, il s'exprima ainsi sur les Jésuites :

« Ces derniers étaient en butte aux préventions et aux menaces publiques : on invitait les Evêques à les sacrifier ou du moins à les désavouer ; on espérait opérer leur dissolution par le concours de l'Episcopat, et, pour y parvenir, on représentait que le Clergé tout entier avait à souffrir des haines auxquelles ils étaient en proie. Les Evêques ont répondu : « Les Jésuites, en

» tant que Religieux, sont l'œuvre de l'Eglise ;
» en tant que citoyens, ils ont à la liberté de
» conscience des droits qui nous sont communs
» avec eux. Ils nous sont chers à ce double
» titre : nous les défendrons, nous les souten-
» drons, nous souffrirons pour eux, parce que
» les coups que l'on veut leur porter frapperaient
» sur la Religion et sur la liberté de tous. Ainsi,
» nous ne les sacrifierons pas, nous ne les désa-
» vouerons même pas. »

» Les Jésuites, nous le savons, ont été profondément réjouis et reconnaissants de ces dispositions et de ce langage ; mais on leur a fait croire au loin que cette générosité de l'Episcopat à leur égard était téméraire, qu'en acceptant l'appui des Evêques ils compromettaient certainement et gravement leurs protecteurs, et avec eux la Religion tout entière.

» On peut sans doute accuser ces représentations de mensonges, on peut plaindre les chefs de la Compagnie d'y avoir ajouté foi ; mais, dès que les Jésuites ont accepté cette conviction, peut-on ne pas admirer ce qu'ils viennent de faire ?

» Ce sacrifice soudain et spontané d'eux-mêmes ne révèle-t-il pas tout à la fois et la pureté de leurs intentions, et leur amour pour la paix, et l'élévation de leurs sentiments, et leur disposition constante à s'immoler instantanément pour le bien public ? Ceux qui depuis quelques années les accusent, les injurient et les menacent, pourraient-ils présenter de pareils exemples ? Toutes les apologies en paroles, tous les éloges imprimés valent-ils la justification éclatante qui résulte d'un pareil fait ? »

La solution annoncée par le gouvernement paraissait aux hommes sages un piège tendu à la crédulité. On attendait avec anxiété les explications qui devaient venir de Rome ; mais ce fut dans cette ville que la nouvelle du *Moniteur* souleva la plus juste irritation. On n'y soupçonnait pas encore l'impudence de ces mensonges que les Constitutionnels acceptent comme des nécessités parlementaires. Sous le coup de l'indignation qu'il essayait de partager, M. Rossi déclina toute responsabilité dans un acte qu'il affirmait être contraire à ses dépêches ; l'abbé de Falloux fut même chargé par l'ambassade de faire une démarche dans ce sens auprès des Jésuites et de les rassurer. Le négociateur protestait contre le gouvernement dont il était le délégué. L'un niait avoir écrit ce que l'autre prétendait avoir reçu. La Cour de Rome, qui a une si haute intelligence de la dignité du pouvoir, ne voulut pas sortir de sa réserve habituelle même pour triompher de ces récriminations. Elle obtenait le désaveu, elle s'en contenta. Elle n'avait pas traité, elle n'avait rien accordé ; il ne lui vint donc pas à la pensée de réclamer le prix des concessions qu'elle s'attacha toujours à glorieusement refuser.

M. Rossi
dément
officien-
nement
la note
du Moss-
teur.

Les
Jésuites
souscri-
vent
aux con-
seils de
leur
Général.

Pour aplanir les difficultés dont le ministère français s'était malencontreusement embarrassé, le Saint-Siège avait déclaré qu'il lui était impossible d'intervenir d'une manière contraire aux règles canoniques et aux devoirs du Pontificat. Grégoire XVI écrivait aux Evêques de France : « Nous n'avons jamais failli à nos fonctions, nous n'y faillirons jamais. » Le Vicaire de Jésus-Christ tenait admirablement une parole que l'Episcopat était digne d'entendre. Aucun document, ni public ni secret, n'autorisait d'une façon quelconque l'opinion qui attribue au Souverain-Pontife ou au Cardinal Lambruschini les mesures spontanément adoptées par les Jésuites. Dans ces mesures, qui furent approuvées ou blâmées, mais que le Général de la Société conseilla, il n'a point été question que les Jésuites perdraient ou aliéneraient la propriété de leurs maisons. Leur droit d'existence ne fut pas mis en doute.

Il ne leur restait plus qu'à accomplir le vœu de leur chef, vœu auquel ils avaient adhéré. Dès les premiers jours d'août, le gouvernement français n'eut plus rien à exiger d'eux. Ils avaient rempli et au delà la promesse qu'on a si étrangement dénaturée et qu'il leur eût été loisible de répudier, puisque, par une déloyauté que les Jésuites n'ont jamais voulu comprendre, on les déliait de leur parole.

M. Guizot adresse des remerciements au Pape et au cardinal Lambruschini.

Rome ne s'était engagée ni verbalement ni par écrit, mais, dans les prévisions d'une lutte orageuse à l'ouverture de la session des Chambres de 1846, le cabinet des Tuileries désirait obtenir au moins un témoignage, quelque peu positif qu'il fût, de l'intervention pontificale. Au commencement de septembre, M. Rossi reçut une note de son gouvernement qui le félicitait sur l'heureuse issue de la négociation. Cette note remerciait en même temps le Pape et le Cardinal Lambruschini du service qu'ils avaient tous deux rendu à la France en ordonnant aux Jésuites de se disperser. M. Rossi s'empessa de la communiquer officiellement au Saint-Siège. Ce stratagème n'avait pour but que de créer un document authentique et de le publier comme une preuve de l'action du Pape dans ces événements. Grégoire XVI et Lambruschini ne se laissèrent pas prendre au piège. Le Cabinet des Tuileries, par l'entremise de son plénipotentiaire, demandait un acte émané de la secrétairerie d'Etat, Lambruschini répondit à peu près en ces termes : « Sa Sainteté est fort surprise des remerciements adressés à elle et à son

ministre, puisqu'elle n'a rien accordé dans l'affaire des Jésuites. Si elle eût agi, elle n'aurait pu le faire qu'en se conformant aux saints canons. Si le gouvernement du Roi très-chrétien a des actions de grâces à rendre, c'est au Général des Jésuites qu'il faut les adresser ; car il a pris de lui-même, sans ordre ni conseil du Saint-Siège, des mesures de prudence pour tirer d'embarras le gouvernement du Roi. Sa Sainteté, dans cette circonstance, admire la discrétion, la sagesse, l'abnégation de ce vénérable chef d'Ordre, et elle a lieu d'espérer qu'après les grands sacrifices que s'imposent les Jésuites français dans des vues de paix et de conciliation, le gouvernement de Sa Majesté leur accordera protection et bienveillance. »

Il est au-dessous de l'histoire de s'occuper de toutes les intrigues souterraines et de tous les faux-fuyants mis en jeu à Rome ainsi qu'à Paris pour colorer cette négociation et la rendre au moins acceptable dans la forme. M. Guizot y consacra la puissance d'un talent qui aurait dû être mieux employé¹ ; mais cette puissance ne change point les actes, elle ne modifiera jamais les faits. Les uns et les autres sont produits. C'est à la France et à l'Europe qu'il appartient maintenant de commencer l'instruction de ce grand procès qui, selon une dernière imposture du *Journal des Débats*, semble être jugé par l'opinion publique et perdu par les Jésuites.

« L'opinion publique, dit la feuille universitaire par excellence dans son numéro du 48 octobre 1845, était émue et faisait appel à l'exécution des lois. Cet appel a été entendu : les lois ont reçu leur exécution ; la Société de Jésus a été dissoute et ses maisons ont été fermées. L'opinion se repose et peut se reposer sur cette première satisfaction qui n'a rien d'équivoque ; car, à l'heure qu'il est, il n'y a plus de Jésuites en France. »

(1) Dans la séance de la Chambre des pairs du 16 juillet 1845 (*Moniteur* du 17), M. Guizot, ministre des affaires étrangères, rendant compte de la négociation Rossi, fit très-bien présenter les faits que nous venons de raconter. Il disait : « Ce que le gouvernement du Roi a fait à l'égard de la cour de Rome, la cour de Rome l'a fait à l'égard de la Société de Jésus. »

« Nous ne nous étions pas servis de nos armes temporelles ; elle ne s'est pas servie de ses armes officielles et légales. Elle a fait connaître à la Société de Jésus la vérité des choses, des faits, des lois, l'état des esprits en France, lui donnant ainsi à juger elle-même de ce qu'elle avait à faire, de la conduite qu'elle avait à tenir dans l'intérêt de la paix publique, de l'Eglise, de la Religion. J'ai une vraie et profonde satisfaction à dire que dans cette affaire la conduite de tout le monde a été sensée, honorable, conforme au devoir de chacun. La Société de Jésus a pensé qu'il était de son devoir de faire cesser l'état de choses dont la France se plaignait.... De toutes parts il y a eu acte de libre intelligence et de bons procédés. »

Réponse
du Saint-
Siège.

(1) « Huic nostro muneri nunquam defuimus, nunquam deerimus. »

CHAPITRE XLVI.

Les Jésuites s'occupent de l'éducation publique. — Le système ancien et moderne d'instruction. — Le Général de l'Ordre recommande d'ouvrir des scolasticats. — Lettres de Bzrozowski au Père de Clorivière. — Le Père Rozaven et les études philosophiques. — Préparation au professorat. — Demande de révision pour le Ratio studiorum. — Commissaires nommés. — Leur travail. — Retranchements et additions faits au Ratio. — Proœmium du Général de la Compagnie. — Les deux années de noviciat. — Manière d'étudier des Jésuites. — Leur plan pour former les autres. — De quelle manière ils envisagent l'éducation publique. — Comparaison du système universitaire avec celui de la Compagnie. — Plan d'études des Pères de Brugelette introduit dans l'Université de France par M. Cousin. — La Gazette de l'Instruction publique et le Collège de Fribourg. — Etat de l'éducation dans les Deux-Siciles. — Rapport au Ministre de l'Instruction publique par Petit de Baroncourt. — Les Jésuites et l'Université de Naples. — Le Convitto dei Nobili à Naples. — Causes de la guerre que les Universités font aux Jésuites. — M. Thiers et le patriotisme. — Les élèves des Jésuites accusés par M. Thiers de n'être pas aussi bons Français que lui. — Protestation des élèves. — Botta et Gioberti font un crime aux Jésuites d'arracher du cœur des enfants l'amour de la famille. — Les Jésuites et leurs œuvres. — Les théologiens et les ascètes. — Perrone et Martin. — Patrizi et Rozaven. — Roothaan et Weninger. — Les orateurs Maccarthy et Finetti. — Ravignan. — Les philosophes. — Les découvertes astronomiques du Père de Vico. — Le Père Secchi. — Les Jésuites archéologues, polémistes et littérateurs. — Les grandes familles et la Compagnie de Jésus. — Conclusion.

Les
Jésuites
s'occu-
pent de
l'éduca-
tion pub-
lique.

Au milieu des obstacles de toute nature qui surgissaient pour entraver la reconstitution de la Société de Jésus, et qui glorifiaient son passé pour la tuer dans le présent ou dans l'avenir, elle avait su maîtriser les entraînements comme le découragement. Elle s'était résignée aux combats ainsi qu'à la persécution; la lutte ne l'effrayait pas plus que la calomnie. Ces inimitiés permanentes, dont le caractère, depuis trois cents ans, n'avait jamais varié, ne laissaient aucune incertitude aux Catholiques sur le but de tant de clameurs. Les révélations abondaient de tous les côtés; les indiscretions de la victoire expliquaient des attaques pour ainsi dire périodiques. Les Jésuites n'étaient que le cri de ralliement donné aux passions irréligieuses, le mot d'ordre pour battre en brèche l'Eglise universelle et les principes de Foi. Nous avons dit comment l'Institut repoussa cette guerre, sans dignité et sans justice, que des Barbares auraient rougi d'entreprendre et de soutenir. Il faut maintenant voir quel fut le plan d'existence que les Jésuites se tracèrent dans l'intérieur de leurs Maisons.

Le
système
ancien
et
moderne
d'ins-
truction.

En dehors de la prière et des œuvres de piété ou de charité, qui sont un secret entre Dieu et le Prêtre, les disciples de Loyola, à peine rendus à la vie religieuse, cherchèrent à offrir à l'éducation un puissant levier. Hommes de leur siècle par le savoir, ils comprirent, dès le premier jour du rétablissement de leur Ordre, qu'ils devaient populariser l'instruction. C'était un des trois grands buts que le fondateur leur assigna. Leurs devanciers l'avaient atteint; les nouveaux Pères

de la Compagnie ne voulurent pas se trouver en arrière. Le mouvement des esprits, l'impulsion donnée aux connaissances humaines, les découvertes signalées dans les arts et dans les sciences, les brillantes théories enfantées par la liberté, tout leur faisait une loi d'étudier les innovations et de les appliquer dans ce qu'elles ont d'utile et de réalisable. La pratique chez eux vient toujours avant le précepte. Les Pères les plus versés dans l'enseignement s'étaient, durant plus de quinze années, consacrés à suivre pas à pas les améliorations que l'expérience leur conseillait d'adopter. Afin de former de bons élèves, ils furent unanimes pour déclarer qu'il importait avant tout de créer d'excellents professeurs. Ce fut de ce point que l'Institut partit. Cette base posée, il ne songea aux difficultés que pour les vaincre; il se mit à l'œuvre avec une patience qui est la plus féconde de toutes les activités.

Dès 1814, plusieurs royaumes s'associant à la pensée de Pie VII, réclamaient les Jésuites comme les instituteurs des générations nouvelles. Les Jésuites répondirent au vœu des peuples catholiques. Le premier soin des chefs de l'Ordre fut de préparer dans le silence les maîtres qui plus tard apprendraient à la jeunesse à être chrétienne et studieuse. Le Père Bzrozowski, Général de la Compagnie, et les Supérieurs de Rome se font une occupation spéciale de ces labeurs de l'intelligence. La disette des régents est signalée dans beaucoup de Provinces; cela n'empêche pas Bzrozowski de recommander avec instance que les jeunes gens admis dans la Société subissent leurs deux années de noviciat avant d'être

Le
Général
de
l'Ordre
recom-
mande
d'ouvrir
des sco-
lasti-
cats.

employés à l'enseignement. Il faut qu'ils soient façonnés aux vertus de leur état pour qu'ils puissent initier les autres à la science. Ce n'est pas assez de demander aux Novices vingt-quatre mois de réflexion et de solitude. Lorsque ce temps de probation est écoulé, les chefs de la Compagnie exigent que le Scolastique se renferme dans une maison d'études, et que là il travaille à la littérature, aux mathématiques, à la théologie, à la philosophie et à la physique. Ces maisons d'études sont fort rares encore. Bzrozowski presse les Provinciaux d'en ouvrir sur les points les plus favorables; il veut même qu'on sacrifie des établissements déjà fondés à ce besoin de l'avenir. « Les établissements, mande-t-il de Polotsk le 7 septembre 1817 au Père de Clorivière, font grand bien, je n'en doute pas, mais je crains que le bien que nous faisons à présent ne nous mette hors d'état d'en faire par la suite. Il n'est pas d'homme si pressé que la famine qui ne sacrifie une partie de son grain pour commencer ses terres dans la vue de l'avenir. — Mais, comment entretenir une maison d'études sans avoir de fonds assurés ? C'est là, je le vois, la plus grande difficulté. Je répondrai cependant que, toute grande qu'elle est, elle ne doit pas nous arrêter, puisqu'il s'agit d'œuvre qui tend évidemment à la gloire de Dieu. Notre Compagnie n'a point d'autre dessein; tâchons de nous rendre dignes des soins de la divine Providence, et elle ne nous manquera pas.

Le 18 juin 1817, le Général, écrivant au Provincial de France, faisait une condition obligatoire pour les jeunes Jésuites du travail et d'une solide instruction. « Nous ne devons pas perdre de vue, lui mandait-il, que nous voulons former des Jésuites, et que dans un Jésuite la science est absolument nécessaire, presque aussi nécessaire que la piété même. Je voudrais donc qu'avant de penser à de nouveaux établissements, on s'occupât efficacement à créer une maison d'études, où nos jeunes gens pussent successivement acquérir le savoir que demandent nos Constitutions. Nous devons travailler solidement et penser à l'avenir... Notre Saint-Père a jugé devoir dans les circonstances où nous nous trouvons, rétablir la Compagnie, et ce n'a pas été sans une direction particulière du Saint-Esprit, nous devons le présumer d'un si saint Pontife. C'est donc à nous à coopérer à ses desseins en faisant tous nos efforts pour rétablir effectivement la Compagnie de Jésus, c'est-à-dire une Compagnie de saints et savants ouvriers évangéliques. Mais, pour joindre la science à la sainteté, il faut nécessairement que nos jeunes gens aient le temps et le moyen de faire de bonnes et solides études. Ce point est décisif et fondamental. »

Du fond de la Russic-Blanche, le Général de l'Institut s'est rendu compte des besoins de la société moderne : il désire que ses Frères d'Europe

puissent les satisfaire. Il presse donc ses subordonnés de créer une école normale dans chaque royaume, afin d'avoir une pépinière de professeurs distingués. C'est le vœu le plus ardent de Bzrozowski ; le Père Rozaven, Assistant de France, n'est pas moins explicite. Razaven sait par expérience que dans sa patrie toutes les idées ont été faussées, et qu'il est plus urgent que jamais de faire pénétrer quelque déduction logique dans ces têtes incandescentes. Le 29 décembre 1834, il écrivit au Père Richardot, Provincial :

« Sans doute qu'il est important d'avoir de bons professeurs de théologie ; mais, à mon avis, la première nécessité en ce genre est d'avoir un bon professeur de logique, et je vous avoue que, si je n'avais qu'un sujet également propre à enseigner la théologie et la logique, je n'hésiterais pas un seul instant à lui faire enseigner la logique. Une bonne logique est le fondement nécessaire de toutes les sciences supérieures, et sans ce fondement elles ne peuvent avoir aucune solidité. Un jeune homme qui a fait une bonne logique pourra bien faire sa théorie sous un professeur très-médiocre, et même sans professeur ; mais celui qui n'a pas ce fondement ne sera jamais un grand théologien, eût-il pour professeur Suarès et saint Thomas. Il pourra acquérir des connaissances, de l'érudition ; mais il n'aura jamais ce jugement sûr et cette exactitude de principe et d'expression qui sont indispensables à un théologien... »

Rozaven conclut ainsi : « Il faut faire en sorte que les jeunes gens ne soient envoyés dans les petits Séminaires, soit pour régenter, soit pour surveiller, qu'après avoir fait leur philosophie. La régence faite avant la philosophie ne leur sera jamais aussi avantageuse que s'ils la faisaient après. Dans ces commencements tout cela est difficile, mais il faut y tendre persévéramment, et aux dépens même de quelques inconvénients, car, autant que j'en puis juger, la science du gouvernement ne consiste pas seulement à éviter les inconvénients, mais aussi à les permettre à propos dans la vue d'un plus grand bien. »

Tel était le plan des Jésuites pour les professeurs que la Compagnie allait former dans son sein. Ce plan ne manquait ni de prévoyance ni d'étendue ; il fut accepté et suivi partout. On créa dans la plupart des capitales, centres de hautes études, des maisons pour préparer les scolastiques à l'enseignement. On voulut qu'ils assistassent à tous les cours des hommes célèbres dans les lettres ou dans les sciences. A Paris, l'on fonda même une maison où les jeunes Jésuites, sous la direction du Père Dumouchel, se livrèrent spécialement aux mathématiques et à la physique. Binet, Leroy, Cauchy, Ampère, Haüy¹ et Querret devinrent, avec Cuvier, leurs

(1) La plupart de ces savants connaissaient les auditeurs que la Société de Jésus envoyait à leurs cours. Ces

Lettres
de Bzro-
zowski
au père
de Clori-
vière.

Le père
Rozaven
et les
études

phil.
phiq

Pré-
pion
profes-
sur

maîtres de prédilection. Ces jeunes gens n'étaient distraits de leurs travaux intellectuels que par la pratique des bonnes œuvres. Ils se récréaient en visitant les hôpitaux et les malades, en instruisant les prisonniers ou, pendant les vacances, en s'initiant aux labeurs de l'Apostolat.

L'Ordre de Jésus avait demandé des professeurs dignes de continuer ceux qui avaient, dans l'éducation des siècles précédents, élevé si haut le nom de la Compagnie; les Scolastiques d'Italie, d'Allemagne et de France se présentèrent. Mais depuis longtemps chacun exprimait le désir de voir le système des études acquiescer de l'uniformité dans les collèges. Tous souhaitaient qu'on fit concorder les règles tracées par les Constitutions de saint Ignace et le *Ratio studiorum* avec les besoins modernes. Les deux Congrégations générales tenues depuis 1814 s'étaient occupées de ce grave sujet. La vingtième par son décret X, déclare que, sans rien changer d'essentiel au *Ratio studiorum*, ou pourra y introduire les légères modifications exigées par le progrès des connaissances humaines. Le Général fut même chargé de réunir à Rome quelques Jésuites de savoir et d'expérience pour retoucher leur code d'instruction publique, en laissant aux Provinces le temps et le droit de faire les observations qu'elles jugeraient utiles. Des règles provisoires sont données en ce sens. La vingt et unième Congrégation émit le même vœu que la précédente, et par son décret XV elle renouvela la demande de révision pour le *Ratio studiorum*. Le Père Roothaan s'empresse de nommer une commission afin de remplir cet important travail. L'Italie y fut représentée par Manera, la Sicile par Garofalo, la France par Lorient, l'Allemagne par Van Hecke, l'Espagne par Gil. Ces cinq Pères, déjà célèbres dans l'éducation, étaient une garantie pour la Compagnie et pour les familles.

A la fin de 1830 ils se mirent à l'œuvre; ils retranchèrent, ils modifièrent ils ajoutèrent. Leur travail porta sur toutes les études, depuis les plus hautes jusqu'aux inférieures. La philo-

sophie et la physique d'Aristote avaient vieilli; le nouveau *Ratio studiorum* dut élaguer les règles II, III, IV, V et VI, recommandant au professeur de philosophie de s'appuyer sur ces principes de l'antiquité. Ce qui venait de se réaliser à l'égard du péripatétisme, on le tenta pour quelques matières théologiques tirées de la Somme de saint Thomas. On ne prohiba point leur enseignement; mais on crut qu'il ne fallait pas y astreindre les maîtres, afin de leur laisser la faculté de traiter un certain nombre d'autres questions dont le besoin des esprits et des temps faisait une loi. Les mœurs avaient subi de notables changements. La différence des siècles aurait présenté comme inacceptables des pratiques bonnes ou utiles, mais qui n'étaient plus en rapport avec les usages actuels; ces pratiques furent omises. Le théâtre avait été un puissant moyen pour propager les langues grecque et latine, où pour former des poètes, des savants et des hommes diserts. La règle XIII du Recteur, où il s'agit de tragédie et de comédie, fut supprimée. Ce retranchement n'indique ni ordre ni défense.

L'enseignement moderne était en véritable progrès, surtout dans les mathématiques. Par d'ingénieuses modifications ou par des corrections qui répondaient aux nécessités de leur époque, les Jésuites tracèrent de nouvelles règles au professeur de mathématique. Ces règles furent appropriées à la splendeur que les hautes sciences ont conquise dans le monde; elles ouvrirent un vaste champ aux découvertes ou à l'application.

Ce n'était pas assez d'avoir retranché; il fallait ajouter dans une juste mesure, faire avec sobriété la part des innovations utiles et savoir trouver dans les systèmes les plus opposés le bien et le beau. Cette tâche fut sans contredit la plus ardue. Le *Ratio studiorum* n'a pas seulement pour objet de favoriser telle ou telle branche d'études; c'est un système complet qui doit créer des érudits et des orateurs, des maîtres habiles et des écoliers dignes d'eux. Il embrasse dans sa généralité l'ensemble des connaissances humaines. Il importait donc d'y mettre à profit les bénéfices du temps. L'étude de la Religion et les sciences sacrées avaient été chez les jeunes Jésuites un devoir dont le Génie ou le travail savait faire une gloire. Les langues-mères, l'hébreu et le chaldéen, s'étaient toujours enseignées dans l'Institut; on jugea que, pour les besoins des Missions comme pour ceux d'une éducation plus forte, il fallait ajouter l'étude des autres langues orientales. La règle VI du Provincial et la même du professeur d'hébreu ne laissa rien à désirer.

Dans l'origine, la Compagnie n'avait point de leçons publiques d'histoire ecclésiastique et de droit canon. Ceux qui se sentaient attirés vers ces études s'y livraient en particulier; d'immenses

Retran-
che-
ments et
additions
faits au
Ratio.

savants voulurent donner à l'Institut de Loyola une preuve de leur estime et de leur dévouement. Ils offrirent donc des leçons particulières aux jeunes gens qui plus tard devaient propager le goût des sciences, et c'est à cette proposition que l'abbé Haüy avait faite que répond une lettre du père Richardot en date du 17 novembre 1821 :

« Monsieur l'abbé, j'ai appris par M. Dumouchel votre extrême bonté pour lui et pour les élèves que je lui ai confiés. Il est de mon devoir de vous témoigner ma vive reconnaissance pour une offre aussi bienveillante. Je n'avais jamais eu la pensée hardie de porter mes vues si haut, quoique je connusse déjà votre zèle pour l'honneur de la Religion et votre désir de voir le Clergé ressaisir la considération que les sciences lui avaient autrefois procurée. Mais le zèle ne veillait pas, et la charité de Jésus-Christ vous presse. Croyez, monsieur, que je sais apprécier une marque d'affection aussi distinguée, et que ma gratitude est sans bornes. Ces jeunes gens, que je destine à professer les sciences dans la suite, pénétrés eux-mêmes de ce sentiment, le perpétueront parmi leurs élèves, et votre nom, si célèbre dans le monde savant, sera révéré parmi nous d'une manière particulière. »

ses travaux d'histoire et de jurisprudence furent accumulés ainsi. Néanmoins longtemps avant la suppression, les Pères de la Compagnie crurent devoir établir des cours publics de droit canon. Jadis c'était une œuvre de surrogation, la règle IX du Provincial, § 2, la rendit obligatoire pour tous les Scolastiques. Des instructions furent adressées dans le *Ratio* au professeur de droit canon. Les annales ecclésiastiques, même au point de vue chrétien, permettent le doute sur quelques faits de peu de gravité, mais que les légendes ont popularisés. La discussion arrivait en même temps que la crédulité s'affaiblissait. L'Eglise appela la lumière sur des événements qui n'avaient jamais été soumis à une judicieuse critique. Elle songea à dégager les âges futurs de ces récits mystérieux dont les adversaires du Catholicisme se forgeaient une arme. L'Eglise se prêtait à la controverse; elle ouvrait même le trésor de ses archives, afin que les savants pussent débrouiller le chaos entretenu par l'ignorance au détriment de la Foi. Les Jésuites s'associèrent à cette idée à la règle VI du professeur d'histoire ecclésiastique accorda toute latitude à l'impartialité des jugements. « En examinant, dit cette règle, l'autorité des écrivains et la valeur des actes contestés, le professeur appliquera une critique exempte de tous préjugés, équitable et modérée. »

Cet éclectisme dans les faits, recommandé aux Scolastiques qui plus tard répandront les lumières de l'instruction sur la jeunesse, tendait à leur inspirer une piété solide, mais éclairée, afin qu'il leur fût plus facile de prémunir les autres contre un naufrage dans la Foi et dans les mœurs. La même précaution est prise pour les professeurs de métaphysique et d'éthique. Là, il ne s'agit plus de discuter humainement des dates, des récits, des croyances populaires; c'est la morale philosophique, ce sont les plus hautes questions qui se traitent. Dieu, son existence et ses attributs; la nécessité de la révélation; la vérité et la crédibilité de la Religion chrétienne; la fin ou la béatitude de l'homme; la moralité des actions humaines; la loi naturelle; les devoirs de l'homme envers Dieu, envers ses semblables et envers lui-même sont les textes que le professeur est appelé à débattre.

Comme les devoirs de l'humanité restent plus immuables que ses passions, l'enseignement de la philosophie ne subit donc pas les variations continuelles auxquelles les sciences, les arts et la littérature se voient exposés. Ce qui fut jeune et beau la veille se trouve souvent vieux et laid le lendemain. Ce qui était vrai dans son essence demeure toujours vrai. Ce vrai, éternel comme l'Etre, domine toute la discussion; mais la discussion avait engendré l'esprit d'argutie. L'Ecole s'était jetée dans un monde de problèmes qui rendait à peu près inaccessible le terrain de la science philosophique. Avec tous les hom-

mes de leur époque, les anciens Jésuites passèrent sous le joug de cette loi proclamée dans les chaires des maîtres les plus renommés d'Allemagne, de France, d'Italie et d'Espagne. Une révolution s'était opérée dans les idées. On simplifiait l'enseignement; on se détachait de toutes les vieilles traditions de l'école, on rompait avec un passé gros de dilemmes, de jeux d'esprit et de syllogismes inutiles. Les Jésuites s'empres- sent de faire un sacrifice qui ne dut pas coûter à leur raison. A toutes les règles données au professeur de philosophie on en ajouta une XIV^e ainsi conçu : « Qu'il ait soin dans les disputes que les élèves ne présentent que des objections sérieuses et solides; qu'ils s'expriment en termes clairs et précis, qu'ils évitent les subtilités et les vaines arguties. »

Cette séparation consommée, les Pères entrent dans un nouvel ordre d'idées. Par la règle XXVII^e ils établissent que le professeur de morale philosophique « donnera à ses élèves les principes généraux de droit public. » Ainsi, aucune des grandes questions qui tiennent en éveil les intelligences ne restera étrangère aux Jésuites et à leurs disciples. Ils les élaboreront avec maturité; ils les développeront avec sagesse, car l'examen de ces principes est fécond en révolutions.

La révision du *Ratio studiorum* amenait de notables changements dans le système d'éducation religieuse et philosophique de la Compagnie. Elle en introduisit de non moins remarquables dans le plan tracé aux professeurs de physique. Autrefois la physique n'était que l'accessoire de la philosophie. L'étude des sciences se trouvait en progrès réel, les Jésuites s'apprêtèrent à le seconder. Dans la règle XIX^e du Provincial on ajouta que les Pères chargés de l'examen des aspirants au degré de Profès devaient se souvenir du dix-huitième décret de la XXI^e Congrégation générale touchant l'aptitude du sujet à enseigner la physique. Dans la règle XX^e, l'étude des mathématiques est spécialement recommandée comme préparation à la physique, et il est enjoint de favoriser le goût de ceux qui désireraient se consacrer à cette science. La règle XXXIII ordonne de fournir aux Scolastiques tous les ouvrages et instruments nécessaires à l'étude de la physique et de l'histoire naturelle.

L'état des classes élémentaires ne s'était pas aussi sensiblement amélioré. Les Universités, comme tous les corps privilégiés, s'opposaient au progrès; elles demeuraient stationnaires par tempérament et par calcul. La réflexion cependant démontrait aux Jésuites que, sans trop innover dans le système d'éducation première, il existait des abus qu'il devenait urgent de réformer. Ainsi, au fond des Collèges, personne ne songeait à l'étude de la langue maternelle. On parquait les enfants dans une classe

de latin ; on les traînait année par année sur les auteurs grecs ou romains ; on leur enseignait par routine les idiomes morts, les faits et gestes, la géographie et l'histoire des peuples anciens ; on les façonnait à l'admiration pour Sparte ou pour Rome. Ils savaient les révolutions d'Athènes et de Perse ; mais ils ignoraient les événements dont leur propre patrie fut le théâtre. Ils connaissaient toutes les fables qui se rattachent aux héros de l'antiquité ; les annales de l'Europe ainsi que celles du monde moderne restaient pour eux un livre fermé. Cette incurie était déplorable ; les Jésuites l'avaient comprise. Dès qu'ils eurent un Collège à leur disposition, ils s'efforcèrent de prendre une heureuse initiative. Les règles XII, XVIII et XXVIII, concernant les professeurs des classes inférieures, rompent avec tant de vieux usages. Elles recommandent l'étude de la langue du pays, la pureté du langage dans les traductions, une bonne prononciation, la lecture et le commentaire à haute voix des meilleurs auteurs nationaux. Ce qui a été obligatoire pour les enfants, le devient pour les jeunes gens, et la règle première du professeur de rhétorique prescrit les mêmes tendances.

L'expérience avait conduit les Jésuites à innover ; ils désirèrent que l'expérience encore sanctionnât leurs innovations. Elles ne durent avoir force de loi qu'après avoir été soumises à l'essai. Lorsque les cinq Pères de la commission eurent achevé leur travail sur le *Ratio studiorum*, ce travail fut examiné, discuté par le Général et par ses assistants ; puis le 25 juillet 1832, Roothaan adressa la nouvelle édition à tous les enfants de Loyola. Il leur écrivait en même temps pour expliquer les motifs qui avaient amené l'Institut à conformer son antique méthode aux circonstances présentes.

« Pourrions-nous en effet leur disait-il dans sa lettre, approuver et adopter pour nos écoles tous les systèmes nouveaux qui, depuis cinquante années, se sont tour à tour partagé le champ de l'instruction et de l'éducation de la jeunesse ? Comment des méthodes qui se combattent, qui s'excluent les unes les autres, deviendraient-elles la règle de nos travaux ? »

Et, développant les tristes résultats obtenus par cette variété infinie de systèmes dans les études supérieures, systèmes qui ont fait prendre en dédain la saine logique et la sévère dialectique, et qui, dans les classes secondaires, ont pour but unique d'apprendre artificiellement beaucoup en peu de temps et avec le moins de peine possible, Roothaan ajoute : « Ce sont moins là des méthodes nouvelles que des inventions funestes, funestes à la Religion, funestes à l'Etat, funestes à la jeunesse. S'il ne nous est pas permis, s'il ne peut nous convenir d'admettre ces méthodes nouvelles en ce qu'elles ont de contraire à la vraie, à la solide instruction de la jeunesse et aux fins que l'Ordre de Jésus se

propose en la donnant, il nous serait impossible, même en acceptant ces systèmes, de contenter les amateurs de nouveautés, puisqu'ils ne diffèrent pas moins entre eux qu'avec les anciens, et qu'ils exigent des choses opposées et s'excluant entre elles. Toutefois, sur certains points qui ne touchent pas à l'essence d'une instruction saine et droite, l'exigence des temps nous force à renoncer aux usages de nos Pères. Cette sage manière d'agir ne nous est point interdite ; elle est au contraire très en rapport avec le but de notre Institution, qui est la plus grande gloire de Dieu.

» Ainsi, dans les hautes sciences, beaucoup de points qui n'étaient pas contestés autrefois sont maintenant attaqués avec véhémence ; ils doivent être fortifiés par des preuves et par des raisonnements solides. D'autres questions qui jadis servaient plutôt à exercer les esprits qu'à faire triompher la vérité, ont été mises de côté pour s'occuper de ce qui est vraiment utile et nécessaire. Il faut consacrer plus de temps aux sciences physiques et mathématiques. Notre Société n'a jamais regardé ces études comme étrangères à son Institut ; mais nous conviendrait-il de les négliger aujourd'hui que sans elles nos écoles ne pourraient soutenir leur réputation et dignement répondre à l'attente publique ! »

La plupart des prescriptions du nouveau *Ratio studiorum* étaient déjà mises en pratique avant de se trouver formulées en lois. Dans les Scolasticats et dans les Collèges, on avait beaucoup accordé au progrès ou à la nécessité des temps, sans se relâcher en rien de ce qu'exigeait une instruction pure et réelle. Comme par le passé, les jeunes gens qui se vouent à la Société de Jésus sont soumis à une épreuve de deux années. Cette épreuve, entièrement consacrée aux exercices de la vie ascétique, a pour but principal de jeter dans leurs âmes les fondements des vertus religieuses. On ne leur demande pas les sentiments ou les apparences d'une piété extérieure ; on les appelle au vrai courage catholique, à l'abnégation chrétienne. Quand ces années de silence et de retraite sont écoulées, le Novice, devenu Scolastique, se livre avec une nouvelle ardeur au travail de l'intelligence. Les Supérieurs ont mission de le préparer à la vertu ainsi qu'au savoir ; mais, sans songer à les jeter tous dans le même moule, ils laissent à chacun son caractère et la physionomie particulière de son talent. Durant les douze premiers mois du scolasticat, le Novice reprend en sous-œuvre ses études classiques à peine ébauchées dans les Collèges. Après, il s'adonne à celles qui offrent le plus de charmes à son esprit ; il développe sous les yeux de maîtres éprouvés les talents qui doivent le pousser vers la littérature ou les sciences. Ce temps qui, dans la Compagnie, se nomme le Juvénat, est à peine accom-

Les deux
années
de
noviciat.

Manière
d'étudier
des
Jésuites.

pli, que le jeune Jésuite commence son cours de régence. S'il annonce des dispositions pour l'éloquence de la chaire, s'il fait pressentir qu'il est né orateur ou qu'il a tout ce qui est indispensable pour le devenir, on lui confie durant deux ou trois années au plus une classe d'humanités ou de rhétorique. Ensuite on l'applique à la théologie, et les Supérieurs la lui font professer trois ou quatre ans pour mûrir sa raison et le fortifier dans les études sacrées. Les Pères de l'ancienne Compagnie avaient, par de longs essais; acquis la preuve que cette laborieuse solitude était la sanction à donner à l'éloquence. Bourdaloue et tous les princes de la parole l'avaient expérimenté; les nouveaux Jésuites marchèrent dans la même voie.

Une dernière année est laissée aux orateurs futurs, pour se nourrir des Saints Pères et des modèles qui les ont devancés. Ces préliminaires remplis, l'homme d'énergie et de conviction se révèle. Il a eu le temps de méditer, d'approfondir les vérités éternelles qu'il doit annoncer. Il ne se jette pas, en enfant perdu de l'inspiration, dans une chaire où parfois le culte du beau et du vrai est sacrifié à de chimériques impossibilités ou à des utopies d'alliance fraternelle. L'orateur jésuite est plutôt plein d'enseignements pratiques que de théories; il ne se livre ni aux écarts du zèle ni aux intempérances de l'improvisation. Chez lui, chaque parole a sa portée; on ne saisit pas, dans son discours, une phrase, un mot, un geste peut-être, qui puisse prêter à fausse interprétation. Sûr de lui comme de ses préceptes, il se domine avant de vouloir dominer les autres. C'est cette force intime qui rend les disciples de l'Institut si puissants en présence de tant de passions religieuses, politiques ou littéraires, qu'il leur serait facile de soulever pour s'attirer les applaudissements de la foule.

Le chemin des prédicateurs est tout tracé; la route des autres Novices n'offre pas plus de difficultés. Les Scolastiques qui finissent leurs quatre années de théologie et qui n'ont d'aptitude marquée pour aucune science spéciale subissent encore de nouvelles épreuves de travail ou de méditation, puis enfin le ministère pastoral leur est ouvert. Ils se chargent de ces redoutables fonctions dans la maturité de l'âge; ils n'ont ni besoins ni ambition à satisfaire. Les dignités de l'Eglise leur sont interdites; ils y renoncent par leurs vœux; ils peuvent donc apparaître dans le monde comme les guides du Chrétien et les modèles vivants du Prêtre.

Les Pères de la Société de Jésus, en entrant au Noviciat, s'astreignent à un plan d'études et de conduite auquel ils ne doivent apporter aucun changement, aucune modification. Le *Ratio studiorum* est le Code des professeurs; il sera en même temps celui des élèves qui fréquentent les Collèges de l'Institut. Dans un siècle

où les principes sont, comme les royautés, remis chaque jour en question, la méthode adoptée par les Jésuites offrait aux familles des avantages incontestables. En ne la supposant pas meilleure que celle des Universités, cette méthode renfermait néanmoins un germe de salut. Elle a pour base une stabilité qu'on cherche inutilement ailleurs; elle ne dédaigne ni les améliorations ni les perfectionnements; elle les fait au contraire servir à son unité de vues, à son unité de plan, à sa persévérance dans la même route. Les derniers venus profitent des lumières et de l'expérience de leurs devanciers. Il y a tradition de famille pour les moyens à employer; et les hommes comme les idées, tout tend au même point, tout marche du même accord vers le même but. Les Jésuites, dans leurs Noviciats ainsi que dans leurs maisons d'éducation laïque, n'ont aucune vanité à satisfaire, aucun intérêt à contenter; ils ne s'exposent à aucune oscillation de parti ou de système; ils ne sont pas pressés d'assurer le triomphe de leurs idées bonnes ou mauvaises, parce qu'ils savent que le temps seul les légitimera. Ils n'arrivent point au pouvoir pour renverser ce que leurs prédécesseurs édifièrent et ce que ces prédécesseurs, héritiers hypothétiques du gouvernement cherchent à maintenir dans des tiraillements continuels. L'autorité, qui a toujours besoin d'être une et respectée, ne se laisse ni discuter, ni absurde, ni condamner publiquement. Elle agit avec réserve, sans se compromettre; elle est prudente, parce qu'elle se sent forte; elle inspire confiance aux autres, parce qu'elle sait en avoir en elle-même.

Les Jésuites connaissent le monde des enfants; ils n'ignorent pas que, pour dominer ces volontés étourdies, il faut tenir en respect leur turbulence naturelle et celle que l'instinct des révolutions développe. Dans les siècles de calme et de repos, ils avaient ainsi gouverné les générations qui ne sont plus. De nouveaux errements les ont rattachés plus énergiquement que jamais à ce grand principe de sécurité. L'éducation pour eux ne fut pas un métier ou un moyen de fortune, mais un besoin social. Ils voulurent améliorer l'humanité et non trafiquer du désir que chaque homme a de voir ses enfants participer au bienfait de l'instruction publique. Débarassés de tout souci terrestre et trouvant dans cette jeunesse, venue de tous les points à la fois, une famille et des amis, les Jésuites ne portèrent pas leurs vœux au delà de l'horizon qu'ils se limitaient. Suivant le précepte d'Horace, ils circonscrivirent une longue espérance dans un étroit espace. Sans arrière-pensée comme sans ambition personnelle, ils s'efforcèrent d'étendre le règne de la vertu en propageant l'amour des devoirs et des belles-lettres.

C'était une tâche difficile; ils ne restèrent jamais au-dessous. Au deuxième volume de cette

Leur plan pour former les autres.

De quel manière ils enseignent l'éducation publique.

histoire nous avons raconté les moyens et les ingénieux artifices qu'ils avaient su mettre en œuvre pour changer en plaisir ce travail aride auquel l'enfance est condamnée. A peine la Société de Jésus est-elle reconstituée, qu'on voit ses membres les plus distingués se vouer avec un indicible bonheur à l'éducation de la jeunesse. Ceux qui leur succédèrent se firent une obligation de marcher sur leurs traces. Bientôt les Collèges de l'Institut acquirent une incontestable supériorité. A mérite égal dans les professeurs universitaires et dans ceux de la Compagnie, cette supériorité devait évidemment résulter et de la perfection toujours progressive du plan et de la stabilité même des principes. Au Collège Romain ainsi qu'à Saint-Acheul¹, à Fribourg et à Clongowes, à Brugelette comme à Madrid, à Naples et à Stonyhurst, à Turin et à Polotsk, à Gènes et à Tarnopol, ils ne déviaient jamais de la voie tracée. Cette apparence d'immobilité, qui devient pour les enfants une force attractive à laquelle ils n'osent se soustraire, n'empêcha jamais l'Institut de prendre l'initiative des améliorations. Les disciples de Loyola fournirent même à l'Université de France des préceptes que le philosophe Cousin, alors ministre de l'instruction publique, s'empressa d'adopter, tout en cachant aux yeux profanes la source où il puisait ces modèles. Les Jésuites appliquaient sans

(1) Sous des maîtres aussi habiles que les Jésuites, les classes des divers établissements confiés à l'Institut de Loyola s'élevèrent rapidement à un haut degré de prospérité. Nous avons entre les mains beaucoup de compositions sur tous les sujets et dans toutes les langues qui prouvent jusqu'à l'évidence ces progrès. Nous n'en citons qu'une, et elle remonte à l'année 1843. C'est l'*Oiseau en classe* qu'un élève de rhétorique de Saint-Acheul, aujourd'hui le père Albin Leroux, de la Compagnie de Jésus, écrivit presque en se jouant et que l'*Hermès romain* recueillit comme une bonne fortune. Cette pièce de vers latins, que beaucoup de professeurs ne désavoueraient pas, et qu'un plus grand nombre ne saurait peut-être égaler, fut faite à l'occasion d'un moineau entré par une fenêtre dans la salle d'étude.

« At diversi animi trahunt juvenam.
Pars, sed rara tamen, fugit labores :
Si quā forte oculos severus argus
Avertat, leve vulgus astuare,
Raucae parcere nec loquacitati :
At vir respiciat, silent, residunt.
Sed pars multa libris libenter aces
Sudant; nam culices, genus molestum,
Nequiquam volitant per ora circum :
Illos marmora stare dura credas.
Tūm decepta locos per insuetos
Circumfertur avis volans vagansque.
Flectit mille vias, fugamque tentat
Mendaces, malesana, per fenestras :
Petebat vitro pipilans, et ungue
Et rostro, trepidantibusque pennis.
Vulgus, tunc operum immemor, volucrem,
Vestigans oculis, biabat ore :
Necnon undique passerem ad miscellum
Carthæ, piliculi, libri volabant,
Et per scamna susurrus strepebat.
At custos rigidus cathedrâ ab altâ
Vultu, voce, manu increpat, minatur,
Incessum lora animosque captat ales.
Romanum populum tumultuantem
Frustra non secūs ipse sēpē consul
Tentabat retinere, jactitando
Sevas terribili manu secures.
En passer pueri in sinum, vigore
Effracto, cadit.... »

bruit les innovations que leur expérience jugeait utiles. Ils n'en tiraient parti que pour le bien de la jeunesse ; d'autres exploitèrent leurs idées pour la glorification d'un amour-propre ministériel.

Ainsi, en 1838, les Pères du Collège de Brugelette en Belgique formulaient un nouveau plan d'études ; ils le publiaient en 1839. Le voici dans toute sa simplicité :

« L'enseignement se divise en trois cours principaux :

» *Le cours préparatoire*, qui comprend les éléments de grammaire française, d'histoire, de géographie, d'arithmétique et les premiers principes de la langue latine. Il dure le temps nécessaire pour s'assurer que l'enfant sait écrire sa langue correctement, et que son intelligence assez développée est capable de l'étude des lettres. — Les jeunes élèves de ce cours suivent un règlement approprié à leur âge.

» *Le cours des lettres*, qui comprend la grammaire, la poésie et l'éloquence. La grammaire occupe l'élève pendant trois ou quatre années, selon sa capacité et ses progrès. Il apprend alors les langues française, latine et grecque. Les deux années suivantes sont consacrées à la poésie et à l'éloquence. On enseigne l'arithmétique dans les classes de grammaire, les éléments d'algèbre et de géométrie dans celles d'humanités, l'histoire et la géographie dans toute la durée du cours. Des maîtres de langues modernes sont donnés à ceux qui, désirant se livrer à cette étude, sont jugés en état de le faire avec fruit.

» *Le cours des sciences*, qui est de deux ans. Il comprend des cours de philosophie, de mathématiques, de physique, de chimie, d'histoire naturelle, particulièrement à chaque année, et des conférences sur la Religion, l'histoire et la littérature, communes aux deux années.

» Un cabinet de physique, un laboratoire de chimie, des collections de minéralogie, de conchyliologie, de zoologie, offrent aux élèves le moyen d'étudier avec autant d'intérêt que de fruit les sciences physiques et naturelles.

» S'il se présentait un nombre suffisant de jeunes gens pour former une troisième année de philosophie, on leur ferait suivre des cours spéciaux, tels qu'ils sont indiqués dans le programme général du *Cours d'études du Collège*. »

M. Cousin, grand-maître de l'Université, était l'antagoniste systématique des Jésuites ; mais ce plan, si sagement conçu et présenté d'une manière si lucide, frappa son esprit ; il résolut de le cacher sous des mots plus sonores. Il l'avait donné comme étant son œuvre. M. Villemain, qui lui succéda à l'instruction publique, n'eut rien de plus pressé de briser l'édifice dont son prédécesseur avait emprunté l'idée-mère et les détails aux disciples de Loyola. Le 27 août 1840, M. Cousin adressa aux Recteurs des Académies une circulaire par laquelle il fait con-

Plan
d'études
des Pères
de Brugelette
introduit
dans
l'Université de
France
par M.
Cousin.

naître le nouveau règlement des études dans les collèges royaux et dans les collèges communaux de plein exercice. Cette circulaire, paraphrase affaiblie du plan des Jésuites de Bruges, est ainsi conçue :

« Monsieur le recteur, je viens appeler toute votre attention sur les modifications apportées au règlement des études des Collèges par l'arrêté que je vous communique.

» Il est incontestable que l'éducation n'est ni vraie ni complète si elle n'embrasse pas, avec les études classiques proprement dites, de suffisantes connaissances de mathématiques, de physique, de chimie et d'histoire naturelle. Mais comment l'enseignement scientifique doit-il être combiné avec l'enseignement littéraire dans l'économie du Collège? C'est un problème souvent agité et diversement résolu. Voici la pratique actuelle :

» Dans les Collèges de Paris, l'histoire naturelle est placée en sixième et en cinquième; dans les Collèges de département en troisième. L'arithmétique est enseignée à Paris en quatrième, et en troisième dans les départements; la géométrie en troisième et en seconde à Paris, en seconde seulement dans les départements, la chimie en seconde à Paris seulement; la cosmographie en rhétorique, dans tous les Collèges. Enfin partout l'enseignement de la physique est renvoyé dans l'année de philosophie : car il ne vous échappera point, monsieur le recteur, que les classes de mathématiques élémentaires et de mathématiques transcendantes sont particulièrement réservées aux élèves qui se destinent aux Ecoles spéciales, et sont plutôt annexées qu'intimement unies au Collège. A la rigueur, il ne faut donc pas les compter dans le cadre ordinaire des études, dont la fin commune est le baccalauréat ès-lettres. Or, il est évident, même en théorie, que cette combinaison des études scientifiques et des études classiques est entièrement défectueuse. La chimie enseignée deux années avant la physique est une véritable anomalie. L'histoire en sixième est au moins inutile, et elle est oubliée quand on arrive à la physique et à la philosophie. L'enseignement de l'arithmétique et de la géométrie en troisième et en seconde surcharge les études si variées de grec, de latin, de français, d'histoire et de langues vivantes, auxquelles ces deux classes suffisent à peine. Enfin, après la seconde, tout enseignement de mathématiques cesse au moment même où l'âge des élèves et les forces croissantes de leur esprit leur rendraient cet enseignement convenable et utile.

» Telles sont les objections solides que fait la théorie à la combinaison actuelle, et l'expérience de bien des années confirme ces objections. Deux points sont aujourd'hui mis hors de doute par les rapports de MM. les inspecteurs généraux et par ceux de MM. les proviseurs : 1° Les portions d'enseignement scientifiques réparties depuis la

sixième jusqu'à la rhétorique inclusivement ne produisent aucun bon résultat ; 2° cet enseignement accessoire, infructueux en lui-même, nuit considérablement aux études classiques. Il a donc fallu, monsieur le recteur, chercher une autre combinaison.

» C'est un principe reconnu que les études doivent être proportionnées à l'âge des élèves. C'est un autre principe également reconnu que, dans un même âge, toutes les études doivent être analogues pour produire une impression forte et durable. Voilà pourquoi l'expérience générale a placé d'abord les études classiques, si bien appelées humanités, parce qu'elles forment l'homme et cultivent à la fois la mémoire, l'imagination, l'esprit et le cœur. La philosophie, les mathématiques, les sciences physiques et naturelles doivent venir après : elles s'adressent à la réflexion naissante. Tel m'a paru le plan vrai et régulier des études du Collège. Je n'ai donc point hésité à supprimer tous les accessoires scientifiques répartis depuis la sixième jusqu'à la rhétorique, afin de fortifier par là l'enseignement classique, et j'ai rassemblé dans l'année de philosophie tout l'enseignement scientifique, qui alors devient lui-même plus important et plus sérieux. Les mathématiques auront trois classes par semaine ; la chimie est annexée à la physique, ainsi que l'histoire naturelle, et ces divers enseignements, joints à celui de la philosophie, se prêteront un mutuel appui et prépareront directement au baccalauréat.

» Ce plan, monsieur le recteur, serait achevé et définitif s'il instituait deux années de philosophie, au lieu d'une seule. Alors les divers enseignements rassemblés dans cette seule année se développeraient mieux et pourraient devenir obligatoires pour tous les élèves. Cette addition d'une année pourrait être utilement compensée par le retranchement d'une de ces classes élémentaires, dans lesquelles on apprend peut-être le latin de trop bonne heure. Il me paraît que six années d'études, depuis la sixième jusqu'à la rhétorique, avec la classe préparatoire de septième, sont parfaitement suffisantes. Les classes qu'on a établies dans plusieurs Collèges sous le nom de huitième, de neuvième même, doivent être complètement dégagées de toute étude latine, offrir une instruction primaire d'un ordre élevé pour les familles qui ne veulent pas envoyer leurs enfants aux écoles primaires ordinaires. »

Entre ces deux plans d'éducation il n'existe qu'une différence, et elle n'est pas à l'avantage de M. Cousin, mettant son éclectisme à la suite des idées de quelques obscurs disciples de saint Ignace. Au lieu de supprimer totalement les leçons de mathématiques, de physique, de chimie et d'histoire naturelle dans les classes inférieures et de les renvoyer à la philosophie, les Pères de Bruges veulent qu'on donne aux enfants des notions élémentaires d'arithmétique

usuelle et de géographie, notions indispensables à tout âge. A part ce léger changement, qui fut peut-être un calcul, le projet de M. Cousin est servilement celui des Jésuites ; et, s'il n'y a pas eu contrefaçon, il faut au moins avouer que les Pères de la Compagnie ne sont pas si arriérés en fait d'éducation, puisqu'ils précèdent même dans cette voie de progrès le grand-maître de l'Université et l'éloquent traducteur de Platon, leur adversaire.

Le ministre de l'instruction publique en France rend aux Jésuites un hommage tacite. Dans le mois de mars 1845, la *Gazette de l'Instruction publique* ne craignit pas d'avoir son jour de franchise. En examinant le cours d'études du Collège et du pensionnat de Fribourg, elle osa dire : « On verra qu'il ne manque ni d'étendue ni de variété. Si, d'un côté, les ouvrages théoriques adoptés pour l'enseignement des langues sont peu connus et ne sont point suivis dans nos Collèges, d'un autre côté, il faut reconnaître que ce cours d'études offre dans son ensemble quelques bonnes améliorations et qu'il remplit plusieurs lacunes de notre enseignement universitaire.

» Ainsi, on peut voir quelle attention les Révérends Pères apportent à l'enseignement de la langue et à l'étude de la littérature française. Dans toutes les classes, ils ne cessent d'exercer les élèves sur l'orthographe, l'analyse logique et grammaticale, et les divers genres de composition française ; ils ne bornent pas leur enseignement aux stricts préceptes de la grammaire et de la rhétorique. Dès la troisième, les élèves apprennent les règles du genre épistolaire, et y sont façonnés par des exercices fréquents. En seconde, ils reçoivent des notions complètes de littérature, et on leur fait passer en revue ces différents genres en prose et en poésie. En rhétorique, ils étudient avec étendue les préceptes de l'art oratoire, et en particulier l'éloquence de la chaire, du barreau et de la tribune. Des talents trop négligés et dont les résultats peuvent être précieux pour l'avenir des jeunes gens, la lecture à haute voix et la déclamation, sont l'objet d'études spéciales dans chaque classe. Les principes d'après lesquels l'histoire est enseignée sont indiqués par les livres mêmes portés au programme.

» Le cours de la philosophie et l'histoire, dit le prospectus, en présentant les événements historiques dans leur enchaînement moral et providentiel, donne une connaissance approfondie d'après les vrais principes.

» Quant au choix des auteurs d'explications, il se compose en grande partie des auteurs français, latins et grecs suivis dans nos Collèges, et surtout pour le baccalauréat. Quelques auteurs qu'on ne voit pas dans nos établissements, Juvenal, Perse, Tibulle, Catulle, etc., sont expliqués dans les classes supérieures. »

De l'aveu des Universitaires de France eux-mêmes, la Compagnie de Jésus, dans ses Collè-

ges de Suisse et de Belgique, marche au moins de pair avec eux ; un autre Universitaire va venir, le 12 novembre 1845, nous apprendre que l'enseignement donné par les Jésuites dans les Deux-Siciles ne le cède ni en améliorations ni en succès à celui qui est imposé et vendu aux sujets du Royaume très-chrétien. On a proclamé sur mille tons différents que l'Italie moderne était une terre de plaisir et d'ignorance. Naples surtout a eu sa large part de ces invectives cosmopolites. Sans se préoccuper des mœurs du pays, les touristes et les romanciers l'insultèrent parce qu'il n'adoptait pas leurs lois, leurs usages ou leurs préjugés. Les uns maudirent le soleil versant ses plus généreux rayons sur ce peuple de princes et de lazzaroni ; les autres déplorèrent l'abrutissement intellectuel des habitants de la vieille Parthénopée qui refusent de secouer le joug des Bourbons et des Prêtres. On plaignit ou on calomnia les Napolitains. Ils se montraient peu empressés de mettre leur bonheur à l'encheûre des révolutions ou de l'impitié dont ils avaient fait une si triste preuve. Ils étaient trop voisins du Vésuve pour laisser fomentier dans le sein de leurs villes d'autres volcans constitutionnels, plus dangereux que le Mongibello. L'Europe libérale les dota d'une paresse voluptueuse ; elle ne les vit qu'à travers l'atmosphère de ses préventions ou de ses mécomptes, qu'ils ne consentaient plus à partager.

A la fin de 1845, M. Petit de Baroncourt, chargé par le Ministre de l'instruction publique en France de visiter les divers établissements d'éducation dans le royaume des deux-Siciles, adresse son rapport au grand-maître. Le Français est amené à comparer les résultats obtenus par les Universitaires napolitains et par les Jésuites, et il s'exprime ainsi : « L'Université est subordonnée au ministère de l'intérieur et n'a presque aucune influence dans la nomination de ses membres ; elle confère seulement les grades dans les diverses facultés, et tient sous sa juridiction les collèges et les écoles privées. A la tête se trouve un président de l'instruction publique, un conseil général (*giunta di pubblica istruzione*), un secrétaire général de l'Université, des inspecteurs généraux et particuliers. Les cours publics des facultés durent sept mois ; ceux de la faculté de lettres n'ont qu'un cours de littérature grecque et un de littérature italienne ; il n'existe pas de chaire d'histoire, lacune assez significative.

» Les Collèges de l'Université sont au nombre de dix-sept ; quatre portent le nom de lycées, parce qu'on y enseigne un peu de philosophie et les éléments des sciences physiques et mathématiques ; les autres, voués exclusivement à l'étude du latin et du grec, conduisent les élèves jusqu'en rhétorique ; encore l'étude du grec est-elle à peu près facultative, et ne l'exige-t-on dans les examens que des candidats qui se destinent

Etat de
l'éduca-
tion dans
les Deux-
Siciles.

Rapport
au
Ministère
de l'ins-
truction
publique
par Petit
de Baron-
court.

Les
Jésuites
et l'Uni-
versité
de
Naples.

La
GAZETTE
DE L'INS-
TRUCTION
PUBLIQUE
et le
Collège
de Fri-
bourg.

à certaines professions spéciales, telles que la médecine. L'étude et la littérature italienne, la langue française, un peu de géographie et d'histoire sainte, complètent les indications précédentes.

» L'administration intérieure des collèges est confiée à des ecclésiastiques dont le chef prend le nom de Recteur ; les professeurs seuls sont ou peuvent être laïques. Si l'on prend pour exemple le lycée *del Salvatore*, qui est placé dans la capitale, on se fera des collèges de l'Université de Naples une idée malheureusement peu satisfaisante.

» Ce lycée ne semble pas avoir une existence propre, il n'a aucun bâtiment qui lui soit spécialement affecté ; les élèves pensionnaires sont relégués au-dessus des salles de l'Université, au troisième étage ; ils couchent dans de vastes dortoirs, au milieu desquels sont placées les salles d'études ; de telle façon que le bout des tables touche au pied des lits. Les classes se font au premier étage, dans des salles qui font suite aux bureaux de l'Université et donnent sur une arrière-cour. Celui des Jésuites renferme de vastes jardins, une haute église qui touche à quatre rues différentes et dont la principale façade est une des plus belles de Naples après le palais du Roi. Et, si l'on regarde au nombre des élèves, la différence n'est pas moins frappante. L'un des Collèges est en pleine prospérité, tandis que l'autre se traîne et languit, bien qu'il ait réduit le prix de la pension à six ducats par mois. »

Le parallèle établi entre l'Université sicilienne et la Société de Jésus continue ; il s'étend jusqu'au corps enseignant de France. Le plan suivi par les enfants de saint Ignace est le même que celui de tous les Collèges de l'Institut. A Naples seulement, il agit sur des natures que la beauté du climat doit rendre plus efféminées et moins propres aux sciences. Petit de Barancourt ajoute :

« Arrivons maintenant aux établissements qui ne sont pas placés sous la surveillance de l'Etat.

» Ce sont d'abord les deux Collèges dirigés à Naples par les Pères Barnabites et celui qui appartient aux Frères des écoles pies (*Scolopi*) ; mais les plus dignes d'attention sont les établissements gouvernés par les Pères de la Compagnie de Jésus. Ceux-ci possèdent quatre Collèges dans le royaume de Naples, savoir : à Naples, à Lecce, à Aquila et à Salerne ; ils ont en outre quinze Collèges en Sicile. Celui de Palerme, entre autres, est un établissement magnifique, dont les richesses sont considérables et dont la bibliothèque fait l'admiration des étrangers.

» La maison de Naples ¹ contient environ

quatre-vingts élèves pensionnaires ; on lui donne le nom de *Collège des Nobles*, parce qu'on n'y admet que des enfants appartenant aux premières familles. Elle admet en outre dans les classes plus de douze cents externes qui suivent les cours gratuitement. Cette année même, au dire d'un des Pères, savant professeur de l'établissement, ils ont refusé d'en recevoir plus de cinq cents, faute de place. A quelques pas de là, le lycée universitaire *del Salvatore* n'a pas cinquante externes.

» Les classes sont divisées en classes élémentaires et en classes supérieures ; les premières s'étendent jusqu'à la rhétorique inclusivement. Elles comprennent trois années ou quatre au plus pour les classes dites de grammaire, qui embrassent l'étude des principes du latin, du grec et de l'italien ; une année pour la classe dite d'humanités, qui correspond à la seconde de nos collèges, et une année pour la rhétorique ; en tout cinq ans ou six ans au plus. Les classes supérieures comprennent deux ans, pendant lesquels les élèves étudient la philosophie, les principes du droit naturel et du droit civil, la physique, la chimie et les mathématiques élémentaires. Il existe une troisième année pour les classes supérieures, dans laquelle on étudie la langue hébraïque, l'éloquence et les lettres sacrées, le droit canon, la théologie et les mathématiques transcendentes ; mais presque toujours le cours des études est regardé comme fini au bout de la seconde année, surtout pour les élèves qui doivent entrer dans les carrières civiles. Cette distribution des études, comparée à celle des classes de l'Université de France, contient, comme on le voit, des différences notables : l'étude des langues anciennes est comprise dans un espace de cinq ou, à la rigueur, de six années, au lieu de sept et même de huit années employées au même objet dans nos Collèges ; secondement, à partir de la philosophie, l'étude élémentaire des sciences est concentrée en deux années pleines, au lieu d'être intercalée dans le cours des lettres anciennes, à partir de la quatrième classe.

« Quant à la force des études, les élèves dans

fût dignement appropriée à l'usage auquel il la destinait. Le roi Ferdinand II l'a prise sous sa protection, et il ne cesse d'encourager les Pères dans la mission qu'ils s'imposent. Afin de leur témoigner la bienveillance spéciale qu'il porte aux lettres, aux sciences et aux bonnes études, le Roi accorde des privilèges aux élèves qui se distinguent par leur travail ou par leur piété. Sous la direction du père Latini, cet établissement est devenu un modèle de régularité, de perfectionnement, de progrès littéraires et scientifiques. Il compte parmi ses élèves actuels les enfants des plus grandes familles du royaume et les fils de trois ministres du Roi, le chevalier de Santangelo, le prince di Trabia et le prince di Comitini.

Ce collège, quelque parfait qu'il soit et que nous avons dernièrement visité, ne l'emporte cependant ni en science, ni en sages administration, sur un grand nombre d'autres que la Société de Jésus possède à Rome, en Piemont, en Angleterre, en Allemagne et en Belgique. La beauté du local établit seulement la différence, car l'instruction y est partout aussi développée. Née du même principe, elle se répand par les mêmes professeurs.

(1) Le Collège de Naples dont il est question dans le rapport universitaire s'appelle *il Convitto dei Nobili* ; il fut ouvert le 3 décembre 1823. C'est un ancien couvent de Basilien que le roi François I^{er} accorda aux Jésuites par décret du 15 septembre 1826. Sa munificence fit restaurer l'établissement ; le Monarque voulut que la maison

les classes d'humanités peuvent soutenir la comparaison avec ceux de nos Collèges pour le latin ; mais il n'en est pas de même pour la langue grecque. La seule langue moderne qui y soit enseignée est la langue française ; car la France, selon la pittoresque expression d'un révérend Père du Collège de Salerne, est la seconde patrie de tout le monde. A la rhétorique est joint un cours d'archéologie et d'architecture grecque et romaine. Quant aux cours scientifiques, ils sont, vis-à-vis des nôtres, d'une supériorité incontestable. »

Les motifs de la guerre acharnée que les Universités de tous les pays ont déclarée à la Compagnie de Jésus se trouvent dans ces aveux. Longtemps avant de soulever un coin du voile, elles savaient, aussi bien que les familles chrétiennes, à quoi s'en tenir sur les maisons d'éducation dirigées par les enfants de Loyola. C'étaient de redoutables rivaux : les Universités se coalisèrent pour les étouffer. Elles ne pouvaient plus accuser les maîtres d'incapacité et jeter un brevet d'ignorance aux élèves. Il était démontré que, sur tous les points de l'Europe, les Collèges des Jésuites se plaçaient, sans le chercher, sans le proclamer, à la tête du mouvement intellectuel et scientifique. On laissa donc de côté les vieilles imputations d'obscurantisme ; puis on essaya d'en faire surgir de nouvelles.

Le fractionnement des partis, les inimitiés entretenues par la politique, les utopies des uns, les crimes des autres, les flagrantes violations de la loi mises par tous et chacun à son tour au compte de la nécessité, avaient introduit dans les pays constitutionnels un esprit d'exclusion qui tôt ou tard briserait l'unité de ces Etats. Les partis commencèrent par s'attaquer les armes à la main ; ils finirent par se calomnier. De tous les camps à la fois, il s'éleva la plus triste des imputations. Chacun accusa son ennemi politique de ne plus aimer le pays où il était né. Personne n'osa comprendre qu'après tant de bouleversements la différence des drapeaux ou des idées ne créait pas d'une manière irrévocable la trahison envers la patrie. Il convenait à quelques-uns de dominer et de tromper les masses en s'attribuant le monopole du dévouement civique : ils s'offrirent comme le type de cette vertu qu'ils allaient exploiter. Leurs adversaires de la veille, leurs ennemis du jour, leurs antagonistes du lendemain ne furent plus que des citoyens coupables dont le pays devait redouter les perfidies et flétrir les noms. La Révolution française avait ainsi procédé. M. Thiers, qui s'est constitué l'héritier direct de ses doctrines et l'avocat de ses forfaits, ne pouvait manquer de suivre cet exemple.

Tous les Français qui ne fléchissaient pas le genou devant la probité de ce Fabricius administratif devinrent suspects à ses yeux ; il les accusa de ne pas aimer la patrie. Quelques-uns

d'entre eux, pour soustraire leurs fils à l'éducation de l'Université, se privaient de leurs caresses ; ils les envoyaient à Fribourg, à Mélan, à Bruggel et à Chambéry étudier sous les Jésuites. M. Thiers saisit ce prétexte pour prouver que les disciples de l'Institut étaient les Pitt et les Cobourg de la France libérale. Dans l'éducation si large qu'ils donnaient, l'historien-orateur découvrit un complot tramé contre le pays. Le rapport de M. Thiers sur le projet de loi d'instruction secondaire formula l'accusation en ces termes ; il dit ¹ : « Qu'autrefois à Saint-Acheul et aujourd'hui dans des établissements semblables l'esprit était et est encore contraire aux lois du royaume ; que les maximes morales des maîtres, leurs doctrines sur la puissance spirituelle et temporelle, mettent en péril la moralité et les sentiments nationaux de la jeunesse ; qu'il est nécessaire de savoir si les enfants ne viennent pas de ces écoles placées à nos frontières, dans lesquelles on inspire la haine de nos institutions et un très-faible amour pour la France. »

Le 29 janvier 1846, M. Thiers, à la Chambre des Députés, renouvelait ces attaques : « Il y a, proclamait-il, à Bruggel et à Fribourg des établissements mauvais, dangereux pour tout citoyen qui doit vivre sous les lois de la France. Que des Suisses, que des Belges envoient leurs enfants à Bruggel ou à Fribourg, où on enseigne le mépris de nos lois et de notre gouvernement, à eux permis ; mais je dis qu'on n'y fait pas de bons Français. »

M. Thiers se posait en juge suprême de la moralité des autres ; il traduisait au tribunal de son patriotisme les jeunes gens élevés par les Jésuites, et, au milieu de cette dérision parlementaire, il ne se demandait pas à lui-même s'il trouverait beaucoup de pères de famille consentant à lui confier l'avenir de la jeunesse ; il ne s'interrogeait pas pour savoir si des milliers de ses concitoyens ne le regardent pas comme un des génies les plus malfaisants qui aient pesé sur la patrie. Cet homme, qui a tant calomnié et qu'on vit un jour verser des larmes à la tribune pour effacer les poignantes inculpations dont un député ministériel, M. Desmousseaux de Givré, l'accablait ², cet homme déversait un blâme immérité sur la Société de Jésus. Il accusait les enfants qu'elle forme de sentiments antifrancs, et, dès le lendemain, la calomnie était confondue. Ces enfants avaient grandi : ils occupaient dans l'Etat d'honorables fonctions ; ils se livraient au commerce, à l'agriculture, aux belles-lettres ou à l'industrie. Plus de six cents parmi eux virent, dans une protestation rendue publique, donner à M. Thiers un éclatant démenti. Ils disaient : « C'est en abreuvant nos âmes à ses sources les

Les élèves des Jésuites accusés par M. Thiers de n'être pas aussi bons Français que lui.

M. Thiers et le patriotisme.

Protestation des élèves.

(1) Rapport de M. Thiers. Première question, p. 29 ; deuxième question, p. 33 et 50.

(2) Séance de la Chambre des Députés du 5 décembre 1840 (Moniteur du 6).

plus pures, que nos maîtres nous ont élevés. Histoire, philosophie, langues, littérature, sciences, tout passait par ce divin milieu pour arriver à nous.

» Nous apprenions ainsi :

» Qu'à Dieu et à la Religion établie par lui il appartient d'éclairer la raison, de lui commander parfois et de régler la conscience ;

» Que tous les hommes sont égaux devant Dieu, et doivent l'être, par conséquent, devant la loi, qui en est l'image ;

» Que les pouvoirs publics sont pour les peuples et non les peuples pour les pouvoirs publics ;

» Que toute noblesse, toute dignité, tout emploi, la simple qualité de citoyen obligent à se dévouer par tous les sacrifices, celui même de la fortune et du sang, au bien de la patrie ;

» Que les trahisons et les tyrannies sont des crimes contre Dieu, des attentats contre la Société. »

Les élèves des Jésuites ajoutaient, avec autant de courage que de prévoyance :

» Mais, que l'on ne s'y trompe pas, ces calomnies qui semblent nous atteindre seuls frappent bien réellement, dans l'intention de leurs auteurs, toute éducation vraiment catholique.

» Telle est notre conviction ; les dénégations, les clameurs ne l'affaibliront point ; tout homme sérieux et sincère pense comme nous, et en protestant, comme anciens élèves des Jésuites, nous sommes bien réellement les représentants de tout homme formé à l'école de la Foi, les représentants de l'éducation croyante en France.

» Nous avons voulu faire comprendre à cette chère France, que sur son sol tout genou ne fléchit point, que toute bouche ne se tait point encore devant les hardiesses de la rouerie ;

» Que la calomnie lâche et facile ne doit point, à ses yeux, prévaloir contre la vérité.

Nous avons voulu qu'elle sût que cette éducation calomniée est profondément et uniquement catholique, et qu'en apprenant ainsi à unir la Foi catholique à la Foi patriotique, nous ne pouvons en être que meilleurs citoyens et plus vrais amis de nos vraies libertés.

» L'auteur du rapport avait dressé un acte d'accusation, préparé une liste de suspects, en laissant pour le moment les noms en blanc ; nous sommes venus remplir ce vide et nous inscrire nous-mêmes.

» Beaucoup d'autres, que des considérations respectables empêchent de s'unir à nous dans cette manifestation publique, mais dont nous avons entre les mains les adhésions sincères, partagent toutes nos convictions, et confirmeront notre parole devant tous ceux qui voudront interroger leurs consciences.

» Quant à nous, maintenant, nous attendons sans crainte le jugement du pays ; lui-même il dira s'il est juste, s'il est sage, s'il est français, de jeter l'insulte à de jeunes hommes nourris

de pareilles leçons, et que la chambre, les conseils élus, le sacerdoce, la magistrature, l'armée, le barreau, la presse, toutes les professions libérales, l'agriculture, l'industrie, le commerce, voient chaque jour offrant leur sang, leurs veilles et leurs travaux pour la gloire et la prospérité de la France. »

Devant cette protestation, M. Thiers se tut, car il avait derrière lui un passé de deux siècles et demi qui, comme la génération nouvelle, pouvait dire si les Jésuites tiennent école de lâcheté, de trahison, de mépris des lois ou des serments. M. Thiers, il faut en convenir, n'est pas le premier qui donna un corps à cette imposture. Avant lui Carlo Botta, dans son *Histoire d'Italie*, avait poussé l'incrimination plus loin que l'historien de la Révolution. Selon Botta, dont un prêtre, réfugié piémontais, Vincent Gioberti, reproduisit les paroles dans son introduction del *Primato morale e civile degl' Italiani*, les Jésuites ne sont plus seulement criminels pour étouffer dans l'âme de la jeunesse tout amour de la patrie. Botta et Gioberti leur reprochent d'absorber au profit de la Compagnie la respectueuse tendresse que les fils doivent à leurs parents.

« L'empire que les Jésuites usurpaient sur la volonté, ainsi s'exprime Botta ¹, était plein de dangers, parce que leur première pensée, et ils la mettaient à exécution, était d'arracher du cœur des jeunes gens l'amour de la famille. Les Jésuites agissaient ainsi pour que leurs disciples fussent plus dévoués en tout à eux-mêmes et à la Compagnie. Les enfants de la vieille Rome s'écriaient : Patrie ! patrie ! et, préparés à ce dévouement, ils faisaient passer la patrie avant leur famille. Les élèves des Jésuites disent au contraire : Les Jésuites ! les Jésuites ! et au besoin, ils préfèrent leurs maîtres à leurs pères. Parmi ces générations, les unes tendaient à l'honneur et à la liberté, les autres allaient à l'abjection et à la servitude. »

Botta et Gioberti, son enthousiaste commentateur ², peuvent bien à l'aide de quelques

(1) *Storia d'Italia continuata da quella del Guicciardini*, XVIII.

(2) Le *Primato morale e civile* avait été dédié en 1845, par Vincent Gioberti, à Silvio Pellico. Le Prêtre réfugié à Bruxelles voulait placer sous le patronage d'un beau génie et d'une haute probité un ouvrage contre la Société de Jésus. Silvio Pellico répudia cette dédicace en publiant le 16 juillet 1845 la déclaration suivante :

« Ami de Vincent Gioberti, écrivait l'auteur de *Mie Prigioni* à la date de Turin, 28 juin 1845, et profondément attaché à François Pellico, jésuite, mon frère, j'ai lu dans l'avertissement de son *Primato morale e civile degl' Italiani* une manifestation violente de colère contre les Jésuites. Si je me taisais, non-seulement je manquerais à l'amitié qui m'unit à mon frère, mais je laisserais supposer que j'adhère aux préventions de Gioberti sur la Compagnie à laquelle mon frère appartient. Je ne suis pas éloquent, et j'ai peu de foi dans l'effet des apologies ; je me borne à déclarer ce qui suit :

« Je ne partage pas les opinions de Gioberti sur les Jésuites. Il a cru les peindre avec vérité, il n'en a fait qu'un odieux tableau. Pour le tempérer, il dit, il répète qu'il y a des exceptions honorables à faire ; mais tel est

Botta et
Gioberti
font un
crime
aux
Jésuites
d'arra-
cher du
cœur de
l'enfant
l'amour
de la
famille

phrases déclamatoires, jeter la pierre à l'Ordre de Jésus, mais, en lisant ce passage, chacun s'avouera, comme nous, qu'ils n'ont oublié qu'une chose : c'est d'expliquer comment il se fait que des pères de famille élevés par les Jésuites dans ces principes néfastes aient consenti à se priver de l'amour de leurs enfants. Une pareille éducation pourrait à toute force se supposer. Elle abusera peut-être une génération ; est-il possible qu'elle s'étende à la seconde ? Faudra-t-il admettre que, depuis trois cents ans, les pères de famille se soient laissés volontairement dépouiller de l'affection de leurs fils, et que, pour plaire à des Jésuites, corrupteurs de tous les sentiments les plus naturels, ces parents se soient prêtés à cette désolante combinaison ? Car, il n'y a point à tergiverser, le plan des Jésuites est toujours le même. Ils l'ont appliqué dès l'origine de l'Institut, et, après avoir appris à leurs premiers élèves à détester les auteurs de leurs jours, il faut que ces élèves, devenus pères, aient trempé dans le complot révélé par Botta et par Gioberti. Celui de M. Thiers n'est qu'un mensonge parlementaire, celui de Botta est un crime impossible.

En présence de ces hostilités de parti pris qui ne craignent pas d'aller jusqu'à l'absurde, les disciples de saint Ignace ne pouvaient faire qu'une réponse. On leur imputait d'avoir créé un système d'éducation antinationale ; ils montraient leurs élèves servant la patrie dans toutes les conditions. On prétendait qu'ils dépouillaient le cœur des enfants de tout sentiment de reconnaissance filiale. Les Jésuites demandaient que, dans cette hypothèse, on expliquât d'une manière raisonnable cette succession non-interrompue de générations qui, depuis trois cents ans, remplit leurs collèges, où le père de famille vient avec bonheur marquer à ses fils la place qu'il occupa lui-même pendant son adolescence. On faisait les Religieux de l'Institut ennemis du mouvement intellectuel et du progrès des lumières ; ils acceptaient les innovations utiles, ils popularisaient l'amour des arts, ils appelaient

le blâme qu'il répand sur la Compagnie entière, que même les individus à excepter auraient, à son avis, le tort de s'être dévoués à servir une Société devenue mal-faisante.

» Sur ce point, je déclare qu'ayant une connaissance intime de mon frère et de quantité de ses collègues, je sais que ce ne sont point de faibles esprits, entraînés dans l'illusion, mais des hommes forts de discernement et de vertu.

» Comme j'estime les Jésuites, les autres Religieux et en général le Sacerdoce, quelques-uns ont porté contre moi une accusation qui est bien vulgaire aujourd'hui, en disant que je suis ce qu'ils appellent un affilié du Jésuitisme, un instrument de cette prétendue secte artificieuse. Je suis seulement un homme d'étude et de réflexion, qui a lu et examiné, qui n'a pas la faiblesse de se rendre le serviteur des opinions véhémentes, qui sourit des lettres anonymes et d'autres bassesses semblables par lesquelles quelques-uns ont eu la simplicité de vouloir m'apprendre à penser. Je pense et je me conduis selon ma conscience ; je ne m'asservis à d'autre lien qu'à celui de ne vouloir être personne et d'être Catholique, Apostolique et Romain.

» SILVIO PELLICO. »

la jeunesse à l'étude des sciences exactes, ils perfectionnaient les théories modernes de l'enseignement ; quelques-uns même d'entre eux se signalaient par de savantes découvertes et par d'incontestables succès. Ils produisaient tous ces arguments ; la haine passait outre en soulevant de pitié, et elle calomniait encore.

Reconstituée à une époque de transition, la Compagnie de Jésus n'avait pas seulement à s'occuper de former des savants et des littérateurs. Pour elle, ce dernier but n'était qu'un brillant accessoire. L'Eglise et le monde chrétien attendaient autre chose de son rétablissement. L'Eglise souhaitait de profonds théologiens, des orateurs éminents, de zélés missionnaires ; le monde réclamait d'habiles instituteurs de la jeunesse, des guides spirituels pour l'âge mûr. Cette aggrégation de devoirs et de sacrifices ne pouvait manquer de fournir, comme par le passé, des intelligences à toutes les études humaines. Les soins si multipliés d'un triple apostolat, et le travail d'intérieur auquel la Société dut se livrer pour rendre homogènes ces diverses parties se réunissant de chaque point du globe, afin de former un tout, ne permirent pas à la première génération de Jésuites de créer de grandes œuvres. Il fallait prêcher et professer. Ces enfants de saint Ignace, ainsi que les vieux Pères de la Foi, leurs émules, furent donc plutôt des hommes du ministère sacré que des écrivains ou des savants. Dans le monde, dans leurs collèges, ils cherchèrent à faire revivre la piété et les bonnes études. Leurs travaux de cette époque sont utiles, mais peu éclatants. Ils commentent les exercices de saint Ignace, ils apprennent à méditer, ils annotent les livres classiques, ils donnent des préceptes de rhétorique et de littérature, ils dirigent les jeunes professeurs. Sous l'impulsion du Père Barnuel, athlète vieilli dans la polémique, ils combattent pour la défense de la Religion et de l'Eglise. De Brosse, Lorique, Varin, Louis de Bussy et Chaignon offrent aux Fidèles des opuscules pleins d'oraisons. Mais la situation précaire qu'ils s'étaient faite en France, où la loi ne les reconnaissait ni ne les proscrivait, dut avoir, surtout dans les premiers moments, de fatales conséquences. Cet état peu normal privait les Pères du stimulant nécessaire pour écrire ; il leur fit douter de leur liberté et de leur existence : ils furent donc mis dans l'impossibilité de se produire.

Peu à peu cependant ils s'habituerent à une position aussi étrange, et comme les autres disciples de l'Institut, plus favorisés qu'eux, ils entrèrent à pleines voiles dans le mouvement social. Les fatigues du ministère ecclésiastique, l'éducation des Novices, celle de la jeunesse, les Missions en Europe et au delà des mers, les contre-coups révolutionnaires devaient absorber leur vie. Ils trouvèrent néanmoins au fond de toutes les Provinces de l'Ordre des moments à

Les théologiens et les ascètes.

Les Jésuites leurs avers.

consacrer aux travaux qui établirent la gloire littéraire de l'ancienne Compagnie. Les uns se livrèrent à l'étude des saintes Ecritures et de la théologie ; les autres se firent ascètes ou philosophes. Il se forma parmi eux des orateurs et des historiens, des astronomes et des archéologues, des polémistes et des littérateurs. C'est ce tableau de quelques années seulement qu'il importe de dérouler pour apprécier sainement les efforts et les succès des enfants de saint Ignace. Nous les avons vus aux prises avec le monde, il faut maintenant les suivre dans la cellule, où la culture de l'esprit devient un délassement des labeurs de l'apostolat.

A la tête des nouvelles générations de docteurs apparaît Perrone. Ses œuvres théologiques, adaptées aux nécessités du siècle, ont déjà obtenu l'honneur de quinze éditions. Avec le Père Jean Martin, dont le traité de *Matrimonio* fit la réputation, et Rozaven, qui, par son *Eglise catholique justifiée*, a élevé le bon sens à sa plus haute puissance, Xavier Weninger remonte à la source des principes. Au fond de l'Allemagne, d'où surgissent tant de novateurs essayant d'arracher leur patrie à l'Unité catholique, Weninger défend la *suprématie spirituelle des Papes*. Le peuple a besoin d'enseignements précis sur ce sujet : afin de faire descendre la lumière jusque dans les masses, Weninger se sert de sa langue maternelle. Pendant ce temps Patrizi compose ses *Cours élémentaires d'Ecriture sainte*; Roothaan commente les *Exercices de saint Ignace* : il publie son livre de *Ratione meditandi*, opuscule substantiel; de Bussy jette dans le *Mois de Marie* l'onction de son âme ; de Brosse, Guillermet, Charles Deplace, Arthur Martin sont tout à la fois pieux et pleins d'une élégance qui rappelle saint François de Sales. Joseph Lambillotte, frère de Louis, dont la musique sacrée est si populaire, écrit sur son lit de mort le *Consolateur des âmes affligées*, testament d'un Jésuite, dont chaque parole est destinée à adoucir aux hommes le passage du temps à l'éternité.

Les Pères de la Compagnie étaient théologiens et ascètes. Ils recommençaient au milieu des saintes agitations de leur vie les travaux d'un autre âge ; ils voulurent que l'Institut reprit encore son rang parmi les maîtres de la Chaire. Nicolas de Maccarthy et Ravignan pour la France ; Finetti, Minini et Sagrini pour l'Italie ; Caraffa, Puyal, Gil et Montemayor pour l'Espagne, entrent avec éclat dans cette voie que tant de jeunes Jésuites parcourent déjà avec succès. Maccarthy, c'est le prédicateur d'une époque de transition. Tout a changé autour de lui, les lois, les mœurs, les trônes ; lui seul est resté immobile dans sa foi et dans les magnificences de son langage. Ce Bourdaloue improvisateur, dont la tête est pleine d'idées, dont l'âme déborde d'éloquence et de charité, s'est abreuvé aux sources

les plus pures de l'art de bien dire et surtout de bien faire. Il fut l'apôtre de la France sous le règne des derniers Bourbons, ainsi que Xavier de Ravignan l'est devenu sous la nouvelle dynastie.

Ravignan ne procède pas par les mêmes moyens que Maccarthy. A cette foule d'hommes éminents ou lettrés, à cette jeunesse que la politique a rendue libre, mais dont le cœur aspire à reprendre la chaîne des vieilles croyances religieuses, il faut donner toutes les jouissances de l'esprit avec toutes les satisfactions du cœur. Ravignan remplit dans une mesure parfaite les conditions imposées à son talent. Moins heureux que ses émules d'Italie et d'Espagne, il ne trouve pas tout d'abord un auditoire convaincu ; mais, le saisissant tantôt par la majesté de sa raison, tantôt par son onctueuse lucidité ou par l'irrésistible énergie de sa foi, il le subjugué, il l'entraîne jusqu'au pied des autels. Le doute, l'indifférence ou la curiosité avaient poussé la multitude autour de sa chaire. Forte de son scepticisme, cette multitude s'était assise en face de l'orateur chrétien pour applaudir à son beau langage. Le Jésuite parle, la vérité se fait jour dans les cœurs, les têtes s'inclinent, les genoux fléchissent, les convictions éclatent, et tous, confondus dans la même prière, oublient les distances de rang et de fortune pour se rappeler qu'ils sont Catholiques.

Comme lui, plusieurs Pères de la Société ont action sur les masses par l'éloquence ; on en voit d'autres qui, sur les pas de Rozaven, de Taparelli, de Vico, de Dmowski, de Rothenflue, de Liberatore, de Buczinski et de Romano, cherchent à donner à la philosophie une direction plus sage. Rozavin, l'implacable logicien, traite de la *certitude* ; Taparelli, du *droit naturel* ; Romano, de *l'homme intérieur* ; Rothenflue initie les jeunes gens aux études philosophiques. Prat compose son *Histoire de l'éclectisme Alexandrin*, sa *Vie de saint Irénée* et son *Essai sur la destruction des Ordres religieux en France, pendant le dix-huitième siècle*, vaste champ où d'autres viendront glaner après la moisson ; Pointelle, Sewal, Joseph Reeve, Manera, Edouard Walsh et Peters Gandolfy se livrent à d'autres travaux historiques ou oratoires. Van der Moore et Van Hecke avec quelques Jésuites auxiliaires, reprennent en Belgique l'œuvre interrompue des Bollandistes, tandis que Caraffa se livre aux mathématiques transcendantes, Ducis et Della Rovère, à la physique, et que PIANCIANI devient l'un des chimistes les plus distingués de l'Italie. Le Père de Vico, renfermé dans son observatoire du Collège Romain avec Festini et de Solis, ses collaborateurs, approfondit le cours des étoiles ; il indique aux astronomes d'Europe la marche qu'elles doivent suivre. Vico est, ainsi que Secchi, un Jésuite qui embrasse l'universalité des connaissances humaines, qui correspond avec toutes

Ravi-
guanLes P
losophLes c
couver
tes ast
nom
ques
père
Vico

les académies et tous les ministères, et dont le nom est salué comme une des gloires de la science. Les travaux de ces deux enfants de saint Ignace ont quelque chose de prodigieux. Secchi, dès ses premiers pas dans l'archéologie, s'élève au plus haut rang des philologues et des antiquaires. Les recherches d'Ennius-Quirinus Visconti sur les musées Pio-Clementino et Chiaramonti, sont célèbres. Grégoire XVI, en désignant le Père Secchi pour la publication du *Musée étrusque*, semble par ce choix seul mettre hors de ligne le Jésuite. Dans sa critique, la force est toujours unie à la modération, et plus d'une fois cette impartialité a procuré à l'écrivain la gloire si rare de voir ceux dont il avait jugé les ouvrages reconnaître eux-mêmes la justice de ses censures. Après Bosio, Daringho, Bottari et Boldetti, on croyait qu'il n'était plus possible de recueillir quelques faits importants sur les antiquités de Rome. La *Roma sotterranea* du Père Marchi démontra le contraire. Arthur Martin et Cahier révèlent un nouveau Sirmond dans leur *Monographie des vitraux de la cathédrale de Bourges*. En expliquant les peintures du moyen âge, Cahier, au dire des savants, fonde une nouvelle science; il répand de vives lumières dans la patro-

logie et la patristique, l'histoire des œuvres et de la doctrine des saints Pères. Artigas étudie les langues orientales; il déchiffre les inscriptions arabes dont l'Espagne est couverte. Suivant les pas de Tom Adam, qui pendant la suppression de l'Institut, continua parmi les Anglais la réputation littéraire des Jésuites, Robert Plowden écrit ses *Élévations sur les grandeurs de Dieu*. Il est polémiste comme Kohlmann, Arrillaga, Rozaven, François Pellico, Deschamp et Cahour. Les occupations si multipliées des enfants de saint Ignace semblent s'opposer à cette multitude de travaux intellectuels. Bresciani, dont la pensée est si profonde et le style si plein d'élégance antique, réunit dans ses *Prose scelte* le précepte à l'exemple. D'autres, comme le Père Wiere, créent des musées et des cabinets d'histoire naturelle; ils franchissent les plus hautes montagnes pour selivrer à des observations hypsométriques, ou, comme le Père Gotteland, ils entretiennent, du fond de la Chine, des relations savantes avec les académies d'Europe. Vich, Bosch, Possoz, Garcia, Carminati, Carlo Grossi, Rostagno, Piron, Maculewicz, Gury, Freudenfeld, Lorient, Bearchita, Guibert, Pouget, Gil, Paria, Bado et de Guilhermy, sont érudits, philologues, poètes, biographes ou maîtres dans l'art d'élever la jeunesse. « Les Jésuites, et c'est M. Libri lui-même qui le confesse 1, les Jésuites ont des professeurs pris dans toutes les sommités de la science, et l'on rencontre parmi ces Pères des hommes fort instruits. Ce sont en général des hommes de bonne compagnie. »

En présence de tous ces ouvrages, qui, pour les enfants de Loyola, ne doivent être qu'un soin secondaire, on s'étonne déjà de la grandeur des œuvres entreprises et réalisées. Il n'y a que peu d'années que l'Institut a recouvré l'existence; il a été agité au dedans et au dehors; il s'est vu le point de mire de toutes les attaques, et néanmoins il a marché dans sa force vers de nouvelles destinées. On condamnait à l'impuissance la Compagnie de Jésus; on l'environnait de haines et de défiances; on s'efforçait de l'étouffer en la montrant aux nations comme l'ennemie de leurs droits, de leurs lumières et de leur bonheur. Pendant ce temps, son sein se dilatait pour recevoir les hommes de tout rang qu'une sainte vocation appelait aux luttes de l'esprit, aux combats pour la Foi.

La Société de Jésus, honorée par les Pontifes, estimée par les Peuples, et devenue la conseillère des Rois, avait vu jadis les héritiers des plus nobles familles de l'Europe se vouer à son service. Cette passion de l'humilité pouvait alors s'expliquer. Le monde disait qu'un grand de la terre se faisait Jésuite pour dominer par la prière, tandis que ses parents gouvernaient les

Les grandes familles de la Compagnie de Jésus.

(1) Voici ce qu'en peu d'années les études du père de Vico ont produit :

Le 23 novembre 1852, découverte de la comète de Biela, à son retour au périhélie, faite la même nuit qu'Herschel la vit le premier en Angleterre (Voir Astr. Nachr., n° 256, p. 517, 519).

Le 3 août 1855, découverte de la comète d'Halley, qui n'a été vue ailleurs que quinze jours après (V. astr. Nachr., n° 295, p. 71, etc.).

En 1858, diverses découvertes sur l'atmosphère de Saturne (Comptes-rendus de l'Académie des sciences, t. xv, 40 octobre 1852, p. 748).

En 1858-1859, découverte des deux satellites les plus voisins de Saturne, qui n'avaient été vus que par Herschel. Cette découverte s'est opérée au moyen d'une nouvelle méthode qui les rend visibles avec des lunettes plus petites que le grand réflecteur d'Herschel. La nouvelle méthode du Jésuite, que M. Arago appelle précieuse dans son rapport à l'Académie, donna occasion au même M. Arago d'en faire une autre sur la dispersion des rayons lumineux dans l'œil humain (Comptes-rendus du 40 octobre 1852, p. 747, 750, 751).

En 1858-1859, détermination du temps périodique de révolution des deux satellites de Saturne (Comptes-rendus, ib., et fragments sur les corps célestes. Paris, 1840).

En 1859-40-41, détermination de la rotation de Vénus sur son axe, exécutée avec un genre d'observations que M. Arago a qualifié de nouvelle méthode et d'heureuse idée. Le résultat que les astronomes tentaient en vain depuis longtemps d'obtenir avec sûreté a été obtenu par cette méthode avec une longue série d'observations : de sorte que, selon M. Arago, il n'est plus permis de douter de la vérité de ces importants résultats (Comptes-rendus, 22 juin 1840, p. 932).

En 1840-41-42, première détermination approximative de la position de l'axe de rotation de Vénus dans l'espace.

En 1841-42-43-44, découverte d'un grand nombre d'étoiles nouvelles.

Le 25 août 1844, découverte d'une nouvelle comète appelée la *Comète périodique du Collège-Romain* (Comptes-rendus, t. xix, n° 40, p. 484).

Le 23 février 1843, découverte d'une autre nouvelle comète de période inconnue (Comptes-rendus, 1843, mars).

Le 9 juillet 1845, découverte de la comète d'Encke à son retour au périhélie dans cette année (Comptes-rendus, t. xxi, n° 3, p. 325).

4 Revue des deux Mondes, deuxième lettre de M. Libri, 1845.

provinces, commandaient les armées ou rendaient la justice au nom du Souverain. Maintenant cette hypothèse elle-même n'est plus qu'une impossibilité. De ses richesses, de sa puissance d'autrefois, la Société de Jésus n'a gardé que son zèle toujours actif, que ses vertus et ses talents. Dans les conditions que la loi lui trace, elle n'est pas moins féconde que par le passé. Elle n'a plus d'influence à exercer sur les choses de la terre; elle se renferme dans son action sacerdotale, et pourtant elle évoque encore de grands noms; elle fait naître de ces sacrifices dont les hommes ne veulent pas comprendre l'héroïsme.

Des Rois renoncent à leur couronne et des Princes de l'Eglise à la pourpre romaine pour vivre et mourir Jésuites. Charles-Emmanuel de Piémont et Odescalchi ont offert ce rare exemple. Des jeunes gens à qui le monde, la fortune et les dignités souriaient arrivent à leur tour, et Nicolas de MacCarthy, Christian de Chateaubriand, Xavier Patrizi, Auguste Altieri, les deux Clifford, Dunin et de Haro se dépouillent de leurs richesses ou de leurs espérances, afin de se consacrer à l'Institut de Loyola. Les deux Weld, Robert O'Ferral, Polidori, Szczytt, de Theux, Louis de Boisgelin, Pie de Blacas, Camille Pallavicini, della Rovère, de Reveraux, Taparelli d'Azeglio, de Stockalper, Amédée de Damas, Georges de Zeil, Albéric de Foresta, Sinéo della Torre, Sagramoso, Spencer, Grimaldi, Xavier de Ravignan, O'Brien, Philippe de Villefort, de Gottrau, de Frowell, Preston, Antici, de Werra, Darrel, Caraffa, Solis, Montemayor, Maxence d'As-

tros, Amable Du Bourg et Roberti se rangent avec orgueil sous l'étendard de saint Ignace.

Ils sollicitent la gloire des opprobres et l'honneur des humiliations. Ils accourent, plus modestes que le dernier des frères coadjuteurs, se livrer, en enfants d'obéissance, à tous les devoirs de l'Apostolat, de l'enseignement et de la charité. Contre tant d'adversaires que la Société de Jésus voit surgir autour d'elle, les disciples de l'Institut n'ont pour armes que la prière et la patience de la croix. Ils ne provoquent point les tempêtes; mais ils savent les subir sans effroi, sans orgueil, sans découragement. La persécution devient, comme le martyre, l'héritage qui leur est réservé dans les conseils de la Providence; car, du jour de leur fondation à celui où se termine cette Histoire, à qui mieux qu'aux Pères de la Compagnie de Jésus peuvent s'appliquer les paroles que le Christ adresse à ses Apôtres ¹ ? « Vous ne m'avez pas choisi; mais moi je vous ai choisis et je vous ai désignés pour que vous marchiez et que vous produisiez des fruits et que ces fruits subsistent. Si le monde vous hait, sachez qu'il m'a hait le premier. Si vous étiez du monde, le monde aimerait ce qui serait à lui. Souvenez-vous de ma parole lorsque je vous ai dit : le serviteur n'est pas plus grand que le maître. S'ils m'ont persécuté, ils vous persécuteront. S'ils ont conservé ma parole, ils conserveront aussi la vôtre. Mais ils vous feront supporter tous ces outrages, à cause de mon nom et parce qu'ils ignorent celui qui m'a envoyé. »

¹ *Évangile de saint Jean*, ch. xv.

TABLE DU TROISIÈME VOLUME.

CHAPITRE XXXIV. — <i>Proscription de la Compagnie en Portugal.</i>	733
— XXXV. — <i>Proscription en France, en Espagne, à Naples, à Parme et à Malte.</i>	758
— XXXVI. — <i>Les Généraux Retz, Visconti, Centurioni, Ricci; suppression de la Compagnie de Jésus.</i>	794
— XXXVII. — <i>Conduite des Jésuites après la suppression de l'Ordre.</i>	824
— XXXVIII. — <i>Conservation de la Compagnie en Prusse et en Russie; son rétablissement par Pie VII</i>	844
INTRODUCTION au sixième volume de l'édition française.	866
CHAPITRE XXXIX. — <i>Les Jésuites en Russie et à Rome : généralat de Bzrozowski.</i>	869
— XL. — <i>Généralat de Fortis : les Jésuites en Autriche, dans les îles Britanniques, aux Pays-Bas et en Suisse.</i>	890
— XLI. — <i>Les Jésuites en France : la Congrégation, les Missions, M. de la Mennais.</i>	940
— XLII. — <i>Les Jésuites et l'enseignement en France.</i>	933
— XLIII. — <i>Les Jésuites à Rome, en Italie, en Espagne et en Portugal : généralat de Roothaan.</i>	960
— XLIV. — <i>Missions étrangères.</i>	984
— XLV. — <i>Les Jésuites depuis 1830 en Belgique, en Suisse et en France.</i>	1008
— XLVI. — <i>Les Jésuites et l'éducation publique; leurs œuvres.</i>	1045

ERRATA.

PAG.	COL.	LIG.	24	AU LIEU DE	majorum	lisez	majorem
47	4		54	faut		fait	
49	4		54	François		Famien	
52	2		24	Pères		Pères de Paris	
60	4	et	2	Casinius		Canisius	
64	4		34	surpassait		surpassaient	
69	2		8	n'y ni		n'y avait ni	
73	2		50	témoin ce		témoin de ce	
443	2		55	achetait près de Thermes, de		achetait près des Thermes de	
426	4		7	Gonzalès de Camara		Gonzalvès de Camera	
446	2		44	avait		avaient	
447	2		28	Manere		Manare	
454	4		63	Bréra		Brayda	
464	sommaire		6	Jésuites		Jésuites. — Les Jésuites	
477	2		6	les Jésuites		le Jésuite	
483	2		34	en		ne	
499	2		59	sacre		sucre	
220	4		47	Ribadeniera		Ribadencira	
258	2		54	ne		me	
294	4		48	Calvinisme		Calviniste	
300	4		57	viols		vols	
343	2		34	secularisé		sécularisé	
438	2		43	Ruys de Montjoa		Ruyz de Montoya	
444	2		58	martyr		martyre	
446	2		37	ermites		des ermites	
465	4		57	Huguenau		Haguenau	
468	2		4	Junipéros		Junipérus	
495	2		43	qui		que	
506	2		36	Alexandre IV		Alexandre VII	
518	2		60	t. II, pag. 583		t. I, p. 533	
520	4		31	que monseigneur		que feu monseigneur	
»	2		40	Boilcau et le duc		le duc	
538	2		57	qu'ils revendiquaient		qu'il revendiquait	
643	4		46	Weith		Veith	
649	4		31	devenaient		devinaient	
646	2		55	Jacques		Joseph	
904	2		25	catholiques		anticatholiques	
992	2		4	Leken		Lekeu	
Ib.	Ib.		Ib.	Dougharty		Dougherty.	

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.

A

ABERCOMERY (le P. Robert) convertit la reine d'Ecosse. 264.

ACOSTA. Quatre frères de ce nom Jésuites. 334.

ACOSTA, (le P. Joseph) ami de Philippe II favorise les perturbateurs de l'Ordre. 335.

ADAM (le Père) n'est pas le premier homme du monde. 778.

AÉROSTAT inventé par le P. Gusmao. 615.

AFFENAR (Jean-Baptiste) frère de deux Jésuites, vole les Pères de Paris : son procès. 1033.

AGRICOLA (Etienne) disciple et ami de Mélancthon, est converti par Canisius. 151.

AIGUILLON (le duc d') ministre de Louis XV poursuit l'œuvre de Choiseul. 802.

ALBE (don Alvarès de Tolède duc d') gouverneur des Pays-Bas. 205. Ses cruautés. 206.

ALBERONI (le cardinal) ministre de Philippe V d'Espagne. Ses intrigues. 676.

ALBERT, duc de Bavière, et les Jésuites. 109, 176, 180.

ALBRECHT (d') et les succès des premiers Jésuites en France. 145. — Son jugement sur Aquaviva. — 398. — Sur les Jansénistes et les Jésuites. 521. — Ses lettres à Voltaire sur la destruction de l'Ordre. 760, 774. — Ses lettres au roi de Prusse sur l'élection de Ganganelli. 799. — Il persécute Boscovich. 836. — Ses plaintes à Frédéric II qui conserve les Jésuites dans ses états. 842.

ALEXANDRE VII, Pape, félicite la république de Venise d'avoir rappelé les Jésuites. 506. — Ses difficultés avec Louis XIV. 624. — Sa mort. 534.

ALEXANDRE I, empereur de Russie, visite les Pères à Polotsk et envoie des Jésuites aux colonies du Volga. 856. — Il leur ouvre la Sibérie. 870. — Il érige en université leur collège de Polotsk. 872. — Son caractère : il autorise la société biblique. — 873. — Il exile les Jésuites de Saint-Petersbourg. 875. — Causes secrètes de ses ménagements à leur égard. 877. — Il les bannit de tous ses Etats. 881. — Est-il mort catholique ? 885

ALFANI, juge inique dans la cause des Jésuites supprimés à Rome. 804.

ALLEN (William) docteur, puis cardinal, fonde le collège anglais de Douai, transféré ensuite à Reims : sa lettre au Général de la Compagnie. 245. — Son apologie. 247. — Sa lettre sur la persévérance. 260.

ALMEIDA (le P. Louis d') au Japon. 158, 217. — Quel négoce il y fait. 318. — Sa mort. 321.

ALPHONSE. Voyez *Liguori*.

ALPHONSE VI, roi de Portugal : son in conduite. 544. — Il rétablit au Maragnon les Jésuites chassés par les Portugais. 716. — Il abdique en faveur de son frère. 546. — Sa mort. 548.

ALVAREZ (le P. Balhazar) directeur de sainte Thérèse. 183.

ALVAREZ (le P. Emmanuël) et sa grammaire latine. 580.

ALVAREZ (le P. Gonzalve) et ses trois collègues font naufrage à la vue du Japon. 317.

ANCHIERA (le P. Joseph) au Brésil. 159, 208. — Il évangélise les sauvages. 211. — Sa mort. 333.

ANGE (le P. Baudouin de l') Provincial de Belgique et ami de don Juan d'Autriche, voit les Pères chassés partout où dominent les Protestants. 223.

ANGELIS (le P. Jérôme de) au Japon : son martyre. 404.

ANGIOLINI (le P. Cajetan), présenté officiellement à Pie VII en costume de Jésuite par l'ambassadeur de Russie, reçoit le bref de rétablissement de l'Institut dans les Deux-Siciles. 856.

ANNAT (le P. François) confesseur de Louis XIV. 532. — Il attaque l'auteur des Provinciales. 529. — Il se porte médiateur entre le Pape et le Roi au sujet de la garde corse. 624. — Sa mort. 628.

ANTEQUERA (don Joseph de) se révolte au Paraguay contre le gouvernement : il est condamné à mort. 710.

ANTIQUAIRES. Jésuites. 612, 1059.

ANTOINE (le Père) abbé de la Trappe de Meilleraie : sa lettre sur les ordonnances de Charles X contre les petits séminaires. 955.

ANTONELLI (le Cardinal Léonard) donne son opinion écrite sur la validité du Bref de suppression des Jésuites. 813.

APOSTATS Jésuites. 179, 488.

AQUAVIVA (Claude) entre dans la Compagnie. 170. — Il est élu général : son portrait. 238. — Son début dans le généralat. 267. — Sa lettre sur l'heureux accroissement de la Société. 268. — Sa lettre sur la Rénovation de l'esprit. 269. — Ses premières relations avec Sixte-Quint. 270. — Il apaise les troubles fomentés en Espagne. 272. — Il défend l'Institut contre les projets de réforme du Pape. 273. — Son obéissance. 274. — Sa lettre sur l'oraison et les pénitences. 276. — Il empêche les Jésuites de s'employer au service de la Ligue. 293. — Sa lettre au

P. Claude Matthieu. 294. — Il se tient éloigné de toute affaire politique. 295. — Il sollicite le concours des autres Ordres religieux pour la Mission du Japon. 324. — Clément VIII l'exile à Parme, puis lui ordonne d'assembler la Congrégation générale. 335. — Il est justifié. 336. — Complot pour le livrer à l'Espagne. 337. — Il fonde les Missions de Hollande. 341. — Il partage la Belgique en deux Provinces de l'Ordre. 343. — Son ordonnance concernant les confesseurs des Princes. 353. — Il convoque la sixième congrégation générale. 390. — Il dirige les Missions du Paraguay. 435. — Sa mort. 398.

AQUAVIVA (le P. Rodolphe) neveu du général, meurt martyr aux Indes. 331.

ARANDA (le comte d') ministre de Charles III travaille à la destruction de l'Ordre en Espagne. 782. — Il la consomme. 785.

ARAOZ (le Père) en Espagne. 55.

ARBRE généalogique de la Compagnie composé et publié en France par ordre de Choiseul. 779.

ARILAGA (le P. Basile) membre du sénat de la république mexicaine. 997.

ARNAUD (le P. Ignace) Provincial se présente à Metz devant Henri IV et justifie sa Compagnie. 346. — Son discours au roi à Paris. 352. — Il va déposer à La Flèche le cœur du monarque légué à son Ordre. 391.

ARNAULD (Antoine) avocat au Parlement de Paris plaide contre les Jésuites. 311.

ARNAULD (Antoine) le Judas Machabée du Jansénisme. 518. — Dans son *Apologie pour les Catholiques* il justifie les Jésuites anglais. 381, 560. — Ce qu'il a vu dans *l'Imago primi sæculi*. 507. — Son livre de la *fréquente communion* et ses attaques contre l'Ordre. 519. — Il provoque la première *Provinciale*. 525. — Il ne veut pas d'une paix ménagée par les Jésuites. 533. — Paix de Clément IX. 534. — Il publie la *perpétuité de la Foi*. 535. — Il attaque le péché philosophique. 652. — Il meurt à Malines. 654.

ARNAULD (Angélique et Agnès) religieuses de Port-Royal. 513. — Leurs trois nièces. 533. — Ce que l'une d'elles éprouva à la vue d'un Jésuite. 534.

ARNOUX (le Père) confesseur de Louis XIII prêche au roi la tolérance en faveur des Protestants, et l'engage à se réconcilier avec sa mère. 478. — Il dispose le duc de Montmorency à mourir de la main du bourreau. 484.

AROWSMITH (le P. Edmond) missionnaire et martyr en Angleterre. 499.

ARTICLES (les quatre) de l'Église gallicane. 634. — Les Jésuites y adhèrent sous Louis XV. 771. ASCÈTES Jésuites. 601, 837, 1057.

ASSEMBLÉE (l') constituante de 1789 flétrit la destruction des Jésuites en France. 830. Voyez *Clergé*.

ASTRONOMES Jésuites. 616, 836, 1058.

AUBETERRE (le marquis d') ambassadeur de

Louis XV à Rome, menace Clément XIII au nom de Choiseul. 799. — Ses intrigues au Conclave après la mort de ce Pontife. 795.

AUBIGNY (le Père d') accusé comme complice de Ravallac. 391.

AUGER (le Père Emond) établit des collèges dans la France méridionale, et combat les Calvinistes. 135. — Il tombe entre les mains des Huguenots. 146. — Son dévouement pendant la peste de Lyon. 147. — Il fait avorter un complot des Calvinistes contre Lyon, en dérangeant toutes les horloges de la ville. 199. — Son *sucre spirituel* aux Toulousains. *Ibid.* — Il apaise les Avignonnais qui croyaient menacés de l'Inquisition. 200. — Il crée à Paris l'Adoration perpétuelle. 232. — Henri III le nomme son confesseur. 233. — Il veut le faire cardinal. 234, 293. — Auger voit la Ligue avec défiance. 292. — Il est accusé d'ambition. 293. — Il quitte la cour et meurt à Como. 295.

Augustinus (l') ouvrage de Jansénius. 512. — Les Jésuites s'en procurent les épreuves; pensée fondamentale de l'ouvrage. 517. — Il est condamné à Rome. — 518.

AZEVEDO (le P. Ignace d') au Brésil. 208. — Il est rappelé pour avoir outrepassé ses pouvoirs. 209. — A son retour, il est arrêté sur mer par les Calvinistes, et meurt martyr avec quarante de ses confrères. 210.

BB

BABINGTON, jeune catholique anglais mis à mort pour avoir travaillé à la délivrance de Marie Stuart. 264.

BABINGTON. Voyez *Macaulay*.

BACON loue les Jésuites. 38. — Il juge leur système d'éducation. 589.

BAGOT (le Père) confesseur de Louis XIII. 486. — Il façonne les jeunes gens à la vertu et au martyre. 488.

BAÏUS, docteur de l'université de Louvain, voit sa doctrine condamnée par le Saint-Siège. 224. — Le Père Tolet l'amène à la soumission. 225. — Il dénonce à Rome la doctrine du P. Lessius, et meurt de chagrin de la voir approuvée. 289.

BAUDANT (le Père) et le premier appel à la raison. 764, 771.

BANNEZ, Religieux Dominicain, et sa doctrine opposée à celle de Molina. 339.

BARQUEROUTE des Jésuites de Séville. 457. — Du P. de Lavalette. 764.

BARAZA (le P. Cyprien) missionnaire et martyr au Paraguay. 713.

BARBOSA MACHADO, historien du règne de don Sébastien de Portugal. 189.

BARNAVE, Député à l'Assemblée nationale et Protestant, demande la réhabilitation des Jésuites. 831.

BARNVELT décapité en Hollande. 474.
BARONIUS (le cardinal) encourage les jeunes Anglais des collèges de Rome et de Reims. 246. — Il assiste au conclave avec Bellarmin. 384.
BARRUEL (le Père) et l'apostat Gobel, ancien évêque intrus de Paris. 917.
BARTOLI (le Père) historien de saint Ignace. 608.
BANZÉE (le P. Gaspar) établi par Xavier supérieur général des Pères en Asie. 81. — Sa mort. 157.
BAUDOUIN (le P. Guillaume) arrêté en Allemagne, emprisonné à Londres, et renvoyé absous. 387.
BAUSSET (le cardinal de) bénit les débuts de la Compagnie renaissante en France 916. — Il décrit l'influence des Congrégations. 927.
BAYLE. Son jugement sur l'Anti-Coton. 393. — Il flétrit un pamphlet contre le P. Peters. 570.
BEAUMONT (Christophe de) et sa Pastorale sur les Jésuites. 779. — Il rend compte au Pape des motifs pour lesquels le Clergé de France refuse de publier le bref de suppression des Jésuites. 812.
BEAUREGARD (le P. Nicolas) prédicateur : sa prophétie, son testament, sa mort ; éloges que lui donne le *Journal des Débats*. 829.
BÉCAN (le P. Martin) confesseur de l'empereur Ferdinand II. 465.
BECKX (le P. Pierre) fonde une église catholique à Kothen. 908.
BELLARMIN (Robert) Jésuite, combat en Belgique la doctrine de Baïus. 224. — Il publie ses controverses théologiques : impression qu'elles produisent sur les Protestants. 263. — Il défend la doctrine de S. Ignace sur l'obéissance. 273. Son ouvrage *De summi Pontificis auctoritate* est d'abord mis à l'Index, puis comblé d'éloges. 275. — Son éloge de S. Louis de Gonzague. 276. — Sa doctrine sur le tyrannicide. 301. — Il assiste à la procession de la Ligue pendant le siège de Paris. 305. — Il décide que les Parisiens peuvent se rendre à Henri IV. 306. — Il est créé Cardinal par Clément VIII. 337. — Il réfute Jacques I roi d'Angleterre. 382. — On veut le faire Pape. 384. Ses relations avec Galilée et sa mort. 494. — Ses ouvrages. 595.
BELLAY (Eustache du) évêque de Paris, s'oppose aux Jésuites. 106. — Il les interdit. 107. — Il adhère conditionnellement à leur admission. 133.
BELZUNCE, évêque de Marseille, et les Jésuites pendant la peste. 674.
BENISLAWSKI, ancien Jésuite et Coadjuteur nommé de la Russie-Blanche, est envoyé à Rome par Catherine II. 850. — Il obtient le consentement verbal de Pie VI au rétablissement de l'Ordre en Russie. 851.
BENOÎT XIV publie la bulle *Glorioso Domine*.

584. — Il encourage les missionnaires du Maduré. 693. — Ses bulles mettent fin aux discussions sur les cérémonies chinoises. 704. — Ses dispositions envers la Société. 740. — Au lit de mort, il signe un bref de visite et de réforme contre les Jésuites de Portugal. 743.

BERGOMANS (le vén. Jean) meurt saintement dans la Compagnie. 494.

BRENETTI (le cardinal) : sa note au ministère de France sur les ordonnances de Charles X contre les petits-séminaires. 954.

BERNIS (le cardinal de) au conclave : sa correspondance autographe avec l'ambassadeur de France. 795. — Nommé ambassadeur à Rome, il atermoie avec la question des Jésuites. 800. — Il détermine le Pape à promettre par écrit au roi d'Espagne qu'il abolira la Compagnie de Jésus. 801. — Sa réponse à Choiseul. 802. — Il soupçonne les Jésuites d'avoir empoisonné Clément XIV, et déclare plus tard qu'il a eu tort. 817.

BERRUYER (le Père) et l'histoire du peuple de Dieu. 611.

BERTHIER (le Père) et le *Journal de Trévoux*. 838.

BERTRAND (le Père) ouvre le Maduré aux Jésuites rétablis. 1005.

BÉRULLE (le Cardinal de) élève et ami des Jésuites. 488.

BESCHI (le P. Constant) grand Viramamouni des Indiens au Maduré. 422. — Son luxe et ses travaux. 691.

BEYRA (le P. Jean) aux îles du More. 157.

BÈZE (Théodore de) recule devant Laynès au colloque de Poissy. 89, 137. — Il enseigne le tyrannicide. 302.

BIENS du Clergé, abandonnés par l'Eglise à ses spoliateurs. 229. — Biens recouverts par Ferdinand II en Allemagne, et appliqués à l'érection de Collèges. 468.

BIGNON, pair de France, parle d'une société théocratique anti-napoléonienne qui n'a jamais existé. 859.

BILLETS de confession : leur usage. 734.

BILLY (le Père) rend compte de la conversion du jeune prince Galitzin en Russie. 874.

BLACHE (l'abbé) et ses *Anecdotes*. 666.

BOBADILLA (Nicolas) s'engage avec Loyola. 13. — Ses travaux en Allemagne. 58, 95. — Il refuse l'évêché de Trente et combat l'*Interim* de Charles-Quint. 95. — Son vote pour la perpétuité du Généralat. 129. — Son énergie dans la vieillesse. 171. — Il assiste à la quatrième congrégation générale. 237. — Sa mort à Lorette. 276.

BOBOLA (le vén. P. André) martyr en Pologne. 555.

BODDENS (le P. Jean-Baptiste) reçoit à Maëstricht l'abjuration du duc de Bouillon. 475. — Il est mis à mort avec le P. Paetzman. 476.

BOISTE, auteur d'un dictionnaire français, et

les châtimens corporels infligés aux élèves de l'université de France. 575.

BOLLANDUS (le Père) et les Bollandistes. 612. — Les nouveaux Bollandistes. 1058.

BORGIA (S. François de) établit un collège à Gandie. (63) — Il entre dans la Compagnie. 98. — Sa profession et ses premiers travaux. 101. — Sa visite à Charles-Quint au monastère de Saint-Just. 124. — Il est persécuté en Espagne. 126. — Il est nommé Vicaire-Général dans l'absence de Laynès. 127. — Son portrait, son discours à la deuxième Congrégation générale. 165. — Il est élu Général. 168. — Son gouvernement. 171. — Il présente à S. Pie V un mémoire sur le travail et la prière. 172. — Sa légation en Espagne. 176, 182. — Honneurs qu'on lui rend. 185. — Il obtient de Philippe II tout ce que le Pape désire. 186. — Il réussit de même en Portugal. 195. — En France, il est trompé par Catherine de Médicis. 202. — Sa mort à Rome. 207. — Ce qu'il a fait pour les Missions. 208. — Son corps est transféré de Rome à Madrid. 456.

BOSCOVICH (le Père) mathématicien et astronome. 617. — Il est appelé à Paris par Louis XVI. 835. — Persécuté par d'Alembert, il se retire à Milan. 836.

BOSSUET fait l'éloge de la Compagnie de Jésus. 37. — Il a pour maître Nicolas Cornet, docteur en Sorbonne. 522. — Il travaille en vain à soumettre les religieuses de Port-Royal. 532. — Son discours à l'assemblée générale du clergé. 1682, et les quatre articles. 634. — Sa lutte contre Fénelon. 653.

BORTA (Carlo) dans son histoire de l'Italie prétend que l'éducation des Jésuites étouffe l'amour de la famille. 1056.

BOUCHET (le Père) missionnaire au Maduré. 692.

BOURBON (le cardinal de) fonde une maison professe à Paris. 235.

BOURDALOUE (le P. Louis) attaqué par les Jansénistes. 535. — Son talent de prédicateur. 607. — Il prêche devant Louis XIV. 627.

BOURGOIS (le P. François) supérieur des Jésuites à Pékin : sa correspondance et celle de ses confrères après la suppression de l'Ordre. 822. — Sa lettre au P. Beauregard. 823.

BOUVET (le Père) apporte à Paris quarante neuf volumes chinois. 696.

BRACONNIER (le Père) à Thessalonique. 681.

BRÉBEUF (le Père) martyr chez les Iroquois. 428.

BREF de suppression de la Compagnie de Jésus. 805. — Sa validité. 814. — Son exécution. 815. — Il est accepté par tous les Pères de l'Ordre. 821. — Différence entre un bref et une bulle. 816.

BRIANT (Alexandre) arrêté et torturé par ordre d'Elisabeth d'Angleterre. 253. — Son martyre. 257.

BRISACIER (le Père) auteur du *Jansénisme confondu*. 522.

BRITTO (le P. Jean de) fils d'un vice-roi du Brésil et missionnaire au Maduré. 422.

BROGLIE (le prince Maurice de), évêque de Gand, rétablit les Jésuites dans son diocèse. 901. — Il est condamné à la déportation. 902. — Le roi des Pays-Bas fait chasser les Jésuites du palais épiscopal. 903.

BROSSE (le Père de) assassiné aux portes de Paris : sa lettre. 940.

BROUET (Pasquier) s'engage avec Loyola. 14. — Sa légation en Islande. 47. — Ses travaux en Italie. 50 — Sa mort. 145.

BUFFIER (le P. Claude) et sa philosophie. 604.

BUFFON fait l'éloge des Missions du Paraguay. 433.

BULLE de fondation de la Compagnie de Jésus. 17. — Bulle appelée *Cruciata*. 336. — Bulle *Vineam Domini Sabaoth*. 656. — Bulle *Unigenitus*. 662. — Bulle de rétablissement de la Compagnie. 860.

BURGSTÄKLER (le P. Antoine) missionnaire dans les cantons Suisses. 1011. — Il ouvre le séminaire de Lucerne. 1014.

BUSENBAUM (le P. Herman) n'a pas enseigné le régicide. 802. — Ses propositions scandaleuses. 600. — Sa *Medulla theologiæ moralis* justifiée. 966.

BUSSON (le Père) missionnaire aux Indes. 827.

BZROZOWSKI (Thaddée) dix-neuvième général de la Compagnie, sollicite auprès de l'empereur Alexandre la liberté d'enseignement. 858. — Il demande l'érection du collège de Polotsk en université. 870. — Il veut passer en Espagne. 872. — Il est exilé avec ses frères à Polotsk : sa lettre au P. Clorivière. 876. — Sa lettre à l'empereur. 878. — Il recommande d'ouvrir des scolasticats en France. 1045. — Ses derniers pressentiments. 961. — Sa mort. 887.

BZROZOWSKI (le P. Raymond) neveu du général, est partisan des doctrines de La Mennais : il n'est pas réélu Assistant. 924.

C

CABRAL (le P. François) visiteur au Japon. 218, 317. — Sa sévérité le fait rappeler à Macao. 321.

CACROD (le P. Jacques) et les bagnes de Constantinople. 680.

CALENDRIER Grégorien calculé par le P. Clavius. 269. — Les Protestants refusent de l'accepter. 287.

CALVIN mécontent du colloque de Poissy et persécuté. 140.

CAMAROT (le P. Louis) Provincial de Lyon : sa lettre au Général Oliva sur le collège de Grenoble. 538.

CAMDEN, historien anglais sous Elisabeth. 260.

CAMERINO (le P. Paul de) compagnon de Xavier. 68.

CAMPBELL (le P. Edmond) missionnaire en Angleterre. 247. suiv. — Son opuscule *les dix Raisons*. 252. — Son arrestation, ses interrogatoires et son martyre avec plusieurs autres Jésuites. 253. suiv.

CANISIUS (le vén. P. Pierre) entre dans la Compagnie. 60. — Sa négociation auprès de Charles-Quint. 61. — Il paraît au Concile de Trente. 88. — Ses travaux en Allemagne. 108. — Son catéchisme. 109. — Il crée des collèges. 110. — Ses succès à Strasbourg, à la diète de Pétrikaw. 151. — A la diète d'Augsbourg et en Souabe. 152. — Son ascendant en Allemagne. 176. — Il y fait proclamer le Concile de Trente. 177. — Il ménage à l'empereur les moyens de repousser les Turcs. 178. — Il réfute les *Centuries* de Illyricus. 179. — Il confond les calomnies des Protestants. 180. — Il est nonce du Pape en Autriche et en Bavière. 222. — Il fonde le collège de Fribourg en Suisse et y passe ses dernières années. 223. — Ses ouvrages. 593.

CANO (Melchior) Dominicain, adversaire des Jésuites en Espagne. 95. — Son Ordre le désavoue. 97.

CANONISTER à la suppression de l'Ordre. 837.

CANONISATION de S. Ignace et de S. François Xavier. 495.

CANOVA et la statue de Clément XIII. 790.

CARDEVILLE, corsaire calviniste français, massacre des Jésuites qui se rendent au Brésil. 211.

CARÉFIGURE, historien français, calomnie la Congrégation. 931. — Ses mensonges sur le nonce Lambruschini et la révolution de juillet. 958.

CARACCIOLI, dans sa vie de Clément XIV, attribue au P. Ricci un mot fameux qu'il n'a jamais prononcé. 816.

CARAFFA (Vincent) septième Général de la Compagnie. 497.

CARBONARI (les) en Italie. 966.

CARDENAS (don Bernardin de) évêque de l'Assomption, adversaire des Jésuites. 449.

CARDINALAT. Ce que c'est. 673.

CARDINAUX Jésuites : Tolet. 277. — Bellarmin. 337. — Pazmany. 464. — De Lugo. 498. — Nithard. 554. — Pallavicini. 603. — Salerno, Tolomei et Cienfuegos. 647.

CARLOS (don) fils de Philippe II : cause de sa mort. 185.

CARLOS (don), frère de Ferdinand VII, protégé des Jésuites dans les provinces basques. 978.

CARRÉ (Louis de) écrivain catholique français, blâme les Jésuites. 925. — Il porte un jugement erroné sur la Congrégation. 929.

CAROLL (le P. John) fait reconnaître la liberté des lettres aux Etats-Unis : sa lettre au P. Gruber. 986. — Il fonde le collège de Georgetown. 987. — Il meurt archevêque de Baltimore. 989.

CASIMIR (Jean) devient roi de Pologne, après avoir été Jésuite et Cardinal. 555.

CASTRO (le P. Alphonse de) martyr. 157.

CATESBY (sir Robert) principal auteur de la conspiration des poudres en Angleterre. 367. — Il révèle le complot en se confessant au P. Textmund. 371. — Il périt en combattant, avec plusieurs de ses complices. 374.

CATHERINE de Médicis régente de France. 131, 133. — Elle réunit la cour et le haut clergé au Colloque de Poissy. 136. — Un discours de Laynès la détermine à se retirer avec la Cour. 139. — Ses ménagements envers les Calvinistes. 195. — La Saint-Barthélemy. 202.

CATHERINE II, impératrice de Russie, conserve les Jésuites dans ses états après la suppression de l'Ordre. 844. — Elle leur obtient du Pape la faculté de demeurer *in statu quo*. 845. — Elle leur fait ouvrir un Noviciat. 846. — Elle rend compte au Pape des motifs de cette conduite. 847. — Sa visite à Polotsk. 848. — Elle autorise les Pères à nommer un vicaire-général perpétuel. 849. — Elle envoie à Rome Benilawski avec une lettre autographe au Pape. 850. — Sa mort. 852.

CAULET, évêque de Pamiers et Janséniste, en appelle au Pape dans l'affaire de la Régule. 631.

CAUSSIN (le P. Nicolas) confesseur de Louis XIII; Richelieu le fait exiler à cause de sa fermeté. 485.

CECILL (William) ministre intrigant d'Elisabeth d'Angleterre. 242. — Sa politique. 251. — Son ouvrage intitulé *Justitia Britannica*. 260. — Ses complots. 262.

CECILL (Robert) fils du précédent et ministre de Jacques I. Sa politique dans la conspiration des poudres. 366. — Il devient comte de Salisbury. 371. — Confiscations et amendes qu'il provoque. 381.

CENTURIONI (Louis), dix-septième Général de la Compagnie, envoie des visiteurs à la Martinique. 766. — Son élection et sa mort. 793.

CÉRÉMONIES chinoises. 412. — Discussions qu'elles soulèvent. 696. suiv.

CHAMILLARD (le Père) mort appelant de la bulle *Unigenitus*, et ressuscité. 756.

CHAMPIGNY, ambassadeur d'Henri IV à Venise : sa lettre inédite. 389.

CHARLES BORROMÉE (saint) recommande les Jésuites au Concile de Trente. 90. — Ses relations avec le P. Ribéra, son confesseur. 153. — Il favorise la fondation du collège de Fribourg en Suisse. 222. — Il crée des collèges dans son diocèse. 235. — Il fonde la Congrégation des Oblats. 236. — Sa mort. 237.

CHARLES-QUINT, empereur, et les Protestants d'Allemagne. 57. — Il fait déposer l'élection de Cologne. 61. — Son mot sur les premières sessions du Concile de Trente. 89. — Il déclare la guerre aux Protestants, puis leur accorde l'*Interim*. 95. — Ses entretiens avec François de Borgia au monastère de Saint-Just. 124.

CHARLES VI empereur, et la maison de Saxe 647.

CHARLES I roi d'Angleterre : son règne, et sa mort sur l'échafaud. 499. suiv.

CHARLES II roi d'Angleterre : sa restauration. 557. — Son portrait. 558. — Il proscriit les Jésuites. 559. — Ses prodigalités. 560. — Sa faiblesse. 561. — Il admet les fausses délations d'Oates et de Bedloe. 562. — Il laisse condamner des innocents. 564. — Il meurt catholique. 566.

CHARLES II roi d'Espagne à l'âge de quatre ans. 552. — Décadence de l'Espagne sous son règne. 554.

CHARLES III, roi d'Espagne, sollicite en vain la béatification du Palafox. 540. — Il commence son règne par rendre justice aux Jésuites. 739. — Il les défend contre Pombal. 781. — Une émeute à Madrid, apaisée par les Pères, l'irrite contre eux. 782. — Mystérieuse trame pour les perdre. 783. — Le roi signe le décret de déportation de tous les Jésuites de ses Etats. 785. — Il refuse de faire connaître à Clément XIII les causes de cette rigueur. 786. — Il fait proscrire les Jésuites à Naples, à Parme et à Malte. 789. — Le peuple de Madrid les lui redemande. 790. — Il obtient la suppression totale de l'Ordre. 805.

CHARLES IX, roi de France, adresse au Parlement de Paris des lettres de jussion pour l'admission des Jésuites. 134. — Il assiste au colloque de Poissy. 136. — Portrait de ce prince : il fait la paix avec les Huguenots. 201. — Il commande la Saint-Barthélemy. 202. — Sa mort. 232.

CHARLES X, roi de France : sa faiblesse ; il prend l'avis de trois Prélats timides. 945. — Il nomme une commission d'enquête sur les écoles ecclésiastiques. 946. — Ordonnances du 16 juin sur les petits-séminaires. 947. — Le roi consulte Lambruschini. 949. — Il a recours à l'intervention du Pape. 952. — Révolution de juillet. 958. — Le monarque exilé demande des Jésuites pour élever son petit-fils. 1015. — Situation de sa cour. 1016. — Les intrigues du parti légitimiste forcent les Pères à se retirer. 1018.

CHARLES-EMMANUEL IV, roi de Sardaigne, abdi-que en faveur de son frère, et entre dans la Compagnie de Jésus. 887.

CHARLES-FÉLIX, roi de Sardaigne : sa fermeté contre les Carbonari. 961.

CHARLES-ALBERT, roi de Sardaigne, donne aux Jésuites son palais de Gênes. 962.

CHARLES-LE-TÉMÉRAIRE : sa harangue aux Flamands. 150.

CHARLES, duc de Lorraine, fait ériger en université le collège des Jésuites de Pont-à-Mousson. 234.

CHARLES IV, duc de Lorraine, bigame de l'aveu de son confesseur. 491.

CHARLES de Lorraine, évêque de Verdun, se fait Jésuite. 490.

CHARLEVOIX (le Père) historien du Canada. 722.

CHATEAUBRIAND regrette l'éducation des Jésuites. 834. — Il trace le portrait des vieux Jésuites disséminés dans le monde après la suppression. 837. — Ce qu'il a dit de Napoléon. 934. suiv.

CRATINIERS corporels, infligés aux élèves chez les Jésuites et à l'université de France. 575.

CHAURAND (le P. Honoré) crée des hôpitaux et des dépôts de mendicité. 626.

CHAUVELIN (l'abbé de) présente au Parlement son rapport sur l'Institut de S. Ignace. 769.

CREMINOT (le P. Didier) approuve la bigamie du duc de Lorraine : il est excommunié et se soumet. 491.

CREVAILLERS de l'anneau, association monarchique sous l'empire et sous la restauration en France. 929.

CUVERVY (Hurault de) chancelier de France : ses mémoires. 312.

CHOISEUL (Gilbert de) évêque de Comminges, chargé de négocier avec les Jansénistes : sa lettre au frère d'Arnauld. 533.

CHROISEUL (le duc de) ministre de Louis XV. 767. — Sa lettre à Louis XVI sur les Jésuites. 768. — Sa lettre au Cardinal de Rohan sur le même sujet. 776. — Il travaille à la destruction de l'Ordre en Espagne. 783. — Il s'empare d'Avignon et menace le Pape. 790. — Ses instructions au conclave. 794. — Sa dépêche à Bernis pour faire supprimer l'Ordre à Rome. 800. — Il insulte le Dauphin. 801. — Sa chute et son exil. 802.

CHOLÉRA (le) en Gallicie. 892. — A Rome. 968. — En Sicile. 973. — En Espagne. 976. — En Portugal. 981. — Aux Etats-Unis. 991. — En France. 1015.

CHRISTINE de Suède, convertie par les Jésuites. 506.

CIEÑFUEGOS (le P. Alvarez) nommé Cardinal. 647.

CIMETIÈRE du Père Lachaise. 653.

CINQ-MARS et de Thou marchent au supplice assistés par deux Jésuites. 484.

CLAVELIN (le Père) missionnaire en Chine : ses lettres en Europe. 1004.

CLAYER (le P. Pierre) missionnaire des nègres à Carthagène : Sa charité, ses travaux et sa mort. 417.

CLAUVIS (le P. Christophe) réforme le calendrier. 269. — Ses élèves. 613.

CLÉMENT VIII élu Pape. 334. — Il force le P. Tolet à accepter le Cardinalat. 277. — Sa bulle aux Français pour qu'ils aient à se choisir un roi catholique. 307. — Le P. Tolet le décide à donner l'absolution à Henri IV et à le reconnaître comme roi de France. 309. — Il fait juger Aquaviva par la Congrégation de l'Ordre et applaudit à sa justification. 335. — Il élève Bellarmin au Cardinalat. 337. — Il préside les Congrégations *De auxiliis*. 340. — Il recom-

mande aux Anglais l'obéissance à leur souverain. 366. — Sa mort. 337.

CLÉMENT IX accepte la soumission des Jansénistes de France. 534. — Il ratifie la sentence de nullité du mariage d'Alphonse VI de Portugal. 547.

CLÉMENT XI travaille à la conversion de la Saxe. 646. — Il publie la bulle *Vineam Domini Sabaoth* et ordonne la suppression de Port-Royal-des-Champs. 656. — Bullé *Unigenitus* qui condamne les erreurs de Quesnel. 662. — Il proscriit les cérémonies chinoises par la bulle *Ex illo die*. 700.

CLÉMENT XIII, élu Pape, se déclare le protecteur des Jésuites. 744. — Pour fléchir Pombal, il descend jusqu'à la prière. 749. — Sa bulle *Apostolicum* pour la défense de l'Ordre. 781. — Ses instances auprès du roi d'Espagne pour connaître les motifs de l'expulsion des Jésuites. 786. — Causes qui font repousser les exilés des Etats-Romains. 787. — Il proclame la déchéance du duc de Parme. 789. — Son courage et sa mort. 790.

CLÉMENT XIV : son élection et sa conduite antérieure. 798. — Sa politique expectante. 799. — Son bref d'indulgences aux Jésuites missionnaires, et sa lettre à Louis XV. 800. — Il perd toute popularité à Rome. 802. — Il se laisse dominer par Florida-Blanca. 803. — Bref de suppression de la Compagnie. 805. — L'Eglise de France refuse de le publier. 811. — Il le fait exécuter à Rome. 815. — Sa mort. 816. — Est-il mort empoisonné par les Jésuites? 817. — Jugement sur ce Pape. 814. — La commission qu'il a instituée pour juger les chefs de l'Ordre, les absout. 819.

CLERGÉ de France : l'assemblée générale de 1682 et les quatre articles. 633. — Celle de 1761 approuve l'Institut des Jésuites. 771. — Celle de 1762 demande au roi la conservation de la Société. 772.

CLERGÉ indigène dans les Missions. 326, 328, 402, 985.

CLORIVIÈRE (le Père de) rétablit la Compagnie en France. 874, 911. — Il reçoit la Congrégation de Paris des mains de l'abbé Legris-Duval, et crée un Noviciat. 913. — Sa mort. 917.

CONDÉ (Pierre), archevêque de Sébaste et janséniste en Hollande, est déposé. 643. — Les Etats-Généraux bannissent les Jésuites pour n'avoir pas obtenu du Pape qu'il fût réintégré. 644.

CODURE (Jean) s'engage avec Loyola. 14. — Sa mort. 47.

COEGLIO (le P. Gaspard) baptise les Bonzes au Japon. 317. — Ses travaux et sa mort. 322.

COFFLER (le P. André) convertit l'impératrice de la Chine. 415.

COGORDAN (le P. Ponce) obtient de François II des lettres patentes pour l'admission de la Compagnie en France. 132. — Il triomphe du Par-

lement. 134. — Il négocie l'incorporation des Jésuites à l'université de Paris. 145.

COINCE (le P. Joseph) à Riga : ses œuvres de charité et d'éducation populaire. 882. — Il est secondé par le gouverneur, marquis de Pallucci. 883.

COLBERT, ministre de Louis XIV et le P. Bourdaloue. 640.

COLLÈGE (le) Romain et le Collège Germanique, fondés par Ignace ; leurs succès. 113, suiv. — Léon XII fait rentrer la Compagnie en possession du Collège Romain. 963. — Il protège le Collège Germanique. 964.

COLLÈGE Urbain de la Propagande, confié aux Jésuites. 967.

COLLÈGE de Fribourg, fondé par le P. Canisius. 223. — Il est rendu aux Jésuites après le rétablissement de l'Ordre. 906. — Fondation du célèbre Pensionnat. 907. — Plan d'études de ce Collège. 1053.

COLLÈGE de Louis-le-Grand. 585.

COLLÈGE anglais de Liège, conservé jusqu'à la révolution française. 895. — Il est transféré à Stonyhurst. 896.

COLLÈGE Thérésien à Vienne. 834.

COLLÈGE fondé à Dublin par les Jésuites modernes. 900.

COLLÈGE de Loyola, continué après la dernière destruction de l'Ordre en Espagne. 978.

COLLÈGE de Brugelette ouvert en Belgique par les Pères de France. 1009. — Son plan d'études introduit par M. Cousin dans l'Université de France. 1051.

COLLÈGE indien pour les Gentils à Calcutta. 1000.

COMMENDON (le Cardinal) légat de Pie V en Allemagne. 176. — Il préside la diète d'Augsbourg. 177. — Résultats de sa légation. 181.

COMMERCE. Voyez *Négoce*.

COMMOLET (le Père) ligueur. 304. — Il s'occupe activement de l'absolution d'Henri IV. 309.

COMPAGNIE de Jésus. Voyez *Jésuites*.

COMPAGNIE (la) anglaise des Indes et les Jésuites supprimés. 696.

CONCILE de Trente : son ouverture et ses premières opérations. 85. — Il est transféré à Bologne. 88. — Il se réunit de nouveau sous Pie IV. 89.

CONCLAVE après la mort de Clément XIII. 794.

CONDÉ (le Prince de), ami de Laynès, quoique Calviniste. 139. — Il lui demande un mémoire pour la réunion des deux églises. 140. — Il est fait prisonnier à la bataille de Dreux. 147. — Il est vaincu à Jarnac. 199. — Il est contraint d'abjurer. 204.

CONDÉ (Louis de Bourbon, prince de) élève des Jésuites, vainqueur à Rocroi. 487. — Il meurt entre les bras du P. Dechamps. 665.

CONESTAGGIO (Jérôme) historien génois, écrit sur le règne de don Sébastien de Portugal. 189.

CONFESSEURS de rois : Ordonnance d'Aquaviva qui les concerne. 354 — Leur influence. 466, 628. — Ce que c'est qu'un confesseur de roi. 490. —

Difficulté d'empêcher les princes de confier à leurs Confesseurs les affaires temporelles. 568. — Sous Louis XV en France les confesseurs restent étrangers aux affaires. 675. — Lettre des confesseurs de la famille royale de France à Louis XV. 780.

CONFESSION. Comment les Jésuites en comprennent le secret. 192, 377, 677, 989.

CONGRÉGATION du Sacré-Cœur, fondée par des prêtres français émigrés, dans l'intention de se réunir à la Compagnie de Jésus. 854.

CONGRÉGATIONS *De auxiliis*. 340.

CONGRÉGATIONS de la Sainte-Vierge. 583. — Elles sont interdites dans les armées françaises après la mort de Louis XIV. 670. — Le Parlement sous Louis XV les supprime toutes. 768. — La Congrégation à Paris sous l'empire. 913. — Sous la restauration. 927 suiv. Congrégation militaire dissoute par ordre du libéralisme. 932.

CONGRÉGATIONS générales de l'Ordre : première. 121. — Deuxième. 165. — Troisième. 220. — Quatrième. — 237. — Cinquième sous Aquaviva. — 335. — Sixième sous le même. 390. — Septième. 399. — Huitième. 497. — Neuvième et dixième. 498. — Onzième. 543. — Douzième et treizième. 648. — Quatorzième et quinzième. 649. — Seizième et dix-septième. 792. — Dix-huitième et dix-neuvième. 793. — Vingtième. 888. — Vingt-unième. 965. — Elles s'occupent de l'enseignement public. 577 suiv.

Décret de la douzième contre la polémique passionnée. 792. — Décret de la seizième contre ceux qui se mêlent de politique. 568. — Mesures que prend la dix-neuvième contre les persécutions qui menacent l'Ordre. 793.

CONGRÉGATIONS des procureurs. 276, 791.

CONSALVI (le cardinal) opposé au rétablissement de l'Ordre pour des motifs politiques. 886. — Il protège la première congrégation générale après le rétablissement contre les intrigues d'un parti qui veut modifier l'Institut. 888.

CONSPIRATION des poudres en Angleterre. 367. — De Guillaume d'Orange contre Jacques II. 568. — Prétendus complots des Jésuites dénoncés par Luzancy et par Titus Oates. 561.

Constitutionnel. Voyez *Thiers*.

CONSTITUTIONS de la Compagnie de Jésus : leur plan, leur but, etc. — Paul IV veut les modifier. 122. — Pie V reprend le projet de Paul IV. 172. — Des Jésuites espagnols en demandent la réforme. 271, 334 suiv. — Sixte-Quint entre dans quelques-unes de leurs idées. 273. — La cinquième Congrégation générale sous Aquaviva maintient les constitutions et condamne les perturbateurs. 336. — Développement de la quatrième partie qui traite des études. 571. — Elles établissent la non-solidarité des maisons de l'Ordre. 765. — Nouvelle édition des Constitutions publiée à Paris par les ennemis des Jésuites. 1027.

CONTRE-RÉFORME établie en Allemagne par les Jésuites. — 277. — Ses succès. 185.

CONTROVERSISTES Jésuites. 594, 837.

CORBY (le P. Rodolphe) martyr en Angleterre. 500.

CORDOUB (don Antoine de) recteur de l'Université de Salamanque, entre dans la Compagnie. 98. — Il vieillit dans les dignités de l'Ordre. 182.

CORNET (Nicolas) docteur en Sorbonne, résume les erreurs de Jansénius et les dénonce. 522.

CORPS-FRANCS (les) envahissent le territoire de Lucerne : ils sont repoussés. 1013.

CORREA (Pierre) de la famille royale de Portugal, entre dans la Compagnie au Brésil. 159. — Il est massacré par les Cariges. 160.

CORREA (le P. Gaspard), prêchant devant le duc de Bragance, lui annonce la restauration du Portugal. 459.

CORTE (Théophile de) Franciscain probabiliste : sa doctrine est déclarée exempte de censure. 531.

COSSART (le P. Gabriel) le plus illustre professeur de son temps. 529.

COTON (le P. Pierre) appelé auprès de Henri IV. 346. — Il est son prédicateur et son confesseur. 353. — On veut l'assassiner. 356. — *L'Anti-Colon*. 392. — Il envoie des Jésuites au Canada. 424. — Il est nommé Provincial de France, et justifie sa Compagnie auprès de Louis XIII. 479. — Il meurt en la défendant. 481.

COTTAM (le P. Thomas) et ses compagnons martyrs sous Elisabeth d'Angleterre. 259.

COUDRETTE, janséniste, écrit l'histoire de la Compagnie de Jésus : ses calomnies. 262.

Courrier Français (le) outrage Grégoire XVI. 1042.

COUSIN, grand-maitre de l'université de France, glisse au programme du baccalauréat les deux premières provinciales de Pascal. 1021. — Il donne l'éloge de Pascal pour sujet du prix d'éloquence. 1022. — Il introduit dans l'université le plan d'études du collège de Brégelette. 1051. — Sa circulaire. 1052.

COXE, historien anglican, examine les causes de la destruction des Jésuites en Espagne. 783. — Il raconte les regrets du peuple. 790. — Et le séjour des Pères en Italie. 838.

CRANNER (Thomas) archevêque anglican de Cantorbéry. 240.

CRIMINAL (le P. Antoine) compagnon de Xavier. 74. — Il est le premier martyr de la Compagnie. 80.

CRITON (le Père) en Ecosse. 259, 264.

CROILLANZA (le Père) à Soleure : inscription mise au bas de sa statue. 826.

CROWWELL (Olivier), Protecteur d'Angleterre, opprime l'Irlande. 502. — Sa mort. 537.

CZERNIEWICZ (le P. Stanislas), recteur du collège de Polotsk, demande à Catherine II la

faculté d'obéir au bref de suppression. 844. — Le Pape l'encourage tacitement. 845. — Il obtient l'autorisation d'ériger un noviciat. 846. — Il est élu vicaire-général perpétuel. 849. — Sa mort. 851.

D

DAIFUSAMA, empereur du Japon. 328. — Il persécute les chrétiens. 329. — Sa mort. 330.
DANIEL (le P. Gabriel) et sa réfutation des Provinciales. 532. — Son histoire de France. 610. — Sa *remontrance* à l'archevêque du Reims. 653.

DARU (le comte) et son histoire de la république de Venise. 388.

DAUBENTON (le P. Guillaume) confesseur de Philippe V roi d'Espagne, se retire devant la princesse des Ursins. 675. — Son rappel et sa mort. 676.

DAUPHIN (le) fils de Louis XV : ses vertus et sa mort. 780.

DÉCADENCE du Portugal, 549. — de l'Espagne. 554.

DECOUVERTES dues aux Jésuites. 618.

DELLA GERGA. Voyez *Léon XII*.

DELPHINI (le Père) missionnaire en Hongrie, et Marie-Thérèse. 826.

DELDITS (le P. J.-B. Bourdier) entretient l'esprit religieux à Paris sous Napoléon. 855. — Il crée la Congrégation de Paris. 913.

DELMIO (le P. Martin) professeur à Louvain et ami de Juste-Lipse. 289.

DELVAUX (le Père) appelé par don Miguel, conduit des Jésuites français à Lisbonne. 979. — Il prie sur la tombe de Pombal. 754, 980. — Le choléra et la guerre civile. 981. — Nouvelle proscription, 983.

DÉMÊLES des Jésuites avec don Bernardin de Cardenas, évêque de l'Assomption. 449. — Avec don Juan de Palafox, évêque d'Angelopolis. 450, 538. — Causes de division entre les évêques et les Jésuites. 535. — L'archevêque de Sens les excommunique. 536. — Le cardinal Le Camus les poursuit à Grenoble. 537. — Le vicaire apostolique d'Angleterre les attaque. 538.

DÉPÔTS de mendicité créés par un Jésuite. 626.

DESCARTES travaille avec les Jésuites à la conversion de la reine de Suède. 506.

DE SNET (le P. Pierre) entre dans la Compagnie au Missouri. 990. — Il s'établit chez les Têtes-Plates aux Montagnes-Rocheuses : sa correspondance. 994.

DEZ (le P. Jean) ne publie point le bref d'excommunication de Louis XIV, malgré l'ordre du Pape. 633. — Il travaille en Alsace à la conversion des Protestants. 639.

DIFFÉRENDs entre les Jésuites et les Dominicains au sujet du Molinisme. 340. — En Chine, 412.

DISCUSSION aux Chambres de France sur les Jésuites. 1032.

DISSENSIONS intérieures dans l'Ordre. 271, 334, 888.

DOLLÉ (Louis) avocat au Parlement de Paris. 311 suiv.

DONALL (le Père) mis à mort en Irlande sous Elisabeth. 251.

DUBAN (le Père) missionnaire et consul français en Crimée. 683.

DUBOIS (l'abbé) ministre du régent Philippe d'Orléans, nommé archevêque de Cambrai et cardinal. 673.

DU BOULAY, historien de l'université de Paris, enregistre les succès des Jésuites dans l'enseignement. 145.

DU BOURG (Guillaume) évêque de la Nouvelle-Orléans, introduit les Jésuites au Missouri. 990.

DUBREUIL, frère coadjuteur Jésuite, enseigne l'art des fortifications au grand Condé. 487.

DUCHATEL (Tanneguy). Voyez *Globe*.

DUDON (Pierre Jules) et son compte rendu dans l'affaire des Jésuites. 774.

DUDALDE (le P. J.-B.) et les *lettres édifiantes et curieuses*. 611.

DUMOUCHEL (le Père) professeur de physique chez les Jésuites de Paris et de Rome. 1046.

DUNIN (le P. Paul) et les étudiants pauvres de Gallicie. 892.

DU PERRON (le cardinal) et les Molinistes. 339. — Sa lettre à Henri IV. 340. — Ses démarches aux Etats-Généraux en faveur des Jésuites. 395.

DUPIN aîné à Saint-Acheul. 937.

DUPRAT (Guillaume) évêque de Clermont, premier protecteur des Jésuites en France. 52.

DU TREMBLAI (le P. Joseph) capucin, favori de Richelieu. 430.

DUVERGIER de Hauranne. Voyez *Saint-Cyran*.

E

ÉDOUARD VI roi d'Angleterre. 240.

ÉDUCATION des scolastiques Jésuites. 572, 1049.

ÉDUCATION publique chez les Jésuites. 571 suiv. 834, 1045, 1050. — Comparaison du système universitaire de France avec celui de la Compagnie. 1051.

EGMONT (le comte d') aux Pays-Bas. 204. — Son supplice. 206.

EQUELLES (le président d') et ses mémoires inédits sur la destruction des Jésuites. 776.

ÉLÈVES des Jésuites : leur nombre dans la Province de Paris sous Louis XIII. 482. — Élèves célèbres des Jésuites. 587.

ELISABETH, reine d'Angleterre, accusée d'avoir fait empoisonner don Juan d'Autriche. 224. — Son portrait, et sa politique en religion. 241. — Son édit contre la bulle d'excommunication du Pape. 243. — Elle interdit aux Jésuites

l'entrée de ses états sous peine de mort. 244, 246. — Elle envoie des espions se faire Jésuites dans les collèges du continent. 245. — Autres édits de persécution. 250. — Ses mœurs. 251. — Cinquante mille catholiques poursuivis en quinze jours. 252. — Son entretien avec Campan. 254. — Elle joue le rôle de Pilate. 258. — Elle emprisonne Marie Stuart. 259. — Elle fait mettre à mort les nobles et les prêtres. 260. — Elle change de système : au lieu de tuer, elle déporte. 261. — Elle fonde l'académie antibellarmienne. 263. — Nouveaux édits de persécution. 264. — Mort d'Elisabeth. 266.

ELLIOT (Georges) renégat, vend le P. Campan. 253.

EMANCIPATION des catholiques en Angleterre. 897.

EMANCIPATION des esclaves prêchée par les Jésuites. 715. — Les marchands d'esclaves préparent l'expulsion des Jésuites du Portugal. 718.

EMERY (l'abbé) conseille au cardinal Fesch le rétablissement des Jésuites en France. 945.

ENSEIGNEMENT des Jésuites. 573 suiv. — En France pendant la restauration. 933. — A Brugges. 1051. — A Fribourg et dans les Deux-Siciles. 1053.

EPISCOPAT : les Jésuites modernes ont-ils eu raison de le refuser dans les Missions étrangères ? 1005.

EPITAPHE des Jésuites français en Chine, écrite par le P. Amyot à l'époque de la suppression. 706.

EQUIVOQUE (la doctrine de l') chez les Jésuites. 379.

ERASME. Jugement d'Ignace sur ses œuvres. 111.

ESCORAT (le Père) théologien. 301. — Ses propositions scandaleuses. 600.

ESPAGNE (François d') et sa mère. 184. — Pour pouvoir entrer dans la Compagnie, il abandonne tous ses biens à sa famille. 185.

ESPIONNAGE chez les Jésuites. 32. — Chez les Frères-Maçons et dans les mœurs publiques. 33. — En Angleterre sous Elisabeth. 246.

ETIENNE II Bathori, roi de Pologne, se proclame le protecteur des Jésuites. 226. — Ses victoires sur le czar de Moscovie. 277. — Il lui accorde la paix par l'intervention du P. Possevin. 280. — Il fonde des collèges. 284. — Sa mort. 285.

ETUDES. Voyez *Education*.

EVÊQUES nommés parmi les ex-Jésuites. 833. — A l'époque du rétablissement de l'Ordre, ils sollicitent la grâce d'y rentrer. 857.

EVÊQUES (les) qui se trouvent à Paris lors des ordonnances de Charles X contre les petits séminaires, demandent l'avis de leurs collègues. 949. — Presque tous se prononcent contre elles. 950. — Mémoire au roi. 951. — Nouvelle note des évêques réunis à Paris. 956.

EVÊQUES. Voyez *Démêlés*.

EXÉGÈSES Jésuites. 597, 837.

EXERCICES spirituels (le lion des). Idée de cet ouvrage. 11.

F

FAMILLES illustres dans la Compagnie. 507, 839, 1059.

FARNÈSE (le cardinal Alexandre) fait bâtir l'église du Gesù. 268.

FARNÈSE (Alexandre) duc de Parme, gouverneur des Pays-Bas. 224. — Il décide Philippe II à accorder aux Jésuites l'existence légale en Belgique. 288. — Il force Henri IV à lever le blocus de Paris. 306.

FARNÈSE (le P. Jean) appelé en Belgique par le duc de Parme, son frère. 224.

FAURE (le P. J. B.) au château Saint-Ange : son interrogatoire. 815. — A Viterbe on lui érige une statue. 826. — Sa science. 836.

FAWES (Guy) un des auteurs de la conspiration des Poudres. 368.

FEUER (le P. François Xavier de) écrivain belge. 837.

FÉNELON. Son discours sur l'Épiphanie. 157. — Il publie les *Maximes des Saints*. 653. — Il excite le P. Letellier à la sévérité contre les Jansénistes. 659. — Son mémoire au Roi sur la bulle *Unigenitus*. 663.

FÉRDINAND I empereur, et Loyola. 94. — Ses relations avec Canisius. 109. — Sa lettre à Pie IV relativement au Collège Romain. 114.

FÉRDINAND II empereur fait serment de maintenir la religion : son portrait. 465. — Il confisque les biens ecclésiastiques usurpés par les Protestants. 467. — Vainqueur, comment il réalise son idée catholique. 470. — Sa mort. 472.

FÉRDINAND III empereur signe la paix de Westphalie. 472. — Sa lettre autographe au Général sur la conduite des Pères au siège de Prague. 473.

FÉRDINAND, empereur d'Autriche, rend aux Jésuites leur ancien collège d'Innsbruck. 894. — Il les admet dans ses états Vénitiens. 971.

FÉRDINAND VII, roi d'Espagne, rétablit les Jésuites dans ses états. 973. — Leur proscription et leur retour. 975. — Mort du roi. 976.

FÉRDINAND IV, roi de Naples, à peine majeur, signe un édit de proscription contre les Jésuites. 789. — Il est l'un des premiers à obtenir leur rétablissement et à les faire rentrer dans ses états. 856. — Joseph Bonaparte lui enlève pour un temps la royauté de Naples. 858.

FÉRDINAND, duc de Parme, rétablit les Jésuites dans ses états avec autorisation du Pape : sa lettre au Vicaire-Général en Russie. 851.

FÉRDINAND III, duc de Modène, rétablit les Jésuites. 887.

FERNANDEZ (le P. André) confesseur de Jean IV roi de Portugal : son désintéressement. 544.

FERNANDEZ (le P. Emmanuel) confesseur du roi de Portugal, est nommé député aux Cortès. 548. Il obéit au Général qui lui défend d'y siéger. 549.

FERRERA (le P. Christophe) apostat au Japon, puis martyr. 406.

FERRIER (le P. Jean) confesseur de Louis XIV. 628.

FEUTRIER, évêque de Beauvais et ministre des affaires ecclésiastiques, signe les ordonnances de Charles X contre les petits-séminaires. 947.

FISCHER (le Père) convertit la comtesse de Buckingham. 499.

FLEURY (l'abbé) confesseur du jeune Louis XV. 674.

FLEURY (le Cardinal de) ministre de Louis XV force le cardinal de Noailles à l'obéissance. 675.

FLORIDA-BLANCA, ambassadeur d'Espagne, domine et intimide Clément XIV. 803.

FONTANES, grand-maitre de l'université impériale de France, encourage les Jésuites du Valais. 905.

FONTYNE (le Père) rétablit les Jésuites en Belgique. 901.

FORTIS (Louis) vingtième Général de la Compagnie : son élection. 889. — Il défend aux Jésuites d'enseigner ou de combattre les doctrines de La Mennais. 922. — Ses recommandations de réserve au P. Godinot. 942. — Son caractère 961. — Sa mort. 965.

FOUQUET, surintendant de France : ses relations avec les Jansénistes. 532.

FRANCISCAINS au Japon. 325 suiv.

FRANCO (le Père) missionnaire à Syra. 998.

FRANÇOIS DE HIERONIMO (saint) Jésuite : son apostolat et sa mort. 649.

FRANÇOIS DE SALES (saint) élève de Possevin à Padoue. 284. — Il félicite Lessius de sa doctrine sur la prédestination. 341. — Sa mort. 488.

FRANÇOIS II, empereur d'Autriche, affectionne les Jésuites. 855. — Il les admet en Gallicie. 890. — Il les visite au collège de Tarnopol. 891. — Décret impérial en leur faveur. 892. — Il les admet en Styrie et en Autriche. 893.

FRANÇOIS II, roi de France, ordonne l'entérinement des lettres patentes de son prédécesseur. 132. — Sa mort. 133.

FRA-PAOLO Surpi, moine apostat, conseille aux protestants de ruiner les Jésuites. 90. — Il travaille de concert avec Fra-Fulgenzio à protestantiser la république de Venise. 384 suiv.

FRATRICIDE conseillé par les Protestants de Suède. 227.

FRAYSSINOUS, évêque d'Hermopolis, refuse de prendre part aux mesures de Charles X contre les écoles ecclésiastiques. 947.

FRÉDÉRIC II roi de Prusse : son opinion sur les Philosophes. 799. — Il défend les Jésuites contre d'Alembert. 817. — Il loue leur éduca-

tion. 834. — Il les maintient dans ses états après la suppression, malgré les Philosophes et le Pape. 841 suiv. — A sa mort, ils se séparent. 844.

FRÉDÉRIC III, électeur Palatin, à la diète d'Augsbourg : ses utopies de réforme. 178.

FRÉDÉRIC-AUGUSTE II, électeur de Saxe, abjure le Protestantisme ; il est élu roi de Pologne. 646.

FRÉDÉRIC-FERDINAND, duc d'Anhalt-Kœthen, et la duchesse, sœur du roi de Prusse, deviennent catholiques. 908.

FROËZ (Le P. Louis) au Japon. 217, 318. — Sa mort. 327.

G

GAGLIARDI (le Père) accompagne S. Charles Borromée dans ses visites aux Suisses. 237.

GALILÉE condamné par l'Inquisition. 287, 494.

GALITZIN (le prince Alexandre) ministre de l'empereur de Russie, lui conseille la lecture de la bible, et protège la société biblique. 873. — La conversion de son neveu l'irrite contre la Compagnie. 874. — Moyens qu'il emploie pour en préparer la chute. 875. — Il saisit tous leurs papiers, et n'y découvre rien. 878. — Son rapport, précédant l'ukase de bannissement des Jésuites. 879.

GALLICANISME (le) et le concordat avec la république française. 93. — Voyez *Articles*.

GARASSE (le P. François) écrivain original. 480. — Son mémoire à la Sorbonne. 483. — Ses ouvrages. 595.

GARDIE (Pontus de la) ambassadeur de Suède à Rome. 227 suiv.

GARNETT (le P. Henri) est envoyé en Angleterre. 260. — Il y est Provincial lors de la conspiration des Poudres. 368. — On la lui fait connaître sous le secret de la confession. 371. — Son arrestation et son procès. 375. — Son supplice. 379.

GARNETT (le P. Thomas), neveu du précédent : son supplice. 382.

GAUBIL (le Père) et les enfants exposés en Chine. 702. — Ses travaux scientifiques. 703.

GAUDAN (le P. Nicolas) nonce en Ecosse auprès de Marie Stuart. 163.

Gazette de France (la) défend les Jésuites. 944. — Elle les accuse d'avoir abandonné la cause de Charles X pour épouser celle de Louis-Philippe. 1024.

GÉNÉRAUX (les) de la Compagnie appréciés. 493, 909. — Le général a-t-il le droit de dissoudre les maisons de la Compagnie ? 1041.

GÉOGRAPHES Jésuites. 612, 696.

GÉOMÈTRES Jésuites. 614, 836.

GEORGEI, ex-Jésuite, et ses mémoires. 839.

GÉRARD (le Père) impliqué dans la conspiration des Poudres : sa défense. 369.

GERBERON, Bénédictin janséniste, écrit contre

l'archevêque de Reims. 652. — Il est arrêté à Malines. 655.

GERBILON (le Père) ambassadeur de Chine en Russie. 695. — Sa mort. 699.

GERLACHE (le baron de) et l'opposition belge sous Guillaume de Nassau. 904.

GIBEAUMÉ (le Père de) vieux missionnaire dans l'Indostan : sa charité. 828.

GIL (le Père) chargé du collège militaire de Ségovie. 976. — On le dit en faveur auprès de don Carlos. 978.

GIOBERTI (Vincent) calomnie les Jésuites : Silvio Pellico répudie sa dédicace. 1056.

GIRARD (le P. Grégoire) Cordelier : sa méthode d'enseignement primaire, réprouvée par son évêque, et couronnée par l'académie française. 907.

Globe (le) journal parisien : son opinion sur les Jésuites. 947. — M. Duchâtel y défend la liberté d'enseignement. 948. — Déclaration du journal après l'exécution des ordonnances contre les écoles ecclésiastiques. 957. — La comédie de quinze ans. 959.

GOBLLOT (le P. Nicolas) Provincial en Suisse. 907. — En France : sa correspondance avec l'abbé de La Mennais. 923. — Règle de conduite qu'il trace à ses subordonnés. 938. — Il ferme les huit petits-séminaires de la Compagnie en France. 957.

GONDI (le cardinal Pierre) évêque de Paris, juge entre l'université et le P. Maldonat. 232. — Il reçoit un bref de Grégoire XIII pour l'érection d'une maison professe à Paris. 235.

GONDI (Paul de) cardinal de Retz et coadjuteur de Paris, lié avec les Jansénistes. 519. — Il condamne le *Jansénisme confondu* du P. Brissacrier. 522. — Il se démet de l'archevêché de Paris. 532.

GONDRIEN (Louis-Henri de) archevêque de Sens, excommunie les Jésuites. 536.

GONFALONIERI (le Père) évangélise la Corse : son industrieuse combinaison pour réprimer le vol. 494.

GONTHERY (le Père) et Henri IV. 356.

GONZALEZ (Thyrse) treizième Général de la Compagnie. 648. — Il refuse à Louis XIV de détruire les provinces françaises de son obédience. 651. — Débats à la Congrégation générale au sujet de ses opinions théologiques. 792. — Sa mort. 649.

GONZALEZ (le Père) missionnaire au Paraguay. 438. — Son martyre. 444.

GONZALVES DE CAMERA (le P. Louis) précepteur de don Sébastien, roi de Portugal. 126, 187. — Sa lettre à Borgia. 189. — Sa lettre au cardinal Rusticucci. 190. — Sa lettre au roi et sa mort. 192.

GORDON (le Père) missionnaire en Ecosse. 259, 264.

GOTTELAND (le Père) missionnaire en Chine. 1003.

GOTTIFREDI (Alexandre) neuvième Général de la Compagnie. 498.

GOUDRAN (le Président de) fonde un collège de Jésuites à Dijon. 234.

GOVRA (le P. François) chez le roi d'Angola. 163.

GOVILLE (le Père) missionnaire en Chine. 696.

GRACCHI (le P. Barthélemy) et la famille royale de Saxe. 908.

GRAMMAIRES et lexiques dans tous les idiomes, composés par des Jésuites. 579 suiv.

GRÉGOIRE XIII, second fondateur du Collège Romain. 115. — Sa demande à la troisième Congrégation de l'Ordre. 220. — Il veut nommer Canisius Cardinal. 222. — Il publie une bulle de Pie V contre Baius. 224. — Il envoie Possevin en Suède. 227. — Il refuse les conditions de Jean III. 230. — Il érige en université le collège de Pont-a-Mousson. 234. — Bref à l'évêque de Paris pour l'érection d'une Maison-Professe. 235. — Il fonde à Rome un collège anglais. 245. — Il mande aux catholiques anglais de reconnaître Elisabeth. 248. — Il inaugure l'église du Gesù. 268. — Calendrier Grégorien. 269. — Eloge qu'il fait du P. Tolet. 276. — Il charge Possevin de négocier la paix entre la Russie et la Pologne. 277. — Sa joie à la vue de l'ambassade du Japon. 321. — Il défend aux autres Ordres religieux l'entrée du Japon. 324. — Sa bulle d'érection des congrégations de la sainte Vierge. 533. — Ses dernières bulles et sa mort. 269.

GRÉGOIRE XIV rend aux Jésuites ce que Sixte-Quint leur avait ôté. 276. — Il envoie des secours aux Ligueurs. 306.

GRÉGOIRE XV célèbre la canonisation de S. Ignace et de S. François-Xavier, et meurt avant d'en avoir publié les bulles. 495.

GRÉGOIRE XVI : son portrait. 967. — Il félicite l'évêque de Coire de l'arrivée des Jésuites à Schwytz. 909. — Ses mesures pendant le choléra. 968. — Le père Capellari et M. Rossi. 1034. — Fermété du Pape à l'égard de l'ambassadeur de France. 1035 suiv. — Il n'accorde rien. 1039. — Raisons du refus. 1040.

GRIVEL (le P. Fidèle) au Volga. 882.

GROTJUS persécuté par les Gomaristes. 474.

GRUBER (le P. Gabriel) à la cour de Russie. 851. — Son influence sur Paul I. 852. — Sa correspondance avec Bonaparte. 853. — Il est élu Général en Russie. 856. — Il envoie des Missionnaires en Livonie. 882. — Il agrège à l'Institut les Pères anglais de Stonyhurst. 896. — Il périt dans un incendie. 858.

GUÉHENÉ (la princesse de) dévouée aux Jansénistes. 519.

GUÉNARD (le Père) et l'académie française. 604.

GUÉRÉT (le Père) compromis dans l'attentat de Jean Chastel. 312.

GUERRE de trente ans. 462. — Guerre des

Français et des Anglais dans l'Inde. 693. — Au Canada. 721.

GUERRERO, archevêque de Manille, après avoir retiré les pouvoirs aux Jésuites, reconnaît son erreur et la rétracte publiquement. 688.

GUIGNARD (le Père) pendu en place de Grève. 313.

GUILLAUME de Nassau, prince d'Orange, et la guerre des *Gueux* en Belgique. 204, 223. — Il est assassiné. 288.

GUILLAUME IV, duc de Bavière, accueille les Jésuites. 108.

GUILLAUME V, duc de Bavière, prie Sixte-Quint de ne rien changer à l'Ordre de Jésus. 274.

GUILLAUME d'Orange, puis Guillaume I roi d'Angleterre; sa conspiration contre son beau-père. 568.

GUILLAUME I, roi des Pays-Bas : ses instincts monarchiques et ses amitiés révolutionnaires. 901. Il persécute l'évêque de Gand et les Jésuites. 902. Il gouverne despotiquement. 903. — Révolution en Belgique, les Jésuites rentrent. 904.

GUILLAUME II, roi des Pays-Bas, laisse les Jésuites fonder des collèges dans ses états. 1009.

GUIS (Ambroise) et son héritage. 755.

GUISE (le duc de) bat les Huguenots à Dreux; il est assassiné. 147.

GUISE (Henri duc de), surnommé le Balafré, fils du précédent, chef de la Ligue. 291. — Il meurt assassiné. 296.

GUISE (Charles de) cardinal de Lorraine, protecteur des Jésuites. 103.

GUIZOT, ministre de France. Son opinion sur l'infailibilité. 290. — La Réforme protestante mise en parallèle avec la Compagnie de Jésus. 508. — Son caractère comparé à celui de M. Thiers. 1023. — Il répugne à poursuivre les Jésuites. 1033. — Il adresse des remerciements au Pape et à Lambruschini pour avoir obtenu la dispersion des Jésuites. 1044.

GUY (le Père) supérieur de Montrouge, reçoit un cartel : son portrait tracé par Martial Marcat. 942.

GUSMAN (le P. Juan de) dernier assistant de Portugal : sa requête à la Reine pour la réhabilitation de la Compagnie. 832.

GUSTAVE-ADOLPHE, roi de Suède, et la guerre de Trente-Ans. 462. — Sa mort à la bataille de Lutzen. 470.

GUYON (le P. Claude) missionnaire en France. 921.

II

HALLER (Albert de) et le Paraguay. 433.

HARCOURT (Charles d') novice lave les pieds de François de Gournay dont le père a tué le sien en duel. 490.

HARDOUIN (le P. Jean) et son originalité. 599.

HARLAY (Achille de) poursuit les Jésuites pros-

crits à Paris. 343. — Son discours devant le roi et la reine. 347.

HAUX (l'abbé) ancien Jésuite, donne des leçons particulières aux scolastiques. 1047.

HAY (le P. Edmond) auprès de Marie Stuart. 244, 259. — Ligneur. 293.

HELIAS (le P. Ferdinand) chez les Osages. 994.

HELL (le P. Maximilien) et l'astronome Lalande. 836.

HELLER (le P. Adam) apostasie, et meurt de la peste qu'il fuyait. 179.

HENRI VIII, roi d'Angleterre, persécuteur. 46. — Situation de l'Angleterre sous son règne. 239.

HENRI II, roi de France, autorise la Compagnie à s'établir à Paris. 103. — Sa mort. 131.

HENRI III, roi de France, d'abord duc d'Anjou, gagne la bataille de Jarnac contre les Huguenots. 199. — Victoire de Moncontour. 201. — Le Père Warcewicz le fait élire roi de Pologne. 181. — Il monte sur le trône de France. 232. — Il accorde aux Jésuites le droit de prêcher et d'enseigner dans tout le royaume. 235. — Sa faiblesse fait créer la Ligue. 291. — Il institue l'ordre du Saint-Esprit 292. — Ses efforts pour conserver le P. Auger. 293. — Il meurt assassiné par Jacques Clément. 296.

HENRI IV, roi de France, abjure des lèvres à la Saint-Barthélemy. 204. — Il commence la guerre des trois Henri. 295. — Il gagne la bataille d'Ivry et met le siège devant Paris. 304. — Son abjuration. 307. — Sa lettre autographe à Clément VIII sur la mort de Tolet. 309. — Attentat de Barrière. 310. — Henri IV blessé par Chastel. 312. — Fin de la Ligue. 315. — Il signe l'édit de Nantes. 345. — Il rétablit les Jésuites. 346. — Sa lettre à Aquaviva. 347. — Sa réponse aux remontrances du Parlement de Paris. — 350. — Il donne aux Jésuites sa maison de La Flèche et les installe à Paris. 352. — Sa réponse au discours du P. Armand. 353. — Son affection pour les Jésuites. 356. — Ses négociations pour réconcilier la république de Venise avec le Saint-Siège. 386. — Il découvre au Sénat Vénitien les complots des Calvinistes. 388. — Sa lettre autographe au Pape pour demander la canonisation d'Ignace et de François-Xavier. 390. — Il envoie des Missionnaires au Canada. 424. — Au Levant. 429. — Sa lettre à la sixième Congrégation générale. 651. — Il est assassiné par Ravaillac. 391.

HENRI (le cardinal don) roi de Portugal. 193.

HENRI, duc de Bordeaux, élevé pendant quatre mois par deux Jésuites. 1018. — Sa visite au collège d'Oscott. 1031.

HENRI de Bourbon, nommé à l'évêché de Metz, subit ses thèses chez les Jésuites. 479.

HENRIQUEZ (le P. Léon) confesseur du cardinal-roi don Henri de Portugal. 194.

HENRI. Histoire d'un prétendu Père de ce nom, qui aurait été brûlé à Anvers. 755.

HENRY (le P. Gilles) au Caucase : sa correspondance. 884.

HERNANDEZ (Jacques) Jésuite espagnol en révolte contre l'Institut. 271.

HILDEGARDE (Sainte). Sa prétendue prophétie contre les Jésuites. 65.

HISTORIENS Jésuites. 608, 838.

HISTOIRE de la Compagnie, écrite par des Jésuites. 608. — Cordara, le dernier, survit à la suppression de l'Ordre. 838.

HOECKEN (le Père) chez les Potowatomies. 994.

HOFFÉ (le P. Paul) Provincial, envoie Canisius à Fribourg. 223. — Il est nommé assistant et admoniteur d'Aquaviva. 238.

HOHENLOHE (le prince abbé de) et l'empereur de Russie Alexandre. 885.

HOLLAND (le P. Thomas) martyr en Angleterre. 500.

HÔPITAL (le chancelier de l') écrit au Parlement en faveur des Jésuites. 196.

HUMBOLDT (le baron de) et les Jésuites de Californie. 719.

Hurons convertis par les Jésuites. 426.

I

IGNACE DE LOYOLA (saint) sa conversion. 9. — Le livre des exercices. 10. — Ses études. 12. — Ses premiers compagnons 13. — Sa vision. 14. — Il s'offre au Pape. 15. — Il fonde une société religieuse. 17. — Il est élu Général de la Compagnie. — Son portrait. 22. — Ses instructions aux légats en Irlande. 47. — Son gouvernement. 63. — Ses fondations à Rome. 64. — Ses instructions aux théologiens du Concile de Trente. 85. — Sa lettre à Ferdinand, roi des Romains. 94. — Sa lettre à François de Borgia. 99. — Il envoie des Missionnaires en Corse. 108. — Ses relations avec les Princes. 110. — Il écrit à l'armée de Charles-Quint qui part pour l'Afrique. 111. — Son agonie et sa mort. 112. — Ignace fondateur du Collège Romain et du Collège Germanique. 115 suiv. — Il élève Edmond Auger. 135. — Sa canonisation. 495. — Son plan d'éducation. 571 suiv.

ILLYRICUS FLACCUS et les centuriateurs de Magdebourg. 179.

IMAGO PRIMI BORCULI, composé en Flandre pour l'année séculaire. 496.

INNOCENT X, Pape, commande aux Jésuites d'assembler la congrégation générale tous les neuf ans. 497. — Sa déclaration relativement aux congrégations *De auxiliis*. 340. — Il condamne les cinq propositions de l'*Augustinus*. 523.

INNOCENT XI engage Sobieski dans la ligue d'Augsbourg contre Louis XIV et sauve l'empire de l'invasion des Turcs. 556. — Le roi d'Angleterre, Jacques II, le prie en vain d'élever le

P. Peters aux dignités ecclésiastiques. 567. — Son portrait : sa fermeté dans l'affaire de la Régale. 630 suiv. — Sa mort. 636. — Son bref au P. Verbiest en Chine. 695.

INNOCENT XII termine l'affaire de la Régale en acceptant la soumission des Evêques de France et de Louis XIV. 636.

INNOCENT XIII revêt de la pourpre l'abbé Dubois. 673.

INQUISITION à Avignon. 200.

INQUISITION d'Espagne. Les Jésuites refusent d'en faire partie. 126. — Comparaison avec celle d'Elisabeth d'Angleterre. 266. — Elle soumet à son tribunal l'examen des constitutions de S. Ignace. 271.

INTERIM de Charles-Quint. 95.

IRAQUIENS apprivoisés et convertis par les Jésuites. 427 suiv.

ISLA (le P. Juan de) auteur de *Fray Gerundio*. 606.

IWAN IV Basilowicz, czar de Moscovie, sollicite l'intervention de Grégoire XIII dans ses démêlés avec le roi de Pologne. 277. — Honneurs qu'il rend à Possevin, légat du Saint-Siège. 278 suiv. — Il obtient la paix. 280. — Ses emportements. 281. — Ses discussions avec le légat. 282. — Sa lettre au Pape. 283.

J

JACQUES V, roi d'Ecosse. 48.

JACQUES VI, roi d'Ecosse dès le berceau. 259. — Le meurtre de Marie Stuart, sa mère, ne le soustrait que pour un temps à l'influence d'Elisabeth. 264. — Soulèvement des catholiques d'Ecosse. 265. — Il succède à Elisabeth, sous le nom de Jacques I, et devient persécuteur. 366. — Conspiration des Poudres. 367. — Son édit contre les catholiques. 373. — Serment qu'il exige. 381. — Son écrit aux têtes couronnées réfuté par Bellarmin. 382. — Ses dernières années. 498.

JACQUES II roi d'Angleterre, d'abord duc d'York : son caractère. 559. — Il se fait catholique. 560. — Ses *Mémoires*. 562. — Il monte sur le trône. 566. Il mêle le P. Peters aux affaires publiques. 567. — Conspiration du prince d'Orange. 568. — Son exil à Versailles. 570.

JANSÉNISME (le) à la mode. 520. — Il devient ridicule. 675.

JANSÉNISTES. Leurs livres élémentaires. 520. — Leur morale relâchée dans la pratique. 524. — Leur enseignement. 531. — Leurs conspirations. 556. — Ils accusent les Jésuites de l'attentat de Daniens. 761.

JANSÉNIUS (Corneille) élève de Baius. 511. — Son *Mars Gallicus* le fait nommer à l'évêché d'Ypres ; il meurt en soumettant son *Augustinus* inédit au jugement de Rome. 514.

JARRIGE (le Père) apostasie ; son livre : *Les*

Jésuites sur l'échafaud et sa rétractation. 489.

JEAN III, roi de Portugal. 65. — Ses relations avec François Xavier. 67, 73, 81.

JEAN IV, roi de Portugal, d'abord duc de Bragança, monte sur le trône. 459 suiv. — Sa mort. 544.

JEAN V, roi de Portugal, dans l'affaire des *Quindénia*. 678. — Sa mort. 735.

JEAN III, roi de Suède : son caractère, ses discussions théologiques. 225. — Il fait périr son frère. 227. — Son abjuration. 228. — Conditions inadmissibles du retour de la Suède à l'unité catholique. 229. — Le roi retourne au luthéranisme. 230.

JÉSUISTE. Discussion de ce nom. 36. — Les Pères de la Compagnie l'ont reçu des Protestants. 175. — Sixte-Quint le leur accorde, mais leur interdit la dénomination de *Compagnie de Jésus*. 275.

JÉSUITES chassés de leur maison à Saragosse. 102. — Ils refusent de faire partie de l'Inquisition d'Espagne. 126. — A Venise ils sont accusés d'intrigues. 130. — Ils appellent l'Université de Paris devant le Parlement. 146. — Leurs difficultés avec celle de Louvain. 149. — Leur dévouement pendant la peste. 150, 171, 183, 186, 207, 223, 233, 234, 475, 496, 679. — Les Jésuites confesseurs et confidentes des rois et des princes. 191. — Suite de leur procès avec l'Université de Paris. 195. — Pourquoi ils se sont mêlés d'affaires politiques. 221. — Leurs dissensions intérieures. 235, 271 suiv. — C'est à eux qu'est due la conservation de la foi en Allemagne et en Pologne. 285, 473. — Emeutes excitées contre eux par les bouchers d'Augsbourg et les Luthériens de Riga. 287. — Ils ouvrent de nouveaux Collèges en Suisse et en Belgique. 288. — Les Jésuites ligueurs. 292. — Leur doctrine sur le tyrannicide. 300. — Ils repoussent les soldats d'Henri IV des murs de Paris. 306. — Ils sont bannis de France après l'attentat de Jean Chastel. 314. — Le Sénat de Jésuites en Pologne. 343. — Ils sont chassés de la république de Venise. 385. — On les rappelle. 506. — Ils sont persécutés à Paris après la mort d'Henri IV. 392. — Leurs succès en France. 396. — Persécutions en Allemagne. 397. — Les Jésuites marchands. Voyez *Négoce*. — Leur conduite pendant la Fronde. 504. — Leur lutte avec les Jansénistes. 521. — Tous les Jésuites professeurs. 582. — Leur prudence dans l'affaire de la Régale. 631. — Ont-ils signé la déclaration des quatre articles? 634. — Ils sont bannis de Hollande et y reviennent secrètement. 641. — Leur exil de Sicile et leur retour. 645. — La femme et les Jésuites. 666. — Les Jésuites de Paris interdits par le cardinal de Noailles, ne s'occupent plus que de l'enseignement. 672. — Leur persévérance dans les Missions. 688. — Leurs fautes en Chine. 699. — Leur proscription en Portugal. 752. — En France. 776. — En

Espagne et aux Indes. 785. — Leur suppression totale. 805. — Dans les archives de l'Ordre on ne trouve rien de répréhensible. 819. — Situation morale de la Compagnie lors de sa suppression. 825. — Conduite des ex-Jésuites pendant la révolution française. 831. — En Espagne pendant la peste. 832. — Réaction générale en leur faveur. 835. — Rétablissement de l'Ordre. 860. — Différence entre les Jésuites anciens et modernes. 908. — Ils se placent en France sur un mauvais terrain. 916. — On les accuse des crimes d'incendie et d'assassinat. 958. — Leur conduite pendant le choléra. Voyez *Choléra*. — Leur situation en France après la révolution de juillet. 1014. — Leur défense contre le memorandum de M. Rossi. 1037.

JEUNE SUISSE. Voyez *Radicaux, Corps-Francis*.

JOANNES (le P. Eudémon) à Paris. 480.

JOGUES (le Père) martyr chez les Iroquois. 427.

JOSEPH I^{er} empereur d'Allemagne. 646.

JOSEPH II empereur d'Allemagne au Conclave. 797. Il décide sa mère à consentir à la suppression de la Compagnie de Jésus. 804. — Il s'en approprie les biens. 815. — Dans sa visite à Catherine II il se fait accompagner d'un ancien Jésuite. 848. — Il sécularise les moines. 851.

JOSEPH I^{er} roi de Portugal. 735. — Sa faiblesse. 736. — Attentat à sa vie, et supplices qui s'ensuivent. 746. — Son manifeste aux évêques portugais. 748.

Journal des Débats (le) fait sa fortune sous Napoléon par les feuilletons de l'ex-jésuite Geoffroy. 838. — Il constate et commente la joie des Napolitains lors du rétablissement de la Compagnie à Naples. 857. — Ce qu'il dit de Napoléon après sa chute. 935. — Ses variations à l'égard des Jésuites. 1022. — Il annonce qu'il n'y a plus de Jésuites en France. 1044.

JOUVENCY (le Père). Son manuscrit sur le livre des Exercices. 10. — Il écrit l'histoire de la Compagnie. 608. — Le Parlement de Paris la condamne. 667.

JEAN D'AUTRICHE (don), fils naturel de Charles-Quint, combat les Sarrasins d'Espagne. 183. — Il gagne la bataille de Lépante. 186. — Philippe II l'envoie gouverner les Pays-Bas : Sa mort. 223.

JEAN D'AUTRICHE (don) fils naturel de Philippe IV, force la reine-régente d'Espagne à éloigner son confesseur. 553. — Il se rend odieux. 554.

JUBILÉ (le) de 1775 et les ex-Jésuites de France. 830.

JURIEU (Pierre), ministre protestant : son récit sur la mort de Charles I^{er} d'Angleterre. 502.

JURISCONSULTES Jésuites. 612.

JURY (le) en matière politique. 257.

JUSTE-LIPSE, fortifié dans sa foi par le P. Delrio, passe de Leyde à Louvain. 289.

KA

KAEMPFER (Engelbert) auteur protestant, écrit l'histoire du Japon. 401, 407.

KANG-HI empereur de la Chine. 414. — Il vit dans l'intimité des Jésuites. 695 suiv. — Il défend aux missionnaires de proscrire les cérémonies chinoises. 700. — Sa mort. 702.

KAREU (le Père Xavier) nommé Vicaire-Général de la Compagnie en Russie. 852. — Il meurt après avoir reçu le bref de rétablissement de l'Ordre en Russie. 856.

KAULEN (le P. Laurent) écrit au Provincial du Bas-Rhin le récit de sa captivité à Lisbonne sous Pombal. 753.

KELLER (le Père), confesseur de Maximilien de Bavière, publie des opuscules contre Richelieu. 480.

KELLY (le Père) recteur à Washington, est retranché de la Compagnie pour désobéissance au Général. 991.

KENNEY (le Père) relève la Compagnie en Irlande et y crée le collège de Clongowes. 900.

KIRCHER (le P. Athanase) et ses travaux. 581, 615.

KORHMAN (le Père) fait respecter le secret de la confession aux Etats-Unis. 989.

LA

LABBE (le Père) et les collecteurs des Conciles. 599.

LA CADIERE (Catherine) visionnaire, et le Père Girard. 756.

LA CHAISE (le P. François) confesseur de Louis XIV. 628. — Sa correspondance avec le secrétaire de la duchesse de York. 562. — Il détache le roi de Madame de Montespan. 630. — Sa correspondance avec le Général dans l'affaire de la Régale. 635. — Il s'oppose au mariage du roi avec Madame de Maintenon. 639. — Sa conduite au sujet de la révocation de l'édit de Nantes. 641. — Il soutient Fénelon dans l'affaire des *Maximes des Saints*. 653. — Sa mort. 657.

LA CHALOTAIS (Caradeuc de) et son compte-rendu. 774.

LA FAYETTE (Mademoiselle de) favorite de Louis XIII, aide le P. Caussin à réconcilier le roi avec la reine, puis se retire du monde. 485.

LAITIAU (le Père) ami de Philippe d'Orléans, sort de la Compagnie; il est nommé Evêque de Sisteron. 672. — Il écrit l'histoire de la bulle *Unigenitus*. 674.

LALANDE (François de) célèbre astronome, regretté des Jésuites. 591. — Sa visite à Clément XIII. 745. — Son témoignage sur les P.P. Boscovich et Hell. 836.

LALLEMAND (le P. Gabriel) martyr chez les Iroquois. 428.

LANBERT (le Père) établit la mission des Maronites. 431.

LANBRUSCHINI (Louis) nonce à Paris, puis Cardinal, conseille à Charles X de faire donner aux Jésuites une existence légale. 945. — Ses conseils au roi après la publication des ordonnances contre les petits-séminaires. 949. — Sa note au cardinal Bernetti. 952. — Sa conduite sous le ministère Polignac et aux journées de juillet. 958.

LA MENNAIS, (l'abbé Félicité de) met en parallèle les missions catholiques et protestantes. 217. — Ses réflexions sur la destruction de l'Ordre en France. 779. — Ses relations et ses différends avec les Jésuites. 921 suiv. — Ses plaintes sur l'athéisme de l'université de France. 1021.

LAMORMAINE (le P. Guillaume) confesseur de l'empereur Ferdinand II. 466. — Sa mort. 473.

LANDAU (le Père) à l'audience de l'empereur d'Autriche, obtient le rétablissement de l'Ordre en Gallicie. 891.

LANFANT (le Père) et la révolution française. 830.

LARKIN (le Père) orateur à l'anniversaire de l'indépendance américaine. 996.

LASCARIS, Grand-Maitre de l'Ordre de Malte, voit les Pères chassés de l'île, et les rappelle. 460.

LAS CASAS (Barthélemy de) décrit les cruautés des Espagnols envers les Indiens. 213.

LATIL (le Cardinal de) publie la note du Cardinal Bernetti sur les ordonnances de Charles X touchant les petits-séminaires. 954.

LAUREATI (le Père) visiteur en Chine, y introduit le légat Mezzabarba : sa lettre au Pape. 700.

LAVALLETTE (le P. Antoine de) à la Martinique : sa banqueroute. 763 suiv.

LATRÈS (Jacques) s'engage avec Loyola. 13. — ses travaux dans l'état vénitien. 51. — Il est nommé théologien du Saint-Siège au Concile de Trente. 85. — Il discute la question de l'Eucharistie. 88. — Sa désobéissance et son repentir. 111. — Paul IV l'appelle au Vatican et le charge de la daterie. 112. — Il est élu Général de l'Ordre. 122. — Il discute avec le Pape. 123. — Son portrait. 124. — Ses premiers actes d'administration. 127. — Les Cardinaux veulent le faire Pape. 128. — Il veut abdiquer le généralat. 129. — Il se rend au Colloque de Poissy. 131. — Il y fait reconnaître la Compagnie. 137. — Ses conférences avec Théodore de Bèze. 89. — Son discours à la reine régente. 137. — Son mémoire à la même pour empêcher les réformés d'obtenir des temples. 141. — Il se rend au Concile de Trente. 90. — Ses discours sur la Messé, les mariages clandestins, les pouvoirs épiscopaux. 91. — Il retourne à Rome. 151. — Sa mort. 156. — Ses ouvrages. 592.

LE CAMUS (le Cardinal Etienne) évêque de Grenoble se plaint des Jésuites. 537.

LEDERMA (le Père) à la diète d'Augsbourg. 177.

LEFÈVRE (Pierre) s'engage avec Loyola. 13. — Ses missions en Allemagne et dans la Péninsule. 56 suiv. — Il est malade à Louvain. 60. — Son apostolat en Espagne. 62. — Sa mort à Rome. 63.

LEGRIS-DUVAL. (l'abbé) dirige la Congrégation à Paris. 914.

LEIBNITZ. Son opinion sur le système d'éducation des Jésuites. 589. — Sur leur politique dans l'affaire des cérémonies chinoises. 413, 699.

LEICESTER (Robert Dudley comte de) favori d'Elisabeth. 254, 263.

LE JAY (Claude) s'engage avec Loyola. 14. — Ses travaux en Allemagne. 58. — Il représente l'évêque d'Augsbourg au concile de Trente. 85. — Il refuse l'évêché de Trieste. 94.

LE MAÎTRE (Antoine), janséniste, rend hommage à sa propre humilité. 516.

LE MAÎTRE (le P. Vincent) en Belgique sous Guillaume de Nassau. 903. — Il ouvre le collège d'Alost. 1009.

LEMOINE (le P. Pierre) l'Ennius de la Société de Jésus. 621.

LEX KIEWICZ (le Père) nommé Vicaire-Général en Russie. 851. — Sa mort. 852.

LENOX (le duc de) régent d'Ecosse pendant la minorité de Jacques Stuart. 259.

LÉON XII, Pape, avant son élévation au Pontificat, se laisse entraîner par des perturbateurs de l'Ordre à des mesures propres à l'anéantir. 888. — Della Genga, élu Pape, se déclare le protecteur de la Compagnie et lui rend le Collège Romain. 963. — Il refuse de se prononcer sur les ordonnances de Charles X contre les petits-séminaires. 954. — Son portrait. 964. — Sa mort. 965.

LÉOPOLD, empereur d'Allemagne, sauvé par Sobieski et ingrat. 556.

LÉOPOLD 1^{er}, roi des Belges : son allocution aux Pères de Namur. 1009.

LEPELLETIER DE SAINT-FARGEAU : son réquisitoire contre la Compagnie de Jésus. 769.

LESSIUS (le P. Léonard) enseigne à Louvain : on le dénonce à Rome, et Sixte-Quint l'approuve. 338. — Sa mort. 475.

LE TELLIER (le chancelier) détermine Louis XIV à signer la révocation de l'édit de Nantes. 640.

LE TELLIER (Charles-Maurice) archevêque de Reims, censure d'un même coup les Jansénistes et les Jésuites. 652.

LETELLIER (le P. Michel) confesseur de Louis XIV. 657. — Part qu'il prit à la destruction de Port-Royal-des-Champs. 658. — Sa correspondance avec Fénelon. 659. — On l'accuse d'avoir voulu faire arrêter le cardinal de Noailles. 664. — Il meurt à La Flèche. 668. — Ses prisonniers d'état. 669.

LEU (Joseph) cultivateur, triomphe du radica-

lisme à Lucerne et y fait rétablir les Jésuites. 1010 suiv. — Il meurt assassiné. 1014.

LHERMINIER, professeur au Collège de France, juge ses deux collègues Michelet et Quinet. 1027.

LIBÉRALISME : son plan et ses moyens sous Louis XVIII. 915. — Il déclare la guerre aux Jésuites. 925. — Sa colère contre la Congrégation. 928. — Effets des terreurs libérales. 932. — Audace du libéralisme à la chambre des députés. 948.

LIBERTÉ religieuse en Angleterre. 895.

LIBERTÉS gallicanes et révolutionnaires. 637.

LIGUORI (S. Alphonse de), probabiliste. 531. — Sa canonisation. 966.

LINGENDES (le P. Claude de) créateur de l'éloquence sacrée en France. 606.

LINGUET, avocat et historien ennemi des Jésuites. 188.

LITTÉRATEURS jésuites. 619, 838, 1059.

LITURGIE ROMAINE introduite partout par les Jésuites au préjudice des autres rites. 986.

LIZARDI (le P. Julien de) missionnaire et martyr au Paraguay. 712.

LOMBARD (le Père) missionnaire à la Guyane. 749.

LONGURVAL (le P. Jacques) et l'histoire de l'Eglise gallicane. 614.

LORQUET (le Père) à Saint-Acheul, et son *histoire de France*. 934 suiv. — Il y reçoit le comte de Sèze et M. Dupin. — 937. — Son influence. 938.

LOUIS DE GONZAGUE (Saint) entre dans la Compagnie. 269. — Sa mort. 276.

LOUIS XIII, roi de France, signe un arrêt en faveur des Jésuites dans leurs démêlés avec l'université de Paris. 394. — Lettre qu'il reçoit des Arméniens. 431. — Sa lettre au Grand-Maître de l'Ordre de Malte. 461. — Dans son traité d'alliance avec la Suède il stipule en faveur des Jésuites d'Allemagne. 470. — Ses différends avec la Reine-Mère. 478, 484. — Il pose la première pierre de l'église de la Maison-Professe de Paris. 482. — Sa mort. 487.

LOUIS XIV crée le Conseil de conscience. 532. — Il excite les Turcs contre l'empire germanique. 556. — Sa politique à l'égard de l'Angleterre sous Charles II. 560. — Il avertit Jacques Stuart des trames de Guillaume d'Orange. 569. — Il l'accueille à Versailles. 570. — Son caractère et son règne. 623. — Affaire de la garde-corse. 624. — Le roi et Bourdaloue. 628. — Affaire de la Régale. 630. — Révocation de l'édit de Nantes. 637. — Il veut modifier l'Institut en France. 650. — Il sévit contre Quesnel et les Jansénistes. 655. — Son ambassade au roi de Siam. 689. — Ses malheurs. 659, 663. — Sa mort. 668. — Sa tyrannie. 669.

LOUIS XV laisse s'affaiblir l'influence française au Levant. 432. — Attentat de Damiens.

761. — Il tâche en vain d'arrêter les poursuites du Parlement de Paris contre l'Institut des Jésuites. 770. — Il consulte les évêques, et en reçoit une réponse favorable à l'Institut. 771. — Il laisse expulser les Jésuites de leurs collèges. 772. — Il signe l'édit de proscription en le modifiant. 781. — Ses instructions pour le conclave après la mort de Clément XIII. 794. — Ses dernières années. 802.

LOUIS XVI reçoit du Pape quatre ex-Jésuites pour la Guyane. 829. — On lui arrache un nouvel édit contre la Société supprimée. 830.

LOUIS XVIII et la restauration en France. 910. — Son ordonnance en faveur des petits-séminaires. 911. — Il s'essaie au rôle de souverain constitutionnel. 914.

LOUIS-PHILIPPE, duc d'Orléans, demande à combattre sous le drapeau espagnol. 872. — Il accepte le commandement de l'armée de Catalogne contre Napoléon. 936. — Il est proclamé Roi des Français. 958.

LOUVOIS, adversaires des Huguenots, obtient la révocation de l'édit de Nantes. 640.

LUCAR (Cyrille) Patriarche de Constantinople : ses intrigues. 430.

LUGO (le P. Jean de) nommé Cardinal. 498.

LUZANCY, imposteur, accuse les Jésuites de complots qu'il a inventés. 560.

ME

MACAULAY (Babington) ancien ministre de la guerre en Angleterre, et anglican, rend hommage à la sainteté d'Ignace. 112. — Il juge son Institut. 123. — Son opinion sur Borgia. 465, 202. — Parallèle des missions catholiques et protestantes. 216.

MAGGARTHY (le P. Nicolas de), prédicateur en France. 1019. — Son talent oratoire. 1058.

MACEDO (le P. Antoine) chez Christine de Suède. 506.

MACEDO (Joseph de) et son ouvrage : *les Jésuites et les lettres*. 622.

MAC-ELROY (le Père) apaise une sédition d'ouvriers à Fredericktown. 992.

MAFFEI (le P. Pierre) écrit l'histoire des Indes. 610.

MAGGIO (le P. Laurent) en Pologne. 180. — Il donne avis à Borgia des manœuvres dont on accuse les Jésuites de Portugal. 190. — Il défend son Ordre contre l'université de Vienne. 222. — Il est nommé Assistant d'Aquaviva. 238. — Il est interdit par Sixte-Quint. 277. — Il visite les trois Provinces de France. 295. — Ses conférences avec Henri IV pour fixer le sort des Jésuites. 345.

MAILLARD (le P. Louis) Provincial de Lyon, ouvre la mission de Madagascar. 1002.

MAINBOURG (le Père) obligé de sortir de la Compagnie. 632.

MAINTENON (Madame de) épouse de Louis XIV. 639. — Ses reproches au cardinal de Noailles qui a interdit les Jésuites. 661.

MAISTRE (le comte Joseph de) ambassadeur de Sardaigne à Saint-Petersbourg : son amitié pour le P. Gruber. 856. Il excite le P. Bzrozowski à créer à l'Institut une position indépendante. 870. — Son portrait. 871. — Ses arguments auprès de l'empereur. 872. — Son erreur sur l'intelligence des tribus sauvages. 997.

MALAGRIDA (le P. Gabriel de) banni de la cour de Lisbonne. 737. — Il est condamné à mort avec d'autres Pères comme complices d'un attentat à la vie du roi. 748. L'Inquisition le fait brûler vif comme sorcier. 752.

MALDONADO, évêque du Tucuman : sa lettre au roi d'Espagne sur les Réductions du Paraguay. 446.

MALDONAT (le P. Jean) explique la philosophie d'Aristote à Paris. 145. — Ses conférences à Poitiers. 202. — A la Saint-Barthélemy il reçoit l'abjuration simulée de Henri de Navarre. 204. — Sa querelle avec l'université de Paris sur l'immaculée Conception. 232. — Sa mort à Rome. 268.

MANARE (le P. Olivier) fait avorter un complot d'incendie de la ville de Paris tramé par les Huguenots. 198. — A Verdun il charge les enfants du rôle de Missionnaires. 202. — Créé vicaire-général après la mort de Mercurian, il se voit accusé de captation et se retire de l'élection. 237. Il est nommé visiteur des Provinces du Nord. 238.

MANCINELLI (le P. Jules) s'embarque pour l'Orient. 269.

MANERA (le P. François) est invité par La Mennais à souscrire à ses doctrines. 924. — Il explique la littérature italienne à Turin. 962.

MANSFIELD (Philippe de) général protestant converti par un Jésuite. 475.

MANUCE (Alde) fait l'éloge du collège Romain. 115.

MARCEY (Martial) de la Roche. — Arnaud et ses pamphlets contre ses anciens confrères. 942. — Son repentir et sa rétractation. 943.

MARIA (dona) reine de Portugal, fait sortir de prison les victimes de Pombal. 832.

MARIANA (le P. Jean) enseigne le tyrannicide. 301. — Sa doctrine est condamnée par Aquaviva. 302. — Son caractère. 334. — Son livre condamné au feu par le Parlement de Paris. 391. — L'Espagne l'appelle son Tite-Live. 609.

MARIE-THÉRÈSE, impératrice, fait déclarer au Pape qu'elle ne consentira jamais à laisser détruire l'Ordre de Jésus. 800. — Elle cède aux importunités de son fils. 804. — Hommage public qu'elle rend au P. Delphini. 826.

MARIE TUDOR, reine d'Angleterre. 241.

MARIE STUART, reine d'Ecosse, confirmée dans sa foi par le Père Gaudan. 153. — Sa rivalité avec Elisabeth d'Angleterre et ses malheurs. 244.

259. — Elle est décapitée par ordre d'Elisabeth. 264.

MARIE DE MÉDICIS, régente de France. 392. — Louis XIII la relègue au château de Blois. 478. — Elle quitte la France. 484.

MARIE-ANNE d'Autriche, régente d'Espagne, met à la tête des affaires le Père Nithard, puis se voit forcée de l'abandonner. 553 suiv.

MARIE-CHRISTINE régente d'Espagne; guerre civile. 976. — Massacre des Jésuites à Madrid. 977.

MARION, avocat général, repousse les vœux des familles françaises. 343.

MARTELIERE (la) plaide en 1611 pour l'Université de Paris. 311.

MARTIGNAC (le ministère) s'engage à persécuter les Jésuites. 945. — Il signe les ordonnances contre les petits-seminaires. 947. — Il oblige les évêques à déclarer que leurs professeurs ne font partie d'aucune congrégation non autorisée par les lois. 956.

MARTINEZ (le P. François) martyr en Chine. 411.

MARTYRE d'un enfant au Japon. 403.

MARTYRS du Japon. 327, 401.

MARTYRS. Voyez la table géographique.

MARZONI. Général des Cordeliers : sa déclaration sur la mort de Clément XIV. 819.

MASCAREGNAS (le Père) aux Moluques. 216.

MASTRILLI (le P. Charles) apaise une sédition à Naples. 270.

MASTRILLI (le P. Marcel-François) martyr au Japon. 406.

MATHÉMATIQUES Jésuites. 613, 833, 836.

MATHEW (le Père) et la société de tempérance en Irlande. 900.

MATTEI (le Père) à Naples, et S. Alphonse de Liguori. 826.

MATTHIEU (le P. Claude) adresse au Pape un mémoire secret contre l'Université de Paris. 233. — On l'appelle le *Courrier de la Ligue*. 292. — Henri III l'exile à Pont-à-Mousson. 293. — Aquaviva le mande à Lorette; il y meurt. 294.

MATIZELL (le Père) prononce à Fribourg en Suisse l'oraison funèbre de Clément XIV. 824.

MAUOIR (le Père Julien) célèbre missionnaire en Bretagne. 505.

MAURICE de Nassau, fils du Taciturne : complot contre sa vie. 342. — Il fait exécuter Barneveldt. 474.

MAXIMILIEN (l'empereur) défend les Jésuites. 176. — Par leur entremise, il obtient de la diète les moyens de repousser les Turcs. 178. — Il se laisse un instant prévenir contre les Pères. 222.

MAXIMILIEN de Bavière dans la guerre de Trente-Ans. 465.

MAZARINI (le P. Jules) oncle du cardinal Mazarin, prêche à Milan contre S. Charles Borromée;

sa punition. 236. — Ses démêlés avec Jeanne d'Autriche et sa mort. 495.

MÉDAILLER (le P. Pierre) missionnaire. 504.

MÉDECINS Jésuites en Chine. 696.

MENDEZ (le P. Alphonse de) Patriarche d'Ethiopie : ses travaux. 684.

MENDIZABAL (le P. François) rétablit les Jésuites au Mexique : les Cortès les suppriment. 997.

MENDOÇA (Hieronymo de) historien de l'expédition d'Afrique de don Sébastien de Portugal. 192.

MENDOÇA (don Bernardin de) ambassadeur de Philippe II près d'Elisabeth d'Angleterre : sa correspondance. 257.

MERCURIAN (le P. Everard) quatrième Général de l'Ordre. 220. — Ses travaux et sa mort. 237.

MEITERNICH (le prince de) ministre d'Autriche : ses dispositions à l'égard des Jésuites. 894.

MEZZABARBA (Ambroise) légat en Chine, introduit à Pékin par les Jésuites. 700. — Ses concessions sont annulées par Benoît XIV. 702.

MICHELET, Professeur du Collège de France. Ses attaques contre les Jésuites. 1026.

MIGUET (don) rappelle les Jésuites au Portugal. 979. — Il leur rend le collège de Coimbre.

980. — Il est vaincu par don Pédro. 982.

MILICE des Jésuites au Paraguay. 708. — Elle comprime la révolte des Espagnols contre le gouvernement. 711.

MINÉRALOGISTES Jésuites. 616.

MISSION de Brest troublée par l'émeute. 920.

MISSIONS d'Orient. 679, 998. — Jusqu'à quel point les missions étrangères sont propres à la Compagnie. 1001.

MOLÉ (Mathieu) procureur général au Parlement de Paris et ami du P. Coton, défend les Jésuites. 480 suiv.

MOLINA (le P. Louis) auteur du système des Molinistes. 337. — Son ouvrage sur la concorde de la grâce et du libre arbitre. 338.

MOLINISTES (les) et les Thomistes. 337. — Les Molinistes et les Jansénistes. 518.

MONCLAR (Ripert de) et son compte-rendu dans l'affaire des Jésuites. 774.

Monita Secreta : leur histoire. 462. — Les véritables *monita secreta*. 918.

MONOD (le Père) prisonnier de Richelieu. 483.

Monopole universitaire (le) et l'abbé des Garets. 1025.

MONTALTO (Albert de) Jésuite de cent vingt-six ans. 861.

MONTESQUIEU et le Paraguay. 434. — Il meurt assisté d'un Jésuite. 760.

MONTJUSTIN (le Père) forcé de recevoir une somme de cent mille francs, l'emploie à doter Pondichéry d'une église. 1005.

MONTLOSIER (le comte de) publie son *Mémoire à consulter*. 939.

MONTLUC (Jean de), évêque renégat de Valence, converti par un Jésuite. 233.

MONTMORENCY (le connétable Anne de) sollicité

par les Universitaires de perdre les Jésuites , écoute les deux partis , et se décide en faveur des derniers. 497.

MONTMORENCY (le P. Florent de) en Belgique. 475.

MONTMORENCY (le duc Henri de) décapité sous Richelieu. 484.

MONTROUËR , noviciat des Jésuites français sous la Restauration. 940.

Morale pratique des Jésuites , libelle janséniste condamné à Paris. 535.

MORALE relâchée des Jésuites. 600. — Est-elle immorale ? 4028.

MORS (le P. Henri) martyr en Angleterre. 500.

MORTON (Jacques comte de) régent d'Ecosse mis à mort. 259.

MULLER (Jean de) historien protestant : son opinion sur les fondateurs de la Compagnie. 424.

MUNOZ (Jean Grégoire) jeune Jésuite et frère de l'époux de la Régente d'Espagne , sauve ses confrères du massacre. 977.

MURR (Christophe de) , auteur protestant , recueille l'histoire des quatre derniers Jésuites embarqués pour la Chine avant la suppression. 824. — Autres récits du même auteur. 829.

MUZARELLI (le P. Alphonse) suit Pie VII dans sa captivité. 837.

N

NAPOLÉON BONAPARTE , empereur des Français : sa correspondance avec le Père Gruber. 853. — Sa campagne de Moscou et ses entretiens avec le Père Lange. 858. — Sa chute. 875. — Il a voulu envoyer des Jésuites en Perse. 885. — Haines de la Restauration contre l'empereur. 934 suiv. — Le P. Loricet l'a-t-il appelé marquis et lieutenant-général de Louis XVIII ? 936.

NAS (Jean) religieux et prédicateur à Innsbruck , déclame contre les Jésuites : son auditoire le déserte. 222.

NATAL (le Père) à la diète d'Augsbourg. 477.

NATIONAL (le) : ses aveux après la Révolution de juillet. 959.

NATURALISTES Jésuites. 836.

NEALE (le P. Léonard) meurt archevêque de Baltimore , et laisse six de ses frères dans la Compagnie. 989.

Nécrologe janséniste. 669.

NÉGOCE des Jésuites au Japon. 348. — A la Nouvelle-Grenade. 423. — Au Paraguay. 439. — A Séville. 457. — *Occulus mercatus Jesuitarum*. 474. — Accusations du capucin Norbert , puis l'abbé Platel. 741. — Quel négoce Philippe V leur permit au Paraguay. 742. — Commerce du Père de Lavalette à la Martinique. 764.

NEUVILLE (le P. Charles Frey de) prédicateur. 607.

NICKEL (le P. Goswin) dixième général de la Compagnie. 498. — Il annonce aux Provinces le rétablissement de l'Ordre à Venise. 507. — Sa vieillesse et sa mort. 543.

NICOLAÏ (le P. Laurent) envoyé par le Pape auprès de Jean III roi de Suède. 227.

NICOLAS I , prétendu empereur Jésuite au Paraguay. 739. — Le duc d'Albe s'en reconnaît l'inventeur. 782.

NICOLE publie les *Essais de Morale*. 535. — Sa mort. 654.

NITHARD (le Père) ministre en Espagne. 552. — Il est élevé au Cardinalat. 554.

NOAILLES (le cardinal de) archevêque de Paris , accepte la dédicace des *Réflexions morales* de Quesnel , et se trouve ainsi engagé dans le Jansénisme. 654. — Il autorise la destruction de Port-Royal-des-Champs. 657. — Il interdit les Jésuites. 661 , 671. — Sa résistance à la bulle *Unigenitus*. 663 , 667. — Il refuse les pouvoirs au confesseur de Louis XV. 674. — Il souscrit enfin à la bulle. 675.

NOBILI (le P. Robert de) célèbre missionnaire Saniassis au Maduré : ses travaux et sa mort. 420.

NOBREGA. (le P. Emmanuel) Provincial au Brésil. 159.

NOBUNAUGA , empereur du Japon. 218 , 319. — Sa grandeur et sa mort. 320.

NOLHAC (le P. Antoine) à la glacière d'Avignon. 831.

NOÛET (le P. Jacques) attaque les Jansénistes ; sa rétractation à l'égard des évêques. 519.

NOVICIAT de Jésuites , établi à la campagne dans un cas exceptionnel. 891.

NOVELLE (Charles de) douzième général de la Compagnie. 648. — Son esprit conciliateur dans l'affaire de la Régale. 631. — Ses difficultés avec les rois de France et d'Espagne. 651. — Sa mort. 648.

NUGNEZ (le P. Melchior) pénètre en Chine. 163.

NUGNEZ BARETTO (le Père) au Japon. 158. — Il est sacré Patriarche d'Ethiopie. 160. — Il meurt à Goa. 161.

O

OATES (Titus) à force d'intrigues et d'impositions , fait condamner les Pères et les lords catholiques sous Charles II d'Angleterre. 561 suiv.

OBÉISSANCE des Jésuites dans ce qui est contraire aux lois de leur pays. 632. — Aux missions de l'Uruguay. 738. — Au bref de suppression. 821.

OBSEVATOIRES créés par les Jésuites. 647.

O'CALLAN (Dominique) ancien officier , frère coadjuteur Jésuite , mis à mort par les Anglais. 265.

OCCHIO réformateur des Franciscains, puis hérésiarque. 50, 240.

O'CONNELL (Daniel) et les Jésuites irlandais. 900.

ODESCALCHI, Cardinal vicaire pendant le choléra. 968. — Il entre au Noviciat à Vérone et meurt Jésuite. 970.

OGILBY (le P. John) arrêté en Ecosse : son interrogatoire et son supplice. 383.

OGILBY (le P. William) en Ecosse. 264.

OLDCORNE (le Père) en Angleterre lors de la conspiration des poudres. 377.

OLIER (Jean Jacques) institue les Sulpiciens. 488. — Il signale son zèle contre le Jansénisme. 522.

OLIVA (Jean Paul) élu vicaire-général de la Compagnie avec droit de succession, puis onzième Général. 543. — Il ordonne aux Pères de Grenoble de se soumettre à l'évêque. 538. — Sa lettre inédite au Provincial de Portugal pour défendre à un Père de siéger aux Cortès. 548. — Sa mort. 648.

ORATEURS. Voyez *Prédicateurs*.

ORGANTINI (le Père) au Japon. 320. — Il y fonde un hospice d'enfants trouvés : sa mort. 328.

ORLÉANS (le P. Joseph d') et le duc d'Orléans. 611.

OSIUS (le cardinal Stanislas) évêque de Warmie, légat du Saint-Siège à Vienne, se fait accompagner par Canisius. 460. — Il félicite Borgia de son élection au généralat. 468.

OSSAT (le cardinal d') ministre d'Henri IV à Rome : sa lettre au secrétaire d'Etat Villeroi. 344.

OTHON, roi de Grèce, encourage les Jésuites de Syra. 998.

OUTREMAN (le P. Philippe d') raconte les courses d'Anchieta au Brésil. 211.

OVEDO (le P. André) et le roi d'Abyssinie. 160. — Sa mort. 332.

P

PACCA (le cardinal) décrit les résultats de la destruction des Jésuites en Allemagne. 825. — Il raconte les circonstances de leur rétablissement à Rome. 860. — Ses entretiens avec Pie VII à ce sujet. 886.

PACCANARI (Nicolas) et les Paccanaristes. 854. — Ils abandonnent leur chef et entrent dans la Compagnie de Jésus. 855.

PAËZ (le P. Pierre) en Ethiopie. 332. — Il découvre la source du Nil. 618.

PALAPOX (don Juan de) évêque d'Angelopolis : ses démêlés avec les Jésuites. 450, 538. — Pourquoi il ne fut pas canonisé. 540.

PALLAVICINI (le cardinal Sfortia) philosophe. 603. — Il écrit en italien l'histoire du Concile de Trente. 609.

PALLUCCI (le marquis de) gouverneur de Riga : sa lettre au P. Coince. 883.

PALMIO (le P. Benoît) à Venise. 430. — Assistant d'Italie, il partage avec Manare la confiance du Général Mercurian. 237. — On l'accuse d'avoir conseillé d'assassiner Elisabeth d'Angleterre. 262.

PANIZONT (le Père) travaille à Parme à la dilata-tion de la Compagnie renaissante : sa lettre à Paccanari. 855.

PARDAMER (le Père) à Vienne : calomnies sur son compte. 804. — Son hospice d'orphelins militaires. 826.

PARLEMENT (le) anglais sous Charles I^{er}. 500.

PARLEMENT (le) de Paris s'oppose à l'introduction de la Compagnie de Jésus en France. 405, 432. — Son adhésion conditionnelle à la volonté du Roi. 433. — Il entérine l'acte de Poissy qui admet les Jésuites par forme de collége. 444. — Sa doctrine sur le tyrannicide. 299. Sous Henri IV il s'occupe de nouveau des Jésuites. 314. — Arrêt de leur expulsion, pillage de leurs biens. 314. — Il poursuit les Jésuites pros-crits 343. — Il est en opposition avec les Parle-ments de province. 344. — Ses remontrances à Henri IV. 347. — Il finit par obéir. 351. — Il accuse les Jésuites du crime de Ravallac, et condamne au feu les livres de Mariana et de Suarez. 394. — Il condamne différents opus-cules de Jésuites étrangers qui attaquent Riche-lieu. 480. — Il supprime l'*histoire de la Com-pagnie* de Jouvençy. 667. — Il est saisi de la banqueroute de Lavalette. 766. — Il condamne les Jésuites et fait examiner leur Institut. 769. — Ses arrêts. 770. — Arrêt de destruction de la Compagnie. 777.

PARLEMENTS en France. Leur origine, leur au-torité. 404. — Ceux de province dans la destruction des Jésuites. 774.

PARR (William) auteur d'un complot pour faire accuser les Jésuites de haute trahison, se rend lui-même coupable de ce crime. 262.

PARRENIN (le Père Dominique) arrive en Chine. 696. — L'Empereur l'affectionne. 699. — Sa mort. 704.

PARSONS (le P. Robert). Missionnaire en Angle-terre. 247 suiv. — Sa lettre sur le martyre du P. Campian. 258. — Il envoie des Pères en Ecosse. 259. — Il réfute l'ouvrage de Cécill. 260. — Il réconcilie Philippe II avec Aquaviva 272.

PASCAL écrit les Provinciales. 525. — Elles sont condamnées. 532.

PASQUIER (Etienne) avocat au Parlement de Paris et adversaire des Jésuites. 446. — Il fait parler les morts. 487. — Son plaidoyer contre les Jésuites de Paris. 497. — Les Ligueurs de la Compagnie. 304. — Il s'était d'un témoignage anonyme. 310.

PASQUIER (le duc) chancelier de France, fait

l'éloge du P. de Ravignan à l'académie française. 4028.

PASSERAT (Jean) professeur d'éloquence à Paris 312.

PASSERAT (le Père) Vice-Général des Rédemptoristes : sa lettre au P. Nisard sur le choléra eu Gallicie. 892.

PASSONEI (le Cardinal Dominique) adversaire des Jésuites sous Benoît XIV. 740.

PAUL III approuve le livre des Exercices Spirituels. 42. — Situation de la cour de Rome et de la Catholicité sous son Pontificat. 45. — Sa bulle de fondation de l'Institut. 49.

PAUL IV, ancien adversaire de la Société, veut faire Laynès cardinal. 442. — Il soumet les constitutions d'Ignace à un nouvel examen. 421. — Il veut modifier l'Institut. 422. — Ses neveux sont condamnés à mort et assistés par des Jésuites. 428.

PAUL V prend part aux congrégations *De auxiliis*. 340. — Il lance l'interdit contre la république de Venise. 384. — Il approuve l'élection de Vitelleschi. 399. — Sa mort. 494.

PAUL I empereur de Russie prend les Jésuites sous sa protection. 852. — Il favorise l'élection de Pie VII, et lui demande aussitôt un bref d'approbation de l'Institut. 853. — Le Pape l'accorde ; l'Empereur est assassiné. 854.

PAZMANZ (le P. Fierre) missionnaire en Hongrie, puis archevêque et cardinal. 464.

PÉCHÉ PHILOSOPHIQUE (doctrine du) condamnée à Rome. 652.

PÉDRO (don) infant, régent, puis roi de Portugal. 545 suiv.

PÉDRO (don) ex-empereur du Brésil, s'empare du Portugal. 981. — Il tâche d'attirer les Jésuites dans son parti. 982. — Il les chasse. 983.

PEINTRES Jésuites. 616.

PELLETIER (le Père) combat les Calvinistes et fonde des collèges en France. 135. — Sa mort. 147.

PELLICO (Silvio) estime les Jésuites : il répudie la dédicace du réfugié. Gioberti. 1056.

PÉPÉ (le Père Côme) réconcilie les Siciliens de Castro-Nuovo. 496.

PÉPÉ (le Père François) orateur des Lazzaroni. 826.

PÉREFFIXE (Hardouin de) archevêque de Paris, et les religieuses de Port-Royal. 532.

PÉTERS DE LA FOI (les), se réunissent à la Compagnie renaissante en Belgique. 901. — En France. 941. — Leurs relations avec Portalis, ministre de l'Empire. 913.

PERPININ (le Père) professeur à l'Université de Paris 197.

PERRIN, prêtre des Missions étrangères, succède aux Jésuites supprimés dans les Indes : son témoignage à leur égard. 827.

PERRONS (le Père, théologien à Rome. 1058.

PETAU (le Père) lutte contre Arnauld. 549. — Son érudition et ses ouvrages. 600.

PETERS (le Père Edouard) confident de Jacques II d'Angleterre. 567. — Torts qu'il a faits à la cause des Stuarts en acceptant une dignité politique. 570.

PETRUCCI (le Père Mariano) nommé Vicaire-Général après la mort de Bzrozowski. 878. — Il fixe la congrégation générale : ses intrigues pour modifier les Constitutions. 888. — Il est frappé de déchéance. 889.

PEYRONNET (le comte de) résume la situation faite aux Jésuites sous la Restauration. 957.

PHAILKON (Constance) visir du roi de Siam, envoie une ambassade à Louis XIV. 689. — Sa mort. 690.

PHILIPPE II, roi d'Espagne, défend aux Jésuites d'aller à Rome se choisir un chef. 424. — Sa conduite envers François de Borgia. 427, 485. — Envers son fils don Carlos. 485. — Il entre dans la coalition de Pie V contre le Turc. 486. — Il est odieux aux Belges. 204. — Il demande à Borgia des Missionnaires pour la Floride. 242. — Pour le Pérou. 244. — Il épouse Marie Tudor. 241. — Ses luttes contre Elisabeth : l'invincible Armada. 265. — Il fait la conquête du Portugal. 270. — On l'excite à modifier l'Institut des Jésuites : Parsons l'apaise. 272. — Il accorde aux Pères le droit de posséder en Belgique. 288. — Ses intrigues en France pour empêcher Henri IV d'arriver au trône. 307. — Il reçoit à Madrid l'ambassade Japonaise. 324. — Il défend aux Missionnaires non-jésuites de se rendre au Japon. 324. — Sa mort. 337.

PHILIPPE III entre dans un complot pour faire prisonnier Aquaviva. 337. — Il fait la paix avec Jacques I d'Angleterre sans rien stipuler en faveur des catholiques. 368. — Il protège les Missions du Paraguay. 437. — Sa mort. 457.

PHILIPPE IV favorise les Pères. 457. — Il permet l'usage des armes à feu dans les Réductions du Paraguay. 440, 448. — Il perd le Portugal. 459. — Sa lettre à don Palafox. 540. — Sa mort. 552.

PHILIPPE V, petit-fils de Louis XIV. 675. — Ses désirs d'abdication. 677. — Les Jésuites du Paraguay lui sont fidèles. 709. — Il favorise le développement des Réductions. 742. — Son décret en faveur de l'administration des Réductions. 742.

PHILIPPE d'Orléans, et le jubilé séculaire. 665. — Régent de France après la mort de Louis XIV, il s'appuie sur les Jansénistes. 668. — Il soutient les collèges des Jésuites. 670. — Il se rapproche d'eux. 672. — Il fait enregistrer au Parlement la bulle *Unigenitus*. 673.

PHILOSOPHES Jésuites. 602. 1058.

PICCOLOMINI (le P. François) huitième Général de la Compagnie. 498

PIE IV fait l'éloge du Collège Romain dans un bref à Philippe II d'Espagne. 444 — Il fait exécuter la sentence rendue contre les neveux de Paul IV. 428. — Il intervient en faveur des

Jésuites de Venise. 430. — Il accorde différents privilèges aux Jésuites. 431. — Il soupçonne les Jésuites d'attirer dans leur ordre son neveu, S. Charles Borromée. 453. — Laynès l'apaise. 455. — Il adresse un bref à l'empereur Maximilien pour justifier les Jésuites accusés de crime contre nature. *Ibid.* — Il leur confie le Séminaire Romain. 456. — Il approuve l'élection de Borgia. 468. — Il meurt. 469.

PIE V (saint) élu Pape; son caractère. 469. — Il veut assujettir les Jésuites au chœur et à la Profession solennelle. 472. — Il les charge de la Pénitencerie de Rome. 475. — Il envoie Borgia et son neveu pour négocier une croisade contre les Turcs. 476. — Il interdit les combats de taureaux à Cordoue. 485. — Bataille de Lépante gagnée par ses efforts. 486. — Il désire allier Don Sébastien de Portugal à une Princesse de France. 490. — Il aide Charles IX à combattre les Huguenots. 204. — Sa mort. 207. — Sa bulle contre Elisabeth d'Angleterre. 243.

PIE VI, Pape : son élection. 819. — Il envoie quatre anciens Jésuites à Cayenne. 829. — Son adhésion secrète à la conservation de la Compagnie en Russie. 848. — Il l'approuve verbalement. 851. — Sa captivité partagée par un Jésuite, et sa mort. 852.

PIE VII, Pape : son élection. 853. — Son bref de rétablissement de la Compagnie de Jésus en Russie. 854. — Autre bref pour les Deux-Siciles. 856. — Sa captivité et sa délivrance. 859. — Il rétablit la Compagnie dans tout l'univers. 860. — Il blâme l'archevêque de Mohilow d'avoir approuvé la Société biblique. 873. — Sa fermeté déjoue l'intrigue ourdie pour modifier l'Institut dans la Congrégation générale. 888. — Sa mort. 963. — Il encourage Ferdinand VII à rétablir les Jésuites en Espagne. 974.

PIE VIII, Pape, et les Jésuites. 965. — Il promulgue au Gesù le décret de canonisation de S. Alphonse de Liguori : sa mort. 966.

PIERRE LE GRAND, empereur de Russie, bannit les Jésuites. 647.

PIERRE MARTYR confondu par Laynès au colloque de Poissy. 137.

PIGENAT (le P. Odon,) Jésuite Liguier. 303 suiv.

PIGNATELLI (le P. Joseph) et son frère exilés d'Espagne avec les autres Jésuites. 786. — Il est nommé Provincial de la Compagnie rétablie dans les Deux-Siciles. 857. — Les Pères de Naples se dispersent à l'approche des armées françaises. 858. — Mort de Pignatelli. 859.

PIRON, élève des Jésuites, n'a jamais fait d'épigramme contre eux. 575.

PLACHY (le P. Georges) reçoit une couronne murale et des remerciements de l'empereur pour sa coopération à la défense de Prague assiégée par les Suédois. 473.

PLANCHET (le Père) missionnaire à Beyrouth. 999.

PLOWDEN (le P. Charles) érige un noviciat en Angleterre. 896. — Sa mort. 897.

POINT (le P. Nicolas) missionnaire aux Montagnes-Rochieuses. 995.

POISSON (le Père) contribue à faire conclure un traité entre la Chine et la République française. 829.

POLANQUE (le P. Jean) secrétaire de la Compagnie sous Laynès et Borgia. 468. — Vicaire-général. 219.

POLIGNAC (le ministère) et les Jésuites. 957. Politiques des Jésuites en Portugal. 981.

POMBAL (Sébastien Carvalho, marquis de) ministre à Lisbonne. 735. — Son plan contre la Compagnie de Jésus. 737. — Il calomnie les Missionnaires du Paraguay. 739. — Il accuse les Jésuites auprès du Pape d'avoir dévié de leur Institut. 742. — Il veut protestantiser le Portugal. 743. — Il éloigne de la cour les confesseurs du roi et des princes. 744. — Ses intrigues et ses violences. 746. — Il fait mettre à mort les personnages les plus illustres du royaume. 747. — Il fait fabriquer un bref pour l'expulsion des Jésuites. 749. — Il les fait jeter en masse au rivage romain. 750. — Il emprisonne ceux qui restent. 752. — Réparation que sa petite-fille fait aux Pères. 980.

POMPADOUR (la marquise de) veut en vain se faire absoudre par un Jésuite. 761. — Sa note confidentielle au Pape. 762.

POND (Thomas) de courtisan se fait Jésuite : il passe trente ans dans les cachots d'Elisabeth. 248.

PORTALIS (le comte) ministre de Napoléon ; ami des Pères de la Foi. 913. — Il conseille à l'empereur de favoriser les Missions. 919.

PORTILLO (le P. Jérôme) au Pérou. 214. — Des plaintes sur son administration intérieure le font révoquer. 215.

PORT-ROYAL-DES-CHAMPS et Port-Royal de Paris. 513. — Les premiers solitaires de Port-Royal. 515. — Dispersion des religieuses et des solitaires. 533. — Suppression de Port-Royal-des-Champs. 656. — La charrue et les miracles aux tombeaux des Solitaires. 657.

POSSEVIN (le P. Antoine) à Lyon. 447. — Sa jeunesse, ses travaux en Savoie. 448. — Il présente à Charles IX un mémoire sur la liberté d'enseignement, et empêche l'introduction en Espagne des livres hérétiques. 496. Il fait sa profession à Rome. 200. — Il fait adopter le Concile de Trente à Besançon. 201. — Il est envoyé en Suède comme légat du Saint-Siège et ambassadeur de l'Impératrice. 227. — Il reçoit l'abjuration du roi. 228. — Il se rend à Rome pour discuter les conditions du retour de la Suède à l'unité. 229. — Le Pape le nomme vicaire apostolique dans toutes les contrées du nord. 230. — Ses travaux en Suède. 231. — Il est nommé légat en Russie. 232. — Son entrée en Russie comme médiateur entre le czar et le roi de Pologne. 278. — Il négocie la paix. 280. —

Honneurs qu'on lui rend à Moscou. 284. — Il entreprend en vain de réunir l'église grecque à la communion Romaine. 282. — Il obtient du Czar des concessions en faveur des catholiques. 283. — Il est nommé médiateur entre l'empereur Rodolphe et le roi Bathori; Aquaviva le rappelle. 284. — Il désobéit à Clément VIII pour réconcilier Henri IV avec le Saint-Siège. 308. — Sa mort à Ferrare. 284. Ses ouvrages. 593.

POSTEL (Guillaume) entre dans la Compagnie et en sort. 52.

POTENKIN (le prince) favorise les Jésuites conservés en Russie. 849.

POTOR (le Père Nicolas-Marie) à Metz : sa vie agitée et sa sainte mort. 4019.

POTTER (E. de) met à nu le despotisme de Guillaume I en Belgique. 904.

PRÉDICATEURS Jésuites. 605, 829, 1020, 1059.

PRÊTRE-JEAN (le) ou le souverain de l'Abyssinie. 460.

PRIVILÈGES des Jésuites. 44.

PROBABILISME et probabilitisme. 529. — Le général Thyse Gonzales combat le probabilisme soutenu par la plupart des membres de l'Ordre. 648.

PROCESSÉ de M. Legrand-Masse pour Saint-Acheul. 930.

PRZEBOROWSKI (le Père, confesseur de Sobieski roi de Pologne. 555.

PUSÉYME et puséystes en Angleterre. 898.

QUÉLEN (Hyacinthe de) archevêque de Paris, et la commission d'enquête sur les écoles ecclésiastiques. 946.



QUESNEL compare les Jésuites aux sauterelles. 66. — Il mutilé un texte de Sacchini pour calomnier le P. Ribéra. 154. — Il tronque Sacchini pour accuser les Jésuites d'avarice. 206. — Son éloquente tirade sur le commerce et les richesses des Jésuites. 458. — Il succède au grand Arnould et publie ses *Réflexions morales*. 654. — Il est arrêté à Malines et convaincu de complot. 655. — Son ouvrage est condamné par la Bulle *Unigenitus*. 662. — Sa rébellion contre ce jugement. 677.

QUINDENIA (affaire des) portugais. 677.

QUINET, professeur au collège de France, attaque systématiquement la Compagnie de Jésus. 1027.

QUINQUINA découvert et propagé par les Jésuites. 619.



RABARDEAU (le Père) seconde les projets ambitieux de Richelieu. 487.

RACZYNSKI (le Prince) archevêque de Gnesen et primat de Pologne, redevient Jésuite après le rétablissement de l'Ordre. 891.

RADICAUX SUISSES : leur tactique contre les Jésuites. 906. — Ils veulent les chasser du Valais : combat du Trient. 4010. — Leurs intrigues et leurs violences pour empêcher le rétablissement de la Compagnie à Lucerne. 4014 suiv.

RANKE (Léopold) historien protestant, professeur à l'Université de Berlin, caractérise l'Institut des Jésuites. 34. — Son opinion sur l'enseignement des Jésuites. 145. — Il constate leurs succès en Pologne et en Allemagne. 285. — Au Mogol. 331. — Son jugement sur le Pazmany. 464. — Son erreur relativement à la portée de la bulle *Unigenitus*. 662. — Son opinion sur la destruction des Jésuites. 759, 783. — Résultats de cette destruction en Allemagne. 825.

RANTZAW (le maréchal de) abjure le Protestantisme entre les mains des Jésuites. 487.

Ratio Studiorum (le) composé par Aquaviva. 269, 578 suiv. — Les Congrégations générales en décrètent la révision. 889, 965. — Elle est exécutée par une commission. 1047.

RAVIGNAN (le P. Xavier de) : Son éloquence ; son ouvrage sur l'Institut des Jésuites. 4029. — Son talent oratoire. 4058.

RAYNAL loue l'obéissance religieuse. 34. — Son admiration pour les missions du Paraguay. 439, 441.

RAYNAUD (le P. Théophile) refuse d'écrire contre les adversaires de Richelieu. 483. — Son attachement à sa vocation lui fait refuser l'épiscopat et les richesses. 484.

RÉDUCTIONS au Canada. 427, 724. — Au Paraguay. 436 suiv. 707 suiv. — Destruction des sept Réductions de l'Uruguay. 737. — Réduction de Sainte-Marie aux Montagnes-Rocheuses. 995.

RÉGALT (affaire de la) sous Louis XIV. 630.

RÉGICIDE (doctrine du) 296. — Elle a été soutenue par l'Université de France. 298. — Par les Parlements. 299. — Par les jurisconsultes français. 300. — Par quatorze Jésuites seulement tous étrangers à la France. Ibid. — Par les chefs du protestantisme. 302. Les Jésuites accusés d'avoir provoqué le régicide en Angleterre. 501.

RÉGINALD (le P. Valère) ami de S. François de Sales. 234.

RÉGIS (Saint Jean-François) : ses Missions, ses vertus et sa mort. 504.

RELIGIEUSES établies par les Jésuites au Canada. 427.

REQUESENS (Louis de) gouverneur des Pays-Bas. 223.

RETRAITES ECCLÉSIASTIQUES en France. 1020.

RETZ (François) quinzième Général de la Compagnie, gouverne et meurt dans un temps de calme. 792.

RNODES (le P. Alexandre de) fonde la Congrégation des Missions étrangères à Paris. 1457. — Ses travaux au Tong-King, en Cochinchine et en Perse ; sa mort. 449 suiv.

RIBADENEIRA (le Père) ancien compagnon d'f-

gnace, défend l'Institut contre quelques perturbateurs qui veulent le faire modifier. 235.

RIBERA (le P. J. B.) confesseur de S. Charles Borromée, est fausement accusé de crimes contre nature. 134.

RICCI (Laurent) dix-huitième Général des Jésuites. 37. — Son élection et son caractère. 793. — Son mémoire à Clément XIII sur les mesures prises contre les Jésuites de Portugal. 745. — Il fait élever Ganganelli au Cardinalat. 799. — Clément XIV refuse de le recevoir. 800. — Il est transféré au château Saint-Ange avec ses Assistants. 815. — A-t-il dit au Pape les mots : *sint ut sunt* etc ? 816. — Ses lettres les plus compromettantes. 819. — Son testament et sa mort. 820.

RICCI (le P. Matthieu) premier missionnaire en Chine : ses travaux et sa mort. 408 suiv.

RICHARDOT (le Père) l'ami des soldats français au retour de la campagne de Moscou. 858. — Ses instructions aux Missionnaires de France. 978. — Il interdit les controverses publiques sur le système de La Mennais. 923. — Sa lettre de remerciement à l'abbé Haüy qui se charge d'instruire les jeunes Jésuites. 1047.

RICHETIEX harangue Louis XIII aux états-généraux. 394. — Il arrive au pouvoir, son caractère, son estime pour les Jésuites. 479. — Il soudoie les Protestants d'Allemagne. 467. — Son alliance pécuniaire avec Gustave-Adolphe. 469. — Il soupçonne les Jésuites de contrarier ses plans. 480. — Il apaise l'orage qu'il a soulevé contre eux. 481. — Il se rend à leur Maison Professe avec le roi et toute la cour. 482. — Il fait exiler la Reine-Mère et condamner à mort plusieurs grands personnages. 484. — Il prétend régenter le Saint-Siège et aspire au patriarcat. 486. — Sa mort. 487.

RICHOME (le P. Louis) Provincial de Lyon, prie Henri IV de ne point élever de Jésuites aux dignités de l'Eglise. 356.

RICHER (Edmond) : ses opinions dominant dans l'université de Paris. 481.

RICHESSES des Jésuites : au Paraguay. 449, 739. — En Allemagne. 469. — En France. 479. — On les condamne à restituer huit millions. 755. — Leur fortune en France à la suppression. 777. — On les dépouille à Rome. 804. — Les millions des Pères français sous la restauration. 938.

RISTON (le P. Edouard) et son Journal de la Tour de Londres. 261.

RITES MALABARES : difficultés qu'ils soulèvent.

ROBE-NOIRE, signification de ce nom. 722. — Les sauvages et les nègres demandent des robes-noires aux gouvernements. 989.

ROBERTSON et les missions du Paraguay. 433.

ROBINET (le Père) confesseur de Philippe V roi d'Espagne, ennemi juré des abus. 675.

RODOLPHE, empereur d'Allemagne, choisit Possevin comme médiateur dans ses différends avec le roi de Pologne. 284.

RODRIGUEZ (le bienheureux Alphonse). 417.

RODRIGUEZ (le P. Christophe) et les galériens à Malaga. 483.

RODRIGUEZ (Simon) s'engage avec Loyola. 43. — Il établit la Compagnie en Portugal. 56. — S. Ignace le retire du gouvernement de sa province. 100. — Ses dernières années. 182.

ROLLAND d'ERCEVILLE (le Président) dépouillé par les Jansénistes, après avoir sacrifié sa fortune à faire détruire les Jésuites. 773.

ROLLIN compromis comme janséniste : le P. Lachaise se porte caution pour lui. 655.

RONSIX (le Père) convertit le duc et la duchesse d'Anhalt-Koethen. 908. — Il dirige la Congrégation à Paris. 927. — On lui prête un pouvoir extraordinaire. 929. — Il se retire. 932.

ROOTHAAN (Jean) vingt-unième Général des Jésuites, entre dans la Compagnie en Russie. 856, 966. — Ses missions dans le Valais. 907. — Il est nommé supérieur de la Maison des Provinces à Turin. 961. — Il est élu Général. 965. — Son caractère. 966. — Son encyclique *De amore Societatis et Instituti nostri*. 918. — Il confirme le décret du P. Fortis relativement aux doctrines de La Mennais. 924. — Son encyclique pour l'année séculaire. 971. — Sur les missions d'au-delà des mers. 1001. — Ses instructions aux Pères chargés de l'éducation du duc de Bordeaux. 1016. — Il engage les Pères de France à céder à l'orage et à fermer ou diminuer quelques maisons. 1044. — Il adresse aux Provinces la nouvelle édition du *Ratio studiorum*. 1049.

ROSAS, dictateur de la république argentine, décrète le rétablissement des Jésuites. 1002. — Il les fait sortir de Buenos-Ayres parce qu'ils refusent de servir sa politique. 1003.

ROSSI (le comte) ambassadeur de France à Rome, n'y peut rien en faveur des Radicaux Suisses. 1014. — Ses antécédents ; sa mission à Rome, accueil qu'il y reçoit. 1034. — Sa politique ; ses agents prêtres. 1035. — Il présente son Memorandum, on n'y répond pas. 1036. — Ses menaces et ses promesses. 1037. — Ses prières. 1040. — Note du *Moniteur*. 1042. — M. Rossi la dément officieusement à Rome. 1043.

ROUSSEAU (Jean-Jacques) refuse d'écrire contre les Jésuites. 760.

ROYER-COLLARD et le P. de Ravignan. 1031.

ROZAVEN (le Père) réfute les attaques contre les Jésuites russes. 877. — Ses avis aux Pères Polonais en route pour Rome. 888. — Ses lettres sur le système de La Mennais. 922. — Ses conférences avec l'abbé de La Mennais à Rome. 923. — Il annonce aux Pères français les bonnes dispositions de Léon XII pour la Compagnie. 963. — Il reçoit au Noviciat le comte Szczytt. 965. — Il écrit aux supérieurs de Paris qu'ils ne peuvent faire de concessions au gouvernement qu'avec la réserve de leurs droits. 1042. — Sa lettre au Provincial de France sur l'étude de la logique. 1046.

RUBINI (le P. Antoine) missionnaire en Orient et martyr au Japon. 407.

RUTZ DE MONTROYA (le P. Antoine) au Paraguay. 438.

S

SA (le P. Emmanuel) théologien. 398.

SACR (le Père de) refuse l'absolution à la marquise de Pompadour. 764.

SAINT-CYRAN (l'abbé de) principal promoteur du jansénisme. 512. — Richelieu l'enferme au donjon de Vincennes. 516. — Il lance Arnauld dans la lice. 518. — Sa mort. 520.

SAINT-BEUVE : son opinion sur les privilèges des réguliers en Angleterre. 538.

SAINT-LÉGER (le Père) établit la Compagnie à Calcutta et y ouvre un collège. 999.

SAINT-MARC-GIRARDIN, l'un des chefs de l'université de France, déclare à la Chambre des députés que personne n'a peur des Jésuites. 4022.

SAINT-PRIEST (le chevalier de) ambassadeur de Louis XV à Constantinople : son mémoire au gouvernement français. 432.

SAINT-PRIEST (le comte Alexis de) suppose à tort l'existence d'un tiers-ordre de la Compagnie. 735. — Son erreur en parlant de l'assemblée du clergé de France sous Louis XV. 774. — Il dénature le récit de l'arrivée à Civita-Vecchia des Jésuites exilés d'Espagne. 788.

SAINTS de la Compagnie de Jésus. 825.

SAINT-SIMON (le duc de), ses mémoires. 657. — Ses relations avec le P. Sanadon. 665.

SALDANHA (le cardinal) nommé par Benoît XIV visiteur des maisons de la Compagnie en Portugal. 743. — Il exerce des pouvoirs périmés. 744. — Il cherche à séduire les jeunes Jésuites. 751.

SALERNO (le P. Jean) à la cour de Saxe, convertit le prince héréditaire, et lui fait épouser une archiduchesse d'Autriche. 646. — Il est élevé au cardinalat. 647.

SALMERON (Alphonse) s'engage avec Loyola. 43. — Sa légation en Irlande. 47. — Ses travaux à Modène. 50. — Il est nommé théologien du Saint-Siège au Concile de Trente. 85. — Il est successivement prédicateur de Pie V et Provincial de Naples. 471. — Sa mort. 269. — Ses ouvrages. 592.

SAMMIER (Henri) Jésuite Ligueur. 293. — Aquaviva l'exile à Liège. 294.

SANCHEZ (le P. Pierre) à Mexico. 215.

SANTA-ANNA (le général) rappelle les Jésuites au Mexique. 998.

SANTARELLI (le Père) publie à Rome un livre que le Parlement de Paris condamne au feu. 480.

SANVITORES (le Père) missionnaire et martyr aux îles Mariannes. 687.

SARBIEWSKI (le Père) retouche les hymnes du Bréviaire Romain. 6.0.

SARPI. Voyez *Fra-Paolo*.

SCAVINGER (la fille de) instrument de torture d'Elisabeth d'Angleterre. 259.

SCDALL (le P. Adam) mathématicien et missionnaire en Chine : ses travaux et sa mort. 412 suiv.

SCHENLMACHER (le Père) controversiste, ramène les Protestants d'Alsace à la foi catholique. 639.

SCHLOSSER, professeur d'histoire à Heidelberg : son opinion sur la destruction des Jésuites en France. 758.

SCHOELL, historien protestant : son opinion sur Campian. 258. — Sur Sully. 346. — Reproche qu'il adresse aux Jésuites du Paraguay. 741. — Son opinion sur la destruction de l'Ordre en France. 759, 778. — En Espagne. 783. — Sur le bref de suppression. 805.

SCHOMBURG (le maréchal de) en Portugal. 544. suiv.

SCIOPIUS, adversaire des Jésuites, conseille au Pape d'appliquer les biens des couvents supprimés d'Allemagne à la fondation des collèges de la Compagnie. 468.

SÉBASTIEN, roi de Portugal, élevé par le P. Gonzalves de Camera. 426, 487. — Négociations pour son mariage. 489. — Ses expéditions en Afrique. 491.

SECCHI (le Père) philologue et antiquaire. 4059.

SEGNERI (le P. Paul) prédicateur italien. 605. — Ses opinions théologiques opposées à celles de son Général. 792.

SÉGUIER, (Antoine) avocat-général au Parlement de Paris, en butte aux sarcasmes universitaires. 344.

SÉGUIER, (Pierre) président au Parlement de Paris. 344, 345.

SÉGURA, (le Père) et ses compagnons prêchent la foi dans la Floride : tous sont massacrés par les indigènes. 212.

SEIZE, (le Conseil des) pendant les troubles de la Ligue. 295 suiv.

SERVIN, (Louis) avocat-général au Parlement de Paris, accuse le P. Eudémon Joannès. 480. — Il tombe frappé d'apoplexie en prenant la parole contre les Pères. 481.

SESMAISONS, (le Père de) attaqué par Arnauld. 519.

SÈZE, (le comte de) défenseur de Louis XVI, à Saint-Acheul. 937.

SHAFTESBURY (lord) ministre de Charles II d'Angleterre. 563 suiv.

SHERWIN (Rodolphe) missionnaire en Angleterre, tombe au pouvoir d'Elisabeth. 255. — Son martyre. 257.

SICARD (le P. Claude) savant et missionnaire en Egypte. 683.

SIESZTENCZEWICZ (Stanislas) archevêque de Mohilow, reçoit de Rome des pouvoirs illimités sur les Réguliers de la Russie. 846. — Il s'en sert pour autoriser l'érection d'un Noviciat de

Jésuites après la suppression. 847. — Il veut être reconnu chef de l'Ordre en Russie. 849. — Il approuve l'élection du P. Czerniewicz. 850. — Il protège la société biblique de Londres. 873.

SIGISMOND, roi de Pologne, et Canisius. 151. — Les Jésuites l'empêchent de répudier la reine : sa mort. 180.

SIGISMOND, fils de Jean III de Suède, reste catholique malgré son père. 231. — Il est appelé au trône de Pologne. 285.

SILVERIA (le P. Gonzalve) chez les Cafres et au Monomotapa. 162.

SIMPSON (le P. Louis) Provincial en France : ses instructions aux Pères. 917.

SINEO DELLA TORRE (le Père Joseph) s'agrége à la Société avec quatre confrères dans le Valais, et se fait estimer de l'université impériale de France. 905. — Il accepte les collèges de Brig et de Fribourg. 906. — Il est nommé Provincial d'Italie. 887.

SIRMOND (le P. Jacques) confesseur de Louis XIII. 486. — Son érudition et ses ouvrages. 598.

SIMONDI (Simonde de) apprécie la conduite de Choiseul dans la destruction des Jésuites. 768. — Ce qu'il dit de celle du Parlement. 770. — Son récit de l'arrivée à Civita-Vecchia des Jésuites exilés d'Espagne. 788.

SIXTE-QUINT succède à Grégoire XIII. 269. — Bulle supposée de ce Pape pour l'érection de l'université de Pont-à-Mousson. 234. — Il est auteur de la bulle de Pie V contre Elisabeth d'Angleterre. 243. — Sa conduite à l'égard de cette reine. 263. — Son portrait. 270. — Il protège les Jésuites contre l'Inquisition d'Espagne. 272. — Il veut réformer leur Institut. 273. — Il fait mettre à l'Index un ouvrage de Bellarmin. 275. — Il approuve la doctrine de Lessius. 289. — Il favorise la Ligue. 293 suiv. — Il s'en détache à la mort de Henri III. 304. — Il congédie les ambassadeurs du Japon reçus par son prédécesseur. 321. — Sa mort. 275.

SMITH (Richard), Vicaire apostolique en Angleterre, dispute aux Jésuites leurs privilèges. 538.

SOANEN, évêque de Sénez, déposé comme janséniste. 675.

SOBIESKI (Jean) roi de Pologne : gloire de son règne ; part qui en revient aux Jésuites. 555 suiv.

SOCIÉTÉ de la Foi de Jésus. Voyez *Paccanari et Pères de la Foi*.

SOCIÉTÉ des naufrages, créée par les Jésuites en Guinée. 724.

SOCIÉTÉ BIBLIQUE (la) de Londres s'introduit en Russie : ses progrès ; les Jésuites la combattent. 873.

SOCIÉTÉS des bonnes œuvres, des bonnes études, de S. François Régis, à Paris. 928.

SODUS (les) de la charité et les Jésuites aux Etats-Unis. 994.

SOLIS (le cardinal de) confident de Charles III

roi d'Espagne, arrive au conclave : ses négociations avec Ganganelli. 797.

Sonnenberg (le général) triomphe des Corps-Francis à Lucerne. 4013.

SORANE (le P. Jean) meurt après la suppression de l'Ordre : honneurs que lui rend le Parlement de Toulouse. 826.

SORBONNE (la) accepte les Jésuites en France. 314. — Elle est d'accord avec les Pères pour combattre le Jansénisme. 522. — Elle résiste tacitement à la déclaration des quatre articles de l'Eglise gallicane. 634.

SOURT (le maréchal, duc de Dalmatie, adresse à l'armée un ordre du jour plein d'invectives contre Napoléon. 936.

SOURIS (Jacques) corsaire huguenot, massacre sur mer quarante Jésuites qui se rendaient au Brésil. 210.

SOUTHWELL (le P. Robert) mis à mort par Elisabeth. 265.

SRÉE (le P. Ferdinand de) fait changer la jurisprudence contre les sorciers. 474. — Ses poésies allemandes. 624.

SPINOLA (le P. André) meurt à Naples au service des malades. 268.

SPINOLA (le P. Charles) au Japon. 325. — Il est l'historiographe des martyrs. 330. — Il est arrêté. 404. — Son martyre. 403.

SPINOLA (Ambroise) lutte aux Pays-Bas contre Maurice de Nassau. 330, 403.

STANISLAS KOSTKA (Saint, est reçu dans la Compagnie par Canisius, et meurt au Noviciat de Rome. 479.

STANLEY (Lord, permet l'érection d'un collège de Jésuites à Malte, et reçoit les remerciements unanimes des Maltais. 972.

STRADA (Famien) prêche à Louvain. 60. — Il accompagne Lefèvre en Espagne. 62. — Il établit la Compagnie à Saragosse. 402. — Sa vieillesse. 482. — Ses écrits. 610.

SUAREZ (le P. François) théologien célèbre de la Compagnie. 393, 398. — Sa métaphysique. 603.

SUFFEN (le P. Jean de) confesseur de Marie de Médicis, régente de France. 396. Confesseur de Louis XIII. 479. — Sa lettre au Général sur la doctrine ultramontaine. 482. — Il accompagne la Reine-Mère dans son exil, et meurt à Flessingue. 484.

SULLY, ministre d'Henri IV, s'oppose aux Jésuites. 346. — Sa vieillesse. 479.

SUNDERLAND (lord Spencer comte de) ministre de Jacques II d'Angleterre. 566.

SYNODE de Dordrecht. 474.

T

TAICASAMA empereur du Japon. 321 suiv.

— Causes de la persécution qu'il suscite aux chrétiens. 325. — Sa mort. 327.

TAILLEBAND (le prince de) conseille à Louis

XVIII de rétablir les Jésuites. 910. — Pourquoi il devient leur adversaire. 911.

TALON (Omer) attaque les Jésuites. 481.

TANBURNI (Michel-Ange) quatorzième Général de la Compagnie. 649. — Il accepte la condamnation des cérémonies chinoises au nom de l'Ordre. 699. — Sa mort. 792.

TANUCCI, ministre du roi de Naples, fait proscrire les Jésuites à Naples et à Malte. 789.

TAVORA (le marquis de) et sa famille condamnés à mort et exécutés à Lisbonne. 747.

Teatro Jesuitico, libelle espagnol contre les Pères. 460.

TEMPLEURS : leur suppression comparée à celle des Jésuites. 805.

THAMAS-KOULI-KAN et le frère Bazin. 682.

THÉÂTRE chez les Jésuites. 482, 585. — Les réviseurs du *Ratio studiorum* en retranchent l'article relatif au théâtre. 1047.

THEINER (Augustin) écrivain allemand, disciple du P. Köhler. 835. — Sa retraite à Saint-Eusèbe. 961.

THÈME donné aux élèves des collèges royaux de Paris pour soulever les esprits contre les Jésuites. 1024.

THÉOLOGIENS Jésuites. 592, 836, 1057. — Théologiens relâchés chez les Jésuites. 600. — L'enseignement de la théologie est-il immoral? 1028.

THEUX (le P. Théodore de) au Missouri. 993.

THIERS, rédacteur du *Constitutionnel* : calomnies de ce journal contre la Congrégation. 930. — Contre Saint-Acheul et les Jésuites. 938. — Contre Montrouge. 941. — Eloges qu'il donne au calomniateur Martial Marcet. 943. — Il constate le vœu de la France pour la conservation des Jésuites. 957. — M. Thiers, député, attaque les Jésuites pour reconquérir le pouvoir. 1023. — Son rapport à la chambre et le *Juif errant*. 1032. — Son interpellation contre les Jésuites pour enlever l'armement des fortifications de Paris. 1036. — Son patriotisme et la protestation des élèves des Jésuites. 1055.

THIEN, luthérien Danois, se fait Jésuite. 839.

THOMISTES et Molinistes. 337 suiv.

THOU (le Président de) historien, dénature le récit du génois Conestaggio au sujet des Jésuites portugais. 489. — Il dénonce l'espionnage d'Elisabeth d'Angleterre. 246. — Il fait l'éloge du P. Maldonat. 268.

THOU (François de) fils du président, est condamné à mort avec Cinq-Mars. 484.

TIERS-ORDRE de la Compagnie. 735.

TILLY, général autrichien dans la guerre de Trente-Ans. 462. — Sa mort. 470.

TOLST (le P. François) accompagne le cardinal Commendon en Allemagne. 476. — Ses premières années. 481. — Il étouffe le Baianisme. 224. — Clément VIII l'élève au cardinalat malgré sa résistance. 277. — Il obtient du Pape

l'absolution d'Henri IV. 308. — Sa mort : deuil qu'elle cause en France. 309. — Ses ouvrages. 594.

TONGE (le docteur) invente une conspiration de Jésuites en Angleterre. 564.

TORREZ (le P. Côme de) compagnon de Xavier. 76, 158. — Sa mort. 248.

TOURNON (Maillard de) patriarche d'Antioche, légat du Saint-Siège aux Indes et en Chine, et cardinal, arrive à Pondichéry : son mandement. 694. — Il arrive à Pékin par l'entremise des Jésuites. 697. — Il est livré aux Portugais et meurt en prison à Macao. 698.

TRÉVOUX (le Journal de) et le P. Tournemine. 622. — Le P. Berthier. 838.

TRIGOSUS (le Père) secourt les Malinois après le pillage de leur ville par les Gueux. 206.

TRUSCHZ (le cardinal Othon) évêque d'Augsbourg, donne aux Jésuites l'université de Dillingen. 452.

TURSELINI (le P. Horace) prépare les voies aux discours sur l'histoire universelle de Bossuet. 640.

TYRANNICIDE. Voyez *Régicide*.

U

UKASE qui exile les Jésuites de Saint-Petersbourg. 875. — Ukase de bannissement de la Russie. 880.

UNIVERSITÉ de Paris, berceau de la Compagnie de Jésus. 42. — Elle en est le séminaire. 52. — Son origine. 53. — Son mode de gouverner et d'instruire. 54. — Ses manœuvres pour empêcher l'établissement des Jésuites à Paris. 403. — Ses griefs contre la Société. 407. — Elle refuse d'admettre l'Institut dans son sein. 445. — Procès entre l'université et les Jésuites. 446, 495. — Elle sollicite l'appui des Protestants contre les Jésuites. 196. — Elle fait appel au Parlement d'une décision de l'évêque de Paris en matière de foi. 232. — Elle se met d'accord avec les Jésuites pour secourir les pestiférés. 235. — Elle accuse les Pères des excès de la Ligue dont elle est elle-même coupable. 297. — Ses doctrines sur le tyrannicide. 298. — Elle fait amende honorable à Henri IV et reprend son procès contre l'Ordre. 310. — Son opposition au roi. 347. — Elle recommence ses poursuites sous Louis XIII, et dénonce les ouvrages de Bellarmin et de Suarez. 393. — Sa jalousie. 479, 483. — En 1724 elle fait l'éloge de l'Institut. 30.

UNIVERSITÉ (l') impériale de France et les petits-séminaires. 966. — Royale, après la révolution de Juillet, elle s'inquiète des succès des Jésuites dans le saint ministère. 4020. — Son éclectisme et son intolérance. 4022.

UNIVERSITÉS. Causes de la guerre qu'elles font aux Jésuites. 4055. — Celle de Cracovie les attaque. 463. — Celle de Douai les aggrave. 206.

— Celle de Louvain leur est contraire. 149, 289, 338. — Enseignement de l'université de Naples comparé à celui des Jésuites. 1053. — Celle de Vilna est jalouse de leurs succès en Russie. 869 suiv.

UNIVERSITÉS confiées aux Jésuites : à Gandie. 63. — A Dillingen. 152. — A Pont-à-Mousson. 234. — A Paderborn et à Prague. 464. — A Tournon. 433. — A Polotsk. 872. — Au Missouri. 993.

URBAIN VIII, Pape : ses brefs aux chrétiens du Japon. 404. — Il permet à Ferdinand II d'appliquer à l'érection de collèges les biens ecclésiastiques recouverts. 468. — Il publie les bulles de canonisation de saint Ignace et de saint François Xavier. 495. — Sa mort. 497.

V

VALDIVIA (le Père) au Chili. 333, 436.

VALIGNANI (le P. Alexandre) visiteur au Japon, par sa seule énergie, y renouvelle les prodiges de saint François Xavier. 319. — Il se rend en Europe avec une ambassade Japonaise. 324. — Sa réception au palais de Taicosama à son retour. 323. — Il arrête la persécution. 327. — Sa mort. 328.

VALLA (le Père) au Japon. 247.

VAN LIL (le P. Pierre) rétablit la Compagnie en Belgique : sa mort. 1009.

VAN QUICKENBORN (le P. Charles) fonde des résidences et un collège au Missouri, et visite les sauvages. 990. — Il cultive les Kickapoos. 993. — Sa mort. 994.

VARADE (le Père) accusé de complicité dans l'attentat de Barrière. 340.

VARIN (le Père) supérieur des Pères de la Foi, se réunit avec eux à la Compagnie de Jésus. 914. — Il fonde trois Instituts de religieuses chargées de l'enseignement. 913.

VASQUEZ (Denis) Jésuite espagnol, provoque des dissensions dans la Société. 271. — Il meurt repentant. 272.

VATINESNIL (de) ministre de l'instruction publique sous Charles X, empêche les Jésuites de s'occuper de l'enseignement. 956. — Il publie une consultation en leur faveur sous Louis-Philippe. 1031.

VÉNÉRABLES de la Compagnie de Jésus, déclarés tels par la congrégation des rites. 825.

VERBIEST (le P. Ferdinand) en Chine. 414. — Il est nommé président des mathématiques et fond des canons pour l'Empereur. 695.

VERJUS (le P. Antoine) accompagne son frère, le comte de Crécy, à la diète Germanique. 665.

VERMI (le Père) sort de la Compagnie pour devenir évêque, et meurt misérablement. 496.

VERSORS, avocat des Jésuites dans leur procès contre l'Université de Paris. 146, 497.

VERTOT raconte l'expulsion des Jésuites de Malte. 461. Voyez *Portugal*.

VICAIRES APOSTOLIQUES en Angleterre, opposés aux Jésuites. 538, 896.

VICO (le Père de) et ses découvertes astronomiques. 1058.

VICTOR-AMÉDÉE duc de Savoie, puis roi de Sardaigne, et les Jésuites de Sicile. 645.

VICTOR-EMMANUEL, roi de Sardaigne, rend aux Jésuites leurs anciens collèges : il abdique en faveur de son frère. 961.

VIEIRA (le P. Antoine) célèbre Jésuite Portugais. 551. — Son talent pour la prédication. 606. — Ses travaux apostoliques au Maragnon. 745.

VIEYRA (le P. Sébastien) missionnaire et martyr au Japon. 405.

VILELA (le Père) au Japon. 158, 247.

VILÈLE, ministre de Charles X, laisse sciemment calomnier les Jésuites au profit de son pouvoir. 930. — Son ministère. 945.

VILLARS (le maréchal de) congréganiste à l'armée et protecteur des Congrégations. 670.

VILLE (le P. François de) confesseur de Marie de Savoie, reine de Portugal. 544 suiv.

VILLEGAGNON (Nicolas Durand de), chevalier de Malte apostat, converti au Brésil par les Jésuites. 160.

VILLERMAIN, ministre de France, à la Chambre des Pairs. 781. — Il attaque les Jésuites. 1024. — Il présente un projet de loi sur la liberté d'enseignement. 1031.

VINCENT (Julien) Jésuite, attaque la lettre de Loyola sur l'obéissance : il meurt en prison à Rome. 273.

VINCENT DE PAUL (saint) fonde la Congrégation des Lazaristes. 482. — Sa vénération pour la Compagnie. 488. — Il fait passer des secours en Lorraine. 490. — Il résiste aux séductions des Jansénistes. 513. — Sa déclaration sur le livre de la *fréquente communion*. 520.

VIRET (Pierre), orateur Calviniste, discute avec l'ossevin. 147.

VISCENRI (le P. Ignace), seizième Général de l'Ordre, fait revenir Lavalette de la Martinique. 763. — Son élection et sa mort. 793.

VITELLESCHI (le P. Mutis) sixième Général. 399. — Il apaise les dissensions intérieures de l'Ordre. 456. — Son généralat monotone de bonheur. 460. — Ses lettres d'intercession aux Confesseurs de Louis XIII pour leurs frères d'Allemagne persécutés par les Suédois. 470. — Il excommunie le P. Cheminot. 491. — Position qu'il prend à Rome. 493. — Paul V veut le faire Cardinal. 494. — Sa mort. 497.

VŒUX des Jésuites. 39.

VŒUX de religion prohibés en Angleterre. 898.

VOLTAIRE chez les Jésuites. 38. — Son opinion sur les Missions du Paraguay. 435, 439. — Il juge le Parlement anglais sous Charles I. 501.

— Sa lettre inédite au jésuite Vionnet. 621. — Son portrait. 759. — Il immole son affection pour les Jésuites à son plan d'attaque contre la religion. 760.

VOTA (le Père) confesseur et ami de Jean Sobieski roi de Pologne. 556 suiv. — Frédéric Auguste, électeur de Saxe et roi de Pologne, le choisit pour confesseur; il le réconcilie avec sa famille et travaille à la conversion de la Saxe jusqu'à sa mort. 646.

W

WALPOLE (le P. Henri) mis à mort par Elisabeth : tous ses frères se font Jésuites. 265.

WALSH (le P. Guillaume) en Ecosse. 259.

WALSINGHAM, conseiller d'Elisabeth d'Angleterre. 262.

WALSTEIN, général autrichien dans la guerre de Trente-Ans, ami des Jésuites. 465. — Sa retraite dans sa principauté de Friedland. 469. — Il rentre en lice. 470.

WARSEVICZ (le P. Stanislas) fait élire roi de Pologne le duc d'Anjou. 481. — Sa mission en Suède auprès du roi Jean III; ses discussions avec ce prince. 225.

WELD (Thomas) donne aux Pères Anglais sa terre de Stonyhurst pour y ériger un collège. 896.

WETTER (le P. Conrad) Controversiste allemand. 595.

WESTON (le Père) arrêté par ordre d'Elisabeth et déclaré innocent par ses juges. 264.

WHITE (le P. André) accompagne Lord Baltimore et les émigrés du Maryland. 453.

WOLF (le P. David) nonce du Pape en Irlande. 452.

X

XAVIER (S. François, s'engage avec Loyola. 13. — Son apostolat et sa mort. 67 suiv. — Sa canonisation. 495. — Sa lettre sur la direction des femmes. 666. — Son mot ordinaire aux compagnons de ses travaux. 1000.

XAVIER (le P. Jérôme) au Mogol. 334.

XOGUN empereur du Japon. 400

Y

YENNI (Pierre-Tobie) évêque de Lausanne, fait rétablir les Jésuites à Fribourg. 906. — Il fait supprimer la méthode d'enseignement du cordelier Girard. 907.

YEPES (Fra Diego) auteur d'une histoire particulière d'Angleterre. 258.

YONG-TCHING, empereur de la Chine, proscrit le Christianisme. 702.

Z

ZACCARIA (le P. Antoine) chargé de former les Nonces Apostoliques. 834. — Il réfute Fébronius. 837.

ZAMOSKI (Jean) chancelier de Pologne sous Etienne Bathori. 278. — Sa correspondance avec Possevin. 280.

ZUCCHI (le P. Nicolas) admoniteur d'Olivier. 543. — Il est prédicateur et mathématicien. 615.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES PAYS OU LES JÉSUITES ONT RÉSIDÉ OU EXERCÉ LEUR MINISTÈRE.

Abyssinie. 160, 332, 684.
 Açores (îles). 494.
 Allemagne. 56, 85, 108, 152, 176, 224, 277, 284, 397, 462.
 Angleterre. 152, 239, 366, 498, 538, 557, 895.
 Angola. 463, 331.
 Anhalt-Kæthen. 908.
 Antilles. 432, 720, 763.
 Arabie. 77.
 Autriche. 409, 465, 834, 893.
 Bavière. 274, 464.
 Béarn. 357, 477.
 Belgique. 60, 149, 204, 223, 288, 341, 473, 904, 1008.
 Bengale. 331, 422.
 Bohême. 110, 397, 464.
 Brésil. 159, 208, 332, 423, 744, 749.
 Buenos-Ayres. 1002.
 Cafrérie. 462.
 Calabre. 170.
 Californie. 748.
 Canada. 357, 424, 724.
 Célèbes (îles). 157.
 Ceylan (île). 157, 422.
 Chili. 332.
 Chine. 84, 463, 408, 695, 821, 1003.
 Cochinchine. 419, 688.
 Cologne (électorat). 60.
 Colombie. 447.
 Congo. 461, 417, 724.
 Corse (île). 408, 494.
 Crimée. 683.
 Deux-Siciles. *Voyez* Naples, Sicile.
 Ecosse. 48, 453, 244, 259, 264, 383.
 Egypte. 463, 683.
 Espagne. 55, 62, 96, 124, 182, 235, 270, 334, 456, 552, 675, 784, 832, 973.
 Etats-Unis d'Amérique. 986.
 Ethiopie *Voyez* Abyssinie.
 Floride. 242.
 France. 12, 52, 89, 102, 131, 195, 232, 290, 343, 390, 477, 504, 541, 623, 650, 758, 829, 940, 1014.

Gallicie. 890.
 Grèce. 998.
 Guinée. 331, 417, 724.
 Guyane. 749.
 Hollande. 341, 473, 641, 901, 1009.
 Hongrie. 464.
 Indes orientales. 68, 157, 446, 687, 999.
 Indostan. 420.
 Irlande. 47, 152, 251, 265, 503, 899.
 Italie. 49, 50, 153, 174, 494, 543.
 Jamaïque. 997.
 Japon. 76, 158, 216, 316, 400, 688.
 Madagascar. (île) 1004.
 Maduré. 420, 694, 1005.
 Malte (île). 469, 460, 972.
 Maragnon. 423, 744, 749.
 Mariannes. (îles) 687.
 Maryland. 453.
 Mexique. 215, 332, 538, 997.
 Milanais. 235, 543.
 Modène. 50, 887.
 Mogol. 330, 688.
 Moluques. (îles) 74, 245, 331.
 Monomotapa. 462, 332.
 Mont-Liban. 682, 999.
 Moravie. 466.
 More (îles). 74, 157.
 Mozambique. 68.
 Naples. 171, 269, 494, 543, 649, 788, 856, 973, 1053.
 Nouvelle-Grenade. 423, 1003.
 Prégon. 994.
 Paraguay. 332, 433, 707, 738, 749.
 Parme. 19, 335, 789, 854.
 Pérou. 214, 332.
 Perse. 420, 682.
 Philippines (îles). 688.
 Piémont. 961.
 Pologne. 151, 480, 277, 283, 462, 555, 646.
 Pondichéry et Inde française. 694.
 Portugal. 56, 99, 125, 186, 488, 544, 677, 735, 832, 979.
 Prusse. 841.

Rome. 43, 63, 410, 420, 428, 453,
 249, 237, 263, 267, 334, 390, 398,
 493, 542, 648, 794, 859, 886, 960.
 Russie. 277, 647, 844, 869.
 Sardaigne. 482, 964.
 Savoie. 449, 962.
 Saxe. 643, 908.
 Siam. 689.
 Sicile. 496, 645, 973.
 Socotora (île). 68.
 Suède. 225, 506.

Suisse. 222, 288, 905, 4040, 4053.
 Syrie. 999.
 Tartarie. 333.
 Terres Magellaniques. 743.
 Thibet. 422, 686.
 Tongking. 449.
 Transylvanie. 285.
 Turquie. 357, 429, 679.
 Valteline. 495.
 Venise. 44, 54, 444, 430, 384, 506,
 969.

FIN.

060.9

C 865

6912

CRETINEAU-JOLY, J.

AUTHOR

Hist. De La Compagnie Jesus

TITLE

III

DATE
LOANED

BORROWER'S NAME

ROOM
NUMBER

Brusher

MAR 3

Brusher

Aug 15 J. J. J. J.

STORAGE - COSA

6912

